



HAL
open science

Changement de régime et genèse d'une nouvelle histoire officielle : combats autour du passé fasciste et communiste en Roumanie après 1989

Anemona Constantin

► To cite this version:

Anemona Constantin. Changement de régime et genèse d'une nouvelle histoire officielle : combats autour du passé fasciste et communiste en Roumanie après 1989. Science politique. Université de Nanterre - Paris X, 2019. Français. NNT : 2019PA100086 . tel-02570546

HAL Id: tel-02570546

<https://theses.hal.science/tel-02570546>

Submitted on 12 May 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Membre de l'université Paris Lumières

Anemona Constantin

Changement de régime et genèse d'une nouvelle histoire officielle. Combats autour du passé fasciste et communiste en Roumanie après 1989

Thèse présentée et soutenue publiquement le 14 novembre 2019

en vue de l'obtention du doctorat de Science politique

de l'Université Paris Nanterre

sous la direction de M^{me} Marie-Claire Lavabre (Université Paris Nanterre)

Jury * :

Rapporteur·e :	Frédérique MATONTI	Professeure des universités, Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Rapporteur·e :	Nadège RAGARU	Chargée de recherche, CNRS ; Chargée de recherche, HDR
Membre du jury :	Antonela CAPELLE- POGACEAN	Chargée de recherche, CNRS
Membre du jury :	Annie COLLOVALD	Professeure des universités, Université Paris Nanterre
Membre du jury :	Marie-Claire LAVABRE	Directrice de recherche, CNRS
Membre du jury :	Jean-Charles SZUREK	Directeur de recherche, CNRS

REMERCIEMENTS

Ma gratitude va tout d'abord à Marie-Claire Lavabre qui a accepté, contre toute attente, d'accompagner cette thèse durant la dernière année, la plus difficile, pour sa grande confiance et ses conseils toujours avertis, même si prodigués dans l'urgence.

Je remercie également Jean-Charles Szurek, mon directeur « historique », qui est à l'origine de ce travail et qui, depuis le début, a cru en sa réussite. Cette thèse s'est nourrie de sa culture sur l'Europe centrale et de l'Est qui a éclairé pertinemment nos impensés, de son regard bienveillant et attentif et surtout de sa délicatesse et de son humanité.

Cette thèse n'aurait pas été possible sans Annie Collovald, auprès de laquelle depuis l'époque du DEA, déjà, je me suis formée intellectuellement et à laquelle va toute ma reconnaissance pour ses relectures attentives et exigeantes, son chaleureux investissement, son énergie débordante et surtout pour sa passion de la recherche avec laquelle elle nous a toujours éblouis. Qu'elle en soit pleinement remerciée.

Je remercie Olivier Le Noé pour son accueil confiant au sein de l'Institut des Sciences Sociales du Politique où j'ai toujours trouvé un cadre propice à la recherche et ouvert à l'amitié. Autrement dit, d'excellentes conditions pour l'accomplissement de cette thèse. Merci également à tous les doctorants du labo, gentils et souriants, à Julie, notamment, pour sa disponibilité et ses conseils de dernière heure. Une pensée d'amitié mélancolique va à mes anciens camarades, Alexandre, Federica, Severine, Rémi et Victor au milieu desquels cette aventure a commencé et avec lesquels j'ai partagé tant de moments de science et de convivialité.

Un grand merci à l'École doctorale de Nanterre de m'avoir permis de mener à bien cette thèse et tout particulièrement à Marie-Gabrielle Thiant pour son professionnalisme et sa grande simplicité dans les rapports humains qui ont facilité les échanges, de loin comme de près.

Frédéric Zalewski, qui a joué un rôle clef dans la fin de cette thèse, et Laure Neumayer, qui m'ont proposé il y a plusieurs années de les rejoindre dans un projet de recherche, ont

beaucoup apporté, sans le savoir, à la finalisation de ce doctorat. Leur main tendue a beaucoup signifié à l'époque et je tiens à leur dire ma pleine reconnaissance.

Ma gratitude va également à Raluca Grosescu pour son soutien assidu, ses encouragements et son amitié. Je ne suis pas près d'oublier l'ambiance de travail à la fois exigeante et détendue qu'elle a su créer au sein de notre petit groupe de recherche à l'Université de Bucarest. Merci également à nos collègues, Bogdan Iacob qui a nourri avec aplomb ma provision de livres et à Laura Demeter pour sa complicité.

Cette thèse a eu la chance de bénéficier de plusieurs relecteurs avisés et pointilleux qui m'ont aidé à l'améliorer au mieux et m'ont gratifié en plus de leur amitié : Fabien Carrié, Pascal Bonnard, Federica Rossi, Marc Renkens se sont penchés sur ses longs chapitres et les ont nourris de leurs réflexions inspirées. Christophe Le Digol et Arnault Skornicki m'ont fait des remarques précieuses à différentes étapes de ce travail. Qu'ils en soient tous amplement remerciés. Cette thèse doit beaucoup à Mihai Burcea que j'ai inlassablement assailli de questions, à sa grande culture historique et à son incroyable générosité. Je lui en sais gré également pour nos déjeuners politiques qui ont animé les longues journées d'isolement à la Bibliothèque de l'Académie Roumanie de Bucarest. Ma reconnaissance va également à Mihnea Berindei qui n'a malheureusement pas pu voir la fin de cette thèse et à Adrian Cioflâncă pour les longs entretiens accordés et parce qu'ils furent des relais extrêmement efficaces sur le terrain.

Je n'aurais jamais pu terminer ce travail sans les compétences techniques, les relectures attentives, le dévouement et la patience de mon ami Cyrille Rivallan à qui cette thèse doit indiciblement plus que son rendu final. Je l'en remercie infiniment.

Mes pensées vont à mes amis, qui de manière inexplicable, ont constamment cru en ce travail. Un grand merci à Margherita, ma confidente, ma complice, ma maison parisienne pour son dévouement, son regard pénétrant sur le monde et sa gentillesse ardente. Merci à Nicos, grand-frère au grand cœur pour son affection, sa générosité et son humour toujours décalé. Merci à Federica qui incarne à merveille la perfection dans tout ce qu'elle entreprend pour son amitié à toute épreuve et son indéfectible fidélité. Merci à Melissa pour son amour et son éclatante joie

de vivre et à Alex, grand complice de diableries, pour la pointe d'élitisme toute roumaine avec laquelle il a toujours regardé ce travail. Merci tout spécialement à Coralie qui fût ma première amie française quand cela signifiait quelque chose pour sa confiance enthousiaste, sa camaraderie, son intelligence à fleur de peau. Merci à Monika et Simon qui m'ensorcellent chaque fois avec leurs aventures de m'avoir accueilli chez eux.

Je ne saurais assez remercier ma famille d'adoption, notre légendaire et merveilleuse « rue Cail » et ceux qui l'ont faite — Haris, âme-sœur, Claire ma sœur, Manu et Giulio, chers Jules et Jim, Daniela et Laure. Et les Autres.

Merci à mes amis de Roumanie, au groupe des filles, à Raluca, à Anca et à Cristiana pour leur admiration et nos escapades et à mes amis du tango, Andreea et Marian.

Merci à Eddy qui m'a appris le français.

Merci à Emmanuel qui, à distance, m'a encouragée comme un supporteur ces deux derniers mois.

Cette thèse n'aurait pas existé sans ma famille. Sans mon frère, Iustin, que je remercie pour sa tendre affection et son ironie taquine. Sans mes parents, Sabina et Dan, qui m'ont toujours entourée d'un amour inconsidéré, que je remercie pour leur soutien sans faille et surtout pour avoir su être et rester, depuis toujours, mes meilleurs amis.

Cette thèse a bénéficié d'une aide de l'État gérée par l'Agence nationale de la recherche au titre du programme Investissements d'avenir portant la référence ANR-11-LABX-0026-01.

SIGLES UTILISÉS

AC : Alianța Civică	Alliance civique
AFDPR : Asociația Foștilor Deținuți Politici din România	Association des anciens détenus politiques de Roumanie
APADOR-CH : Asociația Pentru Apărarea Drepturilor Omului în România — Comitetul Hensinki	Association pour la défense des droits de l’Homme en Roumanie — Comité Helsinki
CC : Comitetul Central	Comité central
CDR : Convenția Democrată Română	Convention démocratique roumaine
CEDO : Curtea Europeană a Drepturilor Omului	Cour européenne des droits de l’Homme
CEU : Central European University	Université centrale européenne
CISC : Centrul Internațional Pentru Studiul Comunismului	Centre international pour l’étude du communisme
CISHR : Comisia Internațională pentru Studiul Holocaustului în România	Commission internationale pour l’étude de l’Holocauste en Roumanie
CNC/NCNC : National Captive Nations Committee	Comité des Nations Captives
CNSAS : Consiliul Național pentru Studiul Arhivelor Securității	Conseil national pour l’étude des archives de la Securitate
CNSLR : Confederația Națională a Sindicatelor Libere din România	Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie
CPADCR : Comisia Prezidențială pentru Analiza Dictaturii Comuniste în România	Commission présidentielle pour l’analyse de la dictature communiste en Roumanie
CSIER : Centrul pentru Studiul Istoriei Evreilor din România	Centre pour l’étude de l’histoire des Juifs de Roumanie

CPEx : Comitetul Executiv	Comité exécutif
DAAD : Deutscher Akademischer Austauschdienst	Service allemand d'échanges universitaires
FCER : Federația Comunităților Evreiești din România	Fédération des communautés juives de Roumanie
FDAT : Forumul Democrat Antitotalitar	Forum démocratique antitotalitaire
FDSN : Frontul Democrat al Salvării Naționale	Front démocratique du salut national
FDSC : Fundația pentru Dezvoltarea Societății Civile	Fondation pour le développement de la société civile
FMI : Fondul Monetar Internațional	Fonds monétaire international
FRFDPLA : Federația Română a Foștilor Deținuți Politici și Combatanți Anticomuniști	Fédération roumaine des anciens détenus politiques et combattants anticommunistes
FSN : Frontul Salvării Naționale	Front du salut national
GDS : Grupul pentru Dialog Social	Groupe pour le dialogue social
GID : Grupul Independent pentru Democrație	Groupe indépendant pour la démocratie
IICCR : Institutul de Investigarea Crimelor Comunismului în România	Institut d'investigation des crimes du communisme en Roumanie
IICCMER : Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului și Memoria Exilului Român	Institut d'investigation des crimes du communisme et la mémoire de l'exil roumain
INMER : Institutul Național pentru Memoria Exilului Român	Institut national pour la mémoire de l'exil roumain
INST : Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului	Institut national pour l'étude du totalitarisme
IRIR : Institutul Român de Istorie Recentă	Institut roumain d'histoire récente

KOR : Komitet Obrony Robotników	Comité de défense des ouvriers
LANC : Liga Apărării Național Creștine	Ligue de la défense national-chrétienne
ONU : Organizața Națiunilor Unite	Organisation des Nations unies
OSCE : Organizația pentru Securitate și Cooperare în Europa	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN : Organizația Tratatului Atlanticului de Nord	Organisation du traité de l'Atlantique du Nord
PAC : Partidul Alianța Civică	Parti de l'Alliance Civique
PC : Partidul Conservator	Parti conservateur
PCF : Partidul Comunist Francez	Parti communiste français
PCR : Partidul Comunist Român	Parti communiste roumain
PCUS : Partidul Comunist din Uniunea Sovietică	Parti communiste de l'Union soviétique
PD : Partidul Democrat	Parti démocrate
PDL : Partidul Democrat Liberal	Parti démocrate libéral
PDSR : Partidul Democrației Sociale din România	Parti de la démocratie sociale de Roumanie
PL93 : Partidul Liberal '93	Parti libéral '93
PNC : Partidul Național Creștin	Parti national chrétien
PNL : Partidul Național Liberal	Parti national libéral
PMR : Partidul Muncitoresc Român	Parti ouvrier roumain
PRM : Partidul « România Mare »	Parti de la « Grande Roumanie »
PSDR : Partidul Social Democrat din România	Parti social-démocrate de Roumanie

PSD : Partidul Social Democrat	Parti social-démocrate
PUNR : Partidul Unității Naționale Române	Parti de l'unité nationale des Roumains
PUNRT : Partidul de Uniune Națională a Românilor din Transilvania	Parti d'union nationale des Roumains de Transylvanie
PUR : Partidul Umanist Român	Parti humaniste roumain
RDA : Republica Democrată Germană	République démocratique allemande
RFA : Republica Federală Germană	République fédérale allemande
RFE : Radio Free Europe	Radio Free Europe
TP : Tineretul Progresist	Jeunesses progressistes
UDMR : Uniunea Democrată a Maghiarilor din România	L'union démocratique des Magyares de Roumanie
UE : Uniunea Europeană	Union européenne
UGSR : Uniunea Generală a Sindicatelor din România	Union générale des syndicats de Roumanie
USAID : United States Agency for International Development	Agence des États-Unis pour le développement international
USD : Uniunea Social-Democrată	Union social-démocrate
USR : Uniunea Scriitorilor din România	Union des écrivains de Roumanie
UTC : Uniunea Tineretului Comunist	Union des jeunesses communistes
UTM : Uniunea Tineretului Muncitoresc	Union des jeunesses ouvrières

TABLE DES ENCADRÉS ET DES TABLEAUX

Encadré n° 1 : Repères chronologiques (1918–2018)	38
Encadré n° 2 : Négocier le changement de régime : le cas de l'Armée et du Service Roumain de Renseignements.....	111
Encadré n° 3 : La « Révolution » de décembre 1989.....	129
Encadré n° 4 : Le Groupe pour le Dialogue Social (GDS) : de la « société civile » au <i>think tank</i>	133
Encadré n° 5 : Ana Blandiana. De l'engagement de l'œuvre à l'engagement de l'écrivain.....	195
Encadré n° 6 : La prison de Sighet, symbole du Goulag est-européen.....	214
Encadré n° 7 : Romulus Rusan (1935-2016) : un écrivain converti à l'histoire.....	231
Encadré n° 8 : Stéphane Courtois. De l'engagement de l'historien à l'engagement de l'œuvre.....	235
Encadré n° 9 : Constantin Noica (1909-1987). Nationalisme philosophique, marginalité politique.....	296
Encadré n° 10 : Le secteur des ONG en Roumanie (1990-2010) — Le rôle de Gabriel Andreescu.....	322
Encadré n° 11 : Transylvanie et la Bessarabie, provinces « historiques ».....	329
Encadré n° 12 : Burdujeni, village roumain multiconfessionnel durant les années 1930.....	404
Encadré n° 13 : Les Juifs de Roumanie entre 1866 et 1945.....	406
Encadré n° 14 : L'Union des écrivains de Roumanie (1949-1989). Entre consécration littéraire et contrainte politique.....	414
Encadré n° 15 : Leon Volovici (1938-2011)	504
Encadré n° 16 : Nicolae Manolescu (1939-) : notoriété littéraire et reconversion politique.....	513
Encadré n° 17 : Alexandru George (1930-2012) : un excentrique central.....	519
Encadré n° 18 : S. Damian (1930-2012) : les reconversions d'un intellectuel organique.....	523
Encadré n° 19 : Alexandra Laignel-Lavastine (1966-) : la philosophe engagée.....	526
Encadré n° 20 : Lya Benjamin (1931-).....	543

Encadré n° 21 : L'École de Păltiniș. Idéalisme de la philosophie et pragmatisme de la domination symbolique.....	557
Encadré n° 22 : Les Éditions Humanitas ou l'excellence de l'anticommunisme (1990-2018)	567
Encadré n° 23 : Zigu Ornea (1930-2001)	623
Encadré n° 24 : L'historiographie du « fascisme » et de la Shoah en Roumanie (1989-2000)	634
Encadré n° 25 : <i>Le Livre noir du communisme en Roumanie</i> : une légitimation historique de l'équivalence Holocauste-Goulag.....	649
Encadré n° 26 : La demande de condamnation du communisme en Roumanie — Chronologie d'une requête (2005-2006)	696
Encadré n° 27 : Le Conseil National d'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS) (1999-2018)	703
Encadré n° 28 : L'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) (2005-2018)	705
Encadré n° 29 : Elie Wiesel (1928-2016) : le témoin consacré.....	719
Encadré n° 30 : Vladimir Tismăneanu. De l'engagement de la personne à l'engagement de l'œuvre.....	721
Encadré n° 31 : <i>Le Rapport final</i> de la CISHR (1937-1945)	744
Encadré n° 32 : <i>Le Rapport final</i> de la CPADCR (2006)	747
Tableau n° 1 : Données générales Roumanie.....	43
Tableau n° 2 : Liste des principaux partis politiques (1990-2019)	44
Tableau n° 3 : Répartition socioprofessionnelle des membres fondateurs de l'AC.....	166
Tableau n° 4 : Répartition socioprofessionnelle des membres fondateurs de l'AC (détail)...	167
Tableau n° 5 : Les grands thèmes des recherches sur le régime communiste par étapes.....	243
Tableau n° 6 : Les auteurs des éditions de la Fondation Académie civique.....	244

Tableau n° 7 : Les thématiques des Écoles d'été qui se sont déroulées à Sighet entre 1994 et 2002.....	247
Tableau n° 8 : Rencontres internationales auxquelles participe Norman Manea (1987-1991)	436
Tableau n° 9 : La liste des traductions des œuvres de Norman Manea (1985-1991)	439
Tableau n° 10 : Tirages des principales revues impliquées dans la polémique entre 2001 et 2013.....	494
Tableau n° 11 : La répartition par profession des participants à la controverse.....	499
Tableau n° 12 : La répartition par profession des participants à la controverse (détail)	500
Tableau n° 13 : Travaux sur la conversion au « fascisme » des intellectuels roumains (échantillon)	657

LISTE DES IMAGES

Image n° 1 : La position de la Roumanie en Europe.....	42
Image n° 2 : 1. Les régions historiques de la Roumanie / 2. Les principales villes de Roumanie.....	44
Image n° 3 : Marian Munteanu lors d'un discours durant la Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest, avril-mai 1990.....	149
Image n° 4 : Place de l'Université, Bucarest, avril-mai 1990.....	152
Image n° 5 : La Faculté de Géologie, Place de l'Université, Bucarest 1990. À droite, sur l'affiche en bas, est inscrit le Point 8 de la Proclamation de Timișoara.....	153
Image n° 6 : Place de l'Université, Bucarest, avril-mai 1990.....	155
Image n° 7 : Place de l'Université, Bucarest, avril-mai 1990.....	156
Image n° 8 : L'entrée du Mémorial Sighet.....	216
Image n° 9 : Intérieur de l'exposition permanente, Mémorial Sighet.....	217
Image n° 10 : L'Espace de recueillement et de prière, Mémorial Sighet.....	220
Image n° 11 : Le Cortège des sacrifiés, Mémorial de Sighet.....	220

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	3
Sigles utilisés.....	7
Table des encadrés et des tableaux.....	11
Liste des images.....	14
Table des matières.....	15
Prologue.....	25
INTRODUCTION	29
QUESTIONNEMENTS DE RECHERCHE ET ÉTAT DU TERRAIN EMPIRIQUE.....	36
<i>Premiers étonnements, premières questions</i>	36
<i>Le passé « récent » dans le discours public postcommuniste. Bref historique</i>	49
1. <i>Les années 1990 et les débuts de l'engouement pour le « passé récent »</i>	49
2. <i>Le gouvernement de la Convention Démocrate Roumaine et la question de la lustration (1996-2000)</i>	53
3. <i>Les années 2000 et l'institutionnalisation de l'« histoire récente »</i>	55
4. <i>Les débuts de l'intégration euroatlantique et l'émergence d'un discours expert sur le passé « récent »</i>	58
LITTÉRATURE DE SPÉCIALITÉ ET CONSTRUCTION DE L'OBJET.....	59
<i>La Roumanie dans le paysage des « transitions à la démocratie »</i>	64
<i>« Transitologie » versus « changement de régime ». Les principales théories</i>	66
<i>... et leurs limites</i>	73
<i>Pour un nouveau modèle d'analyse du changement de régime</i>	77
<i>Mémoire collective, usages politiques du passé, usages intellectuels de l'histoire</i>	81

MATÉRIEL EMPIRIQUE ET MÉTHODES D'INVESTIGATION.....	87
<i>Les matériaux empiriques utilisés</i>	88
<i>Expérience de terrain et usage des matériaux empiriques</i>	90
<i>Les entretiens</i>	90
<i>Les archives</i>	92
<i>Les archives de presse</i>	94
<i>L'enquête ethnographique</i>	94
ANNONCE DU PLAN.....	96
<i>Partie I – Sortir du communisme : l'espace politique, l'espace mémoriel, l'espace expert</i>	101
<i>Sortie(s) du communisme – moment de crise généralisée</i>	103
<i>La structuration de l'espace politique postcommuniste (1990-2000) : une resectorisation malaisée</i>	108
<i>Les intellectuels et le passé « récent » de la Roumanie</i>	113
CHAPITRE 1 : La tentation politique et les usages de l'« anticommunisme »	121
SECTION 1 : La Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest (1990) : les ferments d'une opposition politique.....	124
A/ Bouleversement des logiques routinières et redéfinition de jeu politique.....	125
1. Des nouveaux acteurs politiques ?	125
2. Premiers désaccords : la rupture d'un consensus fragile.....	137
B/ De la manifestation à la « Révolution » ou comment donner du sens à une mobilisation politique.....	147
1. Débuts d'une manifestation, Place de l'Université, Bucarest (1990)	147
2. Qualifier l'événement : la Manifestation de la Place de l'Université, une seconde « Révolution » ?	156
SECTION 2 : L'Alliance Civique : prendre le pouvoir, quitter la politique (1991-2000)..	161
A/ Préparer la victoire : apprentissage politique et campagne électorale (1991-1996)..	162
1. Le programme de l'Alliance Civique : de la politique déguisée en morale.....	163
2. Des intellectuels en politique : les premiers succès.....	166

B/ Le prix de la victoire : gouverner avec l'« ennemi » (1996-2000)	177
CONCLUSION DU CHAPITRE 1	184
CHAPITRE 2 : La tentation entrepreneuriale : le Mémorial de Sighet, patrimonialisation de l'anticommunisme et célébration de l'ordre traditionnel	187
SECTION 1 : La Fondation l'Académie Civique, lieu de conversion des élites culturelles	192
A/ Le Conseil Directeur : élites communistes en voie de conversion politique	195
B/ L'équipe de l'Académie Civique : noviciat et division du travail	201
SECTION 2 : Héritiers de l'ancien régime et muséification de la répression stalinienne	202
A/ Exil politique, retour mémoriel	205
B/ La prison de Sighet : Musée de l'anticommunisme, foyer du traditionalisme	213
1. Le Musée des trois « R » : Répression, Religion, Résistance	213
2. Des muséographes en voie de professionnalisation	223
SECTION 3 : Le Centre d'Études sur le Communisme : idéologies de l'histoire et internationalisation de l'anticommunisme	226
A/ Historiens professionnels, historiens amateurs : les artisans de l'anticommunisme	228
1. Le CISC : pépinière de jeunes historiens	228
2. Le Conseil scientifique du CISC : outsiders de l'anticommunisme et émergence d'un réseau transnational	230
B/ Discours historiographiques, discours politiques à Sighet	239
1. La production du CISC : du témoignage à l'histoire du « totalitarisme communiste »	240
2. Les feux de l'été à Sighet : d'une pédagogie de l'histoire à une pédagogie politique	247
3. Le Rouge et le Noir à Sighet : un lieu pour deux mémoires	256
CONCLUSION DU CHAPITRE 2	264

CHAPITRE 3 : La tentation de l'expertise : la polémique autour du nationalisme et le rôle social de l'Intellectuel postcommuniste (1995-1998)	265
SECTION 1 : Octavian Paler, Alexandru Paleologu et Gabriel Andreescu : le politique, le savant, l'expert.....	267
A/ Octavian Paler (1926-2007) : biographie politique, destin anhistorique.....	268
B/ Alexandru Paleologu (1919-2005) : dandysme culturel, succès politique.....	293
C/ Gabriel Andreescu (1952-) : la vocation de l'expertise, un « apolitisme » ?	309
SECTION 2 : Du nationalisme au rôle social de l'Intellectuel après 1989.....	327
A/ Le « bon » et le « mauvais » nationalisme.....	328
1. Contexte politique de la polémique : adhésion à l'UE et signature des traités de base.....	328
2. Déroulement des hostilités : d'une « Europe des nations » à des « nations européennes ».....	338
B/ De l'« intellectuel nationaliste » à l'« expert patriote »	346
1. Les intellectuels, artisans de la nation roumaine.....	346
2. En finir avec les « artistes », place aux « experts » !	352
C/ La réception de la polémique.....	355
1. Nouveaux entrants dans le débat : des acteurs ou des arbitres ?	355
2. Les enjeux de la polémique et ses effets pratiques.....	364
CONCLUSION DU CHAPITRE 3.....	370
<i>CONCLUSION DE LA PARTIE I</i>	373
<i>Partie II – Des usages politiques du passé aux usages intellectuels de l'histoire. La spécialisation du débat autour du passé « récent » en Roumanie (1992-2004)</i>	377
<i>L'Holocauste sous le régime communiste : justice de guerre et histoire</i>	379
<i>Le rôle des intellectuels publics dans la redécouverte du « fascisme » après 1989</i>	385
<i>Holocauste-Goulag : une comparaison européenne et ses avatars roumains (1997-2004)</i> ...	390

CHAPITRE 4 : L'importation de l'Holocauste en Roumanie et le procès politique des intellectuels. Étude de cas : la controverse autour de « Felix Culpa » (1991-1992)	395
SECTION 1 : La publication de « Felix Culpa » aux États-Unis et ses racines roumaines	397
A/ La parution de « Happy Guilt » aux États-Unis : montée de l'Holocauste, déclin de Mircea Eliade	398
B/ La trajectoire biographique de Norman Manea	403
1. L'enchantement : naissance, déportation et retour du camp (1936-1950)	403
2. Le désenchantement : la conversion au communisme et les études techniques (1950-1965)	411
3. Le ré-enchantement : l'entrée dans le monde littéraire (1965-1986)	414
3.1 Début littéraire et contrainte politique : du « Fer à repasser l'amour » à ... <i>Et l'acier fût trempé</i> (1965-1974)	416
3.2 Professionnalisation et genèse du <i>protochronisme</i> (1974-1981)	421
3.3 Du conflit littéraire au conflit politique (1981-1986)	427
4. Entre le départ de Roumanie et la notoriété internationale : un <i>intermezzo</i> « politique » (1986-1991)	432
SECTION 2 : « Felix Culpa », un article à brûler ?	442
A/ Un éditeur et sa préface	443
B/ Contexte de réception de « Felix Culpa » en Roumanie	448
1. Le mythe de Mircea Eliade au début des années 1990 : économies du prestige, prestige de l'économie	448
2. La déportation des Juifs en Transnistrie et les ralliements des intellectuels au « fascisme » : deux inconnues ? Étude de cas : le traitement du légionnarisme par la revue 22	451
3. Du <i>revival</i> culturel au <i>revival</i> politique des années 1930	456
C/ « Felix Culpa » : la culpabilisation du « silence »	463
D/ Retour malheureux sur une « faute heureuse » : la double réception de « Felix Culpa »	468
1. La réaction américaine	468
2. La réaction roumaine	472
3. Enjeux d'une polémique enflammée	483
CONCLUSION DU CHAPITRE 4	488

CHAPITRE 5 : La réception du <i>Journal (1934-1945)</i> de Mihail Sebastian : lectures littéraires, débats historiographiques (1996-2000)	491
SECTION 1 : Le <i>Journal (1934-1945)</i> de Mihail Sebastian : de la raison littéraire à la raison politique	493
A/ Les lieux et les acteurs de la controverse	493
1. Les lieux de la controverse	493
2. Les intervenants dans la controverse	499
B/ Réception du <i>Journal (1934-1945)</i> de Mihail Sebastian et statuts du manuscrit	501
1. De la réception littéraire	503
1. Appréciation de l'œuvre, dépréciation des personnages	505
2. Le rapport de l'œuvre à la biographie de l'auteur	510
2. À la réception politique	530
SECTION 2 : Réception du <i>Journal (1935-1944)</i> de Mihail Sebastian au sein de la Fédération des Juifs de Roumanie : hypostases de la judaïté et enjeux communautaires	535
A/ Mihail Sebastian au sein de la FCER : le Juif errant et la survie collective	536
B/ Lectures d'identification, lectures d'universalisation	541
SECTION 3 : Du <i>Journal (1935-1944)</i> de Mihail Sebastian à la réception de la réception	549
A/ <i>Sebastian, mon frère</i> : partager la souffrance, comparer le passé	549
1. Gabriel Liiceanu : la réussite d'un « homme-double »	549
1.1 À la recherche d'un maître-à-penser : de l'intellectuel marxiste au philosophe nationaliste	551
1.2 Crise du modèle de réussite intellectuelle	560
1.3 Chute du régime communiste et conversion professionnelle : du philosophe à l'éditeur médiatique	564
2. Sebastian, mon frère : la subversion de l'empathie et les limites de l'identification	573
B/ Réactions à la conférence de Gabriel Liiceanu et scission du « camp démocrate »	579
CONCLUSION DU CHAPITRE 5	583

CHAPITRE 6 : Comparer l’Holocauste et le Goulag : la professionnalisation du débat autour du passé « récent » (1998-2004)	585
SECTION 1 : De la comparaison à la hiérarchisation entre l’Holocauste et le Goulag....	588
A/ Usages intellectuels de la comparaison Holocauste-Goulag.....	590
B/ Enjeux politiques de la hiérarchisation Goulag-Holocauste.....	593
SECTION 2 : De la publicisation à l’internationalisation de la controverse.....	602
A/ La polémique autour des passés « récents » de la Roumanie dans la presse étrangère.....	605
B/ Des rivalités personnelles à la contestation des légitimités professionnelles.....	614
SECTION 3 : Confinement de la controverse et imposition de la logique scientifique....	617
A/ L’invention d’une tradition démocratique.....	618
B/ L’intervention des sciences sociales.....	626
1. Panorama institutionnel et paysage historiographique.....	627
1.1 L’essor des sciences sociales comme « sciences de la transition »	627
1.2. Absence des historiens et renouveau historiographique.....	632
2. La logique historique : établir les faits, désigner les « grandes figures »	640
C/ Mutation des instruments de recherche. Le cas des intellectuels légionnaires.....	653
CONCLUSION DU CHAPITRE 6.....	678
 <i>CONCLUSION DE LA PARTIE II</i>	 679
 <i>Partie III — Expertise et gestion des passés récents. naissance d’une nouvelle histoire officielle et légitimation de l’ordre démocratique (2004-2017)</i>	 683
 CHAPITRE 7 : Naissance d’une nouvelle histoire officielle : la Commission Internationale pour l’Étude de l’Holocauste en Roumanie et la Commission Présidentielle pour l’Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (2004-2006)	 685
SECTION 1 : Les initiatives présidentielles : entre contraintes internationales et concurrences politiques locales.....	688

A/ La Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie, fruit d'une pression internationale.....	690
B/ La Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie : l'anticommunisme comme arme politique domestique.....	695
SECTION 2 : Composition des équipes et fonctionnement des commissions présidentielles.....	717
A/ Appartenances professionnelles et réseaux sociaux au sein des deux commissions d'historiens.....	719
B/ Clivages générationnels et désaccords professionnels au sein de la CPADCR et de la CISHR.....	729
SECTION 3 : Histoire académique, histoire politique dans les deux <i>Rapports finaux</i>	739
A/ Fonctionnement des commissions et conditions de production des <i>Rapports finaux</i>	740
B/ Les pouvoirs de l'histoire.....	743
CONCLUSION DU CHAPITRE 7.....	756
 CONCLUSION GÉNÉRALE	 759
 SOURCES ET BIBLIOGRAPHIES	 771
SOURCES	773
BIBLIOGRAPHIE	783
 ANNEXES	

«Il y a presque deux ans maintenant, lorsque j'ai commencé à tourner ces images, je n'avais pas une idée précise du film que je voulais faire. Je voulais faire quelque chose comme un film sur la Mort... et les gens me disaient : "Faire un film sur la Mort, cela ne veut rien dire... C'est toujours un film sur la Vie que l'on fait." »

Samuel Poisson-Quinton, *Le Jeune Homme et la mort*, 2011

PROLOGUE

« Mardi, 2 mars 1937

Longue discussion politique avec Mircea¹, chez lui. Impossible à résumer. Il était lyrique, nébuleux, il multipliait les exclamations, les interjections, les apostrophes...

Je ne retiendrai de tout cela que cette déclaration, enfin franche : il aime la Garde², elle est son espoir, il attend sa victoire... Autrement, je ne peux pas dire qu'il n'était pas amusant. Selon lui, les

¹ Mircea Eliade (1907-1986) : historien des religions et écrivain roumain, auteur prolifique d'ouvrages scientifiques, de romans et d'essais. Considéré aujourd'hui comme l'un des fondateurs du domaine de l'histoire (moderne) des religions, Mircea Eliade est un « novateur qui libère l'étude scientifique du religieux de la dépendance théologique » (cf. Jacques JULLIARD, « Avant-propos », dans Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2003, p. X). Figure de proue de la jeune intelligentsia bucarestoise des années 1930, il devient à partir de 1935 l'un des plus fervents sympathisants de la Garde de fer. Si son engagement est de courte durée, prenant fin en 1938, le savant ne se départit jamais publiquement de ses choix politiques de jeunesse. Nommé attaché culturel aux légations roumaines de Londres et de Lisbonne au début des années 1940, il s'exile à Paris à la fin de la Deuxième Guerre mondiale et ne retournera plus jamais en Roumanie. Ici, grâce à l'intervention de Georges Dumézil, Eliade reçoit quelques enseignements à l'École Pratique de Hautes Études (EPHE) et écrit plusieurs des œuvres qui l'ont rendu célèbre, dont le *Chamanisme et les techniques archaïques de l'extase* publié chez Payot en 1951. En 1957, il quitte Paris pour les États-Unis, où on lui offre la chaire d'histoire des religions à l'Université de Chicago, chaire qui porte aujourd'hui son nom. Il y reste jusqu'à la fin de sa vie. La réception de ses œuvres en Roumanie est inégale et varie avec l'époque. Jeune étoile montante des lettres roumaines au moment où il quitte le pays, Eliade est interdit de publication durant les années du stalinisme triomphant en raison de son engagement politique antérieur. Partiellement republié par le régime Ceaușescu dans les années 1970, Eliade devient après 1989 une des personnalités culturelles les plus célébrées dans son pays d'origine. Connues seulement par un cercle restreint d'intellectuels, ses sympathies politiques sont découvertes avec fracas par le public large au moment de la publication du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à la fin de l'année 1996 dans un contexte où la popularité de Mircea Eliade est à son apogée.

² La Garde de Fer est une organisation politique antisémite, nationaliste et violente active en Roumanie avec des interruptions entre 1930 et 1941. Issue du Mouvement légionnaire, cette formation a pour originalité, malgré ses ressemblances avec le national-socialisme allemand et le fascisme italien qu'elle imite, son attachement à une mystique chrétienne d'inspiration orthodoxe. Troisième force politique du pays aux élections parlementaires de 1937 où elle emporte 15,58 % des suffrages, la Garde de fer jouit à l'époque d'une grande popularité parmi les intellectuels. Malgré son succès, la formation n'exerce le pouvoir que très brièvement, entre septembre et février 1941 lorsque suite à une tentative de coup d'État avortée, elle est définitivement écartée du pouvoir par le général Ion Antonescu. Ses tentatives répétées de reconstitution en exil ou en Roumanie après 1989 échouent, et la Garde de fer ne connaîtra plus jamais le succès d'antan. Réprimés très durement à partir de 1947, ses anciens militants surnommés les « légionnaires », sont condamnés à plusieurs années de prison lorsqu'ils refusent d'adhérer au Parti Communiste Roumain (PCR). À cause des conditions de détention rudes, plusieurs centaines parmi eux y trouvent leur fin. Plusieurs travaux de référence ont été consacrés à la Garde de fer : Nicholas M. TAGY-TALAVERA, *The Green Shirts and Others: A History of Fascism in Hungary and Romania*, Hoover Institution Press, Stanford, 1970 ; Armin HEINEN, *Die Legion « Erzengel Michael » in Rumänien — Soziale Bewegung und politische Organisation: Ein Beitrag zum Problem des internationalen Faschismus*, R. Oldenbourg, München, 1986 ; Francisco VEIGA, *La mística del ultranacionalismo — Historia de la Guardia de Hierro*, Bellaterra, Barcelona, 1989 ; Roland CLARCK, *Sfântă tinerețe legionară*, Iași, Polirom, 2015 ; Traian SANDU, *Un fascisme roumain. Histoire de la Garde de fer*, Paris, Perrin, 2014 ; Oliver Jens SCHMITT, *Corneliu Zelea Codreanu. Ascensiunea și căderea Căpitanului*, București, Humanitas, 2017.

étudiants qui, hier soir à Iași, ont criblé Traian Bratu de coups de couteau, n'étaient pas des Gardes de fer, mais... des communistes ou des nationaux-paysans. Textuel. Pour ce qui est de Gogu Rădulescu, l'étudiant qui a été battu à coups de corde mouillée au siège des Gardes de fer, bien fait pour lui ! Voilà ce qui convient aux traîtres. Lui, Mircea Eliade, ne se serait pas contenté de si peu, il lui aurait crevé les yeux. Tous ceux qui ne sont pas des Gardes de fer, tous ceux qui font une autre politique que la politique gardiste sont des traîtres à la patrie et ne méritent pas d'autre sort.

Il se pourrait que je relise un jour ces lignes et que j'aie du mal à croire qu'elles résument les paroles de Mircea. Il est donc bon de préciser que je ne fais que reproduire fidèlement ses propos. Simplement pour ne pas les oublier. Un jour, peut-être, les choses se seront suffisamment apaisées pour que je puisse lire cette page à Mircea et le voir rougir de honte.

Je ne dois pas oublier non plus l'explication qu'il donne à son adhésion si fervente à la Garde de fer :

— J'ai toujours cru à la primauté du spirituel.

Il n'est ni un imposteur ni un fou. Il est seulement un naïf. Mais il y a des naïvetés tellement catastrophiques !

Dimanche, 19 décembre 1937

Dans une vie normale, ce qui m'est arrivé ces trois-quatre dernières années devrait être, je ne dirais pas réjouissant, mais certainement pas atterrant. Grave, certes, mais utile précisément par sa gravité. Perdre ma situation — *Cuvântul*¹; un homme à l'égard duquel je me sentais responsable — Nae Ionescu²; plusieurs amis — Ghiță Racoveanu, Haig, Marietta, Lilly, Nina et, enfin, le plus cher de tous, Mircea; tout perdre, absolument tout, voilà qui peut, à trente ans, ne pas être un désastre, mais une expérience de maturité.

¹ *Cuvântul* [Le Verbe] : célèbre quotidien politique et culturel écrit par des intellectuels, qui paraît à Bucarest entre 1924 et 1941. Dirigé par Titus Enacovici jusqu'en 1929, sa direction revient par la suite à Nae Ionescu. À l'initiative de celui-ci, en 1933 le journal ouvre ses pages aux membres de l'organisation fascisante la Garde de fer pour en devenir l'organe à partir de 1940. En 1941, *Cuvântul* cesse son activité.

² Nae Ionescu (1889-1940) : professeur de philosophie à l'Université de Bucarest, journaliste et directeur de la revue *Cuvântul*. En tant que mentor de la Jeune génération, un groupe d'intellectuels qui fonctionna avec un certain succès à Bucarest au début des années 1930, Nae Ionescu lui ouvre généreusement les pages de son journal permettant ainsi à ses membres, dont Mihail Sebastian et Mircea Eliade, d'y faire leurs débuts éditoriaux. Figure non-conformiste à tout point de vue, orateur talentueux et journaliste original, adepte d'un « nationalisme organique » (cf. Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2003, p. 222) et d'un antisémitisme théologique, conservateur et antidémocrate, « Nae », comme l'appellent ses disciples, jouit en son temps d'une grande notoriété. Cette notoriété, il la doit autant à son indéniable charisme qu'à ses retournements politiques. Ami du roi Carol II jusqu'en 1932, Nae Ionescu devient, après la rupture survenue avec celui-ci, l'idéologue de la Garde de fer que le roi déteste. Il met son journal et ses cours à l'Université au service de l'organisation et dans un contexte de répression de la Garde de fer par les autorités, il se fait arrêter et interner à plusieurs reprises dans le camp de Miercurea Ciuc. Libéré en 1938 pour raisons de santé, Nae Ionescu se désiste seulement formellement de l'organisation. Malgré son antisémitisme, Nae Ionescu et Mihail Sebastian continuèrent à se fréquenter jusqu'à la mort du « Professeur », en mars 1941.

Mardi, 21 décembre 1937

Étonnant, le résultat des élections législatives d'hier. Grand succès de la Garde de fer. On parle de trente-cinq députés. En tout cas, des centaines de milliers de voix, des départements entièrement gagnés. L'équivalent de septembre 1930 en Allemagne.

Et pourtant, en cette matinée ensoleillée, l'air, les rues respirent une espèce d'*allégresse* à laquelle je me laissais aller sans souci. Déjeuner — long, bon, copieux — au Capşa, avec Blank, Ionel Gherea et M^{me} Theodorian. De l'inconscience ? Car notre destin se décide peut-être aujourd'hui. Je me rends compte que nous n'avons plus rien à gagner, ni à défendre, ni à espérer. Tout est virtuellement perdu. Viendront les prisons, les malheurs, peut-être la fuite, peut-être l'exil, peut-être pire.

Vendredi, 7 janvier 1938

J'ai répugné à consigner mes sentiments après ma visite d'avant-hier chez Nae. Partagés : sympathie, irritation, méfiance, écœurement. Les mesures antisémites de Goga le révoltent : humiliantes, superficielles, elles allient la barbarie à la moquerie¹. (...)

J'essayais de le rassurer : lent ou violent, lui disais-je, l'assassinat des Juifs ne constitue pas un problème tellement grave, et d'ailleurs la Garde de fer procédera de même.

— Dans les faits oui, mais pas dans l'esprit, telle fut la réplique de Nae. Car sans rire, mon cher ami, il y a une grande différence entre l'homme qui vous tue en vous bafouant et celui qui en fait autant le cœur brisé.

Vendredi, 25 septembre 1942

À Tiraspol, me dit Branişte, *L'Accident* est l'un des livres les plus lus². Pour une raison fort simple : on y achète et lit ce qu'on trouve. Or, Cărăbaş y a porté et vendu trente exemplaires de *L'Accident*. À des officiers de ses camarades qui l'ont lu et auxquels il a plu, Branişte a confié que l'auteur était juif.

— Ça alors ! On ne s'en aperçoit même pas !

¹ Le gouvernement Goga (29 décembre 1937-10 février 1938) : du nom du poète nationaliste et antisémite Octavian Goga, leader du Parti National Chrétien (PNC) et Premier ministre pour un laps de temps, connu pour l'adoption des premières mesures largement antisémites. Parmi celles-ci, la plus importante par ses conséquences est l'adoption le 22 janvier 1938, du Décret-loi n° 169 stipulant la « révision de la nationalité des Juifs ». « Dans les faits, il l'annule à tous ceux auxquels elle a été accordée après la Première Guerre mondiale ». Autres mesures antijuives mises en place par le gouvernement Goga : l'interdiction pour les membres de la communauté juive d'exercer la profession de journaliste ainsi que le licenciement de tous ceux qui « sont payés par de l'argent public », cf. COMISIA INTERNATIONALĂ PENTRU STUDIUL HOLOCAUSTULUI ÎN ROMÂNIA (CISHR), *Raport final*, Iaşi, Polirom, 2005, p. 40.

² *Accidentul*, roman écrit et publié par Mihail Sebastian en 1940. Pour l'édition française : Mihail SEBASTIAN, *L'Accident*, Paris, Mercure de France, 2002, 299 p.

Vendredi, 13 octobre 1944

Un incident comique. Je rencontre dans une pâtisserie un médecin grec (je ne me souviens pas de son nom) dont j'ai fait la connaissance à Paris en 1930. Depuis, nous nous saluons quand nous nous croisons dans la rue.

— Je suis content que vous ayez évolué, me dit-il.

— J'ai évolué ?

— Oui. On m'a dit que vous n'étiez plus de droite.

— De droite, moi ! Quand ai-je été de droite ?

— Mais, je vous ai connu comme ça à Paris. Vous n'étiez pas Action française ?

Je me demandais si je devais rire, protester ou me taire. Que lui dire ? Il sort ça d'où ? D'où, bon Dieu ?

Comme il est difficile de communiquer avec les gens !

Toutes sortes d'images et d'idées circulent à votre propos. Vous ne savez pas d'où elles viennent, comment elles sont nées, sur quoi elles reposent. Vous ne les connaissez même pas. Et, entre-temps, votre vie réelle est pareille à une île.¹ »

¹ Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, Paris, Stock, 1998, p. 112-113, 129-130, 136-137, 142-143, 450 et p. 549.

INTRODUCTION

S'il faut attribuer une origine à cette thèse et à l'intérêt qu'elle porte à l'écriture de l'histoire politique roumaine après 1989, la rencontre avec le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à l'automne 2005, serait certainement la plus appropriée¹. Ce qui était une lecture de pure « évasion », à l'époque, coïncida avec les débuts d'un DEA en sociologie politique comparative à l'Université de Nanterre, et, passé le temps nécessaire au mûrissement des interrogations que ce livre soulevait, avec sa fin.

L'impression forte que cette confession me laissa, plus précisément le malaise né des révélations qu'elle mettait au jour, furent à la base d'un mémoire de fin d'études qui posait la question des « conditions sociales du ralliement au fascisme des intellectuels roumains pendant les années 1930 »². Fruit d'une émotion personnelle plutôt que d'une curiosité intellectuelle, ce choix mettait en évidence la surprise avec laquelle une partie du public roumain accueillait l'éclairage apporté par le *Journal* de Sebastian aux passions politiques insufflées un demi-siècle

¹ Mihail Sebastian (1907-1945) : écrivain roumain d'origine juive et avocat, auteur de romans et de pièces de théâtre, journaliste à plusieurs revues importantes de l'entre-deux-guerres, dont *Cuvântul* [Le Verbe], de Nae Ionescu. Ami de Mircea Eliade, d'Emil Cioran et d'Eugène Ionesco, Mihail Sebastian compte parmi les fondateurs du groupe de la Jeune génération, association d'artistes et d'intellectuels qui se propose de renouveler la culture roumaine par la « synchronisation » avec les cultures occidentales. (Pour une analyse plus poussée des objectifs culturels du groupe, voir Mircea VULCĂNESCU, « *Tânăra generație* ». *Crize vechi in haine noi*, București, Compania, 2004.) Dans son *Journal* écrit entre 1935 et 1944, à part la conversion progressive de ses amis au Mouvement légionnaire, dont la Garde de fer est l'antenne politique, une place importante est accordée à la description des relations entre intellectuels de l'époque, à l'ambiance qui précède et qui suit l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale ainsi qu'à la dégradation de la situation des Juifs sur fond d'adoption des mesures antisémites. Exclu du barreau et interdit de publication, Sebastian est confronté, dès le début de la guerre, à une situation des plus difficiles, qui l'emmène peu à peu à abandonner le ton frivole et insouciant des débuts au profit d'un registre plus grave et plus approprié à l'expression des mouvements intérieurs provoqués par les humiliations que sa marginalisation sociale et professionnelle progressive lui fait subir. Bien que tristes, ces épisodes sont l'occasion de pages magistrales, sombres mais non dépourvues d'humour, où Sebastian donne toute la mesure de son talent artistique. Reçue avec enthousiasme, la fin de la guerre semble apporter l'amélioration de la situation de l'auteur, mais ironie du sort, elle signifie aussi celle de l'écrivain qui, en mai 1945, trouve la mort dans un brutal accident de voiture, soit quelques mois après la libération de Bucarest par l'Armée rouge. Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944)*, București, Humanitas, 1996, 392 p. [édition roumaine] ; Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, Paris, Stock, 1998, 575 p. [pour l'édition française].

² Anemona CONSTANTIN, *Les conditions sociales du ralliement des intellectuels roumains au fascisme dans les années 1930*, Mémoire pour le DEA de Sociologie politique comparative, dir. Annie Collovald, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2006.

plus tôt à ses compatriotes, par l'organisation fascisante la Garde de fer. Livre remarquable à bien des égards, ce témoignage dut son succès en librairies au fait qu'il dévoilait pour la première fois publiquement l'engagement légionnaire de nombre d'intellectuels, dont quelques icônes culturelles dans une Roumanie à la recherche de ses idoles à une période épargnée par le communisme. Parmi ceux-ci, Mircea Eliade, historien des religions de renommée internationale et écrivain apprécié, le philosophe Emil Michel Cioran¹, personnage atypique dont la notoriété parisienne de désabusé raffiné flattait une fierté nationale en quête de reconnaissance ; enfin, Nae Ionescu, professeur de philosophie à l'aura charismatique, dont la figure redécouverte après 1989 ne cesse de fasciner². Auteurs d'une œuvre devenue aujourd'hui classique, en ce sens que leurs noms figurent, à l'exception de celui de Nae Ionescu, aussi bien dans les histoires littéraires que dans les programmes scolaires, leur notoriété n'a pas profité à la publicisation de leurs sympathies politiques. Restées méconnues du large public avant la parution du *Journal (1935-1944)* en décembre 1996, ces sympathies firent naître un nombre insoupçonnable de polémiques, si bien que les appréciations à l'égard de la valeur littéraire de cette autobiographie se perdirent dans la marée des controverses en marge des passions politiques des intellectuels.

Ignorant ces débats au moment où je commençais à consulter la bibliographie pour mon mémoire de master, je découvris avec étonnement l'ampleur de cette véritable « guerre

¹ Emil Cioran (1911-1995) : philosophe et écrivain roumain d'expression française, connu pour son scepticisme et pour l'élégance de son style littéraire, auteur de plusieurs livres, essais et recueils d'aphorismes composant une œuvre devenue classique, publiée par La Pléiade en 2011 (cf. CIORAN, *Œuvres*, Paris, La Pléiade, 2011) Diplômé en Lettres et Philosophie à l'Université de Bucarest (1932), E. M. Cioran fait également partie, avec Sebastian et Eliade, du groupe la Jeune génération. Boursier à Berlin en 1933, il assiste à l'avènement du national-socialisme dont la « vitalité », comme il le confessa plus tard, ne le laisse pas indifférent. Exposée dans quelques lettres et articles de la période, son admiration pour Hitler et pour un régime de type autoritaire, trouve son expression la plus aboutie dans ce qui sera le plus controversé parmi ses ouvrages, *Schimbarea la față a României* (1936) [*La transfiguration de la Roumanie*]. Sympathisant des légionnaires, il amorce tardivement son ralliement à la Garde de fer, vers 1940, après la mort de celui qui fut son leader charismatique, Corneliu Codreanu. De courte durée, puisqu'il quitte la Roumanie la même année pour s'établir définitivement en France, cet engagement diminue sous l'impression forte créée par l'occupation de Paris par les troupes allemandes, qu'il a l'occasion de voir sur place. Cultivant désormais le dégoût pour toute option idéologique, l'écrivain se départit de manière implicite durant son vivant de son engagement de jeunesse (voir par exemple *La tentation d'exister*, Gallimard, 1956). Plus clairement formulé, le reniement de sa « période fasciste » apparaîtra dans certains de ses écrits posthumes.

² Voir à cet égard : George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, București, Universitatea București — Ars Docendi, 2009.

culturelle»¹, pour reprendre les mots d'Irina Livezeanu, que la parution du *Journal* avait déclenchée. Portée tout au long de l'année 1997 autour de la signification et du sens de cet engagement, elle changea de registre au fil du temps pour se muer jusqu'en 2000 en une controverse autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag. Faisant écho au débat qui éclatait à la même époque en France à l'occasion de la sortie du *Livre noir du communisme*², mais aussi à d'autres entreprises nationales de réévaluation du « passé récent », cette polémique divisa profondément le milieu intellectuel roumain³. Mais, chose étrange, pensai-je, à la différence du cas français où la discussion fut portée et reprise dans l'hémicycle parlementaire, en Roumanie elle n'eut aucune résonance parmi les hommes politiques. Prenant des proportions « supra-partisanes »⁴, la réhabilitation partielle du général Antonescu⁵ y semblait d'actualité,

¹ Cf. Irina LIVEZEANU, « Les guerres culturelles en Roumanie postcommuniste. Débats intellectuels sur le passé récent », dans Catherine DURANDIN (dir.), *Perspectives roumaines. Du postcommunisme à l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 11-44.

² Stéphane COURTOIS, Nicolas WERTH, Jean-Louis PANNÉ, Andrzej PACZKOWSKI, Karel BARTOSEK, Jean-Louis MARGOLIN, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

³ Comme la *Historikereit* en Allemagne ou les débats autour de la comparaison entre Holocauste et Goulag dans les Pays baltes, pour ne citer que deux exemples. Pour un passage en revue de ces polémiques, consulter : Ian KERSHAW, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1992 ; Pascal BONNARD, Markus MECKL, « La gestion du double passé nazi et soviétique en Lettonie : impasses et dépassement de la concurrence entre mémoires du Goulag et d'Auschwitz », dans Georges MINK, Laure NEUMAYER, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 169-180.

⁴ William TOTOK, « Cultul lui Antonescu si reabilitarea criminalilor de razboi » dans Wolfgang BENZ, Brigitte MIHOK, *Holocaustul la periferie. Persecutarea si nimicirea evreilor în România si Transnistria în 1940-1944*, Chişinău, Cartier, 2010, p. 306.

⁵ Ion Antonescu (1882-1946) : militaire et homme politique, combattant de la Première Guerre mondiale, chef de l'État roumain entre 1940 et 1944. Proallemand et proche du Führer qui lui témoigne une grande confiance, en 1941, Antonescu engage la Roumanie dans la Deuxième Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne nazie dans le but avoué de récupérer les provinces roumaines du Nord occupées un an plus tôt par l'Armée rouge. Après la libération de ces territoires, Ion Antonescu décide de continuer la guerre sur le front de l'Est, contre l'ennemi soviétique. Écarté du pouvoir en 1944 par un coup d'État organisé par le roi Michel I^{er} avec l'appui d'une coalition formée par les forces politiques démocrates dont le Parti Communiste Roumain (PCR), alors minuscule. Restitué aux Soviétiques en tant que prisonnier, il est retenu en URSS durant deux ans afin d'être déféré à la fin de la guerre au Tribunal du peuple de Roumanie. Il est jugé coupable de crimes contre l'humanité et de crimes contre la paix dans un verdict prononcé le 17 mai 1946 et exécuté le 1^{er} juin de la même année. En 2002, une commission internationale formée de plusieurs historiens spécialistes de l'Holocauste souligne la responsabilité d'Ion Antonescu dans la déportation vers la Transnistrie et la mort de 280 000 à 380 000 Juifs (cf. CISHR, *Raport final*, op. cit. p. 388). « Grand patriote » et « victime » d'un procès politique instruit par les communistes pour certains historiens et hommes politiques, Ion Antonescu connaît une postérité tumultueuse. Dénigré par l'historiographie officielle sous le communisme, il est partiellement réhabilité durant les deux dernières décennies du régime Ceauşescu. Commémoré pendant les années 1990, il fait l'objet d'un véritable culte entretenu par plusieurs associations et personnalités qui militent pour sa réhabilitation officielle. À présent, si la discussion autour de son

tandis que la mise en équivalence des deux catastrophes, implicite dans le discours de certains députés, n'interpellait personne¹. Ce n'est que plus tard, en 2003, que cette vision héroïsante du passé « récent », partagée par l'ensemble des acteurs politiques, se retrouve mise à mal sous l'effet de l'incident diplomatique provoqué par les déclarations ambiguës, voire négationnistes de quelques hauts représentants de l'État². Adoptée dans l'urgence, l'ordonnance n° 31/2002 émise par le Premier ministre Adrian Năstase interdit les organisations à caractère fasciste et le culte du général Ion Antonescu³ et avec la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie créée un an plus tard par le président Ion Iliescu, vise à rassurer les chancelleries étrangères sur la détermination de l'État roumain à combattre l'antisémitisme et à assumer ses responsabilités dans le massacre des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale⁴. Dans un contexte où l'adhésion de la Roumanie à l'OTAN, programmée pour mars 2004, risque d'être retardée tant que sa position par rapport à la Shoah n'est pas tranchée⁵, cet ensemble de

rôle dans la Deuxième Guerre mondiale reste ouverte chez les historiens, son culte est interdit par la loi et l'attitude officielle des autorités roumaines penche pour sa condamnation. Voir Stan STOICA (coord.), *Dicționar biografic de istorie a României*, București, Meronia, 1998, p. 27-29.

¹ Par exemple, dans son intervention au parlement de la Roumanie du 20 mars 2003, le sénateur Gheorghe Buzatu, membre du Parti de la Grande Roumanie (PRM) se réfère au Goulag en termes d'« holocauste rouge ». Le verbatim complet de la séance et le discours du député peuvent être consultés à cette adresse web : <http://www.cdep.ro/pls/steno/steno.stenograma?ids=5422&idm=23&idl=1>.

² Un communiqué officiel du gouvernement de la Roumanie du 12 juin 2003 annonçant la signature d'un Accord de coopération entre les Archives Nationales de Roumanie et l'Holocaust Memorial Museum de Washington note : « À l'intérieur du territoire roumain aucun Holocauste n'a eu lieu entre 1940 et 1945 », ROMPRES, le 12 juin 2003. Quelques jours plus tard, l'historien Răzvan Theodorescu, ministre de la Culture à l'époque, revient sur cette information et ajoute : « Il n'y a pas eu d'holocauste à l'intérieur des frontières de la Roumanie de 1940-1945, mais la Roumanie, par le Gouvernement Antonescu et ses actions dans les territoires occupés, tout d'abord en Transnistrie, a participé à l'Holocauste », cf. « Theodorescu : "România a participat la Holocaust, dar nu pe teritoriul ei" », *Adevărul*, 17 juin 2003.

³ Ordonnance n° 31/2002 concernant l'interdiction des organisations et symboles à caractère fasciste, raciste ou xénophobe et le culte des personnes coupables d'infractions contra la paix et l'humanité, *Monitorul Oficial al României*, n° 214, 28 mars 2002.

⁴ Dans son *Rapport final*, la CISHR conclut que la participation de l'État roumain à la Shoah s'est soldée avec un nombre de victimes situé entre 280 000 et 380 000 cf. CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 387-388.

⁵ Sur le scandale international qui a suivi les déclarations négationnistes de plusieurs leaders politiques roumains et les pressions des responsables israéliens qui menacent de retirer leur soutien à l'intégration de la Roumanie dans l'OTAN et dans l'Union européenne tant qu'ils ne clarifient pas leur position par rapport à la participation de la Roumanie à la Shoah, voir Michael SHAFIR, « Negation at the top: deconstructing the Holocaust denial salad in the Romanian cucumber season », *Xenopolitana*, n° 3-4, 2003, p. 90-122. Voir aussi le chapitre 7 de cette thèse.

mesures a pour vocation d'apporter une réponse plus conforme aux exigences internationales en matière de « devoir de mémoire »¹.

Mais au-delà de leur aspect conjoncturel, elles marquent aussi un tournant dans la façon dont l'État roumain entend se rapporter à son propre passé autoritaire et aux moyens mis en œuvre pour le rendre effectif.

Sans rien apporter de fondamental au problème étudié dans mon mémoire, la découverte de ces évolutions rénovait le regard que je posais sur les implications de l'engagement politique des intellectuels durant les années 1930 et encore plus, sur les enjeux qu'il recelait... à présent. Et pour autant que ces transformations du discours officiel soient incapables de modifier quoi que ce soit à l'époque de l'entre-deux-guerres, elle en bouleversait en revanche la relecture au point que j'en suis venue à me demander dans quelle mesure ces mutations n'en réinventaient pas ses cadres d'interprétation. Voilà ce qui fut mon premier contact avec la réécriture du passé politique « récent » en Roumanie.

*

À la même époque, un autre événement attira mon attention. Abondamment repris et commenté par la presse roumaine, le discours du président Traian Băsescu² devant les deux chambres réunies du Parlement le 18 décembre 2006, avançait : « Le régime communiste de

¹ « Aujourd'hui, le "devoir de mémoire" signifie principalement l'existence d'un devoir des individus, comme de la collectivité, de garder vivant le passé afin de rester vigilant et d'en tirer les leçons. Elle exprime aussi l'idée qu'une reconnaissance est due à ceux qui ont eu à souffrir du passé qu'il s'agit de commémorer. » cf. Sarah GENSBURGER et Marie-Claire LAVABRE, « Entre "devoir de mémoire" et "abus de mémoire" : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand MÜLLER, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricœur*, Lausanne, Payot Lausanne, 2005, p. 78.

² Dans le sens d'élite dirigeante du Parti Communiste Roumain (PCR) et moins dans le sens de « classe sociale dominante » qui jouit de certains privilèges de par le capital politique détenu grâce auquel elle rentre dans un processus de reproduction à partir des années 1970 (Mihail VOZLENSKI, *Nomenklatura*, Garden City, New York, Doubleday & Company Inc., 1984). Cette élite dirigeante occupe des postes de responsabilité « qui ne peuvent être pourvus sans l'examen particulier et l'approbation de certains organes spéciaux » (Ghiță IONESCU, *L'avenir politique de l'Europe Orientale*, Paris, S.D.E.I.S., 1967, p. 85) et participe donc activement à l'exercice du pouvoir. Pour une discussion théorique autour des différentes définitions de la *nomenklatura* et de ses limites, voir Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Jean-Charles Szurek, Paris Ouest Nanterre La Défense, 2010, p. 71-80.

Roumanie a été illégitime et criminel»¹. Soutenu deux semaines avant l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne fixée pour le 1^{er} janvier 2007, ce discours s'appuyait sur, et assumait les conclusions d'un rapport d'expertise coécrit par les membres d'une Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie². Jugée « politisée »³ par nombre de journalistes, cette évaluation ne servait pas seulement à disqualifier les membres d'une opposition politique ayant fait anciennement partie de la *nomenklatura*⁴. Elle ne constituait pas non plus uniquement une mesure diplomatique habile signifiant à l'Europe que, sur le point de la rejoindre, la Roumanie avait définitivement dépassé son « passé totalitaire »⁵. Laissant de côté son intérêt scientifique⁶, cette condamnation du régime communiste renvoyait à un aspect qui passa généralement inaperçu, tant il semblait coextensif de l'évidence même, à savoir, la nature du régime en place. Car en condamnant la dictature communiste ayant sévi en Roumanie pendant quarante-cinq ans, le président Băsescu invoque la « démocratie » et les « droits de l'Homme » pour justifier cette sentence⁷. Et pour peu que le moment d'inauguration du nouveau régime demeure toujours controversé⁸, la croyance en son avenir démocratique

¹ Cf. le discours du président Traian Băsescu du 18 décembre 2006, consultable sur le site web de l'institution présidentielle à l'adresse suivante : http://www.presidency.ro/?_RID=det&tb=date&id=8288&_PRID=ag.

² COMISIA PREZIDENTIALĂ PENTRU ANALIZA DICTATURII COMUNISTE ÎN ROMÂNIA (CPADCR), *Raport final*, București, Humanitas, 2007, 880 p.

³ Par exemple Ion Cristoiu, « Raportul răfuielii politice », *Jurnalul Național*, 18 décembre 2006.

⁴ Le *Rapport final* cite entre autres les noms d'Ion Iliescu, ancien président de la Roumanie et sénateur sur les listes du Parti Social-Démocrate (PSD) en 2006, formation qui représente le principal adversaire politique du parti du président Băsescu, ainsi que celui de Corneliu Vadim Tudor, leader du PRM, en opposition également. Cf. CPADCR, *Raport final, op. cit.*, p. 34, p. 772-773 et p. 795.

⁵ Selon le titre de la résolution n° 1481/2006, « Nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires », adoptée par l'Assemblée du Conseil de l'Europe, le 25 janvier 2006. Le texte intégral de la résolution peut être consulté à l'adresse web suivante : <http://www.assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta06/FRES1481.htm>.

⁶ La CPADCR étant formée majoritairement d'historiens et chargée de produire une « analyse scientifique » du communisme, selon le mot du président Traian Băsescu (cf. l'entretien publié par *România liberă*, le 22 juin 2005), le *Rapport final* se veut également un livre d'histoire.

⁷ Cf. le discours de Traian Băsescu du 18 décembre 2006 accessible à l'adresse web suivante : http://www.presidency.ro/?_RID=det&tb=date&id=8288&_PRID=ag.

⁸ Le Rapport précise que « le communisme s'est écroulé seulement officiellement le 22 décembre 1989. De manière non officielle, des structures, mais surtout des méthodes et des mentalités communistes ont continué d'exister sous différentes formes, certaines, extrêmement graves, qu'on a le devoir de présenter précisément parce qu'elles représentent des formes de manifestation de l'ancien régime, transfiguré, mais non fondamentalement transformé », cf. CPADCR, *Raport final, op. cit.*, p. 776.

semble telle qu'elle autorise le président à affirmer sans trop d'ambages l'échec historique du communisme¹.

De la même façon que lorsque je découvris les polémiques ayant éclaté autour du *Journal* de Mihail Sebastian, mon étonnement resta entier devant la réception orageuse réservée au discours du président Bănescu ainsi qu'au *Rapport* qui l'inspirait. Tout comme dans le cas de Sebastian, les commentateurs s'attachèrent à nouveau à sonder davantage les biographies des membres de la commission, avec une insistance particulière sur la trajectoire de son président, Vladimir Tismăneanu², fils d'un ancien haut responsable du Parti communiste, que le contenu du rapport ou les conditions de sa fabrication³. À ce titre, une observation récurrente dénonçait l'incompatibilité du statut d'« ancien privilégié » du régime communiste et la qualité de membre dans une commission chargée de dresser son réquisitoire⁴. Peu d'observateurs commentèrent ce qui — pour ma part — me surprenait le plus, à savoir le recours à l'histoire, à une histoire considérée « neutre », « scientifique » et qui devint officielle, pour justifier la condamnation d'un régime politique qui gouvernait au nom du monopole de la vérité...

¹ Voir le discours du président Traian Bănescu du 18 décembre 2006, http://www.presidency.ro/?_RID=det&tb=date&id=8288&_PRID=ag.

² Traian Bănescu (né 1941) : fils d'un officier de l'Armée roumaine, membre du PCR. Après des études à l'Institut naval de Constanța, Traian Bănescu devient en 1977 officier de la Marine marchande et capitaine du plus grand navire roumain de la flotte commerciale en 1981. À la chute du régime communiste, il est responsable de l'agence roumaine NavRom dans le port d'Anvers. En 1990, il entre en politique en rejoignant le Front du Salut National (FSN) d'Ion Iliescu qui prend le pouvoir après 1989 et devient ministre des Transports à plusieurs reprises (1991-1992 ; 1996-1998 ; 1998-2000). Membre du Parti Démocrate (PD) dirigé par Petre Roman, il est élu maire de Bucarest en 2000 et un plus tard, en 2001 à la tête de l'organisation. Désigné candidat à l'élection présidentielle par le PD en 2004 il remporte le second tour avec 51,23 % des suffrages contre son adversaire, Adrian Năstase du PSD.

³ Vladimir Tismăneanu (né 1951) : originaire de Roumanie, il est professeur de science politique à l'Université de Maryland, aux États-Unis. Spécialiste des régimes communistes d'Europe Centrale et Orientale et notamment du régime communiste roumain Vladimir Tismăneanu revient après 1990 dans le circuit académique et « civique » roumain, se manifestant comme un militant anticommuniste. Il préside en 2006 la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie. Son père, Leonte Tismăneanu (1913-1981), est un ancien membre du Parti Communiste roumain et combattant dans la guerre civile d'Espagne, actif surtout dans le secteur des activités de propagande idéologique. Plusieurs publications (*Tribuna*, *Gândul*, *Ziua*) se sont engagées à la fin de l'année 2006 dans une campagne de dénonciation de ce lien de parenté, bien que le *Rapport final* de la CPADCR n'oublie pas de consigner le nom de Leonte Tismăneanu sur la liste des responsables avec la propagande communiste en Roumanie. Voir CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 771. Pour une présentation plus détaillée de la trajectoire biographique de Vladimir Tismăneanu, voir le chapitre 7.

⁴ À titre d'exemple, voir la déclaration de l'historien Ioan Scurtu dans *Jurnalul Național*, le 20 décembre 2006.

*

Je ne vis pas toute de suite ce qui liait les fortes controverses que suscitait la découverte de l'engagement légionnaire de quelques intellectuels roumains un demi-siècle plus tôt à la condamnation par le chef de l'État du régime communiste de Roumanie, en décembre 2006, si ce n'est le ton revanchard, la violence et la longévité des débats, que je regardais au début avec un détachement amusé et par ailleurs, critique. Plus tard je compris, qu'un des points aveugles qui m'interdisait de saisir immédiatement la portée de ces polémiques était la distance, parfois sociale, plus souvent générationnelle, qui me séparait de leurs protagonistes et, dans un sens, des événements discutés. Redoublée par mon exil français, cette distance m'était périodiquement « reprochée » par certains acteurs que j'interviewais plus tard, comme le signe fatal et insurpassable d'une double extériorité par rapport au sujet traité : extériorité parce que trop jeune, et extériorité parce qu'à moitié étrangère¹. Je pus à mon tour mesurer subjectivement cette distance, au dédain avec lequel je regardais malgré moi, leur intérêt pour la période récente, trouvant d'emblée excessive la passion qui se dégageait de ces querelles. Je comprenais par contre confusément, que ce passé « brûlant » pour des raisons tantôt objectives, tantôt fantasmées, touchait à quelque chose de presque intime pour ces hommes et ces femmes et ce fut ce constat qui m'intrigua suffisamment pour me convaincre de poursuivre ce travail.

QUESTIONNEMENTS DE RECHERCHE ET ÉTAT DU TERRAIN EMPIRIQUE

Premiers étonnements, premières questions

L'objet de cette thèse s'est donc constitué comme résultat d'un déplacement de focale, de l'engagement politique des intellectuels pendant l'entre-deux-guerres vers les controverses que cet engagement suscite à présent, autrement dit, d'un aspect particulier du passé vers ses

¹ « Étrangère » dans le sens d'« outsider » chez Howard Becker, c'est-à-dire « extérieur » à l'univers de ces débats. Voir Howard BECKER, *Outsiders*, Paris, A.-M. Métailié, 1985, p. 25.

relectures actuelles. Mais comment expliquer, un demi-siècle après la dissolution de la Garde de fer et le renversement du régime Antonescu, l'intensité et l'actualité des débats autour de ces phénomènes ? Comment rendre compte, vingt ans après l'écroulement du communisme, de la pérennité des polémiques qu'il génère ? Aussi, une des premières questions que cette recherche pointe concerne la contemporanéité de ce passé sous la forme de sa survie dans le discours public actuel. Quelles sont ses conditions de possibilité ? Qui sont ses producteurs et de quelle nature sont leurs intérêts pour ce sujet ? Enfin, comment est-ce qu'on parle toujours au présent de quelque chose dont on a décrété la mort ? Tel est le paradoxe fondamental que cette recherche souhaite rendre intelligible.

Confirmés par les manuels scolaires et les livres d'histoire, communément acceptés par ceux qui prennent la parole sur la période récente, le coup d'État du 23 avril 1944¹ et la « Révolution »² de 1989 semblent ne pas suffire pour enterrer ce qu'ils ont abattu, ni à incarner la « rupture » qu'ils ont rendue possible. Nombre de questions restées sans réponse hantent toujours à présent le débat public. En voici quelques-unes : pendant les années 1930, la Roumanie était-elle une démocratie ou seulement son faux semblant, une économie florissante ou une oligarchie industrielle ? Était-elle un pays prospère ou plutôt une société profondément inégalitaire ? L'engagement légionnaire des intellectuels fut-il un « dérapage de jeunesse »³ ou le résultat d'un nationalisme profond et durable ? Était-il pavé de bonnes intentions ou idéologiquement justifié comme tel ? L'entrée de la Roumanie dans la Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne nazie, constituait-elle une nécessité ou trahissait-elle une préférence ? Ion Antonescu était-il un mauvais politicien ou un bon militaire, un antisémite notoire ou

¹ Qui met fin au régime du général Ion Antonescu. Voir supra.

² « Révolution » est le terme par lequel dans le langage courant on désigne généralement les événements qui en décembre 1989 ont conduit à la chute du régime communiste de Roumanie. Les guillemets indiquent que si on utilise le terme, on n'adhère pas nécessairement à cette interprétation. Le caractère révolutionnaire de ces événements et l'usage du terme, font toujours débat en Roumanie. Pour des développements, voir chapitre 1.

³ Par exemple, dans le *Dictionnaire général de la littérature roumaine* édité par l'Académie Roumaine en 2005, on se réfère à l'engagement légionnaire de Mircea Eliade comme à un « regrettable dérapage politique », cf. Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. E/K*, Academia Română, București, Univers Enciclopedic, 2005, p. 25.

un « grand patriote »¹ ? Le régime communiste de Roumanie a-t-il été installé avec « les chars de l'Armée rouge »² ou bien avec la lâcheté du roi ? Serait-il un produit exogène, résultat d'une manœuvre « frauduleuse »³ et « usurpatrice »⁴ par laquelle les communistes prennent le pouvoir ou un système qui a finalement remporté une large adhésion ? Et comment ce régime a-t-il perduré pendant 45 ans ? Par l'oppression et la terreur ou grâce à la mobilité sociale et à l'égalité des chances ? A-t-il été plutôt une « parenthèse » dans l'histoire de la Roumanie ou un frein dans son développement économique et humain ?

Encadré n° 1 : Repères chronologiques⁵ (1918–2018)

L'histoire contemporaine de la Roumanie est divisée traditionnellement par les spécialistes en trois périodes séparées par trois changements de régime : la phase « démocrate » du règne des organisations partisans qui correspond à l'exception de la fin des années 1940 à l'entre-deux-guerres (1918-1938), la période communiste (1947-1989) et la « période de transition » ou postcommuniste qui commence en 1989 et dure jusqu'à présent.

- 1^{er} décembre 1918 : achèvement du processus de formation de l'État unitaire roumain par le rattachement à la « patrie-mère » des dernières provinces sous occupation étrangère : la Bessarabie, la Bucovine septentrionale et la Transylvanie. Le 1^{er} décembre devient jour de la fête nationale.
- 3-4 octobre 1922 : le Parti Socialiste de Roumanie adopte le statut et le nom de Parti Communiste de Roumanie, section de l'Internationale Communiste. Ses effectifs, modestes, ne dépasseront

¹ Entre autres chez Ioan SCURTU, Gheorghe BUZATU, *Istoria românilor în secolul XX (1918-1948)*, București, Paideia, 1999, p. 426 ou chez Alex Mihai STOENESCU, *Armata, mareșalul și evreii*, București, RAO, 2012, p. 669.

² Plusieurs interprétations convergent dans ce sens. Voir Ioan SCURTU, *Istoria contemporană a României (1918-2001)*, București, Fundația România Mare, 2002, p. 7 ; Florin CONSTANTINIU, *O istorie sinceră a poporului român*, București, Univers Enciclopedic, 2008, p. 454.

³ Presque tous les historiens qui se sont attaqués au sujet insistent sur le caractère frauduleux des élections de 1946 qui se sont soldées par la victoire du Bloc des Partis Démocrates, dominé par le Parti communiste. Voir par exemple Nicoleta IONESCU-GURĂ, *Stalinizarea României*, București, BIC ALL, 2005, p. 84, qui utilise le terme d'élections entre guillemets ; Ghiță IONESCU, *Comunismul în România*, București, Litera, 1994, p. 154 ; Virgiliu ȚĂRĂU, « Rezultatele reale ale alegerilor parlamentare din 19 noiembrie 1946 în județele Cluj, Turda și Someș » dans Sorin MITU, Florin GOGĂLTAN (dir.), *Studii de istoria Transilvaniei. Tinerii Istorici*, vol. 1, Cluj-Napoca, 1994, p. 204-212 ; Dinu C. GIURESCU, « România în anii 1944-1947. Evoluția internă » dans Dinu C. GIURESCU (dir.), *Tratat de istoria românilor, vol. IX*, Academia Română, București, Enciclopedică, 2001, p. 622 ; Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Iași, Polirom, 2005, p. 113.

⁴ Voir par exemple Nicoleta IONESCU-GURĂ, *Stalinizarea României, op. cit.*, p. 5 ; Dinu C. GIURESCU, « România în anii 1944-1947. Evoluția internă », art. cité, p. 541.

⁵ Chronologie construite à partir de : Domnița ȘTEFĂNESCU, *Cinci ani din istoria României. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989 — decembrie 1994*, București, Mașina de scris, 1995 et Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, București, Meronia, 2007.

jamais les 1000 membres avant 1946. Entre 1924 et 1944 il est interdit et continue de fonctionner clandestinement (période connue comme l'« illégalité »).

- 24 juin 1927 : à l'initiative d'un groupe de jeunes étudiants réunis autour de Corneliu Zelea Codreanu (1899-1938), prend naissance l'organisation fascisante la Légion de l'Archange Michel qui de par son succès donne naissance au Mouvement légionnaire. Ses adeptes sont connus sous le nom de « légionnaires ». En 1930, l'organisation crée une antenne politique et paramilitaire, la Garde de Fer.
- 1937 : élections législatives. La Garde de fer se situe en troisième position (15,58 %) après les forces politiques traditionnelles, le Parti National Libéral et le Parti National Paysan. Le roi Carol II décide d'annuler ces élections et de nommer à la tête du gouvernement le leader nationaliste et antisémite Octavian Goga, dirigeant du Parti National Chrétien.
- Janvier-février 1938 : premières mesures antisémites : interdiction pour les Juifs d'occuper des postes dans la fonction publique et dans la presse et révision de leur citoyenneté.
- 10 février 1938 : dissolution du gouvernement et instauration par Carol II d'un régime d'autorité personnelle.
- Juin-septembre 1940 : pertes territoriales importantes pour la Roumanie après l'ultimatum de l'URSS qui lui demande la rétrocession des provinces du Nord du pays, la Bessarabie (actuellement la Moldavie) et la Bucovine de Nord. En même temps, la Hongrie émet des prétentions quant à la rétrocession d'une partie de la Transylvanie. À la pression de l'Allemagne, la Roumanie cède de nouveau et perd ainsi la moitié de son territoire de 1918.
- 5 septembre 1940 : le général Ion Antonescu est nommé à la tête du gouvernement. Il constitue un gouvernement de coalition avec Horia Sima, le leader de la Garde de fer ; plusieurs légionnaires deviennent ministres dans l'État national-légionnaire.
- 6 septembre 1940 : sous la pression d'Ion Antonescu, Carol II renonce au trône en faveur de son fils, Michel I^{er}.
- Janvier 1941 : après une tentative manquée de coup d'État, les légionnaires sont définitivement écartés du pouvoir avec l'assentiment du Führer. Ion Antonescu prend la tête de l'État et instaure un régime d'autorité militaire.
- 22 juin 1941 : dans la tentative de récupérer les territoires annexés par l'URSS, la Roumanie entre en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie. Elle réussit cet exploit, mais ne s'arrête pas à la frontière avec l'URSS, continuant la guerre à l'Est.
- 23 août 1944 : une coalition des forces démocrates soutenue par le roi Michel I^{er} et dominée par le Parti Communiste Roumain, réussit à renverser Ion Antonescu. La Roumanie tourne les armes contre l'Allemagne nazie et rejoint le camp des Alliés.
- 12 septembre 1944 : Convention d'armistice entre la Roumanie et l'URSS. La Bessarabie et la Bucovine reviennent sous suzeraineté soviétique mais la Transylvanie est récupérée.
- 19 novembre 1946 : les élections confirment la victoire du Bloc des partis démocratiques (BPD) dominé par le Parti Communiste Roumain (PCR).

- 30 décembre 1946 : dans l'impossibilité de gouverner, le roi Michel I^{er} est contraint d'abdiquer. Il quitte la Roumanie le 3 janvier 1948. L'Assemblée Nationale proclame la République Populaire Roumaine.
- 1946 : Gheorghiu-Dej, ancien militant clandestin du PCR, est élu premier secrétaire du Parti Ouvrier Roumain (PMR).
- 1951-1952 : campagne violente de collectivisation des terres et de nationalisation des biens.
- Octobre-novembre 1956 : Bucarest soutient Moscou dans la répression de la révolution hongroise.
- Juillet 1958 : retrait de l'Armée rouge du territoire roumain. La popularité de Gheorghiu-Dej s'accroît.
- 9 avril 1964 : amnistie de 2920 prisonniers politiques.
- 15-22 avril 1964 : Déclaration du Parti Communiste Roumain quant au droit souverain de tout État socialiste d'élaborer et de choisir les formes et les méthodes de la construction socialiste. Rejet du principe de hiérarchisation entre les partis communistes des pays du Bloc socialiste.
- Mars 1965 : mort de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Nicolae Ceaușescu est élu à l'unanimité Premier secrétaire du PCR.
- 22 août 1968 : la Grande Assemblée nationale adopte la Déclaration sur les principes fondamentaux de la politique étrangère roumaine : égalité des droits, respect de l'indépendance nationale, non-ingérence dans les affaires intérieures. Ceaușescu condamne l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie.
- Juillet 1971 : Ceaușescu lance un programme de contrôle idéologique et rappelle aux intellectuels leur devoir d'engagement militant.
- 1975 : les États-Unis accordent à la Roumanie la clause de la nation la plus favorisée.
- 1981 : la Roumanie se lance dans une politique de remboursement de la dette et d'austérité rigoureuse. Le pouvoir d'achat des Roumains baisse de 40 % jusqu'en 1983.
- Mai 1987 : visite de Gorbatchev en Roumanie. Ceaușescu refuse de suivre sa ligne politique.
- 24 décembre 1989 : commencée à Timișoara le 16 décembre, la « Révolution » est proclamée victorieuse à Bucarest où l'armée se joint aux protestataires.
- 25 décembre 1989 : le chef de l'État et sa femme sont jugés et exécutés par un tribunal militaire. Constitution du Front du Salut National (FSN), pouvoir provisoire dirigé par Ion Iliescu.
- Janvier-juin 1990 : manifestations anticomunistes à Bucarest et Timișoara ; tensions entre le Conseil du FSN et l'opposition. Descente des mineurs à Bucarest à l'appel d'Ion Iliescu et massacre des manifestants.
- 20 mai 1990 : élections présidentielles et législatives. Le FSN remporte 66 % des suffrages. Avec 80 % des voix, Ion Iliescu, ancien responsable du PCR, est élu président de la Roumanie.
- 26 novembre 1991 : constitution de la Convention Démocratique Roumaine (CDR) par la réunion des principaux partis de l'opposition et des formations civiques.

- 27 octobre-novembre 1992 : élections législatives et présidentielles. Ion Iliescu est réélu avec 61 % des voix et son parti, le FDSN, obtient 27,5 % des suffrages.
- 2 novembre 1992 : la Roumanie reçoit de la part des États-Unis la clause de la nation la plus favorisée.
- Septembre 1993 : signature du Traité russo-roumain sur les investissements et de cinq accords intergouvernementaux portant sur la culture, la science et l'éducation.
- 28 septembre 1993 : la Roumanie devient membre du Conseil de l'Europe.
- 21 mars 1995 : adoption de la Loi d'accélération du processus de privatisation.
- Nov. 1996 : élections législatives et présidentielles. La CDR obtient 30,4 % des suffrages. Avec 54,4 % des voix exprimées, son représentant Emil Constantinescu, est élu à la tête de l'État.
- 26 novembre 2000 : élections présidentielles et parlementaires. Après quatre ans dans l'opposition, le Parti démocrate-social roumain redevient majoritaire et son représentant, Ion Iliescu (66,82 %), président.
- 26 mars 2003 : la Roumanie signe, à Bruxelles, le protocole d'adhésion à l'OTAN. Très active, elle participera aux campagnes d'Afghanistan, du Kosovo et d'Irak.
- 12 octobre 2004 : première commémoration de la Shoah en Roumanie. Le *Rapport final* de la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie présidé par Elie Wiesel, il est établi que la Roumanie a participé à l'Holocauste, étant responsable de la mort de 280 000 à 380 000 Juifs.
- 28 novembre-12 décembre 2004 : élections législatives et présidentielles. Avec 36,61 % des suffrages, la coalition formée par le Parti Social-Démocrate (PSD) et le Parti Humaniste de Roumanie (PUR) obtient la majorité parlementaire. C'est le représentant de la coalition d'opposition « Justice et Vérité » (Parti démocrate (PD) et le Parti National libéral (PNL)), Traian Băsescu qui est élu Président de la Roumanie.
- 25 avril 2005 : signature du Traité d'adhésion de la Roumanie à l'UE, qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.
- 20 décembre 2005 : la Banque Commerciale Roumaine est vendue au groupe autrichien Erste Bank pour la somme de 3,7 milliards euros. Il s'agit de la privatisation la plus réussie de la période postcommuniste.
- 18 décembre 2006 : dans une séance devant le Parlement le président Traian Băsescu condamne sur la base du *Rapport final* de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie le régime communiste qualifié de manière explicite de « criminel et illégitime ». Le nombre de ses victimes se situe entre 500 000 et 2 millions, en Roumanie, ajoute le président¹.
- Novembre 2008 : aux élections législatives, l'Alliance formée par le PSD et par le Parti Conservateur (PC), gagne les élections avec 33,09 % suffrages à l'Assemblée Nationale et 34,16 %

¹ Cf. le discours du président Traian Băsescu du 18 décembre 2006, http://www.presidency.ro/?_RID=det&tb=date&id=8288&_PRID=ag.

au Sénat, suivies par le Parti Démocrate-Libéral (PDL) avec 32,36 % des suffrages à l'Assemblée Nationale et 33,57 % des suffrages au Sénat.

- Novembre 2009 : avec 51 % des suffrages exprimés, Traian Băsescu (PDL) est réélu Président de la Roumanie.
- Mai 2010 : sous l'impact de la crise économique, la Roumanie prend des mesures d'austérité drastiques qui se traduisent par la baisse de 15 % des retraites et de 25 % des salaires dans le secteur public.
- Novembre 2014 : avec 54,43 % des suffrages exprimés, Klaus Iohannis (PNL) est élu Président de la Roumanie face à Victor Ponta (PSD).
- Juillet 2015 : adoption de la loi n° 217/2015 pour la modification de l'Ordonnance d'urgence du gouvernement n° 31/2002 concernant l'interdiction des organisations et symboles à caractère fasciste, raciste ou xénophobe et le culte des personnes coupables d'infractions contre la paix et l'humanité, qui étend le domaine de la loi aux « symboles et faits à caractère légionnaire » et à l'Holocauste définit comme « persécution systématique et annihilation des Juifs et des Roms soutenue par les autorités et les institutions de l'État roumain dans les territoires administrés par celui-ci durant la période 1940-1944 » (art. 4, e)

Image n° 1 : La position de la Roumanie en Europe¹



¹ Les droits sur l'image appartiennent au site web de la Présidence de la Roumanie, consultable en ligne à l'adresse suivante : http://old.presidency.ro/?_RID=htm&id=81&exp2=ro.

Tableau n° 1 : Données générales Roumanie

DONNÉES RECENSEMENT 2011	ROUMANIE
SUPERFICIE	238 397 km ²
POPULATION	20 121 641 habitants
MINORITÉS NATIONALES	83,46 % de Roumains 6,1 % de Magyars 3,09 % de Roms 0,25 % d'Ukrainiens 0,18 % d'Allemands
PRINCIPALES VILLES	Bucarest (capitale) : 2 104 967 habitants Iași : 371 889 habitants Timișoara : 331 004 habitants Cluj-Napoca 323 108 habitants Constanța 315 394 habitants
RÉGIONS HISTORIQUES	Munténie (Sud) Transylvanie (Centre) Moldavie (Est) Bucovine (Nord) Banat (Ouest) Olténie (Sud) Crișana et Maramureș (Nord-Ouest) Dobrogea (Sud-Est)

Image n° 2 :

1. Les régions historiques de la Roumanie / 2. Les principales villes de Roumanie¹

RÉGIONS HISTORIQUES DE LA ROUMANIE ACTUELLE

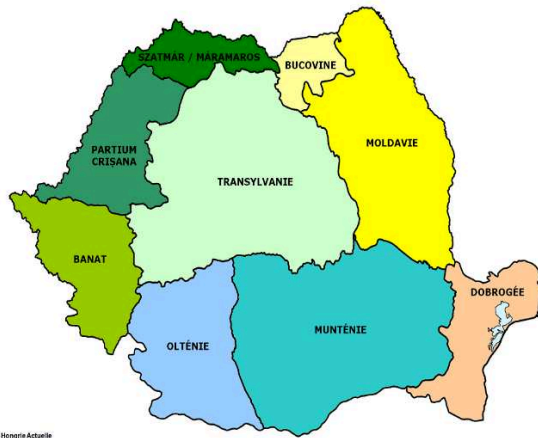


Tableau n° 2 : Liste des principaux partis politiques (1990-2019)

PARTI POLITIQUE	PÉRIODE DE FONCTIONNEMENT	ÉLECTIONS	TAUX DE PARTICIPATION (élections parlementaires)²
Front du Salut National (FSN)	1990-1993	1992	76,29 %
Parti Démocrate (PD)	1993-1997	1996	76,01 %
Parti National Libéral (PNL)	1990-présent	2000	65,31 %
Parti National Paysan Chrétien Démocrate (PNȚCD)	1990-2016	2004	58,51 %
Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR)	1990-2001	2008	39,20 %

¹ Les droits sur l'image appartiennent pour l'image n° 1 à : <https://hongriactuelle.wordpress.com/2015/04/07/roumanie-quelle-reforme-territoriale/>, et pour l'image n° 2, au site web suivant : <http://le-lutin-savant.com/g-europe-centrale.html>.

² Données du Bureau électoral central, consultables en ligne à l'adresse web suivante : <http://alegeri.roaep.ro/>.

Convention Démocratique Roumaine (CDR)	1991-2000	2012	41,76 %
Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR)	1992-2001	2016	39,79 %
Parti de la « Grande Roumanie » (PRM)	1990-présent		
Parti Social-Démocrate (PSD)	2001-présent		
Union Démocrate des Magyares de Roumanie (UDMR)	1989-présent		

Hésitant entre ces problématiques, le passé « récent » se révèle un enjeu central de la période postcommuniste¹, soumis à des relectures récurrentes et peu consensuelles. Dès 1990, le passé « récent » et par extension l'histoire « récente » font l'objet de multiples usages académiques et militants.

Lorsqu'ils sont utilisés à des fins politiques, notamment par les anciens dissidents et les intellectuels anticommunistes, ils renvoient à l'idée d'*actualité* et même de *continuité* du passé dans le présent. De ce point de vue, le passé « récent » pointe le maintien au pouvoir après 1989, des formations issues de l'ancien Parti communiste. Sous cet angle, l'expression fonctionne à la fois comme un vecteur de dénonciation de la proximité qui s'établit entre le régime politique actuel et le passé « dictatorial » et, en même temps, comme un avertissement et une incitation au changement.

Lorsque ces termes sont utilisés au sein du champ académique, ils représentent surtout des vecteurs de distinction des tenants de l'histoire « récente » représentée par une nouvelle génération d'historiens en début de carrière après 1989 par rapport aux tenants de l'histoire

¹ Par « postcommunisme », on désigne ici « la fin du monopole économique et politique du parti communiste et, pour cette raison, la fin du système communiste », cf. Valérie BUNCE, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue Française de Science Politique*, n° 4-5, 2000, p. 633.

« contemporaine » présents dans les institutions du *cursus*, c'est-à-dire de l'Académie Roumaine, aux carrières consacrées avant 1989. Sous cet angle, l'histoire « récente » empruntée à l'anglais *recent history* ou au français *histoire du temps présent* est liée à la tentative de fondation ou de refondation de cette branche de la discipline considérée comme ayant été trop « idéologisée »¹ avant 1989 par de nouveaux historiens en lien avec des pairs étrangers². À cette fin, ces nouveaux historiens créent des institutions, tentent de théoriser une manière plus critique d'écrire le passé « récent » et de contribuer au renouvellement des méthodes d'enquête³. Ils aspirent à extraire le passé « récent » aux aléas des usages publics, considérés comme « dilettantes » et en partie au reste de la profession considérée comme « dépassée » d'un point de vue scientifique et trop « asservie » d'un point de vue politique. Tout comme l'histoire contemporaine, l'histoire « récente » couvre la période allant de 1918, date de la création de l'État roumain unitaire, au présent⁴.

L'ensemble de ces usages et le mélange des registres — tantôt politique, tantôt savant — transforme le terme de passé « récent » jusqu'au milieu des années 2000, dans une expression

¹ Cf. Florin ȚURCANU, « Istorie contemporană și istorie recentă în România » dans Colegiul Noua Europă, *Istoria Recentă în Europa. Obiecte de studiu, surse, metode*, București, Relink, 2002, p. 76.

² Voir à ce titre les Actes du Colloque « L'Histoire récente en Europe » organisé par le Collège New Europe de Bucarest les 7-8 avril 2000 auquel, aux côtés des historiens roumains, participent : Hans Blom (directeur du Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie, Amsterdam), Michel Trebitsch et Pieter Lagrou (Institut d'Histoire du Temps Présent), Jean-Charles Szurek (Laboratoire d'analyse des systèmes politiques/CNRS), István Rév (director Open Society Archives, Central European University, Budapest), Konrad Jarausch (director, Zentrum für Zeithistorische Forschung, Potsdam), Udo Wengst (directeur adjoint, Institut für Zeitgeschichte, München), Jürgen Kocka (Freie Universität Berlin), Andrzej Paczkowski (coordinateur du Département d'histoire politique contemporaine de l'Institut d'Études Politiques, Varsovie), Colegiul Noua Europă, *Istoria Recentă în Europa. Obiecte de studiu, surse, metode, op. cit.*

³ Ce point est développé davantage dans le chapitre 7.

⁴ Créée au milieu des années 1950 à la Faculté d'histoire de l'Université Bucarest au milieu des années 1950, l'« histoire contemporaine » représente un instrument à travers lequel le Parti Communiste souhaite « conserver la pureté idéologique de l'historiographie ». Un réseau vaste d'institutions sont mises au service du monopole de l'interprétation de l'histoire contemporaine par l'idéologie officielle : l'Institut d'Histoire de l'Académie Roumaine, l'Institut d'Histoire du Parti, l'Institut des Sciences Sociales du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain, l'École Supérieure de Parti « Ștefan Gheorghiu ». Le contrôle du Parti communiste sur la discipline est visible dans la variation de la périodisation de l'histoire récente en fonction des changements de direction politique. Si dans les années 1950, la date de début est fixée en 1917 (année sans événement marquant) au moment de la renationalisation du régime, au milieu des années 1960, cette date change pour devenir 1918 (date de la constitution de l'État roumain unitaire), cf. Florin ȚURCANU, « Istorie contemporană și istorie recentă în România », art. cité, p. 75-76.

galvaudée, dans un *label* et une marque de distinction plus que dans un objet de connaissance à part entière.

Plurielles, les réécritures que ce passé sous-tend, qu'elles soient savantes ou profanes, subjectives ou aspirant à une certaine objectivité, politiques ou journalistiques, historiennes, littéraires ou filmographiques révèlent par leur profusion et par leur diversité, le désaccord profond qui s'installe après 1989 au cœur de l'interprétation du passé. Sortie compromise de l'expérience communiste malgré l'existence des voix dissonantes qui ont fait appel à des solutions de contrebande pour dire le passé¹, l'histoire est incapable à elle seule d'imposer une interprétation stabilisée du passé « récent » dans ce tumulte. Si des historiens reconnus prennent la parole dans la presse et dans les revues intellectuelles, ils le font la plupart du temps parce qu'ils sont conviés par des intellectuels venus d'autres horizons disciplinaires. Les historiens interviennent longtemps après 1989, surtout à titre personnel, préférant la « voie du salut individuel »² à un positionnement collectif au nom d'une discipline qui semble être restée orpheline de ses représentants à un moment où l'intérêt pour ses objets bat son plein.

Comment expliquer dès lors leur présence majoritaire quinze ans plus tard parmi les auteurs d'un rapport qui condamne le régime communiste de Roumanie et qui, de surcroît, devient document officiel de l'État roumain ? Comment, par ailleurs, rendre compte du fait qu'absent des manuels scolaires jusqu'en 1998³, nié ou discuté ouvertement par les politiques,

¹ L'intérêt particulier porté par le Parti communiste au contrôle de l'historiographie s'explique d'un côté par la place stratégique que ce domaine occupe en tant que vecteur de légitimité au vu d'une idéologie, le marxisme-léninisme qui se présente comme une théorie de l'histoire et d'un autre côté, par l'importance primordiale accordée à l'histoire dans une partie de l'Europe où les frontières sont en permanence revisitées et retracées. Malgré les quelques tentatives d'opposition de la part des historiens, le contrôle des ressources et l'intensité de la surveillance à laquelle ils ont été soumis par le pouvoir les a généralement empêchés de déroger à l'agenda imposé, cf. Katherine VERDERY, *Compromis si rezistență*, București, Humanitas, 1994, p. 204-207, p. 211-212. Pour une histoire de l'historiographie roumaine sous le communisme, voir Vlad GEORGESCU, *Politică și istorie. Cazul comuniștilor români*, Munich, Jon Dumitru-Verlag, 1981, Alexandru ZUB, *Orizont închis. Istoriografia română sub comunism*, Iași, Institutul European, 2000.

² Bogdan MURGESCU, *A fi istoric în anul 2000*, București, ALL Educational, 2000, p 87-90.

³ Les premiers manuels scolaires qui l'évoquent en 1998/1999 et lui réservent un traitement timide où les responsabilités de l'État roumain sont édulcorées, elles incombant pour la plupart à l'allié allemand, Felicia WALDMAN, « Holocaustul în manualele școlare postcomuniste din România » dans Wolfgang BENZ, Brigitte MIHOK, *Holocaustul la periferie. Persecutarea și nimicirea evreilor în România și Transnistria în 1940-1944*, op. cit., p. 320-321.

le massacre des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale fasse six ans plus tard l'objet d'un autre document officiel où est avancé : « Les autorités roumaines portent la principale responsabilité tant pour la planification que pour la mise en œuvre de l'Holocauste. »¹ ? Que s'est-il passé dans l'intervalle qui s'est écoulé depuis l'exécution des époux Ceaușescu et décembre 2006 pour que les historiens, dont la plupart sont inconnus du large public, deviennent l'avant-garde du discours critique sur le passé « récent » de la Roumanie ?

La première hypothèse que ce travail de thèse formule, c'est que si l'histoire revient sur la scène du pouvoir au milieu des années 2000, c'est parce que l'un de ses terrains traditionnels — le passé « récent » — représente un enjeu politique de taille. L'importance acquise par ce passé en Roumanie après la chute du régime communiste ne va pourtant pas de soi et ne représente pas forcément une condition *sine qua non* du processus de démocratisation du pays. Elle est plutôt le fruit d'un travail de mobilisation que cette thèse se propose d'exhumer en portant attention à ses acteurs et à ses logiques internationales et locales de production.

Une seconde hypothèse que cette thèse formule c'est que ce travail de mobilisation est porté essentiellement par des intellectuels en voie de reconversion professionnelle qui trouvent intérêt à promouvoir pour des raisons tantôt subjectives, tantôt objectives, des discours de condamnation des passés « fasciste » et communiste de la Roumanie.

Une troisième hypothèse enfin, c'est qu'en l'espace de quinze ans, ces discours de condamnation du passé « récent » deviennent dominants dans l'espace public, indispensables au processus de légitimation politique et au consensus autour d'un nouveau régime « démocratique ».

Fondé sur l'alliance entre une minorité d'intellectuels avec certains hommes politiques, ce consensus repose sur un travail idéologique qui consiste à présenter les passés « fasciste » et communiste de la Roumanie comme les contre-modèles du nouveau régime. Ce travail vise tant à rétablir la confiance de la population dans le personnel politique postcommuniste ainsi que la

¹ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 387.

croyance dans la possibilité d'une action publique démocratique. Il montre aussi qu'à la différence d'autres pays comme la France ou l'Italie, où le rétablissement du consensus après des crises politiques et des changements politiques passe par la participation des journalistes¹ ou des magistrats² au processus de légitimation, en Roumanie, il repose sur la participation des historiens.

Le « passé récent » dans le discours public postcommuniste. Bref historique

1. Les années 1990 et les débuts de l'engouement pour le « passé récent »

La prise du pouvoir dès décembre 1989 par un *ex-apparatchik* du Parti communiste, Ion Iliescu, a conduit ses détracteurs à construire la critique du nouveau pouvoir sur sa filiation avec les anciens dirigeants. Accusés de « néocommunisme », Ion Iliescu et les membres de son équipe se verront pour longtemps assigner cette étiquette qui deviendra la nouvelle injure de la période de « transition », et ce malgré les succès électoraux retentissants qu'ils enregistrent en 1990 et 1992. Issue de la tentative des anciens prisonniers politiques de l'époque stalinienne de ressusciter les partis ayant connu leur heure de gloire pendant l'entre-deux-guerres, la nouvelle opposition semble elle-même davantage tournée vers le passé que vers l'avenir. Symboliquement auto-intitulés « historiques », les trois partis qui la composent, le Parti National Libéral, le Parti National Paysan Chrétien et Démocrate et le Parti Social-Démocrate, revendiquent la continuité avec les formations homonymes de l'entre-deux-guerres et se réclament d'une tradition politique éteinte avec l'installation au pouvoir du Parti communiste en 1947³. L'idéalisation de cette période, dépeinte comme un Âge d'or de la démocratie

¹ Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ; Patrick CHAMPAGNE, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.

² Federica ROSSI, *La « lutte armée » entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des « années de plomb » dans l'Italie contemporaine (1968-2010)*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Annie Collovald, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011.

³ Il s'agit du Parti National Paysan, du Parti National Libéral et du Parti Social-Démocrate Roumain qui ont largement dominé la vie politique durant l'entre-deux-guerres. Dissous par les communistes dès leur arrivée au

roumaine, mais aussi des arts et lettres, époque où la capitale était surnommée le Petit Paris et où la République jouissait du prestige d'une monarchie¹, sera largement cultivée après 1989². Incarnant un modèle alternatif à la « grisaille » de l'époque communiste, cette Roumanie fantasmée sera souvent invoquée dans le discours public d'après 1989 comme un idéal à atteindre et la gêne occasionnée par les révélations de Mihail Sebastian sur les engagements légionnaires de quelques figures emblématiques de la période doit être lue dans le contexte de ce passéisme³. C'est donc par ce biais que dans la première moitié des années 1990, l'expression des désaccords politiques se fera dans un registre qui trouve dans la référence aux années 1930 son lexique favori⁴.

La question n'intéresse pas seulement les hommes politiques ; d'autres acteurs collectifs qui émergent sur la scène publique s'en saisissent également. Tout d'abord, les anciens prisonniers politiques auxquels le passé communiste inspire des ouvrages à caractère mémoriel qui connaît une véritable explosion éditoriale dans la première moitié des années 1990⁵. C'est

pouvoir en 1947, les membres et notamment les dirigeants de ces partis ont été arrêtés et emprisonnés après des procès politiques. Beaucoup parmi eux sont décédés à cause de conditions de détention très dures. Ceux qui ont réussi à survivre ont été amnistiés par Gheorghiu-Dej en 1964, soit dix ans après la mort de Staline. Les fondateurs postcommunistes de ces trois partis proviennent de ces générations de prisonniers politiques.

¹ La Roumanie devient Royaume en 1881 et Carol I de Hohenzollern-Sigmaringen (1839-1914) son premier roi.

² Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Roumanie : l'utopie unitaire en question », *Critique internationale*, n° 6, 2000, p. 110-111.

³ L'invention des traditions précommunistes, nationalistes, monarchistes, paysannes, ou démocratiques (voir chapitre 6) découle d'une posture critique par rapport au passé communiste plus largement répandue dans les pays de l'ancien Bloc de l'Est cf. Sandrine KOTT, Martine MESPOULET (avec la collaboration d'Antoine ROGER) (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 2006, p. 148.

⁴ « En Roumanie, les années 1930 représentent une espèce de carrefour pour les différents thèmes de la mémoire collective. Ici, le souvenir d'une vie culturelle effervescente, qui n'a pas cessé de fasciner les intellectuels roumains rencontre la mémoire de l'ascension politique de la Garde de fer et des progrès de l'antisémitisme. Coïncidant avec le règne de Carol II, les années 1930 représentent une époque privilégiée de la mémoire de la monarchie. Le souvenir de ce règne renvoie autant au "boom" des institutions culturelles tout comme à la dissolution du parlementarisme pour se confondre, au final, avec la mémoire de la violence politique, de la disparition de la Grande Roumanie et de la série de régimes répressifs inaugurée par le roi Carol II même. Cette période sur laquelle une partie de la société roumaine projette aujourd'hui des nostalgies ou des questions liées à son identité roumaine, apparaît comme une époque perdue. C'est l'image par excellence de la période d'avant le communisme plus que l'image de la période d'avant-guerre », Florin ȚURCANU, « Istorie contemporană și istorie recentă în România », art. cité, p. 80.

⁵ Cf. Cristina PETRESCU, « Cum ne-am recuperat trecutul recent : interpretarea comunismului în sfera publică postcomunistă » dans Mihai Dinu GHEORGHIU, Mihăița LUPU (coord.), *Mobilitatea elitelor în România secolului XX*, Pitești, Paralela 45, 2008, p. 359-361.

une mémoire des prisons et de la résistance anticomuniste qui fait surface et qui sera portée par différents porte-parole dont les intellectuels et les historiens réunis autour du Mémorial de Sighet à partir de 1992-1993¹. Il s'agit ensuite des journalistes auxquels la suppression de la censure offre une liberté de parole jamais éprouvée auparavant et qui ont la chance de trouver un public avide de lire toute nouvelle publication². Il s'agit enfin des intellectuels critiques à l'égard du nouveau pouvoir qu'ils perçoivent comme le continuateur de l'ancien et qui, manquant de l'« aura de la dissidence »³ dont ont pu se prévaloir leurs homologues tchécoslovaques ou polonais après le démantèlement des régimes socialistes, voient, dans la révolte contre Ion Iliescu, une dernière occasion de s'engager politiquement dans une revanche tardive contre le communisme⁴. Pour eux tous, la mobilisation d'un passé communiste dépeint dans des couleurs sombres est essentielle pour leur identité publique. Ces intellectuels se mobilisent aussi bien collectivement qu'individuellement au sein d'associations, de *think tanks*, de fondations, dont plus importants sont le Groupe pour Dialogue Social (GDS) créé à Bucarest en 1990, l'association l'Alliance Civique qui se mobilise à partir de 1991 au profit de l'opposition politique, enfin la Fondation Académie Civique qui met les bases à Sighet d'un des plus importants Mémoriaux pour les victimes du communisme et de la résistance de l'Europe de l'Est⁵.

¹ Comme l'association des Anciens Détenus Politiques de Roumanie (AFDPR) qui naît en janvier 1990 et l'Académie Civique créée en avril 1994, parmi les plus influentes jusqu'à présent. On peut ajouter à cette liste l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme de Roumanie (IICCR), à partir de 2005. Voir chapitre 2 et chapitre 7.

² Par exemple le journal *România liberă* [La Roumanie libre] se vend au début de l'année 1990 à des tirages records de 1,5 million d'exemplaires, cf. Andreea MOGOȘ, « România Liberă — profil, rubrici și genuri reprezentative », *Studia Universitatis Ephemerides*, Universitatea Babeș-Bolyai, vol. 56, n° 2, décembre 2011, p. 98.

³ Alexandru GUSSI, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste, op. cit.*, p. 267.

⁴ Il s'agit de la révolte contre le FSN qui éclate partout dans le pays dans les premiers mois de 1990. Des manifestations ont lieu dans plusieurs grandes villes comme Timișoara et Bucarest. Dans la capitale, la grande manifestation de la Place de l'Université qui se déroule entre avril et juin 1990 prend fin avec l'arrivée des mineurs dans la nuit de 12 à 13 juin 1990. Le déroulement et les conséquences de cette manifestation sont traités dans notre premier chapitre.

⁵ Il s'agit du Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet, au nord de la Roumanie. Le chapitre 2 de cette thèse lui est consacré. Voir la page web du complexe, consultable à l'adresse suivante : <http://www.memorialsighet.ro/>

L'alliance de 1992 entre les intellectuels, les représentants de la « société civile »¹ et les partis « historiques » au sein de la Convention Démocratique Roumaine (CDR), première opposition structurée face au Front du Salut National (FSN), puise dans cette vision sombre du communisme une source majeure de légitimité. Sa défaite aux élections de 1992 n'équivaut pas à la disparition de son agenda politique de la question de l'épuration, qui est maintenue jusqu'à la prochaine échéance électorale, de l'automne 1996. Quant aux historiens, ils semblent plus en retrait durant cette période, même si les thématiques nouvelles consacrées à la « résistance anticommuniste » et au « régime totalitaire » attestent que la « Révolution » de décembre a marqué ici aussi les esprits². La création d'un Institut National pour l'Étude du Totalitarisme en Roumanie en 1993, encourage le développement de cette historiographie qui se cantonne essentiellement à la période des années 1950³.

Cette diversité des acteurs qui prennent la parole sur le passé « récent » renforce la porosité des frontières entre l'univers savant et l'univers politique et ouvre sur une polyphonie des discours à caractère hybride, mi-journalistiques mi-victimaires, mi-justiciers mi-moralisants, difficilement assignables à un seul registre d'argumentation.

¹ La notion de « société civile » se trouve au centre des écrits d'Antonio Gramsci qui, sans la définir, explique qu'elle est essentielle pour penser les relations de pouvoir entre l'État et ses sujets. Elle représente l'un des instruments et des lieux où se réalise « le passage de l'hégémonie d'une classe à l'hégémonie d'une autre classe, précédemment dominée » et, lors de ce passage, c'est au sein de la société civile que doit se réaliser le consensus, (Antonio GRAMSCI, *Cahiers de prison, cahiers 10, 11, 12, 13*, Paris, Gallimard, 1978 cité dans Christiane VAUVY, « Brèves remarques sur la société civile : usages, généalogies et filiations, interrogations », *L'Homme et la Société*, n° 102, 1991, p. 20). Cette définition peut correspondre à la transformation qui a lieu en Roumanie après 1990, si l'on pense à l'arrivée au pouvoir en 1996 d'une formation formée par des acteurs exclus de l'exercice du pouvoir à l'aide d'une « société civile » qui construit un consensus autour des valeurs comme la démocratie et le libéralisme. Notion floue, l'expression de « société civile » s'est imposée dans le langage commun en Roumanie à la fin de la Guerre froide, notamment au début des années 1990. Elle représente une catégorie de l'action collective dont se réclament en général ceux parmi les acteurs qui se mobilisent au sein des structures organisationnelles qui revendiquent la distinction avec les partis politiques et affirment leur « apolitisme ». Elle désigne au début des années 1990 les opposants au gouvernement Iliescu, Gautier PIROTTE, *La notion de société civile*, Paris, Repères, 2007, p. 4-5.

² Selon l'intitulé de certaines sections de la *Bibliographie historique de la Roumanie* qui recense les titres sortis dans l'intervalle 1989-1994, Felicia HRISTODOL, Gheorghe HRISTODOL, Stelian MÂNDRUȚ, Simona NICOARĂ, Lucia TURC, *Bibliografia istorică a României*, vol. VIII, Academia Română, Editura Academiei Române, 1996, p. 220 et p. 224.

³ Fondé le 13 avril 1993. Voir les axes de recherche de l'Institut à l'adresse web suivante : <http://www.totalitarism.ro/index.html>

L'irruption sur la scène publique, avec la publication du *Journal (1935-1944)* de Sebastian en 1996, d'un nouveau pan de l'histoire nationale — la persécution des Juifs — complexifie encore le paysage des controverses autour du passé. Débouchant sur une « guerre des mémoires » entre l'« holocauste brun » et l'« holocauste rouge », comme un auteur a cru bon de les appeler¹, l'apparition du *Journal* participe directement à la reconfiguration postcommuniste des rapports entre intellectuels.

2. Le gouvernement de la Convention Démocrate Roumaine et la question de la lustration (1996-2000)

L'arrivée de la Convention Démocrate Roumaine au pouvoir en 1996 ranime les discours en faveur de la condamnation du passé communiste et de l'épuration politique des anciens membres de la *nomenklatura*. Le Mémorial de Sighet devient « ensemble d'intérêt national »² tandis qu'au sein de l'arène parlementaire, les débats autour d'une loi de lustration³ s'imposent à l'attention publique. La loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la *déconspiration*⁴ de la *Securitate*⁵ en tant que police politique est finalement votée en 1999⁶, soit une décennie après le démantèlement du régime communiste et plusieurs années après que des lois similaires soient adoptées en Allemagne (1990), en Tchécoslovaquie (1991), en Bulgarie (1992), en Hongrie (1994), en Albanie (1995) et en Pologne (1997)⁷.

¹ Gheorghe BUZATU, *Așa a început Holocaustul împotriva poporului român*, București, Majadahonda, 1995, p. 5. L'expression « holocauste rouge » provient du titre du livre du militant anticommuniste Florin Mătrescu et désigne le Goulag, Florin MĂTRESCU, *Holocaustul roșu*, București, Gerom Design, 1993.

² La loi n° 95/1997 concernant la déclaration du complexe « Mémorial des victimes du communisme et de la résistance à Sighet » comme ensemble d'intérêt national, *Monitorul Oficial*, n° 121, 12 juin 1997.

³ « On entend par lustration (en référence au rituel du même nom qui se déroulait dans la Rome antique) une opération de “purification et de réconciliation” qui a touché les administrations des pays d'Europe centrale et orientale ces quinze dernières années », cf. Ioana CĂRSTOCEA, « Le “monde disparu” et la société “naissante”. Représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, septembre 2006, p. 114.

⁴ Terme utilisé ici dans le sens de « révélation ».

⁵ Nom de l'ancienne police politique communiste.

⁶ La loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la *déconspiration* de la *Securitate* en tant que police politique, *Monitorul oficial*, n° 603, 9 décembre 1999.

⁷ Jiry MALENOVSKY, « Les lois de “lustration” en Europe centrale et orientale : une “mission impossible” ? », *Revue québécoise de droit international*, n° 13-1, 2000, p. 193-195.

La loi prévoit la création d'un Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate chargé de vérifier les liens entretenus par les hommes politiques et par les candidats à des fonctions publiques avec cette institution et de publier les résultats dans le *Moniteur officiel*¹. Hormis la mise à la disposition du public de ces informations, la loi ne prévoit pas d'autres sanctions. Considérée comme un échec par les plus radicaux des opposants à l'ancien régime puisque les sanctions prévues sont seulement d'ordre symbolique, la qualité d'« informateur » ou de « collaborateur » de la Securitate n'empêchant pas en soi d'occuper une fonction publique², cette loi crée en revanche un climat de « chasse aux sorcières » entretenu par une presse qui lui donne des dimensions sensationnalistes³. C'est à travers sa retraduction dans le registre des scoops journalistiques que le passé communiste connaît aux alentours des années 2000 un regain d'intérêt qui lui permet de retrouver sa notoriété de 1990. Emboîtant le pas à cette entreprise de vulgarisation de certains épisodes de la période récente, l'appel aux travaux spécialisés des historiens est la clé de voûte de leur retour sur la scène publique. Loin de profiter à l'ensemble de la communauté, cette croissance de visibilité bénéficie surtout à ceux parmi les historiens dont les travaux ont pu être exploités par les journalistes⁴ ou qui se sont impliqués, grâce à leurs réseaux sociaux dans la publicisation « sauvage » des noms des anciens collaborateurs de la police politique⁵.

¹ Cf. art. 3, alinéa 4 de la loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la Securitate en tant que police politique, *Monitorul oficial*, n° 603, 9 décembre 1999.

² Pour une analyse de cette loi, des débats qui ont entouré son adoption à ses conséquences, voir Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Pierre Birnbaum, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, 2012, p. 264-271.

³ « En l'absence d'une véritable politique officielle de lustration, la "déconspiration" des anciens collaborateurs avec la police politique est devenue un enjeu majeur du champ politico-médiatique mais également un objectif de certains chercheurs, qui s'apparentent trop souvent à des journalistes en quête du sensationnel, tels des "chasseurs de têtes", Irina GRIDAN, "Comment écrit-on aujourd'hui l'histoire de la diplomatie roumaine des années communistes ?" » dans Sonia COMBE, *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 130.

⁴ Voir par exemple l'écho que trouve dans la presse l'étude de Marius OPREA, *Banalitatea răului. O istorie a Securității în documente (1949-1989)*, Iași, Polirom, 2002.

⁵ Par exemple un groupe d'historiens réunis autour de Marius Oprea, cf. Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, op. cit., p. 288-289.

Au retour de l'histoire sur la scène publique contribue également les débats suscités par la fin du manuel d'histoire unique et la diversification des discours à laquelle conduit cette décision du ministère de l'Éducation¹.

Dans le même temps, l'espace public est marqué à partir de 1997 par la grande polémique autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian qui se déroule dans un climat politique de pressions internationales sur la Roumanie pour qu'elle assume sa participation à la Shoah en vue de l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Commencé comme une dispute littéraire autour des œuvres des intellectuels *légionnaires* et de leur conservation au sein du panthéon culturel, ce débat se transforme jusqu'au début des années 2000 dans une polémique autour de la comparaison entre le « fascisme » et le communisme. Si les désaccords concernent, tout comme ailleurs à la même époque, ce que les participants appellent le « déséquilibre des mémoires » de l'Holocauste et du Goulag², au fur et à mesure que la controverse avance ils se focalisent sur la comparaison entre les deux événements historiques. L'histoire est donc convoquée à nouveau dans l'espace public pour s'exprimer et trancher cette polémique. Grâce à des conditions spécifiques comme la mise en circulation de travaux originaux, elle réussit à participer avec succès au confinement du débat.

3. Les années 2000 et l'institutionnalisation de l'« histoire récente »

Le changement du pouvoir en 2000 et le retour d'Ion Iliescu à la tête de l'État n'apportent pas de révision majeure quant à la conception des gouvernants sur l'histoire en tant que science camérale³. Ils coïncident en revanche avec le début d'un processus d'institutionnalisation des études sur le passé « récent » amorcé avec l'apparition de quelques nouveaux instituts et départements de recherche. On pense ici à l'Institut Roumain d'Histoire Récente créé en 2000

¹ Le passage du manuel unique d'histoire aux manuels scolaires alternatifs est décidé par l'ordre n° 3831/1999 du ministre de l'Éducation. Pour un travail de référence sur les manuels d'histoire en Roumanie depuis la période communiste à présent, voir Gabriel MARIN, *Apprendre l'histoire à l'école communiste*, Paris, Harmattan, 2013.

² Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999.

³ Dans le sens de « science du gouvernement de l'État », de savoir expert mis à la disposition des gouvernants dans un domaine donné et s'accompagne de la professionnalisation d'un corps d'experts, Pascale LABORIER, « La "bonne police". Sciences camérales et pouvoir absolutiste dans les États allemands », *Politix*, n° 48, 1999, p. 7-35.

à partir d'une initiative privée, l'Institut de la Révolution Roumaine qui voit le jour en 2004, à l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme, qui prend naissance en 2005.

Peuplés massivement par une génération de chercheurs formée intellectuellement après 1989, ces nouveaux centres promeuvent une histoire émancipée des derniers débris du « national-communisme »¹ et animée par le souhait de pallier ses « dérives » par une réévaluation plus « professionnelle » du passé².

L'un des premiers axes de recherche de cette nouvelle génération d'historiens c'est de mettre en exergue le rôle de la terreur et la violence comme principaux mécanismes de domination du pouvoir. On assiste alors à la multiplication des travaux qui passent au crible les aspects les plus sombres du régime précédent : crimes, torture, déportations, surveillance policière de la population et brutalité des campagnes de nationalisation des biens se voient accorder une place centrale dans cette littérature historique. Les sujets abordés gravitent autour de plusieurs axes : l'histoire du Parti communiste et des institutions répressives avec une attention spécifique sur les trajectoires biographiques des dirigeants politiques, l'univers pénitentiaire reconstitué aussi bien du point de vue des prisonniers que des tortionnaires ou des directeurs de prison, la résistance anticommuniste. Mais on assiste également en même temps à une diversification des intérêts des chercheurs, notamment ceux aux carrières internationalisées, qui se dirigent vers de nouveaux objets comme par exemple le rôle des femmes au sein du Parti Communiste Roumain ou les politiques pronatalistes en Europe Centrale et de l'Est à l'époque socialiste³.

¹ Le « national-communisme » renvoie à la tentative du PCR de contrôler à des fins de légitimation l'idée de Nation sous la contrainte qui lui impose un champ intellectuel traditionnellement très attaché à l'idéologie nationale, dans Katherine VARDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, București, Humanitas, 1994, p. 102-115.

² Cf. la mission que se donne l'Institut Roumain d'Histoire Récente (IRIR), consultable en ligne, à l'adresse web suivante : <http://irir.ro/wp/despre-noi/misiunea-mission/lang/ro/>.

³ Corina DOBOȘ (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. I)*, Iași, Polirom, 2010 et Luciana M. JINGA, Florin S. SOARE (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. II)*, Iași, Polirom, 2011 ; Mia JINGA, *Gen și reprezentare în România comunistă (1944-1989)*, Iași, Polirom, 2015.

Malgré les différences de degré et de nuances dans les modalités de travailler cette période, la centralité de la répression et la prédilection pour l'époque stalinienne des années 1950 favorisée en partie par une ouverture plus généreuse des archives, font écran à d'autres dimensions de la période comme la courte libéralisation des années 1970, la nature des engagements militants, la mobilité sociale ou la vie quotidienne, généralement peu étudiés ou carrément relégués à la sociologie¹.

Suivant une dynamique différente, les recherches sur l'Holocauste sont avant la fin des années 1990 le fait d'un noyau d'historiens du Centre pour l'Étude de l'Histoire des Juifs de Bucarest et seulement depuis 2005 de l'Institut « Elie Wiesel ». Circulant avec parcimonie dans le milieu restreint des chercheurs intéressés par la « question juive », ces études ont longtemps été traitées comme un chapitre à part de l'histoire nationale à laquelle elles ne sont toujours pas à présent pleinement intégrées². Malgré un intérêt constant pour les pages noires de l'épopée nationale, on note ici un traitement plus nuancé de l'entre-deux-guerres en rapport avec la période communiste, des phénomènes comme le Mouvement légionnaire ou les méfaits du régime Antonescu (1941 à 1944) — pogroms, lois raciales et déportation des Juifs — étant davantage resitués dans le contexte social, politique et économique qui leur est propre. La préoccupation récurrente pour l'antisémitisme chez les intellectuels des années 1930 par exemple emprunte beaucoup à une perspective d'histoire des idées qui s'efforce de remettre les théories, les comportements et les prises de position racistes dans l'ensemble plus large des héritages, des affinités idéologiques et des relations socioculturelles de l'époque³. Même si, ici

¹ Loin d'indiquer une tendance spécifique à l'historiographie roumaine, la propension pour les sujets à charge dénonciatrice est caractéristique aussi bien de la soviétologie des années 1980 que de la transitologie des années 1990, dans Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU, « Introduction » dans Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU, *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Ed. Karthala, 2010, p. 17. La même observation est valable pour les spécialistes français qui s'intéressent aux pays socialistes de l'Europe centrale et orientale, cf. Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, op. cit., p. 19.

² À ce propos, il est intéressant de constater que l'histoire des Juifs de Roumanie et de l'Holocauste fait l'objet d'un manuel d'histoire pour le secondaire *optionnel* : Florin PETRESCU, *Istoria evreilor. Holocaustul. Manual pentru liceu*, București, Editura Didactică și Pedagogică, 2007.

³ Notamment les travaux qui traitent de la conversion au Mouvement légionnaire des intellectuels roumains : Leon VOLOVICI, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, Pergamon Press, Oxford, 1991 ; Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, București, Fundația Culturală

aussi, les recherches exclusivement consacrées à l'histoire des déportations, des discriminations et des abus infligés aux Juifs de Roumanie dominent le paysage, elles permettent de penser ces événements comme partie intégrante d'un mouvement de radicalisation de plus longue haleine et donc de les historiciser. C'est ce qui fait défaut aux analyses dédiées à la répression communiste, moins attentives aux variations et aux ruptures, et davantage tournées vers la dénonciation du régime communiste.

4. Les débuts de l'intégration euroatlantique et l'émergence d'un discours expert sur le passé « récent »

Pendant que ces recherches se multiplient grâce au climat propice créé par le nouveau réseau institutionnel, les négociations pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne et à l'OTAN avancent, et, avec elles, la médiatisation des problèmes structurels auxquels la société roumaine se confronte. La corruption endémique, la politisation de la justice, les atteintes à la liberté d'expression ne sont que les plus récurrents parmi les dysfonctionnements signalés par les observateurs des deux organisations dans leurs rapports sur la Roumanie¹. Caractéristiques pour tous les gouvernements après 1989, ces dysfonctionnements sont généralement attribués par les journalistes aux routines héritées de la période précédente et identifiées aux séquelles d'un passé que les élites politiques postcommunistes n'ont pu dépasser. Aussi, lorsqu'elle intervient dans la première moitié des années 2000, la condamnation des régimes Antonescu, Gheorghiu-Dej et Ceaușescu par les autorités étatiques à travers les deux *Rapports finaux* des commissions d'historiens, ne signifie pas seulement une réponse satisfaisante aux exigences internationales et locales en matière de gestion du passé « récent ». Elle constitue également une subtile modalité par laquelle l'actuel pouvoir politique se dissocie indirectement des maux qui lui sont imputés et qui ont leur source dans le passé.

Română, 1996 ; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'oubli du fascisme*, Paris, PUF, 2002 ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit. ; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau Schimbarea la față a României*, București, Institutul Cultural Român, 2004.

¹ Évaluation de la situation de la Roumanie à partir des Rapports de la Commission Européenne pour les années 2000, 2001, 2002, consultable dans les archives du ministère des Affaires étrangères, accessibles à cette adresse web : http://www.mdrl.ro/_documente/dialog_Ro_UE/Evaluari%20CE%202000-2002%20final.pdf.

Convertie en symbole du changement politique, cette condamnation est souvent présentée au milieu des années 2000 comme un « acte de normalité »¹ dans un pays qui aspire à devenir et à être reconnu comme « démocratique ». Pourtant, à y regarder de plus près, elle n'a rien d'évident et son succès dissimule des mobilisations et des luttes de plus longue date, dont la réussite longtemps incertaine ne relève pas de la fatalité historique. Ce sont les ressorts de cette réussite qu'on souhaite interroger dans ce travail, en examinant la « carrière »² de ce discours accusateur à l'égard du passé et ses interactions avec les discours concurrents auxquels au cours du temps il a dû faire face. Moins consensuel qu'il n'y paraît, ce discours de condamnation est traversé à plus d'un titre par des dissensions, des incohérences et des contradictions que seul un regard réducteur rattacherait à de banals « défauts de fabrication »³. Découlant des désaccords entre ses auteurs, ses incohérences faussement conjoncturelles représentent autant de strates cristallisées d'une histoire bien plus longue et qu'on souhaite questionner — celle des rapports (pas complètement réglés) entre les différents espaces de production symbolique impliqués dans sa production : politique, intellectuel, académique. Fruit d'un travail de mobilisation qui commence vingt ans plus tôt, le nouveau discours officiel de l'État roumain sur son passé politique, loin d'être écrit à l'avance, se définit et s'impose donc au fur et à mesure que les reconfigurations constitutives de son ossature sociale se mettent en place.

LITTÉRATURE DE SPÉCIALITÉ ET CONSTRUCTION DE L'OBJET

Mais que serait au juste ce changement de régime qui, vingt ans après la chute du système communiste, ne cesse d'interpeller, d'interroger, d'inspirer des analyses, des commentaires, des

¹ Sabina FATI, « Incompleta normalitate. De ce ezită Traian Băsescu sa condamne comunismul ? », *Observator cultural*, n° 298, déc. 2005.

² Dans le sens de « cycles de modification » et d'évolution, Erving GOFFMAN, *Asiles*, Paris, Éditions de Minuit, p. 179.

³ Ces « défauts de fabrication » seront analysés dans le chapitre 7.

jugements de valeur ? Certains l'identifient au changement du personnel politique¹, d'autres à celui de la manière de gouverner, d'autres enfin à l'amélioration des conditions économiques ou à la transformation des rapports citoyens au pouvoir politique². Les historiens autochtones l'assimilent à la « rupture » intervenue pour certains en 1989, pour d'autres, en 1996³. Les « transitologues » quant à eux, le relient en général à la fin de la période de « transition », à l'installation de la démocratie⁴ et/ou à celle de l'économie de marché⁵.

Dans un numéro spécial de la revue *Politix* dédié au « Changement du régime », les auteurs de l'« Éditorial », résument les modalités d'analyse de ce processus : la première insiste sur ce qui se produit dans le cours même des événements qui conduisent au changement de régime et conteste le monopole explicatif des causes préalables (les pré-conditions) ; la deuxième révèle que ruptures et continuités ne se jouent pas toujours sur les scènes les plus visibles et les plus attendues ; enfin la troisième rappelle que « les changements de régime ne constituent pas seulement une origine et la fondation des temps à venir, mais recomposent les termes du passé, légitimant le présent pour garantir l'avenir »⁶.

¹ De nombreux travaux se concentrent sur les élites politiques et sur les processus de « formation de nouvelles élites » ou de reconversion des anciennes. Voir par exemple Richard BANEGAS, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures & Conflits*, n° 12, 1993 ; Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *Revue française de science politique*, n° 1, 1998.

² Nicolas GUILHOT, Philippe C. SCHMITTER, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, n°s 4-5, 2000.

³ Les historiens de l'Institut de la Révolution Roumaine par exemple, considèrent que la rupture avec le communisme se situe en décembre 1989. Voir la collection de la revue de l'Institut, *Caietele Revoluției*. D'autres historiens, comme par exemple Zoe Petre, ancienne conseillère d'Emil Constantinescu, situent cette rupture plus tardivement, en 1996, année de l'arrivée au pouvoir du représentant de la CDR. Voir Jérôme HEURTAUX, « Europe centrale et orientale. Quatre témoins privilégiés analysent l'événement 1989. Karol Modzelewski, Zbigniew Gluza, Zoe Petre, Jean-Yves Potel » dans Jérôme HEURTAUX, Cédric PELLEN (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009, p. 313.

⁴ « Les transitions sont l'intervalle entre un régime politique et un autre... Les transitions sont délimitées, d'une part, par le lancement du processus de dissolution d'un régime autoritaire et, d'autre part, par l'instauration d'une certaine forme de démocratie, le retour à un régime autoritaire ou l'émergence d'une alternative révolutionnaire. », Guillermo O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER, (eds.), *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, p. 7.

⁵ David STARK, Laszlo BRUSZT, *Postsocialist Pathways: Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, 1998.

⁶ Éditorial « Changer de régime », *Politix*, n° 47, 1999, p. 5.

La construction de l'objet de cette thèse s'inscrit dans cette troisième perspective pertinente au développement de plusieurs points révélés par notre terrain empirique.

Tout d'abord elle permet de penser le changement de régime comme un processus qui se déroule sur le long terme, ne se limitant pas à la rupture incarnée par la « Révolution » de 1989 présentée comme son « origine » par de nombreux acteurs sociaux. L'ouverture de l'angle temporel permet d'intégrer à la réflexion autour du changement de régime, la forte contestation qui entoure cet événement en tant que *rupture* avec le régime précédent¹. Autrement dit, cette perspective permet d'intégrer à la réflexion sur le changement de régime la remise en cause de ses conditions de production. Par conséquent, elle incite à étudier ce phénomène non pas comme un objet donné, un événement figé dans le temps, mais comme un processus *en train de se faire* dans et par les luttes des acteurs impliqués dans sa définition.

Deuxièmement, la perspective présentée par l'« Éditorial » de *Politix* est adaptée pour comprendre comment se met en place le changement de régime à travers « la recomposition des termes du passé » abordée à partir d'un angle particulier : la transformation du discours officiel de l'État roumain sur son passif politique. Mais la « recomposition des termes du passé » ne renvoie pas seulement aux *discours* de criminalisation du passé. Elle renvoie également à la recomposition des *relations passées* entre les différents acteurs sociaux qui portent et coproduisent ce discours, essentiellement, entre les politiques et les intellectuels. Sous cet angle, le changement de régime peut être appréhendé comme transformation des relations entre ces deux champs de production symbolique relativement autonomes.

Troisièmement, en incitant à penser les « recompositions des termes du passé » *en lien* avec « la légitimation du présent pour garantir l'avenir », la perspective choisie permet d'éclairer les enjeux actuels que sous-tend le changement de régime en Roumanie. Car la participation des intellectuels à la criminalisation du passé politique a pour pendant la légitimation du nouveau régime « démocratique ». Cette légitimation passe non seulement par l'entremise d'un travail idéologique autour de la construction d'une rupture avec le passé. Elle passe également par la

¹ Ces aspects sont traités plus longuement dans le chapitre 1.

création de tout un ensemble de dispositifs, de lois, de mesures et d'institutions de gestion du passé « récent » qui attestent de la démocratisation de la Roumanie. Si les intellectuels et notamment les historiens jouent un rôle de tout premier plan au sein de ces institutions c'est parce qu'en échange de leur capital symbolique et de leurs connaissances sur le passé, ils sont investis d'une fonction de garants du *passage* à la démocratie. Cette fonction est forte d'implications notamment lorsqu'elle consiste en l'édition d'une partie des règles du jeu politique, notamment de certains critères de recrutement du nouveau personnel politique telle la condition d'une distance biographique des prétendants à la fonction publique par rapport au régime « communiste ». La présence des intellectuels au cœur du processus de légitimation du nouveau régime politique n'est pas spécifique à l'après-1989 et s'apparente en Roumanie à une tradition de plus longue date qui remonte au XIX^e siècle¹. À la différence de la France où les « intellectuels » s'affirment comme groupe autonome lors de l'affaire Dreyfus au nom d'un capital symbolique et de valeurs spécifiques comme la « vérité » ou la « justice »², en Roumanie, l'émergence des intellectuels est historiquement liée à l'avènement de l'État-nation auquel ils prêtent leurs plumes et leurs compétences. Dès lors, les intellectuels roumains se définissent avant tout comme des producteurs de culture nationale au service d'un État-nation qui garantit en échange leur protection par rapport à des producteurs culturels étrangers qui menacent leur existence³. Leur survie sociale est liée spécifiquement en Roumanie à ce type de fonction politique qui fait partie intégrante de leur code génétique⁴.

Si cette thèse mobilise une définition des intellectuels qui emprunte ses instruments théoriques à la sociologie française⁵ et à ce titre sont le produit de conditions historiques

¹ Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, Cluj-Napoca, Limes, 2002.

² Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels » (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990.

³ Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, *op. cit.*

⁴ Cette question est plus largement analysée dans le chapitre 3.

⁵ Pour ne citer que quelques travaux classiques : Pierre BOURDIEU, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984 ; Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art*, Seuil, Paris, 1992 ; Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels » (1880-1900)*, *op. cit.* ; Hervé SERRY, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, 2004 ; Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*, Paris, La Découverte, 2005 ;

différentes, c'est pour mieux montrer que le rôle assumé par les intellectuels roumains ne reste pas figé dans le temps. Ce rôle évolue et devient après 1989 un enjeu de lutte permanent parmi les clercs qui l'habitent de manières variées en fonction du contexte sociopolitique et des ressources dont ils disposent. La lutte pour consacrer un modèle d'intervention spécifique se joue y compris et probablement surtout durant la période postcommuniste sur le terrain de l'interprétation du passé « récent ».

Considérant que les intellectuels sont ceux parmi les producteurs culturels qui s'engagent publiquement pour défendre des causes politiques au nom du Bien commun, cette thèse a pour ambition de montrer comment ce modèle d'intervention, étranger à l'origine aux intellectuels roumains, circule, est importé et adapté à leurs propres intérêts et nécessités après 1989. Cette importation s'inscrit dans un processus plus vaste d'universalisation des modèles d'intervention des intellectuels consacrés dans les pays occidentaux via l'internationalisation du champ intellectuel¹ et l'émergence d'un champ politique européen². La diffusion des dispositifs spécifiques de gestion du passé « récent » souvent consacrés par la gestion du fascisme participe à ce mouvement.

Ainsi, un apport de cette thèse est d'éclairer les logiques d'appropriation compliquées de ces modèles parmi lesquels celui de l'expertise sur le terrain de la condamnation du passé. Ensuite, de montrer que la tension entre un modèle d'intervention qui est celui de la participation à la légitimation de l'État national et un modèle d'intervention qui est celui de l'intellectuel critique³ à l'égard du pouvoir politique caractérise la condition des clercs roumains après 1989. Cette tension trouve d'une certaine façon une solution ingénieuse dans la participation des intellectuels à la légitimation du nouveau régime politique après 1989 qui leur permet à la fois

Gisèle SAPIRO, *La guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011.

¹ Gisèle SAPIRO (dir.) (2009), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2009.

² Laure NEUMAYER, *The Criminalisation of Communism in the European Political Space after the Cold War*, London/New York, Routledge, 2018.

³ Gisèle SAPIRO, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, 2009, p. 15.

de s'engager aux côtés de l'État national tout en faisant, à travers le discours de condamnation du passé « fasciste » et communiste, sa critique.

La plupart des travaux de sociologie et de science politique consacrés aux intellectuels roumains se sont surtout concentrés sur l'analyse de leurs relations au pouvoir politique durant l'entre-deux-guerres et la période communiste. Peu de travaux ont été consacrés à ce jour à la question des rapports des intellectuels à la politique après 1989 et au rôle joué dans la transformation de ce groupe par les débats autour du passé « récent »¹. C'est à l'éclairage de ce point aveugle que s'attelle cette thèse.

La Roumanie dans le paysage des « transitions à la démocratie »

Dans la littérature scientifique consacrée à l'Europe de l'Est, la Roumanie occupe une place à part. Absente des grandes synthèses collectives dédiées aux systèmes de type soviétiques ou postcommunistes², « mauvais élève » de la « transition », son cas prête plus d'une fois à confusion et à des commentaires misérabilistes qui trouvent leurs ressorts soit dans les indicateurs d'une économie nationale déficitaire³, soit dans le caractère dit « exceptionnel »⁴ de

¹ À l'exception de Sorin Adam MATEI, *Boierii minții*, București, Compania, 2004 ; Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii*, Iași, Polirom, 2007 ; Cosmina TĂNĂSOIU, « Intellectuals and Post-Communist Politics in Romania: An Analysis of Public Discourse (1990-2000) », *East European Politics and Society: and Cultures*, n° 1, vol. 22, 2008; Sorin Adam MATEI, Mona MOMESCU (dir.), *Idolii forului*, București, Corint, 2010 ; Camelia RUNCEANU, « “Grup de reflecție”, grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism » dans Mihai Dinu GHEORGHIU, Mihăiță LUPU (coord.), *Mobilitatea elitelor în România secolului XX*, Pitești, Paralela 45, 2008. La thèse de Camelia RUNCEANU, *Les intellectuels et la recomposition de l'espace public roumain après 1989. Le cas du Groupe pour le Dialogue Social*, Thèse de doctorat en sociologie, Dir. Gisèle Sapiro, École de Hautes Études en Sciences Sociales, 2018, consacrée plus amplement au sujet reste à ce jour indisponible, car sous traitement à la Bibliothèque de l'EHESS.

² On pense ici aux ouvrages suivants : Guillermo O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER, et Laurence WHITEHEAD (eds.), *Transitions from Authoritarian Rule. Southern Europe*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1991 ; Stéphane COURTOIS, Nicolas WERTH, Jean-Louis PANNÉ, Andrzej PACZKOWSKI, Karel BARTOSEK, Jean-Louis MARGOLIN, *Le Livre noir du communisme*, op. cit. ; Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Seuil, 1999 ; Michel DREYFUS, Bruno GROppo, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (dirs.), *Le siècle des communismes*, op. cit. ; David STARK, Laszlo BRUSZT, *Traietorii postsocialiste: transformarea politicii și a proprietății în Europa Centrală și de Est*, București, Ziua, 2002.

³ François BAFOIL, *Après le communisme*, Paris, Armand Colin, 2002, p. 115-116.

⁴ Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and post-communist Europe*, Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press, 1996, p. 344.

son ancien régime politique, soit dans la longévité au pouvoir d'un « tyran de mauvais goût »¹, soit enfin dans l'« exotisme » de sa « culture politique »². Ayant pris une tournure singulièrement violente, le renversement de Nicolae Ceaușescu en décembre 1989 et l'installation au pouvoir d'une élite politique issue de l'ancienne nomenklatura, distinguent la Roumanie des autres pays de la région qui ont connu, quant à eux, une transition pacifique et une alternance politique quasi immédiate³. Non sans conséquence sur sa trajectoire politique ultérieure, cette particularité du cas roumain semble avoir compliqué la tâche des spécialistes de la région qui, à l'instar de certains transitologues, ont échoué à lui appliquer les théories éprouvées ailleurs sur le continent européen ou sur celui sud-américain⁴. En témoigne la fréquence avec laquelle on a trouvé nécessaire d'inventer de nouvelles catégories et classes d'objets afin de pouvoir rendre compte de ses particularités⁵. Néanmoins, l'impossibilité de ce transfert dérive non pas tant d'un exceptionnalisme roumain *sui generis*, pierre angulaire de nombreuses critiques, mais, comme certains politistes le montrent, des imperfections du principe même de la transposabilité de ces théories d'une région géographique à une autre⁶. Là

¹ Voir l'article de Pierre Saunier sur l'image de « tyrans de mauvais goût » de Nicolae et Elena Ceaușescu qui révèle le mépris social que suscite le couple présidentiel chez les commentateurs étrangers, Pierre SAUNIER, « Un tyran de mauvais goût », *Critiques sociales*, n° 2, décembre 1991, p. 29-40.

² Carmen GONZÁLEZ-ENRÍQUEZ, « Central and Eastern Europe » dans Alexandra Barahona DE BRITO, Carmen GONZÁLEZ-ENRÍQUEZ, Paloma AGUILAR, *The politics of memory. Transitional Justice in democratizing Societies*, Oxford University Press, 2001, p. 237.

³ On pense aux cas polonais, tchécoslovaque ou hongrois.

⁴ Trois groupes de pays ont été comparés par les transitologues : les démocraties d'après-guerre (Italie, Japon, République Fédérale d'Allemagne), les pays méditerranéens qui se démocratisent durant les années 1970 (Portugal, Espagne, Grèce) et les pays d'Amérique du Sud dont les régimes autoritaires succombent pendant les années 1980 (Argentine, Brésil, Uruguay, Chile, Paraguay) (cf. Claus OFFE, « Capitalism by democratic design. Democratic theory facing the triple transition in East Central Europe », *Social Research*, vol. 71, n° 3, 2004, p. 503). À la fin des régimes socialistes, on a essayé sans grand succès d'appliquer les conclusions de cette comparaison au cas des pays de l'Europe de l'Est. Voir par exemple : Geoffrey PRIDHAM, « Democratic transitions in theory and practice: Southern European lessons for Eastern Europe » dans Geoffrey PRIDHAM, Tatu VANHANEN, *Democratization in Eastern Europe. Domestic and international perspectives*, London, Routledge, 1994.

⁵ On pense ici à la typologie des régimes non démocratiques modernes dressée par Juan Linz et Alfred Stepan, où la Roumanie de Ceaușescu est le seul régime de type soviétique à figurer parmi les « régimes sultanistiques », cf. Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, « The Effects of Totalitarianism-cum-Sultanism on Democratic Transition: Romania » dans Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and post-communist Europe, op. cit.*, p. 344-365.

⁶ Valérie BUNCE, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », art. cité, p. 633-656.

encore, comme dans bien d'autres cas quand on vient à pointer les « défauts » de la Roumanie — « retards » dans la modernisation¹, corruption généralisée et clientélisme patent², hantise d'« un passé qui ne passe pas » et ralentit le processus de démocratisation³, ils dérivent plutôt des grilles de lecture utilisées que de la réalité analysée. En répertoriant quelques-uns des repères théoriques de la « transitologie »⁴ ainsi que leurs travers, on a pu passer en revue une partie de ces grilles de lecture et, avec, des principes qu'on trouve à la base de l'« exception » roumaine. Souligner leurs limites a constitué une première étape dans l'effort de normalisation scientifique de notre objet et une modalité propice à la discussion de ses interprétations antérieures.

« Transitologie » versus « changement de régime ». Les principales théories...

Fondée dans les années 1970 dans un contexte marqué par la fin des dictatures militaires d'Amérique latine, la transitologie a pour objet d'étude « le changement des procédures politiques au cours d'une période couvrant l'effacement d'un régime autocratique et les efforts pour implanter une démocratie »⁵. L'adoption de la démocratie en tant qu'horizon d'attente, comme indiqué dans l'intitulé de l'approche (« transitions à la démocratie »), rattache cette sous-discipline à une tradition de recherche qui, dès les années 1950, prospecte pour identifier les pré-conditions nécessaires à l'épanouissement des régimes démocratiques⁶. Aspirant à la prédictibilité et assumant ouvertement une perspective normative sur l'issue des transformations engagées, la « transitologie » de la première heure aspire à dégager une recette idéale de passage

¹ Voir par exemple le chapitre « Les modernisations retardées (1850-1989) » dans François BAFOIL, *Après le communisme, op. cit.*, p. 11-51.

² En 2003, la Roumanie est désignée par les rapports de Transparency International comme le pays le plus corrompu de l'Europe Centrale, Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, « Roumanie, deux rapports-bilans d'une législature », *La Nouvelle Alternative*, 2004, n^{os} 64-65, p. 102. Voir aussi Tom GALLAGHER, *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace*, București, Humanitas, 2004, p. 378-381.

³ Tom GALLAGHER, *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace, op. cit.*

⁴ Un des premiers à avoir utilisé ce terme avec le sens de « protoscience » est Philippe Schmitter dans C. SCHMITTER, « Is it safe for transitologists & consolidologists to travel to the Middle East and North Africa? », http://iis-db.stanford.edu/evnts/6069/Article_-_M-EAST3.pdf, p. 2-7.

⁵ Nicolas GUILHOT, Philippe C. SCHMITTER, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, n^{os} 4-5, 2000, p. 618.

⁶ Voir dans ce sens l'étude classique de Seymour LIPSET, « Some social requisites of democracy: economic development and political legitimacy », *American Political Science Review*, vol. 53, n^o 1, 1959.

à la démocratie, qui permette aux chercheurs la formulation de recommandations à l'usage des politiques. Critiquée d'abord pour son penchant pour l'expertise, cette démarche inspirera aux spécialistes des sciences sociales de nombreux autres reproches. Un des plus courants pointe l'«incertitude» de ces processus ainsi que leur irréductibilité à un modèle unique de transformation politique et économique¹. D'une extrême variété en fonction des contraintes qui les façonnent, ces processus débouchent, comme on ne tardera pas à le remarquer, sur une diversité de trajectoires nationales de conversion à... autre chose, impossibles à subsumer à un seul modèle théorique².

Dominée par la théorie du *capitalism by design* (capitalisme par construction), la première période des études sur les transitions insiste sur l'importation et l'implantation «correcte»³ du capitalisme dans les pays fraîchement sortis des régimes autoritaires. Focalisée sur les choix stratégiques et les jeux des acteurs, cette théorie renoue avec l'individualisme méthodologique des années 1950 pour projeter une vision intentionnaliste, volontariste et élitiste sur les «transitions», conçues comme émanant exclusivement des actions des dirigeants politiques⁴. Restreindre au cercle étroit des intervenants étatiques les bouleversements qui accompagnent le changement de régime, c'est oublier que celui-ci est coproduit par un ensemble plus large d'agents sociaux et qu'il ne deviendra effectif que lorsque les nouvelles normes seront

¹ Entendue au départ comme «incertitude sur l'issue des élections», versant procédural d'un processus de démocratisation défini comme «processus d'institutionnalisation de l'incertitude» (cf. Adam PRZEWORSKI, «Some Problems in the Study of the Transition to Democracy» dans Guillermo O'DONNELL, Philippe C. SCHMITTER, *Transitions from Authoritarian Rule. Tentative Conclusions about Uncertain Democracies*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1986, p. 58) et non pas comme «incertitude structurelle» des processus de crise politique (cf. Michel DOBRY, «Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance», *Revue Française de Science Politique*, vol. 50, n° 4, 2000, p. 590). Pour un résumé plus informé sur cette propriété des conjonctures de crise politique, voir la première partie de l'article de Richard Banegas (Richard BANEGAS, «Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique», <https://journals.openedition.org/conflits/443>).

² Georges MINK, «Les sciences sociales à l'épreuve de la grande transformation postcommuniste», dans Georges MINK, Maxime FOREST, *Postcommunisme : les sciences sociales à l'épreuve*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 16.

³ Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op. cit.*, p. 37.

⁴ Sur ce point, se rapporter à Guy HERMET, «Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique Latine/Europe de l'Est», art. cité, p. 286 et à Richard BANEGAS, «Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique», <https://journals.openedition.org/conflits/443>.

intégrées et diffusées par le plus grand nombre de « régimes partiels »¹. C'est pourquoi il serait réducteur d'envisager les « transitions » uniquement comme des changements dans les discours institutionnels par-delà la prise en compte des évolutions que ces processus impliquent au niveau des pratiques et des perceptions des acteurs sociaux. Une deuxième critique qu'à l'instar de Raluca Groseanu, on pourrait formuler en marge de la théorie du *capitalism by design*, a trait au caractère anhistorique que celle-ci confère aux États. Dépeints comme des terrains vides, ceux-ci apparaissent comme exempts de toute tradition et norme d'organisation locale, antérieure au changement de régime². Plus encore, dans les rares cas où l'on venait à les considérer, ces traditions et normes d'organisation issues du passé sont analysées comme autant d'obstacles à la démocratisation. C'est justement cette question de l'évaluation du poids du passé dans le passage à la démocratie qui est au cœur de la « transitologie » pendant la période suivante.

Devenu manifeste à la fin des années 1980, l'épuisement du système de type soviétique en Europe centrale et orientale entraîne une reformulation des grands thèmes de cette sous-discipline sous l'effet conjoint de l'inadéquation à l'Europe de l'Est des théories éprouvées en Amérique latine et de la difficulté à expliquer la fin inattendue du communisme³. Pendant les années 1990, la question de la transposabilité est d'ailleurs au cœur des disputes académiques qui questionnent la pertinence de la « transitologie ». Elle conduit à la division entre d'une part les sociologues, plus enclins à opter en sa faveur sur la base du postulat de la reproductibilité des comportements sociaux, et les spécialistes des *area studies* qui se montrent plus réticents, en raison de l'importance accordée aux spécificités locales dans l'étude des « transitions à la

¹ Les changements de régime ne sont pas « les produits exclusifs des actions politiques » qui ne couvrent qu'un volet des processus de « transition ». Bien plus complexes, ces processus supposent non seulement l'implémentation de nouvelles normes et règles de fonctionnement politique, mais aussi l'adaptation des conduites individuelles à cet ensemble procédural et sa diffusion dans les « régimes partiels » (arènes situées entre l'autorité gouvernementale et les différents groupes sociaux représentés) et plus largement dans la société, cf. Nicolas GUILHOT, Philippe C. SCHMITTER, « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », art. cité, p. 626.

² Raluca GROSEANU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, op. cit., p. 40.

³ Un indicateur de cette difficulté est la profusion des métaphores auxquelles les sociologues font appel pour caractériser le collapse des communismes est-européens, comme par exemple celle du « jeu de domino », celle de la « chaudière » ou celle de l'« effet d'avalanche », cf. Georges MINK, « La société postcommuniste : théories et données sociologiques », dans Dominique COLAS (dir.), *L'Europe postcommuniste*, Paris, PUF, 2002, p. 452-456.

démocratie»¹. Il reste que, malgré ces luttes disciplinaires, la Roumanie occupe une place distincte parmi les autres États d'Europe de l'Est chez des représentants des deux tendances. Considérons ainsi le cas de Juan Linz et Alfred Stepan, chefs de file du courant comparatiste. Ils explorent dans leur livre *Problems of democratic Transitions and Consolidation* paru en 1996, le couple transition à la démocratie/consolidation en corrélation avec un complexe de variables testé sur un vaste terrain empirique qui inclut, à côté des États d'Amérique latine, ceux de l'Europe du Sud et de l'Est. Prenant à contrepieds la thèse des préconditions nécessaires à l'instauration de la démocratie de Seymour Lipset, qui établit un lien de dépendance entre des facteurs comme la prospérité économique, l'industrialisation ou l'éducation et l'émergence d'un régime démocratique², Linz et Stepan restreignent leur champ d'observation aux seules variables politiques. Parmi celles-ci, ils retiennent : une société civile éveillée caractérisée par la liberté d'expression et d'association, une société politique organisée autour du pluralisme et des élections libres, un État de droit qui garantisse le respect de la constitutionnalité des lois, une bureaucratie légale-rationnelle et une économie institutionnalisée³.

Un deuxième point sur lequel porte leur travail concerne l'influence des régimes non démocratiques antérieurs sur le présent des « transitions à la démocratie », à chaque type de régime correspondant une voie spécifique de sortie de l'autoritarisme. C'est l'appartenance de la Roumanie à la famille des régimes sultaniques qui explique donc, selon Linz et Stepan, les sinuosités de sa « lente » démocratisation. Caractérisée par la fusion de l'espace public avec l'espace privé, le non-respect de la loi, le culte de la personnalité et le dirigisme despotique d'un leader, le développement d'un vaste appareil répressif, le patrimonialisme et la distribution clanique des ressources de l'État, la Roumanie semble destinée à connaître une « démocratie différente » de celle des autres pays d'Europe centrale⁴. L'absence de libéralisation et le

¹ À titre d'exemple, consulter l'article de Valérie BUNCE, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », art. cité.

² Seymour LIPSET, « Some social requisites of democracy: economic development and political legitimacy », *American Political Science Review*, p. 78 et p. 80.

³ Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and post-communist Europe*, op. cit., p. 7.

⁴ *Ibid.*, p. 44-45 et p. 365.

caractère anémique des manifestations d'opposition au régime sont, selon les deux chercheurs, responsables de la fragilité de la démocratisation roumaine après la chute du communisme¹.

Qualifiée par certains comme un « tournant méthodologique »² des études sur les « transitions », la démarche de Stepan et Linz n'échappe pas aux critiques. Une première souligne qu'en se focalisant exclusivement sur le jeu politique, celle-ci sous-estime l'importance des contraintes internationales, sociales et économiques dans le passage à l'économie de marché et à un nouvel ordre politique³. Une deuxième, conteste la perspective a-historique projetée sur les régimes non démocratiques figés dans des catégories statiques, hors de tout devenir, alors même que la périodisation la moins fine des systèmes soviétiques suggère des transformations notables entre le stalinisme des années 1950, la relative libéralisation ou « le dégel » des années 1970 et la « pénurie » des années 1980⁴. Une troisième critique adressée de manière plus générale à la « transitologie » est dirigée contre son normativisme⁵. Opérant avec une définition idéale de la démocratie, elle exige des pays à peine sortis de la dictature un « niveau d'excellence abusivement posé comme universel alors qu'il est introuvable où que ce soit »⁶.

Un autre point de l'ouvrage de Linz et Stepan qui mérite discussion est représenté par les héritages du passé non démocratique. Sans établir un lien de causalité mécanique entre les caractéristiques de l'ancien régime et la réussite de la démocratisation, les héritages du passé sont décrits comme des entraves à la transition. Moins l'ancien régime réunit des

¹ *Ibid.*, p. 352-353.

² Guy HERMET, « Compte rendu. LINZ, (Juan J.), STEPAN (Alfred), *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and post-communist Europe*, Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press, 1996 », *Revue française de science politique*, 1997, n° 2, p. 255.

³ Pour les facteurs internationaux, voir Guy HERMET, « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique Latine/Europe de l'Est », art. cité, p. 290. Pour les facteurs sociaux et économiques, voir Valérie BUNCE, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », art. cité, p. 635.

⁴ Sur « la diversité, les ruptures et les inflexions » de la période communiste voir Sandrine KOTT, Martine MESPOULET (avec la collaboration d'Antoine ROGER) (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, op. cit., p. 9. Sur la chronologie des régimes socialistes, voir également Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU (dir.), *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, op. cit., p. 28-29.

⁵ Perspective d'ailleurs entièrement assumée par les deux chercheurs, Juan LINZ, Alfred STEPAN, « Toward Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 2, 1996, p. 14.

⁶ Guy HERMET, « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique Latine/Europe de l'Est », art. cité, p. 289-290 et p. 304.

caractéristiques de la démocratie, plus ses chances d'en devenir une pendant la période de « transition » sont minces. Considéré comme une dimension innovante dans le travail des deux chercheurs, la prise en compte du « poids du passé » dans l'évaluation des « transitions à la démocratie », sert avant tout à l'identification des obstacles que celle-ci aura à affronter. C'est précisément ce que certains sceptiques de la transposabilité, telles Valérie Bunce ou Sandrine Kott et Martine Mespoulet, lui reprochent, objectant que si le passé compte, ce n'est pas toujours en tant qu'obstacle¹. Variant selon l'appartenance régionale, le « poids du passé » n'a pas les mêmes effets selon que l'on parle d'un État est-européen ou d'un État sud-américain. Définie comme un « ensemble de facteurs économiques, sociaux, politiques, culturels qui tendent à être partagés dans une région donnée »², cette dernière se révèle ainsi comme une variable discriminante dans l'évaluation du degré de démocratisation des États qui ont connu des régimes non démocratiques. Tandis qu'en Europe de l'Est, les démocratisations sont plus importantes là où la rupture avec le passé (entérinée par la défaite électorale de l'ancienne nomenklatura) a été plus profonde, en Amérique du Sud les données empiriques indiquent exactement le contraire³. Mais ce constat ne s'applique pas à la Roumanie qui, tout comme chez Linz et Stepan, s'accorde mal avec ces corrélations, de par l'élection en 1990 et en 1992 d'une équipe gouvernementale issue de l'ancienne *nomenklatura* tout comme en Lituanie, en Pologne ou en Hongrie. Si elle récuse la transposition mécanique des conclusions des études sur les « transitions » d'une région géographique à une autre, Bunce ne nie pas également l'importance d'un facteur comme la « surdétermination du passé » dans l'économie des processus de démocratisation. Mais, à la différence de certains chercheurs, elle n'en fait pas une explication suffisante pour les décalages observés entre leurs rythmes.

La question du « poids du passé » continue de préoccuper les chercheurs durant la deuxième moitié des années 1990, au point de constituer le cœur du renouvellement

¹ Sandrine KOTT, Martine MESPOULET (avec la collaboration d'Antoine ROGER) (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, op. cit., p. 203.

² Valérie BUNCE, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », art. cité, p. 633.

³ *Ibid.*, p. 650.

paradigmatique représenté par la théorie de la *path dependence* (la dépendance au sentier). Partant du postulat que « les particularités du *chemin suivi* rendent compte du modèle politique et économique d'arrivée »¹, la théorie de la *path dependence* se distingue de la « transitologie classique » par son effort d'intégrer à sa démarche les critiques formulées à l'insu de cette dernière. C'est ce qui explique à la fois, le refus de considérer la démocratie comme une fin nécessaire des processus de « transition » et le renoncement à l'ambition de dégager une voie idéal-typique pour l'atteindre.

Dans leur livre *Postsocialist Pathways: Transforming Politics and Property in East Central Europe*, David Stark et Laszlo Bruszt, deux des initiateurs de ce renouvellement, soulignent dans leur livre la « richesse des innovations organisationnelles qui apparaissent dans un contexte postsocialiste »² et se proposent de décrire et d'expliquer, à travers une étude comparative, « la naissance d'un capitalisme est-européen distinct »³. Allant jusqu'à remettre en cause les vertus explicatives de la notion de « transition »⁴, David Stark propose de la remplacer par celle de « transformation », plus à même à décrire selon lui, les enchevêtrements institutionnels et les soubresauts capitalistes des anciens pays socialistes. Cette évolution terminologique a des implications majeures sur l'étude des « transitions » qui de « passages d'un ordre à un autre »⁵ deviennent des terrains d'observation des « logiques parallèles et contradictoires qu'ont expérimentées les citoyens ordinaires »⁶. « Ainsi, au lieu d'une transition, nous allons examiner une transformation, dans laquelle de nouveaux éléments apparaissent à la faveur d'adaptations, de réarrangements, de permutations et de reconfigurations de formes

¹ Hélène RICHARD, « Des transitions à l'Est aux transformations postsoviétiques : retour sur un article à la lumière de nouveaux travaux », Communication au Congrès de l'AFSP, ST 10 « *Chronologie, périodisations, temporalités* », Grenoble, 7-9 septembre 2009, <http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st10/st10richard.pdf>.

² David STARK, Laszlo BRUSZT, *Traietorii postsocialiste: transformarea politicii și a proprietății in Europa Centrală și de Est, op. cit.*, p. 6.

³ *Ibid.*, p. 7.

⁴ David STARK, « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante" », *Politix*, n° 47, 1999.

⁵ *Ibid.*, p. 93.

⁶ *Ibid.*, p. 92.

organisationnelles existantes »¹. La *path dependence* remet au goût du jour les contraintes exercées par les héritages institutionnels sur les réarrangements provoqués par le changement de régime, le rôle de ces héritages dans la transformation postsocialiste étant alors réévalué à la hausse. Loin donc d'intervenir sur un terrain vierge, le passage à l'économie de marché et à la démocratie, doit tenir compte des formes organisationnelles et comportementales anciennes qui ne disparaissent pas, mais se transforment. Face aux exigences propres à l'adoption d'un nouvel ordre économique et politique, la recombinaison de ces formes débouche sur des objets hybrides d'éléments anciens et nouveaux, qui modifient le sens et surtout la valeur du passé (des pratiques, des institutions ou des habitus des acteurs). Réinvesti dans les changements en cours, celui-ci ne participe plus de la stagnation, mais de l'innovation organisationnelle².

... et leurs limites

Dans un article de synthèse consacré à la « transitologie », Michel Dobry revient sur quelques problèmes méthodologiques qui s'en dégagent et qu'on voudrait discuter ici à la lumière des analyses produites sur la Roumanie³.

Un premier, découle de l'« illusion de l'histoire naturelle », dont le politiste a déjà fait état dans ses travaux antérieurs, et qui consiste à tenir pour évidente la relation établie entre le changement de régime et la « transition à la démocratie »⁴. Résultant d'un raisonnement rétrospectif qui opère avec des catégories empruntées au présent, l'illusion de l'histoire naturelle désigne plus précisément dans ce cas, la cécité du chercheur à l'étendue des possibles vers lesquels peut évoluer un régime politique et à l'hétérogénéité des formes d'organisation empiriquement observables. Se focalisant sur un modèle idéal de démocratie comme point d'aboutissement inévitable des processus de « transitions », certaines analyses passent ainsi

¹ *Ibid.*, p. 93.

² David STARK, « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante" », art. cité, p. 129.

³ Michel DOBRY, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4, 2000.

⁴ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Paris, FNSP, 1992, p. 61.

outre les spécificités locales et les singularités des nouveaux systèmes politiques, envisagés d'ordinaire comme des versions intermédiaires, inabouties, de cet idéal-type¹. Afin d'éviter ce genre de piège méthodologique, Michel Dobry nous propose d'envisager les conjonctures de crise, tels les changements de régime, comme des conjonctures routinières. Souhaitant libérer l'étude des « transitions » des carcans d'une idée préconçue sur la démocratisation, il insiste sur le fait qu'elles peuvent déboucher sur toute une variété de solutions politiques, tant leur issue est incertaine².

Autre problème méthodologique signalé par Michel Dobry, vient de ce qu'une partie des transitologues attribue aux leaders politiques qui brandissent la démocratie comme bannière de leur action politique, une réelle croyance en la supériorité de ce régime, alors que souvent, si la démocratie devient « le seul jeu en ville », c'est la plupart du temps parce qu'il est devenu trop coûteux de jouer à un autre³. Sans viser la remise en cause de la sincérité des engagements de certains politiques, cette observation met en garde contre la tentation de prêter plus de crédit à ce « que disent les acteurs politiques qu'à ce qu'ils font » et de se désintéresser des pratiques peu ou mal ajustées aux discours de la démocratisation⁴.

Appliquant cette observation au cas de la Roumanie, il est à remarquer que lorsque les représentants de l'État adhèrent à la condamnation du passé, de l'Holocauste et de la « dictature communiste », ils présentent ce geste comme relevant de la « normalité démocratique »⁵.

¹ Michel DOBRY, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance », art. cité, p. 589-590. Dans le cas de la Roumanie, voir Tom GALLAGHER, *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace*, op. cit.

² Claus OFFE, « Capitalism by democratic design. Democratic theory facing the triple transition in East Central Europe », art. cité, p. 503 ; Geoffrey PRIDHAM, « Democratic transitions in theory and practice: Southern European lessons for Eastern Europe » dans Geoffrey PRIDHAM, Tatu VANHANEN, *Democratization in Eastern Europe. Domestic and international perspectives*, London, Routledge, 1994, p. 15.

³ « Le trait fondamental de toute "consolidation" effective de la démocratie se situe dans l'émergence d'un jeu dans lequel il est devenu trop risqué, trop dangereux, sans bénéfices anticipables, de jouer un autre jeu que le jeu de la démocratie. Et ce quelles que soient les croyances, les "cultures politiques", les valeurs de ces acteurs », cf. Michel DOBRY, « Les processus de transition à la démocratie », *Cultures & Conflits*, n° 17, printemps 1995, p. 3.

⁴ Michel DOBRY, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance », art. cité, p. 612.

⁵ Voir par exemple le discours de condamnation du communisme en Roumanie, par le président Traian Băsescu, qui affirme « Je ne souhaite pas devenir "le Président qui a condamné le communisme". Je veux être seulement le chef d'un État qui considère cette condamnation comme l'apanage de la normalité, car sans cette condamnation on

Toutefois, lorsqu'on interroge les pratiques sur lesquelles repose cette condamnation on retrouve la mobilisation de l'histoire à des fins politiques qui a fait fortune sous le régime politique dénoncé¹. Cette observation incite à dépasser l'analyse des discours de la rupture avec le passé pour interroger le changement de régime du point de vue de la transformation des pratiques politiques.

Une deuxième critique formulée par Michel Dobry à l'adresse des approches transitologiques attire l'attention contre l'« illusion étiologique », qui consiste à rapporter les phénomènes étudiés, exclusivement à des causes situées en amont². Appréciés comme secondaires, les événements analysés sont alors abandonnés au profit de l'étude de leurs préconditions. Pour ce qui est des « transitions à la démocratie », la posture étiologiste conduit à l'établissement d'un lien de causalité entre les origines réelles ou supposées de ces processus et leur déroulement ultérieur. Courante parmi les spécialistes de la « transition » roumaine, l'adoption d'une telle posture de recherche se matérialise dans la préoccupation prépondérante pour les origines du changement politique au détriment de son déploiement effectif. Inscrit *in nuce* dans la violence qui a accompagné le « coup d'État » de 1989, le postcommunisme roumain est décrit par certains travaux comme une période prévisible, scellée par le maintien au pouvoir d'une partie significative de l'ex-nomenklatura³. Perçue comme attachée à des positions antidémocratiques, l'élite politique postcommuniste apparaît ici comme la principale responsable des hésitations et des difficultés de la « démocratie » roumaine actuelle⁴. Des

avancera difficilement, on continuera de porter le cadavre de notre propre passé », http://www.presidency.ro/?_RID=det&tb=date&id=8288&_PRID=ag.

¹ Pour une analyse du contrôle de l'historiographie par le pouvoir communiste et de son utilisation à des fins politiques, voir Felician VELIMIROVICI, *Istorie și istorici în România comunistă (1948-1989)*, Cluj-Napoca, Mega, 2015.

² Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 48-50.

³ Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, « The Effects of Totalitarianism-cum-Sultanism on Democratic Transition: Romania » dans Juan J. LINZ, Alfred STEPAN, *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and post-communist Europe*, op. cit., p. 361-365.

⁴ Cette hypothèse est commune aux historiens et aux politistes. Se rapporter à Mihnea Berindei et Ariadna Combes, qui insistent sur les « positions antidémocratiques » du FSN, groupe issu de l'ancienne nomenklatura, (Mihnea BERINDEI, Ariadna COMBES, « La Roumanie, une révolution manquée ? » dans Pierre KENDE, Aleksander SMOLAR (codir.), *La grande secousse : Europe de l'Est 1989-1990*, Paris, Presses du CNRS, 1990, p. 131) ou à Alexandru Gussi qui souligne l'opposition au changement du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR)

analyses plus récentes ont, en revanche, montré la contribution indéniable de ce groupe à la réussite des actions réputées « démocratiques », comme les négociations qui précèdent l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne ou dans l'OTAN¹. Une autre interprétation qui trahit une posture étiologiste est celle qui concerne l'impressionnante longévité des débats autour du passé communiste en Roumanie et notamment ceux autour de la « Révolution » de 1989 fortement contestée par une partie des commentateurs qui l'ont souvent interprétée comme un « coup d'État »². Sujet toujours d'actualité, sa rémanence dériverait selon certains commentateurs du flou qui entoure les événements sanglants de décembre 1989. L'instruction juridique insatisfaisante de ce dossier, la méconnaissance des coupables et plus encore, celle des faits, alimenteraient ces débats et entretiendrait la curiosité de savoir ce qui s'est réellement passé ainsi que les revendications des « victimes »³. Sans nier la capacité explicative d'un tel argument, on peut pourtant lui opposer celui des querelles similaires qui occupent la scène publique dans d'autres pays de la région, qui, comme la Hongrie ou la Pologne, ont connu, à la différence de la Roumanie, un changement de régime pacifique, négocié et transparent⁴.

Une troisième erreur méthodologique que peuvent comporter les études sur les « transitions » est, selon Michel Dobry, l'« illusion héroïque ». Reposant sur l'idée que les

issu d'une scission du FSN (cf. Alexandru GUSSE, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*, op. cit., p. 553).

¹ « Les anciennes élites communistes converties après 1989 sont à la fois les fondateurs d'un nouvel ordre politique et les dépositaires d'un ordre révolu » ; elles participent activement, à partir de 1993, après l'effondrement de l'URSS à l'intégration de la Roumanie dans les structures euroatlantiques, Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, op. cit., p. 530 et p. 532-533.

² Ce point est largement traité dans le chapitre 1. Pour un passage en revue des interprétations dominantes sur la « Révolution » de 1989 qui circulent dans l'espace public, voir Ruxandra CESERANU, *Decembrie '89. Deconstrucția unei revoluții*, Iași, Polirom, 2004.

³ Argument avancé par Cristina Petrescu dans Cristina PETRESCU, « Cum ne-am recuperat trecutul recent : interpretarea comunismului în sfera publică postcomunistă », art. cité, p. 351.

⁴ Pour le cas de la Pologne, voir Jean-Charles SZUREK, « Le renouveau historiographique sur le passé juif en Pologne », dans Jean-François GOSSIAUX et Boris PETRIC (dir.) *Europa mon amour, 1989-2009 : un rêve blessé*, Paris, Autrement, 2009, p. 86-96. Pour la Hongrie, voir Paul GRADVOHL, « Les historiens et les enjeux politiques du passé en Hongrie » dans Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, op. cit., p. 247-274.

transitions « relèvent davantage que les conjonctures routinières de l'analyse décisionnelle »¹, l'« illusion héroïque » consiste à traiter les choix stratégiques des acteurs comme la variable dominante du cours pris par les « transitions ». Malgré sa réceptivité aux faiblesses méthodologiques des travaux précédents, un paradigme comme celui de la *path dependance* reproduit, explique Michel Dobry, une forme d'« illusion héroïque » lorsqu'il rapporte les particularités des sentiers (paths) empruntés par les anciens régimes non démocratiques à celles des décisions prises par leurs élites politiques². Car, se demande Michel Dobry, sans un principe préalablement défini, comment est « sélectionné, découpé et conçu le passé pertinent, celui qui est supposé déterminer et alimenter le processus de transition ou de transformation ? »³. Le risque est grand, dans ce cas, de « sélectionner les faits (pertinents du passé) en fonction de ce que l'on sait déjà plus ou moins des points d'aboutissements, ou résultats (actuels) des processus étudiés »⁴ et en venir, alors, à refaire une histoire naturelle assez banale. En ce qui concerne notre problématique, un exemple « d'analyse régressive sans principes »⁵ est celle qui s'ingénie à attribuer les vicissitudes politiques et économiques traversées par la Roumanie pendant les vingt dernières années, aux survivances du passé communiste sous la forme des « mentalités » héritées de l'ancien régime⁶. S'interdisant de comprendre ces vicissitudes à la lumière d'autres facteurs, comme les rapports de force politiques ou les difficultés inhérentes au passage à l'économie de marché, cette réflexion ne rend compte que très partiellement de ces difficultés.

Pour un nouveau modèle d'analyse des changements de régime

Pour éviter ce triple écueil et échapper aux erreurs méthodologiques de la transitologie, une solution serait d'appliquer à l'étude des « transitions à la démocratie », les acquis de la

¹ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p.79.

² Michel DOBRY, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance », art. cité, p. 606.

³ *Ibid.*, p. 587.

⁴ *Ibid.*, p.598.

⁵ *Ibid.*

⁶ Par exemple, Daniel BARBU, « Un mit al totalitarismului : Colectivismul » dans Lucian BOIA (coord.), *Miturile comunismului românesc*, vol. II, București, Universitatea București, 1997, p. 81-82.

sociologie des crises politiques, développée par Michel Dobry¹. Récusant les démarches qui abordent les changements de régime en termes de causes et de résultats autant que d'enchaînements de séquences idéal-typiques, de voies d'extrication ou de bifurcations tranchées par l'action stratégique des acteurs, le modèle d'interprétation proposé a le mérite de remettre au centre de l'observation la dynamique des changements de régime, autrement dit, *l'histoire en train de se faire*.

Appliquée aux changements de régime, cette manière de penser les processus de crise est une voie ingénieuse pour dépasser certaines dichotomies² qui traversent la transitologie, comme l'opposition entre la résistance au changement des « structures » et leur plasticité, qui rejaillit dans une conjoncture de crise, sans sous-estimer ni la première, comme chez les adeptes du *capitalism by design*, ni la seconde comme chez ceux des théories de la modernisation. Comme Richard Banegas le souligne, les conjonctures de crise sont des périodes de multiplication des négociations sur l'état « des rapports de force entre les différents espaces sociaux »³ et finissent lorsqu'un accord suffisant permet le retour à l'ordre ou, pour employer la terminologie de Michel Dobry, la resectorisation. Or, dans le cas de la Roumanie, cet accord émerge difficilement de par la longévité des luttes autour de l'interprétation du passé. Toujours en cours, ces luttes sous-tendent des enjeux politiques actuels, de l'héritage de l'ancien Parti unique à la participation des intellectuels à la définition des règles du jeu politique.

Si la portée heuristique de ce modèle théorique dans le cas des « transitions à la démocratie » est incontestable, quelques réserves subsistent cependant concernant sa transposition. Ce qui pose problème à l'étude des changements de régime avec une grille de lecture qui a été construite à partir des situations de crise, c'est le décalage entre le temps moyen ou long des premiers et le temps court des secondes⁴. Propres aux conjonctures des crises, les

¹ Richard BANEGAS, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », art. cité.

² Comme l'opposition société/individus, analyse génétique/analyse fonctionnaliste, temps court/longue durée, contexte/structures.

³ Comme souligné dans Richard BANEGAS, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », <https://journals.openedition.org/conflits/443>.

⁴ *Ibid.*

mobilisations multisectorielles ne définissent pas forcément les périodes de changement de régime, même si elles peuvent constituer des caractéristiques plus ponctuelles de ces moments. Par contre, une propriété comme la fluidité politique¹ peut à raison être retenue pour décrire ces périodes, à condition, selon Richard Banegas, d'en faire un usage non-essentialiste. Utile pour analyser les changements de régime, la fluidité politique ouvre alors deux pistes d'investigation : une première, qui se propose d'observer « comment s'établissent les relations entre gouvernants et groupes socialement dominants » et une deuxième qui incite à s'intéresser aux rapports entre « acteurs dominants des divers espaces sociaux »².

En ce qui concerne la présente démonstration, elle s'inscrit sur la première piste dans la mesure où celle-ci permettait d'interroger le changement du régime politique en Roumanie après 1989 sous l'angle du processus de légitimation, c'est-à-dire des relations justement, qui s'établissent entre les autorités politiques et les groupes qui font pression pour que l'État adopte une posture critique à l'égard de son passé politique. Définie comme la « prétention universelle de tout pouvoir institué, de diffuser dans toute la société une image bénéfique, valorisée et conforme aux croyances dominantes »³, l'étude de la légitimation du régime politique postcommuniste n'est contradictoire ni avec celle des métamorphoses du discours officiel ni avec l'application du modèle d'analyse des crises politiques au changement de régime. Pourtant, ce n'est pas sous l'angle des « valeurs » et des « croyances » que ces processus sont analysés ici, bien qu'elles représentent des variables importantes pour comprendre l'engagement des intellectuels dans la politique après 1989⁴.

¹ La fluidité politique se concrétise par la déstructuration des logiques spécifiques des différents « secteurs », dont l'activité devient imprévisible, étant influencée par l'activité tactique des acteurs politiques et le déroulement de leurs transactions, Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 40 ; Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, 3^e édition, Paris, Presses de la FNSP, 2009, p. 129 p. 139-142.

² Richard BANEGAS, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », <https://journals.openedition.org/conflits/443>.

³ Jacques LAGROYE, « La légitimation » dans Madeleine GRAWITZ, Jean LECA (coord.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985, p. 396.

⁴ Michel DOBRY, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques » dans Javier SANTISO (sous la dir. de), *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala, 2002, p. 120.

Pour autant, les données empiriques indiquent plutôt qu'au cœur des processus de légitimation se trouvent non pas la recherche active d'une adéquation entre les « croyances » et les « valeurs » des gouvernants et celles des gouvernés, mais plutôt les transactions collusives engagées entre ces acteurs¹. Dans ce cas, il s'agirait des échanges entre les politiques d'un côté, et les intellectuels acquis à la cause de la dénonciation du passé « récent », de l'autre côté, autrement dit, des acteurs en provenance des espaces sociaux relativement autonomes. Quand bien même ces échanges seraient justifiés (et se justifient) par l'appel à des « valeurs » comme par exemple la démocratie ou le libéralisme, ils ne découlent pas moins des logiques, des intérêts et des enjeux qui, loin d'avoir pour fin l'« acquisition d'une légitimité »², sont ceux des secteurs auxquels appartiennent leurs producteurs. L'examen de ces échanges, de leurs raisons, de leurs déterminations et des conjonctures spécifiques dans lesquelles ils prennent place montre que la légitimation du nouveau régime politique n'est pas toujours un objectif recherché, mais plus souvent, un sous-produit résiduel ou un effet incontrôlé de ces transactions.

La notion de « légitimation » telle qu'elle a été définie par Jacques Lagroye a le mérite, à la différence de celle de « légitimité » wébérienne, de désigner un *processus* qui, loin d'être à sens unique, s'avère incertain et réversible. Confrontée ici à la mutation des valeurs et des croyances, à celle des évolutions dans les calculs et « les représentations qu'ont les acteurs de ce qui est probable, possible, risqué ou jouable »³, la légitimation demeure inséparable des bouleversements intervenus dans les rapports de force entre différents groupes. C'est le cas en Roumanie lorsqu'après la chute du communisme, les rapports entre les catégories d'acteurs intéressés aux politiques mémorielles de l'État évoluent dans le sens d'une consécration des valeurs et des croyances portées par une minorité d'intellectuels. Mais, en même temps, il faut

¹ Voir la critique de Michel Dobry à l'étude normative de la légitimation et aux effets du présupposé que la légitimité serait le produit de la recherche d'une adéquation entre les valeurs et les croyances promues par les gouvernants et celles des gouvernés, Michel DOBRY, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », art. cité, p. 104-120.

² Jacques LAGROYE, « La légitimation », art. cité., p. 395.

³ Michel DOBRY, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », art. cité, p. 117.

noter que le pouvoir politique n'est pas seulement le véhicule de ces « croyances » dominantes. Il en est également, par ses représentants, leur coproducteur.

Suffisamment souple pour être capable de s'adapter à la plasticité extrême (des intérêts, des enjeux, des ressources) des conjonctures de fluidité politique, la notion de « légitimation » a une vertu supplémentaire. En désignant une qualité universelle du pouvoir, elle permet de conserver l'hypothèse de continuité entre les conjonctures de crise et les conjonctures routinières sans faire appel à un appareil théorique ou méthodologique « extra-ordinaire ».

Ainsi, en prenant appui sur ces derniers travaux et les critiques formulées à l'égard de la transitologie, le changement de régime en Roumanie après 1989 est étudié en décalant le « regard de la transition en général, vers un secteur social circonscrit »¹ — le secteur intellectuel, et vers son implication dans le processus de production d'une légitimité « démocratique ».

Mémoire collective, usages politiques du passé, usages intellectuels de l'histoire

« Le régime communiste à l'Est (...) a imposé un tel refoulement de la mémoire, a tellement martyrisé l'histoire que, dès le dégel, la mémoire collective s'est réveillée souvent avec des cris, parfois avec des chuchotements qui ne cessent de s'amplifier. La mémoire retrouvée, c'est un aspect majeur de la libération de l'Europe de l'Est ; c'est aussi un des enjeux et un terrain d'affrontement de l'histoire qui se réalise »².

Cette histoire confirme les intuitions de Jacques Le Goff concernant l'importance prise par le passé durant les années d'incertitude qui suivent la fin du communisme. Cependant, il n'est pas sûr qu'en suivant les travaux portant ici et ailleurs sur la « mémoire collective », ses infidélités et ses caprices, il soit toujours opportun de parler à présent de son « réveil », comme

¹ Hélène RICHARD, « Des transitions à l'Est aux transformations postsoviétiques : retour sur un article à la lumière de nouveaux travaux », Communication citée.

² Jacques LE GOFF, « Introduction » dans Alain BROSSAT, Sonia COMBE, Jean-Yves POTEL, Jean-Charles SZUREK, *À l'Est la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990, p. 7.

si « la mémoire » était une donnée immuable qui, en léthargie jusqu'en 1989, se manifeste brusquement après suite au choc provoqué par la chute du Mur de Berlin¹. Ce serait alors tout ignorer de ce qu'une compréhension sociologique apporte à la « mémoire collective » lorsqu'elle la caractérise comme subjective, sélective et malléable². Moins résurrection du passé que « reconstruction de celui-ci à partir des connaissances postérieurement acquises »³, comme l'avance Enzo Traverso à partir d'une lecture de Maurice Halbwachs, « la mémoire collective est un système d'interrelations de mémoires individuelles »⁴.

Faire appel aux catégories psychanalytiques du refoulement et du défolement pour rendre compte de son fonctionnement, c'est l'essentialiser en considérant que cette « mémoire collective » est ou peut être autre chose que ce dont on se souvient quand on est amené à le faire⁵.

À l'image d'un filtre qui ne laisse apercevoir du passé que ce que son réseau de fils lui permet de retenir, la « mémoire collective » n'est pas un stock intemporel de moments ni une machine à voyager dans le temps capable de le restituer tel qu'il était. Fatalement déformé, celui-ci nous parvient inmanquablement tronqué, partiel, recomposé. Loin donc d'être un temps retrouvé, le passé invoqué reste plus proche du moment de la remémoration que de son propre présent. Ceci étant dit, Jacques le Goff ne se trompe pas lorsqu'il présage le conflit qui éclate

¹ On compte parmi ces travaux : Marie-Claire LAVABRE, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994 ; Peter NOVICK, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 2001 ; François HARTOG, Jacques REVEL (codir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, EHESS, 2001 ; Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005 ; Sarah GENSBURGER, *Les Justes de France, politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Science Po, 2010 ; Alexandra OESER, *Enseigner Hitler, les adolescents face au passé nazi en Allemagne*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2010.

² Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique, op. cit.*, p. 16-26.

³ *Ibid.*, p. 19.

⁴ Selon le mot de Roger BASTIDE, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, PUF, 1970, p. 93-95 cité par Marie-Claire LAVABRE, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste, op. cit.*, p.29.

⁵ « Nous verrons que, le plus souvent, nous ne faisons appel à notre mémoire que pour répondre à des questions que les autres nous posent, ou que nous supposons qu'ils pourraient nous poser, et que d'ailleurs, pour y répondre, nous nous plaçons à leur point de vue, et nous nous envisageons comme faisant partie du même groupe ou des mêmes groupes qu'eux. Mais pourquoi ce qui est vrai d'un grand nombre de nos souvenirs ne le serait-il pas de tous ? Le plus souvent, si je me souviens, c'est que les autres m'incitent à me souvenir, que leur mémoire vient au secours de la mienne, que la mienne s'appuie sur la leur », Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1925, p. 6.

en mille morceaux l'unité proclamée en régime socialiste de la « mémoire historique », synonyme de l'histoire officielle, et de la « mémoire collective », portée par les souvenirs individuels¹. Quand bien même ces deux « mémoires » communiquent, cette unité qui servait les besoins de la propagande reste illusoire². Or, la fin du régime Ceaușescu a donné lieu en Roumanie non seulement au divorce de ces deux « mémoires », mais, plus encore, à une effervescence des réinterprétations et des usages du passé participant directement au « travail sur la définition de la situation »³ engagé par les acteurs pour affronter les incertitudes du présent.

Soulignant qu'ils sont liés à la médiatisation des débats historiographiques, à leur surgissement dans l'espace public, Jürgen Habermas oppose les usages politiques du passé à l'histoire⁴, tandis qu'en les désignant comme « mémoire historique » d'une organisation, le Parti Communiste Français en l'occurrence, Marie-Claire Lavabre, met de son côté en exergue le hiatus qui les sépare de la « mémoire vive » de ses militants⁵. Mais peut-on s'intéresser à l'une sans s'intéresser à l'autre ?

Comme le rappelle Marie-Claire Lavabre sur les traces de Maurice Halbwachs et de Roger Bastide, leur séparation est à relativiser dès lors que l'on admet que ces deux mémoires s'articulent et s'influencent réciproquement. Aussi, l'opposition entre d'une part une « mémoire collective » « stratégique » qui « manipule », « contrôle » et « récupère » le passé et, d'autre part,

¹ Distinction établie par Maurice Halbwachs dans *La mémoire collective*, *op. cit.*, p. 30-60.

² « Le pur recouvrement du passé n'existe pas, pas plus que le pur usage » notent Marie-Claire Lavabre et Sarah Gensburger dans un article qui s'attache à démontrer les limites de la thèse du succès de la manipulation du passé. Par excellence politiques, les notions de « devoir de mémoire » ou d'« abus de mémoire » sont remplacées ici par une sociologie de la mémoire qui souhaite abandonner une vision stratégeste des usages du passé. Cette sociologie se propose de montrer les liens complexes qui s'établissent entre les souvenirs individuels et les discours officiels sur le passé, cf. Sarah GENSBURGER et Marie-Claire LAVABRE, « Entre “devoir de mémoire” et “abus de mémoire” : la sociologie de la mémoire comme tierce position », art. cité, p. 84-87. Pour une analyse appliquée de la manière dont fonctionne la « mémoire communiste » ou celle des « Justes parmi les nations » se rapporter à Marie-Claire LAVABRE, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, *op. cit.* et à Sarah GENSBURGER, *Les Justes de France, politiques publiques de la mémoire*, *op. cit.*

³ Selon le mot de William Isaac Thomas — « si les gens considèrent certaines situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences », William Isaac THOMAS, Florian ZNANIECKI, *Fondation de la sociologie américaine. Morceaux choisis*, Paris, l'Harmattan, 2000, p. 322.

⁴ Jürgen HABERMAS, *Écrits politiques*, Paris, Cerf, 1990, p. 195.

⁵ Marie-Claire LAVABRE, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, *op. cit.*, p. 16.

une « mémoire individuelle », « émotionnelle », « vive » « spontanée » est artificielle sinon fallacieuse¹.

Conflictuelle et hétérogène, traversée par des contradictions et des tensions, faite d'innombrables discours et appropriations, ce que l'on désigne généralement par la « mémoire collective » est l'espace d'expression de conceptions antagonistes et différenciées du passé et moins un fonds partagé. Ce qui est collectif dans sa constitution n'est pas son produit final, comme on serait tenté de le croire, mais son régime de production². De ce régime on entend rendre compte en pensant relationnellement les usages publics du passé « fasciste »³ et

¹ Marie-Claire LAVABRE, « Michael Pollak et la mémoire collective » dans Liora ISRAËL et Danièle VOLDMAN, *Michael Pollak. De l'identité blessée à une sociologie des possibles*, Complexe, Paris, 2008, p. 120.

² Comme le note Maurice Halbwachs, « l'individu se souvient en se plaçant du point de vue du groupe et la mémoire du groupe se réalise et se manifeste dans les mémoires individuelles », Maurice HALBWACHS, cité par Marie-Claire LAVABRE, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, *op. cit.*, p. 19.

³ Plusieurs raisons nous ont incité à employer les guillemets pour le terme de « fasciste » (comme dans « passé "fasciste" »). Tout d'abord, même si le terme est utilisé par les acteurs dans certains contextes, il est loin de faire l'unanimité, c'est-à-dire de fonctionner comme une définition stabilisée de la période de l'entre-deux-guerres et/ou du régime d'Ion Antonescu comme c'est le cas par exemple avec le « communisme ». Il reste plutôt un enjeu de définition, aussi bien chez les historiens que, plus largement, chez les intellectuels impliqués dans les débats autour du passé où il peut désigner des réalités très différentes, allant du régime au pouvoir entre 1941 et 1944 à la Garde de fer ou au climat antisémite des années 1930. Le chapitre 6 revient sur l'usage de cette notion au sein de l'historiographie roumaine portant sur cette période. Par ailleurs, de nombreuses études réalisées en France ont mis en évidence la portée explicative limitée de cette catégorie galvaudée, qui fonctionne à présent davantage comme une étiquette censée porter le discrédit sur certaines périodes et formations partisans qu'à comprendre les ressorts politiques et sociaux de leur réussite. Voir notamment l'introduction de Michel Dobry dans Michel DOBRY (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.

communiste¹ en Roumanie après 1989, les visions et les divisions qui les composent et les « cadres sociaux »² qui les façonnent.

Si cette thèse a donc moins mis l'accent sur la « mémoire collective » et plus sur les usages publics du passé, c'est aussi parce que son propos ne porte pas directement sur les souvenirs personnels des individus, mais sur leurs mises en récit et sur ce que ces mises en récit disent des *normes* sociales qui régissent à présent les reconstructions du passé³. Dans la même veine sont envisagés dans cette thèse les écrits des historiens, plus précisément, comme des analyses du passé traversés et liés, comme on s'efforce de le montrer par la reconstitution attentive de plusieurs conjonctures, à des enjeux présents⁴. À la différence des discours qui relèvent de la mémoire individuelle ou collective, ces écrits présentent toutefois quelques points de différence. Car l'histoire, en tant que « démarche de connaissance »⁵ s'écrit selon « les

¹ Les termes de « communisme » et de « période communiste » sont les vocables les plus usités aujourd'hui dans le langage courant pour désigner le régime politique de Roumanie de la période 1947-1989. Ils sont propres aux acteurs et leur mobilisation dans cette thèse n'a pas de portée descriptive ou explicative. Selon Katherine Verdery, pour désigner cette période, « socialisme » constituerait un terme plus approprié que « communisme » « qu'aucun des États de l'ancien Bloc de l'Est n'a prétendu l'incarner. Tous étaient gouvernés par des partis communistes, mais il s'auto-identifiaient comme des républiques socialistes, sur la voie du véritable communisme » (cf. Katherine VERDERY, *Socialismul. Ce a fost si ce urmează ?*, Iași, Institutul European, 2003, p. 30). De surcroît, nombre d'études dédiées à la question ont mis en évidence la diversité des conditions historiques, des pratiques politiques et des voies économiques empruntées par ces régimes, concluant qu'il serait préférable de parler de « communismes » au pluriel et non pas de « communisme » au singulier (Michel DREYFUS, Bruno GROppo, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (dirs.), *Le siècle des communismes*, op. cit.). D'autres études se sont attachées elles, à montrer la pluralité des rapports des militants au partis communistes si bien qu'à présent « aucune sociologie du communisme n'est possible si l'on oublie les tensions psychiques et idéologiques qui ont séparé, tout au long de l'existence du système, les militants et adhérents en plusieurs catégories : conservateurs et réformateurs, droitiers et gauchistes, nationalistes et prosoviétiques, etc. (...) Cette diversité dément aussi, l'existence d'une culture politique unique et irréductible au communisme », Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, op. cit., p. 16.

² Les cadres sociaux désignent les « groupes en lesquels se décompose la société » et qui « aident l'individu à évoquer ses souvenirs ». Parmi ces groupes, Halbwachs mentionne la famille, la religion, la classe sociale, dans Maurice HALBWACHS, *Les cadres sociaux de la mémoire*, op. cit., p. 206.

³ Michael POLLAK, « Mémoire, oubli, silence », dans Michael POLLAK (dir.), *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Éditions Métailié, 1993, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.cairn.info/une-identite-blessee--9782864241552-page-13.htm>.

⁴ Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétudes*, Paris, Albin Michel, 1998.

⁵ Antoine PROST, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 2010.

modalités et les règles du métier »¹ et à ce titre est « commandée par une intention et un principe de vérité » qui se situe en dehors de son discours et qui peut être contrôlée².

Pour autant les écrits des historiens ne sont ni indifférents ni coupés des préoccupations des autres acteurs sociaux intéressés par la définition du passé « récent » en Roumanie comme les victimes et les témoins de la période, les hommes politiques et les intellectuels d'autres horizons professionnels. En témoigne la vitesse avec laquelle lorsqu'elles se multiplient au début des années 2000, les productions de l'histoire « récente » en viennent à être utilisées dans les débats publics autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag, par exemple. Un passage s'opère alors des *usages politiques du passé* vers les *usages publics de l'histoire*, c'est-à-dire vers l'utilisation, la citation, la mobilisation des *écrits* des historiens qui annoncent leur retour sur la scène publique.

Cette situation renvoie à « des univers de production politiques et savants peu séparés » et renseigne sur l'absence d'une définition stabilisée, partagée, consensuelle sur le passé politique de la Roumanie. Elle invite à analyser la confrontation de ces discours non pas comme des récits dotés en soi d'une force de conviction propre, mais en lien avec les alliances, les ressources et les actions des acteurs qui les portent. Rappelant l'émergence des interprètes autorisés de la naissance de la V^e République en France, le changement de régime en Roumanie après 1989 renvoie à son tour à un champ d'interprétation du passé où « la science politique, l'histoire contemporaine (...) et les revues scientifiques qui y sont associées, sont peu constituées, faiblement autonomisées. Entre ces revues et les journaux, des auteurs, des analyses circulent et, progressivement, un récit se forme, d'autant plus cohérent, solide, plausible qu'il agrège les apports convergents de témoins et d'analystes plus tard séparés par les statuts sociaux, disciplinaires ou appartenances politiques. C'est dans ce réseau serré et durable de reconnaissances mutuelles que s'allonge et se consolide la chaîne des interprétations légitimes du passé »³.

¹ Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, op. cit., p. 18.

² Roger CHARTIER, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétudes*, op. cit., p. 17.

³ Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, op. cit., p. 81.

MATÉRIEL EMPIRIQUE ET MÉTHODES D'INVESTIGATION

Enquêter sur la réécriture du passé « récent » de la Roumanie dans une conjoncture de forte politisation du sujet n'a pas toujours été un exercice aisé. Nous avons pris le parti de faire de ces difficultés une ressource, en y voyant une occasion unique pour saisir les mécanismes sur lesquels repose cette politisation. Les hésitations des acteurs interrogés à certains sujets, leur préoccupation à montrer leur bonne foi quant à la participation aux entreprises de condamnation du passé nous ont informé sur l'issue incertaine de ces entreprises et parfois sur l'incapacité de certains acteurs à assumer entièrement leur participation, signe des contraintes fortes et opposées qui se sont exercées sur eux.

Cette enquête s'est déroulée sur un intervalle de six ans, d'abord entre 2007 et 2011, puis entre 2017 et 2018. Menée entre la France et la Roumanie, lors de plusieurs séjours à durée variable à Bucarest (en 2007, 2008, 2009, 2010, 2017 et 2018), notre matériel empirique illustre un certain pluralisme méthodologique.

Réalisée progressivement, selon un calendrier et des hypothèses sans cesse modifiés en fonction des conditions de l'enquête et de la confrontation avec les observations empiriques, la recherche a procédé par « itération »¹, dans un va-et-vient permanent entre les différents sites de l'observation et la bibliothèque. Imposés avant tout par la distance géographique et la nécessité de répondre à d'autres obligations professionnelles que par une politique de terrain décidée à l'avance, ces allers-retours entre théorie et empirie ont été pratiquement des voyages entre la France et la Roumanie. Des voyages tout d'abord physiques, qui venaient parfois couper court à un terrain où l'on s'était à peine immergé, ou nous obligeaient à quitter des pistes de recherches

¹ « L'enquête de terrain procède par itération, c'est-à-dire par allers et retours, va-et-vient. On pourrait parler d'itération concrète (l'enquête progresse de façon non linéaire entre les informateurs et les informations), ou d'itération abstraite (la production de données modifie la problématique qui modifie la production de données qui modifie la problématique) », dans Jean-Pierre Olivier DE SARDAN, « La politique du terrain », *Enquête*, Les terrains de l'enquête, 1995, [En ligne]. Mis en ligne le 1^{er} février 2007. URL : <http://enquete.revues.org/document263.html>.

récemment ouvertes. Des voyages académiques ensuite, d'une part entre deux espaces intellectuels, chacun avec ses propres enjeux, ses propres conceptions de la science, ses propres références et styles de les travailler et, d'autre part, entre deux pôles de notre recherche, l'observation et l'analyse. Tantôt sources de frustration, tantôt ressources pour alterner collecte de données et problématisation du sujet, ces voyages ont constitué un médium idéal d'éclosion du doute méthodologique nécessaire à l'interrogation de nos propres catégories d'analyse et instruments d'enquête. La distance géographique qui nous a périodiquement séparée du terrain a ainsi constitué la condition de possibilité de la distanciation avec notre objet d'étude et également la possibilité d'un retour autoréflexif sur les impensés engagés dans sa construction.

Les matériaux empiriques utilisés

Un premier matériau empirique est constitué par les 62 entretiens effectués avec différents intellectuels (écrivains, historiens, sociologues, politistes, militants) qui soit ont participé directement aux controverses autour du passé politique de la Roumanie, soit font partie de groupes, de réseaux et d'institutions (associations, *think tanks*, mémoriaux, commission d'historiens, instituts d'histoire et de la mémoire) impliqués dans l'écriture et la gestion de ce passé après 1989. Parmi ces institutions se trouvent le Groupe pour le Dialogue Social, la Fondation Académie Civique, plusieurs instituts d'histoire — l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » (Bucarest), l'Institut de la Révolution Roumaine (Bucarest), l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme (Bucarest), l'Institut d'histoire « A. D. Xenopol » (Iași), l'Institut National pour l'Étude de l'Holocauste « Elie Wiesel » (Bucarest).

Une enquête plus poussée a été menée au sein de l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) de Bucarest, entre octobre 2009 et janvier 2010 où ont été réalisés 15 entretiens avec les membres. À ces entretiens s'ajoute une enquête ethnographique entreprise à travers la participation à des conférences, à des journées d'études, à des présentations, à des moments de convivialité avec les acteurs de l'Institut.

De la même manière, les deux commissions d'historiens — la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie (10 entretiens) et la Commission

Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (15 entretiens) ont bénéficié d'une attention particulière. Hormis les interviews, on a pu assister à des réunions avec les membres des deux commissions lors des cérémonies de commémoration, des journées d'études ou à l'occasion du lancement des *Rapports finaux* à Paris¹.

Un autre matériau empirique est constitué par les archives utilisées. Il s'agit tout d'abord de plusieurs dossiers de cadres du Parti Communiste Roumain ou des Jeunesses Communistes des acteurs qui font partie de notre échantillon. Ces dossiers ont été dépouillées au sein des Archives Nationales Historiques Centrales de Bucarest. À ces documents s'ajoutent les fiches pénales des anciens détenus politiques hébergées par les Archives de l'Administration Centrale des Pénitenciers, consultées sur le site web de l'IICCMER où elles se trouvent numérisées. Parmi les documents d'archive consultés comptent également les notes informatives produites par la Securitate concernant les réunions collectives de certains intellectuels, et qui ont été consultées à partir du recueil de documents — *Cartea Albă a Securității : Istorie literare și artistice (vol. IV)* [Le Livre Blanc de la Securitate : Histoire littéraires et artistiques]².

Une ressource précieuse pour ce travail est constituée par les nombreux journaux et revues (quotidiens, hebdomadaires, mensuels, bimensuels, annuaires) généralistes ou spécialisés (littéraires, de science politique, d'histoire), publiés en Roumanie ou à l'étranger (France, États-Unis, Allemagne) qui ont été consultés à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine et à la Bibliothèque Centrale Universitaire de Bucarest.

Parmi nos sources premières se trouvent également plusieurs dictionnaires biographiques, encyclopédies, ainsi que des sites Internet qui abritent les CV des acteurs et de nombreuses informations sur les missions, le financement et les activités des organisations analysées, que ce soient des associations, des mémoriaux, des instituts d'histoire.

¹ Par exemple lors du lancement du *Rapport final* de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie à Paris, à l'Ambassade de la Roumanie, le 10 juin 2008 et au Centre de Recherches Internationales de Sciences Po, le 11 juin 2008.

² SERVICIUL ROMÂN DE INFORMAȚII (SRI), *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, București, Presa Românească, 1996.

Enfin, les deux *Rapports finaux* de la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie et de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie avec les documents qui les ont accompagnés — les mandats présidentiels, les communiqués de presse concernant la constitution des deux commissions, les messages des deux chefs d'État de la Roumanie — ont enrichi la matière première de ce travail.

Expérience de terrain et usage des matériaux empiriques

Les entretiens

La grande majorité des acteurs sollicités pour des entretiens ont accepté facilement de participer à cet exercice et il n'y a pas eu d'obstacle majeur à réaliser cette partie de l'enquête de terrain. Les rencontres se sont déroulées la plupart du temps sur leur lieu de travail et plus rarement dans des endroits publics comme des cafés. Rares ont été les cas où les entretiens se sont déroulés au domicile des interviewés. Le fait d'être venue d'un horizon professionnel étranger a favorisé les échanges, d'un côté grâce à l'attribution d'une compétence professionnelle en raison du prestige dont le milieu académique français jouit en Roumanie, et d'un autre côté grâce à la distance préjugée avec les enjeux immédiats du terrain qui permettait aux acteurs une plus grande liberté dans la reconstitution des faits.

Les entretiens ont été réalisés à partir d'un guide semi-directif et exploités de deux manières. Tout d'abord, ils ont été utilisés pour collecter ou compléter les données sur le parcours des acteurs interviewés (origine sociale, date de naissance, études, emplois, engagements associatifs et/ou politiques, capital social), sur leur socialisation primaire et secondaire au sein de la famille, des institutions étudiées ou des collectifs de travail dont ils font partie. Sous cet angle, l'exploitation des données empiriques a également permis la reconstitution *des réseaux* et des *sociabilités* des acteurs ainsi que la mise à distance des idées reçues par rapport aux relations nouées et aux motivations qu'elles sous-tendent.

Cette partie du terrain a été importante pour comprendre la « force du social » au sein des interactions imaginées spontanément comme reposant sur des contraintes procédurales et

réglées par la seule mécanique de la méritocratie professionnelle. Prendre la mesure de l'importance des réseaux et de leur mode de fonctionnement a été essentiel dans un pays comme la Roumanie où traditionnellement, les relations institutionnelles et de travail sont réglées souvent par l'intermédiaire de l'interconnaissance ; très personnalisées, ces relations expliquent les associations « hétérodoxes » ou les rencontres à première vue fortuites, basées souvent sur un entre-soi de longue date, résistant à toute épreuve. À titre d'exemple, on pense notamment aux amitiés, liens et relations noués entre des acteurs qui, se montrant intraitables au sujet de la collaboration avec la police politique communiste, ont su résister aux révélations prouvant l'implication de certains de leurs amis ou collègues avec la Securitate.

Un second usage des entretiens a consisté dans leur analyse comme discours à partir desquels on a pu saisir les représentations, les perceptions et les rapports des acteurs aux passés politiques et au présent de la Roumanie. Sous cet angle, les travaux de Michael Pollak sur l'expérience concentrationnaire des rescapés de la Shoah¹ nous ont été particulièrement utiles pour appréhender les récits des acteurs non seulement comme ouverture vers leur subjectivité, mais plus encore comme travail d'ajustement et de mise en cohérence avec les normes sociales d'un contexte d'énonciation particulier. Cette approche des entretiens nous a permis de comprendre quelles sont les exigences auxquelles les récits autobiographiques tendent à se conformer et donc les contraintes, les valeurs, les enjeux qui façonnent les reconstructions du passé « fasciste » et communiste en Roumanie après 1989. Un exemple pertinent à ce sujet est représenté par les entretiens réalisés avec les membres de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste. Les rencontres ont été souvent inconfortables, se déroulant dans une atmosphère de « secret »² comme si, malgré l'officialisation du récit, le fait

¹ Michael POLLAK, *L'expérience concentrationnaire*, Paris, Métailié, 1990.

² Au sujet de cette atmosphère de « secret » la déclaration de Dorin Dobrinu (l'un des plus importants membres de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (CPADCR), éditeur du *Rapport final* et directeur des Archives Nationales au moment de l'entretien, nommé à ce poste grâce à sa participation à la CPADCR et à son engagement pour l'ouverture des archives) qui souhaite la « rompre » justement en affirmant d'emblée son ouverture ou dialogue (ou sa propension au dialogue) ne fait que paradoxalement confirmer cette ambiance spécifique qui entoure la participation à l'entreprise de condamnation du communisme en Roumanie au milieu des années 2000 : « Je réponds à toutes vos questions. Je n'ai vraiment rien à cacher. Cela

d'avoir participé à une entreprise politique de condamnation du communisme posait problème. Souvent, les interviewés se sont servis des entretiens pour répondre à certaines critiques formulées dans la presse quant à leurs motivations¹ à participer à cette commission. Ils ont moins mis en avant leurs expériences en son sein et davantage le bien-fondé de leur cooptation en raison de leur autorité professionnelle ou militante. De la même manière, les liens politiques et personnels ont été passés sous silence au profit des relations de travail tandis que le récit des conflits qui ont traversé la commission ont été occultés ou évacués de la discussion.

Les archives

Les archives mobilisées ont tout d'abord été utiles à la reconstitution des trajectoires biographiques et politiques des acteurs. À la différence des entretiens (et d'autres ressources comme les CV mis en ligne sur Internet) très marqués par la césure de 1989 quand le récit commence souvent, les dossiers de cadres du PCR des acteurs et les fiches pénales des anciens prisonniers politiques ont permis d'aller au-delà de cette limite temporelle. Ces documents nous ont aidé à relativiser la rupture intervenue avec la chute du régime communiste et à engager la réflexion sur une durée plus longue mettant une lumière différente sur nos objets d'analyse et sur les trajectoires des acteurs. Plus concrètement, l'accès à ces informations nous a permis de réinterroger leur vie sous le communisme, leurs dispositions critiques à l'égard du pouvoir politique, d'évaluer leur capacité d'adaptation aux contraintes imposées, leur habileté à jouer avec les marges de manœuvre, leur propension à défier les limites imposées ou à s'y conformer. Grâce à ces documents on a mieux compris quels types d'expériences ont forgé les rapports à la politique avant 1989 d'une partie des intellectuels étudiés.

Ensuite, ces archives ont mis à notre disposition des informations plus précises que les entretiens sur les dates des tournants intervenus dans les carrières professionnelles des acteurs ou sur les ruptures biographiques lorsqu'il s'agit des anciens prisonniers politiques. Ainsi, on a

ne veut pas dire que j'attaquerai quelqu'un. Mais je n'ai pas de problèmes», entretien avec Dorin Dobrinu (CPADCR), 19 décembre 2008.

¹ Les critiques dans la presse s'étaient concentrées à l'époque autour de leur « carriérisme » et des possibilités d'accès à des postes et aux archives que la participation à cette commission ouvrait. Voir à ce propos le chapitre 7.

pu reconstituer plus attentivement les chronologies individuelles afin de les croiser de façon plus pertinente avec une histoire plus générale des institutions politiques communistes.

Ces archives ont également mis à disposition des informations introuvables ailleurs comme par exemple celles relatives à l'origine sociale ou à l'appartenance politique des membres de la famille, aux études et emplois successifs, aux dates d'adhésion au Parti ou aux Jeunesses communistes, à la période et aux lieux de la détention (quand il s'agit des anciens prisonniers politiques) ainsi qu'aux raisons invoquées de leur condamnation ou de leur persécution politique.

Les autobiographies et les caractérisations par des tierces personnes incluses dans les dossiers des cadres du PCR ont permis de replacer les acteurs étudiés dans leur milieu professionnel de l'époque et de saisir leurs stratégies d'adaptation et d'ajustement au cadre politique d'avant 1989¹. Grâce à ces documents, on a pu réaliser un point de comparaison avec les autobiographies ou les récits de vie d'après 1989, ce qui nous a permis de saisir les tabous, les silences, les angles morts concernant certaines questions et de les analyser comme autant d'indicateurs des normes sociales et politiques qui façonnent les mises en récit actuelles du passé. Pour donner seulement un exemple, on pense notamment au silence qui entoure le travail d'investissement partisan de certains anciens membres du PCR ou la question de l'appartenance de leurs parents au Mouvement légionnaire. L'évacuation, voir l'occultation de ces questions des récits de soi postérieurs à 1989 peuvent être interprétés, lorsqu'on dispose de ces données, comme autant de stratégies de « gestion de l'indicible »² qui nous informent sur les cadres de la morale postcommuniste en termes de relecture du passé et nous dit combien ces deux organisations sont l'objet d'un discrédit ou d'une stigmatisation à présent.

¹ Pour un usage des autobiographies d'institution, voir Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », *Genèses*, n° 23, 1996.

² « La gestion de l'indicible », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, n°s 62-63.

Les archives de presse

Sources d'information essentielles pour restituer le contexte politique, social, culturel d'une époque, les journaux et les revues représentent également des supports fondamentaux à la reconstitution des controverses intellectuelles sur le passé puisqu'ils conservent la trace fidèle des prises de position des acteurs. Par conséquent, les archives de presse nous ont permis de retracer la chronologie des relectures du passé politique de la Roumanie, leur progression, et de suivre de près l'évolution des arguments utilisés en fonction du moment de la polémique et du contexte dans lequel il est formulé.

À la différence des entretiens ou des autobiographies des acteurs qui représentent des reconstructions *a posteriori* de leurs opinions et perceptions sur le passé, les journaux et les revues donnent accès à leurs opinions formulées sur le coup, dans le feu de l'action. Particulièrement précieuses à notre démarche, elles permettent d'étudier l'émergence d'une narration dominante sur le passé « récent » de la Roumanie sous l'angle de l'histoire *en train de se faire*. Contrairement aux dossiers des cadres et des fiches pénales qui s'arrêtent souvent sur la trajectoire biographique d'un seul acteur en offrant des informations sur ses propriétés sociales, les revues, en tant que support des polémiques, ouvrent une perspective plus large sur les interactions entre intellectuels. Par conséquent, elles permettent de saisir les mises en récit du passé comme des produits collectifs, plus encore, comme une coproduction d'un ensemble d'acteurs.

L'enquête ethnographique

L'enquête ethnographique s'est déroulée essentiellement entre 2008 et 2010 à travers la visite répétée de plusieurs sites (l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, l'Institut de la Révolution Roumaine, l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga », l'Institut National pour l'Étude de l'Holocauste « Elie Wiesel », le Centre d'Histoire des Juifs de Roumanie) parmi lesquels celui où l'on a passé le plus de temps a été l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER). En plus de l'IICCMER, on a eu ponctuellement l'occasion de participer à des rencontres (conférences, séances de promotion des *Rapports*

finaux, dîners et moments de convivialité) avec les anciens membres des deux commissions d'historiens, la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie et la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie.

Cette enquête de terrain nous a permis d'observer d'un côté le fonctionnement interne de l'IICCMER, ses modes de travail, la base sur laquelle s'opère le partage des tâches, les relations avec la hiérarchie et, d'un autre côté, de s'immerger dans l'ambiance qui règne au sein de cette structure en se confrontant aux sociabilités, aux affinités idéologiques, aux divergences entre les historiens. L'enquête nous a offert un aperçu précieux des polarisations qui traversent ce milieu.

Une première polarisation remarquée est celle qui existe entre, d'un côté, une jeune génération d'historiens (nés autour de 1980) et d'un autre côté, une génération plus âgée (nés entre 1930 et 1960). Si les jeunes historiens se sont toujours montrés ouverts au dialogue et accueillants nous informant sans hésitations sur tous les aspects de leur travail, des pratiques scientifiques aux relations entretenues avec leurs collègues, le contact avec les historiens des générations suivantes a été plus difficile et les échanges moins riches en informations sur leurs modes de travail. Déployant différentes stratégies d'évitement allant du refus à accorder un entretien à celui de répondre à certaines questions (blocage, réprimandes, attitude paternaliste et pédagogique « il faut faire vos devoirs avant ! »), leur attitude parfois opaque a contrasté avec la propension à la confession de leurs cadets. Ainsi, on a souvent remarqué chez ces derniers, notamment chez ceux de l'IICCMER et de l'Institut « A. D. Xenopol » de Iași, une humeur anti-institutionnelle prononcée prenant pour cible les autres instituts d'histoire du « cursus » académique. À l'IICCMER, cette humeur revendiquée est perceptible dans les rapports subversifs ou irrévérencieux à l'égard du monde académique, à la hiérarchie et également à la distance prise (ou la liberté) par rapport à l'organisation du travail (pouvant sembler chaotique parfois ou manquant de contrôle) ; la multiplication des relations informelles, une division des tâches plus attentive aux « envies », aux affinités et intérêts scientifiques qu'aux nécessités et contraintes de l'institution caractérisent cette ambiance qui contraste fort avec celles qui règne dans les autres unités de recherche visitées, à l'organisation bureaucratifiée.

Une deuxième polarisation remarquée sur le terrain est celle entre les historiens spécialisés dans la période de l'entre-deux-guerres et les chercheurs qui ont pour objet de prédilection la période communiste. Ainsi, les deux groupes de chercheurs fonctionnent de manière séparée, n'ont pas beaucoup de points d'interaction ni ne cherchent à en créer par des ponts qui leur permettent d'être plus reliés. Certains propos et allusions informent l'observateur sur la concurrence qui s'installe entre l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et celle du communisme en Roumanie surdéterminée par le découpage institutionnel et la carte des financements. Si l'intégration des deux passés dans une seule narration sur l'histoire nationale et la recherche des continuités reste chose rare, elle trouve dans cette séparation visible des chercheurs sur le terrain l'une des conditions de sa possibilité.

ANNONCE DU PLAN

La démonstration autour du changement de régime en Roumanie après 1989 et de l'implication progressive des intellectuels dans sa légitimation à travers la production d'un nouveau discours officiel de condamnation des passés « fasciste » et communiste se déploie sur trois parties. Elles s'ordonnent selon une perspective chronologique qui permet de reconstituer les configurations d'acteurs successives éclairant les concurrences et les enjeux des mises en récit du passé à différents moments entre 1989 et 2018.

La première partie s'intitule « Sortir du communisme : l'espace politique, l'espace mémoriel, l'espace expert » et couvre la période comprise entre 1989 et 2000. Étape de bricolages interprétatifs et d'un travail intensif sur la signification du passé « récent », et implicitement sur le temps présent, elle représente un moment où les identités (individuelles et collectives, politiques et intellectuelles) se cherchent et où le jeu politique se redéfinit. Trois arènes — politique, mémorielle et intellectuelle — sont explorées dans leurs rapports concurrentiels au passé « récent ». Pour chaque arène, le retour sur une conjoncture significative éclaire la manière dont ces rapports se construisent et jouent sur les recompositions qui donnent chair au changement de régime.

Le chapitre 1 explore la controverse autour du sens de la « Révolution » de 1989 qui éclate durant la manifestation de la Place de l'Université, se déroulant d'avril à mai 1990, à Bucarest. Il s'attarde sur les premières mobilisations intellectuelles au sein de l'arène politique et montre comment les relectures du passé communiste qui les accompagne sont mises au service de leur réussite.

Le chapitre 2 revient amplement sur l'arène mémorielle avec la présentation du Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet. Le complexe mis en place entre 1992 et 1994 par la Fondation Académie Civique apparaît dans un moment de forte mobilisation de ses fondateurs en faveur de la Convention Démocratique Roumaine (CDR) opposée au Parti de la Démocratie Sociale tenu pour « néocommuniste » aux élections de 1996. À partir d'une analyse sociologique de plusieurs groupes d'acteurs qui se rencontrent à Sighet, des narrations sur l'histoire qui sont produites au sein du complexe et des discours sur le présent qui circulent dans ce milieu, ce chapitre montre comment les relectures du passé nées au sein de cette entreprise mémorielle viennent contribuer à la victoire idéologique de la CDR et implicitement à la légitimation du nouveau régime politique.

Le chapitre 3 reconstitue la controverse autour du « nationalisme » qui éclate dans la presse culturelle roumaine en 1995 au moment où la Roumanie fait des démarches d'adhésion auprès des organisations internationales comme l'OTAN et l'Union européenne. D'une dispute autour des choix politiques du pays, la discussion se transforme en débat autour du rôle social des intellectuels après 1989. Plusieurs possibilités sont évoquées qui cherchent dans le passé politique de la Roumanie les arguments de leur légitimation.

De l'analyse de ces trois arènes se dégagent plusieurs sorties du communisme pour les intellectuels : celle de l'engagement politique, individuel ou collectif, celle de l'entrepreneuriat de mémoire, celle de l'expertise dans le secteur ONG. L'ensemble de ces voies trouvent dans la référence au passé « récent » leur registre de justification préféré participant ainsi à la structuration d'un espace de parole et de débat autour de l'histoire nationale.

La deuxième partie s'intitule « Des usages politiques du passé aux usages intellectuels de l'histoire. La spécialisation du débat autour du passé "récent" en Roumanie (1992-2004) ». Cette partie revient sur la (re)découverte de l'engagement « fasciste » des grandes figures intellectuelles des années 1930 dans l'espace public roumain après 1989 et sur les polémiques que cette redécouverte engendre. Dans les conditions des pressions internationales grandissantes exercées sur la Roumanie pour qu'elle reconnaisse sa participation à la Shoah durant les années 1940, ces polémiques conduisent à l'émergence d'un discours fort de condamnation du passé « fasciste » similaire à celui de condamnation du passé communiste qui circule dans l'espace public dès 1990, bien qu'il reste marginal.

Cette redécouverte mène à des controverses qui débouchent sur la mise en équivalence des mémoires de l'Holocauste et du Goulag et plus tard, sur un appel à l'histoire et aux sciences sociales qui signent le confinement de ces polémiques et avec, la spécialisation du discours sur le passé « récent » de la Roumanie. Trois chapitres sont consacrés à ces controverses.

Le chapitre 4 explore le débat généré par la publication de l'article « Felix Culpa » de Norman Manea en Roumanie, qui pose la question de la gestion par Mircea Eliade de son engagement passé aux côtés de l'organisation fascisante la Garde de fer durant les années 1930. La réception de cet article en Roumanie constitue un moment clef pour l'entrée de la question de l'Holocauste sur la scène publique roumaine après 1989 dans une conjoncture traversée par l'instrumentalisation politique de l'antisémitisme.

Le chapitre 5 revient quant à lui sur la controverse occasionnée par la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à Bucarest au milieu des années 1990 et sur ses effets. Révélant l'ampleur des engagements intellectuels au « fascisme » durant l'entre-deux-guerres, ce livre fait scandale car il remet en cause l'attachement à la démocratie d'une partie du panthéon culturel national. La controverse est telle que d'anciennes alliances entre intellectuels éclatent et elle génère une remise en cause de leur attachement de la démocratie et avec, de leur capital symbolique dans une ambiance de révision des rapports entre littérature et politique.

La transformation de cette polémique à partir de 1998 en querelle autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag fait l'objet du chapitre 6. Suivant les différentes étapes de ce débat entre publicisation et confinement, cette controverse met à jour des enjeux et des dynamiques intellectuelles plus profondes parmi lesquelles le processus de concurrence et de différenciation entre disciplines scientifiques et la difficile autonomisation des intellectuels roumains par rapport à leurs pairs étrangers. La fin de la controverse dans la première moitié des années 2000 ouvre une brèche au retour des sciences sociales sur la scène publique et notamment de l'histoire et des historiens qui peuvent prétendre avec succès désormais au monopole du discours légitime sur le passé et tenter d'en imposer une interprétation spécialisée et dominante.

Un dernier chapitre 7 revient sur l'officialisation des discours de condamnation du passé « fasciste » et du passé communiste de la Roumanie à travers l'étude de cas de deux commissions d'historiens : la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste et la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie. Ces deux commissions marquent la naissance d'une nouvelle histoire officielle à travers la condamnation officielle des passés « fasciste » et communiste par l'État roumain et consacre en même temps la participation des intellectuels à la légitimation du nouveau régime « démocratique ».

PARTIE I

SORTIR DU COMMUNISME :
L'ESPACE POLITIQUE,
L'ESPACE MÉMORIEL, L'ESPACE
EXPERT

Abstraction faite de l'enthousiasme qu'il a engendré, l'effondrement du régime socialiste de Roumanie en 1989 a plongé le pays dans une profonde crise politique et économique. Celle-ci a affecté sur le long terme l'ensemble des sphères socioprofessionnelles en recalibrant leurs relations. Tout comme dans d'autres anciens régimes socialistes de la région (Pologne, Tchécoslovaquie, URSS), l'une des catégories professionnelles les plus impliquées dans le changement de régime politique en Roumanie qui débute en 1989 est constituée par les intellectuels. Sans pouvoir revendiquer à leur compte les carrières d'opposition politique de leurs pairs des autres pays de l'Est, leur irruption sur la scène publique en 1990 apparaît comme le signe tardif d'une « synchronisation avec l'Europe » qui reste à questionner. Elle prouve toutefois que les transformations d'ampleur d'ordre politique qui travaillent la société roumaine durant la première décennie postcommuniste n'ont pas eu lieu sans les acteurs sociaux qui cherchent très vite à se repositionner. Essayant de refonder à leur profit leurs rapports avec le monde politique, ils déploient une intense activité de définition sur les significations de l'année 1989.

Comme mentionné dans l'introduction générale, l'une des spécificités de ce travail de définition a été le recours aux épisodes du passé politique dit « récent » de la Roumanie, autant « fasciste » que communiste. C'est de ce recours — et des configurations sociales dans lequel il émerge et se développe durant les premières dix années de la « transition » roumaine — que cette première partie souhaite rendre compte.

Sorti(e)s du communisme, moment de crise généralisée

Le 22 décembre 1989, après la fuite des époux Ceaușescu, le renversement du régime communiste de Roumanie est proclamé sur la chaîne de la Télévision nationale¹. Il se confond

¹ Le film *12 h 08 à l'Est de Bucarest* (2006) du réalisateur Corneliu Porumboiu offre dans un registre anecdotique une illustration de l'importance prise par la date de 22 décembre comme jour du triomphe de la « Révolution ». Selon Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen, le film renvoie plus largement à trois problèmes majeurs auxquels se confronte l'analyse des interprétations de l'« événement 1989 » en Europe de l'Est, à savoir : l'existence de visions nationales plurielles sur l'événement dont l'unité, largement confectionnée dans les représentations ouest-européennes, est artificielle, des visions concurrentes au sein même de chaque pays concerné, enfin, la relative

avec la victoire de la « Révolution » et cette soirée est dès lors considérée comme son moment inaugural¹.

Intervenue à la suite des événements qui ébranlent l'Europe de l'Est cette année-là — la chute du Mur de Berlin le 9 octobre 1989, la démission de Jivkov, le secrétaire général du Parti communiste bulgare le lendemain, la Révolution de velours à Prague et les tables rondes polonaises et hongroise — l'insurrection roumaine qui fait plus de mille morts apparaît comme singulièrement sanglante et tardive². De ces occurrences qui restent à discuter dans un cadre plus large, les reconstructions a posteriori de l'événement en font ses caractères péremptoires. Produites souvent par des *outsiders* de l'espace politique, universitaires, commentateurs, journalistes roumains et étrangers, elles alimentent des scénarios plus ou moins héroïsans, spectaculaires ou inversement conspirationnistes sur décembre 1989 dont « coup d'État », « Révolution » ou « révolte populaire » ne sont que les versions dominantes³. Elles circulent entre le monde savant et le monde profane, à la lisière de l'espace public et du champ politique et façonnent les visions des premiers aspirants aux fonctions présidentielles. Plus encore, ces versions s'accordent à imaginer 1989 comme une « rupture » et un jalon de l'histoire contemporaine de la Roumanie. C'est pourquoi il serait vain de chercher à séparer l'activité interprétative des acteurs sur la « Révolution » de décembre, des voies objectives empruntées pour la faire advenir⁴. Sous cet angle, la ou les sortie(s) du communisme gagnent à être approchées comme un enjeu de lutte pour le contrôle du changement de régime dont les

distance des populations concernées vis-à-vis de cet événement. L'ensemble de ces éléments recommande d'utiliser avec précaution la notion de « mémoire collective » à propos des souvenirs (disparates) de 1989 bien que cet événement soit un jalon symbolique ayant marqué une « rupture dans l'intelligibilité », Jérôme HEURTAUX, Cédric PELLEN, « Introduction » dans Jérôme HEURTAUX, Cédric PELLEN (dirs.), *1989 à l'Est de l'Europe*, *op. cit.*, p. 5-8.

¹ Catherine Durandin est par contre d'avis qu'au fond ce moment se caractérise par une absence d'*inaugural*, d'« une conception de ce qu'est et de ce que veut devenir la société roumaine postcommuniste », Catherine DURANDIN, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, p. 11.

² Selon par exemple le journal *Le Monde*, 21 décembre 1989 et *Le Monde*, 25 décembre 1989.

³ Pour une discussion théorique autour des événements de décembre 1989, voir Peter SIANI-DAVIES, « Romanian Révolution or Coup d'État? A Theoretical View of the Events of December 1989 », *Communist and Post-Communist Studies*, vol. 29, n° 4, 1996, p. 453-465. Pour une discussion autour des usages de ces notions par différents acteurs après 1989, voir Ruxandra CESEREANU, *Decembrie '89. Deconstrucția unei revoluții*, *op. cit.*

⁴ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, 3^e édition, Paris, Presses de la FNSP, 2009, p. 27.

événements de 1989 et les vies ultérieures de cette année ne sont que deux dimensions incontournables¹.

La crise des rapports collusifs qui devient manifeste avec le soulèvement de décembre 1989 commence plus tôt, dès 1987². Dès lors, tant par des actes d'insoumission collectifs et individuels que des gestes de déloyalisme à l'adresse du Parti, les mobilisations ponctuelles s'accumulent et indiquent une remise en question de l'ordre établi. Le 15 novembre 1987, les ouvriers des usines de Braşov manifestent contre la baisse des salaires et des coupes d'énergie et saccagent le siège du comité local du Parti Communiste Roumain (PCR) ; le 2 mars 1989, l'électricien et peintre amateur Liviu Cornel Babeş s'immole sur la piste de ski de Braşov avec une pancarte autour du cou indiquant « Braşov = Auschwitz » ; le 11 mars 1989, six membres de la nomenklatura tombés en disgrâce signent une lettre ouverte contre la politique du régime, diffusée simultanément sur les postes de Radio Free Europe, BBC et Voice of America ; à la fin du même mois, dans une lettre ouverte adressée à Dumitru Popescu, le président de l'Union des Écrivains de Roumanie (USR) et un proche des époux Ceauşescu, sept intellectuels se solidarisent avec le poète Mircea Dinescu soumis à des représailles après avoir déclaré le 17 mars au journal *Libération* que les Droits de l'Homme sont bafoués en Roumanie. Le 14 décembre à Iaşi, un groupe d'opposants de l'organisation clandestine le Front populaire roumain, sont arrêtés par la Securitate alors qu'ils tentent de mettre sur pied une manifestation publique contre le pouvoir. Le 16 décembre une révolte éclate à Timişoara, deuxième ville du pays située près de la frontière avec la Hongrie, contre la mutation du pasteur protestant László Tóké dans une autre localité. Le 17 décembre 1989, cette révolte s'amplifie et génère une série de manifestations contre le régime communiste : c'est le début de la « Révolution » qui s'achève par la chute du régime socialiste de Roumanie³. Si on les considère séparément, chacune de ces

¹ Pour une sociologie du changement de régime, voir le travail classique de Brigitte Gaïti sur le passage de la IV^e à la V^e République française, Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, *op. cit.* Voir également le dossier « Changer de régime » coordonné par Annie Collovald et Brigitte Gaïti dans *Politix*, n° 47, 1999.

² Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op. cit.*, p. 146-148.

³ Pour le déroulement détaillé des événements de décembre 1989, voir l'encadré « La "Révolution" (16-25 décembre 1989) » dans le chapitre 1.

actions vise les occupants des postes décisionnels à l'intérieur d'un espace socioprofessionnel circonscrit, prises ensemble elles convergent vers le centre du pouvoir politique. Il a fallu toutefois le contexte plus large de l'effondrement des socialismes est-européens et l'appropriation de son agenda par les protestataires roumains pour solidariser ces désobéissances disparates sous un nom commun et les radicaliser dans une « Révolution ». Quand bien même cet éclatement capte et canalise les frustrations de la population, il fait écran à ce qui couve en souterrain : la crise des relations entre le champ politique et les différents secteurs stratégiques qui composent son « réseau de consolidation » (l'armée, la Securitate, les ouvriers, les intellectuels)¹.

Crise des rapports entre le Parti communiste et les protestataires durant la mi-décembre 1989 lorsque les différentes formules proposées par le gouvernement pour mettre fin aux mobilisations sont refusées par les manifestants². Crise des relations au sein du Parti communiste entre les différents échelons de la nomenklatura qui se disputent le pouvoir, l'échelon « réformateur » cristallisé autour d'Ion Iliescu parvenant finalement à l'emporter sur l'échelon « conservateur » regroupé aux côtés de Nicolae Ceaușescu³. Crise entre la police politique (Securitate) et l'Armée puisque ces institutions soutiennent des successeurs différents à la reprise du pouvoir politique⁴. Crise entre le Front du Salut National (FSN) et les intellectuels dissidents qui furent convoqués dans un premier temps dans le parlement provisoire d'union nationale⁵ (Conseil Provisoire d'Union Nationale) et finirent par le quitter ultérieurement pour entrer en opposition⁶. Crise entre les intellectuels et les mineurs qui dans un déferlement de violence mettent fin à la manifestation de la Place de l'Université de Bucarest

¹ Il s'agit des secteurs relativement autonomes avec lesquels le secteur politique noue des transactions collusives ; ces liens intersectoriels reposent sur des reconnaissances mutuelles et participent de la stabilité du système social, Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 112-115.

² Pendant le discours du 21 décembre 1989 tenu devant le siège du Comité Central (CC) du PCR à Bucarest, Nicolae Ceaușescu condamne le soulèvement de Timișoara et promet une hausse des salaires, mais la foule le hue.

³ Peter SIANI-DAVIES, « Romanian Revolution or *Coup d'État*? A Theoretical View of the Events of December 1989 », art. cité, p. 459 et p. 462.

⁴ *Ibid.*, p. 459.

⁵ Sur les fonctions de l'appel à l'« union nationale » en Roumanie par les forces politiques après 1989, voir Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Roumanie : l'utopie unitaire en question », art. cité, p. 101-120.

⁶ Voir chapitre 1.

en juin 1990¹. Crise enfin entre les mineurs et le gouvernement qu'ils font tomber en 1991, menaçant de le renverser à nouveau en janvier 1999 dans une tentative de coup d'État manquée².

Avec des arrêts et des accélérations, des syncopes et des avancements, cet état de crise accompagne donc les manifestations de 1989, traverse la durée courte de la « Révolution » de décembre, se prolonge durant les premiers mois de 1990 pour sombrer dans la violence au cours des affrontements de mars de Târgu-Mureș³, devient chronique au moment de la manifestation de la Place de l'Université d'avril-mai, éclate en plein jour avec la *minériade* de juin pour se loger loin au cœur de la « transition » postcommuniste à laquelle elle donne ses caractères spécifiques : l'incertitude structurelle quant à l'efficacité des solutions de gouvernement éprouvées et la fluidité politique qui bouleverse l'activité sectorielle et l'arrime à des enjeux extérieurs, propres au champ du pouvoir⁴.

Bien qu'accepté spontanément en apparence et aussi malgré l'adoption de plusieurs mesures censées rompre avec les routines « autoritaires » de l'ancien régime, le gouvernement provisoire instauré le 22 décembre 1989 sous le nom du FSN commence à être contesté dès les premiers mois de 1990. Aussi, ni l'exécution de Nicolae Ceaușescu après un procès jugé inéquitable et rapide⁵, ni l'arrestation de plusieurs membres du Comité exécutif du PCR et de plusieurs militaires mis en accusation pour leur implication dans les mutineries de Timișoara et de Bucarest en décembre 1989⁶, ni l'abrogation de plusieurs lois et décrets communistes

¹ *Ibid.*

² Les *minériades* désignent les marches des mineurs sur la capitale. Au total six ont lieu entre 1990 et 2000 ; elles sont étudiées extensivement par le sociologue Alin RUS, *Mineriadele. Între manipulare politică și solidaritate muncitorească*, București, Curtea Veche, 2007.

³ Lors des cérémonies organisées à l'occasion des 142 ans de la Révolution de 1848 à Târgu-Mureș, en Transylvanie, où vit une forte communauté magyare, des affrontements interethniques éclatent qui se soldent par six morts et plusieurs centaines de blessés, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 29.

⁴ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 129 et p. 139-142.

⁵ Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, *Justiția penală de tranziție. De la Nürnberg la postcomunismul românesc*, Iași, Polirom, 2009, p. 121-131 ; Lavinia STAN, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, New-York, Cambridge University Press, 2013, p. 41-46.

⁶ Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, *Justiția penală de tranziție. De la Nürnberg la postcomunismul românesc*, op. cit., p. 121-168.

légalisant des abus contre les Droits de l'Homme¹, ni les préparatifs en vue de l'organisation des premières élections libres, ni même la légalisation de la liberté d'expression et de réunion ne parviennent à rétablir la paix sociale au début de 1990.

La structuration de l'espace politique postcommuniste (1990-2000) : une resectorisation malaisée

Issus de la « Révolution » de décembre 1989 ou bien créés sur la base de réseaux préexistants, une myriade d'associations, d'organisations et de partis politiques voient le jour dans les mois suivant la disparition des époux Ceaușescu. Nombre d'entre eux se dressent assez rapidement contre le FSN qui est accusé de pratiquer un « néocommunisme » dénié. Parmi celles-ci se distinguent les partis « historiques », le Parti National Libéral (PNL), le Parti National Paysan Chrétien Démocrate (PNȚCD) et le Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR), l'association des anciens prisonniers politiques du régime communiste (AFDPR), plusieurs groupes d'intellectuels dissidents (le Groupe pour le Dialogue Social (GDS), le Front Démocratique Antitotalitaire, l'Alliance Civile, la Société Timișoara), les organisations de « victimes » ou de militants contre le « totalitarisme » issues de la « Révolution » de décembre (Association « 21 Décembre »), et plusieurs confédérations syndicales (cartel ALFA). Ces formations collaborent de manière serrée et commencent à être peu à peu perçues comme une opposition crédible par les tenants du pouvoir.

Les premiers mois de 1990 se passent ainsi dans une ambiance d'agitation et de menaces d'escalade entretenue par l'instabilité des rapports intersectoriels. Le point culminant de cette

¹ Par exemple la loi n° 58/1974 concernant la systématisation du territoire et des localités urbaines et rurales matérialisée par la destruction de plusieurs villages, la décision n° 5/1984 de la Grande Assemblée nationale concernant le Programme d'alimentation scientifique de la population, le décret n° 770/1966 concernant la réglementation de l'interruption de grossesse, le décret n° 98/1983 concernant le régime des appareils de multiplication, des matières nécessaires à la reproduction des écrits et des machines à écrire. Les modifications législatives ont visé entre autres la dépenalisation de l'avortement et celle de la diffamation des organisations d'État ou locales, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 24.

crise est la manifestation de la Place de l'Université qui se déroule durant la campagne électorale en vue de l'échéance du 20 mai 1990. Lieu de rencontre, de socialisation et d'apprentissage politique pour les nouveaux prétendants au pouvoir et pour les militants de la « société civile », cette manifestation conduit à une polarisation sans précédent du champ politique entre d'une part un FSN reconverti entre temps à la social-démocratie et d'autre part les « anticommunistes » des partis « historiques » et des associations « civiques »¹. Ayant vraisemblablement pour enjeu de rejouer l'issue de la « Révolution » de décembre 1989, la manifestation de la Place de l'Université est l'un des événements fondateurs du postcommunisme roumain et une matrice qui cristallisera une nouvelle opposition politique. Unifiée en 1991 dans une grande alliance de formations hétérogènes nommée la Convention Démocratique Roumaine (CDR), cette coalition est le principal adversaire d'un FSN scindé² dans la course au pouvoir. Elle fait une percée remarquable sur la scène politique roumaine lors des élections de 1996. Arrivée en tête avec 30 % des suffrages aux législatives et 54,41 % pour son candidat, Emil Constantinescu, à la présidentielle, la CDR assure l'alternance au pouvoir et le remplacement des anciennes élites politiques communistes à la tête de l'État³. Cependant, une fois au pouvoir, la CDR rencontre des difficultés identiques à celles auxquelles s'était confronté son grand rival politique entre 1990 et 1996 : une crise interne qui s'achève par une scission au sein de la formation, des alliances passagères fondées sur des compromis avec des partis incompatibles idéologiquement et sociologiquement⁴, une crise économique d'ampleur qui se

¹ Alexandru Gussi considère le clivage entre un versant « néocommuniste » (le FSN, le PSM et le PRM) et un versant « anticommuniste » (la CDR avec les partis « historiques » et les organisations civiques) comme fondateur de la structuration de l'espace politique postcommuniste, Alexandru GUSSI, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*, op. cit.

² En mars 1992, après les élections au sein du parti gagnées par Petre Roman, ses opposants quittent la formation pour fonder le Front Démocrate du Salut National (FDSN) dirigé par Ion Iliescu. C'est avec cette dernière formation renommée le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR) que se confronte la CDR aux élections de 1996.

³ Le poids de la nomenklatura communiste dans les instances électives baisse de 59,1 % en 1992 à 3,1 % en 1996 dans l'administration présidentielle, de 15,5 % en 1992 à 11,7 % en 1996 dans le Parlement et de 44,2 % en 1992 à 7,9 % en 1996 au niveau du gouvernement, Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, op. cit., p. 286, p. 290 et p. 296.

⁴ En 1998, le Parti Démocrate (PD) constitué en 1993 suite à une scission au sein du FSN, retire son soutien à la CDR avec laquelle il gouverne après un protocole signé en 1996. Sur la crise politique au sein de la CDR durant la période 1997-1998 voir le chapitre 1, Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, Iași, Polirom, 2003, p. 342-354.

concrétise par la baisse alarmante du niveau de vie, la hausse du chômage et la croissance des prix¹.

La « thérapie de choc » mise en pratique à travers des privatisations conséquentes et sans garanties sociales a pour conséquence une conflictualité élevée qui est alors portée pour beaucoup par un nouvel acteur politique, les syndicats. Constituées sur les anciennes structures communistes ou en opposition avec celles-ci, les confédérations syndicales redécouvrent après 1989 leur potentiel mobilisateur et sont à la base de plusieurs mouvements sociaux d'ampleur dont les plus mémorables sont les marches des mineurs sur la capitale connues sous le nom de *minériades*. Si à l'évidence ces mobilisations fréquentes ont des causes, des motivations et des revendications différentes d'une année à l'autre, leur appétence pour un usage non dissimulé de la violence laisse des traces profondes dans la société roumaine et nourrit un sentiment de méfiance généralisée. Difficile à gouverner par une classe politique en voie de constitution qui fait sur-le-champ l'apprentissage d'un fonctionnement démocratique, la conflictualité sociale représente un des principaux défis des dix premières années du postcommunisme roumain². Elle se retrouve d'autant plus nourrie par l'insécurité et l'inflation galopantes découlant du passage chaotique d'une économie centralisée à une économie de marché. Cette conflictualité constitue donc un obstacle de taille à la resectorisation de l'espace social après la « Révolution » de 1989³.

Si plusieurs solutions ont été éprouvées par les gouvernants — des solutions institutionnelles « classiques » comme l'adoption d'une nouvelle Constitution (1991) et la création de nouvelles institutions (la Cour Constitutionnelle, le Conseil National de

¹ Les valeurs du PIB varient fortement entre 1990 et 2000 : après avoir atteint - 12,9 % en 1992, suit une croissance jusqu'à 7,1 % en 1995, mais à partir de 1996 il baisse de nouveau à - 6,1 % pour ne connaître des taux positifs qu'à partir de 2000. Le chômage est à 10,9 % en 1994, à 6,6 % en 1996 et à nouveau à 10,4 % en 1998. En 1999 il atteint le chiffre record de 11,8 %. L'ensemble des indicateurs macroéconomiques de la Roumanie et leurs variations entre 1990 et 2000 se trouvent chez Bogdan MURGESCU, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Iași, Polirom, 2010, p. 467.

² Sur une analyse des mobilisations syndicales en Roumanie après 1989 voir Anemona CONSTANTIN, « Roumanie : des *minériades* à l'intégration européenne » dans Dominique ANDOLFATTO, Sylvie CONTREPOIS (dir.), *Syndicats et dialogue social*, Bruxelles, Peter Lang, p. 225-241.

³ Le tableau dressé par les historiens de l'économie roumaine postcommuniste est sombre et les différents travaux convergent pour souligner qu'à partir de 1990 la Roumanie se confronte avec une « crise économique d'ampleur ». En 1993 par exemple, l'inflation atteint 256,1 %, Bogdan MURGESCU, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, *op. cit.*, p. 465-481.

l'Audiovisuel, la Cour des Comptes, le Service Roumain de Renseignements) aux solutions répressives comme l'utilisation des forces de l'ordre contre les mobilisations de rue¹ —, la pacification des rapports sociaux s'est réalisée progressivement avec le prix de stratégies « alternatives ». Parmi celles-ci, l'ouverture du jeu parlementaire aux nouveaux entrants, la cooptation de jeunes cadres dans les formations partisans et une professionnalisation politique lente des fonctionnaires étatiques². À cela s'ajoute la mise en place des négociations et des marchandages intersectoriels avec l'ancienne police politique, avec l'Armée ou avec les confédérations syndicales, éconduites aussi bien par le FSN entre 1990 et 1992 que par le FDSN à partir de 1992 et la CDR de 1996 à 2000³.

Encadré n° 2 : *Négocier le changement de régime : le cas de l'Armée et du Service Roumain de Renseignements*

Le FSN met en place après 1989 une politique de consolidation des relations avec l'ancienne Securitate, sans épurations, en nommant dans les fonctions de direction des proches du parti. En mars 1990, l'institution est réorganisée dans un Service Roumain de Renseignements (SRI) qui combine les continuités (au niveau du personnel) et les ruptures (division et spécialisation des services, perte de son autonomie). Virgil Măgureanu, un ancien officier de la Securitate, enseignant de philosophie politique à l'Académie de formation des cadres du Parti communiste, entré en dissidence avec le régime Ceaușescu et membre du tribunal extraordinaire qui le condamne à mort, en est nommé directeur. Il reste en fonction jusqu'en 1997. Mis en évidence plus d'une fois, les liens entre le SRI et la Securitate transparaissent dans la gestion par l'institution de ses archives de la période communiste. Contrainte par la loi n° 187/1999 de les transférer au Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS), le SRI oppose résistance et les fait parvenir avec des retards considérables et

¹ Pendant les événements de décembre 1989 les autorités font appel à l'Armée ; pendant la manifestation de la Place de l'Université de juin 1990, elles font appel à la police, à l'ancienne Securitate ou aux mineurs, Alin RUS, *Mineriadele, între manipulare politică și solidaritate muncitorească*, *op. cit.*, p. 134.

² Le poids de la nomenklatura dans la composition des Parlements successifs de la Roumanie entre 1990 et 2010 n'excède jamais les 15,5 % (après les élections législatives de 1992), ce qui prouve l'ouverture du jeu parlementaire aux nouveaux entrants. Cette ouverture se remarque également au niveau des partis politiques, y compris des partis dominés par l'ancienne nomenklatura, qui sans exception, mettent en place une stratégie de cooptation de nouveaux cadres, jeunes et sans attaches avec l'ancien régime (cf. Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op.cit.*, p. 286, p. 290 et p. 314). Sur la continuité institutionnelle et le maintien des hauts fonctionnaires en postes dans l'administration après 1989 voir Alexandru GUSSI, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*, *op. cit.*, p. 88-89.

³ Des négociations ont lieu aussi bien avec le gouvernement Nicolae Văcăroiu en juin 1994 (pour la hausse des salaires et le contrat collectif de travail) et en mai 1995, qu'avec les cabinets Victor Ciorbea en 1997 et Radu Vasile en 1999, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, *op. cit.*, p. 70, p. 80, p. 119. Voir aussi Dan PAVEL, Iulia HUIU, « Nu putem reuși decât împreună ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, *op. cit.*, p. 329 et p. 354-355.

de manière incomplète. Il est vrai toutefois que déjà avant sa reprise par le SRI, l'archive de la Securitate avait été démantelée. En 1990 elle se trouve au ministère de la Défense. Celui-ci décide de transférer au SRI seulement les dossiers qui ne concernent pas la Direction de renseignements extérieurs (DIE) et la Direction de contre-informations militaires, restés dans la houlette de l'Armée.

En ce qui concerne l'Armée, on constate une même continuité avec la nomination à sa tête au début de 1990 de Victor Athanasie Stănculescu, un général impliqué dans la mutinerie de Timișoara de décembre 1989, devenu ministre de l'Intérieur jusqu'en 1991, ensuite brièvement ministre de l'Industrie. Condamné à 15 ans de réclusion criminelle en 1999 par la Cour Suprême, il obtient l'annulation de la condamnation, mais est rejugé et condamné à nouveau définitivement en 2007. Les deux associations qui militent pour des changements au sein de l'Armée après 1989, L'Action pour la Justice militaire (AJM) et le Comité pour la Démocratisation de l'Armée (CADA) sont dissoutes par les autorités avant la fin 1990 et leurs initiateurs passés en réserve. Comme montré par Raluca Ursachi dans sa thèse de doctorat, la construction d'une mythologie autour de l'Armée identifiée à la nation favorise après 1989 « l'aménagement d'un régime de quasi-impunité » pour cette institution ainsi qu'une « opacité » au changement qui ne caractérise ni la Milice, ni même la Securitate¹.

Toutefois, c'est l'enjeu de l'intégration dans les structures euro-atlantiques qui capte à partir de 1994-1995 l'attention de l'ensemble des forces politiques roumaines et devient prioritaire. Objet d'investissements et de rivalités entre les partis qui font des efforts pour être acceptés dans les organisations partisans européennes², c'est dans la deuxième moitié des années 1990 que se réalise un début de consensus national autour de cette intégration. Sorte de nouveau contrat social, l'objectif de l'intégration dans les structures euro-atlantiques contribue au rétablissement de la « confiance dans l'utilité de l'activité politique »³ après la chute du régime communiste. Présentée comme une solution salvatrice à un ensemble de problèmes graves auxquels est confrontée la société roumaine après 1989, l'adhésion à l'OTAN et à

¹ Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, op. cit., p. 117, p. 191-192 et p. 239-240.

² « En février 2000, au moment de l'ouverture des négociations entre l'Union européenne et la Roumanie, cinq partis roumains sont membres des fédérations internationales de parti : le PD (depuis 1999) et le PSDR (depuis 1999) étaient membres de l'Internationale Socialiste, le PNȚCD (depuis 1998) et l'Union Démocrate des Hongrois de Roumanie (UDMR) avaient été acceptés dans la famille chrétienne-démocrate, la Fédération Écologiste de Roumanie coopère avec la Fédération Européenne Écologiste et le PNL (depuis 1997) avec l'Internationale Libérale. Ce processus a continué après 2004, cinq des six partis représentés au Parlement s'engageant dans un processus de redéfinition identitaire afin d'être acceptés par le Parti Populaire Européen », cf. Ramona COMAN, *Européanisation et coopération paneuropéenne des partis politiques*, « Avant-propos » par Cristian Preda, București, Editura Universității din București, 2005, p. 8 et p. 86 et p. 144-149.

³ « Une des croyances les plus fondamentales au principe de la légitimité de l'activité politique, à savoir la capacité de la politique à transformer la société ou en tout cas à agir sur le monde social, est ainsi restaurée durablement », explique Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, op. cit., p. 347.

l'Union européenne fait l'objet d'un pacte sans précédent entre les forces politiques roumaines. Consacré par un acte signé à Snagov, à proximité de Bucarest, le 21 juin 1995, ce pacte engage les signataires à collaborer afin de remplir les conditions imposées à la Roumanie en vue de l'intégration et sera renouvelé en 2003¹. Recouvrant des dossiers divers tels l'accélération de la privatisation, l'élimination de la corruption dans l'administration et le respect des Droits de l'Homme et des minorités nationales, l'intégration donne à la classe politique roumaine postcommuniste des objectifs clairs, un agenda et une grammaire commune. En plaçant l'arbitre des rapports intersectoriels à l'extérieur de la Roumanie, hors d'atteinte, l'intégration contribue indirectement à un retour à l'ordre.

La sortie du communisme est mouvementée, violente, revendicative et peu consensuelle. Elle reste marquée par la désobjectivation des rapports sociaux, des marchandages sans fin et des coups forts tandis que la resectorisation jamais linéaire ni achevée, semble dix ans plus tard encore réversible et fragile.

Les intellectuels et le passé « récent » de la Roumanie

La chute du régime communiste n'a pas été purement et simplement un moment favorable aux intellectuels malgré leur présence enthousiaste sur le plateau de l'unique chaîne de la Télévision nationale le soir du 22 décembre 1989 pour annoncer la victoire de la « Révolution »². Qu'il s'agisse d'écrivains, dont il sera beaucoup question dans la première

¹ Il s'agit de la Déclaration de Snagov, signée le 21 juin 1995 par les leaders des partis politiques parlementaires. Cet acte atteste leur accord autour de la stratégie nationale en vue de la préparation de l'adhésion de la Roumanie à l'UE. En février 2003, à l'initiative d'Ion Iliescu, un nouveau Pacte d'action solidaire pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne est signé par les représentants des formations représentatives de l'ensemble du spectre politique : « Adrian Năstase (PSD), Traian Băsescu (PD), Theodor Stolojan (PNL), Béla Marko (UDMR), Corneliu Vadim Tudor (PRM), Dan Voiculescu (Parti Humaniste de Roumanie (PUR)), et Varujan Pambuccian (le groupe des minorités) qui s'engagent à soutenir les réformes requises par le processus d'intégration et à mener une action commune durant la période des négociations », Ramona COMAN, *Européanisation et coopération paneuropéenne des partis politiques*, *op. cit.*, p. 77.

² La transmission de la Télévision nationale le soir du 22 décembre 1989 s'ouvre avec Mircea Dinescu, qui au milieu d'un groupe de participants aux manifestations contre le régime communiste de décembre 1989, annonce la victoire de la « Révolution ». L'enregistrement a été depuis mis en ligne et peut être consulté l'adresse web suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=E7dEiIM17Cw>.

partie, ou d'anciens intellectuels organiques de parti devenus dissidents, ils constituent une catégorie qui a toujours été bien considérée par le régime qui d'une part aspirait à en faire l'avant-garde de la « lutte des classes » et d'autre part visait à s'en assurer la collaboration¹. Les méthodes de cette considération ont allié selon les périodes, les gratifications et les persécutions, les bénéfices et l'emprisonnement, la liberté de création et les interdictions dans un effort constant de consolidation du régime et de stabilisation de sa relation aux intellectuels². Le bilan de ces efforts reste plutôt positif, en dépit de quelques épisodes de révolte passagère et d'un vécu subjectif sombre de la relation au pouvoir.

Réunis dans une organisation professionnelle corporatiste inspirée du modèle soviétique — l'URSS — les écrivains sont particulièrement privilégiés et jouissent avant 1989 d'importants avantages aussi bien matériels que symboliques³. Sans manquer d'entraves (censure, immixtions politiques), l'exercice de la profession est donc largement favorisé avant 1989 bien qu'il reste difficile à pratiquer en dehors de cette institution. La situation monopolistique de l'URSS dans le champ littéraire et les privilèges dont jouissaient ses membres les prédisposent peu aux débordements avant 1989, les rares cas de rébellion individuelle étant aussitôt sanctionnés par les pairs et souvent, avant même que les autorités n'interviennent⁴. Ainsi, selon Antonela Capelle-Pogăcean, à la solidarité civique avec les opposants au régime se substitue une solidarité professionnelle censée protéger la communauté littéraire des tentatives de rébellion qui mettent en danger sa survie collective⁵. Les études de sociologie du champ littéraire

¹ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, Cluj-Napoca, Casa Cărții de Știință, 2009, p. 9.

² Dorin PETRE, « La classe intellectuelle roumaine entre professionnalisme et engagement » dans Catherine DURANDIN (dir.), *L'engagement des intellectuels à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 31-32.

³ Ces aspects sont détaillés dans le chapitre 2.

⁴ C'est le cas de l'écrivain Paul Goma, exclu de l'URSS le 13 avril 1977 pour une série de « gestes atypiques » (la publication d'un roman à l'étranger, des entretiens accordés entre 1972-1973 à des reporters occidentaux) qui culminent avec la signature de la Charte 77, cf. Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 90 ; Lucia DRAGOMIR, « Les limites de l'espace littéraire roumain dans les années 1960-1970. Paul Goma et Alexandru Ivasiuc : entre littérature et politique », dans Alexandra IONESCU, Odette TOMESCU-HATTO, *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 66.

⁵ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue » dans Catherine DURANDIN (dir.), *L'engagement des intellectuels à l'Est*, op. cit., p. 130.

ont mis en évidence ce qu'un tel fonctionnement doit à la structuration interne de l'USR autour de deux pôles déséquilibrés : un qui cumule les marques temporelles et symboliques de reconnaissance et un autre pauvre en ressources et « déstructuré »¹. Des variables comme la proximité avec le PCR, le « capital dévotionnel » accumulé par chaque acteur lorsqu'il participe à des ouvrages d'hommage au chef de l'État, le nombre de publications et de prix obtenus, la place occupée dans la hiérarchie interne à la profession, se superposent pour la plupart des membres USR². Aussi la principale opposition qui organise la vie littéraire durant le socialisme se déploie, selon la sociologue Ioana Macrea-Toma, entre « indépendance institutionnelle et liberté de création »³ et non pas entre « dissidence et opportunisme » comme différents travaux, autrement intéressants, l'avaient avancé⁴. Dotée de moyens importants, la communauté écrivaine s'autonomise progressivement par rapport au pouvoir communiste et à partir des années 1960, les tentatives de subordination de l'institution à des objectifs politiques n'aboutissent que très partiellement. C'est pourquoi, après la « Révolution », l'Union apparaît comme une des organisations singulièrement « résistantes » mais seulement autour des revendications corporatistes⁵.

En conséquence, bien qu'attendue avec impatience sur fond de blocages imposés à l'USR par le Parti à partir de 1985, la fin du communisme n'apporte pas à la condition de l'écrivain les changements espérés. Le passage de l'économie de commande vers l'économie de marché se traduit par le retrait progressif de l'État des activités culturelles, la privatisation des maisons d'édition et des typographies publiques et une baisse massive des tirages. La déstructuration des réseaux de production et de distribution du livre⁶, la chute des subventions publiques accordées à l'USR et la perte d'une partie de son patrimoine précipitent l'organisation

¹ Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul literar în comunismul românesc*, op. cit., p. 332.

² *Ibid.*, p. 153-158.

³ *Ibid.*, p. 10 et p. 332.

⁴ Par exemple Gina STOICIU, « Les intellectuels entre le pouvoir et la morale : le cas de la Roumanie » dans Nicolas PELISSIER, Alice MARRIÉ, François DESPRES (dir.), *La Roumanie contemporaine. Approches de la « transition »*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 62.

⁵ Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, Iași, Polirom, 2007, p. 322.

⁶ *Ibid.*, p. 323-324.

dans une profonde crise économique¹. Par ailleurs, le développement de la presse et des mass media² contribue au désintérêt croissant du grand public pour la littérature³ et à la neutralisation du rôle de l'écrivain comme potentiel critique du pouvoir politique⁴.

Avec les retraites menacées, des droits d'auteur devenus insignifiants et une reconnaissance sociale diminuée⁵, les écrivains sont contraints d'emprunter différentes voies de reconversion professionnelle. Inspirés par leurs pairs d'Europe Centrale et de l'Est, ils commencent à se mobiliser pour la première fois collectivement au sein des organisations qui œuvrent à la « démocratisation du pays ». En parallèle, de nombreux acteurs se convertissent au journalisme devenu une source supplétive de revenus et un canal d'expression de leur nouvelle

¹ Après 1989, plusieurs maisons de création et propriétés que l'État communiste avait confisquées au profit de l'USR sont rétrocédées à leurs anciens propriétaires, (Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, op. cit., p. 324). Durant cette même période, les subventions publiques accordées par l'État sont drastiquement diminuées. À la fin des années 1990, elles se situent entre 0,58 % et 0,73 % du PIB, Dan-Eugen AȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global*, Cluj-Napoca, Casa Cărții de Știință, 2011, p. 120.

² La période qui suit la « Révolution » de décembre 1989 se caractérise par une explosion des titres : « une statistique ad hoc montre qu'entre 22 décembre 1989 et 31 décembre 1990 sont apparus 130 titres de journaux et de revues. En revanche, entre le 1^{er} janvier 1991 et le 31 décembre 2005 seuls 120 sont apparus. », Ion CRISTOIU, « Presa postdecembristă sub semnul neașezării » dans Ion HANGIU, *Presa românească de la începuturi pînă în prezent. Dicționar cronologic (1989-2007)*, vol. IV, București, Comunicare.ro, 2008, p. 20.

³ Les sondages indiquent une baisse constante de l'intérêt du public pour les activités culturelles, le pourcentage de ceux qui ne lisent pas de livres, ne vont pas au cinéma, au théâtre, à l'opéra, aux concerts étant en hausse durant les années 1990. De plus, l'intérêt pour la culture écrite est inférieur à celui pour les arts visuels, ce qui affecte directement les écrivains. Voici un extrait commenté d'une enquête réalisée par la Fondation Concept : « Sur une échelle de 1 à 10, l'intérêt du public pour l'offre de produits culturels représentatifs au niveau départemental se situe à 8 pour les arts visuels et à 7,78 pour la littérature, selon la moyenne nationale » cf. l'étude « Piața culturii în România (2000) » réalisée par la Fondation Concept, http://www.concept.ro/index.php?/filename=Piata_culturii_în_România, cité dans Dan-Eugen AȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global*, op. cit., p. 86 et p. 77.

⁴ À propos de cette situation, le critique Nicolae Manolescu affirme : « Rappelons-nous ce que le roman réaliste critique était dans les années 1970 en Roumanie quand il tenait la place de tout : et de presse politique, et de l'histoire contemporaine récente, et de la télévision, et de la sociologie et de la politologie (...) Écrivant des romans dans les années 1970, Buzura, Preda, Ivăsiuc ou d'autres, étaient au fait du statut que leurs romans avaient. Ils étaient des leaders d'opinion publique, ils n'étaient pas des écrivains en premier lieu », Nicolae MANOLESCU, « Criza literaturii și cocacolizarea culturii », *Cuvântul*, anul V (X), n° 6 (266), juin 1999 cité par Lucia DRAGOMIR, « Les limites de l'espace littéraire roumain dans les années 1960-1970. Paul Goma et Alexandru Ivăsiuc : entre littérature et politique », art. cité, p. 51.

⁵ Si sous le communisme « le prestige en tant que valeur hédonistique importante remplace le capital économique d'autres sociétés », après 1989 il se retrouve concurrencé par d'autres formes de capital (par ex. : le capital économique), dont l'accumulation devient désormais possible, Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul literar în comunismul românesc*, op. cit., p. 21.

vocation militante. Des années 1990 datent également les premières tentatives individuelles des intellectuels d'entrée en politique, qui échouent la plupart du temps pour des raisons déjà exposées¹. En revanche, l'entrepreneuriat de mémoire, l'expertise dans le domaine des sciences sociales et des Droits de l'Homme ou le conseil politique s'avèrent être des voies de reconversion professionnelle réussie après la chute du régime socialiste. Elles se doublent régulièrement d'une mobilité sociale ascendante chez les acteurs qui ont embrassé une carrière dans l'enseignement secondaire avant 1989, et qui réussissent à partir de 1990 à accéder à l'enseignement universitaire.

Loin d'être linéaire, la reconversion professionnelle des intellectuels a donc lieu, on le voit, au prix de tests de position, du cumul des fonctions et de l'investissement de plusieurs domaines simultanément. Mais bien que largement éprouvée, elle ne représente qu'une stratégie parmi d'autres dans la tentative des clercs à œuvrer à la redéfinition de leur rôle dans la société postcommuniste. Aspirant à un rôle d'avant-garde du changement de régime, ils s'en voient dépossédés au début des années 1990 par les réformateurs de l'ancien PCR. Tentant de récupérer le coup ils accompagnent leurs stratégies d'un travail idéologique incessant. Celui-ci débouche sur la production de nouvelles idées politiques et de nouvelles technologies de gouvernement dont la spécificité est l'invocation fréquente du « passé récent » de la Roumanie. Analysé, réinterprété, reconstitué, ce « passé » sert la plupart du temps à la réécriture des biographies politiques des écrivains et des intellectuels organiques du Parti² dont une large fraction prétend à une place dans le voisinage du pouvoir ou dans la haute administration. Utilisé à des fins de glorification ou de disqualification, le « passé récent » communiste et « fasciste » devient ainsi le lieu de règlements de conflits autour du contenu du « nouveau » régime politique et d'un nouvel ordre social, qui reste à faire advenir. Affaire d'hommes avant d'être une affaire d'idées,

¹ « L'échec des écrivains (dissidents, N. D. L. R.) s'explique par l'absence d'une tradition d'organisation sous le régime totalitaire » et par le fait qu'« ils sont trop épris d'eux-mêmes pour s'intéresser vraiment aux autres », Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 149, et p. 143-157.

² Ces écoles ont été des pépinières pour une partie des élites managériales des années 1990 aussi bien en Roumanie que dans l'ensemble de la région, en Bulgarie, en Russie, en Allemagne de l'Est, Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, op. cit., p. 246.

ce « nouveau » régime se « raconte » et se construit à l'aide des intellectuels qui en deviennent ainsi autant les acteurs que les annonceurs. Les « Prophètes »¹ d'un « nouvel » ordre le « disent » comme ailleurs, contre l'ancien qui se change en objet du discrédit².

Cette position d'apologiste s'avère toutefois difficile à tenir sur la longue durée par les intellectuels étant donné les conditions d'exercice de leurs professions. Pris entre la tentative de conservation de leur statut social grâce à une critique des « héritages communistes » de l'État qu'ils souhaitent renouveler et la dépendance des subventions publiques³, ils se retrouvent piégés. De cette situation naissent des contradictions et des incohérences entre leurs discours et leurs pratiques. En particulier par la forme de désintéret qui est affichée en ce qui concerne les mesures concrètes de gestion du « passé dictatorial » prises par les autorités ainsi que le laxisme dans la mobilisation en faveur d'une « justice de transition » qui elle reste néanmoins évoquée⁴. Ceci explique aussi le cantonnement quasi-exclusif des débats à des relectures lettrées du passé politique, à la question de la lustration et au « devoir de mémoire » que l'alliance des intellectuels avec les « victimes » de la « dictature communiste » finissent par imposer à l'agenda public à partir des années 1997.

¹ Selon la typologie établie par Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, *op. cit.*, p. 336.

² En ce sens le cas roumain n'est pas original, ces mécanismes de légitimation fonctionnant de la même manière ailleurs, par exemple en France, Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, *op. cit.*, p. 63.

³ L'autonomisation des écrivains est d'autant plus difficile que l'État continue de se comporter en producteur direct de culture et non pas comme médiateur entre l'offre et la demande culturelles. Après 1990, il continue de promouvoir une politique culturelle paternaliste, qui privilégie les institutions, la culture écrite et les produits culturels représentatifs pour l'« identité nationale ». Les ressources financières sont toutefois modestes, le budget du ministère de la Culture se situant entre 1,2-3 % du PIB entre 1990 et 2000. L'indifférence du ministère aux choix et préférences du grand public place les producteurs culturels devant un choix difficile : répondre à la commande étatique sous-financée et risquer de ne pas vendre au-delà d'un cercle étroit de consommateurs ou bien répondre à la demande du marché avec tous les risques que cela implique et renoncer éventuellement aux subventions publiques. À son tour, le marché culturel est sous-développé, l'intérêt pour l'écrit en baisse et les obstacles à la professionnalisation des écrivains nombreux : hausse des traductions qui font une concurrence sans pitié aux productions locales, impossibilité de vivre des droits d'auteur, multiplication des maisons d'édition qui pratiquent le vol du copyright international, Dan-Eugen RAȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global*, *op. cit.*, p. 63, p. 66, p. 73-74, p. 103 et p. 120 ; Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, *op. cit.*, p. 302.

⁴ Les organisations provenant des rangs des intellectuels « ont préféré soutenir une condamnation globale du régime au détriment des actions pénales ponctuelles qui auraient nécessité une expérience et une culture juridique » qu'elles « ne détenaient pas », Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, *Tranziția penală de justiție. De la Nürnberg la postcomunismul românesc*, *op. cit.*, p. 182.

Cette première partie montre comment, par quelles stratégies et au moyen de quels discours, les intellectuels cherchent à se repositionner dans l'espace public dans la première moitié des années 1990. Engagés dans un combat pour saper la légitimité du FSN ils se mobilisent sur plusieurs terrains — associatif, politique, mémoriel, nouent des alliances et font usage du passé « récent » pour nourrir leur entreprise de discréditation et faire contrepoids aux réformes adoptées par le FSN.

Cette première partie étudie ces mobilisations et leurs effets sur le changement de régime. Elle montre que loin d'être conjoncturelles, elles débouchent sur de nouvelles formes d'intervention dans les affaires de la cité et sur des voies de professionnalisation dont certaines se stabilisent dans la deuxième moitié des années 1990. Plus encore, elles entraînent une radicalisation des clercs dont l'enjeu est l'invention d'une « virginité » politique pour les adversaires du FSN. Sous cet angle, relectures du « passé » et définition du présent sont intimement liées.

Le chapitre 1 explore la voie politique comme terrain initial de mobilisation des intellectuels après 1989. Il étudie dans un premier temps la manifestation de la Place de l'Université d'avril-mai 1990 — moment fort de production de récits concurrents sur la « Révolution » de décembre 1989 et sur les significations de la rupture avec le passé « communiste ». L'événement fonctionne en même temps comme un laboratoire de requalification des ressources pertinentes dans la compétition électorale et de définition des critères de différenciation entre les « anciens » et les « nouveaux » dirigeants. Contribuant par sa violence à la politisation des intellectuels, cette manifestation joue comme un facteur favorisant la structuration d'une opposition collective, mi politique mi intellectuelle contre le FSN. Son devenir fait l'objet d'une deuxième partie du chapitre 1.

Le chapitre 2 permet quant à lui d'explorer une autre voie de mobilisation des intellectuels, à savoir l'entrepreneuriat de mémoire à partir d'un cas de figure particulier : le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet. Créé en 1992-1993 dans la prolongation de la lutte contre le FSN, le Mémorial devient en quelques années un musée d'envergure sur le plan national et européen et un haut-lieu de production d'une mémoire de la répression communiste en Roumanie. Cependant, ses activités ne se cantonnent pas à la mise en

forme des récits sur le passé et une analyse sociologique de sa composition et de ses activités révèle que le Mémorial fonctionne comme un espace de reconversion, d'insertion et d'affirmation professionnelle des élites intellectuelles internationales et comme une fabrique de valeurs politiques qui convergent avec le programme électoral de la CDR.

Une troisième voie pérenne de reconversion professionnelle des intellectuels après 1989 est l'expertise dans le domaine des politiques de « démocratisation » et de défense des Droits de l'Homme en Roumanie. Définie comme une forme d'intervention plus utile que l'engagement politique ou la posture prophétique assumés d'ordinaire par les clercs, l'expertise est présentée par ses promoteurs comme un rôle social plus adapté aux rigueurs du changement de régime. Le chapitre 3 revient sur les arguments avancés en faveur de cette nouvelle fonction pendant le débat autour du « nationalisme ». Éclatant à l'heure de l'intégration de la Roumanie dans l'UE et dans l'OTAN, la dispute est étudiée sous l'angle des propriétés socioprofessionnelles des participants et des prises de position défendues pour montrer combien, encore une fois, les relectures du passé servent des recompositions présentes.

L'analyse de ces trois voies montre que malgré ses usages, le passé n'est pas le théâtre d'instrumentalisations infinies et il représente souvent un levier pour des transformations et des productions idéologiques durables, donnant contenu au changement de régime. Engagés prioritairement dans la délégitimation du FSN, les intellectuels s'y invitent massivement et presque malgré eux.

Chapitre 1 :

LA TENTATION POLITIQUE ET LES USAGES DE L'« ANTICOMMUNISME »

« En somme, nous avons nous aussi toutes les raisons de faire une révolution.

Hélas, nous n'étions pas en France, et n'y eut pas de révolution.

Nous vivons dans un pays où se produisent toujours les causes et jamais les effets. »

Italo CALVI, *Le Baron Perché*, Seuil, 2001

Dans le *Rapport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie (CPADCR) datant de 2006, on peut lire au titre de recommandation : « la reconnaissance officielle de la Proclamation de Timișoara (de mars 1990) et de la Manifestation anticommuniste d'avril-juin 1990 qui a eu lieu Place de l'Université, Bucarest, comme moments constitutifs et représentatifs de la Révolution anticommuniste commencée en décembre 1989 s'impose »¹.

Intégrée par ce biais à l'histoire officielle, la Manifestation d'avril-juin 1990 y entre en tant que prolongement de la « Révolution » de décembre 1989². Nonobstant sa relative consécration, l'interprétation qui consiste à voir dans cette mobilisation le dernier épisode de la

¹ CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 777.

² Le phénomène de substitution de l'« événement 1989 » par un autre, qui se produit à une date ultérieure, n'est pas propre à la Roumanie. Il se produit également dans d'autres configurations nationales où, en fonction du contexte politique, d'autres événements considérés comme plus significatifs pour la rupture avec le régime communiste s'imposent dans les représentations dominantes. C'est le cas par exemple en Allemagne où, lors des débats parlementaires entourant le déplacement des institutions dans la capitale, la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 est remplacée par la référence à la réunification du pays en 1990. Le même processus est présent en Bulgarie lorsque durant les controverses entourant les mobilisations sociales et les élections anticipées de 1997 émerge un discours qui valorise ce moment comme point fort de rupture avec l'ancien régime à la place du renversement de Todor Jivkov, le secrétaire du Parti communiste bulgare, en 1989 (cf. Antoine LAPORTE, « Allemagne. 1989 et l'affirmation de Berlin comme capitale politique », Nadège RAGARU, « Bulgarie. 1989 au prisme de 1997 : une "Révolution" en palimpseste » dans Jérôme HEURTAUX, Cédric PELLEN (dirs.), *1989 à l'Est de l'Europe*, *op. cit.*, p. 127-134 et p. 172-200).

révolte populaire qui, en décembre 1989, rendait effectif le renversement du régime Ceașescu, est moins consensuelle qu'il n'y paraît. Véhiculée pour la première fois pendant la Manifestation de la Place de l'Université de 1990 dirigée contre le Front du Salut National (FSN), cette relecture de l'histoire « récente » rencontre aujourd'hui les mêmes résistances qu'à l'époque. Toutefois, comment expliquer son inertie à travers le temps et sa présence dans un document officiel de l'État roumain seize ans plus tard ? Des enquêtes judiciaires ont été ouvertes depuis afin d'élucider les circonstances de la répression des révoltes de décembre 1989 et d'avril-juin 1990. Leur tergiversation apparaît comme une condition nécessaire, mais non suffisante pour rendre compte de la pérennité des polémiques, bien qu'elle apporte un premier élément de réponse quant à l'absence de renouvellement des arguments échangés¹. La relative fermeture du champ politique roumain durant les deux premières législatures du FSN entre 1990 et 1996, et le maintien à des postes de décision de nombreux hommes politiques impliqués directement dans ces événements ou qui en ont tiré profit, apportent une deuxième explication pour comprendre la constance des interprétations qui cherchent à les déposséder de leur participation à la « Révolution ». Enfin, une troisième explication a trait à la réévaluation des ressources pertinentes dans la compétition politique durant la mobilisation d'avril et mai 1990². La fin des

¹ Concernant la situation du dossier pénal de la « Révolution » de décembre 1989 finalisé à peine en avril 2019, trente ans après les faits, voir *infra* l'encadré n° 3. En ce qui concerne le dossier de la *mineriade* de 13-15 juin 1990, en juin 2017, plusieurs inculpés ont été cités pour « infractions contre l'humanité » ; parmi ceux-ci : Ion Iliescu, président du Conseil Provisoire d'Union Nationale (CPUN) et président de la Roumanie, Petre Roman, Premier ministre, Virgil Măgureanu, le chef du Service Roumain de Renseignements (SRI), Gelu VoicanVoiculescu, vice-Premier ministre, le général Mugurel Cristian Florescu, adjoint du procureur général et chef de la Direction des Parquets Militaires (au moment des faits). Ils sont accusés d'« avoir déclenché une attaque violente contre les manifestants de la Place de l'Université de Bucarest qui militaient pacifiquement durant les journées de 11 et 12 juin 1990, en exprimant leurs opinions politiques en contradiction avec celle de la majorité gouvernementale de l'époque. Dans cette attaque ont été impliqués de manière illégale les forces du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Défense Nationale, du SRI tout comme plus de 10 000 mineurs et d'autres ouvriers de plusieurs régions du pays. L'attaque s'est produite dans la matinée de 13 juin 1990 avec les suivantes conséquences : la mort par fusillade de 4 personnes, l'atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'un nombre total de 1388 personnes, la privation de liberté par ordre politique, d'un nombre de 1250 personnes ». Le 8 mai 2019, la Haute Cour de Cassation et Justice décide le renvoi du dossier à la section militaire du Parquet général en constatant la nullité du réquisitoire, cf. MEDIAFAX, 8 mai 2019, <https://www.mediafax.ro/social/dosarul-mineriadei-trimis-inapoi-la-parchetul-militar-fiind-constatata-nulitatea-rechizitoriului-decizie-a-iccj-in-prima-instanta-18120576>.

² « La compétence d'un agent consiste en son aptitude à mobiliser les savoirs et les savoir-faire requis pour exercer une activité de façon pertinente, autrement dit en sa capacité à maîtriser leurs usages. Les qualités valorisées en politique sont des propriétés sociales qui varient selon les régimes politiques et les configurations des rapports de force qui caractérisent chaque société. La compétence politique est également tributaire de croyances concernant

socialismes est-européens conduit à la relative dévalorisation des capitaux politiques accumulés sous l'ancien régime¹. Dans ce contexte, la participation à la « Révolution » de décembre 1989 devient un atout capable d'assurer leur renouveau et soulève l'intérêt de tous les participants à la compétition politique postcommuniste. C'est pourquoi, comme le montre une première partie de ce chapitre, en déployant un important « travail sur la signification de l'événement »² révolutionnaire, les acteurs politiques qui se confrontent sur la Place de l'Université au printemps 1990 cherchent à se l'approprier et si possible avant les élections du 20 mai.

L'attachement à la représentation de la Manifestation comme moment constitutif de la « Révolution » de 1989 trouve donc son fondement dans cette concurrence originelle dont est issue la première opposition politique au FSN. Un de ses moteurs les plus efficaces dans la première moitié des années 1990 est l'Alliance Civique (AC). Formation hybride politico-civique créée à l'automne 1990 pour « prolonger l'esprit » de la Place de l'Université après l'échec de la Manifestation, l'AC joue un rôle déterminant dans l'émergence de la Convention Démocratique Roumaine (CDR). C'est grâce à l'AC et à la légitimité dont elle dote cette nouvelle coalition de forces politiques que la CDR peut se présenter avec succès durant la campagne électorale de 1996 comme la « véritable incarnation de la Révolution ». Développant un répertoire d'actions novateur soutenu plus tard, comme le chapitre 2 l'indique, par le vaste complexe mémoriel de Sighet, l'AC propage dans l'espace public un discours anticomuniste intransigeant. Ce discours devient dominant dans la deuxième moitié des années 1990 et sert différentes mesures politiques de gestion du passé « récent » comme l'ouverture des archives de la Securitate ou les réparations aux anciens prisonniers politiques des années 1950. Il sert surtout les entreprises de discréditation de l'ancien régime et de légitimation du nouveau dès la fin de l'année 1990. En conséquence, une deuxième partie du chapitre 1 est consacrée à cette rhétorique et avec, à l'échafaudage événementiel et sociologique sur lequel l'AC construit sa réussite tout au long des années 1990.

la vie sociale en général, et le rôle des institutions politiques en particulier », Jacques LAGROYE, *Sociologie politique*, Paris, FNDSF, 2006, p. 135-136.

¹ Gil EYAL, Iván SZELENYI, Eleanor TOWNSLEY, *Capitalism fără capitaliști*, București, Omega, 2001.

² Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques, op. cit.*, p. 33.

Section 1 : LA MANIFESTATION DE LA PLACE DE L'UNIVERSITÉ DE BUCAREST (1990) : LES FERMENTS D'UNE OPPOSITION POLITIQUE

Riche en actions collectives, en mouvements de rue et en grèves, 1990 est surtout marquée par la Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest dirigée contre le FSN et la *minériade* sanglante qui y met fin en juin 1990. Alors qu'elle se déroule durant la campagne électorale libre, première du genre depuis cinquante ans, cette manifestation surprend par sa durée dans un pays que l'on dit « passif » et incapable de susciter une opposition collective.

La vivacité de la « vie civique » après 1989 révèle l'éclatement de l'ordre politique et la désobjectivation des rapports sociaux qui l'accompagne. La Manifestation de la Place de l'Université apparaît à cet égard comme un laboratoire particulièrement stimulant de remise en cause de catégories de pensée héritées de l'ancien régime et participe par-là à la fondation de nouvelles divisions politiques entre les forces partisans émergentes. Les interprétations sur le sens de la « Révolution » de décembre 1989 véhiculées alors nous intéressent en tant que traces d'une fébrile activité de création d'une nouvelle grammaire politique ajustée aux identités et ressources des acteurs impliqués dans la confrontation. Un des effets immédiatement repérables de la « Révolution » réside ainsi dans le fait que la redéfinition des règles et modalités du jeu politique devient pour la première fois pensable pour des acteurs auparavant exclus de l'exercice du pouvoir. Qui sont ces acteurs, quelles sont leurs trajectoires biographiques, leurs discours et modalités d'intervention pour légitimer et personnifier le changement du régime en 1990 constituent l'objet de la première section.

A/ BOULEVERSEMENT DES LOGIQUES ROUTINIÈRES ET REDÉFINITION DU JEU POLITIQUE

1. De nouveaux acteurs politiques ?

Les mois qui suivent la chute du régime de Ceaușescu le 22 décembre 1989 et la prise du pouvoir par le FSN¹ sont marqués par des mobilisations multisectorielles qui affectent l'ensemble des sphères professionnelles, des ouvriers aux intellectuels, des hommes politiques aux militaires, en passant par les journalistes et les milieux universitaires.

Cependant, la fragmentation de l'espace associatif et l'éclatement du cadre politique qui s'en suivent, témoignent moins d'une volonté de libéralisation de la part du FSN que de la multiplication des transactions entre les divers acteurs de l'espace social, dont les perceptions se modifient sous l'emprise des changements politiques que traverse l'Europe de l'Est pendant cette période, et qui clament leur droit d'exister². Bien que ces changements aboutissent finalement à la constitution de nombreux partis et associations politiques, au début de l'année 1990, les leaders FSN rejettent la possibilité de la constitution de nouvelles organisations politiques qui, de surcroît, fonctionnent en dehors de leur propre « mouvement »,

¹ « Le Conseil du Front du Salut National (CFSN) a été le premier organe provisoire du pouvoir étatique, ayant pour but la stabilisation de la situation politique et l'organisation d'élections libres. Parmi les trente-neuf membres fondateurs, coexistaient des groupes très différents. Des membres de la nomenklatura marginalisée figuraient aux côtés des collaborateurs proches du dictateur détrôné, de généraux impliqués directement dans la répression des manifestations de Timișoara, d'intellectuels opposants de l'ancien régime communiste comme Doina Cornea, Ana Blandiana, Mircea Dinescu, László Tőkés. Parmi les 39 membres, 11 personnes (28 %) avaient occupé des postes de responsabilité dans l'appareil du parti communiste roumain entre 1945 et 1989. La plupart s'étaient retrouvés au fil du temps marginalisés (Domokos Geza, Ion Iliescu) ou en opposition avec le régime Ceaușescu. D'autres, moins nombreux étaient restés fidèles au dictateur jusqu'au dernier moment du régime, étant impliqués dans les repréailles antirévolutionnaires de décembre 1989 », Raluca GROSESCU, « Conversia elitelor comuniste din România în perioada de tranziție : 1989-2000 », *Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului din România*, vol. I, 2006, p. 229-254 et p. 238.

² Puisque en 1990 « la démocratisation passait par une décommunisation des institutions et la construction d'un nouveau cadre législatif qui légitime le nouveau système politique, le multipartisme était synonyme de la démocratie et la multiplication des formations politiques a été encouragée », (cf. Sorina SOARE, *Les partis politiques roumains après 1989*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 2004, p. 99). Aux élections de 1990 « plus de 80 partis se sont disputé les 500 sièges à l'Assemblée nationale. 87 listes ou candidatures individuelles ont été présentées pour la Chambre des députés et 61 pour le Sénat », Mihnea BERINDEI, Ariadna COMBES, « La Roumanie, une révolution manquée ? », art. cité, p. 133.

comme d'aucuns appellent le Front à l'époque. Aussi, l'apparition des premières formations, les partis « historiques », est selon certains témoignages, le résultat des pressions que les anciens prisonniers politiques exercent sur les dirigeants du FSN, afin d'obtenir les garanties légales nécessaires à la fondation de ces nouvelles formations¹.

Dans ce contexte, où toute une série d'acteurs se voient reconnaître pour la première fois après quatre décennies le droit de libre association, le moment révolutionnaire est vécu dans un premier temps sur le mode d'une célébration de la liberté de parole et du pluralisme, qui deviendront des thèmes majeurs de la période. « Issues » de la « Révolution » de décembre, la plupart des associations fortement actives en ce début d'année sont créées sous le label d'associations de « victimes » tandis que d'autres disent représenter « la voix de la société civile »², tels l'association 16-21 Décembre, le Groupe indépendant pour la démocratie (GID), le Groupe pour le Dialogue Social (GDS) ou la Ligue des étudiants de l'Université de Bucarest. Ces associations sont généralement orientées vers la « décommunisation »³ de la société roumaine et se présentent comme « indépendantes » par rapport au pouvoir politique. Néanmoins, cette intense recomposition de l'espace militant est impulsée par une forte fluidité politique qui ne conduit pas nécessairement à une crise généralisée, mais détermine une réflexion sur les logiques routinières qui régissent le fonctionnement des différents secteurs en référence aux récents bouleversements politiques⁴. À part les groupes d'intellectuels qui s'interrogent sur la possibilité de leur entrée en politique après la chute du communisme, d'autres acteurs collectifs remettent en cause les rapports entretenus par leur profession avec le pouvoir. Le réseau syndical se réorganise avec la création de nouvelles centrales syndicales comme « Frăția » (1^{er} avril 1990) ou cartel ALFA qui se dissocient explicitement de la

¹ Voir le témoignage de Mihnea Berindei dans Mircea IORGULESCU, *Confesiuni la sfârșit de secol*, București, Fundația Culturală Română, 2006, p. 445-446.

² Sur les usages de la « société civile » particulièrement par les intellectuels qui se mobilisent dans l'après-1989, voir Camelia RUNCEANU, « La “société civile” des intellectuels. Usages et enjeux de la notion de “société civile” en Roumanie postcommuniste », *Anuarul Institutului de Cercetări Socio-Umane « C. S. Nicolaescu-Ploșor »*, n° XIV, Craiova, Academia Romana, Aius, 2013, p. 55-68.

³ En 1990, la « décommunisation » représente un enjeu de lutte et recouvre des significations aussi différentes que l'épuration des institutions des anciens membres de l'appareil communiste ou la « régénération morale » de la société roumaine.

⁴ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 39.

Confédération nationale des syndicats libres de Roumanie (CNSLR), héritière de l'ancienne Union générale des syndicats de Roumanie (UGSR) communiste. Au sein de l'Armée, la fondation du Comité d'Action pour la Démocratisation de l'Armée (CADA) le 12 février 1990 dénonce les rapports de dépendance établis entre cette institution et le pouvoir politique et sollicite la clarification des circonstances de l'implication des militaires dans les événements de décembre 1989. Dans le secteur de la presse, une Union des journalistes démocrates de Roumanie (UZDR) est créée au début de 1990 dans le but d'œuvrer au dégagement de la profession des contraintes idéologiques subies par la Société des journalistes roumains (SZR) fondée sous l'ancien régime.

Pour ce qui est de l'espace politique, l'apparition de nouveaux partis politiques et la reconstitution des formations dominantes dans l'entre-deux-guerres participent conjointement à l'atomisation du paysage partisan. Peu après leur réactivation en janvier 1990, le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (PNȚCD), le Parti National Libéral (PNL) et le Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR) s'imposent ainsi comme les principaux adversaires du FSN. En réaction aux renouvellements que connaît l'espace politique, renouvellements qui menacent de concurrencer un Front dont les leaders conçoivent le pluripartisme comme une « forme historique révolue »¹, la direction du FSN décide sa transformation en parti politique dans la perspective des élections fixées au 20 mai 1990. Dans les autres pays ex-communistes, la scène politique est dominée par des formations fonctionnant sous la forme de « forums » populaires (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne)². Bien que formulée dans ce contexte international, cette idée — dont se réclame également le FSN — indignée et la mesure rencontre des résistances. Elle entraîne une série de défections de la part des personnalités dissidentes qui après l'avoir

¹ Ion Iliescu cité dans *La Nouvelle Alternative*, n° 17, mars 1990.

² On pense notamment au Forum civique de Tchécoslovaquie qui malgré son influence n'a pas vocation à se transformer en parti politique, mais qui assure la fin pacifique du communisme, au Forum démocrate hongrois qui participe et gagne les premières élections libres d'Hongrie de 1990 en alliance avec le Parti démocrate-chrétien et avec le Parti civique des petits propriétaires indépendants et des travailleurs agraires ainsi qu'au mouvement Solidarność en Pologne dont les candidats ressortent majoritaires aux premières élections libres de 1990, voir l'« Annexe 1 *Rapide chronologie sélective de la conversion* » dans Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, op. cit., p. 221-225.

rejoint dans un premier temps, le désertent maintenant, et portent ainsi atteinte à sa crédibilité¹. L'occurrence rappelle à moindre échelle les « informels » des clubs politiques en URSS, qui à la fin des années 1980 s'engagent dans un double jeu avec les réformateurs du PCUS en essayant subtilement de saper le pouvoir². Sous cet angle, le retrait des intellectuels dissidents du FSN découle du fait que leur « entente avec une fraction de (l'ancien) Parti » représente une « source de discrédit potentiel » qui risque de les faire paraître « comme trop “manipulables” » et incapables « à marquer clairement leur autonomie » dans les conditions où ils aspirent « à être bien autre chose qu'un simple alibi démocratique des réformateurs » de la nomenklatura³.

Les trois partis « historiques » se rallient à ce nouveau front anti-FSN dans une déclaration commune du 24 janvier. Ils sollicitent son retrait des affaires et la création d'un nouveau gouvernement provisoire recruté uniquement parmi les représentants de la « résistance anticommuniste » et des participants à la « Révolution » de décembre. Des manifestations antigouvernementales ont alors lieu notamment à Bucarest le 28-29 janvier et le 18 février et à Timișoara, le 11 mars. La mobilisation du 18 février se solde par des violences lorsqu'un groupe de cambrioleurs pénètre au siège du gouvernement et détruit des meubles et des documents. Dans la version officielle, les autorités soulignent que ces incidents s'apparentent à un « coup d'État tenté par des forces extrémistes »⁴. Cette interprétation fait écho au discours tenu par Nicolae Ceaușescu en réaction au soulèvement du 16 décembre 1989 de Timișoara et que l'ensemble des commentateurs vont considérer après-coup comme le moment déclencheur de la « Révolution »⁵. Pour riposter à la vague protestataire qui déferle sur la capitale et faire la preuve de « sa capacité à exister dans la rue », le FSN organise à son tour des contre-

¹ Acceptant dans un premier temps de faire partie du Conseil du FSN, les dissidents Ana Blandiana, Doina Cornea, Gabriel Andreescu démissionnent après l'annonce de sa transformation en parti politique et son intention de participer aux élections de 20 mai 1990.

² Carole SIGMAN, « Les clubs politiques “informels”, acteurs du basculement de la *perestroïka* ? », *Revue française de science politique*, n° 4, 2008.

³ *Ibid.*, p. 620.

⁴ Cf. discours d'Ion Iliescu prononcé le 14 juin et diffusé par l'Agence Nationale de presse ROMPRES, reproduit dans *Romania Muncitoare*, n° 117, 15 juin 1990.

⁵ Revenu d'une visite en Iran, Nicolae Ceaușescu avait qualifié d'« éléments hooliganiques » les forces qui « ont provoqué des destructions de type fasciste dans le but de déstabiliser le pays » en décembre 1989, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 22.

manifestations le 29 janvier, le 8 et le 27 avril. À deux occasions, le 28 janvier et le 18 février, des groupes de mineurs de la vallée de Jiu se déplacent à Bucarest pour soutenir la police dans ses efforts pour disperser la foule et éviter les éventuels débordements. Mais, comme souligné déjà par Michel Dobry, « ce n'est que parce qu'ils ont réussi à organiser de puissantes contre-manifestations — en particulier le 28 et le 29 janvier 1990 — que certains des membres du noyau initial du Conseil du FSN ont pu se maintenir en position de prétendre au *leadership* du processus de transition en Roumanie »¹. La manifestation de la Place de l'Université s'inscrit donc dans cette conjoncture de mobilisations répétées qui précède la campagne électorale en vue des élections de mai. Pour la plupart des organisations créées dans le sillage des événements de décembre qui doivent beaucoup aux infléchissements des changements politiques engagés alors sur le cadre juridique et institutionnel, la « Révolution » apparaît comme une référence indispensable².

Encadré n° 3 : La « Révolution » de décembre 1989³

Annoncés par plusieurs gestes de protestation contre le régime communiste qui prolifèrent entre janvier et décembre 1989⁴, les événements qui aboutissent à y mettre fin débutent le 14 décembre à Iași par une tentative de révolte avortée. Suivi deux jours plus tard par une mobilisation en faveur du pasteur László Tőkés (menacé de mutation à cause des prises de position critiques à l'adresse du régime), ce premier soulèvement inaugure la série d'émeutes que l'on désigne généralement par la « Révolution ». Organisé le 16 décembre à Timișoara, deuxième ville du pays par sa population, ce rassemblement de soutien se transforme rapidement en insurrection populaire lorsque les manifestants attaquent le comité départemental du PCR. Réprimée violemment par les forces de l'ordre à la demande expresse de Ceaușescu, cette mobilisation finit le 18 décembre dans un bain de sang sur les marches de la cathédrale qui domine la cité. Dès le lendemain, d'autres actions collectives sont organisées, comme par exemple la grève générale des ouvriers des grandes usines de la région qui rejoignent les protestataires. L'état d'urgence étant décrété, les représailles continuent. Revenu d'une visite officielle en Iran, le chef de l'État fait son apparition le 20 décembre au soir à la télévision, pour dénoncer les actions subversives des agences étrangères et des traîtres de l'intérieur responsables pour

¹ Michel DOBRY, « Les causalités du probable et de l'improbable : Notes à propos des manifestations de 1989 en Europe centrale et orientale », *Cultures et Conflits*, n° 17, 1995, p. 13.

² La censure est abolie le 26 décembre 1989 et le 31 décembre, le CFSN adopte le décret-loi n° 8 qui restaure la liberté de réunion et d'association, Stoica STAN, *România după 1989. O istorie cronologică, op.cit.*, p. 24.

³ Ce résumé a été réalisé à l'aide des sources suivantes : Peter SIANI-DAVIES, *Revoluția română din decembrie 1989*, București, Humanitas, 2006 ; Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989, op. cit.*, p. 188-194 ; Catherine DURANDIN, Zoe PETRE, *România post 1989*, Iași, Institutul European, 2010, p. 96-137.

⁴ Ces gestes sont passés en revue dans l'Introduction de la Partie I.

les événements de Timișoara, proclamée, le 21 décembre, première ville libérée du communisme de Roumanie. Un Front Démocratique Roumain s'y constitue et rédige un manifeste où l'on demande : la démission urgente, en bloc, du président Ceaușescu et du gouvernement, l'ouverture des frontières à l'étranger, l'organisation des élections libres et démocratiques, la libération des prisonniers politiques, la démocratisation de la Roumanie, le rétablissement de la liberté d'expression et de la presse, enfin, le respect des droits de l'Homme. Le même jour, des réunions des comités départementaux du PCR se tiennent partout à travers le pays pour condamner la « contre-révolution » qui éclate dans plusieurs villes. À Bucarest, on organise un grand meeting populaire prévu pour le 21 décembre, pour donner l'occasion à la population de manifester sa solidarité avec le Premier Secrétaire et le parti unique. Des incidents sont enregistrés lors du discours de Ceaușescu, lorsqu'un groupe de personnes massées devant le siège du Comité Central (CC) du PCR rompt les rangs et tente de pénétrer dans l'immeuble, sans succès. À la fin du rassemblement, la manifestation tourne à l'émeute et se poursuit sur les grandes places de la ville. Les forces armées, les troupes de la Securitate et de la Milice et la tombée de la nuit déclenchent la répression. Ceaușescu déclare l'état d'urgence sur l'ensemble du territoire roumain. Le 22 décembre, le ministre de la Défense, le général Vasile Milea, responsable des repréailles, se suicide. En dérive, Ceaușescu tente une dernière fois de s'adresser à la foule, mais hué, il se retire. Victor Athanase Stănculescu, adjoint du ministre de la Défense est chargé de diriger désormais les opérations et ordonne la retraite des militaires vers les casernes. Sans défense, le siège du CC est envahi par les protestataires et les époux Ceaușescu s'échappent à la dernière minute à l'aide d'un hélicoptère placé sur le toit. Après le départ du « dictateur », les manifestants crient « Victoire ! » pendant que la Télévision nationale (TVR) ouvre ses portes à tous ceux qui souhaitent prendre la parole depuis ses studios et joue désormais un rôle essentiel dans le déroulement des événements. Parmi les intervenants, le général Voinea assure que l'Armée est passée du côté de la « Révolution ».

Quelques heures après le départ des époux Ceaușescu on annonce la constitution d'une nouvelle structure de pouvoir, le Front du Salut National, composé en majorité par d'anciens nomenklaturistes marginalisés et par des dissidents connus et qui œuvre pour l'« instauration de la démocratie, de la liberté et de la dignité du peuple roumain ». Bien qu'il réaffirme son attachement au respect du Pacte de Varsovie et aux engagements internationaux de la Roumanie, le « Communiqué au pays » du FSN, sorte de programme politique, reprend largement les revendications exprimées par les manifestants. Déjà présagée à la TVR, l'apparition des « terroristes » (tireurs non identifiés restés fidèles à Ceaușescu dit-on) dans l'après-midi de 22 décembre sème la panique dans les rangs de la population. Ils ouvrent le feu sur la foule et prennent d'assaut plusieurs objectifs stratégiques : le ministère de l'Intérieur, le ministère de la Défense, le siège CC du PCR, la TVR, la Radiodiffusion nationale, l'Université, le Palais des téléphones, les deux aéroports de la capitale, Otopeni et Băneasa. Le Conseil du FSN lance alors un appel aux citoyens, en leur demandant de venir défendre la « Révolution ». Des centaines de personnes y répondent et une fois dans les rues se font massacrer, prises qu'elles sont entre les feux des « terroristes », ceux de l'Armée et de la Securitate et ceux des troupes de la Milice et des gardes patriotiques¹. La distribution des armes aux civils ajoute au désordre général et contribue à l'installation d'un climat d'insécurité et de psychose qui débouche les suivants jours, sur plus d'un millier de morts. Les tirs se font plus rares, mais ils ne cessent qu'après la transmission à la télévision du procès et de l'exécution d'Elena et de Nicolae Ceaușescu. Ces derniers sont condamnés à mort par un tribunal militaire extraordinaire le 25 décembre. Un des chefs d'accusation mentionne leur responsabilité pour le « génocide » de 60 000 personnes en décembre 1989. Ce chiffre interpelle

¹ Formations de combat paramilitaires fonctionnant sous la coordination du CC du PCR.

lorsqu'un premier bilan officiel de 1994 indique : « 1104 morts et 3352 blessés, dont 162 sont tués et 1107 sont blessés avant le 22 décembre, tandis que 942 sont tués et 2245 sont blessés à partir de cette date. 543 morts sont enregistrés à Bucarest et 561 en province. Les enquêtes menées sur les événements ont établi la responsabilité de l'Armée pour 333 morts et 648 blessés et la responsabilité de la Securitate et de la Milice pour 63 morts et 46 blessés »¹. Des messages de soutien et de sympathie ainsi que des aides matérielles arrivent pendant ces journées en Roumanie aussi bien en provenance des États-Unis et de Chine que des États de l'Europe occidentale, comme la France et Grande-Bretagne et de l'Europe Centrale et de l'Est, comme l'URSS, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

Dans le dossier de la « Révolution », plusieurs dizaines de personnes ont été inculpées depuis 1990, mais la plupart ont été libérées aussitôt soit par des décrets de grâce successifs accordés par le président de la République, soit en raison de leur âge avancé, soit parce que le réquisitoire s'est avéré souvent incomplet. Malgré les efforts opérés par certains gouvernements pour faire avancer la justice dans le cas des responsables de la répression de décembre 1989, le « procès du communisme » est en cours à présent et aucun verdict n'a été prononcé. Les causes identifiées par les chercheurs renvoient à : l'instrumentalisation politique de la justice, les déchirements entre les différentes associations de victimes qui ont échoué à se mobiliser collectivement pour faire pression sur le Parquet, l'absence d'expertise juridique des intéressés et un cadre légal inapproprié à l'instrumentation des cas².

Le dossier de la « Révolution » de décembre 1989 est finalisé en 2019, 30 ans après les faits. Trois personnes sont inculpées pour « crimes contre l'humanité » : Ion Iliescu, président du FSN, Gelu Voican Voiculescu, vice-Premier ministre et le général Iosif Rus, chef de l'aviation militaire (au moment des faits). Le réquisitoire de la Section des Parquets Militaires n° 11/P/2014 envoyé en instance le 5 avril 2019, révèle l'existence d'un « accord » entre les dirigeants du ministère de la Défense et ceux du Conseil du FSN (CFSN) qui vise le « déclenchement et la coordination » d'une opération de « diversion » et de « désinformation » de la population qui s'est manifestée par l'« instauration d'une psychose généralisée du terrorisme » à travers la création « avec intention » de « nombreuses situations de fusillade fratricide, fusillade chaotique, ordres militaires contradictoires »³. Grâce à « ce véritable pacte », le ministère de la Défense s'est assuré l'« impunité » pour la répression de la population entre le 17 et le 22 décembre 1989, date de la fuite de Nicolae Ceaușescu, tandis que le CFSN, s'est assuré le soutien de l'Armée dans la « prise du pouvoir, le maintien au pouvoir et la légitimation devant le peuple roumain »⁴. Le dernier bilan de ces événements après le 22 décembre 1989 enregistré par ce réquisitoire est le suivant : « 862 décès, 2150 blessés, la privation de liberté pour des centaines de personnes, des atteintes à l'intégrité physique et psychique. Ces conséquences tragiques ont été beaucoup plus graves que celle de la répression exercée entre le

¹ Rapport « Synthèse des aspects issus des enquêtes effectuées par la procureure militaire dans la période 1990–1994 sur les événements de décembre 1989 », Archive des parquets militaires de la Haute Cour de Cassation et Justice (APMÎCCJ), dossier non numéroté, p. 28-29, cité par Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, op. cit., p.194.

² Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, *Tranziția penală de justiție. De la Nürnberg la postcomunismul românesc*, op. cit., p. 119-188.

³ Le réquisitoire de la section des Parquets Militaires n° 11/P/2014 envoyé en instance le 5 avril 2019 cité par le Communiqué du Parquet de la Haute Cour de Cassation et Justice du 11 avril 2019, consultable en ligne à l'adresse web suivante, <https://www.juridice.ro/620778/piccj-dosarul-revolutiei-stadiu-update-trimitere-in-judecata-precizarile-procurorului-general.html>.

⁴ *Ibid.*

17 décembre et le 22 décembre 1989 »¹. Par ailleurs, ces situations « auraient créé les conditions de la condamnation et de l'exécution du couple présidentiel Ceaușescu dans un procès pénal simulé »².

Il convient pourtant de noter que la priorité qui commence à être accordée au moment « révolutionnaire » par les partis politiques et les organisations « civiques » n'est pas uniquement le produit d'une prise de conscience qui en a fait leur fondement identitaire en vertu du fait qu'elle aurait permis leur constitution. Mettant fin de façon spectaculaire et inattendue au régime Ceaușescu, la « Révolution » représente en 1990 pour l'ensemble des acteurs l'« Événement », apparaissant comme un point d'aboutissement de l'histoire roumaine unanimement valorisé au début des années 1990. À cette valorisation s'ajoutent les comptes rendus favorables rédigés par la presse étrangère et l'attention accordée par les représentants des États occidentaux³. Ces voix venues de l'extérieur de la Roumanie aussi bien de la part d'observateurs étrangers que de la part des représentants de l'exil politique roumain, considérées comme plus « neutres » et plus « légitimes », participent à la transformation des événements de décembre 1989 en une ressource de légitimation majeure incontournable pour les acteurs politiques de tout bord. C'est en partie par ce biais que l'héritage de la « Révolution » devient l'objet d'une surenchère qui multiplie les luttes pour sa succession.

Si le FSN, dont une partie des membres importants (Ion Iliescu, Petre Roman) se sont montrés à la Télévision nationale pendant les journées de décembre, se présente comme l'« émanation de la Révolution »⁴ et récuse toute autre origine parmi celles que ses adversaires tentent de lui assigner, comme le GDS, composé d'anciens dissidents et d'intellectuels réputés, qui fédère autour de lui la plupart des nouvelles associations qui naissent en son sein et avec son support, dit vouloir incarner à son tour « la continuation de cette révolte »⁵.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Voir par exemple « Romanian Protesters, Police Clash Over Clergyman », *The Washington Post*, 18 décembre 1989, les articles dédiés à la situation en Roumanie fin décembre 1989 dans *Le Monde*, n° du 23 décembre, du 24 décembre, du 25 décembre, du 26 décembre 1989 ; Edith M. LEDERER, « World Remembers Romania, Nations Recognize New Leadership », AP, 25 décembre 1989 ; « West Germany Recognises Romanian Provisional Government », REUTERS, 25 décembre 1989

⁴ Voir le programme du FSN, publié dans *Azi*, 1^{er} avril 1990.

⁵ 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.

Encadré n° 4 : Le Groupe pour le Dialogue Social (GDS) : de la « société civile » au think tank

Annoncée pour la première fois le 29 décembre 1989 à la Télévision nationale¹, la création du GDS est officiellement confirmée dans le premier numéro de la revue 22, l'hebdomadaire de l'association, le 20 janvier 1990². Première organisation non gouvernementale (ONG) fondée en Roumanie après la chute de l'ancien régime, le GDS se compose de 34 intellectuels réunis par les soins de Mihnea Berindei, historien roumain établi à Paris dans les années 1970 et vice-président de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie³. Bénéficiant d'un vaste réseau parmi les dissidents du régime Ceaușescu, Mihnea Berindei revient en Roumanie durant les journées mouvementées de la « Révolution » de décembre 1989 et met en relation plusieurs groupes de personnes aux contours flous : celui des écrivains de la génération 1980 (Stelian Tănase, Magda Cârneci, Dan Pavel), celui des intellectuels qui s'étaient distingués par des actes individuels d'opposition au pouvoir communiste (Gabriel Andreescu, Radu Filipescu, Dan Petrescu), celui des dissidents « culturels » (Alexandru Paleologu, Ștefan Augustin Doinaș), le « groupe des sociologues » (Pavel Câmpeanu, Alin Teodorescu, Călin Anastasiu et en partie, Silviu Brucan), enfin, le « groupe de Pălăniș »⁴ (Gabriel Liiceanu, Andrei Pleșu, Thomas Kleininger)⁵. Le GDS se présente donc comme une mosaïque d'intellectuels rassemblant aussi bien des écrivains, des historiens, des philosophes et des sociologues que des journalistes, des artistes plasticiens et des représentants des arts dramatiques. Les sciences sociales sont toutefois sous-représentées au sein du groupe par rapport aux sciences humaines, ce qui illustre la hiérarchie des professions propre au régime communiste, où les disciplines potentiellement

¹ Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: The Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », *Studia UBB Sociologia*, vol. LX, n° 1, 2015, p. 138.

² 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.

³ Mihnea Berindei (1948-2016) : descendant d'une famille de nobles et d'hommes politiques (appartenant au Parti National Libéral et au Parti National-Paysan), fils de l'historien académicien Dan Berindei (né en 1923) et d'Ioana Berindei (1922-2008), historienne et prisonnière politique entre 1950 et 1953. Après des études d'histoire à l'Université de Bucarest (1966-1970), il se spécialise en histoire de l'Empire ottoman et décroche une bourse d'études en Turquie (1970). Décidant de ne pas retourner en Roumanie, il émigre à Paris où il poursuit des études à l'École Pratique de Hautes Études, finalisées en 1972. Chercheur à l'Écoles de Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS) à partir de 1971 et ingénieur d'études au Centre National de la Recherche Scientifique à partir de 1991, Mihnea Berindei soutient à partir de 1977 le mouvement en faveur de l'opposant politique Paul Goma, l'un des rares signataires roumains de la Charte 77. Membre fondateur du Comité français pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie avec d'autres membres de l'exil roumain à Paris, il s'implique activement dans la dénonciation des abus du régime Ceaușescu et le soutien des dissidents roumains en difficulté. Dans les années 1980, Berindei devient vice-président de La Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie affiliée à la Fédération internationale des Droits de l'Homme. Il participe en même temps à la création des revues *l'Alternative* (1979-1985) et *l'Autre Europe* (1986-1994) dédiées à l'actualité politique et notamment aux actions d'opposition au communisme dans les pays d'Europe Centrale et occidentale. Durant les journées de la « Révolution » de décembre 1989, il revient en Roumanie, devient membre fondateur du GDS et soutient par tous les moyens la survie du groupe ainsi que de nombreuses actions de condamnation du régime communiste en Roumanie. En 2006, il devient membre de la CPADCR.

⁴ Ce groupe est présenté plus longuement dans le chapitre 5.

⁵ Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics : The Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 140 ; voir aussi Camelia RUNCEANU, « “Grup de reflectie”, grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism » dans Mihai Dinu GHEORGHIU, Mihăița LUPU (coord.), *Mobilitatea elitelor în România secolului XX, op. cit.*, p. 395-397.

critiques à l'adresse du pouvoir telle que la sociologie sont marginalisées¹. L'hétérogénéité visible au niveau des trajectoires biographiques des membres du GDS est présente également dans une proportion significative lorsqu'on regarde leurs généalogies familiales. On constate ainsi que les descendants de la nomenklatura communiste en rupture avec leur milieu d'origine côtoient ici les héritiers d'une bourgeoisie moyenne en voie de rétablissement. Ce rapprochement est possible selon Mihai Dinu Gheorghiu grâce à l'école communiste comme instance de socialisation et d'uniformisation des pratiques, des goûts et des attentes de la population².

La première base logistique du groupe, fondamentale pour sa mise en marche et la parution de la revue, est assurée par Mihnea Berindei qui au moyen de l'aide financière obtenue à l'étranger, réussit encore une fois à créer les conditions matérielles nécessaires à l'existence du GDS³. Parallèlement, le groupe développe des liens serrés avec l'exil politique roumain, les dissidents célèbres de l'Europe Centrale et de l'Est (Václav Havel, Adam Michnik) et les « Nouveaux philosophes » français (André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy). Ainsi, à l'exception de Mihnea Berindei, plusieurs intellectuels roumains vivant à l'étranger s'impliquent dans l'activité du GDS. Parmi ceux-ci, un rôle important est joué par le couple d'intellectuels anticommunistes formé par Monica Lovinescu et Virgil Ierunca. Établis à Paris après la Seconde Guerre mondiale, les deux intellectuels s'affirment dans les années 1960 comme des adversaires irréconciliables du régime Ceaușescu. Connus en Roumanie pour leur militantisme « anticommuniste » manifesté avec courage depuis la Radio Free Europe où ils réalisent plusieurs émissions littéraires⁴, les deux dissidents deviennent après 1989 les repères moraux et les membres honoraires du GDS, auprès duquel ils interviennent régulièrement avec une certaine influence dans la définition de sa ligne idéologique. Parmi les intellectuels en exil qui se rallient au Groupe, le politologue Vladimir Tismăneanu est aussi très actif. Professeur à l'Université de Maryland, aux États-Unis, auteur de plusieurs travaux importants sur le communisme en Roumanie, son savoir en science politique est bienvenu au sein du Groupe où les connaissances en la matière sont

¹ La sociologie est marginalisée et dissoute en plusieurs étapes entre 1947 et 1948 et ré-institutionnalisée tardivement, à partir de 1966 (Ștefan BOSOMITU, *Miron Constantinescu. O biografie*, București, Humanitas, 2014, p. 327-355). Suite à la dernière réforme importante dans l'éducation nationale, en 1977 les facultés de sociologie sont fermées et l'enseignement de cette discipline devient une spécialisation postuniversitaire dans le cadre de l'Académie des sciences sociales et politiques « Ștefan Gheorghiu » qui est l'ancienne école de parti, qui détient désormais le monopole de trois disciplines : le journalisme, le commerce extérieur et la sociologie (Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii, op. cit.*, p. 97). Le nouveau cadre législatif adopté en 1977-1978 impose une hiérarchisation des disciplines, si bien que les sciences sociales sont subordonnées aux sciences fondamentales exactes. La production scientifique en sociologie diminue et elle devient une discipline optionnelle parmi d'autres, le système universitaire ne produisant plus désormais de sociologues. Beaucoup de jeunes formés dans cette discipline commencent à occuper des postes au profil différent et très peu parmi eux réussissent à professer la sociologie jusqu'à la fin de la période communiste (Cătălin ZAMFIR, Iancu FILIPESCU (dir.), *Sociologia românească 1900-2010. O istorie socială*, Cluj-Napoca : Școala Ardeleană, București : Eikon, 2015, p. 106-107).

² Mihai Dinu GHEORGHIU, « Le Groupe pour le Dialogue Social et les intellectuels roumains "libres" après 1989 » dans Abel KOUVOUAMA et al. (dir.), *Figures croisées d'intellectuels*, Paris, Kathala, 2007, p. 225.

³ L'importance de son soutien constant, discret et efficace a été relevée par l'ensemble des membres du GDS, Camelia RUNCEANU, « "Grup de reflecție", grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism », art. cité, p. 397.

⁴ Pour une étude de leurs trajectoires et de leur engagement politique en tant que rédacteurs à la RFE, voir Ioana POPA, « "L'impureté" consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à Radio Free Europe », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001, p. 55-75.

rare étant donné l'accès restreint à la littérature dissidente et le fait que les sociologues sont minoritaires au sein de l'organisation¹. D'autres représentants de l'exil roumain sont également contactés pour se joindre au GDS comme le dissident Mihai Botez, mathématicien et diplomate réfugié aux États-Unis en 1988 ou le sémioticien Sorin Alexandrescu, neveu de Mircea Eliade qui vit en Hollande où il enseigne d'abord à l'Université de Groningen puis à celle d'Amsterdam². Les membres du petit réseau d'intellectuels « anticommunistes » des pays de l'Est sont constamment interviewés et invités à participer aux tables rondes organisées par le Groupe, contribuant ainsi à l'identité doctrinaire de l'association. Certains (Adam Michnik, André Glucksmann, Vladimir Bukovski) se voient confier des rubriques temporaires entre les pages de la revue 22, comme le dépouillement de ses archives l'indique. Sous cet angle, il est évident que le GDS se voudrait une organisation similaire aux groupes d'intellectuels subversifs de l'Europe de l'Est tels le cercle Petőfi qui a contribué à l'éclatement de la Révolution hongroise de 1956, la Charte 77 ou le Comité de défense des ouvriers (KOR) polonais. Inspiré fortement par ces expériences, le GDS fait de l'« anticommunisme » la dominante de son profil idéologique³. En conséquence, dans sa « Déclaration de constitution » il se présente comme un « groupe de réflexion indépendant » et « strictement informel » qui refuse clairement « toute collaboration avec ceux ayant soutenu l'ancien régime »⁴. Pourtant, à la manière des « clubs informels » en URSS durant la *perestroïka*⁵, le Groupe entretient des relations serrées avec plusieurs intellectuels anciennement communistes ou apparatchiks « réformateurs » comme Pavel Câmpeanu, ancien membre du Comité Central du PCR et professeur à l'Académie « Ștefan Gheorghiu » de formation des cadres de Parti, ou Silviu Brucan, ambassadeur de la Roumanie aux États-Unis dans les années 1950. Si leur présence au sein du groupe facilite l'obtention des ressources matérielles nécessaires à sa mise en marche de la part du gouvernement (notamment l'immeuble situé au 120, boulevard Calea Victoriei, une des artères principales de la capitale, devenu son siège), le GDS s'en autonomise par la suite et ces « réformateurs » sont marginalisés.

Comme le remarque le sociologue Marius Lazăr, en s'appropriant une identité « fictionnelle » qui se base sur la contestation du communisme dans les conditions de sa disparition — donc sans assumer de risques majeurs —, le GDS cherche à tirer bénéfice d'une opposition tardive à l'ancien régime⁶.

En ce qui concerne sa mission, le GDS « se propose de prospecter les voies d'évolution et d'organisation de la société » en conformité avec « les valeurs humaines, les droits de l'Homme » et le desideratum de son « insertion dans le contexte européen : civilisation — culture — philosophie —

¹ Mihai Dinu GHEORGHIU, « Les “intellectuels libres” et les changements de codes idéologiques en Roumanie après 1989 » dans Mihai Dinu GHEORGHIU, Lucia DRAGOMIR (ed.), *Littératures et pouvoir symbolique*, Pitești, Paralela 45, 2005, p. 156.

² Camelia RUNCEANU, « “Grup de reflecție”, grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism », art. cité, p. 407.

³ Sur les usages de l'« anticommunisme » par les membres du GDS dans la presse des années 1990, voir Camelia RUNCEANU, « Le “procès du communisme” et les formes de la rhétorique de l'“anticommunisme” dans la presse intellectuelle roumaine au début des années 1990 », *History of Communism in Europe*, n° 4, 2013, p. 112-152.

⁴ « Déclaration constitutive du GROUPE POUR LE DIALOGUE SOCIAL », 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.

⁵ La naissance et l'évolution des relations avec l'aile réformatrice du PCUS de ces « clubs informels » a été documentée et analysée dans Carole SIGMAN, « Les premières élections libres en Russie (1989-1990). Quand la compétition dévore les enfants de la perestroïka », *Politix*, n° 85, 2009/1, p. 181-198.

⁶ Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: The Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 139.

société civile — écologie »¹. Pour s’y faire, le Groupe s’efforce de « faire coexister le conservatisme et l’anticommunisme avec une perspective d’émancipation sociale et un projet constructiviste »². La tâche n’est pas facile étant donné la composition hétérogène du groupe et les difficultés à mener à bien un « projet négocié qui mixe différentes idéologies »³. Le GDS souhaite représenter la « société civile » et organiser des « débats ouverts avec différentes catégories sociales : étudiants, ouvriers, intellectuels » afin de maintenir vivant le « pluralisme, le syndicalisme libre, le parlement, les partis politiques, les libertés civiques, les droits de l’Homme, la séparation des pouvoirs, la culture et ses valeurs, l’écologie, l’urbanisme, etc. »⁴. Cependant, ces promesses ne seront qu’en partie tenues. Si de fait, au début de l’année 1990, le GDS se transforme en un relais pour les organisations qui voient le jour comme les premiers syndicats libres et les associations issues de la « Révolution » de décembre 1989 dont il stimule la création, un dialogue « lucide et sincère » au-delà de la sphère intellectuelle et politique tarde à s’installer⁵. C’est également la conclusion de Mihai Dinu Gheorghiu qui dans plusieurs articles consacrés à l’association s’arrête sur son échec à établir le dialogue tant « avec la « gauche » néocommuniste et démocratique » qu’avec « les forces sociales hostiles à la réforme, les migrants de l’intérieur, victimes de la désindustrialisation massive » qui restent inaudibles politiquement⁶.

Association élitiste dont les critères de cooptation des membres sont l’excellence intellectuelle et la dissidence au régime communiste, le GDS cumule plusieurs ressources rares au début des années 1990 ce qui contribue à l’imposer comme un interlocuteur du pouvoir en place. Adversaire des premiers gouvernements dirigés par les acteurs politiques issus de l’ancienne nomenklatura, le GDS fonctionne comme un *think tank* pour la CDR au pouvoir à partir de 1996. Pour autant, le Groupe ne s’implique pas collectivement en politique et revendique fièrement son « apolitisme », étiquette prestigieuse surtout avant 1989 quand il signifie le discrédit du Parti unique et une mise à l’écart des engagements compromettants avec le pouvoir. Facteur constant de clivage à l’intérieur du groupe, surtout à sa création, la question de l’activisme politique se décline finalement selon Camelia Runceanu comme influence exercée sur la sphère partisane⁷. Les quelques tentatives individuelles de participation aux élections des membres de l’association échouent⁸. Aussi, si dans un premier temps le GDS fonctionne comme un réservoir de personnalités pour des postes politiques nominatifs et de conseil, dans un second temps les acteurs intéressés par une carrière politique s’en éloignent progressivement⁹. La

¹ « Déclaration constitutive du GROUPE POUR LE DIALOGUE SOCIAL », art. cité.

² Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: The Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 139.

³ *Ibid.*

⁴ « Déclaration constitutive du GROUPE POUR LE DIALOGUE SOCIAL », art. cité.

⁵ Camelia RUNCEANU, « “Grup de reflecție”, grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism », art. cité, p. 412.

⁶ Mihai Dinu GHEORGHIU, « Les « intellectuels libres » et les changements de codes idéologiques en Roumanie après 1989 », art. cité, p. 153.

⁷ Camelia RUNCEANU, « “Grup de reflecție”, grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism », art. cité, p. 410.

⁸ Radu Filipescu, le président du GDS fonde le Parti Républicain, qui n’a pas de succès aux élections. Plusieurs intellectuels du GDS (Gabriel Liiceanu, Alexandru Paleologu, Stelian Tănase, Radu Filipescu) participent sans succès aux élections législatives sur des listes indépendantes en 1990. Voir les listes (Chambre des députés/Sénat) dans 22, n° 16, 4 mai 1990.

⁹ Plusieurs intellectuels du GDS (Radu Filipescu, Doina Cornea, etc.) sont membres du premier Parlement provisoire, le Conseil du FSN. Andrei Pleșu devient ministre de la Culture (1989-1991), ministre des Affaires

participation de l'organisation à l'exercice du pouvoir varie selon les époques. Si la vocation initiale du Groupe est d'exercer une critique constante et informée des décisions politiques quel que soit le parti au gouvernement, après quelques années il abandonne cette mission et se retrouve dans le camp du pouvoir¹. Après 2000, le GDS s'institutionnalise et il connaît un déclin mobilisateur et un désengagement progressif. Le nombre de tables rondes et de débats diminue, les adhésions nouvelles se font plus rares et le Groupe est reconnu davantage dans la sphère publique comme une instance de consécration à défaut d'incarner une ONG active². Au milieu des années 2000, l'association retrouve son militantisme des débuts et connaît un nouveau revirement mobilisateur dans le contexte de l'ouverture de l'arène politique aux relectures du passé « récent » national. La publication du *Rapport final* de la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie en 2004, dont les conclusions sont officiellement acceptées par les autorités encourage le GDS à faire pression sur le président pour qu'un traitement semblable soit appliqué à la période communiste. La démarche réussit et a pour résultat la criminalisation symbolique de l'ancien régime avec les moyens et les conséquences exposés brièvement dans notre introduction générale.

Toutefois l'importance accordée par les membres du GDS plutôt au passé de la Roumanie qu'à son avenir représente pour certains analystes plutôt une faiblesse qu'un atout³. Malgré cela, l'association remplit de manière satisfaisante sa fonction de conversion des ressources des intellectuels en leur conférant une nouvelle identité collective après 1989.

2. Premiers désaccords : la rupture d'un consensus fragile

On n'aurait pas pu retrouver la trame des affrontements symboliques entre les adversaires qui se disputent le contrôle du nouveau régime sans un appel aux archives de la presse de l'époque qui conserve leurs prises de position. À cette fin, ont été dépouillés plusieurs journaux parmi les plus importants de la période : *Azi*, l'organe du FSN et *Dimineața*, proche du Front, qui tirent à 700 000 exemplaires en 1990, *România Muncitoare* le journal de la confédération syndicale CNSLR, à tirage plus modeste, *Dreptatea*, l'organe du PNȚCD et *l'Expres*, qui s'autodéclare « hebdomadaire indépendant » qui se vendent à 600 000 exemplaires. *România liberă*, le deuxième journal le plus important du régime avant 1989

Étrangères (1997-1999), conseiller présidentiel en affaires internationales (2004-2005), Mihai Șora devient ministre de l'Éducation Nationale (1990), Dan Petrescu, Directeur général au sein du ministère de la Culture, Sorin Antohi, secrétaire d'État au ministère de l'Éducation Nationale, Alexandru Paleologu, ambassadeur de la Roumanie en France (1990) et sénateur sur les listes du Parti de l'Alliance Civique (1992-1996) et du PNL (1996-2004).

¹ « Déclaration constitutive du GROUPE POUR LE DIALOGUE SOCIAL », art. cité.

² Mihai Dinu GHEORGHIU, « Les « intellectuels libres » et les changements de codes idéologiques en Roumanie après 1989 », art. cité, p. 153.

³ Mihai Dinu GHEORGHIU, « Le Groupe pour le Dialogue Social et les intellectuels roumains "libres" après 1989 », art. cité, p. 226 ; Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: the Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 146.

devenu anticommuniste après cette date sous l'effet de l'arrivée à la tête de la rédaction d'un ancien détenu politique, a un tirage de 1 500 000 exemplaires en 1990, le plus élevé de la période, tandis que la revue 22, tribune du GDS, se vend à 100 000-150 000 exemplaires¹.

La similitude des discours entre le FSN et l'opposition politique quant à la nécessité de la « démocratisation » politique de la Roumanie et à la « libéralisation » de l'économie impose la quête de nouveaux repères et le souci de distinction se propage à d'autres leviers passibles de lui servir de point de démarcation. Dans cette logique, recourir au passé biographique des acteurs et au rapport qu'ils entretiennent à ce passé constitue des armes de confrontation privilégiées². Formé en majorité d'anciens membres du PCR, le FSN semble vulnérable pour la pléthore d'opposants « anticommunistes » que le GDS se partage avec les partis « historiques » et avec d'autres formations du même type. Prédisposés à voir dans l'appartenance au Parti unique un facteur de continuité avec le régime de Ceaușescu, ces opposants contestent la légitimité des ex-membres en leur qualité de candidats à l'exercice du pouvoir. La proximité avec le groupe de la nomenklatura³, stigmatisée après les événements de décembre, sert d'argument à l'établissement d'une filiation disqualifiante qui relie directement le FSN au défunt PCR, et

¹ Cf. « Presa de barcadă a anilor '90 : săptămânalul *Expres* », TVR.RO, 21 novembre 2014, http://www.tvr.ro/presa-de-baricada-a-anilor-90-saptamanalul-expres_10176.html#view ; « Polarizare și tensiuni în presa din anii 1990 », Digi24, 21 janvier 2015, <https://www.digi24.ro/special/campanii-digi24/1990-anul-0/polarizare-si-tensiuni-in-presa-din-1990-353909> ; Alexandra BUZAȘ, « Focus : 20 de ani de ziare – între idealismul dat de libertate și afacere, în capitalism », MEDIAFAX, 23 décembre 2009, <https://www.mediafax.ro/cultura-media/focus-20-de-ani-de-ziare-intre-idealismul-dat-de-libertate-si-afacere-in-capitalism-5201723>.

² Sur l'importance prise par l'écriture biographique et autobiographique dans le positionnement politique au début des années 1990, voir Camelia RUNCEANU, « Le “procès du communisme” et les formes de la rhétorique de l’“anticommunisme” », art. cité, p. 119-125. Pour une analyse de l'écriture biographique chez les membres de l'ancienne nomenklatura après 1989, voir Adrian CIOFLÂNCĂ, « Căderea comunismului în interpretarea foștilor membri ai nomenclaturii », Communication soutenue au Colloque « Après 20 ans. Perspectives sur la chute du régime communiste en Roumanie : causes, déroulement, conséquences », Université « Alexandru Ioan Cuza », Iași, 12-13 novembre 2009.

³ Plus que « la liste nominative et confidentielle des postes d'encadrement établis par le Parti, pourvoyant, du haut vers le bas de la vie sociale et politique, les principales responsabilités politiques et économiques de l'État », la nomenklatura désigne « un groupe social dominant », dont les membres appartiennent en général, mais pas toujours au Parti communiste et sont dotés « d'un même système de valeurs, des comportements convergents ». Elle « regroupe effectivement l'essentiel des élites politiques et économiques », constituant « un groupe “en soi” et “pour soi” », Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, op. cit., p.143.

ignore les tentatives de disculpation lancées depuis la tribune du Front¹. Dans un article intitulé significativement « l'Assaut des ombres » paru dans la revue 22, la critique à l'adresse de l'immovibilité de l'ancien personnel politique ressort clairement :

« On vit dans la prolongation du régime Ceaușescu. Aucun événement ne nous a détaché du passé. Les méthodes utilisées en attestent »².

Des articles de la même veine reprennent une thématique semblable lorsque *Dreptatea*, l'organe du PNȚCD, traite le gouvernement de « régime communiste qu'on connaît bien et qu'on déteste »³. L'attribution de cette identité dépréciative refuse à l'adversaire toute aspiration au changement. Dans ces conditions, soulever le problème du rapport que les différents protagonistes entretiennent au passé communiste de la Roumanie conduit à se poser la question des héritiers légitimes de la « Révolution ». La mise en avant des passés dissidents, le jeu avec les « identités stratégiques »⁴ deviennent alors des procédés fréquemment utilisés pour faire valoir un profil de « révolutionnaire ». Aussi, 22 passe sans arrêt en revue des noms comme Mihnea Berindei, Radu Filipescu⁵, Doina Cornea⁶ ou Gabriel Andreescu⁷, *Dreptatea* ne cesse

¹ Dans un article d'*Azi* on pouvait lire : « Même s'ils ont fait partie de la nomenklatura, les leaders FSN se manifestent et se sentent séparés et distincts d'elle », *Azi*, 20 avril 1990.

² 22, n° 24, 29 juin-5 juillet 1990.

³ *Dreptatea*, n° 106, 13 juin 1990.

⁴ Annie Collovald définit « l'identité » comme étant « la marque symbolique par laquelle l'acteur politique se distingue de ses pairs », Annie COLLOVALD, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, juin 1988, p. 29.

⁵ Radu Filipescu (né en 1956) : ingénieur diplômé de l'Institut Polytechnique, il est arrêté et incarcéré par les autorités en 1983 pour avoir distribué des manifestes anticommunistes. Déclaré « prisonnier du mois » par Amnesty International en décembre 1984, il est libéré en 1986 suite à la mobilisation de plusieurs organisations étrangères, dont la Ligue pour la Défense des Droits de l'homme en Roumanie de Paris. Après 1989, il participe à la fondation du GDS, dont il devient le président.

⁶ Doina Cornea (1929-2018) : traductrice et assistante de français à l'Université Babeș-Bolyai de Cluj, la Securitate mène une enquête à son sujet pour avoir envoyé à l'étranger des textes de protestation contre le régime communiste rendus publics par la Radio Free Europe. En 1987, Cornea est emprisonnée pour s'être solidarisée avec les ouvriers de Brașov qui saccagent le Comité local du PCR le 15 novembre de la même année. Assignée à résidence jusqu'en 1989, elle devient en 1990 la présidente du Front antitotalitaire roumain dont elle jette les bases à Cluj. À la suite de sa participation à la Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest, Doina Cornea entre en grève de la faim.

⁷ Gabriel Andreescu (né en 1952) : diplômé en Physique, intellectuel dissident sous l'ancien régime, il entame une grève de la faim en 1989 pour protester contre la violation des droits de l'homme en Roumanie. Membre fondateur du GDS et de l'Alliance Civique, Andreescu se manifeste après 1989 comme militant et expert pour la défense des Droits de l'Homme en Roumanie. Sa trajectoire biographique est plus amplement présentée dans le chapitre 3.

de convier les biographies d'un Corneliu Coposu¹ ou d'un Ion Diaconescu², et même *Azi* ou *Dimineața*, revendiquent une forme à part de « dissidence » — celle exercée de l'intérieur — pour décrire l'activité d'Ion Iliescu au sein du PCR. Né en 1930 à Oltenița, non loin de Bucarest, Iliescu est le fils d'un ancien militant communiste « illégaliste »³ de l'entre-deux-guerres, aspirant aux fonctions de direction au sein du Parti communiste et mort en prison en 1945, où il est enfermé après son retour d'URSS en 1935-1936. Étudiant de l'Institut Polytechnique de Bucarest pendant un an, Iliescu poursuit sa scolarité à Moscou, à l'Institut Energétique avec le soutien d'Ana Pauker, une des figures dirigeantes du PCR, vice-premier ministre et ministre des Affaires Etrangères à compter de 1947⁴. Membre des Jeunesses communistes à partir de 1945 et du Parti Ouvrier Roumain (PMR) à dater de 1956, Ion Iliescu poursuit une carrière brillante au sein du PCR en tant que membre du CC (1965-1984) et ministre de la Jeunesse (1967-1971) avant de tomber en disgrâce dès 1971 pour « déviation intellectualiste », et être marginalisé par

¹ Corneliu Coposu (1914-1995) : juriste et homme politique, président des Jeunesses paysannes en 1935. Arrêté en 1947 par les autorités communistes, il est emprisonné et libéré en 1962. Une notice biographique plus développée se trouve dans le chapitre 2.

² Ion Diaconescu (1917-2011) : membre du Parti National Paysan entre 1936 à 1947, il est incarcéré en tant que prisonnier politique entre 1947 et 1964 et poursuivi par la Securitate après sa sortie de prison. Membre fondateur du PNȚCD en 1990, Diaconescu est élu député sur les listes de ce parti entre 1990 et 2000. De 1996 à 2000, sous la CDR, il exerce la fonction de président de la chambre basse de l'Assemblée nationale.

³ De la période de l'« illégalité », où le Parti communiste était interdit en Roumanie (1924-1944). Parce qu'ils ont couru des risques importants en exerçant une activité clandestine, les militants de cette période sont bien considérés après 1945 pour leur engagement évalué souvent comme relevant de la conviction sincère. Ils forment la soi-disant « noblesse du Parti » et dans leurs cas, l'ancienneté au sein de l'organisation fonctionne comme une marque distinctive en rapport avec les « opportunistes » qui ont rejoint le PCR par contrainte et/ou pour des profits immédiats après l'installation du régime communiste au pouvoir. Pour une histoire du Parti avant 1945, voir Cristina DIAC, *Zorii comunismului în România*, Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2014.

⁴ Ana Pauker (1893-1960) : née dans une famille juive pratiquante de Moldavie, elle a été l'une des plus importantes personnalités du communisme roumain. Institutrice de profession, elle s'est impliquée dans le mouvement socialiste avec son mari Marcel Pauker, originaire d'une famille d'importants journalistes et avocats de gauche. Arrêtés en 1922 dans un moment où le Parti communiste est interdit en Roumanie, les deux époux quittent le pays après avoir été mis en liberté. À Moscou Ana Pauker intègre l'École internationale Lénine en 1928 et s'implique dans le mouvement communiste international, notamment en France où elle est envoyée en tant qu'institutrice sous la direction d'Eugen Fried, par le Komintern. Au retour en Roumanie en 1935, elle est à nouveau arrêtée et condamnée à 10 ans de prison avant d'être échangée contre un patriote roumain arrêté par les Russes lors de l'occupation de la Bessarabie, en 1940. À Moscou elle devient le leader du groupe des communistes roumains qu'y sont exilés après la guerre d'Espagne et en 1945, à la fin des hostilités, Secrétaire du CC du PCR. Nommée ministre des Affaires Étrangères en 1947, elle fait l'objet d'un « culte de la personnalité » et devient célèbre sur le plan international, en 1948 faisant la couverture du magazine *Time*. En 1952, Ana Pauker est exclue du parti pour « cosmopolitisme » et marginalisée, devient traductrice aux Éditions Politiques. Elle décède à Bucarest, en 1960, CPADCR, *Raport final*, op. cit., p. 798-799.

Nicolae Ceaușescu. La « Révolution » finit par l'écartier de toutes les fonctions importantes du Parti, en tant que directeur des petites Éditions Techniques et sympathisant de Mikhaïl Gorbatchev¹.

Aussi, l'invocation de la « dissidence » d'Ion Iliescu montre que le FSN tente de s'adapter à la « démocratisation » du jeu politique qui passe au début des années 1990 par la critique du PCR, de l'appartenance de son leader aux cercles décisionnels du Parti et de sa proximité avec le clan Ceaușescu. La personnalisation de la vie politique par la focalisation sur les acteurs disposant à la fois d'un capital de notoriété et d'une trajectoire « utilisable » se fait au détriment de ceux moins connus, puisque dépourvus des capitaux politiques jugés « pertinents ». L'histoire de leurs engagements composites, souvent éloignés d'un profil d'opposant typique et recouvrant de motivations différentes, est la plupart du temps absente des récits sur la composition des groupes².

Cependant, accorder une moindre attention à certaines propriétés sociales permet de mieux en faire ressortir d'autres, qu'on estime plus porteuses dans la nouvelle conjoncture. Ainsi, il est évident que les controverses autour de la « Révolution » sont indissociables d'une réévaluation des ressources et des formes de compétence efficaces dans la configuration créée par l'effondrement du communisme³. Malgré la croissance de sa cote de popularité, la « dissidence » ne neutralise pas automatiquement le capital politique⁴ des « néocommunistes »

¹ Cf. notice biographique d'Ion Iliescu dans CPADCR, *Rapport final, op. cit.*, p. 795.

² C'est le cas de Rodica Palade, membre fondatrice du GDS. Documentaliste en 1990, rédactrice en chef de la revue 22 actuellement, elle affirme n'avoir eu aucun engagement politique avant 1989. Rentrée dans la rédaction de la revue par le biais d'un ami, elle décrit ses débuts au GDS de la manière suivante : « Stelian Tănase m'a appelé un jour et m'a dit "Début janvier on fait une revue, tu veux venir ?" et moi j'ai dit "oui", parce que de toute façon je voulais partir de cette bibliothèque où je me trouvais... », entretien avec Rodica Palade au siège du GDS, Bucarest, 19 août 2008.

³ « La compétence d'un agent consiste en son aptitude à mobiliser les savoirs et les savoir-faire requis pour exercer une activité de façon pertinente, autrement dit en sa capacité à maîtriser leurs usages. Les qualités valorisées en politique sont des propriétés sociales qui varient selon les régimes politiques et les configurations des rapports de force qui caractérisent chaque société. La compétence politique est également tributaire de croyances concernant la vie sociale en général, et le rôle des institutions politiques en particulier », Jacques LAGROYE, *Sociologie politique, op. cit.*, p. 135-136.

⁴ Dans les régimes soviétiques, « il existe un autre principe de différenciation, une autre espèce de capital, dont la distribution inégale est au principe des différences constatées, notamment dans les consommations et les styles de vie. Je pense en fait ici, à ce que l'on peut appeler *capital politique* et qui assure à ses détenteurs une forme d'appropriation privée de biens et de services publics », Pierre BOURDIEU, *Raisons pratiques, op. cit.*, p. 33.

même si, pour reprendre la formulation d'Eyal, Szelenyi et Townsley, l'« importance de celui-ci diminue »¹. En tant que « forme institutionnalisée de capital social »², ce type particulier de capital politique continue d'apporter des profits au Front à travers la mobilisation d'un réseau étendu de relations sociales héritées de l'ancien PCR ou nouées avec les fonctionnaires des institutions étatiques. Mobilisé à présent dans la lutte pour le pouvoir, il se trouve concurrencé par la « dissidence » des intellectuels qui sous la pression de l'échéance électorale basculent rapidement dans un processus de « radicalisation morale »³. Le dialogue engagé au début de l'année 1990 avec les réformateurs de l'ancien PCR ou avec les intellectuels marxistes⁴ est définitivement abandonné comme stratégie de sortie négociée du communisme et les quelques « transfuges » qui acceptent la collaboration avec le nouveau gouvernement, marginalisés⁵. Se rapprochant des partis « historiques », les clercs rentrent dans une phase d'opposition frontale⁶ et deviennent « révolutionnaires »⁷.

La distance à l'ancien régime est dès lors valorisée comme une vertu politique indispensable au gouvernement du pays, équivalente sinon supérieure à l'expérience accumulée par les ex-membres de la nomenklatura dans les structures du pouvoir.

Encore faible en rapport avec la maîtrise du flux d'informations et des savoir-faire requis dans une conjoncture de lutte politique déployée par les ex-communistes⁸, la portée de la

¹ Gil EYAL, Iván SZELENYI, Eleanor TOWNSLEY, *Capitalism fără capitaliști*, op. cit., p. 10.

² *Ibid.*

³ On emprunte ce terme à Jean-Louis Briquet qui a mis en évidence un phénomène similaire bien que dans un tout autre contexte politique, lors de la crise de 1992-1994 de la première République en Italie, Jean-Louis BRIQUET, « “Radicalisation morale” et crise de la première République italienne » dans Annie COLLOVALD, Brigitte GAÏTI, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, op. cit., p. 285-286 et p. 294-296.

⁴ Sur l'ouverture de la revue 22 aux communistes hétérodoxes à ses débuts, voir Camelia RUNCEANU, « Le “procès du communisme” et les formes de la rhétorique de l’“anticommunisme” », art. cité, p. 123.

⁵ On pense notamment au cas d'Andrei Pleșu et de Mihai Șora, membres du GDS, qui acceptent les postes de ministre de la Culture et de ministre de l'Éducation Nationale dans le premier gouvernement du FSN (1990). Fortement critiqués pour leur décision, ils finissent par s'éloigner du Groupe au cours des années suivantes.

⁶ Cette marginalisation des « réformateurs » ou des « modérés » rappelle encore une fois le cas des clubs politiques « informels » en URSS au début de 1990, où ce processus annonce l'entrée des « informels radicaux » dans une phase oppositionnelle par rapport au PCUS, Carole SIGMAN, « Les clubs politiques “informels”, acteurs du basculement de la *perestroïka* ? », art. cité, p. 623-626.

⁷ À cet égard, sur un terrain différent, voir Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997.

⁸ Chez James Coleman la notion de « capital social » désigne la capacité à tirer des bénéfices de l'exploitation d'un ensemble de relations sociales dans un contexte particulier, à un moment donné et par rapport à un intérêt spécifique

« dissidence » ne manque pourtant pas d'être reconnue par le FSN dont les membres font des efforts pour la rendre cohérente avec la biographie de son candidat à la présidentielle. Montrant aussi par-là qu'ils sont engagés dans un processus d'adaptation aux exigences d'un fonctionnement démocratique, les membres du Front se trouvent dans cette situation paradoxale où ils préparent leur succès à l'aide des ressources considérées désormais de sens contraires : d'une part la mobilisation des réseaux construits grâce à une intimité de longue date avec le régime communiste et d'autre part, d'un divorce non désiré — à la date où il se produit — avec l'ancien régime, qui dès lors devient exploitable. Cet ajustement de propriétés devenues exclusives les unes des autres, cette contorsion des trajectoires, ne sont pas sans rappeler l'usage de l'autobiographie comme méthode de contrôle de son corps sociopolitique par le PCR¹. En même temps, ces stratégies ont pour conséquence la dévaluation du capital politique des ex-communistes devant le capital moral des intellectuels, qui valorise l'émancipation par rapport à l'ancien pouvoir².

Pour devenir un symbole utile dans la course au pouvoir, l'« anticommunisme » nécessite encore au début des années 1990, un travail de revalorisation supplémentaire peu évident. Il ne triomphera que des années plus tard, après maintes batailles politiques et culturelles, lorsque la CDR remportera les élections de 1996. Mais, au début de la décennie 1990, la compétition politique n'exclut d'emblée encore personne et la renégociation des capitaux politiques se présente comme un enjeu prégnant à l'issue indécidable.

Il ne fait pas de doute qu'un autre moteur de cette confrontation demeure l'autonomisation de certaines sphères d'activité — comme le champ journalistique, l'espace intellectuel, le réseau syndical — en rapport avec l'ancien Parti-État. Envisagé comme une

recherché. Si la maîtrise des attentes et des obligations et du flux d'information de la structure sociale augmente la capacité des individus de tirer profit de leurs relations sociales en les transformant ainsi en capital social, alors on peut dire qu'Ion Iliescu et ses acolytes sont plutôt bien placés en 1990 en tant qu'occupants du pouvoir provisoire et participants à la « Révolution » pour tirer un profit électoral d'un capital social accumulé sous le communisme, James COLEMAN, « Social Capital in the Creation of Human Capital », *The American Journal of Sociology*, vol. 94, 1988, p. 98, p. 101-104, p. 119.

¹ Voir par exemple Ștefan BOSOMITU, « Retrospecții subiective și tehnici de (re)construcție identitară. Trecutul ilegaliștilor PCdR reflectat în “autobiografii de instituție” », *Studia Universitatis Petru Maior. Historia*, n° 1, 2016.

² Phénomène présent ailleurs en Europe de l'Est, Gil EYAL, Iván SZELENYI, Eleanor TOWNSLEY, *Capitalism fără capitaliști*, *op. cit.*, p. 10-11.

incarnation singulière du pouvoir politique, le PCR et tout ce qui lui incombe — personnel, idéologie, pratiques — deviendra après décembre 1989 la principale cible des acteurs qui sans en avoir fait partie, prétendent à l'exercice du pouvoir au même titre que ses « descendants ». Néanmoins, cherchant à briser le monopole de l'État sur la parole publique ainsi qu'à maximiser leur autonomie, ces différents acteurs tentent davantage un rééquilibrage des rapports de force entre champs de production symbolique, plutôt qu'une séparation vis-à-vis des logiques de fonctionnement propres au champ politique. Constitutive de leur entreprise, la confusion entre politique et parti unique les entraîne finalement dans une lutte dont l'enjeu sera la redistribution des rôles publics et non pas, comme on pourrait s'attendre, l'acquisition d'une relative marge de manœuvre par rapport à la sphère politique. Ainsi, un groupe comme le GDS ne milite pas pour l'affranchissement des producteurs artistiques des influences extraprofessionnelles, mais avant tout, pour qu'on leur reconnaisse le statut de critiques sociaux assumé à partir d'une position « apolitique »¹.

« L'intellectualité doit sortir de sa marginalisation politique pour s'impliquer activement dans la démocratisation et la résolution des problèmes liés à la réintégration de la Roumanie dans l'ordre naturel de la civilisation et de la culture du monde. (...) On a discuté la nécessité de penser politiquement en dehors de tout parti politique »².

Attachés aux valeurs morales comme « la liberté, l'honneur, la vérité, la beauté, l'amour, la solidarité, la charité »³ qu'ils placent sous la tutelle de la « Révolution », ces intellectuels s'inspirent des modèles étrangers, comme le KOR ou la Charte 77 sans analogue ni grand écho en Roumanie, pour alimenter une dissidence après-coup en l'absence d'une mobilisation intellectuelle collective avant décembre 1989. En l'occurrence, l'objectif de ce groupe semble bien être, à défaut de la possession des ressources appropriées à la compétition politique le rétablissement de l'autorité intellectuelle comme forme d'intervention publique⁴. En

¹ On peut rapprocher cette posture de celle de l'« intellectuel critique » universaliste qui intervient dans la sphère publique au nom de son capital symbolique, Gisèle SAPIRO, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, 2009, p. 15.

² 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.

³ « Déclaration constitutive du GROUPE POUR LE DIALOGUE SOCIAL », art. cité.

⁴ Magda Cârneci, poétesse et critique d'art, membre du GDS, témoigne : « Les rapports des intellectuels roumains à la politique sont caractérisés par un triple malaise : les uns hésitent à entrer dans le jeu politique, aujourd'hui très

transformant le passé dissident en critère d'accès au champ politique, idée commune aux partis « historiques » et aux associations civiques, le GDS se dissocie d'un FSN qui tient la « compétence », entendue comme savoir-faire technocratique, pour qualité requise pour une carrière politique¹. La valorisation du « travail bien fait » avant 1989 n'est pas propre aux membres de la nomenklatura roumaine, elle étant commune aux autres ex-communistes de la région, hongrois, polonais ou tchécoslovaques auxquels elle sert pour nouer des alliances politiques². Si les dirigeants du Front y attachent une telle importance, c'est parce qu'ils y trouvent la justification principale de leur continuité politique, puisque :

« La plupart de ceux ayant fait partie de l'ancienne nomenklatura ont été choisis sur des critères de compétence »³.

À la moralisation du passé s'oppose ainsi la « technicisation » de ce même passé, les deux tendances principales qui traversent cette polémique.

En tachant de rallier à leur cause un maximum de profanes, toutes les parties s'accordent sur un point essentiel : l'écroulement du régime Ceaușescu a été avant tout le fruit d'une révolte populaire. Si dans leurs déchiffrages du passé « récent », ni le FSN, ni le GDS, ni les partis « historiques » ne peuvent se permettre d'occulter le côté spontané et populaire de la « Révolution » étant donné le nombre de victimes et les coûts symboliques impliqués par une telle action, en échange ils peuvent tenter de proposer des scénarios diversifiés pour

confus, de crainte d'y laisser une part de leur prestige moral. Et puis il y a chez certains écrivains une tendance à préférer sa table de travail à la place publique. Il faut enfin avouer que nous ne sommes pas très à l'aise non plus lorsqu'il s'agit de penser le politique. L'appareil conceptuel nous manque, notre culture politique est déficiente. Nous sommes enclins à aborder les choses d'un point de vue plutôt éthique et culturel. Contrairement aux Polonais, aux Hongrois ou aux Tchèques, nous n'avons aucune tradition à l'essai politique, ni aucune expérience militante. Ils ont beaucoup à nous apprendre dans ces domaines, et nous faisons tout pour multiplier les rencontres. », Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Des intellectuels œuvrent pour le dialogue social », *Nouvelle Alternative*, n° 17, mars 1990.

¹ Cette promotion d'une compétence technique n'est d'ailleurs pas étonnante pour des leaders politiques recrutés dans l'appareil de parti à un moment où celui-ci s'ouvre aux cadres spécialisés et plus jeunes, à la fin des années 1960, Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op.cit.*, p. 118-119.

² Georges MINK, Jean-Charles SZUREK, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, *op. cit.*, p. 92.

³ *Azi*, 13 avril 1990.

décrédibiliser leurs adversaires¹. Ainsi, bien que la vision du FSN, telle qu'elle nous est livrée par *Azi* ou par les discours des leaders, reste fidèle à l'hypothèse de la « Révolution pure »², les autres parties engagées dans le conflit expriment des positions plus nuancées.

Bien qu'en décembre 1989 on assiste à une mobilisation spontanée des masses, affirme l'opposition, parallèlement à elle, un coup d'État a eu lieu. Préméditée par des acteurs de l'intérieur du pouvoir, qui se sont saisis de l'occasion pour asseoir leur domination, la récupération de la révolte populaire a profité finalement, nous dit-elle, aux anciennes élites à des fins de légitimation politique. Alors que les ex-communistes sont coupables d'avoir « confisqué la Révolution »³ pour conserver leurs positions au sein de l'administration, leur présence à la tête de l'État signe la permanence de l'ancien régime. Un tel scénario a la vertu de permettre à ses supporters, représentants des organisations non gouvernementales et des partis « historiques » ou journalistes « indépendants », un double coup : il ouvre la voie à une poignante critique des gouvernants sans pour autant nuire à l'héroïsme de la population.

Le FSN y répond en dénonçant les usages abusifs de la « Révolution », l'« imposture révolutionnaire »⁴, et en remettant en cause le désintéressement des « révolutionnaires de profession assoiffés de pouvoir »⁵. En outre, clame-il, ce qui donne un contenu à la « Révolution », ce sont les mesures concrètes prises par le Front : l'abolition de la censure, le rétablissement de la liberté d'expression et de réunion, l'organisation d'élections libres, l'encouragement de l'initiative privée. La relecture opérée par les publications acquises à la

¹ La chercheuse Ruxandra Cesereanu dresse une typologie des principaux scénarios de la « Révolution » qui circulent en Roumanie depuis 1989. Un premier scénario, nous dit-elle est celui de la « Révolution pure » où les événements de décembre 1989 sont dépeints comme le fruit d'une mobilisation spontanée des groupes sociaux révoltés. Un deuxième scénario intitulé la « Révolution hybride », soutient que décembre 1989 est le résultat d'un « mélange » entre une révolte populaire spontanée et un coup d'État prémédité. Enfin, le troisième scénario, décrit la « Révolution » comme l'œuvre d'une conspiration des membres de l'appareil et des services secrets des pays étrangers, Ruxandra CESEREANU, *Decembrie '89. Deconstrucția unei revoluții*, op. cit.

² Comme par exemple Ion Iliescu cf. Ruxandra CESEREANU, *Decembrie '89. Deconstrucția unei revoluții*, op. cit., p. 3-77.

³ Certains acteurs de l'opposition et anciens opposants du régime communiste comme Doina Cornea, Ana Blandiana et Mircea Dinescu avancent une telle hypothèse, Stoica STAN, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 27.

⁴ *Azi*, 14 avril 1990.

⁵ *Azi*, 13 avril 1990.

cause des partis « historiques » et des associations repose au contraire sur la croyance que ce qui donne réellement sens à la « Révolution » c'est un renouvellement des normes éthiques et des principes de sélection des élites qui passent d'une part par l'« abolition des critères politiques dans le jugement de la valeur »¹ et d'autre part par la relégation « des anciens privilégiés »².

Le rapport à la « Révolution » est en cela, non seulement un rapport au passé, mais tout autant un rapport à un avenir placé sous les auspices des idéaux de cette « Révolution ». Les luttes autour de sa signification contribuent à faire de cet événement l'*origine* d'un nouveau régime qui loin d'être une évidence en 1990 est en voie de fabrication collective par les acteurs qui négocient son contenu³.

B/ DE LA MANIFESTATION À LA « RÉVOLUTION » OU COMMENT DONNER DU SENS À UNE MOBILISATION POLITIQUE

1. Débuts d'une manifestation, Place de l'Université, Bucarest 1990

Réputée être la plus longue que l'histoire roumaine ait jamais connue, la manifestation de la Place de l'Université de Bucarest de 1990 s'étend sur cinquante-deux jours et une nuit. Ses débuts sont liés à un incident survenu le 22 avril lors d'une marche à la mémoire des victimes de la « Révolution » qui croise un meeting de soutien au Groupe démocratique du centre, cartel de dix partis politiques en campagne électorale. Rue Dorobanți, un pot de fleurs tombe du septième étage d'un immeuble et blesse grièvement un des participants à la manifestation. Considérant que l'accident a été « provoqué par quelqu'un d'opinion politique absolument

¹ 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.

² Le GID dans sa « Déclaration » parue dans 22, n° 3, février 1990.

³ L'attribution des origines *après-coup* au changement de régime, est une opération fréquente dans le travail de reconstitution et de fabrication de ceux-ci en tant que processus inéluctables. Sur la transformation du discours de Bayeux (1946) du Général de Gaulle en texte fondateur de la V^e République en 1958, voir Brigitte GAÏTI, *De Gaulle, prophète de la Cinquième République*, *op. cit.*, p. 26-29, p. 45 et p. 350.

criminelle »¹, une partie de ses collègues bloquent la circulation sur la Place et y passent la nuit. Ils sollicitent la condamnation des responsables des violences de décembre et l'abolition du décret 473 qui place la Télévision nationale sous le contrôle du gouvernement. L'intervention des forces de l'ordre tôt dans la matinée du 24 avril ne parvient pas à mettre fin à la manifestation. En revanche, elle suscite l'attention des journalistes qui poléminent autour des méthodes d'action utilisées. « Brutales » pour la presse proche des protestataires qui y voit une « répétition de l'histoire de décembre »², elles ont été « non-violentes »³ selon les journaux favorables au FSN. La « manifestation de papier » qui se développe dès lors dans la presse participe directement à l'existence de la mobilisation⁴. En quête de reconnaissance dans un espace en voie de professionnalisation, les journalistes entendent prouver leur sérieux en ralliant la « bonne » cause. L'importation dans leurs récits de partis-pris politiques non dissimulés, conduit à une polarisation du paysage médiatique qui se superpose à l'opposition manifestants-autorités. Aussi, lorsque *România liberă*, 22 et *Dreptatea* ouvrent leurs pages aux contestataires, *Azi*, *Dimineața* et *România muncitoare* reprennent et justifient les discours du FSN. Parmi toutes ces publications, seul *L'Expres* demeure relativement neutre et donne la parole aussi bien aux autorités qu'aux manifestants. Avec l'intérêt croissant que la presse lui accorde, la manifestation rentre dans une nouvelle phase. Ainsi le 25 avril, de nouveaux acteurs collectifs investissent la Place et s'impliquent activement dans l'organisation du mouvement. C'est le cas par exemple de l'Alliance du peuple, de l'association 16-21 Décembre, du GID, du Front Antitotalitaire roumain, ou encore de la Ligue des étudiants de l'Université de Bucarest. Le 26 avril le Balcon de la Faculté de géologie s'ouvre et la manifestation dispose désormais d'une tribune permanente. À part les figures charismatiques qui y apparaissent régulièrement, comme Marian Munteanu le leader de la Ligue des étudiants, certains dissidents ou intellectuels du GDS et plus

¹ Les acteurs de la mobilisation, cités par le journal *România Liberă*, Gheorghe DUMBRĂVEANU, *Piața Universității*, București, Coresi, 1990, p. 8.

² 22, n° 15, 27 avril–3 mai 1990.

³ *Azi*, 26 avril 1990.

⁴ « L'analyse des représentations et des croyances dans les mobilisations passe aussi par celle du principal forum où elles sont mises en scène : les médias. Ces derniers ne sont pas un simple support sur lequel se projettent les discours des groupes mobilisés, ils sont partie prenante des interactions du mouvement social », Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996, p. 102.

rarement des dirigeants des partis « historiques », on y entend tous ceux qui souhaitent s'exprimer.

Image n° 3 : Marian Munteanu lors d'un discours durant la Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest, avril-mai 1990¹



Cette démocratisation de l'accès à la parole, d'une nouveauté inouïe à l'époque, représente une des conditions de réussite d'un mouvement qui rassemble de plus en plus de monde, dont une large majorité de jeunes lycéens et étudiants. Moins nombreux, les fonctionnaires et les ouvriers, les petits commerçants et les professeurs de secondaire se côtoient sur la Place et y croisent une partie des anciens détenus politiques et parfois les provinciaux venus à Bucarest dans le but de prendre part de manière directe à la manifestation². Les « passants », y viennent

¹ Photo d'Emanuel Pârveu. Les droits sur l'image appartiennent au site web : <http://www.ziaristionline.ro/2015/03/26/25-de-ani-de-la-declansarea-fenomenului-piata-universitatii-inecat-in-sange-pe-13-15-iunie-1990/>

² Le numéro d'*Azi* du 26 avril 1990 parle de 3000 manifestants. Bien que les données dont on dispose s'avèrent par ailleurs insuffisantes, elles nous permettent de faire l'hypothèse de l'hétérogénéité de la composition socioprofessionnelle de la manifestation. Un sondage (à prendre avec beaucoup de précautions) réalisé à l'époque et publié dans *România Liberă* du 5 mai 1990 note que 40 % des participants se déclarent « intellectuels », 25 %

par curiosité, pour profiter de la « bonne ambiance » ou pour assister au spectacle entretenu par les artistes de musique folk ayant rejoint entre temps le mouvement et par les protestataires « permanents » qui chantent et inventent des slogans qui amusent.

« À l'époque, j'étais étudiant en maîtrise, je finissais la Faculté d'histoire, Université de Bucarest. Du point de vue géographique, je me trouvais tout près de la Place de l'Université, et j'ai encore un élément qui est atypique, en quelque sorte, vis-à-vis des autres étudiants de l'époque : à la différence de la plupart de mes collègues, moi je ne faisais pas de la politique d'opposition, mais j'étais dans la direction provisoire des jeunes FSN. (...) Je m'intéressais directement à ce qui se passait (sur la Place) parce que je me trouvais sur des positions opposées et en guerre avec mes collègues. (...) On y était arrivé à un *modus vivendi*. On ne circulait plus sur le boulevard, les voitures contournaient. Pendant la journée, surtout le matin, la Place était déserte, il y avait seulement quelques dizaines de personnes. Elle se remplissait vers l'après-midi lorsque les gens revenaient du boulot, et le soir. Le soir était le cœur de ce truc. Le balcon a été ouvert et les spectacles ont commencé... J'ai été moi-même deux fois le soir sur la Place ; c'était même entraînant, il y avait de la musique, il y avait aussi beaucoup de discours politiques, mais ce qui s'y passait satisfaisait ce besoin de parler de ce qui nous était arrivé, de ce que nous avions vécu, comme une tentative de conserver la mémoire, de ne pas la perdre, de se remémorer continuellement, presque obsessionnellement, ce que nous avons vécu »¹.

« ... Sur la Place de l'Université, il y avait des élites, certes, il y avait des ouvriers aussi, mais bien sûr, il s'agissait des représentants de ceux qui pensaient et qui ne s'étaient pas encore laissés marcher dessus par un régime comme le régime *ceausiste*, enfin... Donc, il y avait de tout... (...) c'était très agréable, un monde au sein duquel on aimait se mouvoir... c'était une élite »².

Un autre aspect sur lequel reviennent les témoignages et qui montre la multiplicité des facettes et des micro-actions que recouvre la mobilisation est sa dimension religieuse et commémorative. Pendant les journées de décembre, la Place de l'Université avait été le théâtre

« ouvriers » et 15 % « étudiants », cité par Alexandru GUSSI, « Construction et usages politiques d'un lieu de mémoire. La Place de l'Université de Bucarest », *Romanian Political Science Review*, vol. II, n° 4, 2002, p. 1066.

¹ Entretien avec L.M., chercheur à l'Institut d'études politiques de défense et histoire militaire du ministère de la Défense, Bucarest, août 2008.

² Entretien avec Rodica Palade, Bucarest, 19 août 2008.

d'événements tragiques, plusieurs centaines de victimes y ayant trouvé la mort sous les balles de « terroristes », pour reprendre la qualification officielle des tireurs non identifiés. Pendant les quatre mois après la fin des incidents, une croix votive et un autel sont dressés sur la place, les centaines de bougies allumées quotidiennement en hommage à ces martyrs de la « Révolution ». Comme les autres dimensions, celle-ci contribue à la longévité de la démonstration et offre un support à des motivations autres que politiques.

« Lorsqu'on est sorti du théâtre, on est resté un peu Place de l'Université pour suivre la manifestation. Un prêtre parlait contre le Patriarce, contre le communisme, d'une manière très belle et même émouvante. D'ailleurs la manifestation était très importante et à cette heure-ci, des colonnes de gens s'écoulaient des petites ruelles vers la Place. Beaucoup de monde, beaucoup de curieux, de participants, des enfants, des gens âgés, des jeunes, beaucoup de jeunes. À un moment donné le prêtre a voulu dire une prière pour les morts, belle et différente de celles qu'on avait entendues avant. Au moment où il a commencé, tout le monde, comme sous une commande, s'est agenouillé »¹.

Devenue un véritable « lieu de mémoire »², la Place représente quatre mois après le changement du régime la preuve indéfectible de la victoire contre la dictature communiste. Le choix du site est en lui-même un coup tactique qui oriente très tôt les échanges vers ce qui constituera l'un de leurs principaux leviers — la revendication de l'héritage de la « Révolution » et du droit de dire son sens légitime. L'apport symbolique de cet ancrage géographique s'impose très vite aux porte-parole de la manifestation qui ne tardent pas à le convertir en ressource de légitimation pour la mobilisation qui débute. Néanmoins, la transformation du site en facteur tutélaire du mouvement ne va pas de soi et passe par un travail de signification qui emprunte pour se dire la voie de la construction d'une descendance avec les participants à la « Révolution » de décembre. À ce sujet, la presse qui se range du côté des manifestants confère à « la résistance (de la Place de l'Université, N. D. L. R.) une dimension historique » confirmée par la « présence des jeunes ayant participé à la Révolution », ces « jeunes prêts à se sacrifier

¹ Témoin non identifié, cf. Irina NICOLAU, *Piața Universității*, București, Nemira, 1997, p. 52.

² C'est-à-dire « une unité significative dont la volonté des hommes où le travail du temps a fait un élément symbolique du patrimoine mémoriel d'une quelconque communauté », Pierre NORA, *Les lieux de mémoire, III : Les Frances 1. Conflits et partages*, Paris, Gallimard, 1992, p. 20.

pour une idée (...) et qui n'ont pas peur de mourir »¹. La nécessité de continuer la lutte contre le communisme est légitimée par la réaffirmation de la filiation entre le FSN et le PCR, dont témoignerait tant la forte continuité au niveau du personnel politique, que la permanence du recours à des méthodes d'action violentes, typiques d'un « régime totalitaire »².

Image n° 4 : Place de l'Université, Bucarest, avril-mai 1990³



Les revendications gravitent alors autour d'une demande d'épuration de l'ancienne administration qui, dans sa forme la plus radicale, reprend le paragraphe huit de la Proclamation adoptée le 11 mars à Timișoara, considérée comme l'acte fondateur de la « Révolution ». Gravé en majuscules sur une énorme pancarte qui couvre un des murs de l'Université, il exige « l'interdiction pour les anciens membres du parti et pour les officiers de la Securitate de se porter candidats aux trois prochaines échéances électorales »⁴.

¹ Respectivement 22, n° 20, 1-7 juin 1990 et *Dreptatea*, 23 juin 1990.

² Le numéro de *România Liberă* du 14 juin 1990 titre « Les autorités préfèrent la violence », celui de *Dreptatea* du 20 juin 1990 s'insurge contre « les pratiques totalitaires ».

³ Photo d'Emanuel Pârnu. Les droits sur l'image appartiennent au site web suivant : <https://www.iqool.ro/cine-uita-nu-merita-piata-universitatii-1990/>

⁴ La Proclamation de Timișoara est consultable en Annexe 1.

**Image n° 5 : La Faculté de Géologie, Place de l'Université, Bucarest 1990.
À droite, sur l'affiche en bas, est inscrit le Point 8 de la Proclamation de Timișoara¹**



Mais, quand bien même la principale cible des attaques est le FSN, que l'on veut empêcher de se présenter aux élections de mai, les porte-paroles de la Place insistent paradoxalement sur l'« apolitisme » du mouvement. Et les tentatives du pouvoir de les faire passer pour « acquis à la cause des partis « historiques »² s'avèrent inopportunes au regard du fait que la promotion des autres formations politiques, y compris des partis « historiques », ne figure à aucun moment parmi leurs revendications. Ce qui leur importe par contre, c'est la prise du pouvoir par une force nouvelle, sans lien ni affinité avec la nomenklatura, peu importe le bénéficiaire. Les autres requêtes s'attaquent à la clarification des circonstances qui ont mené aux violences de décembre, à la nécessité de repousser la date des élections de quelques mois afin de donner le temps aux nouvelles formations politiques de se constituer un bassin électoral, à la démission du ministre de l'Intérieur, le général Mihai Chițac, impliqué dans la mutinerie de Timișoara, à la possibilité de créer une chaîne de télévision privée, au service des manifestants. Acclamées par la foule, ces demandes font l'objet de réappropriations diversifiées, repérables dans les textes des graffitis et des slogans — « À bas le communisme », « À bas Iliescu », « Décret-loi : le Front sera élu », « Ceaușescu sois pas triste, Iliescu est communiste »,

¹ Photo d'Emanuel Pârveu. Les droits sur l'image appartiennent au site web suivant : <http://roncea.ro/wp-content/uploads/2012/04/Piata-Universitatii-1990-Roncea-Aritectura.jpg>.

² « La Proclamation de Timisoara est l'émanation des partis et non pas de la Révolution », *Azi*, 26 avril 1990.

« Dommage, dommage pour le sang versé », « Liberté on t'aime, soit on vainc soit on meurt », « On est des golans [voyous] depuis 45 ans », « 16-22, qui a tiré sur nous ? », et sur les pancartes « L'association des futurs prisonniers politiques », « Qui sont les vrais auteurs du génocide¹, les terroristes ou le gouvernement ? », « La fleur de notre Sécurité — la rose »², « Ouvriers et intellectuels soutenez la Proclamation de Timișoara », qui couvrent la Place³.

En guise de réponse, plutôt que de disperser les protestataires, le FSN organise de puissantes contre-manifestations, pendant que la presse profrontiste lance des attaques de plus en plus virulentes contre les manifestants⁴. Le 24 avril, dans une réunion du Parlement provisoire, Ion Iliescu les traite de « voyous » [golani]. Le terme est repris et transformé en symbole distinctif de la manifestation⁵. Ainsi, la « Place de l'Université » s'autoproclame *Golănia* et ceux qui l'habitent des *golani*⁶. La réappropriation de l'injure a des vertus fédératrices au sein d'un mouvement qui n'avait pas encore trouvé les mots pour se dire. L'attitude frondeuse des contestataires équivaut à un retournement du stigmate qui leur permet en même temps de déjouer la stratégie de disqualification du gouvernement.

¹ Le mot a été utilisé pour la première fois lors du procès des époux Ceaușescu, le 25 décembre 1989, en référence à la répression de la révolte populaire des 16-22 décembre 1989 de Timișoara et de Bucarest.

² Jeu de mots. En roumain « securitate », signifie « sécurité », mais aussi le nom de la police politique communiste. La rose est le symbole du FSN.

³ Irina NICOLAU, *Piața Universității*, *op. cit.*, p. 39-40 et p. 60.

⁴ Celle du 27 avril rassemble près de 20 000 personnes.

⁵ Sous cet angle, « l'écart à la norme se veut maximum, la seule légitimité que revendiquent les manifestants étant leur illégitimité même, brandie, revendiquée, sinon totalement assumée », Michel OFFERLÉ, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, juillet-août 1984, n° 4, p. 693.

⁶ Sur les affiches on peut lire « Voyous de tous les pays unissez-vous ! », « On n'est pas des partis, on est des voyous ! ». Les manifestants se fabriquent des écussons avec des inscriptions : « bon golan », « golan diplômé », « mini-golan », « golan ouvrier », « golan allergique au rouge », etc. La presse dans son ensemble reprend le terme et assure une visibilité inespérée à la maladresse d'Iliescu. La revue 22 joue la carte de l'ennoblissement en associant l'injure à une série de personnalités de la culture universelle : « Dante, Eckhart, Saint Jean, Cervantes, Soljenitîn, Jésus, Bouddha, Fontane, ont été tous à leur tour des voyous », 22, n° 18, 17-24 mai 1990.

Image n° 6 : Place de l'Université, Bucarest, avril-mai 1990¹



Début mai, une partie des manifestants amène des tentes et s'installe de manière permanente sur la Place. La routinisation du mouvement s'accompagne d'une territorialisation des participants selon leur degré d'implication : les protagonistes du rituel se situent au milieu et près du balcon, les intellectuels près de la Faculté d'architecture, les travailleurs et les fonctionnaires dans la zone des tentes, tandis que les participants passagers et les gitans restent à l'écart, aux alentours de la Place². Relayée par la presse étrangère qui en parle de manière favorable, affirmée par l'adhésion des intellectuels et des artistes nationaux, la manifestation se radicalise à mesure que les élections se rapprochent³. Vers le 30 avril la Place est déclarée « zone libre de néocomunisme » et une borne kilométrique l'indique comme « le kilomètre zéro de la démocratie ».

¹ Photo de Pascal Ilie Virgil. Les droits sur l'image appartiennent au site web : <http://www.ziaristionline.ro/wp-content/uploads/2015/03/Piata-Universitatii-1990-Zona-Libera-de-Neocomunism-a-Romaniei-Foto-Pascal-Ilie-Virgil.jpg>.

² Irina NICOLAU, « 52 jours là-bas », dans Alexandru DUȚU, Nicolas DODILLE (codir.), *Culture et politique*, Paris, Harmattan, 1995, p. 54-55.

³ Dont l'adhésion d'Eugène Ionesco, qui depuis Paris, se déclare « académicien voyou ».

Image n° 7 : Place de l'Université, Bucarest, avril-mai 1990¹



À la même période, une cinquantaine de personnes se déclarent en « grève de la faim » et sollicitent un dialogue avec les autorités ainsi que l'autorisation d'une chaîne de télévision privée. Ajournée à plusieurs reprises, la rencontre a finalement lieu, mais le dialogue échoue.

2. Qualifier l'événement : la Manifestation de la Place de l'Université, une seconde « Révolution » ?

La manifestation de la Place de l'Université offre un nouveau terrain d'expression des rivalités. Si le vocabulaire de ces divergences se confond très vite avec celui de la « Révolution » c'est parce que par son ambiguïté et par ses résultats incertains, elle représente un schéma souple qui circule facilement parmi les protagonistes de la Place et fait l'objet de réappropriations multiples. Des revendications hétérogènes, traduisant des intérêts spécifiques, sont ainsi ajustées

¹ Photo d'Emanuel Pârveu. Les droits sur l'image appartiennent au site web suivant : <http://iqool.ro/wp-content/uploads/2014/06/Kilometrul-Zero-al-Democratiei-Piata-Universitatii-1990-Foto-Emanuel-Parvu.jpg>.

à la critique de l'ancien régime et inscrites l'une après l'autre sur l'agenda commun des idéaux de l'année 1989¹. Aux aspirations des groupes éloignés socialement et professionnellement, les fluctuations de la conjoncture historique viennent s'ajouter pour enrichir la « Révolution » de significations nouvelles, parfois improbables. Avec l'approche de l'échéance électorale, un glissement s'opère au niveau du sens de décembre 1989 et de ses cibles. De moment de la lutte « anticommuniste », la « Révolution » sert à partir du mois de mai, à disqualifier les bénéficiaires politiques les plus visibles du changement de régime. « FSN=PCR » crient les manifestants, pendant que les journaux proches du mouvement titrent :

« Le PCR s'est métamorphosé en FSN »².

Pour parer à l'amalgame que leurs opposants font entre le PCR et le Front, on insiste à l'intérieur de ce dernier camp sur la « rupture » que cette formation accomplit avec la période qui précède la « Révolution », souligné déjà par *Azi* avant que la manifestation n'éclate³. La volonté de changement radical exhibée ici s'appuie sur la conception d'un temps condensé, d'un devenir divisé en intervalles éclairs, de *courte durée*, mais capable de produire des renversements profonds qui modifient définitivement le cours de l'histoire. Dans cette perspective, on avance :

« La Révolution est un processus historique unique dans la vie d'une nation »⁴.

L'affirmation cherche manifestement à désavouer ceux qui prétendent que sur la Place de l'Université se déroule une « seconde Révolution » et qui voient dans la mobilisation une occasion de réitérer décembre 1989 afin de le récupérer à leur propre compte⁵. Le FSN réfute cette possibilité, considérant que « les jeunes présents sur la Place ne sont pas les mêmes avec ceux ayant pris part à la Révolution »⁶, les ouvriers étant de plus complètement absents. Adeptes

¹ Boris GOBILLE, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », art. cité, p. 327.

² 22, n° 18, 17 mai 1990.

³ Le programme du FSN se propose ainsi de réaliser la « rupture définitive, complète et irrévocable avec le communisme et l'idéologie communiste » *Azi*, n° 1, 1^{er} avril 1990.

⁴ *Dimineața*, 15 juin 1990.

⁵ En affirmant par exemple que « la Proclamation de Timișoara a transformé l'insurrection des 16-21 décembre en une Révolution », 22, n° 18, 17 mai 1990.

⁶ *Azi*, 10 mai 1990.

d'une vision de l'histoire qui confine la révolte populaire de décembre aux quelques journées qui ont fait basculer le régime Ceaușescu, le Front décrète que « les grands processus révolutionnaires sont irréversibles »¹. Loin de nourrir une lecture passagère ou opportuniste des bouleversements en cours, ce type de rapport au temps aura des effets conséquents par la suite sur le traitement que le gouvernement frontiste réservera au passé communiste. L'annulation du décret mettant hors-la-loi le Parti communiste dans les premiers mois de 1990, l'amnistie jusqu'en 1996 de tous les membres suppléants du Comité politique exécutif du PCR condamnés pour leur participation à la répression de 1989, les protestations exprimées par Ion Iliescu après 1996 contre les peines infligées aux généraux de la Securitate, Victor Athanasie Stănculescu et Mihai Chițac, impliqués dans la mutinerie de 1989, l'opposition à l'ouverture des archives de l'ancien régime, l'absence de réparations aux victimes du régime communiste, etc., sont autant d'arguments invoqués par les adversaires du FSN pour critiquer la gestion du passé « récent » après les élections².

Inversement, les prises de position des manifestants sont structurées à leur tour par un régime de temporalité, qui contrairement au précédent, tient pour insignifiante la portée de la « rupture » dans l'économie de l'année 1989. Ce qui y prédomine c'est l'importance accordée aux continuités dans l'intelligibilité de la période³. Dans cette vision de l'histoire, présent et passé communiste se ressemblent au point que la « fracture » mise en exergue par les porte-parole du FSN nécessite une réaffirmation, un approfondissement. S'adressant aux protestataires depuis le balcon de l'Université, Stelian Tănase⁴, rédacteur en chef de la revue 22, parle de « contre-révolution » pour caractériser la période 16-22 décembre et critique ainsi

¹ *Dimineața*, 15 juin 1990.

² Alexandru GUSSI, *Usages du passé et démocratisation : Le rapport des partis politiques roumains au passé communiste*, op. cit., p. 70-211.

³ « L'appareil de l'ancien PCR occupe toujours les positions clés », 22, n° 15, 27 avril 1990.

⁴ Stelian Tănase, (né en 1952) : sociologue de formation diplômé de l'Université Bucarest en 1977, écrivain par vocation, dissident du régime communiste avant 1989, il participe aux événements qui conduisent au renversement de Nicolae Ceaușescu en décembre 1989. Membre fondateur du GDS et de l'AC, professeur à la Faculté de sciences politiques de l'Université Bucarest, il participe activement durant les années 1990 à l'institutionnalisation de la science politique en Roumanie en tant que discipline de l'enseignement supérieur. Il se manifeste après 1989 comme un des intellectuels « médiatiques » les plus connus en Roumanie, grâce notamment aux émissions réalisées à la télévision.

l'inamovibilité du personnel politique communiste¹. Contrairement aux autorités, les intellectuels du GDS perçoivent plus généralement la « Révolution » comme *un processus de longue durée* qui n'a fait que commencer avec « la fuite et l'exécution du couple présidentiel. La lutte pour la liberté est une lutte de tous les jours »². Les slogans scandés sur la Place, prolongent cette réflexion : « Place de l'Université, on continue la Révolution ». *Azi* rétorque :

« La Place de l'Université est devenue une anarchie postrévolutionnaire »³.

Quelques jours avant les élections, les lectures se politisent et les discours se radicalisent. Par la voix de ses organes de presse, parmi lesquels la Télévision nationale, le gouvernement présente les manifestants comme des « mercenaires » des partis « historiques », qui les payent pour défendre « une démocratie de type exclusiviste »⁴. « Promoteurs néo-légionnaires d'une nouvelle dictature et des manifestations violentes d'extrême droite »⁵, les personnes réunies sur la Place, ignorent « le principe fondamental de vie sociopolitique promu par la Révolution : celui de la compétence et du professionnalisme »⁶, qui fait, selon ses membres, le propre du Front. Le désaccord sur ce point semble évident, lorsque les leaders du mouvement avancent :

« L'erreur fondamentale de cette Révolution à caractère anticommuniste est de ne pas avoir promu un leadership sur mesure. Il faut écarter la nomenklatura »⁷.

Trois jours seulement avant les élections, les options se durcissent et la tension monte :

« Il ne faut pas que l'on trahisse les idéaux de la Révolution ; la Roumanie doit choisir entre un régime dont la stabilité est garantie par ceux qui continuent de croire dans le modèle communiste (...) et ceux qui œuvrent pour une Roumanie moderne, pluraliste et démocratique »⁸.

La Place chante : « la dernière solution, une seconde Révolution ».

¹ Cité par *Azi*, 25 avril 1990.

² 22, n° 1, 20-27 janvier 1990.

³ *Azi*, 3 mai 1990.

⁴ *Azi*, 17 mai 1990.

⁵ *Azi*, 4 mai 1990.

⁶ *Azi*, 8 mai 1990.

⁷ 22, n° 15, 27 avril 1990.

⁸ 22, n° 18, 17 mai 1990.

Les résultats des élections freinent cette émulation interprétative au profit d'une analyse désenchantée pour les opposants du pouvoir en place, sur la victoire du FSN (élu avec 66 % des suffrages au Parlement) et de son candidat (80 % des voix exprimées pour Ion Iliescu). Les partis « historiques » enregistrent des scores modestes (une quinzaine de sièges à l'Assemblée), tout comme les deux listes d'indépendants, présentées par une partie des membres du GDS¹. Sur la Place, on s'interroge désormais sur l'opportunité de poursuivre la manifestation étant donné son faible impact sur l'issue du vote. Regardée comme une forme de légitimation supérieure aux autres, l'échéance électorale s'impose comme une « saillance situationnelle »². Elle représente le pivot de la solution institutionnelle synonyme du retour à la normale. Le triomphe du FSN, confirmé par les observateurs étrangers qui déclarent ses scores fiables, est interprété comme une défaite par les organisateurs de la manifestation qui décident le 24 mai de se retirer de la Place :

« La manifestation a rempli sa mission principale même si elle n'a pas atteint tous ses objectifs. Elle a réussi à prouver l'adhésion d'une partie importante de notre société aux principes formulés par la Proclamation de Timișoara. On considère que par rapport aux conditions créées le 20 mai, la continuation de la manifestation serait inadéquate, et qu'en ce moment, ces modalités de protestation doivent faire place à d'autres formes d'opposition sans laquelle une société démocratique ne peut pas exister »³.

Cette initiative ne convainc pourtant pas l'ensemble des manifestants et 250 personnes, parmi lesquels les grévistes de la faim, décident de rester sur place. Le refus de la défection entraîne la réplique des autorités qui, fortes de leur nouvelle légitimité, ordonnent le « nettoyage » de la Place. Une première intervention des forces de l'ordre a lieu le matin du 13 juin et se solde par des affrontements violents au cours desquels plusieurs incendies éclatent aux sièges du ministère de l'Intérieur et de celui de la police générale de la capitale. L'incapacité des policiers d'empêcher ces « désordres », traités par le nouveau président de « coup d'État légionnaire », sert d'argument pour justifier l'appel lancé par le gouvernement aux mineurs,

¹ Les résultats des élections du 20 mai 1990 peuvent être consultés en Annexes 1.

² Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op.cit., p.198.

³ 22, 1^{er} juin 1990.

priés de se déplacer à Bucarest pour porter secours à « notre jeune démocratie ». Le 14 juin quelques 4000 travailleurs du sous-sol déferlent dans les rues de la capitale et frappent sauvagement tous ceux supposés avoir pris part au mouvement. Sous le commandement des officiers en civil, ils saccagent les sièges des journaux « indépendants » et des partis « historiques » et font plusieurs dizaines de morts¹. Brutale, leur intervention clôt définitivement la manifestation et déplace les controverses de la question de la « Révolution » à celle de la violence qui caractérise la nouvelle conjoncture politique.

Section 2 : L'ALLIANCE CIVIQUE : PRENDRE LE POUVOIR, QUITTER LA POLITIQUE (1991-2000)

La défaite de la Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest après les élections du 20 mai 1990 ne met fin que brièvement à l'offensive des intellectuels contre le FSN « néocommuniste ». Dès l'été 1990, une « Marche blanche » est organisée à Bucarest le 13 juillet en hommage aux victimes de la *minériade* de juin. Dédiée à la non-violence, elle réunit à peu près 200 000 participants². Une cause plus précise anime pourtant les organisateurs de la Ligue des étudiants : la demande de libération de Marian Munteanu, figure centrale de la Manifestation de la Place de l'Université, incarcéré après avoir été gravement battu par les mineurs en juin 1990³. La requête reçoit une réponse favorable près d'un mois plus tard : le 2 août 1990, Munteanu est libéré.

¹ Si la version officielle s'arrête sur un nombre de 6 morts, selon d'autres sources dont l'Association des victimes des *minériades* de 1990-1991 de Roumanie, il s'agit de plus d'une centaine de victimes (Alin RUS, *Mineriadele. Între manipulare politică și solidaritate muncitorească*, op. cit., p. 163-164). Le Parquet de la Haute Cour de Cassation et de Justice, annonce en 2016 dans le dossier de la *minériade* de 13-15 juin 1990 un nombre de 4 morts et 3 blessés fusillés et 1269 personnes blessées, *Evenimentul zilei*, 24 décembre 2016.

² Chiffre rapporté par la revue 22 (Sorin DUMITRESCU, « Balconul luminat », 22, n° 27, 22 juillet 1990) et par la Ligue des étudiants sur son site web, <http://www.ligastudentilor.ro/repere.htm>.

³ Plusieurs demandes de libération adressées aux autorités roumaines sont publiées par les intellectuels du GDS et du Front Antitotalitaire Roumain dans la revue 22 : « Protestul Grupului pentru Dialog Social », 22, n° 27, 22 juillet 1990 et Doina CORNEA, « Scrisoare deschisă Domnului Ion Iliescu și Domnului Petre Roman », 22, n° 28, 27 juillet 1990.

L'échec de la mobilisation de la Place de l'Université et le succès rencontré par la « Marche en blanc » ranime les discussions parmi les adversaires du FSN autour de la recherche d'une formule d'opposition au pouvoir plus durable¹. La solution émerge le 6 novembre 1990 avec l'Alliance Civique (AC), association créée sous le signe de la solidarité, sa devise étant : « Seulement ensemble nous pouvons réussir ! ». Fondée majoritairement par des intellectuels, cette association intéresse ce travail en tant que véhicule de conversion professionnelle pour des acteurs qui investissent désormais l'arène politique et l'espace émergent des mouvements sociaux². Par conséquent, une première partie de cette section revient sur la constitution de l'organisation, ses ressources et sa composition. Elle restitue la participation de l'AC à la campagne électorale de 1996 et sa contribution spécifique à la victoire de la CDR. Une deuxième partie se construit comme une réflexion autour de la crise dans la coalition de gouvernement et le déclin de l'Alliance Civique à partir des années 2000.

A/ Préparer la victoire : apprentissage politique et campagne électorale (1990-1996)

Dès sa création en novembre 1990, l'Alliance Civique se présente comme une association qui soutient le « processus de développement d'une société civile »³ forte en Roumanie, garant de son engagement sur la voie de la « démocratisation » et de l'« État de

¹ À l'automne 1990, à l'occasion de la Conférence internationale sur la Démocratie et les Droits de l'Homme qui se tient à Timișoara entre le 26-28 octobre, est lancée après une journée de débats, la première filiale de la future Alliance Civique. Ainsi, comme l'observe Gabriel Andreescu, un de ses vice-présidents, « Timișoara était encore une fois, la ville pilote », Gabriel ANDREESCU, « 20 de ani de când a luat ființă Alianța Civică », 22 *PLUS*, n° 311, 7 décembre 2010.

² Défini par Lilian Mathieu comme « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance », Lilian MATHIEU, « Espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007, p. 133.

³ Voir « Declarația de principii » [Déclaration de principes] de l'AC, le 6 novembre 1990, Bucarest, publiée initialement sur le site web de l'association (www.aliantacivica.ro) [consulté le 15 juin 2007], qui ne fonctionne plus, ce document se trouve à présent sur le site web d'Ana Blandiana, l'ancienne présidente de l'association : http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/declaratia_de_principii_alianta_civica_ana_blandiana.htm.

droit »¹. « A-partisane », mais non « apolitique » comme elle le souligne à plusieurs reprises, l'AC a beaucoup tergiversé sur sa véritable vocation politique ou civique². Malgré tout, à la différence du GDS, qui insiste sur sa dimension « apolitique » et se veut un « groupe de réflexion », l'AC exprime clairement son ambition d'intervenir dans l'arène du pouvoir. En conséquence, durant la première moitié des années 1990, l'AC se comporte comme une des plus actives associations militantes au sein de la CDR, formation à la constitution de laquelle elle participe en novembre 1991 dans la perspective des élections législatives et présidentielles de 1992 et de 1996. Son discours entretient fortement l'hypothèse de la continuité entre l'équipe au pouvoir et le PCR, notamment après la *minériade* de juin 1990 dont les victimes sont comptées avec celles des événements de 16-24 décembre par certains de ses collaborateurs intimes, parmi les morts de la répression communiste³.

1. Le programme de l'Alliance Civique : de la politique déguisée en morale

La « Déclaration de principes »⁴ publiée le 7 novembre 1990 dans le journal *România liberă* annonce la création de l'AC dans des termes « quasi apocalyptiques »⁵ : elle serait une réponse à la « nécessité » pour les acteurs « responsables » de s'impliquer dans la sauvegarde de la Roumanie « prise dans un engrenage pouvant conduire à une catastrophe »⁶. Défendant la « démocratie », la « civilisation européenne » et les « libertés citoyennes » sans lesquelles le « redressement de la nation » resterait lettre morte, la « Déclaration » de l'AC ne se résume pas à des valeurs symboliques (« vérité », « tolérance », « moralité », « foi chrétienne »)⁷. Elle

¹ Art. 10, alinéas a, b, c, « Statuts » de l'AC, *Agenda Alianței Civice*, n° 2, 15 janvier 1993, p. 11.

² Selon la rubrique « Atitudini » [Prises de position] / 20 novembre 1990 créée sur le site de l'AC, qui présente la chronologie des événements traversés par l'Alliance entre 1990 et 2000, <https://www.aliantacivica.ro>.

³ Florin MĂTRESCU, *Holocaustul roșu sau crimele în cifre ale comunismului internațional*, București, Făt-Frumos, 1998.

⁴ Les documents officiels de l'AC (Déclaration de principes, Charte de l'Alliance Civique, etc.), peuvent être consultés en Annexe 1.

⁵ Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: The Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 138.

⁶ « Declarația de principii », http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianța_civica/declarația_de_principii_alianța_civica_ana_blandiana.htm.

⁷ *Ibid.*

avance toute une série de mesures politiques qui seront reprises et développées dans une Charte de l'association publiée le 14 décembre 1990.

Ainsi, les solutions imaginées pour sortir la Roumanie de la crise sont aussi bien d'ordre économique (« l'insertion de l'économie roumaine dans le circuit mondial à travers son passage à l'économie de marché »¹, « la privatisation », le respect de la « propriété privée » et de la « libre initiative »²), politique (« la démocratisation totale de la vie politique et sociale »³, « le pluralisme »⁴) et juridique (l'adoption d'une nouvelle Constitution garantissant la séparation des pouvoirs dans l'État, le respect des Droits de l'Homme et des libertés civiles⁵), que d'ordre « spirituel » (la revalorisation de l'Église orthodoxe dans la « renaissance morale de la société », l'autonomie de la culture par l'abolition de toutes les formes « d'asservissement par rapport au Pouvoir »⁶). Plaidant pour une « réforme radicale et réaliste »⁷, le programme de l'AC combine l'aspiration à l'effacement des « quarante-cinq ans de dictature du communisme »⁸ avec celle à la restauration de l'ordre politique et social antérieur à l'installation de l'ancien régime en Roumanie. Si la première passe par la « lustration », c'est-à-dire par l'épuration de la nomenklatura de l'administration⁹, la seconde repose sur plusieurs mesures ponctuelles comme la « restitution des terres nationalisées aux paysans » ou la « restauration de la hiérarchie

¹ *Ibid.*

² « Carta Alianței Civice » [Charte de l'AC], le 14 décembre 1990, Bucarest, publiée initialement sur le site web de l'association (www.aliantacivica.ro) [consulté le 15 juin 2007], qui ne fonctionne plus, se trouve à présent sur le site web d'Ana Blandiana, http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/carta_alianței_civice_ana_blandiana.htm.

³ « Declarația de principii », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/declaratia_de_principii_alianta_civica_ana_blandiana.htm.

⁴ « Carta Alianței Civice », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/carta_alianței_civice_ana_blandiana.htm.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ « Declarația de principii », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/declaratia_de_principii_alianta_civica_ana_blandiana.htm.

⁸ « Carta Alianței Civice », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/carta_alianței_civice_ana_blandiana.htm.

⁹ « Declarația de reconciliere națională » [Déclaration de réconciliation nationale], 13 mars 1991 Bucarest, publiée initialement sur le site web de l'association (www.aliantacivica.ro) [consulté le 15 juin 2007], qui ne fonctionne plus, se trouve à présent sur le site web d'Ana Blandiana, son ancienne présidente, à l'adresse web suivante : http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/declaratia_de_reconciliere_nationala_alianței_civice_ana_blandiana.htm.

authentique des valeurs en tant que prémisses essentielles à une renaissance de la culture et de la science roumaines »¹. La restauration vise a fortiori le changement de la forme de gouvernement, que les membres de l'AC, parmi lesquels nombre de monarchistes, souhaitent soumettre à la volonté populaire par un référendum². De la même manière, l'adhésion à une Europe en plein processus de construction communautaire en 1990 est inscrite sous le signe du passé, de la « tradition », et elle se trouve présentée comme un « retour » vers le vieux continent auquel la Roumanie a depuis toujours appartenu³. D'inspiration libérale tant au niveau philosophique qu'économique, le programme de l'AC consacre un chapitre très succinct à la « protection sociale »⁴. Peu développé, ce paragraphe semble davantage le résultat des négociations avec les membres de l'AC qui manifestent une sensibilité pour la justice sociale que la suite logique des propositions avancées.

Inscrit sous le signe de l'instauration de la « *Démocratie participative* »⁵, l'organisation tente de mettre en pratique ce principe d'abord en son sein. Ainsi, elle invite sous sa houlette les membres des autres associations civiques afin de stimuler leur participation à la vie de la cité et s'implique fortement dans la campagne électorale en vue de l'échéance de 1992. Par ailleurs, elle noue des alliances avec les ouvriers persécutés par le régime communiste et cherche à se constituer en relais pour les nouveaux syndicats. Présents à Braşov en 1990 pour commémorer trois ans depuis la révolte ouvrière du 15 novembre 1987, les intellectuels de l'AC cherchent à

¹ « Carta Alianței Civice », http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianța_civica/carta_alianței_civice_ana_blandiana.htm.

² *Ibid.*

³ « Declarația de principii », http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianța_civica/declarația_de_principii_alianța_civica_ana_blandiana.htm.

⁴ Parmi les cinq chapitres de la Charte de l'AC qui comprend des principes/propositions « Constitutionnels », « Juridiques », « Économiques », « De réforme spirituelle », le chapitre destiné à la « Protection sociale » est le plus réduit, comprenant trois points : le combat contre le sentiment d'inutilité et le besoin de reconnaissance matérielle et symbolique de tout un chacun et des mesures de sécurité sociale (nécessité d'assurer des salaires décents, des aides de chômage, des retraites, des assurances maladie et juridiques, des indemnités en cas d'accident) et de coopérer avec les syndicats, « Carta Alianței Civice », http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianța_civica/carta_alianței_civice_ana_blandiana.htm.

⁵ « Declarația de principii », http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianța_civica/declarația_de_principii_alianța_civica_ana_blandiana.htm.

s'associer les participants à ce mouvement afin de faire taire les critiques qui les accusent d'une absence de solidarisation avec les professions manuelles avant 1989¹.

2. Des intellectuels en politique : les premiers succès

Créée à l'initiative de plusieurs groupes militants et associations civiques de Timișoara (Societatea « Timișoara »), Târgu-Mureș (Ligue Pro Europa), Brașov (Association « 15 Novembre »), Cluj-Napoca (le Forum antitotalitaire roumain), Iași (Agora), București (GDS, le groupe réuni autour du journal *România liberă*), l'AC est fondée par 216 personnes², dont une large majorité d'intellectuels. La répartition socioprofessionnelle au sein de ce groupe est la suivante : 88 % des membres sont cadres et professions libérales, 4,1 % des membres sont ouvriers et professions intermédiaires, 0,9 % des membres se disent représentants de la « société civile », 6,8 % des membres ne précisent pas leur occupation³.

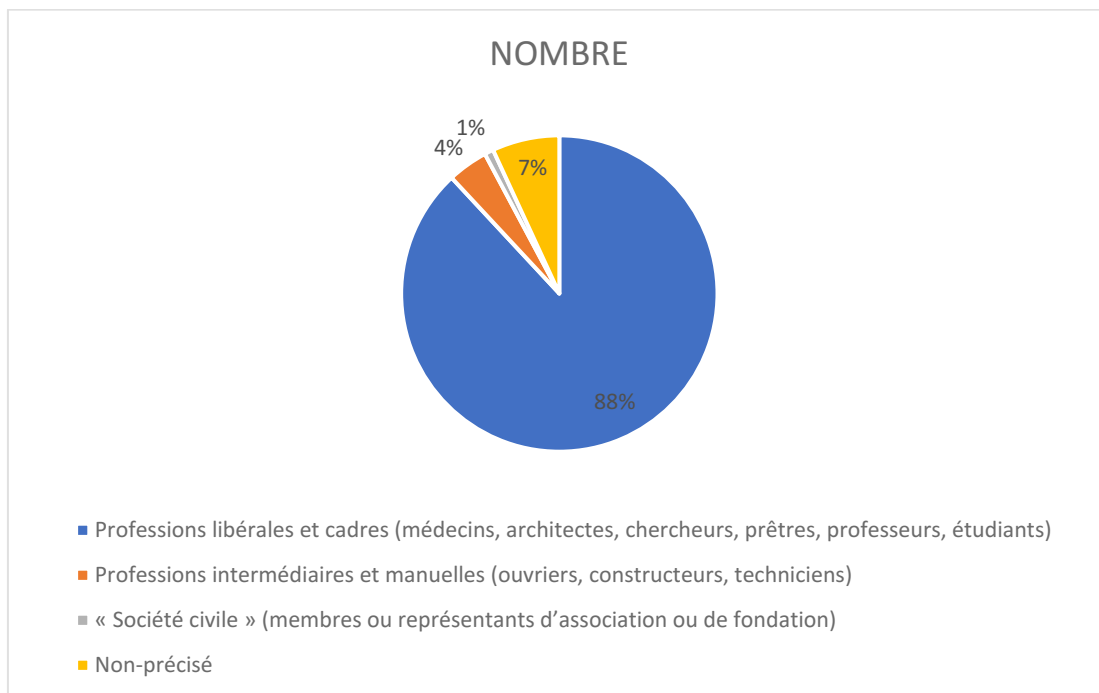
Tableau n° 3 : Répartition socioprofessionnelle des membres fondateurs de l'AC

CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	NOMBRE
Professions libérales et cadres (médecins, architectes, chercheurs, prêtres, professeurs, étudiants)	192
Professions intermédiaires et manuelles (ouvriers, constructeurs, techniciens)	9
« Société civile » (membres ou représentants d'association ou de fondation)	2
Non-précisé	15
TOTAL	218

¹ Suite à la « réconciliation » entre les intellectuels et les ouvriers, l'AC invite les participants à la révolte de Brașov (1987) déportés et persécutés par le régime communiste à prendre la parole pendant ses meetings comme c'est le cas par exemple à Iași en novembre 1990, où deux des anciens participants sont invités à prendre la parole à côté des poètes Ana Blandiana, Mihai Ursachi, Emil Brumaru, Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 71.

² Si dans la déclaration de constitution de l'AC ce chiffre est mentionné, la liste des membres fondateurs qu'on a retrouvée et utilisée pour calculer ces pourcentages, compte-elle deux membres supplémentaires, ce qui fait un nombre total de 218 personnes, voir Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 521-522.

³ La liste des membres fondateurs de l'AC est reproduite en Annexe 1.



Un quart de membres (26,7 %) sont cadres universitaires, chercheurs, professeurs de collège ou de secondaire et une cinquième sont écrivains (17,8 %), la profession la mieux représentée après celle de professeur¹.

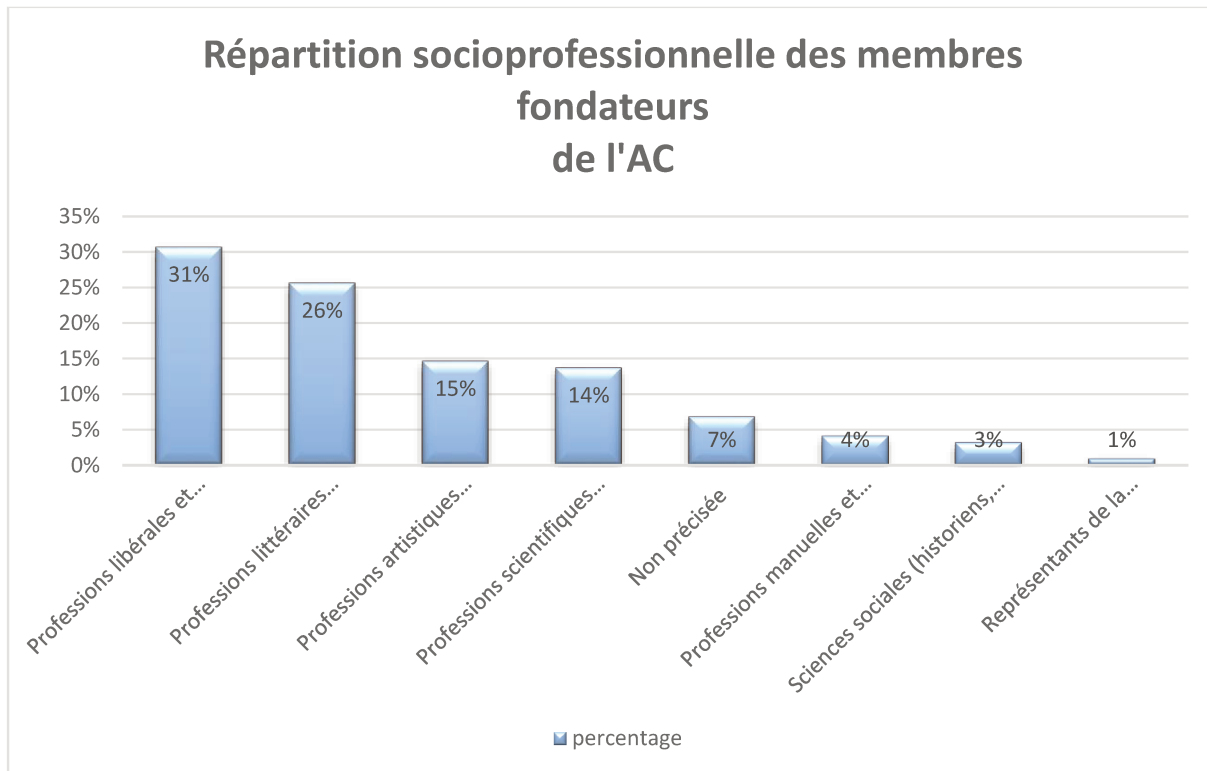
Tableau n° 4 : Répartition socioprofessionnelle des membres fondateurs de l'AC (détail)²

CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE	NOMBRE
Professions littéraires (écrivains, critiques littéraires, poètes, philologues, presse et édition)	56
Professions scientifiques (physiciens, ingénieurs, économistes, mathématiciens)	30
Professions artistiques (théâtre, danse, arts du spectacle, arts visuels, musique)	32

¹ Cette répartition socioprofessionnelle repose sur les données fournies par les membres fondateurs de l'AC lorsqu'ils signent la déclaration de constitution de l'association. Parmi ces personnes, un certain nombre pourraient se trouver dans plusieurs catégories, étant par exemple en même temps « ingénieur » ou « écrivain » et « professeur universitaire ». Ainsi, dans la catégorie « cadres et professions libérales » on a inclus seulement les professeurs qui n'ont pas indiqué en plus de leur fonction, le domaine dans lequel ils sont actifs, cf. l'« Annexe 5 : Groupe d'initiative de l'AC (6 novembre 1990) », Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 521-522.

² On a séparé les professions intellectuelles de la catégorie des professions libérales et cadres dans lesquelles elles sont généralement incluses pour mieux faire ressortir la grande proportion d'écrivains parmi les membres de l'AC.

Sciences sociales (historiens, philosophes, psychologues, ethnologues)	7
Professions libérales et cadres (médecins, architectes, professeurs, prêtres, chercheurs)	67
Professions manuelles et intermédiaires (ouvriers, techniciens, constructeurs)	9
Représentants de la « société civile » (membres d'association ou de fondation)	2
Non précisée	15
TOTAL	218



Beaucoup parmi les fondateurs de l'AC sont des personnalités publiques bien connues qui cumulent des positions institutionnelles fortes avec un capital symbolique qui découle de leur reconnaissance en tant que spécialistes dans leur domaine d'activité.

L'organe suprême de l'association est le Congrès de l'AC formé par les membres fondateurs et par les délégués des filiales territoriales élus sur une base proportionnelle¹. Composé de vingt-sept membres votés par le Congrès, le Conseil Directeur de l'AC est dirigé

¹ Art. 13, 14, 15, « Statuts » de l'AC, *Agenda Alianței Civice*, n° 2, 15 janvier 1993, p. 13.

par un président secondé par quatre vice-présidents qui exercent leurs fonctions par rotation tous les six mois, un secrétaire exécutif et dix-sept membres suppléants¹. À son tour, le Conseil Directeur National vote pour élire les membres du Comité de coordination, organe qui assure la direction de l'association entre deux Congrès et supervise les activités des filiales et des autres structures de l'Alliance². Le Conseil Directeur, dont les membres remplissent un rôle de représentation, contrôle l'activité du Comité de coordination et se réunit tous les trois mois³. Enfin, le Collège d'honneur analyse les cas de transgression des statuts par les membres de l'AC et décide des sanctions et exclusions⁴. Dans l'article 18, l'alinéa b des « Statuts » de l'association précise que les Comités de coordination peuvent recevoir en leur sein un seul membre des partis politiques ce qui montre une légère interpénétration entre l'AC et le milieu partisan, illustrant la volonté de l'Alliance de conserver un lien concret avec le monde politique sans toutefois risquer un rapport de subordination⁵. Parmi les moyens d'intervention de l'AC prévus par les « Statuts » on trouve des répertoires d'action classiques : l'information via les mass media, l'organisation des manifestations de protestation (marches, meetings, pétitions) et des conférences, la mise en place des réseaux de collaboration avec d'autres organismes de la vie associative⁶.

Créée dans la maison de l'architecte Remus Mistreanu de Bucarest qui lui sert de siège au début, l'AC s'organise dans l'urgence et survit à ses débuts grâce à l'enthousiasme des membres, disposant alors que de faibles ressources matérielles⁷. Son plus grand capital est représenté par la notoriété publique et le prestige professionnel de ses fondateurs ainsi que par

¹ Cf. Art. 15, alinéa B, « Statuts » de l'AC, art. cité, p. 12. La composition du Conseil Directeur n'apparaît pas dans les premiers statuts de l'AC publiés dans *Agenda Alianței Civice*, mais est indiquée douze ans plus tard dans l'Art. 22, alinéas (2) et (3) des nouveaux Statuts de l'AC publiés sur le site web de l'association, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

² Art. 17, alinéa a, art. 18, alinéa b, « Statuts » de l'AC, art. cité, p. 12.

³ Art. 17, alinéa b, « Statuts » de l'AC, art. cité, p. 12.

⁴ Art. 19, « Statuts » de l'AC, art. cité, p. 12-13.

⁵ Art. 18, alinéa b, « Statuts » de l'AC, art. cité, p. 12.

⁶ Art. 11, « Statuts » de l'AC, art. cité, p. 11.

⁷ Jusqu'en 1995, l'Alliance Civique ne dispose pas de siège ; elle déroule provisoirement son activité dans la maison de l'architecte Mistreanu. De la même manière, la publication de l'AC qui apparaît entre juillet 1991 et septembre 1992, succombe rapidement à cause des problèmes financiers avec lesquels se confronte l'association, selon la rubrique « Atitudini », <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

le réseau d'associations qui gravitent dans son sillage. Ce réseau assure à l'AC des relais dans le territoire, une base militante puissante et l'accès à plusieurs publications anti-FSN qui couvrent ses actions (*România liberă*, 22, *Baricada*, etc.).

Conçue en période électorale, l'AC fait donc sur-le-champ l'apprentissage du travail associatif et politique. Plusieurs conférences de presse et de grands meetings (Braşov, Bucarest, Iaşi) organisés dès novembre 1990 sont mis en place pour la faire connaître et attirer de nouveaux adhérents¹. Jusqu'en mai 1991, l'Alliance dispose de trente-neuf filiales départementales et de plusieurs groupes de soutien à l'étranger (New York, Los Angeles, Paris, Munich)². Avec un ancrage stable au niveau national et international, et bien insérée dans le réseau des associations civiques opposées au pouvoir en place, l'AC participe en 1991 à la fondation de la CDR qui résulte de la fusion entre deux « plateformes » : le Forum démocratique antitotalitaire (FDAT) de Cluj réunissant des associations civiques et la Convention nationale pour l'instauration de la Démocratie (CNID) formés par plusieurs partis politiques dont ceux « historiques », le Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (PNȚCD), le Parti National Libéral (PNL) et le Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR). Les bons résultats obtenus par cette jeune coalition de formations hétéroclites aux élections législatives de 1992 où elle arrive en deuxième position après le Front Démocrate du Salut National (FDSN) d'Ion Iliescu avec 20,01 % des suffrages à l'Assemblée nationale et 20,16 % au Sénat, l'annoncent comme la nouvelle force d'opposition³.

La grande surprise vient pourtant des élections locales où la CDR fait une percée remarquable (23,8 % des mandats pour les conseils municipaux et 24,3 % des suffrages pour les maires) et gagne la mairie de Bucarest ainsi que toutes les mairies d'arrondissement⁴. Ces scores

¹ 100 000 dans les premiers mois cf. l'article « De unde venim, ce suntem, încotro ne îndreptăm ? Alianța Civică între Congresele 1 și 2 », *Agenda Alianței Civice*, n° 2, 15 janvier 1993, p. 4.

² Au meeting de l'AC organisé à Bucarest en décembre 1990 les autorités estiment une participation de 200 000 personnes (Dan PAVEL, Iulia HUIU, « Nu putem reuși decât împreună ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, op. cit., p. 70), mais les organisateurs avancent le chiffre de 500 000 participants, cf. « Atitudini » / novembre 1990, <https://www.aliantacivica.ro>.

³ Cf. l'« Annexe I. 2. Les résultats des élections législatives de 27 septembre 1992 », Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 224.

⁴ *Ibid.*, p. 51.

n'auront pas été possibles sans le soutien indéfectible de l'Alliance Civique. Ses militants s'impliquent intensément dans la campagne électorale menant de front les activités de « terrain » (tractage, affichages, rassemblement de signatures, organisation et participation à des réunions publiques, tournois dans les villes de province) et celles de « bureau » (conception de films publicitaires et de programmes électoraux à l'aide de départements d'étude formés par des membres de l'AC, spécialistes en économie, droit ou sociologie)¹.

L'implication en politique de l'AC et le travail militant en soutien à la CDR ne sont pas sans poser problème au sein de l'association quant à la définition de sa « véritable » nature. Car ayant promis de ne jamais se transformer elle-même en parti politique, l'Alliance semble maintenant s'en éloigner. Sur le fond des conversions partisans opérées par les autres formations concurrentes (FSN, Parti de la « Grande Roumanie » (PMR)²), il devient difficile pour l'AC de continuer son activité en se limitant à sa vocation première qui est celle de stimuler la mobilisation de la « société civile » et d'appuyer les efforts des autres forces politiques « démocrates ».

Le premier Congrès de l'Alliance qui se déroule entre le 5 et le 7 juillet 1991 est le moment opportun pour une discussion collective en marge de la question³. Soumise finalement au vote, la proposition s'impose avec 81 % des suffrages en sa faveur. On décide ainsi de la création d'une « antenne politique à laquelle l'Alliance Civique prête son aura »⁴. Mais malgré les résultats du vote, seulement 18 % des adhérents de l'association se disent prêts à la rejoindre et les voix dissonantes, les démissions et les protestations ne tardent pas à s'exprimer, révélant les limites de l'implication des intellectuels en politique⁵. À partir de là, les négociations en vue

¹ « Atitudini » / février-octobre 1992, <https://www.aliantacivica.ro>.

² Initialement un journal fondé en 1990 par des écrivains proches du régime communiste, *România Mare* se transforme en parti politique un an plus tard, en 1991.

³ Selon le témoignage de Gabriel Andreescu, des discussions autour de la nécessité de créer un parti politique plutôt qu'une association civique étaient tenues avant même la création de l'AC en novembre 1990, Gabriel ANDREESCU, « Antipatia unui critic care spune despre Paul Goma că nu știe să scrie, iar pe Norman Manea îl plasează în categoria scriitorilor lipsiți total de talent, mă onorează », *Prăvălia culturală*, n° 10, janvier 2007, http://www.pravaliaculturala.ro/odicolonuri_2007-1.html.

⁴ « Atitudini » / mai 1991, <https://www.aliantacivica.ro>.

⁵ *Ibid.* Pour le large consensus des personnalités de l'AC en faveur de la création du PAC, voir les articles qui couvrent le Congrès de l'AC de juillet 1991, « O schimbare a mentalității » et « Organizarea disperării civile », 22, n° 27, 12-18 juillet 1991.

de la « réglementation » des relations qui relie désormais les deux structures, leur niveau d'interpénétration au niveau du personnel et leur autonomie de décision sont particulièrement épineuses¹. L'idée initiale qui était celle de conserver un certain rapprochement entre l'AC et son antenne politique — le Parti de l'Alliance Civique (PAC) — par le partage d'un vice-président chargé de la communication et d'une partie des membres pour « éviter les infiltrations » perd finalement du terrain et les deux structures affichent à la fin du Congrès chacune une direction différente².

La poète Ana Blandiana devient présidente de l'AC, secondée par Emil Constantinescu (géologue et professeur universitaire), Petre Mihai Băcanu (journaliste et ancien détenu politique) et Mircea Diaconu (acteur), en tant que vice-présidents. Le PAC élit comme président le critique littéraire Nicolae Manolescu, directeur de la revue *România literară* à partir de 1990, la plus importante publication de Roumanie en la matière à l'époque. Stelian Tănase (écrivain et sociologue), Alexandru Popovici (critique littéraire) et Nicolae Constantinescu (médecin et professeur universitaire) deviennent vice-présidents du parti.

L'accord entre les deux formations est de courte durée, des tensions se faisant sentir dès 1992³. Elles trouvent leur source dans la concurrence autour de la place occupée au sein de la CDR et dans la lutte pour le contrôle à la fois de l'AC et de la coalition. Au moment de la création du parti, les représentants du PAC avaient vraisemblablement compté sur le soutien de l'AC dans leur tentative de devenir une voix dominante au sein de la CDR et une force politique d'envergure. À son tour, l'Alliance se comporte comme si le PAC était « son » parti, un véhicule politique auquel elle refuse une trop large autonomie lorsque celui-ci puise dans son réservoir d'adhérents pour se constituer une base militante sur l'ensemble du territoire⁴. Cette rivalité

¹ Les discussions enflammées issues de la clarification des relations entre l'AC et le PAC durant le 2^e congrès de l'AC qui a lieu entre le 19 et le 20 décembre 1992, sont relatées dans *Agenda Alianței Civice*, n° 2, 15 janvier 1993, p. 2-3.

² Cf. « Atitudini » /, mai-juillet 1991, <https://www.aliantacivica.ro>.

³ Cet accord renvoie à une coïncidence des positions affichées par les deux formations dans certains cas : par exemple lors du Putsch de Moscou d'août 1991 elles le condamnent dans une Déclaration commune, « De unde venim, ce suntem, încotro ne îndreptăm ? Alianța Civică între Congresele 1 și 2 », art. cité, p. 6.

⁴ Craignant vraisemblablement la perte de ses adhérents l'AC accuse le PAC de « pressions » dans le territoire lorsqu'il devient évident que le parti cherche à s'attirer des militants parmi ceux qui appartiennent déjà à l'Alliance

conduit très vite à une crise à l'intérieur de l'Alliance. Le PAC se prononce pour le retrait du droit de décision de l'association-mère à l'intérieur de la CDR, arguant que seuls les partis parlementaires devraient pouvoir faire partie du Comité exécutif de la coalition¹. En revanche, l'Alliance Civique opte pour que la « CDR maintienne et étende son impact (au-delà des formations politiques) en réunissant toutes les forces de l'opposition parlementaire et extra-parlementaire »². De surcroît, dans sa proposition à la course pour l'investiture d'un candidat à l'élection présidentielle, elle préfère Emil Constantinescu, issu de ses rangs, à Nicolae Manolescu, soutenu par le PAC. Les membres du parti sont déçus par cette décision.

Confirmée au deuxième Congrès de l'AC qui se tient les 19 et 20 décembre 1992, la rupture avec le PAC devient manifeste et les tentatives de dialogue ultérieures restent infructueuses³.

Les divergences n'épargnent pas non plus la CDR. Abandonnée avant 1996 par plusieurs partis politiques (PSDR, PL93 (scission du PNL)) dont le PAC, qui la quitte au début de 1995 elle traverse une crise passagère. La décision du PAC est pour le moins surprenante étant donné son entrée au Parlement avec 21 mandats (7 sénateurs et 14 députés)⁴ aux élections de 1992. C'est un mauvais calcul puisqu'à l'échéance électorale suivante où il se présente sur des listes séparées dans une alliance avec le PL 93, il ne réussit à obtenir aucun siège au Parlement. Cette défaite signe l'échec politique des intellectuels après 1989 qui ne parviennent pas à réaliser « un transfert de compétence de leurs domaines respectifs » vers ce nouveau terrain⁵. Cet échec découle d'un cumul de facteurs qui combinent la méconnaissance des règles du jeu politique, la personnalisation excessive de la vie partisane qui ignore les « rigueurs d'une structure supra-personnelle », la distance élitiste par rapport aux électeurs et l'« incapacité des membres du PAC

Civique ou qu'il fait des démarches pour trouver du soutien auprès des filiales internationales de l'AC, cf. « Atitudini » / automne 1991, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

¹ *Agenda Alianței Civice*, n° 3, février 1993, p. 1.

² *Ibid.*

³ Voir le communiqué de l'AC publié dans *Agenda Alianței Civice*, n° 3, février 1993, p. 1-2.

⁴ Voir le tableau la « Structure parlementaire de la CDR » en 1992, Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 161.

⁵ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 144.

de s'adresser à des groupes d'intérêts et à des couches sociales différentes »¹. Aussi, l'absence d'expérience dans une activité qui requiert d'autres compétences que la littérature à laquelle le leadership du PAC s'était cantonnée avant 1989 a finalement raison de la tentative de reconversion professionnelle collective des intellectuels². En 1998, la destinée du PAC comme force indépendante prend fin lorsqu'il est absorbé par le PNL.

Au sein de la CDR, l'AC rencontre ses propres difficultés. Son militantisme forcené en vue des élections de 1996 ne réussit pas à resserrer les liens au sein d'une coalition en crise après les défections de 1995 et le décès de son leader historique, Corneliu Coposu. La prestation médiocre de la CDR à l'Assemblée nationale où ses représentants ne réussissent pas à faire adopter leurs propositions de loi nourrit les divergences et les différentes composantes commencent à considérer la possibilité d'une présentation sur des listes séparées aux prochaines élections. Face au risque d'implosion, l'AC insiste sur l'importance du maintien d'une liste unique et de la conservation d'un seul groupe parlementaire à l'Assemblée nationale, ce qui lui vaut les reproches de ses partenaires. Principal pilier de la Convention sur le terrain de la campagne électorale, l'AC souhaite en échange lui imposer son agenda politique et notamment son projet de « Réforme de la classe politique et de l'administration »³. L'épuration des cadres et le renouvellement du personnel politique demeurent ainsi pour cette formation la grille de lecture dominante sur le changement de régime. Cette réforme sous-tend une série d'engagements à prendre par les membres des partis de la CDR, formulés dans un « Code de déontologie politique » adopté le 13 octobre 1993. Visant à « renforcer leur crédibilité » et conjointement à « faire baisser le taux d'abstentionnistes »⁴, ce document formule plusieurs

¹ *Ibid.*, p. 144-145 et p. 149.

² Avant 1989, une des formes de protestation des intellectuels contre le régime est la fictionnalisation de la rébellion politique à travers la littérature. Cette constante qui condamne à l'immobilisme et au refus de l'histoire événementielle a été notée par plusieurs sociologues, par exemple : Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 26.

³ « Atitudini » / août 1996, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

⁴ Le document intitulé le « Code de déontologie politique » où l'AC fixe les nouveaux critères de compétence politique/élective. La constitution de ce code est motivé par la présence réduite au vote aux élections locales de 1992 qui serait selon ce document de 20 %, (cf. « Codul de deontologie politică » [Le Code de déontologie politique], le 13 octobre 1993, Bucarest, publié initialement sur le site web de l'association [www.aliantacivica.ro] [consulté le 15 juin 2007], qui ne fonctionne plus, se trouve à présent sur le site web d'Ana Blandiana, http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianta_civica/codul_%20de_deontologie_politica.htm).

règles de conduite parmi lesquelles : le respect de la hiérarchie interne, une communication transparente avec les citoyens et leur information correcte quant aux « compétences », au « caractère », aux « motivations » des candidats aux élections¹. À ces règles, l'AC ajoute la nécessité pour les inscrits sur les listes de signer une déclaration sur l'honneur de non-collaboration avec la Securitate avant 1989 dont l'exactitude est à vérifier par les partis politiques et de joindre un CV détaillant ce qui les recommande pour leur candidature.

Par l'introduction des critères de professionnalisme et de moralité dans l'activité partisane, l'AC vise manifestement un renouvellement des règles du jeu politique, mais surtout le contrôle du processus de sélection des nouvelles élites politiques. Toutefois, le manque de cadres qualifiés pour une carrière politique ou administrative au sein de la CDR la contraint à assouplir avec le temps ces critères². À la différence de la « Déclaration de réconciliation nationale » de 1991 qui exige jusqu'en 2000 l'interdiction pour les anciens activistes et membres du Comité central du Parti communiste ainsi que pour les anciens cadres de la Securitate³ de prétendre à des « fonctions de direction ou de décision de l'État », le « Code de déontologie politique » de 1993 va plus loin et réclame « l'ouverture d'une enquête interne portant sur les membres des partis politiques suspectés d'avoir été impliqués dans des actions de violation des Droits de l'Homme, d'abus ou de corruption »⁴. Quoique ce deuxième document ne fasse pas référence aux postes de décision au sein de l'État mais plutôt à des critères appliqués aux « positions de responsabilité » au sein des formations partisanses, on observe qu'il ratisse plus

L'information ne se vérifie toutefois pas, d'abord parce que la loi n° 7/1991 concernant les élections locales ne permettait pas leur validation sans que les 2/3 du nombre total d'électeurs ne s'expriment au premier tour des élections et plus de 50 % des électeurs au deuxième tour. Ainsi, en février 1992, au premier tour se sont présentés 65 % des électeurs et au deuxième tour environ 50 % des électeurs, AGERPRES, 4 juin 2016.

¹ « Codul de deontologie politică », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/codul_%20de_deontologie_politica.htm.

² Selon Iulia Huiu et Dan Pavel, une des principales faiblesses du gouvernement de la CDR consiste justement dans ce manque de spécialistes (économistes, hommes politiques, etc.) parmi ses rangs, Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, op. cit., p.481

³ C'est-à-dire, ceux qui « renonçant à leur propre profession, ont été rétribués par le PCR pour leur activité politico-idéologique au sein de l'appareil de Parti », cf. « Declarația de reconciliere națională », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/declaratia_de_reconciliere_nationala_aliantei_civice_ana_blandiana.htm.

⁴ « Codul de deontologie politică », http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/codul_%20de_deontologie_politica.htm.

large quand il s'agit d'établir les contours sociologiques du groupe des potentiels candidats aux élections.

Difficilement adoptées par la Convention, ces exigences produisent des effets et la victoire de la CDR aux législatives de 1996 se traduit par une baisse du nombre de membres de la nomenklatura dans le nouveau Parlement. Tournant autour de 15,5 % entre 1990 et 1992, ce chiffre atteint après 1996 environ 11,7 % du nombre total de parlementaires¹. Le succès aux élections n'assurant pas la majorité pour la CDR qui gagne environ 30 % des suffrages, elle signe un accord avec le Parti Démocrate (PD) le 7 novembre 1996. Fondé en 1993 après le détachement du FSN un an plus tôt du groupe des fidèles d'Ion Iliescu suite à l'élection de Petre Roman à la tête de la formation, le PD partage avec la CDR une vision réformiste sur l'avenir économique et institutionnel de la Roumanie².

Victor Ciorbea, un ancien leader syndical et maire de Bucarest sur les listes de la CDR en 1996, soutenu fortement par l'AC, est nommé Premier ministre. Réunissant la CDR, l'Union Social-Démocrate (USD) créée en 1995 par l'alliance du PD avec le PSDR après la sortie de ce dernier de la CDR, et l'Union Démocrate des Magyares de Roumanie (UDMR), le cabinet de Ciorbea est surnommé « le gouvernement des trois coalitions »³.

¹ Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, op.cit., p. 290.

² L'accumulation des mésententes au sein du FSN due à la rivalité entre Petre Roman et Ion Iliescu conduit 1992 à la scission du FSN. Élu président du parti en mars 1992, Petre Roman reste à la tête du FSN tandis qu'Ion Iliescu forme avec ses fidèles un nouveau parti intitulé le Front Démocratique du Salut National (FDSN). La rupture au sein de la formation est rationalisée à l'époque par le désaccord lié au rythme des réformes, Roman étant l'adepte de la « thérapie de choc » tandis qu'Iliescu d'un rythme graduel d'implémentation des mesures. Aux élections législatives de 1992, le FSN arrive en troisième position avec environ 10 % des suffrages après le FDSN et la CDR, cf. l'« Annexe I. 2. Les résultats des élections législatives de 27 septembre 1992 », Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 224.

³ Dan PAVEL, Iulia HUIU, « Nu putem reuși decât împreună ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, op. cit., p. 311.

B/ Le prix de la victoire : gouverner avec l'ennemi (1996-2000)

Pour l'AC, la victoire de la CDR aux élections signifie que son objectif immédiat a été rempli, d'autant plus que la Convention s'était appropriée une partie conséquente de son programme.

L'association se pose désormais la question de son retrait de la Convention surtout qu'elle est peu associée aux décisions depuis que la CDR se dote d'un Comité de Coordination Politique aux Travaux auquel l'Alliance n'est pas conviée. Mais en dépit de cette quasi-exclusion qui la mécontente, l'AC décide d'y rester. Elle redéfinit son rôle au sein de la CDR en l'axant sur l'éducation civique de la population et en se donnant un rôle de relais entre les organisations de la « société civile » et les autorités¹. Par ailleurs, l'AC demande à la CDR sa réorganisation au niveau national et territorial étant donné le démantèlement de ses filiales après la victoire aux élections et insiste pour faire avancer son propre agenda auprès du gouvernement².

Le 28 février 1997, quelque mois après la victoire de la CDR aux élections, l'AC organise une table ronde intitulée « Les archives du PCR et de la Securitate : accès et législation » où sont invités à participer les ministres de la Justice et de l'Intérieur, le directeur du Service Roumain des Renseignements (SRI), plusieurs historiens et juristes. L'événement n'est qu'un premier pas vers le lancement d'un projet de loi élaboré en partenariat avec l'association des anciens détenus politiques de Roumanie (AFDPR) qui concerne « l'accès des citoyens à leur dossier personnel et la déconspiration³ de la Securitate en tant que police politique ». Rendu public durant l'été 1997, ce projet date déjà depuis plusieurs années. En mai 1992, les membres de l'AC invitent Joachim Gauck, le commissaire fédéral chargé des archives de la STASI en Roumanie dans le cadre d'une première visite officielle. Deux autres rencontres lui suivent : une première le 4 et 5 juin et une deuxième entre le 4 et le 9 octobre 1997 lorsque

¹ « Atitudini » / 1^{er} mars 1997, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

² « Atitudini » / 29-30 novembre 1997, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

³ Dans le sens de « publicisation » de ses activités de police politique.

les représentants de l'AC se rendent en Allemagne pour se renseigner davantage sur l'Office Gauck¹. Cas exemplaire de gestion du passé communiste après 1989 en Europe Centrale et de l'Est, cette institution est considérée par la partie roumaine comme une réussite digne d'être connue et importée à Bucarest². Mais ces démarches et échanges en vue de l'adoption du modèle allemand en Roumanie ne conviennent pas à l'ensemble des partenaires de gouvernement de la CDR qui expriment publiquement leur désaccord. En août 1998, sur le fond du scandale entourant le licenciement de Valerian Stan, le vice-président de l'AC nommé Chef du corps de contrôle³ du Premier ministre⁴, Adrian Severin, le ministre Démocrate des Affaires étrangères, accuse l'Alliance Civique d'« extrémisme »⁵. Révoltés, les représentants de l'association demandent au président Emil Constantinescu de se délimiter de ces accusations. Mais, confronté à de graves problèmes économiques (le chômage grimpe à 8,9 %, le PIB baisse à - 6,1 %, l'inflation atteint 154,8 % et la production industrielle chute de 7,2 %) ⁶, le Président a d'autres urgences au début de 1998. Après des mois de divergences avec Victor Ciorbea, les ministres Démocrates quittent le gouvernement le 2 février 1998, accusant un rythme de réformes trop lent, l'abus d'ordonnances d'urgence, l'« incompétence du Premier ministre » et « le traitement inégal » qui leur est appliqué par rapport avec leurs collègues de PNȚCD⁷. À l'érosion des relations avec le PD s'ajoutent des frictions internes au sein de la CDR minée par des luttes

¹ « Atitudini » / 4-5 juin, 4-9 octobre 1997, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

² « Atitudini » / 25-26 mai, 4-5 juin et 4-9 octobre 1997, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007]. Cette visite des membres de l'Office Gauck en Roumanie est relatée plus longuement sur le site du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/4-5-iunie-1997-bucuresti-vizita-la-academia-civica-a-dr-joachim-gauck-seful-oficiului-pentru-studierea-dosarelor-stasi-din-rfg/>.

³ L'équivalent roumain de l'Inspection générale de l'administration française.

⁴ Valerian Stan, secrétaire exécutif de l'AC nommé chef du Corps de Contrôle du Premier ministre accuse plusieurs membres marquants du PD (Petre Roman, Traian Băsescu) d'actes de corruption. Dérangés par ces attaques qu'ils trouvent injustes surtout après avoir demandé à leurs électeurs de voter pour la CDR, les ministres PD sollicitent des explications pour ces allégations de la part de leurs partenaires de gouvernement et menacent de retirer leur support politique au cabinet Ciorbea. Pressé par l'approche du sommet de l'OTAN de Madrid, le Premier ministre promet de démettre Stan si les ministres Démocrates renoncent à déclencher un scandale et mettre ainsi en péril la stabilité de la coalition, cf. Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, op. cit., p. 339-340.

⁵ « Atitudini » / 1^{er} octobre 1997, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

⁶ Les indicateurs économiques pour l'année 1997 se trouvent chez Bogdan MURGESCU, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, op. cit., p. 467.

⁷ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 108.

intestines pour le pouvoir à laquelle se livrent les Chrétiens-Démocrates. Perdant le support politique de son propre camp, Victor Ciorbea est contraint de démissionner le 30 mars 1998, seule issue pour conserver l'unité de la coalition sans recourir à des élections anticipées. Le 17 avril, le sénateur PNȚCD Radu Vasile devient le nouveau Premier ministre.

Face à l'instabilité politique, l'AC prend position en se disant « déçue » par la prestation de la CDR. L'AC critique la manière « non-démocratique » de gouverner que la CDR exerce via la création de plusieurs comités supra-partisans de coordination de l'activité parlementaire et gouvernementale qui excluent l'Alliance du processus décisionnel¹. En outre, elle se montre extrêmement critique à l'adresse du PD qui exerce un « chantage politique » et entretient « intentionnellement » un « climat de confusion » dans le pays². Mécontente de la prestation d'Emil Constantinescu à la présidence et considérant que les arrangements institutionnels effectués par la CDR pour continuer de gouverner compromettent le « changement de régime voté en novembre 1996 »³, l'AC s'auto-suspend de la Convention le 6 avril 1998. Une longue liste de reproches adressés à la CDR qui échoue à faire adopter le programme de réformes proposé par l'Alliance Civique motive sa déception⁴. Ses critiques se focalisent sur les ratés dans la gestion du passé communiste : l'adoption d'une loi de lustration rendant possible un

¹ Dan Pavel et Iulia Huiu notent dans leur ouvrage que « le grand mécontentement des leaders de l'Alliance Civique envers son candidat provient du fait que sur le plan de l'efficacité politique, institutionnelle et présidentielle, Constantinescu n'a jamais montré les résultats concrets qui justifient le sacrifice des principes éthiques », Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, *op. cit.*, p. 357.

² « Declarație despre starea coaliției » [Déclaration sur l'état de la coalition], le 9 février 1998, Bucarest, publiée initialement sur le site web de l'association (www.aliantacivica.ro) [consulté le 15 juin 2007], qui ne fonctionne plus, se trouve à présent sur le site web d'Ana Blandiana, http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/declaratie_despre_starea_coalitiei.htm.

³ *Ibid.*

⁴ L'absence de cohésion au niveau des partis de la CDR, le fait qu'au moment de son inscription au tribunal, la CDR se présente comme une « alliance de partis », occultant ainsi le rôle des formations civiques dans sa constitution, enfin une longue liste de lois qui jusqu'en mai 1999 n'ont pas été adoptées : la loi du fonctionnaire public, la loi électorale basée sur un système mixte de listes (de parti et uninominales), la loi de la responsabilité ministérielle, des lois drastiques concernant la réforme de la classe politique et l'éradication de la corruption, etc., « Scrisoare deschisă a Alianței Civice către CDR » [Lettre ouverte de l'Alliance Civique envers la CDR], le 18 mai 1999, Bucarest, publiée initialement sur le site web de l'association (www.aliantacivica.ro) [consulté le 15 juin 2007], qui ne fonctionne plus, se trouve à présent sur le site web d'Ana Blandiana, http://www.anablandiana.eu/pop-up/aliana_civica/scrisoare_deschisa_a_aliantei_civice_catre_cdr.htm.

« Parlement sans collaborationnistes » aux prochaines élections, l'annulation des condamnations politiques de la période 1945-1989, l'adoption des lois de réparation et de clarification des droits de propriété pour les personnes dont les biens ont été nationalisés par le régime communiste¹.

La sortie de l'AC de la CDR ne signifie pas pour autant la fin de son militantisme et l'association épaula Constantin Ticu Dumitrescu, ancien détenu politique, président de l'AFDPR et sénateur sur les listes PNȚCD dans la législature 1996-2000 dans sa démarche pour faire voter une loi d'épuration des anciennes élites communistes. Grâce à la véhémence du sénateur qui porte ce projet, le 20 octobre 1999 est adoptée la loi n° 187 concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la Securitate comme police politique². Le succès est pourtant jugé partiel puisque cette mesure législative ne prévoit ni le transfert de l'ensemble des archives de l'ancienne police politique vers un Conseil national d'étude qui statue sur les cas de collaboration ni l'interdiction explicite pour les anciens collaborateurs de la Securitate de se représenter aux élections même si leur engagement est désormais rendu public³. De la même manière, l'annulation des décrets de grâce signés par Ion Iliescu pour exonérer les responsables de la mutinerie de Timișoara et de Bucarest de décembre 1989 et la réouverture du dossier de la « Révolution » qui débouche enfin sur plusieurs condamnations dans le cas des responsables de

¹ « Scrisoare deschisă a Alianței Civice către CDR », http://www.anablandiana.eu/pop-up/alianța_civica/scrisoare_deschisa_a_alianței_civice_către_cdr.htm. L'absence de législation en faveur de la restitution des propriétés confisquées par l'État roumain à ses citoyens conduit les plaignants à s'adresser à la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDO) à partir de 1999. Statuant dans la majorité des cas en faveur des parties civiles qui ont récupéré ainsi leurs biens, la Cour a demandé au gouvernement roumain de respecter le droit de propriété garanti par la Constitution, mais c'est seulement en 2005 qu'une première loi en la matière est votée (loi n° 247/2005). Le processus de restitution des propriétés n'est pas accéléré pour autant, seuls 4000 cas de restitutions sur 63 000 ayant reçu un résultat favorable jusqu'en 2010 cf. Lavinia STAN, « Reckoning with the Communist Past in Romania: a Scorecard », *Europe-Asia Studies*, vol. 65, n° 1, janvier 2013, p. 134-135.

² En 1999, la loi 187 « concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la Securitate en tant que police politique » donne le droit à chaque citoyen roumain d'étudier directement son dossier personnel établi par la Securitate, ainsi que d'apprendre l'identité des officiers et des informateurs ayant contribué à ce dossier (art.1). Tout citoyen, organisation, presse, parti politique ou autorité publique de Roumanie a également le droit d'apprendre la qualité d'agent ou d'informateur de la Securitate des personnes publiques roumaines (art. 2), en vertu du droit d'accès aux informations d'intérêt public, cf. loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la Securitate en tant que police politique, *Monitorul Oficial*, n° 603, 9 décembre 1999.

³ Voir Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, op. cit., p. 200-211.

haut rang de l'Armée roumaine¹ sont jugées insuffisants pour conclure à « une réforme morale et à l'assainissement de la vie publique » réclamée par l'AC.

Devant les mouvements sociaux qui menacent le gouvernement en 1999, l'association lui reste toutefois fidèle. En réaction à la menace d'une nouvelle descente de mineurs à Bucarest au début de 1999², le 22 janvier l'AC organise avec d'autres associations (GDS, AFDPR, Solidarité Universitaire, l'association 21 Décembre, l'association des victimes des *minériades* de 1990-1991), une marche pour la non-violence dans la capitale. Le Premier ministre Radu Vasile rencontre les mineurs se dirigeant vers la capitale à proximité de Bucarest et réussit finalement à trouver un accord qui évite une nouvelle *minériade*. Cet épisode n'est pas isolé et sous l'incidence de privatisations extensives, les confédérations syndicales se mobilisent à répétition tout au long de l'année 1999, déstabilisant ainsi le gouvernement. Fragilisé de surcroît par un conflit personnel avec le président Constantinescu, Radu Vasile est démis en décembre 1999 et à sa place est nommé un « technocrate » — l'économiste Mugur Isărescu, gouverneur de la Banque Nationale.

Vers la fin de son mandat, les années difficiles traversées par la CDR à la tête de l'État, la crise économique profonde, l'instabilité politique, les affaires de corruption et le peu de progrès réalisés sur la voie de l'intégration euro-atlantique malgré les efforts dépensés, ne

¹ Pendant la période 1990-1996, pas moins de 38 anciens membres du Comité politique exécutif (CPEX) du PCR, ainsi que plusieurs officiers de la Securitate, des policiers et des soldats de rang inférieur ont été inculpés. Mais soit parce qu'ils ont été graciés par Ion Iliescu (par les décrets présidentiels n° 41/1994 et n° 579/1996), soit parce que le réquisitoire s'est avéré incomplet, soit parce qu'ils ont bénéficié d'un régime de libération conditionnelle en raison de leur âge ou de leur état de santé, la plupart ont finalement échappé à la prison. L'arrivée de la CDR au gouvernement a déterminé la réouverture d'une partie de ces dossiers et de nouvelles arrestations ont été opérées dans les rangs des cadres militaires. Bénéficiant d'un encadrement juridique mieux adapté à la législation en vigueur, cette deuxième vague de procès s'est concrétisée dans une reformulation des sentences et un durcissement des peines. Le ministère de la Défense a été pour la première fois accusé de « négligence » et les généraux d'Armée, Mihai Chițac et Victor Athanasie Stănculescu directement impliqués dans la répression ont été condamnés en 1999 à 15 ans de prison et à la dégradation militaire, Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, *Tranziția penală de justiție. De la Nürnberg la postcomunismul românesc, op. cit.*, p. 119, p. 139-143, p. 157-160, p. 187-188 ; Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé, op. cit.*, p. 24-125.

² Mécontents par le plan de fermeture de plusieurs mines dans la vallée de Jiu et de l'absence de négociations avec le gouvernement concernant leurs revendications salariales, 10 000 mineurs s'avancent le 18 janvier 1999 vers Bucarest. Ils réussissent à briser les barrages de police disposés sur la route et se rapprochent dangereusement de la capitale. Ils sont encouragés dans leur action par Corneliu Vadim Tudor, le président du PRM, qui espère un coup d'État qui le porterait au pouvoir, Alin RUS, *Mineriadele. Între manipulare politică și solidaritate muncitorească, op. cit.*, p. 219-249.

présagent pas des résultats notables aux élections de 2000¹. La coalition se trouve d'ailleurs en pleine déliquescence et ses différentes composantes se préparent un avenir distinct. Malgré l'Appel de soutien en sa faveur signé par 700 personnes, Emil Constantinescu renonce à se porter candidat et se dit « vaincu par la Securitate »². L'AC s'efforce pourtant de redonner une cohérence à la coalition de gouvernement et organise des rencontres à son siège pour inciter les partis « historiques » à adopter une stratégie commune face au danger du retour des « néocomunistes » au pouvoir. Cependant, ses tentatives échouent et les partis de la CDR se présentent sur des listes séparées à l'échéance de 2000.

Corneliu Vadim Tudor, candidat du parti antisystème la « Grande Roumanie » (PRM) et Ion Iliescu, représentant des sociaux-démocrates (PSD) s'affrontent au deuxième tour de la course à l'élection présidentielle, remportée avec 66,82 % des suffrages par le deuxième. Au Parlement, les sociaux-démocrates obtiennent la première place avec 36,61 % des mandats à l'Assemblée nationale et 37 % au Sénat³.

Restée sans véritable objet après sa sortie de la CDR, l'AC change de registre d'action, s'éloignant de la politique pour investir le terrain des actions sociales. Elle organise des missions d'aide aux sinistrés des départements affectés par les inondations à l'automne 1999, ouvre un Centre de soutien communautaire à Bacău, en Moldavie, pour faciliter les rapports des citoyens avec l'administration locale, se préoccupe des enfants dans le besoin à travers plusieurs

¹ La participation au sommet de l'OTAN de Madrid de juillet 1997 détermine les autorités roumaines à déposer des « efforts désespérés » pour apaiser les tensions sociales avec les syndicats et prévenir un mouvement d'ampleur. La première vague d'élargissement de l'OTAN vers l'Est ne profite pas à la Roumanie qui ne figure pas parmi les pays invités à se joindre à l'organisation à côté de la Pologne, de la Hongrie et de la République Tchèque. Le Sommet de Madrid entraîne ainsi une grande désillusion de la population et du gouvernement qui avait investi des grands espoirs dans la probabilité de cette adhésion. La Roumanie est invitée à entamer les négociations d'adhésion à l'OTAN cinq ans plus tard, lors du sommet de Prague du 21-22 novembre 2002, Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 342 et p. 354.

² Dans une déclaration de 2000, Constantinescu avance : « Je me sens plus terrorisé et plus menacé aujourd'hui par la Securitate de Ceaușescu que jusqu'en 1990. Je n'ai pas collaboré avec la Securitate, je n'ai pas été poursuivi, je suis pourtant une victime à présent. Ils m'ont battu et m'ont vaincu aujourd'hui. » (cf. « Constantinescu se simte terorizat de Securitate », *Ziua*, 27 février 2000). Depuis, le président Constantinescu est revenu sur cette remarque pour préciser que le sens de sa phrase n'était pas qu'il a été vaincu par les services secrets, comme cela a été rapporté, mais bien par « la presse de la Securitate » qui répand des « sales rumeurs » à des « fins de manipulation », *Hotnews.ro*, 15 décembre 2009.

³ La liste avec les résultats des élections de 1996 se trouve en Annexe 1.

initiatives (recueil de fonds, méditations gratuites, cadeaux de Noël, distribution des aides, construction de lieux de jeu)¹. « Plutôt des catalyseurs de tendances » et « des animateurs » de structures partisans, avec quelques exceptions notables, les intellectuels ratent ainsi leur conversion collective à la politique². D'où la disparition progressive de l'Alliance Civique de la scène publique dans les années à venir.

¹ « Atitudini » / 1999-2000, <https://www.aliantacivica.ro>, [consulté le 15 juin 2007].

² Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 142.

CONCLUSION DU CHAPITRE 1

L'analyse de la Manifestation de la Place de l'Université et de la vie politique des premières années postcommunistes montre que la crise qui entraîne la chute du PCR en 1989 ne prend pas fin après les élections de 20 mai 1990. On peut suivre ses développements à partir des formes prises par la contestation du nouveau pouvoir politique et des trajectoires postcommunistes de ses acteurs. Parmi ceux-ci, un rôle important est tenu par certains groupes d'intellectuels mécontents de l'issue de la « Révolution » de décembre et de celle de l'épreuve électorale. Favorisé par l'incertitude ambiante, l'éclatement de leur relation avec les ex-communistes réformateurs réunis au sein du FSN passe par une remise en cause de la légitimité de cette formation à gouverner. Se construisant sur l'argument central de la continuité entre le FSN et le PCR, comme déjà rappelé, cette remise en cause repose sur une critique de l'ancien régime qui a pour objectif le discrédit de ceux qui prétendent incarner le nouveau. C'est pourquoi la mise en récit de la période communiste devient un argument central, incontournable, dans la lutte politique postcommuniste, avec des conséquences sur le long terme dans des domaines comme l'historiographie et les entreprises mémorielles étudiées dans le chapitre 2.

Ayant pour enjeux la redistribution des ressources sociales et politiques pertinentes dans la nouvelle configuration politique, les luttes pour le contrôle du changement de régime débouchent sur des nouvelles formes d'intervention des intellectuels dans les affaires publiques. Après 1989, les clercs se lancent dans la conquête du pouvoir et contribuent à l'élaboration d'une nouvelle grammaire politique et des propositions originales concernant le fonctionnement du nouveau régime.

Le chapitre 1 montre pourtant que leur tentative de peser sur la définition de celui-ci en s'engageant dans la compétition électorale n'aboutit que partiellement : en tant que force collective la capacité d'action des intellectuels, spectaculaire au milieu des années 1990, s'éteint rapidement tandis qu'en tant que voie de reconversion individuelle à la politique, elle n'aboutit que très rarement. Aussi, on peut se poser la question des solutions alternatives trouvées par les

intellectuels pour conserver leur position privilégiée dans la société et jouer un rôle de premier plan dans le changement de régime.

Chapitre 2 :

LA TENTATION ENTREPRENEURIALE : LE MÉMORIAL DE SIGHET, PATRIMONIALISATION DE L'ANTICOMMUNISME ET CÉLÉBRATION DE L'ORDRE TRADITIONNEL

L'entrée en politique à travers la création de partis et d'associations « civiques » n'est pas le seul répertoire d'action collective mobilisé par les intellectuels après 1989 pour intervenir dans la sphère publique afin d'œuvrer à la « démocratisation de la Roumanie ». La défense de la mémoire des victimes du communisme constitue un deuxième registre d'action embrassé par les clercs pour dénoncer et dépasser le passé et son lot de « crimes » et d'« injustices ». Pensée au départ pour proclamer leur solidarité avec les victimes et rattraper ainsi une dissidence « ratée », l'action en faveur de celles-ci recouvre plusieurs effets pratiques. Tout d'abord, elle participe à leur fabrication comme groupe mobilisé pour la reconnaissance publique et étatique en vue de l'obtention de rétributions symboliques et matérielles¹. En même temps, cette action coûteuse en temps et en ressources conduit à la transformation de ses initiateurs dans ce que Michael Pollak appelle des « entrepreneurs de mémoire »². L'intervention en faveur des victimes du communisme est donc au principe d'une reconversion professionnelle totale ou partielle, définitive ou temporaire, souhaitée ou imprévisible d'une partie des intellectuels et de l'invention d'un nouveau métier. Enfin, cette action réussit à imposer une nouvelle relecture de l'histoire du communisme comme régime criminel, porteur d'une politique « anti-nationale ».

¹ Sandrine LEFRANC et Lilian MATHIEU, « Introduction. De si probables mobilisations de victimes » dans Sandrine LEFRANC, Lilian MATHIEU (dirs.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p.13.

² Définis par Michael Pollak en référence aux « entrepreneurs de morale » de Howard Becker et aux « entrepreneurs politiques » de Pierre Bourdieu, ces acteurs se partagent en deux catégories – « ceux qui créent les références » sur le passé et « ceux qui veillent à leur respect », Michaël POLLAK, *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Métailié, 1993, p. 30.

L'analyse sociologique de cette action à travers l'étude de cas pratique du Mémorial de Sighet qui est l'entreprise mémorielle de Roumanie la plus connue et la plus réussie, révèle sa forte dimension politique. Créé en même temps que l'Alliance Civique et son antenne politique, le Parti de l'Alliance Civique (PAC), le Mémorial de Sighet n'est indépendant ni dans sa fonction, ni dans ses intentions des luttes menées par les intellectuels au début des années 1990 pour construire une opposition viable au Front du Salut National (FSN). En ce sens, le complexe répond parfaitement au contexte où la criminalisation de l'ancien régime est utilisée pour disqualifier les détenteurs du pouvoir dénoncés comme ses héritiers. Mais en même temps, par tout un ensemble de caractéristiques, le Mémorial est à son tour *créateur* du contexte politique dans lequel il s'insère. Portées par des acteurs intermédiaires, à la croisée de milieux associatifs, des milieux politiques et des milieux mémoriels, les visions dominantes de l'histoire produites à Sighet sont commandées par des valeurs spécifiques qu'on retrouve à la base des principes d'organisation sociale proposée par le programme électoral de la Convention Démocrate Roumaine (CDR). À Sighet on promeut non seulement des discours mémoriels sur les expériences passées mais également des discussions où l'on bascule de l'histoire des crimes du communisme à la critique idéologique du marxisme-léninisme. Diffusant des « cadres interprétatifs et des schémas narratifs » du passé¹, le complexe de Sighet en vient à présider la production de représentations sur les cadres interprétatifs et les schémas narratifs du présent. Son influence grandissante tout au long des années 1990 et 2000 favorise l'émergence en Roumanie d'un nouvel régime mémoriel — le régime « victimaire »², doté de professionnels, de références et de dispositifs propres. Faisant écho aux solutions de sortie d'une crise politique³, ce régime instaure la croyance dans la capacité des dispositifs de mémoire à jouer un rôle dans la pacification des conflits sociaux et dans la démocratisation des États.

¹ Marie-Claire LAVABRE, « Michael Pollak et la mémoire collective », art. cité, p. 125.

² Selon le terme que Johann Michel utilise à propos des commémorations du système esclavagiste en France, Johann MICHEL, *Devenir descendant d'esclave*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015.

³ Sandrine LEFRANC (dir.), *Après le conflit, la réconciliation ?*, Paris, Michel Houdiard, 2007. Pour les cas pratiques où les politiques de mémoire sont pensées comme une issue au conflit politique voir le cas de l'Italie après les « années de plomb » ou de la Colombie durant le conflit armé, Federica ROSSI, *La « lutte armée » entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des « années de plomb » dans l'Italie contemporaine (1968-*

Créée en 1994 par le couple d'écrivains Ana Blandiana et Romulus Rusan, la Fondation Académie civique représente l'une des plus proéminentes organisations anticomunistes de la Roumanie post-1989. Sa notoriété dans l'espace public est liée à l'imposition d'un discours de dénonciation des crimes politiques de l'ancien régime, que la fondation diffuse via son principal projet — le Mémorial des Victimes du Communisme et de la Résistance (le Mémorial). Situé à Sighet, au nord de la Roumanie¹, le site est déclaré dès son ouverture, le 20 juin 1997, « ensemble d'intérêt national » et son financement partiellement pris en charge par l'État². En 1998, le Conseil de l'Europe inscrit le Mémorial sur la liste des principaux lieux de conservation de la mémoire du continent à côté du Mémorial d'Auschwitz et du Mémorial de la Paix de Normandie³. En 2001, il est inclus parmi les principaux objectifs touristiques des itinéraires culturels européens⁴. Le 1^{er} mars 2018, le Mémorial reçoit le label « Patrimoine européen » avec neuf autres sites, accordé par la Commission européenne aux monuments symbolisant « la lutte pour l'histoire, l'intégration, les idéaux et les valeurs européennes »⁵.

Comment expliquer l'étonnante réussite de cette entreprise qui, d'une initiative privée développée au départ dans un contexte socio-politique défavorable aux discours de décommunisation et justice post-dictatoriale, devient en moins de cinq ans le principal « lieu de mémoire » des victimes du communisme de Roumanie et, par la suite, un site de référence au niveau européen ?

L'activité de l'Académie civique fait l'objet de plusieurs travaux. D'une part, une littérature portant sur les processus de décommunisation en Roumanie souligne le rôle clef de

2010), Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Annie Collovald, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011 ; Julie LAVIELLE, *Mémoires d'une violence rémanente : genèse, appropriations et contestations des lieux de mémoire en Colombie*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Marie-Claire Lavabre, Université Paris Nanterre, 2019.

¹ Voir la carte dans l'Annexe 2.

² La loi n° 95/1997 concernant la déclaration du complexe « Mémorial des victimes du communisme et de la résistance à Sighet » comme ensemble d'intérêt national, *Monitorul Oficial*, n° 121, 12 juin 1997.

³ Cf. le site web du Mémorial de Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memorialul/>.

⁴ Comme annoncé par le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memorialul-sighet-inclus-in-programul-itinerarii-culturale-europene-al-consiliului-europei/>.

⁵ Cf. <http://www.lapunkt.ro/2018/03/memorialul-sighet-primit-marca-patrimoniului-european/>.

la fondation dans la promotion d'un discours démocratique, basé sur la dénonciation des crimes du communisme. Selon ces auteurs, dans un contexte d'« oubli officiel » du passé, promu par les anciennes élites communistes qui reprennent le pouvoir après la chute de Nicolae Ceaușescu, l'Académie civique est un acteur pionnier dans la lutte contre l'impunité et l'« amnésie », une cause intrinsèquement liée aux valeurs de la démocratie libérale et de l'État de droit¹. Cette approche triomphaliste sur le rôle de la « société civile » dans le processus de justice transitionnelle n'a pourtant pas engagé d'analyse critique des discours que différents acteurs formulent sur la justice et la démocratisation post-1989. De même, ces travaux expliquent l'engagement des militants de la décommunisation seulement par leur idéalisme perçu, sans examiner les intérêts et les enjeux d'ordre politique et professionnel qui motivent aussi bien leur démarche.

D'autre part, une littérature plus critique se penche sur la déconstruction des discours produits par l'Académie civique sur l'ancien régime et sur le projet démocratique qui devait s'ensuivre². Selon ces travaux, plus qu'un récit de type libéral et inclusif quant à la mémoire des deux dictatures du XX^e siècle (le fascisme et le communisme), l'Académie civique propose un récit de restauration de l'ordre politique de l'entre-deux-guerres qui ne remet pas en question les engagements « fascistes » de la période³ et qui reprend parfois les modèles communistes manichéens de représentation du passé⁴. Bien que plus heuristique pour comprendre la complexité des discours anti-communistes de la Roumanie post-1989, cette littérature néglige à son tour l'analyse des rapports entre ces récits sur le passé national et les trajectoires politiques

¹ Alexandru GUSSI, *Usages du passé et démocratisation : Le rapport des partis politiques roumains au passé communiste*, op. cit. ; Lavinia Stan, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, op. cit.

² James MARK, *The Unfinished Revolution: Making Sense of the Communist Past in Central-Eastern Europe*, New Haven, Yale University Press, 2010 ; Simina BĂDICĂ, *Curating Communism. A Comparative History of Museological Practices in Post-War (1946-1958) and Post-Communist Romania*, Dissertation in History for the Degree of Doctor in Philosophy, Supervisor István Rév, CEU Budapest, 2013 ; Maté Zombory, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », *Nationalities Papers*, vol. 45, n° 6, 2017.

³ Voir le cas d'Ion Gavrilă Ogoranu, légionnaire, combattant anticommuniste et ancien prisonnier politique, invité permanent aux Écoles d'été de Sighet, William TOTOK, Elena-Irina MACOVEI, *Între mit și bagatelizare*, Iași, Polirom 2016.

⁴ Simina BĂDICĂ, *Curating Communism A Comparative History of Museological Practices in Post-War (1946-1958) and Post-Communist Romania*, op. cit., p. 275-293.

et professionnelles de leurs producteurs. De même, elle n'aboutit pas à expliquer le succès de ces discours dans l'espace public roumain, malgré les nombreuses limites que différents historiens et sociologues ont soulignées¹.

Menée dans l'esprit de rompre avec les analyses de discours qui ignorent l'identité sociologique de leurs producteurs, la démarche proposée dans ce deuxième chapitre met en lumière l'articulation entre les trajectoires socioprofessionnelles des acteurs impliqués au sein du Mémorial de Sighet et leurs prises de position concernant la période communiste. Cette perspective montre que le succès de ce complexe mémoriel est le résultat d'un travail de mobilisation collectif autour des victimes de l'ancien régime après le bouleversement de 1989. Sa résonance est favorisée par l'avènement de la cause de la « mémoire du communisme »² et des politiques de patrimonialisation des « lieux de mémoire »³ au niveau européen.

Composé de trois sections, ce deuxième chapitre dresse une prosopographie des membres de trois branches du Mémorial de Sighet : la Fondation Académie civique (Section 1), le Musée Mémoriel des victimes du communisme et de la résistance (Section 2) et le Centre International d'Études sur le Communisme (CISC) (Section 3). En prêtant attention aux enjeux socioprofessionnels qui se dégagent de l'hybridation des discours mémoriels et historiques à Sighet, il montre comment à travers l'alliance d'historiens, entrepreneurs de mémoire et anciens prisonniers politiques, le Mémorial impose dans l'espace public et politique un discours de criminalisation de l'ancien régime.

¹ Par exemple Vasile ERNU, Costi ROGOZANU, Ciprian ȘIULEA, Ovidiu ȚICHINDELEANU, *Iluzia anticomunismului*, *op. cit.*

² Voir à ce sujet Laure NEUMAYER, *The Criminalisation of Communism in the European Political Space after the Cold War*, London/New York, Routledge, 2018.

³ Anne-Marie LOSONCZY, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, 2006, p. 101.

Section 1 : LA FONDATION ACADEMIE CIVIQUE, LIEU DE CONVERSION DES ÉLITES CULTURELLES

Parallèlement à ses activités militantes, l'Alliance Civique manifeste un intérêt constant pour la découverte et la mise en récit du passé communiste de la Roumanie. « La récupération de la vérité historique, des valeurs morales, de la conscience collective gravement détériorée par l'imposition de l'idéologie totalitaire »¹ figure parmi ses priorités. Dans ce but, en 1992, l'association organise une exposition intitulée « La résistance des victimes du communisme » et invite Elisabeta Rizea² et Corneliu Coposu, anciens prisonniers politiques et personnalités emblématiques de la lutte contre l'ancien régime³. La série de conférences « Les Dialogues de l'Alliance Civique » est dédiée en 1994 à la « connaissance des vérités de l'histoire comme condition de régénération de la société »⁴. Un an plus tôt, en 1993, lors d'une réunion au Conseil de l'Europe (CE) qui porte sur les Droits de l'Homme, Ana Blandiana propose la création d'un Mémorial des victimes du communisme situé à Sighet, au Nord de la Roumanie, près de la frontière avec l'ancienne URSS (aujourd'hui l'Ukraine) et avec la Hongrie, à l'endroit d'une ancienne prison désaffectée de la période stalinienne. Le complexe se situerait ainsi « au centre

¹ Cf. l'art.9, alinéa g, « Statuts » de l'Alliance Civique de 2005, <https://www.aliantacivica.ro>.

² Elisabeta Rizea (1912-2003) : paysanne de Câmpulung-Muscel qui en même temps que son mari rejoint à la fin des années 1940 le groupe de partisans « Haiducii Muscelului ». Arrêtée le 20 novembre 1950 pour son soutien à la résistance armée contre le régime communiste, Rizea est condamnée à six ans de prison correctionnelle pour « conspiration contre l'ordre social ». Libérée le 6 juin 1956 elle continue de fournir des informations et des vivres aux groupes de partisans. Arrêtée à nouveau en 1958, elle est condamnée à vingt-cinq ans de travaux forcés pour avoir « favorisé des actes de terreur » contre le régime. Le 29 juillet 1964, Elisabeta Rizea est définitivement libérée, (cf. la notice biographique qui lui est consacrée sur le site web de l'IICCMER, <http://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/fise-matricole-penale-personalitati/>). Les informations relatives à son dossier judiciaire sont extraites des fiches pénales d'Elisabeta Rizea, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier Jilava, n° série 40, 3 janvier 1957 ; fiche pénale du pénitencier Mislea, dossier personnel n° 155, 16 avril 1951 ; fiche pénale de la Prison régionale Pitești du ministère des Affaires Internes, pénitencier Jilava/K 20/1959, n° 2822, consultables également sur le site web de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/Fise%20matricole%20penale%20-%20personalitati%20publice/Rizea%20Elisabeta/>. Voir le témoignage d'Elisabeta Rizea sur sa capture et la période de détention dans Irina NICOLAU, Theodor NIȚU, *Povestea Elisabetei Rizea din Nucșoara*, București, Humanitas, 1993.

³ « Atitudini » / septembre 1992, <https://www.aliantacivica.ro>.

⁴ « Atitudini » / 21-23 janvier 1994, <https://www.aliantacivica.ro>.

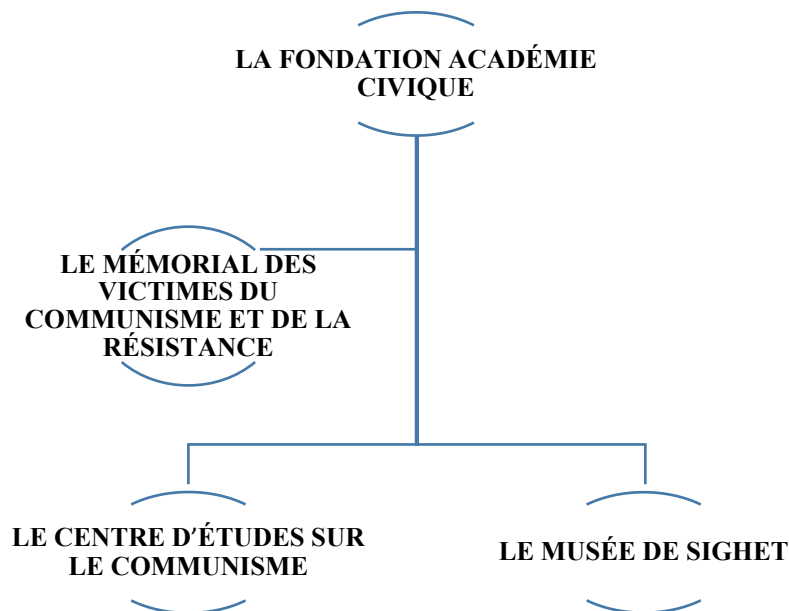
du Goulag », à « distance égale par rapport à Gdansk, à Tirana, à Berlin ou à Kiev »¹ et permettrait à la fois d'étudier « la tragédie des peuples soviétisés et de commémorer les victimes du communisme »². La proposition soulève l'intérêt de Catherine Lalumière, secrétaire générale du CE, qui envoie sur place deux équipes d'experts en Droits de l'Homme et du Patrimoine pour évaluer les chances de réussite du projet. S'ils le considèrent viable à hauteur de 1,5 million d'euros, ils ne promettent aucune aide financière. Le financement du projet reste ainsi en totalité du ressort de ses initiateurs. À cette fin, Ana Blandiana et Romulus Rusan créent la Fondation Académie civique le 21 avril 1994, dont la principale mission est de collecter les fonds nécessaires à la transformation de l'ancienne prison communiste de Sighet en un « lieu de mémoire » consacré aux victimes du régime.

Grâce à leurs réseaux au sein de l'Alliance Civique, dans les milieux des anciens prisonniers politiques et dissidents du régime communiste ainsi que dans le monde académique, ils réussissent à mobiliser autour du Mémorial plusieurs groupes d'acteurs. Tout d'abord, les élites intellectuelles de la période communiste investissent le Conseil directeur de la fondation. Ensuite, des jeunes diplômés en histoire, en journalisme et en sciences politiques sont recrutés pour former le personnel du Mémorial et des personnalités académiques animent le Conseil scientifique du laboratoire de recherche historique créé auprès de l'Académie civique. Enfin, les anciens prisonniers politiques sont constamment invités aux manifestations de Sighet. Chacun parmi ces trois groupes occupe un pallier stratégique de positions au sein du complexe mémoriel avec ses deux branches — le Musée des Victimes du Communisme et de la Résistance (le Musée) et le Centre International d'Études sur le Communisme (CISC).

¹ Voir la carte dans « Annexes 2 ».

² Romulus Rusan en dialogue avec Dan Pârvu dans une émission consacrée à la Fondation Académie civique et au Mémorial de Sighet, diffusée sur Radio France internationale, le 19 février 2016. Le podcast de l'émission est consultable à l'adresse web suivante : https://www.youtube.com/watch?v=nJ-hx9Mpq_s.

Structure de la Fondation Académie civique



L'analyse prosopographique de ces trois groupes indique que chacun contribue avec sa part de légitimité au bien commun de l'entreprise mémorielle : le premier apporte la notoriété publique et le prestige professionnel, le deuxième le capital symbolique de l'histoire académique et son savoir-faire en matière d'administration de la preuve, le troisième, la légitimité morale des souvenirs des témoins. Organisation d'un type nouveau en l'absence d'une culture du respect de la victime s'articulant à peine en Roumanie au début des années 1990¹, l'Académie civique a de par la réunion de ces collectifs un statut hybride : elle repose au départ sur des légitimités d'emprunt, celles des écrivains à l'origine de l'entreprise, et surtout celle des historiens qui rejoignent le Mémorial en tant que juges de la crédibilité des « témoins »².

¹ On considère les « victimes du communisme » comme une catégorie sociale dont la visibilité dans l'espace public et politique au début des années 1990 représente le résultat d'un long processus d'objectivation auquel le Mémorial de Sighet participe en tant que l'un des principaux promoteurs. Cette remarque nous a été inspirée par le travail de Stéphane Latté sur l'émergence de la catégorie de « victimes » dans l'espace public français, Stéphane Latté, « *Les victimes* » : la formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective, Thèse pour le Doctorat en Études politiques, Dir. Michel Offerlé, EHESS, Paris, 2008.

² Comme le remarque Violaine Roussel plus généralement à propos des mobilisations des victimes, le succès de leur action dépend de leur capacité à faire appel à différents types d'experts (magistrats, médecins, journalistes etc.) capables de « rendre justice » et d'attester de leur crédibilité, Violaine ROUSSEL, « Les "victimes" : label ou

L'alliance de ces acteurs est censée renforcer la recevabilité des récits des victimes du communisme en Roumanie après 1989 en l'absence d'un lieu reconnu de production de discours critiques sur ce passé ou d'une instance nationale d'homologation des récits de condamnation de l'ancien régime¹. Elle oblige à revenir sur le travail de mobilisation du couple Blandiana-Rusan qui ; devant le refus du Conseil de l'Europe de financer dans un premier temps le projet², est contraint de trouver sur le champ les ressources nécessaires (financières, sociales, symboliques) à la mise en œuvre du Mémorial.

A/ Le Conseil directeur de l'Académie civique : élites communistes en voie de conversion politique

Annexe de l'Alliance Civique à ses débuts, la fondation présidée par Ana Blandiana se développe et survit à l'association-mère dont l'activité ralentit après les élections de 2000 gagnées par Ion Iliescu et son parti, le Parti Social-Démocrate (PSD), perçus comme les continuateurs du FSN. Elle s'organise comme une structure restreinte formée d'un Conseil directeur et d'une équipe de neuf personnes.

Encadré n° 5 : Ana Blandiana. De l'engagement de l'œuvre à l'engagement de l'écrivain

Née le 25 mars 1942 à Timișoara dans une famille de la classe moyenne (sa mère est comptable, son père est prêtre orthodoxe), Ana Blandiana (alias Otilia Coman) est l'une des poètes les plus

groupe mobilisé? Éléments de discussion des effets sociaux de la catégorie de "victime"» dans Sandrine LEFRANC, Lilian MATHIEU (dirs.), *Mobilisations de victimes, op. cit.*, p. 107.

¹ À l'exception des associations des anciens prisonniers politiques de Roumanie (par ex. : l'Association des Anciens Prisonniers Politiques de Roumanie (AFDPR)) qui cherchent avant tout l'obtention de réparations et de compensations matérielles pour les persécutions subies avant 1989 et de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme (INST) (1993), les institutions de production (historiographique, mémorielle, muséale) de discours critiques sur les crimes politiques du régime communiste sont quasi-inexistantes en Roumanie au début des années 1990.

² La Commission européenne, le programme PHARE et le Conseil de l'Europe refusent le financement du Mémorial Sighet soit par manque de fonds, soit en arguant que « le but du projet n'est pas assez clairement défini », cf. Ana Blandiana, Romulus Rusan, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », *Communisme*, n° 59/60, 1999, p. 221-222.

importantes de la période communiste¹. Cependant, ses débuts sont difficiles en raison des antécédents politiques de son père. Condamné à prison à la fin des années 1950 pour avoir été membre du Mouvement légionnaire il est libéré en 1964². Durant la période (1960-1963)³, la jeune poète perd son droit de signature et est contrainte de faire appel à un pseudonyme littéraire⁴ ; sa carrière ne redémarre qu'au moment de son inscription dans les Jeunesses communistes après l'admission à la Faculté de Philologie de Cluj, en 1963⁵. Ses premiers poèmes portent la marque de cette « docilité » politique, étant dédiés à la gloire du Parti communiste (PCR)⁶. En 1967, avec son époux, l'écrivain Romulus Rusan, Ana Blandiana s'installe Bucarest⁷. Rédactrice au journal *Viața Studențească*, ensuite à la revue littéraire et artistique *Amfiteatru* et plus tard employée de l'Union des écrivains (USR)⁸, elle entame des années prodigieuses sous rapport professionnel, parsemées de prix importants⁹ et de voyages à l'étranger¹⁰.

La période de libéralisation qui s'ouvre à partir de la deuxième moitié des années 1960 permet un changement de tonalité dans sa poésie et aux premiers poèmes engagés succèdent des créations appréciées par les revues littéraires de spécialité comme *Contemporanul* ou *România literară*¹¹ qui se distinguent dans le paysage culturel de l'époque par leur relative autonomie à l'égard du pouvoir politique. Mais la dégradation de la situation économique et le renforcement du contrôle idéologique à partir de 1971 aiguisent le conflit des écrivains avec le régime. Le schisme intervient en 1985 lorsque l'activité de l'USR est bloquée¹². Au sommet de sa gloire, Ana Blandiana réussit à faire paraître plusieurs poésies considérées « subversives »¹³. Interdite de publication à deux reprises (en 1984 et en 1988), la poète se voit retirer ses livres de librairie. Sa rubrique dans *România literară* est supprimée et sa situation se durcit, étant désormais poursuivie par la Securitate. La Radio Free Europe (RFE)¹⁴, ensuite le célèbre magazine *Index of Censorship* tirent un signal d'alarme condamnant sa

¹ Dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 3.

² Cf. fiche pénale de Gheorghe Coman, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier Oradea, n° série 64/60, 12 septembre 1959, consultable sur le site web de l'IICCMER <http://www.biblioteca-represii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/C/C%2006.%20Colac%20-%20Constiner/Coman%20Gheoghe%20Gh%20/>.

³ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române DBLR, A-L*, Pitești, Paralela 45, 2006, p. 172.

⁴ Voir l'interview avec Ana Blandiana, *Tango*, mars 2009.

⁵ Dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 3.

⁶ Par exemple : « Ploaia », *Tribuna*, n° 24, 13 juin 1959, « Odă 1918 », *Tribuna*, n° 46, 12 novembre 1959.

⁷ Dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 2.

⁸ *Ibid.*, f. 5-7.

⁹ Cf. tableau n° 1 en Annexes 2.

¹⁰ Elle voyage en URSS (1965), Finlande (1966), France (1967), Belgique (1967), Italie, RFA, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie (1969), États-Unis (1973-1974), Égypte, Turquie, Espagne, Pays-Bas, Grèce, Croatie, dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 3 et f. 8. Voir aussi Ana BLANDIANA, *Orașe de silabe*, București, Sport-Turism, 1987.

¹¹ Dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 1 et f. 3.

¹² Anneli Ute GABANYI, *Ceașescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, Iași, Universitatea « Alexandru Ioan Cuza », 2013, p. 52.

¹³ Voir le regroupement de poèmes (« Eu cred », « Cruciada copiilor », « Noi, plantele » et « Totul ») parus dans *Amfiteatru*, n° 12, décembre 1984. Le poème « Motanul Arpagic » est perçu comme une parodie à l'adresse de Nicolae Ceaușescu, Ana BLANDIANA, *Întâmplări de pe strada mea*, București, Ion Creangă, 1988.

¹⁴ Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, Editura Enciclopedică, București, 2013, p. 339-340.

persécution¹. À la fin de courtes périodes d'interdiction, ses livres sont toutefois remis en circulation, signe que le jeu des relations avec le pouvoir est plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord².

À la chute du régime en 1989, Ana Blandiana jouit d'une double réputation, de poète acclamée et d'intellectuelle dissidente. Elle commence alors à militer politiquement et s'investit avec son mari dans l'entrepreneuriat de mémoire, devenant une figure proéminente du mouvement civique d'opposition aux partis « néocomunistes » durant les années 1990. Cooptée brièvement dans le conseil du FSN en raison de sa réputation d'opposante, l'écrivaine démissionne à l'annonce de la transformation de la formation en parti politique³. Dès lors, elle se consacre à la lutte pour la structuration d'une opposition viable au FSN, mettant les bases en 1990 de l'Alliance Civique, acteur politique majeur des années de « transition à la démocratie ». C'est en tant que présidente de cette association qu'Ana Blandiana a l'idée en 1992, durant un séjour de formation à l'étranger, d'un Mémorial des victimes du communisme⁴. Convertie partiellement à l'entrepreneuriat de mémoire, son cas est emblématique du repositionnement des élites culturelles de la période communiste après 1989.

Le Conseil directeur⁵ regroupe cinq membres (un président et quatre vice-présidents), remplacés à plusieurs reprises entre 1994 et 2019 en raison des décès survenus. Ce groupe se distingue par la concentration d'élites professionnelles de la période communiste qui s'investissent à partir de 1990 dans le militantisme politique et/ou « civique ».

Intellectuels de plusieurs générations qui se succèdent entre 1915 et 1975, la majorité des membres du Conseil directeur sont nés entre 1935 et 1945. Ainsi, au moment de la chute du régime communiste, ils se trouvent en pleine maturité professionnelle. Personnalités reconnues dans leur domaine d'activité (littérature et journalisme, télévision et cinéma, architecture, ingénierie ou médecine), leurs carrières recouvrent un spectre large, des métiers techniques aux vocations artistiques.

L'étude des trajectoires biographiques de ces acteurs révèle une progression constante au niveau des carrières avec le cumul de hautes positions institutionnelles (rédacteurs en chefs, réalisateurs télé, membres ou directeurs des commissions d'experts ou d'institutions) et des

¹ « Ana Blandiana. The Most Famous Tomcat in Town: How One of Romania's Best Poets Was Banned for Publishing a Children's Poem About a Cat », *Index of Censorship*, vol. 18, n° 8, septembre 1989, p. 32-35.

² Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române DBLR, A-L, op. cit.*, p. 173.

³ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, București, Meronia, 2007, p. 27.

⁴ Cf. « De la Alianța civică : istoric, fondatori, documente, activitate (I) », consultable en ligne sur le blog de Valerian, Stan (Alliance Civique), à l'adresse suivante, <http://www.valerianstan.ro/admin/spaw/uploads/files/3DeLaA.C..pdf>.

⁵ Pour les trajectoires biographiques des membres du conseil directeur de la Fondation Académie Civique, voir tableau n° 1 en Annexes 2.

distinctions symboliques (prix et ordres de mérite, invitations à siéger dans différents comités et instances d'expertise). Garantie de probité, l'accomplissement professionnel et la notoriété publique transférée à la fondation comptent dans leur cooptation. Inversement, comme le tableau n° 1 (Annexes 2) l'indique, plusieurs acteurs (Lucia Hossu-Longin, Nicolae Noica, Dinu Antonescu, Sorin Ilieșiu, Marius Smighelschi, Gheorghe Mihai Bârlea) connaissent une ascension professionnelle après 1989 dans un contexte de révision des hiérarchies sociales après la chute du régime communiste¹. Si ces ascensions facilitent pour certains protagonistes la bifurcation vers le militantisme politique, associatif ou mémoriel, étant invités à rejoindre les différentes organisations en raison de leur reconnaissance professionnelle, leurs activités militantes peuvent en échange contribuer à la progression de leurs carrières lorsque la conjoncture politique favorise la critique de la période communiste et la mobilisation pour la démocratisation notamment après l'élection de la CDR en 1996.

La présence de ces personnalités au sein de l'Académie civique est conditionnée en même temps par des sociabilités et des affinités antérieures à la mise en œuvre de l'organisation. Plusieurs membres de la fondation figurent comme fondateurs de l'Alliance Civique², qui, à côté du Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (PNȚCD), du Parti National Libéral (PNL) ou du Groupe pour le Dialogue Social (GDS), apparaît comme l'un des principaux réseaux de recrutement. Se partageant plusieurs acteurs clef avec ces formations, l'Académie civique vient donc d'emblée à se positionner dans le camp de l'opposition politique au gouvernement.

Pourtant, certaines personnalités du Conseil directeur de la fondation sont des anciens membres du PCR ou de ses organisations de jeunesse (Ana Blandiana, Romulus Rusan, Lucia Hossu-Longin, Nicolae Noica, Sorin Ilieșiu). Pour eux, l'Académie civique incarne donc non seulement un excellent débouché ou complément professionnel dans le basculement d'après 1989, mais aussi un stimulateur d'ajustement ou de réajustement politique. En regardant de plus

¹ Mihai DINU GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, op. cit., p. 333-347.

² Cf. le document « De la Alianța civică : istoric, fondatori, documente, activitate (I) », consultable sur le blog web de Valerian Stan, <http://www.valerianstan.ro/admin/spaw/uploads/files/3DeLaA.C..pdf>.

près les relations de ces protagonistes à l'ancien régime, certains cas de conversion restent toutefois à nuancer.

En tant que descendants d'anciens prisonniers politiques (Ana Blandiana, Romulus Rusan, Lucia Hossu-Longin, Nicolae Noica), plusieurs membres de l'Académie civique héritent d'une relation problématique au PCR. Son arrivée au pouvoir en 1947 est synonyme pour eux de rupture biographique, puisque la condamnation de leurs parents à de lourdes peines de prison a des répercussions directes sur leurs parcours. Traités souvent comme des « indésirables » en début de carrière (Ana Blandiana, Romulus Rusan), ils sont contraints au milieu des années 1950 d'affirmer leur allégeance au régime afin de pouvoir poursuivre leurs vocations¹. À la lumière de ces données, pour pouvoir être dûment envisagés, les ralliements plus ou moins forcés au PCR doivent être replacés dans le contexte des conditionnements politiques de l'époque. De la même manière, leur anticommunisme des années 1990 demande à être évalué en intégrant ces éléments biographiques qui façonnent leurs expériences sous l'ancien régime et font l'objet de mises en récit spécifiques². Si l'acceptation d'un rôle plus ou moins actif au sein du PCR permet à ces intellectuels de bénéficier des privilèges auxquels donne accès la soumission politique (promotions dans la carrière, voyages à l'étranger), ce qui apparaît comme une forme d'adhésion au régime n'est pas toutefois exempte d'épisodes de révolte politique. Les cas d'Ana Blandiana, auteure à deux reprises (1984, 1988) de poèmes subversifs³ suite auxquels elle est interdite de publication, ou d'Aurelian Trișcu qui signe en 1985 un Mémoire

¹ Dossier R/298 (Rusan Romulus), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 9 ; Dossier R/119 (Rusan Otilia), ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », f. 3.

² Comme le montre Michael Pollak, les souvenirs ne sont sollicités par les acteurs sociaux dans la mise en récit d'un passé traumatique que dans la mesure où ils participent à une reconstruction identitaire ajustée aux circonstances de la situation présente, autrement dit, recevable socialement. Ainsi, si Ana Blandiana et Romulus Rusan offrent des détails sur le passé politique de leurs parents surtout lorsqu'ils sont interrogés expressément sur ce point, c'est parce qu'ils évaluent la situation postrévolutionnaire comme défavorable à la mise en avant de leur propre identité de « victimes » au sein d'une entreprise mémorielle où ils se distinguent par leur investissement « désintéressé ». En même temps, il n'en demeure pas moins que cette expérience spécifique nourrit leur prédisposition à participer à la création d'une « communauté émotionnelle » destinée à la création d'une « mémoire collective » par les victimes du communisme, Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 51-53.

³ Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, op. cit., p. 339-340.

pour la sauvegarde des monuments historiques adressé à Nicolae Ceaușescu¹ sont parlants à cet égard. En même temps il faut souligner que ces éclats ne basculent jamais vers l'entrée dans une dissidence durable², révélant des rapports ambigus au régime communiste, traversés par une tension entre une loyauté feinte et des accès de prise de parole contre l'ordre établi de courte durée³.

Il apparaît ainsi que l'engagement post-révolutionnaire pour la mémoire des victimes du communisme s'inscrit paradoxalement à la fois dans la continuité des pratiques antérieures d'opposition et de docilité politique, mais qui changent de référent après 1989. À cet égard, à l'enrégimentement généralisé dans le Parti dans les années 1960, quand la plupart des membres de l'Académie civique signent leur adhésion, succède l'exemple éclatant de la dissidence intellectuelle est-européenne qui, après la chute du Mur de Berlin, devient une alternative au pouvoir communiste⁴. Sous cet angle, l'entreprise mémorielle de l'Académie civique prolonge une opposition « compensatoire » au communisme par une révolte contre l'actuel régime⁵. En même temps, à l'aune des transformations qui se produisent ailleurs dans la région à l'époque et des modèles d'engagement des clercs dans les affaires de la cité postcommuniste, la fondation fonctionne entre autres comme une tentative de conservation d'une position d'avant-gardes éclairées par les élites intellectuelles.

Mélange savant de conformisme et d'anticonformisme politique, l'Académie civique cherche donc à devenir le véhicule de la « transition à la démocratie » et du changement qu'elle souhaite incarner. Située à la lisière de plusieurs champs (académique, politique, associatif, juridique), elle invente à cette fin non pas une nouvelle forme d'intervention publique mais

¹ Dinu C. GIURESCU, « Dărmările au început în forță în București II », RADOR, <http://www.rador.ro/2016/04/22/daramarile-au-inceput-in-for%20E1%B9%ADa-in-bucure%20E1%B9%A3ti-ii/>.

² Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, op. cit., p. 275-276.

³ Comme le montre Albert O. Hirschmann, la frontière entre ces comportements est le plus souvent poreuse, Albert O. HIRSCHMAN, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995.

⁴ On pense aux cas de la Pologne et de la Tchécoslovaquie après 1989. Plusieurs parmi les membres du mouvement Solidarność (Alicja Wancerz-Gluza, Roman Wyborski) participent à des manifestations qui ont lieu au sein du Mémorial, voir le site web du Mémorial de Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/carti/analele-sighet-2/>.

⁵ Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: the Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 145.

plutôt un nouvel espace de « production statutaire de (s) la victime(s) » du communisme, l'entreprenariat de mémoire¹.

B/ L'équipe de l'Académie civile : noviciat et division du travail

À la différence du Conseil directeur, l'équipe de la fondation se compose d'un collectif de jeunes chercheurs et chercheuses, recrutés à la sortie de l'université ou peu avant la fin des études, dont le parcours est riche en diplômes. Au regard de ces données, l'Académie civile se présente comme la réunion de deux générations d'élites : les élites culturelles de la période communiste et des jeunes académiques en devenir.

En plus du Conseil directeur, l'équipe de la fondation comprend neuf personnes : un directeur général (Ana Blandiana), un directeur scientifique (Romulus Rusan), un directeur exécutif (Ioana Boca), une secrétaire scientifique (Virginia Ion), une secrétaire des relations publiques (Lucica Albinescu) et un département financier-comptable avec quatre salariés. En dehors des postes de direction, les positions subordonnées sont occupées par des jeunes diplômés en histoire. À l'exception du responsable des relations publiques qui possède un diplôme professionnel de technicien projetant², les membres de cette équipe comme Ioana Boca et Virginia Ion sont recrutés par le Mémorial Sighet à l'issue de leurs études universitaires³.

Collaboratrice du Mémorial depuis 1995 alors qu'elle est encore étudiante, Ioana Boca monte rapidement dans la hiérarchie de l'institution devenant en 1998 coordinatrice du Département d'histoire orale, à l'issue d'un Master II intitulé « La Roumanie au XX^e siècle »⁴. Après la soutenance en 2006 d'une thèse de doctorat portant sur « Les mouvements étudiants anticommunistes à l'Université de Bucarest entre 1948 et 1958 », Boca est promue directrice

¹ Sandrine LEFRANC et Lilian MATHIEU, « Introduction. De si probables mobilisations de victimes », art. cité, p. 14.

² Cf. CV de Lucica Albinescu sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/lucica-albinescu/>.

³ Voir le CV d'Ioana Boca (<http://www.memorialsighet.ro/ioana-boca/>) et de Virginia Ion (<http://www.memorialsighet.ro/virginia-ion/>) sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/>.

⁴ Cf. CV d'Ioana Boca, <http://www.memorialsighet.ro/ioana-boca/>.

exécutive de la Fondation Académie civique¹. La même situation se reproduit dans le cas de Virginia Ion qui à la sortie d'un Master en histoire moderne et contemporaine obtenu en 2006 devient secrétaire scientifique à la fois de la fondation et du Centre d'études ouvert en son sein². Ses thématiques de prédilection portent sur les formes de la répression communiste en Roumanie entre 1945 et 1989 et notamment sur la persécution des femmes et des minorités nationales et religieuses³. Tout comme dans le cas d'Ioana Boca, la carrière de Virginia Ion se développe essentiellement au sein du CISC où elles publient la grande majorité de leurs travaux.

Le processus d'aménagement du Mémorial Sighet et du CISC étudié dans la Section 2 éclaire davantage son fonctionnement, la manière dont la division du travail s'opère au sein de ses différentes composantes et avec quels résultats.

Section 2 : HÉRITIERS DE L'ANCIEN RÉGIME ET MUSÉIFICATION DE LA RÉPRESSION STALINIENNE

L'idée du Mémorial des victimes du communisme est liée selon ses fondateurs à la nécessité de remplir un triple vide : historiographique, juridique et éducatif. Le premier concerne, selon Ana Blandiana et Romulus Rusan, l'insuffisante documentation de la dimension répressive du régime communiste dans un contexte de fermeture des archives et de désintérêt de la communauté historique après 1989⁴. C'est ce « vide » qui permet selon eux la minimalisation des abus de l'ancien régime par l'actuel « pouvoir néocommuniste » et les intellectuels qui lui sont proches⁵. La dénonciation de l'instrumentalisation du passé place donc

¹ *Ibid.*

² Cf. CV de Virginia Ion, <http://www.memorialsighet.ro/virginia-ion/>.

³ *Ibid.*

⁴ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 219-220.

⁵ Pour illustrer cette minimalisation de la répression communiste, Ana Blandiana et Romulus Rusan citent une déclaration du Premier Ministre, Petre Roman qui, à la différence de l'AFDPR qui estime à deux millions le nombre des victimes, avance le chiffre de seulement dix-mille, Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 219.

d'emblée la démarche des fondateurs du Mémorial dans la continuité des efforts de l'Alliance Civique pour combattre le FSN et confère à l'entreprise une visée clairement politique. Dénonçant le déficit de « connaissances sur le passé » et militant pour « restituer les vérités de l'histoire falsifiée » de la « Roumanie et des pays de l'Europe de l'Est » aux jeunes générations¹, l'Académie civique fait de l'histoire académique et de l'histoire orale (témoignages des anciens prisonniers politiques) des ressources dans la construction de sa cause politique autour de la reconnaissance des victimes de l'ancien régime et de sa criminalité. Le public visé est formé de professeurs du secondaire, ainsi que de jeunes collégiens et lycéens qui continuent d'« apprendre l'histoire nationale sur des manuels communistes »².

En même temps, l'idée d'un Mémorial des victimes du communisme s'adresse à un public plus large, celui des électeurs du FSN, que les fondateurs de Sighet tentent de convertir à une critique de l'ancien régime et avec, pensent-ils, à celle de l'actuel gouvernement. Sous cet angle, le complexe de Sighet serait une réponse venant pallier l'absence d'un procès des responsables de l'ancien régime qui réponde aux demandes de justice des victimes du communisme ; la reconnaissance publique de leurs souffrances est perçue ainsi comme un contrepoids à l'impunité judiciaire des coupables³.

Parties d'un récit rétrospectif qu'Ana Blandiana et Romulus Rusan livrent en 1999 pour rendre compte de la genèse du Mémorial Sighet, cette argumentation ignore ou passe sous silence certains aspects des faits évoqués. Si le verrouillage des archives et la pauvreté de la recherche historique sur la période 1947-1989 sont bien réels en 1992⁴, la création par exemple

¹ Voir le site web de l'Académie civique, <http://www.memorialsighet.ro/fundatia-academia-civica/>.

² *Ibid.*, p. 220.

³ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 219-220.

⁴ De nombreux témoignages et études d'historiens évoquent la fermeture des archives concernant la période communiste ou un accès préférentiel des chercheurs jusqu'en 2006, (voir l'état des lieux dressé par Irina GRIDAN, « Comment écrit-on aujourd'hui l'histoire de la diplomatie roumaine des années communistes ? » art. cité, p. 123-128). Pour ce qui est de la recherche historique sur la période 1989-1994, on constate qu'avec deux cent vingt-cinq titres (articles, livres, traductions), le nombre total de productions reste très réduit par rapport aux autres périodes (Moyen-Âge, histoire moderne), ACADEMIA ROMÂNĂ, *Bibliografia istorică a României (1989-1994)*, vol. VIII, București, Academia Română, 1996, p. 220-226.

d'un Institut National pour l'Étude du Totalitarisme (INST) en avril 1993 qui a pour mission l'analyse des « aspects du régime communiste (1945-1989), des techniques de répression et des formes de résistance », n'est pas mentionnée¹. De la même manière, aucune référence n'est faite aux procès des membres du Comité Politique Exécutif (CPEX) du PCR ou des militaires impliqués dans la répression de décembre 1989 qui ont eu lieu sous les deux premiers mandats d'Ion Iliescu (1990-1996)². Il est vrai toutefois que la condamnation des anciens geôliers, que ce soit des gardiens ou des commandants de prison coupables de « traitements inhumains », de négligences ou de la mort de certains détenus politiques, n'a fait l'objet d'aucune décision de justice avant l'arrivée de la CDR au pouvoir, en 1996³. Pourtant les obstacles à une « justice de transition » plus poussée n'ont pas été seulement d'ordre politique mais aussi d'ordre juridique et tiennent à l'inadaptation du cadre légal national à celui européen en matière de justice pénale, comme des recherches plus récentes sur la question montrent⁴.

Pareillement les compensations en direction des anciens prisonniers politiques de la période communiste, qui, bien qu'insuffisantes, ont été adoptées à l'initiative du FSN par un Décret-loi de mars 1990⁵ sont passées sous silence. C'est pourquoi, lorsqu'il clame l'absence de mesures permettant la mise en exergue de la dimension criminelle du communisme, le récit des fondateurs du Mémorial de Sighet occulte certaines démarches. Utilisant cette observation

¹ L'art. 2 de la Décision n° 150/1993 concernant la fondation de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme en Roumanie prévoit que l'INST « a pour objet d'activité la [...] recherche et la publication d'informations concernant les formes du totalitarisme en Roumanie », *Monitorul Oficial*, n° 84, 4 mai 1993. Laissant de côté la politisation de cette institution par la présence dans son Sénat des membres marquants de l'ancien FSN dont le président Ion Iliescu, les recherches produites ici sur certaines thématiques (la collectivisation de l'agriculture roumaine entre 1949-1962, la détention politique dans les années 1950 et les formes de la résistance anticommuniste, etc.) ont un rôle pionnier dans l'émergence d'une histoire critique du communisme, cf. la page web de l'INST, consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.totalitarism.ro/pagini/istorie.html>.

² Raluca GROSESCU, Raluca URSACHI, *Justiția penală de tranziție. De la Nürnberg la postcomunismul românesc*, op. cit., p. 120.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 112-119.

⁵ Le Décret-Loi n° 118/1990 concernant l'attribution de certains droits aux personnes persécutées pour des raisons politiques par la dictature instaurée à partir de 6 mars 1945 tout comme à celles déportées à l'étranger ou faites prisonnières, *Monitorul Oficial*, partea 1, 9 avril 1990, cité et discuté plus amplement par Lavinia STAN, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, op. cit., p. 166-168.

à l'appui de la thèse de la continuité au pouvoir du personnel politique communiste, ce récit souhaite rendre crédible la crainte d'un retour à l'ancien régime.

Sous cet angle, la démarche de l'Académie civique se situe dans la continuité de la lutte politique menée par l'Alliance Civique par d'autres moyens : ceux de l'histoire et du « devoir de mémoire »¹. Sa mobilisation est couronnée finalement de succès puisqu'en le 20 juin 1997, à l'ouverture du Mémorial, Emil Constantinescu, président nouvellement élu de la Roumanie, demande pardon au nom de l'État aux « victimes du communisme » et propose au Parlement l'annulation des verdicts politiques de la période 1945-1989 comme mesure de réparation².

A/ EXIL POLITIQUE, RETOUR MÉMORIEL

Pour trouver les financements nécessaires à la réalisation du Mémorial en l'absence d'une contribution conséquente de la part de l'État roumain ou des instances européennes (Commission européenne, Programme PHARE, Conseil de l'Europe)³, l'Académie civique fait appel à un vaste réseau transnational d'acteurs aussi bien collectifs qu'individuels, ancré pour la plupart dans la diaspora intellectuelle roumaine à l'étranger.

Parmi les financeurs du Mémorial Sighet le site de la Fondation Académie civique mentionne d'abord Mișu Cârciog et Margaret Holmes, Vlad Drăgoescu, Sergiu Grossu, Vasile Cosma et Dan Manuilă. S'y ajoutent ensuite les groupes de soutien du Mémorial en Allemagne

¹ Julie Lavielle arrive également à une conclusion similaire dans sa thèse de doctorat sur la construction d'une « mémoire du conflit armé » en Colombie, mais pour un autre cas de figure. C'est ce qui montre le processus d'universalisation de la « mémoire » chez les acteurs en situation de domination, en l'absence d'autres ressources pertinentes politiquement, Julie LAVIELLE, *Mémoires d'une violence rémanente : genèse, appropriations et contestations des lieux de mémoire en Colombie*, *op. cit.*, p. 25.

² Le message d'Emil Constantinescu peut être lu dans Romulus RUSAN (ed.), *Anul 1947 — Căderea cortinei* », *Analele Sighet*, n° 5, 1997, p. 828-830. La dernière mesure ne fait l'objet d'une loi qu'en 2009 (par la loi n° 221/2009 concernant les condamnations à caractère politique et les mesures administratives assimilées à celles-ci prononcées durant la période 6 mars 1945-22 décembre 1989), Lavinia STAN, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, *op. cit.*, p. 173-177.

³ Soit par manque de fonds soit en arguant que « le but du projet n'est pas assez clairement défini », cf. Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 221-222.

(Gabriela Carp), aux États-Unis (Dr. Miron Costin, Ing. Vasile Cosma), en France (l'Association pour le Mémorial Sighet présidée par Maria Brătianu). La Fondation Académie civique, remercie également pour les donations faites « Monsieur Radu Anastase, la famille Liliana et Petru Ilica, la famille Gabriela et Mircea Carp, Madame Georgeta Zuberetz, Monsieur Anatol Măleanu, Monsieur Dragoș Răducanu, tout comme la Fondation “Iuliu Maniu” de New York et l'association “Voice of the Martyrs” (via Monsieur Mihai Wurmbrand) »¹.

L'analyse de ces trajectoires met en évidence certaines régularités sociologiques cohérentes avec l'intérêt ou l'empathie pour un discours incriminant la période communiste et valorisant celle antérieure à l'avènement du PCR à partir de 1947².

Hommes d'affaires, diplomates, journalistes, intellectuels ou religieux, les mécènes du Mémorial sont les victimes ou les descendants d'anciens prisonniers ou persécutés politiques du régime communiste.

Nés entre le début du XX^e siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale dans des milieux sociaux aussi bien modestes qu'aisés de la grande ou petite bourgeoisie, dans des familles de fonctionnaires, de professions libérales ou d'intellectuels, ils ont en commun le fait d'avoir été formés au moment de la constitution de l'État national-unitaire roumain et du démantèlement des grands empires autour de 1918-1920. Diplômés du supérieur pour la plupart dans un moment de croissance de la population étudiante durant l'entre-deux-guerres³, ils profitent de l'expansion du corps bureaucratique de l'État suite au rattachement des nouvelles provinces à

¹ Cf. le site web du Mémorial Sighet : <http://www.memorialsighet.ro/suport-financiar/> et <http://www.memorialsighet.ro/multumim-4/>.

² Pour les trajectoires biographiques des financeurs du Mémorial Sighet, voir le tableau n° 2 en Annexes 2.

³ Plus de la moitié de la population a beau être analphabète en 1930, la Roumanie occupant la première place en Europe pour ce qui est du nombre d'illettrés, paradoxalement, elle se situe également parmi les États avec un taux d'étudiants très important « devant des pays avec une longue tradition universitaire comme l'Autriche ». Des études statistiques montrent qu'en 1925, l'Université de Bucarest est une des plus grandes universités du monde en ce qui concerne la population estudiantine, Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, Doctorat en Histoire, Dir. Lucian Nastasă-Kovacs, Institut d'Histoire « George Barițiu », Cluj-Napoca, 2014, p. 119-120.

la Roumanie¹, pour occuper des postes dans l'administration et la haute administration en tant que diplomates, ministres, chargés de la propagande ou secrétaires d'hommes politiques². L'arrivée au pouvoir du général Ion Antonescu en 1940 ne bouleverse guère les carrières professionnelles des membres de cette « noblesse d'État » en voie de constitution³, qui sont propulsées vers des positions supérieures dans l'administration⁴. Ce n'est que plus tard, avec l'avènement du régime communiste en Roumanie à partir de 1947-1948 que ces acteurs subissent un déclassement social et professionnel violent de par leur persécution politique, terminé souvent avec des condamnations à de lourdes peines de prison.

Sous cet angle, la prise du pouvoir par le PCR après la Seconde Guerre mondiale, est synonyme pour ces acteurs d'une rupture biographique sans précédent. Face à la situation de crise personnelle, ce qui les distingue dans la masse des persécutés politiques c'est leur option pour une défection qui prend la forme de l'exil, une des seules issues disponibles pour des indésirables qui aspirent à retrouver ailleurs une situation équivalente à celle vécue durant la guerre. Le départ de Roumanie présuppose la possession d'un certain nombre de ressources particulières⁵ et n'est pas donc une solution envisageable pour l'ensemble des opprimés politiques. Parmi celles-ci, un rôle majeur est joué par le capital social de ces acteurs et les liens

¹ L'historien Dragoș Sdrobiș note qu'après 1918, « l'euphorie éducationnelle (...) a rempli les universités roumaines par des jeunes généreux et impatients de se mettre au service de l'État culturel », Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 87.

² À l'époque, les études en sciences humaines (Droit, Philologie, Lettres et Philosophie) offrent généralement des débouchés dans l'appareil administratif, Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 129.

³ *Ibid.*, p. 22-23.

⁴ Dans son livre sur les « élites intellectuelles » sous plusieurs régimes politiques — celui de Carol II (1930-1940), l'État national-légionnaire (1940-1941), le régime Ion Antonescu (1941-1944) et le régime communiste (1944-1950), Lucian Boia souligne que durant la période Antonescu elles ont prospéré. Dictature infiniment « moins idéologisée » que celle instaurée par Carol II en 1938 ou que le régime communiste, l'époque Ion Antonescu s'est traduite par le respect relatif de la liberté des intellectuels. Tant qu'ils n'ont pas remis publiquement en cause la légitimité du régime et son implication dans la guerre ou son alliance avec l'Allemagne nazie, les intellectuels ont pu poursuivre leurs carrières sans empêchement même lorsqu'ils ont affiché d'autres affinités politiques, Lucian BOIA, *Capcanele istoriei*, București, Humanitas, 2011, p. 198-244.

⁵ Les États-Unis, par exemple, se montrent très restrictifs concernant ces ressources puisqu'en souhaitant éviter toute concurrence sur le marché de travail, ils imposent un système de sélection en fonction des préférences professionnelles fixées par le gouvernement américain, Mario MENÉNDEZ, « Les lois américaines d'immigration et les réfugiés politiques dans la période d'après-guerre : 1948-1959 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 60, 2000, p. 58.

capables de faciliter le départ voire l'intégration dans le pays d'accueil, la maîtrise des langues étrangères ou des connaissances et des savoir-faire exportables, un capital économique sans lequel l'exil risque de tourner au fiasco. La possession de ces ressources nourrit chez les transfuges l'espoir intime que malgré les risques, la survie reste possible de l'autre côté du Rideau de fer.

Se déroulant en plusieurs vagues en fonction des mutations politiques internes — une première qui s'étend de la fin de la guerre et jusqu'en 1949, une deuxième qui s'étale de 1957 à 1966, et une troisième qui se situe entre les décennies 1970 et 1980 — l'exil ne se passe pas dans des conditions similaires pour l'ensemble de cette population¹. Ainsi, selon qu'ils partent au lendemain de la guerre, ou plus tard, après la libération des prisonniers politiques durant la première moitié des années 1960, ou à partir de la deuxième moitié des années 1970 quand la crise économique se conjugue avec l'isolement croissant de Bucarest, ces réfugiés assument les risques d'un voyage clandestin (pour la première vague) ou ils obtiennent un passeport touristique (pour la deuxième et la troisième vagues)².

Préférant pour destination le « monde libre » de l'Europe de l'Ouest (Suisse, Autriche, France, Allemagne) ou des États-Unis³, les futurs financeurs du Mémorial de Sighet s'y intègrent progressivement. Les voies de réinsertion professionnelle empruntées après le départ de Roumanie sont fréquemment liées aux institutions de la Guerre froide comme le National

¹ Un graphique précis et exhaustif du nombre d'émigrés roumains entre 1957 et 1989 mettant en évidence ces vagues se trouve chez Istvan HORVATH, Remus Gabriel ANGHEL, « Migration and Its Consequences for Romania », *Südosteuropa*, n° 57, 2009, p. 387.

² Béatrice SCUTARU, « La Roumanie à Paris : exil politique et lutte anti-communiste », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 23, mai-août 2014, p. 2-3.

³ La première loi qui règle après la guerre l'arrivée des réfugiés politiques sur le territoire des États-Unis est la Displaced Persons Act du 25 juin 1948. La Loi ne définit pas cette catégorie particulière de migrant mais établit un système complexe et restrictif de sélection sur quotas qui ne dépassent pas les 415 744 personnes sur une période de deux années. Ultérieurement d'autres lois d'immigrations (par ex. l'Immigration and Nationality Act (le McCarran-Walter Act) de 1952, le Refugee Relief Act de 1953, le Refugee-Escapee Act de 1957) étendent la définition et les possibilités d'accueil des réfugiés politiques à de nouvelles catégories de personnes malgré le refus du gouvernement américain de ratifier la Convention de Genève de 1951 qui en donne une définition universelle. Jusqu'en 1958, la législation américaine privilégie toutefois les exilés en provenance d'Europe Centrale et Orientale, Mario MENÉNDEZ, « Les lois américaines d'immigration et les réfugiés politiques dans la période d'après-guerre : 1948-1959 », art. cité, p. 58-60.

Committee for a Free Europe et les stations de radio Free Europe ou Voice of America¹. Les emplois offerts par ces institutions contribuent à la conservation des liens avec le pays d'origine et à la transformation de ces acteurs en professionnels de la dénonciation des régimes socialistes. Ceux qui sont en possession de titres universitaires ou de savoir-faire exportables plus facilement continuent d'être actifs dans leur domaine d'origine, mais militent néanmoins au sein des associations et des fondations anticommunistes (la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie², la fondation « Iuliu Maniu », la fondation « The Voice of the Martyrs » etc.) rentrant ainsi dans une forme d'« exil politique », telle que cette notion est définie par Stéphane Dufoix³.

Fonctionnant comme autant d'exutoires à des dispositions critiques à l'adresse du régime de Bucarest, ces organisations entretiennent et renforcent en même temps un habitus politique spécifique ajusté aux exigences d'un rôle socioprofessionnel sur mesure. Aussi, l'anticommunisme des réfugiés roumains mêle vraisemblablement une distance vis-à-vis du marxisme-léninisme conférée par une socialisation politique à l'heure de gloire de l'idée nationale ou par l'attachement aux privilèges découlant d'un ordre social traditionnel, les effets traumatisants des persécutions subies et de l'emprisonnement, la frustration de la marginalisation sociale et du déracinement induits par l'exil⁴, le besoin d'intégration dans les réseaux de la diaspora roumaine. Alliages complexes de rancœur sociale, d'incompatibilité idéologique, de révolte politique et de relations communautaires, les anticommunismes des

¹ Notamment pour les acteurs qui quittent la Roumanie toute suite après la guerre. Comme le montre Justine Faure, les États-Unis sont intéressés jusqu'en 1958 par les exilés en provenance des pays satellites de l'URSS capables d'apporter des informations nécessaires à la déstabilisation des Soviétiques dans la région dans un contexte de Guerre froide. Le National Committee for a Free Europe financé par la CIA est créé en 1949 à cette fin. La RFE qui lui est subordonnée voit le jour un an plus tard, en 1950, Justine FAURE, « Les exilés tchécoslovaques de 1948 : un exil politique au service de la politique étrangère américaine », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 60, 2000, p. 62-65.

² Sur l'exil politique des réfugiés roumains à Paris et les actions de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie qui prend naissance en France en 1977, voir Béatrice SCUTARU, « La Roumanie à Paris : exil politique et lutte anti-communiste », art. cité.

³ « L'espace relationnel des groupes luttant politiquement contre le régime en place dans leurs pays d'origine », Stéphane DUFOIX, « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n° 34, mars 1999, p. 53.

⁴ La continuité des positions sociales est rare chez les exilés, Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 11, 2004/2, p. 24.

exilés roumains trouvent donc dans ces organisations de la Guerre froide les lieux appropriés à leur conservation et distillation¹. Disposition durable ou ferment du succès de l'intégration, les croyances politiques des donateurs du Mémorial de Sighet sont donc celles des hommes du régime d'avant 1947, écartés brutalement par la vague communiste. La stabilité de leur engagement militant peut être lue comme une solution confortable qui permet la gestion de plusieurs « formes d'exil : géographique, (...) politique, (...) social »².

Si l'on admet que l'une des conséquences de l'exil est l'« arrêt des temps sociaux, professionnels, politiques, scolaires, du pays d'origine à l'heure du départ »³, on peut aisément comprendre comment il se fait qu'au moment de la chute du communisme en 1989, ces personnes s'intéressent toujours à une critique sans réserves de ce régime. D'autant plus qu'à présent ce passé est assimilé au Parti Démocrate Social de Roumanie (PSDR, anciennement FSN/FDSN)⁴ et à sa délégitimation.

Leurs contributions au Mémorial Sighet se matérialisent dans des aides financières directes comme dans le cas de Mișu Cârciog, ou par l'organisation des campagnes de financement censées faire connaître et donner de la crédibilité au projet. Outre les membres de l'exil politique roumain, le projet rallie également des intellectuels, des journalistes et des militants étrangers liés professionnellement ou intéressés à la Roumanie pour différentes raisons. Parmi ceux-ci on trouve l'historienne Catherine Durandin spécialisée en histoire des Balkans, qui enseigne à l'Institut National des Langues et Cultures Orientales de Paris et qui organise en mars 1996 une table ronde sur le thème du Mémorial, les historiens Dennis Deletant

¹ Sur les conditions de la radicalisation politique des exilés d'Europe Centrale et Orientale en France, voir Stéphane Dufoix, (Stéphane DUFOIX, « Les légitimations politiques de l'exil », art. cité, p. 54). Sur la radicalisation politique des exilés aux États-Unis, nécessaire en situation de crise pour « organiser la fuite » et l'insertion par la suite, voir Laurent Jeanpierre (Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », art. cité, p. 20).

² Dans un autre contexte la gestion de ce triple exil passe au contraire essentiellement par le « silence », comme le souligne Federica Rossi à propos des anciens militants des Brigades Rouges italiennes, réfugiés à l'étranger, Federica ROSSI, *La « lutte armée » entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des « années de plomb » dans l'Italie contemporaine (1968-2010)*, op. cit., p 278.

³ Stéphane Dufoix, « Les légitimations politiques de l'exil », art. cité, p. 55.

⁴ Nom pris par le FSN (Front Démocrate du Salut National) d'Ion Iliescu avant les élections de 1996. Le parti conserve ce nom jusqu'à l'union avec le PSDR de 2001 quand ils forment le Parti Social-Démocrate (PSD).

de la London University et Robert Perks de la National Sound Archive qui offrent assistance au Mémorial, l'historien Thomas S. Blanton de la National Security Archive des États-Unis qui propose son appui pour le département d'histoire orale de Sighet et participe aux colloques organisés en 1996 et en 1999 à Timișoara, les journalistes Katharina Kilzer et Gudrun Bossert de Francfort qui en décembre 1999 aménagent « l'exposition européenne la plus significative concernant le Mémorial de Sighet »¹.

L'opération réussit et le complexe ouvre ses portes le 10 juin 1997. Comme déjà rappelé, le nouveau Parlement dominé par la CDR, déclare l'ancienne prison « ensemble d'intérêt national » et prévoit son financement par le ministère de la Culture². À la différence du programme de privatisation des propriétés de l'État prévu par la CDR, le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet est destiné-lui à la « nationalisation ».

À côté des donateurs privés, le site du Mémorial mentionne également les fondations allemandes Konrad Adenauer, Hans Seidel et Friedrich Ebert ainsi que le Bureau d'Information du Conseil de l'Europe à Bucarest parmi ses bailleurs de fonds³. Leurs financements se dirigent vers des projets ponctuels comme « l'édition de certains livres, l'organisation de symposiums et de l'École d'été de Sighet »⁴. Mais la contribution des fondations allemandes au succès du Mémorial ne se limite pas à ces activités. Créées à la fin de la Guerre froide pour stopper l'« infiltration communiste » en Europe de l'Est, elles se concentrent après la chute du Mur de Berlin sur l'établissement de contacts avec les élites locales⁵. L'intensité de ces contacts est directement proportionnelle à la capacité des acteurs domestiques d'incorporer et de transmettre le message idéologique qui leur est adressé : le renforcement de l'État de droit, le soutien de

¹ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 222-223.

² Art. 1 et art. 5 de la loi n° 95/1997 concernant la déclaration du complexe « Mémorial des victimes du communisme et de la résistance à Sighet » comme ensemble d'intérêt national, *Monitorul Oficial*, n° 121, 12 juin 1997.

³ Cf. la page web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/suport-financiar/>.

⁴ *Ibid.*

⁵ Dorota DAKOWSKA, « Les fondations politiques allemandes en Europe centrale », *Critique internationale*, n° 24, 2004/3, p. 142.

l'économie de marché¹, le rapprochement avec l'Europe². Les fondateurs du Mémorial de Sighet, qui ont eu le temps de prouver leur attachement à ces valeurs durant les années de militantisme auprès de l'Alliance Civique, sont des interlocuteurs privilégiés. Les réseaux établis par les fondations allemandes à Sighet promettent un transfert institutionnel et idéologique d'autant plus réussi qu'ayant à composer avec l'interdiction formelle de s'impliquer dans les campagnes électorales, le Mémorial représente pour ces organismes un terrain « sûr ». Ainsi, l'abandon progressif de la lutte politique par les initiateurs de l'Académie civique au profit de l'investissement du terrain mémoriel joue en leur faveur étant donnée la collaboration fructueuse nouée avec les partenaires allemands. Cette coopération se conjugue avec l'intérêt des directeurs de l'Académie civique pour le modèle allemand de gestion des archives de la Stasi qu'ils jugent un modèle à suivre par la Roumanie. Les échanges serrés avec la commission Gauck mentionnés dans le chapitre 1 en sont la preuve.

Ainsi, loin d'apporter une contribution uniquement financière à la partie roumaine, Konrad Adenauer Stiftung, Hans Seidel Stiftung et Friedrich Ebert Stiftung nourrissent le Mémorial Sighet d'un savoir plus vaste concernant la gestion du passé communiste. Par ailleurs, étant donné la proximité de l'Académie civique avec la CDR, les fondations participent indirectement au façonnement de l'agenda politique postcommuniste en Roumanie³.

¹ *Ibid.*, p. 148 et p. 153.

² Dorota DAKOWSKA, « Les fondations partisans allemandes dans le contexte de l'élargissement : transfert institutionnel et diffusion des récits européens », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 4, 2006, p. 717-733.

³ Dorota DAKOWSKA, « Les fondations politiques allemandes en Europe centrale », art. cité, p. 151.

B/ LA PRISON DE SIGHET : MUSÉE DE L'ANTICOMMUNISME, FOYER DU TRADITIONALISME

1. Le Musée des trois « R » : Répression, Religion, Résistance

Ancien pénitencier de droit commun avant d'être dévoué exclusivement aux détenus politiques, Sighet se distingue dans le système concentrationnaire de la République Socialiste de Roumanie pour avoir été la prison des dignitaires et des hauts prélats de l'entre-deux-guerres. Entre 1950 et 1955, presque deux cents hommes d'État, membres du clergé majoritairement gréco-catholiques et intellectuels y sont enfermés, et plusieurs d'entre eux y décèdent. Prison par excellence des élites militaires, religieuses, culturelles et politiques (nationales-paysannes, sociales-démocrates, libérales, légionnaires), Sighet représente pour les fondateurs du Mémorial le symbole de l'enterrement de l'ancien ordre étatique et religieux qui succombe sous les coups du régime communiste.

Contraint par le fait qu'il soit le seul endroit « disponible »¹ dans la mesure où les autres prisons communistes sont toujours en usage, le choix du site du Mémorial n'est cependant pas aléatoire ni ne représente l'ensemble des anciens prisonniers politiques². Par sa focalisation sur les « élites » en provenance des partis « historiques » c'est-à-dire « démocrates », l'Académie civique fabrique un portrait du groupe des « victimes du communisme » avec une identité sociale

¹ Romulus Rusan en dialogue avec Dan Pârvu sur RFI, le 19 février 2016 : https://www.youtube.com/watch?v=nJ-hx9Mpq_s.

² Selon le recensement de la population concentrationnaire effectué par le CISC sur un échantillon de 71 056 fiches d'anciens détenus politiques sous le communisme, les catégories sociales les mieux représentées sont les paysans moyens (27,7 %), suivis par les paysans pauvres (22,8 %), contre seulement 0,21 % en provenance de la grande bourgeoisie, 0,43 % grands propriétaires terriens et 18,4 % appartenant à la petite bourgeoisie. Les professions les mieux représentées sont celles d'agriculteur (28,8 %) et d'ouvrier (13,5 %) contre seulement 4,2 % de professions libérales (professeurs, médecins, avocats). Ceux avec des études primaires (33,6 %) et secondaires (19,4 %) prédominent contre ceux avec seulement des études supérieures (17,1 %), « Le recensement de la population concentrationnaire de Roumanie (1945-1989) — données préliminaires », <http://www.memorialsighet.ro/recensamant-rezultate-preliminare/>.

spécifique et homogène, par-delà les divisions politiques et la variété des motifs de l'emprisonnement¹.

Encadré n° 6 : La prison de Sighet, symbole du Goulag est-européen

La prison de Sighet est située au Nord de la Transylvanie, au centre de la ville de Sighetul Marmatiiei et à la frontière avec l'Ukraine. Construite entre 1896 et 1897 par les autorités magyares auxquelles appartient la région jusqu'en 1920 en tant que partie de l'Empire austro-hongrois, la prison de Sighet est à ses débuts destinée aux détenus condamnés à des peines correctionnelles de moins de deux ans et aux malades mentaux qui disposent d'une section spéciale². Élevé dans un style similaire aux autres pénitenciers de la région (Satu Mare, Oradea, Aiud, Gherla)³, Sighet se compose d'un grand bâtiment en forme de T avec les murs gros de 6 m et deux cours intérieures totalisant 136 m². Le pénitencier abrite 108 cellules dont 36 individuelles, deux chambres de réclusion, plusieurs salles qui servent de cuisine, d'infirmierie ou de lieu de dépôt et un sous-sol⁴. Imposante de l'extérieur, elle ressemble à une « forteresse médiévale difficilement accessible »⁵.

Entre 1914 et 1947 la prison change plusieurs fois de fonction pour recevoir durant la Première Guerre mondiale les premiers prisonniers politiques — des révolutionnaires polonais, des prêtres des églises nationales, des déserteurs de l'armée magyare (roumains ou d'autres ethnies)⁶. En 1920, lorsque la ville de Sighetul Marmatiiei est rattachée à la Roumanie, le pénitencier est rouvert aux condamnés de droit commun. À partir de 1944, avec l'avancement de l'Armée rouge sur le front de l'Ouest, la ville rentre sous administration soviétique et sert jusqu'en mars 1945 à l'internement des déserteurs et des délinquants russes, transférés ultérieurement en URSS⁷. Redevenue roumaine à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la prison de Sighet reçoit les premiers condamnés politiques par le régime communiste — les paysans de Maramureș, qui refusent de payer leurs quotes-parts à l'État et les jeunes actifs dans les Fratries de Croix légionnaires⁸. Le moment clef dans l'histoire communiste de la prison est la date de 5-6 mai 1950 quand y sont incarcérés plus de quatre-vingt dignitaires de la période 1918-1945 (anciens ministres, hommes politiques, historiens), suivis le 26 mai, par le groupe de prêtres et évêques gréco-catholiques arrêtés pour leur refus de se convertir à l'orthodoxie⁹. En octobre-novembre 1950 sont transportés à Sighet d'autres prélats de l'Église gréco-catholique rejoints jusqu'en août 1951, par les membres du lot PNȚ détenus depuis 1947 au pénitencier de Galați, parmi

¹ Il s'agit là d'une stratégie de dépolitisation et d'unification du groupe des victimes et des enjeux, commune à d'autres mobilisations autour de cette catégorie, Sandrine LEFRANC et Lilian MATHIEU, « Introduction. De si probables mobilisations de victimes », art. cité, p. 20-21.

² Dumitru LACĂTUȘU, « Sighet » dans Andrei MURARU (dir.), *Dicționarul penitenciarelor din România comunistă (1945-1967)*, Iași, Polirom, 2008, p. 459.

³ Cf. le site web du Mémorial Sighet : <http://www.memorialsighet.ro/scurt-istoric-al-cldirii-inchisorii-din-sighet/>.

⁴ *Ibid.*

⁵ Dumitru LACĂTUȘU, « Sighet », art. cité, p. 460.

⁶ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/scurt-istoric-al-cldirii-inchisorii-din-sighet/>.

⁷ Dumitru LACĂTUȘU, « Sighet », art. cité, p. 461.

⁸ *Ibid.*

⁹ Robert FURTÖS, « Sighet, preambul al Holocaustului, punct central al Gulagului », *Caietele Echinox*, n° 13, 2007, p. 229.

lesquels Iuliu Maniu¹ et Corneliu Coposu². Ayant souvent passé la soixantaine, ces dignitaires sont condamnés pour « complot contre la sécurité de l'État » à des lourdes peines de prison. Parmi eux beaucoup sont détenus illégalement, sans enquête et uniquement sous l'ordre du ministère de l'Intérieur ou de la Securitate³. Les conditions de détention fixées par le ministère de l'Intérieur « ne respectent pas le règlement général concernant la (...) surveillance (...) des prisonniers, ni les lois en vigueur (appliquées au régime pénitentiaire) »⁴. « La faim, le froid, l'isolement et l'absence de toute assistance médicale ont été les constantes du régime pénitentiaire de Sighet entre 1950 et 1955 »⁵. Lorsqu'ils tombent gravement malades, les détenus sont isolés et on les laisse mourir sans assistance, dans des conditions inhumaines⁶. Entre 1950-1955, cinquante-trois prisonniers sur presque deux cent décèdent à Sighet, le taux de mortalité s'élevant donc à 25 % durant la période. Inhumés dans des fosses creusées la nuit par les prisonniers de droit commun, leurs tombes sont anonymes et les actes de décès délivrés tardivement aux familles, vers 1957, après maintes pressions⁷. En 1955, suite à la Convention de Genève et au vu du retard de l'admission de la Roumanie dans l'ONU, une partie des prisonniers politiques sont libérés, d'autres transférés vers de nouveaux lieux de détention, d'autres enfin, sont assignés à résidence⁸. La même année, l'ancien commandant de la prison, Vasile Ciolpan est condamné par une commission d'enquête pour « n'avoir pas respecté les lois de la République Populaire » dans l'administration de la prison qu'il a assurée entre 1950 et 1955. Par la suite, ces accusations seront retirées⁹.

À partir de 1955, le pénitencier de Sighet redevient prison de droit commun et reçoit quasi-exclusivement des détenus condamnés aux travaux forcés à vie. Des prisonniers politiques y sont incarcérés occasionnellement mais pour des périodes courtes et selon l'historien Robert Fürtös, ils

¹ Iuliu Maniu (1873-1953), homme politique, président du Parti National Paysan (PNȚ) et Premier ministre de la Roumanie à plusieurs reprises entre 1928 et 1933, il est l'une des grandes personnalités marquantes de l'entre-deux-guerres. Arrêté en 1947, il décède en 1953 à la prison de Sighet.

² Corneliu Coposu (1914-1995) : juriste et homme politique, membre du PNȚ, secrétaire personnel et politique d'Iuliu Maniu. Arrêté le 14 juillet 1947, il est interné dans plusieurs prisons militaires (Malmaison, Uranus), pénitenciers (Pitești, Jilava, Gherla, Aiud, Râmnicu Sărat, Sighet) et camps de travail (Ghencea, Canal). Condamné à quinze ans de prison pour « activité intense contre la classe ouvrière », il est libéré le 9 juillet 1962 et est assigné à résidence à Rubla, à côté de Brăila, port au Danube. Après la période de détention, il cherche à refaire le PNȚ en clandestinité et en 1987, le parti est reçu dans l'Internationale démocrate-chrétienne. En 1990, le PNȚ est reconstitué par ses efforts (PNȚCD), et Coposu élu son président. En 1992 il est élu sénateur. En 1995, quelques jours seulement après avoir reçu la Légion d'honneur, il décède, cf. AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale de l'Unité Bragadiru, n° de série 3474, 25 mai 1950 ; fiche pénale du pénitencier Jilava, n° dossier 52, 27 juillet 1955 ; fiche pénale du Centre de Triage Văcărești, n° de série 3474, 14 novembre 1950 ; fiche pénale de la Direction des Unités de Travail Bucarest, 14 novembre 1950, consultables en ligne sur le site web de l'IICCMER, <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/Fise%20matricole%20penale%20-%20personalitati%20publice/Coposu%20Cornel%20V/>.

³ Cf. le site web du Mémorial de Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/scurt-istoric-al-cldirii-inchisorii-din-sighet/>.

⁴ Dumitru LACĂTUȘU, « Sighet », art. cité, p. 461-463.

⁵ *Ibid.*, p. 465.

⁶ *Ibid.*, p. 466.

⁷ Robert FURTÖS, « Sighet, préambule al Holocaustului, punct central al Gulagului », art. cité, p. 231.

⁸ *Ibid.*

⁹ Dumitru LACĂTUȘU, « Sighet », art. cité, p. 475.

n'appartiennent pas à la catégorie des « élites »¹. En 1977 la prison est désaffectée et transformée en fabrique de balais, ensuite en dépôt de sel et pneus pour voitures, puis laissée à l'abandon². En 1993, lorsque Ana Blandiana et Romulus Rusan proposent au Conseil de l'Europe sa transformation en musée, elle abrite des personnes sans domicile.

En 1993, la Fondation Académie civique demande et reçoit non sans difficultés de la part des autorités locales et du ministère de la Justice, le droit de transformer l'ancienne prison de Sighet en musée de la répression communiste³.

Image n° 8 : L'entrée du Mémorial Sighet⁴



¹ Robert FURTÖS, « Sighet, preambul al Holocaustului, punct central al Gulagului », art. cité, p. 231.

² Voir le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/scurt-istoric-al-cldirii-inchisorii-din-sighet/>.

³ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 223.

⁴ Les droits sur l'image appartiennent au Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/>.

Image n° 9 : Intérieur de l'exposition permanente, Mémorial Sighet¹



Se référant seulement aux années 1950-1955 où ce lieu d'incarcération a servi les objectifs du PCR, les fondateurs du Mémorial choisissent d'ignorer la période précédente et les continuités avec la détention politique sous la monarchie. Opérant ainsi une coupure nette dans son histoire, la « construction historico-mémorielle prétend clore définitivement son objet et le circonscrire » en « mettant en forme symboliquement une rupture sociale et politique » subsumée à la violence d'État².

Absorbant la plupart des fonds dont la fondation dispose (87 %)³, la reconstruction du bâtiment prend plusieurs années et c'est seulement en 1997 que l'aménagement des cellules peut commencer. Repeintes en blanc « telles des cellules monacales »⁴ à l'exception de la « Noire » (le mitard), de la cellule où mourut Iuliu Maniu et de celle où mourut l'historien Gheorghe I.

¹ *Ibid.*

² Anne-Marie LOSONCZY, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », art. cité, p. 100 et p. 108.

³ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 223.

⁴ Romulus Rusan en dialogue avec Dan Pârvu sur RFI, le 19 février 2016 : https://www.youtube.com/watch?v=nJ-hx9Mpq_s.

Brătianu¹, chaque année le musée ouvre une nouvelle salle². À l'aide de plusieurs objets exposés — documents d'archives, photographies, coupures de presse, lettres — les chapitres majeurs de la répression communiste y sont présentés par ordre chronologique : « Les élections de 1946 », « Les prisons — dedans et dehors », « Les Travaux forcés », « La géographie et la chronologie de l'espace concentrationnaire », « Prisons de femmes ». Les salles plus spacieuses illustrent les grands thèmes : « La collectivisation de l'agriculture », « La déportation dans le Bărăgan », « Le régime pénitentiaire » et ainsi de suite. En 2015 une dernière pièce dédiée aux « Elèves en détention » est ouverte³. L'ensemble de ces éléments ont permis la reconstitution des trajectoires biographiques des détenus, de l'histoire de la prison de Sighet et des conditions de détention des prisonniers politiques, l'idée dominante étant de montrer que « les communistes roumains avaient incarcéré les dirigeants légitimes du pays à deux pas du grand voisin du nord, l'URSS, avec l'intention expresse d'exterminer aussi vite que possible les élites »⁴. Emprunté à la grammaire de l'Holocauste, l'idée que l'incarcération dans les prisons communistes se rattache à un « régime d'extermination » est l'un des fils conducteurs de la démarche de l'Académie civique.

Mettant l'accent sur le quotidien des détenus, l'exposition permanente accorde une place particulière aux modalités de survie des condamnés durant la période de captivité. Ses concepteurs jouent sur un double registre, celui de l'universalisation de la cause des victimes en mettant l'accent sur l'importance de la foi religieuse dans un pays qui reste très attaché à

¹ Gheorghe I. Brătianu (1898-1953) : fils d'Ion C. Brătianu, membre proéminent du PNL au début du XX^e siècle et l'un des artisans de la Grande Roumanie après 1918. Historien, professeur universitaire aux Universités d'Iași et de Bucarest, membre de l'Académie Roumanie, Gh. Brătianu milite pour l'alliance de la Roumanie à l'Allemagne nazie durant la Deuxième Guerre mondiale. Arrêté le 6 mai 1950 pendant la « nuit des dignitaires », il est incarcéré à Sighet sans avoir été jugé et condamné. Il y décède le 27 avril 1953, cf. AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier Sighet, 6 mai 1950, consultables également sur le site web de l'IICCMER, <http://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/fise-matricole-penale-personalitati/>. Voir aussi, John REGISTER, « Georges I. Brătianu. Historien et homme politique », *Communisme*, n° 59/60, 1999, p. 229-242.

² Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 223.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 224.

l'institution de l'Église orthodoxe¹ et, en même temps, celui de la politisation de leurs expériences à travers l'assimilation de la religion, tout comme de la lutte pour la survie en prison, à une forme de résistance au régime communiste². Un texte publié sur le site web du Mémorial et écrit par Romulus Rusan éclaire cet aspect lorsqu'il rappelle que la vocation de Sighet est de célébrer « les nombreux combattants qui ont donné leur liberté et vie pour la démocratie, affrontant la dictature communiste et *athéiste* »³. En même temps, la politisation de la prison passe aussi par sa description comme un espace où les rapports sociaux sont « renversé » sel la ligne idéologique officielle puisque les médiocres tortionnaires⁴ font la « lutte de classe » à des prisonniers de « haute » appartenance.

L'aménagement des cours intérieures de l'ancienne prison ainsi que du Cimetière des pauvres, située à une distance de deux kilomètres, est destiné à attirer la compassion des visiteurs croyants. L'« Espace de recueillement et de prière » réalisé à la sortie du Musée selon le projet de l'architecte Radu Mihăilescu est le résultat d'un appel d'offre avec le thème « Sans Dieu je n'aurais pas résisté »⁵. Il se présente sous la forme d'une chapelle souterraine, surplombée d'un impluvium où des cierges sont allumés. Illuminée de l'extérieur, la croix découpée au centre de la coupole est projetée sur la surface de l'eau et les jours ensoleillés elle se démultiplie en plusieurs petites croix visibles sur les parois de la chapelle. À l'extérieur, sur la muraille de la

¹ Selon le Baromètre de l'opinion publique réalisé par la Fondation pour une Société Ouverte en collaboration avec Metro Media Transilvania, entre 1996 et 2004 la confiance de la population en l'Église Orthodoxe Roumaine entre 1996 et 2000 se situe entre 85 % et 89 %, cf. Dan UNGUREANU, « Biserica Ortodoxă Română : Trei decenii de statistici, sondaje, tânosiri, caterisiri », *Vatra*, n° 4, décembre 2017.

² Comme l'explique Violaine Roussel, le travail de mobilisation autour des victimes se déploie à travers la mise en avant de différents registres (plus universel ou plus politisé) en fonction de leur capacité à intéresser le public ciblé, Violaine ROUSSEL, « Les "victimes" : label ou groupe mobilisé ? Éléments de discussion des effets sociaux de la catégorie de "victime" », art. cité, p. 104.

³ Romulus Rusan sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/cimitirul-saracilor/>.

⁴ Le thème de la « décapitation des élites » est récurrent dans la production historique de l'Académie civique. À titre d'exemple consulter les études réunies dans Alexandru RAȚIU, Gheorghe PĂTRAȘCU, Gheorghe ANDREICA, Nuțu ROȘCA, Andrea DOBEȘ, Ioan CIUPEA, Claudiu SECAȘIU, Ioan DUNCA, *Memoria închisorii Sighet*, Academia Civică, 2003.

⁵ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/spatiul-de-reculegere-si-rugaciune/>.

rampe qui permet l'accès sont gravés les noms des détenus morts dans les prisons, les camps de travail et les lieux de déportation communistes¹.

Image n° 10 : L'Espace de recueillement et de prière, Mémorial Sighet²



Dans la deuxième cour intérieure de la prison de Sighet est érigé un groupe statuaire intitulé le « Cortège des Sacrifiés », sculpté par l'artiste Aurel Vlad³. Représentant plusieurs corps nus, décharnés, les bras ouverts demandent de l'aide ou recouvrent leurs oreilles, cette œuvre est devenue avec le temps l'effigie du Mémorial Sighet.

Image n° 11 : Le Cortège des sacrifiés, Mémorial de Sighet⁴



¹ *Ibid.*

² Les droits sur l'image appartiennent au Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/>.

³ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/cortegiul-sacrificatilor-2/>.

⁴ Les droits sur l'image appartiennent au Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/cortegiul-sacrificatilor-2/>.

Deux à trois kilomètres¹ plus loin, le Cimetière des Pauvres où « furent jetés dans des fosses communes les quelque soixante morts de la prison de Sighet »² n'a pas révélé les ossements des disparus malgré les fouilles effectuées avec les méthodes les plus avancées. On ne connaît donc pas à présent avec certitude combien parmi les détenus politiques décédés à Sighet durant la période communiste y sont enterrés. Imaginant « ce sentiment de la patrie qui retient entre ses bras ses fils opprimés, rentrés, anonymes, dans le circuit de la nature », l'endroit a été planté « de conifères, et au milieu de cet amphithéâtre végétal, une clairière aura le contour de la Roumanie »³. Deux œuvres sont installées ici en 2008 et en 2012 en hommage « aux martyrs de Sighet » : un autel réalisé par le maître marbrier Constantin Marinete, derrière lequel est installée une grande croix de style byzantin et un ensemble intitulé « l'Échelle de la vie » signé par l'architecte Ștefan Radocea⁴. Plusieurs urnes avec la terre ramenée des nombreux endroits de la répression communiste (prisons, camps, lieux d'exécution, centres de déportation) y sont déposées. Plusieurs centaines de noms de citoyens décédés lors des déportations en URSS sous le régime communiste sont inscrits sur les plaques installées ici⁵. La liste est dressée par deux anciens détenus politiques, Cicerone Ionițoiu et Eugen Sahan convertis à l'histoire après 1989 et est le résultat de « plusieurs années de travail laborieux », qui toutefois « manque de révéler l'ampleur réelle de la répression »⁶.

Tout comme en Hongrie, la muséification du communisme en Roumanie plonge le visiteur dans un parcours ritualisé et initiatique, d'inspiration christique qui « oscille entre rite commémoratif et rite funéraire »⁷. Cherchant à obtenir « la validation émotionnelle de la vérité historique et de la légitimité mémorielle », les concepteurs de Sighet participent directement à

¹ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/cimitirul-saracilor/>.

² Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 224.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/cimitirul-saracilor/>.

⁵ *Ibid.*

⁶ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/spatiul-de-reculegere-si-rugaciune/>.

⁷ Anne-Marie LOSONCZY, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », art. cité, p. 107-108.

la transformation de l'«empathie» en «nouvelle posture dominante des sensibilités démocratiques»¹.

L'emménagement progressif du musée conduit avec le temps à une expansion des thématiques explorées qui extrapolent à présent le seul aspect des conditions de vie de la population carcérale de Sighet pour traiter aussi de la « Vie quotidienne » sous le communisme en Roumanie sans précision chronologique². Ce glissement n'est pas sans effet sur la projection d'une vision d'un passé où la répression est omniprésente. À cet égard, le Mémorial fait de la « prison » la métaphore de la vie sous le communisme³.

S'attachant à raconter l'histoire de cette période à travers la persécution des « pères fondateurs » de l'État unitaire roumain, le Musée de Sighet en dresse un bilan désastreux. Présenté comme une étape de destruction des symboles de la nation, de la foi chrétienne⁴, des élites politiques et culturelles, du patriotisme, le régime communiste en vient à incarner une époque funeste dans l'histoire de la Roumanie. Ignorant les continuités avec la période précédente, les récits sur le passé produits à Sighet trahissent la nostalgie pour les valeurs d'un ordre politique et social « authentique »⁵ auxquelles les fondateurs du Mémorial Sighet sont attachés.

¹ *Ibid.*, p. 106 et p. 110.

² Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de justice », art. cité, p. 223.

³ Selon Simina Bădică, à travers le travail de représentation du Mémorial Sighet la prison devient une « synecdoque » ou un « paradigme » pour l'histoire du communisme international, Simina BĂDICĂ, *Curating Communism. A Comparative History of Museological Practices in Post-War (1946-1958) and Post-Communist Romania*, op. cit., p. 282.

⁴ Plus généralement, les pratiques muséales de représentation du communisme en Roumanie utilisent les symboles religieux pour suggérer l'idée d'une « exorcisation » des maux induits par ce régime à travers la résistance des fondements de l'identité nationale, Gabriela CRISTEA, Simina RADU-BUCURENCI, « Raising the Cross. Exorcising Romania's Communist Past in Museums, Memorials, and Monuments », dans Oksana SARKISOVA, Péter APOR (dir.), *Past for the Eyes*, Budapest, CEU, 2008, p. 275-278.

⁵ Simina BĂDICĂ, *Curating Communism. A Comparative History of Museological Practices in Post-War (1946-1958) and Post-Communist Romania*, op. cit., p. 284.

2. Des muséographes en voie de professionnalisation

Tout comme pour la fondation, une équipe restreinte formée par six personnes travaille au sein du musée : un manager (Petru Iuga), deux muséographes (Andrea Döbeş-Fürtös et Robert Fürtös) et trois guides (Ildiko Gabriela Kadar, Norbert Kondrát, Adela Alma Ulici)¹. S'y ajoute Nicolae Drăguşin, le gardien de l'exposition permanente ouverte par le Mémorial Sighet à Bucarest en 2013, à l'occasion du Jubilé « Vingt ans de la naissance de l'Académie civique »².

Doublement diplômé de l'Institut Polytechnique d'Iaşi (1982) et de la Faculté de Mathématique et Informatique (2010), Petru Iuga est également comptable, avec une longue expérience dans la gestion du musée où il travaille comme administrateur depuis 2002³. Avant de prendre le relais en tant que directeur, Iuga est précédé dans cette fonction par le sénateur (2008-2012) Gheorghe Mihai Bârlea. Né en 1952 dans le département de Maramureş où est situé le Mémorial, Gheorghe Bârlea travaille de 1971 à 1997 comme documentaliste, coordinateur et directeur de la Bibliothèque municipale de Sighetul-Marmaţiei. Diplômé en Philosophie à l'Université d'Iaşi en 1980, Bârlea occupe pour un temps le poste de professeur dans plusieurs lycées de la localité et détient en parallèle plusieurs postes importants au Rectorat de l'enseignement secondaire du département. En 1993, il complète sa formation académique par un Doctorat en Sociologie obtenu à la même université. Membre du PCR avant 1989, Bârlea participe sans succès aux élections de 1992 sur les listes de la CDR avant de s'inscrire à l'Alliance Civique en 1993 et au PNȚCD en 1995. Mais c'est seulement en 2008 qu'il est élu sénateur sur les listes du Parti Démocrate Libéral (PDL), une scission du Parti Démocrate (PD). Membre de l'USR en tant que poète et écrivain, Gheorghe Bârlea participe après 1989 à la fondation de l'Académie civique et devient l'un des relais les plus importants dans le territoire

¹ Pour les trajectoires professionnelles des membres de l'équipe du musée du Mémorial Sighet, voir tableau n° 3 en Annexes 2.

² Cf. l'annonce postée sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memoria-ca-form-de-justiie-spaiul-expozitional-permanent-al-memorialului-sighet-la-bucureti/>.

³ Selon le CV de Petru Iuga mis en ligne sur le site du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/petru-iuga/>.

d'Ana Blandiana¹ et de Romulus Rusan, d'abord en tant que préfet du département de Maramureș de 1997 à 2000², sous la CDR, ensuite comme directeur du Mémorial Sighet entre 2001 et 2007³.

Les deux muséographes de Sighet, Robert Fürtös et Andrea Döbeș-Fürtös, sont diplômés en histoire et philosophie à l'Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca entre 1997 et 1998⁴. Ayant commencé à travailler pour le Mémorial de Sighet à la fin de leurs études supérieures, en juillet 1999, suite à l'obtention d'un Master II en histoire contemporaine et relations internationales, les époux Fürtös sont affiliés au début au Département d'histoire orale avant d'apporter leur contribution à l'emménagement du musée. Ici ils participent à la réalisation de plusieurs salles : S5 (« La géographie et la chronologie de l'espace concentrationnaire »), S8 (« Les élections de 1946 ») et S38 (« La nuit des dignitaires ») pour Andrea Döbeș-Fürtös et S5, S6 (« La Roumanie des prisons »), S8, S50 (« Pitești, la « rééducation » par la torture »), S74 (« La résistance en Maramureș »), S83 (« La Révolution en Hongrie de 1956 ») pour Robert Fürtös⁵. Entre 2001 et 2003, les deux chercheurs poursuivent un programme de formation en « muséologie générale » et se spécialisent en études sur la « mémoire » (pour Andrea Döbeș) et en « Histoire » (pour Robert Fürtös) au Centre de formation professionnelle de Bucarest. Recrutés à l'issue de leurs études universitaires, Fürtös et Döbeș se forment au fur et à mesure que le Mémorial est mis en place.

Intéressée par les thématiques du « phénomène concentrationnaire en Roumanie », de « la collectivisation de l'agriculture dans la région de Maramureș », « la résistance anticommuniste » et « la répression de l'Eglise gréco-catholique », Andrea Döbeș-Fürtös

¹ Voir le témoignage d'Ana Blandiana à l'occasion de l'anniversaire des soixante ans de Gheorghe Mihai Bârlea dans Ana GRIGOR, Liana POP (ed.), *Gheorghe Mihai Bârlea. Document bibliografic aniversar*, Baia Mare, Proema, 2011, p. 9-10.

² L'information est confirmée par Stéphane Courtois très présent à Sighet durant les Écoles d'été pendant cette période, entretien avec Stéphane Courtois, Paris, le 2 novembre 2009.

³ Pour la trajectoire biographique de Gheorghe Mihai Bârlea, voir son CV en ligne, consultable à l'adresse web suivante : www.ziarmm.ro/wp-content/uploads/2012/11/CV-BARLEA.doc.

⁴ Voir les CV de Robert Fürtös et d'Andrea Döbeș-Fürtös sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/robert-furtos/> et <http://www.memorialsighet.ro/andrea-dobes-furtos/>.

⁵ *Ibid.*

parachève sa formation académique par un doctorat en histoire obtenu en 2011 à l'Institut « George Bariț » de Cluj-Napoca¹. Sa thèse sur « L'espace concentrationnaire communiste de Roumanie. Le cas du pénitencier Sighet »², exploite son travail au sein du complexe. Encouragée par la porosité des missions remplies au sein du Mémorial, la transposition de ses intérêts professionnels dans sa thèse montre comment l'aménagement de l'ancienne prison de Sighet influence la production des récits savants sur le passé communiste de la Roumanie.

Le Musée de Sighet contribue ainsi à l'écriture de l'histoire de la période grâce aux productions de ses membres. Inspiré par l'ambiance et les archives collectées au sein du Mémorial, Robert Fürtös signe plusieurs ouvrages et articles sur le système concentrationnaire durant les années 1950, les trajectoires biographiques des hiérarques de l'Église gréco-catholique, le fonctionnement des structures départementales du Parti communiste et la collectivisation de l'agriculture dans la région de Maramureș³.

Pour ce qui est des guides et des gardiens du Musée de Sighet et de Bucarest, ils sont recrutés également à l'issue de leurs études universitaires (entre 2001 et 2012) et figurent parmi les plus jeunes employés du Mémorial. Ils possèdent tous au moins un diplôme d'études supérieures, en « Géographie et tourisme » et en « Langue et littérature roumaine » (pour Ildiko Gabriela Kador), en « Histoire contemporaine » et en « Informatique » (pour Norbert Kondrát), en « Sciences Politiques » et en « Théologie orthodoxe » (pour Nicolae Drăgușin)⁴. Moins axés sur la recherche à l'exception de Nicolae Drăgușin qui possède un Doctorat en Philosophie et plusieurs stages de recherche à l'étranger, leurs CV valorisent davantage leurs compétences linguistiques⁵, la maîtrise de plusieurs langues étrangères étant singulièrement mise en avant par

¹ Cf. le CV d'Andrea Döbeș-Fürtös sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/andrea-dobes-furtos/>.

² *Ibid.*

³ Voir le CV de Robert Fürtös sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/robert-furtos/>.

⁴ Cf. CV d'Ildiko Gabriela Kador, de Norbert Kondrát, de Nicolae Drăgușin et d'Adela-Alma Ulici sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/ildiko-gabriela-kadar/> ; <http://www.memorialsighet.ro/kondrat-norbert/> ; <http://www.memorialsighet.ro/nicolae-dragusin/> ; <http://www.memorialsighet.ro/adela-alma-ulici/>

⁵ *Ibid.*

rapport aux autres membres du personnel de l'institution. Cette préférence s'explique par la vocation du Mémorial Sighet à devenir un repère sur le plan du tourisme culturel.

Le succès ne tarde pas et le musée affiche déjà un flux constant de visiteurs jusqu'en 1999 avec cent à cent cinquante personnes par jour durant les périodes de pointe¹ et trente-cinq mille visiteurs par an jusqu'en 2007². L'ensemble accède à la reconnaissance dès 1998 lorsque le Conseil de l'Europe inscrit le Mémorial de Sighet parmi les principaux lieux de conservation de la mémoire du continent, aux côtés du Mémorial d'Auschwitz et du Mémorial de la Paix de Normandie³. En 2001, lors d'une réunion à Luxembourg les 26-27 janvier, le Mémorial des victimes du communisme et de la résistance de Sighet est inclus dans les itinéraires culturels européens⁴. Grâce au développement du tourisme de masse, l'ensemble connaît un franc succès à présent, et est désigné en 2015 le Musée de l'année (2015 TripAdvisor Travellers' Choice Museum Award) par le célèbre site d'avis et de conseils pour les voyages à l'international TripAdvisor⁵.

Section 3 : LE CENTRE D'ÉTUDES SUR LE COMMUNISME : IDÉOLOGIES DE L'HISTOIRE ET INTERNATIONALISATION DE L'ANTICOMMUNISME

À la base du Musée de Sighet, il y a le Centre International d'Études sur le Communisme (CISC) ouvert à Bucarest en 1993 par Romulus Rusan et la Fondation Académie civique chargée à ses débuts de la collecte des données nécessaires à la création du Mémorial. Dans les

¹ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de la justice », art. cité, p. 224.

² Selon le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memorialul-sighet-10-ani-de-ladeschiderea-pentru-public-5/>.

³ Selon le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memorialul/>.

⁴ Comme annoncé par le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memorialul-sighet-inclus-in-programul-itinerarii-culturale-europene-al-consiliului-europei/>.

⁵ Selon le site web du Musée de Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/memorialul-sighet-2015-tripadvisor-travellers-choice-museum-award/>.

conditions de la fermeture des archives publiques son activité se concentre dans un premier temps sur l'enregistrement des témoignages des anciens détenus politiques et des « victimes du Goulag » ainsi que sur le recueil des documents disponibles dans les collections privées¹.

Avec le temps, la petite équipe du Centre, composée à ses débuts de volontaires recrutés parmi les étudiants en histoire qui travaillent sous la supervision de Romulus Rusan, réussissent à répertorier un fonds archivistique impressionnant. Il réunit à présent trois mille témoignages totalisant plus de six mille heures d'enregistrements et quarante-trois mille pages de livres et de documents². Le « dévoilement iconographique d'une « vérité historique » » passe ainsi par cette vaste opération de collecte des archives qui transforme, comme l'écrit Anne-Marie Losonczy, « les mémoires privées et les documents cachés en mémoire-témoignage, commémorative et justicière »³.

Cet exploit est possible grâce à l'enthousiasme d'une équipe restreinte de jeunes permanents pauvrement rémunérés⁴, « parrainée » par un conseil scientifique d'envergure internationale dont la composition sera discutée plus loin. Outre le recueil de documents, le Centre s'ouvre avec le temps à la production de recherches historiques sur le communisme, qui bénéficient de plusieurs espaces de diffusion grâce à la création d'une maison d'édition propre. Malgré les difficultés financières qu'elle rencontre depuis ses débuts, l'institution a réussi à se développer en créant cinq départements : les archives, le département de recherche, le département d'histoire orale, le département éditorial et le département pour les expositions.

Dès 1993, avant même l'aménagement de l'ancienne prison, les créateurs du Mémorial ont manifesté un intérêt constant pour les rencontres autour du Musée et du Centre si bien que de nombreux symposiums, conférences, tables rondes sont organisés chaque année à Sighet. Ces événements, ouverts aussi bien aux historiens qu'au grand public, visent à encourager le dialogue entre les spécialistes en sciences sociales, les témoins du Goulag, les autorités étatiques

¹ Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de la justice », art. cité, p. 220.

² Cf. le site web du CISC, <http://www.memorialsighet.ro/centrul-international-de-studii-asupra-comunismului/>.

³ Anne- Marie LOSONCZY, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste », art. cité, p. 98.

⁴ Cf. le site web du CISC, <http://www.memorialsighet.ro/centrul-international-de-studii-asupra-comunismului/>.

et un public formé d'écoliers et de lycéens. À cette fin, le Mémorial organise tous les ans à Sighet une École d'été pour les jeunes les plus méritants, en montrant ainsi sa vocation éducative en matière d'histoire du communisme qui est l'un de ses principaux objectifs.

Avec des fonctions multiples incluant à la fois la constitution d'un fonds archivistique riche en supports variés, la formation de spécialistes capables de l'exploiter, la publication et la diffusion des recherches sur la période communiste, le CISC se situe au cœur d'une chaîne de production parfaitement articulée, qui alimente et légitime une perspective spécifique sur l'histoire de la période communiste. En analysant son équipe, son mode de travail et ses résultats, la dernière partie de ce chapitre cherche à éclairer davantage cette perspective.

A/ Historiens professionnels, historiens amateurs : les artisans de l'anticommunisme

1. Le CISC : pépinière de jeunes historiens

Le personnel du CISC se compose d'un collectif de cinq personnes dont l'activité est supervisée par un conseil scientifique international.

Coordonnée par Romulus Rusan, l'équipe du centre se compose de deux chercheurs (Traian Călin Uba, Elena Iordan), une secrétaire scientifique (Virginia Ion) et une coordinatrice du Département d'histoire orale (Andreea Elena Cârstea)¹.

Recrutés généralement à la fin de leurs études universitaires, les membres du CISC y travaillent d'abord en tant que collaborateurs, acquérant la plupart du temps leurs premières expériences professionnelles au sein du Mémorial, tout comme les membres de l'équipe du musée. C'est le cas de Virginia Ion qui, nous l'avons déjà rappelé, diplômée en histoire en 2004 est nommée secrétaire scientifique du CISC en 2007². La même situation se répète dans le cas d'Andreea Elena Cârstea, employée du Centre depuis 2004 après plusieurs années de bénévolat

¹ Pour les trajectoires professionnelles des membres de l'équipe du CISC, voir le tableau n° 4 en Annexes 2.

² Voir le CV de Virginia Ion sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/virginia-ion/>.

au sein du département d'histoire orale, à l'issue d'une Licence d'Histoire contemporaine de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca¹.

Le personnel du CISC se distingue par une plus grande variété de diplômes que les autres sections du Mémorial. À côté des historiens (Virginia Ion), on trouve une docteure en communication (Andreea Elena Cârstea), une juriste (Elena Iordan)², un journaliste diplômé en Philologie (Traian Călin Uba)³, avec une vaste expérience dans la presse d'opposition « anticommuniste » (*Expres, Baricada, România liberă, Dreptatea, Ziua, Europa liberă*), et à accents « nationalistes » (*Rost, Puncte cardinale*)⁴ après 1990. Une autre caractéristique de l'équipe du Centre d'études est le cumul des diplômes : une Licence et un Master II pour Virginia Ion⁵, deux Licences, une en Commerce et une autre en Droit pour Elena Iordan⁶, enfin, une Licence, deux Masters II (en « Histoire récente et contemporaine » et en « Communication et publicité ») et un Doctorat pour Andreea Elena Cârstea⁷. Affichant un CV riche en expériences professionnelles, publications et responsabilités au sein du CISC, Andreea Elena Cârstea a effectué plusieurs stages de recherche à l'étranger en tant que boursière de l'Université de Bologne et de la Central European University (CEU) de Budapest.

Collaborateurs de longue date du Département d'histoire orale, les membres de l'équipe du CISC participent tout comme l'équipe du musée à tout un ensemble d'activités qui ne se limite pas à la recherche et la publication d'articles et d'ouvrages : elles incluent également l'édition, la traduction et la rédaction de livres qui permettent au Mémorial de Sighet d'exister

¹ Selon le CV d'Andreea Elena Cârstea sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/andreea-elena-carstea/>.

² Voir le CV d'Elena Iordan publié sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/elena-iordan/>.

³ Voir le CV de Traian Călin Uba publié sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/traian-calin-uba/>.

⁴ Ion HANGIU, *Presa românească de la începuturi până în prezent. Dicționar cronologic (1790-2007)*, vol. IV (22 decembrie (1989-2007)), București, Comunicare.ro, 2008, p. 53-55, p. 122-123, p. 228-232, p. 419-422, p. 543, p. 752-753.

⁵ Voir le CV de Virginia Ion sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/virginia-ion/>.

⁶ Voir le CV d'Elena Iordan publié sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/elena-iordan/>.

⁷ Voir le CV d'Andreea Elena Cârstea sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/andreea-elena-carstea/>.

en tant qu'acteur visible sur le marché du livre d'histoire contemporaine et de « témoignage » de la période communiste.

À de rares exceptions, les domaines d'intérêt des chercheurs sont circonscrits à la répression communiste qui donne sa note dominante à la production du Centre d'études et se concentrent sur les minorités de Roumanie à l'époque moderne et contemporaine, la répression des femmes entre 1945 et 1989, les déportations dans la plaine de Bărăgan, les formes d'oppression et de résistance anticommuniste, etc.

Tout comme le Musée, le CISC fonctionne pour ces historiens en début de carrière comme un milieu professionnalisant, ce qui n'est pas sans importance dans les conditions où le marché du travail en histoire commence à être saturé depuis la fin des années 1990¹. Jeune, majoritairement féminine et surdiplômée, formée et professionnalisée au sein du Mémorial Sighet depuis la période des études universitaires, l'équipe du CISC se distingue par plusieurs aspects de celle de son conseil scientifique.

2. Le Conseil scientifique du CISC : outsiders de l'anticommunisme et émergence d'un réseau transnational

Contrairement à l'équipe du Centre, la composition du Conseil scientifique (CS) est majoritairement internationale et exclusivement masculine². Le contraste avec l'équipe du CISC est le résultat d'une contrainte objective, à savoir des ressources budgétaires insuffisantes, qui n'ont pas permis de recruter des chercheurs consacrés autrement qu'à titre bénévole, comme le souligne le site de l'institution³. C'est ce qui explique l'écart entre la composition du CS formé par des personnalités étrangères et celle du personnel qui réunit des jeunes locaux arrivés directement au centre depuis les bancs de la faculté.

¹ Bogdan MURGESCU, *A fi istoric în anul 2000*, București, ALL Educational, 2000, p. 94-95.

² Pour les trajectoires biographiques des membres du CS du CISC, voir le tableau n° 5 en Annexes 2.

³ Cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/centrul-international-de-studii-asupra-comunismului/>.

Dirigé par Romulus Rusan, le Conseil scientifique du CISC réunit au total dix personnes : cinq historiens (Thomas S. Blanton, Stéphane Courtois, Dennis Deletant, Șerban Papacostea, Alexandru Zub), deux politologues (Helmut Müller-Enbergs, Pierre Hassner), un journaliste-essayiste (Thierry Wolton), et un ancien dissident communiste (Vladimir Bukovski)¹. Capitalisant des ressources institutionnelles fortes, les membres du CS se distinguent par des convictions anticommunistes ouvertement exprimées dans des prises de position publiques et dans des études académiques ou non-académiques.

Encadré n° 7 : Romulus Rusan (1935-2016) : un écrivain converti à l'histoire

Né le 13 mars 1935 à Alba-Iulia dans une famille modeste (son père est fonctionnaire, sa mère femme au foyer) Romulus Rusan devient avant le milieu des années 1960 un écrivain apprécié, autant par la critique qui le récompense à plusieurs reprises que par le public large. Pourtant, le chemin vers la gloire littéraire n'a pas toujours été sans heurts. Élève brillant durant toute sa scolarité², membre de l'Union des Jeunesses Ouvrières (UTM), Romulus Rusan manifeste « un niveau politique et idéologique élevé et une bonne orientation politique », répondant « aux appels de l'organisation pour participer aux actions patriotiques »³. Mais malgré ce comportement qui peut dénoter davantage une docilité de bon élève qu'un enthousiasme à proprement parler révolutionnaire, il se voit retirer son carnet rouge en 1952 en raison du dossier de son père condamné à huit ans de prison (1948-1956) pour avoir été commissaire de police avant la guerre⁴. Se voyant interdire la présentation au concours d'entrée à l'université, il travaille comme ouvrier dans une entreprise chimique de Cluj pour un an, sur un poste de conducteur de four. Ici il se familiarise avec le travail sur le chantier et poursuit une formation professionnalisante au sein de « l'ancienne école de stakhanovistes »⁵.

En 1953 il intègre enfin la Faculté de Mécanique de l'Institut Polytechnique de Cluj (1953-1958)⁶. Passionné par la littérature, à partir de 1954, Romulus Rusan commence une carrière de reporter pour

¹ Selon le CISC sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/consiliul-stiintific-3/>.

² « Relevé des notes des classes I-XII », n° 18, 9 janvier 1965, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Romulus Rusan), f. 18.

³ « Rapport de vérification », Service de cadres/Département de Presse pour la jeunesse et les enfants éditée par le CC de l'UTM, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Romulus Rusan), f. 6.

⁴ Cf. fiches pénales de Rusan Fl. Romulus (né en 1905, le père de l'écrivain), AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier Central Făgăraș, Direction générale de la Sûreté de l'État, n° dossier personnel 33/12, 28 juillet 1948 ; fiche pénale du pénitencier Central Făgăraș, Direction générale de la Sécurité de l'État, n° de série 418, n° dossier personnel 33/952, 3 octobre 1950 ; fiche pénale du pénitencier Deva, Direction générale de la Sécurité de l'État, dossier personnel n° 24, 18 février 1955. Ces fiches sont consultables en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/R/R%2003.%20Rosa%20-%20Rytir/Rusan%20Romulus/>.

⁵ « Autobiographie » signée par Romulus Rusan le 18 novembre 1964, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Rusan Romulus), f. 9.

⁶ *Ibid.*, f. 9.

les revues Steaua et Tribuna et devient rédacteur en novembre 1956¹. C'est ici qu'il rencontre sa future femme, la poète Ana Blandiana à la fin des années 1950. Très populaires, les écrits qu'il publie durant la période — des reportages sur les chantiers de Roumanie et des entretiens avec les intellectuels de l'entre-deux-guerres — sont souvent repris par les revues centrales et une fois réunis en volume² ils obtiennent le prix de l'USR (1963). En 1964, Rusan intègre l'institution³. Apprécié par ses collègues pour ses « grandes capacités de travail », sa « modestie », son professionnalisme⁴, en 1965 il obtient son transfert à Bucarest, à la publication *Scânteia tineretului*, l'organe de jeunesse du PCR⁵. Le 25 février 1967, Romulus Rusan devient membre du Parti communiste⁶. Tout comme sa femme, il voyage beaucoup durant cette période, en Tchécoslovaquie (1966), en Yougoslavie (1967), en Belgique et en France (1967), en Italie et ailleurs. À l'issue de l'excursion aux États-Unis effectuée en 1974, l'écrivain publie son livre le plus célèbre, *America ogarului cenușiu* [l'Amérique du lévrier gris], titre choisi en référence au symbole du réseau de bus grâce auquel les deux époux font la traversée du pays.

Bénéficiant de la dissolution de l'institution de la censure par le régime communiste en mars 1977⁷, son livre paru la même année en mai, devient un best-seller, étant édité en plus de 70 000 exemplaires⁸. Pour le volume de prose courte *Roua și bruma*, Rusan obtient à nouveau le prix de l'USR, en 1982.

À partir de 1990, l'engagement de l'écrivain dans l'activité de l'Alliance Civique et plus encore dans les recherches occasionnées par l'emménagement de la prison de Sighet, l'éloignent, non sans regret, de sa carrière littéraire, comme il le confesse dans un entretien réalisé en 2008 :

« Je considère que pour moi comme écrivain (le Mémorial Sighet) a été une perte, voire même un suicide. Je n'avais pas su que ça allait durer aussi longtemps car si je l'avais su, je ne l'aurais peut-être pas fait... quinze ans... »⁹.

¹ « Rapport de vérification » du Service de cadres/Département de Presse pour la jeunesse et les enfants, éditée par le CC de l'UTM, 11 janvier 1965, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Rusan Romulus), f. 28.

² Romulus RUSAN, *Râul ascuns*, București, Editura pentru Literatură, 1963 ; *Expres 65*, București, Editura Tineretului, 1965.

³ « Complément d'autobiographie » signé par Romulus Rusan le 24 octobre 1967, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Rusan Romulus), f. 5.

⁴ Les vingt-deux « Références » de la part de camarades et collègues d'école, de lycée ou de travail ou des supérieurs et professeurs incluses dans le dossier de cadre des Jeunes ouvrières de Romulus Rusan insistent sur sa « modestie » légendaire, sa grande ténacité au travail, sa « générosité », ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Rusan Romulus), f. 19-48.

⁵ « Rapport de vérification » du Service de cadres/Département de Presse pour la jeunesse et les enfants éditée par le CC de l'UTM, 11 janvier 1965, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Rusan Romulus), f. 29.

⁶ « Complément d'autobiographie » signé par Romulus Rusan le 24 octobre 1967, ANIC, fonds CC de l'UTC, section « Cadres », dossier R/298 (Rusan Romulus), f. 5.

⁷ L'institution de la censure est abolie en juillet 1977, Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, Iași, Universitatea « Alexandru Ioan Cuza », 2013, p. 20 et p. 293.

⁸ Voir la recension d'Ana Damian au volume de Romulus Rusan, *America ogarului cenușiu* à l'occasion de sa réédition en ligne, Ana DAMIAN, « O mirare cu valoare de minune/O normalitate », 16 mai 2015, <http://editura.liternet.ro/carte/318/Romulus-Rusan/America-ogarului-cenusiu.html>.

⁹ Entretien avec Romulus Rusan, Bucarest, le 8 décembre 2008.

En tant que directeur du CISC ouvert auprès du Mémorial, Rusan pilote plusieurs projets d'envergure, extrêmement chronophages, comme celui dédié au recensement de la population concentrationnaire. Seul ou avec des anciens détenus politiques, il se consacre à l'écriture des livres sur différents moments qui illustrent la répression communiste. Par ailleurs, toujours dans le cadre des activités du Centre il s'occupe de l'édition de pas moins de six collections d'ouvrages qui portent sur différents aspects de l'ancien régime. L'activité menée au sein du CISC lui permet de réinvestir les compétences et les savoir-faire (écriture, correction, édition des textes) acquises durant les longues années où il a exercé comme rédacteur littéraire. Cependant, elle parachève la conversion de Rusan à une carrière d'historien amateur du communisme le contraignant à l'abandon définitif de la littérature :

« Je ne suis plus écrivain à présent, cela fait vingt-quatre ans que je me suis lancé dans autre chose, en m'occupant des livres des autres. (...) J'espère publier un jour mon propre mémorial »¹.

Avec le temps cette conversion prend des allures plus importantes comme le couple Blandiana-Rusan le confesse dans un témoignage de 1999 :

« Peu à peu nous nous sommes occupés de choses très éloignées de la profession d'écrivain qui était la nôtre avant 1989 : nous avons organisé des jurys et des concours d'architecture, des appels d'offre pour choisir le constructeur, des discussions avec les sylviculteurs pour le choix des espèces d'arbres à planter dans le cimetière, avec des tailleurs de pierre pour graver les noms des morts, avec des pompiers pour respecter les règles de prévention des incendies, avec des informaticiens pour prévoir le système d'informatisation du musée, avec des muséographes pour aménager les pièces exposées, dans les cellules, avec des électroniciens pour les appareils d'enregistrement et d'écoute de l'histoire orale. Mais la partie la plus ardue, par laquelle nous avons commencé et qui durera longtemps encore après que tous les autres travaux seront achevés, est la recherche historique »².

Parmi les voies de reconversion auxquelles contraint la mise en place du Mémorial, c'est donc l'histoire qui s'impose. La citation fréquente par les historiens professionnels des travaux novateurs en termes d'informations, de Romulus Rusan et sa nomination comme membre de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie en 2006, consacrent cette conversion professionnelle à l'histoire contemporaine.

Le CS du CISC se présente ainsi comme la réunion des acteurs qui au-delà de leurs croyances « anticommunistes », mettent en commun plusieurs types de ressources : visibilité médiatique (Thierry Wolton, Helmut Müller-Enbergs, Thomas S. Blanton), expertise (Stéphane Courtois, Helmut Müller-Enbergs, Thomas S. Blanton), reconnaissance professionnelle et capital institutionnel fort (Șerban Papacostea, Alexandru Zub, Dennis Deletant, Pierre Hassner), notoriété publique (Stéphane Courtois, Romulus Rusan, Vladimir Bukovski). La crédibilité de

¹ Voir l'intervention de Romulus Rusan lors de la Table ronde « Miroirs du réel et littératures en miroirs. Représentations du communisme dans la littérature roumaine », https://www.youtube.com/watch?v=_yJhQb7oPfk.

² Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de la justice », art. cité, p. 225.

la « victime » ou du témoin puisque trois parmi les participants à l'entreprise sont des anciens détenus politiques (Vladimir Bukovski, Șerban Papacostea, Alexandru Zub) joue comme une ressource à part entière dans ce type d'entreprise en quête de légitimité. S'y ajoute la dimension internationale, nourrie par trois éléments : la diversité des appartenances nationales des acteurs (parmi lesquelles la filière française est surreprésentée), la mobilité géographique et professionnelle extrême de leurs trajectoires biographiques et la reconnaissance dont ces personnes jouissent au sein des instances représentatives du « système mondial » comme l'UE ou le Conseil de l'Europe.

Ces données dotent l'entreprise du Mémorial Sighet d'importantes ressources sociales et institutionnelles et d'une visibilité internationale à laquelle ses fondateurs aspirent depuis sa création¹. La cooptation d'un réseau international d'acteurs pertinents pour les discours de criminalisation du passé place le Mémorial dans le circuit des musées du fascisme ou du communisme, à côté de la Maison de la Terreur de Budapest et du Musée des occupations de Tallin qui légitiment leurs démarches de la même manière².

En échange, grâce aux rencontres qu'il occasionne, aux relations que les membres du CS nouent entre eux et avec les autres participants à l'occasion des symposiums de Sighet, aux projets qu'il leur inspire sous la forme de manifestations scientifiques ou commémoratives, d'échanges et de traductions, le Mémorial incarne un extraordinaire générateur de capitaux et de réseaux transnationaux. Créé autour de l'écriture de l'histoire du communisme et de sa dénonciation idéologique et politique, des affinités et intérêts autour de ces questions, cette institution n'est donc pas qu'un simple « lieu de mémoire », mais également et avant tout, un lieu de sociabilité, de réinvention professionnelle et de circulation des idées.

Cependant, malgré ses atouts, sous l'angle strictement professionnel de l'histoire du communisme, l'entreprise se présente comme une alliance d'acteurs dominés au pôle

¹ Voir le souhait d'Ana Blandiana et de Romulus Rusan à ce que le Mémorial de Sighet soit un lieu de mémoire du Goulag est-européen et non seulement des victimes du communisme de Roumanie, Romulus Rusan en dialogue avec Dan Pârvu sur RFI, le 19 février 2016, https://www.youtube.com/watch?v=nJ-hx9Mpq_s.

² Maté ZOMBORY, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », art. cité, p. 1031-1035.

symbolique du champ historien. Stéphane Courtois, présenté comme le « spécialiste de la question », est marginalisé dans le monde académique français, Thierry Wolton, Romulus Rusan et Vladimir Bukovski sont des *outsiders* convertis tardivement à l'histoire, Helmut Müller-Enbergs et Dennis Deletant viennent de disciplines annexes comme la science politique et les études linguistiques, Șerban Papacostea et Alexandru Zub, des savants reconnus au pôle symbolique du champ académique, sont autrement spécialisés dans des matières lointaines comme l'histoire médiévale et l'historiographie.

Encadré n° 8 : Stéphane Courtois. De l'engagement de l'historien à l'engagement de l'œuvre

Né à Dreux en 1947 dans une famille d'« instituteurs de campagne » appartenant « à la gauche républicaine peu politisée », Stéphane Courtois intègre l'Université de Nanterre en 1967 après une scolarité accidentée¹. Ses débuts étudiants sont marqués par le militantisme politique qu'il investit avec enthousiasme en tant que membre du groupe maoïste « Vive le communisme ! »². Réunissant une partie de la jeunesse intellectuelle parisienne acquise aux idéaux du marxisme-léninisme, le groupe né dans le sillage du mouvement de Mai 68 se démarque du PCF qu'il accuse d'avoir abandonné ses « idéaux révolutionnaires »³. La dissolution de l'organisation en 1971 signifie pour Courtois le retour aux études universitaires. Après l'obtention d'une Licence en histoire, le début d'un doctorat dédié au PCF donne l'occasion au jeune intellectuel de convertir sa critique politique du communisme en objet d'analyse⁴. Réalisé sous la direction d'Annie Kriegel, importante intellectuelle résistante et militante communiste ayant quitté le PCF en 1956, à la suite de l'écrasement de la Révolution hongroise, ce travail de thèse ouvre à Stéphane Courtois les portes du monde académique. Recruté au CNRS en 1983 en tant que membre du Centre d'Études d'Histoire et de Sociologie du Communisme (CEHSC) de Nanterre, il y travaille jusqu'en 2009 quand il demande sa mutation au laboratoire « Cultures et sociétés européennes » de Strasbourg⁵. Directeur de la revue *Communisme* depuis sa fondation en 1981, Courtois commence en même temps à donner des cours à l'Institut Catholique d'Études Supérieures de la Roche-sur-Yon (ICES)⁶.

L'après 1989 représente un moment important dans sa carrière avec l'ouverture des archives du PCUS à Moscou, présenté comme un « trésor »⁷ par l'historien. Si cette découverte ne débouche pas en

¹ Entretien avec Stéphane Courtois, « Stéphane Courtois, l'historien du communisme », *La Nouvelle Revue d'Histoire*, n° 52, janvier-février 2011.

² *Ibid.*

³ Michael Scott CHRISTOFFERSON, *Les intellectuels contre la gauche*, Marseille, Agone, 2014, p. 105-106.

⁴ Cf. le site web de Stéphane Courtois, consultable en ligne à l'adresse : <https://stephancourtois.wordpress.com/>.

⁵ *Ibid.*

⁶ Christian AMALVI (dir.), *Dictionnaire biographique des historiens français et francophones, de Grégoire de Tours à George Duby*, Paris, La Boutique de l'Histoire, 2004, p. 168-169.

⁷ Stéphane COURTOIS, « Penser le communisme français », *Communisme*, n° 45-46, 1996, p. 88-89.

France sur le renouveau historiographique espéré par les chercheurs¹, Stéphane Courtois saisit opportunément le moment pour initier l'écriture d'un ouvrage qui fera sa célébrité. Il s'agit du *Livre noir du communisme*² paru en 1997 sous la signature d'un collectif de spécialistes du communisme qui se proposent d'étudier les crimes de ce régime à travers le monde. Avançant un bilan des victimes du Goulag de 100 millions et transférant les catégories juridiques définies lors du procès de Nuremberg aux crimes du communisme, la préface signée par Stéphane Courtois crée la controverse en France³.

En dépit de certaines critiques positives, l'accueil reste largement dépréciatif. On lui reproche la grande place tenue par le paradigme totalitaire dans l'analyse des communismes, une lecture trop idéologique des réalités historiques, la mise en équivalence de l'Holocauste et du Goulag⁴. Suite au scandale provoqué par l'ouvrage, à l'« affaire Jean Moulin »⁵ et à la tendance de Courtois de favoriser une « histoire policière du PCF » et la « dérive du *scoop* »⁶, plusieurs collaborateurs (Denis Peschanski, Nicolas Werth et Karel Bartošek) du comité éditorial de la revue *Communisme* démissionnent. De plus en plus marginalisé dans l'espace académique, l'historien s'éloigne progressivement de Paris vers des institutions excentrées du système d'enseignement (ICES de Rochesur-Yon) ou de recherche français (comme l'UMR 7236 de Strasbourg). Cette distance se mesure aussi dans le nombre restreint d'invitations à faire partie des jurys de thèse hormis celles qu'il a dirigées, au nombre de sept selon le logiciel SUDOC⁷, ou dans sa présence dans les comités d'évaluation des travaux produits dans d'autres disciplines comme les lettres⁸ ou la psychologie⁹. Dans une confession qu'il livre à Sighet au début des années 2000, il affirme :

« Suite à la publication du *Livre noir*... je me suis retrouvé très isolé à l'Université, des collègues et amis avec lesquels j'avais travaillé quotidiennement durant quarante-cinq ans ont oublié tout d'un coup qu'ils me connaissaient »¹⁰.

¹ Laird BOSWELL, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 5, 2005, p. 919.

² Stéphane COURTOIS, Nicolas WERTH, Jean-Louis PANNÉ, Andrzej PACZKOWSKI, Karel BARTOSEK, Jean-Louis MARGOLIN, *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997.

³ *Ibid.*, p. 14 et p. 17-19.

⁴ *Le Monde*, 14 novembre 1997, 18 novembre 1997 et 27 novembre 1997 ; *Le Monde Diplomatique*, décembre 1997 ; *Libération*, 13 novembre 1997. Pour une critique universitaire du *Livre noir*... voir Michel DREYFUS, Bruno GROppo, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (sous la dir.de), *Le siècle des communismes, op cit.*

⁵ Lorsqu'en 1997, le journaliste Gérard Chauvy publie *Aubrac, Lyon 1943* (Paris Albin Michel, 1997) accusant Jean Moulin (1899-1943) d'avoir été un agent secret de l'URSS, Stéphane Courtois lui apporte son soutien.

⁶ Michèle LEFEBVRE, « Le communisme, entre analyse scientifique et vision policière de l'histoire », *Le Monde*, 21 septembre 2000.

⁷ Consultable à l'adresse web suivante : <http://www.sudoc.abes.fr/DB=2.1/SET=1/TTL=1/CMD?ACT=AND&TRM=%5C9001+Y+%26+%5C9017+1&REMEMBERFORMVALUES=N>.

⁸ Dans le jury de thèse de Cédric MELETTA, *La fédération des Jeunesses laïques et républicaines : un apprentissage politique et civique dans la France de l'entre-deux-guerres (1924-1939)*, Thèse de Doctorat en Lettres et sciences humaines, Dir. Gilles le Béguec, Paris X Nanterre, 2005.

⁹ Irena TALABAN, *Le Christ s'est arrêté à Pitești. Psychologie et psychopathologie du traumatisme individuel et collectif dans une société totalitaire communiste. La Roumanie communiste, 1945-1989*, Thèse de Doctorat en Psychologie, Dir. Tobie Nathan, Paris VIII, 1998.

¹⁰ Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet*, București, Fundația Academia Civică, 2003, p. 205.

En revanche, le débat autour de cet ouvrage le transforme dans un best-seller avec un million d'exemplaires vendus à travers le monde et sa traduction en vingt-sept langues étrangères. De cette longue série, la roumaine, effectuée en 1998 à l'initiative de l'Académie civique est la première¹. Bien reçu en Roumanie², il représente une révélation pour l'équipe du CISC, le *Livre noir...* est présenté comme une référence incontournable en la matière et fonctionne à plusieurs titres comme une source de légitimité incontestable pour la démarche choisie à Sighet. Tout d'abord, cet ouvrage offre une validation universitaire à un discours mémoriel³. Ensuite, venant d'un historien français qui représente un milieu académique tenu pour un haut lieu de la culture légitime, il offre plus de crédibilité aux travaux produits au sein du CISC. Enfin, partageant une même vision sur l'histoire du communisme, le *Livre noir...* renforce les relectures pratiquées au sein du Mémorial Sighet. Sa démarche universalisante sur la répression communiste permet en outre aux acteurs du CISC d'inscrire la Roumanie sur une carte plus large des pays l'ayant subie. Elle munit d'arguments une vision du passé communiste faisant de la terreur son essence transhistorique et transgéographique.

Après s'être rencontrés dans le contexte de la traduction du *Livre noir...* en roumain, Stéphane Courtois noue une relation durable avec Ana Blandiana et Romulus Rusan, dont il admire le « travail très remarquable » autour du Mémorial⁴. Invité pour la première fois à Sighet en 1999, il participe par la suite régulièrement aux Écoles d'été. En 2002 il est désigné recteur de cet événement, les interventions prononcées à l'occasion faisant l'objet d'un volume édité par l'Académie civique⁵.

Habitué des symposiums du Mémorial, Stéphane Courtois y noue des « relations interpersonnelles » solides qui lui permettent de contourner le circuit bureaucraté des « institutions » qui le « fatiguent »⁶. C'est ici qu'il fait la connaissance du dissident antisoviétique Vladimir Bukovski avec lequel il crée le Memento Goulag, une série de conférences annuelles qui voyagent à travers l'Europe (Bucarest, Rome, Berlin, Roche-sur-Yon). C'est ici aussi qu'il entend les témoignages d'anciens détenus politiques roumains comme des membres de Solidarność (Alicja Wancerz-Gluza, Roman Wyborski) et de la Charte 77. C'est enfin à Sighet qu'il rencontre les historiens locaux du communisme (Marius Oprea, Dorin Dobrinu, Alexandru Zub), voix rares d'un « milieu inexistant » selon son propre témoignage, et les philologues préoccupés par cette thématique (Ruxandra Cesereanu)⁷. Les manifestations organisées par l'Académie civique sont également l'occasion de la rencontre avec plusieurs figures de l'exil politique roumain à Paris (Ana Tutuianu, Radu Portocală, Bujor Nedelcovici) dont Stéphane Courtois devient l'invité régulier lors des réunions publiques⁸.

Les réseaux créés par l'historien français à Sighet débouchent à la fois sur des échanges entre la Roumanie et la France et sur la création de canaux de diffusion de ses publications puisque les acteurs

¹ Romulus RUSAN, « Dictionarul Larousse al comunismului », 22, 14 novembre 2007.

² Pour une analyse de la réception du *Livre noir du communisme* en Roumanie, voir le chapitre 6.

³ Ce n'est pas tant que Stéphane Courtois plaide directement pour faire des témoins une source principale de l'écriture de l'histoire, par contre, il dit son opposition constante aux discours des anciens membres du PCF. Mais en mettant l'accent sur les crimes du communisme, sa démarche vient renforcer une vision exclusivement répressive sur ce passé qui est également celle des historiens, des « victimes du communisme » et des entrepreneurs de mémoire regroupés à Sighet, Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 146.

⁴ Entretien avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

⁵ Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*

⁶ Entretien avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

rencontrés ici jouent le rôle de relais auprès des maisons d'édition roumaines pour la traduction de ses travaux¹. Inversement, ces mêmes acteurs sont invités par Courtois à participer à des conférences à l'étranger et deviennent des collaborateurs occasionnels de la revue *Communisme*². Par le même biais, l'intellectuel est invité à faire partie du conseil scientifique de plusieurs laboratoires de recherche nouvellement créés comme l'Institut Roumain d'Histoire Récente (2000) et l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (2006).

La mise en place de ces collaborations qui s'étendent à d'autres pays de la région après la publication du *Livre noir*...³ légitime Stéphane Courtois dans sa nouvelle posture de principal expert au niveau européen en matière de politiques mémorielles de condamnation du « totalitarisme communiste »⁴.

Pour l'ensemble de ses acteurs, le Mémorial Sighet se dessine comme un stimulateur de conversion professionnelle vers un exercice nouveau pour certains, et professionnalisant puisque la participation aux Écoles d'été est rémunérée⁵, à savoir la dénonciation du communisme. Recyclant des « vocations » anciennes (Vladimir Bukovski, Stéphane Courtois, Thierry Wolton) qui soit ont échoué, soit se sont épuisées avec le désintérêt grandissant pour la critique des systèmes soviétiques après 1989, le complexe de l'Académie civique offre un espace d'expression et de diffusion des idées sur un marché quasiment vierge en la matière.

Enfin, le Mémorial Sighet joue le rôle d'une instance de consécration mutuelle. Il permet aux intellectuels étrangers méconnus ou marginalisés dans leur pays d'origine de continuer à exister en étendant leur capital de notoriété vers un endroit qui, comme la Roumanie, se situe

¹ Selon le témoignage de Stéphane Courtois, c'est le jeune historien Marius Oprea, rencontré à Sighet qui propose aux éditions Polirom, avec lesquelles l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme dont il est le directeur collabore étroitement, de publier le *Dictionnaire du communisme* coordonné par l'historien français. Une traduction de ce livre paraît en roumain en 2008 (Stéphane COURTOIS (coord.), *Dicționarul comunismului*, Iași, Polirom, 2008), suivie par une seconde traduction aux mêmes éditions (Stéphane COURTOIS, *Comunism și totalitarism*, Iași, Polirom, 2011), entretien avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

² Marius Oprea est invité par Stéphane Courtois à collaborer à la revue *Communisme* et à participer à plusieurs conférences organisées par l'historien français dans la capitale française (cf. entretien avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009). Parmi celles-ci le colloque international sur le totalitarisme organisé à Paris en 2003, dont les actes sont réunis dans Stéphane COURTOIS (dir.), *Le jour se lève : l'héritage du totalitarisme en Europe (1953-2005)*, Mayenne, Editions du Rocher, 2006, « Prefață » dans Marius OPREA, *Chipul morții : dialog cu Vladimir Bukovski despre natura comunismului*, Iași, Polirom, 2006, p. 19-22.

³ Maté ZOMBORY, « The birth of the Memory of Communism: memorial Museums in Europe », art. cité, p. 1032-1033.

⁴ Cf. le site web de Stéphane Courtois, <http://www.memoryandconscience.eu/platform-representatives-2017/> ; <https://stephanecourtois.wordpress.com/> ; Laure NEUMAYER, « Integrating the Central European Past into a Common Narrative: the Mobilizations Around the « Crimes of Communism » in the European Parliament », *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 23, n° 3, p. 361.

⁵ Selon l'entretien avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

aux confins de leur espace d'appartenance culturelle et où le fait qu'ils soient originaires d'un pays dominant en la matière fonctionne comme une garantie suffisante de leur excellence professionnelle. Inversement, célébrés à Sighet et dans les publications de l'Académie civique comme des « spécialistes et experts internationaux » du communisme, ils confèrent crédibilité et envergure à une entreprise qui rencontre au milieu des années 1990 de nombreux obstacles dans une Roumanie quasiment imperméable à un discours « anticomuniste » radical¹. C'est pourquoi, pour les membres du CS, le Mémorial Sighet apparaît non seulement comme un multiplicateur de capitaux, mais aussi comme un lieu de transfert d'idées et de savoir-faire.

B/ Discours historiographiques, discours politiques à Sighet

Les recherches produites au sein du CISC ont servi au départ à l'emménagement du musée, et continuent encore à présent de remplir cet objectif. Aussi, telle qu'elle est définie, l'activité du Centre (production des recherches, choix des thèmes des conférences) est orientée vers la promotion du message du Mémorial des victimes du communisme et de la résistance, celui-ci étant que ce régime a été répressif, abusif des Droits de l'Homme et des libertés individuelles, et criminel. Cherchant par tous les moyens (répression, terreur, surveillance, persuasion) à garder le pouvoir aussi longtemps que possible, il est donc condamnable aussi bien sous l'aspect moral qu'historique, sous l'angle de ses méthodes et de son idéologie. Cette construction à la fois historique et mémorielle « subsume les quarante-cinq ans de régime communiste à la “Terreur” » à l'aide d'une « implacable bipolarité entre les bourreaux et un corps social entièrement victimisé »². Excluant du récit historique la « zone grise », la narration dominante délivrée à Sighet laisse en dehors les mémoires, les souvenirs, le vécu de ceux qui n'ont été « ni martyrs ni héros ni bourreaux », reconstruisant ainsi le passé selon un découpage

¹ Sur les obstacles rencontrés dans les premiers temps par le projet du Mémorial Sighet et les articles dénigrants parus dans la presse à son égard, voir Ana BLANDIANA, Romulus RUSAN, « Le Mémorial Sighet ou la mémoire : une forme de la justice », art. cité, p. 221.

² Anne-Marie LOSONCZY, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », art. cité, p. 107-108.

très particulier¹. Mais à la différence d'autres musées qui y circonscrivent leur production symbolique, le Mémorial délivre également des discours sur le présent politique de la Roumanie et jette un pont entre criminalisation du communisme historique et disqualification du socialisme idéologique.

En accord avec cette problématique, minoritaire à l'époque de la création du CISC chez les historiens roumains, les axes de recherche du laboratoire sont premièrement la résistance anticomuniste et deuxièmement, le système concentrationnaire roumain. Dans ce cadre, plusieurs projets de recherche sont en cours dont le plus important concerne « le recensement de la population concentrationnaire entre 1945-1989 ». Sur la base des fiches pénales reçues par chaque prisonnier politique à son entrée en détention, le CISC souhaite la constitution d'une base de données en ligne, mise à la disposition de la communauté historique².

Même si avec le temps, la présence des chercheurs et des invités étrangers aux réunions qui ont lieu à Sighet contribuent à une expansion du champ d'intérêt vers les autres pays socialistes, la problématique de l'« exception roumaine » prédomine, entendue comme espace imperméable aux réformes poststaliniennes adoptées ailleurs dans le « Bloc de l'Est ».

1. La production scientifique du CISC : du témoignage à l'histoire du « totalitarisme communiste »

S'intéressant particulièrement à la période du stalinisme, qui s'étale de 1946 à 1953 en Roumanie, les travaux publiés par le CISC se font plus rares quand il s'agit des étapes suivantes, celle de la « déstalinisation » ou de la « détente » (1954-1960), celle de la « libéralisation » (1960-1971) ou celle de la crise de la fin du régime (1971-1989). À titre d'exemple, sauf le premier volume plus généraliste de la série des *Annales de Sighet* qui réunit les interventions prononcées durant les symposiums organisés tous les ans par le Mémorial, quatre numéros

¹ *Ibid.*, p. 108.

² Le recensement de la population concentrationnaire est présenté sur le site web du Mémorial Sighet, à l'adresse suivante, <http://www.memorialsighet.ro/recensamantul-populatiei-concentrationare/>.

parmi les dix de la collection sont consacrés aux années 1946, 1947, 1948, un à la période 1954-1960, un aux années 1960-1971 et un autre à la dernière période 1973-1989¹.

Une explication serait la relative fermeture des archives, comme rappelé auparavant et à l'évidence, le fait que l'ancienne prison de Sighet autour de laquelle fonctionne le CISC ne reçoit des prisonniers politiques que dans la première moitié des années 1950. Les raisons de ce découpage sont néanmoins aussi idéologiques, puisque la focalisation sur les années 1950 permet aux chercheurs réunis au sein du laboratoire d'étayer mieux qu'aucune autre étape du régime ses crimes et violences. Elle permet d'éviter de discuter certains autres aspects du régime qui auraient pu constituer des arguments pour sa valorisation : le retrait des troupes soviétiques en 1958, l'instauration de la gratuité de l'enseignement dès la fin des années 1940, les campagnes d'alphabétisation de la population, le processus d'urbanisation et d'industrialisation massives.

Si l'on regarde de plus près les thématiques qui prédominent pour chaque intervalle temporel, on constate un intérêt tout particulier pour les phénomènes concernant l'installation violente et non-démocratique du communisme en Roumanie en 1946. On parle d'un « régime d'occupation »² car le petit Parti communiste roumain bénéficie de l'appui des Soviétiques pour s'assurer la victoire aux élections « falsifiées ».

Les formes prises par la répression dans tous les secteurs de la vie sociale et la persécution des adversaires politiques du régime, la dynamique des lieux de détention (pénitenciers, camps de travail, domicile forcé), l'offensive contre la culture et les églises

¹ Romulus RUSAN (ed.), « Memoria ca formă de justiție », *Analele Sighet*, n° 1, 1994 ; « Instaurarea comunismului, între rezistență și represiune », *Analele Sighet*, n° 2, 1995 ; « Anul 1946 — începutul sfârșitului », *Analele Sighet*, n° 3, 1996 ; « Anul 1946 — scrisori și alte texte », *Analele Sighet*, n° 4, 1997 ; « Anul 1947 — căderea cortinei », *Analele Sighet*, n° 5, 1997 ; « Anul 1948 — instituționalizarea comunismului », *Analele Sighet*, n° 6, 1998 ; « Anul 1949-1953 — mecanismele terorii », *Analele Sighet*, n° 7, 1999 ; « 1954-1960 — fluxurile și refluxurile stalinismului », *Analele Sighet*, n° 8, 2000 ; « 1961-1972. Țările Europei de Est între speranțele reformei și realitatea stagnării », *Analele Sighet*, n° 9, 2001 ; « Anii 1973-1989. Cronica unui sfârșit de sistem », *Analele Sighet*, n° 10, 2003.

² Par exemple chez Șerban PAPACOSTEA, « Totalitarismul și istoriografia română », Liternet.ro, <http://destinatii.liternet.ro/articol/157/Dennis-Deletant/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Occidentul-si-disidentia-din-Romania-sub-regimul-lui-Ceausescu.html>.

constituent les sujets de prédilection des chercheurs. Ensuite, en fonction des périodes, d'autres aspects sont traités : la surveillance de la population, la pénurie, les luttes pour le pouvoir au sein du Parti communiste, la destruction du patrimoine culturel et architectural des villes et des villages, la censure, la politique extérieure et le culte de la personnalité. Une aire thématique largement couverte se réfère aux mouvements d'opposition au régime, de la résistance armée des partisans dans les années 1950 aux mouvements portés par les ouvriers comme la grève des mineurs de 1977 ou la révolte des usines de Braşov de 1987. L'analyse des initiatives individuelles de soulèvement contre le régime se limite aux figures intellectuelles, ce qui permet de célébrer Ana Blandiana, et minimise les actes de dissidence des membres du Parti communiste¹.

¹ Voir les commentaires de Dennis Deletant sur Silviu Brucan, un des signataires de la « Lettre des six » adressée à Nicolae Ceauşescu au début de 1989, dont l'initiative ne peut pas être comparée aux actes de dissidence d'Ana Blandiana à la fin des années 1980 selon l'historien britannique, Dennis DELETANT, « Occidentul și disidența din România », Liternet.ro, <http://destinatii.liternet.ro/articol/157/Dennis-Deletant/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Occidentul-si-disidenta-din-Romania-sub-regimul-lui-Ceausescu.html>.

Tableau n° 5 : Les grands thèmes des recherches sur le régime communiste par étapes¹

	1946-1947	1948-1953	1954-1960	1960-1971	1971-1989
1	La falsification des élections de 1946	La résistance anticommuniste dans les montagnes	La Révolution hongroise de 1956 et ses effets dans le Bloc de l'Est	L'amnistie des prisonniers politiques en 1964	La dissidence contre le régime : la « résistance par la culture »
2	Procès politique des Nationaux-Paysans et des autres leaders des partis « historiques »	La collectivisation et les révoltes paysannes	Les luttes pour le pouvoir au sommet du PCR et les campagnes d'épuration successives	1968 : indépendance et stagnation politique	La Charte 77 et le mouvement « Goma » en Roumanie
3	Le début et la radicalisation de la résistance armée anticommuniste	La relation du régime aux Église (orthodoxe, catholique, uniate) : persécutions, arrestations, interdictions	Le XX ^e Congrès du PCUS et ses effets dans les pays satellites de l'URSS	Les luttes pour la succession au sein du PCR (1964)	L'exil comme forme de défection au régime communiste de Roumanie et la réponse des autorités
4	1947 : l'abdication forcée du roi Michel Ier	Témoignages et histoire de l'univers carcéral dans les années 1950. Étude de cas : la « rééducation » au pénitencier de Pitești	L'amnistie des prisonniers politiques et leur sort après la sortie de prison en 1955	L'arrivée de Nicolae Ceaușescu au pouvoir, successeur de Gheorghe Gheorghiu Dej	Le programme d'alimentation rationalisée
5	Les débuts de la Guerre froide	Securitatea : actions et méthodes de répression » et de surveillance	Les relations des intellectuels au pouvoir communiste : séparation du stalinisme et dilemmes de l'intellectuel engagé	La politique extérieure du régime Ceaușescu	La systématisation des villages et de la capitale après le tremblement de terre de 1977 : démolitions architecturales et destruction des

¹ Tableau réalisé à partir des dix volumes de la collection *Analele Sighet* édités par Romulus Rusan et publiés par l'Académie civique entre 1994 et 2003.

					traditions villageoises
6	L'idéologisation de la culture roumaine. Étude de cas : les épurations dans le domaine de l'historiographie	La mort de Staline : significations et réception en Roumanie et dans les pays satellites	La restalinisation : persécution des résistants anticommunistes et réouverture des procès des anciens détenus politiques	La législation anti-avortement et ses conséquences en Roumanie (1966)	Le « culte de la personnalité » et le « national-communisme » dans le domaine culturel

Les recherches et publications éditées par le Mémorial émanent généralement de trois catégories d'acteurs : des universitaires (historiens, philologues, sociologues), des historiens amateurs (journalistes, écrivains, essayistes), et des victimes du régime communiste (anciens détenus politiques des années 1950 et leurs descendants, des témoins de l'époque et des dissidents des années 1980). En prenant en compte la totalité des auteurs des livres cités sur le site du Mémorial Sighet dans la rubrique consacrée à la présentation de ses collections, on remarque que 46 % parmi ceux-ci sont des témoins, 34 % sont des universitaires dont une grande majorité des historiens et 10 % sont représentés par des profanes ou des historiens amateurs.

Tableau n° 6 : Les auteurs des éditions la Fondation Académie civique¹

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	NOMBRE
Universitaires (historiens (25), philologues (2), sociologues (1))	28
Historiens amateurs et intellectuels « profanes » (écrivains, journalistes)	7
Témoins (détenus politiques, descendants des détenus politiques, dissidents)	31
TOTAL	66

Plus qu'une « communauté affective »² au sein de laquelle elles peuvent s'exprimer, le Mémorial offre aux victimes la possibilité d'inscrire leurs mémoires individuelles et leurs expériences subjectives dans une histoire collective homogène³ et validée par les experts⁴.

¹ Tableau réalisé à partir des auteurs du catalogue des livres publiés par les éditions de l'Académie civique présenté sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/departamentul-editorial/>.

² Maurice HALBWACHS, *La Mémoire collective*, Paris, PUF, 1968, p. 12.

³ Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 32.

⁴ Violaine ROUSSEL, « Les "victimes" : label ou groupe mobilisé ? Éléments de discussion des effets sociaux de la catégorie de "victime" », art. cité, p. 107.

Rencontre de l'histoire avec le témoignage, la littérature et le journalisme, la production du Mémorial Sighet comprend : des ouvrages d'histoire, des études et des analyses scientifiques, des articles et actes de colloques, de symposiums ou de conférences, de la littérature mémorielle (journaux, mémoires, souvenirs, entretiens), des collections de documents, des romans et des films documentaires. Comme les acteurs qui ont parfois plusieurs qualités (par exemple, ancien détenu politique et historien amateur), les publications éditées sous l'égide du Mémorial peuvent recouvrir un statut hybride (témoignage, livre d'histoire). Réunie en dix collections¹, la production du Centre entremêle les contributions de différents acteurs sans distinction de statut ou de méthode.

Ouvertes aussi bien aux historiens consacrés ou en devenir qu'aux témoins du régime communiste qui « font face aux historiens professionnels en tirant une compétence de leur propre expérience concentrationnaire »², la logique de constitution des collections est donc étrangère par moments au principe de la spécialisation ou de la rigueur disciplinaire. Toutes les voix semblent ainsi également entendues et considérées à Sighet, le consensus ne résultant pas d'une entente sur les méthodes utilisées pour approcher le passé communiste, mais d'une perspective partagée sur sa dimension répressive. Un exemple parlant dans ce sens est représenté par la collection déjà citée des *Annales de Sighet* qui réunit dans dix volumes parus entre 1994 et 2003 la totalité des communications soutenues au symposium organisé chaque année par le Mémorial Sighet de 1993 à 2002. Ainsi, à l'exception des numéros 1/1995, 4/1997 et 6/1998, où la table des matières est divisée en sections dédiées aux « Études », aux « Études de cas » et aux « Témoignages », les autres numéros ne mentionnent pas le statut/qualité des articles publiés, renonçant ainsi à la division du matériel par rubriques.

Sous le rapport théorique, les efforts d'éclaircissement ou de précision du cadre conceptuel utilisé sont rares, presque inexistantes. Les analyses reprennent le paradigme totalitaire

¹ Celles-ci sont : « Les Annales Sighet », la « Bibliothèque Sighet », « Documents », « Intervalle », « Histoire orale », la « Classe d'histoire », la « Vie quotidienne », « Multimédia », « Commémorations », « Hors collections », « Guides, brochures, catalogues ».

² Selon le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/>.

tel quel sans le questionner et l'appliquent à l'ensemble de la période communiste pour montrer ce qui est tenu pour acquis, à savoir : la stabilité du « stalinisme » et de la répression, le mimétisme de la « détente ».

Parmi les seules tentatives de définition on identifie celles venues des membres du Conseil scientifique du Mémorial. Stéphane Courtois définit le totalitarisme à travers « trois monopoles : le monopole politique — un seul parti au pouvoir, le monopole économique — l'État met la main sur l'économie dans son ensemble et le monopole culturel — l'État et le Parti qui s'identifie avec l'État, contrôlent toute la presse, l'enseignement »¹. La distinction entre « totalitarisme » et « dictature » introduite par Vladimir Bukovski, consisterait dans « l'implication de la population » dans le cas du premier type de régime à la différence du deuxième, ce qui renforce l'idée non seulement que le « communisme » a bel et bien été un « régime totalitaire » en Europe Centrale et de l'Est, mais qu'il s'est maintenu au pouvoir grâce à la collaboration/cooptation/passivité d'une partie de la population, idée plutôt hérétique au regard des discussions qui ont lieu à Sighet². Revenant sur l'histoire du « totalitarisme communiste », Thierry Wolton considère qu'il remonte à la Révolution française³ et que depuis il exerce son pouvoir de fascination notamment sur les intellectuels, qu'il attire par la force de son idéologie, incomparable à celle du « fascisme »⁴.

Ajusté à l'affirmation de la toute-puissance du « communisme » aussi bien dans le temps (de la Révolution française de 1789 à celle d'Octobre 1917 et de 1946 à 1989) que dans l'espace (de la France à l'URSS et à l'Europe de l'Est), le paradigme totalitaire sert les récits de la répression produits au sein du Mémorial Sighet. Défini de manière exhaustive il permet non seulement de justifier la stabilité du régime communiste et sa force de pénétration dans la société

¹ Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 217.

² Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 86-87.

³ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », Linternet.ro, <http://destinatii.linternet.ro/articol/150/Therry-Wolton/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Franta-si-comunismul-fascinatia-intelectuala-si-politica.html>.

⁴ *Ibid.*

socialiste mais donne aussi une portée unificatrice à des régimes politiques et des pays que tout sépare, et participe ainsi à l'internationalisation de l'« anticommunisme ».

2. Les feux de l'été à Sighet : d'une pédagogie de l'histoire à une pédagogie politique

Depuis ses débuts, l'Académie civique cherche à exercer sa vocation éducative à Sighet par l'organisation tous les ans de symposiums, ensuite d'une École d'été dont la première édition a lieu en 1998. Ces manifestations portent d'ailleurs sur des thèmes liés à la problématique du lieu, comme le tableau ci-dessus l'indique.

Tableau n° 7 : Les thématiques des Écoles d'été qui se sont déroulées à Sighet entre 1994 et 2002

N°	ANNÉE	MANIFESTATION	THÈME
1.	10-12 juin 1994	Symposium	« La Mémoire comme forme de justice »
2.	9-11 juin 1995	Symposium	« L'instauration du communisme : entre résistance et répression »
3.	7-9 juin 1996	Symposium	L'année 1946 — le début de la fin »
4.	20-22 juin 1997	Symposium	« L'année 1947 : le Rideau tombe »
5.	19-21 juin 1998	Symposium	« L'année 1948 — l'institutionnalisation du communisme »
6.	2-4 juillet 1999	Symposium	« Les années 1949-1953 : les mécanismes de la terreur »
7.	2-4 juillet 2000	Symposium	« Les années 1954-1960 : les flux et reflux du stalinisme »
8.	Juillet 2001	Symposium	« Années 1961-1972 : les Pays de l'Europe de l'Est entre les espoirs de la réforme et la réalité de la stagnation »
9.	5-7 juillet 2002	Symposium	« Les années 1973-1989 : la chronique d'une fin de système »

Créée pour « contrecarrer » d'un côté les raccourcis, les « falsifications », « le lavage des cerveaux » de l'enseignement de l'histoire nationale à l'école et d'un autre côté, les « failles » de la transmission d'une « mémoire du passé communiste » au sein de la famille, cette

manifestation est dédiée aux élèves âgés de 15 à 18 ans¹. À partir de 2008 et jusqu'en 2014, la fondation invite également les professeurs d'histoire du secondaire. Leur proposant d'assister à des conférences et des communications soutenues par les historiens et à des témoignages venus de la part des anciens détenus politiques et de leurs enfants, de différents intellectuels et personnalités publiques, les écoles d'été souhaitent transmettre une « pédagogie du non-oubli (...) des monstrueux mécanismes de fonctionnement de l'histoire dans la première moitié du XX^e siècle »². Mais pas de n'importe laquelle. Il s'agit surtout de celle qui fonctionne « sur la base de la haine de classe et de la répression des plus élémentaires droits de l'Homme, une haine envisagée comme combustible de l'histoire »³. Donc, à Sighet il ne s'agit pas seulement de combattre ou de corriger un certain enseignement du passé mais aussi une manière de le concevoir assimilée à la pensée marxiste.

Une autre initiative qui mérite d'être mentionnée est l'organisation d'un concours d'essais écrits par les jeunes lycéens à partir d'un thème de réflexion ou d'une question posée par les hôtes⁴. Les essais sont ensuite édités et publiés dans un volume sous l'égide de l'Académie civique dans une collection intitulée « Adolescent » créée exprès pour l'occasion⁵. Façon de transmettre et de faire connaître au-delà de Sighet la répression communiste, les écoles d'été sont pour l'Académie civique des moyens de diffusion et de reproduction des perspectives consensuelles sur le « passé récent » qui circulent désormais au sein du système national d'enseignement.

Présidées chaque année par un recteur choisi parmi les membres du Conseil scientifique, les Écoles d'été mélangent les sessions de communication sur des thèmes d'histoire, les

¹ Selon la présentation de l'École d'été sur le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/scoala-de-vara-de-la-sighet/>.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Par exemple : « Que sais-je sur la période communiste ? », « D'où vient l'extrémisme ? », « La Roumanie dans laquelle je voudrais vivre », etc.

⁵ Les volumes sont présentés sur le site web du Mémorial Sighet à l'adresse suivante, <http://www.memorialsighet.ro/prod-cat/ro/libraria/biblioteca-sighet/>.

témoignages des anciens dissidents et persécutés politiques ou de leurs descendants avec des questions adressées par le public aux intervenants¹.

Véritable laboratoire de circulation et de diffusion des idées, la manière dont se déroulent ces manifestations mérite une analyse plus poussée au niveau des prises de position qui s'y expriment. L'examen d'un échantillon composé de différentes communications présentées au cours du temps à Sighet par les membres du Conseil scientifique est éclairante. Ces acteurs ont été privilégiés pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce que, pris dans l'ensemble, ils sont représentatifs aussi bien des intellectuels roumains et étrangers, historiens amateurs et historiens savants présents au sein du Mémorial que des « victimes » des régimes communistes des pays de l'Est. Deuxièmement, parce que leur présence année après année à Sighet contribue à leur identification par un public plus large et par la communauté historique avec l'esprit du Mémorial et de sa production. Enfin, parce qu'ils sont investis par les hôtes de l'Académie civique avec une grande autorité qui en fait les principaux porte-paroles de ce « lieu de mémoire »².

D'une grande diversité, les thèmes abordés par ces acteurs ne se cantonnent pas au seul régime communiste de Roumanie et renforcent la vocation internationale du Mémorial. À côté des études concernant les mécanismes locaux de répression utilisés par le régime communiste contre les opposants politiques, le phénomène de la dissidence et de la résistance au communisme en Roumanie (Dennis Deletant), la collectivisation de l'agriculture roumaine dans les années 1950 (Dorin Dobrinu), les méthodes de contrôle de la Securitate (Dennis Deletant, Marius Oprea) ou les évolutions de l'historiographie sous l'ancien régime (Șerban Papacostea, Alexandru Zub) on trouve des analyses qui se penchent sur la « fascination française pour le

¹ Les programmes des Écoles d'été de Sighet entre 1998 et 2014 peuvent être consultés à l'adresse suivante : <http://www.memorialsighet.ro/scoala-de-vara-de-la-sighet/>.

² À titre d'exemple consulter les présentations de Vladimir Bukovski, d'Alexandru Zub, de Dennis Deletant, de Helmut Müller-Enbergs par Romulus Rusan, Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 7-9 ; Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 182-183, Romulus RUSAN (ed.), *Dennis Deletant la Sighet, op. cit.*, p. 12-13 ; Helmut MÜLLER-ENBERGS, « Garantul dictaturii sistemului socialist în RDG », Liternet.ro, <http://destinatii.liternet.ro/articol/161/Helmut-Muller-Enbergs/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Garantul-dictaturii-sistemului-socialist-in-RDG.html>.

communisme » (Thierry Wolton), sur le bilan des victimes du communisme au niveau mondial (Stéphane Courtois), sur les méthodes de la STASI en Allemagne de l'Est (Helmut Müller-Enbergs) et du KGB en URSS (Vladimir Bukovski). D'autres communications présentent des aspects liés à la condamnation des crimes du communisme au niveau européen (Stéphane Courtois, Romulus Rusan, Göran Lindblad) ou aux régimes socialistes en Pologne (Jaroslaw Godun, Mirosław Chojecki, Henryk Wujek, Jerzy Borowczak), en Hongrie (Béla Borsi-Kálmán), en Tchécoslovaquie (Libuše Valentová). L'analyse du communisme apparaît donc à Sighet comme une direction de recherche féconde non seulement pour les pays qui ont connu des régimes « démocrates populaires » ou « socialistes », mais aussi pour les États « démocratiques ». À travers les réflexions de Stéphane Courtois et de Thierry Wolton sur le PCF, dont ils décrivent les racines doctrinaires et ses relations étroites avec l'Union soviétique, la France est adossée à une histoire du communisme en Europe qui remonte selon le journaliste, à la Révolution de 1789¹.

S'intéressant ainsi de manière prioritaire au passé, les communications présentées aux Écoles d'été du Mémorial dressent un sombre tableau de la période communiste. Celle-ci apparaît comme un moment de régression dans la vie des nations, caractérisée par un régime « totalitaire », installé de manière illégitime et violente, qui use de tous les moyens à disposition (terreur, crime, surveillance, persuasion) pour accumuler le pouvoir et exercer un contrôle total sur une population dépossédée de ses biens matériels et spirituels. Plusieurs intervenants le dépeignent comme un régime qui vise à annuler les effets des conquêtes politiques, intellectuelles et économiques acquises durant l'entre-deux-guerres, assez importantes dans le cas roumain (le vote universel masculin, la réforme agricole, l'unité nationale). Selon eux, il « anéantit les élites »² et signifie finalement un moment de « destruction »³, une « catastrophe »⁴, une « tragédie »⁵ dans l'histoire d'une société. Au milieu de ce tableau, les nuances sont rares et

¹ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

² Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 341-342.

³ Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 22.

⁴ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

⁵ Ioana BOCA (éd.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 109. À propos du processus de collectivisation, Romulus Rusan dans Dorin DOBRINCU, « Colectivizarea și răscoalele țărănești », Liternet.ro,

si elles viennent parfois de la part des historiens présents à Sighet, elles ne s'expriment pas toujours durant les débats publics¹. Car ne se limitant pas à « comprendre et expliquer » le passé, les communications de Sighet ambitionnent à l'évaluer sous rapport historique et humain afin d'en dégager des enseignements idéologiques pour l'avenir. À ce titre, l'affirmation du jeune historien Dorin Dobrinco selon lequel « c'est une illusion dangereuse de croire que ça aurait été pire sans le communisme »² est exemplaire. Mais on peut également retenir l'attachement pour un ordre traditionnel qui émerge aussi bien des prises de position d'un Șerban Papacostea³, que de l'importance accordée à la « propriété privée » par plusieurs invités du Mémorial⁴.

Considérée comme une « expérience d'ingénierie sociale » ratée⁵, l'histoire des « communismes » est-européens est envisagée à Sighet comme une « mise en application stricte du marxisme-léninisme »⁶. L'assimilation de l'idéologie à la pratique politique des partis communistes au pouvoir jusqu'en 1989 dans l'Est de l'Europe est une des clés les plus résistantes de lecture du passé pour les invités de l'Académie civique⁷. Quand bien même, certains historiens tiennent Karl Marx pour « un des penseurs sociaux les plus importants du XIX^e siècle »⁸, sa vision sur une société égalitaire apparaît comme obsolète, illusoire et est disqualifiée par plusieurs acteurs⁹. Cette disqualification ne se réfère pas seulement à l'incapacité de cette vision de saisir ce qui fait la spécificité des sociétés agraires comme la Roumanie à la fin de la guerre où elle est « appliquée » de manière arbitraire et destructive¹⁰.

<http://destinatii.liternet.ro/articol/152/Dorin-Dobrinco/Scoala-de-Vara-Sighet-ed-VII-Colectivizarea-si-rascoalele-taranesti.html>

¹ Voir par exemple les observations fines d'Alexandru Zub concernant le régime pénitentiaire et la complexité des hommes que ça soit des gardiens de prison ou des officiers de la Securitate durant l'entretien avec Ioana Boca, Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 340-341.

² Dorin DOBRINCU, « Colectivizarea și răscoalele țărănești », art. cité.

³ Șerban PAPACOSTEA, « Totalitarismul și istoriografia română », art. cité.

⁴ Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 133; Șerban PAPACOSTEA, « Totalitarismul și istoriografia română », art. cité.

⁵ Dorin DOBRINCU, « Colectivizarea și răscoalele țărănești », art. cité.

⁶ Par exemple Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 120.

⁷ À part chez Stéphane Courtois, l'idée est très présente chez Thierry Wolton également, Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

⁸ Dorin DOBRINCU, « Colectivizarea și răscoalele țărănești », art. cité.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

Mais elle touche aussi à son incapacité d'inspirer une gauche démocratique contemporaine dont toute possibilité d'existence est niée par Thierry Wolton et Stéphane Courtois¹.

Organisées d'un point de vue conceptuel autour du paradigme totalitaire, les études reposent sur quelques dichotomies et points de tensions communs, tels que État/société, élites/masses, bourreaux/victimes, Occident/Europe de l'Est, fascisme/communisme. S'y ajoute une périodisation figée qui sépare de manière stricte l'entre-deux-guerres de la période communiste dont les débuts sont fixés en 1947 pour la Roumanie, après l'abdication forcée du roi Michel I^{er} à la fin de l'année. Même lorsqu'elles ne se réfèrent pas aux mêmes pays, ces dichotomies sont importantes car elles soutiennent l'échafaudage des narrations historiennes qui, réunies, donnent une image assez cohérente des régimes communistes en Europe Centrale et de l'Est. Leur installation à la fin de la Deuxième Guerre mondiale est vue partout comme illégitime et violente en raison de la présence des troupes de l'Armée rouge qui stationnent alors dans la région et jouent comme une contrainte facilitant l'intervention soviétique dans cette partie de l'Europe. Mais si l'« occupation » est possible, elle doit beaucoup à la « faiblesse » des pays occidentaux comme la France, l'Angleterre ou les États-Unis qui ont « abandonné » l'autre partie du continent entre les mains des Soviétiques².

Thème récurrent de l'historiographie du communisme dans la région³, à Sighet également, la « trahison de l'Occident »⁴ est un facteur explicatif de premier ordre lorsqu'il s'agit de disséquer non seulement les débuts des régimes socialistes en Roumanie ou ailleurs, mais aussi leur impressionnante longévité. Cette longévité est expliquée d'abord par la violence,

¹ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. Cité ; Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 115-116. Voir aussi les observations d'Alexandru Zub concernant d'un côté, l'existence d'un « fort filon de gauche » dans les universités américaines et d'Europe de l'Ouest et, d'un autre côté, « l'intéressante théorie de Vladimir Bukovski » sur le fait que « l'actuelle gauche occidentale représente un triomphe du menchevisme », Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 196.

² Dennis DELETANT, « Occidentalul și disidența din România », art. cité ; Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 191.

³ Le même thème est par exemple présent en Pologne également, Valentin BEHR, *Science du passé et politique du présent en Pologne : l'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dirs Vicent Dubois et Yves Déloye, Université de Strasbourg, 2017, p. 486.

⁴ Selon l'expression de Stéphane Courtois, Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 209.

ensuite par l'ubiquité des polices politiques des Partis communistes¹, prêtes à utiliser toute information contre leurs propres citoyens, et n'est que très marginalement interrogée en lien avec la cooptation par ces régimes de certaines franges de la population. Elle permet de trouver un coupable extérieur au maintien du communisme au pouvoir sans prendre sérieusement en considération l'hypothèse d'une éventuelle acquisition de légitimité par les Partis uniques. Car si l'on suit les discussions de Sighet notamment dans le cas de la Roumanie, cette « trahison de l'Occident » ne se limite pas au laissez-faire des gagnants de la guerre face à l'influence soviétique en Europe de l'Est à partir de 1945. Elle se traduit aussi par une somme de complicités des élites occidentales aussi bien intellectuelles que politiques avec le PCUS ou avec des leaders comme Nicolae Ceaușescu qui favorise une opposition « de l'intérieur » contre Moscou dans les années 1970, et produit des effets jusqu'en 1989². Dans l'établissement de ces complicités, la France occupe un rôle à part.

Vieux de plusieurs siècles, le « penchant des Français pour le communisme » est selon Thierry Wolton, un des traits « consubstantiels de ce peuple (...) en dépit des circonstances »³. Le communisme est d'ailleurs selon l'ancien journaliste de *Libération*, « un enfant français »⁴. Entretenu par les privilèges offerts par le pouvoir soviétique sous la forme de voyages ou de biens matériels, l'attrance des intellectuels parisiens pour le marxisme est traitée à Sighet comme une évidence. Si elle participe à la légitimation des régimes socialistes de l'Est de l'Europe en Occident avant 1989, cette attrance est aussi responsable aux yeux des invités du Mémorial, du manque d'écho de leurs critiques à l'adresse de ces régimes et finalement de leur marginalisation dans le champ académique français⁵. Hormis les intellectuels sensibles à la propagande soviétique durant la Guerre froide, toute la classe politique de « gauche » comme de « droite » est accusée d'avoir conservé une entente avec le PCUS⁶.

¹ Helmut MÜLLER-ENBERGS, « Garantul dictaturii sistemului socialist în RDG », art. cité, Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 163.

² Romulus RUSAN (ed.), *Dennis Deletant la Sighet, op. cit.*, p. 221.

³ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

⁴ *Ibid.*

⁵ Ioana BOCA (éd.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 185, p. 192-195.

⁶ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

Mais les complicités ouest-européennes avec les régimes socialistes ne s'arrêtent pas en 1989. Souhaitant éviter le dévoilement à l'opinion publique de leurs liens avec le KGB, comme dans le cas d'Egon Bahr, figure proéminente des sociaux-démocrates allemands et « agent soviétique » selon Vladimir Bukovski, les élites politiques occidentales continuent à soutenir le PCUS bien après la chute de l'URSS en 1991¹. Opposés à l'ouverture des archives de par la crainte accumulée autour de leurs révélations, les « Occidentaux » refusent d'apporter leur soutien à un procès du communisme comme ce fut le cas pour le nazisme à Nuremberg à la fin de la guerre². Cette attitude, qui se contente après 1989 d'une réforme et d'une démocratisation des sociétés ex-socialistes toutes partielles selon Vladimir Bukovski, l'encourage à affirmer que « le communisme n'a été » ni « vaincu », ni « démantelé » dans cette partie de l'Europe³. C'est ce qui a permis d'ailleurs au KGB de rester au pouvoir et aux élites du PCUS de se reproduire dans les secteurs de la finance, des affaires, des services secrets ou du crime organisé⁴. Cette continuité dans des positions dominantes des anciens membres de la nomenklatura et des services secrets communistes est rappelée aussi au sujet de la Roumanie. Résultat d'un « coup monté » à l'aide du KGB selon Bukovski ou Courtois⁵, la « Révolution » de décembre 1989 a débouché finalement sur le maintien au pouvoir d'un FSN réformiste issu du Parti communiste et dirigé par un leader qui serait un « agent » de Moscou⁶. Renforçant ainsi le discours de l'Alliance Civique et de la CDR sur le PDSR, les intervenants participent (in)directement à Sighet, à la légitimation de position politiques.

Bien que ce type de considération ne fasse pas en soi l'objet des communications présentées aux Écoles d'été, il refait surface durant les échanges avec le public que les hôtes de l'Académie civique animent et encouragent. Dans l'espace ainsi créé d'une parole libérée, les

¹ Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 28.

² *Ibid.*, p. 21.

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ *Ibid.*, p. 133.

⁵ *Ibid.*, p. 104. Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 139.

⁶ Ion Iliescu est tenu pour un « réformiste gorbatchévien » et peut-être même pour un « agent du KGB », (Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet, op. cit.*, p. 139). Cette information est reprise de manière plus affirmative lors de la rencontre avec Stéphane Courtois, Paris, 2 novembre 2009.

invités sont contraints parfois de préciser et même d'affiner certaines interprétations historiennes en prêtant attention à la complexité des situations ou à l'historicité des faits relatés. Néanmoins, cela leur offre aussi l'occasion de glisser vers le terrain de l'actualité politique, allant de la continuité au pouvoir de l'« oligarchie néo-communiste »¹ à des questions comme le « terrorisme islamique »², la « globalisation », la « mondialisation »³. Ainsi, à travers ces glissements imperceptibles, dans le jeu des questions et des réponses, à côté d'une pédagogie de l'histoire du communisme, c'est une pédagogie politique qui est transmise, animée par des valeurs et des interdits idéologiques qui façonnent le décryptage de l'avenir.

Sans apporter des preuves empiriques à l'appui de ces affirmations, ces discours reprennent et prolongent les arguments avancés dans certains documents politiques de l'Alliance Civique ou de la CDR, exposant les raisons de leur constitution et de leur implication dans les campagnes électorales des années 1990⁴. Parmi celles-ci, la nécessité de la lutte contre le FSN/PDSR, vu comme l'héritier du PCR, légitime l'idée que le véritable changement de régime en Roumanie se passe au moment de l'arrivée de la CDR au pouvoir en 1996.

Bien plus qu'un lieu de production de discours historiques, le Mémorial devient ainsi une tribune politique. Car la défense de la propriété privée et de la morale chrétienne, la nostalgie pour un type de méritocratie d'avant-guerre qui relève pour beaucoup de la reproduction des inégalités sociales et économiques⁵, l'attention à la conservation de l'identité nationale correspondent à ce qu'est le projet politique de la CDR durant les années 1990⁶. Ces idées se traduisent par la formulation des mesures très concrètes qui se retrouvent parmi les principales promesses de campagne de cette formation, telles que la privatisation extensive des entreprises d'État ou la restitution des propriétés nationalisées par l'ancien régime, qui accompagnent la

¹ Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 189.

² Romulus RUSAN (ed.), *Bukovski la Sighet, op. cit.*, p. 40.

³ Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 127-142.

⁴ Pour ces documents, voir Dan Pavel, Iulia Huiu, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 529 et p. 531.

⁵ Cf. Dragoș Sdrobiș, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară, op. cit.*

⁶ Dan Pavel, Iulia Huiu, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000, op. cit.*, p. 530-532.

volonté de repenser les mécanismes de mobilité sociale hérités du système communiste et de les remplacer éventuellement par de nouveaux¹.

Si l'aspiration vers une démocratisation à l'occidentale par le passage à l'économie de marché n'est pas absente des aspirations de la CDR, on constate que ses auteurs ne trouvent que marginalement leurs références et sources d'inspiration dans les modèles contemporains concrets d'organisation ou de réflexion sur la société. C'est plutôt l'image idyllique d'une soi-disant démocratie pré-communiste qui irrigue de manière accablante l'imaginaire politique des forces coagulées autour de la CDR parmi lesquelles l'Académie civique.

Caractérisée par la prédominance des principes conservateurs, cette démocratie prisée à Sighet n'est donc que l'autre face d'une revanche historique tentée par les élites de l'entre-deux-guerres et du régime Antonescu en alliance avec les nouveaux arrivants dans le champ de l'historiographie et les perdants de la soviétologie occidentale, dépossédée de sa place de cité dans le monde académique avec la fin de la Guerre froide. Cette revanche trouve dans la CDR son véhicule politique parfait.

3. Le Rouge et le Noir à Sighet : un lieu pour deux mémoires

Dans un article publié en 2007 qui s'intitule « Sighet, préambule de l'Holocauste, point central du Goulag »², l'historien Robert Fürtös revient sur l'histoire de la localité où se trouve le complexe mémorial. On apprend ainsi que dans les années 1930 vit ici une forte communauté juive orthodoxe avec une « organisation culturelle, éducationnelle et religieuse très rigoureuse »³. Après le Deuxième arbitrage de Vienne patronné par l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, le 30 août 1940 le Nord-Ouest de la Transylvanie où se situe la localité Sighetul-Marmăției revient à la Hongrie, au grand dépit de la partie roumaine. La mesure concerne une surface de 43 591 km² et 2,5 millions d'habitants⁴. Gravement éprouvés par la politique raciale

¹ *Ibid.*, p. 541 et p. 556.

² Robert FURTÖS, « Sighet, preambul al Holocaustului, punct central al Gulagului », art. cité.

³ *Ibid.*, p. 226.

⁴ *Ibid.*

de l'État roumain, les Juifs de la région espèrent toutefois un sort meilleur après l'annexion¹. Mais dès le 13 septembre 1940, leurs attentes sont déçues et ils se confrontent à une législation qui durcit les effets de l'antisémitisme². L'arrivée du Troisième Reich sur le territoire hongrois en mars 1944 a pour conséquence, entre autres, la mise en pratique de la « Solution finale » sous la direction d'Adolf Eichmann qui bénéficie du plein soutien des autorités magyares³. Après la ghettoïsation en avril 1944 des Juifs de la ville et des villages alentours, les déportations de Sighetul-Marmației vers Auschwitz se déroulent entre le 16 et le 22 mai 1944 en quatre transports qui réunissent 12 849 personnes⁴. Parmi elles se trouvent Elie Wiesel né le 30 septembre 1928 à Sighet, réuni avec sa famille. Déporté à Auschwitz, ensuite à Buchenwald, Wiesel y perd ses parents ainsi qu'une de ses trois sœurs. Au total 435 000 Juifs ont été acheminés entre mai et juin 1944 des ghettos hongrois vers les camps d'extermination nazis⁵, dont 131 639 en provenance de la Transylvanie du Nord⁶.

Après la guerre, la région rentre à nouveau dans la composition de la Roumanie, suite au Traité de Paris de 1947, et la communauté juive de Sighet se réorganise autour des 2308 Juifs rescapés en majorité des camps nazis⁷. Au printemps 1946, le régime communiste de Roumanie organise le procès des criminels de guerre parmi lesquels les historiens comptent 185 inculpés pour l'expropriation, la ghettoïsation et la déportation des Juifs de Transylvanie vers les camps de concentration nazis⁸. Parmi les accusés seuls 51 sont effectivement détenus par les autorités, les autres étant jugés *in absentia*⁹. Les condamnations sont « âpres »¹⁰ selon les auteurs du

¹ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 262.

² *Ibid.*, p. 261.

³ *Ibid.*, p. 263-264.

⁴ *Ibid.*, p. 280 et p. 285.

⁵ Robert FURTÖS, « Sighet, preambul al Holocaustului, punct central al Gulagului », art. cité, p. 229.

⁶ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 283.

⁷ Robert FURTÖS, « Sighet, preambul al Holocaustului, punct central al Gulagului », art. cité, p. 229.

⁸ En 1945, deux « tribunaux du peuple » ont été créés par les autorités roumaines avec la Commission alliée de contrôle pour juger les crimes de guerre : un à Bucarest et un autre à Cluj. Créé le 22 juin 1945, celui de Cluj où sont jugés les responsables (magyars, allemands, roumains, juifs) des crimes de guerre et de crime contre les Juifs de la Transylvanie du Nord est connu pour ses condamnations plus dures. Parmi les 461 inculpés, 100 reçoivent la peine capitale et 163 la peine de prison à vie, CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 319-320.

⁹ *Ibid.*, p. 284.

¹⁰ *Ibid.*

Rapport final de la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie : 30 inculpés sont condamnés à mort tandis que les autres reçoivent des peines de prison¹. Personne n'est pourtant exécuté puisque les inculpés fuient la Roumanie à la fin de la guerre avec les troupes de la Wehrmacht sur la retraite. En même temps, plusieurs prisonniers sont libérés pour bonne conduite comme le prévoit un décret adopté au début des années 1950². Ainsi, aucun des condamnés pour crimes contre les Juifs à la fin de la Deuxième Guerre mondiale sur le territoire de la Roumanie ne purge sa peine jusqu'au bout³. Les autorités communistes ne tiennent pas compte de la dureté des peines prononcées en 1946 même si les procès ont été organisés en partie sous leur patronage ; les cas de libération conditionnelle concernent à plusieurs reprises les condamnés à vie, réhabilités dans les années 1950 pour s'être montré « aptes à la cohabitation sociale »⁴. Cinquante ans après les faits, un tel arrangement fera dire aux auteurs du Rapport final sur l'Holocauste en Roumanie que le procès du nazisme a raté ici pour des raisons d'« opportunité politique » qui ont transformé la justice pénale en une « parodie »⁵.

Aussi, avant de devenir un haut lieu du « Goulag », la localité de Sighetul Marmăției est historiquement, comme le rappelle Robert Fürtös, un avant-poste de l'Holocauste. En 2002, longtemps après qu'Elie Wiesel est devenu une personnalité connue dans le monde entier, une maison mémorielle à son nom qui abrite également un musée d'histoire des Juifs, est ouverte à Sighet⁶. L'inauguration a lieu en présence de l'écrivain naturalisé américain en 1963, d'Ion Iliescu, le président de la Roumanie entre 2000 et 2004, des ambassadeurs des États-Unis, Michael Guest, et d'Israël, Sandu Mazor, à Bucarest et d'autres officialités. Deux ans avant l'entrée de la Roumanie dans l'OTAN, ils rendent ainsi hommage aux « victimes de l'Holocauste ». Bien que le programme du séjour à Sighet annonce une visite prévue au

¹ *Ibid.*

² Le Décret n° 72/23 mars 1950 concernant la libération avant le terme des ceux condamnés, *Monitorul Oficial*, 23 mars 1950 reproduit dans *Colecție de legi, drecrete, hotărâri și deciziuni*, vol. 28, București, Éditions de l'État, 1950, p. 76-79 cité par CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 284.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, p. 285.

⁶ Voir la présentation de l'historique du monument sur le site web du Musée la Culture Juive de Maramureș, La Maison Mémorielle « Elie Wiesel », http://sighet.ro/?page_id=58.

Mémorial des victimes du communisme et de la résistance il semblerait que celle-ci n'ait pas eu lieu¹. Le geste est critiqué par certaines publications proches de l'Académie civique comme *România literară* ou *Cuvântul*² et décrit comme « incomplet », voire comme une « erreur irréparable »³. Car n'incluant pas dans leur itinéraire une visite au Mémorial de Sighet, les quatre hommes « ratent »⁴ l'occasion de rendre hommage également, à côté des « victimes de l'Holocauste » à celles du « Goulag ».

L'observation s'inscrit dans une réflexion plus générale des acteurs de Sighet autour de ce qu'ils appellent le « déséquilibre des mémoires de la Shoah et du Goulag » en Europe⁵. Reprenant par l'intermédiaire de Stéphane Courtois la formule d'Alain Bésançon — « hypermnésie du nazisme, amnésie du communisme »⁶ —, plusieurs communications aux Écoles d'été du Mémorial partagent l'opinion que les « victimes du communisme » et leur « tragédie » restent moins audibles dans l'espace public européen que celles du « fascisme »⁷. « Ce devoir de mémoire naturellement articulé lorsqu'il s'agit des victimes de l'Holocauste, est très atténué lorsqu'on se réfère aux morts du Goulag »⁸, avance Thierry Wolton durant l'École d'été de 2004.

Parmi les raisons identifiées par les participants pour expliquer une telle situation, plusieurs en viennent à insister sur la présence des « communistes » tels Ion Iliescu à des positions de pouvoir⁹. Secondés par les intellectuels « de gauche », ils font obstacle à l'émergence d'une « mémoire du Goulag » en cherchant à protéger par là le régime politique

¹ Selon les journaux *Adevărul* (« Elie Wiesel trei zile în România », *Adevărul*, 27 juillet 2002), *Ziua* (Mihai TOADER, « Eveniment la Sighetul Marmației », *Ziua*, n° 2470, 30 juillet 2002).

² *Cuvântul*, n° 87, 2006.

³ À la rubrique « Ochiul magic » voir les articles « Memorie și uitare », *România literară*, n° 35, 2006 et « O greașeală ireparabilă », *România literară*, n° 36, 2006.

⁴ Mircea MARTIN, « Memorie și ratare », *Cuvântul*, n° 87, 2006.

⁵ Voir à ce propos Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, op. cit.

⁶ Alain BESANÇON, *Le Malheur du siècle. Sur le communisme, le nazisme, et l'unicité de la Shoah*, Paris, Fayard, 1998.

⁷ Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

⁸ *Ibid.*

⁹ Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet*, op. cit., p. 122 ; voir aussi le chapitre « Cine se opune memoriei » [Qui fait opposition à la mémoire] dans Ioana BOCA (ed.), *Courtois la Sighet*, op. cit., p. 104-110.

qu'ils ont servi et par là une idéologie « criminelle » qu'ils continuent de défendre impunément¹. Le « devoir de mémoire » autour de l'Holocauste est évoqué à Sighet moins comme une nécessité en soi et davantage sous l'angle de ses instrumentalisation politiques et de ses techniques publicitaires comme ailleurs en Europe de l'Est². Le long chemin de sa réussite publique est ainsi rappelé comme modèle de persévérance digne à suivre³, sinon à imiter⁴, si l'on pense à la collaboration du Mémorial avec l'auteur d'un volume intitulé l'« Holocauste rouge » en référence aux « victimes du Goulag »⁵.

Si la légitimité de l'équivalence entre les victimes de l'Holocauste et celles du Goulag est affirmée à Sighet, le bilan du communisme y est présenté comme étant beaucoup plus lourd que celui du fascisme.

Un premier aspect concerne la plus large légitimité populaire du nazisme par rapport à celle du communisme en Allemagne. Comparant le nombre de dénonciations spontanées trouvées dans les archives de la Gestapo, bien supérieur aux « rares » que renferment les archives de la STASI, le politologue Helmut Müller-Enbergs conclut que « les dirigeants de la RDA vivaient en permanence dans la crainte d'un soulèvement populaire » qui n'est pas près d'arriver selon lui sous le Troisième Reich⁶.

¹ Voir aussi les développements d'Alexandru Zub sur la continuité d'un personnel administratif et d'un corps de chercheurs opposés aux révélations sur la criminalité du régime communiste au sein des archives ainsi que dans des positions clé du champ historien, Alexandru ZUB, *Oglinzi retrovizoare*, *op. cit.*, p. 123-124.

² Henry ROUSSO, « La légitimité d'une comparaison empirique » dans Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, *op. cit.*, p. 20.

³ Voir l'exposé de Thierry Wolton sur le temps long qu'il a fallu à un livre comme *La destruction des Juifs d'Europe* de Raul Hilberg (Paris, Arthème Fayard, 1988), de s'imposer à l'attention du grand public, Thierry WOLTON, « Franța și comunismul, fascinație intelectuală și politică », art. cité.

⁴ Selon un mimétisme entre les promoteurs de « l'anticommunisme » et ceux de « l'antifascisme » mis en évidence par Henry ROUSSO, « La légitimité d'une comparaison empirique », art. cité, p. 19.

⁵ Il s'agit du médecin Florin Mătreșcu. Né dans le département d'Ilfov, près de Bucarest en 1940, il réussit à quitter la Roumanie pour l'Allemagne de l'Ouest en 1980. Là, il milite dans plusieurs organisations « anticommunistes » de l'exil roumain, devient un des sponsors du Mémorial Sighet et signe avec Ana Blandiana, un « Protocole de collaboration avec la CDR » et Emil Constantinescu (cf. le CV en ligne de Florin Mătreșcu, <https://florinmatrescu.wordpress.com/curriculum-vitae/>). Participant aux Écoles d'été du Mémorial, il est l'auteur d'un livre intitulé l'« Holocauste rouge » qui porte sur les crimes du communisme à travers le monde et tout spécialement en Roumanie, publié à Bucarest en 1993, Florin MĂTREȘCU, *Holocaustul roșu*, *op. cit.*

⁶ Helmut MÜLLER-ENBERGS, « Garantul dictaturii sistemului socialist în RDG », art. cité.

Un deuxième aspect où le « fascisme » « s'en sort mieux » que le « communisme » est, suivant Șerban Papacostea, le rapport à la propriété privée. Mettant en avant la « conservation de la propriété paysanne rurale, de la propriété industrielle même si la production était dirigée dans le sens des vues du régime » par le « national-socialisme », l'historien roumain en vient à conclure que ce gouvernement a été « moins totalitaire » que le « communisme »¹. Plus encore, à la différence du « communisme », le « fascisme italien a laissé en fonction quelques pouvoirs parallèles : la monarchie, l'Église, tout comme l'aristocratie italienne. C'est une grande distinction »². Reconnaisant aux « deux totalitarismes » la même « dangerosité », la même vocation meurtrière qui a fait des millions de cadavres, Papacostea affirme que « le totalitarisme a atteint sa maturité dans le système soviétique de Staline et a connu des formes totalement démentielles dans la Chine de la révolution culturelle de Mao et surtout au Cambodge »³.

La mise en perspective des deux régimes s'organise à Sighet autour d'un canon composé d'auteurs dont les travaux renforcent les propos des intervenants. À côté d'Alain Bésançon, de François Furet, des adeptes du paradigme totalitaire comme Martin Malia, sont cités l'historien révisionniste allemand Ernst Nolte⁴, et sa théorie suivant laquelle « le nazisme a été une réaction au communisme »⁵. Un tel bilan de la comparaison des deux régimes contribue à légitimer la mise en avant de Sighet comme « ville symbolique pour la mémoire du communisme »⁶ sans y ajouter la « mémoire du fascisme ».

¹ Șerban PAPACOSTEA, « Totalitarismul și istoriografia română », art. cité.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ À Sighet, durant l'École d'été de 2010, c'est Alexandru Zub qui cite Ernst Nolte de manière élogieuse et recommande son livre sur la « guerre civile européenne ». N'étant pas d'accord avec l'idée que sa théorie représente une « réaction contre le communisme » (Dragoș Sdrobiș), il considère qu'au-delà des « réserves légitimes » soulevées par son travail, celui-ci reste valable car il « pose le problème (de la relation entre « nazisme » et « bolchévisme », N. D. L. R.) en termes réels », Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 262.

⁵ Ernst NOLTE, *La guerre civile européenne (1917-1945) : national-socialisme et bolchévisme*, Paris, Syrtes, 2000, et notamment sa correspondance avec François Furet, François FURET, Ernst NOLTE, *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998.

⁶ Lech Walesa à propos du Mémorial Sighet, cité par Alexandru ZUB, « Memoria ca formă de justiție » dans Ioana BOCA, Andrea DOBEȘ (ed.), *Alexandru Zub la Sighet, op. cit.*, p. 361.

La concurrence des discours « politico-mémoriels », selon les mots d'Henry Rousso¹, qui se dégage de ces prises de positions, est aiguïlée par un article publié en 1998 dans *Le Monde* dans lequel le Mémorial est critiqué pour honorer à côté des victimes « innocentes » du communisme des anciens « membres de la Garde de fer (...) et autres hauts dignitaires de l'État entre 1940 et 1944 (...) élevés au rang de martyrs de la patrie »². Signé par Alexandra Laignel-Lavastine, philosophe et journaliste spécialiste dans l'histoire de l'Europe de l'Est et par Radu Ioanid, spécialiste de la Shoah et historien à l'Holocaust Memorial Museum de Washington, l'article, intégralement republié dans la revue 22, reçoit une réplique de la part des rédactrices en chef, Gabriela Adameşteanu et Rodica Palade. Admettant l'insuffisance des mesures prises par l'État roumain pour « la reconnaissance des crimes contre les Juifs entre 1940 et 1944 », elles estiment que les critiques de Lavastine et Ioanid à l'adresse du Mémorial sont « injustes »³. Les efforts de l'Académie civique pour la création du Mémorial Sighet à l'endroit d'une « des plus sinistres prisons staliniennes où a été exterminée l'élite politique roumaine », ne méritent pas d'être assimilés à « une réhabilitation plus ou moins explicite du régime fasciste »⁴. Si la réplique de Palade et Adameşteanu ne fait pas référence aux appartenances politiques de certains prisonniers politiques ou des « résistants anticomunistes » honorés chaque année à Sighet, dont certains ont effectivement été membres du Mouvement légionnaire⁵, elles tombent d'accord sur la nécessité d'une « gestion du double héritage du fascisme et du communisme » en Roumanie⁶. Plus encore, leur article plaide indirectement en faveur de la comparaison entre

¹ Henry ROUSSO, « La légitimité d'une comparaison empirique », art. cité, p. 19.

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », *Le Monde*, 28 janvier 1998.

³ Gabriela ADAMEŞTEANU, Rodica PALADE, « Fascism și comunism », 22, n° 7, 17-23 février 1998.

⁴ *Ibid.*

⁵ Comme ce fut le cas d'Ion Gavrilă Ogoranu, militant du Mouvement légionnaire et résistant anticomuniste, invité constant des symposiums organisés à Sighet (cf. le site web du Mémorial Sighet, <http://www.memorialsighet.ro/scoala-de-vara-de-la-sighet-editia-a-vi-a-5/>), William TOTOK, Elena-Irina MACOVEI, *Între mit și bagatelizare*, op. cit., p. 146.

⁶ Gabriela ADAMEŞTEANU, Rodica PALADE, « Fascism și comunism », art. cité.

des deux « fléaux » du siècle à travers l’usage de la formule « Holocauste rouge »¹, que Laignel-Lavastine et Ioanid qualifient d’abusif².

Les polémiques ciblant la relation ambiguë du Mémorial Sighet avec les « résistants anticomunistes » du Mouvement légionnaire produit avec le temps des effets pratiques sur les politiques de compensation et de réparation du gouvernement Constantinescu en direction des opposants de l’ancien régime. Les membres de la Fédération Roumaine des Anciens Détenus Politiques et Combattants Anticomunistes (FRFDPLA) détachée au début des années 1990 de l’AFDPR, qui réunit en majorité des anciens adhérents à la Garde de fer, cessent avec le temps d’être invités à Sighet lors des différentes manifestations dédiées aux « victimes du communisme »³. Plus encore, leur accès aux compensations matérielles et symboliques adoptées par l’Ordonnance d’urgence n° 214/1999 concernant l’octroi de la qualité de combattant dans la résistance anticomuniste à plusieurs catégories de personnes⁴ est restreint et les légionnaires en sont exclus⁵.

Renvoyant à une concurrence nourrie davantage par les entrepreneurs de la « mémoire des victimes » que par les « victimes » elles-mêmes, la double comparaison « Holocauste-Goulag », « fascisme-communisme » a pour principal enjeu dans le cas du Mémorial Sighet, la reconnaissance publique de l’utilité de son intervention dans l’espace public. Soulignant la « dangerosité » du « communisme » par rapport à celle du « fascisme » et du « Goulag » par rapport à la Shoah dans un contexte du « maintien au pouvoir » des membres d’un parti qui descend directement du PCR, les promoteurs de cette entreprise l’investissent d’une forte dimension prophylactique, de prévention en cas de réémergence de « maux » similaires.

¹ *Ibid.*

² « L’obsession paralléliste, très en vogue à Bucarest, où la notion d’« Holocauste rouge » est entrée dans le lexique courant — facilitant, depuis huit ans, des équivoques et des occultations », Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », art. cité.

³ Entretien avec Vasile Boroneanț (1930-2014), président de la FRFDPLA, Bucarest, 2 mai 2008.

⁴ Il s’agit des personnes condamnées pour avoir commis des infractions politiques, aux personnes contre lesquelles ont été disposées des mesures administratives abusives pour des raisons politiques tout comme les personnes qui ont participé à des actions armées d’opposition et au renversement par la force du régime communiste instauré en Roumanie, *Monitorul Oficial*, n° 650, 30 décembre 1999.

⁵ Lavinia STAN, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, *op. cit.*, p. 169.

CONCLUSION DU CHAPITRE 2

La consécration du Mémorial de Sighet dans l'espace public local et européen après 1989 n'est pas le fait d'une ouverture « naturelle » de la société roumaine à la rhétorique des valeurs démocratiques. Elle est plutôt le résultat de la rencontre entre un discours mémoriel criminalisant le passé communiste et un projet politique promouvant les valeurs du libéralisme qui se valident réciproquement.

Comme ce chapitre a essayé de le montrer, ce succès a des racines profondes qui s'étendent sur un demi-siècle et mobilise les efforts de plusieurs générations d'intellectuels riches en capitaux culturels et économiques, en quête de revanche historique ou d'ascension sociale. Quatre groupes animés par des intérêts et des motivations convergentes participent ainsi à la réussite du Mémorial : les fonctionnaires d'État de l'entre-deux-guerres persécutés par le PCR, les élites culturelles de l'époque communiste converties depuis les années 1980 à la critique de l'ancien régime, des jeunes historiens en devenir qu'y trouvent un débouché professionnel promettant et des soviétologues étrangers marginalisés dans leurs champs académiques d'origine.

Reposant sur un discours qui combine la nostalgie pour les valeurs du conservatisme politique avec la criminalisation du communisme et la discréditation du marxisme, l'entreprise mémorielle de Sighet n'est par conséquent ni indifférente socialement, ni neutre politiquement. Elle représente un espace des repositionnements et d'insertion sur le marché professionnel pour quasiment l'ensemble de ces groupes sociaux. Sous cet angle, la consécration de Sighet fait partie intégrante du changement de régime que cette thèse interroge. Après la voie politique (chapitre 1), l'entrepreneuriat de mémoire sur lequel elle débouche, représente une autre stratégie de reconversion professionnelle trouvée par les clercs après 1989. Loin d'incarner un succès programmé, elle est l'aboutissement d'un processus où se joue l'issue la crise que traverse la société roumaine tout au long des années 1990.

Chapitre 3 :
**LA TENTATION DE L'EXPERTISE : LA POLÉMIQUE AUTOUR DU
NATIONALISME ET LE RÔLE SOCIAL DE L'INTELLECTUEL
POSTCOMMUNISTE (1995-1998)**

En dehors de la politique et l'entrepreneuriat de mémoire, l'expertise représente une troisième voie de sortie du communisme empruntée par les intellectuels roumains. Si l'engagement dans ces trois voies intervient dans certains cas immédiatement après la chute du régime en 1989, prolongeant des vocations plus anciennes, 1995 est l'année d'une première réflexion d'ampleur sur le rôle social des clercs dans la cité postcommuniste. Cette réflexion se développe dans le contexte de la campagne électorale précédant l'échéance de 1996. Parmi les participants au débat étudié dans ce chapitre, plusieurs militent en tant que candidats d'un parti politique au Parlement ; la plupart soutiennent pourtant la Convention Démocrate Roumaine (CDR) dans l'espoir d'une alternance au pouvoir sans nécessairement prétendre à un rôle politique.

En outre, l'un des enjeux brûlants de la période est l'ouverture des négociations avec l'UE et l'OTAN en vue d'une prochaine adhésion. C'est ce qui explique l'importance donnée au cours des discussions aux conditions imposées à la Roumanie en vue de l'accession et notamment à leur légitimité au regard de l'histoire et de l'identité nationales. Le démantèlement de l'URSS en 1991 et l'accès à l'indépendance des républiques soviétiques dont la Moldavie, anciennement roumaine, placent par ailleurs au centre de l'attention publique la question de son rattachement à la « mère-patrie ». Si l'idée rencontre un large soutien populaire dans les deux pays, cette union ne sert pas l'adhésion de la Roumanie aux structures euro-atlantiques opposées tacitement à l'idée d'une frontière avec la Russie. Cela pose un dilemme aussi bien aux autorités politiques qu'aux intellectuels publics, contraints de choisir entre la reconstitution des « frontières historiques » et l'accession à l'UE. C'est par ce biais que les relectures sur le passé « récent » du pays se retrouvent confrontées pour la première fois de manière concrète à un

« projet d’avenir » consensuel jusqu’alors au cours d’une polémique autour des significations actuelles du « nationalisme ». Du choc de cette confrontation se dégagent plusieurs visions sur la « nation » et sur son devenir au principe desquelles on retrouve autant de divisions socioprofessionnelles liées aux bifurcations empruntées par les clercs pour se repositionner dans l’espace public après 1989.

Sans illustrer un « éveil des nationalismes » dans une Europe de l’Est sortie du « réfrigérateur communiste », métaphore dont la portée explicative reste somme tout limitée¹, l’intérêt des clercs roumains pour la nébuleuse idéologique du nationalisme plonge ses racines dans une tradition de pensée de plus longue date². Revisitée à l’occasion de cette polémique, elle en ressort, nous le verrons, transformée. À ce titre, la dispute examinée ne représente qu’une étape dans le processus de production et de transformation idéologique où la réécriture du passé est mise au service d’une fonction sociale présente des clercs. Dans le contexte de l’expansion d’un secteur d’ONG en Roumanie investi par de nombreux intellectuels, cette fonction est représentée par l’expertise au service des Droits de l’Homme et de la démocratie. Forme de « rationalité administrative globale » hégémonique à partir des années 1990, elle s’implante en Roumanie pour légitimer une « nouvelle raison d’État » après la chute du régime communiste³.

Une première section revient amplement sur les trajectoires des principaux acteurs du débat. Bien que singulières dans le détail de leur déroulement, celles-ci n’en représentent pas moins des cas idéaux-typiques pour comprendre par quelles stratégies discursives et avec quelles ressources sociales et culturelles se construisent les mises en récit dominantes sur le passé politique de la Roumanie après 1989 et leurs liens avec des devenirs biographiques individuels. La deuxième section expose les arguments mobilisés durant les échanges, en prêtant

¹ Pour un passage en revue critique de l’emploi de cette métaphore dans la littérature de spécialité en référence aux conflits ethniques qui déchirent l’Europe centrale et de l’Est après 1989, voir Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU, « En quoi les “partis ethniques” sont-ils “ethniques” ? Les trajectoires du MDL en Bulgarie et de l’UDMR en Roumanie », *Questions de recherche/Research in Question*, n° 25, juin 2008, p. 11-18.

² Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, Cluj-Napoca, Limes, 2002 ; Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență*, op. cit., p. 103-106 ; Vintilă MIHĂILESCU, « Nationalité et nationalisme en Roumanie », *Terrain*, n° 17, octobre 1991, <http://journals.openedition.org/terrain/3015?lang=en>.

³ Nicolas GUILHOT, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press, 2005, p. 224.

attention à leur contexte de production, aux enjeux qui les rendent intelligibles et à leurs effets pratiques sur l'invention d'un nouveau rôle social des intellectuels après la chute du régime communiste.

Section 1 : OCTAVIAN PALER, ALEXANDRU PALEOLOGU, GABRIEL ANDREESCU : LE POLITIQUE, LE SAVANT, L'EXPERT

Cette première section est consacrée à l'analyse des trajectoires biographiques des principaux acteurs engagés dans le débat autour du nationalisme. Octavian Paler, Alexandru Paleologu et Gabriel Andreescu se connaissent de longue date lorsque les premières dissensions deviennent explicites en 1995. Ils font tous trois partie du très influent Groupe pour le Dialogue Social (GDS) et deux d'entre eux (Octavian Paler, Alexandru Paleologu) sont d'anciens et proches collègues au sein de l'Union des Écrivains de Roumanie (USR). Pour autant, leurs destins diffèrent tant en ce qui concerne leurs origines sociales et leur éducation que la manière dont ils traversent l'entre-deux-guerres et le régime communiste. Entretenant des rapports différents à la politique, ils incarnent trois postures distinctes de ce que signifie être intellectuel en Roumanie après 1989.

C'est en raison de leur variété que ces trois biographies méritent d'être présentées ici en prêtant attention à la manière dont leurs cas particuliers éclairent les transformations intervenues dans la hiérarchie des ressources sociales, culturelles et économiques qui permettent de dire l'histoire politique de la Roumanie suite à l'écroulement du communisme. Actifs dans la valorisation permanente de leurs acquis, Octavian Paler, Alexandru Paleologu et Gabriel Andreescu le sont au prix de (re)lectures du passé qui deviennent dominantes après 1989 et façonnent les visions sur le présent et sur l'avenir national. L'histoire de leur réussite postcommuniste resterait inintelligible sans l'examen de leur formation — scolaire, professionnelle, idéologique —, ensuite de leur reconversion dans la nouvelle conjoncture politique. C'est de la mécanique de cette reconversion et de ses conditions de possibilité que notre section souhaite rendre compte.

A/ Octavian Paler (1926-2007) : biographie politique, destin anhistorique

Dans son ouvrage autobiographique *Autoportret într-o oglindă spartă* [Autoportrait dans un miroir cassé]¹, le journaliste et écrivain Octavian Paler se demande si ce qu'il laisse derrière lui est une biographie ou bien un destin². Placée en ouverture de cet essai d'écriture de soi³, cette question permet d'introduire une succession de dichotomies entre déterminisme et hasard, nécessité et accident utiles à construire un récit sur son propre passé dont sont évacuées les méandres d'une biographie fortement empreinte par la politique. Ainsi, peu à peu, ce récit met en scène un destin marqué par une subjectivité évasionniste, peu touchée par les convulsions de l'histoire, le destin d'un intellectuel.

Né le 2 juillet 1926 dans le village de Lisa, en Transylvanie, Octavian Paler est l'unique fils d'une famille de paysans pauvres. Après une enfance au milieu de la nature, des bêtes qu'il garde et des travaux agricoles, Paler part pour la capitale afin d'y poursuivre sa scolarité. Malgré leur pauvreté, les parents ont des ambitions pour l'enfant. Le père le rêve « sous-secrétaire d'État » dans un ministère, la mère, croyante, le voit « prêtre »⁴.

Evoqué avec beaucoup de chaleur dans l'ensemble de ses écrits autobiographiques, Lisa incarne un univers idyllique et contrasté. Tout en dépeignant son aspect paradisiaque et une existence paisible se déroulant à l'abri du tumulte de la capitale, Paler n'épargne pas pour autant la vie campagnarde d'un « darwinisme à l'état pur »⁵, qu'il supporte difficilement. En l'absence de « dispensaire, de médecin, de médicaments » la survie y est une loterie et le travail est accompli par des hommes durs et rudes⁶. D'une « nature rêveuse » et « complexée », le futur

¹ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, Iași, Polirom, 2015.

² *Ibid.*, p. 7.

³ La « reconstruction de soi » est, comme l'indique Michael Pollak, l'un des sens de toute écriture autobiographique par-delà l'aspect factuel, Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 31.

⁴ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, Iași, Polirom, 2010, p. 109.

⁵ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 46.

⁶ *Ibid.*, p. 49.

écrivain a le pressentiment de son inadaptation prochaine à ce monde, qu'il chérit pourtant¹. Décrit comme une sorte de *centrum mundi*, le village natal est présenté *a posteriori* par l'auteur comme un repère affectif tout au long de sa vie². C'est pourquoi, l'abandon hésitant de ce « paradis perdu » à l'automne 1937 pour un des lycées « chics » de la capitale est présenté comme une rupture majeure dans sa vie, qui le rejete de son temps et le propulse trois siècles en avant :

« Pour moi, Lisa ce n'est pas une localité. C'est un mélange de monde réel et de mythologie qui ne peut être comparé à rien. Arrivé un soir de septembre 1937 à Bucarest, la ville était encore le "petit Paris". Pour moi ce soir a été celui qui a mis fin à mon enfance et le premier vécu au XX^e siècle. Le matin, je me trouvais encore au XVII^e. Sans m'en rendre compte, j'avais parcouru en une demi-journée trois siècles d'histoire.

En regardant maintenant en arrière, je comprends ce qui était presque réactionnaire dans la psychologie du village traditionnel, qui le protégeait de l'inauthenticité d'aujourd'hui. Une voiture y était un événement. On en voyait deux à trois par an. Je fais ces précisions pour montrer pourquoi mon arrivée de Lisa n'a pas été un banal cas de "déracinement". Car je venais non pas d'un village mais d'un autre temps. D'un temps semi-patriarcal avec d'autres traditions. Je ne connaissais pas un quart des mots de ma langue maternelle, le roumain... »³.

Arrivé à Bucarest grâce à l'aide d'un parent éloigné, l'« oncle George », le sous-directeur du lycée « Spiru Haret⁴ », Octavian Paler plonge directement dans un des hauts lieux de la bourgeoisie bucarestoise. Établissement des classes fortunées créé à peine en 1916, donc sans tradition, le lycée avait été décrété en 1927 le « meilleur de Roumanie »⁵. La discipline imposée aux élèves n'y est pas extrêmement rigoureuse car le prestige de la « haute culture agit efficacement sur ces écoliers », issus des couches aisées⁶. Un souffle nouveau se fait sentir car

¹ *Ibid.*, p. 45.

² *Ibid.*, p. 49.

³ *Ibid.*, p. 93.

⁴ Spiru Haret (1851-1912) : mathématicien, physicien, homme politique et ministre de l'Enseignement, réformateur de l'enseignement roumain et créateur de l'examen de baccalauréat.

⁵ Cf. la page web de l'établissement, consultable à l'adresse suivante : <http://www.cnsnb.ro/istoric>.

⁶ Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 33

les générations formées ici après la Première Guerre mondiale appartiennent à un nouvel État, la « Grande Roumanie ». Pour de nombreux Roumains, cet État incarne l'idéal national d'union territoriale. La présence de Juifs et d'Arméniens parmi les élèves crée une ambiance multiethnique qui « évoque celle de la Roumanie de l'entre-deux-guerres »¹ avec ses nombreuses minorités nationales. Les professeurs qui enseignent sont connus et le lycée est réputé pour avoir formé plusieurs membres de la Jeune génération (Mircea Eliade, Constantin Noica, Mihail Polihroniade, Haig et Arșavir Acterian) durant l'entre-deux-guerres². La scolarisation d'Octavian Paler, fils de paysans dans un tel endroit est possible grâce à une bourse d'études accordée par les parents des autres enfants selon une initiative qui veut que tous les ans, cinq bons écoliers sans ressources viennent poursuivre leurs études à « Spiru Haret »³. Bien que sélective, la bourse est « très généreuse », couvrant les taxes de scolarisation, le loyer à l'internat et la nourriture, les fournitures ainsi que le prix du transport pour trois vacances à l'année dans le village natal⁴. Elle offre donc un privilège improbable à un enfant de la condition d'Octavian Paler à une époque où seuls 5,4 % des élèves en provenance du milieu rural réussissent de poursuivre leur scolarité dans l'enseignement secondaire⁵, où la population de la Roumanie est en grande majorité rurale⁶ et à moitié analphabète⁷.

Mais le futur écrivain s'adapte mal à ce milieu dont il ne partage ni les habitudes culturelles ni l'éducation et sa rétractilité naturelle se voit renforcée par son malaise :

« À Spiru Haret, j'étais un intrus, un mouton noir. Beaucoup d'entre mes collègues étaient fils de propriétaires terriens, d'industriels, de dignitaires, de grands avocats, de médecins et d'architectes connus, de commerçants ou de patrons de journaux. Ceux qui provenaient de familles ordinaires d'intellectuels bucarestois étaient peu nombreux.

¹ *Ibid.*, p. 35.

² *Ibid.*, p. 34.

³ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 17.

⁴ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 68-69.

⁵ *Enciclopedia României*, vol I, București, Imprimeria Națională, 1938, p. 479. Quelques années plus tôt, en 1932, seuls 2,3 % parmi les élèves qui poursuivent leurs études dans le secondaire proviennent du milieu rural, Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 154.

⁶ En 1930, 78,2 % de la population active de la Roumanie est occupée dans l'agriculture. La population rurale s'élève à 79,9 %, *Enciclopedia României*, vol III, București, Imprimeria Națională, 1939, p. 45-46.

⁷ Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 119.

Certains se connaissaient avant d'arriver au lycée car leurs parents se mouvaient dans les mêmes cercles. J'étais arrivé directement de Calea Secii. Je n'étais donc pas quelqu'un "parmi" mais une "exception", je n'avais pas l'éclat des autres. (...) Mais tout cela n'aurait probablement pas compté si j'avais eu un autre tempérament. Malheureusement, je n'ai pas profité de ma chance de poursuivre le lycée à Bucarest où existait une vie culturelle riche et où l'on ne se morfondait pas comme en province. Ma susceptibilité excessive, presque maladive, ne m'a pas permis de nouer des relations normales avec mes collègues et les complexes que je me suis découvert ont accentué brusquement et puissamment mes côtés négatifs, me contraignant à rentrer seul dans un ghetto spirituel. J'ai découvert alors, pour la première fois, l'humiliation et l'envie »¹.

« Timide » et « sans humour », craignant de se « ridiculiser »², l'adolescent ne sait pas se conduire avec naturel, approfondissant par son comportement « la distance qui le sépare » de ses camarades³. C'est à cette époque qu'il découvre la lecture, une des seules distractions gratuites accessibles dans une grande ville où l'argent manquant ne lui permet pas de fréquenter les théâtres, les cinémas ou le stade, comme il l'aurait souhaité. Alphabétisé depuis ses quatre ans par son père, ses expériences de lecture se réduisent avant l'arrivée à Bucarest aux rares romans historiques qui, à l'exception de la Bible, se trouvent dans la maison familiale⁴. La découverte des livres dans l'espace intimidant des grandes bibliothèques de la capitale, ensuite dans l'intimité de sa modeste chambre individuelle dans une des dépendances du lycée, marque son existence⁵. Sa vie déjà recluse tourne ainsi très vite et quasi-exclusivement autour de l'univers fictionnel, exploré avec un appétit insatiable et qui est en train de devenir un refuge durable devant les difficultés de la vie pour le reste de son existence.

En l'absence de références préconstituées, ses curiosités, dit-il, se ruent « pêle-mêle » sur les chefs-d'œuvre littéraires autant que sur les romans de gare, que son goût novice ne distingue

¹ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 106.

² *Ibid.*, p. 107 et p. 109.

³ *Ibid.*, p. 100.

⁴ *Ibid.*, p. 84.

⁵ *Ibid.*, p. 130.

guère à l'époque. Le jeune à l'« adolescence terne »¹ s'éprend vite de Don Quichotte² et de l'Antiquité grecque, s'imaginant en homme de cette époque³ ce qui permet probablement au « barbare de Bucarest »⁴ qui s'identifie au personnage de Cervantès, de concilier son « idéalisme »⁵ (l'aspiration héroïque), l'inadaptation à l'école et le sentiment d'appartenance à un espace situé hors du temps présent comme l'était Lisa. En même temps, si son intérêt compulsif pour la lecture est présenté comme un choix récréatif contraint par l'absence de ressources matérielles capables de lui assurer l'accès à d'autres types de divertissements, il n'en représente pas moins une stratégie d'accumulation d'un capital légitime notamment eu égard au caractère canonique des titres évoqués⁶ et n'est pas à proprement parler une simple pratique de lecture reposant sur une « disposition esthétique »⁷. Remède à une subjectivité blessée⁸, lire a paradoxalement ici des effets d'ajustement plus objectifs de rattrapage de la distance culturelle qui sépare Paler des autres élèves et d'adaptation au milieu social fréquenté.

Mettant en exergue ses compétences de lecteur avisé qui sait distinguer entre les « lectures utiles » de l'homme lettré et celle « futiles » de l'adolescent égaré aussi bien qu'entre les genres littéraires⁹, Octavian Paler se présente indirectement dans son *Autobiographie* comme un *connaisseur* qui possède à présent un savoir intime des références littéraires. Ainsi, la discussion autour des livres et du passage d'une lecture d'évasion (« profane ») vers l'exégèse raisonnée et « savante » des textes¹⁰, met en scène en filigrane le processus à travers lequel il s'est fabriqué

¹ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 119.

² Par son destin, Don Quichotte est par excellence la victime d'un type de lecture qui passe pour « pernicieuse », « futile » et peu légitime, car elle expose le lecteur à la confusion entre la fiction et la réalité, Christine DÉTREZ, « Bien lire. Lectures utiles, lectures futiles », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2001, <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2001-06-0014-002>.

³ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 110 et p. 120.

⁴ *Ibid.*, p. 96.

⁵ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, București, Corint, 2008, p. 209.

⁶ Pierre BOURDIEU, *La Distinction*, Paris, Les Éditions de Minuit, p. 132 et p. 140-141.

⁷ Sur la porosité des frontières entre « disposition esthétique » et « disposition éthico-pratique » dans l'appropriation des textes littéraires, voir Bernard LAHIRE, *Omul plural*, Iași, Polirom, 2000, p. 101-102.

⁸ La révalorisation de la « lecture ordinaire » passe à présent par la mise en exergue de ses effets bénéfiques, Christine DÉTREZ, « Bien lire. Lectures utiles, lectures futiles », art. cité.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Ibid.*

comme intellectuel. Entendu dans le sens durkheimien¹, l'« intellectuel » signifie ici une figure étrangère aux enjeux politiques et à leurs profits temporels.

Absorbé par sa nouvelle passion, au moment de la guerre, Octavian Paler ne perçoit pas sa gravité, malgré les bombardements et l'exclusion du lycée des élèves juifs :

« À l'automne, (...) beaucoup parmi ceux-ci seront absents. Rintzler, Weissmann, Solomon... On nous apprendra qu'ils n'ont plus été reçus pour des considérations raciales et on sera conseillé d'y voir une mesure salubre pour l'hygiène de la société roumaine. D'aucuns y croiront. Moi non. D'ailleurs, l'histoire nous réserve bien des leçons. On ne sait encore rien sur la haine. On en saura. Que s'est-il passé avec tant d'autres dont on n'a rien entendu depuis le temps ? Que sont-ils devenus ces garçons pleins de candeur (...) ? Il faudrait à présent qu'ils pardonnent ou qu'ils soient pardonnés ? Je ne me rappelle aucun des événements réels de ces années. (...). Étrangement, la guerre a signifié pour moi une période heureuse. D'ailleurs, tout ce que je sais de la guerre, je le connais à travers les films et les livres. À l'époque, je n'ai lu aucun journal, je n'ai écouté aucun communiqué à la radio et je n'ai vu aucun journal d'actualités. La guerre était aussi loin de mes soucis que la bataille du Péloponnèse. À ma grande honte je me fichais de ce qui se passait en Europe »².

Motivée par le fait que personne dans sa famille n'avait été envoyé sur le front³, l'expérience de la guerre est encore une fois présentée ici sous le mode du détachement et apparaît comme médiée par les livres ou la presse. Si la persécution des Juifs est vécue quant à elle plus directement, le témoignage introduit une nuance quant à leur possible « faute » et faisant appel discrètement à la thèse du judéo-bolchévisme qu'il utilise afin d'éviter une critique frontale du régime politique de l'époque. Un seul moment transperce cependant selon ses dires, l'indifférence du futur écrivain : le Diktat de Vienne par lequel la Roumanie perd la

¹ Entendu dans le sens que lui donne Émile Durkheim : « L'intellectuel n'est pas celui qui a le monopole de l'intelligence ; il n'est pas de fonctions sociales où l'intelligence ne soit nécessaire. Mais il en est où elle est, à la fois, le *moyen et la fin*, l'instrument et le but ; on y emploie l'intelligence à étendre l'intelligence, c'est-à-dire à l'enrichir de connaissances, d'idées ou de sensations nouvelles. Elle est donc le tout de ces professions (art, science) et c'est pour exprimer cette particularité qu'on en est venu tout naturellement à appeler intellectuel l'homme qui s'y consacre. », Émile DURKHEIM, *L'individualisme et les intellectuels*, Paris, Mille et une nuits, 2002, p. 7-8.

² Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 103-104.

³ Son père, combattant de la Grande guerre dans l'armée austro-hongroise à l'époque où la Transylvanie fait partie de l'Empire, n'est pas mobilisé lors de la Seconde Guerre mondiale, Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 123.

Transylvanie du Nord-Ouest au profit de la Hongrie¹, reflet d'une représentation de l'histoire qui plonge ses racines dans l'imaginaire national roumain de la fin du XIX^e siècle, obsédé par l'idée d'unité territoriale.

Un conflit avec son oncle en 1944, éloigne l'adolescent de la capitale et il poursuit la classe terminale à Făgăraș, un bourg avoisinant son village natal où il obtient son baccalauréat un an plus tard². Revenu à Bucarest à la fin de la guerre et ne sachant quelle profession embrasser, Paler passe le concours d'admission en trois disciplines : Droit, Lettres et Philosophie. Façon de se rassurer devant un avenir illisible et incertain pour un fils de paysan qui ne bénéficie pas d'un capital relationnel utilisable professionnellement, le surinvestissement des études scolaires apparaît comme une stratégie capable de garantir la réussite dans la capitale dans un contexte politique changeant³. Elle correspond à la situation de la Roumanie de l'entre-deux-guerres caractérisée par la démocratisation de l'université imaginée comme un espace de formation des nouvelles élites administratives roumaines amenées à remplacer les « étrangers » dans les villes nouvellement rattachées à l'État⁴. Les étudiants en provenance des milieux ruraux sont particulièrement encouragés à participer à ce processus de roumanisation⁵. Le nombre d'institutions d'enseignement supérieur augmente⁶ et au début des années 1930 l'éducation supérieure se profile comme une voie certaine d'ascension sociale⁷. Mais l'affluence de

¹ *Ibid.*, p. 120.

² *Ibid.*, p. 143.

³ « Hors du marché proprement scolaire, le diplôme vaut ce que vaut économiquement et socialement son détenteur, le rendement du capital scolaire étant fonction du capital économique et social qui peut être consacré à sa mise en valeur » (cf. Pierre BOURDIEU, *La Distinction*, *op. cit.*, p. 151). La propension des fils de paysans de s'installer dans la capitale est d'autant plus grande que les contrastes entre la ville et le village, déjà forts à l'époque sont accrus par un « formidable mécanisme de redistribution des ressources du milieu rural vers celui urbain », Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, *op. cit.*, p. 147.

⁴ *Ibid.*, p. 116-118.

⁵ Conformément à l'aspiration à « apporter la culture aux masses », d'« offensive culturelle » proposée en 1924 par Constantin Angelescu (1869-1948), le ministre de l'Instruction Publique, Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, *op. cit.*, p. 118.

⁶ Le nombre d'institutions d'enseignement supérieur passe de 25 en 1914 à 29 en 1936. Tandis que la Roumanie se situe parmi les premiers pays du continent en ce qui concerne le taux d'illettrisme qui affecte plus de la moitié de sa population, en 1938 elle occupe la 5^e place dans le classement des pays européens en termes de nombre d'étudiants, Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, *op. cit.*, p. 116 et p. 119.

⁷ *Ibid.*, p. 148.

candidats érode vite cet ascenseur et avec la saturation de l'administration¹, le modèle méritocratique s'effiloche. Avant la fin des années 1940 on assiste au retour de la reproduction des élites au sein de la bureaucratie², ce qui n'est pas à l'avantage d'Octavian Paler.

De plus, la situation politique du pays se complique. Rentrée en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie, la Roumanie retourne les armes contre le III^e Reich le 23 août 1944 et finit les hostilités dans le camp des Alliés. Dirigé par une coalition partisane dominée par les communistes déclarée gagnante aux élections générales de novembre 1946, l'État roumain se dirige vers un régime d'inspiration soviétique. Bénéficiant de l'appui de l'Armée rouge qui campe le territoire à la fin de la guerre, d'une propagande puissante et de mesures radicales comme la réforme agraire de 1945 consistant dans la mise en propriété des paysans pauvres, le PCR prend le pouvoir et trouve un certain support chez les déçus et les persécutés de la guerre et parmi les minorités nationales³. À partir de là, il se débarrasse sans ambages de ses adversaires politiques qui, affaiblis et divisés à la fin de la guerre, lui opposent une résistance faible.

Le contexte international joue en faveur du PCR. Le Traité de paix de Paris de février 1947 ne reconnaît pas à la Roumanie le statut de cobelligérante malgré la participation de douze divisions roumaines à la défaite de l'Allemagne nazie⁴. Traité comme un pays ennemi, elle n'a aucune chance de voir se matérialiser le retrait des troupes de l'Armée rouge de son territoire. Le seul point positif reste la récupération du Nord-Ouest de la Transylvanie attribuée à la Hongrie en 1940⁵. Cette situation encourage les communistes à agir pour renforcer leur domination. En 1946 ils créent les Tribunaux du peuple pour juger les criminels de guerre qui se chargent également partiellement des épurations politiques⁶. Parallèlement à l'anéantissement de l'opposition, le PCR ouvre ses portes à de nouveaux recrues ce qui lui permet de gonfler ses effectifs dans un temps record. Ainsi, dans quelques mois, le Parti de moins de 1000 membres dans l'entre-deux-guerres atteint les 5000 adhérents en octobre 1944 et les

¹ *Ibid.*, p. 197.

² *Ibid.*, p. 212.

³ Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, Columbus, Ohio State University Press, 1991, p. 224-225.

⁴ *Ibid.*, p. 223.

⁵ *Ibid.*

⁶ CISHR, *Raport final, op.cit.*, p. 321.

42 653 membres avant le 23 avril 1945¹. Le gouvernement installé le 6 septembre 1946 après des élections frauduleuses² est reconnu par les États-Unis et la Grande Bretagne³ qui, préoccupés davantage par l'issue de la guerre civile en Grèce, se désintéressent progressivement du sort des pays de l'Europe de l'Est (Bulgarie, Roumanie, Hongrie), cédant le terrain à l'URSS⁴. L'abdication forcée du roi Michel le 30 décembre 1947 et la création de la République Populaire Roumaine parachèvent la dissolution de la monarchie constitutionnelle et l'installation d'un nouvel ordre politique.

Telle est la situation de la Roumanie au moment où Paler poursuit ses études universitaires (1945-1949). Son premier contact avec les organisations de masse communistes date, si l'on en croit l'écrivain, de la même période et concerne les Jeunesses Progressistes (TP) qui gèrent alors les places à l'internat et les cartes pour le restaurant universitaire⁵. Fondée le 5 mai 1945 après la dissolution de l'Union des Jeunesses Communistes (UTC) qui, trop politisées, ne rencontrent pas le succès escompté parmi les jeunes, la TP se veut une organisation unique qui milite pour « la reconstruction du pays, la lutte antifasciste et l'éducation démocratique de ses membres »⁶. À la différence de l'UTC, la TP se propose de défendre les intérêts de la jeunesse sans référence explicite à l'idéologie communiste⁷. Suivant les directives du Parti, l'organisation met l'accent sur les activités culturelles, sportives et syndicales, pénètre les

¹ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate*, București, Humanitas, p. 123.

² Pour une étude des conditions de déroulement des élections de 1946 accompagnée par une collection de documents d'archives qui concluent à la falsification des résultats électoraux, voir Virgiliu ȚĂRĂU, Ion Marius BUCUR, « La tactique et la stratégie électorale du Bloc des Partis Démocrates dans les élections du 19 novembre 1946 » dans Virgiliu ȚĂRĂU, Ion Marius BUCUR, *Strategii și politici electorale în alegerile parlamentare din 19 noiembrie 1946*, Cluj-Napoca, Fundația Culturală Română, 1998, p. XXXV-LXIV. Pour l'implication des services d'information dans l'organisation des élections du 19 novembre 1946, voir Adrian CIOFLÂNCĂ, « “Alegători opriți de la vot”. Cum au falsificat comuniștii alegerile din 1946 », Contributors.ro, consultable à l'adresse web suivante : <http://www.contributors.ro/cultura/%E2%80%9Ealegatori-opri%C8%9Bi-de-la-vot%E2%80%9D-cum-au-falsificat-comuni%C8%99tii-alegerile-din-1946/>.

³ Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 224.

⁴ *Ibid.*, p. 223.

⁵ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 162.

⁶ ACADEMIA ROMÂNĂ, *România 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist. Instituții de partid, de stat, obștești și cooperatiste*, București, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului, 2012, p. 657.

⁷ Adrian CIOFLÂNCĂ, « Repere pentru o istorie a Uniunii Tineretului Comunist », *Anuarul Institutului de Istorie « A. D. Xenopol »*, XLIII-XLIV, 2006-2007, p. 531-532.

universités et cherche à attirer les étudiants¹. Mais tout comme l'UTC, la TP n'y est pas très populaire bien qu'elle réussisse à se constituer une base de masse plus stable que son ancêtre parmi les sociaux-démocrates et les membres des formations politiques qui gravitent autour du PCR². Boycottée par les sympathisants du Parti National Paysan (PNȚ) et du Parti National Libéral (PNL) par bon nombre de jeunes non-enrégimentés en provenance des milieux ruraux et universitaires³ dont Octavian Paler⁴, la structure est dissoute en 1947 au bénéfice de l'Union de la Jeunesse Ouvrière (UTM)⁵.

Refusant l'adhésion à la TP⁶, Paler se retrouve sans logement au début de ses études universitaires, époque joyeuse et compliquée de son existence. Sans ressources durant une période de crise économique après la guerre, il loue une chambre sans chauffage ni eau courante chez une femme originaire de Lisa dans une banlieue lointaine et pauvre de Bucarest, qu'il partage avec deux autres étudiants⁷. Ne pouvant pas se payer le transport public, il fait des longues et épuisantes marches pour atteindre l'université et enchaîne sans succès les petits boulots dont le plus stable s'avère être celui de déchargeur à la Gare de l'Est⁸ :

« Durant ce temps, autour de moi des choses graves arrivaient. Après que Vychinski⁹ eut tapé du poing sur la table au Palais royal, s'était installé au pouvoir le premier gouvernement contrôlé par le parti communiste et, en conséquence, par les Russes. En attendant avec une irrémédiable naïveté l'«arrivée des Américains», les premiers Roumains tombaient victimes dans la résistance anticommuniste. À chaque pas on entendait des questions inquiètes. Que se passe-t-il ? Que se passera-il ? Des films occidentaux passaient encore, mais on nous disait que «la lumière vient de l'Est». La faim montrait ses crocs, l'économie déjà ruinée par la guerre était encore plus asséchée par ce que l'on donnait à la Russie, on faisait les premières arrestations. Les

¹ *Ibid.*, p. 532.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 162.

⁵ ACADEMIA ROMÂNĂ, *România 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist. Instituții de partid, de stat, obștești și cooperatiste*, op. cit., p. 659.

⁶ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 162.

⁷ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 156.

⁸ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 34.

⁹ Andreï Vychinski (1883-1954) : homme politique et diplomate russe, membre du Comité central du PCUS, procureur général de Moscou dans les procès staliniens de 1936-1938, représentant permanent de l'URSS au Conseil de l'ONU entre 1945 et 1954.

partis de l'opposition s'agitaient en espérant (...) que Staline serait empêché de coloniser l'Europe de l'Est. Des manifestations avaient lieu tout le temps, se terminant souvent par des escarmouches car les communistes envoyaient des détachements de choc contre les manifestants, armés de bâtons. À l'Université les esprits étaient en pleine ébullition. Des réunions organisées par le nouveau régime ou par l'opposition se déroulaient. Moi j'espérais toujours que le tourbillon des événements me passât à côté. (...) Je me suis toujours gardé par la suite de traverser de telles situations, convaincu (c'est ce que je croyais alors) qu'entre la politique et la vie, lorsqu'on ne les mélange pas, il y a une frontière précise. *Je n'ai pris part ni aux accrochages qui depuis la rue pénétraient l'Université, ni aux assemblées qui se tenaient en chaîne.* Des journaux, j'en lisais rarement. Je m'informais comme bien d'autres à partir des rumeurs du tramway, chez le coiffeur ou à la Gare de l'Est où je travaillais parfois la nuit à décharger les voitures de marchandises pour me procurer l'argent pour les livres. Je vivais mon premier amour qui signifiait infiniment plus que l'accord de Yalta, je n'étais pas dérangé par le fait de vivre dans une chambre sans chauffage, froide comme une grotte et j'avais résolu le problème de la faim. Généreuse, M^{me} Veta me filait de temps à autre un dîner »¹.

À nouveau, la distanciation par rapport à l'actualité politique immédiate se profile comme le « noyau dur, le leitmotiv » de sa reconstruction identitaire après 1989².

Vers la fin de ses études universitaires, un jour de février 1949, à la fin d'un exposé, l'assistant qui occupe en même temps le poste de directeur à la Direction des émissions culturelles de la Radiodiffusion nationale lui propose un emploi de rédacteur³. Créée en 1927, la Radiodiffusion traverse une période de renouvellement des cadres après les « épurations antifascistes » suivant la guerre⁴. L'institution est accusée d'avoir servi la propagande légionnaire, ensuite le régime Ion Antonescu et la guerre contre l'Union soviétique.

¹ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 181-183.

² Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 52.

³ *Ibid.*, p. 178.

⁴ La Société roumaine de Radiodiffusion est visée à partir du 17 septembre 1944 par les décrets-lois prévoyant l'épuration des « éléments fascistes » de l'administration publique. Accusé de « collaborationnisme » dans *Scînteia*, l'officiel du PCR, son Conseil d'administration est destitué le 11 novembre 1944 et le nouveau, plus favorable aux communistes, est installé le 31 mars 1945. Dans les mois à venir l'ensemble du personnel indésirable est écarté, cf. Vasile IONESCU, Eugen DENIZE, *Istoria Societății Române de Radiodifuziune*, vol. II, București, Casa Radio, 2000, p. 40-68.

Octavian Paler accepte la proposition et le lendemain il dépose son autobiographie¹ à la section des cadres de l'UTC². L'épisode est évoqué dans son *Autobiographie* :

« Probablement mon premier “compromis” a été la satisfaction d'avoir une “origine saine”³ étant fils de “paysans-travailleurs”, comme l'on disait à l'époque. J'étais reconnaissant au hasard de bénéficier d'un “bon dossier” sans y avoir, bien évidemment, aucun mérite. Mais à travers ma satisfaction je reconnaissais implicitement les critères idéologiques à travers lesquels certains étaient liés à leurs origines par des chaînes invisibles. Si mon père avait été “koulak” je n'aurais pas été reçu à la radio. (...) J'admettais mentalement, sans me rendre compte, la “lutte de classes”. Plus encore, pour ne pas gâcher mon “dossier” je n'ai pas mentionné dans mon “Autobiographie” l'“oncle George”, mon seul parent “bourgeois”. Je n'avais jamais mangé à la même table avec l'oncle George. Je m'étais donc habitué avec la condition de “parent inférieur” »⁴.

Placée sous le signe du « compromis » et de la contrainte extérieure, l'adhésion au Parti communiste est reconstituée dans sa dimension « objective » seulement, de « réponse explicite » aux critères de sélection des cadres par l'institution⁵. Le rappel de cet épisode central pour sa biographie politique est ainsi décrit par l'impétrant uniquement sous l'angle de la production de la preuve *extérieure* d'ajustement aux exigences du PCR à travers un choix tactique parmi ses propriétés sociales. Évacuée rapidement, la dimension « plus littéraire, plus intime » de l'engagement, de la « remise de soi » au Parti est abandonnée à la sphère de

¹ Pièce essentielle du dossier d'admission dans le PCR déposé par le prétendant. Il comprend des données personnelles (date de naissance, origine sociale, études, historique des appartenances politiques des membres de la famille et de l'impétrant, motifs pour lesquels il souhaite adhérer au Parti, etc.). Pour une analyse des différentes stratégies de présentation de soi et d'ajustement aux valeurs de l'institution saisies à partir des autobiographies des membres PCR, voir Ștefan BOSOMITU, « Retrospecții subiective și tehnici de (re)construcție identitară. Trecutul ilegalistilor PCdR reflectat în “autobiografiile de instituție” », *Studia Universitatis Petru Maior. Historia*, n° 1, 2016,

² Ce document n'existe plus dans le dossier de cadre PCR de Octavian Paler consulté aux Archives Nationales, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian).

³ Après 1945, le PCdR favorise les « autobiographies d'institution » qui font montre d'une « origine saine ». Celle-ci désigne en général la pauvreté de la condition sociale du prétendant et non pas une hérédité prolétaire « qui était à l'époque *rara avis* ». Comme dans le cas du PCF, différentes techniques de « prolétarianisation de l'identité sociale » se mettent alors en place pour rendre la trajectoire biographique personnelle conforme aux critères de recrutement des cadres du parti, Ștefan BOSOMITU, « Retrospecții subiective și tehnici de (re)construcție identitară. Trecutul ilegalistilor PCdR reflectat în “autobiografiile de instituție” », art. cité, p. 44-51.

⁴ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 163-164.

⁵ Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », art. cité, p. 62.

l'« inconscient », étant présentée comme le fait d'un consentement non-réfléchi¹. Affirmant n'avoir « jamais lu une seule page de Marx »², Octavian Paler adhère aux Jeunesses communistes car il ne souhaite « ni avoir à lutter dans les montagnes³, ni à porter des caisses toute la vie à la Gare de l'Est »⁴. Appréciant « devoir après tout » à la poursuite de ses études à « Spiru Haret » le fait d'être devenu « un intellectuel »⁵, Paler motive son entrée au PCR non pas par des ressentiments antibourgeois qu'il aurait pu éprouver tout au long de sa scolarité mais par son désir d'ascension sociale qui ne pouvait se réaliser à l'époque sans l'allégeance au régime communiste :

« Au fond, le garçon de 23 ans qui est allé à la Radio pour faire des “émissions pour les centres communautaires” n'était tant soit peu attiré par la “lutte des classes” et la “dictature du prolétariat”. Il s'efforçait de ne pas se trahir. Car il pensait à sa vie, pas à l'histoire. À l'évidence, il jugeait égoïstement (...). Vivant dans un présent borné et opaque, préoccupé par soi-même, il ne pensait pas que ces années s'appelleront plus tard l'“obsédante décennie” »⁶⁷.

Ciblant la mise en avant d'une distance critique *intérieure* au Parti, son adhésion est décrite rétrospectivement comme l'espace d'un « fidéisme »⁸ mimé, fruit de la contrainte plus que de la conviction partagée, de la soumission acceptée « pour un ersatz de carrière »⁹.

Toutefois, les frustrations accumulées sont bien présentes tout comme les « désirs refoulés »¹⁰. Parmi ceux-ci le jeu d'échecs et la musique symphonique, signes d'une aspiration vers l'exercice des goûts les plus légitimes culturellement¹¹, auxquels il s'adonne tardivement, lorsque son statut social le lui permet¹². Malgré l'aspiration à une vie bourgeoise, Octavian Paler

¹ *Ibid.*, p. 58 et p. 62.

² Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 206.

³ Allusion à la lutte armée des partisans anticommunistes qui se déroule à la même époque dans les montagnes.

⁴ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 178.

⁵ *Ibid.*, p. 312.

⁶ L'expression renvoie à la période des années 1950 marquée par les abus et les crimes du stalinisme.

⁷ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 178.

⁸ Comme l'affirment Claude Penetier et Bernard Pudal, le « fidéisme de façade peut refléter un accord parfait » mais aussi « un processus de détachement », Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », art. cité, p. 64.

⁹ Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance en politique*, op. cit., p. 8.

¹⁰ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 108.

¹¹ Pierre BOURDIEU, *La Distinction*, op. cit. p. 140, p. 198 et p. 353.

¹² Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 108.

quitte la banlieue lointaine où il réside à Bucarest seulement en avril 1951, à l'occasion de son mariage avec Maria Popa, secrétaire de rédaction à la Radiodiffusion nationale¹.

Trois ans plus tard, un épisode tragique survenu dans la vie de l'écrivain éclaire son rapport à la politique plus fidèlement que les reconstructions *a posteriori* des entretiens et livres publiés après 1989. À l'hiver 1954, à cause d'une chute accidentelle, l'écrivain perd son père. Blessé, devant être transporté à l'hôpital de la ville de Făgăraș avoisinant Lisa, l'homme serait décédé suite au refus du personnel médical de lui administrer des antibiotiques en l'absence de sa fiche d'appartenance à la coopérative agricole. Toutefois, son dossier de cadre du PCR dit tout le contraire, indiquant à la rubrique « Profession des parents », « membres CAP (Coopération Agricole de Production) »². Si pour Paler d'après 1989 c'est le régime communiste qui « a assassiné » son père³, cela ne l'empêche pas de prendre son carnet rouge un an plus tard, en 1955⁴, au tout début d'une lente déstalinisation⁵. L'occurrence montre soit que la distance au régime n'était pas aussi importante à l'époque soit que sa mise en récit s'opère à travers une reconstruction attentivement contrôlée du passé pour déboucher sur une identité stratégique, dissidente, ajustée à la conjoncture présente⁶.

À la suite de ce ralliement, le journaliste grimpe rapidement les échelons de la hiérarchie professionnelle, devenant rédacteur, puis rédacteur en chef adjoint et chef de la section culturelle

¹ *Ibid.*, p. 173.

² Le dossier de la section « Cadres » du PCR d'Octavian Paler indique à la rubrique « Profession des parents : membres CAP (Coopération Agricole de Production) », fiche « Paler Octavian » signée par l'instructeur Găinușă Alexandrina, le 16 novembre 1974, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 2.

³ L'épisode est mentionné à de nombreuses reprises dans exactement les mêmes termes, Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, *op. cit.*, p. 180-181 ; Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, *op. cit.*, p. 71-78 ; Octavian Paler dans l'émission « Profesioniștii », diffusée sur TVR en 2001, consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.eugeniovoda.ro/ro/emisiuni/litere-si-filosofie/octavian-paler>.

⁴ Fiche « Paler Octavian » signée par l'instructeur Găinușă Alexandrina, le 16 novembre 1974, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 2.

⁵ 1955 est connu comme l'année de début de la détente dans l'historiographie de la Roumanie communiste, annoncée par la libération de nombreux prisonniers politiques. Toutefois le PCR est le seul parti de la région dont le leader n'est pas remplacé suite à la mort de Staline en 1953. Gheorghe Gheorghiu-Dej, conserve ainsi sa position à la tête du PCR jusqu'à sa mort, en 1964, Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, *op. cit.*, p. 242-243.

⁶ Sur le travail de construction des identités stratégiques à travers l'outil (auto)biographique permet, voir Annie COLLOVALD, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, 1988, p. 29-31 et p. 40.

à la Radiodiffusion nationale avant 1958. La confiance dont il jouit de la part du PCR, lui permet d'être envoyé dès 1955 comme correspondant spécial en URSS et à Leipzig pour suivre les travaux du Congrès international des syndicats¹. Au retour de ces voyages, le 2 novembre 1959, il fait part de ses impressions dans une émission où son enthousiasme pour la nature de l'URSS n'est égalé que par celui pour les exploits industriels du socialisme qu'il espère éternel².

Faisant preuve d'« une solide préparation dans son travail de journaliste et de responsabilité dans son travail de direction »³ selon ses référents professionnels, Octavian Paler est envoyé en 1964 en tant que correspondant de presse permanent à Rome. Le Parti communiste vient d'adopter la « Déclaration d'indépendance » la même année en avril, et suite au refroidissement des liens avec Moscou, le PCR recherche du soutien chez les communistes des pays occidentaux. Envoyé en Italie, qu'il « aime énormément »⁴, Octavian Paler n'y travaille que quelques mois, de septembre à décembre, avant qu'il ne soit appelé en Roumanie pour être nommé directeur de la Télévision nationale. La traduction d'un entretien avec Luigi Longo, le secrétaire général du PCI, dans lequel le leader des communistes italiens annonce l'émancipation de son Parti de la tutelle moscovite, ce qui signifie un allié important pour le PCR dans son opposition au PCUS, est considéré comme un fait d'armes qui compte dans sa nomination⁵.

Peu après la nomination de Paler à la Télévision nationale, en mars 1965, Gheorghe Gheorghiu-Dej, le premier secrétaire du Parti décède, étant remplacé trois jours plus tard par Nicolae Ceaușescu. Une période de libéralisation s'ouvre alors en Roumanie tant sur le plan économique où le régime autorise la manifestation de la libre initiative pour les petites et les moyennes entreprises que dans la vie culturelle où une importante désidéologisation se fait sentir⁶. L'influence du marxisme-léninisme diminue et le discours national, d'émancipation par

¹ Vasile IONESCU, Eugen DENIZE, *Istoria Societății Române de Radiodifuziune*, op. cit., p. 327.

² *Ibid.*, p. 328.

³ Fiche « Paler Octavian » signée par l'instructeur Găinușă Alexandrina, le 16 novembre 1974, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 2.

⁴ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 179-180.

⁵ *Ibid.*, p.180.

⁶ Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 251.

rapport à Moscou gagne en importance¹. Plus généralement, c'est une période de transformation des critères de recrutement dans l'administration et l'enseignement, l'origine sociale et la normativité idéologique étant abandonnées au bénéfice d'une évaluation sur des bases méritocratiques mettant l'accent sur les performances professionnelles des candidats². Adeptes de la cooptation d'un personnel technocrate dans les fonctions de direction, le régime Ceaușescu cherche à moderniser le fonctionnement du Parti-État et pour une courte période la décentralisation devient une réalité palpable³.

Profitant de cet air de liberté, Paler renouvelle la programmation à la Télévision nationale⁴. La condamnation de l'écrasement du Printemps de Prague par le pouvoir soulève l'enthousiasme de l'écrivain comme il en conviendra des années plus tard :

« Décembre 1989 n'a pas été le premier moment d'enthousiasme stupide. J'en avais déjà vécu deux autres de moindre intensité. Le premier a été en 1964. J'ai été touché alors par la Déclaration d'"indépendance" du PCR. (...) Le deuxième s'est passé en août 1968 lorsque la Roumanie a condamné l'écrasement "du Printemps de Prague". J'ai payé mon tribut de nationalisme lorsque Ceaușescu a pris la défense de Dubcek. Aujourd'hui je comprends que nous, les Roumains, on a participé d'un stalinisme qui formellement répudiait Staline. Mais à l'époque je n'ai pas vu clair, entre 1960 et 1970. J'ai pris au sérieux la période de relatif dégel. Comme je n'imaginai pas que le marxisme reviendrait à la philosophie avant cinq siècles, je préférais voir le drapeau national couvrant le *Capital*. Je compte parmi les Roumains qui ont cru sincèrement qu'après l'invasion de la Tchécoslovaquie, on ne peut être un bon Roumain qu'en acceptant les slogans d'un parti qui proclame son "indépendance". J'avais l'impression qu'il fallait choisir entre être du côté d'un pouvoir étranger que notre indépendance irrite, ou être du côté d'un parti communiste qui se revendique à présent de l'histoire nationale. Certes, on peut nous reprocher notre hâte à nous être bernés nous-mêmes, mais ceux qui ont vécu ces moments de redécouverte des valeurs nationales savent combien a agi fortement l'illusion qu'en se secouant de l'asservissement envers l'URSS tout serait différent »⁵.

¹ Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, op. cit., p. 106.

² Michael SHAFIR, *Romania. Politics, Economic and Society*, London, Frances Pinter Publishers, 1985, p. 75-76.

³ *Ibid.*, p. 252.

⁴ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 183.

⁵ *Ibid.*, p. 189.

Apprécié par de nombreux intellectuels, l'événement marque un tournant dans l'adhésion des clercs au Parti communiste, y compris de ceux ayant connu des moments de rébellion avant l'arrivée de Nicolae Ceaușescu au pouvoir comme Paul Goma, le premier écrivain roumain à avoir signé la Charte 77. En plein processus d'*aggiornamento*, le Parti est au rendez-vous et ouvre largement ses portes aux nouvelles recrues, ce qui se concrétise par un gonflement de ses effectifs¹. Des années plus tard, ce retour aux valeurs nationales assimilé à une manifestation de patriotisme et valorisé comme le début de la décolonisation de la Roumanie par rapport à la domination soviétique, en vient à représenter un des registres de justification les plus résistants et les plus mobilisés par les intellectuels roumains après 1989 pour se disculper de l'adhésion au Parti communiste ou à sa politique².

Mais les initiatives audacieuses du régime en matière de politique étrangère ne s'arrêtent pas à la condamnation de l'écrasement du Printemps de Prague. Ambitionnant de jouer un rôle important dans les relations internationales, Ceaușescu noue des contacts et des relations commerciales avec les démocraties occidentales qui trouvent en lui un partenaire stable dans la région, prêt à agir indépendamment du PCUS³. Dans la politique intérieure, le pendant de cette politique d'ouverture est le relâchement des régulations concernant l'obtention d'un passeport ce qui simplifie les démarches pour voyager à l'étranger⁴. Toutefois, le tourisme en dehors des frontières nationales reste un fait rare durant la période communiste. C'est pourquoi les nombreuses sorties d'Octavian Paler à l'étranger (Italie, Mexique, Inde, Grèce, Egypte, RDA,

¹ En 1970 le nombre de membres du PCR s'élève à un peu plus de 2 millions, soit 10 % de la population, Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history, op. cit.*, p. 252.

² Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc*, București, Muzeul Literaturii Române, 2017, p. 61.

³ Charles De Gaulle et Richard Nixon visitent la Roumanie à la fin des années 1960, tandis que le régime se rapproche de la Yougoslavie de Tito et reprend les relations avec la RFA à partir de 1967. Neutre dans le conflit sino-soviétique, ce qui dérange Moscou, Ceaușescu ne se plie pas à la norme soviétique dans le Moyen Orient et maintient des liens avec Israël après la guerre des Six Jours. Grâce à son positionnement géopolitique la Roumanie rejoint le GATT en 1972, obtient la clause de la nation la plus favorisée en 1975, et entreprend des négociations avec le FMI et la Banque mondiale. Elle noue des relations commerciales préférentielles avec les pays capitalistes ce qui contribue à la hausse de ses exportations, Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history, op. cit.*, p. 253-254.

⁴ *Ibid.*, p. 251.

URSS, États-Unis) dans un cadre institutionnel de rapprochement culturel et politique avec certains États occidentaux ou « non-alignés » restent un privilège et n'ont rien de banal¹.

En même temps, suivant toujours la même ligne d'ouverture, les responsables de la propagande du Parti communiste recommandent à Paler la création d'un festival de musique internationale à Braşov, en Transylvanie, avec des invités étrangers². En tant que directeur de la Télévision nationale, il est directement concerné par l'organisation de l'événement qui débute en 1968 et celui-ci rencontre, dès sa première édition, un succès inespéré auprès de la presse occidentale³. Toutefois, aux lendemains du festival, l'écrivain est destitué, suite à un conflit semble-t-il, avec Nicolae Ceauşescu, mécontent du fait que la Roumanie ne gagne aucun prix lors de cette manifestation artistique⁴. Cependant, reconstituées uniquement à partir du témoignage de l'intéressé, les circonstances de ce conflit restent floues et ses effets passagers. Malgré la disgrâce du Secrétaire général, Paler est nommé dès 1969 vice-président de la Radiodiffusion nationale⁵ et la même année on le retrouve à nouveau dans le comité d'organisation de la seconde édition du festival⁶.

Par un Décret du 4 août 1969, le régime lui décerne la Médaille du 25^e Anniversaire de la Libération de la Patrie⁷ et en 1970 il est nommé rédacteur en chef du journal *România liberă*⁸.

¹ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 115-116.

² Alexandru MATEI, « The Golden Stag Festival in Ceauşescu's Romania (1968-1971) », *Journal of European Television History & Culture*, vol. 1, n° 2, 2012, p. 18-19.

³ *Ibid.*, p. 22.

⁴ Octavian Paler dans l'émission « Profesioniştii », diffusée sur TVR en 2001, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.eugeniavoda.ro/ro/emisiuni/litere-si-filosofie/octavian-paler>.

⁵ Fiche « Paler Octavian » signée par l'instructeur Găinuşă Alexandrina, le 16 novembre 1974, ANIC, fonds CPEx du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 2.

⁶ Alexandru MATEI, « The Golden Stag Festival in Ceauşescu's Romania (1968-1971) », art. cité, p. 20.

⁷ Décret n° 560 / 4 août 1969 par lequel Octavian et Maria Paler reçoivent la médaille du 25^e Anniversaire de la Libération de la Patrie pour « leurs mérites exceptionnels dans la lutte contre le fascisme, dans la libération du pays durant la guerre antihitlérienne et dans l'instauration du pouvoir démocrate-populaire ainsi que dans la construction du socialisme dans la République Socialiste de Roumanie », ANIC, fonds « Conseil d'État-Décrets », dossier 900/1965, f. 25.

⁸ Appartenant à la presse centrale, le journal est le deuxième en importance du pays après l'organe du Parti, *Scînteia*. La publication avait traversé plusieurs étapes avant que son titre ne soit repris par les communistes, dont le Parti est interdit par les autorités (1924-1944), qui le publient clandestinement à partir du 28 janvier 1943. Le premier numéro « officiel » de la revue paraît le 23 août 1944 et annonce le retournement des armes de l'armée roumaine contre la Wehrmacht grâce à un complot des forces « démocratiques » qui arrive à renverser le général Antonescu. À partir de 1948, le journal devient une des principales tribunes de propagande du régime communiste, Ion

Dans les années 1970, *România liberă* est l'organe du Front de l'Unité Socialiste (FUS). Créé en 1968, le Front est présenté officiellement comme le « plus large organisme politique permanent, révolutionnaire, démocratique, avec un caractère représentatif »¹. À côté du Parti communiste, il comprend l'UTC, les unions des créateurs, des associations culturelles, des cultes religieux, incarnant ainsi « l'alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie et l'intelligentsia »². Fonctionnant comme un organe d'encadrement et de mobilisation politique, le FUS a pour rôle d'organiser les campagnes électorales et de proposer des candidats pour la Grande Assemblée Nationale. Comme dans les autres pays socialistes où des structures semblables émergent comme par exemple en Tchécoslovaquie, la participation des intellectuels au FUS sert de porte-voix à la propagande culturelle et politique du Parti³.

En tant que rédacteur en chef d'un journal du pouvoir central, Octavian Paler a donc pour rôle d'attirer des intellectuels et des personnalités culturelles dans ses pages, rôle dont il s'acquitte de manière satisfaisante selon les référents du PCR, grâce à son « prestige professionnel » et à ses contacts dans le monde littéraire⁴. Plusieurs critiques et écrivains importants comme Alexandru Paleologu, un autre participant marquant au débat autour du nationalisme, publient dans *România liberă* sous sa direction, grossissant le « cercle large de collaborateurs (...) et des personnalités marquantes de la vie politique et sociale du pays (...) gravitant autour du journal »⁵. Dans plusieurs notes de 1974 et de 1981, son dossier de cadre du PCR confirme la qualité de l'activité du rédacteur en chef au sein d'une équipe qui apprécie sa « détermination à refléter entre les pages du journal la politique interne et externe de notre parti et État »⁶. « Combatif », « solidement préparé politiquement et professionnellement », faisant

HANGIU, *Presa românească de la începuturi pînă în prezent. Dicționar cronologic (1989-2007)*, vol. II, *op. cit.*, p. 666.

¹ Cristian VASILE, *Viața intelectuală și artistică în primul deceniu al regimului Ceaușescu (1965-1974)*, București, Humanitas, 2014, p. 160.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 161.

⁴ Fiche « Caractérisation sur la base des appréciations exprimées durant la réunion commune du collègue de rédaction du journal *România liberă* et du bureau de l'organisation de base », 15 novembre 1974, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 18.

⁵ Fiche « Paler Octavian » signée par l'instructeur Găinușă Alexandrina, le 16 novembre 1974, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 2.

⁶ *Ibid.*

preuve de « fermeté dans ses opinions » et d'« initiative et pensée créatrice », Octavian Paler « insuffle au collectif de travail un esprit militant, créateur, en réussissant à l'entraîner dans la réalisation d'un journal qui réponde aux objectifs politiques et sociaux-culturels qui reviennent à la presse »¹. Depuis les Thèses de juillet 1971 qui marquent la ré-idéologisation de la culture roumaine, les objectifs du Parti visent dans ce domaine « la mise en avant de la conception matérialiste-dialectique », « le combat contre les positions obscurantistes, rétrogrades et anti-humanitaires », ainsi que la « promotion des matériaux qui contribuent à la formation de l'homme nouveau »². Ces objectifs sont confirmés par la loi n° 3 du 28 mars 1974 qui codifie l'obéissance des périodiques, y compris des revues littéraires, artistiques et académiques aux « impératifs idéologiques » du PCR et prévoit des sanctions pour l'usage abusif de la liberté d'expression contre l'« ordre socialiste » (art. 67)³.

Ces comptes rendus signés par ses collègues et réclamés par le Parti sur l'activité d'Octavian Paler utilisent un vocabulaire fondu dans la langue de bois de l'époque au cours d'un exercice bureaucratique de collecte des références qui se vide progressivement de son sens ; ils ne reflètent qu'une facette des rapports entretenus par l'intellectuel avec le régime communiste. Toutefois, il est clair que son bon dossier, ses éloges à l'adresse de Nicolae Ceaușescu⁴, et l'intégration aux cercles de la nomenklatura jouent en sa faveur puisqu'au milieu des années 1970 on lui propose une carrière politique. Cette carrière décolle en 1974 avec sa désignation au sein du Comité Exécutif (CPEX) du PCR⁵. La fonction de rédacteur en chef de *România*

¹ *Ibid.*

² Cristian VASILE, *Viața intelectuală și artistică în primul deceniu al regimului Ceaușescu (1965-1974)*, op. cit., p. 158.

³ La loi n° 3/1974 s'inscrit dans la continuité du Programme du PCR qui réaffirme « le rôle actif de l'art et de la littérature dans l'illustration des grandes réalisations (...) du peuple ». Cherchant le renforcement du contrôle idéologique dans le contexte de l'adhésion de nombreux artistes et intellectuels au parti, ce cadre légal fait partie d'un dispositif qui « leur rappelle les règles du jeu politique », Cristian VASILE, *Viața intelectuală și artistică în primul deceniu al regimului Ceaușescu (1965-1974)*, op. cit., p. 158-159 et p. 161-162.

⁴ À titre d'exemple, voir le discours d'Octavian Paler à l'occasion de la célébration des 30 ans du journal *România liberă* où Nicolae Ceaușescu est présenté comme « un homme sans peur, grand patriote et brillant militant révolutionnaire », *Steaua Roșie*, n° 24, 31 janvier 1973. Sur la complémentarité entre les hommages à Nicolae Ceaușescu et la réussite professionnelle dans le monde littéraire, voir Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p.155.

⁵ « Note », le 23 juin 1981, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 1.

liberă lui ayant permis de nouer des liens avec certains acteurs haut placés de la nomenklatura culturelle, cette nomination intervient à la recommandation de Cornel Burtică, ancien président des Jeunesses communistes (1960-1962) et ambassadeur de la Roumanie socialiste en Italie, lui-même membre du CPEX et secrétaire du Comité Central (CC) du PCR¹.

Depuis cette nouvelle position Octavian Paler participe à plusieurs décisions jugées scandaleuses après 1989, parmi lesquelles celle concernant la réduction drastique du volume de papier alloué à la presse écrite dans une réunion du 1^{er} mai 1974². La mesure est âprement décriée par les écrivains et les journalistes à l'époque et dénoncée comme introduisant un nouvel instrument de contrôle idéologique de la presse et de la création littéraire³.

À la fin de son mandat au sein du CPEX en 1979, un an plus tard, en 1980, Octavian Paler est élu député de Vaslui dans la Grande Assemblée Nationale⁴. Fonction élective passée sous silence lorsqu'après 1989 il évoque son passé. Octavian Paler mène donc une carrière qui contraste fort avec ses efforts répétés de mise à distance des positions occupées dans la hiérarchie politique communiste⁵. Membre dans les comités de parti de la Radiotélévision et de la Radiodiffusion nationales, de la presse et des maisons d'édition entre 1965 et 1970, membre du Conseil national du FUS, président du Conseil des journalistes roumains à partir de 1976, vice-président de l'Association d'amitié roumaine-italienne⁶, sa trajectoire professionnelle est conséquemment intimement liée au PCR.

En parallèle de son activité politique et journalistique, Paler commence aussi vers 1970 une carrière littéraire qui lui vaut deux prix de l'USR (1972, 1980) et le Prix de l'Académie

¹ En 1977, Cornel Burtică (né en 1931) devient le coordonateur de la section de Propagande et du Conseil de la Culture et de l'Éducation Socialiste, CPADCR, *Raport final, op. cit.*, p. 788.

² Condruc CONSTANTINESCU, « Nicolae Ceaușescu și obsesia controlului absolut », 22, n° 111, 4-10 avril 2017.

³ *Ibid.*

⁴ « Note », 23 juin 1981, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 1.

⁵ « Les fonctions ne m'ont jamais attiré » (cf. Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă, op. cit.*, p. 109). « Je vous disais que les "fonctions" ne m'ont jamais intéressé. Toutes celles que j'ai eues (...) m'ont été imposées d'une certaine manière et je n'ai pas eu la force de les refuser. Il est vrai, personne ne m'a mis l'arme à la tempe mais pour les désirer, je ne les ai pas désirées », Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler, op. cit.*, p. 179.

⁶ Fiche « Paler Octavian » signée par l'instructeur Găinușă Alexandrina, le 16 novembre 1974, ANIC, fonds CPEX du PCR, section « Cadres », dossier 113/5 (Paler Octavian), f. 2.

Roumaine (1978)¹. Membre du Bureau de l'USR depuis 1977, l'écrivain est directement concerné par les batailles littéraires de l'époque au cours desquelles il prend position en faveur des auteurs pro-européens, autrement dit, en porte-à-faux avec le régime. Dénoncé pour son « silence »² durant les réunions où l'on décide de l'allocation des ressources et son absence d'intervention en faveur des auteurs proches du régime, Octavian Paler devient peu à peu la victime d'un règlement de comptes au sein du champ littéraire. Dénoncé à la Securitate par C. V. Tudor et par Eugen Barbu dans une note du 5 octobre 1982 pour mener une « subtile activité de subversion idéologique » en s'« esquivant », en sa qualité de « rédacteur en chef de la deuxième publication politique du pays » d'« écrire une seule ligne pour le parti et le président de l'État », il est démis de son poste en 1983 et commence à être considéré comme un potentiel « dissident » du régime³. Poursuivi par la Securitate, on lui reproche autant la publication des auteurs non-agrérés par le pouvoir dans les pages culturelles de *România liberă*⁴ que les accusations de « fascisme et antisémitisme » à l'adresse de certains articles de la revue *Săptămâna* dirigée par Barbu⁵. Le refus de participer aux cérémonies de célébration du régime⁶ et ses contacts avec des citoyens étrangers et des exilés anticomunistes sont également des actions qui servent sa dénonciation d'être hostile au régime⁷. À partir des années 1980, Octavian Paler commence à habiter de manière distancée son rôle d'intellectuel organique retrouvant progressivement une distance critique par rapport au PCR⁸.

¹ Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. P/R, op. cit.*, p. 18.

² « Note (secret absolu) » du 12 septembre 1980, ASRI, fonds « D », dossier n° 10 966, vol. 2, f. 238-239 dans SERVICIUL ROMÂN DE INFORMAȚII (SRI), *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 170.

³ « Note (secret absolu) » du 5 octobre 1982, ASRI, fonds « D », dossier n° 10 966, vol. 27, f. 137-138 dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 262-263.

⁴ *Ibid.*, p. 263.

⁵ Note (secret absolu), 11 novembre 1982, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 27, f. 7. Dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 264.

⁶ Note (secret absolu), 5 février 1983, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 2, f. 48. Dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 269.

⁷ Note (secret absolu), août 1983, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 14, f. 295. Dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 281.

⁸ Le rôle d'intellectuel organique au sein d'un parti politique peut être habité de différentes manières qui mettent en scène une distance critique variable par rapport aux injonctions idéologiques de l'institution. Pour une analyse de cette variété dans le cas des intellectuels du PCF, voir Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance en politique*, op. cit. ; Bernard PUDAL, « Pour une histoire de l'« intellectuel collectif » communiste

Après son licenciement, plusieurs solutions de réinsertion lui sont toutefois proposées : devenir directeur du théâtre Nottara, rédacteur en chef de la revue *Magazin* (subordonnée à *România liberă*) ou accepter de devenir collaborateur à la revue du parti *Scînteia*, ce qu'il refuse¹. Mais craignant d'être arrêté par la Securitate, il évite également d'aller plus loin dans sa « dissidence » en déclinant la proposition de deux journalistes du *Nouvel Observateur* de faire un entretien avec lui². Cependant, après cette date, Octavian Paler multiplie les gestes de protestation envers le régime et les prises de position publiques contre la politique culturelle, la dégradation de la condition matérielle de l'écrivain ainsi que la réémergence de la censure³. Il commence à manifester publiquement ses désaccords avec certaines décisions politiques en signant plusieurs lettres ouvertes de solidarisation avec ses confrères en difficulté⁴. Octavian Paler est ainsi l'initiateur de la « Lettre des sept »⁵ par laquelle un groupe d'écrivains soutient le poète Mircea Dinescu exclu de l'USR suite à la publication dans *Libération* d'un entretien critique à l'adresse de certaines politiques du régime Ceaușescu.

Suite à ces actions, Paler perd le droit de signer des publications⁶ pendant que commence une campagne de dénonciation publique de son roman *Un om norocos* [Un homme chanceux] (1984) déclaré comme étant un livre « haineux »⁷. La « Révolution » le retrouve dans la posture

avec et contre les enseignants (1920-2000)» dans Jacques GIRAULT (dir.), *Les enseignants dans la société française au XX^e siècle*, Paris, Sorbonne, 2004, p. 181-212.

¹ Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, op. cit., p. 197.

² *Ibid.*, p. 200.

³ Note (secret absolu), 26 juin février 1984, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 27, f. 21, Note (secret absolu), 6 janvier 1985, ASRI, fonds « D », dossier n° 11119, vol. 7, f. 385-386, note (secret absolu), 19 juin 1985, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 12, f. 134-137, « Vers la Direction I, Département de la Sécurité de l'État, Direction III (secret absolu), 5 novembre 1985, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 12, f. 132, dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorii literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 304, p. 311, p. 327-328, p. 337-338.

⁴ Voir le mémoire adressé à l'USR et au Conseil de la Culture socialiste en 1984 pour protester contre la mutation abusive de son amie, la rédactrice Georgeta Dimisianu, des Éditions Cartea Românească vers un autre poste. Le document porte la signature de 57 intellectuels et est corédigé par Alexandru Paleologu, Mircea Dinescu et Nicolae Manolescu, « Note (secret absolu) », décembre 1984, ASRI, fonds « D », dossier n° 10966, vol. 27, f. 157-158 dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorii literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 310-311.

⁵ Cette lettre ouverte adressée au président de l'USR est signée par six autres intellectuels : Ștefan Augustin-Doinaș, Geo Bogza, Dan Hăulică, Alexandru Paleologu, Andrei Pleșu, Mihai Șora. Le geste intervient toutefois après la publication à l'étranger de la « Lettre des six » à Nicolae Ceaușescu signée par plusieurs cadres du PCR en mars 1989.

⁶ Note (secret absolu), octobre 1989, ASRI, fonds « D », dossier n° 11119, vol. 7, f. 108-115 dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorii literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 448.

⁷ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, op. cit., p. 196.

d'*outsider* dit-il, « interdit en tant qu'écrivain, chômeur sous le rapport du travail et suspect en tant qu'individu dans la société »¹.

Précédant la chute du régime communiste, l'insertion dans les réseaux des écrivains dissidents contribue à la convocation d'Octavian Paler en 1989 dans le GDS. Le changement politique entraîne son retour dans la vie publique en tant que membre du comité provisoire de réorganisation de l'USR, chargé de s'occuper de la revue *România literară*². À partir de 1990, Paler revient également dans la rédaction de *România liberă* en tant que directeur honorifique nommé par Petre Mihai Băcanu³, un ancien rédacteur arrêté pour ses activités dissidentes à la fin de l'année 1989. Avec une ligne féroce anticommuniste, le journal est maintenant celui qui se vend le mieux de Roumanie et dans les mois qui succèdent à la « Révolution » il atteint des tirages avoisinant les deux millions d'exemplaires⁴. Aussi, profitant du nouveau cadre juridique, au début de l'année 1990, *România liberă* se privatise étant la première publication roumaine à accéder à ce nouveau statut. Pris dans un processus de double conversion — économique de par le passage des biens étatiques entre les mains de quelques actionnaires⁵ et idéologique de par la dénonciation généralisée de l'ancien régime dans les milieux intellectuels qu'il fréquente —, Octavian Paler se range désormais dans l'opposition au pouvoir et passe pour un des plus acerbes critiques du « néocommunisme ». Par ailleurs, il tente à nouveau une carrière politique, en présentant sa candidature aux élections législatives de 1990 sur une liste

¹ Octavian Paler cité dans Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. P/R, op. cit.*, p. 21.

² Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler, op. cit.*, p. 71.

³ Petre Mihai Băcanu (né en 1941) : journaliste et rédacteur au quotidien *România liberă* entre 1970-1988 pose les bases du groupe dissident l'Alliance R à la fin des années 1980. Se proposant d'éditer un nouveau journal, *România*, le groupe se dote des presses clandestines. Arrêté de manière préventive au début de 1989 pour « trafic » Băcanu est condamné à six ans et demi de prison. Il est libéré le 22 décembre 1989 après la fuite du couple Ceaușescu, cf. la fiche pénale de Petre Mihai Băcanu, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale d'Inspectorat Général de la Milice București, n° du dossier 368, 18 juillet 1989, consultable également sur le site web de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICMER) à l'adresse suivante: <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/Fise%20matricole%20penale%20-%20personalitati%20publice/Bacanu%20Petre%20Mihai/>.

⁴ Alexandra BUZAȘ, « Focus : 20 de ani de ziare – între idealismul dat de libertate și afacere, în capitalism », MEDIAFAX, 23 décembre 2009, <http://www.mediafax.ro/cultura-media/focus-20-de-ani-de-ziare-intre-idealismul-dat-de-libertate-si-afacere-in-capitalism-5201723>.

⁵ Vladimir PASTI, *Noul capitalism românesc*, Iași, Polirom, 2006, p. 307-310 et p. 317.

d'indépendants qui réunit plusieurs noms du GDS, mais échoue à réunir les suffrages lui permettant d'entrer au Parlement¹. En même temps, l'écrivain participe à la fondation de l'Alliance Civique et devient éditorialiste dans plusieurs publications politiques après 1989. Invité constamment lors des débats télévisés, il assume une posture prophétique en que commentateur politique et devient l'un des premiers intellectuels médiatiques des années 2000.

Liée aux structures du pouvoir communiste avant 1989 et à leur réprobation après cette année, la carrière professionnelle d'Octavian Paler s'inscrit sous le signe de la continuité. Continuité de la conversion d'un capital politique ou culturel en prestige public, continuité de la capacité à s'adapter aux exigences idéologiques d'une époque et d'un milieu, continuité de l'intervention dans plusieurs secteurs à la fois (politique/militant, littéraire, public) tout en conservant l'illusion du détachement et de la cohérence de son action. Cette continuité repose sur la désectorisation qui caractérise le changement de régime après 1989 et sur la fluidité des principes de légitimation qu'elle sous-tend. Bénéficiant d'une relecture située et individualisée du passé politique et personnel de l'acteur, cette continuité, enfin, s'appuie dans le cas de Paler sur l'occultation des actions pratiques de fidélité politique qu'une carrière au sein des structures de propagande socialiste suppose. Livrant un discours incriminant et généralisateur à l'égard du communisme, l'écrivain motive son adhésion au PCR par l'argument de l'aspiration à la réussite sociale. Avec celle-ci, l'évocation de la croyance dans les bienfaits du nationalisme embrassé par le PCR à partir de 1968 reste un dernier rempart pour Octavian Paler devant l'accusation de collaboration avec l'ancien régime.

¹ Aux élections de 1990, les candidats indépendants obtiennent 1,87 % des suffrages à l'Assemblée Nationale et 0,26 % des suffrages au Sénat, voir Annexe I, « Les résultats des élections législatives du 20 mai 1990 » dans Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 219.

B/ Alexandru Paleologu (1919-2005) : dandysme culturel, succès politique

Né le 14 mars 1919 dans une famille de la petite bourgeoisie bucarestoise¹, d'un père avocat reconnu et membre du PNL², Alexandru Paleologu grandit dans un milieu qui entretient des relations étroites avec l'élite intellectuelle et artistique de l'entre-deux-guerres ainsi qu'avec la famille royale³. L'époque est souvent évoquée sur un ton nostalgique dans ses écrits autobiographiques ainsi que dans ses entretiens⁴ :

« J'ai eu le temps de vivre dans un monde extrêmement brillant, avec des belles femmes, des bals, un monde élégant, avec des fêtes et un grand raffinement gastronomique, dans des conditions optimales pour la formation de l'esprit. Les gens étaient très fins, instruits et intelligents, vrais hommes d'esprit, dont je remarque à l'heure actuelle le total discrédit et la disparition »⁵.

Diplômé du lycée « Spiru Haret » tout comme Octavian Paler, diplômé en Droit en 1943, référent dans la Commission d'armistice chargée de négocier la défaite de la Roumanie devant les Alliés entre 1944 et 1945, Paleologu intègre le corps diplomatique du ministère des Affaires étrangères en 1946, en tant qu'attaché de légation⁶. Membre du Parti Social-Démocrate (PSD), il ne s'implique pas en politique avant 1947 mais est actif dans les Jeunesses Libérales⁷.

¹ Selon la catégorie sociale retenue par les autorités communistes dans la fiche pénale d'Alexandru Paleologu, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier Jilava, n° de série 9/960, fiche pénale n° 18, 8 septembre 1959, consultable sur le site web de l'IICCMER, à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca-represiiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/P/P%2001.%20Paca%20-%20Pancel/Paleologu%20Alexandru/P1220218.JPG>.

² Mihail Paleologu (1884-1956) : figure illustre du barreau roumain de l'entre-deux-guerres, député à plusieurs reprises sur les listes du PNL et haut fonctionnaire dans les ministères de la Justice (1930) et des Finances (1932), Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu*, Thèse pour le Doctorat en Lettres, Université de l'Ouest Timișoara, 2010, p. 10.

³ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, București, Du Style, 1996, p. 12 et p. 78-83.

⁴ Alexandru PALEOLOGU, « Nu cred în aptitudinile de justiție, corectitudine, și creație, ale omului care disprețuiește literatura », *România literară*, n° 9, 2004.

⁵ Alexandru PALEOLOGU, Filip-Lucian IORGA, *Breviar pentru păstrarea clipelor*, Editura Humanitas, București, 2005, p. 29-30.

⁶ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, *op. cit.*, p. 52 et p. 110-111.

⁷ *Ibid.*, p. 118.

L'arrivée du Parti communiste au pouvoir en 1947 coupe court à ces débuts prometteurs et sa carrière dans la haute administration s'arrête dès le mois de novembre lorsque l'ensemble du corps diplomatique est écarté par le nouveau régime dans sa tentative d'épurer de la fonction publique les représentants des classes dominantes¹. À la recherche d'une nouvelle voie professionnelle, vers 1948-1949 Alexandru Paleologu rentre au Conservatoire², sous l'influence d'Alice Voinescu³, critique de théâtre et conférencière réputée, amie intime de la famille. À la fin des années 1940 il travaille comme assistant à la mise en scène au Théâtre National et au Théâtre de l'Armée, mais y renonce vite, ne souhaitant pas avoir à subir, dira-t-il, « la tutelle du réalisme-socialiste et des divers idéologues de service »⁴.

Réalisant qu'il ne peut plus espérer faire carrière dans les conditions où les attaques contre la bourgeoisie s'accumulent et que ses biens seront prochainement confisqués, Paleologu vend une partie de ses terres déjà amoindries par la réforme agraire de 1946⁵, et jusqu'en 1950 mène une vie « luxueuse » dont « le caractère imprévisible et aventureux » n'est pas « sans intérêt »⁶. C'est une période marquée par la nationalisation des entreprises et des propriétés terriennes⁷; les représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie sont dépossédés et perdent la possibilité d'exercer les métiers soit à cause des épurations, comme par exemple dans le cas des professeurs de l'enseignement supérieur⁸, soit à cause de la disparition de corps entiers de métiers comme dans le cas des avocats qui voient disparaître les activités dans les branches liées aux litiges d'affaires, aux héritages, aux grands partages de biens ou au droit cambiaire⁹.

¹ *Ibid.*, p. 52.

² *Ibid.*, p. 101.

³ Alice Voinescu (1885-1961) : première femme roumaine docteur en Philosophie à la Sorbonne en 1913, critique de théâtre et professeure au Conservatoire de Bucarest jusqu'en 1948 quand elle est écartée brutalement par le régime communiste. Voir le portrait chaleureux fait par Alexandru Paleologu dans Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, *op. cit.*, p. 122-133.

⁴ *Ibid.*, p. 52-53.

⁵ En mars 1945 une réforme agraire initiée par le gouvernement de Petru Groza exproprie à partir de 1946 les grands propriétaires terriens et des paysans riches de 1 468 000 hectares de terres arables, Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, *op. cit.*, p. 229 et p. 231.

⁶ Alexandru PALEOLOGU, Cristian BĂDILITĂ (coord.), Tudorel URIAN (en collab. avec), *Nostalgia Europei. Volum în onoarea lui Alexandru Paleologu*, Iași, Polirom, 2003, p. 23.

⁷ Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, *op. cit.*, p. 233.

⁸ Lucian BOIA, *Capcanele istoriei*, *op. cit.*, p. 94-112.

⁹ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, *op. cit.*, p. 60.

Cherchant une solution pour « intégrer les structures transnationales dans l'espoir que celles-ci trouveront des méthodes efficaces pour le mettre à l'abri du fléau communiste »¹, vers 1948-1949, Paleologu se convertit au catholicisme. Si elle y joue un rôle, son admiration pour les écrivains catholiques français (Georges Bernanos, Paul Claudel, Jacques Maritain, Charles Péguy, Léon Bloy) ne représente ni la seule ni la réelle motivation de cette conversion². Mais échouant à lui offrir l'échappatoire espérée aux persécutions du régime communiste, la nouvelle foi est à son tour abandonnée au début des années 1950.

S'ouvre alors une période « grave » pour Alexandru Paleologu, car après avoir aidé des transfuges à s'enfuir il part en cavale en fuyant les autorités sur ses traces³. Au début il se cache chez des connaissances de Bucarest et des membres éloignés de sa famille, ensuite dans un hôpital psychiatrique avant de trouver refuge dans la localité montagnaise de Câmpulung-Muscel, où il vit sous un faux nom (Ion Crăițăleanu) jusqu'en 1955⁴. Malgré les joies et les plaisirs d'une vie sans attache, l'écrivain se rappelle combien il lui a été difficile de trouver un sens, une cohérence à son existence déstructurée :

« J'ai commencé à lire la trilogie d'Alexeï Tolstoï, le *Calvaire*. (...) La lecture de ce roman a eu sur moi un effet si réconfortant, m'a appris comment devrais-je supporter des temps pareils, étant moi-même dans un état de dislocation de domicile, de perte de tout ce que j'avais eu, maison, bibliothèque, habits. Avec des grandes difficultés, on m'envoyait parfois quelque chose de la maison. J'étais à la recherche fébrile d'un sens car j'avais perdu mon identité sociale. J'étais d'une certaine manière en consonance avec ce roman. Je ne pouvais pas m'engager dans cette guerre civile parce qu'il s'agissait d'une guerre civile. Il y avait encore des partisans dans les montagnes. (...). Je me suis rendu compte de cette condition de harcelé, de transfuge, d'imposteur, de double identité, de dépossédé de ses biens et ses êtres proches. Avec la séparation pour un temps non-déterminé de ma femme et de ma mère. Je me suis rendu compte que ces conditions pouvaient être assumées en tant que destin et il se peut, donc, que l'on contemple le destin en tant que structure »⁵.

¹ Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu, op. cit.*, p. 76.

² Al. PALEOLOGU, Stelian TÂNASE, *Sfidarea memoriei, op. cit.*, p. 60.

³ *Ibid.*, p. 54.

⁴ *Ibid.*, p. 62 et p. 138-142.

⁵ *Ibid.*, p. 139-140.

Si le dédoublement du « moi » apparaît souvent comme un mécanisme psychologique de défense pour préserver son identité en situation de crise¹, ici manifestement il ne fait que renforcer la conscience de la perte des capitaux sociaux. C'est à Câmpulung, peu après son arrivée en essayant de s'intégrer dans la société de la petite ville, qu'Alexandru Paleologu fait une rencontre décisive — avec le philosophe Constantin Noica.

Encadré n° 9 : Constantin Noica (1909-1987) Nationalisme philosophique, marginalité politique

Né le 12 juillet 1909 dans une famille de propriétaires terriens de la moyenne bourgeoisie, Constantin Noica est le fils d'un ingénieur agronome, Grigore Noica (1880-1946), et d'une femme au foyer passionnée de philosophie, Clementa Casasovici (1885-1955). Après des études primaires en province, Constantin Noica emménage à Bucarest où il poursuit au lycée « Spiru Haret ». Il y croise Mircea Eliade de quelques années son aîné et plusieurs prochains membres du Mouvement légionnaire². Élève assidu qui excelle dans l'ensemble des matières, Noica fait ses débuts dans la revue de l'établissement *Vlăstarul*, où débutait quelques années plus tôt Mircea Eliade et contribue vite à plusieurs revues importantes avec des articles polémiques, partageant l'humeur anti-establishment culturel de ses camarades de génération³.

Étudiant à la Faculté de Lettres et de Philosophie de l'Université Bucarest en 1928, Constantin Noica est un des représentants marquants de la Jeune génération, groupe avec lequel il fonde en 1932 l'association culturelle « Criterion ». La principale activité de l'association consiste en l'organisation de rencontres et de conférences sur des thèmes politiques et culturels et celle-ci connaît un important succès auprès du public. Contrairement à ses camarades qui aussitôt s'engagent politiquement, Constantin Noica garde ses distances avec cet univers jusque tardivement, vers 1938. Se concentrant exclusivement sur sa carrière professionnelle, il publie plusieurs livres de philosophie, des traductions, et achève brillamment ses études universitaires⁴. Bien que sympathisant du Mouvement légionnaire tout comme ses proches (Nae Ionescu, Mircea Eliade, E. M. Cioran, Arșavir Aterian, Mihail Polihroniade), Constantin Noica se refuse dans un premier temps à l'engagement explicite aux côtés de la Garde de fer. Mais le décès sur le front espagnol de deux leaders légionnaires qui s'étaient enrôlés comme volontaires dans les troupes de Franco durant la guerre civile de 1936-1939 et, plus encore, l'assassinat de Corneliu Codreanu, le chef du Mouvement, en novembre 1938 à l'ordre du roi Carol II, produisent une forte impression sur lui. Suite à ces événements le philosophe décide de porter allégeance à son tour à la Garde de fer⁵.

¹ Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 52 ; Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », art. cité, p. 57 ; Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, « Écrire son autobiographie (les autobiographies communistes d'institution, 1931-1939) », art. cité, p. 59.

² Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, București, Humanitas, 2007, p. 18-19 et p. 30.

³ *Ibid.*, p. 32 et p. 36-39.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, Pitești, Paralela 45, 2006, p. 232.

⁵ Deux thèses existent par rapport aux mobiles et au moment précis de la conversion de Constantin Noica au Mouvement légionnaire. Une première avance que c'est à la mort de Corneliu Codreanu en novembre 1938 et suite la

Son ralliement consiste au début en la publication d'articles enthousiastes dans la presse acquise au Mouvement légionnaire¹. Ensuite, Noica devient pendant un certain temps rédacteur en chef du journal légionnaire *Buna Vestire* et publie la revue *Adsum*, qu'il écrit et finance intégralement². La revue ne fera paraître qu'un seul numéro, le 8 août 1940. S'écartant d'une philosophie rationaliste et traditionnelle, il y fait l'éloge de l'action collective et d'une pensée spiritualiste ajustée aux valeurs promues par les gardes de fer. Docteur en Philosophie en 1940, embauché comme référent à l'Institut roumain-allemand de Berlin jusqu'en 1944, où il suit les cours de Martin Heidegger et de Nicolai Hartmann, son affiliation politique l'empêche d'accéder à un poste de conférencier à l'Université de Bucarest en 1943 en dépit de la reconnaissance dont il jouit³. La défaite de la « rébellion légionnaire » par Ion Antonescu en janvier 1941 est l'occasion pour l'intellectuel de renouveler son engagement auprès de la Garde de fer en se solidarisant publiquement avec les partisans arrêtés et emprisonnés. Lorsqu'en 1943, après l'entrée de la Roumanie en guerre contre l'URSS, Ion Antonescu exige l'envoi des rebelles légionnaires en première ligne sur le front en guise de punition, le philosophe se porte volontaire mais est déclaré invalide par une commission médicale de l'Armée roumaine⁴.

En mars 1949, après l'arrivée des communistes au pouvoir, Constantin Noica est arrêté en tant que propriétaire terrien et assigné à résidence à Câmpulung-Muscel. Il y réside pendant huit ans, entre 1950 et 1958, et survit difficilement grâce à des leçons particulières de langues étrangères et de mathématiques⁵. Sa maison reste ouverte à ses amis intellectuels qui viennent parfois depuis Bucarest pour lui rendre visite. Après 1955, durant la détente, c'est lui-même qui se rend dans la capitale pour participer à des réunions littéraires et retrouver une vie sociale plus riche. En décembre 1958, l'un de ces séjours sera le prétexte pour les autorités communistes pour l'arrêter. Inculpé pour diffusion de manuscrits « réactionnaires » et « légionnaires »⁶, il est jugé dans le procès des intellectuels « Noica-Pillat »⁷ et condamné à 25 ans de travaux forcés pour « conspiration contre l'ordre étatique » et « prises de position hostiles aux autorités »⁸. Enfermé à Jilava, près de la capitale, dans des conditions très dures, il est libéré le 8 août 1964 grâce aux Décrets d'amnistie des prisonniers politiques adoptés par Gheorghe Gheorghiu-Dej.

Après la sortie de prison, le philosophe reçoit une maison à Bucarest et un poste de chercheur au Centre de Logique de l'Académie Roumaine où il travaille entre 1965 et 1975. Pendant cette période

« dégringolade » qu'elle entraîne au sein de l'organisation que le philosophe porte allégeance (Sorin Lavric, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit., p. 163-164). Une deuxième thèse qui mobilise l'analyse de sa correspondance durant son séjour parisien (1938-1939), plaide en faveur d'un ralliement antérieur à l'assassinat de Codreanu, motivé d'un côté, par les discussions avec E. M. Cioran déjà acquis à la cause de la Légion et, d'un autre côté, par la censure imposée en février 1938 par le roi Carol II à la presse pro-légionnaire au sein de laquelle Noica travaille, (Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, op. cit., p. 210-211).

¹ Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit., p. 246.

² *Ibid.*, p. 213-214.

³ *Ibid.*, p. 261.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, op. cit., p. 232.

⁵ *Ibid.*, p. 269. (Les terres familiales sont alors confisquées, à son grand soulagement de Constantin Noica, mécontent de devoir s'en occuper après la mort de son père en 1946, tâche qui l'éloigne de ses préoccupations intellectuelles, Stelian TĂNASE, *Anatomia mistificării (1944-1989)*, București, Humanitas, 2009, p. 21).

⁶ Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente*, Iași, Polirom, p. 63.

⁷ Pour une analyse détaillée de ce procès sur la base des pièces d'archives et des témoignages des accusés, voir Stelian TĂNASE, *Anatomia mistificării (1944-1989)*, op. cit.

⁸ *Ibid.*, p. 246 et p. 370-372.

il rentre en contact avec plusieurs intellectuels de la tendance nationaliste¹ et tente de créer un « club de discussion » entre les collègues de « vieille formation »². L'idée échoue et ce n'est que plus tard, à la fin des années 1970, que son projet se concrétise par la création d'une « école » informelle de philosophie au sein de laquelle il devient l'« entraîneur culturel » d'un groupe de disciples³. Les autorités communistes s'engagent à ne pas entraver cette initiative à condition que le philosophe ne prenne pas position publiquement contre le régime. Constantin Noica accepte ce « pacte »⁴ et à partir de 1969 il reçoit plusieurs jeunes diplômés en philosophie et en histoire de l'art dans son appartement bucarestois. À partir de 1975, ils se réunissent dans la localité montagnaise de Păltiniș, près de Sibiu, où Noica prend sa retraite. Popularisée intelligemment par ses disciples, l'élitiste « École de Păltiniș » a une certaine renommée à l'époque, étant perçue comme le lieu d'une offre culturelle alternative par rapport à l'idéologie officielle.

Célèbre à la fin de sa vie, Constantin Noica s'éteint en 1987 à Sibiu, près de Păltiniș, à l'âge de 78 ans. Auteur d'une œuvre prolifique⁵, traducteur en roumain des philosophes classiques (Platon, Aristote, Kant), il jouit à sa mort d'une notoriété considérable, étant considéré comme l'un des plus importants philosophes roumains, créateur d'une ontologie originale profondément ancrée dans l'espace national dont il tente de révéler la spécificité et les valences créatrices. Défenseur « de la spécificité et de l'unicité des petites communautés de langue et de culture (...) au détriment de la cause de la liberté individuelle », Noica se montre sceptique vis-à-vis de « toute revendication d'identité qui ne se reconnaisse pas dans le statut total de la nation »⁶. C'est pourquoi, l'obsession pour la survie de la Roumanie se dissimule derrière la philosophie de l'Être et parcourt l'ensemble de son œuvre. Elle est à l'origine d'un « paradoxe » selon Alexandra Laignel-Lavastine, entre la critique de la rationalité formelle européenne et sa défense lorsqu'il s'agit d'instrumentaliser l'idéologie pour assurer la survie de la nation⁷. Elle est également responsable des « dérapages » politiques du philosophe, attiré par le fascisme durant l'entre-deux-guerres et par le national-communisme du régime Ceaușescu⁸.

L'héritage de Constantin Noica reste pourtant à ce jour controversé. Si d'un côté, il est promu par ses disciples à des fins personnelles, étant synonyme pour certains d'une pensée subversive à l'égard du pouvoir, en même temps, il est contesté à plusieurs niveaux. Aussi, peu après 1989, plusieurs intellectuels dénoncent les accents « nationalistes » de ses œuvres qui exhortent « le sentiment roumain de l'être »⁹. D'aucuns attribuent ces accents à la rencontre entre l'« ontologie personnelle » de Noica

¹ Le *protochronisme* est un courant d'idées qui apparaît en 1974. Il repose sur la croyance dans les capacités de la culture roumaine d'anticiper des créations artistiques et scientifiques universellement reconnues. Souvent proches ou récupérés par le régime, les intellectuels *protochronistes* embrassent une vision indigéniste de la « nation ». Le chapitre 4 revient plus largement sur ce point. Le sujet est traité largement par Alexandra TOMIȚĂ, *O istorie « glorioasă »*. *Dosarul protochronismului românesc*, București, Cartea Românească, 2007.

² Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozații și documente*, op. cit., p. 60.

³ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, București, Humanitas, 1996, p. 8.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, op. cit., p. 233.

⁵ Cette œuvre compte une trentaine de volumes de philosophie, d'essais et de traductions. Pour la liste complète consulter Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, op. cit., p. 234-235.

⁶ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, București, Humanitas, 1996, p. 371-372.

⁷ *Ibid.*, p. 10-13.

⁸ *Ibid.*, p. 7.

⁹ Selon le titre d'un de ses ouvrages, Constantin NOICA, *Sentimentul românesc al ființei*, București, Eminescu, 1978.

et le tournant nationaliste pris par l'idéologie officielle à partir des années 1970¹. D'autres, par contre, y voient la preuve irréfutable du collaborationnisme de l'intellectuel avec le régime communiste², ce qui a permis son exploitation intéressée par les autorités au moment de la réhabilitation du discours national³. La frontière entre les deux interprétations est fragile dans les conditions où les archives de l'ancienne Securitate révèlent en 2006 la qualité de collaborateur de la police politique de Constantin Noica à sa sortie de prison en 1964⁴. Sa principale mission en tant qu'« agent d'influence » est alors d'intervenir auprès de l'exil roumain parisien et des intellectuels de la Radio Free Europe en faveur du régime Ceaușescu⁵. Contesté par certains⁶, minimalisé par ses disciples qui y voient la preuve d'un compromis bénin consenti par le philosophe afin de pouvoir continuer de bâtir son œuvre culturelle⁷, la collaboration de Constantin Noica avec la police politique communiste est qualifiée comme « particulièrement servile » par certains chercheurs⁸. Un troisième reproche adressé rétrospectivement au philosophe concerne sa tendance à cultiver le retrait ascétique du monde dans la « tour d'ivoire » de la « Culture », stratégie peu efficace au regard de formes d'opposition plus frontales, qui auraient été salutaires⁹.

La rencontre d'Alexandru Paleologu avec Constantin Noica s'avérera une expérience décisive. Les deux se connaissent vaguement depuis les années 1930¹⁰, mais c'est à Câmpulung-Muscel, dans la solitude de la petite localité de montagne qu'ils se lient d'amitié. Vivant modestement, Noica reçoit Paleologu régulièrement chez lui et l'introduit à la philosophie kantienne, à Hegel, à Goethe, à Heidegger, en devenant rapidement son maître à penser¹¹. Il lui enseigne l'allemand et le grec ancien et ils commencent à déchiffrer ensemble les œuvres de Platon en langue originale. Particulièrement fécondes du point de vue intellectuel, ces années éloignent Paleologu de ses affinités premières — les moralistes français, notamment Montaigne

¹ « C. Noica aurait-il bénéficié de son statut de *gourou* durant l'époque Ceaușescu s'il ne rencontrait par les thèmes traités (y compris dans son *Ontologie*) le nationalisme *ceaușiste*, qui lui a ouvert la voie ? », Zigu ORNEA, « Meditații pe marginea unei scrisori », *Dilema*, 16-22 février 2001, cité par Mircea MARTIN, « Cultura română între comunism și naționalism (VII) », 22, n° 692, 10-16 juin 2003.

² Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente, op. cit.*, p. 97.

³ Voir l'entretien de l'écrivain Ion Negoïtescu avec Magda CÂRNECI, « Cum se raportează intelectualul român la politic », 22, n° 39, 12 octobre 1990.

⁴ Les premières révélations paraissent dans le journal *Adevărul literar și artistic* du 22 juillet 2006, qui publie des extraits du dossier de Securitate de Constantin Noica.

⁵ Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente, op. cit.*, p. 75-80.

⁶ Dora MEZDREA, « Document. Constantin Noica în arhivele Securității », *Caiete critice*, n° 5-6-7 (259-260-261), 2009, p. 30.

⁷ Voir les textes introductifs signés par Gabriel Liiceanu et Andrei Pleșu au volume de documents constitué par Dora MEZDREA, *Constantin Noica în arhiva Securității*, București, Humanitas, 2009, p. 5-30.

⁸ Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente, op. cit.*, p. 87.

⁹ Voir la critique de Gheorghe GRIGURCU, « Dezbateră continuă », 22, n° 749, 13-19 juillet 2004.

¹⁰ Al. PALEOLOGU, Stelian TÂNASE, *Sfidarea memoriei, op. cit.*, p. 145.

¹¹ *Ibid.*, p. 142-145, p. 153-154.

et les auteurs classiques comme Stendhal, Hume, Nietzsche, Proust, auxquels il revient après sa rupture sur le plan des idées avec Noica, consommée quelques années plus tard¹.

En même temps, avec la mort de Staline en 1953, la situation politique change et le nouvel « esprit de Genève » qui pénètre Bucarest à partir de 1955 est synonyme de « détente »². Les charges contre Alexandru Paleologu sont abandonnées et lorsqu'il souhaite se rendre aux autorités, il apprend qu'il n'est plus accusé. Pour Noica la situation s'améliore également et les séjours à Bucarest, bien que clandestins, semblent désormais possibles sans trop de risques. Les deux intellectuels s'expriment contre le régime sans crainte ni précautions excessives au sein des salons littéraires qu'ils fréquentent³. Mais la détente est de courte durée et les premières destitutions des secrétaires staliniens partout dans la région met en garde Gheorghe Gheorghiu-Dej qui souhaite conserver sa position à la tête du PCR. Après la Révolution hongroise de 1956 dont l'écho atteint la Roumanie, une nouvelle vague d'arrestations et de procès politiques se déploient dans le but de rassurer Moscou quant à la stabilité du régime de Bucarest. En échange, le secrétaire général du PCR obtient en 1958 de Khrouchtchev le retrait des troupes soviétiques du territoire roumain, exploit unique dans la région⁴.

Poursuivis par la Securitate, Constantin Noica et Alexandru Paleologu sont arrêtés en 1958, et 1959. Inculpés et accusés d'avoir lu et commenté des écrits « haineux »⁵ à l'adresse du régime, ils sont jugés dans le procès du lot « Noica-Pillat ». Le procès se déroule entre le 24 février et le 1^{er} mars 1960 et est considéré par les historiens comme le plus important procès dirigé contre les intellectuels de la période communiste. Comptant vingt-cinq personnes aux

¹ *Ibid.*, p. 143-145.

² Stelian TĂNASE, *Anatomia mistificării*, București, Humanitas, 2003, p. 147.

³ *Ibid.*, p. 154.

⁴ *Ibid.*, p. 156-157.

⁵ Il s'agit essentiellement du manuscrit du livre *Povestiri din Hegel* [Histoires hégéliennes] de Constantin Noica et de sa réponse à la *Lettre à un ami lointain* d'E. M. Cioran, exilé à Paris et considéré un auteur « légionnaire » par les autorités communistes. Ces deux manuscrits ont été envoyés à Paris, pour publication, mais sans succès. S'y ajoute le manuscrit du livre de Dinu Pillat, *Așteptând ceasul de apoi* [En attendant la dernière heure], jugé un roman « légionnaire » et les livres d'E. M. Cioran (*La Tentation d'exister*) et de Mircea Eliade (*La forêt interdite, Mythes et symboles, Le mythe de l'éternel retour*), ramenés depuis Paris par la comédienne Marietta Sadova, ancienne sympathisante du Mouvement légionnaire, et diffusés en Roumanie parmi ses amis, Stelian TĂNASE, *Anatomia mistificării*, *op. cit.*, 2003, p. 60-68 et p. 120-125.

appartenances idéologiques et politiques hétérogènes (légionnaires, libéraux, nationaux-paysans), dont plusieurs ne se connaissent pas, le lot Noica-Pillat est traduit devant la justice sous l'accusation de « propagande mystico-légionnaire et activité haineuse contre le régime démocrate-populaire »¹. Les condamnations sont prononcées le 1^{er} mars 1960 ; Constantin Noica et l'écrivain Dinu Pillat reçoivent les peines maximales : 25 ans de travaux forcés. Alexandru Paleologu est condamné à 14 ans de travaux forcés pour « délit de propagande contre l'ordre social » et « activité contre-révolutionnaire », et emprisonné à Ostrov puis Jilava, Giurgeni, Botoșani². Après cinq ans de réclusion, en 1964, il est libéré par le Décret n° 310/1964 d'amnistie des prisonniers politiques³. De cette épreuve il en retire que :

« La prison est un milieu expérimental extraordinaire, un cadre cognitif à l'état pur, *in vitro*, exceptionnel pour l'auto-observation et pour la radiographie morale des prochains. (...) C'est là que j'ai connu des formes extrêmes de misère intérieure mais aussi de gloire intérieure, de liberté, de force. (...). L'humour est nécessaire, non seulement en tant que thérapeutique défensive, en tant que facteur immunisant, mais aussi pour ne pas rater la chance extraordinaire de contempler le grotesque humain sous ses formes primaires, pures et choquantes. (...) C'est un carnaval formidable, le monde à l'envers. (...) Le profil de l'homme qui a souffert me déplaît profondément. Tout le monde souffre pour une raison ou pour une autre. Des souffrances existent également en liberté, dans les conditions les plus luxueuses de vie. (...) En l'espèce, ici il s'agit d'une souffrance de pénitencier, une souffrance d'un endroit construit expressément pour cela. Du moment où l'on sait que tu es arrivé au pénitencier (pena = punition), tu as à souffrir. Il n'y a rien de glorieux à se vanter de ça. Ni de non-glorieux. Il est bien plus intéressant pourtant de communiquer des choses que l'on a pu connaître et apprendre là-bas au lieu de confesser sa souffrance. (...) C'est un lieu non seulement pour faire l'expérience de la souffrance mais pour faire l'expérience des réévaluations morales. C'est une occasion extraordinaire pour cela. Et il faut dire qu'à ces examens moraux, auxquels, fatalement, il a fallu me soumettre durant la prison, je les ai

¹ *Ibid.*, p. 354.

² Décision 24/1 mars 1960 du Tribunal Militaire de la II^e Région militaire Bucarest, citée par Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu, op. cit.*, p. 90.

³ Fiche pénale d'Alexandru Paleologu, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale n° 18 du pénitencier Jilava, n° de série 9/960, 8 septembre 1959, consultable sur le site web de l'IICCMER, à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/P/P%2001.%20Paca%20-%20Pancel/Paleologu%20Alexandru/>.

passés pour beaucoup très honorablement — mais pas tous. Je n'ai pas passé certains examens, je les ai ratés de manière déshonorante »¹.

C'est dans ces termes qu'à la fin des années 1980, Alexandru Paleologu confesse comment, en 1963, durant la période de détention, il est racolé comme « informateur » par la police politique². Suite à cette conversion il demande des livres de Marx et des journaux, et en reçoit³. Très vite élevé au rang d'« agent d'influence », comme le précise Tudorel Urian, son biographe, après consultation de son dossier dans les archives du Conseil National d'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS)⁴, Paleologu reçoit pour mission d'intervenir auprès des autres détenus politiques pour les convaincre des bienfaits du socialisme, ce qu'il accepte de faire en soutenant plusieurs conférences au sein du Club du pénitencier, dont il est nommé président. En échange, il reçoit un meilleur traitement, des journaux et des revues étrangères, et s'engage à écrire deux articles qui « démasquent » les intellectuels non-communistes⁵. Parmi ceux-ci il choisit E. M. Cioran connu pour son ralliement au Mouvement légionnaire, qui fait l'objet d'un article à paraître dans *Glusul Patriei* [L'appel de la Patrie], mais qui, pour des raisons inconnues, ne sera jamais publié⁶. Avouant s'être livré à cet exercice avec un « énorme plaisir » après les années d'inactivité passées en prison, Paleologu revient plus en détails dans le livre de dialogues avec Stelian Tănase sur les circonstances de son engagement⁷.

Intervenu dans les conditions dures d'une incarcération qui n'exclut pas les agressions physiques et la pénurie, qu'il ne mobilise pourtant pas en guise de justification, le moment de sa « capitulation » est reconstitué par le prisme de deux motivations⁸. La première serait la conviction « sincère, mais idiote » dans la vocation du marxisme à réduire les inégalités sociales,

¹ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei, op. cit.*, p. 180-183.

² *Ibid.*, p. 188.

³ Ce qui renforce la thèse de l'importance des ruptures biographiques et de la diversification des univers sociaux traversés dans l'émergence des pratiques de lectures spécifiques, Gérard MAUGER, Claude F. POLIAK, Bernard PUDAL, *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999.

⁴ Rapport 352/7 septembre 1956, ACNSAS Dossier R84/Alexandru Paleologu cité dans « Annexe 5 », Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu, op. cit.*, p. 151.

⁵ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei, op. cit.*, p. 187-188.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, p. 188-189.

⁸ Entretien avec Alexandru Paleologu pour l'émission « Maeștri » diffusée le 4 août 1996 sur le poste Atlas TV Vrancea, consultable en ligne à l'adresse web : <http://www.youtube.com/watch?v=8oXzZFL83ao>.

qu'il aurait acquise durant les années de « rééducation » passées dans les colonies de travail¹. Il aurait alors compris que les privilèges de sa propre classe sociale découlent de l'exploitation des plus démunis². Plus conjoncturelle en apparence, la deuxième motivation invoquée comme ressort de son « abandon moral »³ serait la « politesse désarmante » avec laquelle, se souvient l'écrivain, l'aurait approché l'officier de la Securitate chargé de le persuader d'accepter la collaboration⁴.

Rendu public dès 1990⁵, l'aveu de cette collaboration ne prend pas lieu dans un contexte favorable à la reconnaissance du soutien apporté à l'ancien régime. Trop « étrange » au regard « des normes de la morale courante » après 1989⁶, cette conduite reste difficilement dicible en Roumanie dans une conjoncture d'échec des dispositifs légaux de condamnation des officiers de la Securitate⁷. Aussi, l'opprobre public est-il essentiellement dirigé contre les collaborateurs présumés avoir disposé de leur « libre arbitre » à la différence du personnel de la police politique qui « n'a fait », lui, « que se remettre à la loi communiste », dont l'identité est protégée⁸.

Plus acceptable lorsque « inscrite à la logique de distorsion de l'intégrité morale et de l'identité infligée »⁹ par la prison, qui rend aussi bien la contrainte que « les bénéfices de l'obéissance » considérablement plus importants¹⁰, la posture de l'« informateur » reste malgré tout l'objet d'un discrédit public généralisé. Impopulaire également dans les autres pays ex-

¹ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, op. cit., p. 189.

² Voir l'interview d'Alexandru Paleologu avec Eugenia Vodă dans l'émission « Profesiștii », diffusée sur TVR 1 en 2002. L'émission est consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.youtube.com/watch?v=Z6JisiHw0ec>.

³ Tudorel URIAN, *Vieșile lui Alexandru Paleologu*, București, Vremea, 2010, p. 110.

⁴ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, op. cit., p. 187.

⁵ La première confession (à Stelian Tănase) date de 1988 mais le long entretien est publié en 1995, après l'aveu public de 1990.

⁶ Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 26.

⁷ Le Conseil National d'Étude des Archives de la Securitate chargé de dévoiler les noms des informateurs de la police politique communiste est créé en 1999, quelques années après la fin de la polémique autour du « nationalisme ». Si la loi n° 187/1999 prévoit des critères clairs pour la révélation des noms des collaborateurs, elle n'est pas sans ambiguïté en ce qui concerne les anciens officiers ou les membres de la nomenklatura dont la divulgation reste un enjeu de lutte au sein de l'institution et du champ politique dans la première moitié des années 2000, Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, op. cit., p. 272-293.

⁸ *Ibid.*, p. 279 et p. 282.

⁹ Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 6.

¹⁰ Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 44.

socialistes comme l'Allemagne, la République Tchèque ou la Pologne et historiquement dans d'autres sociétés et milieux¹, la figure du « mouchard » se rattache dans l'imaginaire collectif à celle du « traître à la communauté »². Plus dangereux socialement que l'officier assimilé aux représentants du pouvoir répressif, le « délateur » porte le stigmate³ de celui qui « détruit le tissu social », « ébranle la confiance » et « sape la solidarité collective » qui était avant 1989⁴ l'un des « biens sociaux les plus précieux »⁵.

Toutefois, bien que le témoignage de Paleologu n'emporte pas l'adhésion de l'ensemble de ses pairs⁶, sa confession n'a pas en 1990 le coût symbolique qu'elle aura plus tard, à partir des années 2000 lorsque le dévoilement de la qualité d'« informateur » brise les carrières de plusieurs hommes politiques, intellectuels ou hauts prélats⁷. La conservation de la respectabilité s'explique dans ce cas par le contexte coercitif de l'incarcération et le courage de l'aveu⁸ dont la combinaison crée les conditions de l'absolution publique. Contrairement au cas d'Octavian Paler, le témoignage passe ici par la mise en scène de la conviction idéologique, qui montre combien l'argument d'une adhésion basée sur la croyance dans les vertus du système politique est une excuse inégalement utilisable après 1989. Fils de paysan ayant connu une ascension

¹ Sheila FITZPATRICK, Robert GELLATELY, *Accusatory Practices, Denunciation in Modern European History 1789-1989*, Chicago, Londres : University of Chicago Press, 1997.

² Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé, op. cit.*, p. 296.

³ Dans le sens d'Erving GOFFMAN, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Éditions de Minuit, 1975, p. 14.

⁴ Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé, op. cit.*, p. 297.

⁵ Françoise MAYER, « Le passé, une ressource politique ? » dans Marie-Claude MAUREL, Françoise MAYER (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé. Les tourments de la mémoire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 215.

⁶ Gabriel Andreescu apprécie cette confession comme partielle et, plus encore, comme « manipulatrice » dans la mesure où elle enveloppe la collaboration, au contenu très grave, dans « l'aura romantique de l'abdication » (Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente. Manipularea Arhivei Securității*, Iași, Polirom, 2013, p. 131). De la même manière, Adrian Marino, historien et théoricien littéraire et ancien prisonnier politique écrit « ne pas goûter » « l'exhibitionnisme snob-mondain d'une telle confession » et encore moins le fait qu'Alexandru Paleologu admet « avoir été payé “en détail” avec 300-400 lei pour chaque “information” », Adrian MARINO, *Viața unui om singur*, Iași, Polirom, 2010, p. 399.

⁷ Par exemple de Mona Muscă et de Mircea-Ionescu Quintus, membres du PNL ou du prêtre Iulian Marchiș, Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé, op. cit.*, p. 373-375.

⁸ « Le non-aveu annule les circonstances (peut-être atténuantes) de la collaboration, et qualifie définitivement cet acte comme coupable », Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé, op. cit.*, p. 373.

professionnelle et politique fulminante sous le communisme, Octavian Paler risque de se voir reprocher une revanche sociale qui ferait de lui un « profiteur » de l'ancien régime, ce qui rendrait l'argument de l'adhésion idéologique fallacieux dans son cas. Chez Alexandru Paleologu, représentant de la bourgeoisie et victime du régime, il vient par contre anoblir la collaboration, d'autant plus qu'il est assorti de la culpabilité d'être le représentant des classes dominantes.

Après la signature du « pacte avec le diable »¹, Paleologu exerce une prodigieuse activité informative étant en contact avec pas moins de sept officiers de liaison de la police politique². Ces missions concernent aussi bien la surveillance des écrivains de l'USR que d'amis établis à l'étranger parmi lesquels les intellectuels anticommunistes regroupés dans les rédactions de Radio Free Europe qui intéressent particulièrement le secrétaire général du Parti. Aussi, durant ses voyages à l'étranger, Alexandru Paleologu est censé les dissuader de critiquer le gouvernement roumain, mission dont il semble s'être acquitté scrupuleusement bien que sans grand succès comme ses notes informatives l'indiquent³.

En contrepartie, à sa sortie de prison il bénéficie d'une réintégration professionnelle relativement rapide, étant réemployé dès 1964 comme chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Art où il occupait un poste au moment de son arrestation, en 1959. Ensuite il travaille comme secrétaire littéraire au théâtre C. I. Nottara (1967-1970) et comme rédacteur aux Éditions Cartea Românească (1970-1977)⁴. Membre de l'USR, l'intellectuel déploie à la même époque une prodigieuse activité de critique littéraire et malgré un début tardif sous forme de volume en 1970⁵, il devient un des plus brillants essayistes de la période communiste. Tout comme Octavian Paler qui compte parmi ses amis, Alexandru Paleologu rejoint dans les années 1980 les rangs des écrivains pro-européens, opposés à la ré-idéologisation de la culture par le régime

¹ Selon le mot de Tudorel URIAN, *Viețile lui Alexandru Paleologu*, *op. cit.*, p. 90.

² *Ibid.*, p. 133.

³ *Ibid.*, p. 140-141.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, *op. cit.*, p. 271.

⁵ Avec le volume Alexandru PALEOLOGU, *Spiritul și litera*, București, Mihai Eminescu, 1970.

Ceaușescu¹. Durant la même période, les notes rédigées à l'attention de la Securitate perdent de leur richesse informationnelle et à partir de 1984 Paleologu est jugé « inintéressant » par les organes de l'ordre, étant écarté du réseau des informateurs².

Après la chute du régime communiste, l'intellectuel participe à la fondation du GDS, dans les activités duquel il ne s'implique pourtant que très modérément, et signe plusieurs articles dans la revue 22³. En février 1990 d'abord⁴, ensuite en 1995 dans le long entretien avec Stelian Tănase, il avoue publiquement sa collaboration avec la Securitate, étant le premier et l'un des très rares intellectuels roumains à s'être livrés à cet exercice⁵.

Nommé ambassadeur en France en 1990 par le premier gouvernement Iliescu, il est démis cinq mois plus tard en raison de sa solidarisation avec les manifestants de la Place de l'Université de Bucarest, dont il se déclare le représentant à Paris⁶. Candidat aux élections parlementaires de 1992 sur les listes du Parti de l'Alliance Civique (PAC), ensuite sur celles du PNL à partir de 1996, Alexandru Paleologu est élu sénateur sans interruption entre 1992 et 2004. C'est à ce poste qu'on le retrouve lorsqu'éclate la polémique autour du nationalisme en 1995. Réussissant sa conversion professionnelle à la politique, chose rare parmi les intellectuels, Alexandru Paleologu parvient de surcroît à incarner après 1989 l'une des figures les plus proéminentes de l'espace public postcommuniste.

Reconstituée soigneusement dans plusieurs interviews où l'accent est mis sur sa jeunesse pré-communiste, la biographie de l'écrivain sert l'image d'un aristocrate, homme du vieux

¹ Voir « Note (secret absolu) » du 7 octobre 1988, ASRI, fonds « D », dossier n° 11 119, vol. 7, f. 118-177 et « Note (secret absolu) » du 21 octobre 1988, ASRI, fonds « D », dossier n° 11 119, vol. 7, f. 116-117 dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorii literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 394-408 et p. 412-413.

² « Raport cu propunerea de scoatere din rețea a lui Marin Oltescu [alias Alexandru Paleologu] », ACNSAS, dossier R84, file 296, Annexe 6, p. 153-154, cité par Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu*, op. cit., p. 106-107.

³ Mihai DINU GHEORGHIU « Les “intellectuels libres” et le changement de codes idéologiques en Roumanie après 1989 » dans Mihai DINU GHEORGHIU (coord.), Lucia DRAGOMIR (en collab. avec), *Littératures et pouvoir symbolique*, op. cit., p. 156.

⁴ Selon Tudorel URIAN, *Viețile lui Alexandru Paleologu*, op. cit., p. 109.

⁵ Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, op. cit.

⁶ Dans un entretien aux journalistes français Marc Semo et Claire Tréan, Alexandru Paleologu se présente comme l'ambassadeur des voyous [golanilor] de la Place de l'Université de Bucarest. Voir Alexandre PALÉOLOGUE, *Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des golans : entretiens réalisés avec Marc Semo et Claire Tréan*, Paris, Balland, 1990.

monde, mi-dandy, mi-aventurier distingué, élégant, cultivé, esthète, amoral et hédoniste, souffrant de passéisme. Grand admirateur de la France, de sa culture et de sa langue qu'il connaît depuis son enfance, et du XIX^e siècle, son époque préférée, il perpétue une image qui sort des canons habituels. Et bien que ses propriétés sociales objectives ne soient pas entièrement ajustées à cette image et que ni son origine sociale ni ses rapports avec le régime communiste ne correspondent tout à fait à son portrait romancé, sa perception publique reste celle du « dernier boyard de Roumanie »¹, comme le surnomme une partie de la presse. Les ouvrages sur son attachement aux valeurs de la « politesse »², du « bon sens »³, de l'« honneur »⁴, plutôt caractéristiques du siècle passé, renouent avec la tradition moraliste du modèle humaniste tourné vers la recherche de la sagesse⁵, et renforcent son exotisme social.

Contrastant autant avec la grisaille et l'uniformité de l'époque communiste à laquelle il semble avoir échappé même si sa biographie dit tout le contraire, qu'avec « le monde (...) des nouveaux riches de la transition »⁶, le prestige d'Alexandru Paleologu réussit donc à survivre au changement de régime. Il nourrit et augmente sa *différence* sociale, sortant indemne des épreuves qu'il traverse, parmi lesquelles la confession de la collaboration avec la Securitate. Regrettant son engagement, il mobilise le registre de justification du caractère bénin des informations livrées⁷ à la Securitate contre des sommes d'argent modiques, remises pour le

¹ Tudorel URIAN, *Viețile lui Alexandru Paleologu*, *op. cit.*, p. 7.

² Voir par exemple son livre, Alexandru PALEOLOGU, *Politețea ca armă*, Cluj, Dacia, 2000.

³ Alexandru PALEOLOGU, *Bunul-simț ca paradox*, București, Cartea Românească, 2005, p. 8-9.

⁴ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... » dans Gabriel ANDREESCU, *Naționalisti, antinaționalisti. O polemică în publicistica românească*, Iași, Polirom, 1996, p. 31 et p. 34.

⁵ Christine DÉTREZ, « Bien lire. Lectures utiles, lectures futiles », art. cité.

⁶ Voici comment le décrit Tudorel Urian, son biographe : « Les apparitions publiques d'Alexandru Paleologu après 1990 ont été de grand effet, toujours plus raffinées avec l'avancement en âge de l'écrivain. (...) Aux tenues irréprochables, l'écrivain savait ajouter une attitude sur mesure. Ouvert, jovial, toujours ravi de rencontrer ses amis, Alexandru Paleologu connaissait parfaitement les limites de la familiarité et de la bienséance. Son visage distingué, la conversation intelligente, l'immanquable pipe, éteinte la plupart du temps, tenue avec élégance dans la main et portée savamment au coin de la bouche, tout en dissonance visible avec le monde vulgaire, rapace, trop pressé, des nouveaux riches de la transition ont fait que personne ne doute une seconde de ses origines nobiliaires », Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu*, *op. cit.*, p. 8.

⁷ Commun à la plupart des anciens informateurs, Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, *op. cit.*, p. 347-352.

compromettre¹. « Intelligemment conçues » pour ne pas causer des ennuis aux personnes visées, ces notes auraient été exclusivement dirigées contre des acteurs « protégés par le pouvoir »².

Tudorel Urian, puis Gabriel Andreescu, documentent minutieusement les informations livrées par Paleologu au sein des archives de la Securitate. Ils ont ainsi l'occasion de constater que plus d'une fois, les notes rédigées par l'écrivain ont été moins inoffensives qu'il ne l'affirme³. Mais ces voix critiques lui reprochant d'avoir édulcoré l'étendue de sa collaboration n'apparaissent qu'après l'ouverture au public des archives de la police politique communiste, au tournant des années 2000⁴. En 1995, au moment de la polémique autour du nationalisme, on ne peut se fier qu'à ses paroles et le courage de l'aveu prime sur les considérations liées au contenu de son engagement. Ce n'est que plus tard, à la lumière du remplacement du clivage idéologique entre les communistes et les anticommunistes avec celui entre les collaborateurs et les non-collaborateurs de la Securitate⁵, que le geste de Paleologu est jugé, condamné ou placé en dehors de la « morale des hommes ordinaires »⁶.

Prise dans l'étau des opérations de disqualification du passé communiste, la biographie d'Alexandru Paleologu se retrouve ainsi tiraillée après 1989 entre deux « figures » contraires qui avaient cohabité par le passé : d'une part la figure d'exemplarité incarnée par l'ancien détenu politique, « victime » du régime communiste et d'autre part la figure réprouvée de l'informateur de la police politique, complice des « bourreaux ». En interprétant lui-même cette complicité comme un « péché », une « faute », une marque de « décadence morale »⁷, Paleologu apporte sa contribution à la moralisation des catégories de pensée et des grilles de lecture des comportements politiques sous le communisme qui joue durant les années 1990 en sa faveur.

¹ *Ibid.*, p. 192.

² Tudorel URIAN, « De la Premiul de Excelență la stâlpul infamiei », *Cuvîntul*, année VII (XII), n° 1 (285), janvier 2001.

³ Tudorel URIAN, *Monografie Alexandru Paleologu, op. cit.*, p. 87-88 ; Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente. Manipularea Arhivei Securității, op. cit.*, p. 134.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente. Manipularea Arhivei Securității, op. cit.*, p. 131-136.

⁵ Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc, op. cit.*, p. 18.

⁶ Ovidiu ȘIMONCA, « Paleologu, ultimii ani », *Observator cultural*, n° 285, août 2005 ; Liviu ANTONESCU, « Elefantul în magazinul de porțelanuri », *Observator cultural*, n° 523, mai 2010.

⁷ Interview d'Alexandru Paleologu avec Eugenia Vodă dans l'émission « Profesioniștii », diffusée sur TVR1, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.eugeniavoda.ro/ro/emisiuni/litere-si-filosofie/alexandru-paleologu>.

En même temps, il réussit une opération originale de blanchissement de ses rapports au régime communiste à travers la réhabilitation des ressources sociales spécifiques de l'entre-deux-guerres. Ainsi, la reconstruction de sa biographie après 1989 participe de la restauration et de l'actualisation d'un ordre moral propre à une époque révolue qui est un faire-valoir dans un présent qui n'a pas encore inventé le sien.

Présenté comme une « question d'honneur »¹, l'aveu public de son engagement de 1990 épargne pour longtemps l'intellectuel de la réprobation générale, confirmant par-là la rareté de ses ressources sociales et le poids de son capital symbolique. Pour autant, son exemple ne réussit pas à homologuer la confession publique de l'engagement comme stratégie impénitente de gestion du rapport au passé, signe qu'elle reste réservée jusqu'à présent à un cercle d'élus².

L'intervention d'Alexandru Paleologu dans la polémique autour du nationalisme a lieu durant la campagne électorale en vue de l'obtention d'un second mandat de sénateur sur les listes du PNL à partir de l'automne 1996. Dans ce contexte, sa perspective sur la « nation historique », qui rappelle les penseurs et idéologues du XIX^e siècle dont l'écrivain se réclame³, apparaît parfaitement ajustée à la cause très populaire du rattachement de la République de Moldavie à la Roumanie, signe de *renaissance* de la nation roumaine et de décès de l'ancien régime.

C/ Gabriel Andreescu (1952-), la vocation de l'expertise, un « apolitisme » ?

À la différence d'Octavian Paler et d'Alexandru Paleologu, Gabriel Andreescu, dissident connu du régime communiste, a une trajectoire biographique qui se distingue par un

¹ Entretien avec Alexandru Paleologu pour l'émission « Maeștri » diffusée le 4 août, 1996 sur le poste Atlas TV Vrancea, <http://www.youtube.com/watch?v=8oXzZFL83ao>.

² Comparant la réception publique des révélations concernant la collaboration de plusieurs intellectuels avec la Securitate, Gabriel Andreescu parle de « distribution inégale de l'honorabilité » dans l'espace public roumain après 1989, Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozații și documente. Manipularea Arhivei Securității*, op. cit., p. 136.

³ Interview d'Alexandru Paleologu avec Eugenia Vodă dans l'émission « Profesioniștii », <http://www.eugeniavoda.ro/ro/emisiuni/litere-si-filosofie/alexandru-paleologu>.

militantisme politique plus intense et une conversion progressive vers l'expertise dans le domaine des Droits de l'Homme et des minorités nationales après 1989.

Né en 1952 dans la ville de Buzău au sein d'une famille de fonctionnaires¹ de la petite bourgeoisie² touchée par les épurations politiques des années 1950³, Gabriel Andreescu est élevé, selon son témoignage, dans l'esprit de la critique à l'adresse du régime pratiquée par son père⁴. Cependant, cette critique ne l'empêche pas de faire brièvement partie durant son adolescence des Jeunesses Communistes ou d'être l'admirateur inconditionnel durant un certain temps du Manifeste du Parti communiste qui le passionne et l'incite à découvrir l'univers des penseurs marxistes (Marx, Engels, Althusser, etc.)⁵. Encouragé par l'exemple de son grand frère Liviu — « le vrai intellectuel de la famille » — qui constitue une bibliothèque conséquente dans la maison familiale, il lit beaucoup durant le lycée et s'attache notamment à l'œuvre d'André Malraux, aux héros de la *Condition humaine* et de la *Voie royale* qui sera pour longtemps son livre préféré⁶.

L'arrivée à Bucarest en tant qu'étudiant à la Faculté de Physique de l'Université de Bucarest vers 1970, ouvre une étape formatrice parsemée de lectures et de rencontres essentielles. La plus importante est celle avec Teodor Vulcan dit « Dodo », son collègue de chambre à l'internat, avec lequel Andreescu partage de longues heures de jogging, des lectures interdites (telles que celle de George Orwell) et la pratique du yoga, découverte dans la capitale durant ses années d'étude. Avec des parents persécutés pour des raisons politiques, érudit et polyglotte, membre de l'Église chrétienne baptiste à partir de 1982, Dodo devient plus tard le

¹ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, Iași, Polirom, 2009, p. 21.

² Il s'agit surtout de la famille de sa mère qui avant la Seconde Guerre mondiale possède un petit restaurant et plusieurs dizaines d'acres de terre, Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 327.

³ Il s'agit notamment de son père qui, en tant que fils de « koulak » semble-t-il, est poursuivi par la Securitate à partir de 1952 et contraint de changer son lieu de travail de manière répétée. En 1958 il est arrêté et enfermé pendant plusieurs mois. La famille connaît alors des difficultés matérielles. Seule avec deux fils, la mère trouve un emploi de travailleuse manuelle dans l'agriculture. Réhabilité en 1964, dans le contexte de l'amnistie des prisonniers politiques, son père retrouve un poste d'inspecteur financier, Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, Iași, Polirom, 2009, p. 21-22.

⁴ Voir à ce titre les conversations enregistrées par la Securitate et retrouvées par Andreescu dans le dossier de son père, Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 228-233.

⁵ *Ibid.*, p. 31-34.

⁶ *Ibid.*, p. 85-86.

« camarade de dissidence » de Gabriel Andreescu¹. C'est à travers Dodo qu'il rencontre au milieu des années 1980 plusieurs opposants au régime passés par la prison comme Carmen Popescu ou George Cană², impliqués dans la création de l'éphémère Syndicat libre des travailleurs de Roumanie (SLOMR) en 1979, qui contribuent à sa socialisation politique³.

À part ces rencontres, Bucarest signifie pour Gabriel Andreescu un lieu riche en expériences culturelles inaccessibles dans sa ville natale de province qui ne dispose pas des ressources de la capitale. Profitant de la période de libéralisation, il fréquente ainsi assidûment les bibliothèques, notamment les bibliothèques étrangères — la bibliothèque de l'Institut français et la Bibliothèque américaine — où il découvre au milieu des années 1970 le structuralisme, la psychanalyse et l'épistémologie française (Gaston Bachelard, Marcel Mauss, Claude Lévi-Strauss, Lacan), la politologie américaine (Robert Nozick, Robert Dahl) et la presse internationale (*Le Nouvel Observateur*, *Le Point*, *L'Express*)⁴. Très vite, ces lectures formatrices révèlent leur dimension de « salut politique »⁵ et participent en même temps à l'« acculturation » du futur physicien aux sciences sociales⁶. Devenant un « autodidacte » en la matière⁷, il prend connaissance de l'actualité dans le monde communiste (il apprend par exemple les premières informations sur la dictature des Khmers rouges au Cambodge). Hormis les rencontres et la lecture, la capitale lui offre également l'occasion de découvertes musicales, artistiques et surtout cinématographiques à travers l'Écran Club qui projette les grands chefs-d'œuvre de la filmographie universelle (Visconti, Fellini, Antonioni) et soviétique (Tarkovski, Andreï Kontchalovski)⁸. Il se lie d'amitié avec l'administrateur du club qui s'occupe de la diffusion clandestine des photocopies de plusieurs livres interdits de Raymond Aron, Alexis de

¹ *Ibid.*, p. 64-65.

² *Ibid.*, p. 69 et p. 70-72.

³ Créé en 1979, ce syndicat auquel adhèrent 2000 personnes ne survit que quelques mois avant d'être dissout par les autorités communistes. Voir les articles sur le SLOMR dans *L'Alternative*, n° 1, novembre 1979, p. 17-20 et *L'Alternative*, dossier « La Roumanie : crise et répression », janvier 1983, p. 18-32.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 52-55.

⁵ Gérard MAUGER, Claude F. POLIAK, Bernard PUDAL, *Histoires de lecteurs*, *op. cit.*

⁶ Selon le mot de Victor COLLET, « De la ressource intellectuelle à la cause politique. Les différentes vies d'Abdelmalek Sayad », *Politix*, n° 94, 2011/2, p. 172.

⁷ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 32.

⁸ *Ibid.*, p. 88.

Tocqueville, Giovanni Papini, des travaux sur le yoga et surtout l'*Archipel du Goulag* d'Alexandre Soljenitsyne dont il dit qu'il l'a durablement marqué¹.

Diplômé d'une licence de physique en 1976 à l'Université de Bucarest, Andreescu travaille entre 1976 et 1980 comme professeur dans le secondaire en province², ensuite, à partir de 1980, comme chercheur à l'Institut National de Météorologie et de Hydrologie de Bucarest³. Il y retrouve Dodo, son ami de l'époque étudiante, qui est poursuivi par la Securitate pour une tentative avortée de quitter la Roumanie pour les États-Unis⁴. L'ambiance détendue de l'Institut, les rumeurs et les blagues contre le régime, la visite de plusieurs personnalités tombées en disgrâce ou dissidentes comme Ana Blandiana ou Ion Iliescu qui jouit d'une « notoriété spéciale dans toutes les institutions qui relèvent du Conseil national des eaux »⁵, lui insuffle une solidarité discrète dans le rejet du pouvoir⁶. Somme toute, à l'Institut, Andreescu trouve un cadre propice à ses réflexions autour d'une entrée en dissidence.

Préméditée de longue haleine, cette voie n'a donc rien de spontané⁷. Cependant, si *a posteriori* le physicien en fait l'expression d'un geste inscrit d'avance dans sa trajectoire biographique, son opposition au régime est loin d'avoir été une évidence. Survenant après l'échec de plusieurs tentatives de publication de ses études d'épistémologie et de poétique mathématique dans des revues spécialisées étrangères⁸, la dissidence est objectivement, dans

¹ *Ibid.*, p. 46 et p. 88.

² Les aventures de la période au sein du lycée où il rentre en conflit avec le directeur de l'établissement et le leader du syndicat, Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 54-56.

³ Selon le CV de Gabriel Andreescu, mis en ligne à l'adresse web suivante : http://romanistudies.eu/wp-content/Cimy_User_Extra_Fields/editor.csi@gmail.com/file/Andreescu_CV.pdf.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 63-67.

⁵ En tant qu'ingénieur hydrologue, Ion Iliescu est entre 1979 et 1984 le directeur du Conseil National des Eaux. Tombé en disgrâce à cause d'un conflit avec Nicolae Ceaușescu en 1971 et écarté de toutes les fonctions importantes après avoir été ministre de la Jeunesse, il est invité à des rencontres avec les chercheurs de l'Institut. Andreescu l'évoque dans ces termes : « Sa présence a créé une sorte de rumeur silencieuse dans l'Institut. Durant les deux heures (je crois) passées ici il a parlé de façon mesurée et précise. Mais surtout, il a introduit un sous-texte critique au sujet de la façon dont les choses évoluent, d'infinitésimales suggestions anti-*ceaușistes* qui ont donné à l'événement une aura mémorable », Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 59 et p. 62.

⁶ *Ibid.*, p. 56-63.

⁷ L'auteur raconte comment durant les longues journées vides passées à son lieu de travail il s'exerce à une écriture miniaturisée en vue de la confection de textes contre le régime qui circulent facilement, Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 58.

⁸ *Ibid.*, p. 94-95.

son cas, le lieu d'accumulation de mécontentements professionnels qui rendent impossible l'épanouissement de sa carrière scientifique. À partir des années 1970 le champ académique est hermétiquement fermé et condamné à l'immobilisme, ce qui affecte en premier lieu les jeunes qui voient leurs chances de réussite fortement diminuées¹.

Ne s'estimant pas assez « doté » pour être un physicien ou un mathématicien « authentique » — ce qui lui donnerait probablement la possibilité de se faire connaître à l'étranger par-delà les vicissitudes d'un régime politique autoritaire, et étant pris dans une activité de recherche qui relève « du travail de cuisine des disciplines »², Gabriel Andreescu ne se donne pas beaucoup de chances de réussir professionnellement. De surcroît, il vit une époque « dominée par le formidable prestige de la littérature et, plus généralement par la culture humaniste »³, ressenti confirmé par de nombreuses études de sociologie réalisées depuis du champ littéraire roumain sous le communisme⁴. Cependant, physicien de profession, il « n'a pas le don de l'écriture » et ses possibilités d'affirmation sur la scène intellectuelle de l'époque restent de fait assez limitées⁵.

Aussi, ce n'est pas un hasard si ses premiers textes contre le régime envoyés à l'étranger, sont conçus comme des études théoriques, rédigés dans une langue abstraite, presque impénétrable. Posant le problème de la dissidence dans un système politique, ils la résolvent au moyen des mathématiques, utilisant des graphiques, des concepts (par exemple les « chaînes Markov ») et plus rarement des notions et catégories de science politique (« pouvoir », « totalitarisme », « autoritarisme »)⁶. À travers ces écrits, Andreescu ambitionne non seulement de trouver une « voie offensive et exotique de protestation » mais aussi de « fonder un nouveau domaine » de recherche, celui de la « dissidence théorique »⁷, embrassant du même coup la

¹ Marius LAZĂR, « Structuri politice și cultură. Câmpul cultural de la “destalinizare” la “mitul salvării prin cultură” », *Xenopolitana*, VII, n° 1-2, 1999, p. 183.

² Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, op. cit., p. 95.

³ *Ibid.*, p. 85.

⁴ Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență*, op. cit., Lucia DRAGOMIR, *L'Union des Écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, op. cit.

⁵ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, op. cit., p. 96.

⁶ *Ibid.*, p. 96-100.

⁷ *Ibid.*, p. 96-97.

réussite professionnelle et l'affirmation publique. On voit donc comment l'entrée en dissidence prolonge ici des préoccupations professionnelles qui la précèdent. Mêlant dispositions critiques et vocation intellectuelle, elle fonctionne comme une gratification, et, plus encore, comme une compensation par rapport à l'impossibilité de sa singularisation en tant que scientifique sous le régime communiste.

Envoyés aux rédactions de la Radio Free Europe par un intermédiaire de la Bibliothèque allemande, ses premiers textes n'ont aucun retentissement¹. Rédigées dans une « langue sans text appeal »², ses lettres ne sont pas diffusées sur la RFE dont les rédactions composées majoritairement de littéraires peinent à déchiffrer ses démonstrations, comme il confesse :

« Je le dis en toute sincérité : les lettres que j'ai envoyées en Occident durant ces années (...) présumées être des "messages de la résistance roumaine", me semblent ennuyeuses. Ce type de texte ne pouvait pas soutenir spirituellement les gens, d'autant moins le mobiliser. Les pamphlets écrits alors par les gens de lettres (...) ont une force incomparablement plus grande, répondent mieux aux attentes par leur énergie et par leur vivacité, enfin, trouvent ainsi la clef pour soulager l'esprit de tant de gens condamnés au silence. Ces textes-là sont véritablement des textes avec un impact politique »³.

Cependant, la crise qui s'approfondit dans la deuxième moitié des années 1980, les destructions du patrimoine culturel bucarestois, la faim, le froid, la pénurie, le renforcement du culte de la personnalité et la distance qui se creuse entre la dureté de la réalité quotidienne et sa réflexion par le pouvoir l'impressionnent et lui font changer de ton⁴. La crise économique traversée par la Roumanie avait pourtant commencé bien plus tôt, par une explosion de la dette extérieure qui de 1,9 milliard de dollars en 1971 s'élève à 13 milliards de dollars en 1982⁵. Le produit interne brut s'effondre et les investissements publics dans les domaines du logement, de

¹ Gabriel Andreescu rentre en contact avec Constantin Noica en 1983 par l'intermédiaire du philosophe Sorin Vieru, membre du « groupe de Păltiniș ». Il se rend à Păltiniș et Noica lui conseille d'apprendre l'allemand et de déposer sa candidature pour une bourse du Deutscher Akademischer Austauschdienst (DAAD) [Office allemand d'échanges universitaires] auprès de l'ambassade de la RFA à Bucarest, Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, op. cit., p. 82-83.

² *Ibid.*, p. 100.

³ *Ibid.*, p. 195.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, op. cit., p. 101.

⁵ Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 268-270.

la santé ou de l'éducation ainsi que les dépenses sociales sont réduits de façon drastique, parfois de moitié, donnant notamment lieu à des mesures de rationnement dans le domaine de l'alimentation et de l'énergie électrique¹. La Roumanie devient de plus en plus isolée sur le plan international et les échanges commerciaux se dirigent à nouveau de manière prépondérante vers l'URSS.

N'abandonnant pas son idée d'envoyer à l'étranger une radiographie fidèle de la situation interne, Gabriel Andreescu continue d'écrire plusieurs lettres qui parviennent à quitter le territoire national à partir de l'été 1986. Parlant avec plus de simplicité, d'« abnégation », de « compassion » à l'égard du sort de ses concitoyens sous la dictature de Ceaușescu, elles sont diffusées sur la RFE, rencontrant enfin le succès escompté².

Écrits dans un style plus direct et plus radical, sans appel à des lectures idéologiques, s'attaquant courageusement au couple présidentiel et à la « paranoïa » du Conducător, mettant l'accent sur l'importance de la « dignité individuelle », ces textes font appel à une rhétorique moralisatrice, psychologisante et philosophique pour dénoncer le régime communiste de Roumanie comparé à celui de l'Allemagne nazie par certains aspects³.

L'écho rencontré par ces lettres conduit à l'arrestation et à l'emprisonnement d'Andreescu sous l'accusation « ridicule, (...) honteuse, (...) humiliante, de “trahison à la patrie” »⁴ en décembre 1987. « Fabriqué de toutes pièces »⁵ par les agents de la Securitate, écrit Gabriel Andreescu plus tard, le réquisitoire cherche, à son grand désespoir, à enlever toute portée politique ou anticommuniste à son action. Inculpé pour « espionnage » l'intellectuel invoque son « patriotisme » devant les procureurs et déclare éprouver « du regret » à l'idée que ce qu'il a écrit « pourrait porter préjudice à son pays »⁶.

¹ *Ibid.*, p. 271.

² Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 103.

³ Ces textes sont réunis dans le volume, Gabriel ANDREESCU, *Spre o filozofie a disidenței*, București, Litera, 1992.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 148.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

Son arrestation suit le durcissement des mesures contre les opposants politiques après la révolte des ouvriers des usines de Braşov le 15 novembre 1987¹. Craint pour ses effets sur sa famille, le passage par la prison est également vécu par Gabriel Andreescu sous le mode de la révélation. Dans un de ses écrits autobiographiques, il revient sur cette expérience initiatique en soulignant son redoutable pouvoir d'attraction :

« J'avais été obsédé par la prison afin de passer le test unique de la cellule. Être seul avec moi-même entre quatre murs ! L'enquêteur a d'ailleurs invoqué une fois mi-ironique, mi-aigre, l'une de mes paroles tombées entre leurs mains : "Quand j'arriverai en prison, j'étendrai un tapis, j'essuierai mes chaussures dessus, je les enlèverai et je rentrerai pieds nus". Écoutées à l'ombre des gardiens, les lignes de jadis semblaient livresques. La cellule n'était pas un lieu de vacances. Il faisait froid. On se trouvait en plein hiver et le pénitencier n'était pas chauffé. (...) Et il y avait aussi le passage du temps. Ce n'est qu'à la fin de la période de détention que j'ai eu le droit de recevoir des livres (...) Le plus difficile était de penser à la situation de ma famille et surtout des enfants »².

En dépit des conditions difficiles, il se rappelle y avoir survécu grâce aux exercices de yoga, au sport, aux enseignements tirés de ses lectures bouddhistes³, qui lui permettent de retrouver un *modus vivendi* durant la période de réclusion, de recréer un « micromonde à son image »⁴. La libération vient rapidement, dès janvier 1988, grâce à la publicité dont jouit son cas à l'étranger, notamment en France, et apporte à Gabriel Andreescu le statut de dissident reconnu⁵.

Malgré les bénéfices en termes de reconnaissance sociale et d'homologation de son engagement politique, l'expérience de la prison représente pour Andreescu une provocation quasi-existentielle. En lui permettant de tester ses limites, de nourrir un habitus narcissique,

¹ Voir la présentation de Gabriel Andreescu par Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE dans *La Nouvelle Alternative*, n° 13, mai 1989.

² Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceauşescu*, *op. cit.*, p. 152.

³ *Ibid.*, p. 194.

⁴ Michael POLLAK, *L'expérience concentrationnaire*, *op. cit.*, p. 17-18. Sur les usages de la notion de « micromondes » pour les acteurs qui ont connu des expériences concentrationnaires, voir Sarah GENSBURGER, « Utiliser la sociologie de Michael Pollak aujourd'hui ? Retour sur deux études de cas » dans Liora ISRAËL, Danièle VOLDMAN, *Michael Pollak. De l'identité blessée à une sociologie des possibles*, *op. cit.*, p.129-131.

⁵ Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, *op. cit.*, p. 304.

d'évaluer la teneur de ses convictions politiques, la prison s'inscrit, à côté du yoga, dont la pratique est réprimée par le régime dans les années 1980¹, du végétarisme, de la fréquentation des intellectuels opposants, dans un corpus de pratiques distinctives, transgressives, rares dans une Roumanie où ni la vie mondaine ni l'activité scientifique ne promettent des rétributions équivalentes. À cette lumière, la dissidence communiste incarne pour Gabriel Andreescu l'« idéologisation d'une existence "singulière" »².

Poursuivi de manière rapprochée par la Securitate après sa sortie de prison, appelé quotidiennement à donner des déclarations, interrogé, le physicien se retrouve dans l'impossibilité de passer de nouveau à l'action. Il contemple sans enthousiasme le spectre d'une vie « inutile et anonyme »³. « Captivé par l'activisme explosif de Bukovski »⁴, il attend ainsi l'occasion d'agir, ce qui lui permettrait d'exister à l'intérieur de sa nouvelle identité. Celle-ci se présente en 1988 lorsque Gabriel Andreescu est invité à participer avec dix autres personnes à la Conférence internationale organisée par le syndicat Solidarność à Cracovie, le 15 août 1988. La manifestation se propose de réunir des dissidents des pays de l'Est et des spécialistes dans le domaine des Droits de l'Homme de l'Europe de l'Ouest⁵. Mais le régime lui refuse le visa, tout comme aux autres invités. Andreescu réussit toutefois à envoyer une lettre lue lors de la réunion. Hormis l'appel à la coopération transfrontalière des opposants au socialisme, ce document expose sa conception personnelle sur la manière la plus appropriée de contraindre le système politique à se réformer⁶. Suivant Andreescu qui s'inspire de son champ d'activité pour dénoncer l'obéissance des professionnels envers des objectifs politiques irréalistes du régime communiste, cette manière consisterait dans une pratique responsable de son métier par tout un

¹ Sur la répression du mouvement yoga en Roumanie dans les années 1980, voir son livre documenté à partir des archives de l'ancienne Securitate, Gabriel ANDREESCU, *Reprimarea Mișcăii Yoga în anii* » 80, Iași, Polirom, 2008.

² Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 126.

³ *Ibid.*, p. 169.

⁴ *Ibid.*

⁵ Gabriel ANDREESCU, « Din filele disidenței : invitația la Cracovia », *Timpul*, n° 87, 3 mars 2006.

⁶ L'intervention de Gabriel Andreescu se trouve dans Archives de l'Open Society, RFE, fonds « Roumanie », 300/60/3/Boîte 6, dossier « Dissidents "Gabriel Andreescu" », cité par Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote, op. cit.*, p. 362.

chacun dans son champ d'expertise¹. Façon de « regagner la dignité professionnelle »², cette conception de l'opposition politique permettrait aux individus de ne plus assumer les erreurs des dirigeants. « Vivre dans la vérité » devient ainsi un moyen efficace selon Gabriel Andreescu pour saper le gouvernement, et dénoncer le mensonge sur lequel repose la domination des partis communistes³. Exposé dans une autobiographie de 2009, ce principe permet au physicien de « dire sa vie au nom d'une valeur générale »⁴, celle de la spécialisation professionnelle et de l'exercice honnête de son propre métier comme forme efficace de résistance politique ou du moins, de refus d'une collaboration tacite.

Grâce à l'écho de son intervention, en janvier 1989, Gabriel Andreescu est invité à témoigner sur les abus du régime Ceașescu devant le Comité Permanent pour les Droits de l'Homme du Parlement européen⁵. La participation lui étant à nouveau interdite il se radicalise en changeant de répertoire d'action : le 30 mai 1989, jour d'ouverture de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe qui se déroule à Paris, Andreescu commence une grève de la faim qui dure jusqu'au 23 juin⁶. Dans un contexte de multiplication des protestations contre le régime venues aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur du PCR durant l'année 1989, il réussit à réitérer son appel au soutien international contre la violation des Droits de l'Homme par le gouvernement roumain⁷. Relayée par Mihnea Berindei, le très efficace vice-président de la Ligue de défense des Droits de l'Homme en Roumanie constituée à Paris en 1977, sa lettre est non seulement lue dans la capitale française mais également publiée dans *Libération*⁸. Berindei assure plus largement la couverture des actions de Gabriel Andreescu par la presse française si bien que ses écrits sont insérés périodiquement dans les revues consacrées aux pays

¹ *Ibid.*, p. 305.

² Le texte publié initialement dans *La Nouvelle Alternative* (Gabriel ANDREESCU, « Impressions crépusculaires », *La Nouvelle Alternative*, n° 13, mai 1989) est reproduit à la fin du volume Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceașescu*, *op. cit.*, p. 327-343.

³ Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, *op. cit.*, p. 305.

⁴ Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 16.

⁵ Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, *op. cit.*, p. 305.

⁶ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceașescu*, *op. cit.*, p. 199.

⁷ Pour le texte de cette lettre, voir les Archives de l'Open Society, RFE, fonds « Roumanie », 300/60/3/Boîte 6, dossier « Dissidents "Gabriel Andreescu (1989-1991)" », cité par Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, *op. cit.*, p. 363.

⁸ Gabriel ANDREESCU, « Spre o filosofie a disidenței », *Mozaicul*, n° 11, 2012.

de l'Est comme *L'alternative* et *L'Autre Europe*. D'ailleurs, Andreescu n'oublie jamais de mentionner l'exilé roumain dans la publicisation de ses activités d'insoumission politique qui n'auraient jamais été connues sans le rôle qu'y joue ce véritable co-auteur de sa dissidence¹.

Un entretien accordé à la chaîne française TV5 à son domicile bucarestois pendant sa grève de la faim de 1989 est l'occasion pour le pouvoir de lui imposer une résidence forcée à Buzău, sa ville natale². Arrêté une dernière fois et libéré au moment de la « Révolution » de 1989, Gabriel Andreescu rentre dans l'époque postcommuniste comme un des plus courageux dissidents du régime Ceaușescu.

Après 1990, il quitte son activité de chercheur en physique pour investir une vaste activité « civique » et militante dans le secteur des ONG. Membre fondateur du GDS et rédacteur de la revue 22 entre 1992 et 2000, Gabriel Andreescu est convié en même temps à faire partie du premier parlement provisoire, le Conseil Provisoire d'Union Nationale (CPUN), avec d'autres intellectuels dissidents. Poussé par « une grande confiance en Ion Iliescu » dans lequel il voit un « Gorbatchev de la Roumanie » et dont il apprécie la « présence précieuse » durant les journées qui succèdent la fuite de Nicolae Ceaușescu le 22 décembre 1989, il accepte³. Mais l'accumulation des « erreurs » de la part du FSN, un comportement politique « aventurier » et « inacceptable » reposant sur l'utilisation des « structures déjà existantes » à des fins propres, le déterminent d'en sortir en quittant la formation dès le mois de mai 1990⁴. N'ayant jamais eu « une antipathie envers ce que l'on appelle des “responsabilités au niveau politique” »⁵, Andreescu participe aux premières élections législatives sur une liste indépendante. Souhaitant « redonner l'espoir à la province » et à ceux parmi les électeurs qui ne se sentiraient pas

¹ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 205.

² *Ibid.*, p. 206-208.

³ Gabriel ANDREESCU, « Ca să fii credibil pentru viitor...trebuie să fi fost credibil în trecut. *Dialog realizat de Victor Bârsan* », 22, n° 16, 4 mai 1990.

⁴ *Ibid.*

⁵ Gabriel ANDREESCU, « Antipatia unui critic care spune despre Paul Goma că nu știe să scrie, iar pe Norman Manea îl plasează în categoria scriitorilor lipsiți total de talent, mă onorează », art. cité.

représentés par les partis politiques, il candidate dans le département de Buzău mais échoue à se faire élire¹.

Tout au long des années 1990, Gabriel Andreescu continue à s'impliquer activement dans la vie associative au sein de l'Alliance Civique, organisation qu'il contribue à fonder avec enthousiasme et énergie², et dont l'émergence « a quelque chose de spectaculaire »³. Membre du conseil directeur, il en est élu président en 1993. En cette qualité, il défend l'idée d'une participation des intellectuels à l'exercice du pouvoir et se prononce en faveur de la création du PAC⁴. Mais le « processus de création partisane » est vite détourné à son avis, au profit d'un groupe restreint qui « confisque » le nouveau parti⁵. Sa candidature au poste de responsable de la direction du PAC est évincée⁶ et les relations entre les deux formations se détériorent malgré ses efforts pour conserver un climat apaisé⁷.

Ses tentatives de rentrer en politique échouant, il investit dès les années 1990 le domaine des Droits de l'Homme en Roumanie. Ses premières connaissances de droit datent de la période où envoyant des lettres à l'étranger il souhaite comprendre les risques auxquels il s'expose et commence à étudier le Code pénal de la Roumanie socialiste⁸. Ensuite, invité à participer aux travaux du Comité Helsinki en tant que dissident du régime communiste et à plusieurs conférences internationales, Gabriel Andreescu fonde en 1990, l'Association pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie — le Comité Helsinki (APADOR-CH) qui prolonge l'activité de la Ligue des Droits de l'Homme créée à Paris durant la période communiste et dont

¹ Gabriel ANDREESCU, « Ca să fii credibil pentru viitor...trebuie să fi fost credibil în trecut. *Dialog realizat de Victor Bârsan* », art. cité.

² Entretien avec Gabriel Andreescu, Bucarest, 26 novembre 2008.

³ Gabriel ANDREESCU, « Antipatia unui critic care spune despre Paul Goma că nu știe să scrie, iar pe Norman Manea îl plasează în categoria scriitorilor lipsiți total de talent, mă onorează », art. cité.

⁴ 81 % des membres de l'Alliance Civique ont voté en faveur de la création du parti, (cf. « De unde venim ? Ce suntem ? Încotro ne îndreptăm ? Alianța Civică între Congreșele 1 și 2 », *Agenda Alianței Civice*, n° 2, 15 janvier 1993, p. 6). Voir aussi Gabriel ANDREESCU, « Antipatia unui critic care spune despre Paul Goma că nu știe să scrie, iar pe Norman Manea îl plasează în categoria scriitorilor lipsiți total de talent, mă onorează », art. cité.

⁵ *Ibid.*

⁶ Entretien avec Gabriel Andreescu, Bucarest, 26 novembre 2008.

⁷ Voir le projet de motion de Gabriel Andreescu qui propose des sanctions pour les membres de l'Alliance Civique et du PAC qui participent à la détérioration des relations entre les deux formations, « Congresul al 2-lea al Alianței Civice », *Agenda Alianței Civice*, n° 2, 15 janvier 1993, p. 2.

⁸ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 144.

une partie des fondateurs souhaitent le transfert en Roumanie¹. Mais c'est surtout au contact des hommes politiques qu'il rencontre au sein de l'Alliance Civique, du GDS et dans la rédaction de la revue 22 qu'il prend conscience de l'absence d'expertise dans un domaine qui devient central après 1989 : le droit international². L'aspiration de la Roumanie à intégrer le Conseil de l'Europe, ensuite l'UE, s'accompagne de l'obligation d'adapter sa législation interne aux normes européennes et, dans le contexte de désagrégation de l'URSS, de régler les relations avec les pays voisins — l'Ukraine, la Moldavie et la Hongrie.

Constatant l'« ignorance » des conseillers roumains dans le traitement de ces problèmes au début des années 1990, Andreescu décide de poser avec la magistrate Renate Weber et l'avocat Valerian Stan les bases d'un *think tank* « indépendant »³, affilié dans un premier temps au GDS⁴. C'est ainsi que dès 1990 voit le jour le Centre pour les Droits de l'Homme qui fait de Gabriel Andreescu et de ses collègues de véritables pionniers dans ce domaine en Roumanie. À partir de 1993, le Centre est présidé par l'ancien dissident. Devenu rapidement une plaque tournante entre les institutions européennes comme la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDO) ou le Parlement européen, le gouvernement roumain et les ambassades étrangères à Bucarest dont Andreescu est familier depuis sa période dissidente comme celles des États-Unis ou de la Hollande⁵, la structure se spécialise dans la production des études et des rapports d'expertise dans le domaine des Droits de l'Homme et des minorités nationales. De plus, elle se propose d'exercer un *lobby* auprès des institutions roumaines responsables de l'importation de l'acquis communautaire ou chargées de mener les négociations en vue de l'adhésion à l'UE⁶. Par les liens qu'il entretient avec les responsables politiques et des fonctionnaires tout comme avec les ambassades étrangères dont les rapports sur la Roumanie ont un poids considérable sur son évaluation par la Commission européenne ou par l'OTAN, le Centre participe à la définition

¹ Entretien avec Mihnea Berindei, Paris, 17 avril 2008.

² Gabriel ANDREESCU, *Solidaritatea alergătorilor de cursă lungă*, Iași, Polirom, 1998, p. 8.

³ *Ibid.*, p. 9.

⁴ *Ibid.*, p. 18.

⁵ Cf. le CV de Gabriel Andreescu, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://romanistudies.eu/wp-content/Cimy_User_Extra_Fields/editor.csi@gmail.com/file/Andreescu_CV.pdf.

⁶ Gabriel ANDREESCU, *Solidaritatea alergătorilor de cursă lungă*, *op. cit.*, p.18, p. 35-37 et p. 92-95.

des priorités en matière de politique étrangère de la Roumanie¹. Par ses études et actions, cette ONG se situe au cœur du processus diplomatique et législatif qui modèle le fonctionnement de la Roumanie postcommuniste selon une grammaire européenne, étant à la base de la mise en place de nouvelles institutions comme le Département pour la Protection des Minorités Nationales dans le cadre du ministère des Informations Publiques sous le gouvernement de la CDR en 1997².

Au croisement de ces activités civiques, politiques et de conseil, Gabriel Andreescu se spécialise dans la défense des droits des minorités (nationales, sexuelles et religieuses) qu'il considère comme l'une des composantes essentielles des Droits de l'Homme³. Si, rétrospectivement, le physicien apprécie cette conversion professionnelle à l'expertise juridique comme la prolongation d'un intérêt plus ancien pour les indésirables, les marginaux, les personnes stigmatisées socialement (les persécutés politiques, les prostitués)⁴, donc comme un réinvestissement de ses croyances passées⁵, elle donne autrement à voir un sens aigu du positionnement dans l'espace socioprofessionnel de la Roumanie postcommuniste. Car, comme les données l'indiquent, cette conversion s'avère parfaitement ajustée à l'expansion du secteur des ONG en Roumanie après 1989 et à ses ressources spécifiques.

Encadré n° 10 : *Le secteur des ONG en Roumanie (1990-2010) — Le rôle de Gabriel Andreescu*

Faiblement développé dans la région avant la chute du régime communiste, le secteur des ONG est quasiment inexistant en Roumanie en 1989 à la différence de la Hongrie ou de la Pologne où plusieurs

¹ Plusieurs campagnes de lobby auprès du ministère des Affaires Étrangères sont menées par le Centre entre 1994 et 2000 sur des sujets aussi divers que la signature des traités de base avec la Hongrie, la Russie, l'Ukraine, la Constitution de la Roumanie ou l'adaptation de la législation interne aux normes européennes concernant les droits des minorités nationales, Gabriel ANDREESCU, *Solidaritatea alergătorilor de cursă lungă, op. cit.*

² Pour l'activité de ce département, voir le Rapport sur la protection des minorités nationales en Roumanie réalisé par l'Open Society Institute dans le cadre de l'EU Accession Monitoring Program intitulé « Monitorizarea procesului de aderare la Uniunea Europeană. Protecția Minorităților în România 2001 », Budapest, CEU, 2001, p. 101.

³ Gabriel ANDREESCU, « Drepturile minorităților, drepturi ale omului ? », *Revista Română de Drepturile Omului*, n° 3, 1993, p. 15-23.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu, op. cit.*, p. 38-44.

⁵ Comme le montre Nicolas Guilhot, très souvent les acteurs de la démocratisation et des Droits de l'Homme sont loyaux à leurs croyances et idéaux et c'est précisément pour cette raison qu'ils multiplient les affiliations et les arènes d'intervention, Nicolas GUILHOT, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order, op. cit.*, p. 13

milliers d'associations fonctionnent déjà à cette date. Tout comme dans les autres PECO, l'émergence des premières organisations non-gouvernementales est essentiellement liée ici aux financements externes qui s'élèvent entre 1991 et 1997 à 824,4 millions d'Écus (ce qui représente l'aide globale la plus importante accordée par l'Union européenne à un PECO, après la Pologne)¹. En Roumanie, ces aides venues des différents programmes de l'UE comme PHARE assure le financement du secteur à hauteur de 95 % en 1990, de 56 % en 1996 et de 36 % en 1998². L'État ne commence à s'y impliquer financièrement que tardivement, vers la fin des années 1990 lorsque la crise financière conduit au départ de plusieurs bailleurs de fonds importants de Roumanie. Si le rétablissement de la liberté d'expression et de réunion dès décembre 1989 a certes bénéficié à l'apparition des premiers fleurons de la « société civile », leurs relations orageuses avec les premiers gouvernements des années 1990 n'ont pas conduit à l'engagement de l'État dans le soutien du secteur. Créées pour la plupart par des intellectuels (écrivains, universitaires, médecins, avocats, etc.), engagés dans une dissidence tardive envers un pouvoir dit « néo-communiste », les premières associations se mobilisent de manière récurrente contre le gouvernement aux débuts de la transition. L'effet de ces mobilisations sur le secteur des ONG se concrétise dans son sous-financement par des fonds publics et par la persistance d'un cadre légal vétuste en la matière jusqu'au tournant des années 2000 quand plusieurs actes législatifs (OG n° 26/ 2000 ; OG n° 37/2003 ; loi n° 52/2003) clarifient les procédures de création et de financement des ONG et imposent à l'État l'obligation de nouer des partenariats³. La situation difficile du secteur n'empêche pas la croissance exponentielle du nombre des associations, des fondations et autres ONG, 400 nouvelles entités apparaissant chaque mois depuis 1990⁴. En 1996, il existe 12 000 associations enregistrées, en 2002, la Fondation pour le Développement de la Société Civile en Roumanie (FDSC) en décompte entre 16 000 et 17 000, en 2006, l'United States Agency for International Development (USAID) estime à 20 000 le nombre d'ONG roumaines⁵. Mais malgré l'apparente vitalité du secteur, des faiblesses évidentes subsistent qui entravent sa capacité à faire pression sur les pouvoirs publics au profit des intérêts locaux. La dépendance de ces acteurs envers les financements extérieurs se traduit par des efforts d'adaptation de leurs agendas à ceux des bailleurs de fonds et par une concurrence aigüe au sein du secteur. En découlent le refus de partager l'information, une absence d'appétit pour les projets collectifs, des liens pas toujours clairs avec le monde politique et économique et une distribution inégalitaire des ressources⁶. Ainsi, en 1999 par exemple, un peu plus de 8 % des ONG roumaines contrôlent 80 % des revenus en circulation au sein du secteur⁷. Si au début des années 1990 la dépendance par rapport aux bailleurs de fonds étrangers a permis l'émergence d'un secteur à but non lucratif en Roumanie et sa professionnalisation ultérieure, au milieu des années 2000 elle représente la première cible à combattre afin de contraindre ces organisations à mieux prendre en compte les problèmes locaux. Fonctionnant comme un marché de travail fécond et mobile pour une frange réduite des classes moyennes (intellectuels, jeunes diplômés

¹ Gautier PIROTTE, « La société civile roumaine postcommuniste », *Autrepart*, n° 4, 2008, p. 159.

² Sandra PRALONG, « NGO's and the Development of Civil Society » dans Henry F. CAREY, *Romania since 1989. Politics, Economics and Society*, Maryland, Lexington Books, 2004, p. 238.

³ Márton BALOGH, Natalia NEGREA, « The Role of Romanian NGO's in Democratization Process of the Society After 1990 », *Transylvanian Review of Administrative Sciences*, 17E, 2006, p. 22-24.

⁴ Sandra PRALONG, « NGO's and the Development of Civil Society », art. cité, p. 229.

⁵ Livia CONSTANTINESCU, Anuța VAMEȘU, *Catalogul organizațiilor neguvernamentale din România*, București, FDSC, 1999, cité dans Sandra PRALONG, « NGO's and the Development of Civil Society », art. cité, p. 232.

⁶ Sandra PRALONG, « NGO's and the Development of Civil Society », art. cité, p. 237-238.

⁷ Gautier PIROTTE, « La société civile roumaine postcommuniste », art. cité, p. 160.

universitaires et professions libérales en situation de redéfinition de leur situation après 1989), les ONG sont souvent en rupture avec les besoins réels de la population même si elles répondent à certains groupes vulnérables.

Très actif dès 1989 dans le secteur ONG lorsqu'il émerge à travers les premières associations civiques anti-gouvernementales, Gabriel Andreescu s'implique quasi-exclusivement dans la deuxième moitié des années 1990 dans la défense des Droits de l'Homme et des minorités discriminées. Ainsi, sa trajectoire de mobilité au sein de cette arène suit une dynamique plus générale. Andreescu passe ainsi des premières ONG enthousiastes (GDS, Alliance Civique), formées exclusivement de volontaires locaux qui œuvrent pour la « démocratisation » de la société vers les ONG professionnalisées de type « watchdog » qui se développent au tournant des années 2000 dans le contexte des préparations à l'entrée de la Roumanie dans l'UE¹. Se proposant de surveiller les règles du jeu politique, ces dernières exercent une influence sur la définition des priorités inscrites sur l'agenda politique : le respect des normes européennes en matière de libertés civiles et des Droits de l'Homme, la lutte contre la corruption, les liens des hommes politiques avec l'ancienne Securitate, la bonne gouvernance. Parmi les ONG importantes dans lesquelles Andreescu milite on retrouve l'APADOR-CH, qu'il fonde et copréside entre 1990 et 1996, le Centre d'Études Internationales dont il est le fondateur et le président depuis 1995, la FDSC dont il est membre du conseil d'administration entre 1996 et 1999. Ainsi, à partir de la deuxième moitié des années 1990, Andreescu cumule les positions dans ce secteur. Il est membre du Comité d'expertise sur les conflits ethniques, les politiques multiculturelles et le projet de gouvernance locale de l'Initiative pour la Réforme Publique (1997-2002), membre du Groupe de travail consultatif en matière de politique étrangère du ministère des Affaires Étrangères (2000-2001), membre du conseil directeur du Centre de Ressources pour la diversité ethnoculturelle (2000-2007)². Il entretient des liens étroits avec la Fondation Soros pour une Société Ouverte dont il devient le collaborateur au sein de plusieurs projets : président de la Commission d'experts du Programme pour la protection des minorités nationales (1998-2002), membre du Groupe de travail pour l'Intégration européenne (1999-2002)³. Ces liens avec la Fondation pour une Société Ouverte passent par sa relation privilégiée avec sa présidente Renate Weber, juriste spécialisée dans la défense des Droits de l'Homme, collaboratrice de longue date et co-présidente de l'APADOR-CH, députée européenne sur les listes du PNL élue à deux reprises en 2007 et en 2009. Financée par George Soros, cette fondation dispose d'un capital de 1 480 000 USD en 1990 qui augmente à 10 000 000 USD, en 1994. Si jusqu'en 1997, l'organisation annonce sur son site quatre principaux domaines d'intervention (les politiques éducationnelles, la société civile, la communication et la santé), après cette date son agenda s'enrichit d'un intérêt pour la réforme de l'administration publique et du système judiciaire. À partir de 2000 la fondation transforme ses plus importants programmes en 13 organisations indépendantes, qui forment le réseau Soros Open Network Romania⁴.

En même temps, Gabriel Andreescu est créateur d'institutions. En outre de l'APADOR-CH, il met les bases à partir des années 2000 de l'Ombudpersons for National Minorities, ensuite de l'Association pour la Solidarité et la Liberté de Conscience en 2005 où il forme plusieurs jeunes activistes et futurs

¹ *Ibid.*, p. 156.

² Cf. le CV de Gabriel Andreescu, mis en ligne à l'adresse web suivante : http://romanistudies.eu/wp-content/Cimy_User_Extra_Fields/editor.csi@gmail.com/file/Andreescu_CV.pdf.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. le site web de l'Open Society Foundation, consultable à l'adresse suivante : <http://www.soros.ro/ro/despre.php>.

politiques¹. Diverses, les sources de financement de ces ONG proviennent généralement des bailleurs de fonds étrangers qu'il s'agisse de fondations, de fonds européens, de gouvernements ou de philanthropes comme George Soros. Selon la page web de l'APADOR-CH, au cours de l'année 1993 seulement, l'association a été financée par les organisations suivantes : The German Marshall Fund of U.S.A, le gouvernement hollandais par l'intermédiaire du Comité Hollandais, The Institute for Democracy in Eastern Europe (États-Unis), Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (France), J.M. Kaplan Fund (États-Unis)². Pour d'autres années, l'organisation ne décline pas ses sources de financement. Sur le site de la FDSC on trouve parmi les bailleurs de fonds : l'État roumain, l'UE à travers les programmes PHARE et le mécanisme financier de l'espace économique européen (EEE), la Banque mondiale³.

La conversion professionnelle de Gabriel Andreescu au domaine juridique réussit en même temps à recycler les principales dispositions d'un habitus scientifique. On pense notamment à la technicité d'un langage maîtrisé et maîtrisable par une minorité d'initiés seulement, propriété conférée avant 1989 à la physique et qui revient après cette date au droit. Entre 1980 et 1995, Andreescu réoriente ainsi ses efforts de la formulation d'une « doctrine de la dissidence » vers celle d'une « doctrine des droits des minorités nationales »⁴. Cette maîtrise est un faire-valoir souvent utilisé par l'intellectuel dans les disputes qui l'opposent à ses paris impliqués dans les organisations civiques ou aux hommes politiques, diplomates, juristes.

Parmi les membres du GDS, Andreescu est celui qui s'engage dans le plus de conflits avec ses pairs⁵, il apporte une contribution notable à la transformation de l'*expertise* dans une ressource distinctive face aux littéraires qui dominent ses milieux sociaux d'appartenance et face auxquels il nourrit un rapport d'extériorité⁶.

La polémique de 1995 autour de la question du nationalisme éclate donc à un moment où en plein processus de reconversion professionnelle, Andreescu prend ses distances par rapport au GDS et à l'Alliance Civique dont il démissionne⁷ pour investir de façon

¹ Gabriel ANDREESCU, « Antipatia unui critic care spune despre Paul Goma că nu știe să scrie, iar pe Norman Manea îl plasează în categoria scriitorilor lipsiți total de talent, mă onorează », art. cité.

² Cf. le site web de l'APADOR-CH, consultable à l'adresse suivante : <http://www.apador.org/ro1993.php>.

³ Cf. le site web de la FDSC, consultable à l'adresse suivante : <http://www.fdsc.ro/rapoarte-anuale>.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *Ruleta. Români și maghiari (1990-2000)*, Iași, Polirom, 2001, p. 131.

⁵ Marius LAZĂR, « Writers, Intellectuals, Politics: the Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », art. cité, p. 141-142.

⁶ Entretien avec Gabriel Andreescu, Bucarest, 26 novembre 2008.

⁷ Voir la lettre de démission de l'AC de Gabriel Andreescu dans 22, n° 37, 13-19 septembre 1995.

prépondérante le secteur des ONG. L'obtention de son doctorat en 2003 avec une thèse sur « Le système européen de protection des minorités nationales »¹ consacre la transformation de la défense des Droits de l'Homme d'une vocation en profession. Sa nomination en 2007 comme conférencier à l'École Nationale de Sciences Politiques et Administratives (SNSPA) de Bucarest couronne ce parcours.

Depuis, Andreescu est présent dans le milieu académique comme rédacteur, éditeur ou collaborateur des revues spécialisées en droit et en relations internationales (*Altera, International Studies, Re-Mediu, La Nouvelle Revue des Droits de l'Homme Revue Roumaine des Droits de l'Homme*)². Sur fond de transformations de la société roumaine, sa trajectoire biographique illustre la métamorphose d'un scientifique, intellectuel critique, en militant de la « société civile », expert des Droits de l'Homme et des minorités nationales et finalement professeur universitaire. « Agent multiple » de par la diversité de ses affiliations³, sa trajectoire illustre le processus de réinvestissement des ressources culturelles et politiques accumulées à l'époque communiste dans une activité ajustée aux nouveaux objectifs de l'État roumain, à savoir l'intégration dans les structures euro-atlantiques et l'importation d'une grammaire et d'un stock de valeurs spécifiques. Ces valeurs sur ceux des Droits de l'Homme et de la démocratie qui deviennent dans la seconde moitié des années 1990, les instruments hégémoniques d'un nouvel ordre mondial⁴.

*

Les biographies d'Octavian Paler, d'Alexandru Paleologu et de Gabriel Andreescu illustrent trois stratégies différentes de conversion professionnelle et idéologique entre 1947 et 1995, qui toutes trois tirent profit du changement de régime. D'un intellectuel organique, membre de la nomenklatura culturelle, Octavian Paler devient un intellectuel anticommuniste

¹ Cf. le CV de Gabriel Andreescu, mis en ligne à l'adresse web suivante : http://romanistudies.eu/wp-content/Cimy_User_Extra_Fields/editor.csi@gmail.com/file/Andreescu_CV.pdf.

² *Ibid.*

³ Les « agents doubles » ou « multiples » désignent les acteurs insérés dans une multitude de réseaux sociaux où les frontières symboliques entre national et international, gouvernemental et non-gouvernemental, espace académique et espace militant sont floues, Nicolas GUILHOT, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, *op. cit.*, p. 12-13.

⁴ *Ibid.*, p. 20 et p. 224.

et médiatique, d'un essayiste respecté, « victime » du régime et en même temps collaborateur de la Securitate, Alexandru Paleologu devient un homme politique à succès, d'un dissident anticomuniste et physicien sans visibilité, Gabriel Andreescu devient un expert des Droits de l'Homme reconnu. Mais les chemins empruntés par les trois intellectuels ne mènent pas directement au succès et la mise en exergue détaillée de leurs trajectoires biographiques a cherché justement à déconstruire cette idée. Parsemé d'échecs, de tentatives ratées, de tests de position, leur chemin se fait au prix d'efforts d'adaptation aux exigences d'un présent et d'un avenir incertain où la « réussite » est justement le résultat d'une rencontre entre les ressources possédées et une lutte permanente pour les imposer, pour les ajuster, pour les présenter comme conformes et utiles au contexte socioprofessionnel présent.

Sous cet angle, le débat autour du nationalisme participe de cette dynamique où trois figures de l'« intellectuel postcommuniste » se confrontent et cherchent à s'imposer : l'intellectuel médiatique, le politique et l'expert¹. Ce que leur rencontre fait au passé et à l'avenir national constitue le sujet de la deuxième section.

Section 2 : DU NATIONALISME AU RÔLE SOCIAL DE L'INTELLECTUEL APRÈS 1989

Consacrée à la polémique autour du nationalisme, cette section est divisée en trois parties : la première revient sur la conjoncture politique interne et internationale lorsque le débat éclate, la deuxième se concentre sur les échanges entre les principaux interlocuteurs, enfin la troisième est dédiée aux échos, aux enjeux et aux effets de la controverse dans le milieu politique et intellectuel roumain.

Véritable tournant en ce qui concerne la réflexion autour du nationalisme, cette polémique est en même temps, et à plusieurs titres, un point de rupture. Tout d'abord parce qu'elle introduit une nouvelle vision des intellectuels sur la nation roumaine et sa destinée

¹ Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii*, op. cit., p. 334.

politique qui ne puise plus dans une tradition de pensée vieille de plus d'un siècle. Ensuite, parce qu'elle surprend les clercs dans un moment privilégié d'autoréflexivité autour de leurs rôles sociaux. Sous cet angle le débat donne un aperçu intéressant du processus de construction, de constitution et de prise de conscience d'une nouvelle posture intellectuelle à assumer après 1989, à savoir celle de l'expert. Enfin, parce que cette controverse rompt pour la première fois avec un régime de temporalité passéiste et avec le parti-pris de l'importance de l'histoire nationale pour méditer sur l'avenir de la Roumanie et, dans le même temps, sur celui des intellectuels.

A/ Le « bon » et le « mauvais » nationalisme

1. Contexte politique de la polémique : adhésion à l'UE et signature des traités de base

La polémique autour du nationalisme resterait incompréhensible en dehors de la conjoncture politique complexe dans laquelle elle éclate. Cette conjoncture est fortement marquée par la reconfiguration de la carte géopolitique de l'Europe centrale et de l'Est sous l'effet de la désintégration de l'URSS en 1991 et de l'élargissement de l'UE. Se saisissant de ces transformations, les élites politiques locales inscrivent à leur agenda l'intégration de la Roumanie dans les structures euro-atlantiques (UE, l'OTAN, le Conseil de l'Europe). Ainsi, dès 1991, le gouvernement FSN entreprend des démarches dans ce sens : le 30 janvier la Roumanie rentre dans le programme PHARE d'assistance et d'aide financière aux anciens États socialistes, le 1^{er} février elle acquiert le statut d'invité spécial au Parlement du Conseil de l'Europe, le 11 avril l'État roumain signe un accord de stand-by¹ avec le FMI, du 3 au 5 juillet le gouvernement reçoit la visite de Manfred Wörner, le secrétaire général de l'OTAN². Avant

¹ L'Accord de confirmation, ou Stand-By Arrangement, est une facilité de prêt créée par le FMI en 1952, selon laquelle un pays membre peut utiliser les ressources du FMI dans la limite d'un montant spécifié pour surmonter des difficultés économiques. Les versements se font normalement par tranches à intervalles trimestriels, sous réserve que le pays satisfasse à des critères de réalisation, par exemple, qu'il atteigne les objectifs monétaires et budgétaires fixés.

² Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 40, p. 42 et p. 44.

1994, la Roumanie devient membre à part entière du Conseil de l'Europe (1993), associé de plein droit de la CEE (1993) et aspirante à l'intégration dans l'UE et dans l'OTAN¹.

Reconnue comme *the only game in town* selon l'expression d'Adam Przeworski², la « démocratisation » du pays passe de plus en plus dans la perception des élites locales par l'adhésion aux organisations internationales. Mais si le principe s'impose avec la force de l'évidence à l'ensemble des acteurs politiques, sa mise en pratique ouvre un champ de confrontation que la campagne électorale de 1996 ne fait qu'attiser. Une des premières questions à régler sur l'agenda de l'adhésion étant la signature des traités de base avec la République de Moldavie et avec la Hongrie, c'est cette obligation qui crée la polémique dès 1995. Les relations avec les deux pays sont compliquées à cause des litiges territoriaux. La Hongrie a difficilement accepté le Traité de Trianon de 1920 par lequel la Transylvanie où vit une forte minorité magyare est intégré au territoire roumain à la fin de la Première Guerre mondiale. Symétriquement, la Roumanie juge injuste l'attribution de l'actuelle République de Moldavie à l'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale, après lui avoir appartenu pour deux périodes entre 1918 et 1940 et entre 1941 et 1944.

Encadré n° 11 : *Transylvanie et la Bessarabie, provinces « historiques »*

Située au centre du pays, la Transylvanie est l'une des trois régions historiques de la Roumanie avec la Valachie et la Moldavie³. Partie de la Dacie antique, province romaine aux II^e et III^e siècles de Trajan à Aurélien, la Transylvanie est absorbée par la Hongrie médiévale au XI^e siècle. Habitée principalement par des Roumains, des Hongrois et des Saxons depuis le Moyen Âge, elle fonctionne comme principauté autonome au XVII^e siècle bien que sous suzeraineté turque. Vers le XVII^e siècle elle est intégrée à l'Empire habsbourgeois qui devient austro-hongrois en 1868. C'est à la fin de la Première Guerre mondiale, en 1920, qu'elle revient à la Roumanie, suite au Traité de Paix de Trianon⁴.

Au sein de l'empire austro-hongrois, la noblesse hongroise qui gouverne la région jusqu'alors milite pour le rattachement de la Transylvanie à un État hongrois centralisé puisque « ce projet pouvait

¹ C'est au cours de plusieurs rencontres qui ont lieu à Bruxelles (septembre 1993), à Budapest et à Essen (décembre 1994) que les officiels roumains expriment leur intention ferme d'intégrer l'UE et l'OTAN, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 63-64 et p. 75.

² Adam PRZEWORSKI, *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 26.

³ Voir carte 1 en annexe 3.

⁴ Olivier GILLET, « L'histoire de la Transylvanie : le différend historiographique hungaro-roumain [note critique] », *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, n° 75-2, 1997, p. 458.

conforter sa position dominante » fragilisée « dans une Hongrie royale, où les minorités ethniques formaient la majorité »¹. Le projet échoue en 1849, mais les élites magyares restent fidèles au modèle de l'État-nation centralisé. À l'inverse, les Roumains qui espèrent la reconnaissance de leur identité nationale par Vienne font opposition au modèle centralisateur de Budapest. Leur marginalisation dans la région remonte au XV^e siècle lorsque la société transylvaine est régie par un système d'ordres qui reconnaît à partir de 1437 trois *natio* (les nobles magyars, les patriciens saxons et les classes supérieures sicules²) et quatre religions (calviniste, luthérienne, unitarienne³ et catholique)⁴. « Les Roumains, orthodoxes, majoritairement paysans, étaient eux simplement tolérés »⁵. Avec la formation d'une couche d'intellectuels roumains gréco-catholiques qui embrassent les idéaux des Lumières, le combat pour la reconnaissance sociale et l'accès aux privilèges prend au XIX^e siècle la forme de la revendication de droits pour une nation roumaine moderne, qui doit avoir place de cité dans une Transylvanie autonome, multinationale au sein de l'Empire austro-hongrois. Une partie des élites roumaines se convertit à l'idée d'union de cette région avec la Roumanie. Leurs vœux s'accomplissent en 1919 avec le concours des Grandes puissances⁶.

Après le rattachement à la Roumanie, la minorité magyare de la région « découvre à son tour l'inconfort du statut minoritaire, les pressions assimilatrices et centralisatrices, certes moins brutales, mais réelles, de l'État roumain, qui s'inspire du modèle jacobin »⁷. Les rivalités Budapest-Bucarest deviennent manifestes durant l'entre-deux-guerres « lorsque les Hongrois reprennent le contrôle de la Transylvanie septentrionale à la suite de l'arbitrage rendu par Hitler à Vienne »⁸. La Transylvanie de Nord-Ouest rentre en effet dans la composition de la Hongrie de 1940 à 1944⁹ et devient le théâtre des épurations raciales contre les Juifs, dirigées par Adolf Eichmann¹⁰. Après sa participation à la lutte contre l'Allemagne nazie à partir du mois d'août 1944 et à la libération de Budapest à la fin de la

¹ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les représentations de la nation chez les intellectuels hongrois, magyars de Roumanie et roumains après 1989 (Esquisse d'une parallèle) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 29, n° 1, 1998, p. 10.

² « Au nombre de quelque 600 000 personnes, les Sicules habitent un territoire d'environ 12 000 km² qui s'étend sur trois départements : Covasna, Harghita et Mureș. Comme les autres membres de la minorité magyare de Roumanie, les Sicules appartenaient au Royaume de Hongrie avant le Traité de Trianon de 1920. Depuis, ils font partie de la Roumanie. Les Sicules parlent le hongrois, avec quelques variations dialectales. La plupart sont catholiques à l'instar des Hongrois ou sinon protestants. Au niveau politique, les Sicules sont représentés essentiellement par l'UDMR, qui soutient leurs revendications autonomistes sans en faire pour autant son principal mot d'ordre », cf. Jean COMTE, « Les Sicules de Transylvanie en quête d'une autonomie accrue », *P@ges Europe, La Documentation Française*, 9 juillet 2014.

³ Il s'agit d'une doctrine chrétienne qui se sépare du dogme la Sainte Trinité, accusé de ne pas être strictement monothéiste. Datant depuis le IV^e siècle, elle est prédominante en Roumanie, notamment en Transylvanie et en Pologne.

⁴ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les représentations de la nation chez les intellectuels hongrois, magyars de Roumanie et roumains après 1989 (Esquisse d'une parallèle) », art. cité, p. 11.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*, p. 11-12.

⁷ *Ibid.*, p. 22.

⁸ *Ibid.*, p. 12.

⁹ Voir carte 2 en annexe 3.

¹⁰ CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 263.

Seconde Guerre mondiale, la Roumanie se voit attribuer le Nord-Ouest de la région par les Traités de paix de Paris de 1947¹.

Durant la période communiste la communauté magyare perd le droit d'élire ses propres représentants et, ce faisant, le contrôle des institutions régionales. Ses intérêts sont désormais défendus seulement en rapport avec ceux des autres minorités nationales et le PCR résout la « question magyare » suivant la ligne idéologique de « l'internationalisme prolétaire »². La collectivisation, la nationalisation, la confiscation des fortunes ecclésiastiques qui affectent l'ensemble de la population se traduisent en Transylvanie par une baisse du statut social et économique des Magyars et par une homogénéisation sociale au sein de leur communauté³. Bien représentée dans les instances du Parti communiste dans les années 1930 avec 26,58 % du total des membres⁴ et immédiatement après la guerre, la minorité magyare perd son poids politique avec la transformation de l'Union Populaire Magyare censée défendre ses intérêts dans une organisation-satellite utilisée par le PCR à des fins de mobilisation⁵. En 1952, à l'initiative directe des autorités soviétiques est créée la Région Magyare Autonome (RAM) qui réunit plusieurs départements situés au cœur de la Transylvanie⁶ et dont la direction politique reflète la composition ethnique de la population (77,3 % Magyars, 20,1 % Roumains)⁷. La RAM représente un cas original en Europe de l'Est à travers lequel le régime tente de régler la « question des minorités nationales »⁸. Mais s'il accorde une autonomie territoriale et des droits culturels vastes aux Magyars de Roumanie, le pouvoir utilise ces facilités afin de coopter leurs élites dans le PCR⁹. À partir des années 1960, le régime alterne les politiques en faveur de l'extension des droits culturels de la minorité magyare avec celles de nationalisation. La RAM est réorganisée en 1960 à travers une réforme administrative qui réduit la proportion des Magyars dans les instances politiques locales¹⁰. Les deux décennies suivantes se caractérisent par des épurations au niveau de l'appareil de Parti et par la censure des publications en langue hongroise¹¹. Le durcissement de la politique d'assimilation à l'égard de la minorité magyare conduit à son exode vers la Hongrie et à la dégradation des relations entre les deux pays¹².

¹ Voir carte 3 en annexe 3.

² Nándor BÁRDI, « Momente de cotitură și grupări generaționale în istoria minorității maghiare din România (1918-1989) » dans Agoston OLTÍ, Atilla GIDÓ, *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, Cluj-Napoca, Institutul pentru Studiarea Problemelor Minorităților Naționale/Kriterion, 2009, p. 18.

³ *Ibid.*, p. 18-19.

⁴ Michael Shafir, *Romania. Politics, Economic and Society*, *op. cit.*, p. 26.

⁵ Mihály Zoltan NAGY, « Protejarea intereselor etnice sau urmărirea liniei PCR. Funcția de reprezentare a Uniunii Populare Maghiare » dans Agoston OLTÍ, Atilla GIDÓ, *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, *op. cit.*, p. 159.

⁶ Voir carte 4 en annexe 3.

⁷ Stefano BOTTONI, « Înființarea Regiunii Autonome Maghiare în anul 1952. Dictat sovietic sau strategie de consolidare ? » dans Agoston OLTÍ, Atilla GIDÓ, *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, *op. cit.*, p. 278.

⁸ Agoston OLTÍ, Atilla GIDÓ, *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, *op. cit.*, p. 507.

⁹ *Ibid.*, p. 508.

¹⁰ Zoltán Csaba NOVÁK, « Politica națională a PCR la sfârșitul anilor »60 și începutul deceniului următor » dans Agoston OLTÍ, Atilla GIDÓ, *Minoritatea maghiară în perioada comunistă*, *op. cit.*, p. 198.

¹¹ Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op. cit.*, p. 410.

¹² Irina CULIC, « Dilemmas of Belonging: Hungarians from Romania », *Nationalities Papers*, n° 34/2, 2006, p. 175-200.

En 1989, les Magyars participent massivement à la révolte anticommuniste qui éclate les 15-16 décembre 1989 à Timișoara par une mobilisation autour du pasteur réformé László Tőkés¹. Le changement de régime n'est toutefois pas synonyme de « réconciliation » et dès mars 1990 ont lieu à Târgu Mureș, au cœur de la Transylvanie, des escarmouches entre les Magyars et les Roumains qui se soldent par cinq morts. Les relations entre les deux communautés s'améliorent progressivement durant les années 1990 grâce à l'adhésion à l'UE des deux pays qui force le compromis. Un rôle important y est joué par l'UDMR en tant que représentant de la minorité magyare sur la scène politique roumaine, deuxième parti aux élections de 1990 et une présence constante au Parlement ainsi que dans plusieurs gouvernements à partir de 1996. Adeptes de la doctrine de l'autonomie territoriale et culturelle promue au début des années 1990, l'UDMR diversifie son offre politique au tournant des années 2000 la réorientant vers des objectifs visant à la prospérité économique des membres de la communauté². Il participe ainsi à l'émergence d'un modèle de « réconciliation roumaine-magyare »³, qui passe par des réformes comme l'introduction du hongrois dans l'enseignement supérieur et dans l'administration locale.

*

Située au Nord-Est de la Roumanie, entre le Prout et le Dniestr, la Bessarabie est une région faisant historiquement partie de la Principauté de Moldavie occupée depuis les XV^e-XVI^e siècles par l'Empire Ottoman⁴. Bien qu'autonome au XIX^e siècle, la Moldavie reste vassale de la Sublime Porte qui après sa défaite dans la guerre russo-turque cède en 1812 ce territoire au Tsar Alexandre I^{er}. Décidant d'ignorer les traités par lesquels il garantissait l'intégrité de la Moldavie, Constantinople viole ainsi les « principes élémentaires du droit international »⁵. C'est pourquoi nombre d'historiens roumains considèrent que l'occupation de la Bessarabie par la Russie tsariste à cette époque est « illégale, illégitime et déloyale »⁶. L'argument revient après 1989, à l'appui des revendications en faveur de l'union de la République de Moldavie avec la Roumanie après 1990.

La dissolution de l'Empire russe après la Révolution de 1917 détermine les nationalistes de Chișinău à saisir l'opportunité pour proclamer l'indépendance de la petite république. Restée sans protection, la Bessarabie décide le 27 mars 1918 son rattachement à la Roumanie⁷. Avec l'accord des Grandes puissances, la province est rattachée à l'État roumain en 1919 et y reste jusqu'en 1940⁸.

Le 23 août 1939, dans un Protocole additionnel secret du Pacte germano-soviétique, l'Allemagne nazie assure l'URSS de son « total désintérêt » par rapport à ce territoire convoité par les Soviétiques dans leurs projets d'expansion en Europe de l'Est⁹. Aussi, le 26 juin 1940 Moscou exige dans un ultimatum adressé aux autorités roumaines le retrait de leur armée et de l'administration de Bessarabie et de Bucovine de Nord en vue de l'annexion. Isolée sur la scène internationale après la défaite de la France

¹ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU, « En quoi les “partis ethniques” sont-ils “ethniques” ? Les trajectoires du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie », art. cité, p. 121.

² *Ibid.*, p. 139-141.

³ Gabriel ANDREESCU, *Ruleta. Români și maghiari (1990-2000)*, op. cit., p. 209-213.

⁴ Voir carte 5 en annexe 3.

⁵ Ion CONSTANTIN, *România, Marile Puteri și problema Basarabiei*, București, Enciclopedică, 1995, p. 17.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, p. 21.

⁸ *Ibid.*, p. 23. Voir carte 6 en annexe 3.

⁹ Vitalie VĂRATIC, Ion ȘIȘCANU (dir.), *Pactul Molotov-Ribbentrop și consecințele lui pentru Basarabia. Culegere de documente*, Chișinău Universitas, 1991, p. 5.

et la résistance difficile de l'Angleterre, ne pouvant s'appuyer que sur des troupes dans un état déplorable¹, le gouvernement roumain décide de céder ces territoires à l'URSS². Un an plus tard, le 22 juin 1941, leur reconquête motive l'entrée en guerre du général Antonescu aux côtés de l'Allemagne nazie³. La récupération de la Bessarabie est rapide et jusqu'en juillet 1941, l'Armée roumaine réussit à occuper ce territoire. Sa victoire contre l'Armée rouge s'accompagne de la persécution de la minorité juive de la région, accusés de « bolchévisation » après quelques incidents isolés enregistrés par les militaires roumains agressés à leur arrivée. Les Juifs de la région font l'objet de mesures d'épuration raciale qui culminent avec leur déportation dans les camps de concentration de Transnistrie⁴.

L'échec de l'offensive germano-roumaine en URSS et le retour des armes le 23 août 1944 contre la Wehrmacht ont pour conséquence le retour de l'Armée rouge en Bessarabie qui redevient soviétique à la fin de la guerre et le reste jusqu'en 1991⁵.

Le Sommet de Copenhague de 1993, ensuite le Pacte de stabilité en Europe (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), 20-21 mars 1995) fondé à l'initiative du Premier ministre français Édouard Balladur font des traités de bon voisinage la priorité absolue pour les pays qui souhaitent intégrer l'UE⁶. Cherchant à prévenir l'éclatement d'un nouveau conflit dans la région après celui en Yougoslavie, l'OSCE impose aux États candidats l'obligation d'offrir des garanties quant à la protection des droits des minorités nationales⁷. Le sort de la minorité russophone des Pays baltes et de la minorité magyare de Slovaquie et de Roumanie préoccupe tout spécialement⁸. Pour l'État roumain où vivent 1,7 million de Magyars⁹, le message est inquiétant, d'autant plus qu'en 1994, Bill Clinton transmet

¹ Ion CONSTANTIN, *România, Marile Puteri si problema Basarabiei*, op. cit., p. 123.

² Valeriu Florin DOBRINESCU, Ion CONSTANTIN, *Basarabia în anii celui de-al doilea război mondial*, Iași, Institutul European, 1995, p. 148-150.

³ Ion CONSTANTIN, *România, Marile Puteri si problema Basarabiei*, op. cit., p. 125.

⁴ CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 125-136.

⁵ Ion CONSTANTIN, *România, Marile Puteri si problema Basarabiei*, op. cit., p. 195-198. Voir carte 7 en annexe 3.

⁶ Voir les points 7, III), 8 et 17 du document « Conclusions de la présidence. Conseil européen de Copenhague, 21-22 juin 1993 », p. 25, p. 28 et p. 34-35, consulté sur le site web du Sénat français, la Commission des affaires européennes, https://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/affaires_europeennes/Conclusions_CE/copenhague_juin1993.pdf.

⁷ Cf. la Déclaration politique adoptée à l'issue de la Conférence sur le Pacte de stabilité en Europe et la liste des accords de bon voisinage et de coopération (Paris, 20 et 21 mars 1995), Bruxelles, *Bulletin UE*, mars 1995 : Communautés européennes, http://www.cvce.eu/content/publication/2004/10/7/0074091e-dcff-4468-a7f2-fa263c1025a1/publishable_fr.pdf.

⁸ « Le Pacte de stabilité en Europe adopté », *Libération*, 21 mars 1995.

⁹ Selon le recensement de 1991, la minorité magyare représente 7,1 % de la population étant la plus nombreuse minorité nationale en Roumanie au moment de la polémique autour du « nationalisme ». Voir le Recensement de

un communiqué similaire aux pays aspirant à rejoindre l'OTAN¹. Les relations entre les deux pays sont compliquées après le Traité de Trianon en 1920 et la perte de la Transylvanie par la Hongrie, mais elles avaient empiré dans les années 1980 lorsque le régime communiste de Roumanie avait durci la politique d'assimilation à l'égard de la minorité magyare de Transylvanie. Exclues des instances de représentation, ses membres se sont vus alors limiter l'usage de la langue natale et supprimer une partie des publications². Suite à ces politiques, en avril 1989, la Roumanie est sanctionnée par la Commission européenne qui cesse tout accord commercial tant que les problèmes concernant le respect des Droits de l'Homme et des minorités nationales ne sont pas réglés³.

Après 1990, pendant qu'une nouvelle voie s'ouvre à la représentation politique des Magyars en Roumanie, une première tentative de réconciliation vient de la part des intellectuels des deux pays qui se réunissent les 19 et 20 mars à Budapest. Survenant au même moment où à Târgu-Mureș des escarmouches entre les membres des deux communautés se soldent par des morts, cette tentative peine à dépasser les déclarations d'intention⁴. Les revendications de la minorité magyare concernant l'octroi des droits collectifs n'étant toujours pas satisfaites en 1995, elles apparaissent comme un des principaux points de négociation entre la Roumanie et la Hongrie.

Mais tandis qu'en 1995, lors de la rencontre OSCE de Paris, Vladimir Meciar, le Premier Ministre slovaque, signe le traité de base avec la Hongrie, Teodor Meleşcanu, le ministre des Affaires étrangères roumain, ne réussit pas à faire de même. S'ajoutant au refus du groupe de Visegrad⁵ d'inclure la Roumanie parmi ses membres, la réunion de Paris signifie un échec

1991-1992 sur le site web de l'Institut National de Statistique consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://colectaredate.insse.ro/phc/aggregatedData.htm>.

¹ Gabriel ANDREESCU, *Solidaritatea alergătorilor de cursă lungă*, op. cit., p. 79.

² Soare SORINA, *Les partis politiques roumains après 1989*, op. cit., p. 212.

³ *Ibid.*, p. 92.

⁴ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les représentations de la nation chez les intellectuels hongrois, magyars de Roumanie et roumains après 1989 (Esquisse d'une parallèle) », art. cité, p. 14.

⁵ Groupe informel fondé par la Hongrie, la Pologne, la Slovaquie et la République Tchèque en 1991 afin de coopérer dans le but de l'intégration euro-atlantique.

politique cuisant pour le gouvernement roumain¹. Dans ces conditions, la seule solution pour faire avancer le dossier de l'adhésion reste la reprise des négociations avec la Hongrie — ce qui advient en 1995².

Enjeu fort de politique internationale, la « question transylvaine » représente en même temps un levier important dans la compétition électorale interne. Au début des années 1990, plusieurs partis créés autour de la défense des intérêts ethniques apparaissent en Roumanie. Avec une rhétorique agressive et xénophobe, ils puisent dans le réservoir des discours et symboles nationaux d'avant-guerre. Parmi ceux-ci figure le Parti de la « Grande Roumanie » (PRM) qui dénonce par la voix de son journal, *România Mare* d'abord, ensuite par ses programmes politiques, le « terrorisme irrédentiste » des Hongrois de Transylvanie qui menacerait l'indivisibilité de l'État national³. Parti conservateur à certains égards, le PRM milite de surcroît pour une réunification territoriale qui reconstitue la « Grande Roumanie » de 1918, incluant l'actuelle République de Moldavie.

Dans la même lignée, le Parti de l'Union Nationale des Roumains de Transylvanie (PUNRT), fondé en 1990, se propose de défendre les intérêts des Roumains majoritaires dans la région face à la montée des forces politiques « ségrégationnistes » de la minorité magyare⁴. Cette dernière est représentée elle-même depuis 1990 par l'Union Démocrate Magyare de Roumanie (UDMR), une plateforme non-partisane qui fédère des groupes politiques et des organisations culturelles réclamant le rétablissement des droits collectifs supprimés par le

¹ Ce refus est présenté comme une conséquence de la *minériade* de juin 1990, Gabriel ANDREESCU, *Solidaritatea alergătorilor de cursă lungă*, op. cit., p. 19 et p. 80.

² Le 30 août dans le cadre du Symposium dédié à la « Roumanie à l'été 1940 sous l'impact de la politique de force. 55 ans après le Diktat de Vienne », le président Ion Iliescu propose aux autorités hongroises l'élaboration d'une déclaration politique concernant la réconciliation historique entre la Roumanie et la Hongrie accompagnée d'un document qui constitue le code de conduite dans les relations bilatérales, cf. Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 82.

³ En ce qui concerne la dénonciation de « l'irrédentisme magyar en Transylvanie », voir les articles publiés dans la rubrique intitulée « 1991 : année internationale de lutte contre le terrorisme hongrois », C. V. STÎRBULESCU, « Ungurii, ca și Hitler, vor spațiu vital în România », *România Mare*, n° 58, 19 juillet 1991 ; Constantin ANIN, « Române : să știi ce te așteaptă : exterminarea ! », *România Mare*, n° 56, 5 juillet 1991 ; Ioan Alexandru MUNTEANU, « Dosarele secrete ale istoriei : Umbre pe harta țării », *România Mare*, n° 65, 27 septembre 1991.

⁴ Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, op. cit., p. 397.

régime communiste pour cette minorité nationale¹. Il s'agit surtout de l'utilisation de la langue hongroise dans l'enseignement, l'administration et la justice et une représentativité proportionnelle des membres de la minorité dans les instances politiques locales². Plus tard, au début de 1995, l'UDMR officialise les aspirations du courant qui réclame « l'autonomie territoriale de la Transylvanie sur une base ethnique », créant par là des polarisations internes et des conflits avec les partis alliés au sein du gouvernement³.

Gravitant autour du FSN (Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR) depuis 1993) pour des périodes plus ou moins courtes, ces trois forces politiques (PRM, PUNRT, UDMR) pénètrent les instances centrales et locales. Aux élections de 1992, le PRM obtient 22 sièges au Parlement⁴ et en janvier 1995 il est coopté au gouvernement par le PDSR qui s'en sépare rapidement à cause de ses manifestations « racistes » et « antisémites »⁵. À son tour, le PUNRT est bien représenté dans l'administration locale après les élections de 1992 avec un total de 1510 conseillers, 38 maires et 2 préfets nommés par le Premier Ministre Petre Roman⁶. Son leader, Gheorghe Funar, est élu maire de Cluj-Napoca, capitale de la Transylvanie et une des plus importantes villes de Roumanie⁷.

En 1995, la rhétorique nationale est donc largement mobilisée dans les programmes et les discours politiques et semble payer électoralement⁸. Évoquée par les gagnants des premières élections postcommunistes notamment dans leur appel à la « réconciliation nationale », elle est reprise tant par les formations labellisées « nationalistes » comme le PRM et le PUNRT que, de manière plus surprenante, par la CDR qui avait tenu dans un premier temps à s'en démarquer.

¹ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU, « Les partis minoritaires, des partis “comme les autres” ? », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 38, n° 4, 2007, p. 122.

² Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op. cit.*, p. 411.

³ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, Nadège RAGARU, « Les partis minoritaires, des partis “comme les autres” ? », art. cité, p. 124.

⁴ Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op. cit.*, p. 376.

⁵ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, *op. cit.*, p. 77 et p. 83.

⁶ Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, *op. cit.*, p. 376.

⁷ *Ibid.*, p. 398.

⁸ Alexandru GUSSI, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*, *op. cit.*, p. 100, p.134-143.

Dirigé à ses débuts par Domokos Geza, écrivain et ancien membre de la nomenklatura, l'UDMR a une trajectoire politique sinieuse, passant de la collaboration avec le FSN au rapprochement à partir de novembre 1991 avec les partis « historiques » et la CDR¹. Courtisée par l'ensemble des forces politiques en raison de sa forte pénétration dans les trois départements de Transylvanie (Harghita, Covasna, Mureș) où la minorité magyare prédomine, elle adopte son Programme d'Autonomie en janvier 1995, ce qui a pour conséquence la rupture avec la CDR². La séparation est pourtant passagère et après la victoire de la coalition aux élections de 1996, l'UDMR est cooptée au gouvernement dès le mois de novembre. En décembre, les deux formations concluent un Accord de solidarité gouvernementale et parlementaire³. La marginalisation de l'UDMR par la CDR en 1995 apparaît ainsi comme une manœuvre passagère contre l'éloignement des électeurs rétifs au projet d'autonomie territoriale de la Transylvanie⁴, dans un pays où le « Hongrois » est souvent perçu comme l'« ennemi de l'intérieur » ou le « bouc émissaire » venu troubler l'homogénéité ethnique de la communauté majoritaire⁵.

Pour ce qui est de la signature du traité de base avec la République de Moldavie la question est tout aussi compliquée. Ancienne province roumaine avant la Seconde Guerre mondiale, la Moldavie accède à l'indépendance le 27 août 1991 et à ce titre, elle fait l'objet de projets de réunification avec le « pays-mère ». Au début des années 1990, ces projets trouvent des supporters des deux côtés de la frontière aussi bien parmi les politiques et les intellectuels que dans les rangs de la population. Le 3 septembre 1991 la Roumanie reconnaît la souveraineté du nouvel État moldave et plusieurs gestes symboliques de rapprochement font penser à une éventuelle réunification mais aucune stratégie concrète à cet égard n'est formulée⁶. Le décalage économique entre les deux pays, l'appartenance de la Moldavie à la Communauté des États

¹ *Ibid.*

² Sur les circonstances de la sortie de l'UDMR de la CDR, voir Gabriel ANDREESCU, *Ruleta. Români și maghiari (1990-2000)*, *op. cit.*, p. 154-158.

³ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, *op. cit.*, p. 93.

⁴ *Ibid.*, p. 154 et p. 160.

⁵ Vintilă MIHĂILESCU, « Nationalité et nationalisme en Roumanie », art. cité.

⁶ Les symboles nationaux (langue officielle, drapeau, hymne) adoptés en République de Moldavie après l'indépendance sont ceux roumains, Mariana CRISTESCU, « Unirea noastră cu Basarabia ar destabiliza Europa de Est ?! », *Clipa*, n° 931, 13 mars 2010.

Indépendants dominée par la Russie, l'inopportunité d'une frontière avec cette dernière au moment de l'adhésion de la Roumanie à l'UE et à l'OTAN, dissuadent finalement les hommes politiques d'avancer sur la voie de la réunification. Cette passivité qui s'accompagne de déclarations et de promesses de sympathie envers les « frères moldaves » est souvent critiquée par les acteurs restés en dehors du jeu politique. De ces reproches, la polémique de 1995 se fait l'écho.

Elle s'inscrit, on le voit, dans une conjoncture où d'un côté les relations avec la minorité magyare, d'un autre côté la signature des traités de base avec la Hongrie et la République de Moldavie, représentent des enjeux politiques centraux qui s'imposent à l'ensemble des forces politiques. Mais la formulation d'une position claire reste un exercice risqué puisque les standards imposés par l'UE et par l'OTAN en matière de relations transfrontalières et de respect des droits des minorités ne sont pas compatibles avec la cause de l'unité territoriale qui rencontre un large support populaire et reste exploitable électoralement.

2. Déroulement des hostilités : d'une « Europe des nations » à des « nations européennes »

S'exprimant dans des journaux, des magazines et des revues politico-culturelles — 22, *Contrapunct*, *Privirea* ou *România liberă* — et reprises en partie dans le recueil consacré par Gabriel Andreescu à la controverse¹, les interventions qui composent cette polémique ont pour point de départ l'article « Les regards tournés vers la République de Moldavie ou vers la Hongrie ? »². Publié peu après l'échec des négociations avec la Hongrie à Paris en 1995 par Gabriel Andreescu, cet article plaide en faveur de la signature du traité de base avec ce pays, considéré comme plus importante que la question de la réunification avec la République de Moldavie. Plus encore, Andreescu recommande l'établissement d'une relation solide avec la

¹ Gabriel ANDREESCU, *Naționalişti, antinaționalişti. O polemică în publicistica românească, op. cit.*

² Gabriel ANDREESCU, « Privirile, îndreptate spre Republica Moldova sau spre Ungaria ? » dans Gabriel ANDREESCU, *Naționalişti, antinaționalişti. O polemică în publicistica românească, op. cit.*, p. 13-24.

minorité magyare de Roumanie — clé de voute de la reconstruction des relations avec la Hongrie selon lui, et « porte d'accès vers le monde civilisé »¹:

« La transparence de la frontière avec la Hongrie et la mise en place, à travers la libéralisation économique interne, de l'implication de la Transylvanie dans le dynamisme régional sont les éléments d'une stratégie capable de connecter la Roumanie à l'Europe de demain »².

Peu commun en 1995, un tel raisonnement choque. Il arrive dans un climat où plusieurs institutions officielles entretiennent l'idée que la Hongrie poursuit des objectifs irrédentistes en Transylvanie³. C'est la mention dans la Constitution hongroise de 1990 de la responsabilité de l'État envers les Magyars vivant hors frontières qui cristallise cette impression⁴.

De surcroît, les analyses produites par Gabriel Andreescu et par ses collègues au sein du Centre d'Études Internationales s'éloignent de l'idée d'un rattachement de la Moldavie à la Roumanie⁵. Elles mobilisent surtout le registre du droit international en insistant sur l'importance du respect des traités qui règlent la question des frontières en Europe de l'Est depuis la Seconde Guerre mondiale et qui assurent l'« ordre » et la « stabilité » du vieux continent⁶. Les contester en remettant en cause l'indépendance de la Moldavie serait non seulement une regrettable erreur diplomatique mais encore une façon de compromettre l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne⁷. En occurrence, Andreescu insiste sur le respect de la souveraineté de la jeune République dont les citoyens ne souhaitent pas forcément selon lui, l'union avec la « patrie-mère »⁸.

¹ *Ibid.*, p. 21.

² *Ibid.*

³ Par exemple, dans son Rapport sur la période 1993-1994, le Service Roumain de Renseignements qualifie les Magyars et les Roms comme des « facteurs de risque pour l'ordre public de Roumanie », cité par Gabriel Andreescu dans Gabriel ANDREESCU, « Privirile, îndreptate spre Republica Moldova sau spre Ungaria ? », art. cité, p. 22.

⁴ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les représentations de la nation chez les intellectuels hongrois, magyars de Roumanie et roumains après 1989 (Esquisse d'une parallèle) », art. cité, p. 17.

⁵ Domnița ȘTEFĂNESCU, *Cinci ani din istoria României. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989 – decembrie 1994*, op. cit., p. 141, p.187 et p. 281.

⁶ « Raporturile României cu Republica Moldova », cité dans Gabriel ANDREESCU, *Solidaritatea alergătorilor de cursă lungă*, op. cit., p. 29.

⁷ Gabriel ANDREESCU, « Privirile, îndreptate spre Republica Moldova sau spre Ungaria? », art. cité, p. 32.

⁸ Gabriel ANDREESCU, Valentin STAN, Renate WEBER, « Raporturile României cu Republica Moldova », 22, n° 4, 25-31 janvier 1995.

Venues de la part de Paleologu et de Paler, les premières répliques à ce point de vue remettent en cause la capacité du droit international à trancher une telle question puisque selon eux, les traités invoqués ne sont ni « éternels », ni « justes »¹. Plusieurs registres de justification viennent appuyer cette affirmation.

Un premier est l'histoire nationale². Invoquant l'ultimatum soviétique de 1940 suite auquel la Roumanie cède l'actuel territoire de la République de Moldavie à l'URSS, les deux intellectuels considèrent que l'« abandon » (une nouvelle fois) de l'ex-République soviétique signifie « consentir à un rapt »³, étant ni plus, ni moins une « abdication frappée de déshonneur »⁴. Pour légitimer cette vision, Paler et Paleologu rappellent la « trahison de l'Occident » qui a laissé la Roumanie devenir la proie de l'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale⁵. Une « trahison » qui ne fait que prolonger la longue série de conquêtes (turque, russe, austro-hongroise) auxquelles s'est confrontée la nation roumaine tout au long de son histoire :

« Corrompue par le bazar turc, par les résidus du communisme, par la singerie de l'Occident, par les cris faussement patriotiques d'un nationalisme de comptoir ou de grotte (...), cette imitation d'histoire risque de faire de nous des imitations de Roumains »⁶.

Souvent mobilisé dans les anciens pays socialistes qui ont connu après la guerre l'influence soviétique⁷, le paradigme de l'« occupation » fonctionne en Roumanie également comme l'un des filtres les plus mobilisés pour relire le passé national. Et pas seulement le passé puisque Paler et Paleologu, voient dans la relation à l'Union européenne une colonisation supplémentaire à laquelle doit faire face la Roumanie à présent. Selon cette logique, accepter de manière unilatérale les conditions d'adhésion imposées par l'UE ne ferait, selon les deux

¹ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 35.

² *Ibid.*, p. 30.

³ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicaieri (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) (V) », 22, n° 50 (304), 13-19 décembre 1995.

⁴ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 35.

⁵ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicaieri (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) », art. cité.

⁶ *Ibid.*

⁷ Par exemple en Pologne, Valentin BEHR, « Histoire du temps présent et politique en Pologne », *Les Cahiers Sirice*, n° 21/2018, p. 127.

écrivains, que reproduire une loi de la domination occidentale inscrite depuis toujours dans le devenir national.

Reprenant une tradition de pensée de plus longue date, Paler et Paleologu font ainsi du « neuf avec du vieux »¹ réactualisant des idées tirées de la rhétorique nationale des XIX^e et XX^e siècles et les adaptant à la conjoncture présente. Propre à l'époque de la conquête de l'indépendance nationale, l'idée d'émancipation par rapport à une puissance étrangère en vient à justifier au milieu des années 1990 la défense des causes très populaires comme l'union de la Roumanie avec la République de Moldavie en dépit des réserves exprimées par l'UE ou par l'OTAN.

Reliant passé, présent et avenir, le paradigme de la domination étrangère n'est pas sans conséquences sur les valeurs qui commandent le décryptage de l'avenir. Tout d'abord parce que le régime communiste avec ses éventuels acquis est mis au ban et présenté comme « étranger à l'âme nationale ». En revanche, comme dans le cas du Mémorial de Sighet, l'entre-deux-guerres est dépeint comme le réel terreau de l'identité nationale qu'il faudrait exhumer par une opération de « récupération de la conscience (...) et de la mémoire collective »². Se prêtant à cet exercice, Paler et Paleologu en viennent à évoquer de manière enchantée leur propre passé décanté dans une relation privilégié au « village roumain »³ comme Lisa, à l'« Église orthodoxe »⁴, à l'« hospitalité »⁵ et à l'« ordre traditionnel »⁶ dont ils font autant de valeurs collectives.

L'importance donnée à cette période de l'histoire nationale par les deux écrivains est critiquée par Gabriel Andreescu qui, sans nier le rôle subversif qu'ont pu jouer avant 1989 des produits culturels de cette période, rejette leur « instrumentalisation » dans la définition des

¹ Sandrine KOTT, Martine MESPOULET (avec la collaboration d'Antoine ROGER) (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, op. cit., p. 12.

² Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 28.

³ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicaieri (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) (II) », 22, n° 47, 22-28 novembre 1995.

⁴ Octavian Paler cité par Gabriel Andreescu dans Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », dans Gabriel ANDREESCU, *Naționalişti, antinaționalişti. O polemică în publicistica românească*, op. cit., p. 116.

⁵ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 26.

⁶ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicaieri (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) (II) », art. cité.

priorités actuelles de la Roumanie¹. Plus encore, s'élevant contre la vision « passéiste », « victimisante » de l'identité nationale, le dissident rejette le « vice de l'idéalisation de l'histoire » dans lequel il voit « une forme de nationalisme traditionnel »².

Mais pour Paler et Paleologu, l'attachement à la « tradition » n'est que le signe d'un « bon nationalisme » nécessaire à « la conservation de la culture et de la conscience » roumaines³ qui n'a rien en commun avec le « mauvais nationalisme »⁴, « de grotte »⁵, professé par les politiques « enragés » comme Corneliu Vadim Tudor, le président du PRM, qui repose sur une doctrine de « l'exclusion », « étrangère à l'esprit national »⁶. Empruntant cette distinction à Jacques Le Goff, Alexandru Paleologu en vient à légitimer le « bon nationalisme » au nom du droit des « groupes ethniques minoritaires » et des « nations est-européennes » comme la Roumanie, de retrouver leur identité après l'« extirpation de la mémoire collective » par le communisme⁷.

Mais peu pertinentes pour juger lucidement les « options du présent »⁸, ces façons de penser se situent à « des années-lumière de distance des sociétés industrialisées-informatisées » vers lesquelles devrait aspirer la Roumanie, considère Gabriel Andreescu⁹. Contre le passéisme de ses interlocuteurs, le physicien se présente comme un visionnaire à la pointe des technologies modernes de gouvernement comme le principe de la « subsidiarité », le « droit social du travail », le « développement durable », la « sécurité collective »¹⁰ ou le « capitalisme »¹¹, dont

¹ *Ibid.*, p. 167-172.

² Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 42-44.

³ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 27.

⁴ *Ibid.*, p. 28.

⁵ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicaieri (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) », art. cité.

⁶ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 27.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*, p. 53.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Gabriel ANDREESCU, « Subiectiv despre identitatea națională » dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească, op.cit.*, p. 173.

¹¹ *Ibid.*, p. 173.

« le rejet n'est pas seulement absurde, mais inhumain »¹. Préoccupé par « la réduction de la souffrance, de l'injustice » des générations futures², l'intellectuel se montre plus préoccupé par la « prospérité et la dignité » des citoyens moldaves que par le fait « qu'ils se trouvent ou non sous la même juridiction étatique que nous »³. Adeptes du modèle contractualiste de la nation à la différence de celui ethnociste promu par Octavian Paler et Alexandru Paleologu, Andreescu rejette l'« intolérance »⁴, la « xénophobie »⁵, l'« anti-occidentalisme »⁶ qui se dégagent des prises de position de ses interlocuteurs, avec « leur terrifiant déficit de démocratie »⁷.

La critique virulente des usages du passé pour légitimer des choix actuels de politique étrangère n'empêche pourtant pas Gabriel Andreescu de revenir sur sa position concernant la gestion du passé communiste en Roumanie. Faisant son *mea culpa* devant les reproches de Paler et de Paleologu qui pointent son indifférence par rapport à la mémoire des victimes du communisme, il souligne combien est importante à ses yeux la condamnation de cette période. Andreescu se distingue toutefois de ses interlocuteurs lorsqu'il s'agit des modalités pratiques de cette condamnation. Sceptique devant l'efficacité d'une solution judiciaire du problème, il rappelle que :

« Ce n'est pas Nürnberg mais la culture et en conséquence, la mentalité européenne qui ont représenté la plus grande réparation faite aux victimes du nazisme »⁸.

En conséquence, la meilleure façon de rendre hommage aux victimes du communisme, « en faisant avec ce régime ce que l'Ouest a réussi avec le nazisme », est selon Andreescu, d'œuvrer au respect des « valeurs fondamentales de la société libre »⁹. L'intégration dans

¹ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 41.

² *Ibid.*

³ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 102.

⁴ Gabriel ANDREESCU, « Cuvânt înainte », dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească, op. cit.*, p. 11.

⁵ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 42.

⁶ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 104-105.

⁷ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 37.

⁸ *Ibid.*, p.170.

⁹ Gabriel ANDREESCU, « Subiectiv despre identitatea națională », art. cité, p.167-168.

l'Union européenne se dessine ici non seulement comme une stratégie apte à améliorer le quotidien de ses concitoyens mais également comme une solution pour gérer et dépasser les « tares » du passé et d'assurer un traitement « égal » aux victimes du communisme et du fascisme¹.

Ainsi, peu à peu, à côté de l'histoire nationale, un deuxième registre en vient à occuper l'espace du débat, à savoir celui de l'appartenance à l'Europe. Investi de significations diverses, le vieux continent apparaît décrypté à partir de sa dimension tantôt culturelle (Paler et Paleologu) tantôt institutionnelle (Andreescu), perçues et mobilisées comme les termes d'une opposition. Puisant dans leurs références littéraires de l'époque pré-communiste Alexandru Paleologu et Octavian Paler soulignent que la constitution de l'Europe a surgi autour de trois piliers essentiels — la Grèce antique, la Rome antique et le christianisme² — ainsi que d'une valeur centrale — la « civilité »³. Hormis ces références classiques, le vieux continent est décrit par les deux écrivains comme un espace de rencontre et de réunion de traditions nationales « diverses » dans lesquelles la tradition roumaine — latine et chrétienne à la fois — s'intègre parfaitement⁴. En conclusion la Roumanie n'a à faire ni des « compromis » ni des « efforts » pour devenir « européenne » comme l'avance Gabriel Andreescu puisqu'elle l'est déjà selon Paler et Paleologu⁵. Par son histoire, la Roumanie appartient à une Europe des nations.

Cette perspective exclusivement culturelle de l'intégration européenne est critiquée par Gabriel Andreescu pour lequel la seule voie de rejoindre l'« Europe » passe par l'adhésion *politique* à l'Union européenne. Appréhendée à partir de son architecture institutionnelle, de ses normes juridiques de fonctionnement, l'« Europe » incarne avant tout dans le discours de l'ex-dissident, une construction politique « fonctionnelle » et « humaniste », un espace de

¹ *Ibid.*, p.170.

² Octavian PALER, « Între naționalismul de groță și « europenii » de nicăieri » (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) », art. cité.

³ Alexandru PALEOLOGU, « Despre irelevanță » dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească, op. cit.*, p. 64.

⁴ Alexandru PALEOLOGU, « Despre irelevanță », art. cité, p. 60-61, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 25-26.

⁵ Sur l'importance de l'invention d'une filiation dans la construction des identités nationales, voir Anne-Marie THIESSE, *Crearea identităților naționale, op. cit.*, p. 15.

« prospérité »¹ et de respect des Droits de l'Homme aux standards desquels la Roumanie « doit adapter sa vie interne »². Localisé à Strasbourg et à Bruxelles, l'« Europe » de Gabriel Andreescu reste lointaine tant géographiquement que symboliquement de celle imaginée par Octavian Paler et par Alexandru Paleologu.

Critiques vis-à-vis des discours pro-occidentaux trop appuyés, les deux mettent leurs lecteurs en garde contre la logique uniformisante de l'élargissement européen assimilé à une nouvelle colonisation qui viendrait englober une fois de plus l'identité nationale. C'est pourquoi, la posture d'Andreescu à l'égard de l'UE est taxée de « fétichisme » par les deux écrivains, et plus encore traitée d'« antioccidentale » :

« La fétichisation de tout ce qui se trouve en Occident ne me semble pas très "occidentale". Parce que la France ne serait plus la France sans Descartes et que Descartes ne serait plus Descartes sans le doute. C'est pourquoi je serais tenté de démontrer à Monsieur Andreescu que je suis probablement plus pro-occidental que lui, car s'extasier devant tout ce qu'est occidental est étranger à l'esprit occidental ; cela sent plutôt le byzantinisme converti »³.

Si l'ancien dissident pointe l'incapacité de ses préopinants de se détacher des modèles de pensée « nationalistes » qui ont prouvé leur rentabilité politique par le passé, pour Paler et Paleologu, Gabriel Andreescu fait preuve d'un « cosmopolitisme extrémiste » et d'un « fondamentalisme pan-occidental » qui font de lui un « Européen de nulle part » à qui « répugne tout ce qu'est national »⁴.

Des interrogations et disputes autour de l'identité nationale et de l'adhésion à l'Europe, la polémique en vient ainsi à interroger les convictions personnelles et la légitimité des participants à participer au débat autour du nationalisme.

¹ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 41.

² *Ibid.*, p. 48.

³ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicăieri » (adică înre C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) (VI) », 22, n° 51 (305), 20-27 décembre 1995.

⁴ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și « europenii » de nicăieri » (adică înre C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) », art. cité.

B/ De l'« intellectuel nationaliste » à l'« expert patriote »

L'attachement à une certaine idée nationale est profondément ancré chez les intellectuels roumains qui lui doivent leur relative autonomie en tant que groupe socioprofessionnel. Révisité à l'orée de l'intégration de la Roumanie dans l'UE, cet ancrage a des raisons historiques que la dernière partie du chapitre 3 se propose de passer en revue. Ce sont ces racines qui expliquent la résistance d'une partie des participants à la polémique relative aux renouvellements de certaines idéologies de la nation proposés par Gabriel Andreescu ainsi que la violence des répliques qui s'ensuivent.

1. Les intellectuels — artisans de la nation roumaine

La mobilisation de l'idéologie nationale par les intellectuels roumains remonte à l'époque de la conquête de l'indépendance politique durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. À ce titre, il s'agit d'une tradition de pensée extrêmement stable et étant donné les nombreuses versions du nationalisme élaborées depuis, tout aussi souple. Comme ailleurs aux confins de l'Europe, c'est à l'« invention de la nation »¹ que les clercs roumains doivent leur émergence en tant que groupe social distinct et reconnaissable. Militants de la première heure en faveur de la souveraineté dans laquelle ils voient la condition *sine qua non* pour l'autonomisation d'un marché des biens symboliques local, les élites intellectuelles se mobilisent tout au long du XIX^e siècle contre l'invasion de ce marché par des produits culturels étrangers et notamment français². Elles réclament des mesures protectionnistes dans le domaine culturel et, en échange, investissent l'idéologie de la « spécificité nationale » qui converge alors avec les intérêts d'un champ politique en voie d'autonomisation³.

Cette coïncidence entre les objectifs culturels et ceux du pouvoir explique la cooptation des clercs dans la bureaucratie étatique par une aristocratie foncière soucieuse de mettre à l'abri

¹ Anne-Marie THIESSE, *Crearea identităților naționale*, Iași, Polirom, 2000, p. 9.

² Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, op. cit., p. 53.

³ *Ibid.*, p. 54.

son patrimoine menacé par l'instabilité des empires environnants¹. Ainsi, comme souligné par le sociologue Marius Lazăr, si l'aristocratie terrienne est la créatrice de l'État roumain, c'est la « petite » intellectualité en provenance des classes moyennes conjointement avec les élites des classes supérieures qui fournissent les effectifs de la haute administration². Longtemps exclue du jeu politique, la bourgeoisie ne joue pas de rôle spécifique dans la modernisation de la Roumanie naissante qui se construit quasi-exclusivement dans les domaines institutionnel et culturel³. D'où l'importance de la « culture » dans les disputes et les préoccupations des intellectuels roumains, qui reste « le domaine de prédilection où se joue l'aventure de la modernité roumaine »⁴.

L'émergence de l'État moderne est ainsi en Roumanie le fait des intellectuels cooptés au pouvoir pour leur capacité à exercer les prérogatives gouvernementales ainsi que pour leurs savoir-faire en matière de production de discours mobilisateurs⁵. La participation au jeu politique a pour particularité leur maintien dans un circuit élitiste, éloigné des masses⁶. Dans un système censitaire comme l'est celui de la Roumanie avant la fin de la Grande Guerre, les discours et projets modernisateurs sont produits « d'en haut et pour le haut » puisqu'ils s'adressent principalement à un public d'électeurs recrutés parmi les « petits » intellectuels (fonctionnaires, prêtres, instituteurs) ayant le droit de vote⁷. C'est ce qui explique à la fois l'entre-soi des clercs et des politiques roumains et plus encore l'attachement à l'idéologie nationale, garante non seulement de l'identité collective de ces groupes mais aussi de l'émergence, plus tard, d'un champ culturel relativement autonome.

Cet engagement se maintient tout au long de l'entre-deux-guerres et en dépit de la valse des gouvernements, les clercs restent très présents dans la bureaucratie participant à l'acte

¹ *Ibid.*, p. 94 et p. 102.

² *Ibid.*, p. 102.

³ *Ibid.*, p. 85 et p. 102.

⁴ Vintilă MIHĂILESCU, « Nationalité et nationalisme en Roumanie », art. cité.

⁵ Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, op. cit., p. 102.

⁶ *Ibid.*, p. 109.

⁷ *Ibid.*, p. 93 et p. 103.

politique aussi bien en tant que gouvernants qu'en tant que conseillers du prince et idéologues¹. Étudiant leur réaction aux changements politiques profonds qui interviennent entre 1930 et 1950, l'historien Lucian Boia met en évidence une gamme large d'attitudes face au pouvoir, faite d'« illusions, de refus, d'adaptations, d'abandons ou d'évasions... »². La définition de l'« identité nationale » conserve pourtant sa centralité d'autant plus que la survie professionnelle de ce groupe dépend de l'État. Le travail doctrinaire qu'il dépose autour du nationalisme nourrit les divisions qui le traversent à partir des années 1920-1930 avec l'affirmation d'une gauche communiste et internationaliste et d'une droite fascisante qui domine la période³.

Mais tandis qu'à gauche, le Parti communiste déclaré illégal en 1924 peine à étendre son influence avant la fin de la guerre, les partis et groupuscules fascistes et antisémites pullulent. Parmi ceux-ci, les plus importants sont La Ligue de la Défense Nationale Chrétienne créée en 1923, le Parti National Chrétien fondé en 1935 et le Mouvement légionnaire qui connaît un succès fulminant à partir de 1930. Fondés ou animés par des intellectuels⁴, ces mouvements préparent le terrain à l'émergence d'une nouvelle réflexion autour de la nation⁵ qui déroge à ce que Marius Lazăr appelle le « nationalisme consolidant » qui précède et accompagne la réalisation de l'Union nationale le 1^{er} décembre 1918⁶.

¹ Lucian BOIA, *Capcanele istoriei*, *op. cit.*

² *Ibid.*, p. 8.

³ Leon VOLOVICI, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, *op. cit.*, p. 56.

⁴ La Ligue de la Défense Nationale Chrétienne (LANC), qui défend une conception raciste et antisémite de la nation est fondée en 1923 par A. C. Cuza (1857-1947), professeur de Droit à l'Université d'Iași. Le Parti National Chrétien émerge en 1935 par la fusion de la LANC avec le Parti National Agraire (PNA) du poète Octavian Goga (1881-1938). Avec un programme ouvertement antisémite, il adopte pour symbole la croix gammée, (CISHR, *Raport final*, *op.cit.* p. 37-38). Quant à la Légion de l'Archange Michel si les sources existantes ne permettent pas de documenter le pourcentage d'intellectuels au sein de l'organisation, l'historien Armin Heinen conclut toutefois à une majorité de jeunes la plupart du temps instruits. En ce qui concerne les instances supérieures de la Garde de fer comme par exemple le Sénat légionnaire, Heinen compte souvent une majorité d'intellectuels, (Armin HEINEN, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. *Mișcare socială și organizație politică*, *op. cit.*, p. 360 et p. 362-363).

⁵ Leon VOLOVICI, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, *op. cit.*, p. 58-59.

⁶ Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, *op. cit.*, p. 277.

Légitimée et inspirée partiellement par l'avènement des fascismes européens qui lui servent de modèle¹, cette réflexion se développe en intégrant au « nationalisme traditionnel (...) xénophobe et raciste » un antisémitisme « rationnel » et « spiritualiste », reposant sur des arguments ethniques, socioéconomiques et religieux². Développés tout au long de l'entre-deux-guerres, ces arguments connaissent des ramifications et des renouvellements pour légitimer à partir de 1937-1938 une politique étatique qui culmine avec la déportation des populations juive et Rrom en Transnistrie durant la Seconde Guerre mondiale³.

L'implication massive des intellectuels dans la production de ces idéologies nationales qui dominent l'entre-deux-guerres n'est pas seulement le fait de la conservation d'une tradition de pensée vieille de plus d'un siècle. Elle tient également à la reproduction des conditions sociales de dépendance des intellectuels par rapport à l'État ainsi que des stratégies de fidélisation déployées par le pouvoir à travers un système qui alterne voire combine rétributions et sanctions. Aussi, si le roi Carol II fait appel à l'encouragement des arts et de la culture à travers la mise en place d'un vaste réseau de fondations (1930-1940)⁴, une fois arrivé à la tête de l'État, Ion Antonescu impose une politique d'épuration des cadres légionnaires qui contraste avec la promotion des intellectuels fidèles au régime à travers un exercice du pouvoir complexe, « répressif d'un côté, légaliste de l'autre et assez bienveillant en matière de libertés intellectuelles »⁵. Les préférences vont toutefois aux versions autochtonistes, villageoises et, à partir de 1941, antisémites du discours national, conformes à la raison d'État⁶. Lorsqu'ils respectent cette norme idéologique ou en tout cas n'y sont pas déviants, leurs promoteurs reçoivent des positions et des subventions d'autant plus précieuses que l'époque est à la crise des débouchés pour les jeunes diplômés et à la dépréciation du travail intellectuel⁷. C'est cette

¹ Leon VOLOVICI, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, op. cit., p. 128-132.

² *Ibid.*, p. 188 et p. 190.

³ CISHR, *Raport final*, op.cit., p. 10.

⁴ Lucian BOIA, *Capcanele istoriei*, op. cit., p. 118.

⁵ *Ibid.*, p. 341.

⁶ *Ibid.*, p. 115, p. 197-198.

⁷ Dragoș SDROBIȘ, *Elite și educație în România interbelică. Limitele meritocrației într-o societate agrară*, op. cit., p. 202 et p. 204.

crise d'ailleurs qui est à la base des conversions idéologiques des jeunes intellectuels et d'un antisémitisme qui vise l'exclusion des Juifs de la vie publique, universitaire, économique du pays, « "cellule génétique" du nationalisme moderne »¹ favorisant les ralliements à la Garde de fer.

L'arrivée du Parti communiste au pouvoir en 1947 rompt avec cette tradition de pensée pendant presque vingt ans. Les discours nationaux et antisémites sont bannis de l'espace public, de la presse, du champ académique et de l'université pour faire place au marxisme-léninisme internationaliste triomphant et, en littérature, au réalisme-socialiste. Les politiques d'uniformisation idéologique et d'attraction des intellectuels déployées par le Parti communiste combinent les méthodes de coercition — persécutions, épurations, arrestations — touchant l'ensemble des domaines, et de stimulation — facilités, privilèges, rétributions matérielles et symboliques comme le chapitre 4 le montre à propos de l'URSS. Il reste que « l'intelligentsia roumaine n'a jamais été sérieusement séduite par l'idéologie communiste »², malgré les nombreux compagnons de route du PCR³.

Loin de réaliser « la passation du pouvoir politique entre les mains des ouvriers et des paysans, catégories sociales qui demeurent dépourvues d'initiative », le système communiste conduit finalement à l'« apparition d'un segment de privilégiés assistés politiquement qui bénéficient des avantages de leur ascension sociale, servent le régime (...) et deviennent les réels gagnants de ces transformations »⁴. Parmi ces privilégiés on peut compter les intellectuels qui réussissent à « détourner » à leur profit les mécanismes de reproduction sociale contrôlés auparavant par les classes privilégiées⁵.

¹ Leon VOLOVICI, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, *op. cit.*, p. 184, p. 191-192.

² Constantin DOBRILĂ, « L'intelligentsia roumaine dans le postcommunisme », *Ethnologie française*, n° 3, vol. 37, 2007, p. 418.

³ Lucian BOIA, *Capcanele istoriei*, *op. cit.*, p. 295-339 ; Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii*, *op. cit.*, p. 15-247.

⁴ Marius LAZĂR, « Structuri politice și cultură. Câmpul cultural de la "destalinizare" la "mitul salvării prin cultură" », art. cité, p. 170.

⁵ *Ibid.*

Se présentant elle-même comme « une sorte de “reconquista”, une action du et pour le “peuple” contre les “usurpateurs” de l’intérieur aussi bien que de l’extérieur », la soi-disant « dictature du prolétariat » récupère progressivement, à partir des années 1970 notamment, des éléments de l’idéologie nationale en vogue précédemment¹. Si le mythe collectiviste fonctionne relativement bien dans une « société communautaire, peu individualiste » comme en Roumanie à la fin des années 1940, le nouveau système politique se voit contraint d’intégrer progressivement « des éléments utiles au projet culturel roumain » pour se légitimer². Le mouvement de récupération de la tradition nationale s’accélère dans la deuxième moitié des années 1960 sous l’action conjuguée de l’érosion des versions indigènes du marxisme-léninisme et de la rupture avec Moscou³. Contraint de renforcer son assise intérieure, le régime communiste cherche à resserrer des liens avec les intellectuels attachés aux discours nationaux. La déstalinisation dans sa version roumaine devient ainsi synonyme idéologiquement de « renationalisation » à travers « l’abandon du dictat idéologique » et le laisser-faire qui renforce la compétition entre intellectuels pour l’obtention de nouvelles ressources⁴. Ce processus passe par la triple « valorisation rhétorique des vertus communautaires, des origines (l’idée de Rome et les Daces) et de la spécificité nationale »⁵.

La remise en circulation des versions autochtonistes et xénophobes de la nation spécifique de l’entre-deux-guerres, répond ainsi aux échecs économiques solutionnés par un repli sur soi autarcique auquel elles offrent une justification symbolique⁶. Ainsi, les clercs et notamment les écrivains sont contraints à se positionner par rapport à l’identité nationale, ce qui renforce sa domination à partir des années 1970, nationalisme et communisme locaux montrant une surprenante analogie de structure à la fin du régime.

¹ Vintilă MIHĂILESCU, « Nationalité et nationalisme en Roumanie », art. cité.

² *Ibid.*

³ Katherine VERDERY, *Compromis si rezistență, op. cit.*, p. 106.

⁴ Marius LAZĂR, « Structuri politice și cultură. Câmpul cultural de la “destalinizare” la “mitul salvării prin cultură” », art. cité, p. 171 et p. 176.

⁵ Vintilă MIHĂILESCU, « Nationalité et nationalisme en Roumanie », art. cité.

⁶ Katherine VERDERY, *Compromis si rezistență, op. cit.*, p.106.

La chute du régime et le bouleversement voire la dégradation des rapports entre pouvoir et intellectuels en déperdition de leurs protections matérielles et professionnelles après 1989 entraîne la remise en cause de la centralité de cette référence jusqu'alors incontournable. Sa ré-interrogation a lieu dans un moment où la symbiose entre intellectuels et État national se défait pour la première fois dans l'histoire de la Roumanie à travers l'apparition de sources de subsistance alternatives.

2. En finir avec les « artistes », place aux « experts » !

La dispute autour de l'opportunité du rattachement de la République de Moldavie à la Roumanie et la signature du traité de base avec la Hongrie en vient rapidement à interroger la légitimité des acteurs impliqués dans le débat autour du nationalisme à prendre la parole sur un tel sujet.

C'est Alexandru Paleologu qui le premier, formule des doutes concernant l'autorité du droit international à donner des solutions à ces problèmes :

« Le droit international public n'est pas encore devenu, malheureusement, une discipline scientifique ferme comme le droit civil, pénal ou commercial »¹.

En remettant en cause la légitimité professionnelle de Gabriel Andreescu qui mobilise ce domaine pour argumenter ses prises de position, Paleologu fait de l'union avec la Moldavie une question d'« honneur »² avant tout, c'est-à-dire de morale et non pas de droit. La réplique de Gabriel Andreescu est sans appel. Dénonçant le caractère « lacunaire » et « dépassé » des connaissances de ses interlocuteurs, il pointe l'absence de lectures techniques ou de spécialité qui leur interdit « la compréhension de la complexité du monde » actuel³. Cette compréhension ne peut pas être assurée par la seule maîtrise des « grands auteurs » de la culture universelle comme Platon et Aristote, Montaigne, Cervantes, Oswald Spengler, Ortega y Gasset, André Malraux ou Paul Valéry cités à maintes reprises par Paler et Paleologu à l'appui de leur

¹ Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 34.

² *Ibid.*, p. 35.

³ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 120.

raisonnements¹. Pour avoir accès aux « vrais enjeux du présent » souligne Andreescu, s'impose l'étude d'un corpus de documents, de rapports, d'actes législatifs et réglementaires, de statistiques, ainsi que d'un canon alternatif d'auteurs qui s'apparente aux sciences sociales (Benedict Anderson, Ernest Gellner, Arrow, Lévi-Strauss ou Mancur Olson, Hurst Hannum, Antonio Cassese)².

Son réquisitoire ne s'arrête pas là et outre leurs références, le militant pour les Droits de l'Homme en vient à remettre en question la « solidité logique »³ et le vocabulaire « caduc » des deux écrivains, ainsi que leur style d'écriture intéressé davantage par la beauté formelle que par l'utilité de l'information transmise⁴. Mais si tant est que leurs instruments de pensée ne conviennent pas aux sujets débattus, Gabriel Andreescu se montre encore plus critique de la posture affichée par ses interlocuteurs. « Élitiste » et « frivole », empreinte de « snobisme » et de « paresse intellectuelle », saturée de « narcissisme » et de « lâcheté »⁵, cette posture trahit la préoccupation exclusive des deux intellectuels pour « la construction de leur propres mythologies »⁶. Prêts à « exploiter le repère collectif (...) à des fins individualistes » de manière « raffinée »⁷ mais « irresponsable »⁸, Paler et Paleologu œuvrent davantage selon Andreescu à leur propre succès politique/public qu'au Bien commun⁹ et échouent à se « mettre au service de la collectivité, de l'homme ordinaire et de ses problèmes »¹⁰.

Revenant sur les attitudes passées, l'ancien dissident évoque leur retrait durant l'époque communiste, en rien comparable à « l'effervescence de la pensée critique » qui a caractérisé les

¹ *Ibid.*, p. 145-146.

² *Ibid.*, p. 124 et p. 137.

³ *Ibid.*, p. 120.

⁴ *Ibid.*, p. 147.

⁵ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », dans Gabriel ANDREESCU, *Naționalisti, antinaționalisti. O polemică în publicistica românească*, op.cit., p.113, p. 122, p.132-133, p. 136, p. 146.

⁶ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 145.

⁷ *Ibid.*, p. 148.

⁸ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 57.

⁹ Le Bien commun est une vertu plus largement mise en avant par les « faiseurs de démocratie » comme Gabriel Andreescu et dont l'une des fonctions principales est d'anoblir des instruments d'action dont le contrôle et l'usage sont réservés à une minorité d'experts, Nicolas GUILHOT, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, op. cit., p. 6.

¹⁰ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 145.

soulèvements contre le régime en « Pologne, en Tchécoslovaquie ou en Hongrie »¹. Héritiers et continuateurs d'un comportement passif, Octavian Paler et Alexandru Paleologu sont accusés de participer à une « trahison des clercs »² de plus longue date malgré une posture publique de « stars »³ de condition intellectuelle. Compte tenu de la distance entre les apparences et les connaissances, entre l'être et le paraître, entre la posture seigneuriale et l'abdication aux « règles déontologiques de la polémique », l'impunité médiatique d'Octavian Paler et d'Alexandru Paleologu reste selon Gabriel Andreescu étonnante⁴.

Cette remise en cause du système d'autopromotion des clercs ou, autrement dit, de la division entre le travail et la célébrité dans la culture roumaine, s'accompagne en filigrane d'une réflexion autour d'une nouvelle manière d'être intellectuel après 1989. Menée essentiellement par Andreescu, cette réflexion débouche sur une description précise de la figure de l'expert. Se distinguant par sa spécialisation dans un domaine professionnel ou dans un secteur d'activité, l'« expert » se caractérise, selon une définition très générale, par son intervention directe auprès des décideurs politiques auxquels il propose des directions d'action ou des solutions pratiques à des problèmes posés au nom de son savoir⁵.

Considérant que l'intellectuel du temps présent n'a rien en commun avec la figure « créatrice » et « raffinée » de l'« intellectuel-artiste » incarnée par Alexandru Paleologu, Gabriel Andreescu souligne l'importance des compétences techniques et d'une « spécialisation stricte » pour affronter avec succès les défis du monde contemporain⁶. Loin des « rêveries oblomoviennes »⁷, l'intellectuel « nouveau » a avant tout la responsabilité d'agir, de connaître et de comprendre son environnement afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de

¹ Gabriel ANDREESCU, « Epilog », dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească, op. cit.*, p. 180.

² Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p.150.

³ Notamment par rapport à Alexandru Paleologu, Gabriel ANDREESCU, « Epilog », art. cité, p. 185.

⁴ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească, op.cit.*, p. 138.

⁵ Isabelle BERREBI-HOFFMANN et Michel LALLEMENT, « À quoi servent les experts ? », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, n° 126, 2009/1, p. 5-6.

⁶ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 114, p. 119-120, p. 136, p.143.

⁷ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 54.

son prochain¹. Capable de mener un travail de longue haleine tout en restant « discret »², il s'adapte aux aléas du présent « qui commandent son effort vers la réalisation d'un but, (...) jamais défini pour toujours »³.

Au fur et à mesure de son déroulement, la polémique autour du nationalisme en vient à révéler certains de ses enjeux les plus importants, à savoir la refondation des critères sur lesquels repose l'excellence intellectuelle en Roumanie après 1989. Moins relié à la « nation » et à ses idéaux que les figures qui le précèdent, l'expert décrit par Gabriel Andreescu, se distingue par sa capacité à rester connecté aux avancées des sociétés développées et à œuvrer au bien-être de ses concitoyens.

C/ La réception de la polémique

La dispute autour du nationalisme ne se limite pas au cercle étroit des acteurs qui la déclenchent et progressivement d'autres intervenants prennent part aux échanges. Leur participation aux débats confirme l'importance des enjeux que celle-ci met en jeu. Cette dernière section leur est en conséquence consacrée.

1. Nouveaux entrants dans le débat : des acteurs ou des arbitres ?

Longue et parfois digressive, la querelle autour du nationalisme a pour toile de fond l'inquiétude des intellectuels roumains pour leur avenir professionnel après la chute du communisme et le délitement de l'État-providence⁴. C'est probablement pour cela que les nouveaux participants sont pour la plupart des universitaires, appartenant au monde des lettres

¹ Gabriel ANDREESCU, « Interes național, profil intelectual », art. cité, p. 147.

² *Ibid.*, p.102.

³ Gabriel ANDREESCU, « Octavian Paler, Alexandru Paleologu și spinoasa problemă a naționalismului », art. cité, p. 41.

⁴ Sur le « rôle des intellectuels dans les sociétés postcommunistes », voir Emil HUREZEANU, « Clasa politică trebuie formată din intelectuali ». *Interviu* », 22, n° 33 (287), 16-23 août 1995 ; Vladimir TISMĂNEANU, « Mai contează intelectualii în societățile postcomuniste ? (I) », 22, n° 49 (303), 6-12 décembre 1995, « Mai contează intelectualii în societățile postcomuniste ? (II) », 22, n° 50 (304), 13-19 décembre 1995.

ou aux sciences sociales, d'origine roumaine ou magyare, en voie de conversion ou d'ascension professionnelle après 1989. Nombre parmi eux embrassent une carrière politique ou militante dans les nouveaux partis comme le PAC ou dans les organisations civiques qui militent pour la démocratisation de la Roumanie et pour le dialogue interethnique. Parmi ceux-ci, on a sélectionné quelques interventions qui illustrent bien le spectre des prises de position auxquelles donnent naissance la polémique. Elles appartiennent aux écrivains Daniel Vighi et Laurențiu Ulici, au philosophe Andrei Cornea, au sociologue Dan Oprescu, au militant Fey László et au philologue Liviu Andreescu.

Ces interventions sont rarement polémiques et se défendent de trancher en faveur d'un point de vue ou d'un autre. Elles se concentrent notamment sur les questions posées dans la première partie de la polémique, c'est-à-dire sur les représentations de la nation et du nationalisme chez les intellectuels roumains et résolvent les oppositions entre Paleologu et Paler d'un côté et Gabriel Andreescu de l'autre côté, par une double séparation. Cette séparation distingue d'une part entre la Culture et la Politique présentées comme des univers étanches ou qui interagissent peu¹. D'une autre part, il s'agit d'une séparation entre une identité nationale atemporelle et une conjoncture momentanée de l'identité nationale qui réclame l'acceptation des conditions imposées par les organisations internationales au risque de son édulcoration. Ces distinctions sous-tendent un rapport spécifique des clercs roumains à la politique, structuré par l'organisation corporatiste et relativement autonome de leurs professions sous l'ancien régime qui les conditionne à embrasser une posture élitiste et autocentrée dont le revers est un rapport distancé à la politique et le développement de comportements adaptatifs à la norme idéologique (quel que soit le régime)².

C'est pourquoi les prises de position qui prolongent la polémique ont tendance à synthétiser le déroulement du débat et à faire dialoguer les positions exprimées à travers

¹ À l'exception notable de Daniel Vighi qui montre dans son intervention que « toute action politique, y compris les guerres, a des fondements culturels », accordant ainsi une prééminence à la culture en rapport avec la politique, Daniel VIGHI, « Europa de nicăieri », dans Gabriel ANDREESCU, *Naționalişti, antinaționalişti. O polemică în publicistica românească*, op. cit., p. 70.

² Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 18-21.

différentes stratégies. Parmi celles-ci, une des plus utilisées renvoie à la lecture de la controverse comme séquence d'une tradition locale de débat intellectuel autour des voies de développement à suivre par l'État roumain d'un point de vue sociopolitique, économique ou culturel. Une autre stratégie consiste inversement à généraliser les questions soulevées par la polémique à l'ensemble des pays appelés à répondre après la chute du communisme au défi de l'élargissement de l'Union européenne.

En se rapportant à un contexte plus large historique ou géographique, ces interventions tendent à relativiser la teneur des combats ou du moins à calmer le ton, et hésitent en général à figer les points de vue exprimés en s'efforçant de trouver à chacun une justification ou une explication plausible. Certaines militent pour une réconciliation des participants leur conseillant de ne pas se « déchirer » mutuellement¹. Les articles prennent rarement ouvertement position en faveur des opinions exprimées et lorsque c'est le cas, il s'agit de celles défendues par Gabriel Andreescu. Ils émanent alors d'acteurs qui, tout comme lui, se sont convertis ou sont en voie de reconversion professionnelle à l'expertise et au conseil politique.

Un des articles qui illustre le mieux les efforts pour synthétiser le débat vient de la part de Daniel Vighi. Né en 1956 dans une famille de fonctionnaires de province (Lipova), diplômé en Philologie (1980) et maître de conférences après 1989 à l'Université de Timișoara, Vighi est par ailleurs un écrivain apprécié, primé à plusieurs reprises par l'USR dont il est membre². Fondateur de l'organisation « La Société civile » créée par les intellectuels de l'Ouest du pays pour protester contre la prise du pouvoir par le FSN en 1990, l'écrivain compte parmi les auteurs de la célèbre « Proclamation de Timișoara » de mars 1990, qui exige l'exclusion de la vie politique des anciens membres du Parti communiste et des officiers de la Securitate³. Deuxième ville du pays après Bucarest avec une population de 334 115 habitants au recensement de 1992,

¹ Dan OPRESCU, « Despre « Multipla polemică » » dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească, op. cit.*, p. 157.

² Daniel Vighi reçoit entre autres le prix USR pour son premier livre publié en 1985 et le prix Association des Écrivains Professionnels de Roumanie (ASPRO) à deux reprises, en 1996 et en 1997, cf. le CV de Daniel Vighi mis en ligne par l'écrivain sur son site web personnel, consultable à l'adresse suivante : <http://www.teologiepentruazi.ro/2007/08/18/siteul-scriitorului-si-conferentiarului-universitar-daniel-vighi/>.

³ Voir le point 8 de la « Proclamation de Timișoara », Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 306.

dont environ 9 % d'origine magyare¹, Timișoara se situe à la frontière avec la Hongrie, ce qui place Daniel Vighi dans un environnement multiethnique où la problématique du nationalisme est particulièrement prégnante.

Intellectuel libéral, Daniel Vighi formule une position équidistante par rapport aux arguments avancés et inscrit la polémique Paler/Paleologu-Andreescu dans la lignée de la polarisation entre les « synchronistes » et les « autochtonistes » qui structure depuis l'entre-deux-guerres l'espace intellectuel roumain. Adeptes de la « synchronisation avec l'Occident » qui sous-tend le développement de la nation roumaine à travers l'importation massive d'institutions culturelles et politiques occidentales, les représentants du premier courant s'opposent aux « autochtonistes » attachés aux voies de développement locales, qui plaident pour la conservation de la « spécificité nationale »². Voyant dans l'opposition entre Paler et Paleologu d'un côté et Andreescu de l'autre côté, le prolongement de ce débat fondateur, Daniel Vighi tente de concilier leurs points de vue. À cette fin, l'écrivain avance qu'un des défis de l'UE est de faire coexister l'unité politique du vieux continent bâtie autour du respect de l'État de droit et des Droits de l'Homme avec la diversité « du patrimoine culturel et spirituel de ses sujets »³.

Laurențiu Ulici tente également de concilier les positions exprimées. Né en 1943 en province, à Buzău, il est doublement diplômé en Philologie (1966) et en Philosophie (1970) à l'Université de Bucarest et Docteur ès Lettres depuis 1973⁴. Rédacteur pour plusieurs publications culturelles importantes sous le régime communiste, il est reconnu pour ses qualités de critique littéraire et primé à deux reprises par l'USR (1978, 1983). À la chute du régime communiste, il est élu vice-président (1992-1994) ensuite président de l'USR (1995-2000)⁵. En

¹ Au recensement de 1992, la population de Timișoara compte 325 704 personnes dont 82,2 % Roumains, 9,5 % Magyars, 4 % Allemands, 4,4 % autres nationalités, cf. « Planul urbanistic general. Timișoara 2012 » élaboré par la Mairie de Timișoara, <http://www.primariatm.ro/uploads/files/PUG/SOCIAL/Studiu%20fundamentare%20Timisoara.docx>.

² Zigu ORNEA, *Tradiționalism și modernitate în deceniul al treilea*, București, Eminescu, 1980.

³ Daniel VIGHI, « Europa de nicăieri », art. cité, p. 70-71.

⁴ Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. Ț/Z*, Academia Română, București, Univers Enciclopedic, 2009, p. 68.

⁵ *Ibid.*

parallèle, il entame une carrière politique en tant que membre du PAC et de l'Alliance Civique et, par la suite, vice-président de cette dernière organisation. Au moment de la polémique de 1995 il est en campagne électorale en tant que candidat aux législatives de 1996 sur les listes du parti l'Alternative de la Roumanie.

La perspective de Laurențiu Ulici sur la polémique est proche de celle de Vighi en cela qu'il considère les deux visions sur la nation énoncées par ses préopinants comme « également légitimes »¹. Son intervention concentre ses efforts pour faire dialoguer les prises de position exprimées et avance qu'il n'y a pas de contradiction entre la double appartenance revendiquée : à l'Europe et à une nation spécifique. À ce titre, le cas de la culture roumaine le prouve pleinement². Si toutefois « nationalisme » et « européenisme » ont été parfois approchés comme deux tendances « incompatibles »³, ceci est le résultat d'un complexe sinon d'un préjugé des élites roumaines qui demande à être dépassé.

Selon Ulici, « européenisme » et « nationalisme » renvoient plutôt à des modes complémentaires d'existence des nations européennes, mais qui ne les mettent pas à l'abri des dérives, des excès et des tensions avec des effets parfois néfastes pour le bien-être de leurs citoyens. C'est pourquoi l'écrivain propose de remplacer ce tandem idéologique par un autre, à savoir « patriotisme — universalisme »⁴ considéré plus à même de dire l'attachement à des objets divers (la patrie, la nation, les Droits de l'Homme) sans générer les dégâts (discriminations, exclusivisme) produits par l'instrumentalisation du couple « nationalisme — européenisme »⁵. Tout en réaffirmant l'importance de la notion d'identité nationale et la légitimité des efforts fournis pour la définir, Laurențiu Ulici donne raison à Gabriel Andreescu quand il s'agit d'établir les priorités politiques de la Roumanie, à savoir « l'adéquation

¹ Laurențiu ULICI, « Național și european. Addenda la o polemică » dans Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească*, op. cit., p. 77.

² *Ibid.*, p. 74.

³ *Ibid.*, p. 75.

⁴ Entendu comme idéologie se rattachant aux principes de la tradition chrétienne et des droits de l'Homme, Laurențiu ULICI, « Național și european. Addenda la o polemică », art. cité, p. 77.

⁵ *Ibid.*

législative aux exigences de la Charte des Droits de l'Homme en tant que moyen de consolidation de la démocratie et de l'État de droit »¹.

La conciliation des deux positions exprimées durant la polémique permet à des intellectuels de la tendance pro-européenne durant le communisme comme Vighi et Ulici, de conserver la cohérence de leurs prises de position entre un avant et un après 1989. En même temps, étant donné leur ascension professionnelle au sein des institutions publiques comme l'USR à partir de 1990, leur discours de « défense nationale » doit être compris dans le contexte des difficultés financières avec lesquelles ces institutions se confrontent². La baisse des subventions publiques est vue comme la réponse aux exigences imposées par l'UE pour le passage à l'économie de marché et finalement, comme l'effet d'une perte de souveraineté de l'État.

Parmi les rares intervenants qui tranchent le débat en faveur de Gabriel Andreescu, on peut compter le sociologue Dan Oprescu et le philosophe Andrei Cornea. Né à Bucarest en 1953, Dan Oprescu poursuit des études de Philosophie (1976) et obtient son doctorat en 1992³. Il travaille un temps comme bibliothécaire dans une unité militaire (1976-1980) avant de devenir assistant, puis maître de conférences au département de Philosophie sociale de la Faculté Polytechnique de Bucarest en 1990, après la chute du régime⁴. Membre du GDS et rédacteur de la revue 22 depuis sa fondation en 1990 et jusqu'en septembre 1992, ensuite correspondant de l'agence ROMPRES à Harare en Zimbabwe (janvier 1993-mars 1996), Oprescu prend la voie du conseil politique, délaissant le militantisme pour intégrer en tant qu'expert le secteur non gouvernemental⁵. Il travaille comme directeur de programmes au Centre pour Études Politiques et Analyse Comparative (1993-1996) et devient collaborateur de la Fondation Soros pour une Société Ouverte (juin-décembre 1996) peu après la polémique autour du nationalisme⁶. Se

¹ *Ibid.*

² Ce point est développé dans le chapitre 4 et le chapitre 5.

³ Cf. CV de Dan Oprescu, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://romanistudies.eu/wp-content/Cimy_User_Extra_Fields/dan.oprescu@anr.gov.ro/file/Oprescu_CV.pdf.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

montrant sensible aux questions concernant les minorités ethniques, Oprescu est nommé en 1997 directeur de l'Agence Nationale pour les Roms créée par le gouvernement CDR¹.

Concernant la problématique du nationalisme, le sociologue s'affirme comme un pro-européen convaincu et pragmatique. Bien qu'il « comprenne et respecte toutes les nostalgies », l'intégration européenne représente à son avis, l'« objectif stratégique de la Roumanie »². Dans ces conditions, « l'eurosepticisme reste un luxe que l'on ne peut se permettre que tout au plus sous la forme littéraire-charmante de Monsieur Paleologu »³. Se profilant ainsi comme l'unique voie capable de « tirer le pays de l'état de sous-développement » dans lequel il se débat, l'UE reste la meilleure option combien même la Roumanie y occuperait « temporairement une position de satellite, de relative subordination »⁴. En conséquence, Oprescu trouve salutaires les « accents européens de Gabriel Andreescu »⁵ et conclut que le respect des Droits de l'Homme et des minorités nationales est une priorité non-négociable sur l'agenda politique des gouvernants roumains.

Un point de vue similaire mais encore plus critique à l'égard d'Octavian Paler est formulé par Andrei Cornea. Descendant d'une famille d'intellectuels communistes d'origine juive, Cornea est doublement diplômé en Histoire et Théorie de l'Art (1975) et en Philologie Classique (1980), domaine dans lequel il obtient un Doctorat à l'Université Bucarest (1994)⁶. Muséographe (1975-1987), puis chercheur à l'Institut d'Histoire de l'Art et à l'Institut d'Études Orientales « Al. Sergiu-George », Andrei Cornea est ensuite professeur associé à l'Académie de Belles Arts (1990-1993) et plus tard, à la Faculté de Philosophie de l'Université Bucarest (1996-1998)⁷. Auteur reconnu de livres et d'essais de philosophie, traducteur du grec ancien (Platon, Plotin), Andrei Cornea est en même temps membre fondateur du GDS et collaborateur

¹ *Ibid.*

² Dan OPRESCU, « Despre « Multipla polemică » », art. cité, p. 154-155.

³ *Ibid.*, p. 154.

⁴ *Ibid.*, p. 155.

⁵ *Ibid.*, p. 156.

⁶ Cf. CV d'Andrei Cornea, consultable à l'adresse web suivante : <http://traditio.uaic.ro/wp-content/uploads/andrei-cornea.pdf>.

⁷ *Ibid.*

permanent à la revue 22. En 1995, au moment de la polémique autour du nationalisme il y occupe la fonction de rédacteur en chef adjoint¹.

Dans son intervention, Cornea propose une perspective utilitariste des valeurs nationales dont les fonctions sociales sont comparées à celles remplies par les valeurs monétaires. Il conclut que plus rare se fait l'attachement subjectif et désintéressé à la nation, plus celle-ci tend à faire l'objet d'un surinvestissement à des fins de propagande et d'intégration sociale². Dressant un tableau désenchanté des usages du nationalisme, Andrei Cornea montre que leur inflation fonctionne davantage au bénéfice des individus particuliers qu'au profit des grandes collectivités nationales.

La position des intellectuels présents dans le débat par la voix de Fey László mérite également qu'on s'y attarde. Né en 1925 à Târgu-Mureș, en Transylvanie, diplômé en chimie à l'Université Bolyai durant la période où l'enseignement s'y fait en langue magyare³, Fey est depuis 1949 un connu pédagogue et écrivain⁴. Ses contributions dans le domaine de l'éducation et de la pédagogie sont accueillies par d'importants journaux de langue roumaine ou magyare (*Săptămâna*, *Korunk*, *Tanügyi Újság*, *Ifjúmunkás*, *Dialog Interetnic*). Militant au sein de l'Association pour le dialogue interethnique, Fey est l'auteur de plusieurs articles où il revient sur l'histoire mouvementée des relations entre Magyars et Roumains dans une perspective critique et équidistante. Ainsi, il traite des sujets sensibles comme « les origines du chauvinisme anti-roumain »⁵ chez les Magyars de Transylvanie ou la « roumanisation » de l'Université Bolyai sous le régime communiste⁶.

Dans une Lettre ouverte adressée à Octavian Paler⁷, Fey revient sur le Traité de Trianon de 1920, remettant en cause la légitimité de la frontière tracée alors entre la Hongrie et la Roumanie. Selon l'intellectuel magyar, si certes la population roumaine est majoritaire en

¹ *Ibid.*

² Andrei CORNEA, « Naționalism și inflație (I) », 22, 20-27 décembre 1995.

³ Entre 1945 et 1959, l'Université Bolyai de Cluj fonctionne comme une université publique en langue magyare.

⁴ Selon le site web : <http://lexikon.kriterion.ro/szavak/1015/>.

⁵ László FEY, « Rădăcinile șovinismului maghiar antiromânesc », 22, n° 12, 22-29 avril 1995.

⁶ Gabriel ANDREESCU, *Ruleta. Români și maghiari (1990-2000)*, op. cit., p. 100.

⁷ László FEY, « Scrisoare deschisă d-lui Octavian Paler », 22, n° 4, 1996.

Transylvanie à la fin de la Grande Guerre, la nouvelle frontière laisse en dehors de la Hongrie plus d'un million de Magyars¹. En revanche, seuls quelques dizaines de milliers de Roumains sont obligés désormais de vivre dans un autre pays que le leur². En conséquence, estime Fey, cette frontière est loin d'avoir été une solution «équitable» pour l'ensemble des acteurs impliqués dans la reconstitution de la carte de l'Europe de l'Est après la Première Guerre mondiale³. Néanmoins, ajoute-t-il, cela ne signifie pas contester cette frontière *à présent*, et il condamne les révisionnistes roumains et hongrois qui exploitent à des fins politiciennes ou personnelles ce « passé traumatisant »⁴.

Reconnu comme un militant «objectif» pour le dialogue interethnique⁵, Fey est l'héritier d'une tradition intellectuelle qui met l'accent sur l'importance de la culture comme voie de survie spirituelle et de conservation de la communauté magyare de Transylvanie⁶. Il se prononce en conséquence en faveur de l'octroi de droits collectifs aux Magyars de Roumanie parmi lesquels l'utilisation extensive de la langue maternelle dans l'enseignement et l'administration⁷. La satisfaction des revendications des populations minoritaires représenterait selon Fey une compensation pour les nationalisations de la période communiste qui ont dépossédé la communauté magyare d'une part importante de son patrimoine, ce qui pourrait contribuer à l'apaisement des tensions interethniques en Transylvanie. Ce serait enfin, une façon efficace de « tourner les regards vers l'avenir », comme le recommande Gabriel Andreescu⁸.

On voit donc comment, qu'elles soient produites par des intellectuels en voie d'ascension ou de reconversion professionnelle après 1989, des représentants des minorités nationales ou des intellectuels dont la carrière se déroule à l'extérieur de la Roumanie, les réactions à la polémique sont caractérisées par une certaine prudence. Elle témoigne de l'incertitude qui

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Gabriel ANDREESCU, *Ruleta. Români și maghiari (1990-2000)*, *op. cit.*, p. 98-100.

⁶ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les représentations de la nation chez les intellectuels hongrois, magyars de Roumanie et roumains après 1989 (Esquisse d'une parallèle) », art. cité, p. 24.

⁷ László FEY, « Scrisoare deschisă d-lui Octavian Paler », art. cité.

⁸ *Ibid.*

caractérise le climat intellectuel après 1989, renforcée de surcroît en 1995 par le rapprochement des élections générales de 1996. Si les données objectives de l'intégration euro-atlantique font exploser les bornes des visions organicistes et culturalistes sur la nation, ces visions ne sont pas pour autant abandonnées en faveur de ses versions plus citoyennes et politiques. Cette ambiguïté assumée par les participants aux débats qui ne décèlent pas encore clairement l'avenir et ne savent pas comment se positionner, leur permet de conserver des représentations sur la nation qui ont déjà démontré leur succès social par le passé sans manquer de se montrer réceptifs aux idées annonciatrices d'une nouvelle ère politique.

2. Les enjeux de la polémique et ses effets pratiques

La dispute autour du nationalisme sous-tend des enjeux essentiellement professionnels qui renvoient soit à la conservation de la position immédiate des acteurs dans une organisation politique ou dans un secteur d'activité, soit à celle qu'ils cherchent à occuper à l'avenir. Insérées dans un contexte politique ou professionnel plus large, les prises de position autour du nationalisme gagnent à être mises en lien avec les discours officiels sur la nation des organisations et partis d'appartenance ou avec les efforts de réécriture autobiographique entrepris par les acteurs pour réinterpréter leur passé en conformité avec les normes politiques d'un présent qui se veut « démocratique ». Plus généralement, les opinions analysées touchent à des enjeux plus profonds comme le fonctionnement du marché des idées en pleine libéralisation après la chute du communisme en Roumanie.

Membre du PAC sur les listes duquel il est élu sénateur en 1992, au moment de la dispute autour du nationalisme de 1995, Alexandru Paleologu cherche alors à intégrer le PNL qui fait partie de la CDR. Le 14 mars 1995, le PAC avait quitté la coalition, diminuant ainsi ses propres chances de rentrer au Parlement aux élections suivantes, programmées pour l'automne 1996¹. Crédité d'un bon score aux législatives à venir, la CDR apparaît comme plus attrayante aux candidats qui souhaitent prolonger leur mandat tels Paleologu qu'un parti comme le PAC qui

¹ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 78.

vient de quitter la coalition¹. C'est pourquoi on peut avancer que ses prises de position durant la polémique ne sont pas que le miroir de ses références livresques ou d'une nostalgie pour l'époque de sa jeunesse. Quand bien même l'écrivain exprime un éthos propre à cette période de son existence, son plaidoyer en faveur de la reconstitution de la « Grande Roumanie » dont le PNL fut l'un des principaux artisans dans les années 1920 valorise cette formation en rappelant son importance pour l'histoire nationale². Entretenant vivant un passé glorieux dont l'organisation se réclame après 1989, en l'absence d'un programme politique et économique qui la distingue de ses adversaires politiques, Paleologu contribue à son prestige public ainsi qu'à la légitimation de ses valeurs. En outre, ses réticences à l'égard des revendications de la minorité magyare³ sont compatibles avec la rupture entre la CDR et l'UDMR consommée le 14 mars 1995, lorsque la Convention oppose une fin de non-recevoir aux projets d'autonomie territoriale de l'Union des Magyars⁴.

Membre de la CDR à travers son appartenance à l'Alliance Civique, Gabriel Andreescu ne partage pas le même point de vue. Il considère comme une erreur la sortie de l'UDMR de la CDR car la proximité avec cette formation aurait signifié une preuve d'attachement aux « valeurs démocratiques » capable de faire la différence avec les autres forces politiques « xénophobes »⁵. Plus encore, le Centre d'Études Internationales qu'Andreescu patronne, collabore de près avec l'UDMR, rédigeant sa position officielle concernant sa sortie de la CDR⁶.

Les interventions de l'ex-dissident à ce sujet correspondent à un moment de transition dans sa carrière. Depuis 1993, il est en phase d'éloignement par rapport à l'Alliance Civique⁷ et au GDS et de rapprochement avec les ONG qui luttent pour le respect des droits de l'Homme et en faveur de l'intégration euro-atlantique comme l'APADOR-CH. C'est au regard de ce nouvel investissement qu'Octavian Paler lui reproche au cours du débat sa position de « rentier de l'idée

¹ Le PAC quitte la CDR le 14 mars 1995.

² Alexandru PALEOLOGU, « Pacta sunt servanda... », art. cité, p. 34-35.

³ *Ibid.*, p. 33.

⁴ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 78.

⁵ Gabriel ANDREESCU, *Ruleta. Români și maghiari (1990-2000), op. cit.*, p. 154-158.

⁶ *Ibid.*, p. 156-157.

⁷ Comitetul de coordonare al Alianței Civice, « Comunicat », 22, n° 37, 13-19 septembre 1995.

européenne »¹. Cette critique *ad hominem* ne fait qu'accélérer le départ d'Andreescu de la revue 22 en mai 1995² dont il occupe le poste de rédacteur en chef adjoint³ et en août de la même année, de l'Alliance Civique⁴. Se disant déçu par la passivité de ses collègues devant les insultes proférées par son préopinant, Gabriel Andreescu se sert de la polémique pour rationaliser la rupture avec ce premier milieu de socialisation militante après 1989, dont il condamne la « virée nationaliste »⁵.

À la même époque, la trajectoire professionnelle d'Octavian Paler est en train de basculer également, puisqu'il délaisse à son tour le milieu associatif dans lequel il s'était impliqué après 1989 pour devenir un habitué des talk-shows télévisés. Si son expérience de longue date au sein de l'institution télévisuelle le recommande pour devenir un invité régulier, il bénéficie davantage encore de l'apparition des premières chaînes privées à partir de 1994⁶.

Un deuxième type d'enjeu, qui n'est pas indépendant du premier, a trait à la manière dont certains usages du nationalisme servent la réécriture de l'histoire personnelle des acteurs impliqués dans les débats. Le cas d'Octavian Paler est exemplaire à cet égard si l'on pense à l'importance donnée dans ses écrits autobiographiques au tournant « nationaliste » du régime communiste en mai 1968⁷. Justifiant ses allégeances politiques par l'invocation de son « amour pour la patrie », Paler renvoie à une « supra-réalité » dont la fonction essentielle est selon le sociologue Marius Lazăr la dénégation « des limites sociales, des carences, des conflits

¹ Octavian PALER, « Între naționalismul de grotă și “europenii” de nicăieri » (adică între C. V. Tudor și Gabriel Andreescu) (V) », art. cité.

² Son départ de la revue 22 est motivé d'abord par la politique éditoriale de la publication considérée par Gabriel Andreescu comme favorable au rejet des conditions imposées par l'UE à la Roumanie en vue de l'intégration et, d'un autre côté, à la condamnation de la Hongrie pour les conflits qui éclatent entre les Roumains et certains représentants de la minorité magyare de Transylvanie. Cette politique éditoriale est interprétée comme une caution vis-à-vis d'une position « nationaliste » comme celle qu'il combat durant la polémique étudiée. Une autre raison de son départ c'est l'absence de temps en raison de son investissement dans l'activité d'APADOR-CH, Gabriel ANDREESCU, « Către Conducerea revistei 22 », 22, n° 35, 30 août – 5 septembre 1995. Voir aussi Gabriel ADAMEȘTEANU, « Un răspuns pentru Gabriel Andreescu », 22, n° 37, 13-19 septembre 1995.

³ Cf. Gabriel ADAMEȘTEANU, « Un răspuns pentru Gabriel Andreescu », art. cité.

⁴ Gabriel ANDREESCU, « Către Comitetul de coordonare al Alianței Civice. Scrisoare de demisie », 22, n° 37, 13-19 septembre 1995.

⁵ *Ibid.*

⁶ On pense notamment à la chaîne Antena 1 inaugurée le 29 novembre 1993 dans les émissions de laquelle Octavian Paler est invité fréquemment, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 69.

⁷ Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler, op. cit.*, p. 189.

quotidiens » propres au système communiste¹. Car l'idée de « nation » permet l'occultation des abus des années 1950 au profit d'une narration où l'accent est mis sur le Bien Commun d'une communauté nationale qui justifie la collaboration avec le PCR avant 1989. Avec la réhabilitation de l'entre-deux-guerres, les relectures de la période communiste à travers le filtre patriotique donnent continuité et cohérence à travers aux prises de position de ses promoteurs, justifiant leur adhésion au Parti unique (Octavian Paler) ou la collaboration avec la police politique (Alexandru Paleologu).

La promotion de l'ethos national des années 1920-1930 par les deux intellectuels représente enfin une restauration morale des valeurs de l'entre-deux-guerres — l'autre face d'une restauration sociale dont ils cherchent à tirer profit après la chute du communisme. Car au fond, le plaidoyer pour la recherche d'une identité nationale vierge croise dans le cas de Paleologu la revalorisation de ses origines bourgeoises et le rappel d'une position sociale privilégiée dans les années 1930. Contrairement à ce principe de légitimation aristocratique, dans le cas de Paler c'est le principe méritocratique qui se réactive pour rappeler sa capacité à parcourir la distance sociale qui le sépare à la naissance de l'excellence intellectuelle qu'il personnifie à présent.

Un des enjeux de la controverse autour du nationalisme est ainsi la reconstruction autobiographique des trajectoires individuelles dont les complicités avec l'ancien régime sont effacées à travers la mise en avant d'un ordre social fantasmé. Si l'entre-deux-guerres est ici souvent cité ce n'est pas seulement au regard de ses propres vertus mais parce qu'étant plus éloigné dans le temps et inconnu du public large, il suscite l'enthousiasme et apparaît comme une alternative viable à l'époque communiste et aux aléas de la conjoncture présente. Sa promotion par les acteurs en discussion n'a de sens toutefois que corroborée à un troisième type d'enjeux.

La polémique autour du nationalisme renvoie enfin au fonctionnement du champ intellectuel et à la structuration du marché des idées en Roumanie après la chute du régime

¹ Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, op. cit., p. 276.

communiste. Sous cet angle, le réquisitoire de Gabriel Andreescu contre Alexandru Paleologu et Octavian Paler et la reconnaissance publique « démeritée » dont ils jouissent, se rattache à une réalité sociologique de plus longue date. Décrite par Sorin Adam Matei dans son livre intitulé de manière suggestive *Les boyards de l'esprit*, cette réalité a trait depuis le XIX^e siècle déjà, à l'organisation du champ intellectuel roumain autour de la domination de quelques « groupes de prestige » fermés et élitistes¹. Se définissant par la « focalisation sur leur propre promotion » et sur une accumulation de capital symbolique par des moyens non-démocratiques, les groupes de prestige :

« ...perpétuent le règne du monde traditionnel, aristocrate et instaurent un état social que j'appelle "para-moderne", avec un pied dans le passé, un autre dans le présent. Ce monde se partage entre les "boyards de l'esprit" — les intellectuels publics — et le reste de la population intellectuelle ou non. Au centre figure l'idée de "prédestination" et d'"élection" consacrée par les privilèges acquis par l'"appel" ou la "naissance" (symbolique) dans la caste intellectuelle »².

Selon Matei, c'est grâce à l'existence d'une classe intellectuelle plutôt embryonnaire dont les interactions sont réglées par des échanges entre les groupes de prestige et d'autres secteurs institutionnels et sociaux, internes ou internationaux que ce fonctionnement survit toujours en Roumanie. À l'aune de la comparaison avec un pays comme les États-Unis, cette structuration spécifique du flux des ressources se situe très loin d'un jeu démocratique du marché des idées³. Bien intégrés dans ce fonctionnement avant même la chute du régime communiste, Paleologu et Paler, qui font partie du GDS ou sont proches du Groupe de Păltiniș⁴, ont tout intérêt à la conservation du *statu quo*. En tant que militant au sein d'ONG et défenseur des normes politiques et législatives européennes, Andreescu est quant à lui, plus directement connecté aux valeurs d'un public d'évaluateurs externes dont dépendent la survie et le financement des associations dans lesquelles il travaille.

¹ Sorin Adam MATEI, *Boierii minții. Intelectualii români între grupurile de prestigiu și piața liberă a ideilor*, București, Compania, 2004.

² *Ibid.*, p. 7-8.

³ *Ibid.*, p. 48.

⁴ Le Groupe de Păltiniș est présenté dans le chapitre 5.

Aussi, les contradictions qui se font jour lors de la polémique autour du nationalisme soulèvent des enjeux complexes allant des intérêts immédiats pour la conservation ou l'occupation d'une position professionnelle jusqu'aux modes de fonctionnement du champ intellectuel.

CONCLUSION DU CHAPITRE 3

La polémique autour du nationalisme clôt la première partie de cette thèse autour des trajectoires de conversion professionnelle des intellectuels roumains après 1989 et des rapports qu'elles entretiennent à l'interprétation du passé « récent » de la Roumanie. Son importance consiste dans le fait que c'est au cours de cette dispute que viennent à être formulés les principes d'une nouvelle fonction sociale assumée par les intellectuels roumains durant la période postcommuniste, à savoir l'expertise dans le domaine des politiques publiques. Elle désigne une forme d'intervention à travers laquelle les intellectuels mettent au service du pouvoir politique un savoir technique censé servir la transformation du régime et de la société. Si son exercice précède l'éclatement de la dispute autour du nationalisme, les contours qui lui sont donnés durant la controverse relèvent à la fois de la circulation internationale des idées autour des formes d'engagement des clercs dans la cité et des conditions objectives qui caractérisent la structuration de l'espace militant en Roumanie avec l'émergence du secteur des ONG.

Prenant lieu dans un pays où les intellectuels sont depuis le XIX^e siècle les principaux agents de la modernisation de l'État national, il n'est pas étonnant que ce soit en interrogeant leurs rapports à cette forme historique que les acteurs de ce débat formulent la question de leur rôle social après 1989. L'originalité de la réponse à cette interrogation consiste dans le fait que ce rôle se place pour la première fois en dehors du périmètre de l'État-nation. L'ouverture des frontières cumulées à l'installation dans le pays d'organisations et des cabinets de conseil à capital international, placent les intellectuels roumains devant un public de personnes susceptibles de suivre leurs analyses qui excèdent les sujets de la nation. Une des plus anciennes traditions de pensée des clercs roumains, à savoir la réflexion sur la nation et le nationalisme, en vient ainsi à être ébranlée et concurrencée par de nouvelles idéologies émanant d'organismes transnationaux comme la défense des Droits de l'Homme, la démocratie, le libéralisme ou la bonne gouvernance¹.

¹ Nicolas GUILHOT, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, op. cit., p. 9-10.

Relevant des institutions européennes ou occidentales et des efforts autour de leur ancrage local, ces idéologies portées par l'expertise explosent le socle des valeurs communes des intellectuels roumains ainsi que des idées qu'ils se font de l'utilité de leur activité. En même temps, telle que définie par les participants au débat, l'expertise recycle quelques idées que l'on retrouve à la base d'un timide consensus entre les différents interlocuteurs : le caractère criminel du communiste versus l'Âge d'or que fut l'entre-deux-guerres, la mise en équivalence du Goulag et de l'Holocauste ou l'importance du respect des victimes de l'ancien régime. Ce consensus confirme l'importance de l'interprétation du passé « récent » dans les reconversions intellectuelles qui marquent l'installation d'un nouveau régime.

CONCLUSION DE LA PARTIE I

Jusqu'à la fin des années 1990, il apparaît clairement que le changement de régime en Roumanie ne peut pas se faire sans l'accord et la cooptation des intellectuels au sein du champ du pouvoir. Mais cette cooptation ne va pas de soi : elle passe par une forte mobilisation de ces acteurs qui s'impliquent de différentes manières dans la renégociation des rapports de force avec le champ politique. Sous cet angle, l'appel au passé apparaît comme la forme la plus courante pour régler des conflits présents et bâtir un nouveau consensus autour de l'avènement d'un régime « démocratique ».

Comme la partie I le montre, les enjeux de ces négociations concernent autant la « sauvegarde » individuelle des intellectuels sous la forme de positions, de postes ou de responsabilités au sein ou dans la proximité du pouvoir politique que leur « sauvegarde » collective à travers la lutte pour la conservation de leur statut social en tant que groupe et avec celle d'un capital symbolique spécifique (« apolitique »), garant d'une place d'élection permanente. Parfois en accord, ces deux voies de sortie du communisme débouchent sur des stratégies de mobilité ou de reproduction sociale qui se trouvent souvent en conflit et nourrissent, comme ces premiers trois chapitres l'indiquent, non seulement des oppositions par rapport à l'espace politique, mais surtout au sein même du champ intellectuel. D'un discours mobilisé au départ contre les détenteurs du pouvoir, l'anticommunisme devient par la suite une ressource symbolique dans les luttes intestines, ce qui ne fait que renforcer la centralité de l'interprétation du passé parmi les activités de production idéologique dont les clercs revendiquent avec succès le monopole dans les conditions du vide laissé par la disparition non-élucidée du PCR en 1989. Déployées à travers un travail de mise en forme et de définition de ce qui devrait et surtout de ce qui ne devrait pas être le nouveau régime, ces activités passent par l'invention d'un ordre « démocratique » dont les intellectuels deviennent les garants sinon les arbitres au nom du contrôle du discours sur le passé.

La chute de Nicolae Ceaușescu en 1989 fonctionne, on le voit, comme une incitation à l'action pour les intellectuels roumains qui inspirés par l'exemple de leurs confrères Tchécoslovaques ou Polonais quittent la « tour d'ivoire » pour s'engager de façon plus directe dans la vie publique et politique. Parmi celles-ci — le militantisme au sein de différentes organisations « civiques » ou politiques (chapitre 1), l'entrepreneuriat de mémoire (chapitre 2), la participation aux controverses publiques et l'expertise au sein des ONG en tant que « artisans de la démocratie » c 3) apparaissent comme idéal-typiques.

En plus de leur capacité d'adaptation, la pluralité de ces modalités de reconversion témoigne de l'intense incertitude qui, comme rappelé, enveloppe l'avenir de la Roumanie. Les enjeux sont d'ampleur puisque la désintégration de l'URSS en 1991 et « le retour à l'Europe » obscurcit le rôle géopolitique de la Roumanie dans la région et rend confuse sa façon de se positionner entre les anciennes fidélités et les nouvelles opportunités. En même temps, au niveau local, le bouleversement des règles du jeu politique et l'ouverture de l'espace à de nouveaux arrivants nourrit tous les espoirs et ambitions de ceux qui s'estiment d'éventuels candidats. Parmi ceux-ci, les intellectuels.

Une première conclusion de la partie I c'est que si les stratégies de « sauvetage » individuelles réussissent davantage dans la première moitié des années 1990, les stratégies collectives (l'Alliance Civique, le Mémorial Sighet) s'imposent dans la seconde moitié de la décennie. Cette différence s'explique par le fait que la conversion d'un capital symbolique spécifique (prestige) en capital politique ou expert bénéficie de l'absence de professionnalisation des secteurs émergents (l'espace associatif, le secteur ONG, l'entrepreneuriat de mémoire) ou de ceux en voie de renouvellement (l'espace politique).

Une deuxième observation générale à laquelle la partie I invite c'est que lorsque les formes d'intervention collectives réussissent elles sont souvent hybrides, indissociablement intellectuelles et politiques et jamais des entreprises qui revendiquent une forme d'autonomie ou de distance par rapport au champ du pouvoir. Aussi, le changement du régime s'accompagne autant de la dissolution ou de la déliquescence des anciennes solidarités professionnelles (USR) que de la dévalorisation progressive d'une forme de capital spécifique — celui offert par

l'exercice des activités artistiques, littéraires ou scientifiques dont le contrôle n'incarne plus un enjeu à part entière pour le nouveau régime. Les modalités d'intervention collectives qui réussissent après 1989 se distinguent ainsi non pas par leur opposition au pouvoir, mais par leur localisation directe dans son rayon d'irradiation.

Une troisième conclusion qui s'impose à la fin de cette première partie c'est que la réflexion autour du régime communiste présentée souvent comme un objectif en soi traversé par la recherche de la « vérité sur le passé » n'est la plupart du temps qu'un outil dont les intellectuels font usage pour se repositionner dans un jeu de requalification des ressources sociales après 1989. Ce jeu se complexifie encore davantage notamment dans la deuxième moitié des années 1990 à travers le surgissement à côté du passé communiste de celui « fasciste » de la Roumanie dont les relectures sont étudiées dans une deuxième partie de cette thèse.

À la différence des travaux qui font de la criminalisation de ces passés une condition *sine qua non* de la démocratisation du pays, la démonstration montre qu'il n'y a pas de relation mécanique entre ces deux phénomènes. L'invention d'un ordre démocratique repose dès lors sur un spectre large de rapports à ces expériences politiques. L'une des spécificités de la Roumanie, c'est que les controverses autour de ce nouvel ordre s'accompagnent d'une interrogation sur la place des intellectuels en son sein et d'une redéfinition des critères sur lesquels se fonde leur excellence sociale. Portés par une minorité d'acteurs, ces interrogations ont pour fin le rétablissement de la croyance dans l'utilité de l'activité intellectuelle après la chute du régime communiste. La suite de cette thèse tente d'apporter des réponses quant à l'issue de ces tentatives.

PARTIE II

LA PROFESSIONNALISATION DU
DÉBAT AUTOUR DU PASSÉ
« RÉCENT » EN ROUMANIE (1992-
2004)

L'entrée de l'Holocauste sur la scène publique nationale, son importation par les intellectuels et plus tard, à partir de 1997-1998, sa prise en compte par l'État, est essentiellement le fruit de l'internationalisation de la vie culturelle et politique roumaine après la chute du communisme. À ce titre elle se rattache à des mouvements plus vastes qui tiennent à la volonté d'intégration de la Roumanie dans l'UE et dans l'OTAN, à l'ouverture des frontières et à la circulation croissante des élites, des idées et des capitaux qui pénètrent dans le circuit national et reconfigurent le marché culturel local.

Ces deux processus — politique et culturel — croisés produisent des effets contrastés chez les intellectuels publics, d'appropriation et de rejet du modèle occidental de gestion du passé « fasciste » à travers l'exercice d'un « devoir de mémoire » envers les victimes de l'Holocauste¹. Imitée et simulée dans une première phase par ceux qui y trouvent une source d'inspiration et un modèle fonctionnel de criminalisation du passé, la « mémoire cosmopolite » de l'Holocauste² est rejetée dans un second temps par les acteurs qui y lisent les signes avant-coureurs d'un nouvel impérialisme culturel ouest-européen³. Sous cet angle, la Roumanie ne fait pas exception parmi les pays d'Europe Centrale et Orientale confrontés à ce passé criminel, en quête de rejoindre les structures euro-atlantiques⁴. Ici, comme ailleurs, le rejet paradoxal d'un modèle occidental qu'on aspire en même temps à reproduire, passe par le brandissement du Goulag présenté comme l'équivalent local de la Shoah et, en occurrence, comme un événement porteur des mêmes leçons de l'histoire⁵.

Les débats autour de l'Holocauste et leurs effets pratiques sur le champ d'interprétation du passé « récent » en Roumanie durant les années 1990 constituent l'objet de cette deuxième partie. Pour mieux comprendre comment ce passé est approché et interprété après 1989 ainsi

¹ Sarah GENSBURGER et Marie-Claire LAVABRE, « Entre “devoir de mémoire” et “abus de mémoire” : la sociologie de la mémoire comme tierce position », art. cité, p. 78.

² Daniel LEVY, Nathan SZNAIDER, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », *European Journal of Social Theory*, n° 5 (1), 2002, p. 88.

³ Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 2007, p. 107.

⁴ *Ibid.*

⁵ Maté ZOMBORY, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », art. cité, p. 1030.

que les continuités avec la période précédente, il est nécessaire de revenir sur la manière dont la justice et l'historiographie communistes se réfèrent à la Shoah.

L'Holocauste sous le régime communiste, justice de guerre et histoire

Les controverses autour du passé « récent » qui éclatent après 1989, ne se limitent pas à la seule bataille concernant le régime communiste même si c'est elle qui mobilise en premier les intellectuels en voie de reconversion professionnelle. Dès 1990, le passé « fasciste » apparaît à son tour dans l'espace public, tantôt par l'intermédiaire des acteurs politiques appartenant aux partis « historiques », tantôt par l'intermédiaire des « victimes » ou des résistants du régime communiste parmi lesquels on compte plusieurs membres du Mouvement légionnaire¹. Enfin, l'entre-deux-guerres est ravivé par l'intermédiaire des clercs qui se lancent dans la redécouverte des figures majeures des années 1930 comme Mircea Eliade, E. M. Cioran et Eugène Ionesco et dans la production d'un récit qui en fait une époque de démocratie idéalisée.

Le thème connexe de l'antisémitisme, qu'il s'agisse de l'antisémitisme de certaines couches de la population et groupes sociaux ou de l'antisémitisme politique ou étatique, de ses conséquences pour les Juifs de Roumanie², n'est traité que marginalement au début des années 1990.

Cependant, ces crimes ne sont alors pas inconnus par les intellectuels des organisations civiques et malgré leur large occultation par le régime communiste³, ils avaient fait l'objet de plusieurs procès à partir de 1945. À la fin des hostilités, avec l'aide de la Commission des Alliés dominée par l'URSS, l'État roumain crée deux Tribunaux spéciaux à Bucarest et à Cluj pour

¹ C'est le cas de certains acteurs centraux dans le paysage public après 1989 comme par exemple Ion Gavrilă Ogoranu (1923-2006), membre du Mouvement légionnaire et, après 1948 d'un groupe d'opposants armés au régime communiste. Sans avoir été capturé, il est condamné à mort en son absence en 1951 et gracié en 1976, devenant à la chute du régime Ceaușescu l'un des « héros » de la résistance au communisme, (William TOTOK, Elena-Irina MACOVEI, *Între mit și bagatelizare, op. cit.*).

² CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 178.

³ Pour une analyse de cette occultation dans l'historiographie communiste voir, Adrian CIOFLÂNCĂ, « The "Grammar of Exculpation" in Communist Historiography Distorsion of the History of the Holocaust under Ceaușescu », dans Alexandru ZUB, Adrian CIOFLÂNCĂ (éds), *Political Culture and Cultural Politics in Modern Romania*, Iași, Universitatea « Alexandru Ioan Cuza », 2005, p. 245-262.

juger les « criminels de guerre »¹. Mettant en scène « le pouvoir du peuple »², ils condamnent jusqu'en 1955 plusieurs milliers d'inculpés pour leur participation au « désastre du pays », pour « crimes de guerre », pour « crimes contre la paix », et pour « crimes contre l'humanité »³. Selon une des rares statistiques disponibles, jusqu'en 1949, 1714 personnes sont condamnées et 220 attendent leur verdict⁴.

Ces procès se déroulent en deux vagues — une première qui s'étend de 1945 à 1955 et une deuxième qui commence en 1955. La législation incrimine la participation à la guerre contre l'URSS et les Alliés, les traitements inhumains appliqués aux prisonniers de guerre et aux civils dans les zones de conflit sur une base politique ou raciale, et la propagande fasciste-légionnaire⁵, signe que le régime cible à côté des militaires, les journalistes et les intellectuels⁶. Nombre de procès sont rouverts à partir de 1955 en pleine période de restalinisation ; la base légale est alors interprétée plus librement et les « criminels de guerre » dissimulent les adversaires politiques du régime communiste⁷ transformés en « ennemis de la classe ouvrière »⁸.

Les chefs d'accusation concernant l'Holocauste ne comptabilisent au total qu'un quart des charges prononcées⁹ et les grands massacres ne sont pas assumés par les accusés¹⁰. On rappelle toutefois la confiscation des biens aux familles juives, les massacres d'Odessa, les camps de concentration au Nord de la Roumanie¹¹. Un grand procès (223 personnes arrêtées, 57 jugées) a lieu en 1947 contre les responsables impliqués dans le pogrom d'Iași de juin 1941 qui

¹ Radu STANCU, *Pedeapsa cu moartea în România comunistă*, Târgoviște, Cetatea de Scaun, 2017, p. 66.

² Ces tribunaux représentent une nouvelle forme de justice puisqu'ils incluent des accusateurs publics désignés parmi les fidèles du nouveau régime politique, Radu STANCU, *Pedeapsa cu moartea în România comunistă*, *op. cit.*, p. 69.

³ CISHR, *Raport final*, *op. cit.*, p. 323.

⁴ Andrei MURARU, « Legislation and War Criminals' Trials in Romania », *Yearbook « Ștefan Odobleja Program »*, Bucarest, New Europe College, 2008-2009, p. 137.

⁵ CISHR, *Raport final*, *op. cit.*, p. 323.

⁶ Radu STANCU, *Pedeapsa cu moartea în România comunistă*, *op. cit.*, p. 74.

⁷ *Ibid.*, p. 68.

⁸ Andrei MURARU, « Legislation and War Criminals' Trials in Romania », art. cité, p. 145.

⁹ *Ibid.*, p. 140.

¹⁰ *Ibid.*, p. 142.

¹¹ *Ibid.*, p. 140-141.

s'était soldé selon les documents de l'époque par 10 000 morts¹. Mais malgré un réquisitoire élaboré, relativement bien documenté, les juges travaillent avec une grille de lecture qui assimile à l'époque « les victimes civiles, politiques et celles ethniques »².

Tel qu'il s'est déroulé dans l'immédiat après-guerre, l'acte de justice n'a donc pas favorisé en Roumanie la reconnaissance de la spécificité de l'Holocauste. En conséquence, lorsqu'après 1989 la condamnation des responsables de la Shoah représente partout en Europe une preuve d'adhésion aux valeurs de la « civilisation occidentale », la Roumanie ne peut se prévaloir d'une gestion judiciaire satisfaisante de la question. Ainsi, quoique les procès soient considérés rétrospectivement par les historiens comme ayant été équitables³, les responsables des crimes contre l'humanité n'ont jamais été condamnés en Roumanie pour leur participation à l'Holocauste⁴. De surcroît, les victimes juives et leurs représentants sont absents des procès même si les dépositions des anciens déportés ont été enregistrées⁵. Le procès le plus important (6-17 mai 1946), celui d'Ion Antonescu et de ses collaborateurs, est loin d'avoir rempli le rôle pédagogique joué en France par les condamnations de Maurice Papon ou de Klaus Barbie⁶ et ce, quand bien même le Maréchal admet la déportation de 150 000 à 170 000 Juifs et Roms vers la Transnistrie mais dans le but de... les « sauvegarder »⁷.

À la fin des procès, moins de 2000 personnes sont condamnées pour crimes de guerre, un chiffre insignifiant par rapport aux autres pays alliés à l'Allemagne nazie comme la Hongrie où 16 000 condamnations sont prononcées au total⁸. Les vices de procédure, l'absence d'expertise des procureurs « populaires », les acquittements injustifiés, les déficiences d'organisation, les conflits politiques ont joué dans l'échec de la condamnation pénale du « fascisme » en Roumanie⁹. Les pressions exercées par l'URSS pour que soient condamnés les

¹ CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 336.

² *Ibid.*, p. 335.

³ *Ibid.*, p. 337 ; Andrei MURARU, « Legislation and War Criminals' Trials in Romania », art. cité, p. 142-144.

⁴ CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 325.

⁵ Andrei MURARU, « Legislation and War Criminals' Trials in Romania », art. cité, p. 142.

⁶ *Ibid.*, p. 141 et p. 148.

⁷ CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 327-328.

⁸ *Ibid.*, p. 138.

⁹ *Ibid.*, p. 136 et p. 144.

militaires coupables d'avoir envahi ses territoires ont contribué au renforcement d'une représentation politisée, revancharde de la justice de guerre¹.

Influencée par la politique soviétique en la matière, la Roumanie ne fait pas exception à cet égard dans le concert des autres pays satellites de Moscou. À ce titre, selon l'historien Adrian Cioflâncă, elle se distingue jusqu'à la fin du régime par une « grammaire de la disculpation » de la participation de la Roumanie à la Seconde Guerre mondiale². Tout comme le PCUS, jusqu'en 1948, le PCR tolère la circulation des témoignages sur les crimes commis sous l'autorité de l'administration roumaine contre les Juifs³. C'est à cette époque que paraissent à Bucarest les trois volumes de documents réunis sous le titre *Cartea neagră*⁴. Inspiré par le *Le Livre noir* préparé en URSS par Ilya Ehrenburg et Vasili Grossamn du Comité Antifasciste Juif⁵, le recueil publié entre 1946 et 1948 est édité par l'avocat Matatias Carp, le président de l'Union des Juifs Roumains. La question de l'antisémitisme local est alors ouvertement débattue au sommet même de la hiérarchie politique⁶.

Mais le changement intervenu dans la ligne adoptée par le PCUS à l'égard de la minorité juive après la création de l'État d'Israël en 1948 et l'opposition au « sionisme » et au « cosmopolitisme », encourage le PCR à opter pour une attitude similaire⁷. Elle se traduit entre autres par l'interdiction de différencier les victimes du nazisme⁸ ce qui débouche sur l'assimilation des victimes de la Shoah aux autres morts de la guerre. Cette perspective correspond plus largement au consensus tacite qui règne à la fin de la guerre en Europe autour

¹ Andrei MURARU, « Legislation and War Criminals' Trials in Romania », art. cité, p. 144-148, p. 150.

² Adrian CIOFLÂNCĂ, « The "Grammar of Exculpation" in Communist Historiography Distorsion of the History of the Holocaust under Ceaușescu », art. cité, p. 245.

³ *Ibid.*, p. 251-252.

⁴ Matatias CARP, *Cartea Neagră (1940-1944)*, vol. I-III, București, SOCEC & Co., S.A.R./Societatea Națională de Editură și Arte Grafice « Dacia Traiană », 1946-1948. Ce livre ne sera réédité qu'en 1996, Matatias CARP, *Cartea Neagră (1940-1944)*, București, Diogene, 1996.

⁵ Ilya EHRENBURG, Vassili GROSSMAN, *Le Livre Noir. Textes et témoignages*, Paris, Solin/Actes Sud, 1995.

⁶ Adrian CIOFLÂNCĂ, « The "Grammar of Exculpation" in Communist Historiography Distorsion of the History of the Holocaust under Ceaușescu », art. cité, p. 251-252.

⁷ *Ibid.*, p. 253.

⁸ *Ibid.*

de l'absence de récit sur le génocide des Juifs¹. Ce sont les années où la condamnation de la Shoah ne se détache pas des autres narrations sur la deuxième conflagration mondiale².

Après 1948, l'historiographie roumaine rentre dans un processus de marxisation et commence à travailler massivement avec la définition de Georgi Dimitrov sur le fascisme. Selon celle-ci, ce type de régime est l'« expression du “capital monopoliste”, sans soutien populaire, contrôlé strictement par l'Allemagne nazie, visant le pillage du pays et la terreur des adversaires politiques »³. Introduite en Roumanie par Mihai Roller, le principal historien du régime durant les années 1950 et l'auteur du manuel d'histoire unique pour le collège⁴, cette définition permet d'assimiler les victimes du nazisme aux communistes persécutés et de s'y référer comme à un groupe essentiellement politique. Ce tournant de l'historiographie intervient dans un contexte d'épuration de l'appareil de parti des minorités nationales juives et surtout magyares après la Révolution hongroise de 1956, dont les leaders PCR craignent l'extension en Roumanie. L'antisémitisme ambiant légitime alors l'édulcoration des responsabilités locales dans l'application de la Solution finale par les historiens qui s'occupent de la Seconde Guerre mondiale⁵.

La donne change avec l'arrivée au pouvoir de Nicolae Ceaușescu en 1965 et l'exacerbation des discours nationaux à partir de 1971⁶. Motivé par le divorce avec Moscou et inspiré par la Corée du Nord, ce tournant idéologique pris par le régime vise l'élargissement de sa base populaire et l'adhésion des intellectuels qui, engagés dans la construction d'une culture nationale pendant la guerre, avaient été déçus par l'imposition brutale du marxisme-léninisme au début des années 1950⁷.

¹ *Ibid.*, p. 249.

² Daniel LEVY, Nathan SZNAIDER, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », art. cité.

³ CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 344.

⁴ Mihai ROLLER et al., *Istoria României. Manual unic pentru clase a VIII-a secundară*, București, Editura de Stat, 1947.

⁵ CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 344.

⁶ Katherine VERDERY, *Compromis si rezistență*, op. cit., p. 106.

⁷ *Ibid.*

Aussi, pendant qu'aux États-Unis, en RFA ou en Israël le sujet de la Shoah commence à devenir une préoccupation majeure, en Roumanie, l'intérêt qui lui est porté diminue¹. L'historiographie se lance dans un effort d'exonération de l'Armée de son implication dans la répression et la déportation des minoritaires juifs et roms en Transnistrie ou attribue les assassinats qui ont eu lieu à des « éléments périphériques ou isolés » de ses rangs². Avec l'aval du pouvoir politique, les historiens militaires chargent l'Allemagne nazie et œuvrent à la réhabilitation d'Ion Antonescu³ dont les décisions commencent à être lues comme le fruit de calculs exclusivement politiques ou stratégiques liés à l'issue de la guerre⁴. L'Holocauste n'est pas pour autant nié en totalité, mais plutôt attribué à d'autres pays (la Hongrie de Horthy, l'Allemagne nazie) par une opération de déculpabilisation de la Roumanie qui « a su », et même de façon « exceptionnelle », « éviter » l'application de la « Solution finale » sur son territoire⁵.

Par-delà les contorsions idéologiques auxquelles elle a dû se livrer au cours du temps, la perspective dominante projetée par l'historiographie roumaine sur l'Holocauste durant le régime communiste vise donc à l'exonération des autorités roumaines de leur responsabilité dans le meurtre des citoyens juifs. Les relations étroites entretenues par le PCR avec l'État d'Israël et les représentants de la communauté juive en Roumanie ne jouent pas en faveur de la mise en exergue des souffrances infligées durant la Shoah. On peut dire que tout comme la justice, l'historiographie roumaine ne participe pas avant 1989 à l'échafaudage d'une narration alternative à celle officielle sur le génocide des Juifs.

¹ Daniel LEVY, Nathan SZNAIDER, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », art. cité, p. 95-97.

² Adrian CIOFLÂNCĂ, « The “Grammar of Exculpation” in Communist Historiography Distorsion of the History of the Holocaust under Ceaușescu », art. cité, p. 255-258.

³ *Ibid.*, p. 255.

⁴ Parmi ceux-ci se distingue le cycle de quatre volumes publiés par l'homme d'affaires Ion Constantin Drăgan avec l'appui des autorités roumaines au Centre Européen de Recherches Historiques de Venise, Josif Constantin DRĂGAN, *Antonescu, Mareșalul României și Războaiele de Reîntregire (4. Vol.)*, Veneția, Nagard, 1986.

⁵ Adrian CIOFLÂNCĂ, « The “Grammar of Exculpation” in Communist Historiography Distorsion of the History of the Holocaust under Ceaușescu », art. cité, p. 255 et p. 259.

Le rôle des intellectuels publics dans la redécouverte du « fascisme » après 1989

La redécouverte du sujet après 1989 et les débats dont elle s'accompagne ne conduisent pas à la disparition mais plutôt au revirement des tendances qui ont caractérisé l'interprétation de la question tout au long du régime communiste. Engagé officiellement dans le « combat contre l'antisémitisme »¹, le gouvernement nouvellement élu en 1990 noue des alliances avec les partis politiques comme le PRM [le Parti de la « Grande Roumanie »] qui promeuvent un discours négationniste et xénophobe². Au début des années 1990, le culte du général Antonescu est consensuel et le respect pour sa « figure tragique » dépasse les clivages partisans³. De là aux tentatives de réhabilitation de certains membres de son gouvernement par la justice en 1997-1998 il n'y a qu'un pas⁴. Si elles échouent finalement, c'est grâce aux interventions étrangères rappelant qu'au moment de l'adhésion de la Roumanie aux institutions euro-atlantiques, les deux démarches ne sont pas compatibles⁵.

Mais la position des acteurs politiques, notamment du PDSR, à l'égard du passé « fasciste » dans la première moitié des années 1990 est assez ambiguë. Prolongeant une ambivalence propre déjà à l'ancien régime, le gouvernement entretient des bonnes relations avec la Fédération des Communautés Juives (FCER) représentant les intérêts de la minorité en Roumanie. Si les plus hauts représentants de l'État ne sont quasiment jamais absents des commémorations organisées en son sein pour les victimes des pogroms, ils ne manifestent en échange aucun devoir de réserve en cultivant la proximité des nombreuses organisations attachées aux « valeurs nationales » qui se multiplient dans l'immédiat post-1989. Ainsi, jusqu'en 1997 quand le discours change avec l'arrivée au pouvoir de la CDR⁶, l'État roumain

¹ Le 17 mars 1992, le président Ion Iliescu condamne dans une déclaration publique les manifestations antisémites dans la presse. Cf. l'Institut pour l'Étude des Minorités Nationales, <http://www.ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1992>.

² Durant la législature 1992-1996, le PRM fait partie pour une courte période, en 1995, du gouvernement dominé par le PDSR.

³ William TOTOK, « Discursul revizionist », *Sfera* (Supplément de la revue *Sfera Politicii*), n° 1, 1998, p. 26.

⁴ Voir « Numai un membru al guvernului Antonescu va fi reabilitat », *Ziarul de Iași*, 24 novembre 1997.

⁵ Selon la lettre adressée par les sénateurs américains Alfonse d'Amato et Christopher Smith au président de la Roumanie, RFE, le 14 novembre 1997.

⁶ « Mesajul Președintelui Emil Constantinescu », *Realitatea evreiască*, n° 49-50 (849-850), 16 avril-15 mai 1997.

garde une position ambiguë par rapport à l'Holocauste qui reste un événement inconnu du grand public.

Les premiers pas dans la documentation et la dénonciation de la déportation des Juifs en Transnistrie par les autorités roumaines durant la Seconde Guerre mondiale sont faits par la FCER à travers son Centre d'Histoire des Juifs. À l'initiative du chef-rabbin Moses Rosen et de l'historienne Lya Benjamin¹, un premier recueil de documents et de témoignages paraît en 1991². En 1990 est créée l'Association des Juifs de Roumanie Victimes de l'Holocauste qui milite pour la reconnaissance de la Shoah dans l'espace public et pour que des réparations matérielles soient accordées aux rescapés³. Avec la mise en place des éditions Hasefer spécialisées dans la publication de livres sur l'histoire de la communauté et ses traditions culturelles en 1991⁴, la FCER devient l'un des pionniers de la publicisation de l'Holocauste en Roumanie durant la période postcommuniste. Cependant, malgré ses efforts, les matériaux publiés ne pénètrent pas au-delà d'un cercle restreint de fidèles ou de spécialistes intéressés par la question. Sous cet angle, la voix des anciens déportés reste quasiment inaudible. À cet égard la Roumanie ne fait pas figure d'exception parmi les autres pays est-européens où les communautés juives locales sont faiblement entendues lorsqu'elles dénoncent la participation des autorités étatiques à la Shoah⁵.

Les historiens ne s'expriment guère plus à ce sujet au début des années 1990. Leurs interventions sont rares et la plupart du temps provoquées de l'extérieur par les intellectuels publics et les journalistes qui, en manque d'arguments, les convoquent à prendre part aux polémiques. L'historiographie à son tour, ne s'est pas montrée plus intéressée par le sujet des procès des criminels de guerre, ni avant ni après 1989. Plusieurs facteurs sont responsables de

¹ Entretien avec Lya Benjamin, Bucarest, 15 décembre 2009.

² J. ALEXANDRU, S. STANCIU (éds.), *Martiriul evreilor din România*, București, Hasefer, 1991.

³ Entretien avec Liviu Beriș, le président de l'Association des Juifs de Roumanie Victimes de l'Holocauste, Bucarest, 20 novembre 2009

⁴ Voir le site web des éditions Hasefer, <http://www.hasefer.ro/index.php/despre-noi>.

⁵ Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 112.

cette situation avant 1989. L'accès limité aux archives de la période¹, l'absence de cadre conceptuel et théorique pour interpréter les événements, le scepticisme des chercheurs en ce qui concerne les implications légales du sujet². Aussi, beaucoup d'inconnues subsistent concernant cet épisode de l'histoire nationale qui se retrouve écartelé entre deux interprétations contradictoires. Avant 1989, l'historiographie communiste et la littérature juridique glorifient le rôle des Tribunaux du Peuple dans l'établissement d'une « justice pour tous » après les souffrances de la guerre. Le discours historiographique dominant après 1989 rejette complètement l'idée de justice, ces procès étant considérés instrumentalisés politiquement par le PCR afin de se légitimer au moment de son installation au pouvoir³. Plus largement, l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale ne réussit pas à reconstituer les faits et les problèmes structureaux soulevés par la participation de la Roumanie à l'Holocauste avant 1989⁴.

Ainsi, bien avant 1997 et le changement d'optique du gouvernement à cet égard, les acteurs les plus actifs sur le terrain de l'histoire « fasciste » de la Roumanie viennent des professions littéraires. Ce sont eux qui les premiers ouvrent la discussion autour du Mouvement légionnaire, des pogroms, enfin de la déportation des Juifs et des Rroms. Ils appartiennent généralement aux organisations de la « société civile » en voie de consolidation comme le GDS, l'Alliance Civique ou le Mémorial de Sighet, les partis « historiques » (PNL) ou les nouvelles formations (PAC), membres de la CDR. C'est plus précisément la composante « anticomuniste » du champ intellectuel qui est à la base des controverses autour du passé « fasciste » de la Roumanie. Une autre composante qui la croise partiellement est celle de l'exil politique et culturel roumain en France, aux États-Unis, en Allemagne ou en Israël. Formée au sein des centres d'émergence d'une « mémoire cosmopolite » de la Shoah⁵, elle apporte une vision originale sur la gestion locale de l'héritage de la Seconde Guerre mondiale en Roumanie. Plus radicale que la première, qui recherche surtout dans la symbolique de la commémoration

¹ Dennis DELETANT, *Aliatul uitat al lui Hitler*, București, Humanitas, 2008, p. 11.

² Andrei MURARU, « Legislation and War Criminals' Trials in Romania », art. cité, p. 112.

³ *Ibid.*, p. 146.

⁴ *Ibid.*, p. 150.

⁵ Daniel LEVY, Nathan SZNAIDER, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », art. cité, p. 92.

l'Holocauste des modèles de condamnation du communisme, cette seconde composante contribue à la transformation du génocide des Juifs et des Roms roumains en un « problème public »¹ à part entière.

Les controverses autour du « fascisme » qui éclatent dans la deuxième moitié des années 1990 en Roumanie sont ainsi structurées par deux dynamiques imbriquées. D'une part, par une dynamique « locale » qui relève des concurrences domestiques des intellectuels en voie de reconversion professionnelle après 1989, que l'on a étudiée dans une première partie de cette thèse. D'autre part, par une dynamique « internationale » qui renvoie à l'interaction du champ intellectuel local avec des champs intellectuels étrangers (notamment américain et français) et, *in extremis*, avec un champ intellectuel en voie d'internationalisation². Plus que le conflit entre acteurs, c'est le choc produit par l'opposition entre ces deux logiques — interne et externe — qui explique la violence se dégageant des controverses analysées dans notre seconde partie.

Comme déjà montré, la première dynamique (nationale) sous-tend des enjeux politiques dont la cible est la mise à mal des « néo-communistes » du PDSR en alliance avec le PRM antisémite et négationniste. Sous cet angle, le retour des intellectuels sur les pogroms et les déportations qui ont eu lieu en Roumanie durant les années 1940 ne cherche pas seulement à réhabiliter un pan « incommode » et inconnu de l'histoire nationale. Son rôle est plutôt de dénoncer les effets néfastes de l'antisémitisme dans le contexte de cette alliance politique et de contester l'attachement de leurs adversaires politiques à la « démocratie ». Durant les disputes, ces intellectuels découvrent à leur insu que les usages de l'antisémitisme sont pourtant à double tranchant, pour ceux parmi eux notamment qui vouent une admiration indéfectible aux personnalités de l'entre-deux-guerres l'ayant cautionné de différentes manières. Pris entre la nécessité de reconstruire une généalogie culturelle nationale viable par la mise en avant des modèles de réussite culturelle anticomunistes, et la volonté d'attester leur respect des valeurs

¹ Comme l'explique Erik Neveu : « la cause la plus admirablement mise en récit et justifiée par des entrepreneurs efficaces restera confidentielle si elle n'est pas débattue dans l'espace public, dans les institutions et lieux destinés à organiser le débat social. Les médias écrits et électroniques, anciens et nouveaux, jouent ici un rôle central », Erik NEVEU, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015, p. 155.

² Gisèle SAPIRO (sous la dir. de), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2009, p. 23.

démocratiques, ces clercs se retrouvent sous l'emprise de contraintes opposées. L'une des issues trouvées à ce problème est, sans grande originalité, la mise en équivalence de l'Holocauste et du Goulag¹. Ce transfert de signification qui passe par la substitution du second massacre au premier leur permet de sortir des retranchements imposés par l'usage de l'antisémitisme : il donne la possibilité de continuer à cultiver les figures intellectuelles anciennement légionnaires et, d'œuvrer en même temps à la délégitimation de l'ancien régime « totalitaire », érigé en ennemi de la démocratie.

Les débats intellectuels postcommunistes autour de la Shoah en Roumanie relèvent en même temps d'une dynamique internationale. En tant que condensé de valeurs « occidentales », la narration dominante sur la Shoah devient la rencontre de producteurs culturels autochtones avec les promoteurs de la culture ouest-européenne légitime. Intervenant dans une conjoncture d'ouverture des frontières géographiques et culturelles, d'aspiration vers l'internationalisation des carrières intellectuelles et de développement des stratégies d'entrée sur le marché des biens symboliques mondial², les controverses autour de la participation de pans représentatifs de l'intellectualité roumaine à l'Holocauste donnent lieu à une compétition entre les intellectuels pris dans des logiques de reproduction locales et ceux qui cherchent à s'insérer sur un champ professionnel étranger. En même temps, elles introduisent une concurrence entre ceux parmi les intellectuels publics qui ont construit leur carrière et légitimité professionnelles après 1989 sur la valorisation de la dissidence au communisme et ceux qui promeuvent les valeurs de la « démocratie » à travers la critique du « fascisme ».

À la différence des polémiques étudiées précédemment où ce qui est en jeu, c'est l'identité professionnelle et l'utilité publique des clercs après la chute du communisme dans un

¹ Maté ZOMBORY, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », art. cité, p. 1034-1036.

² Voir par exemple l'enquête quantitative d'Andrei Terian sur la production littéraire au niveau de l'année 2013 qui met en évidence la tendance croissante des écrivains à publier leurs livres directement dans une langue de circulation internationale ou du moins en éditions bilingues, Andrei TERIAN, « Istoria literară și analiza cantitativă. Un studiu al pieței de carte actuale din România » dans Anca-Diana BIBIRI, Camelia GRĂDINARU, Emanuel GROSU, Andreea MIRONESCU et ROXANA PATRAȘ, (dir.), *Exploring the Digital Turn*, Iași, Universitatea Al. I. Cuza, 2019, p. 43.

contexte de recompositions nationales, cette fois-ci l'enjeu concerne leur survie dans un contexte international où la reconnaissance de l'Holocauste est devenue référentielle.

Holocauste-Goulag : une comparaison européenne et ses avatars roumains (1997-2004)

Déclenchés par la question nodale du ralliement des personnalités culturelles de l'entre-deux-guerres au Mouvement légionnaire dans les conditions de leur récupération enthousiaste après 1989, les débats autour du passé « fasciste » de la Roumanie ne commencent à intéresser les représentants de l'État qu'à partir de 1997, après l'arrivée au pouvoir de la CDR et d'Emil Constantinescu. Sur le plan international cette période correspond à des phénomènes d'« universalisation » et d'« institutionnalisation » de la Shoah à travers des politiques mémorielles spécifiques¹. Aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Israël, l'Holocauste commence à être considéré comme une « rupture civilisationnelle » et ses usages par les États aussi bien que par les acteurs de la « société civile » se multiplient². En France, à l'occasion de la 53^e commémoration de la rafle du Vél' d'Hiv en 1995, le président Jacques Chirac reconnaît pour la première fois la responsabilité du régime de Vichy dans la déportation des Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale³. Plusieurs hauts fonctionnaires du régime (Paul Touvier, Maurice Papon) sont accusés de « crimes contre l'humanité » et condamnés à perpétuité entre 1994 et 1997. En 1993, ouvre ses portes aux États-Unis l'imposant Musée Mémorial de l'Holocauste doté d'un Centre de recherches sur la Shoah qui fera sa renommée mondiale⁴. En Allemagne les échos de la *Historikerstreit* ne se sont pas éteints et ils opposent les tenants de l'« unicité de l'Holocauste » à ceux de son « universalisation » par la comparaison avec les crimes du stalinisme⁵. Réticente dans un premier temps à son intervention militaire dans la

¹ *Ibid.*, p. 98 et p. 100-101.

² Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 104.

³ Voir l'intégralité du discours du Vél' d'Hiv du 16 juillet 1995, https://fr.wikisource.org/wiki/Discours_prononc%C3%A9_lors_des_comm%C3%A9morations_de_la_Rafle_du_Vel%E2%80%99_d%E2%80%99Hiv%E2%80%99.

⁴ Peter NOVICK, *L'Holocauste dans la vie américaine*, op. cit., p. 393.

⁵ Daniel LEVY, Nathan SZNAIDER, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », art. cité, p. 99.

guerre du Golfe en raison des restrictions imposées après la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne décide finalement d'emboîter le pas à l'OTAN. La reconnaissance par la communauté internationale des génocides de Kosovo et de Bosnie-Herzégovine et leur comparaison avec la Shoah motivent en partie cette décision¹.

Aussi, le contexte international fait une place centrale à l'Holocauste en tant que référence mémorielle « déterritorialisée » et à sa transformation dans un « enjeu prioritaire pour l'UE »². Point de repère unifiant pour les pays membres dans les conditions d'un vide idéologique au niveau de l'identité culturelle/politique de l'Europe, la reconnaissance de l'Holocauste fonctionne au milieu des années 1990 comme un « critère implicite d'entrée dans le club » pour les nouveaux arrivants³. Dès 1995, Le Parlement européen appelle à l'instauration d'une Journée commémorant le souvenir de l'Holocauste dans l'ensemble des futurs États membres⁴. Le 21 septembre 1998 est votée une nouvelle Résolution prévoyant la restitution des biens confisqués aux Juifs durant la Seconde Guerre mondiale⁵. Enfin, de 1998 à 2000, plusieurs États mettent en place une structure pour la coopération internationale en matière d'éducation sur la Shoah. Aux côtés des États-Unis, y figurent quatre pays candidats à l'entrée dans l'organisation — la Pologne, la Hongrie, la République Tchèque et la Lituanie⁶. Pas la Roumanie⁷.

¹ *Ibid.*

² Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 104.

³ *Ibid.*, p. 105.

⁴ « Résolution du Parlement européen sur la journée commémorative de l'Holocauste, *Journal Officiel des Communautés européennes*, n° 166, 3 juillet 1995. Finalement, lors du forum international sur la Shoah qui s'est tenu à Stockholm en janvier 2000, les pays membres de la Task Force for International Cooperation on Holocaust Education ont décidé de faire du 27 janvier (date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz) une journée commémorative de la Shoah. Cette dernière est célébrée depuis 2003 dans toute l'Europe », Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 105.

⁵ Résolution du Parlement européen sur la restitution des biens des victimes de l'Holocauste, *Journal Officiel des Communautés européennes*, n° 292, 21 septembre 1998.

⁶ Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 105.

⁷ Pascal BONNARD, Markus MECKL, « La gestion du double passé nazi et soviétique en Lettonie : impasses et dépassement de la concurrence entre mémoires du Goulag et d'Auschwitz », dans Georges Mink et Laure Neumayer (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 169-180.

Dans cette conjoncture de pressions grandissantes pour répondre à ces exigences, l'État roumain commence à questionner son héritage « fasciste ». Dans un message adressé à la minorité juive de Roumanie en 1997, le président Emil Constantinescu présente pour la première fois ses excuses aux victimes de l'Holocauste sans pour autant pleinement reconnaître la responsabilité des autorités roumaines dans la perpétration du génocide.

Suite à ce changement de perspective, la Shoah est inscrite à l'agenda du gouvernement et le ministère de l'Éducation élabore plusieurs programmes pour une meilleure diffusion des informations sur le sujet. À partir de 1999, l'Holocauste devient une thématique obligatoire dans les programmes d'enseignement pré-universitaire et la Seconde Guerre mondiale y occupe une place plus large¹. La réforme de l'enseignement accomplie en 1998 signe la fin du manuel d'histoire unique dans l'enseignement secondaire ; les éditeurs et auteurs de manuels sont invités à proposer des livres qui documentent plus en détails l'administration de la « Solution finale » à l'échelle locale². Avec le concours de différentes institutions (le Mémorial Yad Vashem de Jérusalem, le Centre de Documentation Juive Contemporaine de Paris, les Facultés d'Histoire de Craiova, Iași, Cluj et Bucarest), des stages de formation sont proposés aux professeurs de l'enseignement secondaire pour développer leur expertise sur cette thématique³. Enfin, en 2002, le gouvernement adopte l'Ordonnance d'urgence n° 31 interdisant les organisations et les symboles à caractère fasciste, raciste, xénophobe et le culte des personnes coupables d'infractions contre la paix et l'humanité⁴. Cette dynamique est consacrée par la création en 2003 de la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie. Son Rapport final conclut à la responsabilité de l'État roumain dans l'assassinat de 280 000 à 380 000 Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale⁵. En 2004, la Roumanie est invitée à siéger à la Task Force for International Cooperation Holocaust Education, Remembrance and Research.

¹ Felicia WALDMAN, « Public Policies regarding the Holocaust in Post-Communist Romania », dans Alexandru ZUB, Adrian CIOFLÂNCĂ (éds), *Political Culture and Cultural Politics in Modern Romania*, *op. cit.*, p. 263.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 263-265.

⁴ L'Ordonnance n° 31/2002, art. cité.

⁵ CISHR, *Raport final*, *op. cit.*, p. 388.

L'ensemble de ces efforts témoignent de la volonté de l'État roumain de rejoindre les organisations euro-atlantiques en respectant leurs normes en matière de politiques mémorielles. Mais l'ouverture du discours officiel à cette problématique n'est pas seulement le fruit d'une dynamique internationale, ni d'étroites visées géopolitiques. La deuxième partie de cette thèse se propose justement de souligner la contribution des controverses intellectuelles dans la transformation de la Shoah en un sujet d'intérêt public ainsi que dans la professionnalisation de l'interprétation du passé « récent » après 1998. Elle complète le paysage des usages politiques du passé communiste exploré dans une première partie de cette thèse avec les relectures du passé « fasciste ». La dynamique de leur rencontre conflictuelle est telle qu'elle arrache ces deux passés au cadre étroit des luttes intestines entre intellectuels pour en faire le fondement d'un nouvel ordre étatique. La relative pacification de ce champ de bataille intervenue à partir des années 2000 est l'effet du confinement réalisé par l'intervention des sciences sociales qui dans un moment d'expansion disposent des ressources nécessaires à l'imposition d'un discours d'autorité sur le sujet. En même temps, comme le montre le chapitre 7 de cette thèse, cette pacification n'est pas moins le fait de l'extrême politisation des relectures du passé « récent » à travers l'appel à un arbitre considéré « supérieur », incarné par l'État.

Trois chapitres organisent la deuxième partie. Le chapitre 4 est consacré à l'émergence en 1992 des débats sur l'engagement « fasciste » des grandes personnalités culturelles des années 1930. Le sujet est travaillé à partir de l'étude de cas offert par la polémique autour de l'article « Felix Culpa »¹ de Norman Manea. Se voulant une recension du nouveau tome des *Mémoires* de Mircea Eliade², cet article soulève la question de la gestion par le savant de son ralliement à la Garde de fer durant sa jeunesse. En revenant sur la réception et la circulation de cette polémique entre les États-Unis et la Roumanie, notre chapitre cherche à montrer comment la condamnation du « fascisme » est importée à Bucarest comme modèle pour la condamnation locale du communisme. En même temps, cette étude de cas permet de reconstituer l'histoire des

¹ Norman MANEA, « Happy Guilt », *The New Republic*, 5 août 1991.

² Mircea ELIADE, *Fragments d'un journal III (1979-1985)*, Paris, Gallimard, 1991.

usages par les intellectuels de la Shoah et la naissance d'une narration qui deviendra dominante dans la première moitié des années 2000.

Le chapitre 5 revient amplement sur la controverse provoquée par le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian entre 1996 et 2000. En reconstituant le déroulement de cette polémique, nous souhaitons montrer comment la dispute culturelle autour de la renégociation des hiérarchies littéraires après la chute du communisme, se transforme en une dispute à teneur politique autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag. Plusieurs portraits et études de trajectoires biographiques viennent illustrer les conversions professionnelles qui accompagnent cette histoire intellectuelle *en train de se faire*.

Le chapitre 6 examine quant à lui la polémique en marge de la comparaison entre le « fascisme » et le communisme dont l'enjeu évident est la mise en équivalence de leurs crimes. Il étudie le développement de la controverse entre la phase de publicisation et d'internationalisation de 1998-2000 et la phase de confinement au début des années 2000 à travers l'analyse des arguments avancés et l'appartenance professionnelle des acteurs impliqués. Cette analyse montre comment, suite à la réunion de facteurs divers (l'institutionnalisation des sciences politiques, l'évolution de l'historiographie du « fascisme, l'internationalisation du débat), le champ d'interprétation des passés « récents » de la Roumanie se spécialise progressivement à la fin des années 1990 et l'histoire réaffirme son autorité sociale.

Chapitre 4 :
**L'IMPORTATION DE L'HOLOCAUSTE EN ROUMANIE ET LE
PROCÈS POLITIQUE DES INTELLECTUELS. ÉTUDE DE CAS : LA
CONTROVERSE AUTOUR DE « FELIX CULPA » (1991-1992)**

« Car les vers ne sont pas, comme certains croient, des sentiments (on les a toujours assez tôt), ce sont des expériences. Pour écrire un seul vers, il faut avoir vu beaucoup de villes, d'hommes et de choses, il faut connaître les animaux, il faut sentir comment volent les oiseaux et savoir quel mouvement font les petites fleurs en s'ouvrant le matin. (...) Il faut avoir des souvenirs de beaucoup de nuits d'amour, dont aucune ne ressemblait à l'autre (...) Il faut avoir été auprès des mourants, être resté assis auprès de morts, dans la chambre avec la fenêtre ouverte et les bruits qui venaient par à-coups. Et il ne suffit même pas d'avoir des souvenirs. Il faut savoir les oublier quand ils sont nombreux, et il faut avoir la grande patience d'attendre qu'ils reviennent. Car les souvenirs eux-mêmes ne sont pas encore cela. Ce n'est que lorsqu'ils deviennent en nous sang, regard, geste, lorsqu'ils n'ont plus de nom et ne se distinguent plus de nous, ce n'est qu'alors qu'il peut y arriver qu'en une heure très rare, du milieu d'eux, se lève le premier mot d'un vers ».

Rainer Maria Rilke, *Les Cahiers de Malte Laurids Brigge*, 1910

Les discussions autour du régime communiste analysées dans une première partie de cette thèse ne sont pas les seules où le passé politique de la Roumanie est invoqué dans les luttes et les disputes des intellectuels. D'autres polémiques leurs suivent tout au long des années 1990 et s'attachent à explorer différents phénomènes — du ralliement des figures de proue de l'entre-deux-guerres au Mouvement légionnaire ou au Parti communiste, aux bénéfices actuels pour la Roumanie d'interroger sa participation à l'Holocauste. Si dans l'ensemble ces débats sont caractérisés par une même constante — un intérêt indéfectible des acteurs pour le devenir politique de l'État roumain — ils ne sont pas tous animés par les mêmes intérêts et enjeux. En fonction du *moment* où ils prennent place, ces débats reflètent des logiques

socioprofessionnelles différentes qu'on se propose d'éclairer pour montrer comment le présent des conditions de production des discours travaille la fabrication des interprétations sur le passé après 1989, interprétations qui changent et dont la légitimité varie avec le temps.

À travers la reconstitution chronologique des polémiques, ce chapitre aspire ainsi à rendre compte de la façon dont surgit dans ces débats *l'histoire en train de se faire*, c'est-à-dire de la dynamique propre des échanges, des changements de position des acteurs. Les liens que ces changements de position entretiennent avec la position des acteurs constituent un point d'intérêt supplémentaire. Les acquis de la sociologie des controverses permettent ainsi d'expliquer à la fois comment les visions dominantes et dominées sur le passé politique de la Roumanie émergent, à quelles conditions elles gagnent en légitimité et dans quelles situations elles disparaissent du circuit public par la suite.

À cette fin, les pages suivantes se penchent sur la polémique suscitée en Roumanie par la publication de l'article « Felix Culpa » de Norman Manea dans la revue 22 au cours de l'année 1992. Publié dans un premier temps aux États-Unis avant d'être traduit en roumain, cet article est intéressant parce que la réception orageuse qu'il produit en Roumanie introduit le débat autour du ralliement au fascisme des grands intellectuels.

La polémique autour de « Felix Culpa » s'est déroulée dans un microcosme formé par quelques publications culturelles et journaux, à commencer par la revue 22, et elle permet de comprendre quels sont les acteurs impliqués dans les relectures du passé « fasciste » de la Roumanie aux lendemains de la « Révolution » de 1989, avec quels cadres et catégories de pensée ils opèrent et à quelles fins. Indissociable de la restructuration de l'espace culturel et politique après la chute du communisme, ce débat offre par ailleurs un point d'observation intéressant concernant l'évocation de la période pré-communiste et la manière dont elle intervient dans la constitution des premières narrations sur l'ancien régime et son changement. Par ailleurs, étant donné l'importation de ce débat depuis les États-Unis, la reconstitution de ses conditions d'émergence, d'importation et d'appropriation en Roumanie est l'occasion de mesurer ce qui, dans l'écriture, la réécriture et l'interprétation de son passé politique après 1989, est dû aux conditions de la circulation internationale des idées, ce qui porte davantage la marque

d'une élaboration imprégnée par les logiques de production autochtones et ce qui est le fruit de l'imbrication des deux¹.

La première section du chapitre 4 revient sur le contexte de la publication de l'article « Felix Culpa » aux États-Unis ainsi que sur la trajectoire de son auteur. Une deuxième section présente le contexte de la traduction de cet article en Roumanie et les acteurs à l'origine de sa circulation. Le contenu de cet essai, ses significations ainsi que sa double réception américaine et roumaine y sont également analysés afin de comprendre quelles sont les relectures dominantes de la Shoah en Roumanie au début des années 1990 et les enjeux qu'elles sous-tendent chez les intellectuels locaux.

Section 1 : LA PUBLICATION DE « FELIX CULPA » AUX ÉTATS-UNIS ET SES RACINES ROUMAINES

Le sujet des sympathies légionnaires de Mircea Eliade n'est pas nouveau lorsque la querelle déclenchée par le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian éclate en 1997. Elles avaient déjà fait l'objet d'un débat houleux après la publication de l'article « Felix Culpa » de Norman Manea dans la revue 22, à l'hiver 1992. Paru initialement dans le magazine américain *The New Republic*, l'essai est traduit et publié en roumain un an plus tard à l'initiative de Dan Pavel, le rédacteur en chef adjoint de la revue 22.

¹ Cette approche, qui prend en compte aussi bien le contexte de production des idées que celui de leur réception a été éprouvé avec succès à plusieurs reprises. Des travaux sociologiques ont mis en évidence combien les logiques sociales à l'œuvre dans un certain espace national (intellectuel ou politique) commandent et imprègnent les usages des textes et des auteurs leur donnant parfois une toute autre signification que celle recouverte dans leur espace de provenance ou en se montrant opaques à certains de leurs aspects. À ce titre voir les enquêtes de Mathieu Hauchecorne sur la réception en France des « théories de la justice » de John Rawls, celles de Romain Pudal sur la difficile percée de la philosophie analytique dans les milieux intellectuels français ou bien celle plus récente de Thibaut Rioufreyt sur les ratées des usages de la « Troisième Voie » néotravailleuse au sein du PS, Mathieu HAUCHECORNE, « L'expertise d'État rattrapée par l'université ? », *Raisons politiques*, n° 33, 2009/1, p. 81-101 ; Romain PUDAL, « La difficile réception de la philosophie analytique en France », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 11, 2004, p. 69-99 ; Thibaut RIOUFREYT, « Les passeurs de la "Troisième Voie". Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, n° 59, 2013/2, p. 33-46.

Cette première section revient largement dans une première partie sur le contexte intellectuel et politique de la parution de l'article « Felix Culpa » aux États-Unis. Une seconde partie est dédiée à la reconstitution de la trajectoire biographique de son auteur dont l'expérience riche en événements permet d'éclairer certaines positions et perceptions sur l'engagement politique de Mircea Eliade.

A/La parution de « Happy Guilt » aux États-Unis : montée de l'Holocauste, déclin de Mircea Eliade

Dans son numéro du 5 août 1991, la revue américaine *The New Republic* publie l'article « Happy Guilt » de Norman Manea accompagné d'un chapeau intitulé « Mircea Eliade, le fascisme et le destin malheureux de la Roumanie »¹. Cette publication suit l'édition entre 1988 et 1990 de plusieurs écrits autobiographiques de Mircea Eliade aux Presses universitaires de Chicago dans la traduction de Mac Linscott Ricketts, son biographe et disciple². L'article — une riche analyse de l'œuvre autobiographique et des positions politiques fascisantes de Mircea Eliade durant sa période roumaine³ — critique la manière dont le savant s'est rapporté à son passé légionnaire et antisémite *après* la guerre, quand l'ampleur du massacre des Juifs n'est plus un secret pour personne.

¹ Norman MANEA, « Happy Guilt », *The New Republic*, 5 août 1991.

² Mircea ELIADE, *Autobiography II (1937-1960). Exile's Odyssey*, University of Chicago Press, 1988 ; *Journal IV (1979-1985)*, University of Chicago Press, 1990.

³ La période roumaine couvre les années 1907-1942. En dehors de son voyage en Inde (1928-1931), Mircea Eliade quitte la Roumanie en 1940 lorsqu'il est nommé attaché culturel à Londres par le gouvernement du général Ion Antonescu, formé pour moitié de légionnaires. Retiré du poste à l'occasion de l'entrée de la Roumanie en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie, il repart en 1941 pour Lisbonne où il est nommé sur un poste similaire à la légation roumaine du Portugal. Ici, il écrit entre autres un livre à la gloire d'Antonio Salazar qu'il rencontre et admire (*Salazar și revoluția în Portugalia*, București, Gorjan, 1942). Il revient brièvement au pays en 1942 pour une courte visite et repart définitivement à l'étranger par la suite. Après l'Armistice de 1944 et la prise du pouvoir par les communistes, Eliade est démis de son poste de fonctionnaire public et invité à regagner la Roumanie, mais il refuse de retourner à Bucarest. Le 16 septembre 1945 il quitte le Portugal pour Paris où il vit et travaille jusqu'en 1956 quand il déménage aux États-Unis. En 1958 il est nommé professeur à la chaire de philosophie et d'histoire des religions de la Divinity School de l'Université de Chicago. De 1942 jusqu'à la fin de sa vie, Mircea Eliade ne revient jamais en Roumanie, Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 339-343.

Bien tenues à l'écart depuis les années 1950¹, les questions autour de l'engagement politique de jeunesse de Mircea Eliade commencent lentement à s'accumuler à partir de 1972, quand la revue israélienne *Toladot* publie dans son premier numéro les fragments du *Journal* de Mihail Sebastian, dont le manuscrit est conservé à l'époque par les archives du Yad Vashem. Les extraits parus sont commentés par Theodor Lavi, journaliste et militant sioniste d'origine roumaine exilé en Israël, et soulèvent les interrogations de Gershom Sholem, célèbre historien cabaliste et ami de Mircea Eliade, qui lui envoie aussitôt une lettre dans laquelle il lui demande des explications. Longue et évasive, la réponse du savant roumain qui tente de se dédouaner ne convainc pas l'intellectuel israélien². Cependant, l'article de Lavi reste « trop spéculatif » selon le sociologue Florin Țurcanu, auteur d'une thèse de doctorat sur la trajectoire biographique d'Eliade, et *Toladot* une publication « trop obscure pour multiplier tout d'un coup autour du savant les questions incommodes »³.

Après Israël, c'est à l'Italie de devenir à la fin des années 1970, le théâtre des révélations dérangeantes sur les sympathies politiques de Mircea Eliade. Plusieurs intellectuels (Furio Jesi, Alfonsi di Nola, Ambrogio Donini) animés par des convictions marxistes dénoncent en lui un antisémite et un philo-nazi⁴. Ils établissent pour la première fois des connexions entre la pensée politique et la pensée métaphysique dans l'œuvre de Mircea Eliade, dans un moment qui coïncide avec les débuts de la contestation scientifique de ses travaux aux États-Unis⁵. Ainsi, d'article en article, vers 1982, les rumeurs au sujet de la période légionnaire du savant traversent l'Atlantique. Dans une première recension de ses mémoires⁶ accueillie par la *Religious Studies*

¹ La première fois que Mircea Eliade se confronte à son passé légionnaire après son départ de Roumanie, c'est en 1946, lorsqu'on lui refuse la collaboration avec l'École pratique de hautes études de Paris, pour des « raisons politiques », Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 347-351, p. 483 et p. 487.

² Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 482-483.

³ *Ibid.*, p. 487.

⁴ Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, prizonierul istoriei*, București, Humanitas, 2005, p. 623.

⁵ Furio JESI, « Cultura di destra e religione della morte », *Comunita*, n° 179, avril 1978, cité par Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, prizonierul istoriei*, op. cit., p. 622.

⁶ Mircea ELIADE, *Autobiography I (1907-1937)*. *Journey East, Journey West*, University of Chicago Press, 1981. Le livre est d'abord publié en français : Mircea ELIADE, *Mémoires I (1907-1937)*. *Les promesses de l'équinoxe*, Paris, Gallimard, 1980.

*Review*¹, Seymour Cain, un de ses anciens étudiants, somme Mircea Eliade de s'expliquer sur les extraits du *Journal* de Sebastian qui font référence à son admiration pour la Garde de fer. Trop tardive, cette sommation reste sans réponse puisque déjà malade, Eliade décède en avril 1986 sans avoir eu le temps de la formuler. Néanmoins, ces dernières interrogations le déterminent à revenir dans le deuxième tome de ses mémoires, paru après sa mort, en 1988², sur la figure de Corneliu Codreanu, le leader charismatique de la Garde de fer ainsi que sur ses propres liens avec cette formation politique. Le résultat de ces efforts est évalué pertinemment par Florin Țurcanu :

« Le désir d'accentuer les traits "spirituels" du mouvement, la description des légionnaires comme une sorte de "secte" chrétienne et celle de Codreanu comme un personnage plutôt tragique que fanatique, l'idée que le mouvement n'est devenu criminel qu'à partir de 1940 résonnent comme une tentative d'autojustification et non pas comme une véritable interrogation. L'impression est accentuée par l'absence de toute indication sur son entrée dans les rangs de la Garde et par la désignation de sa fidélité à l'égard de Nae Ionescu comme lien essentiel, voire unique, entre lui et le mouvement de Codreanu. Cette fidélité, note-t-il dans son journal moins d'un an avant sa mort, restera sa "felix culpa" qui a provoqué l'enchaînement de circonstances qui lui ont permis d'échapper à la catastrophe de son pays et de réaliser ainsi son destin. Eliade se sert de la formule de Saint Augustin pour exprimer ce qui apparaît comme son dernier mot sur la question de sa Culpabilité. Le poids de celle-ci finirait par s'effacer grâce à l'accomplissement de ce qu'il a toujours souhaité : la mise en valeur de ses dons intellectuels et de sa vision du monde. En même temps, en laissant, comme il le dit lui-même, aux historiens le soin de juger Codreanu et son mouvement, Eliade aura refusé, une fois de plus, de poser les bonnes questions à ce passé qui ne cessait pourtant de se faire rappeler à lui »³.

Plus encore, dans une ultime tentative d'éteindre les perplexités suscitées par la découverte de son engagement politique de jeunesse, Mircea Eliade multiplie dans ses derniers

¹ *Religious Studies Review*, n° 3, 1982, cité par Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, prisonnierul istoriei*, op. cit., p. 631.

² Mircea ELIADE, *Mémoires II (1937-1960). Les moissons du solstice*, Paris, Gallimard, 1988.

³ Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 510.

volumes autobiographiques les renvois à la figure de Mihail Sebastian, l'ami quasiment absent jusqu'alors de ses souvenirs comme l'observe le critique littéraire Mihai Iovănel¹.

C'est le traitement du ralliement au « fascisme » comme une sorte de « *felix culpa* » qui inspire à Norman Manea l'article dans *The New Republic* et lui donne son nom. Fruit d'une irritation personnelle comme le confesse l'auteur², la publication de « Happy Guilt » coïncide avec un moment particulier dans la « carrière » de l'Holocauste aux États-Unis. Sujet tabou depuis la fin des années 1940³, l'extermination des Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale s'installe dans la conscience publique américaine, ce qui n'est pas sans aggraver le cas de Mircea Eliade.

En 1967 au moment de la guerre des Six-Jours qui oppose Israël à l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, l'Holocauste est rappelé aussi bien par la gauche que par la droite américaine⁴, pour légitimer le soutien des États-Unis à Israël et ses actions au Moyen-Orient⁵. Imprégnant le discours public, présent dans les manuels scolaires ou à la télévision l'événement s'institutionnalise progressivement outre-Atlantique⁶. Au début des années 1990, la Shoah est devenue un point d'interrogation centrale de l'identité juive et un des événements majeurs, uniques et incontournables de l'histoire du XX^e siècle⁷.

En 1991, quand Norman Manea publie son article dans *The New Republic* la politique de patrimonialisation de l'Holocauste aux États-Unis est en plein essor ; la construction de ce qui sera un des plus importants musées au monde consacrés à la « mémoire » du massacre — le United States Holocaust Memorial Museum de Washington — vient de commencer en juillet 1989. Le projet rencontre une adhésion politique large ayant été voté à l'unanimité par le Congrès américain en 1980. Terminé en avril 1993, le musée ouvre ses portes. C'est un projet

¹ Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, București, Cartea Românească, 2012, p. 113.

² Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

³ Peter NOVICK, *L'Holocauste dans la vie américaine, op.cit.*, p. 136.

⁴ *Ibid.*, p. 20.

⁵ *Ibid.*, p. 7-8, p. 210-215.

⁶ *Ibid.*, p. 215.

⁷ *Ibid.*, p. 13-14, p. 17, p. 28, p. 240.

d'envergure dans lequel en plus des donations privées, l'État fédéral investit annuellement plusieurs dizaines de millions de dollars¹ et qui est soutenu entre autres par *The New Republic* qui plaide en faveur de cette initiative².

Créée en 1914 par Walter Lippmann et Herbert Croly, deux intellectuels ayant fait leurs études à Harvard, *The New Republic*, voix phare du libéralisme à l'américaine, est aux États-Unis une des plus influentes publications culturelles et politiques³. Sous la direction de Martin Peretz depuis 1974, éditorialiste et conférencier lui-même à Harvard University, connu pour ses positions pro-israéliennes et plus tard, en 2003, pour son soutien à l'invasion de l'Irak par les États-Unis⁴, le magazine atteint en 1991, date de la parution de « Happy Guilt » un tirage de 100 000 exemplaires⁵. Traditionnellement perçu comme un des « bastions du centre-gauche »⁶, *The New Republic* est critiqué de façon véhémement par certains commentateurs à partir des années 1980 pour la « droitisation » de sa ligne éditoriale, son soutien indéfectible au gouvernement de Ronald Reagan et la publication de prises de position conservatrices, comme par exemple le numéro consacré au très controversé *The Bell Curve*⁷ qui prétend démontrer scientifiquement la supériorité intellectuelle des Blancs sur les Noirs⁸.

¹ *Ibid.*, p. 393.

² Par exemple Herbert MUSCHAMP, « How Buildings Remember », *The New Republic*, 28 août 1989.

³ Eric ALTERMAN, « The truth about the New Republic: Kinsley, Krauthammer, Oliver North and a liberal magazine's demented war on liberalism », Salon.com, 15 décembre 2014, http://www.salon.com/2014/12/15/the_truth_about_the_new_republic_kinsley_krauthammer_oliver_north_and_a_liberal_magazines_demented_war_on_liberalism/.

⁴ Sur la ligne pro-israélienne du journal, voir parmi d'autres le long article d'Eric ALTERMAN, « The truth about the New Republic: Kinsley, Krauthammer, Oliver North and a liberal magazine's demented war on liberalism », art. cité.

⁵ David A. BELL, « On "The New Republic" », *Los Angeles Review of Books*, 29 décembre 2014, <https://lareviewofbooks.org/essay/new-republic/>.

⁶ Paul WALDMAN, « The Future of The New Republic », *The Daily Beast*, 3 juin 2009, <http://www.thedailybeast.com/articles/2009/03/06/is-the-new-republic-a-toxic-asset.html>.

⁷ Richard J. HERRNSTEIN, Charles MURRAY, *The Bell Curve: Intelligence and Class Structure in American Life*, New York, Free Press, 1994.

⁸ Le 31 octobre 1994, *The New Republic* publie un dossier intitulé « Race & IQ » consacré au livre de Herrnstein et Murray qui sera largement contesté par plusieurs scientifiques. Bien que la publication des extraits tirés de ce best-seller s'accompagne de plusieurs recensions qui tendent à polémiquer avec les conclusions de l'ouvrage, le magazine est âprement critiqué pour la publicité qu'il offre à une approche qui renoue avec l'eugénisme et le racisme. Voir à ce propos l'analyse de Jeet HEER, « The New Republic's Legacy on Race. A historical reflection », *The New Republic*, 29 janvier 2015, <https://newrepublic.com/article/120884/new-republics-legacy-race>.

Selon David A. Bell, ancien collaborateur de la revue, les années 1980 et le tout début des années 1990 représentent la période la plus florissante du magazine puisqu'en dépit de son tirage relativement modeste, il est lu autant par un public de Républicains que par les Démocrates du cabinet de Bill Clinton¹. Aux voix clamant que le succès du journal repose sur un puissant réseau de journalistes juifs, Bell répond que vue de l'intérieur, l'influence politique et culturelle du journal relève d'une stratégie de cooptation de rédacteurs jeunes et talentueux, doublée d'un ancrage puissant dans le monde académique où la revue recrute souvent ses collaborateurs². Parmi ceux-ci Norman Manea qui, en août 1991, lorsque paraît l'article « Happy Guilt » dans *The New Republic*, est professeur invité au réputé Bard College de New-York³.

C'est Leon Wieseltier, un intellectuel juif né en 1952 à New York de parents rescapés des camps de concentration, rédacteur littéraire du magazine américain depuis 1983 qui invite l'écrivain roumain à y publier une recension des mémoires de Mircea Eliade⁴. Mais qui est Norman Manea et comment se retrouve-t-il parmi les collaborateurs de *The New Republic* au débat des années 1990 ?

B/La trajectoire biographique de Norman Manea

1. L'enchantement : naissance, déportation et retour du camp (1936-1950)

Né le 19 juillet 1936 à Burdujeni, village situé dans le nord-est de la Roumanie à la frontière entre la Bucovine du Sud et la Moldavie⁵, dans une famille juive, Norman Manea est le fils d'un comptable et d'une femme au foyer, ancienne employée dans la librairie de son père

¹ David A. BELL, « On "The New Republic" », art. cité.

² *Ibid.*

³ Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », *Vatra*, n° 5-6, 2011, p. 34.

⁴ Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, București, Cartea Românească, 2012, p. 192.

⁵ Selon certaines sources, le village de Burdujeni se situe en Moldavie, à la limite avec la Bucovine du Sud. Point de frontière entre les Principautés roumaines et l'Empire habsbourgeois/austro-hongrois auquel a été rattachée la Bucovine entre 1775 et 1918, Burdujeni fait partie jusqu'en 1926 du département de Botoșani. À partir de 1926 il est rattaché administrativement au département de Suceava (Bucovine), Elena Costache GĂINARIU, *Monografia comunei Burdujeni, plasa Bosancea, județul Suceava*, București, Tipografia seminarului monahal « Cernica », 1936, p. 5 et p. 8. Voir la carte de la région en Annexe 4.

Avram Braunstein¹. L'écrivain garde un souvenir émerveillé du métier de son grand-père, rare dans un village comme celui-ci à l'époque². Enfant heureux et gâté, Norman Manea grandit entre Burdujeni et Ițcani, localité située à 7 km de Burdujeni³, au sein du foyer familial qui s'installe ici après sa naissance, où il est élevé par Maria, jeune paysanne orpheline vivant dans la maison de ses grands-parents maternels⁴.

Ancien point de frontière durant l'occupation austro-hongroise, Ițcani dispose tout comme Burdujeni, d'une gare imposante construite par les autorités autrichiennes et d'une communauté juive bien insérée dans la vie économique et politique du bourg qui lui donnera plusieurs maires. Ici, le père du futur écrivain travaille à la fabrique de sucre qui, située initialement à Burdujeni, déménage à Ițcani en 1927⁵.

Encadré n° 12 : Burdujeni, village roumain multiconfessionnel durant les années 1930

Proche de Suceava, grande ville au Nord du pays et ancienne capitale de la principauté de Moldavie, Burdujeni est un pont de liaison stratégique entre les provinces roumaines et les Empires environnants (russe et austro-hongrois). Nœud ferroviaire d'importance, le bourg est bien développé économiquement avec ses fabriques (d'huile et de sucre), ses moulins, ses marchés, ses commerces et son abattoir modernisé à côté de la gare⁶. Construite en 1902 selon les plans de l'ingénieur Vernescu, cette gare en brique rouge, réplique exacte de celle de Fribourg, en Suisse, est la fierté de la ville. Elle abrite un orphelinat, un bureau de poste, deux écoles professionnelles, plusieurs ateliers, une salle de réception et une bibliothèque destinée aux fonctionnaires des voies ferrées⁷. C'est grâce en partie à cette gare, que le commerce, secteur dominé à Burdujeni par les Juifs, y est fleurissant. Selon un recensement de 1930, la population de Burdujeni compte 4706 personnes, Roumains, Arméniens, Juifs et Rroms, dont 3379 chrétiens orthodoxes et 1244 de confession mosaïque⁸. La plupart des habitants du village sont commerçants, artisans, fonctionnaires aux voies ferrées, cheminots et agriculteurs depuis leur mise en propriété après la réforme agraire de 1921⁹. Bien intégrée économiquement et culturellement dans le tissu social du village, la communauté juive de Burdujeni dispose durant l'entre-

¹ Après 1945 la mère de Norman Manea travaille comme vendeuse, ensuite comme ouvrière dans plusieurs entreprises d'État. Ces informations tout comme les autres données à caractère biographique ont été collectées durant l'entretien avec Norman Manea réalisé à Paris le 7 mai 2008. Elles figurent aussi dans le roman autobiographique de l'écrivain, *Le retour du hooligan*, Paris, Seuil, 2006, p. 174 et p. 211.

² Elena Costache GĂINARIU, *Monografia comunei Burdujeni, plasa Bosancea, județul Suceava, op. cit.*, p. 29.

³ Aujourd'hui Ițcani et Burdujeni sont deux quartiers de la ville Suceava, située dans le Nord de la Roumanie.

⁴ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

⁵ Elena Costache GĂINARIU, *Monografia comunei Burdujeni, plasa Bosancea, județul Suceava, op. cit.*, p. 59.

⁶ *Ibid.*, p. 62-63.

⁷ *Ibid.*, p. 72-77.

⁸ *Ibid.*, p. 13-15, p. 28-29.

⁹ *Ibid.*, p. 28-29.

deux-guerres de six synagogues et de plusieurs écoles. Érigé en 1919, le monument des héros de la Grande guerre à la fin de laquelle la Roumanie récupère plusieurs provinces et réalise l'union étatique, rend hommage tout à la fois aux soldats chrétiens et juifs tombés sur le champ de bataille entre 1916 et 1918¹. À l'inauguration du cimetière des héros de la guerre deux services religieux (un à l'église et un autre à la synagogue) se déroulent parallèlement et la monographie de 1936 rappelle combien les habitants du bourg sont tous des « bons Roumains » et de « bons patriotes » qui « vivent en harmonie »². Même si non dépourvue d'accents antisémites par moments, cette description idyllique de la vie à Burdujeni par l'écrivaine Elena Găinariu s'accorde avec la description qu'en fait Manea dans *Le retour du hooligan*³.

En 1940, après l'arrivée d'Ion Antonescu au pouvoir et son entrée en guerre contre l'URSS, la gare du village est transformée en point de triage des réfugiés roumains après l'occupation de la province par les troupes soviétiques. Forcés par l'Armée roumaine de traverser la frontière minée vers l'URSS, 52 Juifs décèdent⁴. Un an plus tard, en octobre 1941, suite à la politique antisémite du gouvernement, la population juive de Bucovine du Sud est déportée vers la Transnistrie, décision profondément choquante pour la population cosmopolite de ce bourg paisible⁵.

À l'âge de cinq ans, cette existence idyllique bascule lorsque l'enfant est déporté avec toute sa famille en Transnistrie. À part ses parents, les grands-parents maternels qui habitent Burdujeni font partie des convois qui quittent à l'automne 1941 la Roumanie pour une destination inconnue. La mesure fait suite à la décision du gouvernement Antonescu de déporter tous les Juifs de Bucovine, territoire sous administration roumaine à l'époque⁶. L'opération se déroule entre le 9 et le 14 octobre 1941. À l'exception des Juifs du Nord de la région, accusés de « bolchévisation » par les autorités roumaines durant l'occupation soviétique ayant duré de juin 1940 à l'été 1941, elle affecte près de 25 800 personnes d'origine juive vivant dans les trois départements (Rădăuți, Câmpulung, Suceava) au sud de la Bucovine, qui n'ont pourtant pas été occupés par l'URSS⁷. La promesse faite par Ion Antonescu au docteur Wilhelm Filderman, le président de la Fédération des communautés juives de Roumanie, par laquelle il s'engageait de

¹ Renonçant à la neutralité, la Roumanie rentre dans la Grande guerre aux côtés de l'Entente en 1916.

² Elena Costache GĂINARIU, *Monografia comunei Burdujeni, plasa Bosancea, județul Suceava, op. cit.*, p. 49 et p. 109.

³ Norman MANEA, *Le retour du hooligan, op. cit.*

⁴ Radu IOANID, *Holocaustul în România*, București, Hasefer, 2006, p. 93.

⁵ Jean ANCEL, *Transnistria III*, București, Atlas, 1998, p. 274.

⁶ Voir les sténogrammes des réunions du gouvernement Antonescu du 22 juin 1941 et du 8 juillet 1941, citées par la CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 136.

⁷ Radu IOANID, *Holocaustul în România, op. cit.*, p. 231. Selon les auteurs du *Raport final*, entre 1941 et 1942, 21 229 Juifs sont déportés de Bucovine du Sud et du département de Dorohoi, CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 136.

protéger les Juifs vivant à l'intérieur des frontières roumaines après les pertes territoriales en faveur de l'URSS et de la Hongrie de 1940, n'est pas honorée¹.

Au cours du premier hiver après la déportation, les grands-parents maternels de Norman Manea décèdent, mais le reste de la famille réussit à survivre au prix de sacrifices dont le plus notable reste selon l'écrivain l'arrivée au camp de Maria qui, en leur ramenant des vivres, risque la Cour martiale. « Inoubliable » près de soixante-dix ans plus tard, son geste fait d'elle selon Manea un des plus forts « symboles roumains positifs »². De cette période, à part les privations, l'écrivain se rappelle l'apprentissage des langues, d'abord le yiddish avec lequel l'enfant se familiarise pour la première fois dans les camps de Transnistrie puisqu'« à la maison on parlait le roumain »³, ensuite l'ukrainien qu'il apprend en jouant avec ses camarades rencontrés sur place et le russe qu'il pratique à l'école primaire de Briceni, en Bessarabie, fréquentée brièvement en 1944, après la libération⁴. Suivant son témoignage c'est donc à travers cette expérience de la déportation, au contact des autres Juifs et de leur langue, que l'enfant fait la découverte de sa judaïté comme d'une identité « différente », d'une appartenance communautaire qui s'impose désormais à son imaginaire⁵.

Encadré n° 13 : Les Juifs de Roumanie entre 1866 et 1945

Après la Première Guerre mondiale, suite aux traités de Versailles (1919) et de Trianon (1920), les provinces de Transylvanie, de Bucovine et de Bessarabie sont rattachées au Royaume de Roumanie. À cette occasion, son territoire double (295 341 km²) et le pays hérite de nombreuses minorités nationales. Selon un recensement de 1930, 30 % de la population roumaine est formée désormais d'allogènes, dont 7,9 % de Hongrois, 4,1 % d'Allemands et 4 % de Juifs⁶. Localisée majoritairement dans le milieu urbain après l'expulsion des villages dans les années 1870⁷, la communauté juive

¹ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 136.

² Voir l'entretien avec Norman Manea réalisé par Laurențiu Ungureanu dans *Adevărul*, 24 mai 2012. Voir aussi Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 32.

³ Cf. l'entretien avec Norman Manea dans *Adevărul*, 24 mai 2012.

⁴ Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 32.

⁵ Cette découverte durant la déportation en Transnistrie se passe un peu à la manière dont les Créoles d'Amérique latine commencent à se penser comme « communauté nationale » durant leurs voyages vers la métropole au XVII^e siècle qui sera à la base des mouvements d'indépendance nationale, Benedict ANDERSON, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996, p. 69.

⁶ Georges CASTELLAN, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 74.

⁷ Carol IANCU, *Evreii din România (1866-1919). De la excludere la emancipare*, București, Hasefer, 2006, p. 20.

compte au total 756 930 membres dont la plupart vivent dans l'Est et le Nord-Est de la Roumanie, dans les régions de Moldavie (162 268) et de Bessarabie (206 958)¹. Inégalement intégrés à la société roumaine en fonction des vagues démographiques et des intérêts géopolitiques qui ont redessiné les frontières de l'Europe de l'Est au cours des XIX^e et XX^e siècles, les Juifs de Roumanie forment des communautés visibles notamment par la maîtrise des langues étrangères (le yiddish, le russe ou le hongrois)², la « mobilité sociale supérieure », « la concentration idéologique qui se cristallisera dans deux mouvements — le socialisme et le sionisme » et le « monopole dans certaines branches du commerce et des métiers » suite à l'interdiction d'occuper des fonctions publiques³. Cette spécificité et l'aspiration vers l'acquisition de droits civils et politiques dans la deuxième moitié du XIX^e siècle n'aident pas leur intégration. Souvent perçus comme « étrangers », les communautés juives tombent souvent victimes de la xénophobie ambiante dans un moment de forte construction nationale. Ainsi, si la première Constitution de 1866 interdit expressément aux Juifs l'acquisition de droits civils (art. 7)⁴, le Congrès de Berlin de 1878 mettant fin à la guerre russo-roumaine-turque impose comme condition à la Roumanie en échange de la reconnaissance de son indépendance, la légifération de l'égalité des droits pour tous ses citoyens (art. 44). Mais opposées à l'assimilation de la minorité juive à la population, les élites politiques roumaines trouvent un artifice législatif par lequel les Juifs deviennent juridiquement « étrangers » et ne peuvent accéder à l'intégralité des droits citoyens qu'à travers un processus de naturalisation individualisé et complexe, aboutissant à des résultats modestes⁵.

C'est seulement en 1919 que les Juifs de Roumanie accèdent en bloc à la citoyenneté roumaine et aux droits qui en découlent, suite aux Traités de paix mettant fin à la Première Guerre mondiale. L'article 133 de la Constitution de 1923 confirme l'égalité des cultes en Roumanie, signifiant que la religion cesse de constituer un critère discriminant à l'obtention des droits civils et politiques. Malgré cette avancée, l'entre-deux-guerres se présente comme une période mouvementée avec la multiplication des organisations fascisantes, parmi lesquelles la Ligue de la Défense Nationale Chrétienne (LANC) et la Garde de fer sont les plus radicales. À la même période, de nombreuses personnalités culturelles affirment leur antisémitisme, A. C. Cuza, Nicolae Paulescu, Nae Ionescu, Mircea Eliade, E. M. Cioran et Constantin Noica n'en étant que les plus cités. En 1922, la vague d'antisémitisme qui frappe les universités d'Europe Centrale arrive aussi en Roumanie et plusieurs établissements ferment suite au déchaînement de violence que subissent les étudiants juifs⁶.

Toutefois, c'est à partir de 1938 que l'antisémitisme (re)devient politique d'État avec l'arrivée au pouvoir du Parti national chrétien⁷ du poète nationaliste Octavian Goga (1881-1938). Grand rival de la Garde de fer — troisième force politique du pays aux élections de 1937 —, ce parti adopte une série de lois antisémites dont la révision de la nationalité pour une partie des citoyens Juifs qui fait perdre

¹ Institutul Național de Statistică, *Recensământul general al populației României din 29 decembrie 1930*, București, 1938-1940, p. 440-443 cité par CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 20.

² *Ibid.*, p. 21.

³ Carol IANCU, *Evreii din România (1866-1919). De la excludere la emancipare*, op. cit., p. 20 et p. 253.

⁴ CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 19-21.

⁵ Entre 1879 et 1900 seulement 85 personnes ont été naturalisées et il faut attendre 1913 pour que leur nombre dépasse la barre des 500, Carol IANCU, *Evreii din România (1866-1919). De la excludere la emancipare*, op. cit., p. 196-197.

⁶ Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 58-59.

⁷ Résultat de l'union du Parti national agraire avec la LANC du professeur antisémite A. C. Cuza, mentor de Corneliu Codreanu le leader de la Garde de fer.

leur citoyenneté à 252 222 personnes¹. Cette politique hostile continue tout au long de la dictature royale de Carol II (1938-1940) malgré l'échec du gouvernement Goga. Le gouvernement pro-allemand d'Ion Gigurtu (1940) transforme les Juifs en citoyens de « second rang » (décret-loi du 9 août 1940) et les lois raciales du gouvernement Antonescu (1940-1944) parachèvent ce processus². Exclus de la vie publique, économique et culturelle du pays, persécutés, à partir de 1941, les Juifs risquent la déportation et les exécutions arbitraires.

À l'été 1940, sous la pression de l'Allemagne nazie et de l'URSS, la Roumanie perd plusieurs de ses territoires : la Bessarabie et la Bucovine du Nord reviennent aux Soviétiques, tandis que la Transylvanie du Nord revient à la Hongrie. La crise politique étant évidente, le roi Carol II appelle le général Ion Antonescu pour prendre les commandes du gouvernement. Du 6 septembre 1940 à janvier 1941 celui-ci gouverne avec les légionnaires d'Horia Sima³ dans l'État national-légionnaire. Sur le fond de la rivalité avec le général à la tête de l'État, après une tentative de coup d'État ratée, ces derniers sont définitivement écartés du pouvoir avec l'accord du Führer qui, cooptant Antonescu dans une alliance contre l'URSS, souhaite une Roumanie stable politiquement. Il reste que, durant la « rébellion légionnaire » (21-23 janvier 1941), les Gardes de fer attaquent non seulement les institutions de l'État mais aussi la minorité juive de Bucarest dont les maisons, les commerces et les lieux de cultes sont dévastés, et les membres assassinés dans un pogrom qui fait au moins 120 morts. Ce massacre ouvre la série noire des atrocités contre les Juifs abattus en masse durant le pogrom d'Iași (14 850 morts entre le 29 juin et le 6 juillet 1941⁴), et ensuite par l'Armée roumaine à Odessa où en octobre 1941, 25 000 Juifs sont assassinés, à Dalnic et à Golta⁵.

L'entrée de la Roumanie en guerre aux côtés de l'Allemagne nazie le 22 juin 1941 avec pour principale motivation la reconquête des provinces perdues ne fait que radicaliser la politique de persécution des Juifs. Après la récupération à l'été 1941 des territoires occupés par l'Armée rouge au Nord de la Roumanie, une vaste politique de déportation des populations juives est engagée par les autorités roumaines, avec l'accord *mais non à l'initiative* du III^e Reich. À partir de juin 1941, entre 146 423 et 187 000 Juifs et 25 000 Roms de Bessarabie et de Bucovine sont déportés vers les camps de

¹ CISHR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 41.

² Les lois raciales adoptées alors s'organisent autour de trois paliers de discriminations : 1. l'expropriation des Juifs des propriétés rurales, des terrains agricoles, des immeubles, des entreprises ; 2. l'exclusion des Juifs de la vie économique, culturelle, religieuse et publique ; 3. des privations concernant l'accès à certains aliments, objets, une fiscalité supérieure et des humiliations quotidiennes (participation aux travaux d'intérêt général). À cela s'ajoutent l'évacuation des Juifs des zones rurales, la création des ghettos dans le Nord de la Roumanie, les déportations, Radu IOANID, *Holocaustul în România*, *op. cit.*, p. 34-59.

³ Horia Sima (1906-1993), professeur de littérature dans le secondaire, est le successeur de Corneliu Codreanu à la tête de la Garde de fer après l'assassinat de ce dernier par l'ordre de Carol II, en 1938. Vice-président du Conseil des ministres dans l'État national-légionnaire, Sima s'exile en Allemagne nazie après la perte du pouvoir en janvier 1941 suite à la rébellion légionnaire. Ici, il vit dans un camp de réfugiés avec d'autres légionnaires accueillis et soutenus par Hitler dans l'espoir de pouvoir faire pression sur Ion Antonescu le moment venu. En 1945, Horia Sima dirige un gouvernement roumain en exil qui tente depuis Vienne de reprendre le pouvoir en Roumanie, mais qui reste sans écho. Ensuite il se dirige vers l'Espagne où, sous Franco, il reçoit le statut de réfugié politique et reste selon certaines sources jusqu'à la fin de sa vie.

⁴ Cf. CISHR, *Rapport final*, *op. cit.*, p.124. Radu Ioanid note que le chiffre oscille entre 3 200 et 12 000 victimes en fonction des sources, Radu IOANID, *Holocaustul în România*, *op. cit.*, p. 127.

⁵ Radu IOANID, *Holocaustul în România*, *op. cit.*, p. 264-272.

Transnistrie par les autorités de Bucarest¹. À l'automne 1942, après la défaite des troupes allemandes à Stalingrad, Ion Antonescu décide d'ajourner le plan de déportation des 292 000 Juifs restés à l'intérieur des frontières de la Roumanie après les pertes territoriales de 1940, qu'Hitler réclame pour qu'ils soient acheminés vers les camps d'extermination de Pologne. Le refus du général Antonescu d'y répondre, les sauve². Parmi les Juifs déportés en Transnistrie seulement autour de 50 000 survivent et sont rapatriés à la fin de la guerre³.

Selon le bilan dressé par le Rapport de la Commission internationale pour l'étude de l'Holocauste en Roumanie, entre 280 000 et 380 000 Juifs et 11 000 Rroms ont péri dans les massacres perpétrés durant la Deuxième Guerre mondiale par les autorités roumaines⁴.

Rapatriée en avril 1945⁵, la famille Manea s'installe en 1947 à Suceava après un détour de deux ans par Fălticeni et Rădăuți⁶ où l'enfant apprend l'allemand sur les conseils de ses parents⁷. Norman Manea s'en souvient comme d'une période « très heureuse », marquée par la double découverte de la lecture et de la nourriture qui lui avait manqué en Transnistrie⁸.

Une fois sur place, en 1947, le père de l'écrivain rentre dans le Parti ouvrier roumain (PMR) sur les conseils de leur ancienne domestique Maria, qui avait épousé entre-temps le Premier secrétaire du Parti communiste de la ville de Suceava, Victor Varasciuc⁹. Se remémorant cet événement, il souligne :

« Mon père n'était pas intéressé par la politique et a beaucoup résisté mais, sous ce type de pression, affective plutôt, il est rentré dans le parti. (...) Donc, contrairement au cliché commun où l'on dit que les Juifs étaient communistes et que ce sont eux qui ont fait rentrer [le communisme en Roumanie, N. D. L. R.], dans notre famille il s'est passé exactement le contraire. C'est-à-dire... aucune trace de communisme, mes parents n'étaient pas intéressés. Mais, il est devenu membre du parti et ainsi directeur de l'entreprise... m'enfin... tout ce qu'il s'en est suivi jusque à ce que, en 58 je crois, il a été arrêté, il a été

¹ Cf. CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 234 et Jean ANCEL, *Transnistria III, op. cit.*, p. 284.

² CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 253, p. 389.

³ Radu IOANID, *Holocaustul în România, op. cit.*, p. 264.

⁴ CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 388.

⁵ L'original de l'attestation de rapatriement de la famille Manea est reproduit dans *Vatra*, n° 5-6, 2011, p. 32.

⁶ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

⁷ Voir la confession de Norman MANEA, « Sunt un scriitor român », *Ziarul de duminică*, 9 mai 2008.

⁸ Entretien avec Norman Manea diffusé dans le cadre de l'émission TV « DigiCult », le 27 mai 2014, cf. <https://www.digi24.ro/magazin/timp-liber/cultura/copilaria-scriitorilor-norman-manea-taica-meu-m-a-legat-de-picioarul-mesei-nu-banuia-ca-voi-fi-legat-de-masa-in-alt-fel-decat-a-planuit-el-248281>.

⁹ Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 33.

enfermé, il a été dans un autre camp, à Periprava¹, dans un camp de travail, enfin bon, il s'agit d'autres évolutions... »².

Répondant à un des stéréotypes courants dans la presse de Roumanie après 1989, à savoir le « judéo-bolchévisme »³, ce commentaire montre comment des relectures du passé viennent informer des débats présents. Cette précision doit être lue comme une réponse à ceux qui, considérant le communisme comme une idéologie « étrangère » à « l'être et à l'esprit du peuple roumain », affirment qu'il n'aurait jamais trouvé un terrain fertile s'il n'avait pas été exporté en Roumanie par les « étrangers » comme « les Juifs » ou les « Soviétiques »⁴. Évoquant l'enrôlement politique de son père, fréquent alors parmi les rescapés des camps de concentration pour lesquels la « rhétorique du parti communiste s'avérait dans les premières années après la guerre extrêmement attractive »⁵, l'écrivain tente donc de déconstruire une des idées reçues les plus présentes dans l'espace public roumain postcommuniste. Le passé personnel et autobiographique de l'écrivain est ainsi mobilisé pour montrer que, plus complexe, la dynamique des engagements dans le parti communiste après la guerre a souvent emprunté d'autres chemins que ceux imaginés par la logique du « judéo-bolchévisme »⁶.

¹ Periprava est un camp de travail communiste située dans le département de Tulcea, dans l'Est de la Roumanie.

² Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008. Citant les travaux de l'Institut central de statistique de 1938, le politologue Michael Shafir indique dans ses travaux les pourcentages suivants pour la composition ethnique du Parti communiste de Roumanie en 1930 : 26,58 % Hongrois, 22,65 % Roumains, 18,12 % Juifs, 10,27 % Russes et Ukrainiens, 8,45 % Bulgares, 10,21 % Autres (Michael SHAFIR, *Romania. Politics, Economic and Society*, op. cit., p. 26). Étant donné la taille réduite du parti dans les années 1930 (3000 membres en décembre 1935 cf. « Congresul al VII-lea al Internaționalei Comuniste și sarcinile imediate organizatorice ale Partidului Comunist Român. 2 decembrie 1935 », la Direction Générale des Archives Nationales, fonds « CC al PCR — Propagandă și Agitație », 112/1935, F 01024, f. 2) et le fait qu'en Roumanie vivent durant l'entre-deux-guerres 756 930 Juifs, la proportion des membres de cette minorité dans le parti reste très faible.

³ George VOICU, « Teme antisemite în discursul public (III) », *Sfera Politicii*, n° 82, 2000, p. 48-54.

⁴ Voir par exemple Corneliu Vadim TUDOR, « Cine a adus bolșevismul, teroarea și crima în România ? », *România Mare*, n° 69, 25 octobre 1991.

⁵ Entretien avec Norman Manea dans *Adevărul*, 24 mai 2012. Quelques données supplémentaires, utiles à la compréhension de l'amalgame courant entre la minorité juive et l'adhésion au parti communiste nous indiquent un « leadership (...) prédominant non-roumain pendant de nombreuses années » et un engouement des représentants des minorités nationales — hongroise, juive et autres — pour le carnet rouge. Ayant « souffertes des persécutions réelles ou imaginaires », ceux-ci ont rejoint les premiers les rangs du Parti communiste considérant « qu'il était leur tour de jouer un rôle important en politique », Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 225.

⁶ Une recension des prises de position qui embrassent l'hypothèse du judéo-bolchévisme, exprimées dans l'espace public roumain après 1989 est réalisée par George VOICU, *Zeii cei răi. Cultura conspirației în România postcomunistă*, Iași, Polirom, 2000, p. 77-88.

Mais quand bien même cette conversion au communisme débouche sur une ascension professionnelle dans le cas du père de Norman Manea, celle-ci sera de courte durée. Après l'adhésion au PMR, Marcu Manea devient le directeur de l'entreprise pour laquelle il travaillait. En 1958, suite à une dénonciation anonyme il est mis en examen pour « fraude »¹. L'enquête confirmant les plaintes, il perd son poste et il est arrêté, jugé et condamné à plusieurs années de prison. Enfermé dans le camp de Periprava, le père de l'écrivain est libéré quelques années plus tard, en pleine déstalinisation, et la « faute judiciaire » confirmée².

2. Le désenchantement : la conversion au communisme et les études techniques (1950-1965)

L'incident n'est pas sans renforcer les ressentiments du fils adulte envers le régime, malgré un passé de militant communiste. « Petite vedette rouge »³ pendant sa scolarité primaire et secondaire à Suceava, Norman Manea avoue avoir été « absolument fasciné durant son adolescence par l'idéologie communiste »⁴, séduit autant par les promesses de l'utopie que par la dimension théâtrale de ses cérémonies. Très actif dans les organisations politiques de son école et plus tard du lycée où il est le secrétaire pour un an de l'Union des jeunes ouvrières, il se désengage progressivement à partir de 1952 après l'exclusion du parti d'un ancien camarade et ami⁵. La vague d'épurations déclenchée au centre par la « déviation de droite » ayant conduit à l'élimination de trois membres de la direction collective du parti touchait ainsi les organisations locales⁶.

¹ Norman MANEA, *Le retour du hooligan*, op. cit., p. 214-215.

² Les circonstances de l'arrestation, de la détention et de la libération de son père sont revisitées par Norman Manea dans les chapitres « Periprava, 1958 » et « L'employé » de son roman *Le retour du hooligan*, op. cit., p. 210-232.

³ Entretien accordé par Norman Manea à Radio France Culture, le 25 mars 2013, <http://www.franceculture.fr/player/reecouter?play=4594189>.

⁴ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

⁵ « N'étant pas très bête et ne cherchant pas à suivre une carrière politique, à partir de mes 16 ans j'étais complètement guéri du conte de fée communiste », entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

⁶ Cette vague d'épurations conduit à l'exclusion du parti en 1952 de trois des quatre membres qui forment la direction collective du Parti ouvrier roumain (PMR), à savoir Ana Pauker, Teohari Georgescu et Vasile Luca. Entre 1952 et 1965 la direction du Parti sera exercée par le quatrième membre, à savoir Gheorghe Gheorghiu-Dej qui devient le secrétaire général du PMR jusqu'à sa mort.

Élève brillant, en 1954 le futur écrivain intègre les cours de la très sélective Faculté d'hydraulique (18 diplômés sur 126 inscrits¹) dans le cadre de l'Institut de constructions de Bucarest. Ce domaine lui permet de faire la preuve de sa « masculinité »² et ce, en dépit de son attraction pour la littérature, stigmatisée dans son entourage comme un domaine « vague », « dangereux » et « instable »³. Au-delà de la division genrée « classique » des études montrant que les représentants du sexe masculin se destinent plus volontiers aux formations scientifiques et techniques⁴, ce choix relève dans le cas de Norman Manea des raisons qui tiennent également de l'accomplissement du « projet socialiste » dans la Roumanie des années 1950. L'industrialisation forcée de la Roumanie a déterminé dès 1948 le régime à mettre en place une série de politiques d'encouragement de l'éducation et de la formation des cadres et notamment des ingénieurs, requis par le développement de l'industrie lourde, pierre angulaire de ce projet⁵. Les politiques économiques se sont conjuguées avec une croissance de la mobilité sociale, la création d'emplois sur un marché du travail entièrement centralisé et une hausse du prestige social associé à la profession d'ingénieur, matériellement et statutairement privilégiée par rapport aux autres. C'est ce qui explique la valorisation des filières techniques à un moment où la littérature et les sciences humaines connaissent une idéologisation croissante par l'imposition du réalisme-socialiste et du marxisme-léninisme, quand ce n'est pas la relégation de l'univers académique comme c'est le cas de la sociologie dès la fin des années 1940⁶.

¹ Entretien avec Norman Manea dans *Adevărul*, art. cité.

² Entretien avec Norman Manea, *Suplimentul de cultură*, 6 juin 2014, <http://www.suplimentuldecultura.ro/index.php/continutArticolNrIdent/Interviu/9461>.

³ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

⁴ Christine GUIONNET, Erik NEVEU, *Féminins/Masculins : sociologie du genre*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 83.

⁵ Pour la réforme de l'enseignement et la formation des cadres techniques par le régime communiste, voir CPADCR, *Raport final*, op. cit., p. 291 et 306. Sur l'industrialisation forcée après 1945 et les déséquilibres économiques qu'elle provoque, voir Bogdan MURGESCU, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Iași, Polirom, 2010, p. 320, p. 336 et p. 338.

⁶ Le réalisme-socialiste devient en 1949 la seule « méthode de création » agréée en littérature, mesure décrétée par l'USR (cf. Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 37). Une des disciplines les plus idéologisées, qui a connu de surcroît plusieurs vagues d'épurations après 1945, est l'histoire (voir entre autres Vlad GEORGESCU, *Politică și istorie. Cazul comuniștilor români*, op. cit.). La sociologie est marginalisée et dissoute en plusieurs étapes entre 1947 et 1948 et ré-institutionnalisée tardivement, à partir de 1966 (cf. Ștefan BOSOMITU, *Miron Constantinescu. O biografie*, București, Humanitas, 2014, p. 327-355). À son tour,

Une fois étudiant, la qualité de son dossier recommande Norman Manea pour siéger au Bureau politique des Jeunesses communistes, invitation à laquelle il ne donne pas cours selon ses dires, malgré les injonctions de ses camarades dont le futur Ministre des Affaires étrangères qui fait partie alors de la direction de l'organisation. Après l'obtention de son diplôme en 1959, à la fin de cinq années d'études « compliquées », Manea travaille sur plusieurs chantiers importants de Roumanie (Suceava, Ploiești, București) exerçant avec difficulté un métier qui incarne la « métaphore de l'époque »¹, se souvient-il.

Pendant ces années, l'intérêt pour la littérature est constamment cultivé non seulement comme forme d'évasion mais comme activité parallèle. Et bien que ses premières tentatives littéraires remontent au lycée, c'est en 1966 que l'écrivain fait ses débuts dans une revue roumaine d'avant-garde. En 1974, Manea quitte son poste d'ingénieur, renonçant par là à une profession dont rétrospectivement il dit avoir attendu qu'elle le « protège contre la pression politique et le crétinisme de la langue de bois »² ainsi que de « l'incertitude »³, et commence à vivre exclusivement de et pour la littérature.

Choisie sous la pression sociale et familiale, la formation technique semble avoir été préférée dans un premier temps pour l'ouverture qu'elle offre vers un métier sécurisant matériellement, lisible socialement et doté d'une plus grande prévisibilité que la profession d'écrivain qui elle, à l'inverse, se définit selon Nathalie Heinich par le cumul de plusieurs formes d'indétermination (statutaire, matérielle et identitaire)⁴. Mais si tel est bien le cas dans un régime démocratique et capitaliste de production des biens symboliques, gouverné par les lois de l'offre et de la demande, dans un régime de production centralisé comme le régime socialiste, la condition d'existence de l'écrivain est bien différente et peut, sous certaines conditions, revêtir

dans les années 1950 la philosophie est entièrement soumise à la norme du marxisme-léninisme (cf. Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, op.cit., p. 89-102 et p. 251-252).

¹ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

² Norman MANEA, *Le retour du hooligan*, op.cit., p. 203.

³ Entretien avec Norman Manea, *Suplimentul de cultură*, 6 juin 2014, <http://www.suplimentuldecultura.ro/index.php/continutArticolNrIdent/Interviu/9461>.

⁴ Nathalie HEINICH, *Être écrivain. Création et identité*, Paris, La Découverte, 2000, p. 61-94.

nombre d'avantages, comme les travaux de sociologie de la littérature sous le communisme l'ont remarquablement montré¹.

3. Le réenchantement : l'entrée dans le monde littéraire (1965-1986)

Membre de l'Union des écrivains (USR) depuis 1965 et auteur de plusieurs livres² dans un régime de création et d'édition très avantageux, qui offre aux auteurs des crédits pour la période de préparation des œuvres³, l'entrée de Norman Manea dans le champ littéraire n'a rien d'un saut dans le vide aux risques incalculables.

Encadré n° 14 : *L'Union des écrivains de Roumanie (1949-1989). Entre consécration littéraire et contrainte politique*

Après l'installation des partis communistes au pouvoir dans les pays de l'Europe Centrale et de l'Est sont fondées, sur le modèle soviétique, des associations de création qui réunissent sous une forme proche de la corporation l'ensemble des professionnels d'une certaine branche artistique⁴. Parmi ces associations, les unions des écrivains occupent une place singulière en tant que lieux de concentration du pouvoir symbolique et temporel des intellectuels. Étroitement contrôlées par le pouvoir, elles sont en même temps dotées d'importants moyens matériels par lesquels les régimes socialistes cherchent à s'assurer la participation des écrivains à leur légitimation politique⁵. « Hautement valorisée » la littérature est transformée en « "arme" idéologique et politique » de la lutte des classes et on lui attribue une fonction « éducative et de propagande » à laquelle toute création doit désormais répondre⁶.

¹ Mihai Dinu GHEORGHIU, *Scena literaturii*, București, Minerva, 1987 ; Mihai DINU GHEORGHIU (éd.), Lucia DRAGOMIR (en collaboration avec), *Littératures et pouvoir symbolique*, op. cit. ; Lucia DRAGOMIR, *L'Union des Écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, Paris, Belin, 2007 ; Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit. ; Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, op. cit.

² En 1969, en pleine libéralisation, il publie un volume de nouvelles (*Noaptea pe latura lungă* București, Editura pentru literatură) et en 1970 un roman (*Captivi*, București, Cartea Românească) qui révèlent selon la critique littéraire un « écrivain complètement formé », Ovidiu MORAR, *Scriitori evrei din România*, București, Ideea Europeană, 2012, p. 2010.

³ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 56.

⁴ Lucia DRAGOMIR, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 109, 2011, p. 59.

⁵ Anne-Marie THIËSSE et Nathalia CHMATKO, « Les nouveaux éditeurs russes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 126-127, 1999, p. 75 cité par Lucia DRAGOMIR, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », art. cité, p. 60.

⁶ Lucia DRAGOMIR, *L'Union des écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, op. cit., p. 12-15.

En Roumanie, l'USR est créée en 1949 par la fusion de la Société des écrivains roumains avec la Société des auteurs dramatiques. Structure fortement bureaucratisée, elle est dirigée par un président, plusieurs vice-présidents et un bureau qui assure les relations de l'union avec le Bureau politique du Parti communiste. Plus bas dans la hiérarchie des postes, un Conseil assure la direction de l'activité de l'union sur tous les plans : il élit à bulletin secret le Bureau et les sections de création (constituées en fonction de chaque genre littéraire) dont le rôle est celui « d'assister l'écrivain aux différents stades de la création » et à s'assurer de l'application des normes idéologiques¹. Le Conseil supervise également l'activité des diverses commissions qui ont des tâches professionnelles ou administratives (admission des nouveaux membres, attribution des prix, relations externes, découverte et direction des jeunes écrivains)². L'USR dispose de filiales dans toutes les villes importantes de Roumanie et d'un Fonds littéraire organisé sur le principe d'une société de secours mutuel (il subventionne les écrivains en cas d'invalidité, de retraite, de maladie, etc., et accorde des prêts à long terme à taux d'intérêt 0, considérés comme une avance sur le travail à fournir)³. Une organisation du PMR/PCR fonctionne auprès de l'union pour accueillir les écrivains membres de parti. Aux avantages matériels « très importants dans une société de pénurie » accordés aux membres (subventions, droits d'auteur considérables, appartements, accès à des magasins alimentaires, des restaurants et des clubs inaccessibles à la grande majorité de la population, bourses d'études et de création, séjours de documentation, résidences dans des maisons de création, etc.) s'ajoutent les récompenses symboliques (prix, postes politiques et littéraires, conférences devant de larges auditoires, publications, traductions)⁴. Mais l'accès aux ressources n'est pas équitable pour tous les écrivains en fonction des différents critères comme l'appartenance au parti, le genre littéraire pratiqué, les relations à l'intérieur et à l'extérieur de l'institution. Aussi entre 1949 et 1989 apparaissent des « cercles de privilégiés » successifs à travers la « concentration de l'autorité à un seul pôle » et la « convergence de la représentativité culturelle, la consécration institutionnelle et l'acquisition des privilèges matériels »⁵. Ambigüe sous le rapport des critères qui la guident, oscillant en permanence entre qualité littéraire et mérite politique, l'admission dans l'USR est essentielle à l'exercice de la profession d'écrivain puisqu'en dehors de l'institution « il n'y a pas de pratique littéraire reconnue officiellement »⁶. Cette configuration est le fruit de la position monopolistique occupée par l'USR dans l'espace littéraire grâce au puissant réseau de diffusion dont elle dispose (maisons d'édition, journaux, revues).

Si elle la rend vulnérable à l'immixtion du pouvoir dans l'activité littéraire tout au long de la période communiste, la position monopolistique occupée par l'USR comporte des limites évidentes pour le contrôle des écrivains. Contrairement aux effets escomptés, leur regroupement dans une association unique fait émerger des solidarités surprenantes à la base des contestations vives de la censure et de la surveillance durant les moments de crise politique comme ceux de 1968 ou de 1981⁷, quand l'ingérence du Parti dans les affaires de l'USR est dénoncée à scène ouverte pendant les conférences

¹ Antoine BAUDIN, *Le réalisme socialiste soviétique de la période jdanovienne (1947-1953)*, vol. II, Berne, Peter Lang, 1998, p. 17 cité par Lucia DRAGOMIR, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », art. cité, p. 61.

² *Ibid.*, p. 61.

³ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 56-57

⁴ Lucia DRAGOMIR, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », art. cité, p. 62.

⁵ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 332.

⁶ Lucia DRAGOMIR, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », art. cité, p. 62.

⁷ Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, op. cit., p. 52.

nationales des écrivains. Mais de manière générale, la mobilisation des écrivains se fait sur une base essentiellement syndicale, non-politisée¹. C'est d'ailleurs suite à cette mobilisation qu'à partir de 1985, l'activité de l'USR est bloquée.

La conversion à la littérature apparaît ainsi comme une progression soigneusement préparée par une stratégie d'accumulation de deux formes de capital : le capital relationnel assurée par l'appartenance à une institution capable d'assurer la survie de ses membres, et le capital symbolique assuré par la publication de deux livres bien reçus par la critique et l'inclusion dans un groupe littéraire d'avant-garde qui cultive l'esthétisme et la distance avec l'idéologie officielle, signe d'investissement d'une forme de « l'art pour l'art » sous l'ancien régime. La littérature apparaît donc comme une porte de sortie et une façon de gérer un double désenchantement – celui par rapport aux études techniques d'un côté, et celui par rapport à l'idéologie politique du Parti communiste de l'autre. La décision d'investir une activité en régime vocationnel marque par ailleurs la rupture avec les attentes familiales d'ascension sociale du fils à travers un choix professionnel ajusté à la hiérarchie des métiers valorisés propre aux années 1950.

3.1. Début littéraire et contrainte politique : du « *Fer à repasser l'amour* » à... Et l'acier fut trempé (1965-1974)

Lorsque Norman Manea fait ses débuts en 1966, un an après l'arrivée de Nicolae Ceaușescu au pouvoir, le régime socialiste connaît une période de détente politique et de prospérité économique. Une nouvelle constitution est adoptée en 1965 qui réduit le rôle de l'URSS en Roumanie, officialisant ainsi les aspirations d'autonomisation envers le Grand frère engagé par la nouvelle élite politique qui entre en scène à Bucarest passé 1958, année du retrait des troupes de l'Armée rouge du territoire roumain². De nombreux prisonniers politiques arrêtés entre 1951 et 1955 sont relâchés et les anciens membres du PMR évincés durant le stalinisme, parmi lesquels Lucrețiu Pătrășcanu, intellectuel marxiste et ancien Ministre de la Justice jugé et

¹ Gabriel ANDREESCU, *Existența prin cultură*, Iași, Polirom, 2016, p. 237-250.

² Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 244 et p. 251.

exécuté en 1954, sont réhabilités¹. Le PMR change son nom pour devenir le Parti communiste roumain (PCR) et se démocratise. Les critères d'admission sont assouplis et le parti s'ouvre à la fois aux intellectuels et aux adhésions en masse qui lui font dépasser en 1970 le seuil de 2 millions de membres². L'économie connaît quant à elle une période de croissance avec un taux de 12 % par an, l'augmentation des investissements dans l'industrie, l'intensification du commerce extérieur avec les démocraties occidentales au détriment de celui avec l'URSS et les pays du Comecon, une amélioration qualitative du niveau de vie³.

Cette libéralisation sur le plan interne se conjugue avec le « dégel » des relations sur le plan externe et le rapprochement avec les États-Unis et les pays de l'Europe de l'Ouest après le refus de Nicolae Ceaușescu d'intervenir durant le Printemps de Prague de 1968 et sa neutralité dans le conflit sino-russe⁴.

La détente politique se fait également sentir au niveau du champ littéraire qu'elle affecte de manière indirecte et avec un certain décalage temporel. Bénéficiant d'une relative autonomie de fonctionnement, la « libéralisation » y pénètre d'abord filtrée par le jeu des usages que les écrivains en font, avant que des tentatives plus ou moins concrètes de réforme des principales institutions littéraires n'interviennent à partir de 1969. C'est ce qui explique d'ailleurs la réception mitigée de la première nouvelle de Norman Manea, « Le fer à repasser l'amour »⁵, dénoncée immédiatement comme « abstraite », « apolitique » et « cosmopolite »⁶, attributs qui signifient alors une distance intolérable avec l'idéologie officielle. La petite publication où elle paraît (*Povestea vorbii*), en réalité un supplément culturel de la revue *Ramuri*, ne connaît pas un meilleur sort, étant soudainement supprimée après seulement dix numéros, en décembre 1966.

¹ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, op. cit., p. 234-235.

² Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 252.

³ Bogdan MURGESCU, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, op. cit., p. 336-361.

⁴ Vlad GEORGESCU, *The Romanians. A history*, op. cit., p. 253-254.

⁵ Norman MANEA, « Fierul de călcat dragostea », *Povestea vorbii*, n° 7, 1966.

⁶ Ces étiquettes renvoyaient dans les années 1960 aux ennemis du PCR et fonctionnaient comme des injures, Lucia DRAGOMIR, *L'Union des écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, op. cit., p.164-165.

Animé par le poète et médiateur culturel Miron Radu Paraschivescu¹, important découvreur de talents littéraires, ancien militant communiste, tenté par le trotskisme et désillusionné du stalinisme, en rupture avec le régime dans les années 1960 mais « toléré »² par celui-ci en raison de ses anciens faits d'armes, le suppléant milite pour la diversification des « sensibilités » et des « tonalités » qui s'expriment dans la littérature roumaine³. C'est pourquoi il ouvre sans réserve ses pages aux nouveaux arrivants, comme par exemple les poètes de la mouvance « onirique » qui, ne trouvant pas de place ailleurs dans la presse littéraire de 1966, sont encouragés à lui adresser des textes originaux⁴. Parmi les principes qui guident leur sélection, Paraschivescu insiste sur l'importance de la « qualité littéraire » des œuvres, appréciée selon un goût « indépendant » et des « affinités électives » et « spirituelles », étrangères aux « stéréotypes et schémas secs et vides » qui, présents ailleurs dans la presse littéraire, sont synonymes d'« un retour en arrière » de la littérature roumaine⁵.

¹ Miron Radu Paraschivescu (1911-1971) : poète, essayiste et traducteur. Il fait ses études à la Faculté d'Arts des Universités de Cluj et de Bucarest et à la Faculté de Lettres et Philosophie de l'Université de Bucarest. En 1933 il adhère au PCR, militant pendant la période où le parti fonctionne en illégalité, et en 1936 devient rédacteur à la revue communiste *Era nouă*. Intellectuel hérétique dans les années 1960, Paraschivescu découvre, aide et soutient plusieurs auteurs subversifs comme par exemple l'opposant anticommuniste Paul Goma et ou le romancier Marin Preda, considéré comme l'écrivain le plus important de l'époque communiste. Collaborateur au fil du temps à plusieurs revues littéraires ou politiques comme *Timpul*, *Țara nouă*, *Ecoul*, *Scânteia*, et *România liberă*, *Revista literară*, *Povestea vorbii*, *supliment literar* (1965), Paraschivescu est l'auteur de plusieurs livres de prose et de poésies dont les plus connus restent à présent le volume de vers *Cântice țigănești* (1941) inspiré par le poète espagnol Federico García Lorca et son journal inédit publié de manière posthume, *Jurnalul unui cobai (1940-1954)*, Cluj, Dacia, 1994. Durant l'entre-deux-guerres, Miron Radu Paraschivescu rentre en conflit à plusieurs reprises avec le jeune Mircea Eliade à propos de l'« apolitisme » spiritualiste prêché alors par celui-ci (Miron Radu PARASCHIVESCU, « Reabilitarea responsabilității », *Cuvântul Liber*, 16 mars 1935 et « Responsabilitatea unei generații », *Cuvântul Liber*, 22 juin 1935 cités par Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, *op. cit.*, p. 238), Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, *op. cit.*, p. 300. Pour une biographie informée voir Ana DOBRE, *Miron Radu Paraschivescu — eternul eretic*, București, Muzeul Literaturii Române, 2011 ; Paul CERNAT, « Biografia unui “cobai” eretic », 22, n° 43 (1128), 18-24 octobre 2011.

² Stelian TĂNASE, « Miron Radu Paraschivescu », *Sfera politicii*, n° 4/158, 2011, p. 108.

³ Miron Radu PARASCHIVESCU, « După un an », *Povestea vorbii*, n° 1, 1966.

⁴ Le groupe des poètes oniriques pratique une littérature proche du surréalisme. Le groupe constitué en 1959 disparaît de la scène littéraire au milieu des années 1970. Pour une histoire et une analyse de ses productions voir Alina Ioana BAKO, *Dinamica imaginărilor poetice : grupul oniric românesc*, Cluj-Napoca, Eikon, 2012. Voir aussi les souvenirs de l'écrivain Ștefan AGOPIAN, *Scritori în comunism (niște amintiri)*, Iași, Polirom, 2013, p. 12-24.

⁵ Miron Radu PARASCHIVESCU, « După un an », art. cité.

L'accent mis sur les valeurs esthétiques, la gratuité de l'art et le goût pour les expériences littéraires inédites, « modernes », à l'« unisson de l'Europe »¹, situent toutefois la petite publication à l'opposé de ce qui était attendu par le Parti en 1966 en matière de littérature, en dépit d'un contexte qui fait croire à la diminution du contrôle idéologique. Accusé d'imperméabilité aux créations qui révèlent la « spécificité nationale »² et de promouvoir un « escapisme » intolérable et étranger à l'esprit du réalisme-socialiste qui, malgré un évident déclin, ne cesse de hanter les exigences artistiques du leadership communiste³, la petite publication devient la cible d'une campagne de diffamation dans les publications asservies au PCR⁴. La mobilisation met fin rapidement à ses ambitions littéraires et le supplément disparaît avant la fin de l'année. Cet épisode brutal forge probablement les dispositions contestatrices de certains membres du groupe qui protestent ouvertement contre l'institution de la censure dès 1968⁵.

On voit ainsi comment les débuts de Norman Manea dans le monde littéraire s'inscrivent sous le signe de la confrontation avec le pouvoir, dont sa profession d'ingénieur était censée le préserver. Intervenue en 1965⁶, son entrée dans l'USR ne profite que brièvement de l'affirmation d'une nouvelle génération d'écrivains en rupture avec le réalisme-socialiste triomphant dans les années 1950. À cette génération, l'Union avait ouvert largement ses portes dans la deuxième moitié des années 1960, encouragée par le Parti communiste en quête de

¹ Miron Radu PARASCHIVESCU, « Editorial pentru proză », *Povestea vorbii*, n° 7, 1966 et « Artă pentru artă », *Povestea vorbii*, n° 8, 1966.

² Dennis DELETANT, « Cheating the Censor: Romanian Writers under Communism », *Central Europe*, vol. II, n° 6, novembre 2008, p. 139.

³ En 1969, après donc les réelles concessions octroyées aux écrivains par le PCR par la réforme de l'USR et du système éditorial, Nicolae Ceaușescu souligne durant le X^e Congrès du Parti que la liberté de création dont « nous sommes les partisans » est « conçue dans l'acception philosophique que donne le marxisme à la nécessité historique », *Scînteia*, 13 juillet 1969 cité par Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, op. cit., p. 62 et p. 68.

⁴ La campagne est portée par les revues *Luceafărul* et *Contemporanul*, Denis DELETANT, « Cheating the Censor: Romanian Writers under Communism », art. cité, p. 139. L'organe officiel du Parti, *Scînteia*, attaque également le courant « onirique », le mot même étant interdit d'usage pour un certain temps.

⁵ Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, op. cit., p. 19 et p. 20.

⁶ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

légitimité auprès des intellectuels après son divorce avec Moscou en 1968¹. Le renouvellement du personnel politique engagé par Nicolae Ceaușescu dès son arrivée au pouvoir en 1965, explique en outre le penchant envers la conservation d'une bonne entente avec les écrivains dont l'appréciation est considérée nécessaire à la consolidation de sa popularité².

C'est une période de démocratisation pour l'USR qui se dote en 1969 d'un nouveau statut entérinant sa décentralisation administrative et culturelle³. De nouvelles revues sont créées, des maisons d'édition spécialisées ouvrent leurs portes aux côtés d'un Fonds littéraire, institution destinée à administrer la distribution d'avantages financiers et d'assurances aux écrivains qui publient⁴. Sous l'impact de ces changements et de l'expansion numérique des écrivains professionnels, le volume de livres de fiction publiés explose pour toucher à son apogée en 1974⁵. Les effets de cette libéralisation effraient toutefois les dirigeants politiques qui craignent la perte du contrôle sur le milieu littéraire. Des signes avant-coureurs de la « redogmatisation » de la culture se font sentir dès 1971⁶.

Le 6 juillet 1971, devant le comité exécutif du Parti communiste, Nicolae Ceaușescu avance les « thèses de juillet » — dix-sept mesures à travers lesquelles le secrétaire général cible la ré-idéologisation de la production intellectuelle, inaugurant la « minirévolution culturelle » à la roumaine, selon la formule d'Anneli Ute Gabanyi⁷. En 1972, L'USR change à nouveau de statut et perd une part importante des acquis de 1969. L'activité de l'institution connaît une recentralisation croissante avec le renforcement de la filiale bucarestoise au détriment des provinciales et le Fonds littéraire est contraint d'exercer un contrôle financier plus strict sur les écrivains endettés. Suite à ces dispositions, un conflit latent germe entre les écrivains et le Parti,

¹ Lucia DRAGOMIR, *L'Union des écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, *op. cit.*, p. 128-132.

² Alina PAVELESCU, « L'arrivée au pouvoir de Ceaușescu et le renouvellement des élites dans le Parti communiste roumain (1965-1969) », dans Nicolas BOUQUET, François BOCHOLIER, *Le communisme et les élites en Europe Centrale*, Paris, PUF, 2006, p. 213-227.

³ Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, *op. cit.*, p. 52-53.

⁴ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, *op. cit.*, p. 55-58.

⁵ *Ibid.*, p. 169.

⁶ Anneli Ute GABANYI, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, *op. cit.*, p. 15

⁷ *Ibid.*, p. 197.

débouchant sur une crise d'ampleur de leurs relations, qui éclate en plein jour au début des années 1980.

3.2 Professionnalisation et genèse du protochronisme¹ (1974-1981)

On voit ainsi comment entre 1966 — quand Norman Manea fait son début dans *Povestea vorbii* — et 1974 — quand il abandonne sa carrière d'ingénieur pour devenir écrivain à plein temps — les règles du jeu littéraire changent et les conditions d'exercice de la profession d'écrivain se retrouvent sensiblement bouleversées².

1974 est également l'année où dans une revue de culture bucarestoise intitulée *Secolul XX* [*Le Vingtième siècle*] paraît un article qui influence durablement la vie intellectuelle et littéraire roumaine³. Intitulée « Protocronism românesc » [« Protochronisme roumain »], cette contribution est signée Edgar Papu, historien de l'art et esthéticien réputé, exclu du milieu universitaire à la suite de son emprisonnement à la fin de la période stalinienne et jamais réintégré par la suite⁴. Collaborateur constant à plusieurs publications et revues bien placées dans le paysage culturel roumain et auteur d'une œuvre tardive vaste et appréciée, Papu est marginalisé dans l'espace intellectuel quand il accepte de prêter son nom à cette tentative de réappropriation de la nouvelle norme idéologique qui est celle de la « spécificité nationale » par les poètes de cour du régime actifs dans les rédactions des revues *Luceafărul*, *Săptămîna* ou *Flacăra*.

Plutôt modéré dans ses affirmations, l'article de Papu part de l'observation partagée à l'époque, que la culture roumaine semble incapable de dépasser son statut de culture

¹ Du « protos » (gr.) = premier et « chronos » (gr.) = temps. *Protochronisme* signifie le « premier dans le temps ».

² Lucia DRAGOMIR, *L'Union des écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, *op.cit.*, p.176-183.

³ *Secolul XX* est classé d'ailleurs par Katherine Verdery parmi les revues *antiprotochronistes* comme orientation, Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 157.

⁴ Edgar Papu est emprisonné entre 1961 et 1964 sous l'accusation de « trahison à la nation ». Voir la notice biographique que lui consacre Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române A-L*, *op. cit.*, p. 297-298.

périphérique pour s'intégrer dans le « circuit universel » des valeurs¹. La question surgit dans un contexte complexe où la vieille obsession des intellectuels roumains pour la reconnaissance internationale rencontre l'intérêt du pouvoir pour la réintroduction des critères de marché dans sa politique culturelle². Confronté à la crise économique déclenchée par le choc pétrolier de 1973 et à la diversification des discours artistiques suite à la libéralisation des années 1960, le Parti recherche alors des solutions pour limiter d'un côté les libertés acquises par les intellectuels et d'un autre côté, les coûts élevés que sous-tend le volume pléthorique de livres publiés en Roumanie dans les années 1970³. Si la censure et le contrôle politique représentent des solutions pour une partie du problème, poser la condition de la rentabilité des livres, autrement dit, de l'ajustement des tirages aux capacités d'absorption du marché pourrait représenter une solution pour l'autre. Mais en réalité, cette solution reviendrait à introduire une logique de l'offre et de la demande là où l'économie socialiste centralisée mettait l'accent exclusivement sur la production⁴. D'où l'importance des acteurs qui, à l'intérieur du champ culturel, se saisissent de la question et la reformulent avec les moyens et le vocabulaire propres à leur profession, ouvrant

¹ Edgar PAPU, « Protocronism românesc », *Secolul 20*, n^{os} 5-6 (160-161), 1974, p. 8. Paru dans la rubrique « l'Originalité roumaine », l'article de Papu n'est pas le seul à se montrer préoccupé par cette problématique. Dans le sommaire du même numéro, un article écrit par le poète Ștefan Augustin Doinaș traite de la langue roumaine comme « instrument de la poésie universelle », tandis que le numéro 8 de la même revue s'ouvre sur une enquête intitulée « La culture roumaine dans le circuit des grandes valeurs » à laquelle répondent plusieurs intellectuels roumains et étrangers, *Secolul 20*, n^o 8 (163), 1974, p. 3-19.

² Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 65 et p. 87.

³ Voir les périodes 1969-1974 et 1975-1980 dans le tableau en Annexes 2. La production d'œuvres littéraires par genres et périodes (1963-1988) », Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, *op. cit.*, p. 129.

⁴ La compétition pour les ressources dans un système socialiste place les producteurs culturels dans un rapport de dépendance accrue vis-à-vis du centre qui détient le monopole des moyens de production. Incapable de subventionner les institutions culturelles à partir des années 1980, le PCR réintroduit des critères de marché dans l'évaluation des produits culturels et demande aux producteurs de retrouver, du moins en partie, leur autonomie à travers les ventes réalisées. Parvenant mal à satisfaire leurs besoins (en terme de matières premières) la compétition entre ces producteurs pour l'obtention des subventions s'aiguise et, avec, les luttes symboliques pour la représentativité autour de l'« idéologie nationale », (Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, *op. cit.*, p. 65 et p. 87). Ioana Macrea-Toma parle même de l'introduction d'un « socialisme capitaliste » sur le marché du livre en Roumanie, soumis dans les années 1970 à des exigences de rentabilité, (Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, *op. cit.*, p. 179-189).

ainsi la voie à une réintroduction en contrebande¹ des critères économiques qui s'apparentent à une sorte d'hérésie politique.

En ce sens, l'article d'Edgar Papu ne soulève pas un problème différent, même si, à travers un transfert ingénieux, il le déplace en apparence à l'extérieur de l'espace autochtone :

« On a souvent dit que dans un contexte universel, notre désavantage serait l'absence d'une langue de circulation internationale, à laquelle on pourrait ajouter le fait qu'on n'est pas un grand État. Ces conditions défavorables bien que problématiques, auraient pu trouver tout de même des remèdes. La grande difficulté a été toutefois une autre : le décalage entre nos forces créatrices et celles d'absorption de notre public »².

Car lorsqu'il pose la question de l'intégration de la culture roumaine dans le circuit universel des valeurs, Papu se lance dans la recherche des causes de cet échec ainsi que des solutions pour y remédier. Se demander comment peut-on devenir « universels », c'est poser en d'autres termes la question du comment peut-on faire exister sur le marché international des produits culturels nationaux. La préoccupation s'apparente à une opération de légitimation classique pour ainsi dire au sein des littératures dominées qui, comme celle roumaine, disposent d'un capital politique et d'une « littéralité »³ réduites en rapport avec celles reconnues⁴. Après l'avoir déplacé à l'extérieur des frontières nationales, Papu replace finalement le problème de l'absence de visibilité internationale où l'inégalité des langues détermine la dépendance des littératures périphériques par rapport à celles centrales⁵, au plan interne puisque chez lui, l'insuccès de l'exportation des biens symboliques roumains en dehors des frontières nationales, trouve sa cause dans la « méconnaissance » du public roumain envers les œuvres locales de

¹ La « contrebande » représente une modalité qui permet de participer à la rénovation idéologique dans des conditions d'oppression politique tout en s'assurant la survie symbolique ou physique au sein de l'espace littéraire et du régime, Benoît LAMBERT, Frédérique MATONTI, « Un théâtre de contrebande. Quelques hypothèses sur Vitez et le communisme », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001, p. 398.

² Edgar PAPU, « Protocronism românesc », art. cité, p. 8.

³ La « littéralité » désigne cette qualité qui fait qu'« en raison du prestige des textes écrits dans certaines langues, il y a, dans l'univers littéraire, des langues réputées plus littéraires que d'autres et censées incarner la littérature même », Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, Paris, Seuil, 1999, p. 39.

⁴ Pascale CASANOVA, « Consécration et accumulation de capital littéraire. La traduction comme échange inégal », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 144, 2002/4.

⁵ *Ibid.*, p. 14.

valeur¹. Une des raisons de cette méconnaissance, Papu la trouve donc dans le déséquilibre entre la richesse des forces productrices dont dispose la Roumanie et les forces réceptives du public roumain qui, accablées par la profusion d'œuvres qui paraissent chaque année, n'ont ni le loisir ni les capacités de saisir leur originalité par rapport à ceux composant le panthéon de la littérature universelle².

Voici donc comment le désajustement entre l'offre et la demande culturelle sur le marché autochtone est rendu responsable de l'inaccessibilité à l'universalité de la culture roumaine et de son absence de pénétration sur le marché international. Pour résoudre cette difficulté, Papu considère qu'un réexamen de la production artistique roumaine s'impose. Réalisée brièvement dans le cadre de l'article, cette réévaluation déployée avec érudition met en exergue le caractère « *protochronique* » des lettres roumaines, qui soumises à une analyse rétrospective donnent à voir de nombreuses créations qui ont anticipé les courants artistiques représentatifs pour l'Europe occidentale comme l'illuminisme, le romantisme, le réalisme, etc.³ À ce titre la culture nationale apparaît comme parfaitement intégrable au circuit des « valeurs universelles ». Admettant que tout comme ailleurs, un régime synchronique d'imitation des modes culturelles européennes a fonctionné également sur le territoire roumain, l'auteur insiste sur la nécessité de mettre l'accent surtout sur les « grandes personnalités » et les « périodes » représentatives du caractère définitivement *protochronique* de la culture roumaine⁴.

Sous cet angle, le *protochronisme* apparaît non seulement comme une voie de revalorisation qualitative des biens symboliques autochtones, mais également comme une stratégie quasiment publicitaire pour réaliser une hausse quantitative de leur exportation. Ce que l'article de Papu propose avec d'autres mots, c'est un ajustement entre l'offre et la demande autochtone de biens culturels au nom d'un nouveau principe de sélection qui assurerait de

¹ *Ibid.*, p. 9.

² *Ibid.*, p. 8-9.

³ *Ibid.*, p. 9-10.

⁴ *Ibid.*, p. 11.

surcroît une « commercialisation » supérieure des produits nationaux sur le marché international des biens symboliques.

Qu'une étude aussi hérétique dans son esprit aux principes de l'économie socialiste ait rencontré du succès dans les sphères du pouvoir dans la Roumanie socialiste reste un mystère, à moins que l'on considère, comme l'avance Katherine Verdery, que le PCR a consenti à partir des années 1970, sous la pression des intellectuels, à la réintroduction du « discours national »¹ dans le circuit public. Confronté à la diversification des voix potentiellement critiques à l'adresse du régime suite à la libéralisation des années 1960 et à l'épuisement des modes de domination traditionnelle (comme la violence), le Parti s'oriente à partir des années 1970 vers une modalité de contrôle prédominant « symbolique-idéologique », considère Kenneth Jowitt à partir d'une lecture de Max Weber². L'usure des versions indigènes du marxisme-léninisme et du réalisme-socialisme que le PCR tente sans succès de réhabiliter après la détente des années 1960, et la nécessité pressante de trouver de nouveaux leviers à ses besoins de légitimation dans le contexte de la crise économique accélérée par le choc pétrolier de 1973 créent un milieu favorable à l'ouverture du régime envers le « discours national »³. Jouissant d'un prestige certain parmi les intellectuels qui avaient mal vécu l'imposition brutale du marxisme-léninisme dans la première décennie socialiste, ce type de discours qui se décline en

¹ Il ne faudrait pas réifier le « discours national », mais l'envisager plutôt comme un champ discursif où s'affrontent plusieurs versions concurrentes, cf. Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, op. cit., p. 28.

² Kenneth Jowitt nous livre une analyse fine des liens établis entre les croyances et les comportements politiques des groupes sociaux d'un côté, et l'intérêt des dirigeants du PCR à adopter l'« idéologie nationale » comme discours officiel, d'un autre côté. Il tient à souligner combien, contrairement aux thèses dominantes, l'introduction de l'idéologie nationale par le PCR dans la dernière partie du régime ne découle pas d'une volonté de « manipuler les masses » à travers l'instrumentalisation des sentiments patriotiques. La crise de légitimité du régime confronté à de graves problèmes économiques à partir des années 1970 ne lui permettant plus de maintenir au même niveau les dépenses culturelles qui financent la vie intellectuelle, contraint ses dirigeants à se montrer plus perméables aux discours nationaux qui jouissent d'une certaine autonomie dans les institutions pour continuer de s'assurer à profit l'allégeance des écrivains, Kenneth JOWITT, *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944 - 1965*, op. cit., p. 276-280 et p. 284.

³ Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, op. cit., p. 106.

plusieurs versions, offre en plus l'avantage de justifier la politique de renationalisation opérée par le régime de Bucarest après le refroidissement de ses relations avec l'URSS à partir de 1964¹.

Sous cet angle, le *protochronisme* réalise un double coup : il énonce une logique de sélection de la production littéraire adaptée à celle économique de l'offre et de la demande, tout en flattant la fierté nationale. En même temps, il s'agit d'une idéologie qui subordonne la valeur esthétique de l'œuvre à son succès en tant que marchandise, minimisant son irréductibilité artistique et substituant le *circuit de production restreinte* au *circuit de grande production des biens symboliques*². Réinterprété et utilisé par les intellectuels proches du Parti comme un mode d'exaltation de la « spécificité nationale », le *protochronisme* est perçu par le régime comme une modalité pour améliorer l'image de la Roumanie à l'extérieur et celle du Parti à l'intérieur du pays. C'est ainsi qu'au moment même où Norman Manea amorce sa reconversion professionnelle à la littérature, la littérature amorce sa conversion au *protochronisme*.

La propagation de ce nouveau paradigme est telle qu'il absorbe comme une force centripète les divisions à l'œuvre dans le champ littéraire avant le milieu des années 1970. La polarisation entre les écrivains réalistes-socialistes et les écrivains « modernistes », est redéfinie comme opposition entre d'un côté les « synchronistes », « esthètes » et pro-occidentaux, *antiprotochronistes* tendanciellement opposés au pouvoir et les « autochtonistes », « nationalistes », *protochronistes*, acquis à la cause du Parti, dont les plus visibles sont groupés autour des périodiques comme *Săptămâna*, *Luceafărul* et *Flacăra*³. Si tout oppose les deux

¹ Ce refroidissement est lié aux désaccords au sein du Comecon autour du rôle de producteur agricole attribué à la Roumanie alors que la direction politique souhaite développer l'industrie lourde. Suite à ces divergences, en avril 1964 le PMR adopte une décision connue sous le nom de « Déclaration d'indépendance ». Elle récuse la domination du PCUS au sein du Bloc socialiste ainsi qu'un mode de fonctionnement qui repose sur un principe hiérarchique. Mettant l'accent sur la « souveraineté nationale », l'« indépendance économique » et l'« autodétermination » des États socialistes, la déclaration insiste sur le principe de la non-ingérence dans les affaires internes des pays du bloc de l'Est considérant que leurs relations devraient se baser sur des « avantages réciproques », cf. « Declarație cu privire la poziția Partidului Muncitoresc Român în problemele mișcării comuniste și muncitorești internaționale », adoptată de Plenara lărgită a CC al PMR din aprilie 1964, București, Politică, 1964.

² Selon la typologie théorisée par Pierre Bourdieu dans Pierre BOURDIEU, « Le marché des biens symboliques », *Année sociologique*, vol. 22, 1971, p. 55-60 et p. 114.

³ Ces différentes divisions ne se superposent pas parfaitement, si bien que l'on peut souvent rencontrer des *antiprotochronistes* membres du Parti communiste ou des *protochronistes* éloignés du pouvoir, Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 310-311.

pôles, leur conception de ce qui est représentatif pour la spécificité nationale dans une œuvre littéraire, est cruciale. Lorsque les écrivains *protochronistes* développent une vision indigéniste et exclusiviste de la « nation » repliée sur son histoire héroïsée, son folklore et ses traditions glorifiées en phase avec l'« autarchie »¹ et l'isolationnisme du régime, les *antiprotochronistes* eux, inventent une « identité nationale » essentiellement latine et définitivement tournée vers l'Europe et ses valeurs classiques². Ce n'est pas un hasard si le critère proposé par Papu rencontre du succès surtout chez les écrivains dominés au pôle symbolique du champ littéraire. Car exclus de la seule instance de consécration, l'URR, ce sont eux qui ont le plus besoin de légitimation en adhérant au *protochronisme* comme à une promesse du renforcement de leur légitimité artistique à travers la pénétration de la « république mondiale des lettres »³.

Écrivain proche du deuxième groupe dans une conjoncture où la lutte pour les ressources s'aiguise, Norman Manea entre en conflit avec les *protochronistes* dans la première moitié des années 1980.

3.3. Du conflit littéraire au conflit politique (1981-1986)

Sollicité par le critique littéraire Grigore Gigurcu à l'hiver 1981 pour accorder un entretien à la revue *Familia* d'Oradea, petite ville de province située au nord-ouest de la Roumanie, Norman Manea s'exprime sur la condition de l'artiste dans la société socialiste :

« L'artiste n'est pas un bouffon, même si d'autres le voient ainsi,
même pas lorsque la société l'oblige à grimacer fardé et cabriolant.
Mais quand la pression du milieu, lui-même décomposé, déformé,

¹ Certains auteurs contestent les vertus explicatives des termes d'« autarchie » ou d'« isolationnisme » pour désigner les mesures prises par le régime durant cette période. Kenneth Jowitt par exemple, propose les notions de « protectionnisme » et d'« autonomie décisionnelle » plus appropriées à son avis, à caractériser la dernière étape du régime Ceaușescu, cf. Kenneth JOWITT, *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944-1965*, op. cit., p. 291.

² Prônant le respect des valeurs « authentiques », les versions indigénistes du discours national sont préférées par le Parti à celles pro-européennes, qualifiées d'« anticommunistes » durant la Guerre froide. Jugées davantage ajustées à la politique de repli sur soi économique du régime, qui cherche à rembourser la dette extérieure au prix d'importantes coupes énergétiques et alimentaires, les premières semblent plus en mesure de justifier la pénurie dans laquelle s'enlise la société roumaine notamment dans la deuxième moitié des années 1980, Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu*, op. cit., p. 123.

³ Selon la formule de Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, op. cit.

aplatis, tordu, le défigure, le masque dérisoire qu'arbore l'artiste n'est pas une acceptation, mais un refus, même dissimulé et qui prépare déjà sa revanche. L'artiste ne peut "honorer" l'officialité par une attitude cérémonieuse, c'est-à-dire en la prenant au sérieux, en valorisant ainsi involontairement son autorité, en l'accréditant »¹.

Interrogé plus précisément sur les rapports entre littérature et politique, entre l'écrivain et la société, le prosateur plaide pour la défense des valeurs esthétiques contre les ingérences politiques et pour l'engagement de l'artiste au service de la société contre les dérives du pouvoir. « Capteur ultrasensible », « albatros blessé », l'écrivain est selon Manea investi d'une mission spéciale : celle d'être un éclaireur et un amplificateur de la « vérité », autrement dit une « conscience honnête à laquelle ses semblables peuvent croire »².

Intervenant après la dernière conférence nationale de l'USR à laquelle les écrivains *protochronistes* les plus connus sont absents car ils ne figurent pas parmi les délégués³, l'interview de Manea les dérange d'autant plus qu'à partir de cette réunion il établit une convergence entre la « valeur artistique et la conscience civique » de l'écrivain roumain⁴. De surcroît, la réflexion livrée par l'écrivain dans cet entretien en vient à dénoncer la distribution inéquitable des ressources entre les différentes divisions du champ littéraire. Participant pleinement à la lutte autour de celles-ci, de plus en plus rares dans une société en crise, les propos de Norman Manea visent explicitement les écrivains *protochronistes* « gâtés à travers l'ensemble des mégaphones (...) de large audience » qui « pour tout ce qui concerne les bénéfiques et les honneurs ne sont pas mal placés »⁵. L'allusion à Corneliu Vadim Tudor⁶, jeune

¹ Norman Manea, « Scriitorul, acea dreaptă conștiință în care semenii să poată crede », *Familia*, n° 12 (196), décembre 1981.

² *Ibid.*

³ Le scrutin ayant été secret cette année-là, les écrivains *protochronistes* asservis au Parti ne réussissent pas à réunir le nombre de suffrages nécessaires pour participer à la réunion en tant que représentants des filiales de l'USR, Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea, op. cit.*, p. 174. Ils accusent d'ailleurs un « boycott », Iulian NEACȘU, « Nostalgii administrative », *Luceafărul*, n° 7 (1033), 13 février 1982.

⁴ Norman Manea, « Scriitorul, acea dreaptă conștiință în care semenii să poată crede », art. cité.

⁵ *Ibid.*

⁶ Corneliu Vadim TUDOR (1949-2015) : écrivain et homme politique roumain. Diplômé en Philosophie du département de sociologie de l'Université de Bucarest (1971), il est collaborateur entre autres des revues *România liberă* et *Săptămîna* en tant que disciple d'Eugen Barbu, et un des « poètes de cour » les plus actifs du couple Ceaușescu. Membre du PCR, il reçoit la bourse Herder pour l'année 1978-1979 et étudie pendant un an l'histoire

poète et rédacteur de la revue *Săptămîna*, auteur d'un éditorial antisémite et chauvin intitulé « Idealuri » [Idéaux] paru en septembre 1980, est transparente¹. Sans qu'il soit nommé, Vadim Tudor est critiqué par Norman Manea pour ses propos « dignes des temps révolus », l'écrivain lui conseillant de « se retirer » du journal bucarestois pour intégrer la rédaction d'une obscure publication de province, vers « thérapie et domestication »².

L'ironie mordante de ces allégations n'échappe pas au jeune poète qui leur adresse une critique virulente. De la sorte, la réception de l'entretien de Norman Manea dans *Familia* en décembre 1981 est reportée sur celle de son livre *Octombrie, ora opt* qui vient d'être publié la même année dans une maison d'édition de Cluj-Napoca³. Ces réceptions croisées coalisent plusieurs écrivains *protochronistes* autour d'une campagne assez violente dans les rédactions des publications comme *Săptămîna*, *Luceafărul* ou *Flacăra* proches du Parti communiste. Leurs attaques répétées mobilisent un triple registre de dénonciation — politique, ethnique, artistique — sous-tendant autant de formes d'exclusion de l'écrivain juif : exclusion de la communauté nationale en tant qu'« extraterritorial »⁴, exclusion de la communauté politique en tant qu'auteur « libéraloïde »⁵, qui « se moque de l'histoire » et « persifle les réalités roumaines »⁶, exclusion

à Vienne. Plus tard, en 2003, il devient docteur en histoire de l'Université de Craiova. Défenseur du *protochronisme* avant 1989, il se remarque par ses prises de position xénophobes et antisémites comme celles de l'éditorial « Idéaux », publiée de manière anonyme en 1980, dont la paternité est pleinement assumée après 1989. Auteur de plusieurs volumes de poésies (*Poezii* (1977), *Epistole vieneze* (1979)) et de réflexions sur des thèmes d'histoire (*Istorie și civilizație* (1983), *Mândria de a fi român* (1986), *Jurnalul Revoluției de la Crăciun la Paște* (2003)). Membre fondateur de la revue *România Mare* et du parti homonyme, Vadim Tudor est élu sénateur sans interruption entre 1992 et 2008. En 2009 il devient parlementaire européen. Candidat à plusieurs reprises aux élections présidentielles, il arrive au second tour en 2000 mais est finalement vaincu par Ion Iliescu, Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z, op. cit.*, p. 729-730.

¹ Cet éditorial n'avait pas été signé, mais l'ensemble de la communauté littéraire connaissait l'auteur. Voir *Săptămîna*, 5 septembre 1980. Après 1990, Corneliu Vadim Tudor republie le texte dans son journal, *România Mare*, dans le numéro du 1^{er} février 2008, occasion par laquelle il réaffirme la paternité du texte.

² Norman Manea, « Scriitorul, acea dreaptă conștiință în care semenii să poată crede », art. cité.

³ Norman Manea, *Octombrie, ora opt*, Cluj-Napoca, Dacia, 1981.

⁴ Ilie PURCARU, « Elucidări necesare », *Săptămîna*, 5 février 1982. Dans un article de *Săptămîna*, Norman Manea est accusé de ne pas savoir écrire correctement le roumain, Corneliu Vadim TUDOR, « Centenar Pârvan », *Săptămîna*, n° 591, 2 avril 1982.

⁵ Ilie PURCARU, « Elucidări necesare », art. cité.

⁶ Corneliu Vadim TUDOR, « Valoarea prin discernământ », *Săptămîna*, n° 604, 2 juillet 1982.

de la communauté littéraire en tant qu'écrivain « inconnu », qui « manque de talent » et dont les volumes ne devraient pas avoir droit de cité dans le « royaume des livres »¹.

Prenant place en pleine période de pénurie, certaines des interventions qui participent à cette « exécution » dénoncent à leur tour le désajustement entre l'offre et la demande des biens culturels en Roumanie au milieu des années 1970. C'est en son nom que Corneliu Vadim Tudor exige parmi d'autres la non-publication de Manea avec l'argument que sa littérature n'illustre pas la « spécificité nationale », ni « les héros anonymes de la Roumanie socialiste »² et qu'en conséquence, ne sachant pas comment rencontrer son public, son nouveau livre, *Octombrie, ora opt*, « grossier » et « obscène », ne fait qu'épaissir « de manière irresponsable » les piles des « livres invendus »³. Prenant place, comme souligné, dans une conjoncture de réduction drastique des ressources destinées à la création littéraire, cette polémique vient clôturer les controverses occasionnées par la dernière Conférence nationale des écrivains de 1981.

Survenue quelques mois plus tôt, cette manifestation « sans précédent » devient en l'absence de Nicolae Ceaușescu qui décide au dernier moment de ne pas y prendre part, une arène de contestation ouverte du pouvoir et débouche sur la défaite des écrivains *protochronistes* aux élections pour la direction de l'USR⁴. Influencée par cette défaite, la teneur de l'assaut contre Norman Manea, écrivain *antiprotochroniste* extérieur au PCR⁵, membre du Bureau de la Section « Prose » de l'Association des écrivains de Bucarest, porte donc les traces de la marginalisation croissante des poètes de cour du couple Ceaușescu au sein de l'Union, et s'inscrit sous le signe de la riposte. C'est à ce titre que la polémique déclenchée par l'entretien accordé par l'écrivain dans *Familia* a pour mobile, à part sa disqualification, celle de son groupe

¹ Adrian PĂUNESCU, « Pentru totalitatea și unitatea culturii române », *Flacăra*, 4-29 janvier 1982 ; Iulian NEACȘU, « Nostalgii administrative », art. cité ; Corneliu Vadim TUDOR, « Împărăția cărților », *Săptămîna*, n° 600, 4 juin 1982.

² Corneliu Vadim TUDOR, « Împărăția cărților », art. cité.

³ Corneliu Vadim TUDOR, « Valoarea prin discernământ », art. cité.

⁴ À cet égard Norman Manea se souvient que pour la première fois depuis longtemps, les élections pour l'USR, qui se sont déroulées à bulletin secret, ont été « libres » en 1981. Voir son témoignage dans Norman MANEA, *Despre clovni : Dictatorul și Artistul*, op. cit., p. 197-198, ainsi que celui d'Alex ȘTEFĂNESCU, « O instituție demonizată : Uniunea Scriitorilor », *România literară*, n° 19, 2005.

⁵ Norman Manea ne fera jamais partie du PCR après 1954.

d'appartenance dont on convoite la position dans la lutte pour les ressources, étant donné la position stratégique de l'USR comme principal réservoir de subventions publiques¹.

Les obstacles importants soulevés par la censure à la publication de son roman *Plicul negru* qui paraît difficilement, largement tronqué, en 1986², et l'annulation du prix accordé par l'USR à Norman Manea en 1987 pour le volume *Pe contur*³ par le Conseil de la Culture et de l'Éducation Socialiste⁴, prolongent cette campagne d'éviction de l'adversaire.

Il faut noter pourtant que les luttes pour la suprématie aux pôles de distribution des ressources et des marques de reconnaissance sont bien plus complexes que ce que laisse penser la confrontation selon un axe unique *protochronistes-antiprotochronistes*. Des conflits et des rivalités subsistent à l'intérieur de chaque pôle si bien qu'au milieu de la polémique contre Manea, un écrivain comme Adrian Păunescu⁵, le poète de cour par excellence du couple présidentiel, grand rival de Corneliu Vadim Tudor, rédacteur aux revues *Flacăra* et *România liberă*, prend sa défense.

¹ Les attaques contre Norman Manea se conjuguent avec celles contre Gheorghe Grigurcu, critique littéraire qui l'a interviewé pour *Familia* et qui est l'auteur à la même époque d'un panorama sur la situation de la littérature roumaine contemporaine publiée dans la revue *Convorbiri literare*. Pour une critique de cette intervention voir les deux articles de Dan ZAMFIRESCU, « Sensul tradiției și al protocronismului I », *Săptămîna*, n° 580, 15 janvier 1982 et « Sensul tradiției și al protocronismului II », *Săptămîna*, n° 583, 5 février 1982 ; Constantin STĂNESCU, « Adnotări la o dezbateră despre literatura ultimului deceniu », *Scînteia*, 14 janvier 1982.

² Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, op. cit., p. 173.

³ Norman MANEA, *Pe contur*, București, Cartea Românească, 1984.

⁴ Instance de contrôle politique de la vie culturelle et littéraire, créée en 1971, Lucia DRAGOMIR, *L'Union des écrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, op. cit., p. 154 et p. 177.

⁵ Adrian Păunescu (1943-2010) : poète, journaliste et homme politique. Après des études de littérature à l'Université de Bucarest (1968), il travaille dans la presse comme rédacteur aux revues *Amfiteatru*, *România literară* et *Luceafărul*. À partir de 1973 il devient rédacteur en chef de la revue *Flacăra* et du cénacle du même nom avec lequel il sillonne le pays et organise des grands spectacles de masse durant lesquels il rend entre autres hommage à Nicolae Ceaușescu et au PCR. Auteur de plusieurs livres de poèmes appréciés par la critique dans une première partie de sa carrière littéraire (*Ultrasentimente* (1965), *Mieii primi* (1967), *Istoria unei secunde* (1971)), sa popularité inquiète le pouvoir qui dispose la fermeture du cénacle à partir de 1985. Membre de l'USR et du PCR avant 1989, après cette date Adrian Păunescu est directeur des revues *Vremea* et *Totuși iubirea* et membre du Parti Socialiste du Travail (PSM) qui se revendique comme le continuateur de l'ancien parti unique et dont il devient le vice-président en 1993. Élu sénateur entre 1992 et 1996 sur les listes du PSM et, à nouveau entre 2000 et 2008, en tant que membre PSD, parti avec lequel le PSM fusionne, Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, op. cit., p. 318-319.

Dans un article répondant à la vision « minimaliste » de Tudor sur la politique éditoriale du régime, trop ouverte et laxiste selon lui envers les auteurs « sans talent » comme Norman Manea¹, Adrian Păunescu oppose sa perspective d'une politique culturelle accueillante et généreuse envers une pluralité de formes d'expression même si inégales esthétiquement². Admettant qu'il « ne goûte pas » la prose de Norman Manea, Păunescu y voit « la valeur ajoutée » qu'elle apporte à une « culture nationale » qui doit rester avant tout « unie »³. Bienvenue durant la campagne de dénigrement de Manea car appartenant à un intellectuel proche des cercles du pouvoir, cette intervention garde un caractère « ambigu » selon Claudiu Turcuș, puisqu'elle « présuppose une dissociation entre les valeurs constitutives d'une littérature et celles affiliées »⁴, manière de reproduire une forme d'exclusion à l'encontre de l'écrivain d'origine juive.

Surveillé par la Securitate après l'entretien accordé à *Familia* et en conflit avec les fonctionnaires pour la culture du PCR⁵, Norman Manea décide de quitter la Roumanie au moment même où, durant un voyage aux États-Unis effectué en 1986, il apprend en passant par l'Allemagne que la Deutscher Akademischer Austauschdienst (DAAD) lui offre une bourse d'un an dans le Berlin occidental⁶.

4. Entre le départ de Roumanie et la notoriété internationale : un *intermezzo* « politique » (1986-1991)

En 1986 quand il quitte la Roumanie, Norman Manea n'est pas un auteur inconnu, malgré son omission ultérieure des histoires littéraires⁷. Il avait publié dix livres bien reçus par

¹ Corneliu Vadim TUDOR, « Împărăția cărților », art. cité, « Valoarea prin discernământ », art. cité.

² Adrian PĂUNESCU, « Pentru totalitatea și unitatea culturii române », art. cité, « Valoare prin adăugire », *România liberă*, 9 juin 1982.

³ *Ibid.*

⁴ Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, *op. cit.*, p. 182.

⁵ Selon le témoignage de l'écrivain, Norman MANEA, *Despre clovni : Dictatorul și Artistul*, *op. cit.*, p. 193

⁶ L'écrivain a failli ne jamais prendre connaissance de cette invitation ; le bureau de la DAAD lui montre l'enveloppe envoyée en Roumanie revenue à l'expéditeur avec le tampon « inconnu », Cella MANEA et Claudiu TURCUȘ, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 34.

⁷ Comme celles de Nicolae MANOLESCU, *Istoria critică a literaturii române, 5 secole de literatură*, Pitești, Paralela 45, 2008 (qui inclut Norman Manea parmi les auteurs de « mémoires » dans un chapitre final marginal) ou

la critique¹, aux tirages parfois élevés même pour l'époque comme par exemple *Plicul negru* qui, grâce en partie aux obstacles de la censure qui aiguisent la curiosité, se vend à 20 000 d'exemplaires². En dépit d'un style « cryptique tant sous l'aspect stylistique que sous celui symbolique », qui « sollicite un lecteur attentif et plusieurs relectures »³, Norman Manea est un écrivain à succès auprès de la critique et du public lettré. Lauréat du prix de l'Association des écrivains de Bucarest pour l'année 1979 et de l'USR pour l'année 1984 il reste ainsi un « excentrique central »⁴.

Explorant souvent la matière autobiographique dont il dispose, si bien qu'elle représente une épreuve jamais finalisée de fictionnalisation de sa propre vie, la prose de Manea cultive un goût aigu pour les personnages marginaux et les situations d'échec qui traduisent sa perception de lui-même et des possibilités limitées de réalisation sous le régime communiste. Assumant rétrospectivement la dimension engagée de son œuvre⁵, Norman Manea fait appel au registre de la « littérature de contrebande » dans lequel, « durant les périodes d'hétéronomie maximale du champ littéraire », les écrivains trouvent « les instruments (...) professionnels de la reconquête de l'autonomie »⁶. Suivant Claudiu Turcuș, son principal exégète à ce jour, ses options littéraires transforment son œuvre en celle d'un « subversif-rétractile » envers un régime politique qui s'obstine à décréter le « bonheur obligatoire »⁷. Les tentatives de reconsidération

d'Eugen SIMION, *Scriitori români de azi*, București, Cartea Românească, vol. I-IV, 1974-1989, qui ne le mentionnent pas.

¹ Voir la liste des livres écrits par Norman Manea avant son départ de Roumanie en Annexe 4.

² Ovidiu MORAR, *Scriitori evrei din România*, op. cit., p. 216.

³ Mihai IOVĂNEL, « Norman Manea 75 : o retrospectivă », *Cultura*, n° 341, 5 octobre 2011.

⁴ Selon l'expression de Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », art. cité, p. 21.

⁵ Entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

⁶ Benoît LAMBERT, Frédérique MATONTI, « Présentation », dossier « Artistes/Politiques », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001, p. 6.

⁷ « (...) la subversion rétractile met en scène un personnage inadapté, mais sans poussées contrerévolutionnaires, conscient de sa propre marginalité, préoccupé par la réalité dans laquelle il vit, supérieur sous rapport intellectuel, mais profondément vulnérable. Souvent un vaincu, un raté, un outsider, l'antihéros de cette typologie ne cherche pas à s'opposer au système contraignant, souhaitant en échange de s'appartenir à soi-même. En abordant des thèmes social-politiques, mais depuis la position de l'homme faible sur lequel s'exerce le Pouvoir, sous ses diverses facettes, ces romans savent leur récupération par le régime (...) », cf. Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, op. cit., p. 26.

contemporaines de sa littérature divergent néanmoins sur ce point, puisque souvent court-circuitées par les débats autour des comportements politiques des écrivains sous l'ancien régime et les intérêts divers pour la distribution des certificats de lâcheté ou de courage, nouvelles catégories de la morale postcommuniste.

De la sorte, certains commentateurs se montrent sceptiques quand il s'agit de déceler dans l'œuvre de Norman Manea les techniques artistiques attestant de son engagement politique. Sa prédilection pour les héros « ratés » et pour la codification du langage, découle davantage selon Mihai Iovănel, des affinités avec la tradition du Nouveau roman français (George Perec, Alain Robbe-Grillet, Michel Butor, J. M. G. Le Clézio) que de la nécessité de « leurrer » la censure pour transmettre un message interdit politiquement, comme l'avance l'écrivain après 1989 pour s'expliquer sur le caractère exagérément codifié de sa prose¹.

Ainsi il semble que la perception subjective que l'auteur a de lui-même et de son œuvre entretient un rapport inversé avec sa réception « objective » par la critique littéraire et le grand public. Car quand bien même Norman Manea rejette les « étiquettes spectaculaires » comme celle de « dissident » accolées à sa personne², nombre de commentateurs continuent de penser que malgré ses prises de position courageuses contre le régime il reste un écrivain à la plume trempée dans l'imaginaire « ésopique »³ et « apolitique » qui a donné dans les années 1960 une lignée littéraire exprimant de manière détournée seulement son refus du quotidien socialiste⁴.

¹ Ovidiu MORAR, *Scriitori evrei din România, op. cit.*, p. 213 et Mihai IOVĂNEL, « Norman Manea 75 : o retrospectivă », art. cité.

² Dans l'entretien réalisé avec Norman Manea il exprime clairement son inappétence pour les « étiquettes spectaculaires » comme celle de « dissident » appliquée à quelqu'un qui ni n'a été membre du Parti communiste, ni n'a eu le courage « fou » d'un Paul Goma, opposant connu au régime communiste et premier signataire roumain de la Charte 77, entretien avec Norman Manea, Paris, 7 mai 2008.

³ La « langue d'Ésope » désigne plus généralement dans l'espace soviétique les pratiques de la contrebande en littérature, voir Françoise FLAMANT, « Introduction » dans Mikhaïl BULGAKOV, *Œuvres complètes*, Paris, Gallimard, 1997, t1, p. XXIV cité par Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance en politique, op. cit.*, p. 13.

⁴ Voir par exemple la thèse de doctorat de Madeleine Teodora DUMITRAȘ, *Norman Manea între subversivitate, disidență și exil*, Teză de doctorat în Filologie, Dir. Ion Simuț, Universitatea Oradea, Facultatea de Litere, Școala doctorală de Filologie, 2014.

En conséquence, on peut dire que dans son cas ce n'est pas l'œuvre qui a servi la « rébellion » politique, mais plutôt cette « rébellion » qui semble avoir servi l'œuvre, notamment après 1989 quand Norman Manea accède de manière inespérée, inattendue, à la reconnaissance internationale.

Postérieure à la « prise de parole » de 1981, la « défection » de 1986 avec le départ des époux Manea en Allemagne fédérale et ensuite aux États-Unis, est quant à elle moins le résultat d'un sentiment de « ras-le-bol » que la conséquence de l'ouverture des voies d'accomplissement professionnel alternatives à celles fournies par le « service public de la culture roumaine », pour paraphraser Albert Hirshmann¹. La bourse accordée par le DAAD à Berlin pour l'année 1987 et la traduction de plusieurs nouvelles en allemand, soutenue par Heinrich Böll, même si sans succès dans un premier temps², comptent parmi ses conditions de possibilité. En 1988, une nouvelle bourse de la Catholic University de Washington, obtenue grâce au soutien de Virgil Nemoianu, écrivain roumain qui vit aux États-Unis, permet à Norman Manea de poursuivre son exil outre-Atlantique, et de s'installer en 1989 à New York, où vit la sœur de sa femme, Ania Shapiro, et où Cella Manea trouve un emploi dans une entreprise de restauration des œuvres d'art³.

Des conférences, des salons du livre, des lectures dans plusieurs endroits prestigieux d'Europe et d'Amérique du Nord ponctuent ces années et permettent à Norman Manea de sillonner deux continents et de se faire connaître (tableau n° 8). Datent de cette époque plusieurs rencontres importantes, dont celles avec l'écrivain américain Philip Roth⁴ qui le met en lien

¹ Selon la typologie établie par Albert O. HIRSHMANN, *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995. Plus particulièrement sur la « défection », voir p. 40-52.

² En 1983, l'écrivain Heinrich Böll (1917-1985), prix Nobel de la littérature pour l'année 1972, reçoit une lettre de la part des écrivains roumains de langue allemande Paul Schuster et Dieter Schlesak sollicitant son soutien pour la publication en allemand du recueil de nouvelles de Norman Manea, *Octombrie, ora opt*. La lettre est accompagnée de plusieurs fragments traduits du livre. Enthousiasmé par sa lecture, Böll recommande sa publication d'urgence en allemand. Mais *Octombrie, ora opt* n'est traduit qu'en 1987, sans lien avec cette démarche. Ces informations ont été recueillies par Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 33.

³ *Ibid.*, p. 34.

⁴ Philip Roth (1933-2018), continue ainsi son engagement auprès des écrivains dissidents de l'Europe de l'Est qui avait débuté dans les années 1970 lorsqu'après plusieurs séjours à Prague il publie dans la collection qu'il dirige aux éditions Penguin des auteurs des pays communistes. Sur l'amitié avec Philip Roth et son rôle majeur dans

avec le chef d'orchestre et directeur de Bard College, Leon Botstein, et la participation aux congrès et réunions du Club PEN (en 1989, 1990, 1994) dont Norman Manea devient un habitué. C'est ici que lors d'une rencontre qui date de 1989, il propose une motion de soutien aux écrivains et journalistes harcelés ou arrêtés par les autorités de Bucarest pour avoir pris la parole contre le pouvoir¹.

Constitué en 1921, après la Grande Guerre, le club PEN émerge comme une extension au niveau international des salons artistiques fonctionnant localement, et milite pour la paix dans le monde à travers la rencontre et le rassemblement des élites littéraires de différents pays. Grand rival des Unions de création socialistes et notamment de celle des écrivains soviétiques fondée en 1932, le club PEN fonctionne au milieu des années 1990 comme une institution internationale prestigieuse, véritable instance de consécration artistique, qui compte un peu plus de 10 000 membres et une centaine de centres partout dans le monde².

Tableau n° 8 : Rencontres internationales auxquelles participe Norman Manea (1987-1991)³

N°	ANNÉE	MANIFESTATION	VILLE	INSTITUTION
1	1987	Conférence & lecture	Berlin	DAAD
2	1987	Conférence & lecture	Cologne	Bibliothèque d'État
3	1988	Conférence	Strasbourg	Université de Strasbourg
4	1989	Congrès International PEN	Maastricht	Club PEN
5	1989	Congrès PEN	Cologne	Club PEN Allemagne
6	1989	Conférence « Central Europe at the Cross Road »	New York	City University
7	1989	Conférence	Berlin	Literarisches Colloquium
8	1990	Soirée littéraire PEN	New York	PEN American Center
9	1990	Conférence	New York	Binghamton University
10	1990	Conférence	Urbana-Champaign	University of Illinois
11	1990	Conférence	West Hartford	University of Hartford
12	1990	Salon du livre	Paris	

l'intégration de Norman Manea dans les milieux littéraires américains à la fin des années 1980, voir Norman MANEA, « Philip Roth, mon frère américain », *Le Figaro*, 7 juin 2018.

¹ *Ibid.*

² Sur l'historique du Club PEN voir Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii, op. cit.*, p. 260-265.

³ Tableau réalisé à partir de l'itinéraire biographique détaillé de Norman Manea reconstitué par Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 33-34.

13	1990	Conférence « Eastern Europe and Nationalism »	New York	Bard College
14	1990	Conférence « Redefining Europe »	Washington D C	Atlantic CEO
15	1990	Conférence « North-South-East-West »	Milano	
16	1990	Conférence « The Wheatland Conference on Literature »	San Francisco	
17	1990	Conférence internationale « La Experiencia de la Libertad »	Mexico City	
18	1991	Conférence	Bloomington	Indiana University
19	1991	Symposium international « Diaspora de l'Est après la perestroïka »	Madrid	

Ces actions et contacts contribuent à l'insertion de Norman Manea d'un côté dans un réseau international d'écrivains militant pour la démocratie dans les pays ayant connu des régimes autoritaires et d'un autre côté dans le milieu académique américain¹. En 1990 il obtient une bourse (1990-1992) du Bard College de New York sur la recommandation de l'écrivaine Mary McCarthy, et à partir de 1994 un poste permanent dans la même institution avec l'attribution de la chaire « Francis Flourney in European Studies and Culture » et du statut de « writer in residence »². C'est à ce titre qu'en 1990, au zénith des socialismes est-européens, l'écrivain est invité à prendre part à la grande rencontre internationale « La Experiencia de la Libertad » qui se déroule à Mexico City en présence de plusieurs personnalités de la littérature universelle et qui sera dénoncée dans la presse mexicaine de gauche comme « le congrès fasciste des intellectuels »³. Parmi les invités sont présents des écrivains importants tels qu'Octavio Paz, Mario Vargas Llosa, Czesław Miłosz, Adam Michnik, Tadeusz Mazowiecki, Lezlek Kołakowski, Jean-François Revel, Irving Howe, Ágnes Heller, Daniel Bell, Cornelius Castoriadis, Enrique Krauze, connus certains pour leurs engagements anticommunistes et d'autres pour leurs actes de dissidence.

¹ *Ibid.*, p. 34.

² *Ibid.*, p. 34-35.

³ *Ibid.*

Si l'ensemble de ces activités contribuent sans doute à la capitalisation de ressources sociales importantes dans le champ littéraire international par Norman Manea¹, elles s'accompagnent de la croissance exponentielle du nombre de traductions de ses œuvres. Concomitante à la hausse du volume des transferts non-autorisés des œuvres des auteurs roumains vers la France depuis les années 1970², cette réussite recouvre aussi une dimension politique puisqu'elle renforce la tendance plus générale à la contestation du régime communiste par les écrivains interdits.

La traduction étant « la grande instance de consécration spécifique de l'univers littéraire »³ comme le montre Pascale Casanova, elle vaut davantage encore pour les auteurs « excentriques » comme Norman Manea, dont la littérature passe d'une langue peu parlée et dominée comme le roumain vers des langues dominantes comme l'anglais, le français ou l'allemand⁴. Aussi, les traductions dotent ses livres non seulement d'une visibilité au niveau international mais aussi d'une reconnaissance de niveau mondial grâce à leur circulation et à la validation offerte, permettant ainsi à sa littérature d'aspirer à l'universalité⁵. Les premières tentatives datant comme précisé, de 1983, n'avaient pas abouti ; pourtant à partir de 1985 et jusqu'en 1991, année de la sortie de la version américaine de « Felix Culpa », pas moins de dix livres écrits par Norman Manea avant son départ de Roumanie paraissent en cinq langues étrangères de circulation (allemand, français, italien, hollandais, espagnol).

¹ Rappelant à cet égard la stratégie d'enracinement de Claude Lévi-Strauss à son arrivée aux États-Unis durant la Deuxième Guerre mondiale qui compense la moindre valeur de ses capitaux scientifique et symbolique par une stratégie d'accumulation d'un capital social, international et interdisciplinaire ouvert et diversifié, Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », art. cité, p. 13.

² Le flux des transferts littéraires de Roumanie vers la France par exemple, deviennent plus importants que les flux non-autorisés durant la dernière partie du régime communiste, Ioana POPA, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS, 2010, p. 466.

³ Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, op. cit., p. 198

⁴ Par rapport à la hiérarchie des langues et ses effets sociaux, voir Abram DE SWAAN, « Langue et culture dans la société transnationale ». *Leçon inaugurale n° 143*, [Vendredi 24 octobre 1997], Paris, Collège de France, Chaire Européenne, 1998.

⁵ Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, op. cit., p. 199.

Succès inespéré pour un écrivain qui redoute et refuse l'expérience de l'exil, qu'il avait jusqu'au bout tenté d'éviter¹, les traductions se multiplient de façon inversement proportionnelle aux écrits originaux puisqu'entre 1986 et 1992, Norman ne sort aucun nouveau livre.

Une explication de cette pause littéraire relève probablement des bouleversements identitaires et matériels soufferts en raison de l'adaptation pénible dans un pays étranger à un âge relativement avancé (l'écrivain a plus de cinquante ans au moment du départ de Roumanie)². Une deuxième serait la perte d'une ressource essentielle pour l'écrivain : l'usage de sa langue natale dans laquelle Manea a toujours écrit et dans laquelle il continue finalement d'écrire, choix devant lequel il a probablement hésité étant donné sa connaissance de l'allemand, de l'hébreu, du français et après l'installation aux États-Unis, de l'anglais³.

Tableau n° 9 : La liste des traductions des œuvres de Norman Manea (1985-1991)⁴

N°	ANNÉE	TITRE DE L'ŒUVRE	ÉDITIONS	VILLE
1.	1985	« Der Pullover »	<i>Akzente</i> , n° 2	Munich
2.	1987	<i>Roboterbiographie und andere Erzählungen</i>	Steidl	Göttingen
3.	1989	<i>Fenster zur Arbeiterklasse</i>	Steidl	Göttingen
4.	1989	<i>Leergeld</i>	Meulenhoff	Amsterdam
5.	1990	<i>Ottobre, ore otto</i>	Serra e Riva, Mondadori	Milan
6.	1990	<i>Le thé de Proust</i>	Albin Michel	Paris
7.	1990	<i>Der Trenchcoat</i>	Steidl	Göttingen
8.	1990	<i>Training für's Paradies</i>	Steidl	Göttingen
9.	1991	<i>Le bonheur obligatoire</i>	Albin Michel	Paris

¹ Ce refus est motivé par le fait qu'à la différence de ses concitoyens, en tant que juif, Norman Manea pouvait quitter à tout moment la Roumanie de Nicolae Ceaușescu pour Israël contre une somme d'argent payée aux autorités roumaines (Norman MANEA, « Exilul, o traumă privilegiată. Dialog », 22, 23 avril 2008). En effet, plusieurs accords secrets signés entre l'État roumain et Israël prévoyaient la possibilité pour les minoritaires juifs d'émigrer s'ils le désiraient une fois acquittées les sommes demandées. Cette politique s'appliquait également aux minoritaires allemands. Le sujet est amplement traité par Radu IOANID, *Răscumpărarea evreilor. Istoria acordurilor secrete dintre România și Israel*, Iași, Polirom, 2005.

² Entretien avec l'écrivain, Paris le 7 mai 2008 ; Norman MANEA, « Exilul, o traumă privilegiată. Dialog », art. cité.

³ La langue étant « l'une des composantes majeures du capital littéraire », cette perte est d'autant plus significative que l'écrivain trouve que la maîtrise des autres langues étrangères n'est pas assez développée pour lui permettre d'en faire un usage littéraire, Pascale CASANOVA, *La République mondiale des lettres*, op. cit., p. 38-39.

⁴ Tableau réalisé à partir de l'itinéraire biographique détaillé de Norman Manea reconstitué par Claudiu TURCUȘ, Cella MANEA, « Norman Manea — Itinerar biografic », art. cité, p. 33-34.

10.	1991	<i>El Impermeable</i>	Vuelta	Mexico City
-----	------	-----------------------	--------	-------------

Lorsqu’il « revient » en 1992 dans le circuit littéraire avec son premier livre américain — le volume *On clowns: the Dictator and the Artist*¹ —, Manea offre au public une collection d’essais politiques qui réunit les articles publiés dans la presse au fil du temps, dont « Felix Culpa », des documents plus anciens extraits des archives personnelles et des réflexions sur les régimes « totalitaires », communiste et fasciste.

Entre les deux jalons temporels qui marquent la sortie de la scène littéraire roumaine où l’écrivain reviendra à peine dans les années 2000 quand ses réussites internationales le rendront incontournable pour les éditeurs autochtones, et son entrée sur celle américaine, Norman Manea semble avoir trouvé dans la dénonciation des « totalitarismes » et de leurs effets nocifs sur la vie culturelle, la porte d’accès vers une nouvelle sociabilité en même temps qu’une voie de communication fonctionnelle dans le milieu intellectuel occidental.

Sous cet angle, sa réinvention en tant qu’écrivain est-européen exilé, passe par une sorte de libération de sa « parole politique » qu’il découvre dans les conditions de la disparition de la censure, mais aussi à travers un rapport renouvelé à ses origines juives, plus naturellement « affichables » confesse-t-il, après le départ de Roumanie². Devenant dicible dans un environnement favorable au témoignage de l’expérience concentrationnaire³, le souvenir de la déportation en Transnistrie participe à une reconstruction identitaire autour du conflit avec le pouvoir et la lutte permanente pour le dépassement de la marginalité. Explorée dans son œuvre artistique⁴ comme par exemple dans son roman-phare, *Le retour du hooligan* publié en 2003, cette identité contribue sans doute à son succès littéraire. Cela est le cas non pas grâce à un « complot judéo-maçonnique » comme on a pu tant de fois le dire, mais parce que, comme le

¹ Norman MANEA, *On Clowns : The Dictator and the Artist. Essays*, Grove Press, New York, 1992.

² Norman MANEA, « Exilul, o traumă privilegiată. Dialog », art. cité.

³ Michael POLLAK, « La gestion de l’indicible », art. cité, p. 51.

⁴ Comme montré par Michael Pollak et Nathalie Heinich, le roman représente un moyen de communication souvent préféré par les acteurs car en introduisant « une distance face à des souvenirs difficiles à affronter avec les normes de la morale courante », il « permet de dire l’indicible » à travers « une multitude des voix » qui s’y expriment, Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 18-20.

remarque avec justesse Mihai Iovănel, être Juif constitue en soi une condition universellement intelligible et une identité plus facilement exportable que tout simplement, celle d'écrivain roumain¹.

Témoin d'autant plus crédible que reconnu comme « victime » des deux régimes, de celui autoritaire et antisémite du général Ion Antonescu et de celui « nationaliste » et communiste de Nicolae Ceaușescu, statut que Norman Manea revendique avec parcimonie jusqu'en 1987 et avec plus d'aisance durant l'exil, l'écrivain trouve dans ses expériences politiques non seulement un terreau d'inspiration artistique, mais aussi une porte d'intégration dans la communauté intellectuelle américaine. Ajustée à la fois au contexte de redécouverte de l'Holocauste aux États-Unis et à celui d'effondrement des socialismes en Europe de l'Est, la dénonciation conjointe du fascisme et du communisme par Norman Manea à travers une multitude de canaux (presse, université, milieux littéraires et livres) devient une langue universelle mais aussi universalisante pour l'œuvre à éclore². Cette dénonciation qui se déploie durant l'exil américain, réactive en même temps chez Norman des prédispositions acquises dans des conditions similaires : l'exil en Transnistrie durant l'enfance, l'exil bucarestois en vue des études supérieures, enfin, l'« exil intérieur » (le dédoublement) imposé par la chape communiste³. En 1993, une année après la publication de « Felix Culpa », dont la réception américaine sera discutée dans une deuxième partie de ce chapitre, Norman Manea reçoit la bourse Guggenheim et le prix de la Fondation MacArthur, sorte de Nobel américain. En 2002 on lui attribue le prestigieux prix Nonino en Italie et en 2006 son roman autobiographique *Le retour du hooligan* est honoré par le prix Médicis Étranger en France. Enfin, à partir de 2010 on le dit « nobélisable ». Longtemps inconnu dans son pays natal en dehors des cercles littéraires⁴,

¹ Mihai IOVĂNEL, « Despre Norman Manea », *Cultura*, n° 411, 28 février 2013.

² Comme dans d'autres cas célèbres, ici encore, l'exil fonctionne manifestement comme un terreau favorable aux « hybridations de pensée, aux synthèses inédites » qui permettent à Norman Manea d'occuper un « trou structural » en réussissant à faire tenir ensemble des groupes aux intérêts parfois contradictoires comme les opposants du fascisme et ceux du communisme, Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », art. cité, p. 37.

³ Norman MANEA, « Exilul, o traumă privilegiată. Dialog », art. cité.

⁴ Cf. entre autres Mircea IORGULESCU, « Văicăreală și automistificare », *Dilema*, 21-27 mai 1993.

le nom de l'écrivain est entouré par un début de publicité lors de la traduction de « Felix Culpa » dans 22 et encore davantage lors de sa participation aux controverses occasionnées par la réception du *Journal* de Mihail Sebastian, en 1997.

Son exceptionnelle réussite professionnelle à l'étranger tient ainsi à cette parfaite symbiose entre d'un côté des aptitudes littéraires reconnues et d'un autre côté un habitus politique parfaitement ajusté au contexte de réception de son œuvre.

Section 2 : « FELIX CULPA », UN ARTICLE À BRÛLER ?

L'article de Norman Manea «Felix Culpa» est publié en Roumanie au début de l'année 1992. Un rôle important dans son importation depuis les États-Unis est joué par Dan Pavel. Rédacteur en chef adjoint de la revue 22, Pavel est en même temps l'auteur d'un premier article en marge de l'essai de Manea à travers lequel il introduit et jalonne la réception locale de ce texte à Bucarest. Très important dans la manière dont se déroule par la suite la discussion, ce texte d'accompagnement fait l'objet d'une première partie de cette deuxième section. Au préalable, une présentation succincte de la trajectoire biographique de Dan Pavel éclaire son positionnement dans la polémique et certains enjeux clef de la traduction de « Felix Culpa » en roumain.

Une seconde partie de cette deuxième section, revient amplement sur les spécificités du contexte politique et culturel local au début des années 1990 exploré à partir de trois points : le culte de Mircea Eliade dans l'espace public après la chute du régime communiste, le traitement de l'antisémitisme et de ses conséquences durant la Deuxième Guerre mondiale par la revue 22, enfin, la relation fervente entretenue par une partie des milieux intellectuels à l'entre-deux-guerres.

La troisième partie de cette section s'attarde-elle sur le contenu de l'article «Felix Culpa» ainsi que sur sa double réception aux États-Unis et en Roumanie.

A/Un éditeur et sa préface

Né en 1958 à Cluj, capitale de la Transylvanie, Dan Pavel poursuit des études de philosophie à l'Université de Bucarest où il devient membre des Jeunesses Communistes et rédacteur aux journaux étudiants patronnés par l'organisation comme *Amfiteatru* et *Viața studentescă*¹. À la fin de ses études universitaires, Dan Pavel devient professeur de sciences sociales dans l'enseignement secondaire dans un établissement de province où il se rend depuis la capitale, circonstance qui nourrit une critique acerbe de sa part contre la politique de recrutement des cadres du régime communiste².

Membre du parti unique depuis 1982, Pavel rentre en dissidence vers la fin du régime, prenant part activement au soulèvement de décembre 1989, à l'issue duquel il fonde la revue 22 avec son ami Stelian Tănase, historien et écrivain dissident lui-même, parmi les rédacteurs de laquelle il est l'un des rares à avoir une expérience dans la presse³.

Après 1990, Dan Pavel s'implique dans la fondation de plusieurs institutions importantes comme la première faculté de sciences politiques de Roumanie créée à Cluj en 1995, où il enseigne brièvement, les premières revues spécialisées en la matière telles *Sfera Politicului* et *Polis*, ou l'organisation Alternativa 2000 transformée en parti politique plus tard, qui aspire à devenir un pendant au PSD, l'héritier du FSN, dont il se retire avant la fin de 1996. En parallèle de son activité de maître de conférences à la Faculté de sciences politiques de l'Université de

¹ Les contributions de Dan Pavel dans la revue *Amfiteatru* par exemple, portent essentiellement sur des thèmes culturels et de philosophie (Dan PAVEL, « Eseul hermeneutic — argumente pro și contra », *Amfiteatru*, n° 2 (230), février 1985, « Faptul ca realitate », *Amfiteatru*, n° 4 (232), avril 1985, « Vocația criticismului », *Amfiteatru*, n° 8 (236), août 1985, « Metamorfozele cărții » *Amfiteatru*, n° 10 (238), octobre 1985, « D. D. Roșca — destinul unui filozof », *Amfiteatru*, n° 11 (251), novembre 1986) et plus rarement sur des sujets relatifs à la politique du régime (comme par exemple Dan PAVEL, « Cadru generos de manifestare a talentelor », *Amfiteatru*, n° 1 (253), janvier 1987, à la tonalité singulièrement révérencieuse envers les autorités communistes).

² En mai 1982, le gouvernement adopte un nouveau décret concernant la répartition en poste des diplômés de l'enseignement supérieur qui fait obstacle à l'occupation d'un poste dans les premières quinze villes de Roumanie. Ce décret affecte directement Dan Pavel, qui déplore la situation dans Dan PAVEL, « Scrisoare deschisă domnului Radu Florian », 22, n° 2, 27 janvier 1990.

³ Malgré cette occurrence, Dan Pavel ne sera jamais membre du GDS, cf. Gabriela Adameșteanu dans sa réponse à la lettre de Tom Gallagher publiée dans 22, n° 738, 28 avril-3 mai 2005.

Bucarest où il commence à enseigner en 1997, Pavel continue ses activités militantes et devient en 2002 le vice-président de l'Association des Révolutionnaires sans Privilèges. Fruit de l'indignation inspirée par les demandes abusives de « certificat de révolutionnaire » ouvrant des droits à l'indemnisation pour les participants à l'insurrection de décembre, cette association souhaite offrir un soutien aux familles des victimes de la « Révolution » et contribuer au rétablissement de la « vérité » sur les événements de 1989¹. C'est aussi une façon pour Dan Pavel de conserver un capital symbolique découlant de la participation directe au renversement du régime Ceaușescu, en se distinguant des « faux » rebelles.

En 2007, Dan Pavel crée une entreprise de consultation politique, DDHM Strategic Consulting Group, qui livre des services de « conseil dans le domaine des relations publiques et de la communication » aux partis et organisations sans considération de leur doctrine².

En ascension socioprofessionnelle après 1989 en tant que rédacteur en chef adjoint d'une des publications postcommunistes centrales, reconverti à l'expertise sans couleur politique après 2000, Dan Pavel est donc un des bénéficiaires du changement de régime en Roumanie. C'est en cette qualité qu'il se manifeste dès 1990 dans les pages de la revue 22 comme un adversaire virulent du FSN et de la continuité au pouvoir des anciennes élites communistes, amorçant ainsi publiquement un processus de révision de ses idées et engagements passés³ tout comme des relations avec ses anciens maîtres-à-penser, tels le théoricien marxiste Radu Florian⁴.

¹ La principale mission de l'association est la dénonciation de la gestion laxiste des « brevets » de révolutionnaire par l'administration. Cette pratique abusive contribue à l'entretien d'une ambiance de « misère morale » et à la création d'une clientèle électorale pour les partis politiques au pouvoir, cf. « Statuts de l'association », <http://arfp.org.ro/>. Voir aussi l'entretien avec Dan Pavel dans 22, n° 671, 14-20 janvier 2003.

² Cf. la page de présentation de l'entreprise sur le site des Pages jaunes, consultable à l'adresse web suivante : <http://www.paginiaurii.ro/companii/Sector%206,%20BUCURE%20C5%99ETI/L5786696/DDHM%20STRATEGIC%20CONSULTING%20GROUP%20SRL/>.

³ Comme par exemple dans la critique à l'article d'Henri Wald sur la contemporanéité de Marx, Dan PAVEL, « Hegel azi », 22, n° 20 (70), 24 mai 1991.

⁴ Radu Florian (1927-1997) : né dans une famille juive d'Iași, il est survivant des « trains de la mort », étape finale du pogrom d'Iași qui se déroule en juin 1941 et durant laquelle il perd une partie de sa famille. Adhérent au Parti communiste depuis la période de ses études universitaires à la Faculté d'histoire-philosophie de l'Université de Bucarest, Florian entame une carrière académique, devenant conférencier, ensuite professeur de marxisme-léninisme. Comptant parmi les seuls théoriciens du marxisme ouverts au renouveau de la discipline par Georg Lukács et Antonio Gramsci et adepte de l'« eurocommunisme », Florian est finalement marginalisé par le régime

En poste à 22 jusqu'en novembre 1992, c'est au cours de cette période que Dan Pavel obtient une bourse d'études en journalisme aux États-Unis grâce au programme de l'agence gouvernementale United States Information gérée par le Center for Foreign Journalism. Cette bourse lui donne la possibilité d'effectuer un stage de formation auprès du magazine américain *The New Republic*, qui coïncide avec l'arrivée à la rédaction de l'article de Norman Manea sur Mircea Eliade. C'est par ce biais que Pavel prend connaissance de « Happy Guilt » et assiste au travail éditorial qui précède sa parution américaine, en août 1991. Minutieusement décrit dans la préface à la version roumaine de ce texte, ce travail s'étend sur presque un an et aboutit à « un essai tolérant, nuancé et subtil », loin des « virulents articles démystifiants » sur Mircea Eliade qui avaient circulé auparavant aux États-Unis¹.

Les rédacteurs de *The New Republic* précise Pavel, se sont penchés sur l'article de Norman Manea avec une « acribie philologique » digne de « l'herméneutique d'un texte présocratique », veillant de près à ce que « chaque affirmation, information ou jugement de valeur soient pesés, vérifiés et réécrits » si besoin². À part la rédaction américaine, c'est au public « d'élites » de la revue d'être par la suite convoqué par Dan Pavel pour persuader les lecteurs roumains que « Felix Culpa » est le fruit d'un traitement de l'information avant tout « objectif », éloigné des « attitudes partisans », des « intentions maléfiques » et du « sensationnalisme » dominants dans la presse autochtone³. Enfin, la préface de Pavel nous informe que la parution de « Happy Guilt » aux États-Unis ne doit rien à un « complot

tant sous rapport institutionnel que doctrinaire et ne sera jamais titulaire de la chaire de philosophie (cf. les Mémoires d'Ion IANOȘI, *Internaționa mea. Cronica unei vieți*, Iași, Polirom, 2002). Radu Florian est ainsi un des rares hérétiques de gauche de la Roumanie socialiste et un des seuls professeurs qui s'efforcent à assouplir l'enseignement dogmatique du marxisme à l'université. En tant que rédacteur aux revues universitaires et étudiant en philosophie, Dan Pavel cosigne plusieurs articles avec son professeur, Radu Florian, au milieu des années 1980 (par exemple : Radu FLORIAN, Dan PAVEL, « Marxismul și ontologia critică », *Amfiteatru*, n° 12 (252), décembre 1986). Proche du FSN après 1989 grâce auquel il obtient pour la première fois dans sa carrière une fonction de direction, Radu Florian devient directeur de l'Institut de théorie sociale de l'Académie Roumaine en 1990. C'est cette proximité que Pavel lui reproche ainsi que son attachement indéfectible au marxisme (voir Dan PAVEL, « Scrisoare deschisă domnului Radu Florian », art. cité).

¹ Dan PAVEL, « Cât de tolerantă este societatea deschisă ? », 22, n° 6 (107), 15-21 février 1992.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

philosémitisme », cherchant à « inclure/exclure les créateurs dans des hiérarchies axiologiques en fonction de leur position vis-à-vis du fascisme et de l'Holocauste »¹.

Si néanmoins, en dépit de ces mises en garde, « Felix Culpa » en viendrait « à choquer le public roumain » ajoute Dan Pavel, « ce choc ne vient-t-il pas du fait que Norman Manea juge Mircea Eliade, qu'un individu, un écrivain, en juge un autre mais d'une source plus profonde et plus vaste. En guise de juge se trouve une culture des procédures démocratiques et en guise d'accusé une culture avec une expérience collective et individuelle minimale de la démocratie »². Associée au professionnalisme de l'équipe rédactionnelle de *The New Republic* et à l'intelligence de son public, la « démocratie » apparaît dans ce texte comme l'avis clairvoyant et raisonnable sur la politique d'une communauté d'élites. Constituée comme critère d'évaluation ultime des options idéologiques des intellectuels à différents moments et époques historiques, la « démocratie » devient dans la préface du journaliste roumain le nouvel horizon d'attente proposé aux lecteurs de la revue 22, invités dans ce cadre à donner leur avis et à participer au « dialogue social » sur « des problèmes spécifiques concernant l'histoire, la politique, la morale, la culture et l'idéologie »³.

Dans la présentation de Dan Pavel, l'auteur de « Happy Guilt » est donc dépossédé de la responsabilité de son texte, « reléguée » aux procédures collectives ayant présidé à sa prise en charge antérieure à la publication. D'ailleurs Norman Manea est présenté de manière laconique par Dan Pavel, par la simple mention de sa profession d'« écrivain ». Cependant, l'option de l'éditeur roumain pour la mise en avant du contexte de production de « Felix Culpa » au détriment de la trajectoire de son auteur n'interdit pas à cet article d'être, comme on le verra, fortement marqué par son contexte de réception.

Il apparaît ainsi qu'une des principales motivations de la publication de « Felix Culpa » avancée dans la préface de Dan Pavel est de stimuler la réflexion chez les « intellectuels communistes qui savourent maintenant des retraites, des privilèges et des libertés gagnés par

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

d'autres »¹. Et, ce n'est que lorsqu'« assez parmi eux » se montreront alarmés « en voyant comment sont jugés les intellectuels de l'autre extrême idéologique » que « la traduction de cet article dans 22 aura trouvé tout son sens »². Soulignant combien cet essai illustre l'exemplarité du traitement des intellectuels « fascistes » aux États-Unis, Dan Pavel s'en sert donc pour sommer tous ceux qui « croient que le procès du communisme devrait être instrumenté seulement juridiquement »³. Présenté comme une dimension du processus plus large à travers lequel « les sociétés civiles règlent leurs comptes avec les tyrannies » et en viennent donc à se « démocratiser », le procès des intellectuels communistes constitue chez Pavel le véritable enjeu du « procès des intellectuels fascistes »⁴.

Né longtemps après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Pavel n'a directement connu ni le Mouvement légionnaire ou le régime Antonescu, ni étudié à l'école leur triomphe et leur décadence. Acquis sous le régime communiste auquel il a porté allégeance dans un premier temps pour s'en départir par la suite, sa socialisation politique semble davantage imprégnée par la nécessité de condamner ce régime à travers un travail de reconnaissance du Goulag et de ses victimes, propre aux objectifs de la revue 22, que par celle d'ouvrir le dossier des persécutions du régime Antonescu. Quand toutefois il le fait, l'accent tombe davantage sur l'occultation de ces crimes par le régime communiste et FSN-iste que sur leur nature ou sur leurs auteurs réels ou présumés⁵.

L'appropriation de « Felix Culpa » en Roumanie passe ainsi par une « déformation de son message originaire »⁶ à travers laquelle cet article devient un modèle d'interprétation du passé « communiste » chez un des acteurs majeurs de la presse culturelle-politique après 1989.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Dan PAVEL, « Comunism și antisemitism », 22, n° 27, 12-18 juillet 1991.

⁶ Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, décembre 2002, p. 6.

B/Contexte de réception de « Felix Culpa » en Roumanie

Les efforts déployés par Dan Pavel pour désamorcer la charge idéologique et critique des possibles lectures de l'article de Norman Manea indiquent le fait que le rédacteur en chef de 22 perçoit la discussion en marge des allégeances politiques de Mircea Eliade comme un sujet potentiellement problématique, nécessitant des mises en garde et des précautions spécifiques.

Son rapport au sujet n'est pas singulier dans le paysage culturel de la Roumanie postcommuniste. Proposé initialement à *România literară*, la principale revue de l'USR, connue pour son orientation libérale, l'article est refusé. *Contrapunct*, une autre revue de littérature qui paraît sous l'égide de l'USR, accepte d'y donner cours mais tarde à le faire, ce qui laisse le temps à 22 de prendre l'initiative en publiant « Felix Culpa » sur trois numéros successifs¹, dans la précipitation et sans l'accord de l'auteur². Comment comprendre l'attitude hésitante à l'égard de ce texte dont on considère qu'il pose un problème « délicat et compliqué »³ ? Et surtout, comment appréhender la décision de le publier finalement ?

1. Le mythe de Mircea Eliade au début des années 1990 : économies du prestige, prestige de l'économie

La « Révolution » est l'occasion de redécouvrir en Roumanie une période — l'entre-deux-guerres — et des personnalités réputées comme particulièrement foisonnantes culturellement.

¹ Norman MANEA, « Culpa fericită. Mircea Eliade, fascismul și soarta nefericită a României », 22, n° 6 (107), 15-21 février 1992 ; « Culpa fericită. Mircea Eliade, fascismul și soarta nefericită a României », 22, n° 7 (108), 21-27 février 1992 ; « Culpa fericită. Mircea Eliade, fascismul și soarta nefericită a României », 22, n° 8 (109), 28 février-5 mars 1992.

² Pour le cheminement de cet article entre les trois rédactions et les conditions de sa parution, voir les témoignages de Gabriela ADAMEȘTEANU, « Opinii », 22, n° 10, 19 mars 1992 et le chapeau signé par Ion Bogdan Lefter dans l'introduction au fragment de « Felix Culpa » publié dans *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

³ Andrei Oișteanu dans sa réponse à l'enquête de *Contrapunct* publiée dans *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

Parmi ces auteurs, la génération de Mircea Eliade tient une place à part. L'attrance vers celle-ci vient d'abord de l'interdit imposé par le communisme aux produits culturels de cette époque, dont le filtre de la censure n'a laissé passer dans les années 1980 que ceux pouvant flatter le tournant national pris par le régime dans un mouvement dit de récupération de l'« héritage culturel »¹. Cet interdit a transformé la lecture des auteurs bannis de l'espace public en un acte subversif, « anticommuniste » par excellence, et a aiguisé le goût et la curiosité du public dans leur direction. C'est pourquoi des acteurs hétérogènes, des politiques en devenir, des étudiants, des professeurs universitaires et de lycée, des anthropologues, philosophes et écrivains réservent une réception élogieuse à l'œuvre de la Jeune génération et, plus encore, à celle protéiforme de Mircea Eliade qui réunit un peu plus d'une trentaine de volumes et plus de 1200 articles et recensions. Plus accessible dans ses parties littéraire, journalistique et surtout autobiographique et moins dans ses parties scientifiques, cette œuvre est la clé de voute d'une réappropriation étendue et plurielle du savant après 1990².

Une deuxième raison de son succès roumain durant la période postcommuniste tient probablement à son « cosmopolitisme », exotique pour des lecteurs marqués par les limites de la liberté d'expression, n'ayant pas eu la possibilité de voyager librement géographiquement ou culturellement³. C'est ce qui fait la « légende » de Mircea Eliade et le transforme très rapidement après la chute de l'ancien régime en un véritable « phénomène de société » en Roumanie, selon le mot de son biographe le plus avisé, Florin Țurcanu⁴. Emblématique de cet âge d'or que l'on

¹ Dans les années 1970-1980 la réédition des livres de l'entre-deux-guerres est si importante en Roumanie qu'ils sont quasiment aussi présents dans les librairies que les livres contemporains, cf. Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență. Cultura română sub Ceaușescu, op.cit.*, p. 187.

² Le succès de Mircea Eliade est lié selon Ion Bogdan Lefter, à sa bibliographie considérable qui couvre plusieurs domaines : histoire des religions, littérature, œuvre mémorielle dans un climat de spectaculaire ressuscitation du genre, Ion Bogdan LEFTER, « Cei trei sau patru Mircea Eliade », *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

³ Voir dans ce sens le témoignage de Gabriela ADAMEȘTEANU, « Opinii », art. cité.

⁴ Sur l'engouement autour de la figure de Mircea Eliade à la fin du régime communiste, Florin Țurcanu note : « À la fin de l'année 1989, l'un des signes de la liberté retrouvée était la diffusion à la Télévision nationale, à côté des cantiques de Noël et du dessin animé *La Ferme des animaux*, d'un film consacré à Eliade par Paul Barbăneagră. Le national-communisme roumain avait à la fois célébré et censuré Eliade qui demeurait dans son pays natal une figure ésotérique et lointaine et, par cela même, d'autant plus fascinante. Contretemps bien réel dans la diffusion de l'image d'Eliade et dans la réception de son œuvre en Roumanie. À une époque où les interrogations commençaient à se multiplier, aux États-Unis, en France et ailleurs, autour de son héritage intellectuel et de son passé politique, la Roumanie, libérée de la censure communiste, connaissait une véritable explosion éditoriale

pense avoir été l'entre-deux-guerres, sa figure incarne donc en 1992 non seulement le symbole d'un monde révolu et adulé, mais aussi celui d'une nouvelle époque qui commence pour beaucoup avec la chute du communisme.

Cultivée par différents acteurs à des fins de légitimation publique, cette fascination est nourrie par plusieurs écrivains et philosophes du GDS parmi lesquels se distinguent ceux du groupe de Păltiniș formés dans les années 1970 à l'école du philosophe Constantin Noica, ancien légionnaire, ami de Mircea Eliade et membre de la Jeune génération. Devenus après 1990 des « hommes doubles », des « passeurs »¹ en tant qu'universitaires reconvertis en directeurs de maisons d'édition ou de collection, journalistes, ministres ou conseillers, ils revendiquent l'héritage de la Jeune génération avec des bénéfices symboliques et matériels importants². C'est eux qui apportent un surcroît de visibilité à la publicisation de l'œuvre et de la personnalité de Mircea Eliade à travers différents canaux de diffusion (journaux, télévision, conférences, livres), opération facilitée par l'obtention en exclusivité de ses droits d'auteur, donc du monopole de sa publication en Roumanie³.

Eliade. La diffusion de ses ouvrages devint un phénomène de société. À partir de 1990, plus d'un millier d'articles lui ont été consacrés depuis les revues les plus obscures jusqu'aux grands quotidiens et hebdomadaires culturels », Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 1-2.

¹ Selon la définition de Christophe CHARLE, « Le temps des hommes doubles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 39-1, janvier-mars 1992.

² Par exemple le philosophe Gabriel Liiceanu (né en 1952) qui devient le directeur de la maison d'édition Humanitas en 1990 (sa trajectoire biographique est amplement présentée dans le chapitre 5). Humanitas crée au fil du temps deux séries d'auteur intitulées « Mircea Eliade », une première consacrée à son œuvre scientifique et une deuxième à son œuvre de fiction. En 1991, le tirage total de cinq titres de Mircea Eliade (*Alchimia Asiatică, Memorii I, Memorii II, Oceanografie, Solilocvii*) publiés par cette maison d'éditions s'élève à 180 000 exemplaires (Alina PURCARU, « Cine-l mai citește pe Eliade? », *Cotidianul*, 9 mars 2007). Un autre acteur important pour la diffusion de l'œuvre de Mircea Eliade est Mircea Handoca (1929-2015), historien littéraire qui se spécialise après 1989 dans l'édition et le recueil des écrits d'Eliade, des lettres de l'intellectuels aux articles éparpillés dans la presse de l'entre-deux-guerres.

³ La maison Humanitas acquiert l'exclusivité des droits d'auteur pour Mircea Eliade, E. M. Cioran, Eugène Ionesco et Constantin Noica, Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les Éditions Humanitas », *Sfera Politicii*, n° 176, 2013. Voir aussi l'article écrit par Dan C. Mihăilescu à l'occasion de l'anniversaire de vingt ans de la maison Humanitas, Dan C. MIHĂILESCU, « Douăzeci de ani cu Humanitas », *România literară*, n° 5, 2010.

C'est pourquoi, la conversion au « fascisme » de Mircea Eliade reste un point de débat névralgique, difficile à toucher au début des années 1990, tant la tendance à la mythification de sa personnalité est consensuelle alors chez des acteurs différents.

L'engouement autour de Mircea Eliade et de ses congénères est de surcroît nourri par la publication chaotique au début des années 1990 des membres de la Jeune génération et de leur maître, Nae Ionescu, homme politique, professeur de philosophie et idéologue de la Garde de fer. Il est lui-même le sujet d'un véritable mythe au début de la période postcommuniste dont les ressorts sont exposés par le sociologue George Voicu dans un livre dédié à la résurgence de sa figure en Roumanie après 1989¹. Parmi les maisons d'édition qui motivées économiquement se spécialisent dans l'exhumation de l'entre-deux-guerres dans un moment où le copyright n'est pas réglementé², plus connues sont Roza vânturilor³ et Icar. Elles développent un programme de (re)publication des œuvres scientifiques et littéraires de ces auteurs ainsi que des cours, des articles politiques, des chroniques culturelles, des commentaires, des recensions, des notes autobiographiques éparpillés dans les journaux de l'époque rassemblés dans des recueils dépourvus d'explications supplémentaires ou d'un appareil critique reconstituant la conjoncture historique de leur parution⁴.

2. La déportation des Juifs en Transnistrie et les ralliements au « fascisme » des intellectuels dans les années 1930 : deux inconnues ? Étude de cas : le traitement du légionnarisme par la revue 22

¹ George VOICU, *Mitul Nae Ionescu, op. cit.*, p.117-134.

² La législation roumaine en matière de droits d'auteur est modifiée en 1996 en conformité avec la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires à laquelle la Roumanie adhère en 1993. La protection des droits d'auteur est étendue à 70 ans et le décret n° 321/21 juin 1956 concernant les droits d'auteur est abrogé par la Loi n° 8/1996 concernant les droits d'auteur et les droits connexes, *Monitorul Oficial*, n° 60, 26 mars 1996.

³ Cette maison d'édition est fondée en 1990 par l'écrivain d'orientation *protochroniste* Dan Zamfirescu (né en 1933) qui la dirige jusqu'en 2004. Membre de l'USR depuis 1964 et proche de l'ancienne revue *Săptămâna*, à partir de 1990 Zamfirescu fait partie du groupe d'intellectuels qui gravitent autour de *România Mare* dont il reçoit le Prix national pour l'année 1991.

⁴ Comme par exemple : Mircea ELIADE, *Profetism românesc*, 2 vol., București, Roza vânturilor, 1990, qui réunit ses articles politiques, y compris légionnaires ou Nae IONESCU, *Roza vânturilor*, București, Roza vânturilor, 1990, un recueil d'articles de l'intellectuel paru pour la première fois en 1937 par les soins et avec une préface de Mircea Eliade. Cette préface ouvre la réédition du livre en 1990 sans l'apport de précisions supplémentaires.

Bien que la discussion autour de l'engagement politique de Mircea Eliade s'inscrive à l'encontre de l'horizon des attentes de son public, la question des engagements politiques des intellectuels, de l'antisémitisme et de la déportation des Juifs par l'État roumain durant la Deuxième Guerre mondiale n'est pas nouvelle en février 1992 quand paraît « Felix Culpa », celle-ci ayant déjà été effleurée par la revue 22 depuis sa création en janvier 1990.

Plusieurs interventions font référence aux sympathies légionnaires de Mircea Eliade, parmi lesquelles celle de son ancien disciple et héritier à la chaire d'histoire des religions de la Divinity School de Chicago, Ioan Petru Culianu. Érudit né dans une famille d'intellectuels d'Iași en 1950, et exilé d'abord en Italie en 1972 où il part avec une bourse d'études pour faire par la suite une requête d'asile politique qu'il obtient difficilement, Culianu est un intellectuel consacré en 1991, doté de ressources institutionnelles importantes, détenteur de trois doctorats (en Italie et en France), auteur d'une quinzaine de livres et polyglotte. Conscient des faiblesses méthodologiques de la pensée d'Eliade dont il se sépare d'un point de vue scientifique, Culianu lui reste profondément reconnaissant pour le soutien apporté dans sa carrière ainsi que pour sa confiance et son amitié¹. Malgré son départ de Roumanie au début des années 1970, Ioan Petru Culianu continue de s'intéresser de près au destin de son pays durant la période communiste dont il est un des critiques les plus acerbes, comme le montrent les articles publiés dans la presse américaine dans un style lucide et tranchant².

Dans la discussion avec l'écrivaine Gabriela Adameșteanu, rédactrice à la revue 22 publiée un mois seulement avant son mystérieux assassinat³, l'intellectuel se révèle d'un

¹ Voyant en lui son héritier, Mircea Eliade entretient une longue amitié avec Ioan Petru Culianu, qu'il soutient dans sa carrière, en l'invitant à plusieurs reprises à partir de 1975 pour tenir des conférences aux États-Unis, à l'Université de Chicago. Culianu s'y installe en 1986 d'abord en tant que *visiting professor*, ensuite comme professeur titulaire de la chaire « Mircea Eliade » de Divinity School à laquelle il est nommé après la mort du savant, en 1988, Ted ANTON, *Eros, magie și asasinarea profesorului Culianu*, București, Nemira, 1997, p. 136, p. 181 et p. 222-224.

² Cf. Vladimir TISMĂNEANU, « Ioan Petru Culianu. In memoriam », 22, n° 21 (71), 31 mai 1991.

³ Ioan Petre Culianu est assassiné un mois plus tard, le 21 mai 1991, par un coup de pistolet tiré dans la tête par un auteur inconnu dans les toilettes de l'Université de Chicago. Plusieurs hypothèses ont été formulées autour de son mystérieux assassinat dont l'enquête par le FBI est restée sans résultat jusqu'à présent. Une piste souvent évoquée a été celle du meurtre commis par un agent de la Securitate suite à l'interview accordée par Ioan Petru Culianu à la revue 22, dans lequel il avance que la « Révolution » roumaine de 1989 était probablement l'œuvre du KGB pour

anticommunisme virulent, opposé au FSN et à l'influence soviétique en Europe de l'Est qu'il pense déceler dans la continuité au pouvoir de la nomenklatura réformatrice¹. En même temps, l'entretien construit une série de relations de proximité entre d'un côté, le nouveau pouvoir et *România Mare* et, d'un autre côté, l'organisation nationaliste *Vatra Românească* et la Securitate, sous-entendant que les deux organisations « nationalistes » ont été créées avec l'accord et l'aide des autorités étatiques afin de canaliser et d'absorber les électeurs sympathisants.

La discussion n'en vient qu'ensuite à la biographie politique de son ancien maître à penser. En tant qu'ami et biographe de Mircea Eliade, Ioan Petru Culianu connaît bien les engagements de jeunesse du savant et affirme sans ménagements que parmi les centaines d'articles publiés par celui-ci durant les années 1930, il en a compté au moins trois « d'un chauvinisme très embarrassant » dont seulement un « fait directement référence aux Juifs » et qui est écrit dans un style qui n'appartiendrait pas selon lui à Eliade². En ce qui concerne la trajectoire idéologique de Mircea Eliade, il affirme que d'un parfait « démocrate » à la fin des années 1920, celui-ci « a glissé » progressivement sur la pente de l'extrême-droite après 1937. À la question d'Adameşteanu concernant la constance de cet antisémitisme chez le savant, Culianu répond qu'Eliade « n'apparaît pas comme un antisémite » si l'on prend en considération l'ensemble de ses articles politiques et son comportement envers les Juifs tout au long de sa vie³.

assurer la mainmise sur le pouvoir d'une équipe d'apparatchiks réformateurs de l'ancien PCR. Une seconde piste est celle d'un assassinat commis par certains cercles « communistes-nationalistes » de Bucarest se montrant particulièrement dérangés par les connaissances précises de Culianu sur les sympathies politiques « fascistes » de Mircea Eliade ou par des légionnaires à cause de son refus de devenir membre de l'organisation à l'adresse de laquelle Culianu se montre très critique dans ses articles. L'ensemble de ces spéculations et des possibles pistes d'explication de cet assassinat sont explorées par Ted Anton dans *Eros, magie și asasinarea profesorului Culianu*, *op. cit.*, investigation qui accrédite l'idée d'un assassinat politique.

¹ Gabriela ADAMEȘTEANU, « “Lumea est-europeană — o tragică pierdere de timp, de oameni, de energii”. Un interviu cu Ioan Petre Culianu », 22, n° 13 (63), 5 avril 1991.

² *Ibid.* D'ailleurs, dans une série d'émissions réalisée en 1987 pour BBC World Service autour du passé politique de Mircea Eliade, Ioan Petru Culianu n'admet pas son antisémitisme bien qu'il reconnaisse avoir sympathisé avec la Garde de fer, cf. Ted ANTON, *Eros, magie și asasinarea profesorului Culianu*, *op. cit.*, p. 219.

³ Gabriela ADAMEȘTEANU, « “Lumea est-europeană — o tragică pierdere de timp, de oameni, de energii”. Un interviu cu Ioan Petre Culianu », art. cité.

Des envois plus modérés concernant les penchants vers le *légionnarisme* de la Jeune génération se glissent également entre 1990 et 1992 sous d'autres plumes de la revue 22¹. S'il n'y a pas de tendance évidente à l'exonération de Mircea Eliade, son nom apparaissant mentionné parmi ceux des intellectuels qui ont porté allégeance au Mouvement légionnaire dans l'entre-deux-guerres, il y a en revanche des rappels récurrents à ses mérites culturels et artistiques qui ne sauraient en être amoindris. Jamais directement posée, la question de l'antisémitisme, que ce soit chez Eliade ou chez ses brillants congénères est absente du débat au tout début des années 1990 et les ralliements à la Garde de fer sont appréhendés la plupart du temps comme des « dérapages de jeunesse », certes graves mais éphémères.

De manière générale, les articles sur la Garde de fer, le maréchal Antonescu ou la déportation des Juifs en Transnistrie durant la Deuxième Guerre mondiale par la Roumanie sont rares en comparaison de ceux relatifs à la période communiste, dont la dénonciation reste le fer de lance de la ligne éditoriale de la revue². Cependant, même si la recherche historique autochtone sur le sujet est relativement pauvre et « biaisée » et les traductions en la matière peu publicisées ou inexistantes³, les faits sont connus dans les milieux intellectuels en 1990-1991 contrairement à ce qui a souvent été véhiculé. Pour preuve on peut mentionner plusieurs

¹ Arşavir ACTERIAN, « Despre Mircea Eliade și despre alții », 22, n° 9, 16 mars 1990 ; François FEJTŐ, « Un ambasador ieșit din comun », 22, n° 7 (57), 22 février 1991 ; « Între adevăr și eficacitate. O discuție între Alain Finkielkraut, Gabriel Liiceanu și Andrei Pleșu », 22, n° 17 (67), 3 mai 1991 ; Bedros HORASANGIAN, « Extrema dreaptă și biserica », 22, n° 26, 5-11 juillet 1991 ; Zigu ORNEA, « Extremismul nu poate inventa nimic nou », 22, n° 31, 9-16 août 1991.

² Dans le numéro 9 (59) du 8 mars 1991, la revue 22 inaugure une nouvelle rubrique qui se propose de présenter les différents protagonistes d'un « procès du communisme » invités à débattre et à présenter leurs revendications. Entre 1990-1992, plusieurs articles sont dédiés aux dissidents et opposants politiques et à la lutte armée des partisans contre le régime communiste menée dans les montagnes dans les années 1940-1950. Voir à ce sujet les témoignages et les entretiens avec Arşavir Acterian (22, n° 26, 13 juillet 1990 et 22, n° 47, 7 décembre 1990), Paul Goma (22, n° 30, 10 août 1990 et 22, n° 8, 1^{er} mars 1991), Banu Rădulescu (22, n° 3 (53), 25 janvier 1991), Carmen Popescu (22, n° 8, 1^{er} mars 1991), Mihai Botez (22, n° 46, 30 novembre 1990), Dorin Tudoran (22, n° 4 (54), 1^{er} février 1991), Radu Ciuceanu (22, n° 25, 28 juin – 4 juillet 1991), les rubriques consacrées à la résistance armée au régime communiste dans 22, n° 25, 28 juin – 4 juillet 1991, ainsi que les nombreuses interventions des dissidents et penseurs anticommunistes qui publient des essais-fleuve comme Adam Michnik, Vladimir Bukovski, Vaclav Havel et des « nouveaux philosophes » André Glucksmann et Bernard Henri-Lévy.

³ CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 341-354. Pour ce qui est des traductions en la matière elles sont quasiment inexistantes en 1992, un livre comme par exemple celui de Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, paru pour la première fois en 1961, n'étant disponible en roumain qu'en 1997 à l'initiative des éditions Hasefer créées en 1990 par la Fédération des communautés juives de Roumanie.

témoignages publiés dans 22, dont celui de Norman Manea qui dans une discussion avec Gabriela Adameșteanu qui paraît en janvier 1991, revient sur les conditions de sa déportation en Transnistrie en 1941¹. S’y ajoutent les interventions très éclairantes sur le sujet de l’historien Andrei Pippidi², du philosophe spécialisé dans l’histoire des Juifs de Roumanie, Hary Kuller³, de l’historien littéraire d’origine juive Zigu Ornea⁴, de l’écrivain d’origine arménienne Bedros Horasangian⁵ et d’autres collaborateurs à la revue 22⁶. Peuvent de même être mentionnées les articles du critique littéraire, persécuté politiquement par le régime communiste dans les années 1950, Alexandru George dans 22 et ensuite dans *România literară*⁷ et ceux des journalistes Petru Clej et Uli Vălureanu dans *România liberă*⁸, enfin les recensions du livre de Leon Volovici, *National Ideology and Antisemitism : the Case of Romanian Intellectuals in the 1930’s*⁹ par le philosophe Andrei Cornea et par Zigu Ornea pour ne donner que quelques exemples piochés dans l’entourage direct des intellectuels du GDS et de l’AC durant la période 1990-1992¹⁰.

¹ Norman MANEA, « Copii captivi în Transnistria », 22, n° 3 (53), 25 janvier 1991. Voir également le témoignage d’Anna HALÁSZ, « Yom Kippur — meditație de ziua împăcării despre lucruri cu care nu te poți împăca », 22, n° 45, 23 novembre 1990.

² Andrei PIPPIDI, « Iarăși despre cazul Antonescu », 22, n° 27, 20 juillet 1990, « O dreaptă, două, câte ? », 22, n° 21 (71), 31 mai 1991, « Dreapta, de ieri până mâine », 22, n° 31, 9-16 août 1991.

³ Hary KULLER, « O sintagmă nefericită: ...și alte naționalități », 22, n° 25, 6 juillet 1991.

⁴ Zigu ORNEA, « Extremismul nu poate inventa nimic nou », art. cité, « Asasinarea lui Iorga », *România literară*, n° 47, 22 novembre 1990.

⁵ Bedros HORASANGIAN, « Lunga vară fierbinte a lui ‘40 », 22, n° 27, 20 juillet 1990, « Extrema dreaptă și biserică », art. cité, « Antisemitism și antiromânism », 22, n° 25, 28 juin — 4 juillet 1991.

⁶ Victor BÂRSAN, « Legionarismul — o problemă a României de azi? », 22, n° 27, 20 juillet 1990 ; Dan PAVEL, « Comunism și antisemitism », art. cité, « La Yad Vashem », 22, n° 5 (106), 8-14 février 1992 ; Ștefan Augustin DOINAȘ, « Putere și responsabilitate politică », 22, n° 31, 9-16 août 1991 ; Leon VOLOVICI, « De la Ierusalim la București și înapoi », *România literară*, avril 1991.

⁷ Alexandru GEORGE, « Nașterea « drepte » românești », 22, n° 31, 17 août 1990, « Populism, naționalism, democrație », *România literară*, n° 46, 15 novembre 1990.

⁸ Uli VĂLUREANU, « Martiriul evreilor din România după 50 de ani », *România liberă*, 2 juillet 1991 ; Petru CLEJ, « « A venit vremea ca omenirea să scape de antisemitism. Interviu cu rabinul Moses Rosen », *România liberă*, 19 janvier 1991, « 50 de ani de la debutul rebeliunii legionare din București. Comemorarea victimelor pogromului legionar », *România liberă*, 22 janvier 1991.

⁹ Leon VOLOVICI, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, op. cit.

¹⁰ Les recensions d’Andrei Cornea et de Zigu Ornea au livre de Leon Volovici paraissent dans *Contrapunct*, n° 14 (117), 24-30 avril 1992 et dans *România literară*, n° 4, 13-19 février 1992.

Au début des années 1990, 22 fait également place dans ses pages à des ensembles d'articles commémorant les pogroms de Bucarest de janvier 1940 et d'Iași de juin 1941¹. Par moments on y intercale des prises de position négationnistes² dont la parution en l'absence d'un cadre juridique qui pénalise leur expression dans l'espace public³ est justifiée par le principe d'une « démocratie » éditoriale contestée par certaines voix de l'intérieur de la rédaction.

La publication de « Felix Culpa » intervient dans cette configuration complexe où la discussion autour des conséquences néfastes engendrées par l'antisémitisme dans les années 1930-1940 n'alimente pas mécaniquement la propension à discuter la responsabilité des intellectuels qui l'ont cautionné par leur plume et moins encore celle de Mircea Eliade dont la mythification joue comme un facteur inhibiteur. Répondant probablement en partie à la recherche du *scoop* imposée par les nouvelles logiques marchandes de fonctionnement de la presse⁴, la parution de l'essai de Norman Manea intervient comme un coup tactique dans un échange entre la rédaction de 22 et les éditorialistes des revues « nationalistes » impliqués dans un jeu à mise politique et seulement secondairement comme le résultat d'un questionnement autour du « fascisme » des grands intellectuels.

3. Du *revival* culturel au *revival* politique des années 1930

La tendance au revival des années 1930 après 1989 se manifeste également par la refondation des organisations fascisantes qui ont connu leur heure de gloire dans l'entre-deux-guerres ou qui en sont nostalgiques. Parmi celles-ci on compte le Mouvement légionnaire dirigé

¹ Dans 22, n° 25, 28 juin-4 juillet 1991 on trouve plusieurs articles dédiés au pogrom d'Iași.

² On peut citer ici Sorin DUMITRESCU, « România, mon amour », 22, n° 21 (71), 31 mai 1991 et Sorin FAUR, « Așa au voit oamenii », 22, n° 25, 28 juin- 4 juillet 1991, qui n'est pas à proprement parler un point de vue négationniste sur le pogrom d'Iași (1941), mais où la responsabilité pour les événements tragiques qu'y ont eu lieu en 1941 est attribuée à l'armée allemande et aux « éléments légionnaires de l'armée roumaine », l'administration nationale étant exonérée.

³ Une première loi dans ce sens est adoptée à peine à l'été 1991. Loi n° 51/1991, *Monitorul Oficial*, n° 163, 7 août 1991.

⁴ La valorisation du *scoop* a trait à la multiplication des articles sur un certain sujet comme les études de sociologie du journalisme le montre notamment dans les conditions du passage à l'économie de marché dans ce domaine ; dans notre cas il s'agit de la Jeune génération, Erik NEVEU, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol. 17, n° 98, 1999, p. 40.

depuis l'exil par Horia Sima, le dernier « commandant » de la Garde de fer ou la Ligue du « Maréchal Antonescu » qui voue un culte à la personnalité du général. D'autres formations nouvellement créées après 1989 telles Vatra Românească [le Foyer Roumain]¹, recyclent le même ethos de célébration de l'identité nationale. Fondée à Târgu-Mureș en février 1990, Vatra Românească est dirigée par Radu Ceotea, un artiste plasticien, ancien membre du PCR, élu sénateur après 1989, et par Ion Coja, vice-président de la structure, un professeur de philologie à l'Université de Bucarest qui milite pour la réhabilitation d'Ion Antonescu, « négationniste » reconnu par le Rapport final de la CISHR². Le président d'honneur de l'organisation est l'homme d'affaire italien Iosif Constantin Drăgan, historien amateur proche de Nicolae Ceaușescu dans les années 1980, auteur de plusieurs recueils de documents produits par le gouvernement roumain durant la Deuxième Guerre mondiale et connu pour ses liens avec la Securitate³.

En mars 1990 Vatra Românească s'implique activement dans l'organisation des contremanifestations contre les Magyars qui fêtent les 142 ans de la Révolution de 1848 en Transylvanie, accusés d'avoir profané plusieurs monuments historiques de la ville. Des affrontements violents ont alors lieu et se soldent par six morts et des centaines de blessés⁴. Suite à ces événements, Vatra Românească fonde en 1990 le Parti de l'Union Nationale des Roumains de Transylvanie (PUNRT) qui devient en 1992 le partenaire de gouvernement du FSN et le gagnant des élections locales de Cluj⁵.

¹ L'organisation réunit des élites culturelles transylvaines d'origine roumaine et milite pour la défense de la langue roumaine et des intérêts nationaux de la Roumanie et contre l'« irrédentisme magyar », Raluca GROSESCU, *La conversion politique des élites communiste roumaines après 1989*, op. cit., p. 397.

² CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 361.

³ Iosif Constantin DRĂGAN (éd.), *Antonescu, mareșalul României și războaiele de întregire*, vol. I-IV, Nagard, Veneția, 1988,

⁴ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 29.

⁵ PUNRT (PUNR à partir d'août 1990) est créé dans le but de protéger les Roumains de Transylvanie contre les discriminations potentielles et/ou les tentatives d'assimilation par les Magyars de la région. Aux élections locales de 1992, le parti pénètre fortement l'administration avec 1510 conseillers locaux et 38 maires, Soare SORINA, *Les partis politiques roumains après 1989*, op. cit., p. 164.

Le paysage serait incomplet sans les revues qui jusqu'en 1992 manifestent des nostalgies envers les idées légionnaires et les discours qui gravitent autour de la défense de la nation ou les acteurs proches du mouvement. Parmi celles-ci qui font le plus de bruit, il y a *Europa*, *Puncte cardinale*, *Mișcarea*, *Zig-Zag* et surtout *România Mare*. Financée par le même Ion Constantin Drăgan, cette dernière est codirigée par Eugen Barbu¹ et Corneliu Vadim Tudor, les deux écrivains actifs à l'ancienne *Săptămîna* qui sont rentrés en conflit avec Norman Manea lors de la publication de l'entretien dans *Familia* à la fin de 1981. *România Mare* se focalise sur la défense de l'« identité nationale » et publie souvent des articles teintés d'antisémitisme et de xénophobie, fréquemment négationnistes, dirigés aussi bien contre les Juifs que contre la minorité magyare de Roumanie qui se mobilise depuis 1990 pour l'obtention de nouveaux droits dont l'ouverture d'une université de langue magyare².

Le 20 juin 1991 *România Mare* se transforme, ou plus exactement se renforce d'un parti politique qui prend le même nom, métamorphose qui inquiète les intellectuels militants de

¹ Eugen Barbu (1924-1993) : écrivain et journaliste roumain. Originaire d'un milieu social modeste (son père est cheminot), il suit des études supérieures (de droit et de lettres) sans obtenir un diplôme et après avoir expérimenté plusieurs métiers et professions (joueur et entraîneur de foot, typographe et correcteur) il réussit de se faire connaître dans les milieux littéraires à l'époque du réalisme-socialiste. Rédacteur en chef à la revue de littérature *Lucașfăru* entre 1962-1968, Barbu devient en 1974 membre correspondant de l'Académie roumaine. Son opposition farouche aux vagues d'écrivains qui arrivent au sein du champ littéraire dans la deuxième moitié des années 1960, lui coûte finalement son poste à la tête de la revue, dont il est obligé de démissionner en 1968. Ce conflit le poursuit plus tard, lorsqu'en tant que rédacteur en chef de la revue *Săptămîna* (1970-1989) il lance des attaques contre les écrivains importants du moment. Élu membre suppléant dans le Comité central du PCR en 1969 et député à l'Assemblée nationale en 1975, Eugen Barbu est lauréat du prix Herder en 1977, distinction accordée aux « personnalités marquantes de l'Europe centrale et du Sud-est dont la vie et l'œuvre ont amélioré la compréhension culturelle entre les pays européens ». Auteur d'une œuvre inégale qui couvre plusieurs genres — fiction, poésie, nouvelles et prose courte, reportages et articles politiques — il reste célèbre pour ses romans *Groapa* [*Le Grand Dépotoir*, trad. française 2012] (1957) et *Principele* (1969). En 1980 il est impliqué dans un scandale de plagiat pour son roman *Incognito* (1975-1980). Exclu de l'USR en 1990, il devient directeur du journal *România Mare* après 1989, Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. A/B*, Academia Română, București, Univers Enciclopedic, 2004, p. 358.

² À titre d'exemples on peut rappeler le feuilleton « l'Holocauste de la culture roumaine », où le mythe du « judéo-bolchévisme » est amplement développé (Mihai UNGHEANU, « Holocaustul culturii române », *România Mare*, n° 60, 2 août 1991 ; Corneliu Vadim TUDOR « Cine a adus bolșevismul, teroarea și crima în România ? », art. cité ; Eugen BARBU, « Dar antiromânismul ? », *România Mare*, n° 61, 9 août 1991). En ce qui concerne la dénonciation de « l'irrédentisme magyar en Transylvanie », voir les articles publiés dans la rubrique intitulée « 1991 : année internationale de lutte contre le terrorisme hongrois » (C. V. STÎRBULESCU, « Ungurii, ca și Hitler, vor spațiu vital în România », art. cité ; Constantin ANIN, « Române : să știi ce te așteaptă : exterminarea ! », art. cité ; Ioan Alexandru MUNTEANU, « Dosarele secrete ale istoriei : Umbre pe harta țării », art. cité).

l'Alliance Civique et du GDS, tout comme la rédaction de la revue 22¹. Adversaires de longue date, les deux publications regroupent des acteurs qui sous le régime communiste s'opposaient déjà en tant que *protochronistes* (*România Mare*) et *antiprotochronistes* (la revue 22), polarisation qui se perpétue au-delà de l'année 1989. L'entrée en politique des premiers entraîne ainsi un redoublement des coups de la part des seconds qui ne cessent de critiquer les prises de position antisémites de *România Mare* et perçoivent sa « radicalisation » comme une action « dangereuse », menaçante et capable d'apporter un volume de lecteurs conséquent à *România Mare* dont le tirage dépasse de loin en 1991-1992 celui de la revue 22². Dans un communiqué officiel paru dans 22 en août 1991, le GDS se montre donc préoccupé par « le danger représenté par le nationalisme extrémiste, le chauvinisme, l'antisémitisme et (...) la haine interethnique » dans la presse et « attire à nouveau l'attention sur la gravité de la campagne ultranationaliste, irresponsable, qui risque de repousser la Roumanie aux marges du monde civilisé. GDS s'associe aux protestations publiées dans la presse par l'Association des journalistes roumains, le ministère de la Culture, et les intellectuels roumains »³. Plus encore, le 6 août 1991 elle organise un débat au siège du GDS sur le thème « le nationalisme extrémiste dans la presse » auquel sont conviés les représentants des revues *România Mare*, *Europa* et *Renașterea bănățeană*⁴, absents de la réunion⁵.

Quand bien même les protagonistes de ce conflit restent les mêmes qu'à l'époque communiste, les enjeux du débat quant à eux, évoluent. Engagés plus directement désormais dans la lutte pour le pouvoir étant donné le rapprochement de l'échéance électorale de 1992, les deux camps cherchent à s'affaiblir mutuellement. Mais tandis que le front de *România Mare* est plus homogène et consensuel concernant la stratégie à suivre, les intellectuels anticommunistes

¹ Voir par exemple Andrei PIPPIDI, « Cum se fabrică un partid », 22, n° 20 (70), 24 mai 1991.

² Au début des années 1990 le tirage de *România Mare* atteint les 600 000 exemplaires contre seulement 100 000-150 000 pour la revue 22, Edith LHOMEI, « Roumanie : les malentendus de la "transition" » dans Edith LHOMEI (dir.), *L'Europe centrale et orientale. Dix ans de transformations (1989-1999)*, Paris, La Documentation française, 2000, p. 175.

³ GDS, « Comunicat », 22, n° 30, 2-9 août 1991.

⁴ Journal qui milite pour la renaissance de l'identité culturelle de la province du Banat, située à l'extrémité Ouest de la Roumanie, à la frontière avec la Hongrie.

⁵ Dan PAVEL, « Naționalismul extremist în presă », 22, n° 32, 17-24 août 1991.

se montrent plus hésitants. Partagés entre leur « apolitisme » moralisateur et la promesse de l'implication, ils peinent à trouver une formule qui concilie l'ensemble des options militantes. Créée le 15 novembre 1990 en réponse à la domination du FSN, l'Alliance Civique semble dupliquer à son tour cette oscillation entre l'engagement politique et la critique engagée¹. Dans une ambiance d'illisibilité profonde de l'avenir, rendu encore plus opaque par le rythme effréné des reconversions, les intellectuels « dissidents » sont écartelés par la question de leur rôle dans la cité après la « Révolution »².

Impossible à trancher des mois durant, la réponse à cette question devient plus claire une fois achevée la conversion de *România Mare* en parti politique le 20 juin 1991. Durant le Congrès de l'Alliance Civique qui se déroule à Bucarest entre le 5 et le 7 juillet 1991, les membres de cette structure décident à leur tour la création d'une antenne politique sous le nom du Parti de l'Alliance Civique (PAC) à la tête duquel est élu président Nicolae Manolescu, critique littéraire réputé et intellectuel *antiprotochroniste* sous Nicolae Ceaușescu, directeur de la revue *România literară* à partir de 1990. Néanmoins, comme précisé dans le chapitre 1, l'association conserve une structure bicéphale — à la fois civique et politique — qui lui permet de capter des soutiens divers et de décliner sur plusieurs plans les propositions de « démocratisation » de la société roumaine incluses dans son premier programme électoral. Cette décision aiguise les tensions avec le FSN et le Parti « România Mare » (PRM) dirigé par Vadim Tudor, avec lesquels les relations ne cessent de se détériorer sur le fond d'un rapprochement saisissable entre les deux dernières organisations.

De plus, les autorités cultivent une attitude ambivalente envers le passé fascisant de la Roumanie mâtinée d'une bienveillance évidente envers les formations politiques qui, comme le

¹ Voir à cet égard entre autres l'entretien avec Gabriel Andreescu réalisé par Cornel Mihai Ungureanu, Gabriel ANDREESCU, « Antipatia unui critic care spune despre Paul Goma că nu știe să scrie, iar pe Norman Manea îl plasează în categoria scriitorilor lipsiți total de talent, mă onorează », art. cité.

² De nombreux articles publiés dans 22 témoignent de l'importance de ces questions. À titre d'exemple voire les prises de position des intellectuels du GDS et de l'AC exprimées durant le colloque international intitulé « L'Intellectuel et la Révolution » organisé à Rome dans la période 13-16 mai 1991, et dont les actes sont publiés dans 22, n° 20 (70), 24 mai 1991 et 22, n° 23 (73), 14 juin 1991.

PRM, le PUNR ou Vatra Românească prétendent le récupérer et le prolonger, ce qui n'est pas sans troubler les intellectuels « anticommunistes ».

Ainsi, durant les années 1990-1992 sont commémorés au sein du Parlement autant le général Ion Antonescu, condamné par le Tribunal du peuple et exécuté comme criminel de guerre le 1^{er} juin 1946¹, que le pogrom de Bucaresti perpétré par les légionnaires le 21 janvier 1941². *România Mare* est décorée par le ministère de l'Intérieur³, le Premier ministre Petre Roman nomme deux préfets parmi les membres du PUNRT⁴ tandis que le gouvernement et le président de la République condamnent officiellement les « actions d'extrémisme » et les « manifestations d'antisémitisme » dans la presse, notamment dans les revues *Europa*, *România Mare* et *Gazeta de Vest*⁵, emboîtant ainsi le pas à l'appel signé par cent trente-sept intellectuels en juillet 1991 contre « l'attitude xénophobe, antisémite et chauvine de certaines publications extrémistes » adressé aux autorités⁶.

Autant le président de la République que le gouvernement entretiennent des relations resserrées avec la Fédération des communautés juives de Roumanie (FCER), prenant part à ses manifestations et recevant constamment la visite du chef-rabbin Moses Rosen pour discuter des problèmes qui le préoccupent⁷. Néanmoins, les autorités ne se mobilisent que faiblement pour

¹ Au début de juin 1991, le député FSN Petre Țurlea propose avec succès la commémoration de quarante-cinq ans de la mort d'Ion Antonescu, marquée par une minute de silence à l'Assemblée Nationale.

² La première commémoration officielle du pogrom légionnaire de Bucarest a lieu le 21 juin 1991 devant les deux chambres réunies du Parlement dans la salle du Sénat. À part les membres du Parlement, le grand rabbin Moses Rosen, chef de la communauté juive de Roumanie est présent dans la salle et tient un discours.

³ Cf. Bányai PETER, « Nedumeririle unui fost (?) "golan maghiar" », 22, n° 18 (68), 10 mai 1991.

⁴ Il s'agit des préfets des départements de Cluj et de Târgu-Mureș, Tom GALLAGHER, « The Rise of the Party of Romanian National Unity », *RFL/RL Research Report*, mars 1994, n° 11, p. 26.

⁵ Voir la Déclaration du gouvernement publiée dans *România liberă*, 5 juin 1991 et la Déclaration du président Ion Iliescu concernant les manifestations antisémites dans la presse du 17 mars 1992.

⁶ L'appel, adressé au président et au gouvernement de la Roumanie, ainsi qu'au Procureur général est signé entre autres par l'Association des journalistes roumains. Il est publié dans *România liberă*, n° 448, 24 juillet 1991 et dans *Adevărul*, 24 juillet 1991.

⁷ Entre 1990 et février-mars 1992, Moses Rosen est reçu à plusieurs reprises par les autorités pour discuter des problèmes spécifiques soulevés par la croissance des manifestations antisémites dans l'espace public (dévastation et profanation de plusieurs synagogues et cimetières juifs à Bucarest, Suceava, Oradea, Târgu-Mureș, attitudes antisémites dans la presse) : le 8 mars 1990 par le Premier ministre Petre Roman, le 13 juillet 1990 par le président Ion Iliescu, le 15 mai 1991 par le ministre de la Défense, le 5 juin 1991 par plusieurs membres du Parlement, le 31 mars 1991 par le ministre de l'Enseignement. Durant la même période, des représentants du gouvernement et de la

comblent le vide juridique faisant obstacle à la pénalisation des attitudes antisémites dans l'espace public réclamée par celui-ci¹. Redevable à la rivalité entre Ion Iliescu et Petre Roman, cette attitude en apparence contradictoire des centres du pouvoir joue selon les conjonctures avec des parcelles différentes du passé « fasciste » de la Roumanie. Tantôt en condamnant ce passé (comme dans le cas des légionnaires), tantôt en lui rendant hommage (comme dans le cas du général Ion Antonescu), les autorités s'efforcent d'harmoniser l'image démocratique d'une Roumanie opposée à l'antisémitisme avec les actions pour la conservation des bénéfices électoraux que l'on met au compte de l'investissement d'une identité nationale définie sur une base ethnique. Constamment critiquée par les collaborateurs de la revue 22 qui accusent le gouvernement d'« instrumentaliser le nationalisme » dans un moment de reconstruction de la relation avec les minorités nationales, cette attitude offre une base d'attaque pertinente contre le FSN présenté comme le continuateur du « national-communisme *ceașist* »².

Aussi la dénonciation de l'antisémitisme et le rappel des conséquences néfastes qu'il a engendré au cours du XX^e siècle devient une stratégie cohérente pour une frappe qui embrasse d'un seul coup le FSN, *România Mare*, les organisations fascistes, leurs relations et complicités.

présidence de la République prennent part aux différentes manifestations organisées par la FCER à l'occasion de la commémoration du pogrom légionnaire de Bucarest le 20-21 janvier 1991 et du pogrom d'Iași, manifestations qui ont lieu au Temple choral de Bucarest. Le 1^{er} juillet 1991, les autorités participent à la commémoration des cinquante ans du début de la déportation des Juifs en Transnistrie.

¹ La Loi de la sûreté nationale n° 51/1991 qui interdit par l'art. 3, alinéa h, l'« initiation, l'organisation, la perpétration ou le support de quelque manière que soit des actions totalitaires ou extrémistes d'origine communiste, fasciste, légionnaire ou de toute autre nature, racistes, antisémites, révisionnistes, séparatistes qui peuvent mettre en danger (...) l'unité et l'intégrité territoriale de la Roumanie tout comme l'incitation à des actions pouvant périlcliter l'ordre de l'État de droit » est adoptée à peine à l'été 1991 et publiée dans *Monitorul Oficial*, n° 163, 7 août 1991 après de nombreuses insistances de la part des représentants de la FCER auprès des autorités compétentes. Avant l'adoption de cette loi, les plaintes de la FCER devant la Procuration pour enquêter et sanctionner les auteurs de ces actions peinent à aboutir, la principale motivation avancée par la justice étant un cadre légal inadapté à l'ouverture d'une enquête.

² Voir « O discuție cu Monica Lovinescu realizată de Gabriela Adameșteanu », 22, n° 39, 12 octobre 1991 où l'on parle du « spectacle communiste-fasciste » offert par les autorités, propre également à la période Ceaușescu ; Victor GIOSAN, « Etica naționalismului », 22, n° 11 (61), 22 mars 1991 ; l'entretien de Peter Bányai avec Dinu Zamfirescu, « Un lider politic fără statură morală nu poate avea credibilitate. Interviu realizat de Peter Bányai », 22, n° 16 (66), 26 avril 1991 ; Andrei PIPPIDI, « Cum se fabrică un partid », art. cité.

La publication de l'article de Norman Manea sur Mircea Eliade s'arrime à une configuration dont la spécificité consiste dans la consécration des usages de l'« antisémitisme » comme arme politique d'envergure. Sa parution permet en même temps aux intellectuels de la revue 22 de se distinguer dans un paysage culturel imperméable aux critiques de Mircea Eliade et de se prémunir contre les étiquettes compromettantes les accusant de nostalgies légionnaires, tout en montrant leur bonne foi quant au respect des « valeurs démocratiques occidentales »¹.

C/« Felix Culpa » : la culpabilisation du « silence »

Dans son article sur la trajectoire politique de Mircea Eliade, Norman Manea interroge l'engagement du savant aux côtés de la Garde de fer sous l'angle de l'impasse que celui-ci en a toujours fait dans ses écrits autobiographiques². Revenant sur la trajectoire d'Eliade depuis sa période roumaine qui prend fin en 1944, et jusqu'à ses derniers mois de vie dans le campus américain de la Divinity School en 1986, l'article sonde la manière dont l'intellectuel s'est confronté à son passé légionnaire *après* la Deuxième Guerre mondiale. À la différence des détracteurs ou des admirateurs d'Eliade qui découvrent des rapprochements incontournables entre les idées de leur héros et celles de la Garde de fer comme Daniel Dubuisson, Ioan Petru Culianu ou Mac Linscott Ricketts parmi d'autres, Norman Manea se défend de poser la question du ralliement au « fascisme » du savant roumain³.

¹ Constatment, le journal *România Mare* traite les membres du GDS et de l'AC de « légionnaires » (« Disidenți. Alți cabotini : Pleșu și Cristoiu », *România Mare*, n° 56, 5 juillet 1991 (article signé « l'opinion publique roumaine ») ; Leonard GAVRILIU, « Un pedagog de școală alianțocivistă », *România Mare*, n° 62, 16 août 1991, « Ana Blandiana, autoare de poeme legionare », *România Mare*, n° 63, 13 septembre 1991) et, en même temps, de « vendus aux Juifs » (Corneliu Vadim TUDOR, « România sub ocupație », *România Mare*, n° 61, 9 août 1991) ou de « communistes », « kominternistes », (Corneliu Vadim TUDOR, « Dosarul agentului kominternist Mihai Șora », *România Mare*, n° 60, 2 août 1991).

² L'aspect est amplement commenté dans le chapitre « L'impossible aveu » dans Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 482-499.

³ Pour une lecture de l'œuvre scientifique de Mircea Eliade à partir de son engagement légionnaire, voir Daniel DUBUISSON, « Métaphysique et politique. L'ontologie antisémite de Mircea Eliade », *Le Genre Humain*, décembre 1992-janvier 1993 et « L'ésotérisme fascisant de Mircea Eliade », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 106 -107, 1995. Dans une lettre envoyée à Mac Linscott Ricketts le 13 mai 1987, Ioan Petru Culianu note : « Monsieur Eliade n'a jamais été antisémite, membre de la Garde de fer, ou pronazi. Mais, en tout cas, je

Admettant qu'« obsédé depuis sa jeunesse par la relation entre le sacré et le profane », Eliade « aurait certes, difficilement pu prévoir, les terribles conséquences de ses options »¹, Manea ne cède pas à une lecture rétrospective de la biographie politique de l'intellectuel. Bien documentée et fine, mobilisant des travaux scientifiques autant que des témoignages, sa réflexion reste sensible tant au contexte international qui préside à l'avènement des mouvements fascistes en Europe dans les années 1930 qu'à la lenteur du processus de radicalisation qui conduit à l'« horreur finale » par des glissements successifs². Cet appel à l'historicité des faits *non écrits à l'avance*, n'est pas ici comme dans certains écrits qui s'intéressent à la trajectoire d'Eliade, mis au service d'une entreprise de disculpation du savant. « Felix Culpa » cherche plutôt à montrer que si l'on peut contextualiser son engagement politique aux côtés de la Garde de fer, sa position à cet égard *après* la défaite du nazisme, n'en est que plus discutable. Sous cet angle, l'article de Norman Manea marque une première dans la discussion du rapport que Mircea Eliade entretient à sa propre trajectoire politique une fois les conséquences du « fascisme » consommées et connues.

Évoqués à plusieurs reprises dans son journal, les liens du savant avec la Garde de fer sont présentés comme la conséquence de son « adoration pour Nae Ionescu »³, preuve de fidélité ultime envers le « Professeur » déjà acquis à la cause de la Légion lorsqu'Eliade amorce sa conversion, vers 1937. En réfléchissant à ces liens dans ses *Mémoires*, l'historien des religions les inscrit, sous le signe d'une « felix culpa »⁴ qui seule lui aurait permis de quitter définitivement la Roumanie en 1942⁵ et d'échapper ainsi selon ses propres dires, à une « mort

comprends qu'il était plus proche de la Garde de fer que ce que j'aurais aimé croire » dans Ioan Petru CULIANU, *Mircea Eliade*, Iași, Polirom, 2004, p. 363. Mac Linscott RICKETTS, *Mircea Eliade, The Romanian Roots, 1907-1945*, vol. I, New York, Columbia University Press, « East European Monographs », Boulder, 1988.

¹ Norman MANEA, « Felix Culpa », 22, n° 6 (107), 15-21 février 1992.

² Sur les processus de radicalisation, voir Annie COLLOVALD, Brigitte GAÏTI (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006, p. 11-45.

³ Mircea ELIADE, *Fragments d'un journal III (1979-1985)*, Paris, Gallimard, 1991, p. 169 et p. 225, cité dans Norman MANEA, *Les Clowns : le Dictateur et l'Artiste*, Paris, Seuil, p. 121-122.

⁴ Selon le mot de Saint Augustin, « O felix culpa, quae talen ac tantum meruit habere Redemptorem » (Ô heureuse faute, qui a mérité un si grand Rédempteur), cité dans Norman MANEA, *Les Clowns : le Dictateur et l'Artiste*, *op. cit.*, p. 122.

⁵ Le 21 octobre 1940, Mircea Eliade est nommé secrétaire de presse à la légation roumaine de Lisbonne par le gouvernement national-légionnaire, nomination obtenue en partie grâce à ses sympathies légionnaires. À la fin de

de tuberculeux dans une prison (29 août 1985) »¹ communiste. Trouvant insatisfaisante cette façon de qualifier ses rapports avec la Garde de fer, Norman Manea pointe le conflit moral qui naît du refus de Mircea Eliade d'avouer ouvertement son engagement politique et de s'en départir clairement à la fin de sa vie :

« Eliade évite souvent l'analyse de son expérience militante, en privilégiant l'ambiguïté et l'esquive. Qu'il soit qualifié de "nazi" ou d'"antisémite", sa réaction face à une accusation qui simplifie si brutalement l'histoire de sa vie est le repli. Il y a une éloquence, pas seulement une dignité du silence ; il y a une délicatesse dans l'esquive, pas seulement une ruse ; il y a cependant dans le silence et l'esquive bien des aspects répréhensibles. Mais le déni public de ses anciennes convictions, la dénonciation de l'horreur, le dévoilement des mécanismes de mystification, la culpabilité assumée ? Rares, sans doute, sont ceux qui ont la lucidité et le courage nécessaires. (...) Seule la reconnaissance de l'erreur valide l'abandon réel de l'erreur. L'honnêteté n'est-elle pas, finalement, l'ennemi mortel du totalitarisme ? Et la prise de conscience (l'examen critique des questions inconfortables, c'est-à-dire un engagement moral lucide) la preuve ultime de la mise à distance des forces corruptrices propres à l'idéologie totalitaire ? »².

À ceux clamant donc que le ralliement au « fascisme » ne fut, dans le cas de Mircea Eliade, qu'un « dérapage de jeunesse »³, l'article oppose l'attitude de maturité du savant se réjouissant d'avoir pu échapper au régime communiste grâce à son engagement légionnaire.

Imaginant la vie d'Eliade dans la Roumanie socialiste où il ne retournera jamais après 1944 et la « récupération »⁴ dont son œuvre aurait probablement fait l'objet à partir des années 1960 lorsque certains auteurs sont réhabilités par le régime de Bucarest, Norman Manea s'attaque dans une deuxième partie de son essai à la relation des élites intellectuelles avec le

la guerre, en 1944, le nouveau gouvernement formé par les communistes et les formations démocrates le rappelle en Roumanie, mais il refuse de rentrer, Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 305-306 et p. 339.

¹ Mircea ELIADE, *Fragments d'un journal III (1979-1985)*, Paris, Gallimard, 1991, p. 169 et p. 225, cité dans Norman MANEA, *Les Clowns : le Dictateur et l'Artiste*, op. cit., p. 121-122.

² Selon la version française de l'article « Felix Culpa » dans Norman MANEA, *Les Clowns : le Dictateur et l'Artiste*, op. cit., p.127-128.

³ Comme par exemple chez Dan C. MIHĂILESCU, « Adevierirea unui mit (III) », 22, n° 6 (364), 11-17 février 1997.

⁴ Norman MANEA, *Les Clowns : le Dictateur et l'Artiste*, op. cit., p. 123.

communisme. Peu innocente, laisse-t-il entendre, cette relation a impliqué bien trop souvent du « zèle », de la « verve » et des « profits » pour des larges pans de l'intelligentsia roumaine¹. Dénonçant autant l'« opportunisme » des « campagnes de dénigrement » actuelles « à violent caractère anticomuniste » que le reniement des engagements passés, l'écrivain établi aux États-Unis invite à une reconsidération « honnête et lucide » des deux périodes, « légionnaire et communiste »² à la fois. Car « si l'on discute aujourd'hui en Roumanie ouvertement et sans retenue des compromis et de la complicité avec le régime communiste (un régime dictatorial (...) auquel il était difficile de résister) de grands écrivains (...), il n'y a aucune raison pour qu'on n'analyse pas également l'implication volontaire (la "faute heureuse") dans le mouvement d'extrême droite, avec toutes ses conséquences, d'intellectuels et d'écrivains comme Eliade »³.

Contrairement à Dan Pavel qui considère que le « procès des intellectuels fascistes » est un exemple et une bonne occasion pour démarrer le « procès des intellectuels communistes », Norman Manea estime à l'inverse, que c'est le « procès du fascisme » qui peine à émerger dans l'espace public roumain. Et ce d'autant plus continue l'écrivain, que « le communisme n'est plus maintenant un véritable danger en Roumanie. *Et il ne l'a jamais été*. Le stalinisme de Ceaușescu s'est progressivement mué en fascisme déguisé »⁴.

Située aux antipodes de l'analyse de Dan Pavel, la lecture du passé livrée par Norman Manea, en retient avant tout ce qu'il appelle son « nationalisme ». Clé de voûte de la période communiste selon l'écrivain, cette idéologie la rapproche sinon la situe dans la directe continuité de celle « fasciste » des années 1930-1940⁵. Ainsi, la mise en parallèle des deux passés et, plus encore, leur emboîtement, est réalisé à travers leur « nationalisme », noyau dur du « mal totalitaire » incarné en Roumanie par le « fascisme » du Mouvement légionnaire et du gouvernement Antonescu et le « stalinisme » des années 1950 et du régime Ceaușescu.

¹ *Ibid.*, p. 124.

² *Ibid.*, p. 143.

³ *Ibid.*, p. 143-144.

⁴ *Ibid.*, p. 144.

⁵ Ce point de vue est défendu dans plusieurs essais inclus dans le volume Norman MANEA, *Despre clovni : Dictatorul și Artistul*, op. cit.

Il faut chercher les raisons de ces traitements spécifiques du passé chez l'écrivain exilé en Amérique et chez son éditeur bucarestois dans leur ancrage dans des configurations d'idées radicalement différentes, propres aux États-Unis et respectivement à la Roumanie des années 1991-1992. Ces configurations réactivent des vécus distincts de la relation au pouvoir étatique.

Ayant traversé trois régimes politiques et plusieurs pays, la trajectoire biographique de Norman Manea est façonnée par une expérience des relations avec le pouvoir structurée autour de la confrontation avec ce qu'il appelle son « nationalisme ». C'est cette idéologie qui a cadré et légitimé à différentes étapes de son existence son exclusion physique, civique, et professionnelle de Roumanie. L'arrivée de Manea aux États-Unis dans un moment de déclin de l'étoile de Mircea Eliade et d'irruption de l'Holocauste comme événement compliqué de l'histoire américaine, favorise la dénonciation du « fascisme » des grands intellectuels. Témoin oculaire et compatriote du savant, Norman Manea apparaît aux yeux de certains entrepreneurs de mémoire comme le candidat idéal au rôle de messenger des désastres de l'antisémitisme. Il assume néanmoins difficilement ce rôle au départ¹, et ce n'est que plus tard que cette conjonction de facteurs participe à la libération de ses prédispositions critiques, lui conférant un sentiment de légitimité absent avant son arrivée aux États-Unis, quand la conjoncture historique ne valorisait pas l'expression ouverte de sa condition de rescapé de la Shoah². Ses expériences politiques et surtout son décryptage sur ses relations au pouvoir n'ont donc que très peu en commun avec celles de Dan Pavel et ce, quand bien même elles partagent certaines idiosyncrasies politiques telles l'aversion envers la suppression des libertés civiles par le PCR ou le succès politique des anciens intellectuels *protochronistes*.

¹ Dans un premier temps Norman Manea refuse l'invitation de Leon Wieseltier, le rédacteur littéraire de *The New Republic* de lui confier une recension des écrits autobiographiques de Mircea Eliade et c'est seulement au bout d'une année de tâtonnements infructueux que l'éditeur américain réussit à convaincre son ami roumain de dépasser ses réticences et d'accepter sa sollicitation. En témoignent les archives électroniques de Norman Manea consultées par Claudiu Turcuș (Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea, op. cit.*, p. 192). En ce qui concerne sa difficulté à assumer un rôle de dénonciateur de l'antisémitisme, du moins avant son départ de Roumanie, voir le témoignage de l'écrivain dans une discussion avec Gabriela Adameșteanu : « Je n'aime pas le rôle de victime. Ça me dégoûte », Norman MANEA, « Copii captivi în Transnistria », art. cité.

² Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 13.

Mais on constate combien l'écart entre les deux contextes de production et d'importation de l'article « Felix Culpa » est redevable des différences d'interprétation des problèmes et des questions qu'il soulève, le « procès des intellectuels fascistes » qui était son point essentiel aux États-Unis devenant en Roumanie un prétexte et un modèle pour le « procès des intellectuels communistes ».

D/Retour malheureux sur une « faute heureuse » : la double réception de « Felix Culpa »

Publié dans un premier temps aux États-Unis et six mois plus tard en Roumanie, le texte de Norman Manea est l'objet d'une double réception — américaine et roumaine à la fois. Un rapide passage en revue de l'ensemble des réactions révèle des différences d'opinion, de méthodologie et de style évidentes entre les deux pays. Si ces différences nous intéressent ici, c'est pour leur capacité à dénaturiser le débat roumain autour de « Felix Culpa » et à révéler les modes de fonctionnement propres aux intellectuels roumains à travers lesquels ils balisent dès 1990 la référence au passé « fasciste » de la Roumanie.

1. La réaction américaine

Après la parution de « Happy Guilt » en août 1991, plusieurs lettres conservées en partie dans les archives personnelles de l'écrivain sont envoyées à la rédaction du magazine américain. Favorables généralement à sa démarche, leurs auteurs saluent l'analyse fournie par Norman Manea dans son article, appréciant son impartialité et la fidélité des arguments avancés aux faits¹. Écrites par des intellectuels qui soit sont familiers de l'œuvre d'Eliade soit l'ont rencontré personnellement, ces lettres appartiennent à des professeurs universitaires, des experts dans différentes organisations non-gouvernementales et des survivants de la Shoah.

¹ Cf. Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, op. cit., p. 192.

Une première réaction vient de Mac Linscott Ricketts, un universitaire spécialiste en histoire des religions, disciple d'Eliade, professeur à Duke University et à Louisburg College en Caroline du Nord¹, auteur d'une biographie fouillée du savant. Dans une lettre envoyée à *The New Republic* et publiée dans un numéro d'octobre 1991 il estime que l'article de Norman Manea représente une «évaluation précise, juste et bien informée de la relation d'Eliade avec la Garde de fer et le “fascisme” roumain durant les années 1930»². Toutefois, Ricketts prend ses distances avec certains aspects de l'article lorsque corrigeant deux dates erronées, il ajoute :

«Une erreur plus sérieuse encore est l'impression laissée par Monsieur Manea que Monsieur Eliade a partagé l'antisémitisme des gardistes. Même si M. Manea ne formule pas explicitement l'accusation d'antisémitisme, il ressort de son article que M. Eliade en est coupable. Cela n'est pas le cas, j'en suis convaincu. Dans mon livre (...) je me suis donné du mal à le démontrer sur la base des textes écrits par Eliade (de nombreux écrivains ont avancé le contraire). Il est vrai que M. Eliade n'a pas considéré à se défendre lui-même des accusations de ce type durant ses dernières années, mais c'en était son “style” ; après avoir quitté la Roumanie il ne s'est engagé dans aucun débat ou excuse concernant son travail ou sa pensée»³.

Pour sa part, Ivan Strenski, un historien des religions ayant fait ses études à Birmingham au Royaume-Uni et à Yale University, aujourd'hui professeur à Riverside University of California⁴, critique de l'œuvre scientifique de Mircea Eliade dont il démontre les faiblesses méthodologiques, apprécie que Manea «plaide son cas de manière admirable et convaincante»⁵. À son tour David Cave, professeur d'études asiatiques à l'Université de Cincinnati, spécialiste de la pensée de Mircea Eliade, est d'avis que « contrairement à ceux qui

¹ Voir la page web de présentation de Mac Linscott Ricketts, <http://maclinscottricketts.blogspot.fr/>.

² Mac Linscott RICKETTS, « Guilt-free. To the editors », *The New Republic*, 7 octobre 1991, p. 45.

³ *Ibid.*

⁴ Voir la page de présentation d'Ivan Strenski sur le site de l'Université de Riverside, en Californie, consultable à l'adresse web suivante : <http://religiousstudies.ucr.edu/full-time-faculty/ivan-strenski/>.

⁵ Cité par Claudiu Turcuș à partir des archives personnelles de Norman Manea dans Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea, op. cit.*, p. 192.

ne souhaitent que la démolition d'Eliade, les motivations de Manea apparaissent comme honnêtes et objectives »¹.

Des critiques plus incisives à l'adresse de « Felix Culpa » viennent de la part de Juliana Geran Pilon, philosophe et historienne roumaine d'origine juive émigrée aux États-Unis avec sa famille en 1961 où elle suit des études universitaires de philosophie aux universités de Chicago et de Princeton². Très proche de Mircea Eliade³, son professeur à Chicago, qui écrit la préface de son livre autobiographique *Notes from the Other Side of Night*⁴, l'encourageant à poursuivre une carrière littéraire, Juliana Geran Pilon signe au cours du temps plusieurs recensions des livres de son maître⁵. Active depuis les années 1980 dans la formation des cadres politiques aux États-Unis et en Europe de l'Est, Pilon est très impliquée dans le travail de plusieurs organisations non-gouvernementales qui militent pour la démocratisation des pays qui ont connu des régimes autoritaires comme International Foundation for Electoral Systems où elle est Senior Advisor for Civil Society⁶. De plus, l'universitaire d'origine roumaine déroule une importante activité d'enseignement dans plusieurs institutions universitaires (Johns Hopkins University, George Washington University) et écoles de formation des élites dirigeantes (Institute for World Politics)⁷. Directeur exécutif, ensuite vice-présidente de la National Forum

¹ *Ibid.*

² Voir la biographie de Juliana Geran Pilon (né à Bucarest en 1947) dans Mihaela GLIGOR et Liviu BORDAȘ (éd.), *Postlegomena la Felix Culpa. Mircea Eliade, evreii și antisemitismul*, vol. 2, Cluj-Napoca, Presa Universitară Clujeană, 2013, p. 53.

³ Voir les lettres chaleureuses échangées par Juliana Geran Pilon avec le couple Mircea et Christinel Eliade entre 1971 et 1980 et la recommandation adressée par Mircea Eliade à Dennis L. Bark pour l'obtention d'une bourse par son ancienne étudiante en tant que *visitig fellow* au Hoover Institution on War, Revolution and Peace, reproduites dans Mihaela GLIGOR et Liviu BORDAȘ (ed.), *Postlegomena la Felix Culpa. Mircea Eliade, evreii și antisemitismul*, *op. cit.*, p. 57-70 et p. 64.

⁴ Juliana Geran PILON, *Notes from the Other Side of Night. Introduction by Mircea Eliade*, Regnery/Gateway, 1979.

⁵ Juliana Geran PILON, « No Souvenirs. *Journal, 1957-1969*, by Mircea Eliade », *The Alternative. An American Spectator* (Bloomington), X, n° 10, août-septembre 1977, p. 36-37, « Defying history. Mircea Eliade, *The Forbidden Forest...* », *Chronicles of Culture* (Rockford, IL), IV, n° 2, mars-avril 1980, p. 31-32, « Mircea Eliade, *The Old Man and the Bureaucrats* », *Chronicles of Culture* (Rockford, IL), n° 4, juillet-août 1980, cité par Mihaela GLIGOR et Liviu BORDAȘ (ed.), *Postlegomena la Felix Culpa. Mircea Eliade, evreii și antisemitismul*, *op. cit.*, p. 53.

⁶ Cf. le CV de Juliana Geran Pilon, <https://www.julianapilon.com/experience>.

⁷ *Ibid.*

Foundation, une organisation qui s'intéresse aux « problèmes économiques et politiques des démocraties émergentes d'Europe et d'Asie »¹ où on la retrouve en 1991, Juliana Geran Pilon « participe à la création d'un réseau de plusieurs centaines de jeunes activistes politiques en Europe Centrale et dans l'ex-espace soviétique »².

Dans sa réaction à l'article de Norman Manea, Pilon disculpe le savant depuis des positions fermes évoquant dans une lettre adressée à la rédaction de *The New Republic*, sa figure « chaleureuse », « compréhensive », « irrévocablement tolérante », son aide à la publication de son propre livre sur l'Holocauste, ainsi que « la recherche sophistiquée et éclatante d'Eliade sur les archétypes de toute l'expérience humaine » qui représente en soi « une éloquente répudiation de toutes les impulsions chauvines »³. Laisant comprendre qu'elle connaît l'engagement de jeunesse de son ami qui le regrette à son tour, Juliana Geran Pilon plaide pour une compréhension de ses faits qui se penche sur l'ensemble de leur « spectre puisque nombreuses sont les voies d'expiation »⁴.

Plus incisif, Baruch Cohen⁵, intellectuel juif d'origine roumaine exilé au Canada, expert proéminent du Centre commémoratif de l'Holocauste de Montréal et président du Canadien Institute for Jewish Research exige une mesure plus radicale suite à la parution de « Happy Guilt », telle le retrait du nom d'Eliade de l'intitulé de la chaire d'histoire des religions de l'Université de Chicago⁶. Enfin, Alexander Webster de l'Ethic and Public Policy Center, un think-tank basé à Washington D. C. qui œuvre à « l'application des principes du judéo-christianisme aux politiques publiques » aux États-Unis⁷, conteste l'assimilation de la Garde de

¹ Selon le site de National Forum Foundation, consultable à l'adresse web suivante : <http://www.friends-partners.org/ccsi/usnisorg/ngo-devl/nff.htm>.

² Cf. le CV de Juliana Geran Pilon, <https://www.julianapilon.com/experience>.

³ La lettre a été publiée dans la revue 22 en 1993, Juliana Geran PILON, « Către Redactorul Revistei *The New Republic* (6 août 1991) », 22, n° 32, 19-25 août 1993.

⁴ *Ibid.*

⁵ Voir l'article consacré par *The Canadian Jews News* à Baruch Cohen à l'occasion de ses 90 ans, Janice ARNOLD, « 90th Birthday just another Workday for Baruch Cohen », *CJN*, 28 octobre 2009, <http://www.cjnews.com/news/canada/90th-birthday-just-another-workday-baruch-cohen>.

⁶ Cité par Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, *op. cit.*, p. 192-193.

⁷ Selon le site de l'institution consultable à l'adresse web suivante : <http://eppc.org/about/>.

fer au christianisme orthodoxe par Norman Manea. Étranger à l'esprit du christianisme, l'antisémitisme de l'organisation serait à mettre en relation selon Webster, avec les fondements néo-païens du Mouvement légionnaire¹.

Bien reçues par l'auteur de « Felix Culpa » à la différence de celles en provenance de Roumanie, ces réactions émanent la plupart du temps d'une aire aux contours flous située entre l'espace académique, l'espace des entreprises mémorielles et celui expert des organisations qui militent pour la démocratisation des pays qui ont connu des régimes autoritaires, notamment d'inspiration soviétique. Une composante importante de cette nébuleuse sociologique est l'exil roumain, bien représenté chez les participants au débat d'outre-Atlantique autour de « Happy Guilt » et la proximité scientifique ou personnelle avec Mircea Eliade. Moins violentes que les réactions locales à l'article de Manea, celles américaines ne soulèvent pas la question de l'opportunité d'une discussion autour des responsabilités des intellectuels « fascistes », ni d'une comparaison avec celle des intellectuels communistes comme ce sera le cas en Roumanie.

2. La réaction roumaine

Comme déjà souligné, la conjoncture politique et culturelle est dans la première partie des années 1990 au renouveau des organisations qui se manifestent comme les continuatrices de la Garde de fer et à la recrudescence des discours nationaux indigénistes et xénophobes entretenus par les anciens écrivains *protochronistes*. Très forte en Roumanie, la mythification de Mircea Eliade est présente de manière diffuse même là où s'expriment des prises de distance explicites avec la « période légionnaire » du savant et la façon dont il l'a gérée par la suite. Entre 1990 et 1992, *România literară*, *România liberă* et la revue 22 où paraît « Felix Culpa » publient plusieurs articles élogieux à l'égard de l'intellectuel, recensions, souvenirs, évocations, analyses qui n'ont, certes, rien en commun dans leur tonalité avec la véhémence de ceux parus entre les pages de *România Mare* ou la revue *Europa*, mais qui participent à l'entretien du mythe autour

¹ Cité par Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, op. cit., p. 192.

de la prodigieuse personnalité du savant¹. Un exemple éloquent en ce sens est donné par la revue *Contrapunct*, seule revue à l'exception de 22 à publier de longs extraits de « Felix Culpa ». Dans le même numéro où paraît l'essai de Norman Manea, on retrouve sur plusieurs pages un groupement de recensions aux *Mémoires* de Mircea Eliade publiées un an plus tôt aux éditions Humanitas et à certaines œuvres de fiction². Signées par des critiques littéraires importants comme Ioana Pârvulescu, Ion Bogadan Lefter, Zigu Ornea, Horia Roman Patapievici, Carmen Matei, Vasile Morar ces recensions ne tarissent pas d'éloges à l'égard du savant, y compris lorsqu'elles enregistrent attentivement les spécificités des contextes de réception de l'œuvre de Mircea Eliade ou qu'elles invitent à une réévaluation équilibrée de celle-ci³. À l'exception de Zigu Ornea, spécialiste de l'« extrême droite intellectuelle des années 1930 »⁴, aucun parmi ces auteurs ne s'attarde sur l'affiliation de Mircea Eliade à la Garde de fer, ni sur la manière dont cet épisode se reflète dans ses mémoires. Comme dans le cas de Céline en France, le pouvoir de l'art qui se manifeste à travers le talent littéraire assure l'impunité morale voir l'innocence de celui qui, comme Eliade, le possède⁵.

On trouve là un exemple parlant de la manière dont fonctionne le champ intellectuel roumain au début des années 1990 où certaines formes de « culte de la personnalité » pénètrent jusque dans ses zones les réputées pour leur dévotion aux valeurs de l'autonomie, ce qui

¹ Les mérites scientifiques et humains de Mircea Eliade sont mis en avant de manière récurrente et on souligne sa « force de travail », son « œuvre prolifique », son « prestige international », son « humanité », son « affabilité » ou sa « générosité ». Quelques articles élogieux à l'égard du savant : Gabriela ADAMEȘTEANU, « "Lumea est-europeană — o tragică pierdere de timp, de oameni, de energii" ». Un interviu cu Ioan Petre Culianu », art. cité. ; Arșavir ACTERIAN, « Despre Mircea Eliade și despre alții », art. cité. *România liberă* et *România literară* signalent promptement les nouvelles parutions de Mircea Eliade : Mirela ROZNOVEANU, « România în eternitate : Profetism românesc, vol. I și II », *România liberă*, 18 janvier 1991 ; Ion BĂLU, « Mircea Eliade — Noaptea de sânziene », *România liberă*, 6 mars 1991 ; Eugen SIMION, « Eliade, ziaristul I », *România literară*, n° 3, 17 janvier 1991 et « Eliade, ziaristul II », *România literară*, n° 4, 24 janvier 1991 ; Elena Zaharia FILIPAȘ, « Între două Nopti de Sânziene », *România literară*, n° 40, 3 octobre 1991 ; Zigu ORNEA, « Memoriile lui Eliade », *România literară*, n° 5, 20-26 février 1992.

² Mircea ELIADE, *Memorii (1907-1937)*, vol. I, București, Humanitas, 1991 et *Memorii (1937-1960)*, vol. II, București, Humanitas, 1991.

³ Ioana PÂRVULESCU, « Intelectualul Eliade între intelectuali » ; Ion Bogdan LEFTER, « Cei trei sau patru Mircea Eliade » ; Vasile MORAR, « Sacrul la Eliade și la Bergson » ; H-R. PATAPIEVICI, « Stil literar și ontologic », publiés dans *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

⁴ Selon le titre de son livre Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească, op. cit.*

⁵ Evelyne PIEILLER, « Céline mis à nu par ses admirateurs, même », *Agone*, n° 54, 2014/2, p. 149 et p. 155.

explique l'amplitude de la résistance à l'article de Norman Manea, auquel on oppose une fin de non-recevoir quasi-unanime¹. À cet égard, dans un article publié en 1993 dans la revue *Dilema* où il évoque le scandale qui a entouré la publication de « Felix Culpa » en Roumanie, le critique littéraire Mircea Iorgulescu se souvient :

« On a sonné la mobilisation générale et, par voie de conséquence, Norman Manea s'est retrouvé propulsé presque unanimement au rang de scélérat qui attente aux "grandes valeurs" de la culture roumaine. ("Felix Culpa" a provoqué)... la coalition brusque et certainement spontanée de personnes, personnalités, publications et institutions qui, par ailleurs, étaient — ou donnaient l'impression d'être — des adversaires irréductibles »².

Dans le numéro 8 de février 1992 de la revue 22, donc avant la fin de la publication de la série « Felix Culpa », Dan Pavel révèle d'ailleurs les pressions auxquelles il est soumis depuis le début de sa parution : coups de fil de menaces, insistance pour bloquer la publication de l'article de la part « des hommes d'un certain poids dans notre vie publique (...) des intellectuels roumains qui croient à la conspiration universelle judéo-maçonnique »³. Des pressions sont exercées également sur Gabriela Adameşteanu, rédactrice à la revue 22 responsable avec Dan Pavel de la décision de publier l'essai de Norman Manea. Dans un article paru dans le numéro 10, elle fait savoir qu'elle a reçu à la rédaction plusieurs courriers des lecteurs l'avertissant qu'ils renonceront à acheter le journal tant que l'on n'y cessera les « attaques » contre Mircea Eliade⁴.

Des réactions scandalisées viennent également de la part de *România Mare* où l'on s'insurge contre le « nain de Jérusalem » qui a osé « commencer la démolition de Mircea Eliade » et contre le « ver de Dan Pavel »⁵. N'hésitant pas à récupérer la figure du savant à son

¹ Devant la réception orageuse de « Felix Culpa », Norman Manea vit le sentiment que son article représente un « blasphème », cf. Norman MANEA, « Blasphème et carnaval » dans Norman MANEA, *Les Clowns : le Dictateur et l'Artiste*, op. cit., p. 234.

² Mircea IORGULESCU, « Văicăreală și automistificare », art. cité.

³ Dan PAVEL, « Câteva precizări », 22, n° 8 (109), 28 février-5 mars 1992.

⁴ Gabriela ADAMEȘTEANU, « Opinii », 22, n° 10 (111), 13-19 mars 1992.

⁵ Florian Popa MICȘAN, « A început demolarea lui Mircea Eliade (I) », *România Mare*, n° 86, 28 février 1992, « Demolarea lui Mircea Eliade (II) », *România Mare*, n° 88, 13 mars 1992.

propre compte, la publication assume sans réserve son apologie, revendiquée par l'inclusion de l'intellectuel dans une liste des figures emblématiques du « panthéon national » constitué par l'auteur de l'article :

« Oui, messieurs, nous luttons pour la sacralisation de Mircea Eliade, de Nae Ionescu, (...), nous luttons pour la réhabilitation du Maréchal Antonescu, du Président Ceaușescu, et d'un passé glorieux, y compris avec ses méandres de droite ou de gauche »¹.

Exonéré de son ralliement à la Garde de fer ou à la Légion de l'Archange Michel, organisations dont « il n'a pas fait partie » puisqu'il a combattu « la violence et les assassinats », Mircea Eliade est présenté comme un militant pour le salut de la nation roumaine et la rédemption de ses concitoyens qu'il espérait transformés en des « Hommes nouveaux »². À côté de l'invocation de son talent littéraire, l'appel au « patriotisme » du savant fonctionne à son tour comme une stratégie d'absolution politique utilisée largement pour conserver sa figure au panthéon culturel de la nation.

Norman Manea est accusé en revanche d'être membre de la « franc-maçonnerie »³ et de participer à la conspiration juive contre les valeurs nationales. « Transfuge en Israël », opportuniste profiteur des privilèges de l'USR, l'écrivain n'a pas le droit de s'en prendre à Mircea Eliade selon *România Mare*⁴. Réitérant les arguments à travers lesquels dix ans plus tôt, à l'occasion de l'entretien accordé à la revue *Familia*, a été construit le réquisitoire contre Manea, les attaques lancées depuis la tribune de *România Mare* en 1992 ne tardent pas à reprendre le thème de « l'écrivain raté, (...) qui a l'impertinence » d'insulter un des « sommets » de la culture roumaine, « le grand savant » Mircea Eliade⁵. Cette continuité des arguments utilisés n'est pas seulement logique, c'est-à-dire liée au fait que leurs auteurs soient les mêmes qu'à l'époque de l'entretien de 1981, mais surtout sociale, liée à la reproduction des conditions de possibilité qui dix ans plus tôt avaient conduit à la polémique évoquée. Car tout comme alors,

¹ Florian Popa MICȘAN, « Demolarea lui Mircea Eliade (III) », *România Mare*, n° 89, 20 mars 1992.

² Florian Popa MICȘAN, « Demolarea lui Mircea Eliade (II) », art. cité.

³ Florian Popa MICȘAN, « Demolarea lui Mircea Eliade (III) », art. cité.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

l'écrivain Eugen Barbu, le directeur de la revue *România Mare*, est exclu de l'USR en 1990 et les ressources de l'association lui sont à nouveau inaccessibles. Le nouveau Conseil de l'USR est dominé après 1989 par un groupe formé par les adversaires de l'écrivain, une quarantaine parmi ses membres se trouvant également être inscrits dans le GDS ou dans l'Alliance Civique ou être des collaborateurs des publications *Contrapunct* ou 22¹.

Inversement, Norman Manea, qui en 1992 publie déjà depuis plusieurs années à l'étranger où il connaît un début de notoriété publique et dont les traductions se multiplient, apparaît lui comme bien raccordé aux ressources du monde littéraire international. L'opposition entre le « dilettante » Norman Manea et le « savant » Mircea Eliade², se superpose sur une inégalité des ressources entre le premier qui « trahit » les « valeurs nationales » et les admirateurs du second, qui les exacerbent.

Mais cette opposition qui recycle des pratiques discursives passées pour les réutiliser dans un contexte présent où la figure de Mircea Eliade est l'objet d'un engouement sans précédent, sert aussi à d'autres acteurs, plus proches des adversaires désignés. Parmi ceux-ci, Mircea Handoca, critique littéraire et éditeur fidèle d'Eliade après 1990, qui s'attache à démontrer dans un long article du *Jurnalul literar* la vacuité de l'hypothèse de l'engagement légionnaire du savant et de son antisémitisme³. Chez lui aussi, un des principaux arguments pour invalider le ralliement au « fascisme » de Mircea Eliade est l'attaque *ad hominem* dirigée contre Norman Manea et qui mobilise l'argument de la pauvreté de la contribution de l'écrivain au rayonnement des lettres roumaines. Encore une fois, comme le remarque Claudiu Turcuș, on retire au « dilettante » Norman Manea le droit d'interroger les options idéologiques du « savant » Mircea Eliade⁴, et l'on reproduit par là un mode de fonctionnement élitiste et exclusiviste de l'espace intellectuel roumain.

¹ Voir la liste des membres du Conseil de l'USR et leurs affiliations institutionnelles dans Annexe 4.

² Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, op. cit., p. 198.

³ Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade — fascist, legionar, antisemit ? », *Jurnalul literar*, n° 13-14, mai 1992.

⁴ Claudiu TURCUȘ, *Estetica lui Norman Manea*, op. cit., p. 198.

À la même fin, un argument original vient du critique littéraire Cornel Ungureanu, professeur à l'Université de l'Ouest de Timișoara qui bâtit son œuvre autour de la figure et des écrits de l'historien des religions¹. Pour lui, l'objectif primordial de « Felix Culpa » est de répondre aux intérêts personnels de Norman Manea qui souhaite ainsi s'intégrer aux États-Unis dans un moment où l'on s'y préoccupe du procès politique des grands intellectuels comme Mircea Eliade. La focalisation sur l'incrimination du fascisme aux États-Unis serait elle-même selon Ungureanu une façon de faire oublier les échecs de la politique américaine comme la guerre au Vietnam et la discrimination des populations indienne et noire².

Un article clef de par le fait qu'il avance un point de vue récurrent durant la première décennie postcommuniste dans les milieux intellectuels roumains, est signé par Monica Lovinescu. Personnalité forte de l'exil roumain parisien durant la période communiste, très engagée dans la dénonciation du régime de Bucarest depuis la Radio Free Europe où elle réalise à partir de 1967 une émission³ littéraire à charge politique⁴ qui jouit d'un succès public important dans son pays natal, Monica Lovinescu est la fille d'Eugen Lovinescu, un des plus importants critiques littéraires de l'entre-deux-guerres et une des rares personnalités culturelles démocrates de la période. Engagée dans la « résistance anticommuniste » après le décès de sa mère Ecaterina Bălăcioiu en prison, en 1960, où elle est confinée par les autorités roumaines en 1958, Monica Lovinescu est en égale mesure crainte et détestée par Nicolae Ceaușescu⁵. Proche

¹ Cornel Ungureanu (né en 1943) : critique littéraire et essayiste, diplômé en Philologie (1965), professeur à la Faculté de lettres et philosophie de l'Université de l'Ouest de Timișoara depuis 1995. Rédacteur à plusieurs revues littéraires (*Orizont, România literară, Familia*), il est secrétaire de la filiale locale de Timișoara de l'USR et lauréat à quatre reprises du prix de l'association (1975, 1979, 1985, 1995). Auteur de nombreux livres dont *La umbra cărților în floare* (1975), *Contextul operei* (1978), *Cucerirea tradiției* ou *La vest de Eden. O introducere în literatura exilului* (1995), Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z, op. cit.*, p. 767-768.

² Cornel UNGUREANU, *Mircea Eliade și literatura exilului*, București, Viitorul Românesc, 1995, p. 178-179.

³ L'émission s'intitule *Thèses et antithèses à Paris*.

⁴ Pour la trajectoire biographique de Monica Lovinescu et les enjeux politiques de son émission à la Radio Free Europe, voir Ioana POPA, « "L'impureté" consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à *Radio Free Europe* », art. cité, p. 57-59 et p. 61-71.

⁵ Le 18 novembre 1977, Monica Lovinescu tombe victime d'une tentative d'assassinat commandée par Nicolae Ceaușescu selon certaines sources comme le général de Securitate Ion Mihai Pacepa qui quitte la Roumanie en 1978 et les analystes des services secrets Thierry Wolton et Jean-Paul Picaber. Blessée grièvement, l'écrivaine transportée en état de coma à l'hôpital, s'en remet finalement, Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române A-L, op. cit.*, p. 858.

des membres de la Jeune génération ayant quitté la Roumanie durant la Deuxième Guerre mondiale, dont Eugène Ionesco et E. M. Cioran, Lovinescu est avec son mari, l'écrivain Virgil Ierunca, une amie dévouée du couple Mircea et Christinel Eliade.

Auteur de plusieurs articles élogieux à l'égard du savant qu'elle admire, Monica Lovinescu utilise toute son autorité dans les milieux dissidents du GDS et de la revue 22 dont elle est membre d'honneur, pour minimaliser les réserves exprimées par Norman Manea dans son article sur le savant.

Mettant en avant l'ambiance politique dans les pays occidentaux après 1945, elle montre combien la conjoncture internationale était alors défavorable à l'aveu des anciennes sympathies fascistes. Acquis à la cause de la gauche et du Parti communiste, les intellectuels français parmi lesquels Mircea Eliade travaille et chez qui il réside et au cours des dix années qui précèdent son départ de Paris pour les États-Unis à la fin des années 1950, se montraient peu enclins à l'époque à comprendre et à pardonner des engagements et des compromis avec le « fascisme ». De ce point de vue, Mircea Eliade a donc bien procédé selon Monica Lovinescu, car en taisant ses quelques articles « certes regrettables » à la gloire de la Garde de fer, il a sauvé sa carrière universitaire¹. Accusant à son tour Norman Manea de « mauvaise volonté »² lorsqu'il fait abstraction de cette conjoncture bien connue de tout le monde, l'écrivaine se lance dans une comparaison avec le traitement réservé en France aux engagements des intellectuels communistes :

« En Occident, confesser que l'on a été communiste ou même stalinien, n'induit aucun préjudice, par contre, c'est assez bien vu ; en revanche, avoir adhéré à une forme ou autre de fascisme aussi transitoirement soit-il, signifie une tache ineffaçable, capable de mettre fin à toute carrière scientifique. (...) Nous ne prétendons pas qu'Eliade a fait bien ou mal en choisissant ne pas s'expliquer sur les articles incriminants, nous disons seulement que dans tous les cas, la reconnaissance d'une telle Culpabilité aurait eu des conséquences bien différentes de celles d'une démarche du même type venant de l'extrême gauche, jugée encore étrangement en termes d'honorabilité par

¹ Monica LOVINESCU, « Câteva confuzii », 22, n° 10 (111), 13-19 mars 1992.

² *Ibid.*

l'intelligentsia occidentale. D'ailleurs, l'intelligentsia occidentale semble désagréablement surprise par le fait que les pays de l'Est réclament un procès du communisme, applaudissant par contre des deux mains l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, au nom desquels, de la même manière, un demi-siècle après les faits, sont emmenés aujourd'hui (...) devant la justice un flic comme Touvier ou l'officier SS Barbie »¹.

Dans une logique du coup double², l'analyse circonstanciée de la manière dont Mircea Eliade a géré son passé politique, sert à Monica Lovinescu à la dénonciation du traitement différentiel réservé par les intellectuels français aux engagements communistes. En permettant de rationaliser l'échec des élites culturelles est-européennes « anticommunistes » à se faire reconnaître par leurs homologues occidentales, cette dénonciation offre une explication aux propres difficultés de l'intellectuelle à pénétrer et à s'intégrer dans les milieux intellectuels français durant son exil parisien.

Présent également en Roumanie, ce traitement inéquitable est condamné sans appel par Monica Lovinescu qui considère qu'en raison de sa durée et de sa proximité dans le temps, le régime communiste devrait prioritairement passer devant la justice des autorités et des hommes :

« Pour trop de critiques littéraires il serait intolérable, il ne serait pas permis de s'occuper des cas des écrivains roumains (...) qui tout au long des cinquante dernières années se sont mis au service du totalitarisme rouge avec des articles et des livres infiniment plus nombreux et compromettants encensant les colons soviétiques (...). Si bien que l'on aurait envie de s'arrêter et de se demander si on ne serait pas victime d'une hallucination. La Roumanie ne serait-elle pas par hasard restée presque un demi-siècle sous une domination légionnaire, les communistes ayant détenu le pouvoir quelques mois seulement étant emprisonnés par Antonescu et libérés des cachots seulement en 1964 ? On n'aurait pas rêvé par hasard et, en 1989, toute l'Europe de l'Est eût échappé à la terreur fasciste et non pas à celle communiste ? Parce que dans ce cas et uniquement dans ce cas tout serait normal »³.

¹ *Ibid.*

² La stratégie « du coup double » (« servir d'autant mieux que l'on se sert ») a été théorisée par Pierre Bourdieu dans ses cours des années 1970 sur le concept de « champ », Pierre BOURDIEU, « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. Introduction de Patrick Champagne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 200, 2013/5, p. 27-29.

³ Monica LOVINESCU, « Câteva confuzii », art. cité.

L'idée n'est pas nouvelle, elle est déjà présente *in nuce* dans la préface de Dan Pavel.

Voici donc comment l'analyse de l'engagement politique de Mircea Eliade à laquelle invite « Felix Culpa » révèle ainsi un de ses enjeux centraux, à savoir la légitimation des intellectuels « anticommunistes » à travers une opération de hiérarchisation des deux « totalitarismes » et des ralliements sous-jacents. Un deuxième enjeu de taille est, comme déjà souligné, la concurrence livrée par le GDS et la revue 22 aux publications dont on considère qu'elles pratiquent un « chauvinisme d'origine *ceaușiste* » selon Monica Lovinescu, « à ne pas confondre avec le patriotisme et même le nationalisme »¹ de certains grands savants, comme l'a écrit également *România Mare*². Une voie plus appropriée pour militer contre l'incitation à la haine interethnique dans la presse serait suivant l'intellectuelle parisienne de réclamer sa pénalisation par la loi³.

Une opinion similaire à celle exprimée par Monica Lovinescu quant à l'opportunité d'un procès des intellectuels fascistes en 1992 apparaît sous une forme déguisée chez Dan C. Mihăilescu, critique littéraire en début de carrière, chercheur depuis 1980 à l'Institut d'histoire et de théorie littéraire « George Călinescu » de Bucarest⁴. Répondant à une enquête lancée par la revue *Contrapunct* autour du ralliement de Mircea Eliade au Mouvement légionnaire, Mihăilescu estime qu'intervenant après quarante-cinq ans de dictature communiste, la question relève d'une « injuste hiérarchisation des opérations »⁵.

Équivalant l'engagement d'Eliade aux côtés de la Garde de fer aux « égarements d'un Sartre, Gide, Istrati, Silber, Günter Grass et Gabriel Marquez » et aux « énormités politiques professées par Joliot Curie, Thomas Mann, Heidegger, D'Annunzio, Malaparte, Malraux, Marinetti, Neruda, Lorca, Triolet, Llosa », le jeune critique invite à une « contextualisation » précise et informée du moment. Cela permettrait selon lui une prise de distance d'une part avec

¹ *Ibid.*

² Florian Popa MICȘAN, « Demolarea lui Mircea Eliade (II) », art. cité.

³ Monica LOVINESCU, « Câteva confuzii », art. cité.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z, op. cit.*, p. 103.

⁵ Cf. la réponse de Dan C. Mihăilescu à l'enquête menée sur Mircea Eliade, *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

« la perverse dilution (de la faute) dans l'expression "accident biographique" » et d'autre part avec la lecture de Norman Manea qui « réduit la personnalité d'Eliade à ce glissement »¹.

Au pôle opposé à ces prises de position, Gabriela Adameşteanu confesse inversement que pour elle le moment choisi pour ouvrir la discussion autour des ralliements au *légionnarisme* des intellectuels roumains est d'autant plus opportun que les deux passés de la Roumanie — « fasciste » et « communiste » — doivent être étudiés ensemble :

« Pourquoi si une telle discussion a lieu dans un pays comme les États-Unis, dans une revue comme *The New Republic*, sous la signature d'un de nos collègues, (...) celle-ci ne peut pas être connue, ni débattue dans notre pays ? Pourquoi pas maintenant ? Pourquoi pas nous ? Il est certain qu'il existe des urgences historiques mais il est certain aussi qu'on est arrivé à cet âge en nous disant qu'il faudrait attendre, que ce n'est pas le moment ! Mais quand est-ce que sera le moment pour que l'on comprenne ce qui s'est passé alors ? La compréhension de l'histoire n'est pas possible par parcelles, par segments »².

Toujours sous « la fascination de Mircea Eliade », Gabriela Adameşteanu considère qu'il est d'autant plus légitime que ça soit « à nous », aux membres du GDS et de la revue 22 d'ouvrir la discussion autour de son passé légionnaire, qu'ils sont la cible des reproches venus de Roumanie et de l'étranger leur imputant « leurs penchants pour la droite » ainsi que « d'escamoter les débats » autour de cet épisode de l'histoire roumaine³. Pourtant l'écrivaine se sépare de Norman Manea là où, tout comme Eliade, elle considère que sans la « coulpe heureuse » qui lui a permis de trouver son salut et d'écrire son œuvre échappant au communisme, la culture roumaine « serait beaucoup plus pauvre »⁴.

Dans le même numéro que « Felix Culpa », la revue *Contrapunct* publie une enquête autour des préférences de plusieurs intellectuels par rapport à l'œuvre de Mircea Eliade. Une deuxième question sollicite leur réflexion sur son ralliement politique de jeunesse.

¹ *Ibid.*

² Gabriela ADAMEŞTEANU, « Opinii », art. cité.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

Si on analyse les réponses données à la première question en lien avec la profession des répondants, on observe qu'en général les intellectuels appartenant à l'espace littéraire (écrivains, critiques, historiens littéraires) préfèrent le prosateur au savant Eliade, tandis que ceux qui proviennent des sciences humaines (philosophie, anthropologie) tendent à apprécier davantage l'homme de science. Un seul critique littéraire, Dan C. Mihăilescu fait figure à part, affirmant ne préférer « ni l'un, ni l'autre » des deux Eliade¹. Pour ce qui est de la seconde partie de l'enquête, elle donne à voir un spectre plus large et hétérogène de réactions. Plusieurs intellectuels (Andrei Cornea (philosophe), Gheorghe Crăciun (écrivain), Alexandru George (critique littéraire), Cristian Teodorescu (écrivain), Victor Eskenasy (journaliste) admettent l'engagement légionnaire de Mircea Eliade et tendent à exprimer leur accord avec l'interprétation de Norman Manea quant à la gestion condamnable de son passé politique par le savant². D'autres, mettent l'accent sur l'importance d'une contextualisation attentive du basculement politique de la Jeune génération et accusent une information lacunaire du sujet en 1992. Pour qu'ils puissent s'exprimer plus clairement, ils réclament une documentation supplémentaire (Dan C. Mihăilescu (critique littéraire), Andrei Oișteanu (anthropologue), Marin Mincu (historien littéraire et sémiologue), Gheorghe Crăciun (écrivain))³.

De manière générale les intellectuels d'origine juive se montrent critiques par rapport à l'engagement d'Eliade (Andrei Cornea, Victor Eskenasy, Zigu Ornea), tandis que ceux qui ont été persécutés politiquement sous l'ancien régime tendent à rappeler l'équivalence des adhésions au « fascisme » et au communisme, tout aussi condamnables d'un point de vue moral (Dan C. Mihăilescu, Alexandru George)⁴.

Au-delà de la complexité des facteurs qui façonnent les réponses à l'enquête, la difficulté à esquisser une sociologie crédible de la réception de « Felix Culpa » en Roumanie vient de l'ambivalence des réactions à son égard qui font généralement preuve de prudence. Si, à

¹ Réponse de Dan C. Mihăilescu à l'enquête menée par *Contrapunct* sur Mircea Eliade, déjà citée.

² Voir les réponses de ces auteurs à l'enquête de la revue *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

l'évidence, l'enquête de *Contrapunct* dénote l'appréciation unanime pour cet intellectuel ou du moins pour certains aspects de son travail, cette appréciation est confrontée à la difficulté à condamner de manière trop appuyée son comportement politique.

Récupéré largement après 1989 dans un moment de refondation du champ culturel roumain après la chute du communisme, Mircea Eliade devient ainsi, de manière à peu près similaire à celle dont Max Weber est introduit dans le circuit des sciences sociales françaises à la fin des années 1960¹, le catalyseur d'une lutte pour la suprématie au sein du monde intellectuel. Récupéré et promu par des acteurs périphériques ou des dissidents au régime Ceaușescu avant 1989 qui prétendent à la domination du champ intellectuel postcommuniste, Eliade est au cœur des relectures qui permettent à la fois de revaloriser le passé pré-communiste de la Roumanie et de dévaloriser son passé communiste². Mais étant donné le tournant nationalisant pris par l'ancien régime, certaines relectures d'Eliade permettent aussi aux intellectuels anciennement *protochronistes*, asservis au PCR, de revaloriser le « passé glorieux » de la Roumanie. S'accommodant à plusieurs tendances, Eliade devient paradoxalement après 1989 le symbole fédérateur des intellectuels qui se trouvent sur des positions opposées mais aussi une figure tutélaire dont la signification et les succès permettent de réaffirmer la croyance dans l'utilité de l'activité intellectuelle et de recréer l'*illusio* nécessaire au fonctionnement du champ littéraire après le bouleversement produit par la « Révolution ».

3. Enjeux d'une polémique enflammée

La réception de «Felix Culpa» est importante dans la construction des narrations concurrentes sur le passé « fasciste » et communiste de la Roumanie après 1989 par les intellectuels à plusieurs titres.

¹ Michaël POLLACK, « La place de Max Weber dans le champ intellectuel français », *Droit et Société*, n° 9, 1988.

² Ce qui permet la revalorisation de l'entre-deux-guerres en tant qu'âge d'or culturel et politique qui contraste avec la période communiste ayant « décapité les élites » et stimulé la promotion des « médiocrités ». L'expression est récurrente dans les milieux intellectuels anticommunistes et utilisée en référence à la persécution des élites intellectuelles légionnaires et démocrates durant les années 1950. Voir par exemple la conférence tenue par Ana Blandiana à la Maison Roumaine de Paris en 2000, intitulée la « Destruction des élites », citée par Alexandru NICULESCU, « Destruția elitelor », *România literară*, n° 18, 2000.

Premièrement, parce qu'à partir du cas Eliade, plusieurs modèles d'analyse de l'engagement politique des intellectuels sont formulés et confrontés à l'occasion de cette réception. Transférable aux trajectoires biographiques d'autres acteurs, la construction de ces modèles de pensée est importante en cela qu'elle permet selon les cas de moduler l'évaluation des ralliements politiques en les minimalisant en tant que « moments passagers » d'une histoire personnelle plus riche et longue en réalisations ou en les maximalisant en tant qu'options constantes et donc impardonnables.

Deuxièmement, la réception de « Felix Culpa » introduit, pour la première fois après 1989, la question épineuse des rapports entre l'œuvre et la biographie politique des auteurs (voir chapitre 5)¹. Si la tendance générale est à la séparation² entre les deux qui permet de valoriser l'œuvre y compris lorsque la biographie présente des zones d'ombres, cette séparation est souvent présentée par les participants aux débats comme le refus d'une interprétation marxiste de l'histoire assimilant l'activité des acteurs sociaux à leur positionnement politique³. Voici comment le débat autour de l'allégeance au Mouvement légionnaire de Mircea Eliade constitue un prétexte non seulement pour comparer et mettre en équivalence les ralliements des intellectuels au « fascisme » et au communisme, mais plus encore, pour construire une méthodologie de relecture du passé politique de la Roumanie incarnant par elle-même une arme de disqualification du marxisme assimilé à l'ancien régime.

Enfin, parmi les enjeux qui méritent d'être mentionnés car moins évidents lorsqu'on se focalise uniquement sur les prises de position exprimées lors de la réception de « Felix Culpa », compte la survie économique des publications impliquées dans le débat. Les courriers reçus par Gabriela Adameșteanu de la part des lecteurs mécontents de l'essai de Norman Manea, qui

¹ Voir les interventions de Gheorghe Crăciun, Marin Mincu et Cristian Teodorescu lors de l'enquête publiée dans *Contrapunct*, n° 20 (123), 5-11 juin 1992.

² A contrario de plusieurs analyses reconnues en France pour régler ce problème comme par exemple la réflexion de Pierre Bourdieu sur la relation complexe mais caractérisée par une homologie structurale entre l'engagement nazi de Martin Heidegger et ses prises de position philosophiques, Pierre BOURDIEU, « L'ontologie politique de Martin Heidegger », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n°s 5-6, 1975, p. 122-123. Dans la même veine, voir aussi le dossier autour de Céline dans *Agone*, n° 54, 2014/2.

³ Voir à ce titre l'article de l'écrivain Dan STANCA, « O absurditate : intelectualul de stânga », *Contrapunct*, n° 3, 7 février 1992.

menacent de cesser l'achat de 22 ne sont pas inoffensifs dans un contexte où les publications rencontrent des difficultés financières d'envergure¹.

La libéralisation du prix du papier en novembre 1990 qui entraîne son explosion crée des problèmes sans précédent pour la presse écrite et notamment pour les revues qui, comme 22, survivent exclusivement grâce aux recettes obtenues². Plusieurs articles parus à l'occasion tirent des signaux d'alarmes³, accusant l'instauration d'une « censure économique » qui diffère peu de « celle idéologique » pratiquée par le régime communiste⁴. Dénonçant le début d'un véritable « génocide culturel » et la « politique anti-culturelle »⁵ du gouvernement, les écrivains condamnent les mesures « arbitraires » prises dans ce domaine et montrent qu'elles ont conduit à de sérieux problèmes d'approvisionnement⁶.

La situation semble d'autant plus désespérée que sous l'effet du passage à l'économie de marché et à la diminution des subventions publiques, l'USR est elle-même en crise⁷. Sous la contrainte des coupes budgétaires, elle prend des mesures sévères telle la fermeture de certaines

¹ Gabriela ADAMEȘTEANU, « Opinii », art. cité.

² Le 1^{er} novembre 1990 a lieu la première étape de libéralisation des prix pour certains produits alimentaires, biens et services. Le niveau général des prix des produits et des services augmente de 50,3 %, Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică, op. cit.*, p. 35.

³ Mircea DINESCU, « Cel de-al doilea întineric al culturii române », 22, n° 44, 16 novembre 1990 ; Vasile DAN, « SOS revistele de cultură », 22, n° 15 (65), 19 avril 1991 ; Monica LOVINESCU, « O revistă amenințată : Contrapunct », *Contrapunct*, n° 1 (104), 24 janvier 1992. En décembre 1991, l'USR annonce qu'elle suspend la parution de ses revues en une de *România literară*, n° 51, 19 décembre 1991. Voir également l'enquête réalisée par Marina Mezei avec plusieurs directeurs de revues littéraires qui indiquent leurs débats entre les subventions publiques et les sources privées de financement pour faire vivre leurs publications : « Cine finanțează revistele literare », 22, 31 juillet-6 août 1992.

⁴ Voir le communiqué « Pour la défense de la culture roumaine » signé par l'USR, l'Association des journalistes roumains, la Fédération des éditeurs et des diffuseurs de Roumanie et la Solidarité universitaire qui attire l'attention sur le danger représenté par la croissance du prix du papier pour la culture roumaine et l'information correcte des citoyens, publié dans 22, n° 44, 16 novembre 1990.

⁵ « Politică anticulturală », *România literară*, n° 51, 19 décembre 1991.

⁶ Cf. le communiqué « În apărarea culturii române », 22, n° 44, 16 novembre 1990.

⁷ Concernant la situation de l'USR, voir le compte rendu de la réunion du Conseil de l'USR de 1992, « Criza Uniunii Scriitorilor. Ședința de Consiliu », *Contrapunct*, n° 1 (104), 24 janvier 1992.

de ses publications¹, leur fusion sinon la réduction de leur fréquence de parution. Parmi les publications menacées se trouve *Contrapunct*².

La crise financière à laquelle est confrontée l'URSS se répercute également sur la situation matérielle des écrivains³. Affectés par l'absence d'une codification des droits d'auteur adaptée à l'économie de marché comme ils le soulignent souvent⁴, délaissés financièrement par l'Union et par les éditeurs, dépassés par la vague de traductions qui envahissent le marché du livre après 1989 et par la chute des tirages pour les livres de littérature⁵, ils se convertissent de plus en plus au journalisme culturel ou politique, comme c'est le cas de la plupart des participants aux débats autour de « Felix Culpa »⁶. C'est pourquoi, dans une conjoncture où les auteurs sont étroitement intéressés à la survie des publications auxquelles ils collaborent et où une revue comme *România Mare* qui encense la figure d'Eliade ou du général Ion Antonescu bénéficie d'un tirage qui la place en seconde position dans le paysage de la presse autochtone, les relectures du passé politique de la Roumanie apparaissent comme fortement conditionnées au début des

¹ Parmi les vingt-cinq revues de l'URSS seulement sept-huit sont encore éditées et plusieurs publications importantes comme *Steaua* ou *Viața Românească* sont financées désormais par le gouvernement, le département des revues pour l'étranger, Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii*, *op. cit.*, p. 301.

² Monica LOVINESCU, « O revistă amenințată : *Contrapunct* », art. cité.

³ La hausse du nombre d'adhérents après 1989 qui passent de 900 à 2000 et la percée de nouvelles associations d'écrivains qui n'ont pas à clarifier leur relation au régime communiste rendent encore plus difficile la situation de l'URSS. Ne pouvant plus assurer les retraites de ses membres et la sécurité sociale qui était un des privilèges de l'appartenance à l'organisation, l'URSS loue une partie de ses immeubles à des entreprises privées et a recours à des banques roumaines et étrangères pour financer ses prix, Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intellectualii în câmpul puterii*, *op. cit.*, p. 301.

⁴ Cf. Romulus BRÂNCOVEANU, « Dar piața literară ? », *Contrapunct*, n° 7 (110), 6-12 mars 1992. Le décret n° 321/1956 est dénoncé comme « caduc » par les écrivains car il plafonne le montant des droits d'auteur qui, de surcroît, ne peuvent être touchés que pour les deux premiers tirages des livres, dans les conditions où la libéralisation des prix de certains produits de première nécessité au début des années 1990 entraîne une augmentation sans précédent, cf. Eugenia Tudor ANTON, « Scriitorii așteaptă o lege », *România liberă*, 8 février 1991.

⁵ Les tirages des livres de littérature sont en baisse constante depuis 1989, les chiffres passant de 28 293 (pour 1042 titres) à 20 099 tirages (pour 549 titres) en 1990 et à 28 977 tirages pour (919 titres) en 1991, COMISIA NAȚIONALĂ PENTRU STATISTICĂ, *Anuarul statistic al României 1992*, București, 1993, p. 241.

⁶ Comme Gabriela Adameșteanu, Dan C. Mihăilescu, Andrei Cornea, Alexandru George. La tendance est signalée par Dan C. MIHĂILESCU, « Legea pieței, nu ? », 22, n° 11, 30 mars 1990.

années 1990 non seulement par le procès d'acquisition de profits symboliques mais également par des logiques proprement économiques¹.

¹ Les années 1991-1992 représentent l'époque de gloire du journal *România Mare* dont le tirage de 600 000 exemplaires est le plus élevé de la presse roumaine après celui d'*Evenimentul zilei*, cf. Gina STOICIU et André STOICIU, « La dynamique de la communication et son rôle dans la reconstruction de l'identité roumaine » dans Roger TISSIER (dir.), *La transition en Roumanie : communications et qualité de vie*, Québec, Presses de l'Université de Québec, 1995, p. 150. De nombreuses interventions dans 22 déplorent cette situation et les subventions accordées à cette revue par le gouvernement : Vasile DAN, « SOS revistele de cultură », art. cité ; Bányai PETER, « Nedumeririle unui fost (?) "golan maghiar" », art. cité ; Dan PAVEL, « Comunism și antisemitism », art. cité.

CONCLUSION DU CHAPITRE 4

Importée des États-Unis où elle paraît dans un contexte de commémoration de l'Holocauste et de déclin de la figure de Mircea Eliade et de son œuvre scientifique, la discussion autour de l'engagement politique des intellectuels « fascistes » émerge en Roumanie dans une conjoncture et un milieu fortement marqués par la célébration de la personnalité du savant et la lutte contre le « communisme ». Le trajet parcouru par cette discussion par l'intermédiaire de l'article « Felix Culpa » de Norman Manea n'est pas sans influencer la destinée de ce texte qui devient prétexte à la stigmatisation des anciens compagnons de route du régime communiste, dans le but de leur exclusion de la vie intellectuelle et politique.

La polémique est conduite essentiellement par des intellectuels qui, aux États-Unis ou en Roumanie, occupent des positions intermédiaires dans l'espace social. Cette « intermédialité » recouvre ici deux dimensions, une qui est tout d'abord spatiale et qui renvoie à un espace socioprofessionnel situé à l'intersection de plusieurs secteurs d'activité (journalistique, universitaire, artistique, politique, militant), et une dimension temporelle qui renvoie aux nombreuses situations de conversion professionnelle que traversent les protagonistes des débats. Si la première dimension caractérise plutôt la situation des intellectuels impliqués dans les polémiques autour de « Felix Culpa » aux États-Unis, qui en tant que journalistes politiques, conseillers, entrepreneurs de mémoire ou universitaires cumulent plusieurs positions ou sont pris dans les logiques d'un espace expert solidifié, la deuxième dimension caractérise plus spécifiquement la condition des intellectuels roumains à la recherche d'un nouveau rôle social et de nouvelles organisations au sein desquelles ils puissent l'exercer après la chute du régime communiste. Dans cette quête, les intellectuels roumains s'inspirent on le voit, des modèles étrangers qui, comme leurs homologues de *The New Republic* les confortent dans l'attention portée à la dénonciation des dérives non-démocratiques du passé politique et leur fournissent un prototype à l'influence de laquelle ils aspirent.

L'analyse de la circulation du débat autour des sympathies politiques de Mircea Eliade entre les États-Unis et la Roumanie peut être lue comme une étude de cas typique de la « construction d'une mémoire du communisme » en Europe Centrale et de l'Est dans un rapport d'étroite concurrence avec la « mémoire du fascisme »¹.

En Roumanie ce rapport s'établit au début des années 1990 à travers des usages du passé qui visent la mise en équivalence du « fascisme » et du communisme par l'importation des techniques et des modalités de criminalisation déjà éprouvées ailleurs dans la gestion du premier, adaptées localement à la gestion du second. Une de ces techniques est le procès des intellectuels engagés politiquement. Mais parallèlement à la criminalisation du passé communiste et comme un de ses effets pervers, se construit également en Roumanie après 1989, la criminalisation du passé « fasciste », dont les faits sont pour la plupart connus mais dont la valeur semble n'avoir pas atteint un seuil de « gravité » lui permettant d'être pris en compte en 1992 comme un sujet en soi et pour soi, autrement dit comme une nouvelle étape d'un inéluctable processus de civilisation².

¹ Muriel BLAIVE, Christian GERBEL, Thomas LINDENBERGER (dir.), *Clashes in European Memory: The Case of Communist Repression and the Holocaust*, Innsbruck, Studien Verlag, 2013.

² Dans le sens de Norbert Elias, Norbert ELIAS, *La civilisation des mœurs*, Paris, Pocket, 2002.

Chapitre 5 :
LA RÉCEPTION DU *JOURNAL (1935-1944)* DE MIHAIL
SEBASTIAN : LECTURES LITTÉRAIRES, DÉBATS
HISTORIOGRAPHIQUES

« Rien ne finissait : les maîtres ou les confrères dont il avait reçu une idée ou grâce à qui il s'en était formé une autre, contraire, poursuivaient sourdement leur inaccommodable controverse chacun assis dans sa conception du monde comme un magicien à l'intérieur de son cercle. »

Marguerite YOURCENAR, *L'Œuvre au noir*, 1971

Parmi les débats autour des passés « fasciste » et communiste de la Roumanie, la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian qui éclate dans la presse culturelle roumaine au début de l'année 1997 joue un rôle déterminant. Non seulement parce qu'elle recèle et cristallise nombre de prises de positions que les polémiques antérieures ne faisaient qu'effleurer, mais aussi et surtout parce que par sa longueur et par l'ampleur prise par ces débats, l'autorité et la diversité des intervenants, la qualité et la variété des arguments échangés, cette controverse apparaît comme dotée d'une dynamique propre¹ qui, si elle s'inscrit pleinement dans les configurations² qui la précèdent se montre capable de modifier leur tessiture conceptuelle³. Aussi, elle représente un cas de figure exemplaire, autant pour montrer comment la réinterprétation du passé déclenchée par le changement de régime

¹ Irina LIVEZEANU, « Les “guerres culturelles” en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent » dans Catherine DURANDIN, Magda CÂRNECI, *Perspectives roumaines. Du postcommunisme à l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004, p. 11.

² Le concept de « configuration » désigne ici l'ensemble des interdépendances qui relient les uns aux autres les membres d'un groupe social, Norbert ELIAS, *Qu'est-ce que la sociologie*, op. cit., p.154-161.

³ N'ignorant pas la capacité de la controverse à révéler des « rapports de force, de positions institutionnelles ou de réseaux sociaux », on privilégie ici une approche qui « consiste à voir dans les processus de dispute des phénomènes sui generis, plus précisément, des *actions collectives* conduisant à la *transformation* du monde social. (...) Le chercheur qui se place dans cette perspective insiste sur la dimension performative ou, pour mieux dire, instituante des processus conflictuels qu'il étudie, se préoccupant finalement moins de ce qu'ils peuvent lui révéler d'une structure préexistante réputée avoir été leur cause que de ce qu'ils engendrent, qui ne leur préexistait pas, et de la façon dont ils l'engendrent », Cyril LEMIEUX, « A quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25, 2007/1, p. 191-192.

affecte les perceptions et les solidarités professionnelles des intellectuels roumains que la manière dont ils participent et créent ce changement dans une conjoncture particulière. Car la controverse occasionnée par la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian dit quelque chose non seulement des raisons structurelles qui déterminent leurs discours mais aussi de la façon dont leurs querelles spécifiques bougent les lignes du débat public autour du passé « récent » après 1989.

En étudiant la réception de ce livre au sein de différents groupes et sphères sociales, on souhaite détailler deux séries de transformations. Tout d'abord, il s'agit de la transformation d'un débat littéraire, animé par des enjeux spécifiques, en un débat politique et idéologique autour de la comparaison entre fascisme et communisme. Une deuxième transformation est celle des relations au sein du groupe des intellectuels publics dont les contours changent au cours de cette polémique. Les nouvelles lignes de division qui se construisent durant la controverse témoignent des processus plus profonds comme la différenciation et la concurrence des espaces de savoir autour du monopole du discours légitime sur le passé « récent ».

Dès lors, cette longue polémique est à la fois le révélateur et l'accélérateur d'une dynamique sociale plus ample où se croisent d'un côté la renégociation des relations au sein de l'espace intellectuel local et d'un autre côté les rapports de force avec le champ politique. Se déroulant sur le terrain du passé « récent », ces négociations produisent des effets durables sur son interprétation et, plus encore, sur son statut en tant que mode de règlement courant des conflits entre les clercs après 1989. Ce sont ces effets que ce travail cherche à mettre en lumière à travers la reconstitution minutieuse des prises de position que le *Journal* de Sebastian inspire aux intellectuels roumains.

La réception orageuse de ce document a déjà été étudiée par plusieurs travaux dans une perspective aussi bien diachronique¹ que synchronique². Cependant, elle n'a encore jamais fait l'objet d'un examen qui combine ces deux approches. C'est ce que le présent chapitre aspire à réaliser en mettant en relation les positions et les trajectoires sociologiques des acteurs avec leurs arguments. Attentive à leur enchaînement chronologique et à la

¹ Irina LIVEZEANU, « Les “guerres culturelles” en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité, p. 11-44.

² Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc*, op. cit., p. 83-88.

pluralité des arènes où ils s'expriment, cette analyse montre comment l'examen des qualités esthétiques du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian laisse progressivement la place à des considérations politiques et historiographiques concernant les conséquences du « fascisme » des intellectuels roumains durant la Seconde Guerre mondiale (section 1). Mais plus encore, le large spectre de prises de position adoptées par les participants au débat transforme la réception de ce livre dans un moment fort de codification des rapports entre littérature et politique en Roumanie après la chute du régime communiste. La section 2 se concentre quant à elle sur les enjeux que la réception du *Journal (1935-1944)* sous-tend au sein de la communauté juive locale et notamment sur sa contribution indirecte à la construction de l'Holocauste comme problème d'intérêt public après 1989. Enfin, la section 3 s'attache à montrer comment la controverse provoquée par la réception de ce document introduit un nouveau débat autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag en Roumanie.

Section 1 : LE *JOURNAL (1935-1944)* DE MIHAIL SEBASTIAN, DE LA RAISON LITTÉRAIRE À LA RAISON POLITIQUE

Commencée comme une dispute littéraire, la controverse suscitée par le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian glisse très vite vers des enjeux politiques ou du moins de politique littéraire. Après avoir présentés les lieux et les acteurs de la controverse, cette section se penche en détail sur les premières réactions provoquées par ce livre autobiographique et plus particulièrement sur la façon dont les révélations concernant le passé politique des membres de la Jeune génération divisent le champ intellectuel postcommuniste.

A/ Les lieux et les acteurs de la controverse

1. Les lieux de la controverse

Les publications qui accueillent entre leurs pages des comptes rendus et des commentaires en marge du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian sont d'une grande

hétérogénéité : revues culturelles (22, *Dilema/Dilema veche*, *Observator cultural*, *Secolul 20*, *Cultura*, *Vatra*, *Apostrof*, *Les Temps Modernes*, *Esprit*), publications spécialisées en littérature (*România literară*, *Adevărul literar și artistic*, *Orizont*, *Jurnalul literar*, *Luceafărul*, etc.) ou en sciences politiques (*Sfera politicii*), journaux d'information politique et généralistes (*România liberă*, *Adevărul*, *Le Monde*, *Le Figaro*), publications « communautaires » (*Realitatea evreiască* (la revue de la communauté juive de Roumanie), *Dialog* (la revue de la diaspora roumaine d'Allemagne), *Agora* (la revue de la diaspora roumaine des États-Unis)). Bien que les tirages des publications roumaines ne soient disponibles que de façon sélective pour la période analysée, les sources utilisées indiquent grossièrement qu'entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000, ils varient entre 2 000 et 13 000 exemplaires.

Tableau n° 10 : Tirages des principales revues impliquées dans la polémique entre 2001 et 2013¹

N°	PUBLICATION	TIRAGE
1.	<i>Adevărul literar și artistic</i>	4 000-5 000
2.	<i>Cultura</i>	2 000-5 000
3.	<i>Dilema/Dilema veche</i>	6 000-9 000
4.	<i>Observator Cultural</i>	5 000
5.	<i>Revista 22</i>	13 000
6.	<i>România literară</i>	7 000
7.	<i>Suplimentul de cultură</i>	45 000

Après avoir connu un « succès remarquable » durant les premières années suivant la chute du régime communiste avec des dizaines de milliers d'exemplaires vendus, le marché de la presse connaît un déclin à partir de 1994². Malgré les subventions publiques et une politique étatique qui favorise « exclusivement l'écrit » à travers « des programmes d'aide

¹ Les données ont été extraites des entretiens avec les rédacteurs en chef et les responsables des revues culturelles réalisés dans le cadre de l'enquête sur les hebdomadaires culturels (*România literară*, *Cultura*, *Adevărul literar și artistic*, *Cultura*, *Suplimentul de cultură*, *Observator Cultural*) publiée par *Ziarul Financiar* en 2007, Daniel CRISTEA-ENACHE, « Săptămânalele de cultură », *Ziarul Financiar*, 29 juin 2007. On a également utilisé les témoignages de Nicolae Manolescu (directeur de la revue *România literară*), d'Adrian Marino (collaborateur à la revue 22) et de Mircea Vasilescu (redactor en chef de la revue *Dilema/Dilema veche*) : Mihai MINCULESCU, « La sfârșit de an. Interviu cu Nicolae Manolescu, directorul României literare », *România literară*, n° 51, 28 décembre 2001-8 janvier 2002 ; Adrian MARINO, *Viața unui om singur*, Iași, Polirom, 2010, p. 372 ; entretien de Mircea Vasilescu avec le représentant de l'Agence de presse MEDIAFAX, le 8 janvier 2016, <https://www.mediafax.ro/cultura-media/interviu-mircea-vasilescu-despre-plecarea-de-la-dilema-veche-viitorul-revistei-si-al-lui-14959189>.

² Vladimir PASTI, *Noul capitalism românesc*, op. cit., p. 317.

spécifiques » et des « commandes d'État pour l'édition de livres, de revues littéraires et des acquisitions par les bibliothèques »¹, la consommation culturelle chute de façon abrupte durant la première décennie postcommuniste². La donne change avec l'arrivée au pouvoir de la CDR en 1996. Le gouvernement adopte une perspective « plus pragmatique » dans ce domaine et la Roumanie rejoint le programme PHARE de la Commission européenne d'évaluation des politiques culturelles (1997-1999)³. L'objectif à terme étant le placement du secteur culturel dans l'aire de l'économie de marché, on élabore des politiques d'encouragement des créateurs indépendants et de passage vers un financement sur projet. Mais le processus est lent, la décentralisation se fait attendre et le financement insuffisant est soumis à des procédures de sélection arbitraires et peu transparentes⁴. L'adaptation à l'économie de marché est difficile⁵ et les tirages baissent considérablement (pour certaines il s'agit de dix fois moins d'exemplaires tirés) tandis que les coûts de production (typographiques et rédactionnels) explosent⁶. La distribution est quant à elle précaire. Selon le sociologue Vladimir Pasti, jusqu'à la fin de la première décennie postcommuniste, presque aucun quotidien n'est plus profitable en Roumanie⁷ :

« Les revenus des publications écrites dépendent à hauteur de 2/3 des revenus de publicité sous le contrôle des grandes corporations qui commercialisent des biens sur le marché roumain (surtout celles productrices de détergents, boissons fraîches, cosmétiques, etc.) et des grandes entreprises de l'économie socialiste, des banques et sociétés d'assurances jusqu'aux régies autonomes »⁸.

Sous l'impact de l'entrée du capital étranger sur le marché des mass media, le rapport entre le contenu des publications et les lecteurs change et on répond désormais davantage aux demandes du patronat et des principaux acheteurs de publicité qu'à ceux du public

¹ Dan Eugen RAȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global, op. cit.*, p. 86.

² Selon les baromètres culturels pour la période 1993-2003 et le sondage de l'Institut de Marketing et de Sondages (IMAS) réalisé en 1999, cités par Dan Eugen RAȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global, op. cit.*, p. 77-78 et p. 126.

³ *Ibid.*, p.74.

⁴ *Ibid.*, p. 124.

⁵ Daniel CRISTEA-ENACHE, « Săptămânalele de cultură », art. cité.

⁶ Vladimir PASTI, *Noul capitalism românesc, op. cit.*, p. 318.

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

fidèle¹. Les grands groupes de presse et les compagnies étrangères (Ringier, WAZ, Media Pro, Holding Intact, etc.) qui achètent des parts importantes du marché imposent un fonctionnement basé sur le profit qui encourage un traitement non-spécialiste des sujets abordés².

Les publications qui participent à la controverse ne sont pas épargnées par cette crise³ annoncée par une diversification des sources de financement et par la convocation du secteur privé⁴. La pratique de la sponsorship se trouve pourtant à ses débuts et à peine codifiée⁵ reste « très modeste », ne permettant pas vraiment de rediriger les profits vers les initiatives culturelles⁶. Les subventions étatiques devenant insuffisantes, le financement des publications dépend de leur capacité à trouver des fondations et mécènes comme le philanthrope George Soros⁷ qui deviennent des bailleurs de fonds indispensables à leur bon fonctionnement⁸. Loin d'être singulier⁹, le cas de la revue *România literară* est paradigmatique de cette situation :

« Bien que *România literară* a, probablement, le plus important tirage du pays pour un périodique culturel, elle ne peut pas survivre exclusivement de sa vente. (...). Avant tout c'est l'USR qui nous alloue 4 millions de lei pour les collaborations et un tiers des dépenses typographiques (autour de 20 millions par mois), en plus des dépenses liées au siège de la rédaction, etc. Le ministère (de la Culture, N. D. L. R.) nous a alloué entre 1996 et 2000, 140 millions de lei chaque année, auxquels s'ajoute l'équivalent de 800 abonnements pour les bibliothèques départementales. En 2001, la nouvelle politique du ministère de la Culture et des Cultes nous a laissé 140 millions de lei même si l'inflation a été de 40 %, nous coupant le reste (...). On est en train de négocier le renouvellement du contrat avec le ministère des Informations à travers lequel entre 1996 et 2000 nous avons envoyé des abonnements à hauteur de plusieurs milliers de dollars à l'étranger, auquel nous avons renoncé

¹ *Ibid.*

² Alexandra BUZAȘ, « Focus : 20 de ani de ziare — între idealismul dat de libertate și afacere, în capitalism », www.mediafax.ro, le 23 décembre 2009.

³ Vladimir PASTI, *Noul capitalism românesc, op. cit.*, p. 319.

⁴ Dan Eugen RAȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global, op. cit.*, p. 121.

⁵ Par différentes lois : la loi n° 32/1994, la loi n° 571/2003 du Code fiscal.

⁶ Dan Eugen RAȚIU, *Politica culturală și artele : local, național, global, op. cit.*, p. 119.

⁷ Sur la trajectoire biographique de George Soros et sa transformation en philanthrope, voir Nicolas GUILHOT, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 151-152, 2004.

⁸ Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc, op. cit.*, p.114.

⁹ Voir aussi l'entretien de Sanda Vișan avec Alina Ledeanu à propos des conditions de parution après 1989 de la revue *Secolul 20*, Sanda VIȘAN, « De la "Secolul 20" la "Secolul 21" », *Adevărul*, 20 juillet 2015.

pour l'instant. Plus intraitable se montre le ministère de la Culture et des Cultes qui nous a (...) retiré le budget. Dans un troisième temps viennent les supporters occasionnels dont les quatre plus importants durant la décennie postcommuniste : monsieur Octavian Mitu¹, Ion Rațiu², notre suivant compagnon de route, la Fondation Soros (devenue la Fondation pour une Société Ouverte) et les Éditions Nationales, notre coéditeur en 2001(...). Et, pour ne pas oublier, les publicités »³.

Une telle contrainte financière a des effets immédiats sur les valeurs affichées par les différentes publications qui cherchent à correspondre à l'horizon d'attente des financeurs. C'est précisément pour cette raison que dans un article de 1998, Nicolae Manolescu, le directeur de *România literară*, répond à Michael Shafir qui lui reproche sa « rhinocérisation » :

« Monsieur Shafir ne prend en compte que la dimension intellectuelle de la polémique. Il oublie (qu'on me pardonne mais je ne crois pas qu'il ne sache pas) que, avant d'être révélés comme tel, nous les rhinocéros avons été montrés du doigt, réclamés, dénoncés, (oui, Monsieur Shafir, dénoncés) dans des lettres adressées à Monsieur Georges Soros, l'un des sponsors de *România literară* ou au Département d'État des États-Unis »⁴.

La variété des publications impliquées dans la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à la fois roumaines et étrangères, centrales ou locales, avec un tirage restreint ou relativement important, témoigne de l'étendue des enjeux auxquels touche la publication de ce livre. Ciblant tantôt un public large, tantôt un public lettré ou formé de pairs selon que l'on passe d'un journal d'actualités à une revue de spécialité, les contenus de ces revues ne sont donc pas orientés par les mêmes domaines d'intérêt. Dans ces conditions, l'aisance avec laquelle bon nombre d'articles qui composent cette polémique changent au cours du temps de registre pour passer de la critique littéraire à l'évocation autobiographique et du commentaire politique à l'herméneutique historienne est d'autant plus surprenante. La porosité des genres qui en résulte apparaît ainsi comme un trait saillant de cette controverse.

¹ Octavian Mitu (1961-) : homme d'affaires qui a soutenu la revue *România literară* entre 1992 et 1996, notamment en assurant son impression.

² Ion Rațiu (1917-2000), diplomate et homme d'affaires exilé au Royaume-Uni entre 1940 et 1990. Au retour en Roumanie en 1990, il devient l'un des fondateurs et principaux financeurs du Parti National Paysan Chrétien-Démocrate (PNȚCD).

³ Entretien avec Nicolae Manolescu, Mihai MINCULESCU, « La sfârșit de an. Interviu cu Nicolae Manolescu, directorul *României literare* », *România literară*, art. cité.

⁴ Nicoale MANOLESCU, « Cum am devenit rinocer ? », *România literară*, n° 32, 12-18 août 1998.

Elle indique l'absence de spécialisation de certaines publications qui viennent tout juste d'être créées ou qui représentent des disciplines « nouvelles » comme par exemple la science politique (*Sfera politiciii*). Créée en décembre 1991 pour encourager « le développement de ce domaine et pour l'ouvrir au public large », cette publication participe à son institutionnalisation académique au milieu des années 1990¹. Sa rédaction réunit des auteurs aux parcours hétérogènes, des universitaires aux hauts fonctionnaires et des experts aux hommes politiques², signe que la revue n'est pas précisément dévolue à la posture de l'intellectuel critique, distant et opposé au pouvoir³.

D'un autre côté, ce mélange des registres découle de l'implication plus ou moins directe des auteurs en politique soit à titre personnel soit en tant que membres d'une organisation partisane ou militante. Elle témoigne à la fois du processus de déssectorisation qui caractérise les périodes de fluidité politique mais aussi du positionnement des nouveaux « politologues » à l'intersection du champ universitaire et d'un champ du pouvoir en voie de professionnalisation, assumant ainsi une posture ambiguë entre le « Roi-philosophe » et le « conseiller du prince »⁴. Abandonnant progressivement les rigueurs de la chronique littéraire ou de l'analyse universitaire, leur écriture embrasse souvent le discours électoral. La violence qui se dégage de certaines prises de position, le caractère tendancieux auquel ont recours les acteurs dans les moments culminants de la controverse et l'attaque *ad hominem*, relèvent des armes rhétoriques en rupture avec les finalités du conflit d'idées. Elles entraînent une radicalisation des discussions, le retranchement des auteurs dans des camps et le renforcement de la ligne éditoriale des revues qui se manifeste par une sélection plus stricte des articles, le refus du droit à la réplique, des techniques rédactionnelles spécifiques et finalement par l'engagement total des publications dans le débat⁵. Révélant les tournants survenus durant la controverse, cette analyse s'efforce d'intégrer l'ensemble de ces éléments.

¹ Selon la page de présentation de la revue *Sfera Politicii*, consultable en ligne à l'adresse web suivante, <http://www.sferapoliticii.ro/sfera/prezentare.php>.

² *Ibid.*

³ Camelia RUNCEANU, « La « société civile » des intellectuels. Usages et enjeux de la notion de « société civile » en Roumanie postcommuniste », art. cité, p. 63.

⁴ Terminologie empruntée à Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance en politique*, *op. cit.*, p. 59.

⁵ Cyril LEMIEUX, « À quoi sert l'analyse des controverses ? », art. cité, p. 205-206.

2. Les intervenants dans la controverse

S'agissant du journal d'un important écrivain roumain, les premiers participants aux débats sont les intellectuels liés par leur activité à la littérature (critiques et historiens littéraires, écrivains, poètes, éditeurs) et réunis autour des rédactions des revues littéraires ou culturelles importantes (*România literară*, *Jurnalul literar*, *Adevărul literar și artistic*, *Dilema*, *Orizont*, 22). Cela n'empêche pourtant pas qu'au fur et à mesure que la controverse avance en touchant à des thématiques rattachées traditionnellement à l'histoire et aux sciences sociales, d'autres professionnels fassent leur entrée dans la polémique. Philosophes, anthropologues, historiens, politologues s'expriment tour à tour en imprimant à la dispute son flottement permanent entre publicisation et confinement¹.

Une analyse statistique réalisée à partir d'un échantillon de 82 personnes parmi celles qui ont le plus participé au débat indique une répartition socioprofessionnelle des participants à la controverse dominée par le champ littéraire et les sciences sociales.

Tableau n° 11 : La répartition par profession des participants à la controverse

PROFESSION	NOMBRE	POURCENTAGE
Professions littéraires	56	68 %
Sciences sociales	17	21 %
Sciences exactes	3	4 %
Journalisme	3	4 %
Critique d'art et de théâtre	3	4 %
TOTAL	82	100 %

¹ On entend par « publicisation » l'ouverture de la controverse à des enjeux extérieurs (politiques, sociaux) au champ d'origine, qui est dans notre cas celui littéraire et par extension intellectuel et par « confinement » sa captation, son renfermement sur les enjeux spécifiques de celui-ci, dans notre cas le champ intellectuel (scientifiques, esthétiques, de connaissance). Comme la sociologie des controverses l'a mis en évidence le va-et-vient entre une logique « publique » et une logique « scientifique » est, dans ce cas, permanent, Michel CALLON, Pierre LASCOUMES, Yannick BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001, p. 74-75 et p. 101-104.

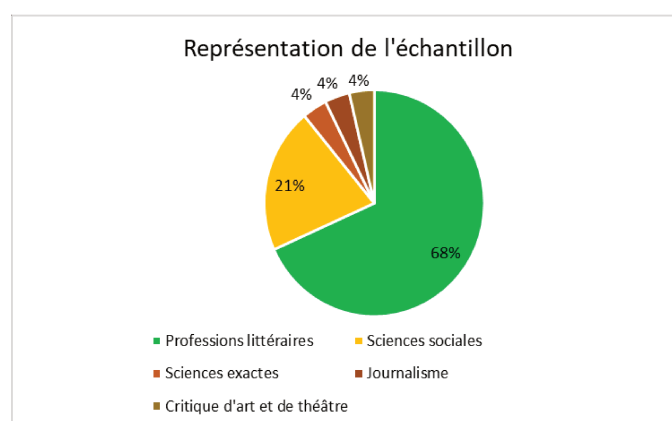


Tableau n° 12 : La répartition par profession des participants à la controverse (détail)

N°	PROFESSION	CATÉGORIE	NOMBRE
1.	Philologues, critiques, historiens littéraires	Professions littéraires	37
2.	Écrivains, poètes, essayistes, prosateurs	Professions littéraires	19
3.	Critiques d'art et de théâtre	Professions artistiques	3
4.	Journalistes		3
5.	Historiens	Sciences humaines et sociales (SHS)	6
6.	Sociologues, anthropologues	SHS	2
7.	Philosophes, épistémologues	SHS	6
8.	Politologues	SHS	3
9.	Médecins, biologistes	Sciences exactes	2
10.	Physiciens	Sciences exactes	1
		TOTAL	82

Mais plus que l'instantané des appartenances professionnelles des intervenants pour comprendre l'issue des débats, c'est la chronologie de leurs interventions qui s'avère pertinente. Pendant que les professions littéraires prennent la parole plus promptement en marge du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, ce sont les sciences sociales qui malgré leur intervention plus tardive réussissent à clore la polémique en la confinant à la sphère scientifique (chapitre 6).

Au-delà de l'attrait qu'il suscite parmi les intellectuels, ce livre est également accueilli dans d'autres sphères. La Fédération des communautés juives de Roumanie (FCER) lui réserve une réception particulière avec l'organisation de plusieurs tables rondes et la publication de plusieurs dossiers dans son journal, *Realitatea evreiască*. S'inscrivant dans le registre de l'histoire des relations intercommunautaires entre les Juifs de Roumanie et la

population majoritaire, l'attention portée par la FCER au *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian montre combien le découpage professionnel, bien que déterminant, reste une variable insuffisante quand il s'agit d'établir le profil sociologique des intervenants dans les débats.

Un critère tout aussi important est l'espace professionnel et culturel d'appartenance de chaque participant à la controverse. Car selon qu'il est établi professionnellement à l'étranger (France, Israël, États-Unis, Allemagne) ou en Roumanie, qu'il a une carrière internationale, mobile ou plus localisée, son système de référence change avec les normes, les valeurs et les intérêts mobilisés. C'est pourquoi l'étude des prises de position exprimées durant la controverse doit également prendre en compte cet aspect.

Enfin, un dernier élément qui mérite d'être souligné est que les acteurs qui interviennent dans les débats sont souvent des figures centrales du champ intellectuel roumain, directeurs et rédacteurs en chef de publications et d'institutions, professeurs universitaires, écrivains et journalistes réputés, plus rarement collaborateurs « ordinaires ». Dotés d'un capital institutionnel et symbolique fort bien qu'inégal, ils bénéficient d'un pouvoir social et culturel¹ capable de transformer leurs opinions en mots d'ordre et de changer la vision dominante sur les sujets discutés. C'est pourquoi l'étude de la polémique doit constamment prendre en compte les ressources mobilisées à l'appui des relectures qui filtrent le passé politique de la Roumanie et leur efficacité.

B/ Réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian et statuts du manuscrit

Parus pour la première fois dans *Lumea românească* et *Lumea*², ensuite à l'initiative probablement d'Alexandru Rosetti dans la prestigieuse *Revue des Fondations Royales*³, certains fragments du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian avaient déjà circulé en

¹ Irina LIVEZEANU, « Les “guerres culturelles” en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité, p. 13.

² *Lumea românească*, n° 566, 25 décembre 1938 ; *Lumea*, n° 1, 1945.

³ *Revista Fundațiilor Regale*, n° 1, septembre 1945 ; n° 2, octobre 1945.

Roumanie avant sa publication intégrale, en 1996¹. Très attendue, celle-ci n'a pourtant pas été sans obstacles car craignant la censure sinon un scandale, les frères de l'écrivain ont opposé des années durant une fin de non-recevoir aux différents éditeurs ayant essayé de les persuader à publier le manuscrit². C'est l'historien littéraire Leon Volovici qui après plusieurs tentatives infructueuses³, réussit par l'intermédiaire de la Fondation « Mihail Sebastian » créée en 1994 par le producteur et metteur en scène Harry From, à convaincre la famille d'accepter la parution du *Journal* aux prestigieuses éditions Humanitas⁴.

Mouvementé comme la vie de son auteur, le destin du manuscrit est « sinueux et compliqué »⁵, explique Zigu Ornea. Entré en possession de la famille Sebastian après la disparition de l'auteur en 1945, le document est confié à l'ambassade d'Israël à Bucarest par Andrei (Benu), le frère cadet de l'écrivain, au moment de son départ pour Paris en 1961⁶. De là, le manuscrit arrive dans les archives du Yad Vashem et certains extraits révélant le *légionnarisme* de Mircea Eliade sont publiés dans le premier numéro de la revue israélienne *Toladot*⁷. Durant les années 1970, le journal est récupéré à nouveau par la famille Sebastian qui le conserve à Paris jusqu'à son édition intégrale à la fin de l'année 1996.

Événement culturel de première importance et best-seller dès sa parution en Roumanie, ce livre est en tête des sorties littéraires pendant plus de six mois⁸. Dans un témoignage ultérieur à sa réception, Gabriela Omăt, l'éditrice du livre, écrit :

¹ Des fragments du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian ont déjà été publiés avant 1996 en Roumanie dans la revue *Manuscriptum*, n° 2, 1976 (avec une préface de Nicolae Manolescu), dans *Revista de istorie și teorie literară* en 1986 à l'initiative de Cornelia Ștefănescu, et dans *Criterion* en mai 1990, à l'initiative de Mircea Handoca. La liste exhaustive des fragments publiés avant la parution intégrale se trouve dans Gabriela OMĂȚ, « Mențiuni asupra ediției » dans Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 13-14.

² Comme l'attestent plusieurs témoignages : Zigu ORNEA, « Un eveniment : *Jurnalul* lui Sebastian », *România literară*, n° 5, 5-11 février 1997 ; Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade și Mihail Sebastian », *România literară*, n° 22, 4-10 juin 1997.

³ Des tentatives pour persuader la famille de l'écrivain d'accepter la publication du manuscrit viennent de la part de Zigu Ornea et de Mircea Handoca, Zigu ORNEA, « Un eveniment : *Jurnalul* lui Sebastian », art. cité ; Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade și Mihail Sebastian », art. cité.

⁴ Roxana SORESCU, « “Look in my face: my name is might-have-been” », *Luceafărul*, n° 11 (310), 1997. Les éditions Humanitas sont présentées plus loin dans ce chapitre.

⁵ Zigu ORNEA, « Un eveniment : *Jurnalul* lui Sebastian », art. cité.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Toladot*, n° 1, janvier-mars 1972.

⁸ Le tirage du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian est confidentiel suite à l'accord signé par la maison Humanitas avec la famille de l'écrivain, cf. correspondance électronique avec Monsieur Cătălin Strat, rédacteur aux éditions Humanitas, 29 mai 2014.

« Le *Journal* avait provoqué, alors, en 1996, une *attente record*, étant de loin l'apparition la plus sollicitée de l'année littéraire, et les rumeurs sur son apparition avaient conduit, une année à l'avance, à l'assaut des éditeurs par beaucoup d'impaticiens. (...) Sur le marché du livre, quoique supra-saturé, le *Journal* a évolué véritablement de manière triomphale comme un best-seller typique, avec un *record d'audience et d'accessibilité* chez un public large et divers. Il a été probablement non seulement le livre le plus acheté et le plus souvent passé de main en main de l'année, mais également, le plus lu. Lu d'un trait, sans omission, page après page, en provoquant un autre incontestable *record : d'efficacité du message*. (...) De plus, le *Journal* s'est adjugé le *record de validation critique*. À une époque où les livres et les auteurs notoires attendent des mois durant pour être du moins signalés, le *Journal* a tenu pour plus de la moitié de l'année la tête d'affiche des publications écrites non seulement en Roumanie mais ailleurs également, avec le statut de *texte-événement* »¹.

1. De la réception littéraire...

Reçu avec enthousiasme par une grande partie des cercles littéraires, primé par l'USR dans la section « éditions critiques » (1996) pour son exceptionnelle qualité littéraire et documentaire, le *Journal (1935-1944)* suscite dans un même mouvement des critiques acerbes. La violence des confrontations qu'il déclenche détermine Iordan Chimet, l'auteur d'un vaste recueil d'articles et de documents inspirés par ce livre de lancer assez vite un premier appel à la « réconciliation » de ses confrères au nom d'une « histoire commune » qui est celle du communisme :

« Permettez à celui qui écrit ces lignes de tirer le signal d'alarme : on est allé trop loin. J'assume le risque de faire une prophétie : je crois — et espère — que dans peu de temps, on regrettera les excès commis maintenant, les paroles âpres et surtout, les verdicts injustes. Pas plus tard — “une autre fois”, “on ne sait pas quand”. C'est *maintenant* le moment de signer l'armistice : servons-nous de l'occasion d'une nouvelle lecture du *Journal* pour nous retrouver non pas adversaires (pourquoi adversaires ? on a traversé ensemble la même histoire maligne), mais interlocuteurs »².

¹ Gabriela OMĂȚ, « Un resentimentar paradoxal » dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, op. cit., p. 117.

² Iordan CHIMET, « Sugestii pentru o nouă lectură a *Jurnalului* » dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, op. cit., p. VII.

C'est dire combien la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian est inscrite sous le signe de la séparation avec l'ancien régime, d'un dépassement de la « crise » et d'un appel à la reconstruction d'un nouvel ordre littéraire.

« Journal intime », « journal juif », « journal de création », « journal intellectuel et politique », comme l'indique dans sa préface Leon Volovici¹, ce livre renferme une variété d'aspects qui le rendent difficilement classable.

Encadré n° 15 : Leon Volovici (1938-2011)

Né le 10 août 1938 à Iași, capitale de la Moldavie, Leon Volovici est issu d'une famille modeste qui « entretient avec le judaïsme une relation plutôt traditionnelle », laïque et non-religieuse². Survivant à la guerre et au pogrom de l'été 1941, elle connaît la pauvreté durant les premières années de paix (1945-1946) et souhaite émigrer en Israël mais sans succès³. Bon élève, Leon Volovici poursuit des études de Lettres à l'Université « Al. I Cuza » d'Iași et en 1962, obtient sa licence en Langue et Littérature roumaine. Entre 1962 et 1964 il travaille comme professeur à la campagne, ensuite comme chercheur dans un des instituts de philologie de l'Académie roumaine⁴. En 1984, sur les traces de son frère, militant sioniste⁵, Volovici émigre en Israël⁶. Il s'installe avec sa famille à Jérusalem et huit mois plus tard, trouve un poste de chercheur à l'Institut « Yad Vashem »⁷. Contraint d'abandonner le champ littéraire, il découvre et approfondit de nouveaux objets d'étude, se spécialisant progressivement dans l'histoire des Juifs de Roumanie durant la Deuxième Guerre mondiale et plus généralement dans l'histoire de l'antisémitisme et de l'Holocauste en Europe centrale et de l'Est dont il a une connaissance très limitée avant son arrivée à Jérusalem⁸. Familier des archives de l'institution, en 1986 il a l'occasion de lire en intégralité le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian dont la photocopie filmée est conservée par le Yad Vashem. Le livre le surprend et le trouble ; plus tard il interviendra auprès de la famille de l'écrivain pour faciliter sa publication en Roumanie par les éditions Humanitas⁹.

La distance géographique avec le pays d'origine ne signifie pas la rupture des liens avec les milieux littéraires roumains et Leon Volovici garde le contact avec de nombreux intellectuels parmi lesquels plusieurs écrivains juifs dont il se sent proche tels Norman Manea¹⁰. En 1989, lorsque l'occasion se présente, il occupe un poste de conférencier à l'Université hébraïque de Jérusalem et intègre l'équipe du Centre International pour l'Étude de l'Antisémitisme et l'Institut du Judaïsme contemporain¹¹. Le départ de Yad Vashem signifie le retour à son aire de prédilection — l'histoire littéraire mais il continue ses recherches sur la vie intellectuelle et artistique des Juifs

¹ Leon VOLOVICI, « Prefață » dans Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 6-8.

² Leon VOLOVICI, *De la Iași la Ierusalim și înapoi*, București, Ideea Europeană, 2007, p. 11-12.

³ *Ibid.*, p. 36-37.

⁴ *Ibid.*, p. 56-60.

⁵ *Ibid.*, p. 36.

⁶ *Ibid.*, p. 123.

⁷ *Ibid.*, p. 129.

⁸ *Ibid.*, p. 128.

⁹ *Ibid.*, p. 129-130.

¹⁰ *Ibid.*, p. 130.

¹¹ *Ibid.*, p. 4.

de Roumanie¹. Après 1989, il fonde la Société d'Études « Benjamin Fondane » (Jérusalem & Paris) et dirige le Centre culturel de Jérusalem qui organise des rencontres avec les écrivains et les artistes roumains².

En 2002, il est invité à siéger au sein de la Commission Internationale pour l'Études de l'Holocauste en Roumanie dirigée par Elie Wiesel et participe à la rédaction du Rapport final.

« Livre de rêves » ou « d'histoire »³, « œuvre de littérature »⁴, « document »⁵ d'une rare « authenticité »⁶, « témoignage »⁷ d'une époque ou d'un problème⁸, le *Journal (1935-1944)* se voit attribuer des statuts qui varient avec l'identité professionnelle de chaque intervenant, du message qu'il souhaite transmettre et des nécessités du moment de la polémique où il prend la parole. Malgré l'hétérogénéité des visions qui s'en dégagent, la crédibilité de la parole de Sebastian apparaît comme un premier enjeu de cette qualification. D'elle dépendent à la fois, la véracité des faits évoqués, la fidélité des propos reproduits dans le *Journal* et le bien-fondé des affirmations de l'auteur quant à l'antisémitisme de la société roumaine et de ses élites intellectuelles durant l'entre-deux-guerres.

1.1 Appréciation de l'œuvre, dépréciation des personnages

Très positives, les premières réactions à l'adresse du livre abondent en épithètes, le *Journal (1935-1944)* étant tour à tour caractérisé comme le « chef-d'œuvre »⁹ de Mihail

¹ *Ibid.*, p. 131.

² *Ibid.*, p. 143.

³ Iordan CHIMET, « Sugestii pentru o nouă lectură a *Jurnalului* » dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, *op. cit.*, p. XV et p. XXI

⁴ Virgil DUDA, « *Jurnalul* lui Mihail Sebastian », *Ultima oră*, 14 février 1997 ; Dan MĂNUCĂ, « *Jurnalul* de scriitor », *Convorbiri literare*, février 1997.

⁵ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « La "rhinocérisation" d'Eliade, de Cioran et de quelques autres... », *Le Monde*, 12 septembre 1997 ; Virgil DUDA, « *Jurnalul* lui Mihail Sebastian », art. cité.

⁶ Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade și Mihail Sebastian », art. cité ; Alexandru GEORGE, « Suferințele tânărului Hechter (I-II-III) », *Luceafărul*, n° 16, n° 17, n° 18, avril-mai 1997, « ...și ale celorlalți », *Luceafărul*, n° 19, 21 mai 1997 ; Gheorghe GRICURCU, « Mihail Sebastian sau omul vulnerabil », *Viața românească*, n° 7-8, 1997 ; Daniel CRISTEA-ENACHE, « Nae Ionescu — Mihail Sebastian : o influență decisivă », *Adevărul literar și artistic*, n° 521, 6 juillet 1997 ; Joseph CROITORU, « Refugiul în metafizică » [trad. « Zuflucht in Metaphysischen », *Frankfurterallgemeine Zeitung*, 1.07.1997] dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, *op. cit.*, p. 262 ; Leon VOLOVICI, « Prefață » dans Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 10.

⁷ Dan C. MIHĂILESCU, « Adevărul unui mit (I) », 22, n° 3 (361), 28 janvier-3 février 1997.

⁸ Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », art. cité ; Dan STANCA, « Eveniment editorial, *Jurnalul* lui Mihail Sebastian », *România liberă*, n° 2067, 15 janvier 1997.

⁹ Zigu ORNEA, « Un eveniment : *Jurnalul* lui Sebastian », art. cité.

Sebastian, le « meilleur journal de la littérature roumaine »¹, « un grand roman »², un « extraordinaire journal »³, une « œuvre exemplaire »⁴, « troublante »⁵, « d'un auteur fin, sensible comme un séismographe »⁶. Quoique les commentaires plus réservés ou dépréciatifs⁷ se disant « déçus » par « le refus de l'auteur de rentrer plus profondément dans la tragédie d'un monde qui aurait mérité une analyse infiniment plus large »⁸ ne manquent pas, ils n'enlèvent rien à ce qui apparaît comme l'effet le plus visible de la parution du *Journal (1935-1944)* sous le rapport littéraire : la réévaluation de l'œuvre d'écrivain de Mihail Sebastian et des biographies politiques de ses amis.

Considéré longtemps comme un « auteur mineur » ou « secondaire »⁹ d'après le mot de George Călinescu, tenu pour le plus important critique littéraire national dans sa massive *Histoire de la littérature roumaine [Istoria literaturii române]*¹⁰, Mihail Sebastian voit « son étoile monter »¹¹ suite à la publication du *Journal (1935-1944)*. Son œuvre littéraire et notamment celle de journaliste est revalorisée et il commence à être reconnu après 1996 comme l'un des plus importants auteurs roumains modernes¹². Sa redécouverte intervient dans un moment de réévaluation du canon littéraire, repensé maintenant en fonction du clivage idéologique « communisme/anticommunisme » qui domine les années 1990¹³. À côté de ce clivage, le *Journal* introduit une deuxième polarisation qui se superpose en partie

¹ Nicolae Manolescu cité par Irina LIVEZEANU, « Les “guerres culturelles” en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité, p. 21.

² Valeriu CRISTEA, « “Din aceeași familie” », *Adevărul literar și artistic*, n° 360, 16 mars 1997.

³ Gabriela OMĂT, « S-a operat o intervenție străină în Jurnalul lui Sebastian ? », 22, n° 46, 1997.

⁴ Daniel CRISTEA-ENACHE, « Nae Ionescu — Mihail Sebastian : o influență decisivă », art. cité.

⁵ Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », *Orizont*, n° 2 (1381), 15 février 1997.

⁶ Gheorghe GRICURCU, « Mihail Sebastian sau omul vulnerabil », art. cité.

⁷ « Quoiqu'un événement éditorial commenté sur mesure, ce livre n'a pas réussi à faire de Sebastian un écrivain plus grand qu'il ne l'est », Dorin TUDORAN, « Gimnastica de întreținere sau pretextul Sebastian », *România literară*, n° 22, 10-16 juin 1998.

⁸ Mircea MIHĂIEȘ, « Între fronturi », *Cuvântul*, n° 2, février 1997.

⁹ Fait mis en lumière par Valeriu CRISTEA, « “Din aceeași familie” », art. cité.

¹⁰ À propos de Mihail Sebastian, le critique note : « Le talent artistique semble manquer (...) On sent l'absence d'imagination », George CĂLINESCU, *Istoria literaturii române. De la origini până în prezent*, București, Minerva, 1982, p. 963.

¹¹ Dan C. MIHĂILESCU, « Adevăritarea unui mit (I) », art. cité.

¹² Ioana PĂRVULESCU, « Un act de prezență », *România literară*, n° 9, 5-11 mars 1997 ; Valeriu CRISTEA, « “Din aceeași familie” », art. cité.

¹³ Mihai IOVĂNEL, *Mihail Sebastian, evreul improbabil, op. cit.*, p. 83.

à la première, entre les auteurs légionnaires et les auteurs antifascistes ou « démocrates » des années 1930-1940.

Aussi, tandis que l'œuvre de l'écrivain juif est reconsidérée, ses amis (Mircea Eliade, E. M. Cioran, Camil Petrescu¹) en sortent, selon certains commentateurs, « diminués » après sa lecture². Non que leurs allégeances politiques soient ignorées au moment de la publication du *Journal (1935-1944)*³. Mais restituées ici dans la banalité de leur évolution quotidienne à travers la reconstitution des bribes de conversation, des remarques et des gestes, elles lèsent jusqu'aux sensibilités des plus fervents admirateurs. Plus encore, la description minutieuse des effets de ces allégeances sur les relations (personnelles et professionnelles) de l'auteur, le spectacle ordinaire des discontinuités, des incohérences, des calculs, de l'instabilité, qui accompagnent l'évolution politique des comportements, déconcertent les lecteurs les plus avisés. Enregistré scrupuleusement par Mihail Sebastian, ce spectacle est dans un premier temps source de déception pour plusieurs intellectuels épris de littérature comme c'est le cas du critique littéraire et diplomate Vasile Popovici :

« Mihail Sebastian apporte dans ses pages le témoignage du Juif de la période la plus noire de l'extrémisme roumain de droite et de la Deuxième Guerre mondiale. En le lisant, il est impossible de rester le même. Le problème juif devient ton problème. Une immense honte s'étend sur toute une période de la culture et de l'histoire nationale et son ombre te couvre aussi. Malgré tant de livres parcourus sur l'Holocauste, on ne pouvait deviner que le mal ait été si profond et que de la traversée du tunnel, des hommes et des auteurs que l'on a admirés en soient sortis maculés, avec un air de faute pathétique dont tu ne sais toujours pas si elle a été assumée

¹ Camil Petrescu (1894-1957) : écrivain, poète, dramaturge et journaliste. Diplômé en Lettres et Philosophie à l'Université de Bucarest (1916), Petrescu est grièvement blessé durant la Grande guerre. Auteur de nombreux articles qui se proposent de contribuer après 1918 à la formation d'une « conscience nationale » dans les provinces rattachées à la Roumanie, il s'affirme comme l'un des plus importants prosateurs grâce à deux livres qui modernisent le roman roumain — *Ultima noapte de dragoste, întâia noapte de război* (1930) et *Patul lui Procust* (1933). Directeur du Théâtre national (1939), Camil Petrescu se confronte tout au long de la période avec des profondes difficultés économiques qui le poussent à plusieurs reprises à penser au suicide. Les propos à potentiel antisémite rapportés par Mihail Sebastian dans son *Journal* datent de cette époque. L'arrivée du Parti communiste au pouvoir se traduit par une plus grande reconnaissance pour l'écrivain qui est invité à siéger à l'Académie roumaine (1948) mais aussi par une série d'écrits qui trahissent son allégeance au nouveau régime, Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române E/K, op. cit.*, p. 182-184.

² Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », art. cité.

³ Du moins par les cercles intellectuels, Valeriu RÂPEANU, « Jurnalul lui Mihail Sebastian », *Curierul Național*, 7 juin 1997 ; Dan C. MIHĂILESCU, « Adevierea unui mit (I) », art. cité ; Cornelia ȘTEFĂNESCU, « Cum am ajuns la Mihail Sebastian », *Jurnalul literar*, n° 1, mars 1997.

jusqu'au bout ou non. De grands auteurs nationaux t'apparaissent aujourd'hui, après le *Journal* de Sebastian, diminués »¹.

Sans qu'il soit singulier, un tel avis n'est pourtant pas partagé par l'ensemble de la communauté littéraire. Des voix critiques s'élèvent à l'encontre du *Journal* (1935-1944) et de son auteur et plusieurs registres de contestation sont mobilisés à son insu. Parmi ceux-ci, un premier vise moins le contenu du texte que son authenticité, remise en question. Ses détracteurs utilisent l'argument du trajet mouvementé du *Journal* entre la Roumanie, Israël et la France pour douter de son intégralité. Enjeu de concurrence entre les différents éditeurs qui ont échoué à le publier², le sort physique du manuscrit offre ainsi un premier angle d'attaque. D'aucuns accusent son « rafistolage »³ opéré en Israël, d'autres une contrefaçon, d'autres enfin l'« intervention d'une main étrangère »⁴ passible d'avoir modifié le sens de certains propos ou d'en avoir enlevé d'autres. Démontant une à une l'ensemble de ces accusations, l'éditrice du livre, Gabriela Omăt, admet avec prudence la possibilité de la disparition du début du manuscrit de Sebastian, mais elle place hors de toute atteinte les neuf cahiers couvrant la période 1935-1944 dont se compose la version imprimée du *Journal*⁵.

Un deuxième registre de contestation touche-lui au caractère foncièrement subjectif de ce livre autobiographique⁶ et met en évidence les « exagérations »⁷, les « inexactitudes »⁸, les « énormités »⁹, la « suspicion »¹⁰, qui traverseraient ce récit. En tenir compte permettrait ainsi de « sauvegarder » les réputations des intellectuels qui sortent entachées de cette

¹ Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », art. cité.

² Par exemple Zigu ORNEA, « Un eveniment : *Jurnalul* lui Sebastian », art. cité ; Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade și Mihail Sebastian », art. cité.

³ Dan PETRESCU, « E mai bine sa ne ținem departe de lumea literară românească », *Timputul*, n° 4, avril 1997 ; Zigu Ornea parle de « censure », Zigu ORNEA, « Un eveniment : *Jurnalul* lui Sebastian », art. cité.

⁴ Comme par exemple Dan PETRESCU, « E mai bine să ne ținem departe de lumea literară românească », art. cité ; Gabriela OMĂT, « S-a operat o intervenție străină în *Jurnalul* lui Sebastian ? », art. cité.

⁵ Gabriela OMĂT, « S-a operat o intervenție străină în *Jurnalul* lui Sebastian ? », art. cité. Voir aussi les explications et les précisions à cet égard de Zigu ORNEA, « Opintiri împotriva *Jurnalului* lui Sebastian », *Dilema*, n° 226, 23-29 mai 1997.

⁶ Voir à ce propos Dan C. MIHĂILESCU, « Adevirirea unui mit (III) », 22, n° 6 (364), 11-17 février 1997 ; Alexandru GEORGE, « Suferințele tânărului Hechter », art. cité.

⁷ Dan C. MIHĂILESCU, « Adevirirea unui mit (III) », art. cité.

⁸ Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », art. cité.

⁹ Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade și Mihail Sebastian », art. cité.

¹⁰ Gheorghe GRICURCU, « Mihail Sebastian sau omul vulnerabil », art. cité.

épreuve. L'interpellation du critique littéraire Dan C. Mihăilescu qui défend Mircea Eliade, est à cet égard extrêmement parlante :

« C'est ainsi qu'on se débarrasse d'un auteur extraordinaire, d'un savant, d'une érudition, d'un système, d'un monde d'idées, d'une volonté exceptionnelle de construction spirituelle ? À cause d'un juvénile égarement par impétuosité et désir d'auto-affirmation ? Eliade apparaît ici comme fouetté par une incompréhension presque directement proportionnelle à l'amour que lui portait Mihail Sebastian, même si l'amitié du dernier s'altère au fur et à mesure des événements. D'accord, les réactions d'Eliade sont loin de ce qu'on pourrait attendre de la part d'un champion de la "primauté du spirituel", mais Mihail Sebastian ne veut pas — et, pratiquement, ne le pouvait pas — les juger froidement, dégonfler leur virulence de circonstance, les nettoyer de la toile d'araignée humorale. (...) Mihail Sebastian relate tout à chaud, sous l'empire de l'émotion et du désintéret (légitime) envers ce qui était un dosage presque indiscernable d'opportunisme, de folie, de conviction doctrinaire, de tactique électorale, d'élan gérontophobe de "*self made man*" plein de virilité, d'appétit d'affirmation et de changement social ou de pure vanité »¹.

De nature à diminuer voire à minimiser les « fautes » politiques et morales d'Eliade, cet argumentaire sert aussi à la « défense » des autres membres de la Jeune génération dont l'image sort ternie de la plume de Sebastian. Avec l'insistance récurrente sur la nécessité de contextualiser leurs engagements politiques, assez courts d'un point de vue strictement temporel, l'intervention de Mihăilescu participe aux efforts de banalisation des ralliements au *légionnarisme*, décrits une fois de plus comme des « dérapages » de jeunesse inoffensifs et passagers².

En choisissant de faire ressortir plutôt le caractère d'œuvre littéraire du récit à la place de l'aspect documentaire, plusieurs commentateurs invitent donc à relativiser les notations de l'auteur³. Inversement, ceux qui mettent l'accent sur l'importance du

¹ Dan C. MIHĂILESCU, « Adevărea unui mit (III) », art. cité.

² *Ibid.*

³ Gheorghe GRICURCU, « Mihail Sebastian sau omul vulnerabil », art. cité ; George PRUTEANU, « Martiriul lui Sebastian », *Dilema*, n° 214, février-mars 1997.

« document d'époque »¹, qu'il soit « terrible »², « extraordinaire »³, « cruel »⁴, « troublant »⁵, ont tendance à le juger « inattaquable »⁶, confirmant l'authenticité de la parole de l'écrivain juif.

Une modalité originale de minimiser les propos de Mihail Sebastian tout en soulignant le caractère documentaire de son *Journal (1935-1944)*, est de puiser dans son œuvre ces éléments capables de diluer l'antisémitisme dans le contexte de l'époque ou dans l'« inconscience » des jeunes porteurs, incapables d'en prendre la juste mesure. Posant des questions de méthodologie fondamentale pour les sciences sociales et plus particulièrement pour la recherche historique ou littéraire⁷ comme l'utilisation des écrits autobiographiques en tant que sources documentaires⁸ ou le rapport de l'œuvre à la biographie de son auteur, la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian y répond d'abord sur le terrain et avec les moyens de la littérature.

1.2 *Le rapport de l'œuvre à la biographie de l'auteur*

L'article de Dan C. Mihăilescu relance la question épineuse des rapports entre l'œuvre et la biographie de son auteur, discussion cruciale pour la profession littéraire qui réfléchit ainsi à son autonomie, aux limites de la raison esthétique et de son champ d'intervention. Que faire de l'œuvre quand les options politiques et le comportement du créateur sont répréhensibles moralement et/ou idéologiquement ? Est-il possible de continuer de la lire et surtout de l'admirer ? Telles sont les questions au cœur de la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian par les écrivains.

S'inscrivant dans un contexte de recomposition du champ littéraire roumain après la chute du régime communiste, caractérisé à la fois par la diversification des formes d'engagement des intellectuels et, en même temps, par la fragilisation de l'infrastructure qui

¹ Zigu ORNEA, « Opintiri împotriva *Jurnalului* lui Sebastian », art. cité.

² Simion DAMIAN, « Ceea ce nu se vede », *România literară*, n° 22, 4-10 juin 1997.

³ Dan C. MIHĂILESCU, « Adevărul unui mit (I) », art. cité.

⁴ Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », art. cité.

⁵ Ion POP, « Un om fără uniformă », *Vatra*, n° 5, 1997.

⁶ Zigu ORNEA, « Opintiri împotriva *Jurnalului* lui Sebastian », art. cité.

⁷ Mircea HANDOCA, « Mircea Eliade și Mihail Sebastian », art. cité.

⁸ Voir à ce titre Claude PENNETIER, Bernard PUDAL (éd.), *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002.

assurait avant 1989 la relative autonomie (matérielle) des activités littéraires, la discussion est traversée par plusieurs enjeux. Le sous-financement de l'Union des écrivains (USR) par les pouvoirs publics et les difficultés déjà relevées pour trouver des soutiens alternatifs, contraignent les auteurs à des alliances diverses soit avec différents mécènes, soit avec le grand public¹, soit enfin avec les institutions étatiques². Le passage à l'économie de marché détermine ainsi une révision du statut et de la profession d'écrivain et, *in extenso*, de la valeur sociale de la littérature³.

En ce sens, propre aux périodes de reconstruction après crise comme le travail de Gisèle Sapiro le montre à propos du cas des écrivains français à la Libération⁴, le débat autour des intellectuels légionnaires ne porte pas seulement sur les critères d'admissibilité dans le panthéon littéraire dans le nouveau contexte « démocratique ». Traversée par des logiques sociales de repositionnement des intervenants et par des batailles professionnelles autour de ce qui fait la valeur esthétique des œuvres, la discussion porte finalement sur les rapports entre littérature et politique. C'est la codification de ces rapports après 1989 qui est au cœur du débat autour de la recevabilité des produits culturels en provenance des auteurs dont les comportements sont répréhensibles politiquement voire moralement⁵.

Mais à la différence du cas français où à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les opérations d'évaluation internes du champ littéraire sont dotées d'une autonomie suffisante à l'instauration d'un nouvel ordre symbolique⁶, en Roumanie cette indépendance flétrit devant les forces hétéronomes exercées sur le monde des lettres.

¹ L'intérêt pour cette alliance est particulièrement visible durant le débat qui entoure la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, comme l'observe Irina Livezeanu, Irina LIVEZEANU, « Les "guerres culturelles" en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité, p. 13.

² De préférence avec les trois. Caractérisée par le déséquilibre des forces d'hétéronomie et celles d'autonomie, la situation rappelle les stratégies développées par les auteurs français au XVII^e siècle au moment de la naissance d'un espace littéraire autonome en France, Alain VIALA, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Minuit, 1985, p. 168.

³ « Définir qui est écrivain à une époque donnée revient à trancher les conflits qui ont opposé les littérateurs eux-mêmes sur la définition de la littérature », Christophe CHARLE, « Situation du champ littéraire », *Littérature*, n° 44, 1981, p. 10.

⁴ Gisèle SAPIRO, *La Guerre des écrivains (1940-1953)*, *op. cit.*

⁵ Sur l'importance de la composante « moralisante » et des enjeux moraux dans la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, voir Irina LIVEZEANU, « Les "guerres culturelles" en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité, p. 24.

⁶ Gisèle SAPIRO, *La Guerre des écrivains (1940-1953)*, *op. cit.*, p. 12 et p. 17. Sur la naissance d'un champ littéraire autonome en France, voir Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art*, Paris, Seuil, 1998, p. 85-234.

Dépendante par rapport à l'État sous le rapport économique, l'activité littéraire et avec elle la constitution des hiérarchies littéraires est traditionnellement influencée en Roumanie par les instances d'homologation étrangères au sein desquelles la référence française joue un rôle prépondérant. « Garants de la légitimité »¹ des œuvres et, plus encore, des auteurs, ces deux instances interviennent de manière directe ou indirecte dans la polémique autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian et imposent aux participants un cadre normatif définit autour des valeurs de la « démocratie », de l'antifascisme et de rejet de l'antisémitisme.

En fonction de leur position au sein du champ littéraire, de leurs ressources socioprofessionnelles, enfin de leurs croyances et de leurs plans de carrières, les acteurs de la controverse en tiennent plus ou moins compte dans leurs évaluations. Combinant dans une mesure inégale considérations esthétiques et conformité politique, leurs points de vue s'alignent selon une logique relationnelle durant la réception du *Journal (1935-1944)*.

Parmi ces types d'évaluations, au moins quatre méritent d'être reconstituées pour comprendre comment et en fonction de quelles variables se joue la révision des hiérarchies littéraires en Roumanie, au moment de la découverte des allégeances au « fascisme » des grandes figures intellectuelles. La première est l'évaluation esthétisante, la deuxième est la position de l'« art pour l'art », la troisième est l'évaluation idéologisante, la quatrième est l'évaluation politique.

*

L'évaluation esthétisante. Pour les critiques littéraires qui ont construit leur réputation dans les années 1970 autour d'une tradition esthétisante, censée leur permettre la revendication de l'autonomie professionnelle sous le communisme², l'insistance principielle sur la séparation des critères de jugement artistique et politique fonde leur rapport à la profession. Focalisée quasi-exclusivement sur les qualités formelles du texte, imperméable à son message politique autrement dit aux aléas du contexte, cette tradition conserve pour

¹ Selon la formule de Gisèle SAPIRO, *La Guerre des écrivains (1940-1953)*, op. cit., p. 12.

² Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul literar în comunismul românesc*, op. cit., p. 298.

reprenre la formule d'Anne Simonin « une certaine idée de la Langue » qui repose sur « le refus de l'Histoire » et l'illusion d'un « ordre littéraire intemporel »¹.

L'une des figures de proue de cette tradition est sans aucun doute Nicolae Manolescu². Critique littéraire reconnu à une époque où le pouvoir consacrant de cette catégorie professionnelle est en hausse³, il parvient à garder ses distances avec le régime communiste et en même temps à se construire une solide réputation professionnelle. Sa notoriété est liée à l'imposition dans la littérature roumaine du courant postmoderniste porté par une nouvelle génération de poètes surnommés les « quatre-vingt-huitards »⁴ dont Manolescu est le découvreur voire l'inventeur. Directeur de la revue *România literară* à partir de 1990, le critique entame en parallèle une carrière politique après la chute du communisme. Membre fondateur de l'Alliance Civique et président de son parti, le PAC après avoir réussi à évincer l'écrivain Stelian Tănase du comité national⁵, il est élu sénateur entre 1992 et 1996. Participant sans succès aux élections présidentielles de 1996 et à la sortie du PAC de la CDR au pouvoir à partir de cette date, le critique se dirige vers le PNL, parti parlementaire, dans une tentative de conserver une place dans la proximité du pouvoir. En 2000, Nicolae Manolescu quitte la vie politique. En 2005 il est élu président de l'USR et en 2006, suite à l'arrivée au gouvernement d'un Premier ministre libéral il est nommé ambassadeur de la Roumanie à l'UNESCO.

Encadré n° 16 : Nicolae Manolescu (1939-) : notoriété littéraire et reconversion politique

Critique littéraire d'envergure depuis les années 1960, Nicolae Manolescu est l'un des seuls intellectuels roumains à avoir réussi à convertir son capital symbolique en capital politique après la chute du régime communiste.

Né en 1939 à Râmnicu Vâlcea, une ville moyenne située au Sud de la Roumanie, de parents diplômés en Lettres, Nicolae Manolescu suit des études secondaires en province (Râmnicu-

¹ Anne SIMONIN, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001, p. 123 et p. 128.

² Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc*, op. cit., p. 91-107.

³ Ioana MACREA-TOMA, *Privilegiul literar în comunismul românesc*, op. cit., p. 26.

⁴ Adriana STAN, « Optzecismul și (in)aderențele criticii », <http://www.diacronia.ro/ro/indexing/details/A13547/pdf>.

⁵ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 144.

Vâlcea, Sibiu) avant d'intégrer la Faculté de Philologie de Bucarest, en 1956¹. Admis dans les Jeunesses ouvrières (UTM) dès 1955, il continue à faire partie de l'organisation une fois rentré à l'Université, occupant les fonctions de membre, puis de secrétaire du bureau de l'Union, responsable sur un collectif de 300 étudiants². Mais son activité au sein de l'UTM tourne court en 1958 lorsqu'il est exclu de la faculté en raison des « déclarations mensongères concernant la situation de ses parents »³. (Arrêtés en août 1952, son père, Apolzan Petru (né en 1900)⁴ et sa mère, Apolzan Sabina (née en 1909)⁵ sont emprisonnés entre 1952 et 1954⁶ pour activités de propagande au sein d'une aile du Parti National Libéral durant la période 1946-1947⁷. Suite à cet événement le futur critique littéraire est adopté par son grand-père maternel, l'avocat Manolescu, qui devient son soutien légal et matériel tout au long de ses études⁸. C'est cette histoire familiale que Nicolae Manolescu avait manqué d'exposer). Après plusieurs interventions, en 1959, Nicolae Manolescu est réintégré à l'Université⁹. Réadmis dans l'UTM il n'exerce plus de fonctions de responsabilité ni n'adhère au PCR par la suite.

Diplômé en 1962, Nicolae Manolescu est aussitôt nommé professeur dans le secondaire à l'Institut pédagogique de Târgu-Mureș mais ne se présente pas au poste¹⁰ car la même année il devient collaborateur à la revue de littérature *Contemporanul* de l'USR. Un an plus tard, en 1963, il rentre comme préparateur à la Faculté de langue et littérature roumaine de l'Université Bucarest.

¹ Diplômé de l'École Secondaire de Sibiu avec un Diplôme de mérite, il est admis à l'Université sans concours, « Autobiographie » signée par Nicolae Manolescu le 12 mars 1974, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.).

² « Autobiographie » signée par Nicolae Manolescu le 15 février 1964, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 71.

³ « Ordre n° 794/958 », Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 21.

⁴ Fiche pénale de Petre Apolzan, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale V. 27 XII 1953, 15 août 1952, document consultable également sur le site web de l'IICCMER, à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca-represiiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/A/A%2003.%20Anghel%20-%20Ardeiu/Apolzan%20Petre%20N/>.

⁵ Fiche pénale de Sabina Apolzan, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du Centre de Triage Bucarest, n° de série 18741, 15 août 1952, document consultable également sur le site web de l'IICCMER, à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca-represiiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/A/A%2003.%20Anghel%20-%20Ardeiu/Apolzan%20Sabina%20N/>.

⁶ « Autobiographie » signée par Nicolae Manolescu le 25 octobre 1958, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 27.

⁷ Dans le dossier de Nicolae Manolescu, plusieurs documents officiels indiquent l'appartenance de ses parents au Mouvement légionnaire avant 1946 alors que l'intéressé avait déclaré qu'ils n'avaient pas fait de politique avant cette date (voir par exemple le « Rapport » du 9 juillet 1962, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 58). Les fiches pénales de Sabina et Petru Apolzan indiquent leur appartenance au PNL. Des recherches ultérieures dans les archives infirment de manière crédible l'hypothèse de leur implication dans le Mouvement légionnaire, Pavel ȚUGUI, « Dosarul studentului Nicolae Manolescu : povestea unei exmatriculări », 22, 30 septembre 2004.

⁸ « Décision » du Tribunal du Rayon Râmnicu Vâlcea concernant l'adoption n° 21 du 16 juillet 1953, dossier r. 28161953, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 23.

⁹ « Ordre n° 1136/959 », Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 31.

¹⁰ Voir la Lettre de l'Institut Pédagogique de trois ans de Târgu-Mureș adressée à l'Université de Bucarest, 7 janvier 1962, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.), f. 56.

Enseignant et écrivain apprécié par ses étudiants et collègues¹, l'intellectuel gravit rapidement les échelons professionnels devenant assistant (1966) puis conférencier (1968) à la Faculté de langue et littérature roumaine, mais n'accède au titre de professeur qu'au terme du changement de régime, en 1990². Auteur de plusieurs livres d'histoire de la littérature qui remettent en circulation des figures d'intellectuels bannis de l'espace culturel par le régime communiste durant les années 1950³, collaborateur de toutes les publications de spécialité importantes de Roumanie, Manolescu accède rapidement au titre de chef de file d'une nouvelle génération d'écrivains impliqués dans la déstalinisation de la littérature roumaine⁴. Sa rubrique dans *România literară*, une des revues centrales de l'USR à partir de 1972, devient en l'espace de quelques années une institution clef pour la définition du canon littéraire⁵.

Cadre universitaire, membre de l'USR depuis 1963 et plus tard, de son Conseil, Nicolae Manolescu réussit à cumuler une position institutionnelle forte à un capital symbolique important et à connaître la consécration dès le milieu des années 1970. Malgré ce franc succès, il ne réussit pas à pénétrer les milieux académiques⁶. Présentée une première fois en 1970 sa thèse de doctorat n'est validée que difficilement, lors d'une seconde tentative, en 1974.

Fruit de l'ouverture des portes de l'USR à de nouveaux arrivants et à la transformation du métier de critique littéraire dans l'une des professions les plus profitables au milieu des années 1960, le prestige acquis par Manolescu est le résultat de son sens du placement au sein d'un champ en voie d'autonomisation par rapport au pouvoir politique. Aussi, l'appel aux clichés du dogmatisme réaliste-socialiste, utile jusqu'en 1965, laisse progressivement la place à un ton plus neutre et à la pratique d'un discours dépolitisé⁷. L'intellectuel commence à jouir des privilèges associés à sa position comme des cachets importants à la suite de ses publications⁸ et des voyages à l'étranger en tant que représentant de l'USR (Turquie (1968), URSS (1970), Finlande (1971), RFA (1972), Irlande et Angleterre (1972), Italie (1972), Bulgarie, ou Yougoslavie (1973))⁹.

Lorsque l'Union ferme ses portes à de nouvelles recrues à partir des années 1980, Nicolae Manolescu devient le protecteur d'une jeune génération de poètes et d'écrivains qui s'affirme au sein du « Cénacle de lundi » qu'il organise au sein de la Faculté de lettres de Bucarest. Pratiquant un style surréaliste, subversif par rapport à la norme officielle, cette nouvelle génération surnommée les « quatre-vingt-huitards » réussit grâce à l'aide de Manolescu à convertir sa marginalité institutionnelle en fronde littéraire. À l'aide du critique, les jeunes poètes réussissent à court-circuiter les réseaux officiels et à s'affirmer devant un public restreint d'élites. Ce qui n'est pas sans renforcer la réputation de « découvreur de talents » de Manolescu qui joue avec succès le rôle du « consacré-consécrateur »¹⁰. À la même époque dans les conditions du blocage de l'USR,

¹ En témoignent les nombreuses « Appréciations » incluses dans son dossier de Cadre de l'Université de Bucarest, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.).

² Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. L/O*, București, Academia Română, Univers Enciclopedic, 2005, p. 208.

³ Nicolae MANOLESCU, *Contraștia lui Maiorescu*, București, Cartea Românească, 1973, *Arca lui Noe, I-III*, București, Minerva, 1980-1983.

⁴ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenșia. Institușii literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 78 et p. 105.

⁵ Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române. L/O*, op. cit., p. 208.

⁶ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenșia. Institușii literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 308.

⁷ Marin NIȘESCU, *Sub zodia proletcultismului. Dialectica puterii*, București, Humanitas, 1996, p. 142-143.

⁸ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenșia. Institușii literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 152.

⁹ « Autobiographie » signée par Nicolae Manolescu le 12 mars 1974, Archive de l'Université Bucarest, fonds « Direction des Ressources Humaines », dossier n° 4409 (Manolescu Apolzan Nic.).

¹⁰ Ioana MACREA-TOMA, *Privilighenșia. Institușii literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 109.

il rejoint les cercles des écrivains antiprotocronistes et « pro-occidentaux »¹ si bien qu'à la « Révolution » sa réputation de dissident est parfaite par la publicisation de l'héritage familial en tant que descendant d'une famille d'anciens prisonniers politiques.

Après 1989, Nicolae Manolescu s'implique activement en politique, participe à la fondation de l'Alliance Civique et une fois président de son parti, le PAC, milite pour la rupture avec l'organisation-mère. Élu sénateur pour la législature 1992-1996, il est désigné candidat à la présidentielle de 1996 après la fusion du PAC avec le PL » 93, une aile du PNL mais réussit un score modeste (0, 71 %)². Membre du Conseil du PNL la même année, il quitte l'activité politique en 2000. En 2006, sous un gouvernement libéral dirigé par Călin Popescu Tăriceanu, il est nommé ambassadeur de la Roumanie à l'UNESCO. Directeur de la revue *România literară* à partir de 1990, il est élu président de l'USR en 2005.

Les interventions de Nicolae Manolescu dans la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian suivent une pente sinueuse entre l'appréciation de la première heure et les articles de plus en plus défensifs à l'égard des intellectuels de la Jeune génération de la seconde. Revenant sur ses premières impressions — très positives — à l'égard de ce livre, Manolescu rejoint la position de Mircea Handoca, l'éditeur du savant, qui « tente » selon le critique « de remettre les attitudes du jeune Eliade sous un jour correct en attirant l'attention sur certaines exagérations de l'auteur du *Journal (1935-1944)* »³.

Considérant que le problème de la culpabilité des intellectuels fascistes « mérite une discussion attentive », Manolescu regrette que celle-ci n'ait pas encore eu lieu en Roumanie « dans les termes les plus acceptables pour l'histoire littéraire »⁴. Car « favorable à la révélation (...) des options politiques ou morales des écrivains », le critique se dit opposé au « jugement du délit d'opinion » qui « n'est d'ailleurs pas », pense-t-il à tort⁵, « puni

¹ Voir par exemple l'annexe « Tableau avec les membres de l'USR co-auteurs d'une lettre au contenu inadéquat ou qui se sont donné l'accord pour cette initiative », ASRI, fonds « D », dossier n° 10 966, vol. 2, f. 354-363 et f. 377-378 dans SRI, *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969-1989)*, op. cit., p. 409-410.

² Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 240.

³ Nicolae MANOLESCU, « Vânătoarea de vrăjitoare », *România literară*, n° 23, 11-17 juin 1997.

⁴ *Ibid.*

⁵ Aussi bien en Roumanie qu'en France après la Seconde Guerre mondiale, les écrits en faveur de la collaboration avec l'Allemagne nazie ou du fascisme ont fait l'objet d'une codification juridique utilisée dans les procès qui ont conduit à plusieurs condamnations à la peine de mort contre les journalistes et les écrivains (par exemple Robert Brasillach condamné à mort pour haute trahison et collaboration avec l'ennemi en 1945 ; voir aussi la loi d'amnistie de 1953 qui exclut les écrits de son aire d'action). Sur la construction sociale de la responsabilité de l'écrivain en France, voir Gisèle SAPIRO, *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011. Pour les procès des journalistes et écrivains coupables de « propagande fasciste-légionnaire » pendant la guerre, jugés et condamnés à mort sur la base de la loi n° 312/12 avril 1945 pour la découverte et la sanction de ceux coupables pour le désastre du pays et pour crimes de guerre, voir CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 323-325.

pénalement »¹. La mise en avant de cette soi-disant « liberté » de l'écrit face aux tourments de l'histoire s'accompagne chez l'intellectuel de l'invitation à la reconsidération du « contexte et des nuances » de l'engagement des écrivains comme « Ernst Jünger, Knut Hamsun, Céline, E. M. Cioran ou Mircea Eliade »². Regrettant la « campagne » de « chasse aux sorcières »³ dont ces intellectuels sont victimes dans le contexte de condamnation du fascisme après la Seconde Guerre mondiale, Manolescu plaide en faveur d'une relativisation de leurs ralliements politiques au nom de leur talent littéraire.

Prenant appui sur la déconnexion entre la responsabilité pénale et la responsabilité éthique de l'écrivain⁴, la méconnaissance de la première entraînant une absence de reconnaissance de la seconde, le critique confine l'artiste à la seule responsabilité esthétique.

Clamant le « droit à l'innocence »⁵ des auteurs qui ont fait la preuve de leur virtuosité stylistique, l'exigence d'une publicisation des options politiques demeure ainsi sans suite ici et l'autorité de l'œuvre suffit à réclamer l'impunité du créateur. Sans interroger les conséquences des ralliements au fascisme des écrivains, Nicolae Manolescu met ainsi en avant une forme dépolitisée de littérature⁶ qui enfermée dans sa condition esthétisante et anhistorique reste imperméable à son contexte de production. Si sous le communisme, cette formule avait combattu avec succès les ingérences du politique permettant de conserver la relative autonomie de ses produits⁷, elle sert à présent à prémunir la littérature contre l'échec moral du fascisme⁸.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ La formule donne le titre de l'article de Manolescu en roumain, Nicolae MANOLESCU, « Vânătoarea de vrăjitoare », art. cité.

⁴ On emprunte cette distinction à Gisèle SAPIRO, *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIX^e-XXI^e siècle)*, op. cit.

⁵ Anne SIMONIN, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration », art. cité, p. 123.

⁶ Comme l'explique Gisèle Sapiro, « plus on occupe une position dominante dans le champ plus on tend à universaliser les intérêts particuliers sous une forme dépolitisée (esthétique, art pour l'art) », Gisèle SAPIRO, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art. cité, p. 10.

⁷ Gina STOICIU, « Les intellectuels entre le pouvoir et la morale : le cas de la Roumanie » dans Nicolas PÉLISSIER, Alice MARRIÉ, François DESPRES (dir.), *La Roumanie contemporaine. Approches de la « transition »*, Paris, Harmattan, 1996, p. 63-64 ; Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 128-132 ; Sorin ALEXANDRESCU, « Une culture de l'interstice. La littérature roumaine d'après-guerre », *Les Temps Modernes*, n° 522, 1990, p. 138-139.

⁸ Il est intéressant de noter ainsi que dans l'œuvre littéraire de Mircea Eliade, Manolescu retient surtout le « chef-d'œuvre » *Maitreyi* [*La Nuit bengali*, Gallimard, Paris, 1979] (1933) au sujet exotique (l'action se passe

La rupture proclamée par Nicolae Manolescu entre le monde savant et le monde profane va pourtant au-delà du seul désencastrement de l'œuvre des écrivains légionnaires de l'empire politique puisqu'il proclame la supériorité du tribunal des lettres sur celui des hommes¹, permettant ainsi à la raison esthétique d'échapper à l'évaluation des « égarements » idéologiques. Plus que d'autonomie, il est donc bien question ici d'une possibilité d'intervention de la raison littéraire dans le monde social puisqu'elle permet d'effacer les fautes historiques des auteurs légionnaire.

Cette position élitaires d'un art capable de régler en fonction de ses propres nécessités et codes de fonctionnement celui de la politique et de la société est formulée par Nicolae Manolescu au moment même où sa candidature à la présidentielle vient d'être rejetée massivement. Cherchant la survie politique au sein du PNL, le critique trouve dans la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian l'occasion d'affirmer la prééminence d'un domaine où il est reconnu professionnellement par rapport à celui où il demeure encore un *outsider*.

En même temps, sa notoriété contribue fortement à l'inclusion des auteurs comme Mircea Eliade, E. M. Cioran ou Camil Petrescu dans le panthéon littéraire national après la chute du régime communiste.

L'évaluation de l'« art pour l'art ». Tout comme le précédent, ce deuxième type d'évaluation se fonde également sur la dissociation des critères d'appréciation esthétique et politique. Contrairement toutefois à la position esthétisante, cette évaluation se distingue par sa focalisation exclusive sur l'acte artistique en tant que plaisir qui s'organise selon des codes propres, libéré des rigueurs morales qui pèsent sur les choix politiques des auteurs. Sous cet angle, le jugement de goût ne transgresse jamais ici la sphère littéraire pour s'étendre à celle publique et le sort (pénal ou social) réservé aux écrivains fascistes (ou communistes) ne

en Inde) et les nouvelles fantastiques du cycle *La Țigănci* [Chez les Tziganes] (1963) ou *Pe strada Mântuleasa* (1968) [*Le vieil homme et l'officier*, Paris, Gallimard, 1968] qu'il considère comme la partie la plus résistante et la plus moderne de l'écrivain. Cette sélection fait l'impasse ainsi sur les romans « existentialistes » d'Eliade et notamment sur ceux où comme *Hulganii* [Les Hooligans] (1935), il met en scène un *credo* d'inspiration légionnaire, Nicolae MANOLESCU, *Arca lui Noe*, București, 100 + 1 Gramar, 1998, p. 457-479, *Istoria critică a literaturii române. 5 secole de literatură*, Pitești, Paralela 45, 2008, p. 866.

¹ Tout comme en France lorsqu'on clame un « droit à l'innocence » au nom des conquêtes esthétiques, Anne SIMONIN, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration », art. cité, p. 133 et p. 137.

constitue pas un objet digne d'intérêt. Se rapprochant pour beaucoup de la position des avant-gardes littéraires et artistiques telle qu'elle a été relevée par les travaux de sociologie des intellectuels, cette évaluation pose comme exigence l'autonomie de l'art qui « refuse l'héritage humaniste voulant que la littérature soit porteuse d'une morale positive »¹.

Formulée par Alexandru George, un critique et essayiste littéraire réputé², cette prise de position émane d'un *outsider* qui accède tardivement à la littérature. S'étant déroulée loin du *cursus honorum*, la trajectoire biographique d'Alexandru George est celle d'un autodidacte qui accède à notoriété à la faveur de la libéralisation des années 1960 et de la diversification des discours et des formules artistiques³.

Encadré n° 17 : Alexandru George (1930-2012) : un excentrique central⁴

Né en 1930 dans une famille d'entrepreneurs⁵ et de fonctionnaires à la Banque Nationale, Alexandru George suit des études secondaires dans la capitale et en province, à Târgoviște. En 1949 il s'inscrit à la Faculté de Philologie de Bucarest, mais il abandonne les études un an plus tard, en craignant son exclusion à cause de ses origines sociales (« pas saines »)⁶. Pendant près de vingt ans il fait des « petits boulots » : ouvrier non-qualifié à l'Entreprise Mécanique 2 de Bucarest, dessinateur et référent technique à l'Institut de Recherches Scientifiques en Constructions (1951-1955), techno-rédacteur à la revue *Metalurgia și construcții de mașini* [Métallurgie et constructions de voitures]. De 1959 à 1972, George est bibliothécaire à la Bibliothèque de l'Académie Roumaine. C'est à cette époque qu'à la faveur de la libéralisation, il fait ses débuts littéraires avec une prose courte dans la revue *Lucașfârul* (1969) et devient par la suite collaborateur de plusieurs publications littéraires importantes (*România literară*, *Viața românească*, *Convorbiri literare*, *Steaua*). À partir de 1970 il publie des volumes de nouvelles (*Simple întâmplări cu sensul la urmă*, (1970)), de critiques littéraires (*Marele Alpha*, (1971)), des recueils d'articles et d'essais (*Semne și repere*, (1971)) récompensés par l'USR (1971, 1982) ainsi que par l'Association des écrivains de Bucarest (1980)⁷.

À la différence des critiques littéraires de sa génération, Alexandru George est un autodidacte qui réussit à se construire une carrière en bouleversant les hiérarchies littéraires. De par le capital culturel hérité grâce à son environnement familial, il n'est pas un *outsider* totalement dépourvu de

¹ Gisèle SAPIRO, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », art. cité, p. 22.

² Iulian BOLDEA, « În jurul lui Alexandru George », *Vatra*, n° 11, 2009.

³ Lucia DRAGOMIR, « Les limites de l'espace littéraire roumain dans les années 1960-1970. Paul Goma et Alexandru Ivăsiuc : entre littérature et politique » dans Alexandra IONESCU, Odette TOMESCU-HATTE (dir.), *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, Paris, Harmattan, 2004, p. 58.

⁴ On emprunte le terme à Laurent JEANPIERRE, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », art. cité, p. 21.

⁵ Daniel CRISTEA-ENACHE, « “Nu discut cartea ci tratez subiectul ei”. Un interviu cu Al. George », *România literară*, 31 octobre 2003.

⁶ Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române E/K*, op. cit., p. 296.

⁷ Pour ces données se rapporter à Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române DBLR*, op. cit., p. 633.

ressources¹. Usant des armes polémiques acquises durant ses années d'études solitaires², il convertit son statut de marginal en originalité de l'analyse et réussit à percer au sein d'une profession relativement fermée dans un des rares moments d'ouverture sous le communisme. Alexandru George bénéficie alors des privilèges qui découlent de son nouveau statut de membre URSS, publie et voyage à l'étranger comme touriste mais surtout en tant que représentant de l'organisation (URSS, Tchécoslovaquie, Lettonie, Estonie, France, Italie, Allemagne, etc.)³. Parallèlement à ses écrits, il s'affirme également comme un important traducteur de littérature française (Voltaire, Anatole France, Émile Zola, les frères Goncourt, Jean Starobinski, Pierre-Joseph Proudhon, etc.)⁴. Après 1989, le critique réussit à conserver son prestige dans la branche si tant est que les prix littéraires accordés par l'URSS après la chute du communisme (1990, 1993, 1996) conservent leur capacité de consécration⁵.

Dans un long article publié au courant de l'année 1997, quelques mois après la publication du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, Alexandru George, fin connaisseur de l'histoire nationale et des ralliements au *légionnarisme* des membres de la Jeune génération qu'il ne manque de révéler, se présente comme un « esprit libéral, manqué d'exclusivisme » et animé par un « intérêt littéraire purement esthétique, non subordonné à des critères doctrinaires, idéologiques, politiques »⁶. Également sensible aux auteurs proches de la Garde de fer comme les poètes légionnaires Radu Gyr⁷ ou Horia Stamatu⁸, qu'aux

¹ En ce sens, Alexandru George se rapproche des « faux autodidactes » analysés par Claude POLLIAK, *La vocation d'autodidacte*, Paris, L'Harmattan, 1992.

² Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române E/K*, op. cit., p. 297.

³ *Ibid.*, p. 296.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române DBLR*, op. cit., p. 633.

⁵ Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române E/K*, op. cit., p. 296.

⁶ Alexandru GEORGE, « Repere pentru o discuție », *Adevărul literar și artistic*, n° 396, 1997.

⁷ Radu Demetrescu-Gyr (1905-1975) : poète, journaliste et membre marquant du Mouvement légionnaire, il est arrêté et condamné à plusieurs reprises pour son affiliation politique entre 1941 et 1956. Condamné à mort en 1956, sa peine est commuée en travail forcé à vie, mais il est finalement libéré en 1964. La période de détention lui inspire plusieurs volumes de poésies d'inspiration religieuse et légionnaire (*Poezii din închisori* (1982)), cf. fiches pénales de Radu-Gyr Demetrescu, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier Aiud, n° de série 8353, dossier 14/52, 15 juillet 1947 ; fiche pénale du pénitencier Aiud K94/52, n° de série 94/52, 33Z, 18 août 1952 ; fiche pénale de la Prison « C » (Direction Enquêtes Pénales), ministère des Affaires Internes, pénitencier Aiud K 97/60, n° de série 97/60, 19 juillet 1958, consultables également sur le site web de l'IICCMER à l'adresse suivante: <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/D/D%2002.%20Deac%20-%20Dinau/Demetrescu%20Radu%20Gyr%20S/>.

⁸ Horia Stamatu (1912-1989) : poète, essayiste et traducteur acquis à la cause du Mouvement légionnaire. Diplômé en Lettres et Philosophie, il est un poète reconnu (primé aux côtés d'Eugène Ionesco, d'E. M. Cioran et de Constantin Noica par la Fondation Royale pour la Littérature et l'Art en 1934) lorsqu'il rejoint le Mouvement légionnaire et devient collaborateur de plusieurs de ses publications (*Buna Vestire*, *Axa*) à partir de 1938. En 1941 il quitte la Roumanie pour l'Allemagne nazie, rejoint le gouvernement en exil de Horia Sima, le successeur de Corneliu Codreanu à la tête de la Garde de fer. À la fin de la guerre, il est jugé et condamné à la prison à vie en Roumanie. Il passe le reste de sa vie entre l'Allemagne, l'Espagne, la France et la Suisse, continuant de publier constamment dans les revues de l'exil roumain, Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române S/T*, București, Univers Enciclopedic, 2007, p. 352-353.

intellectuels et écrivains acquis à la cause du socialisme ou proches du Parti communiste comme le théoricien et critique littéraire Constantin Dobrogeanu Gherea¹ ou l'écrivain Zaharia Stancu², George plaide pour un « examen lucide » des œuvres artistiques, « épuré de tout préjugé » :

« L'absence d'exclusivité caractérise l'esprit libéral et, dans ses formes extrêmes, je l'ai expérimenté non sans une certaine contrariété, parfois seulement comme un spectacle amusant : j'admets que "la Marseillaise" est un hymne révolutionnaire génial, en dépit d'un texte que je trouve horrible. Je reconnais des qualités similaires aussi bien à l'Internationale qu'à l'hymne fasciste rythmé et dynamique "Giovinezza, Giovinezza !" comme je considère que le "Horst-Wessel Lied" des nazis (que nos légionnaires ont adopté et adapté) n'est pas une mélodie à jeter, ce que je dois également accorder au communiste "Hei rup !" une chanson très mobilisatrice. Enfin, j'admire (peu importe la contrariété qu'ils me produisent) les films de propagande bolchévique d'Eisenstein, mais j'ai été dans la même mesure troublé par le génial film de propagande nazie de Leni Riefensthal, sur l'Olympiade de Berlin de 1936, un chef-d'œuvre (...) de l'art expressionniste (...) allemand. Le problème de l'appréhension de l'objet artistique est pour un critique libéral un fait d'intelligence et, donc, de responsabilité personnelle, supposant un examen lucide autant que possible et épuré de toutes sortes de préjugés, et même des déductions d'un système. Cela signifie une démarche où le retour, la contradiction (contre toi-même et contre les autres), la révision de l'opinion courante (mais aussi de ta propre opinion) constitue la règle d'or. La critique se voit déplacée du domaine idéologique dans le domaine de l'opinion, du débat intérieur »³.

On voit comment dans la dispute autour du rapport entre l'œuvre et la biographie de l'auteur générée par les révélations de Mihail Sebastian, Alexandru George se place du côté

¹ Constantin Dobrogeanu Gherea (Solomon Katz, 1855-1920) : philosophe, critique littéraire et membre marquant du Parti Social-Démocrate Roumain, il est l'un des rares théoriciens du socialisme de Roumanie. Dans ses écrits, il plaide pour un « art à tendance sociale » et œuvre à l'introduction des idées marxistes dans la théorie littéraire, Mircea ZACIU (coord.), Marian PAPAHAĞI, Aurel SASU (en collaboration avec), *Scriitori români. Mic dicționar*, București, Editura științifică și enciclopedică, 1978, p. 188-191.

² Zaharia Stancu (1902-1974) : prosateur, poète et journaliste communiste, directeur de l'USR. Diplômé en Lettres et Philosophie (1932), Stancu travaille comme journaliste à de nombreuses publications de l'entre-deux-guerres. En 1943 il est enfermé par le régime Antonescu pour son « attitude antifasciste ». Après 1944 il milite au PCR, dont il devient membre en 1945 et il est nommé directeur du Théâtre National (1946-1952, 1958) puis de la Société des Écrivains Roumains et de l'USR (1948-1950, 1966-1974). Auteur de plusieurs romans représentatifs pour le réalisme-socialiste, il reçoit le Prix Herder (1971), Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române S/T, op. cit.*, p. 373-374.

³ Alexandru GEORGE, « Repere pentru o discuție », art. cité.

de l'œuvre. Déchargée de sa fonction sociale — celle d'absoudre l'artiste de ses responsabilités morale et pénale — elle fait ici l'objet d'un intérêt à part entière. À travers un mouvement contraire à la démarche de Nicolae Manolescu, George déplace ainsi l'accent de l'arène politique vers le raisonnement critique. Incitant à l'autoréflexivité, son rôle est de prémunir le lecteur contre ses propres tentations et affinités idéologiques et de garantir la « neutralité axiologique » d'un exercice pensé comme foncièrement gratuit.

Ainsi, pendant que chez Nicolae Manolescu la controverse autour du *Journal* ouvre la voie à l'affirmation de son droit à l'intervention dans la sphère publique au nom de sa compétence littéraire, chez Alexandru George elle devient par contre l'occasion de la réaffirmation de sa maîtrise professionnelle. La capacité à apprécier les œuvres des créateurs répréhensibles politiquement donne ainsi la mesure de son attachement à la pureté esthétique et de son désintéressement¹. Rare à une époque traversée par la remise en cause de la tradition esthétisante de par son incapacité à stimuler l'émergence d'une opposition politique efficace au communisme, ce *credo* professionnel², reste précieux durant la crise identitaire et la mutation des catégories esthétiques qui caractérisent les années 1990³.

Elle permet à Alexandru George de se poser en « gardien du temple », c'est-à-dire de la conservation des règles spécifiques du jeu littéraire, ce qui constitue en soi un profit symbolique significatif pour un autodidacte qui, ayant redoublé d'efforts pour atteindre la citadelle artistique⁴, a l'occasion d'attester par-là de son élection.

L'évaluation idéologisante. Aux antipodes des deux précédents types d'évaluation, l'évaluation idéologisante met en relation l'œuvre et l'engagement politique de l'auteur. Contrairement à Alexandru George et à son plaidoyer en faveur de la pureté artistique, S. Damian adopte une position ambivalente concernant l'appréciation des productions des écrivains fascistes. Faisant rentrer ses propres idiosyncrasies idéologiques dans l'exercice

¹ Le « désintéressement » est la forme spécifique d'intérêt du champ littéraire, Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art*, op. cit., p. 465. Voir aussi Pierre BOURDIEU, « Un acte désintéressé est-il possible » dans *Raisons pratiques*, op. cit., p. 160-161.

² Pratiquant ainsi une forme intensifiée, surinvestie, d'*illusio* comme croyance dans « la doxa qui anime le champ », Pierre BOURDIEU, *Méditations pascalienues*, Paris, Seuil, 1997, p. 132.

³ Sur la mutation des idéologies littéraires après 1989, voir Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc*, op. cit., p. 26-59 et p. 103-107 ; Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii : morfologii și traiectorii sociale*, op. cit., p. 287-303.

⁴ De par son autodidaxie, voir Pierre BOURDIEU, *Le Sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, p. 113.

critique, il remet en cause l'étanchéité des univers littéraire et politique et avec, la possibilité de leur séparation. En tant qu'ancien intellectuel organique au sein du Parti communiste, Damian semble plus à même qu'Alexandru George ou Nicolae Manolescu de prendre la mesure du conflit entre intérêts intellectuels et intérêts politiques auquel ses fonctions passées l'ont exposé¹.

Revenant sur son passé personnel marqué par la disparition d'une partie de sa famille en Transnistrie et à Auschwitz, Damian confesse qu'il n'est pas capable de « goûter de façon neutre la vivacité des appels à l'atrocité des chants nazis »² bien qu'il lui arrive de « distinguer avec une antenne esthétique » précise « la consistance de la création de Céline, d'Ezra Pound ou de Knut Hamsun »³.

Encadré n° 18 : S. Damian (1930-2012) : les conversions d'un intellectuel organique

Né en 1930 à Alba Iulia, en Transylvanie, dans une famille de fonctionnaires juifs, S. Damian (de son vrai nom Samuel Druckmann) poursuit des études secondaires à Bucarest avant d'intégrer l'École de littérature « Mihai Eminescu » (1950-1955)⁴. Créée sur le modèle de l'Institut « Maxim Gorki » de l'Union des écrivains soviétiques, cette école est destinée à former les étudiants aux principes du réalisme-socialisme avant qu'ils n'intègrent les institutions culturelles du régime⁵. Si l'école échoue à assurer une notoriété à la plupart de ses recrues, elle leur offre en échange des débouchés professionnels et, en plus, la possibilité de s'installer dans la capitale lorsqu'ils sont originaires de province⁶. C'est le cas de S. Damian qui, à la fin des études, devient rédacteur des principales revues littéraires de Bucarest telles *Contemporanul* (1951-1954) *Gazeta literară* (1954-1970), *România literară* (1970-1973) ou *Lucaefărul* (1973-1974). Durant les années 1950-1960, il s'affirme comme un observateur subtil bien que dogmatique de la vie littéraire, attaché aux principes du réalisme-socialiste en vogue à l'époque⁷. Cependant, dans le nouveau contexte culturel créé avec la libéralisation du régime à la fin des années 1960 qui ouvre la « la gamme des rapports » au PCR, « de l'orthodoxie à la contestation »⁸ S. Damian se départit de ses premières convictions aussi bien politiques qu'artistiques⁹. Il obtient un diplôme de Philologie à l'Université de Bucarest (1972) et en 1976 quitte la Roumanie pour l'Allemagne de l'Ouest où il travaille

¹ Une réflexion approfondie sur ce conflit à partir du cas des intellectuels communistes français est menée dans Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance en politique*, op. cit., p. 15.

² Simion DAMIAN, « Sub aceeași umbrelă », 22, n° 16, 21-27 avril 1998.

³ *Ibid.*

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române DBLR*, op. cit., p. 444.

⁵ Sur l'École « Mihail Eminescu » voir Lucia DRAGOMIR, « Școala de literatură și critică literară "Mihai Eminescu" » dans Mihai Dinu GHEORGHIU, Mihăiță LUPU (coord.), *Mobilitatea elitelor în România secolului XX*, op. cit., p. 232-248.

⁶ Ioana MACREA-TOMA, *Privileghiul. Instituții literare în comunismul românesc*, op. cit., p. 139-140.

⁷ Cristian SANDACHE, *Literatură și propagandă în România lui Gheorghiu-Dej*, București, Mica Valahie, 2011, p. 143-150.

⁸ Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance en politique*, op. cit., p. 9-11.

⁹ Alexandru SÂNDULESCU, « Un analist și un evocator: S. Damian », *România literară*, n° 34, 2003.

comme conférencier en Langue et littérature roumaine au Séminaire de romanistique de l'Université de Heidelberg (1976-1995)¹. En parallèle, le critique continue de publier dans les revues culturelles de la diaspora roumaine, notamment dans *Dialog* de Dietzenbach².

Rompant avec ses convictions marxistes, il invite de nombreux écrivains roumains pour donner des conférences à Heidelberg, y compris parmi les plus contestataires (Ana Blandiana, Gabriela Adameşteanu, Mircea Dinescu)³. C'est par ce biais qu'en 1989, Damian est invité à intégrer des associations comme le GDS ou l'AC qui militent pour la « décommunisation » de la société roumaine et à publier dans la revue 22. Aux élections de 1996, l'écrivain soutient la CDR⁴. Auteur de plusieurs livres polémiques⁵ et articles, il rediscute la place des grandes figures intellectuelles dans la culture roumaine (E. M. Cioran, Mircea Eliade) et universelle (Céline, Knut Hamsun, Pablo Neruda, Gabriel Garcia Marquez) et milite en faveur d'une recontextualisation de leurs engagements politiques.

Aussi, selon S. Damian, l'œuvre et l'auteur entretiennent un rapport étroit si bien que par un effet de « contagion idéologique », l'engagement du second détermine celui de la première⁶. Ne concevant pas la possibilité d'une parfaite autonomie littéraire, la création reste pour Damian le miroir fidèle des aventures politiques du créateur. Mais une fois dépassé le « moment critique » de l'adhésion, note-t-il, l'œuvre a la capacité de retrouver toute sa force artistique. Attentif à l'historicité des conversions politiques de l'auteur, S. Damian estime qu'elle impacte l'évolution esthétique de l'œuvre. Dès lors, le désengagement de l'écrivain signifie le désengagement de l'œuvre qui peut, sous certaines conditions, recouvrer son autonomie, n'étant pas condamnée à servir à jamais la cause politique de l'auteur. Donnant pour exemple E. M. Cioran et Mircea Eliade après leur départ à Paris respectivement en 1937 et en 1945, Damian rappelle leur inscription sur une « voie rationaliste et humaniste, qui plaide pour la tolérance et la démocratie »⁷.

Le point de vue nuancé à l'égard des ralliements politiques des intellectuels milite ici pour une compréhension des « égarements » idéologiques des auteurs plutôt qu'en faveur de la préservation de leurs œuvres. Cette façon particulière de s'attaquer à la question des rapports entre l'art et la biographie de l'artiste est, à l'évidence, non sans lien avec l'histoire

¹ Ion SIMUȚ, « Cronologia exilului literar postbelic (II) », *România literară*, n° 24, 2008.

² Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române DBLR, op. cit.*, p. 444.

³ Gelu IONESCU, « S. Damian la 70 de ani », *România literară*, n° 27, 2000.

⁴ Rodica PALADE, « In memoriam: Sami », 22, 14-20 août 2012.

⁵ S. DAMIAN, *Scufița roșie nu mai merge în pădure*, București, Seara, 1994, *Replici din burta lupului*, București, Du Style, 1997.

⁶ L'engagement de l'œuvre c'est bien le propre des intellectuels qui, comme S. Damian, ne sont pas parvenus à la reconnaissance, Benoît LAMBERT, Frédérique MATONTI, « Présentation », art. cité, p. 5.

⁷ S. DAMIAN, « Pe un grafic în mișcare », *România literară*, n° 30, 2004.

personnelle de S. Damian et plus particulièrement avec ses efforts après la « Révolution » pour rétablir sa crédibilité professionnelle et politique en tant qu'intellectuel anticommuniste. Se voyant reprocher de manière récurrente son passé de militant PCR, qui altérerait selon Alexandru George, son objectivité analytique¹ surtout lorsqu'il s'agit des écrivains fascistes, l'intervention de Damian peut être lue comme une défense médiée de son acuité critique et une invitation à la contextualisation voire à la relativisation de ses propres allégeances passées.

L'art et la politique entretiennent ainsi chez S. Damian un rapport inversé en comparaison des défenseurs de la « pureté » formelle. Perméable aux influences externes, l'art est le *reflet* des tribulations idéologiques des auteurs et ne doit son salut qu'à leur caractère inconstant, à leur intensité variable, à leurs effets éphémères. La valeur de l'œuvre est fonction chez Damian, de la relativité de l'engagement politique.

L'évaluation politique. Proche du cas de figure précédent, ce quatrième type d'évaluation va plus loin et considère l'œuvre comme *durablement* et *profondément* imprégnée par les croyances idéologiques de l'auteur. Tout comme l'évaluation idéologisante, ce type d'appréciation penche du côté politique et envisage le rapport établi entre la création (artistique ou scientifique) et l'engagement du créateur comme d'une étroite et inexpugnable complicité. Mais à la différence de la position de S. Damian, ce quatrième type d'évaluation n'accorde aucun crédit à l'idée d'historicité de l'engagement, si bien que l'œuvre reste captive à jamais des affinités idéologiques de l'auteur.

Introduite en Roumanie par Alexandra Laignel-Lavastine, philosophe et journaliste française spécialiste de l'histoire des idées et des intellectuels est-européens, cette perspective sur la relation entre l'œuvre et l'engagement politique s'appuie sur les travaux de l'historien des religions Daniel Dubuisson² sur l'œuvre et la pensée de Mircea Eliade³.

¹ Alexandru GEORGE, « Repere pentru o discuție », art. cité.

² Daniel DUBUISSON, *Mythologies du XX^e siècle : Dumézil, Lévi-Strauss, Eliade*, Lille, Presses Universitaires de Lille, 1993, *Impostures et pseudoscience. L'œuvre de Mircea Eliade*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005.

³ Daniel DUBUISSON, « Métaphysique et politique. L'Ontologie antisémite de Mircea Eliade », art. cité.

Encadré n° 19 : Alexandra Laignel-Lavastine (1966-) : la philosophe engagée

Née en 1966, à Paris, Alexandra Laignel-Lavastine est diplômée en Philosophie à l'Université Paris-Sorbonne IV. Journaliste dans les années 1980 pour la revue *L'Alternative* qui milite pour les droits et les libertés démocratiques en Europe de l'Est, elle intègre les réseaux des intellectuels dissidents d'Europe Centrale et Orientale réfugiés dans les années 1970 en France. Correspondante à Bucarest après la chute du régime communiste, Lavastine se spécialise dans l'histoire (notamment intellectuelle) de la région et en 1996 soutient une thèse de doctorat sur l'œuvre et la trajectoire idéologique du philosophe roumain Constantin Noica, membre de la Jeune génération, ancien légionnaire et maître à penser de plusieurs figures proéminentes d'intellectuels publics¹. Lorsqu'éclate la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian en 1997, la philosophe est déjà familiarisée avec l'histoire de l'entre-deux-guerres en Roumanie et connaît les détails de l'implication des intellectuels avec la Garde de fer. Sa participation à partir de 1997-1998 aux débats autour du passé « fasciste » de la Roumanie dans le journal *Le Monde* dont elle est une collaboratrice de longue date, se légitime de cette expertise rare sur un pays plutôt méconnu en France.

La participation à la controverse autour du *Journal* lui inspire d'ailleurs l'un de ses livres les plus connus, à savoir, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'Oubli du fascisme*². Publié à Paris en 2002 et traduit en roumain deux ans plus tard³, l'ouvrage revient amplement sur les destins croisés de ces trois figures poursuivies tout au long d'un demi-siècle entre leur jeunesse roumaine dans les années 1920-1930 jusqu'à leur consécration sur la scène académique et littéraire internationale. Si en France, le livre est reçu comme une révélation, en Roumanie ses thèses controversées restent sujettes à de fortes contestations et l'intellectuelle est accusée de « plagiat » (voir chapitre 6).

En analysant les écrits scientifiques du savant, Daniel Dubuisson y décèle des points communs avec ses engagements politiques passés et plus profondément, une conception du monde qui perpétue au-delà de ses articles militants de jeunesse, une idéologie fascisante :

« L'histoire des religions ne ressemble jamais tout à fait aux autres sciences humaines. La complexité et parfois même l'étrangeté des faits qu'elle étudie, l'imparfaite et sans doute l'impossible laïcisation de tous les problèmes qui se posent à elle, les résonances profondes, "métaphysiques" de certaines de ses interrogations et les interprétations cruciales que celles-ci entraînent à leur suite favorisent inévitablement la composition d'œuvres ambiguës, qui, sous le couvert de son nom et de son autorité scientifique se livrent sans retenue à l'apologie de thèses bizarres et partisans. C'est ainsi que dans un premier examen de l'œuvre d'Eliade, j'ai à deux ou trois reprises signalé qu'à côté de son ontologie d'inspiration païenne, de ses nostalgies archaïsantes pour une société agraire et de ses relents antisémites, cette œuvre manifestait une troublante sympathie pour les mouvements

¹ La thèse s'intitule la « Philosophie nationaliste roumaine : une figure emblématique : Constantin Noica (1909-1987) », cf. <http://www.theses.fr/1995PA040187>. En roumain, Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit.

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'Oubli du fascisme*, op. cit.

³ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, op. cit.

occultes, les mystères, les gnoses et les sociétés initiatiques, ainsi que pour les individus (tel René Guénon) qui se réclamaient des traditions secrètes, invariablement réservées à un petit nombre d'élus quand ils ne soutenaient pas ouvertement en plus des idéaux de type fasciste ou national-socialiste (comme Julius Evola)»¹.

Citée par Lavastine dans son livre sur *l'Oubli du fascisme* chez E. M. Cioran, Mircea Eliade et Eugène Ionesco², cette analyse est à la base d'une conclusion bien moins nuancée :

« Même si l'œuvre de l'historien des religions trouve encore à présent un nombre d'exégètes qui considèrent que ce n'est pas une bonne méthode de rechercher des correspondances et des continuités entre la partie politique et la partie philosophique de son œuvre, ce refus a priori a été contesté les dernières années par un nombre de plus en plus important d'universitaires de la même discipline. Le passage en revue de ses écrits idéologiques (...) nous semble confirmer pleinement l'hypothèse d'une cohésion interne de l'univers politique de Mircea Eliade : la comparaison des deux corpus montre, sans aucun doute, qu'Eliade a transposé pleinement dans cette figure de l'*homo religiosus* qu'il a construit, une Weltanschauung mystique, élitiste, violente et antisémite ouvertement affirmée durant les deux décennies de sa carrière »³.

Les écrits d'E. M. Cioran sont envisagés selon une même méthodologie de lecture :

« Dans quelle mesure existe un réel dépassement réalisé par Cioran l'écrivain français, des stéréotypes juifs des années 1930 ? Cette question est réellement plus centrale que celle, trop étroite de savoir s'il est ou non antisémite, ou s'il est resté antisémite. Or, il y a un point qui nous oblige de nous rendre à l'évidence : entre la période roumaine et la période française, le conglomerat judéophobe d'avant-guerre, non sans cohérence interne, se montre extraordinairement résistant, même intouchable. Pour reprendre la formule utilisée par Nietzsche à l'égard de l'association avec Wagner, le jeune Cioran "a résidé dans la zone infectée". Mais est-ce qu'il a réussi à en sortir ? Rares sont les représentations du chapitre IV de la *Transfiguration de la Roumanie*⁴ que Cioran, l'écrivain français, ne garde intactes. Les clichés judéophobes semblent si intégrés dans son économie psychique dans sa vision du monde que jamais ne lui traverse l'esprit après 1945 l'éventualité que le "Juif" pourrait être seulement un individu et non la personnification d'un "esprit" (...) »⁵.

¹ Daniel DUBUISSON, « L'ésotérisme fascisant de Mircea Eliade », art. cité, p. 42.

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului, op. cit.*, p. 247.

³ *Ibid.*, p. 537-538.

⁴ E. M. CIORAN, *Schimbarea la față a României*, București, 1936, *Transfiguration de la Roumanie*, Paris, L'Herne, 2009.

⁵ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului, op. cit.*, p. 520-521.

Si elle semble trouver son inspiration dans les études consacrées par Pierre Bourdieu à *L'Ontologie politique de Martin Heidegger*¹, Lavastine en fait une lecture partielle. Car lorsque le sociologue conclut à une relation entre l'œuvre philosophique de Heidegger et ses croyances politiques c'est à partir d'une enquête exhaustive de ses prises de positions aussi bien intellectuelles qu'idéologiques. Cette relation repose selon Bourdieu sur un rapport d'*homologie* entre le champ de production symbolique considéré (ici celui de la philosophie) et le champ politique reconstitués à travers un examen de l'ensemble prises de position exprimées à un moment donné². Ce rapport spécifique signifie qu'en tenant compte des relations entretenues au sein de chaque champ de production par les différents types de discours existants on peut établir des correspondances entre une certaine position politique particulière et une conception philosophique. Cette correspondance ne s'établit pas mécaniquement mais à travers une opération de *médiation*, c'est-à-dire d'euphémisation où les mots, les formules et les raisonnements du sens commun subissent une transformation, une traduction en plan philosophique selon des règles, des codes, des concepts spécifiques, autrement dit, selon une logique (et une histoire des catégories philosophiques) qui doit être envisagée comme relativement autonome et non-assimilable à celle qui régit la production idéologique au sein du champ politique³.

Bien qu'elle cite Pierre Bourdieu dans sa bibliographie générale, Lavastine ne s'inscrit pas dans son sillage et se contente de traquer des traces d'antisémitisme dans l'œuvre de Mircea Eliade ou d'E. M. Cioran. Affirmant l'existence d'un lien indestructible entre les croyances idéologiques de « jeunesse » et les positions scientifiques de « maturité », Alexandra Laignel-Lavastine travaille avec une conception figée tant de l'engagement que de la pensée philosophique ou scientifique.

Attachée à la critique du fascisme, cette interprétation se rattache à un espace intellectuel qui, depuis l'affaire Dreyfus⁴, s'est construit en partie autour de sa dénonciation⁵.

¹ Pierre BOURDIEU, « L'ontologie politique de Martin Heidegger », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n°s 5-6, Novembre 1975, *L'Ontologie politique de Martin Heidegger*, Paris, Minuit, 1988.

² Pierre BOURDIEU, « L'ontologie politique de Martin Heidegger », *Actes de la recherche en sciences sociales*, art. cité, p. 141.

³ *Ibid.*, 139-140.

⁴ Christophe CHARLE, *La naissance des « intellectuels » 1880-1900*, *op. cit.*, p. 197.

⁵ Enzo TRAVERSO, « Les intellectuels et l'antifascisme. Pour une historisation critique », *Lignes*, n° 34, 2/1998, p. 121-125.

En revanche, comme déjà rappelé, l'espace intellectuel roumain suit une toute autre trajectoire qui a peu en commun avec la critique des pouvoirs publics au nom des valeurs universelles de « vérité », de « justice » ou de « solidarité ». Les logiques locales de production d'un capital intellectuel spécifique favorisent davantage la reconnaissance internationale comme ingrédient d'une notoriété sociale. Ainsi, l'espace intellectuel roumain a longtemps résisté à l'idée de responsabilité sociale des clercs ou à celle de complicité avec le « fascisme »¹ dans les conditions où leur principale mission a été la construction de la nation dans une ambiance d'impunité du verbe².

Aussi, si pour des *gatekeepers* comme Nicolae Manolescu qui se sont construits leur carrière sous l'ancien régime sur l'affirmation de la relative autonomie de la littérature, la conservation de la croyance dans la capacité des œuvres à transcender les appartenances politiques est consubstantielle à leur survie professionnelle, ce n'est pas le cas des autres parmi ses interlocuteurs. Le cas de figure le plus éloigné est représenté par Alexandra Laignel-Lavastine qui, évoluant dans un espace régi par d'autres lois et principes, ne trouve ni intérêt ni motivation à travailler à l'homologation de l'œuvre des intellectuels légionnaires. En revanche, l'attention portée à leurs engagements politiques, s'avère plus payante puisqu'elle lui permet de confirmer son statut d'exégète de l'espace roumain tout en restant cohérente avec les valeurs du champ intellectuel français.

*

Rappelant par certains aspects les mobilisations autour des écrivains collaborateurs en France aux lendemains de la guerre³ et notamment la gestion publique de l'antisémitisme de Céline⁴, voire plus récemment l'« affaire Millet »⁵, les stratégies déployées par les intellectuels roumains pour déculpabiliser voire responsabiliser les écrivains légionnaires durant la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian s'organisent manifestement selon l'opposition valeur esthétique/responsabilité éthique. Les prises de position exposées

¹ George VOICU, « L'attitude des intellectuels roumains face à la Shoah et à sa mémoire dans la Roumanie post-communiste », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 194, 2001/1, p. 591.

² Marius LAZĂR, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, *op. cit.*

³ Anne SIMONIN, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration », art. cité.

⁴ Évelyne PIEILLER, « Céline mis à nu par ses admirateurs, même », art. cité, p. 147-160.

⁵ Thierry DISCEPOLO, « À l'abri de la religion littéraire française. L'« affaire Millet » comme erreur d'ajustement d'un consensus hégémonique apolitique », *Agone*, n° 54, 2014/2, p. 161-184.

combinent à différents degrés ces deux variables et leur examen montre qu'au-delà de la reconstitution du canon culturel, ce qui est en jeu finalement c'est le pouvoir de sélection de ceux qui agissent au nom de la littérature et souhaitent conserver leurs places de « clergé littéraire »¹. Concurrencés après 1989 par de nouveaux arrivants d'autres horizons culturels, ils craignent de voir pencher la balance du côté de la condamnation de l'engagement. C'est pourquoi la radicalisation des combats autour de l'« absorption artistique »² de la Jeune génération passe par une politisation du témoignage de Mihail Sebastian.

2. À la réception politique...

Sur un fond de confusion générale et de mélange des registres (politique, moral, esthétique) on lit tout d'abord ce changement de perspective dans la propension de plusieurs commentateurs à exposer les qualités littéraires de l'écriture de Sebastian dans un rapport d'interdépendance avec ses qualités morales. Les observations sur la précision de sa notation littéraire s'entremêlent ainsi aux qualificatifs concernant l'« humanité »³, la « sensibilité »⁴, la « lucidité »⁵, la « clairvoyance »⁶, la « probité »⁷ de l'écrivain. Les registres esthétique et moral⁸ se trouvent brouillés au point de devenir parfois indiscernables⁹. Le procédé par

¹ *Ibid.*, p. 161 et p. 169.

² *Ibid.*, p. 161.

³ Roxana SORESCU, « “Look in my face: my name is might-have-been” », art. cité ; Tia ȘERBĂNESCU, « Steaua cu două nume: Mihail Sebastian », *Cotidianul*, 14 février 1997.

⁴ Tia ȘERBĂNESCU, « Steaua cu două nume : Mihail Sebastian », art. cité ; Florin ARDELEAN, « Defectul de imagine », *Familia*, n° 3, 1997 ; Virgil DUDA, « Jurnalul lui Mihail Sebastian », *Ultima oră*, 14 février 1997.

⁵ Liviu ANTONESCU, « Jurnalul lui Sebastian », *Timpul*, n° 2 (43), février 1997 ; Mircea MIHĂIEȘ, « Între fronturi », art. cité ; Florin MIHĂILESCU, « Procesul unei generații », *Steaua*, Cluj, n°s 4-5-6 (587-588-589), 1997 reproduit dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, *op. cit.*, p. 111.

⁶ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « La “rhinocérisation” d'Eliade, de Cioran et de quelques autres... », art. cité.

⁷ Gabriela OMĂT, « Un resentimentar paradoxal » dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, *op. cit.*, p.118.

⁸ La « moralité » de Mihail Sebastian est un point très discuté par de nombreux critiques qui apportent même des « preuves » dans ce sens : Gabriela OMĂT, « Un resentimentar paradoxal » dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, *op. cit.*, p. 121 ; George PRUTEANU, « Martiriul unui Sebastian », art. cité, « Nae Ionescu – Mihail Sebastian : o influență decisivă », art. cité ; Dan MĂNUCĂ, « Jurnalul de scriitor », art. cité.

⁹ Valeriu CRISTEA, « “Din aceeași familie” », art. cité ; Mihai ZAMFIR, « Jurnal », *România literară*, n° 16, 23 avril 1997.

lequel le jugement porté sur l'œuvre s'étend à la personne de l'auteur est ainsi utilisé régulièrement dans la controverse autour du *Journal (1935-1944)*.

De là à la question de son affiliation politique, il n'y a qu'un pas. Franchi avec les interrogations qui entourent l'attitude de Sebastian devant l'arrivée des chars de l'Armée rouge à Bucarest en août 1944, cette question se transforme rapidement en chef d'accusation contre l'écrivain. En citant des longues notations tirées de son *Journal (1935-1944)* certains commentateurs y décèlent les signes avant-coureurs de sa future conversion au communisme :

« Il a commencé à se tromper seulement au moment où, après la victoire, à l'automne 1944, il a adopté une attitude optimiste, en commençant à ne pas voir l'évidence et à trouver des excuses et des explications pour ce que les autres voyaient être la future tragédie du pays. C'est le final du journal de Sebastian qui a indisposé beaucoup de commentateurs ; les pillages de l'armée soviétique, son aspect lamentable, la réduction à zéro des libertés passent presque inaperçues et pour tous ceux qui l'entourent ce sont des sinistres prémonitions. Le renversement de la situation est complet, et ayant à opter, l'écrivain le fait à l'encontre de son ami Vișoianu¹ et en faveur d'un plus frais, Pătrășcanu². Le premier dirigera la lutte désespérée de la Roumanie contre l'assujettissement russe, *recta* communiste ; l'autre va mettre en place les Tribunaux révolutionnaires, va "épurer" la magistrature, va supprimer la justice... Au regret de tous ses admirateurs Sebastian (...) a suivi Pătrășcanu. Il n'y pas de doute à cet égard, même si son journal

¹ Constantin Vișoianu (1897-1994) : avocat, homme politique et diplomate. Après des études à l'Université de Bucarest et un Doctorat en Droit à Paris, il revient en Roumanie et intègre le barreau dès 1926. Membre de la Commission d'Arbitrage de Paris (1926-1929) et représentant de la Roumanie auprès de la Société des Nations, Vișoianu est nommé ministre des Affaires Étrangères (1944-1945), dans les premiers gouvernements de transition après le renversement d'Ion Antonescu et joue un rôle de première importance dans la négociation de l'Armistice de Paix. En 1946, il quitte la Roumanie pour les États-Unis. Le régime communiste le condamne par contumace à 15 ans de travail forcé.

² Lucrețiu Pătrășcanu (1900-1954) : avocat, théoricien marxiste, l'un des leaders communistes les plus importants au début du régime. Membre du PCR depuis 1919, Pătrășcanu a participé entre 1922 et 1928 aux Congrès du Komintern, étant plusieurs fois arrêté par les autorités pour activités politiques illégales. Il a joué une part active dans le complot pour le renversement d'Ion Antonescu en août 1944 ainsi que dans la signature du Traité de Paix de Paris. Ministre de la Justice, en 1948 il est victime des luttes pour le pouvoir au sommet du Parti, est arrêté, emprisonné et exécuté pour « trahison » en 1954, après un procès qui dure six ans au long duquel il a refusé d'avouer sa « trahison », cf. la notice biographique sur le site web de l'IICCMER, <https://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/fise-matricole-penale-personalitati/>. Pour une reconstitution minutieuse de son procès et de sa trajectoire biographique, voir Lavinia BETEA, *Lucrețiu Pătrășcanu. Moartea unui lider comunist*, București, Curtea Veche, 2011.

n'enregistre pas les faits, la dernière partie de sa vie étant absente de l'actuelle version »¹.

Cette casuistique est nourrie d'abord par la proximité (réelle) de l'écrivain avec certains leaders du petit Parti communiste de l'époque et sa participation à plusieurs rencontres secrètes où l'on planifie le renversement d'Ion Antonescu et la signature de l'armistice avec les Alliés². Ensuite, par l'enthousiasme et l'indulgence de l'écrivain devant les débordements des soldats soviétiques qui déferlent dans les rues de la capitale libérée, captés dans quelques pages à la fin de son *Journal* :

« Vendredi, 1^{er} septembre 1944.

L'incompréhension, la peur, la perplexité. Des soldats russes qui violent les femmes (Dina Cocea me l'a raconté hier). Des soldats qui arrêtent les voitures dans la rue, font descendre le conducteur et les passagers, prennent le volant et disparaissent. Des magasins pillés. Cet après-midi, ils ont fait irruption à trois chez Zaharia, ils ont fouillé dans le coffre-fort et se sont emparés des montres. (La montre est leur jouet préféré). *Je ne peux pas prendre trop au tragique ces incidents ou ces accidents. Je les trouve normaux. Et même légitimes.* Il ne serait pas juste que la Roumanie s'en tire trop facilement. Au fond, ce Bucarest opulent, insouciant, frivole représente une provocation pour une armée qui arrive d'un pays dévasté.

Vendredi, 8 septembre 1944.

Hier, au cinéma, un film sur la guerre en Ukraine. Une horreur insurmontable. Au-delà des mots, au-delà des gestes. Ces soldats russes qui parcourent les rues de Bucarest, avec leur sourire d'enfant et leur cordiale muflerie, sont des anges. Où trouvent-ils la force de ne pas mettre le feu partout, de ne pas tuer, de ne pas piller, de ne pas transformer en cendres cette ville où habitent les mères, les épouses, les maîtresses de ceux qui ont assassiné, incendié, détruit leur pays ?

Seule l'extermination totale de l'Allemagne pourrait racheter — sur une balance idéale de la Justice — tout, ou du moins une partie de ce qui s'est passé »³.

¹ Alexandru GEORGE, « Suferințele tânărului Hechter II », art. cité. Voir aussi Gabriel DIMISIANU, « Cum ar fi evoluat Sebastian ? », *Ramuri*, n° 9, 1997.

² Notamment avec Lucrețiu Pătrășcanu, Constantin Vișoianu, Lena Constante, Hari Brauner et Herant Torosian avec lesquels il participe à une expédition « conspiratrice » à la montagne en décembre 1944, Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 532-533 et p. 554-555.

³ *Ibid.*, p. 539-540.

Un argument supplémentaire pour l'affinité supposée avec le communisme de Mihail Sebastian est sa participation à la rédaction du Manifeste du Bloc National Démocrate, une alliance de partis dominée par le PCR créée le 20 juin 1944 avec l'intention de sortir la Roumanie de la guerre. Le document paraît dans *România liberă*, l'organe des communistes. L'expérience de Sebastian dans la rédaction du journal se limite à celle de « scribe » et non pas d'auteur¹, et elle est de courte durée puisqu'accablé par le dogmatisme idéologique de certains camarades, l'écrivain démissionne dès août 1944 :

« Mercredi, 30 août 1944.

Je suis content que mon expérience à *România liberă* se soit vite terminée, avant que je n'y engage ma signature. Je n'aurais pas pu travailler sous un régime de comités secrets. L'imbécilité endoctrinée est plus difficile à supporter que l'imbécilité tout court. Pătrășcanu m'attirait par ce qu'il a d'humain. (...) En trois jours, après l'invasion de Graur² et de sa bande, j'ai compris que j'entraîrais dans une rédaction terrorisée par le conformisme. Non, non. Je préfère encore écrire du théâtre »³.

Considérées comme des erreurs d'appréciation par certains participants aux débats, ces notes qui démontrent tout au plus le « pro-soviétisme » de l'écrivain à la fin de la guerre, deviennent autant de pièces dans le réquisitoire du futur « communiste » Sebastian.

À cela s'ajoute le « silence » du *Journal (1935-1944)* entre le 17 juin 1940 (capitulation de la France) et le 1^{er} janvier 1941. Étant donné que plusieurs événements importants pour le sort de la Roumanie ont lieu durant cet intervalle temporel, l'écrivain est

¹ La distinction entre « scribe » et « auteur » signifie que la participation de Mihai Sebastian aux articles publiés se limite ici à ses compétences rédactionnelles, n'ayant pas de contribution spécifique à leur conception. Celle-ci suit à l'évidence la ligne idéologique du parti, et la paternité des textes publiés n'appartient pas à l'écrivain. Voir à cet égard, la démonstration documentée de Mihai IOVĂNEL, *Mihail Sebastian, evreul improbabil*, op. cit., p. 251-252.

² Alexandru Graur (1900-1988) : linguiste roumain d'origine juive proche du régime communiste. Après avoir obtenu une licence à l'EPHE (1928) et un doctorat en linguistique à la Sorbonne, Graur revient en Roumanie et devient professeur de langue latine dans le secondaire. En 1940 il est exclu de l'enseignement en raison des lois raciales et devient directeur du Lycée juif de Bucarest (1941-1944). Après la guerre il est nommé professeur à la Chaire de Philologie classique de l'Université de Bucarest, qu'il dirige jusqu'en 1964. Entre 1954 et 1956 il est Doyen de la Faculté de Philologie. Ensuite, il occupe un poste au sein de la Chaire de linguistique nouvellement créée. À partir de 1955, Alexandru Graur est élu membre titulaire à l'Académie Roumaine et directeur des éditions de l'Académie jusqu'en 1974, cf. notice biographique sur le site des Éditions Humanitas, <http://www.humanitas.ro/alexandru-graur>.

³ Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, op. cit., p. 535-536.

accusé d'absence de patriotisme ou encore de consentement à l'occupation soviétique et hongroise des territoires roumains à l'été 1940. L'interruption du manuscrit durant cette période cruciale pour l'histoire nationale est même associée à l'espoir (imaginé) qu'intégrés à l'URSS, les Juifs de Bessarabie seront plus protégés¹.

D'autres participants au débat, tels l'écrivaine Ioana Pârvulescu, doutent pourtant de l'éventualité d'une future collaboration de Mihail Sebastian avec le régime installé au pouvoir en 1947². Mobilisant d'autres extraits du *Journal (1935-1944)*, ils invoquent la « lucidité »³ de l'écrivain devant les « signaux » indiquant l'instauration d'un nouvel ordre autoritaire en Roumanie après le 23 août 1944 :

« Samedi, 16 septembre, 1944.

Il y a des combines, des simulacres, des impostures. Il y a Victor Eftimiu⁴, éternellement sans vergogne, de mauvais goût, vulgaire. Il y a le jeune Macovescu⁵, jacobin, féroce, lui qui se prélassait sous les Allemands. Il y a Graur, obtus, funèbre et triomphant. Il y a mille incidents ou circonstances qui vous offensent. Il y a un conformisme effarant, nouveau comme orientation, ancien comme structure psychologique »⁶.

Ainsi, plusieurs intervenants dans le débat s'opposent à la thèse de son adhésion future au communisme⁷. Ils participent inversement à la fabrication d'un destin exemplaire,

¹ Vasile POPOVICI, « Evreitatea mea », art. cité.

² Une présentation détaillée des arguments pro ou contre la conversion au communisme de Mihail Sebastian sur la base des extraits de son *Journal* se trouve chez Ioana PÂRVULESCU, « “Je est un autre” », *România literară*, n° 10, 13 mars 2002.

³ Leon VOLOVICI, « Prefață » dans Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 11.

⁴ Victor Eftimiu (1889 -1972) : dramaturge, poète et prosateur. Après des études secondaires à Bucarest et des voyages dans plusieurs capitales européennes (Vienne, Paris, Budapest), Eftimiu devient l'auteur de théâtre le plus joué de son temps. À son retour en Roumanie il se voit attribuer plusieurs fonctions de direction comme celle de directeur du Théâtre National (1920-1922). Membre actif de la Société des Écrivains Roumains (1915) et de l'Association des Auteurs Dramatiques (1923), en 1948 Eftimiu devient membre de l'Académie Roumaine. Emprisonné par le régime Antonescu en raison de ses positions pacifistes, membre du Parti National Paysan, à partir de 1948 il se rapproche des officialités communistes, dont il reste l'un des intellectuels agréés jusqu'à sa mort en 1972, Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române E/K*, *op. cit.*, p. 12.

⁵ George Macovescu (1913-2002) : prosateur, critique littéraire et journaliste. Diplômé en Droit (1939), il se manifeste comme un journaliste engagé politiquement à gauche dès l'entre-deux-guerres. Haut fonctionnaire dans plusieurs ministères (ministère des Informations (1945-1947), ministère des Affaires Étrangères (1949-1952 ; 1959-1978)), après la guerre il dirige la Chaire de théorie littéraire de la Faculté de Langue et de Littérature Roumaine de Bucarest (1949-1980) et devient président de l'USR (1977-1981) tout en continuant en parallèle sa carrière diplomatique au ministère des Affaires Étrangères, Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române L/O*, București, Univers Enciclopedic, 2005, p. 170.

⁶ Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 543.

⁷ Petru CREȚIA, « Despre antisemitism », *Realitatea evreiască*, avril 1997.

celui d'un Mihail Sebastian « démocrate » au milieu d'une foule d'intellectuels « opportunistes » et de « rhinocéros »¹. Associé à une généalogie prestigieuse de dissidents politiques qui compte Aleksander Soljenitîn ou Viktor Klemperer, Mihail Sebastian devient par ce biais le symbole du non-alignement et de l'indépendance de pensée dans une époque de terreur politique².

Aussi, la controverse autour de son *Journal (1935-1944)* apparaît très vite infiltrée par les nombreux enjeux du présent et par la préoccupation des clercs pour deux desideratas opposés : d'une part pour l'invention d'une tradition intellectuelle démocratique que l'écrivain juif est appelé à incarner³ et d'autre part par la conservation des « valeurs nationales » portées par ses amis légionnaires. Sur une échelle symbolique la revalorisation de Mihail Sebastian, en tant que modèle littéraire et modèle politique, vient ainsi compenser la dévaluation des « valeurs culturelles » autrefois incarnées par Mircea Eliade ou E. M. Cioran, qui, de par leurs options politiques, deviennent inutilisables à présent.

Section 2 : RÉCEPTION DU JOURNAL (1935-1944) DE MIHAIL SEBASTIAN AU SEIN DE LA FÉDÉRATION DES JUIFS DE ROUMANIE : HYPOSTASES DE LA JUDAÏTÉ ET ENJEUX COMMUNAUTAIRES

La publication du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à la fin de l'année 1996 donne lieu à des manifestations au sein de la FCER qui organise deux tables rondes et lui consacre plusieurs dossiers dans sa revue, *Realitatea evreiască [La Réalité juive]*. Aux côtés des représentants de la communauté, des intellectuels juifs et des survivants de la Shoah, nombre de personnalités publiques sont invitées à prendre part aux discussions. Ils y

¹ Liviu ANTONESCU, « Jurnalul lui Sebastian », art. cité.

² Simion DAMIAN, « Ceea ce nu se vede », art. cité ; Norman MANEA, « Incompatibilitățile », 22, n° 23, 9-15 juin 1998.

³ Zigu ORNEA, « L'extrême droite ne constitue pas notre seul héritage », *Les Temps Modernes*, n° 613, mars-avril-mai 2001, p. 204-212 ; Adrian MARINO, « Două Români ideologice » dans Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, op. cit., p. 57-59 ; Ileana VRANCEA, « Coerența unui fals în desfășurare », *România literară*, n° 34, 1999.

interviennent soit en tant que spécialistes de l'entre-deux-guerres ou de l'antisémitisme, soit en tant que témoins des événements relatés par Mihail Sebastian, soit enfin en tant que membres marquants de la communauté. Leur double, voire triple-rôle confère à l'interprétation de l'œuvre plusieurs clefs de lecture qui s'imbriquent, enrichissant les débats. En même temps, la relation que ces relectures entretiennent avec l'histoire de la communauté juive de Roumanie éclaire les enjeux spécifiques que recouvre la réception du *Journal (1934-1944)* de Mihail Sebastian en son sein.

Dans une première partie, cette deuxième section interroge le contexte dans lequel ce livre circule à l'intérieur de la FCER. Une deuxième partie développe quant à elle la manière dont les spécificités du moment historique en Roumanie structure les lectures du *Journal* par ses membres.

A/ Mihail Sebastian au sein de la FCER : le Juif errant et la survie collective

«Après 1989, le chef rabbin Moses Rosen qui était le président de la FCER... parce que notre centre (CSIER, N. D. L. R..) était en fait une de ses créations de 1977, nous a donné pour tâche au tout début de l'année 1990 d'extraire des documents et de nous occuper de cette période de l'Holocauste. (...) Et il nous a donné pour tâche de sortir un premier volume de documents. Ainsi en 1991 est apparu un bouquin d'environ 300 pages intitulé le Martyre des Juifs de Roumanie¹. À l'époque, Monsieur Iliescu était président et il a demandé spécialement au rabbin de ne pas utiliser le mot "Holocauste" pour l'instant pour que le public roumain ait le temps de se familiariser parce qu'à la date respective il ne savait pas que... ou en tout cas, il n'acceptait pas qu'il ait existé quelque chose comme ça... Et de ce fait il s'est intitulé le Martyre des Juifs de Roumanie. »

Entretien avec Lya Benjamin, Bucarest, 15 décembre 2009.

¹ Lya BENJAMIN, *Martiriul evreilor din România*, op. cit.

À la fin de l'année 1996 lorsque paraît le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à Bucarest, la distance de la Shoah avec les normes de la morale courante pour reprendre la formule de Michael Pollak et de Nathalie Heinich reste la même que celle évoquée par Lya Benjamin dans l'entretien cité¹. En dépit des livres et des collections de documents publiés et malgré la participation des représentants du gouvernement aux manifestations de commémoration des pogroms de Bucarest (1940) et d'Iași (1941) organisées par la FCER, les autorités roumaines n'ont pas inscrit à leur agenda la reconnaissance de la responsabilité de l'État dans le massacre des Juifs durant la Deuxième Guerre mondiale.

Toutefois, 1997 — année européenne de lutte contre le racisme —, s'annonce plutôt prometteuse. Le message que le nouveau président de la Roumanie, Emil Constantinescu transmet à la communauté juive à l'occasion de la Journée de commémoration des victimes de la Deuxième Guerre mondiale est un premier pas dans ce sens² :

« C'est vrai que les planificateurs de ce génocide n'étaient pas roumains. (...). On est tous conscients pourtant, qu'avec un aveuglement criminel, des Roumains ont participé à la mise en pratique de cet infâme projet nazi de la "solution finale". Les autorités roumaines du temps de la guerre ont essayé et plus d'une fois, de s'opposer aux demandes nazies de liquidation totale de la population juive ; elles ont organisé l'émigration de certains groupes de Juifs en Palestine et ont protégé même ouvertement les personnalités de la communauté juive de Roumanie. Cependant, les mêmes autorités ont organisé des déportations, ont créé des camps et ont promu une législation raciale. Aujourd'hui nous nous sentons responsables de cette dramatique inconséquence. Le sacrifice de centaines de milliers de Juifs de toute la Roumanie est un poids pour les cœurs des Roumains. La mort des innocents ne peut être ni pardonnée, ni réparée, ni oubliée (...) C'est mon devoir en qualité de Président de la Roumanie de tous les citoyens roumains, d'être le garant de cette mémoire aussi douloureuse soit-elle ; c'est mon devoir de conserver le souvenir des Juifs roumains victimes de génocide »³.

Publié à la une de la revue *Realitatea evreiască* dans le même numéro qui consacre un dossier au *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, ce message fort symboliquement,

¹ Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 26.

² Le 18 avril 1993 par exemple, le président Ion Iliescu participe à la Journée de commémoration de l'Holocauste au Temple Coral de Bucarest et tient un discours en hommage aux victimes, <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1993>.

³ « Mesajul Președintelui Emil Constantinescu », art. cité.

s'accompagne de mesures plus concrètes. Le 20 mai 1997 le gouvernement roumain adopte une Ordonnance d'urgence qui prévoit la restitution des biens communautaires juifs « confisqués ou nationalisés » par l'État après 1940¹. Si, selon un Rapport du Centre de Ressources pour la diversité ethnoculturelle de janvier 2005, la mise en pratique de cette disposition débouche sur la restitution de seulement « quelques immeubles à valeur symbolique »², cette initiative est à retenir parce qu'elle met un signe d'égalité entre la politique de « roumanisation » du régime Antonescu³ et la politique de nationalisation des propriétés privées par le régime communiste⁴ signalant que le processus de démocratisation passe selon le gouvernement par la gestion des deux passés.

En revanche, d'autres revendications de la FCER envers les autorités, restent sans réponse. La multiplication des manifestations antisémites après décembre 1989⁵ inquiète les leaders de la communauté et les détermine à faire pression sur les responsables politiques pour l'adoption d'une loi qui pénalise l'antisémitisme⁶. Si les pourparlers dans ce sens ont toujours débouché sur des promesses et des assurances⁷, elles ne se sont pas matérialisées par l'adoption d'un cadre légal qui permette aux plaintes de la FCER auprès du Procureur

¹ Voir l'art. 1 de l'Ordonnance d'urgence du gouvernement (OUG) n° 21/1997 du 20 mai 1997 concernant la rétrocession des biens immobiliers qui ont appartenu aux communautés juives de Roumanie, *Monitorul Oficial*, n° 97, 21 mai 1997.

² *Minorități în tranziție. Raport privind politicile publice în domeniul minorităților naționale și etnice din România*, Centrul de resurse pentru diversitate etnoculturală, 2005, p. 21.

³ La confiscation des biens juifs a été organisée par le Sous-secrétariat d'État pour la roumanisation qui fonctionne sous le gouvernement Antonescu après 1941, CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 61-62.

⁴ CPADCR, *Raport final, op. cit.*, p. 49.

⁵ Entre 1990 et 1997, plusieurs synagogues et cimetières juifs sont profanés et vandalisés dans les grandes villes, à Oradea (1990), Târgu-Mureș (1990), Bucarest (1991, 1995), Brașov (1991), Alba-Iulia (1991), Suceava (1992). Dans le même intervalle, la FCER s'inquiète de la publication de *Mein Kampf* en roumain, la parution des articles à caractère antisémite, chauvin et diffamatoire dans les publications *Azi*, *Europa*, *România liberă*, *Infactorul*, tout comme de la transmission des émissions qui glorifient la personnalité d'Ion Antonescu sur le poste de télévision national. La FCER dépose une plainte auprès du Procureur de la République contre l'émission transmise par la TVR le 26 janvier 1994. Voir à cet égard le site web de l'Institut pour l'Étude des problèmes des minorités nationales, <http://ispmn.gov.ro/node/cronologia-minoritii-evreietii-1989---2009>.

⁶ Voir la rencontre de la FCER avec les leaders des principaux partis politiques le 11 novembre 1992 pour faire adopter un projet de loi qui punisse les manifestations de xénophobie, de racisme et d'antisémitisme qui permettrait au Procureur de la République de déférer en justice les coupables, <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1992>.

⁷ Lors des visites effectuées par le chef rabbin Moses Rosen chez le Premier Ministre Petre Roman, le 8 mars 1990 et chez le président Ion Iliescu, le 29 octobre 1991, (cf. <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1990-1991>). Le 5 juin 1991, le gouvernement roumain publie une déclaration dans laquelle il condamne les manifestations à caractère raciste, désapprouve les actions extrémistes dans la presse et soutient l'égalité des droits des individus sans distinction de race, ethnie, sexe et religion, *România liberă*, 5 juin 1991.

de la République d'aboutir¹. Ce n'est qu'en 2002 que cette demande se résout en régime d'urgence par le Premier Ministre social-démocrate Adrian Năstase à travers l'adoption de l'Ordonnance concernant l'interdiction des organisations et des symboles à caractère fasciste, raciste et xénophobe et la promotion du culte des personnes qui ont commis des infractions contre la paix et l'humanité².

Dans ce contexte, le *Journal* de Mihail Sebastian constitue un argument supplémentaire, bien qu'indirect, en faveur de l'adoption de mesures législatives qui limitent les effets de l'antisémitisme en Roumanie. Surtout dans l'attente du sommet de l'OTAN programmé pour juillet 1997 à Madrid où le nouveau gouvernement espère être admis à la table des négociations³. L'adaptation de la législation nationale en matière de respect des Droits de l'Homme et des minorités à la législation européenne est alors une condition d'admission dans l'organisation, comme l'indique le Document-cadre du Partenariat pour la paix de 1994⁴. Aussi, après les élections de novembre 1996, à la recommandation des observateurs extérieurs, un Département pour la protection des minorités nationales dont le coordinateur a le rang de ministre est créé pour la première fois en Roumanie⁵.

Le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian apporte aussi une valeur ajoutée au patrimoine culturel d'une minorité juive en déclin. De par les nombreux départs de ses membres vers Israël depuis 1948⁶, celle-ci se retrouve fortement affaiblie, ne comptant plus que 8955 membres au recensement de 1992, soit moins de 0,10 % de l'ensemble de la population⁷. Il s'agit d'une baisse considérable si l'on pense qu'à l'époque de l'entre-deux-

¹ Par exemple celle de mai 1991 du chef rabbin Moses Rosen pour dénoncer les propos antisémites publiés dans la revue *Europa* et déterminer la justice à ouvrir une action pénale contre Ilie Neacșu, le directeur de cette publication. L'appel est rejeté en juin 1992 en raison de l'inexistence d'une loi qui permette l'ouverture d'une enquête pénale, <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1991-1992>.

² OUG n° 31/2002, *Monitorul Oficial*, n° 214, 2002.

³ À ce propos Dan Pavel et Iulia Huiu avancent qu'il s'agit d'une « croyance de type mystique nourrie par les leaders politiques par rapport aux chances d'intégration de la Roumanie dans l'OTAN ». Selon certaines observateurs, le démarrage tardif de la réforme par le nouveau gouvernement s'explique surtout par la volonté d'éliminer toute tension sociale dans la crainte de l'éclatement des mouvements de protestation durant le Summit de l'OTAN, qui limiteraient les chances d'adhésion de la Roumanie, Dan PAVEL, Iulia HUIU, *Nu putem reuși decât împreună. O istorie analitică a Convenției Democratice*, op. cit., p. 342 et p. 354.

⁴ *Partnership for Peace: Framework Document*, <http://www.nato.int/docu/comm/49-95/c940110b.htm>.

⁵ Dan PAVEL, Iulia HUIU, *Nu putem reuși decât împreună. O istorie analitică a Convenției Democratice*, op. cit., p. 322.

⁶ Entre 1948 et 1989, 280 107 Juifs ont émigré de Roumanie vers Israël, Radu IOANID, *Răscumpărarea evreilor. Istoria acordurilor secrete dintre România și Israel*, op. cit., p. 203-204.

⁷ Consulté sur le site de l'Institut National de Statistique, <http://colectaredate.insse.ro/phc/aggregatedData.htm>.

guerres, 700 000 Juifs (4 % de la population) vivent sur le territoire national. De surcroît, les membres de la communauté sont âgés et leur nombre est en baisse constante¹. Ce déperissement affecte directement le budget de la FCER qui s'autofinance en partie grâce à leurs cotisations. Ces fonds sont complétés par les donations de l'organisation humanitaire American Jewish Joint Distribution Committee ainsi que par des subventions publiques². Si entre 1990 et 2008, ces dernières augmentent, leur valeur diminue à cause de l'inflation, comme le montre un rapport de l'Institut d'Étude des problèmes des minorités nationales³. Le même document précise que le pourcentage des subventions dans la totalité du budget alloué par l'État aux minorités nationales chute en permanence pour la minorité juive⁴.

En conclusion, on peut dire qu'en permettant à la communauté de répondre au « devoir de mémoire », la reconnaissance de l'Holocauste reste l'enjeu le plus important de la réception du *Journal (1935-1944)* au sein des institutions juives de Roumanie. Mais celle-ci est loin d'épuiser les significations de l'œuvre de Sebastian. L'évocation d'une communauté juive nombreuse, animée et solidaire malgré les quelques défections enregistrées par l'écrivain⁵, replace la FCER dans une histoire longue et ravive une époque où son existence était indispensable à la survie des Juifs de Roumanie. C'est une image qui contraste fort avec le présent d'une communauté déclinante dont les membres les plus visibles sont plutôt reliés en vertu d'une familiarité professionnelle et de l'intérêt commun pour des thématiques qui tiennent à l'histoire des Juifs que par le partage d'une identité religieuse ou culturelle spécifique, d'une « communauté de destin »⁶. Sous cet angle, les discours en marge de la judaïté de Mihail Sebastian véhiculés à l'occasion de la parution de

¹ Le recensement de 2008 en compte seulement 5820 Juifs et celui de 2011, 3271 Juifs, <http://colectaredate.insse.ro/phc/aggregatedData.htm>.

² Voir la page web de la FCER, <http://www.jewishfed.ro/>.

³ Magdolna MOHÁCSÉK, « Analiza finanțărilor alocate organizațiilor minorităților naționale », *Studii de atelier. Cercetarea minorităților naționale din România*, Cluj-Napoca, n° 16, 2009, p. 16.

⁴ « La plus importante baisse du pourcentage des allocations s'observe dans le cas des ethniques Allemands, suivis par les Arméniens, les Bulgares, les Juifs et les Hellènes », MOHÁCSÉK Magdolna, « Analiza finanțărilor alocate organizațiilor minorităților naționale », art. cité, p. 8.

⁵ Celle par exemple de Felix Aderca, qui à la mort de Corneliu Codreanu, le leader charismatique de la Garde de fer en parle à Sebastian comme d'une « grande personnalité », « une apparition géniale », dotée d'une « force éthique sans pareil », Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, op. cit., p. 195.

⁶ Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 11.

son *Journal (1935-1944)* sont autant de rappels à la renaissance d'une conscience culturelle propre.

B/ Lectures d'identification, lectures d'universalisation

Reçu avec beaucoup de chaleur, le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian représente pour Nicolae Cajal, le président de la FCER, « un moment d'exception pour la vie culturelle de notre communauté et du pays »¹. L'ethnologue Andrei Oișteanu le caractérise à son tour comme une « apparition éditoriale exceptionnelle »², tandis que l'écrivain Victor Bârlădeanu parle d'une « splendide œuvre littéraire »³. Pour l'historien de l'art Radu Bogdan, le *Journal (1935-1944)* est avant tout un témoignage « représentatif pour les Juifs et pour les Roumains, notamment pour les Juifs roumains »⁴.

Le thème de la représentativité du récit de Mihail Sebastian s'impose d'emblée comme le fil rouge des discussions au sein d'une communauté qui a fait de la commémoration de l'Holocauste l'un des repères de son identité. Néanmoins, si pour certains auteurs le *Journal (1935-1944)* devient une œuvre emblématique pour les adversités auxquelles s'est confrontée la communauté juive durant la Deuxième Guerre mondiale, le rapport que son auteur lui-même a entretenu avec celle-ci au courant de sa vie rend problématiques ces tentatives de récupération. Car Mihail Sebastian a été en son temps un Juif « ni sioniste, ni assimilationniste »⁵. Venu tardivement à manifester ouvertement sa solidarité avec les représentants de la communauté, il s'est longtemps montré également attaché à ses identités juive et roumaine à une époque où pour beaucoup de contemporains elles s'excluent réciproquement.

¹ Nicolae CAJAL, « Discours prononcé à l'occasion de la Table ronde organisée par la Fédération des communautés juives de Roumanie », *Realitatea evreiască*, n^{os} 49-50 (849-850), 16 avril–15 mai 1997.

² Andrei OIȘTEANU, « Criza identitară la Mihail Sebastian », *Realitatea evreiască*, n^{os} 49-50 (849-850), 16 avril–15 mai 1997.

³ Victor BÂRLĂDEANU, « O splendidă operă literară, nu o dogmatizată literă de evanghelie », *Realitatea evreiască* (Supliment estival), n^{os} 54-55 (854-855), août 1997.

⁴ Radu BOGDAN, « O mărturie traversată de spaima și speranțele condiției iudaice », *Realitatea evreiască*, n^{os} 52-53 (852-853), juin 1997.

⁵ Iulia POPOVICI, « Mihail Sebastian între oglinzi ideologice », *Observator cultural*, n^o 659, 2013.

Dans son célèbre essai *Cum am devenit huligan* [Comment je suis devenu hooligan]¹ écrit en plein scandale autour du roman *Depuis deux mille ans*², Sebastian note³ :

« Je ne cesserai jamais, bien entendu, d'être juif. Ce n'est pas une fonction dont on peut démissionner. Tu l'es ou tu ne l'es pas. Il ne s'agit ni d'orgueil, ni de gêne. C'est un fait. Si je m'essayais à l'oublier ce serait en vain. Si quelqu'un s'essayait à me le contester, ce serait toujours en vain. Mais, de même, je ne cesserai jamais d'être un homme du Danube. Cela aussi est un fait. (...) Moi je sais ce que je suis et les difficultés, si elles existent, ne peuvent être qu'à l'intérieur de moi-même, non dans ce qui est marqué dans les registres de l'État. Libre à l'État de me décréter bateau, ours polaire ou appareil photographique, je ne cesserai jamais d'être juif, roumain et danubien »⁴.

À partir de ce passage, souvent cité, et de quelques autres extraits du *Journal (1935-1944)*⁵, beaucoup de commentateurs reviennent sur ce qu'ils appellent la « crise identitaire »⁶ chez Mihail Sebastian pour désigner la « variation de l'identification » avec la condition de Juif et son refus⁷. Tandis que d'autres le rapprochent des intellectuels comme Arthur Koestler⁸ ou Franz Kafka⁹ en référence à leur relation distancée au judaïsme, d'autres par

¹ Cet essai est une longue réplique de Mihail Sebastian aux détracteurs de son roman autobiographique, *Depuis deux mille ans*, Mihail SEBASTIAN, *Cum am devenit huligan*, București, Cultura Națională, 1935.

² Publié en 1934, le roman *De două mii de ani* relate la vie d'un groupe d'étudiants juifs qui subissent les violences de leurs collègues au moment où une vague de mouvements antisémites déferle dans les universités roumaines vers 1921-1922. Le scandale retentissant que déclenche le roman en 1934 a pourtant moins à voir avec son contenu qu'avec la préface antisémite qui accompagne le texte. Sollicitée par Mihail Sebastian à Nae Ionescu avant le ralliement du Professeur à la Garde de fer, elle est écrite et remise à l'écrivain au moment où Ionescu est déjà l'idéologue de l'organisation, Mihail SEBASTIAN, *De două mii de ani... (cu o prefață de Nae Ionescu)*, București, Humanitas, 2006, p. 5-25. Pour une analyse détaillée de cette « Préface » voir Mihai IOVĂNEL, *Mihail Sebastian, evreul improbabil, op. cit.*, p. 115-165.

³ La presse sioniste l'accuse de servilisme, d'antisémitisme et de « haine de soi » tandis que les nationalistes roumains le traitent de « Juif » opportuniste et roumanisé, Mihail SEBASTIAN, *Cum am devenit huligan*, București, Humanitas, 2006, p. 16-17, p. 19, p. 34.

⁴ *Ibid.*, p. 222.

⁵ Par exemple : « Le 17 décembre 1941. Quelque part sur une île ensoleillée et ombragée, en pleine paix, en pleine sécurité, en plein bonheur, il me serait finalement indifférent si je suis ou pas Juif. Mais ici, maintenant je ne peux être autre chose. Et je crois, que je ne le veux pas. », Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944), op. cit.*, p. 424.

⁶ Andrei OIȘTEANU, « Criza identitară la Mihail Sebastian », art. cité.

⁷ Michael POLLAK, Nathalie HEINICH, « Le Témoignage », art. cité, p. 22.

⁸ Hary KULLER, « Jurnalul, evreul, omul », *Realitatea evreiască*, n^{os} 52-53 (852-853), juin 1997.

⁹ Lya BENJAMIN, « Un document de extraordinar interes istoric », art. cité ; Andrei OIȘTEANU, « Criza identitară la Mihail Sebastian », art. cité ; Michael FINKENTHAL, « Mihail Sebastian, câteva observații cu ocazia unui centenar », *Observator cultural*, n^o 391, 27 septembre-3 octobre 2007.

contre, font de sa biographie un cas exemplaire pour le drame des Juifs de Roumanie durant l'entre-deux-guerres.

L'assimilation de Mihail Sebastian à une tradition juive est invalidée par l'histoire de ses rapports à son identité. Après son départ de Brăila, port du Danube où l'écrivain naît en 1907 au milieu d'une importante communauté, il prend ses distances avec celle-ci une fois arrivé dans la capitale, en 1927. Adoptant une stratégie d'ascension professionnelle et sociale, Sebastian cherche plutôt l'intégration dans les milieux culturels dominés par les intellectuels qui plus tard, vont rejoindre la Garde de fer¹. Ce n'est qu'au moment de leur conversion au *légiionnarisme* et après la rupture avec son maître à penser, Nae Ionescu, qu'il se rapproche de la communauté juive de Bucarest en réaffirmant son appartenance². Ce retour s'accroît avec l'adoption des premières lois raciales en 1938 et les pogroms de București et d'Iași de 1941. C'est surtout ce dernier Sebastian qu'invoque l'historienne Lya Benjamin lorsqu'elle lit dans son *Journal* « l'échec des utopies émancipatrices de la judéité moderne (...), après une époque d'intégration et d'acculturation »³. Ce livre représente pour elle une « œuvre de verticalité juive », plus encore, la « profession de foi d'une conscience juive européenne, formée mais aussi traumatisée par l'expérience de la Diaspora »⁴.

Encadré n° 20 : Lya Benjamin (1931-)

Figure incontournable des recherches sur la Shoah en Roumanie, Lya Benjamin travaille au Centre d'Études d'Histoire des Juifs de Roumanie (CSIER) depuis sa création à l'initiative du chef-rabbin Moses Rosen, en 1985.

Née en 1931 dans une famille de Juifs hongrois de Transylvanie, bonne élève et grande passionnée de l'histoire de l'art, elle fait partie des Jeunesses communistes durant le lycée et, en cette qualité, est envoyée pour des études en URSS au début des années 1950⁵. Là-bas, elle s'inscrit à la Faculté d'Histoire de l'Université de Sverdlovsk (Iekaterinbourg aujourd'hui), en Sibérie, avant de revenir en Roumanie pour devenir assistante à l'Institut Agronomique de l'Université Bolyai de Cluj, où elle enseigne pour une brève période le marxisme-léninisme⁶. Ensuite, Lya Benjamin occupe un poste à l'Institut d'Études Historiques et Social-Politiques (Institut d'Histoire du Parti Communiste) créé à Bucarest en 1951, au sein de la section dédiée à la « Construction du

¹ Mihai IOVĂNEL, *Mihail Sebastian, evreul improbabil*, op. cit., p. 27 et p. 147.

² *Ibid.*, p. 206-208.

³ Lya BENJAMIN, « Un document de extraordinar interes istoric », *Realitatea evreiască* (Supliment estival), n°s 54-55 (854-855), août 1997.

⁴ *Ibid.*

⁵ Entretien avec Lya Benjamin, Bucarest, 15 décembre 2009.

⁶ *Ibid.*

socialisme en Roumanie »¹. Contrainte à l'écriture d'une histoire dogmatique sous la direction de Mihai Roller², le chef de file du « front historiographique » stalinienne durant les années 1950, Benjamin quitte l'Institut pour intégrer l'équipe du Musée d'Histoire du Mouvement Révolutionnaire et Démocratique de Roumanie, dirigée par l'historienne communiste Clara Cușnir-Mihailovici³. Entretien des bonnes relations avec cette dernière, Benjamin peut enfin se consacrer à ses sujets de prédilection et renouer avec l'histoire de l'art entre la fin du XIX^e siècle et les années 1930⁴. Chargée d'organiser des expositions, elle se passionne pour le graphisme militant antifasciste et pacifiste, voyage à l'étranger, notamment en Allemagne et noue des « relations avec beaucoup de gens intéressants », des intellectuels « avec une position militante et démocratique » ou des muséographes étrangers⁵ :

« Parce que pratiquement dans les années 1960 a commencé l'organisation de ce musée dans l'immeuble où siège à présent le Musée du Paysan Roumain, je me suis occupée de la soi-disant salle 6 dédiée à la lutte antifasciste où j'ai introduit beaucoup de travaux d'art, beaucoup de travaux de graphisme militant pour illustrer l'atmosphère et l'état d'esprit antifasciste. Parce que cet état a existé dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres... Il n'y a pas eu que le fascisme, il n'y a pas eu que le *légionnarisme*, il y a eu un front antifasciste très intéressant avec des intellectuels importants, des gens d'art, des écrivains, des penseurs, (...) une presse démocratique antifasciste avec un contenu très intéressant et riche et un caractère antifasciste prononcé »⁶.

Après avoir intégré le CSIER, Lya Benjamin produit les premières synthèses et recueils de documents publiés après 1989 sur la dimension institutionnelle du massacre des Juifs de Roumanie où elle cherche à montrer qu'il s'agit d'une politique pilotée par l'État⁷. Sa lecture du *Journal* de Mihail Sebastian s'inscrit visiblement dans la continuité de ses préoccupations professionnelles, elle qualifiant ce livre comme un « document historique d'intérêt extraordinaire »⁸.

Une même « lecture d'identification »⁹ avec l'histoire de Sebastian est pratiquée par l'écrivaine Iulia Deleanu, rédactrice à la revue *Realitatea evreiască* qui insiste à son tour sur la dimension ethnique de la « création de l'écrivain, d'un judaïsme profond qui, sans être

¹ *Ibid.*

² Mihai Roller (1908-1958) : intellectuel marxiste-léniniste, actif dans le PCR depuis l'entre-deux-guerres. Après des études d'histoire et d'ingénierie à Berlin (1926-1928) et à Paris (1928-1931), il part à Moscou où il poursuit des études et revient en Roumanie après 1944. Connaissant une ascension fulgurante au sein du Parti communiste au pouvoir en tant que responsable des sciences sociales à la section de propagande, Roller est l'un des promoteurs les plus convaincus du stalinisme, auteur du Manuel d'histoire unique pour le secondaire qui réinterprète l'histoire nationale avec une clef internationaliste. Membre de l'Académie Roumanie depuis 1948, Mihai Roller se suicide en 1958 suite à sa marginalisation durant le procès de déstalinisation du PCR, CPADCR, *Raport final, op. cit.*, p. 803.

³ Clara Cușnir-Mihailovici (1903-1987) : historienne communiste, directrice de l'Institut d'Études Historiques et Sociales-Politiques du CC du PCR (1951-1953) et du Musée d'histoire du PCR (1953-1968), auteure de plusieurs travaux d'histoire sur le mouvement ouvrier de Roumanie.

⁴ Entretien avec Lya Benjamin, Bucarest, 15 décembre 2009.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Lya BENJAMIN, *Martiriul evreilor din România*, București, Hasefer, 1991 ; *Legislația antievreiască în România (1938-1944). Documente*, București, Hasefer, 1993 ; *Problema evreiască în Stenogramele Consiliului de Miniștri (1940-1944). Documente*, București, Hasefer, 1996.

⁸ Lya BENJAMIN, « Un document de extraordinar interes istoric », art. cité.

⁹ On emprunte ce terme à Mihai IOVĂNEL, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc, op. cit.*, p. 84.

canonique, existe dans les strates les plus profondes de son être »¹. Dans la même veine, Willy Moglescu, membre du comité directeur de la FCER, souligne combien le *Journal (1935-1944)* témoigne d'une « identité juive grave, dramatique, permanente »².

Contrairement à ce prisme de lecture qui attribue à l'écriture et à la biographie de Mihail Sebastian un caractère exemplaire pour l'identité hébraïque, d'aucuns invitent à ne pas « fétichiser sa lettre »³. C'est le cas du même Willy Moglescu qui attire l'attention sur « les limites de l'identification ethnique »⁴ dans l'œuvre autobiographique de l'écrivain. Plus sévère, le prosateur Henri Zalis considère l'« ostracisme » dont a souffert Sebastian comme le « prix à payer pour la négation de sa propre judéité »⁵, laissant sous-entendre que l'absence de solidarité avec la communauté juive a des coûts importants.

Des interprétations plus distancées évaluent le rapport de Mihail Sebastian à sa double identité soit comme une double inclusion « *et-et* »⁶ (et Juif, et Roumain), soit inversement comme une double exclusion « *ni-ni* »⁷ (ni Juif, ni Roumain). Une réponse originale à cette dichotomie vient de la part des leaders de la FCER comme Nicolae Cajal, le président de l'organisation depuis 1994 ou d'Alexandru Elias, le directeur de la filiale bucarestoise.

Éminent virologue et docteur en médecine originaire d'une famille de médecins juifs, Nicolae Cajal est depuis 1990 membre de l'Académie Roumaine où il préside la Section des Sciences médicales⁸. Pendant ses études universitaires à Cluj au début des années 1940, il est exclu à cause des lois raciales adoptées au début de la Seconde Guerre mondiale⁹ ; il

¹ Iulia DELEANU, « « Suntem totuși un neam uimitor » », *Realitatea evreiască* (Suppliment estival), n^{os} 54-55 (854-855), août 1997.

² Willy MOGLESCU, « Sebastian a suferit de două ori », *Realitatea evreiască* (Suppliment estival), n^{os} 54-55 (854-855), août 1997.

³ Victor BĂRLĂDEANU, « O splendidă operă literară, nu o dogmatizată literă de evanghelie », art. cité.

⁴ Willy MOGLESCU, « Sebastian a suferit de două ori », art. cité.

⁵ Henri ZALIS, « Despre Mihail Sebastian, cu dragoste și cu strângere de inimă », *Realitatea evreiască*, n^{os} 52-53 (852-853), juin 1997.

⁶ Alexandru ELIAS, « Evreu și român, până în ultimele zile ale vieții sale. Sebastian, un european integral », *Realitatea evreiască*, n^{os} 52-53 (852-853), juin 1997.

⁷ Willy MOGLESCU, « Sebastian a suferit de două ori », art. cité.

⁸ Cf. CV de Nicolae Cajal, consultable en ligne à l'adresse web suivante : www.acad.ro/com2004/doc/cv_ncajal.doc.

⁹ Selon son témoignage dans l'émission « Profesioniștii » réalisée par Eugenia Vodă pour la Télévision Nationale, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.eugeniavoda.ro/ro/emisiuni/medicina/acad-prof-dr-nicolae-cajal>.

réussit à finir ses études secondaires à Bucarest et à devenir médecin en 1946. En 1966, après avoir parcouru tous les échelons professionnels, Nicolae Cajal est nommé professeur universitaire à la Faculté de Médecine et Pharmacie de Bucarest. Directeur de l'Institut d'Inframicrobiologie dont il est le fondateur, sénateur indépendant entre 1990 et 1992, le médecin fait partie de plusieurs organisations professionnelles internationales parmi lesquelles l'OMS, l'UNESCO et de nombreuses autres sociétés scientifiques des États-Unis, de France et de Grande-Bretagne. Impliqué dans les activités de la FCER depuis 1977 en tant que chef des services médicaux et membre du comité directeur (1986-1994), Nicolae Cajal dispose également d'un vaste réseau socioprofessionnel à l'extérieur de la communauté juive¹.

Se distinguant par un ton modéré, ses interventions durant la réception du *Journal (1935-1944)* affichent une volonté évidente d'établir des bons rapports avec les autorités étatiques. Dans le discours tenu à l'occasion de la Journée mondiale de commémoration des victimes de la Shoah en 1997, Cajal rappelle les efforts des institutions comme la Télévision nationale ou le Service Roumains de Renseignements pour contribuer au combat contre le négationnisme².

De la même manière lorsqu'il s'agit de Mihail Sebastian, les leaders de la communauté évitent la récupération de l'écrivain sur la base de son appartenance ethnique, l'auteur du *Journal (1935-1944)* étant caractérisé comme un « européen intégral »³ dont l'œuvre établit une « passerelle entre le national et l'universel »⁴. Cette perspective correspond à la doctrine du « Réal-sémitisme », inventée par Nicolae Cajal pour désigner l'opération de mise en évidence des apports des citoyens Juifs au développement social, économique, culturel de la société roumaine à travers « l'éducation, l'instruction et le

¹ Ces informations sur la trajectoire biographique de Nicolae Cajal ont été extraites de son CV, mis en ligne à l'adresse web suivante : www.acad.ro/com2004/doc/cv_ncajal.doc.

² Nicolae CAJAL, « Florile albe ale rememorării. Alocuțiunea Președintelui FCER », *Realitatea evreiască*, n^{os} 49-50 (849-850), 16 avril–15 mai 1997.

³ Alexandru ELIAS, « Evreu și român, până în ultimele zile ale vieții sale. Sebastian, un european integral », art. cité.

⁴ Nicolae CAJAL, « Jurnalul lui Sebastian – punte de legătură între național și universal », *Realitatea evreiască*, n^{os} 52-53 (852-853), juin 1997.

savoir »¹. C'est une démarche plus grande à travers laquelle Nicolae Cajal et Alexandru Elias s'efforcent d'intégrer l'histoire des Juifs de Roumanie et l'Holocauste au sein de l'histoire nationale. Ainsi, si tant est que le génocide garde sa spécificité en tant que « patrimoine (...) seulement juif », il devrait être conçu selon Cajal, comme la conséquence d'un contexte plus général où « la souffrance de la guerre dans sa totalité (...) a été éprouvée par l'ensemble de la population »².

Le discours en faveur de l'intégration de l'œuvre et de la personnalité de Mihail Sebastian dans un circuit national et européen plus large, qui transcende les horizons communautaires, survient à un moment particulier de la carrière de Nicolae Cajal. Nommé ambassadeur informel aux États-Unis par le gouvernement roumain, il est chargé à partir de 1997 de nouer des liens au niveau diplomatique et parlementaire qui facilitent la candidature de la Roumanie à l'OTAN et à l'UE³. Sans qu'elle soit nouvelle, une telle mission s'inscrit dans une histoire plus longue des relations des autorités roumaines avec les représentants de la FCER. Chargés d'assurer le lobby auprès des associations et de différents hommes politiques juifs des États-Unis, l'un de leurs exploits est l'octroi à la Roumanie de la clause de la nation la plus favorisée au milieu des années 1970⁴.

En 1990, l'histoire se répète et les leaders de la communauté sollicitent à leur tour du gouvernement l'adoption de mesures efficaces dans la lutte contre l'antisémitisme et les manifestations de haine raciale en Roumanie⁵.

À l'opposé des analyses qui rattachent Mihail Sebastian à la communauté juive en en faisant l'un de ses symboles, certains commentateurs le replacent dans un cadre culturel et

¹ Voir l'entretien de Roland S. Süssmann avec Nicolae Cajal intitulé « Survivre », *Shalom*, automne 1998, <http://www.shalom-magazine.com/Article.php?id=300111>. Voir aussi la collection de la revue *Realitatea evreiască*, 1997.

² *Ibid.*

³ Cf. le site web de l'Institut National pour l'étude des problèmes des minorités nationale qui fonctionne auprès du gouvernement roumain, <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1997>.

⁴ Entre le 3 et le 5 septembre 1990 a lieu à Bucarest, la visite d'une délégation de l'Anti-Defamation League of B'nai B'rith, dirigée par Abraham H. Foxman. Accompagnée par Moses Rosen, elle rencontre le Premier ministre, Petre Roman. Ont lieu des discussions au sujet des manifestations xénophobes et antisémites de Roumanie sur le fond de l'intention exprimée par l'État roumain de recevoir la clause de la nation la plus favorisée de la part des États-Unis, <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1990>.

⁵ Voir à ce titre la résolution de la FCER du 13 août 1991 dans laquelle elle signale la situation grave créée par la campagne antisémite d'une partie de la presse contre le rabbin Moses Rosen, <http://ispmn.gov.ro/node/minoritatea-evreiasc-1991>.

politique plus large. C'est le cas de l'ethnologue Andrei Oișteanu qui associe la figure de l'écrivain à celle du « Juif cosmopolite », ou de l'anthropologue Hary Kuller qui le rapproche d'une tradition socialiste incarnée par « Rosa Luxembourg, Eduard Bernstein ou Ludwig Börne »¹. Plus encore, Kuller avance que malgré leurs ralliements politiques, Mircea Eliade, E. M. Cioran ou Constantin Noica demeurent des « réelles personnalités de la culture roumaine » et s'« ils sortent froissés du *Journal* (...) on peut admettre avec ou sans gêne que quiconque est soumis à l'erreur »².

Rapportant ces différentes prises de position aux positions socioprofessionnelles occupées par leurs auteurs et à leurs liens avec la FCER, on remarque que les discours mettant l'accent sur l'appartenance de Mihail Sebastian à la communauté juive sont plus fréquents chez les acteurs rattachés professionnellement à des institutions comme le CISHR, la revue *Realitatea evreiască* ou les éditions Hasefer. Il en va ainsi pour l'historienne Lya Benjamin ou pour Iulia Deleanu. Moins enclins à « judaïser » l'œuvre de Mihail Sebastian, les dirigeants de la FCER comme Nicolae Cajal et Alexandru Elias reconnus comme des personnalités culturelles importantes au niveau national et international, se dévouent à un rôle diplomatique de dialogue avec les autorités et de réaffirmation de l'appartenance des Juifs à l'histoire, la société et la culture roumaines.

Enfin, les commentateurs qui exercent professionnellement à l'extérieur de la FCER, comme l'ethnologue Andrei Oișteanu, chercheur à l'Institut d'Histoire des Religions et professeur associé au Centre d'Études Hébraïques de l'Université Bucarest, sont plus enclins à souligner la distance de Mihail Sebastian avec son identité ethnique.

Cependant, même si elle se vérifie dans un certain nombre de cas, il ne faut pas tenir pour acquise la corrélation mécanique entre la position détenue au sein de la FCER et la propension à observer la distance de l'écrivain par rapport à celle-ci. L'ancienneté et la spécificité de la profession exercée ou l'intensité du sentiment d'appartenance à la communauté juive, fonctionnent comme autant de variables qui influencent les relectures du *Journal (1935-1944)*.

¹ Hary KULLER, « Jurnalul, evreul, omul », art. cité.

² *Ibid.*

Section 3 : DU *JOURNAL (1935-1944)* DE MIHAIL SEBASTIAN À LA RÉCEPTION DE LA RÉCEPTION

Comme dans toute controverse, celle qui entoure le livre de Mihail Sebastian ne déroge pas à la règle du point de non-retour à partir duquel les positions se radicalisent, les adversaires deviennent des ennemis et la tension s'aiguise¹. Durant la réception du *Journal (1935-1944)*, ce point est atteint lors de la conférence du philosophe Gabriel Liiceanu intitulée *Sebastian, mon frère*².

La troisième section de ce chapitre lui est dédiée. Dans une première partie nous reviendrons sur la trajectoire biographique de Gabriel Liiceanu pour mieux situer son rapport aux passés « fasciste » et communiste de la Roumanie. Une seconde partie de cette dernière section revient sur le contenu et la réception de sa conférence parmi les intellectuels roumains et étrangers.

A/ Sébastian, mon frère : partager la souffrance, comparer le passé

Lors de la Table ronde organisée par la FCER à l'occasion de la sortie du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, l'un des discours les plus remarquables est celui de son éditeur, Gabriel Liiceanu. Philosophe et intellectuel public, Liiceanu a la double réputation d'être un anticommuniste résolu et le plus proche disciple de Constantin Noica, légionnaire dans sa jeunesse et héros de plusieurs épisodes du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian.

Très critiquée, la réaction de Gabriel Liiceanu à ses révélations gagne à être mise en relation avec certains éléments biographiques qui éclairent ses perceptions sur le passé « récent » de la Roumanie et certains épisodes évoqués dans *Sebastian, mon frère*.

1. Gabriel Liiceanu : la réussite d'un homme double³

¹ Christophe PROCHASSON, « Les espaces de la controverse. Roland Barthes contre Raymond Picard : un prélude à Mai 68 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25, 2007/1, p. 153-154.

² En français dans le texte.

³ Selon l'expression consacrée par Christophe CHARLE, « Le temps des hommes doubles », art. cité.

Né le 23 mai 1942 en province, à Râmnicu-Vâlcea, dans une famille de la petite bourgeoisie, Gabriel Liiceanu grandit à Bucarest où ses parents s'installent à la fin de la guerre¹. Son père est inspecteur des finances à la Banque Nationale et sa mère professeure de mathématiques². Il poursuit ses études secondaires dans un établissement de la capitale où règne selon lui, « une ambiance non-pervertie » [par le communisme, N. D. L. R.] et à la fin du lycée tente sans succès le concours d'entrée à l'Institut d'Art Théâtral et Cinématographique de Bucarest³. S'orientant par la suite vers la Faculté de Philosophie, Gabriel Liiceanu se confronte pour la première fois aux rigueurs du régime communiste, étant recalé à l'examen d'admission en raison de son appartenance aux milieux bourgeois. Il est reçu finalement à l'une des trois places réservées à la cinquantaine d'aspirants des « classes privilégiées » après des épreuves difficiles durant lesquelles il réussit à surclasser ses concurrents⁴.

Les études universitaires débutent en 1960 au sein d'une promotion qui compte 111 étudiants répartis entre trois sections : Philosophie (56), Pédagogie (39) et Psychologie (16)⁵. Une section supplémentaire de Sociologie est ouverte plus tard, en 1966, au moment de la ré-institutionnalisation de la discipline grâce aux efforts de Miron Constantinescu, sociologue marxiste et l'un des seuls universitaires à faire partie de la nomenklatura⁶. En ce qui concerne les matières enseignées, entre 1960 et 1965, la Section de Philosophie délivre des cours de « Socialisme scientifique » (17 enseignants), de « Matérialisme dialectique et historique » (41 enseignants) et d'« Économie politique » (21 enseignants). Ces matières dominent le programme au détriment de l'« Histoire de la philosophie » (10 enseignants), de la « Logique » (6 enseignants) ou de l'« Éthique et l'Esthétique » (6 enseignants), plus faiblement représentées⁷. Vraisemblablement, cette offre de cours n'est pas en mesure de

¹ Voir l'entretien d'Eugenia Vodă avec Gabriel Liiceanu dans l'émission « Profesioniștii » diffusée sur TVR en 2002, consultable en ligne à l'adresse suivante : <http://www.eugeniavoda.ro/ro/emisiuni/litere-si-filosofie/gabriel-liiceanu>.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », 22, n° 17 (375), 29 avril–5 mai 1997.

⁵ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, Iași, Polirom, 2012, p. 629.

⁶ Ștefan BOSOMITU, *Miron Constantinescu. O biografie, op. cit.*, p. 343-344.

⁷ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 452.

répondre aux aspirations du jeune étudiant, qui n'hésite pas à critiquer rétrospectivement le caractère « improvisé » de cette faculté de « philosophie marxiste » :

« La bibliographie (...) était essentiellement composée de fragments des œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine, et remontant parfois à leurs sources, des matérialistes français, de Feuerbach, et rarement de Hegel. Les œuvres fondamentales de la philosophie étaient stockées dans un "fonds spécial" auquel les étudiants n'avaient accès que sur la base d'un avis spécial. Durant les cinq années d'études, les élèves ne voient même pas une seule fois un texte de Platon. Un étudiant surpris à lire Kant à la résidence universitaire avait été exclu de la faculté. La littérature philosophique secondaire se résumait aux traductions existantes des philosophes soviétiques, plus particulièrement de la revue *Voprosi filozofii*. Les références à la "philosophie bourgeoise", dans laquelle rentraient pêle-mêle presque tous les philosophes de Platon à Schelling et toute la philosophie occidentale contemporaine, ne pouvaient se faire que sous le mode de la critique et, bien entendu, seulement à partir de sources indirectes »¹.

« Méfiant » et « introverti » selon ses professeurs de l'époque, Gabriel Liiceanu n'apprécie guère l'ambiance intellectuelle qui y règne². Seuls les cours de Zoe Dumitrescu Buşulenga, une historienne et comparatiste littéraire réputée, et d'Emeric (Imre) Tóth, historien des mathématiques, réussissent à attirer son intérêt³. Plus tard, le futur philosophe se rapproche de l'esthéticien Ion Ianoşi et tout particulièrement du logicien Henri Wald⁴, avec lequel il se lie d'amitié.

1.1 À la recherche d'un maître à penser : de l'intellectuel marxiste au philosophe nationaliste

¹ Gabriel LIICEANU, « Ce înseamnă a fi european în estul postbelic ? » (Conférence tenue devant le Collège européen de coopération culturelle, Luxembourg, 4-7 septembre 1990), « În loc de Prefață » dans *Jurnalul de la Păltiniș*, Bucureşti, Humanitas, 1991, p. 7. Sur les arguments qui justifient le « caractère improvisé » de l'enseignement de philosophie voir aussi Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, Bucureşti, Cartea Românească, 1987, p. 283-284.

² Ion IANOŞI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 629.

³ Gabriel LIICEANU, *Epistolar, op. cit.*, p. 283. Sur son admiration pour les cours d'Imre Tóth au début des années 1960 à la Faculté de Philosophie de Bucarest, voir aussi Gabriel LIICEANU, « Un umanist florentin răătăcit în secolul XX » dans Péter VÁRDI (în dialog cu Imre Tóth), *În viață sunt lucruri care nu se fac. Și care totuși se fac...*, Bucureşti, Humanitas, 2014, p. 5-7.

⁴ Gabriel LIICEANU, *Declarație de iubire*, Bucureşti, Humanitas, 2015, p. 359-362 ; Ion IANOŞI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 629-630.

Les premières années de l'étudiant Liiceanu sont marquées par la recherche d'un maître à penser¹ et par l'aspiration de rompre avec un enseignement idéologisé. C'est une période de tâtonnements où l'offre culturelle optionnelle semble rare ; la libéralisation n'est pas encore arrivée. Ce sont finalement les professeurs marxistes hétérodoxes (Imre Tóth, Ion Ianoși, Henri Wald) qui en viennent à incarner l'alternative espérée. Intellectuels organiques avant de prendre leurs distances avec le Parti communiste, les trois figures dont se rapproche dans un premier temps Liiceanu ont en commun plusieurs caractéristiques qui méritent un détour explicatif. La rencontre avec elles éclaire le rapport spécifique du philosophe à la thèse du judéo-bolchévisme qu'il invoque lors de sa conférence autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian.

Juifs non-pratiquants d'origine hongroise (Imre Tóth, Ion Ianoși) ou roumaine (Henri Wald), nés dans les années 1920 en Transylvanie ou à Bucarest dans des familles bourgeoises ou du moins prospères, les trois philosophes subissent durant leur jeunesse les effets des lois raciales et se convertissent au communisme pendant l'adolescence. Les trois connaissent des carrières brillantes au sein du PCR qu'ils avaient rejoint au milieu des années 1940 avant d'en être évincés ou marginalisés à partir de 1958 et de se diriger vers une carrière essentiellement universitaire.

En tant que résistant antifasciste au sein d'un groupe communiste interdit par la loi, durant la Seconde Guerre mondiale, Imre Tóth est capturé, torturé et emprisonné entre 1940 et 1944 par les autorités hongroises qui administrent le Nord-Ouest de la Transylvanie dont il est originaire². Prisonnier politique, il échappe de justesse aux déportations vers Auschwitz où périt le reste de sa famille³. Plus fortunés de par leur localisation géographique à l'intérieur des frontières de la Roumanie, Ion Ianoși et Henri Wald n'encourent pas les mêmes dangers, mais ils sont exclus de l'enseignement secondaire pendant plusieurs années avant de reprendre leurs études à la fin de la guerre⁴. Ils poursuivent des écoles réservées aux élèves juifs et c'est dans l'un de ces établissements qu'Henri Wald aura pour professeur

¹ Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, op. cit., p. 48-49.

² Péter VÁRDI (în dialog cu Imre Tóth), *În viață sunt lucruri care nu se fac. Și care totuși se fac...*, op. cit., p. 174 et p. 272.

³ *Ibid.*, p. 182-210, p. 193 et p. 216.

⁴ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, op. cit., p. 57 ; Henri WALD, *Confesiuni*, București, Hasefer, 1998, p. 225.

Mihail Sebastian¹. Attirés par le marxisme-léninisme, ils adhèrent au PCR respectivement en 1945 (Ion Ianoși)² et en 1946 (Henri Wald)³ et deviennent aussitôt actifs dans les réseaux de la propagande du nouveau régime (presse, système éditorial, institutions culturelles).

Dans les trois cas, la rupture ou la distanciation avec le PCR intervient après la mort de Staline, durant la deuxième moitié des années 1950, et se décline de façon différente se conjuguant avec la remise en circulation par le pouvoir communiste des discours nationaux suivie par l'exclusion d'une partie des « allogènes » (Magyars et Juifs) du Parti⁴. Le retrait des troupes soviétiques en 1958 ayant pour effet une nouvelle vague de répression et d'épuration au sein de l'appareil, Imre Tóth en est la première victime, la même année⁵. Exclu du PCR dans une séance publique sous prétexte d'avoir soutenu la Révolution hongroise de 1956 dont les autorités craignent la contagion en Roumanie, il est condamné pour « avoir diffusé une philosophie idéaliste-réactionnaire » ainsi que pour encourager la « décadence morale » et le « nationalisme magyar »⁶.

Henri Wald, fils de petits commerçants bucarestois et personnage « stylé, gracile, racé (...) élitiste » s'approche également du Parti durant la période d'illégalité⁷. Selon Gabriel Liiceanu, « s'il n'y avait pas eu les légionnaires, il aurait préféré à tout moment à ce monde grossier, le monde de l'entre-deux-guerres » tant l'« uniforme d'idéologue de la classe ouvrière » ne lui allait pas⁸. Logicien intéressé par la linguistique⁹ et surtout par le structuralisme à la mode à partir des années 1960¹⁰, Henri Wald a par ailleurs la réputation d'un excellent pédagogue. Malgré cela, il est sanctionné et congédié à son tour,

¹ Henri WALD, *Confesiuni*, op. cit., p. 13.

² Ion Ianoși adhère à l'UTC le 30 août 1945 et au PCR le 30 décembre 1945, Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, op. cit., p. 73 ; Sous l'influence d'un ami, membre de parti, rencontré en 1943, Wald devient communiste très tôt avant d'adhérer au Parti en 1946, Henri WALD, *Confesiuni*, op. cit., p. 14.

³ Entretien d'Henri Wald au Centre d'Histoire Orale, consultable en ligne, à l'adresse suivante : http://romanianjewish.org/?page_id=661.

⁴ Liviu ROTMAN, *Evreii din România în perioada comunistă, 1944-1965*, Iași, Polirom, 2004, p. 156 et p. 169.

⁵ Péter VÁRDI (în dialog cu Imre Tóth), *În viață sunt lucruri care nu se fac. Și care totuși se fac...*, op. cit., p. 232-233.

⁶ *Ibid.*, p. 133, p. 152 et p. 177.

⁷ Gabriel LIICEANU, *Ușa interzisă*, București, Humanitas, București, 2002, p. 332-333.

⁸ *Ibid.*, p. 333.

⁹ Henri WALD, *Confesiuni*, București, Hasefer, 1998, p. 16.

¹⁰ Adriana STAN, *Bastionul lingvistic. O istorie comparată a structuralismului în România*, București, Muzeul Literaturii Române, 2017.

successivement de la Faculté de Philosophie et de l'Institut de Philosophie de Bucarest en 1975, ensuite de l'Institut de Dialectologie, enfin de la Faculté de Journalisme¹. Accusé pour ses positions hérétiques et son soutien aux intellectuels perçus comme hostiles au régime tels Gabriel Liiceanu, il ne renie toutefois jamais ses convictions marxistes, ni même après 1989².

Quant à Ion Ianoși, il est le seul parmi les trois intellectuels à être le descendant d'une famille de la grande bourgeoisie austro-hongroise de Transylvanie. Converti au communisme durant son adolescence, il prend ses distances avec l'idéologie officielle dans la deuxième moitié des années 1960³. Élève brillant, envoyé par le Parti poursuivre des études à Leningrad entre 1949 et 1955 où il passe son Doctorat en Philosophie après avoir été chef de promotion sur l'ensemble de l'Université⁴, Ianoși devient instructeur au Comité Central du PMR à la Section de Culture et d'Art entre 1955 et 1965⁵. Chargé de superviser les revues des minorités nationales en raison de sa maîtrise des langues (allemand, russe, hongrois, français) et de « soigner » les relations avec l'USR, il demande à quitter ses fonctions à la Section de littérature au fur et à mesure que sa carrière universitaire prend de l'ampleur. Se consacrant exclusivement à ses activités didactiques et académiques⁶, il devient un auteur prolifique de travaux d'esthétique notamment, substituant à la « gauche politique antifasciste des années 1930-1940 la gauche culturelle d'après-guerre »⁷. Mais tout comme Henri Wald, Ion Ianoși reste jusqu'à la fin de sa vie fidèle à ses convictions, sur la ligne du « marxisme réformateur »⁸.

Ce qui réunit ces trois acteurs en dehors de leur engagement politique c'est la pratique d'un « libéralisme intellectuel » qui reste à interroger sous le rapport de ses enjeux

¹ Henri WALD, *Confesiuni, op. cit.*, p. 57-60 et p. 225-226 ; Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 793.

² Voir pas exemple les documents suivants : « Notă » (secret absolu), dossier 153/PI/00 FN, 18 octobre 1973 et « Notă » (secret absolu), dossier 153/PI/00 FN, 23 avril 1974, CNSAS cités dans « Annexes », Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, Humanitas, București, 2013, p. 377-378 et p. 398.

³ Aura CHRISTI, Andrei POTLOG (éds.), *Ion Ianoși — 80*, București, EuroPress Group, 2008, p. 12.

⁴ *Ibid.*, p. 10.

⁵ *Ibid.*, p. 11-12.

⁶ *Ibid.*, p. 11-12.

⁷ Vasile MORAR « Întelepciunea activă și stânga culturală » dans Aura CHRISTI, Andrei POTLOG (éds.), *Ion Ianoși — 80, op. cit.*, p. 211-212.

⁸ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 425.

professionnels¹. En son nom ils s'engagent dans un dialogue fécond avec certains de leurs adversaires d'idées, professant un respect de la différence pouvant se lire comme une plaidoirie en faveur de l'autonomie de la philosophie dans ses rapports au Parti communiste. Mais plus profondément, l'ouverture vers le dialogue avec les philosophes de la tendance idéaliste comme Noica, représente une tentative de nouer des liens avec les pairs qui partagent les mêmes instruments d'analyse puisés dans une tradition occidentale et de faire ainsi contrepoids à la montée des « ethnophilosophes »² du courant *protochroniste* qui créditent après 1974 l'exclusivité des sources et des instruments méthodologiques indigènes³.

C'est dans cette configuration qu'Ion Ianoși, devenu le coordinateur de doctorat de Gabriel Liiceanu, s'assure de la soutenance réussie de sa thèse de philosophie idéaliste avec un sujet (Le tragique) et une bibliographie (Nietzsche, Heidegger) peu conformes aux standards idéologiques de l'époque et éloignés de ses propres préoccupations⁴. Partenaire de dialogue constant, bienveillant même lorsqu'il est en désaccord avec son étudiant, il est l'auteur de plusieurs « Rapports » favorables à la publication des livres « difficiles » comme *Jurnalul de la Păltiniș* et *Epistolar* (« modèle d'insubordination culturelle »⁵) réclamés par les éditions de l'USR, Cartea Românească⁶.

Pour ce qui est de Henri Wald, Liiceanu trouve au départ en lui un professeur qui « par sa grâce et (...) son inclination vers le ludique, le paradoxe et l'ironie transforme tout schéma dans une convention dérisoire, (...) met la bonne humeur dans la morosité de la vie

¹ Voir dans ce sens les lettres (programmatisques) adressées par Ion Ianoși à Gabriel Liiceanu en octobre-décembre 1986 et publiées dans Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 253-282 et p. 293-299 ; Mihai Radu SOLCAN, « Dialogul Ianoși-Liiceanu din *Epistolar* », dans Aura CHRISTI, Andrei POTLOG (éds.), *Ion Ianoși — 80*, *op. cit.*, p. 247-248 ; Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, *op. cit.*, p. 633-635 ; Henri WALD, *Confesiuni*, *op. cit.*, p. 31 et p. 101-102.

² Le terme appartient à Katherine Verdery et n'est pas employé comme tel dans aucun des écrits de l'époque. Il désigne « la création ou la reconnaissance d'une philosophie indigène qui ne s'apparente pas aux traditions ouest-européennes ». Cette philosophie, tournée vers la mise en valeur de la « spécificité nationale » se compose de textes et d'auteurs hétérogènes. Pour une analyse des débats de l'époque, voir Katherine VERDERY, « Romanian Identity and Cultural Politics under Ceaușescu: an Example from Philosophy », consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/OP%2017.pdf>.

³ *Ibid.*

⁴ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, *op. cit.*, p. 630-632.

⁵ Mihai Radu SOLCAN, « Dialogul Ianoși-Liiceanu din *Epistolar* », art. cité, p. 239.

⁶ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, *op. cit.*, p. 632.

universitaire » et arrive à « friser la subversion par son non-conformisme »¹. Au fil du temps, Henri (Ricu) Wald devient un « ami » et un « protecteur paternel » même si « jamais » dira le philosophe plus tard, « un maître à penser »². Convaincu par le potentiel de son étudiant³, Wald lui conseille dès 1965 de « rentrer dans la recherche » et lui propose de rejoindre la Section d'Épistémologie et de Logique qu'il dirige à l'Institut de Philosophie de Bucarest⁴. En cette qualité, Wald le protège et le soutient tout au long des nombreux différends que Liiceanu rencontre avec ses collègues⁵ dont celui de 1975 suite auquel il est exclu de l'institution⁶ et muté à l'Institut d'Histoire de l'Art⁷. Et c'est toujours chez Henri Wald que le jeune philosophe rencontre pour la première fois Constantin Noica en 1967⁸.

Fraîchement réintégré dans le circuit académique après sa sortie de prison trois ans plus tôt, Constantin Noica travaille au milieu des années 1960 au Centre de Logique de l'Académie Roumaine⁹. Il est alors un intellectuel marginalisé bien que reconnu pour ses compétences, adepte d'une philosophie idéaliste qui repose sur la maîtrise des classiques (Platon, Kant, Hegel) dans une discipline dominée par le matérialisme dialectique. En 1967, il n'a pas encore écrit sa « suite roumaine »¹⁰ ni son *Ontologie*¹¹ pour lesquelles il sera décrété plus tard aussi bien par ses pairs que par le public large « le plus important philosophe roumain contemporain »¹². Mais tandis que des intellectuels comme Henri Wald ou Imre

¹ *Ibid.*, p. 287. Voir aussi Gabriel LIICEANU, *Declarație de iubire*, *op. cit.*, p. 359-361.

² Gabriel LIICEANU, *Ușa interzisă*, *op. cit.*, p. 334 ; Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 288.

³ Henri WALD, *Confesiuni*, *op. cit.*, p. 34.

⁴ Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 287 ;

⁵ Cf. le témoignage de Gabriel Liiceanu et les documents suivants : « Notă », (secret absolu), 20 novembre 1973 et « Notă » (secret absolu), 27 mars 1974, dossier 153/PI/00FN, CNSAS, reproduits dans « Annexes », Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, Humanitas, București, 2013, p. 274, p. 376 et p. 377.

⁶ Parmi les raisons invoquées on trouve « des manifestations hostiles et des liens avec des diplomates et des citoyens étrangers », « Notă » (secret absolu), CNSAS, dossier 153/PI/00FN, 27 mars 1974 citée dans « Annexes », Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, *op. cit.*, p. 378.

⁷ Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 288.

⁸ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, *op. cit.*, p. 198.

⁹ Gabriel Andreescu considère que c'est grâce à l'engagement auprès de la Securitate que la réintégration de Constantin Noica à la sortie de prison est plus rapide que d'ordinaire, Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozanți și documente*, *op. cit.*, p. 67.

¹⁰ Il s'agit des livres qui font référence à la spiritualité autochtone que Noica tente de définir dans plusieurs œuvres dont le titre intègre le mot « roumain », Constantin NOICA, *Rostirea filosofică românească*, București, Științifică, 1970 ; *Creație și frumos în rostirea românească*, București, Eminescu, 1973 ; *Sentimentul românesc al ființei*, București, Eminescu, 1978 ; *Spiritul românesc la cumpătul vremii. Șase maladii ale spiritului contemporan*, București, Univers, 1978, etc.

¹¹ Constantin NOICA, *Devenirea întru ființă*, vol. I & II, București, Științifică și Enciclopedică, 1981.

¹² Par exemple par Ion Ianoși dans Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 275.

Tóth sont évincés du Parti ou de leurs postes dans le champ académique et que l'étoile du marxisme-léninisme décline, celle de Constantin Noica monte sous l'effet conjugué d'une relation ambiguë au pouvoir¹, de la libéralisation qui commence dans la deuxième moitié des années 1960 et de l'intérêt grandissant du régime pour la redéfinition des produits culturels dans une optique nationalisante à laquelle se rattachent les écrits de Noica, largement instrumentalisés.

En même temps, le succès du philosophe repose selon l'anthropologue Katherine Verdery, sur l'incitation au dialogue que son œuvre lance aussi bien aux représentants de la philosophie marxiste avec lesquels Noica se retrouve sur le terrain des instruments de recherche (par exemple l'usage d'une bibliographie étrangère) qu'aux « ethnophilosophes » avec lesquels il se partage la préoccupation pour la définition d'une spiritualité nationale².

Encadré n° 21 : *L'École de Păltiniș. Idéalisme de la philosophie et pragmatisme de la domination symbolique*

Souhaitant devenir un « entraîneur culturel »³ après avoir échoué à trouver un poste à la Faculté de Lettres et Philosophie de Bucarest en 1943, Noica aspire depuis toujours à fonder une école informelle, sorte d'incubateur de « génies » capables de faire valoir la culture roumaine au niveau mondial⁴. C'est ainsi qu'après avoir exercé sa vocation de « professeur » auprès de plusieurs jeunes intellectuels dont Alexandru Paleologu durant la période du domicile obligatoire à Câmpulung, le philosophe en vient à renouer avec ses ambitions pédagogiques à l'époque de sa réinsertion post-carcérale⁵. La fin des années 1970 et surtout les années 1980, représentent un moment propice à une telle entreprise car la fermeture de l'URSS aux jeunes écrivains conduit à la multiplication des formules semi-officielles de rencontre et d'échanges entre intellectuels. Des cénacles littéraires, des cercles, des groupes plus ou moins contestataires de différentes orientations politiques sont créés un peu partout dans le pays surtout dans les grandes villes, à Timișoara, à Iași ou à Bucarest⁶.

¹ Il s'agit d'une relation qui est tant celle de la personne (Constantin Noica est alors collaborateur de la Securitate) que de l'œuvre (l'intérêt du pouvoir pour la culture nationale se trouve alors en accord avec celui du philosophe de Păltiniș pour la spiritualité roumaine), Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozații și documente*, op. cit., p. 60.

² Katherine VERDERY, « Romanian Identity and Cultural Politics under Ceaușescu: an Example from Philosophy », art. cite. À ses usages par les *protochronistes*, Constantin Noica a répondu avec une « complaisance irresponsable » selon Gabriel Liiceanu, (Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 160). Certains critiques du philosophe plus acérés, iront jusqu'à parler « des services que son œuvre a faits au national-communisme, Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozații și documente*, op. cit., p. 92.

³ Gabriel LIICEANU, « Ce înseamnă a fi european în estul postbelic ? », art. cité, p. 8.

⁴ Selon Gabriel Andreescu, l'aspiration à la création d'une école n'est qu'un projet parmi d'autres au début des années 1960, Gabriel ANDREESCU, *Cărturari, opozații și documente*, op. cit., p. 59.

⁵ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 113-114.

⁶ Gabriel ANDREESCU, *Existența prin cultură*, op. cit., p. 216.

Aussi, avec d'autres jeunes diplômés en philosophie, en psychologie ou en histoire de l'art tels qu'Andrei Pleșu, Victor Stoichiță, Sorin Vieru, Alexandru Surdu, Vasile Zamfirescu ou Anca Gheorghe, Gabriel Liiceanu entretient pour longtemps une relation de disciple à maître à penser avec Constantin Noica qui s'étend sur près de quinze ans, de 1967 à 1983. Renouant avec la tradition philosophique de l'entre-deux-guerres et plus encore avec son ambiance puisque Noica se trouve en lien avec Mircea Eliade ou avec E. M. Cioran dont les missives sont partagées avec les disciples¹, le philosophe fascine et donne accès à une époque et à un monde interdit sous le communisme. Promouvant ce qu'il appelle « la culture de performance »², autrement dit la culture légitime inculquée à un cercle d'élus par un « entraîneur », il conditionne l'entrée dans la « formation » des jeunes intellectuels par leur capacité à lire et à assimiler les travaux de philosophie en langue originale³. L'acquisition des instruments permettant de les déchiffrer à commencer par la maîtrise des langues étrangères, notamment du latin, du grec ancien et de l'allemand est nécessaire à la conformité avec ce canon d'un dogmatisme classiciste intransigent⁴. Pour satisfaire à ces exigences, Gabriel Liiceanu poursuit entre 1968 et 1973 une deuxième formation, la Faculté de Langues classiques. Ce nouveau savoir lui permet non seulement l'accès aux sources primaires de la philosophie universelle mais aussi la rencontre avec un ensemble d'écrits inédits alors en Roumanie où les traductions manquent et où de nombreux auteurs sont mis à l'index⁵. Ce rapport privilégié à la « haute culture » qui bénéficie des circuits non-officiels de circulation des livres, crée chez Liiceanu le sentiment d'élection qui surgit de l'accumulation d'un capital rare.

Lorsqu'en 1975 Constantin Noica prend sa retraite et s'exile à Păltiniș où il mène une vie quasi-monacale, à une journée de route de Bucarest, ses disciples le suivent, lui rendant visite périodiquement entre 1977 et 1981. Durant ces séjours de travail, ils se consacrent à l'exégèse des grands textes de la philosophie idéaliste (Platon, Kant et Hegel) quand ils ne discutent leurs propres productions. Noica les encourage à écrire et à s'exprimer de manière propre, originale, les guidant sur le chemin d'un sacerdoce intellectuel où il n'y a de place que pour la « Grande Culture » classique⁶, loin des « valeurs de la vie »⁷. Difficilement supportable et souvent contestée, cette exigence n'abîme pas la relation quasi-paternelle entre le maître et les disciples, ni l'ambiance amicale, ponctuée de balades quotidiennes dans la forêt et d'excursions dans la région en fin de semaine. Faisant écho à l'école grecque socratique ou péripatéticienne d'Aristote, l'enseignement promeut un modèle de transmission alternatif, loin de la discipline et de la relation de pouvoir propres au système d'enseignement officiel⁸.

Imbue d'élitisme⁹, la conception de Constantin Noica sur ce qu'est la « culture » repose sur un ensemble de dichotomies qui fonctionnent en fin de compte comme autant d'exclusions (« grands »/« seconds » auteurs, philosophie systémique/philosophie historique, philosophie/arts (littérature, arts plastiques, cinéma), ontologie/logique, éthique, esthétique,

¹ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 57

² Constantin NOICA, « Cei douăzeci și doi sau cultura de performanță », *Ramuri*, n° 7, 1981.

³ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 273.

⁴ *Ibid.*, p. 85 et p. 159.

⁵ Gabriel LIICEANU, « Ce înseamnă a fi european în estul postbelic ? », art. cité, p. 7, *Epistolar*, op. cit., p. 283-284.

⁶ Voir à ce titre le procès et l'exclusion du canon philosophique des auteurs considérés « secondaires » par Constantin Noica comme par exemple Michel Foucault, Goethe et même Martin Heidegger, Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 61, p. 93-94, p. 132-133 et p. 169.

⁷ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 225 et p. 229.

⁸ Katherine VERDERY, *Compromis și rezistență*, op. cit., p. 273 et p. 283.

⁹ Voir par exemple Constantin NOICA, « Cei douăzeci și doi sau cultura de performanță », art. cité.

création/traductions)¹. S'en dégage une vision essentialiste du monde et une suspension évidente de l'histoire et de ses conséquences². Si la « culture de performance » est ainsi le fait de quelques esprits éclairés qui se sont consacrés à leur vocation, son corollaire chez Noica est sa profession de foi en faveur du désengagement politique³. L'incitation à la non-action concerne aussi bien les gestes manifestes contre le pouvoir que la participation à des polémiques intellectuelles dont l'enjeu politique est transparent⁴. Un tel enseignement s'enracine dans un « préjugé culturaliste » selon Liiceanu, autrement dit dans la croyance que l'accès à la culture est concevable en-dehors de ses conditions de possibilité⁵. Aussi l'acte d'opposition au régime le plus efficace reste selon Constantin Noica l'adoption d'une position de l'« art pour l'art » considérée subversive par elle-même⁶. Situé historiquement dans une période qui précède l'installation du communisme en Roumanie, ce plaidoyer en faveur de la création et de la spiritualité se retrouve dans plusieurs textes programmatiques de la Jeune génération⁷.

Transmis à ses disciples, un tel enseignement est strictement poursuivi pendant plusieurs années durant lesquelles les jeunes de l'École de Păltiniș s'adonnent exclusivement aux rigueurs d'une existence dévouée à la « Culture ». Mais au fil du temps, la tentation politique les rattrape pour se traduire après 1989 dans un changement brusque et profond de carrière.

Gabriel Liiceanu rentre ainsi dans le champ académique en 1965, dans une période de transition et de flou méthodologique, « exactement au moment où le vieux code herméneutique marxiste perd son caractère contraignant sans qu'un autre qui le remplace ne soit apparu »⁸. Plus tard, il prétend que c'est ce qui lui permet à l'époque d'écrire en dehors de toute « singerie idéologique » si bien que lorsque la norme change « il est déjà trop tard » pour qu'il intègre la nouvelle sans une sévère remise en question⁹.

En 1976 il passe son doctorat sur le thème « Le Tragique, une phénoménologie de la limite et du dépassement » sous la direction d'Ion Ianoși qui, sans partager sa vision « pan-tragique » sur l'histoire de la philosophie et son penchant pour quelques auteurs proscrits alors en Roumanie tel Nietzsche, lui facilite une soutenance qui s'annonce difficile¹⁰. En attendant le moment opportun pour qu'elle ait lieu, le travail est publié en 1975, un an avant sa défense publique¹¹. Optant pour la phénoménologie, un courant philosophique situé alors

¹ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș, op. cit.*, p. 176-177.

² *Ibid.*, p. 247.

³ *Ibid.*, p. 182.

⁴ *Ibid.*, p. 237-241.

⁵ *Ibid.*, p. 154.

⁶ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș, op. cit.*, p. 234.

⁷ Mircea ELIADE, « Linii de orientare », *Cuvântul*, n° 857, 1927.

⁸ Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător, op. cit.*, p. 85.

⁹ *Ibid.*

¹⁰ Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 630-632.

¹¹ Gabriel LIICEANU, *Tragicul. O fenomenologie a limitei și depășirii*, București, Univers, 1975.

au pôle opposé du matérialisme dialectique, Liiceanu consacre un chapitre aux œuvres de Marx, preuve que sa distance à la norme n'est pas acquise comme il dira plus tard¹. Le chapitre ne sera pas repris dans la réédition du livre après 1989². Datent de la même période des traductions importantes (Platon, David Anghaght, Martin Heidegger) réalisées individuellement ou en collaboration avec d'autres membres du « cercle Păltiniș » ainsi que plusieurs séjours d'études à l'étranger avec des bourses obtenues par l'intermédiaire d'Imre Toth et d'Ion Ianoși. C'est en Allemagne fédérale que ces incursions ont lieu en 1971, avec une bourse accordée par le DAAD et entre 1982 et 1984 grâce à l'invitation de la Fondation Humboldt³.

1.2 Crise du modèle de réussite intellectuelle

Attendu comme une période d'épanouissement intellectuel, le séjour à l'étranger se dessine comme source d'angoisse existentielle et de crise professionnelle. La double-découverte de la littérature de la dissidence (Soljenitsyne, Boris Souvarine, Robert Conquest, Vassili Grossman), donc de la possibilité d'une action politique plus soutenue et de l'« inutilité » d'une « thèse de doctorat qui va prendre place sur les étagères d'une bibliothèque », « une thèse » que seuls quelques personnes ouvriront dans les décennies suivantes » décident Gabriel Liiceanu à rompre avec « le destin de stérile labeur »⁴ que lui avait présagé Constantin Noica.

Victime du choc ressenti par de nombreux intellectuels de l'Est à la rencontre avec l'offre culturelle pléthorique des circuits de production ouest-européens⁵, Gabriel Liiceanu

¹ Il s'agit du chapitre intitulé « Receptarea tragicului în antropologia marxistă » [La réception du tragique dans l'anthropologie marxiste], Gabriel LIICEANU, *Tragicul. O fenomenologie a limitei și depășirii*, op. cit., p. 202-209.

² Gabriel LIICEANU, *Tragicul. O fenomenologie a limitei și depășirii*, București, Humanitas, 1993. Le philosophe s'explique à cet égard dans Gabriel LIICEANU, « O precizare pentru prieteni », 22, 9 mars 2007.

³ Voir « Notă » (secret absolu), 9 septembre 1971, dossier « Nica Dan », n° 122/PI/FN, CNSAS dans « Annexes », Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, op. cit., p. 366 ; *Epistolar*, op. cit., p. 254.

⁴ Gabriel LIICEANU, *Ușa interzisă*, op. cit., p. 19 et p. 40.

⁵ Voir par exemple les témoignages de Norman Manea et d'Andrei Ujică lors de la discussion enregistrée à Berlin en 2012 où les deux évoquent le « blocage », la « crise de pleurs », le « découragement absolu » devant les « milliards de pages » publiés chaque année à l'Ouest, dont ils prennent la mesure à l'occasion de la participation à la foire du livre de Francfort qu'ils découvrent en quittant la Roumanie dans les années 1980. « Je crois que la première fois j'y suis allé en 1984 (...) et j'ai été absolument écrasé. (...) L'image a été absolument oppressive. Tu as dit que tout écrivain décent et lucide aurait dû mettre un point final (à son œuvre, N. D. L. R.) et j'ai pensé la même chose, mais une autre éventualité aurait été que tout écrivain décent et lucide

semble comprendre que s'il souhaite s'y intégrer comme il l'espérait, il devra repenser la place de sa philosophie en rapport avec un univers culturel beaucoup plus large et concurrentiel que celui d'origine. Ses ambitions de devenir l'auteur d'une œuvre européenne se voient ainsi confrontées à d'insoupçonnables obstacles. Mettant de côté ses recherches, il se consacre alors à d'autres activités : la correspondance avec plusieurs intellectuels de Roumanie en marge d'un livre qui vient de paraître au pays et qui fait beaucoup parler de lui : *Le Journal de Păltiniș. Un modèle païdeique dans la culture humaniste*¹. Publié en 1983 sans l'accord de Constantin Noica, ce livre marque sa séparation avec lui. Rencontrant un succès de public et de critique inespéré, il est jugé par certains commentateurs comme une entreprise d'autopromotion réussie de Gabriel Liiceanu qui s'y présente comme l'héritier auto-désigné² du philosophe aux dépens des autres membres du groupe de Păltiniș, critiqués³ ou tout simplement exclus du récit⁴.

Relativement peu connu avant la publication du *Journal* en 1983, Gabriel Liiceanu rentre avec ce livre-témoignage sur la scène intellectuelle roumaine. Écrit dans le registre de la confession littéraire, il rompt avec les rigueurs de la création académique telle que l'envisage le philosophe et constitue par-là même un acte de transgression manifeste par rapport à l'enseignement reçu. Revenant sur son expérience formatrice auprès de Constantin Noica, le *Journal* est un plaidoyer en faveur du « modèle païdeique » de reproduction socio-culturelle promu par le philosophe. Contournant le cursus officiel, ce modèle s'offre comme une solution alternative et une échappatoire convenable à la politisation de l'espace et de l'offre éducationnelle dans la Roumanie communiste. Très vite devenu un best-seller avec 8000 d'exemplaires vendus, primé par l'URSS (1982), le *Journal de Păltiniș* contribue davantage par son succès de librairie et de critique à la célébrité de Constantin Noica et de ses autres disciples⁵. Tandis que sa figure commence à faire l'objet d'un véritable culte,

se suicide », Norman Manea pendant l'entretien avec Andrei Ujică, Berlin, 2012, <https://www.youtube.com/watch?v=KHROXdHXmY4>.

¹ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, București, Cartea Românească, 1983.

² Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, *op. cit.*, p. 263-264.

³ Comme Alexandru Paleologu, Sorin Vieru ou Petru Creția, Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, *op. cit.*, p. 128, p. 182, p. 199.

⁴ Gabriel ANDREESCU, *Existența prin cultură*, *op. cit.*, p. 230.

⁵ Katherine VERDERY, « Romanian Identity and Cultural Politics under Ceaușescu: an Example from Philosophy », consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/OP%2017.pdf>.

Păltiniș devient un lieu de pèlerinage pour des centaines de lycéens et d'intellectuels qui suite à sa lecture commencent à s'intéresser à la philosophie¹.

L'ouvrage représente en même temps, une tentative de revalorisation de la philosophie idéaliste et de la phénoménologie dans un champ dominé par le marxisme et, à la fin des années 1980, de plus en plus par l'« ethnophilosophie ». Il sera suivi par un second livre, *Epistolar* [Correspondances], qui réunissant la correspondance autour du *Journal* tente lui, d'établir en plus la prééminence de la philosophie sur les autres domaines, notamment sur la critique littéraire, qui est présentée comme « inférieure » sous un / son rapport théorique. Si chez Constantin Noica cette observation avait une valeur générale, chez son disciple elle cible le contexte culturel roumain des années 1980, largement dominé par la littérature et ses instruments intellectuels². Espérant rétablir la balance en faveur de la philosophie, *Jurnalul de la Păltiniș* et *Epistolar* représentent un coup symbolique réussi pour sortir la tendance idéaliste pratiquée par Constantin Noica de sa relative marginalisation et pour asseoir la notoriété d'écrivain avant tout, de Gabriel Liiceanu.

Si les écrits de Constantin Noica consacrés à partir de 1970 à l'« identité nationale » résonnent avec le *protochronisme* embrassé par le régime, il reste que ses disciples, moins acquis à ce courant, subissent directement les conséquences de leur inadaptation à la norme culturelle. Surveillé par la Securitate, dénoncé par ses collègues pour ses prises de position contre le matérialisme dialectique et l'idéologisation des activités de recherche en philosophie³, Gabriel Liiceanu reçoit plusieurs avertissements et sanctions administratives au sein de l'Institut de Philosophie qui fonctionne alors « comme un centre d'endoctrinement de la Section d'agitation et de propagande du CC du PCR »⁴. En 1975, il est démis sous l'accusation de « plagiat »⁵ mais retrouve finalement un poste de chercheur à l'Institut

¹ Alex ȘTEFĂNESCU, « Gabriel Liiceanu : la o noua lectură », *România literară*, n° 20, 2002 ; Gabriel ANDREESCU, *Existența prin cultură*, *op. cit.*, p. 62.

² Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 143, p. 146-151.

³ Il s'insurge par exemple contre l'annexion de l'ensemble des axes thématiques du laboratoire à l'actualité politique de la Roumanie, considérant que « les philosophes ne sont pas obligés de s'engager dans la contemporanéité philosophique et politique », « Notă » (secret absolu), CNSAS, dossier n° 121/PI/FN/0061/, le 2 mai 1971, citée dans « Annexes », Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, *op. cit.*, p. 397.

⁴ Henri WALD, *Confesiuni*, *op. cit.*, p. 32.

⁵ En 1975, Gabriel Liiceanu est accusé d'avoir plagié dans sa thèse de doctorat un écrit non-publié de Constantin Noica. Avec Constantin Noica et Henri Wald, il conteste cette possibilité (cf. « Notă » (secret absolu), dossier 154/PI/00FN, Ex. 1001601, 29 mars 1975 dans Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, *op.*

d'Histoire de l'Art. Son ami Andrei Pleșu, un autre membre de l'« École de Păltiniș », subit quant à lui des conséquences bien plus dramatiques pour son insubordination politique. Diplômé en Histoire de l'Art en 1971 (section Histoire et Théorie de l'Art) en tant que chef de promotion, boursier de la Fondation Humboldt à deux reprises à Bonn (1975-1977) et à Heidelberg (1983-1984) et docteur depuis 1980, Andrei Pleșu occupe un poste de lecteur à l'Académie d'Arts Plastiques de Bucarest. À la différence de Gabriel Liiceanu, il rentre dans le PCR en 1968, à l'âge de dix-neuf ans¹. Suite à sa participation à une série de conférences interdites par le régime², il est exclu du Parti en 1982 et remercié de son poste à l'université³. C'est alors qu'il envisage une « solution de compromis »⁴ avec le régime adressant deux Mémoires à Nicolae Ceaușescu restés sans suite⁵. Après deux ans de chômage, il est employé difficilement comme documentariste à l'Institut d'Histoire de l'Art. Continuant toutefois de multiplier ses gestes de fronde à l'adresse du régime⁶, au courant de l'année 1989 il est détaché en province, à Teșcani, à 300 km de Bucarest, sur un poste de muséographe-

cit., p. 381 ; Henri WALD, *Confesiuni, op. cit.*, p. 34). Dans les années 1970 l'affaire reste pratiquement sans suite dans les milieux académiques où l'on parle davantage de « mimétisme intellectuel » et de tentative fabriquée de compromission que de plagiat à proprement parler. En 2007, ensuite en 2009, après la publication d'un recueil de documents extraits des dossiers de la Securitate de Constantin Noica (Dora MEZDREA, *Constantin Noica în arhiva Securității*, București, Humanitas, 2009), l'affaire resurgit. Elle fait l'objet d'un procès durant lequel Liiceanu est déclaré gagnant dans un premier temps mais il retire finalement sa plainte après plusieurs années, Ion SPÂNU, « Liiceanu », *ZIUA*, 27 février 2007 ; voir le dossier « Atac de presă », 22, 9 mars 2007 ; Ion SPÂNU, « Liiceanu l-a plagiat pe Noica sau i-a furat textul despre « Nostos » », *Cotidianul*, 9 juillet 2012 ; Ion SPÂNU, « Liiceanu vrea să pună batista pe țambal în procesul contra lui Roșca, Spânu și Roncea. S-a întors la lăutărit », *Cotidianul*, 23 février 2013.

¹ Selon le mémoire adressé par Andrei Pleșu à Nicolae Ceaușescu le 25 mai 1982, reproduit à l'adresse web suivante : <https://alexandrupetria.wordpress.com/tag/scrisori-andrei-ple-su-catre-ceausescu/>.

² Il s'agit de la série de conférences de méditation transcendantale inspirées par les enseignements de Maharishi Mahesh Yogi qui se déroulent à l'Institut de recherches pédagogiques et psychologiques de l'Académie Roumaine entre 1977 et 1982. Initialement approuvées par les autorités, elles sont interdites à partir de 1982. La plupart des participants, artistes et intellectuels, sont exclus du PCR et diplômés de leurs postes en raison de leur participation. Voir à ce sujet Doina JELA, Cătălin STRAT, Mihai ALBU, *Afacerea Meditația Transcendentală*, București, Humanitas, 2004.

³ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z, op. cit.*, p. 373.

⁴ Andrei PLEȘU, « O dată pentru totdeauna », *Adevărul*, 17 mars 2014.

⁵ Les deux « mémoires » ont amplement circulés dans la presse et peuvent être retrouvés à l'adresse web suivante : <https://alexandrupetria.wordpress.com/2011/02/23/scrisorile-lui-andrei-ple-su-catre-nicolae-ceausescu/>.

⁶ Voir également à ce titre, le témoignage d'Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 677.

bibliothécaire et on lui interdit de publier¹. Il est réintégré dans le circuit académique après la chute du régime communiste².

Ainsi, tant Liiceanu que Pleșu transgressent d'une façon ou d'une autre la règle de la non-intervention dans l'arène politique formulée par Constantin Noica même si, comme l'admettra Gabriel Liiceanu plus tard, « de son école ne sort aucun Havel et parmi ses élèves aucun ne devient le conseiller d'un Walesa roumain »³. La séparation avec Constantin Noica ne se joue donc pas au niveau du contenu de son enseignement car ni les auteurs, ni le corpus de textes agréés ne sont remis en discussion et l'essentiel de la pensée du philosophe n'est pas contestée. Le désaccord porte plutôt sur la façon d'envisager le rapport de l'individu à la philosophie, vécue uniquement comme activité intellectuelle et non pas comme expérience spirituelle ou comme tout simplement « expérience de la vie » qui dépasse la sphère limitée de la culture⁴. Optant pour une vision plus large, plus inclusive de l'existence, Liiceanu rompt finalement avec le préjugé culturaliste de son maître à penser⁵ et, plus tard, avec une profession qui ne lui offre pas les bénéfices d'une posture prophétique à laquelle il aspire.

1.3 Chute du régime communiste et conversion professionnelle : du philosophe à l'éditeur médiatique

La « Révolution » de 1989 met Gabriel Liiceanu en porte-à-faux avec le régime. Lors d'une conférence qui s'est tenue en septembre 1990 devant le Collège européen de coopération culturelle à Luxembourg, il n'hésite pas à définir l'« École de Păltiniș » comme l'avant-garde de la « résistance par la culture » au régime communiste de Roumanie⁶. Formule compensatoire à l'absence de mobilisation collective des intellectuels roumains contre le pouvoir politique, la « survie » ensuite la « résistance par la culture » sont présentées comme des formes d'opposition spécifiques pratiquées par les élites locales avant 1989 à l'encontre du régime communiste⁷. Dans la conjoncture de lutte pour la valorisation

¹ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z*, op. cit., p. 373.

² Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, op. cit., p. 340.

³ Gabriel LIICEANU, « Ce înseamnă a fi european în estul postbelic ? », art. cité, p. 14.

⁴ Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, op. cit., p. 204.

⁵ *Ibid.*, p. 237 et p. 240.

⁶ Gabriel LIICEANU, « Ce înseamnă a fi european în estul postbelic ? », art. cité, p. 6.

⁷ *Ibid.*, p. 7.

des attitudes anticommunistes des années 1990, la formule est critiquée par les dissidents qui, ayant pris des risques plus importants, contestent à présent son efficacité¹. Il n'empêche, le syntagme fait fortune en fonctionnant comme un véritable coagulant de capital symbolique pour ceux qui, comme Gabriel Liiceanu, s'en réclament.

Cependant, à partir de 1990 les vertus tant louées de la « tour d'ivoire » sont abandonnées par les disciples de Constantin Noica au profit de l'entrée sur la scène politique. Membre fondateur du GDS et collaborateur à la revue 22, Gabriel Liiceanu s'implique dans les mouvements intellectuels contre le FSN et participe à la Manifestation de la Place de l'Université comme l'une de ses figures majeures. Ses premières prises de position à l'époque se rattachent à un « anticommuniste viscéral » comme celui qui traverse l'essai intitulé l'« Appel aux fripouilles » qui connaît un grand succès. Lancé le 30 décembre 1989, ce « manifeste moral »² est publié dans le premier numéro de la revue 22³ adresse une requête aux anciennes élites communistes — celle de se retirer des fonctions publiques :

« Laissez s'entrevoir une trace d'embarras dans votre regard.
Soyez désemparés un moment.

Ne passez plus à la télévision.

N'écrivez plus dans les journaux.

N'élevez votre voix que pour un bref repentir sinon vous l'élèverez pour encore mentir.

Laissez les paroles dire ce qu'elles disent ; renoncez un temps à prononcer des mots comme “dignité”, “liberté”, “conscience”, “justice”, “peuple”. N'assassinez pas ces mots-là !

Renoncez aux alibis moraux en vous disant que vous avez sans cesse fait le mal pour pouvoir faire le bien de temps à autre.

N'ayez pas peur, seulement, parfois, une longue et insupportable honte. Cherchez alors un parent qui a perdu son enfant⁴ ces jours-ci et demandez-lui pardon.

¹ Gabriel ANDREESCU, *Existența prin cultură*, op. cit., p. 109 et p. 230.

² Selon le mot de Vladimir TISMĂNEANU, « Canaliile, nerușinarea și restaurația. “Apelul către lichele” după un sfert de veac », 1^{er} janvier 2015, Contributors.ro, <http://www.contributors.ro/politica-doctrine/canaliile-neru%C8%99inarea-si-restaura%C8%99Bia-apelul-catre-lichele-dupa-un-sfert-de-veac/>.

³ Gabriel LIICEANU, « Appel către lichele », 22, n° 1, 20 janvier 1990.

⁴ Il fait référence aux victimes de la « Révolution » de décembre 1989.

Rentrez méditatifs dans le nouvel an. Et allumez un cierge pour les morts et pour vous-mêmes.

Et si vous faites ainsi, vous cesserez d'être des fripouilles et vous recevrez notre reconnaissance. Nous vous aimerons »¹.

Si l'essai devient célèbre au sein des milieux de la « société civile » qui se mobilisent après 1989, c'est parce qu'il capte et résume le principal message de l'opposition politique au premier gouvernement « néo-communiste » : le changement de régime doit passer par le renouvellement du personnel politique. C'est au nom de ce principe, que le philosophe justifie son entrée sur la scène politique en 1990 mais aussi au nom de son « devoir de citoyen »². Tête d'une liste d'indépendants formée exclusivement d'intellectuels³, le philosophe ne rencontre pas le succès escompté (1,87 % des suffrages à l'Assemblée Nationale⁴) et accuse ses adversaires de fraude électorale⁵. Plus tard, il admettra son manque de maîtrise des compétences requises pour s'adresser à un public profane⁶.

L'usage d'un vocabulaire philosophique et théologique et d'une vision catastrophiste sur le passé communiste dépeint comme la plus « mauvaise période de l'histoire de l'humanité », comme une époque de confrontation entre « les victimes et les bourreaux » un règne de la « bêtise », un « purgatoire », un « Enfer »⁷, ne sont pas en mesure d'attirer les électeurs dans l'immédiat après-1989. Son projet politique fait par ailleurs une large place à la liquidation des vestiges du socialisme et aux valeurs libérales et conservatrices d'organisation de la société comme le respect de la propriété privée, de l'individualisme, du « principe monarchique »⁸. La critique sans nuances du passé et, plus encore, de la scène du pouvoir vue comme un « simulacre » ou une « comédie peuplée de personnages impuissants, suspects ou ridicules » loin « des formes explicitement-traditionnelles » pratiquées ailleurs⁹ trahissent son désenchantement par rapport à la capacité de la politique à changer le monde¹⁰.

¹ Gabriel LIICEANU, *Apel către lichele*, București Humanitas, 1992, p. 6.

² *Ibid.*, p. 32.

³ Voir la composition des listes dans 22, n° 16, 4 mai 1990.

⁴ Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, op. cit., p. 219.

⁵ Gabriel LIICEANU, *Apel către lichele*, op. cit., p. 36.

⁶ Gabriel LIICEANU, *Ușa interzisă*, op. cit., p. 19.

⁷ *Ibid.*, p. 8, p. 49, p. 70, p. 101 et p. 103.

⁸ Gabriel LIICEANU, *Apel către lichele*, op. cit., p. 108, p. 125-137.

⁹ *Ibid.*, p. 37-38.

¹⁰ *Ibid.*, p. 37.

Cette posture élitiste et l'absence d'une organisation de parti qui mobilise plus largement les électeurs en sa faveur participent à l'échec de Gabriel Liiceanu à convertir son capital symbolique en capital politique après 1989¹.

Contrairement à ce cas de figure, son ami proche Andrei Pleșu, adopte une stratégie différente pour faire son entrée dans la sphère du pouvoir : il accepte la collaboration avec le FSN. Nommé Ministre de la Culture dans le premier gouvernement de Petre Roman, Pleșu désigne à la tête de plusieurs institutions culturelles des intellectuels en rupture avec l'ancien régime. Parmi ceux-ci, Gabriel Liiceanu prend les rênes des anciennes Éditions Politiques du PCR avec la mission de redéfinir leur ligne éditoriale et de rentabiliser la maison².

Encadré n° 22 : *Les Éditions Humanitas ou l'excellence de l'anticommunisme (1990-2018)*

Dirigée depuis 1990 par Gabriel Liiceanu, Humanitas est à présent la maison d'édition la plus importante de Roumanie aussi bien en termes de chiffre d'affaires que de prestige sur la scène publique. Elle est fondée en 1990 sur « les ruines des Éditions Politiques » dont elle hérite suite au changement de régime³. Créées en 1953 sur les bases des Éditions du Parti Ouvrier Roumain fondées en 1948, les Éditions pour la littérature politique, ensuite les Éditions Politiques, sont directement subordonnées jusqu'en 1989 à la Section idéologique du CC du PCR⁴. Dirigées par des hauts fonctionnaires et des membres du Comité central du Parti, les Éditions Politiques représentent selon Gabriel Liiceanu un « temple » de la propagande communiste⁵. Pour autant, aussi bien lui que son maître à penser Constantin Noica sont publiés ici avant 1989, à côté des intellectuels marxistes et des dirigeants communistes (Gorbatchev, Charles de Gaulle, Tito, Erich Honecker, Edward Gierek, Lénine, etc.)⁶. La Maison fait une large place à partir de 1965 aux œuvres et discours de Nicolae Ceaușescu⁷. Parmi les auteurs publiés se trouvent nombre de penseurs importants en sciences sociales et humaines en provenance de France, d'Allemagne, d'Autriche, des États-Unis ou de Grande-Bretagne comme Jürgen Habermas, Claude Lévi-Strauss, Lucien Goldmann, Alvin Toffler, Jean Piaget, Noam Chomsky, Karl Jaspers, Charles Wright Mills, Herbert Marcuse⁸.

Lorsqu'en 1990 Gabriel Liiceanu devient le directeur des Éditions Humanitas, il cherche d'emblée à redéfinir la mission de l'entreprise de façon plus adaptée au processus de « démocratisation ».

¹ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 149.

² Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, op. cit., p. 12.

³ Cf. l'entretien accordé par Gabriel Liiceanu à Cristian Teodorescu pour *Cotidianul*, le 30 mars 2007 repris par Hotnews.ro, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.hotnews.ro/stiri-arhiva-1101173-gabriel-liiceanu-prezinta-cifrele-privatizarii-editurii-care-preluat-1990-situatia-financiara-humanitasului.htm>.

⁴ Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, op. cit., p. 10.

⁵ *Ibid.*, p. 11.

⁶ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité, p. 40-41.

⁷ Gabriel LIICEANU, *Dragul meu turnător*, op. cit., p. 11.

⁸ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité, p. 41.

En articulant son projet éditorial à une ancienne idée de Constantin Noica, la nouvelle maison promeut le retour aux classiques en faisant pendant les premières années une large place à la traduction et à la publication des œuvres complètes d'auteurs tels que Platon, Aristote, Kant, ou Hegel. La mise en circulation de leurs œuvres est de surcroît présentée comme un instrument essentiel pour l'accès du public autochtone à la « grande » culture universelle et aux sources primaires de la spiritualité occidentale¹. En même temps, ce projet met progressivement en place une politique de publication de travaux consacrés au libéralisme et à une critique à la fois profane et savante du marxisme et des régimes communistes. La Maison travaille ainsi à la refondation idéologique de la norme culturelle et à la définition de ce qui devrait être le nouveau régime politique de Roumanie. Parmi les collections représentatives de cette ligne éditoriale compte celles intitulées « Le Procès du Communisme », « Zeitgeist » et « La Société Civile »². La première publie des historiens, des politologues et des essayistes intéressés par le fonctionnement des régimes « totalitaires » (Stéphane Courtois, Robert Conquest, Richard Pipes, Czelaw Milosz, Boris Souvarine, Gail Kligman, Timothy Garton Ash, Denis Deletant) et des anciens prisonniers politiques ou des dissidents qui témoignent de leurs luttes passées (Ion Ioanid, Elisabeta Rizea, Monica Lovinescu, etc.)³. Nombreux parmi ces auteurs sont proches du Mémorial Sighet et de leurs fondateurs. La collection « Zeitgeist » coordonnée par Vladimir Tismăneanu, un politologue réputé professeur à l'Université Maryland aux États-Unis, publie des penseurs « libéraux » comme Isaiah Berlin, Hannah Arendt, Arthur Koestler mais aussi des écrivains tels que George Sorel, Eric Voegelin ou Albert Camus⁴. Enfin, la collection « La Société Civile » publie des classiques du libéralisme comme F. A. Hayek, Karl R. Popper, Robert Nozick, John Stuart Mill, Samuel P. Huntington, Françoise Thom, Alain Besançon, Alexis de Tocqueville, Jean-François Revel, François Furet, les « Nouveaux philosophes » (André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy), Pierre Manent, autant « d'auteurs qui légitiment scientifiquement les positions politiques de Gabriel Liiceanu »⁵.

Ayant pour vocation à « contribuer à la création d'un marché culturel libre »⁶ où l'accent est mis sur « la liberté des idées » et non pas sur le critère marchand de sélection des œuvres, la maison n'est pas vouée à l'obtention de profits temporels bien qu'« il ne faut pas à en avoir honte », comme le précise son directeur⁷. Il reste toutefois qu'en plus de devenir une maison d'excellence, Humanitas représente une réussite économique hors du commun sur un marché de l'édition qui s'effondre⁸. Première maison d'édition privée en février 1991⁹, Humanitas hérite d'un patrimoine estimé à 17 300 € soit 23,46 % de son capital de départ¹⁰. En plus, elle bénéficie des investissements de plusieurs citoyens français à l'aide desquelles Gabriel Liiceanu crée une société

¹ Gabriel LIICEANU, Thomas KLEININGER, « Un proiect cultural cu dividende », *Dilema*, n° 43, 5-11 novembre 1993.

² Voir le site web des Éditions Humanitas : <http://humanitas.ro>.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

⁶ Cf. l'entretien accordé par Gabriel Liiceanu à Cristian Teodorescu, art. cité.

⁷ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité, p. 44.

⁸ Si en 1991-1992, 10 000 maisons d'édition sont enregistrées au ministère de la Culture, en 2001 il n'en reste qu'à peu près 1000, qui sont confrontées à de graves problèmes économiques, Ion IANOȘI, « Uniunea Scriitorilor în sistemul culturii socialiste și segmental literar în tranziția românească » dans Adrian MIROIU, *Instituții în tranziție*, București, Punct, 2002, p. 259 cité par Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

⁹ *Ibid.*, p. 34.

¹⁰ Entretien accordé par Gabriel Liiceanu à Cristian Teodorescu, art. cité.

sur actions dont il devient avec le temps le principal actionnaire¹. Jusqu'en 2005, pendant plus de quinze ans, le profit de l'entreprise est réinvesti et elle crée près de 200 nouveaux emplois². En 2013, le chiffre d'affaires du holding Humanitas s'élève à 7,35 millions d'euros et en 2016 à 9,56 millions d'euros sur un marché du livre estimé à environ 62 millions d'euros³.

À part le talent de gestionnaire de son patron, la réussite de l'entreprise repose également selon Camelia Runceanu, sur un vaste réseau de collaborateurs (traducteurs, directeurs de collection, rédacteurs) cooptés parmi les membres du GDS et parmi les intellectuels dissidents de l'exil politique anticommuniste (Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, Mihnea Berindei, Marie-France Ionesco)⁴. Ils contribuent à la construction du catalogue Humanitas et à l'obtention de financements pour certaines publications de la part du ministère des Affaires Étrangères français ou de la Fondation Soros⁵. A ses débuts la maison se spécialise exclusivement dans le livre de philosophie et de sciences sociales (politologie, histoire, psychologie) étant d'ailleurs une « pionnière de l'importation en Roumanie » des titres étrangers⁶, mais elle diversifie progressivement son offre en incluant les sciences exactes, les albums d'art, les manuels scolaires, les livres pratiques et les livres pour la jeunesse. Dès 1990, Humanitas s'enrichit d'un réseau de libraires propres et plus tard, d'une entreprise multimédia (Humanitas Multimedia) ainsi que d'une entreprise spécialisée dans la production de livres électroniques (Humanitas Digital) qui complètent le groupe éditorial formant à présent un des plus puissants holdings du marché éditorial roumain⁷.

Humanitas se distingue aussi par la publication de plusieurs séries d'auteurs et de collections qui renouent sous le rapport intellectuel avec l'entre-deux-guerres et ses traditions de pensée. Les éditions acquièrent ainsi les droits exclusifs de publication en Roumanie de plusieurs membres de la Jeune génération comme Constantin Noica, E. M. Cioran, Mircea Eliade ou Eugène Ionesco. Dans la même veine, elle crée la collection « Penseurs Russes » où paraissent les philosophes d'inspiration existentialiste-chrétienne ou irrationalistes dont certains très à la mode dans les milieux bucarestois des années 1930 notamment dans l'entourage de Nae Ionescu comme Nikolai Berdiaev ou Léon Chestov, mais aussi Piotr Tchaadaïev, Vladimir Soloviev, Pavel Florensky⁸. Plusieurs auteurs intéressés par la reconstitution historique, biographique ou littéraire de la période trouvent leur place parmi les auteurs Humanitas (Ioana Pârvulescu, Lucian Boia, Neagu Djuvara, etc.).

Il ne faudrait pas pour autant supposer que le management de la maison tourne davantage en faveur des raisons idéologiques que des raisons économiques, comme nous le confie en entretien un des directeurs de collection⁹ et c'est probablement à cette raison que le très attendu *Journal (1935-*

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Selon un article paru dans *Forbes Romania*, le 12 juin 2014, [https://www.forbes.ro/2013-cifra-de-afaceri-
editurii-humanitas-crescut-cu-78-21247](https://www.forbes.ro/2013-cifra-de-afaceri-editurii-humanitas-crescut-cu-78-21247).

⁴ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

⁵ Gabriel LIICEANU, Thomas KLEININGER, « Un proiect cultural cu dividende », art. cité.

⁶ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

⁷ Informations trouvées sur le site web des Éditions Humanitas : <http://www.humanitas.ro/>.

⁸ Voir le site web des Éditions Humanitas : <http://humanitas.ro>. Voir aussi le témoignage d'Ion Ianoși qui, en 1990 à l'invitation de Gabriel Liiceanu fait partie à titre consultatif du conseil éditorial et devient petit actionnaire de la maison d'édition. Au même moment il devient coordinateur de la collection « Penseur russes » où entre 1992 et 1998 paraîtront plusieurs écrivains en voie de « récupération » en Russie, Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți, op. cit.*, p. 721-723.

⁹ Entretien avec X, directeur de collection chez Humanitas, Bucarest, 1^{er} novembre 2010.

1944) de Mihail Sebastian paraît sous les presses d'Humanitas. De la même manière, plusieurs livres qui discutent de manière critique l'engagement légionnaire des intellectuels de la Jeune génération sont à leur tour publiés chez Humanitas (Alexandra Laignel-Lavastine, Armin Heinen, Leon Volovici, Irina Livezeanu, Dora Mezdrea), la maison tirant profit de l'intérêt grandissant pour la période chez les auteurs qui cherchent à la réévaluer dans une perspective dé-mythisante¹.

Créant un label d'excellence qui repose sur la consécration des auteurs déjà consacrés, Humanitas allie les profits et « les échanges inséparablement symboliques et matériels »² représentant un puissant vecteur de pouvoir culturel et un instrument précieux de sélection, d'homologation et de diffusion de références culturelles en Roumanie après la « Révolution » de 1989.

« Acceptant la provocation », Gabriel Liiceanu change son nom en « Humanitas » et en fait une entreprise dédiée aux sciences sociales et à la littérature³. Très investi dans sa nouvelle profession d'éditeur, il devient ce que Christophe Charle appelle un « homme double », c'est-à-dire un « passeur » entre un public de lecteurs en voie de formation et un espace de production intellectuelle qui se métamorphose sous l'effet du changement des codes et des références culturelles⁴.

Épargné désormais par la confrontation avec la censure politique, la profession d'éditeur se transforme et s'adapte en répondant à la demande d'un lectorat en voie de formation. Il doit également faire face à la concurrence des autres médias, à commencer par la presse écrite et surtout par la télévision qui se libéralise à partir de 1990⁵. Pendant que de nombreuses entreprises succombent devant ces épreuves, Humanitas prospère grâce au talent gestionnaire de son directeur. Profitant de l'insertion de Gabriel Liiceanu dans différents milieux (intellectuel, universitaire, politique et militant) qui donnent accès à des publics variés⁶, Humanitas devient une pièce essentielle dans la promotion et la reproduction du très influent « groupe de Păltiniș » qui s'agrandit⁷. Par sa capacité de sélection et d'« intronisation » des acteurs qui en font partie (ministres, directeurs d'institutions,

¹ Voir le site web des Éditions Humanitas : <http://humanitas.ro>.

² Pierre BOURDIEU, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, 1980, p. 2-3 cité par Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

³ *Ibid.*

⁴ Christophe CHARLE, « Le temps des hommes doubles », art. cité, p. 75. Voir aussi Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art*, *op. cit.*, p. 50-51.

⁵ Vladimir PASTI, *Noul capitalism românesc*, *op. cit.*, p. 316-319.

⁶ Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

⁷ Sorin Adam MATEI, *Boierii minții. Intelectualii români între grupurile de prestigiu și piața liberă a ideilor*, *op. cit.*, p. 8 et p. 24-25.

auteurs)¹, la maison d'édition fonctionne comme un multiplicateur de pouvoir culturel entre les mains de son directeur.

1989 signifie également une accélération de la carrière universitaire de Gabriel Liiceanu nommé professeur à la Faculté de philosophie de Bucarest dès 1992. Mais au fur et à mesure que sa position d'intellectuel public se consolide, sa carrière académique décline². Amorçant une tendance manifeste bien avant 1989³, l'auteur du *Journal de Păltiniș* abandonne après 1994 l'écriture savante des ouvrages de philosophie au profit d'une écriture « grand public ». Aussi, le *Journal de Păltiniș* est suivi de plusieurs volumes d'essai et de vulgarisation de certaines notions de philosophie comme *Cearța cu filozofia* [La querelle avec la philosophie] (1992) ou d'« égo-littérature » comme *Declarație de iubire* [Déclaration d'amour] (2001), *Ușa interzisă* [La porte interdite (fragment de journal)] (2002), *Despre minciună* [Sur le mensonge] (2006), *Despre ură* [Sur la haine] (2007), *Despre seducție* [Sur la séduction] (2007), *Dragul meu turnător* [Mon cher indic] (2013)⁴.

Mais cette bifurcation vers le genre autobiographique considéré comme moins « noble » et subalterne finalement à la fiction par les littéraires⁵ ne répond pas seulement à un choix personnel comme l'avance Gabriel Liiceanu dans son journal⁶. Il s'agit aussi d'un changement lié à la diversification de l'offre de la maison Humanitas dont la ligne de production s'enrichit au cours du temps avec plusieurs collections de ce type (« grand public »)⁷ dont le succès commercial permet d'assurer la conservation du label d'excellence

¹ Sorin Adam MATEI, Mona MOMESCU, *Idolii forului*, București, Corint, 2010, p. 33.

² Voir par exemple l'enquête d'István Aranyosi sur le peu de publications « de spécialité » (2) signées par Gabriel Liiceanu dans les revues cotées comme celles agréées par l'ISI ou JSTOR dans István ARANYOSI, « Specializarea : intelectual. Cazul intelectualilor filozofi din România. Un exemplu de logică » dans Sorin Adam MATEI, Mona MOMESCU, *Idolii forului*, *op. cit.*, p. 91-92 et p. 96.

³ Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, *op. cit.*, p. 263.

⁴ Gabriel LIICEANU, *Cearța cu filozofia*, București, Humanitas, 1992, *Declarație de iubire*, *op. cit.*, *Ușa interzisă*, *op. cit.*, *Despre minciună*, București, Humanitas, 2006, *Despre ură*, București, Humanitas, 2007, *Despre seducție*, București, Humanitas, 2007, *Dragul meu turnător*, *op. cit.*

⁵ Marcel de GRÈVE, « L'autobiographie, genre littéraire ? », *Revue de littérature comparée*, n° 325, 2008, p. 23-30.

⁶ Gabriel LIICEANU, *Ușa interzisă*, *op. cit.*, p. 19-26.

⁷ Comme par exemple la collection « L'étagère à Denise » ou l'acquisition des droits de diffusion exclusive des auteurs comme Milan Kundera ou Paolo Coelho, Camelia RUNCEANU, « Nouveaux éditeurs roumains après 1989 et renouvellement des discours politiques autorisés : les éditions Humanitas », art. cité.

— du circuit de production restreinte — donné par la publication coûteuse et peu rentable des grands classiques, stratégie propre à l'industrie éditoriale¹.

D'un philosophe en voie d'affirmation avant 1989, Gabriel Liiceanu devient ainsi un intellectuel médiatique et un éditeur de succès, sa réussite étant liée à l'avènement des moyens de communication de masse à partir de 1990. Son ascension est en ce sens possible grâce à l'appel à de circuits de consécration hybrides. Elle est d'un côté redevable à la reproduction d'un capital symbolique hérité de Constantin Noica et à ce titre, à un état du champ intellectuel au fonctionnement personnalisé et élitiste qui repose sur les « groupes de prestige » et les « grandes personnalités »². D'un autre côté, elle est liée au développement après 1989 d'une économie de marché dans le domaine des biens culturels³. Illustrant la combinaison de principes de légitimation contraires qui caractérise les situations de « transition politique »⁴, la trajectoire de Gabriel Liiceanu est paradigmatique d'une stratégie de reproduction qui repose sur le passage d'une position de producteur intellectuel d'avant-garde vers celle de médiateur culturel.

Sa conversion d'un dissident marginalisé à la fin des années 1980 en une figure prééminente de la scène publique des années 1990 et 2000 est représentative pour de nombreux artisans du changement de régime qui délaissent un devenir académique pour s'ériger en gardiens d'un nouvel ordre moral « démocratique ». Quels sont les mots de ce nouvel ordre en Roumanie et comment émergent-ils, c'est ce que nous apprend la poursuite du débat autour des relectures du passé « récent » occasionné par le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian.

¹ Il s'agit de deux logiques économiques — celle de « l'art pour l'art » et celle économique qui se légitiment réciproquement lorsqu'il s'agit des circuits de production éditoriale, Pierre BOURDIEU, *Les règles de l'art*, *op. cit.*, p. 234-237.

² Sorin Adam MATEI, *Boierii minții. Intelectualii români între grupurile de prestigiu și piața liberă a ideilor*, *op. cit.*, p. 7-8,

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ David STARK, « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété "recombinante" », art. cité, p. 129.

2. *Sebastian, mon frère* : la subversion de l'empathie et les limites de l'identification

Dans la polémique autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, la communication que Gabriel Liiceanu soutient le 13 avril 1997 devant la FCER représente un point de tournure dans la controverse. Intitulée « Sebastian, mon frère »¹, en paraphrasant² le « Bruder Hitler » de Thomas Mann³, ce texte se veut un exercice de « compassion » envers l'« écrivain roumain » et le « Juif » Mihail Sebastian⁴. Mais l'intention de départ s'en retrouve détournée selon Michael Shafir puisque pendant que l'écrivain allemand prend sur soi la culpabilité des crimes du nazisme, Gabriel Liiceanu s'« engage dans un exercice contraire », d'attribution des crimes du communisme⁵.

La clef de lecture choisie par le philosophe c'est l'identification avec l'auteur du *Journal (1935-1944)* :

« Je ne pourrais parler de lui qu'en faisant de son témoignage une *provocation*, pour retrouver dans ma propre biographie les hypostases de sa judaïté. Je comparerai donc nos deux vies, je les superposerai comme deux paumes qui se touchent, qui se mesurent, qui se joignent enfin dans l'étreinte d'une reconnaissance. Mais comment mesurer la vie d'un homme autrement qu'à l'aune de notre propre vie ? »⁶.

Anticipant les critiques que sa démarche pourrait soulever, Gabriel Liiceanu continue en mettant en garde son auditoire :

« En écrivant ces pages je m'efforcerai d'oublier toute dichotomie facile, j'irai jusqu'à tenter de surmonter la sévérité du binôme antisémite-philosémite ; je ne me soucierai pas un seul instant de vous flatter, au risque même de vous vexer. Je parlerai de l'intérieur de mon propre être, de ma propre biographie, où les livres

¹ En français dans le texte. Publiée dans un premier temps dans la revue 22, n° 17 (375), 29 avril–5 mai 1997, la conférence est ensuite traduite et publiée dans Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », [trad. du roumain par Șerban Cristovici], *Esprit*, juillet 2000. Notre analyse s'appuie sur la version française du texte.

² Michael SHAFIR, « The Man They Love to Hate: Norman Manea's Snail House Between Holocaust and Gulag », art. cité, p. 75.

³ Thomas MANN, « That man is my brother » [Bruder Hitler], *Esquire*, 3 mars 1939, consultable en ligne à l'adresse web suivante, <https://classic.esquire.com/article/1939/3/1/that-man-is-my-brother>.

⁴ Gabriel LIICEANU, « L'antisémitisme en Roumanie », *Le Monde*, 15 février 2000.

⁵ Michael SHAFIR, « The Man They Love to Hate: Norman Manea's Snail House Between Holocaust and Gulag », art. cité, p. 75.

⁶ Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », art. cité, p. 195.

de Sebastian entreront comme dans un espace de résonance pour le remplir d'accords, d'échos et de rumeurs »¹.

Sondant son propre vécu à la recherche d'une judaïté imaginée, Gabriel Liiceanu évoque trois épisodes. Tout d'abord son exclusion du concours d'admission à la Faculté de Philosophie de Bucarest en 1960 en raison de ses « origines bourgeoises », similaire, pense-t-il, au *numerus clausus* mis en place durant l'entre-deux-guerres pour limiter l'accès des étudiants juifs à l'Université². Ensuite son « épuration » de l'Institut de Philosophie en 1975 en raison de sa non-appartenance au parti communiste³. Enfin, les appels à la mort proférés à son insu lors d'une contre-manifestation des ouvriers typographes de la Maison de la Presse Libre où se trouve le siège des éditions Humanitas, en juin 1990. La mobilisation lui donne le « frisson du pogrom » :

« N'ayant pas encore lu Sebastian, j'ignorais que j'étais moi aussi, à ma manière, un Juif ». Car « est Juif quiconque se retrouve proscrit non pas en raison de ses actes, mais de la catégorie dont il relève »⁴.

Chez Gabriel Liiceanu, la « judaïté » représente une catégorie d'appartenance équivalente à celle de « classe bourgeoise » qui stigmatise les « ennemis du peuple » sous le régime communiste.

À l'exception² de ces épisodes, une autre hypostase de la judaïté chez Liiceanu est l'attribution d'un rôle social qui coupe court à son aspiration de se singulariser, d'être avec d'autres mots considéré comme « inclassable »⁵. Tout comme Sebastian qui s'est trouvé en son temps « pris sous le feu croisé des mitrailleuses idéologiques de l'extrême droite et de l'extrême gauche »⁶ au moment de la publication de son roman *Depuis deux mille ans*, le philosophe pense avoir expérimenté à plusieurs reprises dans sa vie l'imposition forcée d'une appartenance sociale ou politique réductrice. Il l'a ressenti une première fois en 1975, lorsque poursuivi par la Securitate, on lui fait savoir que les autorités l'ont inscrit sur « des

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 196.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 196-197.

⁵ *Ibid.*, p. 198.

⁶ Mihail SEBASTIAN, *Cum am devenit huligan, op. cit.*, p. 35, cité par Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », art. cité, p. 197.

listes contraires », tantôt avec « les Gardes de fer de par sa proximité avec Constantin Noica », tantôt comme « vendus aux Youpins » de par son amitié avec Ricu Wald¹. Une expérience plus récente, du même type, est celle où on lui reproche des affiliations idéologiques opposées en raison des auteurs publiés chez Humanitas. Pendant que plusieurs intellectuels dénoncent en lui l'« éditeur de l'extrême droite : Eliade, Cioran, Noica etc. », Liiceanu dit avoir reçu « quantité de lettres » dans lesquelles on l'associe aux « nombreux auteurs juifs (...) : Eisenberg, Grossman, Glucksmann, Sebastian, Volovici » parus avec le concours de sa maison d'édition².

Après le passage en revue de ces épisodes autobiographiques, une seconde partie de sa conférence cherche à définir ce que signifie pour lui « être Juif ». Et il trouve que le trait essentiel de sa condition est sa connaissance de la souffrance et de la mort³ :

« Le Juif la vit avec une densité insoupçonnée, décantée jusqu'à l'essence. Par son histoire même, le peuple juif transforme la mort en *askesis*, en exercice ; la mort passe de la condition générale-ontologique à une condition existentielle, se fond en nous, nous habite, devient un milieu familier pour l'être humain. C'est comme si l'humanité avait décidé un jour (...) de spécialiser l'une de ses composantes (...) pour l'envoyer en reconnaissance dans une contrée qui, finalement, nous est destinée à tous. Le Juif devient un *Vorläufer*, un "éclaireur", un précurseur de notre propre condition »⁴.

De cette intimité avec la mort, de la conscience permanente de la souffrance, naît selon Gabriel Liiceanu une autre caractéristique du peuple juif à savoir son haut potentiel créateur :

« Aux dires de Sebastian "Judas doit souffrir" signifie vraisemblablement "Judas doit créer". En tout créateur nous pourrions distinguer la trace du Juif qui *se dépêche* de dire ce qu'il a à dire, parce qu'il *sait* qu'un seul pas le sépare de la mort »⁵.

C'est au nom de cette vocation créative et de son expression que Sebastian se bat tout au long de sa vie contre la « bêtise de ceux » qui cherchant à l'enfermer dans une catégorie,

¹ Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », art. cité, p. 197.

² *Ibid.*, p. 197-198.

³ *Ibid.*, p. 201.

⁴ *Ibid.*, p. 200-201.

⁵ *Ibid.*, p. 201.

« ne le laissent pas être »¹. Cette lutte est le principal message du *Journal (1935-1944)* selon Gabriel Liiceanu.

La dernière partie de la conférence s'ouvre sur une question concernant les choix politiques de l'écrivain du *Journal (1935-1944)* après l'installation du PCR au pouvoir à la fin de la guerre :

« Qu'aurait fait Sebastian, s'il avait survécu en assistant à l'essor de l'imbécilité endoctrinée² qui devait affecter l'ensemble du pays, "Juifs et Roumains pêle-mêle" ? Le code moral du *Journal* ne laisse planer aucun doute : Sebastian serait demeuré une victime — coupable cette fois-ci non pas de judaïté, mais de pensée, de pensée personnelle, et de la prétention de se considérer comme un individu avant tout »³.

Selon Gabriel Liiceanu, l'écrivain n'aurait jamais adhérer au régime communiste comme tant d'autres Juifs après 1945 :

« Comment est-il possible pour celui qui a porté une seule fois dans l'histoire l'uniforme de la victime, d'endosser aujourd'hui celui du bourreau ? (...) Maintenant, que certaines des anciennes victimes avaient l'option troublante d'instrumenter une nouvelle calamité historique (ou tout au moins d'en tirer profit), ne rataient-elles pas justement une chance d'abolir définitivement la souffrance, au terme de leur propre souffrance extrême ? Comment les siens qui savaient tout de la douleur, pourraient-ils participer à un nouveau scénario suscitant la douleur ? »⁴.

Reprenant de façon non-critique la thèse du judéo-bolchévisme selon laquelle les Juifs sont responsables de l'installation du régime communiste en Roumanie et de ses victimes, Gabriel Liiceanu la dote de crédibilité⁵. Loin d'une doxa abstraite, elle relève dans son cas de son propre vécu étant donné sa proximité avec plusieurs intellectuels juifs qui échappant de justesse à la Shoah deviennent membres du PCR avant d'être marginalisés à partir des années 1950. Au niveau conceptuel, cette thèse lui permet de dépasser la comparaison entre la condition de victime du régime communiste et celle de victime du « fascisme » en introduisant une corrélation entre les deux.

¹ *Ibid.*

² Le mot est utilisé par Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, *op. cit.*, p. 535.

³ Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », art. cité, p. 199.

⁴ *Ibid.*

⁵ George VOICU, *Zei cei răi*, Iași, Polirom, 2000, p. 77-88.

La comparaison entre le fascisme et le communisme, puis la thèse du judéo-bolchévisme ne sont pas nouvelles dans la prose de Gabriel Liiceanu lorsqu'il tient cette conférence devant la FCER en 1997. La première était déjà apparue dans plusieurs articles critiques publiés par le philosophe au début des années 1990¹. Si sous l'aspect de leurs « résultats »² il y trouve que les deux systèmes ont été aussi génocidaires, leur mise en perspective y débouche sur une condamnation plus affirmée du communisme³. Remontant le cours du temps jusqu'aux XVIII^e-XIX^e siècles, la mise en perspective des deux régimes et de leurs racines l'amène à discuter les bénéfices du capitalisme en Angleterre ou en Russie⁴. Critiquant sa « sauvagerie » à l'époque de la révolution industrielle, Gabriel Liiceanu considère qu'à la différence du nazisme, le communisme est plus « infernal » car il a détruit la propriété privée, « colonne vertébrale de la société »⁵. Dans la continuité de ce bilan, *Sebastian, mon frère* ne fait que personnaliser une idée plus ancienne, permettant à Gabriel Liiceanu d'exhiber son destin de « dissident » et, en même temps, de relativiser les effets de l'antisémitisme. Pour ce qui est du judéo-bolchévisme, c'est une thèse censée relativiser le statut de victime des Juifs en mettant en évidence son caractère temporel, réversible, et en installant une ambigüité dans sa distinction avec la figure du bourreau puisque les rôles deviennent à partir d'un certain point, interchangeables.

Construite en utilisant la technique de l'essentialisation qui figeait les sujets de réflexion à l'époque de l'École de Păltiniș, la démonstration de Gabriel Liiceanu se fixe ici sur le destin de l'« Intellectuel » dans sa confrontation au pouvoir politique qui représente le thème principal de son plaidoyer. Comme ailleurs lorsqu'il dénonce l'oppression des « totalitarismes »⁶, le philosophe souligne le sacrifice terrible que représente pour lui la

¹ Gabriel LIICEANU, *Apel către lichele*, *op. cit.*, p. 34-35.

² La question du rapport entre les pratiques politiques (les résultats) et le projet initial (les intentions) qui est l'un des points d'intérêts centraux des historiens qui traitent de la comparaison entre le nazisme et le stalinisme, n'est pas prise ici en compte par Gabriel Liiceanu, Henry ROUSSO, « La légitimité d'une comparaison empirique » dans Henry ROUSSO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, *op. cit.*, p. 27. Sur une approche qui dépasse les obstacles posés à la comparaison entre nazisme et stalinisme par ce point parmi d'autres, voir aussi Ian KERSHAW, Moshe LEWIN (dir.), *Stalinism and Nazism. Dictatorships in comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 4.

³ *Ibid.*, p. 112.

⁴ *Ibid.*, p. 70.

⁵ *Ibid.*, p. 70-71.

⁶ Le communisme également, caractérisé par son « blocage dans le projet » est lu comme « règne de la bêtise », Gabriel LIICEANU, *Apel către lichele*, *op. cit.*, p. 96.

suppression de la liberté de pensée et d'expression. Si Mihail Sebastian y échappe, c'est parce qu'il assume la complexité de sa propre individualité irréductible à une seule de ses multiples appartenances :

« Au nom de la bêtise, l'imbécile riposte avec la logique réductive du "ou/ou" : Décide-toi, tu es bien Juif, ou bien roumain du Danube ! Ce à quoi Sebastian répond : J'ai décidé : je suis Juif-roumain-danubien ! Finalement la différence, la véritable et suprême différence, n'est pas personnifiée ni par le Juif, ni par le Roumain, ni par le Danubien — mais par l'individu. Pour Sebastian, "être" et "avoir le droit d'être" concernent premièrement l'abstraction nommée "individu" (...) Voici le message d'intelligence de l'individu Sebastian : gardez-vous de la logique collective, gardez-vous des certitudes du grand nombre ! Avec le corollaire : pour exister véritablement comptez parmi les peu nombreux, à la limite parmi les solitaires. Ce fut la voie de salut pour Sebastian. Son *Journal*, (...) fut surtout l'instrument de son accomplissement. "L'homme qui tient son journal" est celui qui ne se laisse pas saisir par les certitudes du grand nombre, l'homme qui, en écrivant, se délivre à soi-même *un certificat d'être et de solitude : le certificat de son existence individuelle* »¹.

Aussi, on comprend que plus qu'une démonstration en faveur de la comparaison entre le « fascisme » et le communisme, le message du texte de Liiceanu vise à démontrer la supériorité de l'Intellectuel, voire du « Savant » toujours capable d'affirmer sa singularité, face au « Politique », qui à l'aide de la « bêtise collective » cherchera à l'assimiler à une catégorie étriquée².

Si « Sebastian, mon frère » est en fin de compte une conférence éminemment politique, ce n'est pas seulement par ses accents antisémites, relevés par de nombreux commentateurs. C'est surtout parce qu'il peut se lire comme un manifeste pour l'individualisme intellocentriste contre les formes de vie et d'organisation collectives.

¹ Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », art. cité, p. 201-202.

² *Ibid.*, p. 202.

B/ RÉACTIONS À LA CONFÉRENCE DE GABRIEL LIICEANU ET SCISSION DU « CAMP DÉMOCRATE »

La conférence de Gabriel Liiceanu, « Sebastian, mon frère », provoque un ensemble de réactions qui font finalement plus de bruit que le *Journal (1935-1944)* de l'écrivain lui-même. Leur retentissement local et international donne une ampleur inattendue à la controverse la détournant de son objet initial pour la fixer sur des thématiques connexes, qui semblent à première vue éloignées comme la question du judéo-bolchévisme ou la comparaison entre le fascisme et le communisme. Réception dans la réception, les chroniques en marge de cette conférence donnent à voir un clivage entre plusieurs camps intellectuels comme l'observent George Voicu ou Irina Livezeanu dans leur analyse de la polémique¹. Cet espace autrefois uni sous la bannière de la « démocratie » et du « pro-européanisme » apparaît donc d'un coup comme particulièrement mobile tant au niveau des solidarités qu'au niveau des idées et des affinités affichées. Entraînant dans son sillage de nombreux intellectuels et publications de Roumanie, de France ou d'Israël, touchant à des problèmes politiques qui dépassent le rôle et la fonction des différents interlocuteurs, à partir de 1998 la controverse devient particulièrement perméable aux enjeux extralittéraires.

*

Les premières critiques à l'adresse de la conférence de Gabriel Liiceanu ne viennent pas comme on pouvait s'y attendre de l'intérieur de la communauté juive de Bucarest même si des réserves à son adresse s'y font timidement entendre aussi. De manière générale, les représentants de la FCER et notamment ses leaders, expriment leur reconnaissance pour la « solidarité » et la « chaleur » émanant du discours du philosophe et lui réservent un accueil somme toute élogieux :

¹ George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », *Sfera Politicii*, n° 6 (63), 1998 ; Irina LIVEZEANU, « Les “guerres culturelles” en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité.

« À moi, le sentiment de solidarité et de fraternité d'un grand intellectuel roumain contemporain m'a réchauffé le cœur et croyez-moi, on a encore besoin de beaucoup d'autres voix comme celle-là »¹.

Les premières réactions ouvertement hostiles à l'égard de « Sebastian, mon frère » viennent de l'étranger, de la part des intellectuels d'origine juive ayant quitté la Roumanie avant 1989. Leurs désaccords avec le texte de Gabriel Liiceanu visent l'équivalence établie entre la condition du Juif pendant la Shoah et celle d'« ennemi de classe » durant la période communiste, ainsi que la façon essentialisante d'envisager la mission historique du peuple hébreu.

Conçu comme une recension au *Journal* de Mihail Sebastian destinée au public américain, l'article « The Incompatibilities »² de Norman Manea déplore la difficile récupération du passé « fasciste » en Roumanie. Parlant des réactions critiques à l'adresse de ce livre, Manea s'arrête sur la « déclaration de sympathie » de Gabriel Liiceanu « envers la souffrance juive » regrettant « qu'elle ne laisse pas de place à une réelle condamnation de l'antisémitisme et de l'Holocauste » en Roumanie³. L'écrivain regrette également « l'absence d'une analyse honnête de la *felix culpa* de certains intellectuels comme Eliade, Cioran, Nae Ionescu, Noica »⁴.

Dans la même veine, l'article de Michael Finkenthal, un physicien roumain établi en Israël, dénonce l'« illusion de l'équivalence » (Holocauste/Goulag) et l'« hypocrisie » de l'auteur qui « rend symétrique à bon escient ce qui ne l'est pas en comparant des choses qui ne sont pas comparables »⁵. Reprenant les acquis d'une école historiographique qui affirme l'unicité de la Shoah⁶, Finkenthal identifie dans le discours de Gabriel Liiceanu la

¹ Alexandru ELIAS, « Evreu și român, până în ultimele zileale vieții sale. Sebastian, un european integral », art. cité.

² Norman MANEA, « The Incompatibilities », *The New Republic*, 20 avril 1998, repris dans 22, n° 23, 9-15 juin 1998.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Michael FINKENTHAL, « Scrisoare deschisă fratelui Gabriel », 22, n° 25 (383), 24-30 juin 1997.

⁶ Sur les concurrences des historiens israéliens autour de la question d'unicité de la Shoah et ses liens avec la construction nationale en Israël, voir Raya COHEN, « Le débat historiographie en Israël autour de la Shoah : le cas du *leadership* juif », *Bulletin de l'Institut d'histoire du temps présent*, n° 72, octobre 1998.

« manifestation d'un antisémitisme latent »¹, Finkenthal lui reproche sa vision d'un peuple juif « réduit » à sa condition de « connaisseur de la souffrance » :

« Personne n'a le droit d'imposer une mission à son semblable soit-elle la plus noble du monde. Définir "le Juif" comme un "explorateur de la mort" est déjà en soi, une agression »².

Michael Shafir, un politologue juif d'origine roumaine établi en Israël dans les années 1960, directeur du Département de recherche de la RFE, considère à son tour que le parallèle entre l'expérience de Gabriel Liiceanu sous le régime communiste et celle de Mihail Sebastian durant l'entre-deux-guerres est forcé et non-avenue³. Ayant eu la possibilité de se soustraire aux représailles des autorités dans les années 1970-1980, la trajectoire du philosophe se distingue de celle de l'écrivain durant les années 1940 puisqu'il n'a jamais réellement été « en danger d'annihilation physique »⁴. Dans le même numéro de la revue *Sfera Politicii*, Victor Neumann, un historien et philosophe de la culture enseignant à l'Université de l'Ouest de Timișoara, revient également sur la conférence tenue par Liiceanu devant la FCER. Son argument est similaire à celui avancé par Michael Shafir :

« Ce qui est fâcheux dans "Sebastian, mon frère", ce n'est pas tant l'exposé de ses propres souffrances que leur rapprochement avec celles de la communauté (juive, N. D. L. R.) comme si la situation aurait été un jour similaire en Roumanie »⁵.

Le politologue George Voicu, doyen de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest, critique à son tour l'allusion de Gabriel Liiceanu à la responsabilité « des Juifs » dans les crimes du communisme :

« Glissant dans la généralisation, l'observation (N. D. L. R.) sape l'ensemble de l'exercice de fraternité avec Sebastian »⁶.

Le philosophe Andrei Cornea, membre du cercle Păltiniș et du GDS, « juif assimilé comme Mihail Sebastian »⁷, réagit parmi les premiers à ces reproches en prenant la défense de Gabriel Liiceanu. Selon lui, la logique classificatoire dénoncée par Michael Finkenthal a

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », *Sfera Politicii*, n° 61, juillet-août 1998.

⁴ *Ibid.*

⁵ Victor NEUMANN, « Despre Holocaust și Gulag », *Sfera Politicii*, n° 61, juillet-août 1998.

⁶ George VOICU, « Reacția de prestigiu », *Sfera Politicii*, n° 63, octobre 1998.

⁷ Andrei CORNEA, « Cine e fratele cui ? », *22*, n° 25 (383), 24-30 juin 1997.

été à l'origine inventée et utilisée par le peuple hébreu lui-même afin de « ne pas oublier le crime le plus horrible du monde »¹. Sous cet angle, « Sebastian, mon frère » ne renvoie pas à une « identification totale » avec l'expérience traversée par l'écrivain durant les années 1930 qui se sépare de la condition de Gabriel Liiceanu sous le communisme par « une différence d'intensité, de degré, de qualité »².

Si le principal intéressé ne répond pas à ces commentaires, l'écho de la polémique dans la presse culturelle française ne tarde pas à susciter sa réaction. Elle montre que la transformation de la controverse autour du *Journal (1935-1944)* en une dispute autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag ne peut être comprise en dehors d'une étude de son tiraillement entre confinement local et internationalisation.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

CONCLUSION DU CHAPITRE 5

La controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian qui se déroule au milieu des années 1990 prolonge le débat né avec « Felix Culpa » sur le passé légionnaire des grandes personnalités culturelles de Roumanie. Elle va en même temps plus loin que celle-ci et génère une recodification des rapports entre champ politique et champ littéraire après 1989 où la prise en compte de la responsabilité éthique de l'écrivain devient pour la première fois un critère de sélection des auteurs qui composent le canon culturel. C'est à cette tendance que répond la conférence de Gabriel Liiceanu lorsqu'elle affirme la supériorité du Savant sur le Politique.

Mais cette conférence produit aussi un revirement autour de la mise en équivalence du passé « fasciste » et du passé communiste de la Roumanie qui relance le débat. Leurs relectures croisées, parfois concurrentielles, ont pour enjeu la redistribution des positions dans l'espace intellectuel postcommuniste mais aussi le placement de ce champ dans un rapport de domination par rapport à l'espace politique à travers la revendication du monopole du discours légitime sur le passé « récent » au nom de l'avenir « démocratique » du pays. Si au début des années 1990 cet avenir démocratique reposait essentiellement sur le dépassement du passé communiste, le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian contribue par sa réception à y inclure également le dépassement du passé « fasciste ».

Chapitre 6 :
COMPARER L'HOLOCAUSTE ET LE GOULAG : LA
PROFESSIONNALISATION DU DÉBAT AUTOUR DU PASSÉ
« RÉCENT » (1998-2004)

« Il est passé le temps où quiconque venant de Paris faisait immédiatement grande impression et carrière en Roumanie. Avec tous ses immenses péchés, notre pays n'est plus (s'il l'a jamais été) une colonie culturelle française. À ne pas confondre avec la Haute-Volta ou la République Centrafrique. La Roumanie, "pays francophone" ? À d'autres ! Un grand chichi. Il ne nous apporte même plus de réels bénéfices diplomatiques. »

Adrian MARINO, *Viața unui om singur*, 2010

La polémique littéraire autour de la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian se transforme progressivement en une controverse qui porte sur la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag. Au début, cette dispute est portée par des écrivains, des critiques littéraires et des personnalités culturelles mais progressivement elle en vient à se détacher de son objet initial — l'enrôlement politique de la Jeune génération — pour se focaliser sur le fascisme et le communisme et entraîner dans son giron des politologues, des sociologues, des historiens qui prennent la parole au nom de leur compétence professionnelle. Sous cet angle, elle marque un tournant puisque les sciences sociales prétendent pour la première fois au discours légitime sur le passé « récent ». C'est un moment fort d'affirmation de l'utilité sociale de ces disciplines et de reconquête de leur droit de cité après la chute du communisme. Mais la voie de cette transformation n'est pas linéaire et la controverse connaît plusieurs circonvolutions entre publicisation et confinement avant de produire des effets à plus long terme. C'est ce cheminement que le présent chapitre s'attache à reconstituer en dégagant d'une part les logiques argumentatives et situationnelles, d'autre part, les logiques sociales et professionnelles qui toutes travaillent cette polémique.

La comparaison entre l'Holocauste et le Goulag n'est pas nouvelle lorsqu'elle commence à faire l'objet de discussions en Roumanie. Comme Henry Roussio le souligne, l'ouverture des archives soviétiques après 1991 a soulevé des questionnements similaires dans la plupart des pays d'Europe centrale et orientale qui ont fait la double expérience du nazisme et du communisme¹. De la même manière, en Europe occidentale, la France et l'Allemagne lui ont porté un vif intérêt au même moment. Mais pendant que dans ces pays la comparaison entre fascisme et communisme est restée cantonnée essentiellement à l'espace académique, si l'on excepte la réception notable du *Livre noir du communisme*², dans les États ex-socialistes « la société entière » semble avoir « été concernée »³.

Ce n'est pas forcément le cas de la Roumanie où la controverse a été essentiellement portée par les intellectuels. Mais l'ampleur et la longueur des débats, leur internationalisation dans la presse étrangère, particulièrement dans la presse française, ont fini par la transformer en un problème d'intérêt public. Plusieurs analyses consacrées jusqu'à présent au sujet ont mis à jour la publicisation extrême de la polémique saturée d'enjeux politiques, les instrumentalisations intéressées de l'histoire à des fins personnelles ou à des intérêts corporatistes étriqués, son révisionnisme hérité de l'époque *ceausiste*, l'antisémitisme latent ou manifeste des intellectuels⁴. Lorsque des interprétations plus proches de la *doxa* démocratique émergent durant la dispute, elles sont présentées comme le fait exclusif de facteurs exogènes

¹ Henry ROUSSIO, « La légitimité d'une comparaison empirique » dans Henry ROUSSIO, (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, op. cit., p. 11-16.

² *Ibid.*, p. 34. Pour une mise en perspective des débats autour du *Livre noir du communisme* en France, voir également Kristen GHODSEE, « A Tale of "Two Totalitarianisms": The Crisis of Capitalism and the Historical Memory of Communism », *History of the Present*, vol. 4, n°2, 2014, p. 120-124. Pour une perspective pan-européenne sur la réception du *Livre noir du communisme*, voir Valentin BEHR, Muriel BLAIVE, Anemona CONSTANTIN, Laure NEUMAYER, Máté ZOMBORY, « Anti-Communist Consensus: *The Black Book of Communism* in a Pan-European Perspective », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n°4, 2020 (à paraître).

³ Henry ROUSSIO, « La légitimité d'une comparaison empirique », art. cité, p. 34.

⁴ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Fascisme et communisme en Roumanie : enjeux et usages d'une comparaison » dans Henry ROUSSIO (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, op. cit., p. 201-245 ; Denise ROSENTHAL, « Les angoisses fin-de-siècle des intellectuels roumains: démocratie, conservatisme et antisémitisme », *Balkanologie*, vol. IV, n°1, 2000 ; George VOICU, « L'attitude des intellectuels roumains face à la Shoah et à sa mémoire dans la Roumanie post-communiste », art. cité.

comme les pressions exercées sur la Roumanie au moment des négociations en vue de l'adhésion à l'UE et à l'OTAN¹ ou l'intervention d'acteurs étrangers².

Une partie de ces études, parfois pour des raisons purement temporelles pour certaines d'entre elles, à savoir qu'elles ont été publiées avant la fin des débats, ont manqué de noter la manifestation des facteurs exogènes également sur la légitimation des relectures révisionnistes voire négationnistes du passé national. Inversement, certaines de ces analyses ont omis de noter la contribution de l'institutionnalisation des sciences sociales roumaines au confinement de la polémique. C'est tout particulièrement ce dernier aspect qui a manqué de faire l'objet d'une analyse détaillée.

C'est à cette tâche que le présent chapitre est consacré afin de montrer l'imbrication des logiques locales et des logiques transnationales dans le mouvement de publicisation-internationalisation-confinement de la dispute autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag en Roumanie. Car s'il est vrai que le renouvellement des arguments bénéficie pleinement de l'internationalisation de l'espace intellectuel européen à travers le transfert des idées, des biens culturels et des personnes qui « rattrapent » la sphère domestique³, il n'en est pas moins évident que des phénomènes locaux comme l'apparition des sciences politiques ou l'émergence d'une nouvelle historiographie à la fin des années 1990 sont des leviers tout aussi importants dans le confinement de la dispute. En fait, elles ouvrent « un champ de discours concurrentiels » autour de l'Holocauste et du Goulag où leur hiérarchisation, leur singularisation ou leur mise en équivalence sont autant de jalons qui structurent le discours dominant sur le passé « récent » de la Roumanie⁴. Débouchant sur une politisation et une radicalisation des interprétations, cette polémique conduit à une reconfiguration des relations entre les intellectuels liés autrefois par des solidarités anticomunistes ainsi qu'à une interrogation quant à leur

¹ Denise ROSENTHAL, « Les angoisses fin-de-siècle des intellectuels roumains : démocratie, conservatisme et antisémitisme », art. cité, p. 14 ; George VOICU, « L'attitude des intellectuels roumains face à la Shoah et à sa mémoire dans la Roumanie post-communiste », art. cité, p. 588.

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Fascisme et communisme en Roumanie : enjeux et usages d'une comparaison », art. cité, p. 222.

³ Gisèle SAPIRO, « Introduction » dans Gisèle SAPIRO (dir.), *L'Espace intellectuel en Europe*, op. cit., p. 13-14.

⁴ Selon le mot de Michael POLLAK, *L'expérience concentrationnaire*, op. cit., p. 316.

identité européenne. En même temps, par sa dynamique d'extension à d'autres espaces sociaux et professionnels que ceux d'origine et par la dynamique d'« absorption » par les sciences sociales, cette controverse marque un tournant dans la distinction entre usages profanes et usages savants du passé.

Afin de montrer comment cette transformation se décline entre 1998 et 2004 et quels sont les effets qu'elle produit, le chapitre 6 se divise en trois sections. La première section revient sur les enjeux de l'évolution du débat de l'intérêt porté aux engagements politiques des intellectuels légionnaires à celui pour la comparaison Holocauste-Goulag. La deuxième section décrit la sortie de la controverse du « moule » national et sa publicisation dans l'espace culturel français. Une troisième section enfin s'intéresse aux conditions du confinement de la polémique par les sciences sociales et à la façon dont ce mouvement influence durablement l'interprétation du passé « récent » en Roumanie après 1989.

Section 1 : DE LA COMPARAISON À LA HIÉRARCHISATION ENTRE L'HOLOCAUSTE ET LE GOULAG

La comparaison entre l'Holocauste et le Goulag n'est pas une invention de la controverse autour de la parution du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian. Elle lui préexiste déjà depuis le début des années 1990 dans les milieux des anciens prisonniers politiques et des entrepreneurs de mémoire. Inspiré par le livre homonyme de Florin Mătrescu¹, un médecin exilé en Allemagne au début des années 1980 où il milite au sein du Comité des Nations Captives d'Europe (CNC) contre le régime communiste, le syntagme « Holocauste rouge » induit l'idée d'une équivalence entre ces deux *génocides*. Désignant de façon implicite le Goulag, il est repris et utilisé sans distance critique dans les cercles proches du Mémorial de Sighet et ses usages se « banalisent »² ultérieurement dans la presse de l'époque. Le syntagme est associé au bagage négationniste à

¹ Florin MĂTRESCU, *Holocaustul roșu*, op. cit. (1993).

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Fascisme et communisme en Roumanie : enjeux et usages d'une comparaison » art. cité, p. 201-202.

peine au début des années 2000¹. Par conséquent, au moment où éclate la polémique autour de la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian en 1997, la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag est monnaie courante dans la presse politique et culturelle anticommuniste, le livre de Mătrescu ayant reçu une recension favorable dans le journal *România literară* en janvier 1996².

Les usages du syntagme « Holocauste rouge » s'accompagnent de tentatives de relativiser, voire de minimiser la Shoah aussi bien dans la presse ouvertement négationniste tel que le journal *România Mare* ou le quotidien *România liberă* avec son supplément *Aldine* que, certes plus subtilement, dans les revues culturelles comme *România literară* et plus rarement *22*. Ces tentatives de relativisation visent tantôt la réalité des faits historiques passés comme l'existence des pogroms, des déportations ou la responsabilité des autorités étatiques dans ces crimes³, tantôt la reconnaissance de l'Holocauste dans l'espace public et ses supposés artisans. Ni les articles et livres des historiens qui commencent à être consacrés à ce sujet après 1989, ni le message du président Emil Constantinescu reconnaissant en 1997, sans toutefois l'assumer, le massacre des Juifs de Roumanie durant la Deuxième Guerre mondiale, ne semblent être en mesure de mettre un terme à ces tentatives de relativisation⁴. Elles se mêlent par contre à la controverse autour de l'engagement légionnaire des intellectuels durant les années 1930, la prolongent et prospèrent sur le lit des enjeux politiques du moment. La section 1 est consacrée à ces développements. Dans un premier temps elle revient sur les usages intellectuels de la

¹ En 2002, Michael Shafir inclut le syntagme « Holocauste rouge » dans la catégorie des stratégies de « banalisation de la Shoah par comparaison ». Il définit cette stratégie comme « une distorsion intentionnelle de l'histoire et de sa signification soit à travers le recours à l'« humanisation de l'histoire locale » en comparaison des atrocités commises par les Nazis soit à travers la comparaison de la Shoah avec les souffrances massives auxquelles ont été soumises des larges couches de la population — ou de l'humanité en général — tout au long de l'histoire », cf. Michael SHAFIR, *Între negare și trivializare prin comparație*, Iași, Polirom, 2002, p. 107 et p. 119.

² *Ibid.*, p. 119.

³ À titre d'exemple, voir l'affirmation de Ion Coja, homme politique, écrivain et conférencier à la Faculté de Lettres de l'Université de Bucarest selon qui, à l'abattoir de Bucarest en 1941, où s'est déroulé un pogrom organisé par les légionnaires, « n'a été assassiné aucun Juif », *România Mare*, 28 février-15 avril 1997.

⁴ « Mesajul Președintelui Emil Constantinescu », art. cité.

comparaison entre l'Holocauste et le Goulag tandis que dans un deuxième temps, elle s'intéresse à ses enjeux.

A/ Usages intellectuels de la comparaison Holocauste-Goulag

Un premier canal à travers lequel la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag s'insinue dans le débat autour du *Journal* de Mihail Sebastian est la mise en avant du potentiel engagement communiste de l'auteur, censé *compenser*, sur une échelle symbolique, l'engagement légionnaire de ses confrères :

« La mort l'a supprimé et l'en a épargné dans un moment où il était rentré dans une situation inextricable : se nier soi-même et renoncer à la littérature sans s'opposer à la Peste rouge et même en ayant pour alibi qu'elle représente la seule possibilité pour combattre la Peste brune, ou continuer à écrire du théâtre et de la littérature en conformité avec sa structure humaine et intellectuelle. Un camion soviétique (...) l'a réduit à néant en quelques secondes. Il a payé la "Libération" de sa vie étant puni cruellement pour l'enthousiasme avec lequel il a reçu les libérateurs, pour l'aveuglement avec lequel il les avait vus autrement que ce qu'ils étaient. Ce prix je ne sais pas s'il peut être considéré égal à ce que d'autres ont enduré, ces autres que Mihail Sebastian souhaitait parfois (mais seulement parfois, espérons-le) voir punis pour avoir traversé avec légèreté les calamités de la guerre »¹.

Cette citation d'Alexandru George est tirée d'une série de quatre articles intitulée de façon ironique « Les souffrances du jeune Hechter²... et celles des autres » en référence au titre du roman de Goethe³. Relativisant les tourments de Mihail Sebastian durant la guerre, George lui reproche sa méprise quant aux intentions des Soviétiques en 1945 à l'égard de la Roumanie. Il suggère que l'écrivain aurait été contraint de porter allégeance au régime communiste et fait planer le doute sur ses possibles alternatives politiques. Considéré jusqu'alors comme le

¹ Al. GEORGE, « ... și ale celorlalți », art. cité.

² Le vrai nom de Mihail Sebastian.

³ Johan Wolfgang GOETHE, *Les souffrances du jeune Werther*, Paris, Gallimard, 1973.

symbole de la « victime absolue » de l'antisémitisme des années 1940, Mihail Sebastian se voit ainsi attribuer le statut de potentiel bourreau¹.

L'article d'Alexandru George va cependant plus loin et compare les mesures prises par le gouvernement d'Ion Antonescu à l'encontre des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale avec la vie quotidienne sous le régime communiste. Il insinue que ce qui dans le premier cas est perçu comme une politique d'oppression exceptionnelle se banalise dans le second au point de devenir le lot du quotidien :

« Si contre lui (Mihail Sebastian, N. D. L. R.) a été édicté (sans pouvoir être appliqué) le principe du *numerus clausus* ; à ma génération on a strictement et féroce­ment appliqué l'exclusion des écoles, des universités, des services publics d'une certaine importance. Pendant que les "fascistes" ont pratiqué le racisme biologique, les communistes ont pratiqué celui de "classe" en punissant des gens pour le simple fait qu'ils étaient nés de certains parents (bourgeois, propriétaires terriens, koulaks, adversaires politiques) en les contraignant à devenir muets, de descendre dans les bas-fonds de la société ou, dans le meilleur des cas, d'émigrer. La confiscation des fortunes juives au prétexte de la "roumanisation" a été étendue à l'échelle générale à travers les soi-disant "nationalisations" ; les déportations n'ont pas manqué non-plus même si le nouveau régime n'avait plus à sa disposition la Transnistrie ; ont été découverts le Bărăgan, Balta Brăilei, la zone du Canal². Les journées avec des travaux humiliants effectuées par les Juifs à la "neige"³, ma génération les a vécus pendant des hivers entiers en traversant les chemins boueux et les voies d'accès bloquées. Pour ceux de ma catégorie, le service militaire qui pour Sebastian avait représenté quelques semaines agaçantes⁴, a signifié trois ans de travaux forcés dans des unités spéciales, en régime quasiment de détention. (...) Et s'il a pu assister avec horreur et douleur aux destructions accomplies par l'aviation anglo-américaine en 1944, nous on a vu la destruction systématique de la Capitale par les bulldozers communistes qui tenaient à nous assurer le bonheur dans les "nouveaux immeubles" »⁵.

¹ Voir les articles : Nicolae MANOLESCU, « Jurnalul intim », *România literară*, n° 22, 4-10 juin 1997 ; Monica LOVINESCU, « Nu e momentul », *România literară*, n° 9, 11-17 mars 1998.

² Le territoire de la Transnistrie a été perdu à la fin de la Seconde Guerre mondiale au profit de l'URSS. Les localités désignées font références à des aires destinées au domicile forcé et aux camps de travail sous le régime communiste.

³ Dont parle Mihail Sebastian dans son *Journal*, Mihail SEBASTIAN, *Jurnal (1935-1944)*, București, Humanitas, p. 437-449.

⁴ *Ibid.*, p. 203-211, p. 247-254, p. 273-276.

⁵ AL. GEORGE, « ... și ale celorlalți », art. cité.

Une autre façon de souligner les similarités entre la persécution des intellectuels juifs durant la Seconde Guerre mondiale et celle de la période stalinienne c'est par la lecture concomitante du *Journal* de Mihail Sebastian et des journaux des écrivains persécutés par l'ancien régime avant 1989 comme Pericle Martinescu¹ ou Paul Goma. Parus tous deux en 1997², ils servent de preuves à la mise en équivalence des méthodes de répression utilisées par les régimes « fasciste » et communiste à l'encontre des clercs³.

À partir de là, la discussion autour des engagements politiques des intellectuels connaît de nouveaux rebondissements. L'article de Nicolae Manolescu, « La chasse aux sorcières » trace un parallèle entre la persécution des ennemis politiques par les régimes socialistes avant 1989 et la condamnation des intellectuels fascistes après la Seconde Guerre mondiale⁴. Considérant qu'il y a une différence de traitement dans l'espace public entre les intellectuels communistes et les intellectuels fascistes, Manolescu invite les « procureurs français » comme Alexandra Laignel-Lavastine à juger avec une même grille d'évaluation les responsabilités des écrivains légionnaires des années 1930 et celles des compagnons de route du Parti Communiste Français (PCF) puisque la « chasse aux sorcières » fascistes (N. D. L. R..) serait « injuste » sans une opération similaire à l'encontre des communistes⁵.

De la même manière, Monica Lovinescu estime que le moment choisi pour « remettre en cause l'ensemble de l'œuvre littéraire et scientifique de Mircea Eliade (...) pour dix à vingt articles sur un an ou deux » est inopportun au regard du « génocide culturel » proféré par le

¹ Pericle Martinescu (1911-2005) : poète, journaliste, éditeur. Après des études de Lettres et Philosophie à l'Université de Bucarest (1935) il travaille comme fonctionnaire à la Direction de la Presse du ministère de la Propagande Nationale (1942-1944) durant le régime Antonescu, ensuite, après l'installation au pouvoir du Parti Communiste Roumain (PCR), au ministère des Informations (1944-1952). Interdit de publication entre 1954 et 1964 et interrogé à plusieurs reprises par la Securitate, il est surveillé par la police politique jusqu'à la chute du régime en 1989. Ses peurs, l'ambiance de l'époque et les années de la répression stalinienne sont décrites en détail dans son journal publié après 1989, cf. Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române L/O*, București, Academia Română, Univers Enciclopedic, 2005, p. 257-258.

² Pericle MARTINESCU, *7 ani cât 70. Jurnal*, București, Vitruviu, 1997 ; Paul GOMA, *Jurnal*, București, Nemira, 1997.

³ Nicolae MANOLESCU, « Jurnalul intim », art. cité ; Monica LOVINESCU, « Nu e momentul », *România literară*, n° 9, 11-17 mars 1998.

⁴ Nicolae MANOLESCU, « Vânătoarea de vrăjitoare », art. cité.

⁵ *Ibid.*

régime communiste dont le procès est urgent après 1989 pour prévenir un retour en arrière¹. Grande amie de Mircea Eliade qu'elle soutient en rédigeant plusieurs articles après les révélations sur son passé politique², Monica Lovinescu reprend l'argument de l'urgence d'un « procès du communisme » utilisé par les milieux dissidents tout au long des années 1990 dans la lutte contre le Front du Salut National (FSN). Prioritaire sur l'agenda démocratique de la Roumanie, cet argument sert à exclure ou à temporiser la confrontation au passé « fasciste » et, de façon subséquente, la question de l'antisémitisme roumain et de ses conséquences. À partir de là, la discussion quitte définitivement la sphère littéraire pour basculer exclusivement sur des sujets politiques et toucher à des enjeux historiographiques.

B/ Enjeux politiques de la hiérarchisation Goulag-Holocauste

En mars 1998, un article intitulé « L'Holocauste et le Goulag » signé par Nicolae Manolescu annonce l'orientation de ses éditoriaux vers des questions exclusivement politiques. Il y dénonce la « place inégale » qu'occupe dans la conscience publique les deux génocides et établit un lien de causalité entre l'« hypermnésie de la Shoah » et l'« amnésie du Goulag » selon la formule d'Alain Besançon³:

« Parmi ceux qui dénoncent aujourd'hui de manière significative les horreurs du goulag et ceux qui des décennies durant ont dénoncé les horreurs de l'Holocauste est née une concurrence absurde mais basée non pas tant sur les gains de chacun à travers sa propre argumentation mais sur le fait de combattre les arguments et la souffrance de l'autre. C'est comme si la découverte du fait qu'il a existé un goulag remettrait en cause l'existence de l'Holocauste. Quelqu'un craint la perte du monopole de la révélation des crimes contre l'humanité ? (...) Eh bien, justement, la perte du monopole de ce type de lobby semble inquiéter certains. C'est incorrect et immoral tout de même de museler ceux qui pleurent les millions des victimes du communisme par peur qu'il n'en

¹ Monica LOVINESCU, « Nu e momentul », art. cité.

² Voir par exemple l'article écrit à la mort de Christinel Eliade, l'épouse du savant, Monica LOVINESCU, « Christinel Eliade », *România literară*, n° 13, 8-14 avril 1998.

³ Pour reprendre les termes d'Alain BESANÇON, *Le Malheur du siècle : sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah*, Paris, Fayard, 1998.

reste pas assez à pleurer les millions des victimes du nazisme. Je sais quels ressentiments je m'attire en disant cela. Mais je pense qu'il fallait le dire »¹.

L'opinion selon laquelle les deux massacres ne bénéficient pas d'une même attention publique à l'échelle européenne revient au milieu des années 1990 au sein d'autres publications comme *Adevărul* ou *România liberă* mais c'est dans *România literară* qu'on lui accorde le plus d'espace éditorial. Elle apparaît sous la plume de plusieurs personnalités dissidentes comme le poète Dorin Tudoran, chez Monica Lovinescu, à plusieurs reprises chez Nicolae Manolescu ou propagée par des acteurs moins connus comme l'écrivain Ioan Buduca. Si les premiers ont un intérêt direct à la condamnation de l'ancien régime à la fois de par leurs croyances dans la malignité du système et également pour revaloriser leur posture dissidente, aux seconds elle apporte un *ersatz* de notoriété.

L'un des seuls intellectuels à s'être mobilisé avant 1989 pour le respect des Droits de l'Homme en Roumanie, suite au refus du régime de lui accorder un visa pour voyager à l'étranger, Dorin Tudoran², devient, après son départ de Roumanie en 1985, expert au sein de plusieurs institutions américaines qui militent pour le développement de la démocratie en Europe de l'Est³. À la différence de Monica Lovinescu qui, comme la plupart des écrivains dissidents d'avant 1989, s'était engagée essentiellement pour la reconquête de l'autonomie du champ littéraire⁴, Tudoran se distingue parmi les opposants anticomunistes par sa mobilisation

¹ Nicolae MANOLESCU, « Holocaustul și Gulagul », *România literară*, n° 9, 11-17 mars 1998.

² Dorin Tudoran (1945-) : poète et journaliste. Diplômé en Langue et Littérature roumaine à l'Université de Bucarest (1968), rédacteur de plusieurs revues littéraires, membre du PCR jusqu'en 1982, Tudoran souhaite émigrer de Roumanie après deux séjours en France et en RDA (1979, 1980-1981) en tant que boursier. Sa demande est refusée et il perd son emploi. En 1984 il envoie un mémoire à Nicolae Ceaușescu dans lequel il dénonce le non-respect des Droits de l'Homme en Roumanie. N'ayant pas reçu de réponse, il se décide alors à entamer une grève de la faim. En 1985, on lui permet finalement de s'exiler aux États-Unis. Après plusieurs petits emplois, il obtient une bourse de George Soros et décroche ensuite un poste de rédacteur à Voice of America. Il édite également avec d'autres intellectuels roumains la revue culturelle *Agora*, Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, *op. cit.*, p. 279 et p. 288-296.

³ Comme par exemple International Foundation for Electoral Systems (IRES) pour la République de Moldavie et la Roumanie.

⁴ Ioana POPA, « "L'impureté" consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à Radio Free Europe », art. cité, p. 56.

pour la défense d'une cause extraprofessionnelle, universaliste et politique¹. C'est pourquoi, bien qu'il demeure, en tant que poète, un quasi-inconnu après 1989, malgré sa reconnaissance par l'Union des Écrivains de Roumanie (USR) dans les années 1970², cet intellectuel est reconnu comme l'un des plus courageux dissidents, donnant à sa parole intransigeante un poids considérable dans la discussion autour de l'Holocauste et le Goulag.

Tout comme Nicolae Manolescu, Tudoran conclut à l'inégalité de traitement de l'Holocauste et du Goulag sur le plan international et estime qu'elle découle de l'« absence d'un lobby » de ceux qui militent contre « l'oubli des atrocités » communistes³. Imaginant les résistances soulevées par l'idée de la création d'un Musée Mémorial du Goulag à Paris sur le modèle du Memorial Holocaust Museum de Washington, l'opposant estime qu'à l'absence d'une organisation ciblée et collective des victimes du communisme s'ajoute leur insignifiance « sur la carte financière du monde »⁴. Cette insignifiance expliquerait, toujours selon Tudoran, le « monopole juif de la souffrance » et le peu d'envergure de la « mémoire des crimes du communisme » au plan mondial⁵. Largement développée dans ses articles, cette perspective est partagée par nombre de journalistes et enrichie avec des explications qui frôlent parfois les théories du complot.

À l'appui de ce point de vue, la revue *Adevărul* évoque le cas de Roger Garaudy⁶ condamné « à tort » par la justice française pour avoir osé interroger dans *Les Mythes fondateurs*

¹ Cristina PETRESCU, *From Robin Hood to Don Quixote*, *op. cit.*, p. 279 et p. 293.

² *Ibid.*, p. 289.

³ Dorin TUDORAN, « Mitologii recurente », *România literară*, n° 16, 29 avril- 5 mai 1998.

⁴ *Ibid.*

⁵ Dorin TUDORAN, « Nepoții gorniștilor II », *România literară*, n° 13, 8-14 avril 1998.

⁶ Roger Garaudy (1913-2012) : professeur de philosophie, titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 et de la Médaille de la déportation et de l'internement pour faits de résistance, il est l'un des plus importants intellectuels du PCF jusqu'en 1970 quand il est exclu de par son « révisionnisme » considéré comme une « déviation de droite » à la ligne idéologique de l'organisation. Il se convertit à l'Islam en 1981 et commence à afficher des positions antisionistes. La publication en 1995 de son livre *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* où il tient des propos négationnistes sur l'existence des chambres à gaz et le génocide des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale est interdit en France et lui vaut une condamnation en 1998 à une peine d'amende et d'emprisonnement avec sursis pour « contestation de crimes contre l'humanité ». Pour un portrait de Roger Garaudy et de sa trajectoire politique au sein du PCF, voir Frédérique MATONTI, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, *op. cit.*, p. 77 et p. 218-221 ; voir aussi Luc CÉDELLE, « Roger Garaudy, figure du négationnisme est mort », *Le Monde*, 15 juin 2012.

de la politique israélienne¹ les ressorts de la notoriété de la Shoah. On y déplore ainsi l'absence de liberté de pensée dans le « pays où Descartes » avait affirmé le règne « du doute » et où s'instaure à présent la censure². Pour le journaliste Cristian Tudor Popescu, Roger Garaudy est loin d'être un « antisémite » et il ne fait « que s'opposer à la manipulation des symboles de la Shoah par les extrémistes de l'actuel appareil d'État israélien »³. En ce sens, renchérit Nicolae Manolescu, le philosophe français « ne nie pas l'existence de l'Holocauste mais affirme qu'il y a eu un terrible lobby autour de lui »⁴. Les lectures déculpabilisantes des *Mythes fondateurs...* deviennent ainsi par la voix de *România literară*⁵ une pièce à l'appui du procès d'intention qui guette partout en Europe les pourfendeurs de l'unicité de l'Holocauste⁶. Dans le même ordre d'idée, dans un article intitulé « Care-i buba ? » [Où est l'abcès ?], le critique littéraire Ioan Buduca suggère, quant à lui, que le danger de l'antisémitisme serait entretenu par les Juifs eux-mêmes pour justifier la création de l'État d'Israël et pour encourager l'immigration⁷.

Soutenu par la « gauche occidentale » pour mieux effacer « ses propres complicités » avec le PCF et le PCUS⁸, le « lobby juif » « boycotte »⁹ la reconnaissance publique du Goulag.

¹ Roger GARAUDY, *Les mythes fondateurs de la politique israélienne*, Paris, La Vieille Taupe, 1995.

² Cristian Tudor POPESCU, « Condamnarea lui Descartes », *Adevărul*, n° 2414, 2 mars 1998.

³ *Ibid.*

⁴ Nicolae MANOLESCU, « Holocaustul și Gulagul », art. cité.

⁵ Voir aussi Dorin TUDORAN, « Nepoții gorniștilor I », *România literară*, n° 12, 1-7 avril 1998.

⁶ Le concept d'« unicité de l'Holocauste » n'est pas défini durant la controverse même s'il est dénoncé, utilisé, critiqué à plusieurs reprises. Il reste ainsi davantage un enjeu de définition qu'un concept opératoire. En 2002, l'un des principaux participants au débat, Michael Shafir, discute la question dans un livre où il propose une typologie des formes de négationnisme et reprend la définition de l'historien israélien Yehuda Bauer. Ce dernier propose une différenciation entre l'Holocauste et les autres génocides. Pendant que le génocide désigne une « tuerie de masse sélective ou partielle » de certains groupes, l'Holocauste « indique l'intention de destruction totale du groupe-cible ». Trois causes déterminent selon Bauer l'unicité de l'Holocauste : « a) le fait que le phénomène a eu des motivations idéologiques et non pragmatiques ; b) le fait qu'il a été global et même universel et non limité d'un point de vue géographique comme c'est le cas d'autres génocides ; c) l'intention de la totalité : les Nazis chassaient des Juifs, tous les Juifs ». Par ailleurs, contrairement à Yehuda Bauer, Shafir note qu'il est favorable à l'extension de la notion de « génocide » aux groupes politiques ce qui permettrait d'y inclure le phénomène du Goulag, cf. Yehuda BAUER, *Rethinking the Holocaust*, New Haven and London, Yale University Press, 2001, p. 47-49 cité dans Michael SHAFIR, *Între negare și trivlizare prin comparație*, op. cit., p. 128-129.

⁷ Ioan BUDUCA, « Care-i buba? », *România literară*, n° 15, 22-28 avril 1998.

⁸ Nicolae MANOLESCU, « Holocaustul și Gulagul », art. cité ; Dorin TUDORAN, « Nepoții gorniștilor I », art. cité ; Monica LOVINESCU, « Interviu. « Uitarea stă la temelia tuturor bolilor tranziției » », 22, n° 12, 24-30 mars 1998.

⁹ Le terme appartient à Nicolae Manolescu, Nicoale MANOLESCU, « Cum am devenit rinocer ? », art. cité.

L'une des motivations de cette mobilisation serait l'effacement des responsabilités des élites occidentales dans l'installation des régimes communistes au pouvoir et, implicitement, dans ses crimes¹. Avancée entre les pages de *România literară* par les intellectuels des plus reconnus du champ littéraire roumain, la thèse du judéo-bolchévisme se retrouve ainsi mise en circulation et légitimée dans la seconde moitié des années 1990. Invoquée pour dénoncer la participation des Juifs aux crimes du stalinisme, cette thèse occulte la réalité historique² et en vient rapidement à servir les enjeux politiques du moment.

Parmi ces enjeux la critique du Parti Social-Démocrate (PSD) dirigé par Ion Iliescu qui se retrouve dans l'opposition depuis la victoire de la Convention Démocrate Roumaine (CDR) aux élections nationales roumaines de 1996. Si l'évocation de sa continuité avec le PCR est toujours d'actualité, la mobilisation du judéo-bolchévisme sert également à critiquer les agissements d'une partie de ses cadres durant la première moitié des années 1990 qui, selon leurs détracteurs, n'ont pas servi les intérêts nationaux. Parmi les noms mentionnés, celui de Petre Roman, ancien Premier ministre de la Roumanie (1990-1991) sous la présidence d'Ion Iliescu et dont le père, un militant communiste d'origine juive connu, combattant de la guerre civile d'Espagne, avait occupé des hautes fonctions dans l'appareil de propagande du Parti entre

¹ Dorin TUDORAN, « Nepoții gorniştilor I », art. cité.

² Le pourcentage de Juifs dans l'appareil du parti varie avec le temps. En 1930, il est de 18,1 % de Juifs (par rapport à 22,7 % de Roumains et 26,6 % de Magyars). En 1941 un *Rapport de la Direction politique du ministère des Affaires Étrangères* indique que les Juifs représentent 90 % du total des effectifs de l'appareil du parti communiste (« Rapport adressé par C. Maimuca à la Direction Politique du ministère des Affaires Étrangères », 15 janvier 1941, dossier 40002, vol. 10, fonds P, ASRI, f. 463-467 cité dans Lavinia BETEA, *Lucrețiu Pătrășcanu. Moartea unui lider comunist*, București, Curtea Veche, 2011, p. 40). En 1946, ce pourcentage s'élèverait à 5,6 % de Juifs (pour 72 % de Roumains et 15,8 % de Magyars) ; en 1947, à 4,2 % de Juifs (pour 79,6 % de Roumains et 12,4 % de Magyars) ; en 1950, à 3,5 % de Juifs (pour 81,7 % de Roumains et 11,3 % de Magyars). Après 1944, le PCR rentre dans un procès de « roumanisation » qui continue jusqu'en 1989 et les Juifs (et plus généralement toutes les minorités nationales) ne seront plus jamais majoritaires au sein de l'appareil. En 1945, le PCR compte 300 000 membres, dont 7 % de Juifs (71 % de Roumains et 17 % de Magyars). En 1946, on décompte 5,85 % de Juifs au sein du PCR. Après la période d'illégalité, dans le contexte des demandes d'émigration en Israël, leur présence au sein de l'appareil décline encore. Dans les années 1950, ils occupent des fonctions importantes dans l'échelon de décision, notamment dans les secteurs de la propagande, de la presse, de la science et de la culture (21 % à 31 %) et dans le secteur administratif et des relations extérieures (35 %). Une statistique de 1955 indique un pourcentage de 10 % de Juifs au sein de la nomenklatura du PCR. Après 1965, selon l'historien Liviu Rotman ils sont marginalisés, voire exclus du PCR, cf. Hildrun GLASS, *Minderheit zwischen zwei Diktaturen. Zur Geschichte der Juden in Rumänien (1944-1949)*, München, R. Oldenbourg, 2002, p. 282-283 et p. 318, cité dans Liviu ROTMAN, *Evreii din România în perioada comunistă*, Iași, Polirom, 2004, p. 149-156.

1946 et 1983¹. À part sa proximité avec Ion Iliescu jusqu'en 1992 et son implication dans l'appel aux mineurs lors de la Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest, Petre Roman est lié au moment de la controverse autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag à la crise politique majeure que traverse la coalition de gouvernement. Président du Parti Démocrate (PD), une aile détachée de l'ancien FSN, Roman est l'architecte d'une alliance avec la CDR en vertu de laquelle sa formation détient après les élections de 1996 la moitié des portefeuilles ministériels. Mais peu après le début du mandat, le PD entre en conflit avec les Nationaux-Paysans (PNȚCD) qui dominent le gouvernement. Le sujet des désaccords concerne le rythme des réformes, la crise de l'emploi des entreprises publiques et la pression des syndicats du domaine minier particulièrement touché par la campagne de privatisations intensives menée par la CDR. S'y ajoutent les accusations de corruption à l'encontre des ministres démocrates. La crise éclate en plein jour en janvier 1998 quand le Parti de Petre Roman décide de quitter le gouvernement pour y revenir quelques mois plus tard forçant par cette manœuvre à la démission le Premier ministre Victor Ciorbea et à son remplacement par un autre représentant (Radu Vasile) issu du parti majoritaire². Se plaçant du côté des Nationaux-Paysans dans ce conflit à l'instar d'autres plumes de *România literară*, Dorin Tudoran critique les pratiques politiques du PD qui devient la cible constante de ses attaques³.

C'est dans ce contexte que la thèse du judéo-bolchévisme est instrumentalisée politiquement lors de la polémique. Elle sert les tentatives de délégitimation des hommes politiques comme le leader du PD et permet en même temps de ranimer l'argument de la

¹ Valter Roman (Ernest Neuländer) (1913-1983) : intellectuel et militant communiste, officier au sein des Brigades Internationales d'Espagne, réfugié politique à Moscou où il dirige le poste de radio « La Roumanie Libérée » du Komintern. En 1945 il revient en Roumanie et est nommé chef de la Direction Supérieure Politique de l'Armée (1947-1951), ensuite général. Après avoir dirigé le ministère de la Poste et des Télécommunications (1951-1953), il est marginalisé durant une courte période et fait l'objet d'une enquête menée par le Parti après la mort de Staline, mais il revient à sa position au sein du Parti Ouvrier Roumain (PMR) grâce aux relations avec le secrétaire général Gheorghiu-Dej. Entre 1954 et 1983 il est directeur des Éditions Politiques où il édite une collection de philosophie sociale et politique contemporaine qui publie des auteurs occidentaux importants et reste en même temps, membre du Comité Central du PCR, CPADCR, *Raport final*, *op. cit.*, p. 803-804.

² Sur les tenants et les aboutissants de cette crise politique au sein de la CDR, Dan PAVEL, Iulia HUIU, « *Nu putem reuși decât împreună* ». *O istorie analitică a Convenției Democratice, 1989-2000*, *op. cit.*, p. 342-357.

³ Dorin TUDORAN, « *Nepoții gormiștilor II* », art. cité.

continuité au pouvoir de la nomenklatura communiste et de ses méthodes de gouvernement. Opérant avec des généralisations, cette thèse permet enfin des relectures plus amples de l'histoire nationale où « les Juifs » sont tenus pour responsables de la « bolchévisation »¹ de la Roumanie. Sommés de demander pardon à la population « majoritaire » tantôt pour les crimes du communisme², tantôt pour avoir exprimé la crainte d'une montée de l'antisémitisme après 1989³, certains représentants de la communauté juive en viennent à être la cible des attaques et à se voir infliger un traitement qui se veut similaire à celui réservé ailleurs aux responsables de la Shoah.

Lancée initialement pour relativiser l'engagement légionnaire des amis de Mihail Sebastian, la thèse du judéo-bolchévisme devient un levier de la comparaison Holocauste-Goulag et une façon d'équilibrer l'« asymétrie » dénoncée. L'ensemble des affirmations avancées ne demeurent toutefois pas sans réplique si bien que dans les mois qui suivent la discussion dépasse encore davantage le cadre initial de la controverse. Les premiers articles critiques à l'adresse de la ligne éditoriale adoptée par *România literară* s'inquiètent tous du « glissement » des « intellectuels libéraux »⁴, des « personnalités respectables » vers la « légitimation du racisme »⁵, et des manifestations qui renouent avec les tendances « antidémocratiques », « xénophobes », « antisémites » par lesquelles les élites culturelles nationales se sont laissées « irrésistiblement tenter (...) depuis la période de formation de la culture roumaine moderne »⁶. Notant les « ambiguïtés » et « dérapages »⁷ saisis dans l'éditorial « La chasse aux sorcières » de Nicolae Manolescu, Norman Manea regrette « la choquante confusion » entre « le débat critique autour des options politiques des grands écrivains (Hamsun, Céline, Eliade) dans une société ouverte » et la « répression anti-intellectuelle » exercée par la

¹ *Ibid.*

² Floricel MARINESCU, « Despre “perplexitate” față de “revizionismul românesc” », *România liberă*, 7 mars 1998.

³ Dorin TUDORAN, « Nepoții gorniştilor II », art. cité.

⁴ Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », art. cité.

⁵ Andrei CORNEA, « Oameni onorabili », 22, n° 17, 28 avril-4 mai 1998.

⁶ George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

⁷ Norman MANEA, « Incompatibilitățile », art. cité.

« terreur communiste » en Europe de l'Est avant 1989¹. Rappelant que ce n'est pas pour « leurs opinions » qu'une partie de ces figures ont été jugées mais pour « collaborationnisme », Manea déclare que le « chauvinisme primaire et viscéral » que *România literară* prétend combattre ne peut être vaincu sans « l'opposition claire (...) des intellectuels »².

Un point problématique sur lequel s'accordent l'ensemble des interventions concerne la critique de l'« égalisation jusqu'à la confusion »³ de l'Holocauste et du Goulag. En faire les termes d'un « parallélisme total »⁴ écrit George Voicu, dessert la reconnaissance publique des deux tragédies. Sans évoquer explicitement l'idée d'« unicité de la Shoah », autant les spécialistes en sciences sociales (Michael Shafir, George Voicu ou Victor Neumann), que certains écrivains (Norman Manea) tombent d'accord sur la nécessité d'évaluer la « spécificité » de chaque événement pour en comprendre les ressorts et prévenir sa répétition.

Mais c'est l'idée de « monopole juif de la souffrance » et l'appel à Roger Garaudy qui attirent les plus virulentes mises au point⁵. Car croire comme Garaudy que la notoriété de l'Holocauste serait redevable à un « lobby » revient selon George Voicu à « minimaliser » l'événement en le réduisant à la publicité dont il serait l'objet⁶. C'est un raisonnement qui « relève du bagage négationniste », note à son tour Michael Shafir⁷ avant de rappeler que la tâche manifeste du « lobby juif à Washington » a été plutôt d'œuvrer à l'admission de la Roumanie dans l'OTAN qu'à la reconnaissance de la Shoah⁸.

Un dernier point de la critique concerne la thèse du judéo-bolchévisme dont les usages révèlent selon Voicu le « potentiel antisémite » des intellectuels roumains⁹. Comme l'avance Michael Shafir, demander aux Juifs communistes de s'excuser pour les crimes du stalinisme

¹ Norman MANEA, « Lectura infidelă », 22, n° 23, 9-15 juin 1998.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », art. cité.

⁸ *Ibid.*

⁹ George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

c'est oublier que leur implication avec le PCR n'est pas tributaire de leur origine ethnique ni de leur appartenance communautaire. Si parmi les responsables de l'installation du communisme en Roumanie on peut néanmoins compter des membres de la communauté juive, il ne faut pour autant pas oublier que ce n'est pas « en tant que Juifs » qu'ils ont pris part à l'installation du régime¹. Cela n'empêche, « il faudrait qu'ils soient nommés » tout comme les autres, admet Shafir².

Publiées par les revues *22* et *Sfera Politicii*, ces interventions critiques à l'égard des articles publiés dans *România literară* impliquent également d'autres enjeux qui dépassent la seule polémique sur l'équivalence entre l'Holocauste et le Goulag. Effectivement, ces trois publications partagent une histoire commune. Dirigée depuis 1992 par le sociologue et écrivain Stelian Tănase, *Sfera Politicii* est une revue spécialisée en sciences politiques créée après son départ de la revue *22* où il a été pour une courte période rédacteur en chef. Membre fondateur du Groupe pour le Dialogue Social (GDS) au moment de sa création, Tănase y est longtemps apprécié pour ses connaissances sur le fonctionnement de la politique au sein d'un milieu où prédominent les littéraires sans aucune expertise dans ce domaine. Impliqué par la suite dans la constitution du Parti de l'Alliance Civique (PAC) à la fin de 1990, le sociologue est rapidement évincé par son rival Nicolae Manolescu, qui s'impose à la tête de la formation³. Si en 1992, la revue *22* soutient autant le PAC que son candidat dans la course aux présidentielles, dans le conflit qui éclate entre Nicolae Manolescu et l'Alliance Civique, *22* se range du côté de cette dernière. Dès lors, la revue soutient la CDR dont l'Alliance Civique est membre et lui reste fidèle contrairement au PAC qui se retire de la coalition en 1995.

La comparaison entre l'Holocauste et le Goulag est un produit d'usages politiques immédiats, éloignés de la « grande » histoire nationale que ses auteurs prétendent redécouvrir. Issue du cœur de la dissidence anticomuniste, elle permet la valorisation des trajectoires

¹ Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », art. cité.

² *Ibid.*

³ Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Les écrivains roumains et la politique après décembre 1989. À la recherche de l'innocence perdue », art. cité, p. 145.

d'opposants à l'ancien régime ainsi que le fait de souligner leur singularité sur fond de la relativisation de l'antifascisme et de la minimisation de son utilité durant l'entre-deux-guerres.

Section 2 : DE LA PUBLICISATION À L'INTERNATIONALISATION DE LA CONTROVERSE

À partir de 1998, la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian et de la comparaison Holocauste-Goulag rentre dans une nouvelle phase, s'internationalise et s'ouvre encore davantage aux enjeux extralittéraires. Sous cet angle, elle peut être envisagée comme une étape de sa publicisation. Désignant la « circulation des textes et des catégories de classement entre deux espaces intellectuels nationaux » — roumain et français en occurrence, l'« internationalisation » renvoie à plus plusieurs phénomènes qui influencent le contenu et l'évolution de la controverse¹.

Tout d'abord, l'internationalisation renvoie à l'extrême perméabilité de l'espace culturel local à des événements, des querelles et des idées en provenance des États occidentaux. Ce phénomène est redevable des rapports de domination qui structurent le « système culturel mondial »² et qui se traduisent dans le cas de la Roumanie par une ouverture tout particulière à l'égard des produits culturels français ou américains³. Cette caractéristique, que Mathieu Hauchecorne appelle le « polycentrisme des marges » est propre plus généralement à la situation des petits États⁴.

¹ Gisèle SAPIRO, « Introduction », art. cité, p. 13.

² Sur le « système culturel mondial » voir Johan HEILBORN, « Échanges culturels transnationaux et mondialisation. Quelques réflexions », *Regards sociologiques*, 2001, n° 22, p. 141-154.

³ Le français et l'anglais sont les langues qui plus généralement dominent le marché de la traduction en littérature et sciences sociales en Europe de l'Est, Gisèle SAPIRO, « L'Europe, centre du marché mondial de la traduction » dans Gisèle SAPIRO (dir.), *L'Espace intellectuel en Europe*, op. cit., p. 281-287.

⁴ Mathieu HAUCHECORNE, « Le polycentrisme des marges. Les « filières » belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étatsunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, n° 15, 2011/3.

C'est à travers ce prisme qu'il faudrait comprendre l'attention tout particulière accordée en Roumanie au cas de Roger Garaudy ou au procès de Maurice Papon, présenté d'ailleurs dans *România literară* comme un « résistant dissimulé »¹ durant l'Occupation. C'est par ce prisme également qu'il est possible d'envisager l'énorme écho rencontré à Bucarest par *Le Livre noir du communisme* traduit aussitôt après sa publication². Repris et adaptés au contexte local, ces références françaises font l'objet d'appropriations qui en disent long sur l'état des échanges interculturels entre les deux pays et sur la place exceptionnelle accordée à Bucarest aux modalités françaises de gestion du passé « fasciste ».

Un deuxième phénomène par lequel passe l'internationalisation de ce débat est l'intervention dans la discussion des acteurs qui vivent en dehors des frontières nationales donc reliés à un autre espace culturel que l'espace culturel autochtone. Il s'agit soit d'universitaires et de journalistes étrangers qui s'intéressent à différents aspects de l'histoire nationale soit d'intellectuels roumains qui ont émigré au cours du temps aux États-Unis, en Israël, en France ou en Allemagne. Le regard posé sur les sujets débattus et le dialogue qu'ils engagent avec les protagonistes locaux modifient le cours de la polémique, la façonnant selon des critères, des valeurs et parfois des enjeux extérieurs.

Un troisième phénomène qui renvoie à l'internationalisation de la controverse réside dans son expansion grâce aux publications étrangères. La participation des revues et des journaux mondialement connus comme *The New Republic*, *Les Temps Modernes*, *Esprit*, *Le Monde* au débat a pour conséquence l'implication de nouveaux acteurs, à savoir les intellectuels et les publics occidentaux. Appelés à trancher la controverse, ces publications n'hésitent pas à assumer une posture d'arbitre voir de juge en dénonçant par la voix de ses collaborateurs les « dérapages non-démocratiques »³ des intellectuels roumains. Plus rarement, elles prennent une

¹ Mihai ZAMFIR, « Maurice Papon », *România literară*, n° 14, 15-21 avril 1998.

² William TOTOK, Elena-Irina MACOVEI, *Între mit și bagatelizare*, *op. cit.*, p. 104-105.

³ Par exemple, Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », art. cité ; George VOICU, « L'honneur national roumain en question », *Les Temps Modernes*, n° 606, 1999 ; Denise ROSENTHAL, « Les angoisses fin-de-siècle des intellectuels roumains : démocratie, conservatisme et antisémitisme », art. cité ; Edgar REICHMANN, « Contre les purificateurs de l'Histoire en Hongrie et en Roumanie », *Le Monde*, 15 janvier 2000.

position neutre, d'interface culturelle, en colportant les débats qui font couler beaucoup d'encre en Roumanie, ceci en traduisant des points de vue choisis¹. Souvent ce n'est que dans un second temps que certains auteurs étrangers engagent un dialogue direct avec leurs pairs en Roumanie. La présentation de la polémique dans la presse étrangère, sa publicisation (critique ou non) inattendue et parfois non-souhaitée, son exposition à un public étranger, produisent à Bucarest un raz-de-marée. La multitude et la violence des réactions à cette *visibilisation* attestent de l'investissement dont fait l'objet l'espace culturel français comme référence de première importance pour les élites culturelles roumaines.

Sous cet angle, l'effet le plus visible de l'internationalisation, consiste en la polarisation des points de vue exprimés durant la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian. Mise en évidence par le sociologue George Voicu dès 1998, elle se traduit par le clivage entre « deux camps », « vaguement structurés » dont « la frontière reste mobile »². D'un côté se trouvent les intellectuels qui interviennent individuellement dans la polémique et dont le principal liant est le partage des valeurs communes³. Favorables à la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag, ceux-ci réfutent tout comme Voicu qui finit par être associé au premier groupe, l'idée d'une « symétrie » entre les deux événements et se montrent prudents quant à la relativisation de l'unicité du premier⁴. De l'autre côté, le sociologue identifie un groupe d'intellectuels animé par un « esprit de corps » qui repose sur des « noyaux de solidarité inconditionnelle », dont les opinions dénotent des « carences démocratiques »⁵. La propension des membres de ce second groupe à établir des parallèles entre l'Holocauste et le Goulag et de conclure à l'équivalence des deux *génocides* sont à la base de leur consensus.

Selon George Voicu, le premier groupe est formé par Norman Manea, Zigu Ornea, Vladimir Tismăneanu, Radu Ioanid, Alexandra Laignel-Lavastine, Michael Shafir, Stelian

¹ Voir les dossiers consacrés à la polémique par *Les Temps Modernes*, n° 606, 1999, *Le Monde*, 15 janvier, 2000, 15 février 2000, *Esprit*, n° 265, juillet 2000.

² George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

Tănase, Leon Volovici, Andrei Cornea, Mircea Iorgulescu, Vasile Popovici¹, tandis que dans le second, on trouve Gabriel Liiceanu (nommé « le réel leader idéologique de ce groupe »), Nicolae Manolescu, Dorin Tudoran, Monica Lovinescu, Alex. Ștefănescu, Constantin Țoiu, Ioan Buduca et Gabriel Andreescu².

Correspondant à une première phase de la polémique, la composition de ces groupes se modifie après sa diffusion dans la presse française quand plusieurs acteurs changent de camp et se radicalisent. Ainsi, nombre d'intellectuels (Nicolae Manolescu, Vasile Popovici, etc.) ayant dans un premier temps favorablement accueilli la publication du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, reviennent dans un second temps sur leurs positions initiales, pointant la subjectivité du « témoin » et la nécessité de ne pas oublier les mérites culturels des figures ralliées au « fascisme »³. Parfois, ils se solidarisent avec les commentateurs critiqués dans la presse étrangère⁴, même si au départ ils avaient exprimé des opinions radicalement différentes⁵. Signe que le poids des sociabilités est plus important que celui des valeurs défendues devant ce que certains intervenants perçoivent comme une attaque *extérieure* contre le champ intellectuel national.

A/ La polémique autour des passés « récents » de la Roumanie dans la presse étrangère

C'est à la faveur de l'article « Nouvel accès révisionniste en Roumanie » publié le 28 janvier 1998 dans *Le Monde* que la controverse autour de la comparaison Holocauste-Goulag entre dans sa phase d'internationalisation⁶. Ce texte, cosigné par Alexandra Laignel-Lavastine

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Irina LIVEZEANU, « Les “guerres culturelles” en Roumanie postcommuniste : débats intellectuels sur le passé récent », art. cité.

⁴ Notamment avec Gabriel Liiceanu.

⁵ Par exemple, Andrei CORNEA, « Cine e fratele cui ? », art. cité ; Vasile POPOVICI, « Pagini din cronica unui linșaj mediatic », *Orizont*, 17 février 2000.

⁶ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », art. cité.

et Radu Ioanid, dénonce l'initiative du Procureur général de la Roumanie de réhabiliter huit membres du gouvernement d'Ion Antonescu (1940-1944)¹. En effet, dans sa requête du 23 octobre 1997, Sorin Moisescu, demandait à la Cour Suprême de Justice l'acquittement de huit dignitaires, « techniciens réputés et spécialistes d'exception », jugés et condamnés en 1946 par le régime communiste pour avoir fait partie du gouvernement dirigé par Ion Antonescu². Tout comme le Procureur général, le Président roumain Emil Constantinescu met en avant dans une émission radiophonique la compétence professionnelle des hauts fonctionnaires, précisant qu'il s'agit des « intellectuels marquants » qui n'« ont été associés à aucun des aspects négatifs du régime Antonescu »³.

L'article de Lavastine et Ioanid paraît dans un contexte marqué par la tendance en Roumanie à réhabiliter le régime Antonescu⁴. Initié durant la dernière phase du régime communiste, cette réhabilitation reposait sur la soi-disant opposition d'Ion Antonescu à la monarchie et aux forces politiques de la bourgeoisie durant la Seconde Guerre mondiale. Elle souligne également l'engagement et les efforts du général en faveur de la réunification de la Roumanie. Vu comme une figure patriotique et républicaine, Ion Antonescu s'avère un personnage cohérent à la fois avec une grille de lecture historique léniniste-marxiste et avec le discours national pratiqué à partir des années 1960 par le régime communiste roumain⁵. L'année 1989 ne change pas essentiellement la donne et le général Antonescu en vient à faire l'objet d'un culte supra-partisan, comme déjà mentionné⁶. Des hommes politiques, toute orientation confondue, des historiens, des idéologues, des journalistes, des hommes d'affaires et des représentants du clergé orthodoxe perçoivent ce personnage comme un patriote et un « homme d'État respectable »⁷. Si la Shoah n'est pas niée tant qu'elle reste du ressort du Troisième Reich,

¹ *Ibid.*

² Communiqué du Parquet de la Cour Suprême de Justice, MEDIAFAX, 22 novembre 1997.

³ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », art. cité.

⁴ William TOTOK, « Discursul revizionist », art. cité.

⁵ Voir l'intervention de l'historien Adrian Cioroianu dans « Controverse privind situația evreilor din România în timpul celui de-al Doilea Război Mondial », *Sfera*, n° 1, 1998.

⁶ William TOTOK, « Discursul revizionist », art. cité.

⁷ *Ibid.*

la responsabilité des autorités roumaines dans les massacres est déclinée et Antonescu présenté comme un « Sauveur de Juifs »¹. Des statues sont érigées, plusieurs rues prennent son nom et des films artistiques financés par des subventions publiques entérinent son culte².

Dans ce climat, les sénateurs américains Alfonse d'Amato et Christopher Smith envoient entre 1995 et 1998 plusieurs lettres aux présidents successifs de la Roumanie exprimant leur inquiétude face à la « résurgence du fascisme, de l'antisémitisme et d'un nationalisme sauvage sur des bases ethniques » en Roumanie³. La demande de réhabilitation de huit membres du gouvernement Antonescu par la Cour Suprême, détermine les deux hommes politiques à adresser une nouvelle requête au président fraîchement élu, Emil Constantinescu, pour lui rappeler l'appartenance de ces dignitaires à un gouvernement responsable de la déportation et de l'assassinat d'au moins 250 000 Juifs roumains et ukrainiens :

« Leur réhabilitation posthume (...) serait de nature à nous choquer — nous comme d'autres acteurs d'Occident qui sommes venus soutenir la Roumanie. Elle ferait douter de la sincérité de son attachement aux valeurs fondamentales partagées par l'Occident et le soutien accordé à la Roumanie pour siéger dans nos institutions économiques et de sécurité communes pourrait déclencher un processus de réévaluation »⁴.

Si les conseils prodigués sont accueillis avec indignation et réserve par plusieurs intellectuels et hommes politiques roumains ainsi que par une partie de la presse nationale, la demande de réhabilitation des hauts fonctionnaires est réexaminée par la Cour Suprême qui accepte finalement un seul dossier, celui de Toma Petre Ghițulescu sous-secrétaire d'État au ministère de l'Économie Nationale entre le 5 avril et le 26 mai 1941, date à laquelle il démissionne⁵.

¹ Voir le débat autour des controverses historiennes concernant le sort des Juifs de Roumanie durant la Deuxième Guerre mondiale dans *Sfera*, n° 1, 1998.

² William TOTOK, Elena-Irina MACOVEI, *Între mit și bagatelizare*, op. cit., p. 170-171.

³ Lettre du 18 juillet 1995 reproduite dans *România Liberă*, 9 août 1995.

⁴ Lettre diffusée sur la Radio Free Europe, le 14 novembre 1997.

⁵ Toma Petre Ghițulescu, ancien professeur universitaire, nommé le 5 avril 1941 sous-secrétaire d'État au ministère de l'Économie Nationale, fonction dont il démissionne le 26 mai 1941, « antérieurement aux décisions politiques importantes » prises par Ion Antonescu. Après l'examen du dossier, le juge estime que « c'est davantage sous

Lavastine et Ioanid reprochent au Président Constantinescu sa complaisance vis-à-vis de cette affaire et considèrent que les documents de l'époque ne justifient pas la disculpation des hauts fonctionnaires¹. Historien au United States Holocaust Memorial Museum et auteur d'une thèse de doctorat sur la « Destruction et la survie des Juifs de Roumanie durant la Seconde Guerre mondiale » soutenue en 1995 à l'EHESS², Radu Ioanid est justement un spécialiste de cette question³. Il dénonce avec Alexandra Laignel-Lavastine l'« obsession paralléliste en vogue à Bucarest » et note que tant « le culte du maréchal Antonescu » que la commémoration de plusieurs membres de la résistance anticomuniste parmi lesquels se trouvent d'anciens légionnaires sont des actions qui relèvent d'un « nouvel accès révisionniste en Roumanie »⁴. En outre, et contrairement à d'autres critiques similaires, les deux auteurs concluent que ces phénomènes sont incompatibles avec l'aspiration du pays à rejoindre les structures euro-atlantiques⁵. Évoquant les pressions américaines sur la Roumanie pour qu'elle renonce à réhabiliter les hauts fonctionnaires du gouvernement Antonescu l'article enjoint par conséquent la France à intervenir dans le même sens « auprès de sa petite sœur » de l'Est⁶.

L'article paru dans *Le Monde* est traduit en roumain dans la revue 22 au mois de février 1998, et ouvre une série d'interventions qui accusent la « récupération » problématique du passé « fasciste » en Roumanie⁷. S'ajoutant aux observations de Norman Manea⁸, à celles de Andrei Cornea⁹, aux deux « Dossiers » dédiés à la polémique par *Sfera Politicii*¹⁰, l'article du *Monde*

l'aspect politique qu'administratif que l'on peut établir malgré tout une responsabilité collective des dignitaires du gouvernement Ion Antonescu », mais qu'il faudrait apprécier les faits à « la lumière des réalités de la période », « Reabilitare pas cu pas », *Ziarul de Iasi*, 10 decembrie 1997.

¹ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », art. cité.

² Radu IOANID, *La Roumanie et la Shoah*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2002.

³ Voir CV de Radu Ioanid, en ligne à cette adresse : <https://newstrategycenter.ro/wp-content/uploads/2015/09/Radu-IOANID.pdf>.

⁴ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nouvel accès révisionniste en Roumanie », art. cité.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nou acces revizionist în România », 22, n° 7, 17-23 février 1998.

⁸ Norman MANEA, « Incompatibilitățile », art. cité. ; « Lectura infidelă », art. cité.

⁹ Andrei CORNEA, « Oameni onorabili », art. cité.

¹⁰ *Sfera Politicii*, Dossier « Holocaust și Gulag », n° 61, juillet-août 1998 ; *Sfera*, Dossier « Cronologia unei neînțelegeri », n° 1, septembre 1998.

remet en question « l'attachement de la Roumanie » et de ses intellectuels « aux valeurs occidentales »¹.

Un tournant dans le processus d'internationalisation de la controverse constitue la publication à l'hiver 1999 dans la revue *Les Temps Modernes* de l'article de George Voicu paru un an plus tôt dans *Sfera Politicii*². Traduit sous le titre « L'honneur national roumain en question », il fait partie d'un dossier intitulé « À l'Est, la mémoire impossible »³ qui comprend entre autres une étude sur le négationnisme en Hongrie écrit par Randolph L. Braham, un spécialiste de la Shoah en Europe de l'Est, et un article sur le sort des Juifs roumains durant le régime Antonescu signée par Radu Ioanid⁴. De son côté, Voicu signale les « carences de la culture démocratique » chez certains intellectuels roumains et leur désintérêt concernant les conséquences de l'antisémitisme. Son analyse est remarquée et reprise par un des collaborateurs du journal *Le Monde*, Edgar Reichmann, un écrivain juif d'origine roumaine. Exilé en France depuis 1957, il avait travaillé au sein du département *Éducation, Science et Culture* de l'ONU à partir de 1962, avant de se consacrer au journalisme au sein de la rédaction du *Courrier* de l'UNESCO, ensuite pour la revue *l'Arche*, un mensuel du judaïsme français, et finalement pour le journal *Le Monde*⁵. Publiant de nombreux articles sur les écrivains roumains tels qu'E. M. Cioran et Mircea Eliade, Reichmann devient l'un des plus connus médiateurs culturels de la littérature roumaine en France. Ses articles ne manquent pas de révéler l'emprise de l'antisémitisme sur les milieux culturels roumains, aussi bien durant l'entre-deux-guerres que sous l'ancien régime communiste. À ce titre, Edgar Reichmann est familier des tendances négationnistes à l'œuvre parmi les écrivains après 1989.

Dans son article intitulé « Contre les purificateurs de l'histoire en Hongrie et en Roumanie » et paru dans *Le Monde* le 15 janvier 2000, le journaliste avance, en citant l'analyse

¹ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, Radu IOANID, « Nou acces revizionist în România », art. cité.

² George VOICU, « L'honneur national roumain en question », art. cité.

³ *Ibid.*

⁴ Randolph L. BRAHAM, « Offensive contre l'Histoire. Les nationalistes hongrois et la Shoah », *Les Temps Modernes*, n° 606, 1999 ; Radu IOANID, « Le Conducător et les Juifs », *Les Temps Modernes*, n° 606, 1999.

⁵ Florin MANOLESCU, *Enciclopedia exilului românesc (1945-1989) : scriitori, reviste, instituții, organizații*, București, Compania, 2010, p. 614.

susmentionnée de George Voicu traduite par *Les Temps Modernes*, que Gabriel Liiceanu serait le leader d'un groupe d'intellectuels roumains antisémites¹. Ses propos sont en fait inclus dans un dossier spécial du journal *Le Monde* consacré aux « assauts du révisionnisme » en Roumanie à la fin des années 1990². Dans le même numéro, l'anthropologue français d'origine roumaine Isac Chiva s'inquiète à son tour de la « renaissance du fascisme » à Bucarest³. Originaire de Iași, berceau du Mouvement légionnaire où il a vécu les persécutions contre la population juive jusqu'en 1945, dont le pogrom de juin 1941 qui a fait 13 000 victimes⁴, cet ancien collaborateur de Claude Lévi-Strauss regrette les cérémonies de commémoration de la Garde de fer qui se multiplient à Bucarest au moment même où la Roumanie « vient de prendre place parmi les pays aptes à adhérer à l'Union européenne »⁵.

La publicisation de la polémique dans les grands journaux européens et américains comme *The New Republic*, *Les Temps Modernes*, *Le Monde* par Norman Manea, Radu Ioanid, Alexandra Laignel-Lavastine, George Voicu, ou encore Edgar Reichmann déterminent les ripostes en chaîne des intellectuels roumains qui se sentent visés. La multitude et la virulence des réponses locales aux articles publiés à l'étranger contrastent avec le silence qui entoure à Bucarest certaines analyses lorsqu'elles ne réussissent pas à dépasser le cadre national. Le cas le plus visible est celui de l'essai de George Voicu qui passe inaperçu durant les deux ans qui s'écoulent entre sa première parution en roumain dans la revue *Sfera Politicii* et le moment où il est cité par Edgar Reichmann dans *Le Monde* à la suite de sa traduction dans *Les Temps Modernes*⁶. C'est dire combien le public de pairs étrangers est investi d'une fonction d'homologation voire de légitimation des points de vue exprimés localement. Sous cet angle, la

¹ Edgar REICHMANN, « Contre les purificateurs de l'Histoire en Hongrie et en Roumanie », art. cité.

² *Ibid.*

³ Isac CHIVA, « Un fascisme renaissant en Roumanie », *Le Monde*, 15 janvier 2000.

⁴ Voir le site web du pogrom de Iași créé par une équipe de chercheurs du Centre d'Histoire des Juifs de Bucarest, de l'Institut National pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie « Elie Wiesel » en collaboration avec le United States Holocaust Memorial Museum de Washington, qui détaille le déroulement de l'événement et met à disposition une vaste documentation, <https://www.pogromuldelaiasi.ro/2012/08/>.

⁵ Isac CHIVA, « Un fascisme renaissant en Roumanie », art. cité.

⁶ Ion Bogdan LEFTER, « Cine este George Voicu ? », *Observator Cultural*, n° 52, 20 février 2001.

lettre adressée par Gabriel Liiceanu au journal *Le Monde*¹ pour se dédouaner de l'accusation d'antisémitisme qui plane sur lui depuis l'article de Reichmann, est symptomatique de l'importance accordée en Roumanie au public de l'Hexagone.

Si l'importance que joue le rôle des pairs étrangers paraît dès lors évidente², le rapport de domination culturelle qu'elle révèle est en même temps et pour la première fois questionné. Plusieurs participants à la controverse se solidarisent quasi-instantanément avec Gabriel Liiceanu, avec Nicolae Manolescu ou avec Dorin Tudoran pour plaider ce qu'ils présentent comme le principal point du litige à savoir la comparabilité (déniée par les intellectuels français) entre l'Holocauste et le Goulag. Ils envoient des courriers à la revue *22*³ et au *Monde*⁴, publient des articles dans *Orizont*⁵, *România literară*⁶, *Dilema*⁷. Jusqu'en juillet 2000, la revue *Esprit* traduit « Sebastian, mon frère » avec une préface explicative de l'historien Mihnea Berindei, dissident anticommuniste réfugié à Paris en 1970 et de François Gèze, directeur de la maison d'édition La Découverte (anciennement Maspero), spécialisée en sciences humaines⁸. Signée par deux intellectuels connus pour leurs convictions politiques de gauche⁹, cette préface, « acte

¹ Le principal argument étant que le *Journal (1935-1944)* de Mihaïl Sebastian est paru aux éditions Humanitas, qu'il dirige, Gabriel LIICEANU, « Au courrier du Monde : L'antisémitisme en Roumanie », *Le Monde*, 15 février 2000.

² La réponse envoyée par Gabriel Liiceanu au journal *Le Monde* en réaction à l'article de Edgar Reichmann représente sa première réaction depuis le début de la polémique autour de « Sebastian, mon frère ».

³ Andrei Oișteanu, Pavel Câmpeanu dans *22*, n° 7, 15-21 février 2000.

⁴ Mircea Iorgulescu, Andrei et Paul Cornea, et Vasile Popovici envoient des courriers au *Monde* dont rend compte l'article de Mirel BRAN, « Des intellectuels roumains répondent aux *Temps Modernes* », *Le Monde*, 12 février 2000.

⁵ Vasile POPOVICI, « Pagini din cronică unui linșaj mediatic », art. cité.

⁶ Vasile POPOVICI, « Câteva întrebări simple pentru domnul Reichmann », *România literară*, n° 12, 29 mars-4 avril 2000 ; Nicolae MANOLESCU, « Precizări necesare pe marginea unei polemici », *România literară*, n° 12, 29 mars-4 avril 2000.

⁷ Mircea IORGULESCU, « Ce să explici ? », *Dilema*, n° 369, mars 2000.

⁸ Mihnea BERINDEI, François GÈZE, « Gabriel Liiceanu et l'antisémitisme en Roumanie, une mauvaise querelle », *Esprit*, n° 265, juillet 2000 ; Gabriel LIICEANU, « Sebastian, mon frère », art. cité.

⁹ Mihnea Berindei est connu pour ses sympathies idéologiques de gauche parmi les intellectuels dissidents de Roumanie.

typique de transfert de capital symbolique »¹ est censée rétablir la crédibilité de Gabriel Liiceanu et avec lui, celle de son « exercice d'empathie » envers Mihail Sebastian².

Trouvant les accusations d'antisémitisme « injustes », « rapides », « imaginaires » et surtout visant des « fausses » cibles, une bonne partie des interventions susmentionnées cherchent à rediriger l'attention vers les formations politiques et les publications qu'elles stigmatisent comme « réellement antisémites » dont notamment les revues *România Mare* et *Atac la persoană*. Leurs auteurs recommandent aux critiques désobligeants et supérieurs des pairs roumains de surveiller plutôt ces dernières revues lorsqu'il s'agit de s'intéresser à la montée de l'antisémitisme en Roumanie³. De surcroît, ils remettent en cause les motivations de la « diaspora »⁴ et des « observateurs étrangers »⁵ qui « aspirent à mettre de l'ordre dans les inextricables affaires de la transitions »⁶ en offrant des arguments aux « rapporteurs » des institutions euro-atlantiques⁷. Ces efforts pour rétablir la respectabilité des clercs roumains dénoncent indirectement la domination symbolique des intellectuels français sur les intellectuels roumains et en font le mobile principal de leurs interventions dans la discussion.

Tout se passe comme si l'intégration politique et économique de la Roumanie dans l'UE et dans l'OTAN qui fait la une de la presse se rejoue à travers cette querelle culturelle autour des valeurs constitutives de la « démocratie » roumaine. Lue à travers le prisme du renoncement à une partie de sa souveraineté politique au bénéfice des institutions internationales, l'intégration euro-atlantique de l'État est transposée sur le plan des idées par les écrivains qui perçoivent les appels au « devoir de mémoire » envers l'Holocauste comme une invitation des pairs étrangers

¹ Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, art. cité, p. 5.

² Mihnea BERINDEI, François GÈZE, « Gabriel Liiceanu et l'antisémitisme en Roumanie, une mauvaise querelle », art. cité.

³ Nicolae MANOLESCU, « Ce înseamnă să fii rasist », *România literară*, n° 19, 20-26 mai 1998 ; Gabriel LIICEANU, « Au courrier du *Monde* : L'antisémitisme en Roumanie », art. cité ; Vasile POPOVICI, « Pagini din cronica unui linșaj mediatic », art. cité ; Pavel CÂMPEANU, « Pseudokineghetikos », 22, n° 7, 15-21 février 2000.

⁴ Pavel CÂMPEANU, « Pseudokineghetikos », art. cité.

⁵ Nicolae MANOLESCU, « Ce înseamnă să fii rasist », art. cité.

⁶ Pavel CÂMPEANU, « Pseudokineghetikos », art. cité.

⁷ Nicolae MANOLESCU, « Ce înseamnă să fii rasist », art. cité.

à céder une partie de leur pouvoir de définition des repères collectifs locaux¹. Plusieurs auteurs s'élèvent ainsi contre « la distribution des certificats de bon comportement » aux élites roumaines², contre la propension des clercs français à « leur faire la leçon » comme s'« ils étaient descendus hier de l'arbre du totalitarisme »³ et seraient les représentants d'« une race inférieure »⁴, « sous-développée politiquement »⁵, autrement dit « des bâtards de l'histoire »⁶.

Ces réactions qui se solidarisent avec Gabriel Liiceanu sont publiées dans deux revues très liées à la communauté politique roumaine anticomuniste de Paris, *România literară* et la revue 22. Elles sont rédigées par des auteurs très hétérogènes, à savoir des littéraires convertis à la politique tels que Nicolae Manolescu ou Vasile Popovici, un sénateur de l'Alliance Civique et consul de la Roumanie à Marseille, des essayistes et des critiques redoutables à l'instar de Mircea Iorgulescu, Alex Ștefănescu et Dorin Tudoran, ou encore des sociologues et des ethnologues comme Pavel Câmpeanu et Andrei Oișteanu. Tous ces auteurs ont des affinités idéologiques diverses. Toutefois, ces interventions reprennent toujours l'argument de l'équivalence entre l'Holocauste et le Goulag pour décliner la responsabilité de la Roumanie envers les victimes de la Shoah⁷, accusent la « double mesure » dans l'évaluation des crimes des deux « totalitarismes »⁸, insistent sur l'« immorale confiscation de la souffrance »⁹ et invoquent l'indifférence vis-à-vis des victimes du communisme « qui ne comptent pas du tout »¹⁰. Un extrait d'un éditorial signé par Nicolae Manolescu résume à lui seul ce réquisitoire collectif :

« Il n'est pas naturel de compter les victimes d'un côté et de l'autre, de comparer les horreurs mais il est naturel et sûrement utile d'évoquer les deux. Tout comme Hitler, Staline a été raciste. Tout comme les nazis, les communistes ont commis des crimes en vertu de leur

¹ Maté ZOMBORY, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », art. cité, p. 1029.

² Pavel CÂMPEANU, « Pseudokineghetikos », art. cité.

³ Vasile POPOVICI, « Pagini din cronica unui linșaj mediatic », art. cité.

⁴ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », *Orizont*, n° 3, 17 mars 2000.

⁵ Vasile POPOVICI, « Pagini din cronica unui linșaj mediatic », art. cité.

⁶ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité.

⁷ Alex ȘTEFĂNESCU, « Protest », *România liberă*, n° 2499, 17 juin 1998.

⁸ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité.

⁹ Nicolae MANOLESCU, « Ce înseamnă să fii rasist », art. cité.

¹⁰ Vasile POPOVICI, « Pagini din cronica unui linșaj mediatic », art. cité.

idéologie. Il est inacceptable de condamner seulement les uns sans les autres, comme s'ils n'avaient pas existé. Ce serait apprendre la leçon de l'histoire seulement à moitié. Monsieur Manea a souffert lui-même à cause des deux. Si Monsieur Liiceanu a vu dans Sebastian un frère, pourquoi Monsieur Manea ne verrait pas dans les victimes du communisme ses frères ? L'antifascisme et l'anticommunisme ne peuvent pas être séparés puisque le fascisme et le communisme sont le fruit d'un siècle dont l'histoire retiendra surtout, je le crains, ces deux monstres »¹.

Plusieurs participants au débat demandent aux intellectuels français, notamment à Alexandra Laignel-Lavastine, d'« assumer les aveuglements » de « l'intellectualité gâtée parisienne (...) des maoïstes, des trotskistes et autres marxistes-léninistes »².

Intervenant au même moment où la condition matérielle de l'écrivain se dégrade sous l'effet de l'effondrement des tirages et de la croissance des traductions³, l'offensive contre ce qui est perçu comme une action d'imposition des valeurs faussement « universelles »⁴ n'est que la face visible de ce qui ressemble à un travail de négociation des conditions de l'intégration des intellectuels roumains en Europe. Cela n'empêche que devenue une ressource à travers ses acteurs, l'« Europe » s'en retrouve à son tour instrumentalisée dans ces luttes intestines.

B/ Des rivalités personnelles à la contestation des légitimités professionnelles

À partir de là, le débat quitte le terrain de l'histoire nationale pour virer vers l'attaque *ad hominem* proféré contre les pourfendeurs des « grands noms de la culture roumaine »⁵. Norman

¹ Nicolae MANOLESCU, « Ce înseamnă să fii rasist », art. cité.

² Vasile POPOVICI, « George Voicu persistă și semnează », 22, n° 12, 21-27 mars 2000.

³ Bien qu'au niveau du nombre de titres publiés il n'y ait pas beaucoup de variations durant la première moitié des années 1990 où l'on passe de 919 titres en 1991 à 1804 en 1995 et à 931 en 1997, les tirages, quant à eux, s'effondrent, passant de 289 770 en 1991, à 106 250 en 1995 et à 38 130 en 1997, Comisia Națională de Statistică, *Anuarul Statistic al României 1997*, București, p. 324, *Anuarul Statistic al României 1999*, București, p. 300-301.

⁴ Daniel LEVY, Nathan SZNAIDER, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of a Cosmopolitan Memory », art. cité, 2002.

⁵ Vasile POPOVICI, « Responsabilitate zero », 22, n° 16, 18-28 avril 2000.

Manea est traité d'« écrivain sans talent »¹ dont le succès « minutieusement orchestré » serait le fruit selon Dorin Tudoran d'« incroyables efforts financiers et publicitaires »². Edgar Reichmann est qualifié d'« agent de la Securitate » ayant « infiltré » la rédaction du *Monde* depuis bien longtemps³. George Voicu, « cité à présent sur cinq continents » est soupçonné d'avoir réussi, grâce à sa contribution à la polémique, à dépasser « le complexe de l'anonymat »⁴. Alexandra Laignel-Lavastine qui « lance des sommations parisiennes »⁵ serait à son tour animée par le « désir de faire carrière » en exploitant le cas roumain⁶.

D'une extrême violence, ces accusations s'ordonnent selon une logique qui consiste à saper la légitimité professionnelle des acteurs contre lesquels elles sont proférées et dont les motivations sont dépeintes comme intéressées et cyniques. Le début de la polémique marqué par les efforts de séparation des critères d'évaluation esthétique/scientifique et éthique/politique semble loin. L'heure est davantage à la dénonciation du manque d'expertise et de connaissance de ceux qui rompent avec l'illusion de la symétrie entre l'Holocauste et le Goulag et leur droit à la parole est nié.

Mais la technique de la contestation fonctionne également dans l'autre sens, lorsque plusieurs intellectuels en désaccord avec le parallèle entre les deux *génocides* désavouent les clercs qui ayant « fort peu de mérites dans la critique du totalitarisme communiste » se lancent à présent dans « des comparaisons forcées »⁷. Pris entre le reproche de manifester un « antisémitisme latent » et l'absence d'opposition affirmée au régime communiste, les intellectuels qui plaident en faveur de l'équivalence entre l'Holocauste et le Goulag se

¹ Alex ȘTEFĂNESCU, « Protest », art. cité. Voir aussi Nicolae MANOLESCU, « Răspuns la răspuns », *România literară*, n° 23/24, 17-23 juin 1998. « Aucun succès (...) ne peut faire de Norman Manea un écrivain plus important qu'il ne l'est », Dorin TUDORAN, « Lectura de rasă », *România literară*, n° 32, 12-18 août 1998.

² Dorin TUDORAN, « Gimnastica de întreținere sau pretextul Sebastian », art. cité.

³ Vasile POPOVICI, « Câteva întrebări simple pentru domnul Reichmann », art. cité. Il s'agit d'une perception plus répandue à l'égard de Edgar Reichmann parmi les intellectuels roumains. Voir le journal de Adrian Marino, MARINO, *Viața unui om singur, op. cit.*, p. 182.

⁴ Vasile POPOVICI, « George Voicu persistă și semnează », art. cité.

⁵ *Ibid.*

⁶ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité.

⁷ Victor NEUMANN, « Despre Holocaust și Gulag », art. cité.

retrouvent doublement délégitimés. Leur prétention à se départir du premier est sans consistance et leur volonté à assumer une « mémoire traumatique » du second imméritée.

La permanente tension entre publicisation et confinement qui caractérise au départ le déroulement de la controverse tirillée entre champ littéraire et considérations politiques connaît à ce stade un point d'inflexion important et l'équilibre est rompu en faveur de l'ouverture complète aux enjeux extérieurs à la connaissance du passé.

En dehors des motivations politiques et de la survie professionnelle, ce qui nous apparaît comme l'un des enjeux majeurs de cette controverse est la façon dont la mobilisation autour de la reconnaissance des génocides se diffuse comme mode privilégié d'intervention des intellectuels dans les affaires de la cité. Si ce modèle a déjà une longue tradition ouest-européenne et française qui remonte à l'affaire Dreyfus¹ en passant par les actions autour de la reconnaissance de l'Holocauste², en Europe de l'Est, il circule surtout après 1989 et se généralise au moment de l'élargissement de l'UE³.

Aussi, les débats au sujet de l'équivalence de l'Holocauste et du Goulag ont moins à voir avec l'impératif de rendre justice aux « victimes » du génocide qu'avec la mobilisation des clercs de l'Europe de l'Est contre l'imposition de la Shoah comme référence mémorielle universelle en Europe⁴. Le Goulag se dessine alors tantôt comme un contre-modèle, une contre-culture mémorielle à l'hégémonie de l'Holocauste, tantôt comme une tentative d'émancipation des intellectuels autochtones de son poids symbolique. Mais son rôle n'est pas seulement celui de faire contrepoids à la Shoah. En reprenant son vocabulaire et sa grammaire, les intellectuels qui se mobilisent pour imposer une lecture du communisme comme régime génocidaire, visent

¹ Christophe CHARLE, *La naissance des « intellectuels » 1880-1900*, *op. cit.* ; Daniel LEVY, Natan SZNAIDER, « The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », art. cité., p. 92-97 et p. 100-102.

² Daniel LEVY, Natan SZNAIDER, « The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », art. cité., p. 92-97 et p. 100-102. Voir par exemple la mobilisation des réalisateurs de film en France autour de la dénonciation de la Shoah, Sylvie LINDEPERG, « Présences de Shoah » dans Christophe CHARLE, Laurent JEANPIERRE (dir.), *La vie intellectuelle en France (tome 3)*, *op. cit.*, p. 443-447.

³ Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 105-107.

⁴ Maté ZOMBORY, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », art. cité, p. 1030 et p. 1036.

surtout à assurer à travers l'emprunt de cette forme de mobilisation, leur propre crédibilité en tant que pairs de leurs collègues occidentaux. C'est là l'un des enjeux les plus importants de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag capable d'éclairer davantage la violence avec laquelle les clercs roumains rejettent ce qu'ils conçoivent comme des immixtions étrangères.

Sursaut décolonisateur, cette tentative d'émancipation échoue finalement¹, dans la mesure où le rapport de force entre l'espace intellectuel roumain et celui français/occidental joue en sa défaveur. Censée assurer la communicabilité des propos, la reprise des normes de relecture du passé consacrées par le « Centre » culturel du continent révèle un mimétisme qui reste la face cachée de cette domination. À l'heure de l'intégration dans l'UE, la controverse autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag peut ainsi se lire comme un épisode de la renégociation des rapports de force entre champs intellectuels nationaux en voie d'internationalisation². Elle représente un cadre si l'on veut paradigmatique de redéfinition des modalités d'intervention des clercs dans la cité et de leur rôle spécifique.

Section 3 : CONFINEMENT DE LA CONTROVERSE ET IMPOSITION DE LA LOGIQUE SCIENTIFIQUE

Une troisième phase saillante de la controverse autour de comparaison entre l'Holocauste et le Goulag s'ouvre avec l'intervention dans la discussion des professionnels qui parlent pour la première fois au nom des sciences sociales. Ils mobilisent l'autorité de l'histoire, de la sociologie ou de la science politique pour imposer leurs points de vue et souligner les failles d'interprétation et les lacunes de leurs adversaires. Plus que l'argumentation, ce qui semble désormais compter ce sont les connaissances sur le passé national. En citant les travaux des spécialistes, ils quittent le terrain de l'actualité politique pour s'attarder sur des faits et des

¹ Elle échoue aussi bien en Roumanie, comme la suite de cette thèse le montre, qu'au niveau du champ politique européen, cf. Laure NEUMAYER, « Integrating the Central European Past into a Common Narrative: the Mobilizations Around the « Crimes of Communism » in the European Parliament », art. cité.

² Gisèle SAPIRO « Introduction », art. cité, p. 15-16.

figures historiques capables de valider l'existence d'une tradition démocratique de longue date en Roumanie. Si cette mobilisation des sciences sociales conduit à court terme au confinement de la polémique, elle débouche à long terme sur des recherches qui utilisent de plus en plus leurs instruments d'enquête dans le traitement des questions concernant l'étude de l'Holocauste et du Goulag. Ces recherches transforment durablement le champ d'interprétation des passés « fasciste » et communiste de la Roumanie.

La troisième section du présent chapitre revient dans un premier temps sur la mobilisation de l'histoire durant la controverse autour de l'invention d'une tradition démocratique. Une deuxième partie présente les conditions de possibilités du confinement de la polémique aux sciences sociales et la manière dont il s'opère concrètement durant le débat. Une troisième partie décrit comment s'opère la mutation des instruments d'interrogation du passé « récent » à partir de l'étude d'un échantillon d'ouvrages représentatifs.

A/ L'Invention d'une tradition démocratique

Jusqu'à la fin des années 2000, la controverse autour de la comparaison Holocauste-Goulag révèle l'un de ses plus importants enjeux, à savoir l'invention d'une tradition démocratique en Roumanie¹. Avant la chute du régime communiste, l'absence de cette tradition avait été mise en évidence à l'étranger par les historiens des régimes politiques contemporains de la Roumanie². Après cette date, l'installation d'un gouvernement *libéral* a pour effet de déplacer leur observation des pratiques du pouvoir vers les comportements de la population et

¹ On utilise ce terme dans le sens que lui donne l'historien Eric Hobsbawm : « Les “traditions inventées” désignent un ensemble de pratiques de nature rituelle et symbolique qui sont normalement gouvernées par des règles ouvertement ou tacitement acceptées et qui cherchent à inculquer certaines valeurs et normes de comportement par la répétition, ce qui implique automatiquement une continuité avec le passé. En fait, là où c'est possible, elles tentent normalement d'établir une *continuité* avec un passé historique approprié », « réel ou fictif ». Opposées aux « traditions ancestrales », les « traditions inventées » sont destinées à entretenir la cohésion au sein d'une communauté dans un moment de changement politique et de vide idéologique en instituant des valeurs adaptées aux nécessités du présent, Eric HOBBSAWN, « Inventer des traditions », *Enquête*, n° 2, 1995, p. 3-5.

² Catherine DURANDIN, *Istoria Românilor*, Iași, Institutul European, 1998, p. 175-214 et p. 220-377 ; Stephen FISCHER-GALAȚI, *România în secolul al XX-lea*, Iași, 1998, p. 19-254.

des élites intellectuelles. Évaluées à la lumière de leurs prises de position exprimées à l'occasion des parutions de « Felix Culpa » et du *Journal (1935-1944)*, celles-ci sont souvent taxées d'« antidémocratiques », une étiquette exceptionnellement stigmatisante au moment où la « démocratie » devient le mot de passe d'un nouvel ordre postcommuniste.

La critique des représentations politiques des clercs précipite la recherche d'éléments et de références dans le passé national capables de soutenir l'idée de leur attachement durable aux valeurs constitutives d'un type de gouvernement démocratique. Parmi celles-ci, l'opposition au gouvernement d'Ion Antonescu *et* au régime communiste est présentée comme l'une des preuves les plus convaincantes de cet attachement. Mais l'opération s'annonce hardie puisque l'imbrication et l'enchaînement des deux passés ont déterminé la polarisation des positions et l'engagement à grande échelle des intellectuels durant ces époques de forte politisation¹. C'est ce qui complique la recherche et l'identification de figures et d'actions qui auraient su résister à *toutes* les « dérives » politiques (*légionnarisme*, communisme) correspondant aux critères actuels, à savoir l'antinationalisme, l'antiracisme et l'antiautoritarisme — de la « démocratie ».

Quelques intellectuels tentent néanmoins cet exercice. Ils mettent en évidence des épisodes, des personnalités, des événements qui attestent de la présence et de la continuité d'une tradition démocratique roumaine qui s'étendrait de l'entre-deux-guerres à la période contemporaine. Ileana Vrancea, Zigu Ornea, Norman Manea ou encore Lya Benjamin parlent dans leurs articles et entretiens de la « démocratie roumaine » comme d'une époque et d'un esprit qui mériteraient d'être à présent récupérés en Roumanie.

Née en 1929 à Bucarest dans une famille juive, Ileana Vrancea devient membre du PCR en 1950 avant de passer une licence en Droit (1950), puis une seconde en Philologie (1951)². Nommée à la tête de la section d'enseignement et de culture de la revue communiste *Scînteia* [L'Étincelle] (1950-1955), elle est cheffe de la section d'art et de littérature des revues *Lupta de*

¹ Lucian BOIA, *Capcanele istoriei*, *op. cit.*

² Florin MANOLESCU, *Enciclopedia exilului românesc (1945-1989) : scriitori, reviste, instituții, organizații*, *op. cit.*, p. 747.

clasă [La lutte de classe] (1955-1971) et *Era socialistă* [L'Ère socialiste] (1971-1974)¹. Les articles qu'elle écrit respectent le style dogmatique et militant fidèle aux directives idéologiques du Parti². En 1970, elle obtient un doctorat pour sa thèse sur Eugen Lovinescu, le plus important historien littéraire de l'entre-deux-guerres, présenté comme un intellectuel « démocrate » et « antifasciste » sans pour autant être ouvertement « marxiste »³. En 1983, avec la marginalisation des « allogènes » dans l'appareil de parti et le retour en force du discours national dans la propagande du régime, Ileana Vrancea quitte la Roumanie en rompant avec ses convictions politiques⁴. Elle commence à collaborer aux publications de la diaspora politique roumaine anticomuniste telles que les revues *Agora* (Philadelphie, États-Unis), *Dialog* (Dietzenbach, Allemagne) mais également *Jerusalem Post*, qui adoptent une ligne opposée au régime Ceaușescu⁵.

Auteure d'une série d'articles polémiques à l'égard de l'historiographie contemporaine, la critique littéraire Ileana Vrancea regrette l'« évacuation de la démocratie et du militantisme anti-chauvin de l'histoire culturelle nationale »⁶. Afin de rétablir la « vérité » sur ce point, elle remonte à la période des années 1930 pour retrouver l'origine d'une tradition démocratique incarnée par la résistance « antifasciste » grâce à laquelle les Juifs de Roumanie ont été sauvés pendant la guerre⁷. Représentée par les partis politiques « historiques » comme le Parti National Libéral (PNL), le PNT ou le Parti Social-Démocrate Roumain (PSDR) mais aussi par certaines figures culturelles représentatives de la période à l'instar de Eugen Lovinescu ou Ion Petrovici⁸,

¹ *Ibid.*

² Voir par exemple Ileana VRANCEA, « Geo Bogza despre poezie. (Un articol din 1933), *Lupta de clasă*, n° 5, mai 1957, p. 117-119, « « Fantastic fără mesaj » și concesiile cu mesaj », *Lupta de clasă*, n° 6, juin 1958, p. 99-101.

³ Ileana VRANCEA, *Eugen Lovinescu, critic literar*, București, Editura pentru Literatură, 1965, *Eugen Lovinescu, artistul*, București, Editura pentru Literatură, 1969.

⁴ Ileana VRANCEA, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », *România literară*, n° 10, 13 mars 2002.

⁵ Florin MANOLESCU, *Enciclopedia exilului românesc (1945-1989) : scriitori, reviste, instituții, organizații, op. cit.*, p. 748.

⁶ Ileana VRANCEA, « Coerența unui fals în desfășurare », *România literară*, n° 34, 1999, « Un minimum obligatoriu », *Dialog*, juillet 1995- février 1996.

⁷ Ileana VRANCEA, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », art. cité.

⁸ Ion Petrovici (1882-1972) : philosophe et homme politique important, ministre de la Culture et des Cultes dans les gouvernements antisémites du poète Octavian Goga (1937-1938) et d'Ion Antonescu (1941-1944). Il est

« savant éminent », ministre de la Culture et des Cultes sous Ion Antonescu (1941-1944) qui se serait opposé à l'introduction de mesures antisémites dans l'enseignement, cette tradition perdurerait bien après 1947¹. Les manifestations d'opposition au régime communiste, la lutte armée des partisans contre les hommes de la Securitate dans les années 1950, la grève des mineurs de la Vallée de Jiu de 1977, le Syndicat Libre des Travailleurs de 1979, la révolte des ouvriers de Braşov de 1987, et enfin la « Révolution » de décembre 1989 sont autant de preuves selon Vrancea, de l'existence d'un « authentique » filon démocratique en Roumanie². La Manifestation de la Place de l'Université de Bucarest de 1990 quant à elle, serait l'aboutissement de ce processus³.

Pour poursuivre sa démonstration, l'auteure se sert de l'argument de la continuité entre le PCR et le FSN « néo-communiste » et l'opposition des intellectuels à l'égard de ce parti politique au début des années 1990 couplé à leur opposition envers un régime qui s'est avéré « particulièrement répressif »⁴ avant 1989. Mentionnant les noms de Monica Lovinescu, de Nicolae Manolescu, de Dorin Tudoran parmi les dissidents du régime communiste⁵, c'est-à-dire précisément les noms des intellectuels qui sont à présent accusés d'« antisémitisme latent »⁶, Ileana Vrancea tente de restaurer leur crédibilité en tant que protagonistes de cette tradition démocratique.

Dans une lettre ouverte adressée aux « amis roumains » parue dans la revue *Dilema*, en 2001, le philosophe hongrois originaire de Roumanie, Gáspár Miklós Tamás exprime un avis contraire⁷. Né à Cluj-Napoca en 1948, il quitte la Roumanie en 1978 pour aller s'installer à Budapest où il devient une figure majeure de l'opposition intellectuelle marxiste au régime de

condamné à dix ans de prison en 1949 qu'il purge à plusieurs reprises jusqu'en 1964 quand il est définitivement libéré.

¹ Ileana VRANCEA, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », art. cité.

² Ileana VRANCEA, « Un minimum obligatoriu », art. cité.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

⁷ Gáspár Miklós TÁMÁS, « Scrisoare către prietenii mei români », *Dilema*, n° 416, 16-22 février 2001.

Janós Kàdar. La lettre écrite par le philosophe est inspirée par le résultat des élections présidentielles de 2000 qui ont porté Corneliu Vadim Tudor, le leader du Parti la « Grande Roumanie » (PRM), au deuxième tour du scrutin. Voté majoritairement par les « jeunes diplômés » et les « étudiants » qui, « tout comme en Hongrie » représentent « les segments sociaux fidèles au parti libéral (...) et à celui, fascistoïde, d'extrême-droite », Vadim Tudor est propulsé à la tête de l'État, selon Tamás, non pas par les laissés-pour-compte de la « transition » comme on pourrait le croire, mais par « les intellectuels de la classe moyenne et de la petite bourgeoisie »¹. Ce sont ces catégories-là qui sont donc responsables selon lui, de l'avènement de l'« extrême-droite » et de l'insuccès d'un mouvement de gauche en Roumanie².

La réponse apportée par le philosophe à la question de l'existence d'une tradition démocratique en Roumanie s'oppose donc à la thèse de Ileana Vrancea. Tamás souligne la constance d'une tradition plutôt fascisante, entretenue fortement par les intellectuels depuis le XIX^e siècle au moins. À cette tradition qui traverse les années 1930, nous dit le philosophe, n'échappe pas même le régime communiste qui « au début des années 1970 (...) interdit de fait le marxisme » et « coopte de manière sélective la métaphysique hyper-nationaliste-éthniciste de l'entre-deux-guerres »³. Le paysage n'est pas plus encourageant lorsqu'il s'agit de la « démocratisation » postcommuniste de la Roumanie. Échouant à transformer la « Révolution » de décembre 1989 en « mythe démocratique », les intellectuels anticommunistes se sont « préoccupés » de manière prépondérante de l'« exégèse spirituelle de la Garde de fer »⁴. Ainsi, selon Tamás, « la politique promue par Vadim Tudor » est très similaire à celle de ses « ennemis jurés » qui, certes de façon plus « élégante » et « maniérée », « s'enracine » elle aussi « dans la presse pratiquée par Cioran, Eliade et Noica » durant « l'entre-deux-guerres »⁵. Nourris idéologiquement par les adversaires de la « démocratie constitutionnelle-libérale » et des valeurs de l'« égalité, de la liberté et de la fraternité », les intellectuels publics de Roumanie ne

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

se sont jamais distingués, toujours selon Tamás, par leur solidarisation avec « les revendications salariales d'un quelconque groupe d'ouvriers » ou de « grévistes »¹. Attachés à la rhétorique de « l'Occident dominant (politique libérale, État de droit) » ils sont restés silencieux aux « critiques formulées à l'encontre de la stratégie politique du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale » et solidaires plutôt avec « les prémisses antimodernistes de l'extrême-droite » évacuant tout intérêt pour la gauche².

En réponse à cette lettre, un article publié dans *Les Temps Modernes* par l'historien littéraire Zigu Ornea, spécialiste de la Garde de fer et des conversions intellectuelles, revient sur « les traditions démocratiques en déshérence » de la Roumanie³.

Encadré n° 23 : Zigu Ornea (1930-2001)

Né le 27 août 1930 dans un village situé au Nord de la Roumanie, Zigu Ornea provient d'une famille de petits commerçants juifs⁴. Après des études secondaires à Botoșani, il poursuit la Faculté de Philosophie à Bucarest où il obtient son diplôme en 1955⁵. Rédacteur aux Éditions d'État pour la littérature et l'art (1955-1959), coordinateur à la Centrale des librairies (1959-1962), bibliographe à l'Institut des Sciences Économiques (1963-1966), il travaille pour un temps aux Éditions Meridiane (1966-1969), ensuite aux Éditions Minerva (1966) dont il devient le directeur après 1989⁶. En parallèle, il commence à diriger les Éditions Hasefer créée à Bucarest en 1991 par la Fédération des Communautés Juives de Roumanie (FCER)⁷, et assure en plus la fonction de conseiller à la Fondation Culturelle Roumaine. Historien et critique littéraire prolifique, auteur de nombreuses monographies minutieusement documentées sur l'état du champ culturel dans la première moitié du XX^e siècle, Zigu Ornea est le spécialiste de la Jeune génération en Roumanie, dont il connaît comme nul autre l'histoire et la production journalistique. Auteur d'une première analyse consacrée aux ralliements politiques de ses membres à la Garde de fer qui s'intitule *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească* [Les Années 1930. L'extrême droite roumaine] (prix de l'USR en 1995)⁸, Ornea compte parmi les premiers intellectuels roumains à s'être attaqué ouvertement et de façon systématique à la question des allégeances au Mouvement légionnaire des grandes figures culturelles de l'entre-deux-guerres après 1989. Son approche sociologique et sa connaissance fine de la progression des glissements au « fascisme » qu'il resitue dans le contexte

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Zigu ORNEA, « L'extrême-droite ne constitue pas notre seul héritage », *Les Temps Modernes*, n° 613, mars-avril-mai 2001, p. 209.

⁴ Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române M-Z, op. cit.*, p. 267.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Voir la page de présentation des Éditions Hasefer, en ligne à l'adresse web suivante : www.hasefer.ro/index.php.

⁸ Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească, op. cit.*

politique et professionnel de l'époque font jusqu'à présent de ses analyses des incontournables en la matière.

Passant en revue la contribution de plusieurs personnalités intellectuelles au succès politique du Mouvement légionnaire, Zigu Ornea tient à noter que l'« extrême-droite ne constitue pas notre seul héritage » :

« L'existence de ce courant exclusivement acquis à des personnalités au passé xénophobe, chauvin, antisémite nourrit l'idée selon laquelle la Roumanie était pendant l'entre-deux-guerres un pays dominé par l'extrême-droite. Ce qui est tout à fait faux. La Roumanie était un pays démocratique où tantôt tolérée, tantôt jugulée, l'extrême-droite était en ascension en raison de la conjoncture internationale »¹.

Animée par des personnalités culturelles comme les sociologues Henri Stahl² et Dimitrie Gusti³, les philosophes Constantin Rădulescu-Motru⁴ et Petre Paul Negulescu⁵, les écrivains et

¹ Zigu ORNEA, « L'extrême-droite ne constitue pas notre seul héritage », art cité, p. 209.

² Henri H. Stahl (1901-1991) : important sociologue roumain, membre de l'école monographique qui a réalisé des enquêtes anthropologiques dans les villages de Roumanie durant la période 1920-1940. Chercheur à la Chaire de Sociologie, Éthique et Politique de la Faculté de Lettres et Philosophie de Bucarest, il a été membre de l'association Criterion, aux côtés de Mircea Eliade, Mihail Sebastian, Mircea Vulcănescu. Il s'y fait remarquer par des positions marxistes et antifascistes durant la Seconde Guerre mondiale.

³ Dimitrie Gusti (1880-1955) : fondateur de l'école de sociologie roumaine. Après des études en Allemagne, il devient professeur aux Universités de Iași et de Bucarest où il pose les bases de la méthode ethnographique d'enquête dans les villages à l'aide de laquelle il produit plus d'une soixantaine de monographies interdisciplinaires entre 1925-1948. Ministre de l'Instruction Publique, des Cultes et des Arts (1932-1933), Président de l'Académie Roumaine (1944-1946) après le renversement d'Ion Antonescu, Dimitrie Gusti est le fondateur en 1939 du Service social roumain qui combine l'action sociale avec la recherche sociologique et du Musée du Village Roumain (1936). En 1948 il est exclu de la nouvelle Académie de la République Socialiste de Roumanie en raison de ses positions pro-monarchistes.

⁴ Constantin Rădulescu-Motru (1868-1957) : philosophe, logicien, psychologue, auteur de plusieurs écrits sur le nationalisme et l'« âme roumaine ». Membre du Parti National Paysan (PNȚ) et fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme en Roumanie, il est persécuté par le régime communiste et décède dans une grande misère.

⁵ Petre Paul Negulescu (1872-1951) : philosophe et homme politique, professeur aux Universités de Iași et de Bucarest, membre de l'Académie Roumaine (1936-1940) et ministre de l'Instruction Publique pour une courte période (1926-1927). Exclu de l'enseignement en 1940 par Ion Antonescu, il est marginalisé par la suite par le régime communiste.

critiques littéraires Petru Comarnescu¹, George Călinescu², Hortensia Papadat-Bengescu³, la vie culturelle roumaine de l'entre-deux-guerres est traversée par une importante composante « rationaliste », souligne Ornea⁴. Si après 1989, la plupart des intellectuels se sont « démarqués des orientations de la gauche assimilée au communisme », cela n'empêche pas qu'avant la Seconde Guerre mondiale il y ait eu des intellectuels de gauche en Roumanie comme Henri H. Stahl, « social-démocrate rigoureux »⁵. S'attachant à relativiser le poids électoral de la Garde de fer dans la vie politique roumaine, Zigu Ornea précise qu'aux élections de 1937, si la formation d'extrême droite recueille 25 % des suffrages exprimés, les 75 % restant sont allés à des « partis démocratiques »⁶. Dès lors, l'historien littéraire tente, en cherchant à faire vaciller le mythe de l'ubiquité de l'« extrême-droite », de rétablir la crédibilité d'une culture capable de générer des formations et des figures « démocratiques ».

Ces efforts pour accréditer historiquement l'existence d'une tradition démocratique en Roumanie qui remonterait à l'entre-deux-guerres, sont essentiellement fournis par des intellectuels d'origine juive parmi lesquels on retrouve plusieurs membres du Parti communiste. Il s'agit là d'un des enjeux majeurs de la controverse qui se noue au sujet de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag. Les fonctions de cette opération sont multiples. Il s'agit d'abord

¹ Petru Comarnescu (1905-1970) : traducteur et essayiste, membre de la Jeune génération, fondateur et principal animateur de l'association Criterion (1932). Journaliste prolifique et grand angliciste, Comarnescu obtient un Doctorat en histoire de l'art à l'Université de Los Angeles en 1931. Entre 1949 et 1960, le régime communiste retire son droit de signature, mais il publie sous un pseudonyme jusqu'à son adhésion au Parti Ouvrier Roumain (PMR) en 1960.

² George Călinescu (1899-1965) : considéré comme étant le critique littéraire le plus important de l'histoire roumaine. Diplômé en Lettres et Philosophie en 1923, il obtient son doctorat en Lettres en 1936 à l'Université de Iași. Rédacteur au sein de plusieurs revues littéraires, maître de conférences à la Faculté de Lettres de Iași (1937), ensuite à celle de Bucarest (1945), il est l'un des intellectuels de gauche durant l'entre-deux-guerres. En 1944, il adhère au PCR et devient député à l'Assemblée Nationale (1946-1965), directeur de l'Institut de Théorie Littéraire et Folklore (1948-1953) et membre de l'Académie Roumaine en 1949. Il est l'auteur d'une monumentale *Histoire de la littérature roumaine des origines jusqu'à présent* (1941) qui reste jusqu'à aujourd'hui la plus importante référence pour la critique littéraire.

³ Hortensia Papadat-Bengescu (1876-1955) : écrivaine avec une importante contribution à la modernisation du roman roumain durant l'entre-deux-guerres, influencée par Marcel Proust. Interdite de publication par le régime communiste, elle est marginalisée après 1948 et connaît une grande précarité à la fin de sa vie.

⁴ Zigu ORNEA, « L'extrême-droite ne constitue pas notre seul héritage », art. cité, p. 210.

⁵ *Ibid.*, p. 205.

⁶ *Ibid.*, p. 209.

de montrer qu'à l'heure de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne, la démocratie locale est une certitude sur laquelle les partenaires géopolitiques de l'État peuvent compter. Le passé joue ici comme une garantie pour l'avenir.

Il s'agit ensuite pour les intellectuels repentis du marxisme-léninisme de faire la preuve de leur « guérison » complète. En ce qui concerne les intellectuels juifs, l'accent mis sur la tradition démocratique de la Roumanie semble une modalité efficace d'échapper à la fois à la thèse du judéo-bolchévisme et à celle du « monopole de la souffrance » dont ils sont accusés dès lors qu'ils se consacrent à l'étude de l'antisémitisme et des formations « fascistes » des années 1930.

Durant la controverse autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag, les acteurs à la recherche d'une troisième position face aux deux « totalitarismes » sont justement ceux qui participent le plus à l'invention d'une tradition démocratique.

B/ L'intervention des sciences sociales

Initié timidement dans la deuxième moitié de 1998, le changement observé au niveau des arguments échangés durant la controverse commence à devenir manifeste dès 2000. L'émergence d'une position médiane à la fin des années 1990 qui résout l'opposition Holocauste-Goulag, indique un début d'apaisement des hostilités. Cette position se concrétise, on l'a vu, par la redécouverte voire l'invention d'une tradition démocratique en Roumanie qui, ayant su résister à toutes les expériences autoritaires, traverse l'histoire et la rend compatible avec les exigences politiques actuelles de l'« Europe ». Mais pour mieux saisir le confinement du débat aux sciences sociales, celui-ci demande à être replacé dans le contexte plus large de leur renouveau institutionnel et théorique en Roumanie à partir de la seconde moitié des années 1990.

1. Panorama institutionnel et paysage historiographique

Le surgissement des sciences sociales (sociologie, science politique) dans la controverse autour de l'Holocauste et du Goulag ne peut se passer de la reconstitution rapide du contexte institutionnel et intellectuel de leur renouvellement postcommuniste.

1.1. L'essor des sciences sociales comme « sciences de la transition »

Discipline fleurissante en Roumanie durant l'entre-deux-guerres au service de la construction nationale¹ et de la réforme sociale, la sociologie se voit bannie de la cité après la prise du pouvoir par le régime communiste². Décrétée « pseudoscience bourgeoise » dès 1948 comme partout en Europe de l'Est³, la discipline est supprimée du cursus universitaire et disparaît de l'académie à partir de 1950⁴. Sa réputation de « science réactionnaire » qui se prétend apolitique, l'entrée dans le gouvernement Antonescu de certains parmi ses plus brillants fondateurs, la focalisation quasi-exclusive sur le monde rural auquel sont consacrées d'amples monographies (1920-1940) que les communistes souhaitent transformer à leur manière, alimentent son discrédit par le PCR⁵. Réinstitutionnalisée de manière contrôlée à partir de 1965 après avoir bénéficié de la reprise du dialogue scientifique avec les démocraties occidentales durant la détente (1959-1965)⁶, la sociologie se voit à nouveau marginalisée à partir de 1974 même si cette fois-ci elle restera tolérée jusqu'à la fin du régime⁷. Après la dernière réforme

¹ Rose-Marie LAGAVRE, « Un exemple de compromis entre sociologie et politique : la figure de Dimitrie Gusti », *Les Études sociales*, n° 153-154, 2011, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.cooperativag.ro/rose-marie-lagave-un-exemple-de-compromis-entre-sociologie-et-politique-la-figure-de-dimitrie-gusti/>. Voir aussi les commentaires sur cet article, exprimés durant un débat qui a lieu à l'Institut Culturel Français de Bucarest, le 26 février 2013, consultables en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.cooperativag.ro/dezbatare-les-etudes-sociales-scoala-gustiana/>.

² Cătălin ZAMFIR, « 9 ipoteze pentru o analiză sociologico-epistemologică a sociologiei românești în perioada comunistă : 1944-1989 », *Sociologie Românească*, vol. III, n° 1, 2005, p. 55.

³ Mike Forest KEEN, Janusz MUCHA, « Eastern Europe and Its Sociology » dans Mike Forest KEEN, Janusz MUCHA (éd.), *Eastern Europe in Transformation. The Impact on Sociology*, Westport, Connecticut, London, Greenwood Press, 1994, p. 1-10.

⁴ Ștefan BOSOMITU, *Miron Constantinescu. O biografie, op. cit.*, p. 329.

⁵ *Ibid.*, p. 334-338.

⁶ *Ibid.*, p. 338-344.

⁷ Cătălin ZAMFIR, « 9 ipoteze pentru o analiză sociologico-epistemologică a sociologiei românești în perioada comunistă : 1944-1989 », art. cité, p. 58-60.

importante de l'éducation en 1977, les deux Facultés de Sociologie fondées en 1966 sont fermées¹. L'enseignement sociologique est désormais réduit à une forme de spécialisation postuniversitaire au sein de l'Académie « Ștefan Gheorghiu », l'école des cadres du Parti communiste, qui en détient désormais le monopole².

La chute du régime communiste conduit à la redécouverte de la discipline en Roumanie en tant que « science multi-paradigmatique » et à son *désencastrament* par rapport à la théorie marxiste³ malgré des continuités manifestes au niveau des problématiques traitées (par ex. la « société de survie », les « sous-économies redistributives » ou le « capitalisme parasitaire »)⁴. Cette redécouverte se traduit par la revalorisation sociale et académique de la sociologie perçue comme une « profession salvatrice » dans une société en crise⁵. Ses représentants sont sollicités pour contribuer à la « la création des nouveaux mécanismes du pouvoir et (...) des stratégies de la transition post-communiste », ce qui éveille d'« immenses (...) attentes » concernant leur rôle dans la reconstruction de la Roumanie en tant que société « démocratique » basée sur une économie de marché⁶.

Après 1989, les contacts avec l'étranger initiés dans les années 1970-1980 se diversifient et la recherche s'enrichit avec de nouvelles perspectives⁷. Dépassant l'empirisme dans lequel la discipline s'était réfugiée au temps du communisme pour échapper au primat de l'idéologie, elle s'ouvre à un retour de la théorie sur des sujets aussi variés que la « transition », les systèmes politiques et la circulation des élites, le management et la sociologie des organisations, l'ethnicité, le nationalisme et le développement, autant de sujets qui élargissent son champ de

¹ Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii, op. cit.*, p. 97.

² *Ibid.*

³ Voir les interventions de Septimiu Chelcea, de Maria Larionescu et de Virgil Măgureanu au « Forum » intitulé « Sociologia în România : trecut, prezent, perspective », *Sociologie Românească*, vol. III, n° 1, 2005, p. 24-27.

⁴ Voir les interventions de Maria Larionescu et de Virgil Măgureanu au « Forum » intitulé « Sociologia în România : trecut, prezent, perspective », art. cité, p. 26-27.

⁵ Cf. l'intervention de Maria Larionescu lors du Forum « Sociologia în România : trecut, prezent, perspective », art. cité, p. 25.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*, p. 27-29.

vision¹. Devenant une « science du changement » et dans certains cas, de l'implémentation du capitalisme², elle bénéficie de l'apport des méthodes importées depuis la France et surtout depuis les États-Unis³, comme le comparatisme ou les sondages d'opinion⁴. Plusieurs sociologues deviennent des experts en économie de marché et des interlocuteurs pour les institutions internationales pendant que le marketing et la sociologie électorale avec ses méthodes spécifiques, telle que l'étude de l'opinion publique, rentrent dans l'espace public et à la télévision⁵. Malgré ces évolutions, la sociologie conserve un « statut marginal » dans la société⁶. Ses méthodes et résultats sont utilisés par les journalistes, et les sociologues de profession ne réussissent pas d'emblée à devenir une voix publique puissante malgré leur intérêt en hausse pour la vie politique⁷.

En 1990, l'enseignement de la sociologie est réintroduit dans les établissements d'enseignement supérieur et plusieurs facultés spécialisée dans cette discipline (re)ouvrent leurs portes. Jusqu'en 1998, seize sections de sociologie sont créées dans les universités publiques et privées un peu partout dans le pays ainsi que huit instituts de sociologie et de sondage⁸. Le nombre de publications de spécialité croît après 1989 avec une moyenne de 470 travaux par an pour la décennie 1990-2000⁹.

Quant à la politologie, à partir de 1990, elle fait également son apparition dans l'enseignement supérieur. L'ancienne École du parti de Bucarest, l'Académie « Ștefan

¹ *Ibid.*, p. 32.

² Cătălin ZAMFIR, Iancu FILIPESCU (coord.), *Sociologia românească : 1900-2010*, Cluj-Napoca, Eikon, 2015, p. 277.

³ Sur la place hégémonique des États-Unis au niveau mondial dans le domaine des sciences sociales depuis les années 1980, voir Johan HEILBORN, Nicolas GUILHOT, Laurent JEANPIERRE, « Internationalisation des sciences sociales : les leçons d'une histoire transnationale » et Yves GINGRAS, Johan HEILBRON, « L'internationalisation des recherches en sciences sociales et humaines en Europe (1980-2006) » dans Gisèle SAPIRO (dir.), *L'Espace intellectuel en Europe*, *op. cit.*, p. 319-346 (notamment p. 345) et p. 359-379.

⁴ Cf. Virgil Măgureanu au « Forum "Sociologia în România : trecut, prezent, perspective" », art. cité, p. 27.

⁵ Cătălin ZAMFIR, Iancu FILIPESCU (coord.), *Sociologia românească : 1900-2010*, *op. cit.*, p. 140.

⁶ Cf. Septimiu Chelcea dans son intervention au Forum « Sociologia în România : trecut, prezent, perspective », art. cité, p. 35.

⁷ Cf. L'intervention de Maria Larionescu lors du Forum « Sociologia în România : trecut, prezent, perspective », art. cité, p. 35.

⁸ Cătălin ZAMFIR, Iancu FILIPESCU (coord.), *Sociologia românească : 1900-2010*, *op. cit.*, p. 141-144.

⁹ *Ibid.*, p. 146.

Gheorghiu », se transforme en 1991 en Institut d'Études Politiques, sorte d'« école de gouvernement »¹.

Les premières facultés sont fondées à Bucarest et à Cluj-Napoca. Ainsi, la Faculté de sciences politiques de Bucarest est ouverte en 1991 par le truchement d'un consortium de plusieurs institutions étrangères (IEP de Rennes, Université de Rennes, Université libre de Bruxelles) et financée par l'Agence Universitaire de la Francophonie. Les enseignements y sont donnés en français jusqu'en 1995, avant qu'une nouvelle section y soit ouverte en roumain². Quant à la Faculté de sciences politiques de Cluj-Napoca, elle doit son existence à l'initiative de trois intellectuels proches du GDS, Dan Pavel, Stelian Tănase et Călin Atanasiu qui, à l'aide d'un financement américain administré par The International Research & Exchanges Board (IREX), fondent la première Faculté de journalisme et de sciences politiques en langue roumaine en 1995³. En tant que l'une des plus importantes ONG dans le domaine de l'éducation dans le monde, l'IREX gère les échanges universitaires entre l'URSS et les États-Unis depuis le temps de la Guerre froide. Convertie à l'implantation de la « démocratie » dans l'ancien espace soviétique, elle continue après 1989 son action dans la région à travers des programmes destinés au « développement de la société civile », à « la bonne gouvernance », à l'« inclusion » et au « renforcement des institutions »⁴.

Maître de conférences en histoire-philosophie à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca depuis 1994, c'est Dan Pavel qui est l'entrepreneur de ce projet novateur. Avec Stelian Tănase, sociologue et historien, membre du GDS et rédacteur en chef de la revue 22 au début des années 1990, il contribue également à la création de la première revue spécialisée en science politique de Roumanie (*Sfera Politicii* [La Sphère de la Politique]) dont il devient le rédacteur en chef adjoint⁵. Cette revue joue un rôle important dans la controverse autour de la comparaison

¹ Cf. le site web de l'École Nationale de Sciences Politiques et Administratives (SNSPA), <http://snspa.ro/snspe-despre-noi/>.

² Cf. le site web de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université Bucarest, <http://www.fspub.unibuc.ro/despre>.

³ *Ibid.*

⁴ Cf. la page de présentation de l'IREX, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.devex.com/organizations/international-research-and-exchanges-board-irex-3236>

⁵ Cf. la page web de la revue *Sfera Politicii*, consultable en ligne à l'adresse : <https://issuu.com/sferapoliticii>.

entre l'Holocauste et le Goulag en tant que voix-phare de la *raison scientifique* contre l'équivalence « dilettante » des deux « génocides ». Sa création en 1992 est suivie par d'autres publications du même type parmi lesquelles le trimestriel *Polis*, qui paraît à partir de 1993 toujours grâce à Dan Pavel et au sociologue Călin Anastasiu, membre fondateur du GDS, la *Revue Roumaine de Sciences Politiques* fondée par la Société Académique Roumaine ou encore la *Studia Politica*, une revue de l'Institut de Recherches Politiques de l'Université Bucarest, les deux dernières lancées en 2001.

Ces deux premières facultés fonctionnent souvent comme des pépinières de conseillers et de cadres de parti formés au libéralisme¹ et se partagent le marché de l'expertise entre elles. Elles fournissant le personnel des Démocrates et des Libéraux tandis que l'École des Sciences Politiques et Administratives de Bucarest se situe dans la proximité des Sociaux-Démocrates.

Si du point de vue de leur processus d'institutionnalisation, la science politique et la sociologie sont donc en plein essor au moment où éclate la controverse autour de l'Holocauste et le Goulag, à l'inverse, le champ littéraire connaît un certain déclin. Sa corporation traditionnelle — l'USR — subit la concurrence de nouvelles associations professionnelles qui, animées par une jeune génération de critiques et d'écrivains, contestent les circuits de consécration institués² et dénoncent leurs liens avec le monde politique³.

Quoique les publications culturelles (*România literară*, la revue *22*, *România liberă*, *Dilema*) demeurent toujours plus lues que les revues spécialisées (*Sfera Politicii*), d'un point de vue symbolique, les dernières sont mieux reconnues pour leur expertise sur des sujets d'actualité politique et leurs collaborateurs invités à donner leur avis dans les *talk-shows* télévisés. La controverse étudiée dans ce chapitre ne fait qu'entériner cet état de fait par la double délégitimation que subissent les élites littéraires, d'une part par les intellectuels étrangers ou

¹ Bianca FELSEGHI, « Perfectul acrobat. Cercuri de putere cu Rareș Bogdan », *PressOne*, 23 avril 2019, <https://pressone.ro/perfectul-acrobat-cercuri-de-putere-cu-rares-bogdan/>.

² Mihai Dinu GHEORGHIU, *Intelectualii în câmpul puterii*, op. cit., p. 320-327.

³ Par exemple à travers Nicolae Manolescu qui accumule les positions de pouvoir dans les deux domaines, politique et littéraire, et fait un usage « hétérodoxe » de la revue *România literară*, cf. Michael SHAFIR, « The Man They Love to Hate: Norman Manea's Snail House Between Holocaust and Gulag », art. cité, p. 70.

exilés qui remettent en question le fond « libéral » de leur pensée, et d'autre part par les spécialistes en sciences sociales qui remettent en cause leurs connaissances en matière d'histoire nationale et de méthodes d'enquête sur le fonctionnement de la société.

1.2. Absence des historiens et renouveau historiographique

À de très rares exceptions (Radu Ioanid), les historiens restent absents du débat même si l'histoire en tant que « savoir scientifique » est, quant à elle, fréquemment invoquée ou convoquée dans le débat par différents acteurs. Lorsque les quelques figures majeures de la discipline s'expriment dans la presse d'actualité politique ou culturelle, tels qu'Alexandru Zub, Ioan Scurtu¹, Florin Constantiniu², Dinu C. Giurescu³ ou encore Gheorghe Buzatu, ce n'est pas

¹ Ioan Scurtu (1940-) : historien roumain, spécialiste de l'entre-deux-guerres. Né dans un village situé au Nord de la Roumanie au sein d'une famille paysanne, Scurtu suit des études à l'Université de Bucarest et obtient un diplôme d'Histoire en 1962. En 1971 il soutient une thèse de doctorat sur « L'histoire du Parti Paysan Roumain (1918-1926) » et l'année d'après, en 1972, il rentre comme lecteur, puis comme Maître de Conférences à l'Université de Bucarest. Secrétaire de la Commission Nationale d'Histoire dans le cadre du ministère de l'Éducation Nationale entre 1980 et 1990, commission qu'il préside de 1990 à 1997, il occupe plusieurs fonctions d'importance grâce à sa proximité avec le FSN/Parti Social-Démocrate (PSD) : directeur des Archives Nationales (1991-1996), directeur général adjoint de l'Institut de la Révolution Roumaine (2004-2009), directeur de l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest (2001-2006), cf. le CV de Ioan Scurtu consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.ioanscurtu.ro/curriculum-vitae/>. Entretien avec Ioan Scurtu, Bucarest, le 19 novembre 2009.

² Florin Constantiniu (1933-2012) : l'un des plus importants historiens roumains, spécialiste en histoire médiévale et contemporaine. Diplômé d'Histoire à l'Université de Bucarest (1956), en 1968 il soutient une thèse de doctorat sur « Les relations agraires en Valachie au XVIII^e siècle ». Membre du PCR, chercheur à l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest, il est élu à l'Académie Roumaine en 2006. Après 1989, il délaisse l'histoire médiévale au profit de l'histoire contemporaine, publie plusieurs livres et se fait connaître du public large grâce à la synthèse *O istorie sinceră a poporului român* [Une histoire sincère du peuple roumain] (București, Univers Enciclopedic, 2008) qui est réédité quatre fois. En 2008, sa qualité de collaborateur de l'ancienne Securitate racolée à partir de 1985 est révélée publiquement (cf. *România liberă*, 17 avril 2008).

³ Dinu C. Giurescu (1927-2018) : historien de la période contemporaine. Descendant d'une importante lignée d'historiens roumains, Dinu C. Giurescu est le fils de Constantin C. Giurescu, représentant de la « nouvelle école d'histoire » en Roumanie, courant qui cherche à rompre avec l'événementiel pour envisager le passé sous l'angle des développements économiques, sociaux et culturels ; il est également membre de l'Académie Roumaine. Constantin C. Giurescu est proche du roi Carol II, et après l'arrivée du PCR au pouvoir il est écarté de ses fonctions académiques et enfermé pour cinq ans à Sighet (1950-1955) avant d'être réhabilité dans les années 1960. Son fils, Dinu, poursuit également des études à la Faculté d'Histoire (1955) à Bucarest, obtient son doctorat en 1968 avec une thèse d'histoire médiévale et travaille ensuite comme chercheur en histoire de la diplomatie auprès du ministère des Affaires Étrangères (1964-1968), puis comme professeur à l'Institut d'Arts Plastiques « Nicolae Grigorescu » (1968-1987) de Bucarest. Dinu Giurescu milite contre la démolition de plusieurs monuments importants de la capitale durant la période communisme et signe des mémoires adressés à Nicolae Ceaușescu. Après 1989, il commence à enseigner à la Faculté d'Histoire de Bucarest et en 2001, il est nommé à l'Académie Roumaine dont

à leur propre initiative mais parce qu'elles sont *expressément* invitées à le faire par les journaux ou les revues dans un cadre prédéterminé : entretiens sollicités à l'occasion de commémorations, de polémiques ou d'événements particuliers comme par exemple la sortie d'un nouveau livre¹. Les sujets alors discutés peuvent certes toucher aux questions « sensibles » comme la relation entre politique et histoire au sein de l'État national roumain moderne², l'antisémitisme du régime d'Antonescu et l'opportunité des décisions politiques prises durant la Seconde Guerre mondiale³, la responsabilité de la Roumanie dans la Shoah⁴, le retour des armes contre les Nazis en 1944 ou encore la question « magyare » et l'autonomie de la Transylvanie après 1989⁵.

Couvrant un large spectre de relectures de l'histoire nationale, ces professionnels se désintéressent pourtant du dialogue avec les acteurs proéminents de la sphère publique et interviennent peu ou pas du tout dans la polémique autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag. Parfois, certains représentants marquants prennent la parole mais il s'agit souvent d'anciens prisonniers politiques à la posture indéterminée et au discours biaisé par de visibles affrontements ou enjeux idéologiques. Ils ne défendent ni un esprit de corps ni l'autorité historienne à la différence des représentants des « jeunes » disciplines comme la sociologie ou la science politique. Aussi, un entretien comme celui accordé par Ioan Scurtu, spécialiste de la période de l'entre-deux-guerres à *Adevărul*, dans lequel il dénonce l'exploitation « abusive » des documents après 1989 par une presse « en quête d'une histoire sensationnaliste » reste somme tout exceptionnel⁶. Militant pour la nécessité d'une histoire « professionnelle » qui

il devient en 2014 le vice-président. En 2013, le Conseil National d'Étude des Dossiers de la Securitate (CNSAS) révèle sa qualité d'informateur de la police politique entre 1967 et 1988, cf. 22, 1^{er} mars 2017.

¹ Ioan SCURTU, « Entreviu : "Adevărul depinde de finalitatea actului" », *Dilema*, n° 207, 10-16 janvier 1997 ; Dinu C. GIURESCU, « Entreviu : "Binele și răul se amestecă" », *Dilema*, n° 207, 10-16 janvier 1997, « Evreii din România (1939-1944) », *Realitatea evreiască*, n° 51 (851), 16-31 mai 1997 ; Florin CONSTANTINIU, « Variantă la negaționism », *Realitatea evreiască*, n° 49-50 (849-850), 16 avril-15 mai 1997.

² Ioan SCURTU, « Entreviu : "Adevărul depinde de finalitatea actului" », art. cité ; Dinu C. GIURESCU, « Entreviu : "Binele și răul se amestecă" », art. cité.

³ Voir le débat sur la « situation des Juifs de Roumanie durant la Seconde Guerre mondiale » repris dans *Sfera* (supplément de la revue *Sfera Politicii*), art. cité., p. 10-25.

⁴ Dinu C. GIURESCU, « Evreii din România (1939-1944) », art. cite.

⁵ Florin CONSTANTINIU, « Variantă la negaționism », art. cité.

⁶ Ioan SCURTU, « Entreviu : "Adevărul depinde de finalitatea actului" », art. cité.

multiplie et croise les sources, Scurtu réaffirme indirectement l'utilité sociale de sa discipline dont la grande réussite reste dans son opinion « la formation d'une conscience nationale »¹.

Aussi, dans la polémique autour de l'Holocauste et du Goulag, l'histoire occupe une position ambiguë entre reconnaissance sociale, revendiquée et attribuée, et instrumentalisation politique par des acteurs extérieurs. Convoquée à travers ses productions, elle l'est donc en absence de ses producteurs et ne participe pas au confinement de la polémique quand bien même elle reste paradoxalement présente dans le débat de façon indirecte, à travers l'intervention des acteurs en provenance des professions littéraires, des journalistes ou des amateurs convertis sur le tard et de façon conjoncturelle à l'étude historique des passés « fasciste » et communiste.

Deux déséquilibres se dessinent également durant la controverse quant au niveau de la mobilisation des travaux d'histoire, premièrement, entre les ouvrages étrangers et les travaux produits localement, les premiers dominant la controverse, et d'autre part entre l'historiographie du « fascisme », plus richement invoquée, et celle qui est consacrée au communisme, moins présente.

Encadré n° 24 : *L'historiographie du « fascisme » et de la Shoah en Roumanie (1989-2000)*

Après la chute du régime communiste, l'historiographie du « fascisme » roumain et de ses rapports historiques et conceptuels avec les fascismes européens se renouvelle. Toutefois, comme le souligne l'historien Traian Sandu, spécialiste de la Garde de fer, il ne faut pas surestimer la rupture de 1989 puisque les principales interprétations sur le *légiionnarisme* ont déjà vu le jour avant cette date, essentiellement à l'étranger². En revanche, deux leviers novateurs s'y ajoutent : le premier

¹ *Ibid.*

² Armin HEINEN, *Legiunea « Arhanghelul Mihail ». Mișcare socială și organizație politică*, București, Humanitas, 1999 ; Eugen WEBER, *Varieties of Fascism*, New Jersey, Princeton, 1964, « The Men of the Archangel » dans Walter LAQUEUR, George MOSSE (éds.), *International Fascism (1920-1945)*, New-York, Harper Torchbooks, 1966 ; Béla VAGÓ, « Fascism in Eastern Europe » in Walter LAQUEUR, *Fascism: a Reader's Guide. Analyses, Interpretations, Bibliography*, Berkeley, Los Angeles: University of California Press, 1978, p. 229-253 ; Ernst NOLTE, *Les Mouvements fascistes s: l'Europe de 1919 à 1945*, Paris, Calmann-Lévy, 1969 ; Radu IOANID, *The Sword of the Archangel. Fascist Ideology in Romania*, New York, Columbia University Press, 1990 cités par Traian SANDU, « Le fascisme roumain dans un contexte centre-européen : historiographie et problématique », en ligne sur le site HAL Archives-ouvertes.fr, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00550732/document>.

concerne l'engagement politique des intellectuels et le second le sort des Juifs et des Roms durant la Seconde Guerre mondiale¹.

Le nouveau cycle historiographique qui s'ouvre en 1990 doit composer avec la politisation du passé et les obstacles qu'elle pose à sa connaissance. Parmi ceux-ci l'instrumentalisation de la question nationale par les partis politiques en quête d'électeurs, la « capture » des archives par les historiens agréés par le gouvernement² ou les tentatives d'exonération de la Garde de fer de l'étiquette de « fasciste » et du régime d'Antonescu de celle de « raciste ». Cette situation est souvent responsable de la mise en circulation des thèses historiquement infondées comme celle du supposé acquittement des membres de la Garde de fer à Nuremberg ou du soulèvement des Juifs du Nord du pays au début des années 1940³. Relayées par tout un pan d'acteurs extérieurs à la profession ou qui souhaitent l'investir, des journalistes, écrivains et critiques littéraires, historiens amateurs ou encore hommes politiques, ces thèses viennent servir d'autres intérêts que ceux de la discipline historique⁴.

Aussi, bien qu'elle commence à se dépolitiser au milieu des années 1990, l'historiographie du « fascisme » doit composer avec la tendance à relativiser l'antisémitisme du général Ion Antonescu et de la Garde de fer. Plus difficile à démythifier étant donné le nombre d'intellectuels importants qu'y ont adhéré, la Garde de fer « bénéficie » de surcroît de son écartement du pouvoir en 1941 et de l'absence de son implication lors des atrocités de la Deuxième Guerre mondiale, et cela malgré son rôle accablant lors du pogrom de Bucarest (janvier 1941)⁵.

L'ouverture des archives⁶ et celle des frontières après 1989 conduisent au renouveau de l'historiographie de la Deuxième Guerre mondiale en Roumanie grâce d'un côté à des productions originales et, d'un autre côté, à la circulation des idées et des traductions. En Roumanie, les acteurs les plus actifs dans la redécouverte de cette période sont les historiens du Centre pour l'Étude de l'Histoire des Juifs de Roumanie (CSIER)⁷. Mobilisant l'ensemble de ses moyens, en particulier sa revue *Realitatea evreiască* et sa maison d'édition Hasefer, la Fédération des Communautés Juives de Roumanie (FCER) réussit à contribuer de façon importante à l'introduction de l'histoire du fascisme dans le circuit public en publiant en Roumanie des ouvrages essentiels (recueils de

¹ *Ibid.*

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Fascisme et communisme en Roumanie : enjeux et usages d'une comparaison », art. cité, p. 224.

³ William TOTOK, « Discursul revizionist », art. cité, p. 28.

⁴ Comme par exemple Șerban Milcoveanu, un médecin et journaliste, ancien membre du Mouvement légionnaire, proche de Corneliu Codreanu qui fait partie du conseil scientifique de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme en Roumanie, (Traian SANDU, « Le fascisme roumain dans un contexte centre-européen : historiographie et problématique », art. cité). Un exemple parlant est également l'historien Gheorghe Buzatu, sénateur PRM, secrétaire scientifique de l'Institut « A. D. Xenopol » de Iași et directeur du Centre d'Histoire et de Civilisation Européenne de Iași (l'Académie Roumaine).

⁵ Traian SANDU, « Le fascisme roumain dans un contexte centre-européen : historiographie et problématique », art. cité.

⁶ Pour un passage en revue de l'usage des archives de la période, Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Fascisme et communisme en Roumanie : enjeux et usages d'une comparaison », art. cité, p. 205-208.

⁷ J. ALEXANDRU, Sergiu STANCIU, Lya BENJAMIN (dir.), *Martiriul evreilor din România, op. cit.* ; Lya BENJAMIN, *Legislația antievreiască din România 1938-1944. Documente*, București, Hasefer, 1993, *Evreii în războiul de reîntregire al României*, București Hasefer, 1993, *Prigoană și rezistență în istoria evreilor din România. Studii*, București, Hasefer, 2001.

témoignages, collections de documents, thèses de doctorat) sur le sort des Juifs d'Europe durant la Deuxième Guerre mondiale¹. Sous cet angle, au début des années 1990, la Fédération fonctionne comme un canal de diffusion de récits et thématiques alternatifs, qui ne trouvent pas droit de cité dans les publications/institutions centrales².

En dehors de Bucarest, plusieurs centres de recherche spécialisés en histoire des Juifs de Roumanie ouvrent également leurs portes. En 1991 est créé à Cluj, l'Institut de Judaïsme et d'Histoire Juive « Moshe Carmilly » à l'Université Babeş-Bolyai. En 1999, l'Université « A. C. Cuza » de Iași se dote également d'un Centre d'Histoire des Juifs qui débute son activité un peu plus tard en 2004. Ces deux institutions nouent des partenariats internationaux, notamment avec les universités d'Israël et d'Europe de l'Ouest. À l'Université de Bucarest, le Centre d'Études Hébraïques « Goldstein-Goren » voit le jour en 2002 au sein de la Faculté d'Histoire. Un autre acteur majeur pour la reconstitution de la période est l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme en Roumanie (INST) créé en 1993 qui publie plusieurs volumes dans le but d'imposer le paradigme totalitaire comme clef de lecture commune des passés fasciste et communiste³.

Une production importante vient en même temps de l'étranger, surtout des historiens roumains ayant émigré en Israël, aux États-Unis ou en France, qui en plus d'être à la pointe des derniers débats académiques autour du fascisme et de la Shoah, se distinguent par la multiplication des sources. Ces travaux sont souvent cités durant la controverse autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag. En retour, elle influence leurs sujets de réflexion et leur inspirent des interrogations.

Sur le terrain de l'étude du fascisme en Roumanie, cette influence des études étrangères se traduit par des variations et des hésitations dans l'utilisation du terme « fascisme » pour caractériser plusieurs mouvements et partis politiques des années 1930 et 1940. Ainsi, si certains historiens en font un usage fréquent pour définir aussi bien le régime d'Ion Antonescu que la Garde de fer, la Ligue pour la Défense Nationale Chrétienne (LANC) d'A. C. Cuza ou le Parti National Chrétien (PNC) d'Octavian Goga⁴, d'autres considèrent que seule la Garde de fer relève de cette catégorie⁵.

¹ Nicholas M. NAGY-TALAVERA, *Fascismul în România și Ungaria*, București, Hasefer, 1996 ; Raul HILBERG, *Exterminarea evreilor din Europa (vol. 1-2)*, București, Hasefer, 1997 ; Jean ANCEL, *Contribuții la Istoria României. Problema evreiască 1933-1944 (vol 1-4)*, București, Hasefer, 2001-2003.

² *România literară* par la voix de Nicolae Manolescu refuse la publication de la réplique de Lya Benjamin et de Radu Ioanid à la recension de Mihai Stoian au livre de Florin Constantiniu et Ilie Schipor, *Trecerea Nistrului (1941) : o decizie controversată* (București, Albatros, 1995). L'article de Stoian reprend la thèse de la participation d'Ion Antonescu à la Deuxième Guerre mondiale pour des « raisons patriotiques » liées à la reconstitution territoriale de la Roumanie dans les conditions où les provinces septentrionales avaient été occupées par l'URSS. Le compte-rendu de Mihai Stoian relativise l'antisémitisme du général Antonescu et nie sa participation à la « Solution finale », (Mihai STOIAN, « Pentru cine bat clopotele ?... », *România literară*, n° 46, 22-28 novembre 1995). Nicolae Manolescu considère à son tour que la focalisation de certains historiens sur la seule dimension antisémite de la politique d'Ion Antonescu est réductrice au vu de la complexité des décisions « positives et négatives » qu'Ion Antonescu a prises pendant la guerre, Nicolae MANOLESCU, « Ion Antonescu și comentatorii săi », *România literară*, n° 51-52, 27 décembre 1995.

³ Ioan SCURTU, *Totalitarismul de dreapta în România. Origini, manifestări, evoluție (vol. I-IV)*, București, Institutul Național Pentru Studiul Totalitarismului, 2000-2003.

⁴ Radu IOANID, *Holocaustul din România*, București, Hasefer, 2006, p. 34 ; Carol IANCU, *Evreii din România. De la emancipare la marginalizare*, București, Hasefer, 2000, p. 159-176.

⁵ Armin HEINEN, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. *Mișcare socială și organizație politică*, op. cit., p. 467.

De la même façon, les affinités idéologiques surdéterminent la polarisation des approches adoptées dans l'étude de ce phénomène.

L'approche « marxiste » embrassée par certains historiens dans l'étude du Mouvement légionnaire travaille soit avec la définition de Gheorghe Dimitrov pour analyser le fascisme comme « dictature du capital financier » soit avec une perspective classique des sympathisants de la Garde de fer¹. *A contrario*, une approche « libérale » fait appel aux trouvailles du *new consensus* qui définit le fascisme comme une « révolution culturelle » autour de l'idée de « renaissance nationale »². À la différence de la perspective marxiste, celle-ci considère que les mouvements fascistes sont le produit des facteurs politiques autant que socio-économiques. Ces désaccords théoriques se traduisent par un intérêt différentiel pour des questions comme par exemple le financement de la Garde de fer, nécessaire pour déterminer son autonomie décisionnelle et ses liens avec la NSDAP par exemple³. L'élucidation de ce point est importée par la suite dans le débat public et influence sur le fait de savoir si le « fascisme » roumain est un produit d'importation étrangère ou bien un « objet autochtone », qui peut éventuellement attester de l'« inappétence » de la Roumanie pour la « démocratie ».

Cette polarisation théorique recoupe des polarisations, méthodologiques notamment, au sein de la discipline également, visibles lorsqu'il s'agit par exemple de cerner les raisons du succès fulminant de la Garde de fer en Roumanie⁴. Aussi, à une démarche qui l'attribue à la « frustration » des masses confrontées à des difficultés matérielles et délaissées par les politiques⁵ s'oppose une approche qui met l'accent sur le rôle des aspects culturels et des pratiques politiques comme l'attrait exercé par un leader charismatique ou la force de pénétration de l'idéologie nationale⁶. Souhaitant dépasser à la fois « les errements marxistes orthodoxes » et l'« histoire descriptive sans armature conceptuelle », les travaux qui se réclament du *new consensus* affirment que la force du fascisme passe par sa capacité à incarner une sorte de « religion civile » capable à se substituer à la relation de la population avec les institutions traditionnelles comme les partis politiques ou

¹ Voir par exemple Radu IOANID, *Sabia arhanghelulu Mihail*, București, Diogene, 1994, p. 156-177.

² Sur la notion de *new consensus* et ses apports à l'étude du fascisme, voir Roger GRIFFIN, « The concept that came out from the Cold: The Progressive Historicization of Generic Fascism and its New Relevance to Teaching 20th Century History », *History Compass*, n° 1 EU 039, décembre 2005, https://www.researchgate.net/publication/229887379_The_Concept_that_Came_Out_of_the_Cold_the_Progressive_Historicization_of_Generic_Fascism_and_its_New_Relevance_to_Teaching_Twentieth-century_History. Sur l'historiographie du fascisme roumain voir Mihai CHIOVEANU, *Fețele fascismului. Politică, ideologie și scrisul istoric în secolul XX*, București, Universitatea București, 2005, p. 225-321.

³ Francisco VEIGA, *Istoria Gărzii de Fier*, București, Humanitas, 1995, p. 251-255 ; Armin HEINEN, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. *Mișcare socială și organizație politică*, op. cit., p. 321-326.

⁴ Traian SANDU, « Le fascisme roumain dans un contexte centre-européen : historiographie et problématique », art. cité.

⁵ Eugen WEBER, « The Men of the Archangel », *Journal of Contemporary History*, n° 1, vol. 1, 1966, p. 101-126 ; Ion SPĂLĂȚELU, Mihail FĂTU, *Garda de Fier. Organizație teroristă de tip fascist*, București, Editura Politică, 1971 ; Armin HEINEN, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. *Mișcare socială și organizație politică*, op. cit. ; Antoine ROGER, *Fasciști, comuniști și țărani. Sociologia mobilizărilor identitare românești (1921-1989)*, Iași, Universitatea « A. C. Cuza », 2012, p. 161-179.

⁶ Constantin IORDACHI, *Charisma, Politics and Violence: The Legion of the « Archangel Michel » in Inter-war Romania*, Trondheim, Norwegian University of Science and Technology, 2004 ; Traian SANDU, *Un fascisme roumain*, Paris, Perrin, 2008.

l'Église, notamment dans les pays agraires comme la Roumanie où ce mouvement apparaît de surcroît comme fortement ritualisé¹.

Reste que cette approche historique dépassant la simple histoire descriptive et positiviste n'a, au milieu des années 1990, pas lieu sur l'autre thématique importante du régime d'Ion Antonescu, à savoir son implication dans la Shoah. Dans ce cas-ci, les débats se concentrent quasi-exclusivement sur les données factuelles sur lesquelles se porte l'intérêt des historiens lorsqu'ils se penchent sur les archives écrites². Enfermée dans une histoire politique produite sur la base du discours délivré par les institutions étatiques, l'historiographie roumaine fait l'économie d'une réflexion poussée autour de la « nature des sources », de leur hiérarchisation en fonction des différents échelons de la bureaucratie, de leur vocabulaire (caché/manifeste), de leur langage (brutal/atténué), de leur style (laconique/descriptif) spécifiques, enfin de leur contenu lorsqu'il s'agit de reconstituer l'accomplissement d'un génocide³.

En outre, les ambiguïtés, les contradictions et les contraintes qui caractérisent la politique de la Roumanie durant la Deuxième Guerre mondiale compliquent pour beaucoup son interprétation et l'usage des notions consacrées⁴. L'application d'une politique différenciée à l'égard de la population juive sur l'ensemble du territoire roumain, les résistances à l'Allemagne nazie après une entrée obéissante en guerre à ses côtés, l'immigration d'une minorité des Juifs du Nord du pays en Union Soviétique en 1941 et la collaboration d'une autre partie avec l'Armée roumaine au moment de la pénétration des troupes en Bessarabie, le mélange des populations (Juifs roumains, Juifs ukrainiens) induisant un mélange des responsabilités dans les camps de déportation en Transnistrie sont autant de faits qui ne facilitent pas les caractérisations rapides. Dès lors, les indécisions au niveau de la terminologie employée (par exemple : Holocauste/déportation/extermination/purification ethnique/purification par l'expulsion forcée⁵ ; antisémitisme latent de la société/antisémitisme manifeste de l'État/nouveau antisémitisme

¹ Roger GRIFFIN, « The concept that came out from the Cold: The The Progressive Historicization of Generic Fascism and its New Relevance to Teaching 20th Century History », art. cité.

² William TOTOK, « Discursul revizionist », art. cité, p. 26-32.

³ Voir à ce sujet, Raul HILBERG, *Holocauste : les sources de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001.

⁴ Voir à cet égard l'œuvre classique de Ian KERSHAW, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, op. cit. Sur le peu d'écho que les catégories d'analyse et concepts discutés par l'historiographie allemande par exemple, voir par exemple l'absence de références dans CISHR, *Raport final*, op. cit. Une œuvre comme celle de Victor Neumann et Armin Heinen qui s'occupe des problèmes d'interprétation et de conceptualisation dans l'historiographie roumaine est plutôt une entreprise rare et n'intervient que plus tard, dans la deuxième moitié des années 2000, Victor NEUMANN, Armin HEINEN (éds.), *Istoria României prin concepte. Perspective alternativă asupra limbajelor social-politice*, Iași, Polirom, 2010, p. 401-418.

⁵ Dinu C. GIURESCU, *România în al Doilea Război mondial (1939-1945)*, București, All Educational, 1999, p. 145-149.

d'État¹ ; antisémitisme/antijudaïsme² ; pogrom/crimes contre les Juifs³) tout comme celles au niveau des responsabilités concernant la participation de la Roumanie à la Shoah se résolvent à travers des batailles factuelles et moins à travers la mobilisation des perspectives théoriques, conceptuelles ou méthodologiques établies par l'étude des fascismes européens. Pendant que d'un point de vue strictement factuel la relation de la Roumanie avec ces régimes se clarifie progressivement après 1989, celle du gouvernement Antonescu avec cette catégorie d'analyse demeure plus épineuse. Outre les considérations des historiens négationnistes qui n'admettent pas la participation d'Ion Antonescu à l'Holocauste⁴, bien d'autres historiens, parmi lesquels certains ne sont pas forcément enclins à remettre en cause les crimes du général, restent plus dubitatifs quant à la nature de ses motivations, autrement dit à son racisme. Ainsi, dans certains cas, quand bien même son antisémitisme est admis, ses décisions de représailles et de massacres contre les Juifs sont attribuées à des raisons politiques, notamment à l'idée de « bolchévisation » généralisée de la communauté juive du Nord du pays, commerciales ou militaires⁵. On voit comment, sans nécessairement y être directement raccordée, l'historiographie de la Shoah en Roumanie en vient à être traversée par les mêmes questionnements autour des acteurs, centraux, directs et locaux, des logiques, structurelles, situationnelles et institutionnelles, et des échelles, locales et globales, de production de la répression à l'œuvre dans le champ académique allemand ou français⁶.

Deux grandes directions d'analyse se dessinent alors. D'un côté une historiographie qui considère que les persécutions contre les Juifs des provinces orientales sont le résultat des motivations

¹ Voir les interventions du journaliste et sociologue Țicu Goldstein et de l'historien militaire Alex Mihai Stoenescu durant le débat sur « La situation des Juifs de Roumanie durant la Seconde Guerre mondiale » repris *Sfera* (supplément de la revue *Sfera Politicii*), art. cité., p. 13 et p. 20. Voir aussi Carol IANCU, *Evreii din România. De la emancipare la marginalizare*, op. cit., p. 271.

² Henri WALD, « Încă ceva despre antievreism », 22, n° 6, 23 février 1990. Consulter également l'intervention de Lya Benjamin durant le débat sur « La situation des Juifs de Roumanie durant la Seconde Guerre mondiale », *Sfera*, art. cité., p. 14.

³ Voir les interventions des différents historiens à propos du pogrome de Dorohoi de juillet 1940 lorsque pendant le retrait des troupes roumaines des territoires occupés par l'Armée rouge sont assassinés 53 Juifs (selon la version officielle) par des gendarmes et des militaires. Si une partie des historiens parlent du « pogrome de Dorohoi » (Lya Benjamin, « La situation des Juifs de Roumanie durant la Seconde Guerre mondiale », art. cité., p. 14 ; Jean ANCEL, *Contribuții la istoria României* (vol. 1, Partea întâi), București, Hasefer, 2001, p. 217-225 ; Adrian CIOFLÂNCĂ, « Informații noi despre masacrele antisemite din 1940 », 22, n° 1325, 11-17 août 2015), d'autres se réfèrent aux « crimes antijuifs/crimes contre les Juifs de Dorohoi », du « cas Dorohoi » ou des « incidents de Dorohoi » en justifiant le choix de la terminologie par la non-préméditation par les autorités roumaines du massacre (Alex Mihai STOENESCU, *Armata, Mareșalul și Evreii*, București, RAO, 1998, p. 130-142. Sans nécessairement justifier le choix conceptuel, le *Raport final* de la CISHR mentionne le « cas Dorohoi », CISHR, *Raport final*, op. cit., p. 82-84). De la même manière, pour le pogrom de Iași, un historien autrement réputé comme Florin Constantiniu parle des « événements de Iași », Florin CONSTANTINIU, *O istorie sinceră a poporului român*, București, Univers Enciclopedic, 2008, p. 401-402.

⁴ Voir Gheorghe BUZATU, Dana BELDIMAN, Eftimie ARDELEANU, *Mareșalul Antonescu în fața istoriei*, Craiova, Helios, 2002, p. 25.

⁵ *Ibid.*, p. 33-34 ; Alex Mihai STOENESCU, *Armata, Mareșalul și Evreii*, op. cit., p. 491-499 ; Andreas HILLGRUBER, *Hitler, Regele Carol și mareșalul Antonescu*, București, Humanitas, 1994, p. 286.

⁶ Voir à ce titre la synthèse de Christian INGRAO, « Conquérir, aménager, exterminer. Recherches récentes sur la Shoah », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 2, 2003, p. 417-438.

raciales et d'une définition « raciste » de la judaïté¹. Pour ces historiens, la déportation en Transnistrie est l'aboutissement de la manifestation d'un « antisémitisme latent » largement répandu au sein de la société roumaine qui pénètre les institutions étatiques et rentre dans une phase de radicalisation pendant la guerre. Écrite parfois avec une perspective « intentionnaliste », cette historiographie met l'accent sur l'antisémitisme du général Antonescu², antérieur au début des hostilités, et qui aurait trouvé dans la conjoncture de déferlement de brutalité de la guerre une fenêtre d'opportunité pour se manifester. D'un autre côté, une historiographie plus « fonctionnaliste » se réfère à la politique à l'égard des Juifs comme à une dimension parmi d'autres à réintégrer dans un complexe de décisions et d'actions conjoncturelles, motivées par les contingences et le déroulement imprévu des événements³. Prenant en compte les raisons politiques des crimes contre les Juifs, cette historiographie mobilise à l'inverse de la première, une perspective compréhensive quant aux perceptions des gouvernants sur le « danger du judéo-bolchévisme »⁴. Moins éprise par le bilan des victimes, elle considère que la politique de répression menée par le gouvernement Antonescu a ciblé des « individus » et non des « communautés »⁵. Reconstituant la chronologie de l'antisémitisme, cette seconde tendance historiographique en vient à l'évaluer comme une réaction des institutions étatiques à des actions de « trahison » de la part des *citoyens* Juifs et non comme l'expression d'un racisme enraciné de longue date⁶.

Ces débats, confinés la plupart du temps au champ de la discipline historique, constituent la toile de fonds de la controverse analysée dans ce chapitre. Certains parmi les travaux mentionnés en viennent à être cités durant les échanges tandis que d'autres, même s'ils ne sont pas directement invoqués nourrissent la polémique de façon implicite.

2. La logique historique : établir les faits, désigner les « grandes figures »

L'entrée du débat dans une nouvelle phase est marquée par le passage des usages de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag à l'analyse du déroulement de ces événements. Si ce sont les politologues et les sociologues qui mènent désormais l'offensive contre les littéraires, ils prennent toutefois appui sur les travaux historiens. Sous cet angle, l'histoire fonctionne comme une discipline fédératrice pour les protagonistes de la controverse et participe à son confinement à l'espace des sciences sociales par l'intermédiaire des « passeurs »⁷.

¹ Lya BENJAMIN, *Prigoană și rezistență în istoria evreilor din România*, op. cit., p. 73-79 ; Jean ANCEL, *Transnistria III*, op. cit., p. 152-157 et p. 194-201.

² Dinu C. GIURESCU (dir.), *Istoria Românilor. Tratatul de istorie al Academiei Române*, vol. XI, București, Editura Enciclopedică, 2008, p. 133.

³ Andreas HILLGRUBER, *Hitler, Regele Carol și mareșalul Antonescu*, op. cit.

⁴ Alex Mihai STOENESCU, *Armata, Mareșalul și Evreii*, op. cit., p. 380-404 et p. 491-499.

⁵ *Ibid.*, p. 492 et p. 496.

⁶ *Ibid.*

⁷ Dans le sens de Christophe CHARLE, « Le temps des hommes doubles », art. cité, p. 75.

Les premières données « objectives » citées à partir des sources historiques apparaissent en 1995-1996 dans les articles de Ileana Vrancea. Dénonçant le « silence volontaire » de certains représentants de la profession au sujet de la résistance antifasciste pendant la Seconde Guerre mondiale ainsi que de la résistance anticomuniste à partir de 1947¹, Vrancea tient à valoriser la conduite irréprochable de nombreux intellectuels roumains durant ces épisodes compliqués de l'histoire nationale. Elle s'insurge contre une certaine historiographie qui, minimalisant les traditions démocratiques roumaines, exporte dans « les universités américaines » et « françaises » une image déformée de la Roumanie en la présentant comme la patrie de toutes les dérives autoritaires². Dressant un inventaire des révoltes et des figures emblématiques de l'opposition politique aux régimes antisémites et « nationalistes » d'Ion Antonescu³ et de Nicolae Ceaușescu, l'intellectuelle opère un rapprochement entre ces deux régimes sur la base de leur composante « nazie »⁴. Plusieurs phénomènes sont cités comme preuves à l'appui de cette similarité telle l'entrée de nombreux légionnaires dans l'appareil du parti après 1948⁵ ou la politique des cadres du PCR à la fin des années 1950 qui mène une politique d'épuration contre les représentants des minorités nationales⁶. Or, s'il y a effectivement des ressemblances entre ces deux régimes, alors il doit forcément y avoir également des ressemblances entre les opposants au « fascisme » et au communisme.

Parmi ces derniers, Vrancea cite les dissidents des années 1980, Monica Lovinescu, Nicolae Manolescu et Dorin Tudoran, ceux-là mêmes qui participent à la controverse. Leur mobilisation contre le régime Ceaușescu est, selon Ileana Vrancea, notamment due à leur mécontentement concernant sa politique anti-juive, ce qui a par conséquent contribué à

¹ Ileana VRANCEA, « Un minimum obligatoriu », art. cité.

² *Ibid.*

³ Ileana VRANCEA, « Fapte uitate în dezbateră “procese '46 - sentințe '49 – recursuri '97” », 22, n° 9, 3-9 mars 1998.

⁴ Ileana VRANCEA, « Coerența unui fals în desfășurare », art. cité.

⁵ Pour une synthèse documentée sur la question, voir William TOTOK, Elena-Irina MACOVEI, *Între mit și bagatelizare*, op. cit., p. 25-53.

⁶ Ileana VRANCEA, « Un minimum obligatoriu », art. cité.

maintenir vivante la vieille tradition de l'antifascisme¹. Proche du groupe des « philologues » de *România literară* qui met à sa disposition un très vaste espace éditorial, l'intellectuelle israélienne participe ainsi à l'exonération des clercs anticommunistes de l'accusation indirecte qui leur est faite, de véhiculer des nostalgies fascistes².

Un autre point de l'analyse de Vrancea dénonce les historiens de l'antisémitisme et de la Shoah en Roumanie, notamment Radu Ioanid, Jean Ancel ou encore Michael Shafir, pour avoir entretenu des complicités avec le régime communiste et par la suite avec le FSN d'Ion Iliescu, dans le but de pour pouvoir disposer d'un accès moins restrictif aux archives de la période de la Deuxième Guerre mondiale mais également afin de pouvoir occuper des positions d'influence dans le milieu académique³. En échange, ces « soviétologues de service » auraient travaillé à une « déculpabilisation d'Antonescu », celui-ci étant en effet récupéré et présenté comme grande figure patriotique par le régime Ceaușescu en raison de sa propre politique nationaliste⁴. Le pendant de cette « banalisation de l'antisémitisme étatique » est en revanche, toujours selon Ileana Vrancea, l'exacerbation de l'antisémitisme de la société roumaine⁵. Elle ajoute que participant ainsi à la conservation de la raison d'État, les intellectuels qui écrivent l'histoire de la Roumanie avant 1989 depuis l'étranger comme Radu Ioanid, Jean Ancel, Edgar Reichmann ou encore Michael Shafir, sont responsables d'avoir « fait le jeu » du PCR, et par la suite de l'« hybride hitlérien-*ceaușiste* » représenté par le FSN⁶. Au regard de ces compromis passés avec le régime communiste, ces intellectuels qui professent à l'étranger imputent « injustement » à présent selon Vrancea, des carences démocratiques aux historiens roumains⁷.

¹ Ileana VRANCEA, « Un minimum obligatoriu », art. cité, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », art. cité.

² George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

³ Ileana VRANCEA, « Coerența unui fals în desfășurare », art. cité, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », art. cité.

⁴ *Ibid.*

⁵ Ileana VRANCEA, « Coerența unui fals în desfășurare », art. cité,

⁶ Ileana VRANCEA, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », art. cité.

⁷ Ileana VRANCEA, « Coerența unui fals în desfășurare », art. cité.

Ces accusations de « falsification de l'histoire nationale » et d'« amnésie sélective » des historiens¹, qui ne sont en fait jamais formulées sur un ton aussi inquisitorial, s'inscrivent dans un appel plus vaste adressé à la profession par différents intellectuels. Il s'agit des écrivains et des critiques littéraires qui comme Norman Manea², Vasile Popovici³ ou Mircea Iorgulescu⁴ se retrouvent à court d'arguments pendant la controverse et demandent l'intervention des experts. À l'instar de Vrancea, ils dressent un bilan assez sombre de l'historiographie locale, dépeinte comme une caste « enrégimentée idéologiquement » sous le régime communiste, source d'une « histoire déculpabilisante » et d'une posture « victimisante » de la Roumanie⁵.

L'offensive de la critique littéraire Ileana Vrancea rencontre une riposte sur mesure dont le fer de lance est le politologue Michael Shafir qui lui consacre une série d'articles dans la revue *Sfera Politicii*. Né à Bucarest en 1944, dans une famille juive non-pratiquante et « anticommuniste », Michael Shafir quitte la Roumanie en 1961 pour Israël⁶. Après une Licence en littérature anglaise à l'Université Hébraïque de Jérusalem, il se spécialise en sciences politiques, passant son doctorat en 1981 avec une thèse sur « Les Intellectuels et le Parti Communiste Roumain sous Nicolae Ceaușescu »⁷. Conférencier à l'Université de Tel-Aviv jusqu'en 1989, il travaille ensuite comme chercheur et directeur du département de recherche à la Radio Free Europe (RFE) de Munich (1985-1988) et de Prague (1995-2005), avant de revenir en Roumanie sur un poste de professeur à l'Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca à partir de 2005⁸. Invoquant sa qualité d'intellectuel engagé et employé dans une des institutions clef de la Guerre froide avant 1989, Shafir se dit en mesure de contester le droit moral d'Ileana Vrancea de dénoncer les complicités des intellectuels avec un régime dont elle-même a été l'une des plus proches collaboratrices⁹. De surcroît, en tant que chercheur spécialisé en science politique, il

¹ *Ibid.*

² Norman MANEA, « The Incompatibilities », art. cité.

³ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité.

⁴ Mircea IORGULESCU, « O comparație deturnată », *Dilema*, n° 360, 7-13 janvier 2000.

⁵ *Ibid.*

⁶ Entretien avec Michael Shafir, Paris, 15 avril 2010.

⁷ Cf. CV de Michael Shafir consultable à l'adresse suivante : http://dsi.institute.ubbcluj.ro/docs/staff/20_en.pdf.

⁸ *Ibid.*

⁹ Michael SHAFIR, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (II) », *Sfera Politicii*, n° 85, 2000.

décline à son interlocutrice le droit (professionnel) d'intervenir sur un sujet pour lequel sa faible qualification académique, bref, son statut d'*outsider* en sciences sociales ne l'y autorise pas¹. N'hésitant pas à revenir amplement sur sa carrière, Michael Shafir met en avant sa double expérience militante et universitaire pour attester de son engagement constant aussi bien contre l'antisémitisme du PCR dans les années 1980, que du « racisme anti-arabe » de l'État d'Israël contre lequel il se mobilise au sein du mouvement « Paix maintenant »².

C'est en raison de ces « réalisations » que le politologue prétend intervenir dans le débat autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag et se sert de son expertise en sciences sociales pour dénoncer l'ignorance ambiante, la méconnaissance des sources primaires sur les sujets débattus et l'usage déficitaire des références évoquées³. Soulignant que les deux passés fasciste et communiste dont il est question s'entremêlent en Roumanie au point qu'il est impossible de les traiter séparément, Shafir s'exprime en faveur de l'élucidation *concomitante* des responsabilités⁴. Pour illustrer son propos il revient sur la réhabilitation d'Ion Petrovici par Ileana Vrancea qui est selon Shafir le membre « opportuniste » d'un « gouvernement raciste » qui ne mérite d'être exonéré⁵.

À la différence de Vrancea, Michael Shafir ne transige pas avec l'unicité de l'Holocauste ni ne laisse planer d'ambiguïté sur sa position à cet égard étant donné l'argument de l'impossibilité pour les Juifs de l'époque d'y échapper en se convertissant⁶. C'est en raison de cette absence d'échappatoire que la Shoah ne peut pas être comparée au Goulag selon lui puisque le dernier pouvait être évité par une adhésion au PCR, ce qui n'est pas le cas pour les Juifs durant la Seconde Guerre mondiale⁷. Invoquant la correspondance entre Ernst Nolte et

¹ Michael SHAFIR, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (I) », *Sfera Politicii*, n° 84, 2000, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (II) », art. cité.

² Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », art. cité.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », art. cité, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (III) », *Sfera Politicii*, n° 86, 2000.

⁶ Michael SHAFIR, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (IV) », *Sfera Politicii*, n° 87-88, 2001.

⁷ *Ibid.*

François Furet¹, la lecture des travaux de spécialité comme ceux de Karl Mannheim et de Hannah Arendt, l'appel aux concepts et notions des sciences sociales, le politologue insiste sur les distinctions entre communisme et fascisme². À l'instar de George Voicu, il rappelle à Nicolae Manolescu que le communisme « n'a pas été raciste *comme* le fascisme »³ ainsi que l'avance ce dernier, même s'il a également pratiqué l'antisémitisme à certains moments de son histoire. De la même manière, Shafir souligne que Roger Garaudy est un simple négationniste puisqu'il doute de l'existence des chambres à gaz et remet en cause l'existence de la Shoah⁴. Revenant sur l'histoire du régime communiste durant les années 1960, le politologue rappelle à Gabriel Liiceanu qu'il n'y avait plus de Juifs parmi les tortionnaires communistes lorsque le philosophe se confronte aux restrictions du régime lors de son admission à l'université, ni plus tard d'ailleurs, lorsqu'il rencontre des problèmes à l'Institut de philosophie à la fin des années 1970⁵. Plus encore, contrairement à la « scandaleuse attribution du monopole de la souffrance » au lobby juif, il ne faut pas oublier, rappelle Shafir, que le « génocide communiste » a été dénoncé également par les intellectuels issus de la communauté juive comme Annie Kriegel, Alain Bésançon, etc.⁶

Construisant sa réponse autour de l'absence de compétence d'Ileana Vrancea en histoire et sciences politiques, Michael Shafir s'engage dans la mobilisation massive des connaissances scientifiques et en fait un argument d'autorité. Dans la même veine s'inscrit la démarche du sociologue George Voicu, doyen de la Faculté de Sciences Politiques de l'Université Bucarest. Sa radiographie de la controverse met en évidence « le déficit de culture et de formation démocratique » des intellectuels qui ignorent la « spécificité de l'Holocauste » et « sa singularité historique »⁷. S'attaquant tout comme Shafir aux travaux mobilisés jusqu'alors à l'appui de l'équivalence entre les deux « génocides », Voicu trouve « stupéfiant » l'appel à Roger Garaudy

¹ *Ibid.*

² Michael SHAFIR, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (II) », art. cité.

³ Michael SHAFIR, « O tragicomedie în desfășurare », art. cité.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ George VOICU, « Reacția de prestigiu. Reflecții pe marginea unei polemici », art. cité.

et pense que les ouvrages classiques de Carl Friedrich et de Hannah Arendt sur le paradigme totalitaire auraient mieux servi le propos de ses interlocuteurs¹.

L'appel aux sciences sociales, aux « lectures appropriées » en « langue étrangère », à une « bibliographie internationale » devient dès lors récurrent, moins pour démontrer quelque chose que pour désavouer l'adversaire². De la même manière, l'usage défectueux de certains concepts, par exemple ceux de nation ou encore de multiculturalisme, devient un argument pour dénoncer l'absence d'expertise sur un « terrain » réservé aux « spécialistes » de la question. À Michael Shafir et George Voicu, se joint également l'historien de la culture Victor Neumann, qui construit son intervention autour de cette exigence³.

La question des ressources archivistiques et statistiques surgit à son tour durant cette phase de la polémique et commence à être largement invoquée par les deux « camps ». Ileana Vrancea, l'historien Floricel Marinescu, l'écrivain Edgar Reichmann ou le critique littéraire Vasile Popovici y ont recours, soit pour dénoncer leur insuffisante exploitation, soit pour mettre en évidence la profusion de documents qui prouvent la participation de la Roumanie à la Shoah et la responsabilité d'Ion Antonescu dans le massacre des Juifs⁴.

Les bilans des victimes mentionnés jusqu'alors rapidement sont désormais avancés avec des chiffres à l'appui pour documenter différents points de vue sur la comparaison Holocauste-Goulag. Floricel Marinescu, ancien muséographe au Musée Militaire Central de Bucarest (1964-1990), directeur au ministère de la Culture (1990-1994) sous Ion Iliescu et conseiller d'État auprès de la Présidence de la Roumanie (1998-2005) sous Emil Constantinescu⁵ s'en sert pour démontrer que le communisme, avec ses « 500 000 victimes » en Roumanie et « 16 500 000 dans le camp de Kremlin » fût un régime bien plus meurtrier que le fascisme⁶. Vasile Popovici

¹ *Ibid.*

² Voir par exemple Michael SHAFIR, « Paradigme, parademonstrații, paratrăznete (I) », art. cité.

³ Victor NEUMANN, « Despre Holocaust și Gulag », art. cité.

⁴ Notamment Ileana VRANCEA, « Disociații și incompatibilități față de memoria “sovietologică” a holocaustului negru și roșu », art. cité.

⁵ Raluca BUDUȘAN, « Istoria fabuloasă a familiei Marinescu », *Sibiu 100%*, 12 octobre 2018, <https://sibiu100.ro/cultura/146686-istoria-fabuloasa-a-familiei-marinescu/>.

⁶ Floricel MARINESCU, « Despre “perplexitate” față de “revizionismul românesc” », art. cité.

évoque à son tour les « 40 000 Juifs assassinés à Odessa par l'Armée roumaine » et les « 200 000 victimes de Transnistrie » pour illustrer sa connaissance de la Shoah en Roumanie¹. Le critique littéraire Zigu Ornea cite Matatias Carp, auteur d'un premier *Livre noir* sur l'assassinat des Juifs roumains², Radu Ioanid³ et Alex Mihai Stoenescu⁴ pour dresser un bilan approximatif des victimes du pogrom d'Iași, qu'il situe entre 4000 selon Stoenescu et 12 000 selon Carp⁵. Enfin, Monica Lovinescu se sert des statistiques des procès de l'épuration en France après l'Occupation trouvées chez Jean-François Revel, pour estimer que, par comparaison, la *lustration* après la chute du communisme en Roumanie fut quasiment inexistante⁶. Edgar Reichmann utilise, quant à lui, les ouvrages de Carol Iancu et de Radu Ioanid pour démontrer que « dans les territoires roumains » le sauvetage des Juifs par Ion Antonescu durant la Deuxième Guerre mondiale a réellement eu lieu⁷.

Si l'histoire est, dans ces débats, insidieusement instrumentalisée à l'appui des points de vue opposés, le simple fait de son utilisation contribue à la légitimation de sa logique « scientifique » et finalement à l'imposition de son autorité dans l'espace public. Cependant, ce n'est pas seulement sur le terrain du passé que cette logique pénètre la controverse. En effet, les analyses consacrées à la « mémoire » du fascisme et du communisme, de l'Holocauste et du Goulag sont à leur tour largement mobilisés pour illustrer leur « déséquilibre » dans la conscience publique. *Stalinisme et nazisme* de Henry Rousso⁸, *La Grande Parade* de Jean-François Revel⁹, *Le passé d'une illusion* de François Furet¹⁰, *Le Malheur du siècle* d'Alain Besançon¹¹, *Fascisme et Communisme* de François Furet et Ernst Nolte¹², l'œuvre d'Eric

¹ Vasile POPOVICI, « Câteva întrebări simple pentru domnul Reichmann », art. cité.

² Matatias CARP, *Cartea Neagră (1940-1944), (vol. I-III), op. cit.*

³ Radu IOANID, *Evreii sub regimul Antonescu*, București, Hasefer, 1998.

⁴ Alex Mihai STOENESCU, *Armata, Mareșalul și Evreii, op. cit.*

⁵ Zigu ORNEA, « Un contencios mereu inflamabil », *România literară*, n° 19, 20-26 mai 1998.

⁶ Monica LOVINESCU, « La stânga stângii », *România literară*, n° 18, 10-16 mai 2000.

⁷ Edgar REICHMANN, « Apărarea are cuvântul », *România literară*, n° 19, 17-23 mai 2000.

⁸ Henry ROUSSO, *Stalinisme et nazisme, op. cit.*

⁹ Jean-François REVEL, *La grande parade*, Paris, Plon, 2000.

¹⁰ François FURET, *Le Passé d'une illusion*, Paris, Calmann-Lévy/Robert Laffont, 1995.

¹¹ Alain BESANÇON, *Le Malheur du siècle : sur le communisme, le nazisme et l'unicité de la Shoah, op. cit.*

¹² François FURET et Ernst NOLTE, *Fascisme et communisme*, Paris, Hachette, 2000.

Hobsbawm, de Friedrich Hayek et surtout *Le Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois¹, traduit en Roumanie en 1998, figurent parmi les livres les plus cités². La prépondérance de la filière française s'explique par la participation à la controverse de bon nombre d'intellectuels roumains vivant en France mais aussi par l'attention accordée par les écrivains locaux aux évolutions culturelles du « Centre ». Mihnea Berindei, Monica Lovinescu, Mircea Iorgulescu, Vasile Popovici et Edgar Reichmann sont autant de personnalités qui prenant part au débat depuis Paris et Marseille, négocient en même temps leur place sur la scène intellectuelle française, et communiquent indirectement avec leurs pairs étrangers. Revendiquant pour partie l'équivalence du Goulag et de l'Holocauste et l'urgence d'un « procès du communisme » en Roumanie, ils accusent dans un même mouvement les résistances de longue date, réelles ou supposées, des milieux intellectuels français, largement « gauchisés » comme ils l'écrivent, face à la condamnation du communisme en Europe de l'Est.

L'usage que ces personnalités font des ouvrages cités est dirigé contre l'idée d'unicité de la Shoah et pour montrer l'absence d'intérêt pour le Goulag en France en raison de la « culpabilité », de l'« ignorance », de la « nostalgie » des intellectuels parisiens pour un régime politique qu'ils n'« ont jamais connu » finalement³. Reprochant à Henry Rousso le titre de son livre, *Stalinisme et nazisme*, Vasile Popovici y voit un « subterfuge pour innocenter » le communisme en limitant sa criminalité à la seule période stalinienne⁴. Passant à côté des précisions avancées par l'historien français dans l'introduction de son livre pour éclaircir la terminologie⁵, Popovici en fait une tentative de minimalisation du Goulag⁶. Un usage plus nuancé du travail de Rousso se trouve chez Mircea Iorgulescu un critique littéraire exilé en 1989

¹ Stéphane COURTOIS et al., *Cartea neagră a comunismului*, op. cit.

² Voir notamment Monica LOVINESCU, « La stânga stângii », art. cité ; Nicolae MANOLESCU, « Fascism și comunism », *România literară*, n° 15, 19-25 avril 2000 ; Mircea IORGULESCU, « O comparație deturnată », art. cité ; Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité, etc.

³ Vasile POPOVICI, « Pagini din cronica unui linșaj mediatic », art. cité, « Revizionismul de stânga », art. cité ; Monica LOVINESCU, « La stânga stângii », art. cité ; Bogdan GHIU, « Comunism/Nazism, cearta "similitudinii" », *Dilema*, n° 280, 12-18 juin 1998.

⁴ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité.

⁵ Henry ROUSSO, « La légitimité d'une comparaison empirique », art. cité, p. 21-23.

⁶ Vasile POPOVICI, « Revizionismul de stânga », art. cité.

à Paris, qui rappelle que la comparaison entre fascisme et communisme est au départ le fait des premiers communistes déçus¹. Pour lui, le livre de l'historien français est surtout important pour dénoncer les instrumentalisations de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag en Europe de l'Est mais pense en même temps que celle-ci est nécessaire pour pouvoir établir l'unicité du premier².

Parmi les livres importés de France, celui qui fait carrière en Roumanie est *Le Livre noir du communisme*. Traduit à l'initiative des fondateurs du Mémorial de Sighet, la réception de cet ouvrage en Roumanie croise et renforce la controverse autour de l'équivalence entre l'Holocauste et le Goulag. Il participe en même temps à l'introduction de la raison historique dans l'espace public par les acteurs mêmes, paradoxalement, auxquels elle fait concurrence.

Encadré n° 25 : Le Livre noir du communisme en Roumanie : une légitimation historique de l'équivalence Holocauste-Goulag

Publié par les éditions Robert Laffont en 1997, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire de la Révolution russe de 1917, le *Livre noir du communisme* (LNC) coordonné par Stéphane Courtois est au centre d'une réception orageuse en France (voir chapitre 2). La parution du livre coïncide avec la polémique autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag qui a lieu au même moment en Roumanie, ce qui explique pourquoi l'ouvrage est aussitôt évoqué dans ce pays sur un ton élogieux. Ce sont les membres de l'exil anticommuniste à Paris et à Munich comme Monica Lovinescu ou Mihai Dim. Sturdza ou les diplomates roumains en France comme Vasile Popovici qui sont parmi les premiers à se référer au LNC. Ainsi, l'ancien rédacteur de la RFE, Mihai Dim. Sturdza³ consacre un long article au LNC présenté comme « le premier inventaire, global, de grande ampleur — et très bien écrit — de l'épouvantable désastre humain provoqué par le totalitarisme communiste »⁴. Monica Lovinescu quant à elle accorde un long entretien à Gabriela Adameşteanu publié par la revue 22 dans lequel elle se réjouit de la sortie du livre même

¹ Mircea IORGULESCU, « O comparație deturnată », art. cité.

² *Ibid.*

³ Mihai Dim. Sturdza (1934-) : né dans une famille aristocrate roumaine, il est prisonnier politique entre 1952 et 1954. Après des études de langue italienne, en 1964 il se réfugie en France où il obtient un diplôme de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Entre 1968 et 1985, Mihai Sturdza travaille comme interprète au ministère des Affaires Étrangères, auprès de Charles de Gaulle et Valéry Giscard d'Estaing. Quittant Paris pour Munich, il devient rédacteur à la Radio Free Europe un an plus tard, en 1986, position qu'il occupe jusqu'en 1995. Dès 1991, l'intellectuel revient à Bucarest et publie plusieurs livres d'histoire et de généalogie, ses principaux domaines d'intérêt depuis sa jeunesse.

⁴ Mihai Dim. STURDZA, « Cartea Neagră a Comunismului », 22, 10-16 février 1998.

si elle regrette le caractère lapidaire du traitement du cas roumain dans le chapitre de Karel Bartosek¹.

Le livre est particulièrement bien accueilli à Bucarest dans les publications des anciens dissidents et prisonniers politiques du régime communiste. À part la revue 22, le quotidien *România liberă* applaudit un « livre monumental, essentiel pour comprendre le caractère foncièrement criminel du communisme »² tandis que la revue *Memoria (revista gândirii arestate)* [La Mémoire (revue de la pensée emprisonnée)] consacre à ce « livre capital auquel aucun chercheur sérieux ne pourra s'extraire » sa première page³. Reproduisant une partie de l'« Introduction » de Stéphane Courtois, cette publication y salue un « premier acte » dans le très attendu « procès du communisme » et une façon pour les historiens de remplir leur devoir de témoignage à la place des victimes qui ne peuvent plus défendre leur cause⁴. Dorin Tudoran publie dans *România literară* une série de plusieurs articles au sujet du *LNC*. Selon l'ancien dissident, le principal mérite de ce travail c'est d'avoir démontré « avec des preuves » la « logique génocidaire » du communisme⁵ et de constituer une démonstration crédible en faveur de l'équivalence entre les « crimes de classe » et ceux « de masse », bref, entre le nazisme et le communisme⁶. Appliquant les catégories juridiques définies à Nuremberg (crimes contre la paix/crimes de guerres/crimes contre l'humanité) aux massacres commis par l'URSS à l'encontre de ses citoyens, Tudoran ajoute au réquisitoire du communisme le « génocide racial »⁷. À son tour, Nicolae Manolescu conclut après la lecture du *LNC* que « le stalinisme est un "super-fascisme" »⁸.

Ayant pour mérite de « s'adresser à l'historien comme à l'homme ordinaire »⁹ l'ouvrage circule en Roumanie comme un discours de vérité sur le passé communiste qui allie l'autorité en hausse de l'histoire à celle de la justice à laquelle on l'invite à se substituer¹⁰.

Les thèses et chapitres du *LNC* qui ont fait l'objet de vastes critiques en France ne sont à aucun moment relevées en Roumanie. Pour autant la réception française de l'ouvrage ne passe pas inaperçue. Quasiment l'ensemble des contributions reviennent ainsi amplement sur la manière dont le *LNC* a été déjà recensé dans la presse politique et intellectuelle de l'Hexagone (*Le Monde*, *Commentaires*, *Valeurs actuelles*, *Le Débat*, etc.), à la Télévision nationale, par les universitaires (Jean-François Revel, Annette Wiewiorka, Alain Blum, Georges Mink/Jean-Charles Szurek, Alain Besançon) ou par les leaders politiques (Lionel Jospin, Jean-Marie Le Pen, Robert Hue)¹¹. Les

¹ Monica LOVINESCU, « Interviu. "Uitarea stă la temelia tuturor bolilor tranziției" », art. cité.

² Mihai CREANGĂ, « Cartea Neagră a Comunismului », *România liberă* (Supplément *Aldine*), n° 118, 20 juin 1998.

³ « Stéphane Courtois, « Crimele comunismului » », *Memoria*, n° 23, 1998.

⁴ *Ibid.*

⁵ Dorin TUDORAN, « Practica și doctrina », *România literară*, n° 26, 1-7 juillet 1998.

⁶ Dorin TUDORAN, « "Logica genocidară" », *România literară*, n° 27, 8-14 juillet 1998, « Mitologii recurente », art. cité.

⁷ Dorin TUDORAN, « Ocultarea sau Comuniunea Sovietică », *România literară*, n° 29, 22-28 juillet 1998.

⁸ Nicolae MANOLESCU, « Roșu și Negru », *România literară*, n°s 23-24, 17-23 juin 1998.

⁹ « Stéphane Courtois, « Crimele comunismului » », art. cité.

¹⁰ Stéphane Courtois cité par Dorin TUDORAN, « Chestiunea epistemologică », *România literară*, n° 28, 15-21 juillet 1998.

¹¹ Mihai Dim. STURDZA, « Cartea Neagră a Comunismului », art. cité ; Monica LOVINESCU, « Interviu. "Uitarea stă la temelia tuturor bolilor tranziției" », art. cité ; Dorin TUDORAN, « Citate », *România literară*, n° 25,

critiques du livre sont perçues de manière générale comme la « preuve du refus systématique, conceptualisé et pratiqué, surtout par le monde académique occidental (pour une large part de gauche) » d'admettre la malignité du communisme et de pratiquer le « double standard » par rapport à ceux du nazisme¹. Ainsi, contrairement à la thèse formulée par Pierre Bourdieu selon laquelle « les idées circulent sans leur contexte » de production, on constate que dans ce cas particulier la réception dont le *LNC* a fait l'objet en France importe tout particulièrement les récepteurs roumains².

L'accueil enthousiaste du *LNC* en Roumanie ne réussit pas à éclipser la déception provoquée par l'absence d'un chapitre qui lui soit dédié³. Plus encore, les quelques paragraphes qui reviennent sur la lutte des partisans contre le communisme durant les années 1950 dérangent parce qu'ils révèlent que de nombreux opposants au communisme furent en fait membre du Mouvement légionnaire⁴. Utilisée pour souligner le courage exceptionnel de la résistance roumaine armée⁵, la sortie du *LNC* à Bucarest fonctionne pour certains groupes de victimes comme une occasion de « redorer leur blason » après 1989⁶. C'est le cas des anciens prisonniers politiques réunis au sein de la revue *Memoria* dont les rédacteurs se présentent comme les « co-auteurs » du *LNC* et s'adressent à la maison Robert Laffont pour lui demander d'inclure un chapitre sur le communisme en Roumanie lors d'une prochaine réédition, qu'ils pourraient éventuellement rédiger⁷.

La traduction du livre huit mois seulement après son lancement en France, porte à jour cette requête. Sorti aux éditions Humanitas à l'initiative de l'Académie Civique, la version roumaine du *LNC* comprend un « Addendum » écrit par une équipe d'historiens proches du Mémorial de Sighet⁸. Divisé en plusieurs parties, il se focalise essentiellement sur les institutions et méthodes de coercition de la population ainsi que sur l'opposition qu'elles suscitent en Roumanie. En annexe, une « Chronologie de la société civile (1972-1989) » rappelle les plus importants actes individuels et collectifs de la résistance locale au régime communiste. Conçu pour pallier aux manques de l'édition française, le chapitre roumain ne satisfait pas le public intellectuel et les débats autour de l'ouvrage restent animés. Dès sa sortie, la compétence de l'équipe qui rédige le chapitre roumain est remise en question dans un combat autour du monopole du discours légitime sur le passé communiste⁹. Les milieux académiques restant silencieux, c'est la presse culturelle qui se montre la plus intéressée par la réception de la version roumaine du *LNC*. L'« Addendum » y est entre autres critiqué pour privilégier une vision spécifique de l'histoire qui correspond aux

24-30 juin 1998, « Mitologii recurente », art. cité ; Bogdan GHIU, « Comunism/Nazism, cearta "similitudinii" », art. cité.

¹ Dorin TUDORAN, « Chestiunea epistemologică », art. cité.

² Pierre BOURDIEU, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, 2002, p. 4.

³ Monica LOVINESCU, « Interviu. "Uitarea stă la temelia tuturor bolilor tranziției" », art. cité ; « Stéphane Courtois, "Crimele comunismului" », art. cité.

⁴ Voir notamment Monica LOVINESCU, « Interviu. "Uitarea stă la temelia tuturor bolilor tranziției" », art. cité.

⁵ Bien qu'il constitue à présent l'un des mythes nationaux les plus puissants promus par les associations des victimes du communisme de Roumanie, le caractère unique de cette résistance, est faux. Un phénomène similaire s'est enregistré à la même époque en Bulgarie.

⁶ « Stéphane Courtois, "Crimele comunismului" », *Memoria*, n° 23, 1998.

⁷ *Ibid.*

⁸ Stéphane COURTOIS et al., *Cartea neagră a comunismului*, *op. cit.*

⁹ Nicolae MANOLESCU, « Anticomunismul în versiunea românească », *România literară*, n° 25, 24-30 juin 1998.

seuls prisonniers politiques au détriment d'autres catégories de victimes comme les femmes décédées suite à des avortements illégaux¹ ou les minorités nationales constamment discriminées (magyares et allemandes)². Promouvant une perspective « nationaliste » et « sexiste »³ sur le passé communiste, l'« Addendum » est accusée de prolonger symboliquement certains abus de la période précédente. Cependant, les plus violentes discussions soulevées par le *LNC*, concernent la sélection des noms et des actions opérées par la « Chronologie de la société civile »⁴. Ses « omissions » et « exagérations » de certaines actes de dissidence et d'actions d'opposition politique au régime communiste déterminent la maison d'édition Humanitas à se distancer publiquement de ce chapitre par un tract glissé entre les pages de l'ouvrage et distribué lors de son lancement⁵.

Des appropriations intéressées du paradigme totalitaire aux luttes intestines autour de la distribution de la « dissidence », le *LNC* se retrouve ainsi pris au sein des luttes de concurrence des intellectuels roumains. Apportant une légitimité scientifique et internationale à la comparaison de l'Holocauste et du Goulag, l'ouvrage participe à la légitimation de la logique historique comme mode privilégié de relecture du passé « récent » de la Roumanie.

À partir de 2003-2004, le ton de la discussion change dans les revues culturelles même si dans la presse politique comme *România liberă* ou *România Mare*, on continue à soutenir des discours négationnistes et à demander la réhabilitation d'Ion Antonescu. Mais la façon dont la question est prise en charge et traitée, ainsi que les instruments d'interrogation se transforment. L'appel aux sciences sociales, à l'histoire, aux études de la mémoire, parfois au droit, se fait plus fréquent. La réflexion sur les deux tragédies se dépassionne et fait place à une certaine « distanciation » qui rappelle la démarche scientifique. La série d'essais publiés dès 2004 par la

¹ Les politiques pro-natalistes du régime Ceaușescu et les conséquences néfastes de l'adoption du Décret n° 770/1966 concernant la réglementation de l'interruption de la grossesse dont la plus importante reste le décès de milliers de femmes entre 1966 et 1989 suite à la croissance du taux d'avortements illégaux sont traités dans Corina DOBOȘ (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. I), op. cit.*, et Luciana M. JINGA, Florin S. SOARE (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. II)*, Iași, Polirom, 2011. Voir notamment Cristina ROMAN, « Mortalitatea maternă în România » dans Luciana M. JINGA, Florin S. SOARE (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. II), op. cit.*, p. 174-178.

² Gabriel ANDREESCU, « Profesionalism și naționalism. Pe marginea *Addendei* la *Cartea neagră a comunismului* », 22, n° 27, 7-13 juillet 1998.

³ *Ibid.*

⁴ Nicolae PRELIPCEANU, « Eveniment editorial, *Cartea neagră a comunismului* », *România liberă*, n° 2500, 18 juin 1998 ; Ana BLANDIANA, « Istoria în așteptarea arhivelor », *România liberă*, n° 2496, 13 juin 1998 ; « Pete albe în *Cartea neagră a comunismului* », *Adevărul*, n° 2494, 6 juin 1998 ; Cristian Tudor POPESCU, « Lista lui Arpagic », *Adevărul*, n° 2501, 15 juin 1998 ; Mircea IORGULESCU, « Apariții și dispariții », *Dilema*, n° 281, 19-25 juin 1998.

⁵ « Pete albe în *Cartea neagră a comunismului* », art. cité.

revue *Observator Cultural* en témoigne ainsi que le dossier consacré à Mihail Sebastian en 2007, à l'occasion du centenaire de sa naissance¹.

C/ Mutation des instruments de recherche. Le cas des intellectuels légionnaires

Dans les années qui suivent le confinement de la polémique, le traitement des sujets comme la participation de la Roumanie à la Shoah ou bien de l'engagement politique des intellectuels ralliés au Mouvement légionnaire se transforme. Les usages du passé laissent place, dans la presse, au cours de la seconde moitié des années 2000, à une littérature plus élaborée qui, si elle n'en émane pas toujours directement, emprunte beaucoup aux sciences sociales.

Certes, l'ensemble de ces mutations ne sont pas le simple produit de la polémique. Laissant de côté les transformations de la profession d'historien, l'implication de l'État dans la gestion des passés « récents », notamment à partir des années 2000, constitue quant à elle un facteur de transformation important. Pour la seule période de l'entre-deux-guerres qui constitue le point nodal du débat autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, l'adoption de l'Ordonnance n° 31/2002 interdisant les organisations à caractère fasciste et le culte du général Antonescu² et surtout le Rapport final de la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie de 2004 cadrent l'espace du dicible sur cette période. Le dernier chapitre de ce document dédié aux tendances négationnistes qui se manifestent en Roumanie, liste plusieurs des prises de position adoptées durant la polémique autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian³. Des intellectuels, des historiens et des hommes politiques connus

¹ Voir les Dossiers sur l'« Actualité de Mihail Sebastian » dans *Observator Cultural*, n° 391, 27 septembre-3 octobre 2007 et *Observator Cultural*, n° 393, 11-17 octobre 2007.

² Publié dans *Monitorul Oficial al României*, n° 214, 28 mars 2002. Le texte complet de l'ordonnance est accessible à l'adresse web suivante : http://www.clr.ro/rep_htm/OUG31_2002.htm.

³ Parmi celles-ci Paul Goma, Monica Lovinescu, Dorin Tudoran, Gabriel Liiceanu, Nicolae Manolescu mais aussi Stéphane Courtois ou Jean-François Revel inclus dans la catégorie de la « banalisation par la comparaison », CISHR, *Raport final, op. cit.*, p. 380-384.

comme Ion Iliescu, le président de la République, sont ainsi mentionnés par le Rapport pour avoir transgressé la norme de la reconnaissance de la Shoah en Roumanie¹.

Ce document est suivi par la création en août 2005 de l'Institut National pour l'Étude de l'Holocauste « Elie Wiesel » qui traque et dénonce les discours négationnistes et antisémites qui circulent dans l'espace public roumain. Ces initiatives qui exposent à l'opprobre public les prises de position « déviantes » ne stoppent pas complètement ni les tentatives de réhabilitation du général Antonescu, ni les tentatives révisionnistes dans le domaine de l'historiographie. Mais fixant un cadre officiel qui tranche sur ces sujets, elles définissent les limites claires du dicible et de l'acceptable, condamnent à des coûts symboliques importants les acteurs qui relativiseraient l'adhésion des personnalités culturelles à des mouvements politiques antisémites ou la participation de la Roumanie à la Shoah, mais également qui affirmeraient l'équivalence sans nuances entre l'Holocauste et le Goulag. Leurs noms sont cités dans des articles publiés à l'étranger². Il arrive également que leurs ouvrages soient retirés de librairies³, et qu'ils perdent le soutien et l'amitié de personnalités importantes⁴.

Avec le confinement du débat, un début de pacification se dessine parmi les participants à la polémique après plusieurs tentatives échouées. En 2007 est organisé à Cluj par le Centre de Recherche sur l'Imaginaire, l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (ICCMER), l'Institut Culturel Roumain, la Fondation « Aspera » et l'USR filiale Cluj, le symposium « Goulag et Holocauste dans la conscience roumaine »,

¹ *Ibid.*, p. 379.

² Voir Michael SHAFIR, « The Man They Love to Hate: Norman Manea's Snail House Between Holocaust and Gulag », art. cité ; Denise ROSENTHAL, « Les angoisses fin-de-siècle des intellectuels roumains: démocratie, conservatisme et antisémitisme », art. cité ; George VOICU, « L'attitude des intellectuels roumains face à la Shoah et à sa mémoire dans la Roumanie post-communiste », art. cité.

³ Voir le cas de l'historien Vlad Hogeia dont le livre antisémite *Naționalistul* publié en 2001 par les éditions Crater et le Centre d'Histoire et de Civilisation Européenne de l'Académie Roumaine la filiale Iași, a reçu l'interdiction par le préfet d'être commercialisé dans les librairies du département de Iași. Pour autant Hogeia, député sur les listes du PRM, n'a pas démissionné de son poste, « World Briefing\Europe: Romania: Anti-Semitic Book Banned », *The New York Times*, 28 August 2001.

⁴ Elie Wiesel, président de la CISHR, renonce à l'Ordre « Steaua României » en grade de Grand Officier accordé par le président Ion Iliescu en 2002 après la remise de la même décoration à deux membres du PRM qui ont soutenu des propos négationnistes — Corneliu Vadim Tudor, le président du Parti et l'historien Gheorghe Buzatu, Ionuț PREDA, « Elie Wiesel a murit », *Adevărul*, 2 juillet 2016.

abrité par la Faculté de Lettres. C'est Ruxandra Cesereanu, une philologue proche du Mémorial de Sighet, qui a consacré plusieurs volumes à la littérature des prisonniers politiques du régime communiste, qui en est l'initiatrice. Parmi les intervenants, une majorité d'historiens, de philosophes et de sociologues, spécialistes aussi bien du « fascisme » et de l'entre-deux-guerres que du régime communiste et du PCR.

L'Holocauste et le Goulag y sont traités à partir d'une multitude d'approches : philosophique, psycho-historique, religieuse, sociologique. Plusieurs études de cas empiriques sont proposées pour dépasser une démarche exclusivement théorique ou trop abstraite ; ils se penchent sur la comparaison des formes de résistance et des échappatoires possibles à ces événements, sur les lieux de mémoire doublement configurés comme Sighet, sur les biographies de conversion des différentes figures qui traversent les deux régimes politiques, enfin sur la réverbération contemporaine des témoignages des victimes¹. La tendance est à la mise en avant des similarités et des enchevêtrements des deux phénomènes et à l'atténuation des distinctions. La deuxième section thématique de la manifestation sort de l'interrogation scientifique autour de la signification de l'Holocauste et du Goulag pour s'occuper de la gestion de ces passés par les pouvoirs publics et réfléchir à « comment construire une mémoire démocratique » à présent².

Réunies dans *Echinox*, une publication généraliste de la Faculté de Lettres de l'Universités Babeş-Bolyai de Cluj, et reprises partiellement par la suite dans la revue culturelle *Observator Cultural*, ces interventions constituent une tentative d'harmoniser le champ de discussion autour du passé « récent » ouvert dix ans plus tôt par le *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian. Le dossier publié en 2007, à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain, est la preuve que, pour un certain temps au moins, celle-ci a partiellement réussi³.

Ces actions des acteurs étatiques et de certains intellectuels ne signifient pas l'arrêt total des hostilités. Mais l'intervention des sciences sociales dans la sphère publique d'une part,

¹ Voir le Dossier « Gulag și Holocaust în conștiința românească », *Echinox*, vol. 13, 2007.

² Florin ABRAHAM, « “Rezistență”, “Gulag”, “Holocaust” și construirea memoriei democratice după 1989 », *Echinox*, vol. 13, 2007, p. 40-57.

³ Voir le Dossier « Actualitatea lui Mihail Sebastian », *Observator cultural*, n° 391, 27 septembre-3 octobre 2007.

l'intérêt grandissant pour des objets réservés généralement aux historiens littéraires d'autre part, a pour effet d'alimenter la controverse par des moyens scientifiques. Or cette évolution a pour conséquence de brouiller la division traditionnelle du travail d'analyse de la période de l'entre-deux-guerres en Roumanie, entre d'un côté les historiens, les politologues et les sociologues jusque-là davantage préoccupés par le sort des Juifs et la Shoah, l'analyse des régimes et des idéologies politiques ou encore l'étude de la violence et, d'un autre côté, les philosophes, les critiques et les historiens littéraires intéressés par le ralliement au « fascisme » des personnalités culturelles des années 1930. Ce brouillage a une double signification : il désigne aussi bien l'arrivée des sociologues et des politologues sur le terrain de la conversion politique des intellectuels au « fascisme » que l'emprunt massif d'instruments d'analyse appartenant aux sciences sociales par les représentants des professions littéraires.

Réfléchissant à cette question de l'interdisciplinarité à partir d'un échantillon de recherches publiées sur cette problématique après 1989, on peut mesurer quelques caractéristiques et effets de cette évolution. Pour mieux situer cet objet, plusieurs ouvrages de référence au sujet des intellectuels légionnaires, débattus dans la presse culturelle et politique, servent de matériel empirique à cette réflexion.

La représentativité de cet échantillon se décline sous plusieurs aspects. Tout d'abord, sous l'aspect des propriétés socioprofessionnelles des auteurs, en provenance de plusieurs professions, à savoir histoire, critique littéraire, philologie, philosophie et sociologie, et générations, soit nés entre 1930 et 1980, d'origine roumaine ou étrangère, israélienne ou française notamment. Leurs livres sont rédigés entre 1990 et 2016 dans un environnement académique roumain ou international, tel que la France, les États-Unis, l'Italie ou Israël, grâce à des séjours et des bourses d'études, comme par exemple Florin Țurcanu qui séjourne en France, aux États-Unis et en Roumanie, Alexandra Laignel-Lavastine qui séjourne en France et en Roumanie, ou encore Leon Volovici qui étudie en Israël et en Roumanie. Ensuite, la représentativité de l'échantillon se réfère à la manière dont est traité le sujet des conversions politiques des intellectuels dans une perspective qui cherche soit à dévoiler la « vérité » des engagements soit à reconstituer leur cheminement et leurs conditions de possibilité. Si certains

travaux s'inscrivent dans une perspective déconstructiviste qui se propose de démythifier les figures intellectuelles¹, d'autres tentent par contre de re-mythifier les personnages étudiés, de relativiser leurs adhésions politiques et même parfois de les exonérer².

Tableau n° 13 : Travaux sur la conversion au « fascisme » des intellectuels roumains (échantillon)

	NOM DE L'AUTEUR	ANNÉE DE NAISSANCE / PROFESSION	TITRE	LIEU & ANNÉE DE PARUTION	TRADUCTION EN ROUMAIN/ LANGUES ÉTRANGÈRES	PAYS DE LA PREMIÈRE ÉDITION
1	Leon Volovici	1938 Historien littéraire	<i>Nationalist Ideology and antisemitism : the case of Romanian Intellectuals in the 1930's</i>	Oxford, Pergam Press, 1991	Bucarest, Humanitas, 1995	Grande-Bretagne
2	Zigu Ornea	1930 Historien littéraire	<i>Anii treizeci. Extrema dreaptă românească</i>	Bucarest, Fundația Culturală Română, 1995	-	Roumanie
3	Alexandra Laignel-Lavastine	1966 Philosophe, journaliste	<i>Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica</i>	Bucarest, Humanitas, 1998	Thèse de doctorat en français	France/Roumanie
4	Marta Petreu	1955 Philosophe Écrivaine	<i>Un trecut deocheat sau « Schimbare</i>	Iași, Polirom, 1999	<i>An Infamous Past: E. M. Cioran and</i>	Roumanie

¹ Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și « problema evreiască »*, București, Humanitas, 1995 ; Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, op. cit. ; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'oubli du fascisme*, op. cit. ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit. ; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit. ; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit., *Diavolul și ucenicul său*, Iași, Polirom, 2009, *Generația '27 între Holocaust și Gulag*, Iași, Polirom, 2016 ; George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, op. cit. ; Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit. ; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, Cluj-Napoca, Eikon, 2015, *Canonizare, demitizare și realism științific. Studii despre Mircea Vulcănescu*, Cluj-Napoca, Eikon, 2017.

² Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit. ; Dora MEZDREA, *Nae Ionescu. Biografia (vol. I-IV)*, Bucarest, Universal Dalsi, 2001 (vol. I) ; (vol. II), Acvila, 2003 ; (vol. III-IV) Brăila, Istros — Musée Brăila, 2004-2005.

			<i>a la față a României »</i>		<i>the rise of Fascism in Romania,</i> Chicago, Ivan R. Dee, 2005	
5	Dora Mezdrea	1959 Philologue	<i>Nae Ionescu. Biografia</i> (vol. 1-4)	Bucarest, Universal Dalsi ; 2001 (vol. I) ; Acvila (vol. II), 2003 ; Brăila, Istros —Muzeul Brăila, (vol. III-IV), 2004-2005	-	Roumanie
6	Alexandra Laignel-Lavastine	1966 Philosophe	<i>Cioran, Eliade, Ionescu. L'Oubli du fascisme</i>	Paris, PUF, 2002	<i>Cioran, Eliade, Ionescu. Uitarea fascismului,</i> București, Est-Samuel Tastet, 2004	France
7	Florin Țurcanu	1967 Sociologue	<i>Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire</i>	Paris, La Découverte, 2003	<i>Mircea Eliade, prizonierul istoriei,</i> Bucarest, Humanitas, 2006	France
8	Sorin Lavric	1967 Philosophe, écrivain	<i>Noica și Mișcarea Legionară</i>	Bucarest, Humanitas, 2007	-	Roumanie
9	George Voicu	1950 Sociologue	<i>Mitul Nae Ionescu</i>	Bucarest, Ars Docenti, 2009	-	Roumanie
10	Marta Petreu	1955 Philosophe, écrivaine	<i>Diavolul și ucenicul său : Nae Ionescu-Mihail Sebastian</i>	Iași, Polirom, 2009	-	Roumanie
11	Mihai Iovănel	1979	<i>Evreul improbabil.</i>	Bucarest, Cartea	-	Roumanie

		Critique littéraire	<i>Mihail Sebastian : o monografie ideologică</i>	Românească, 2012		
1 2	Ionuț Butoi	1980 Sociologue	<i>Mircea Vulcănescu: o microistorie a interbelicului românesc</i>	Cluj-Napoca, Eikon, 2015	-	Roumanie
1 3	Marta Petreu	Philosophe	<i>Generația '27 între Holocaust și Gulag</i>	Iași, Polirom, 2016	-	Roumanie
1 4	Ionuț Butoi	Sociologue	<i>Canonizare, demitizare și realism științific. Studii despre Mircea Vulcănescu</i>	Cluj-Napoca, Eikon, 2017	-	Roumanie

La fréquence des ouvrages consacrés aux intellectuels qui ont eu des sympathies légionnaires croît de façon vertigineuse à partir de 1999. Sous cet angle, il apparaît que la controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian a fonctionné comme un stimulateur pour les chercheurs. Néanmoins, sachant que plusieurs de ces analyses sont réalisées bien avant leur publication¹, il faut tenter de découvrir également ailleurs, les raisons de leur multiplication. L'accès à certaines archives closes avant 1989, comme par exemple celles des publications et journaux de la période de l'entre-deux-guerres, serait une autre raison². Plus largement, la question des sources représente une clef de lecture pertinente pour mieux situer et comprendre comment évolue le traitement des allégeances politiques des intellectuels légionnaires en Roumanie après 1989.

¹ Par exemple les livres de Leon Volovici et celui de Zigu Ornea. Le premier, a été commencé en 1986 et terminé en 1989, tandis que le second a été finalisé bien avant 1989, Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și « problema evreiască »*, București, Humanitas, 1995, p. 9 ; Nicolae MANOLESCU sur la quatrième de couverture de Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, București, Cartea Românească, 2015.

² Entretien collectif avec les custodes de la Bibliothèque de l'Académie Roumaine, Bucarest, 15 février 2019.

Pour les recherches publiées dans les années 1990, la presse de l'entre-deux-guerres représente, avec les mémoires et la littérature produite par les acteurs eux-mêmes, l'essentiel de leur base documentaire¹. Enregistrant fidèlement et parfois exhaustivement les prises de position politiques des protagonistes, cette lecture attentive de la presse permet de reconstituer leur contexte historique et culturel ainsi que les relations entretenues par ces prises de position avec celles qui leurs sont contraires. Sous cet angle, la presse représente pour l'ensemble de ces travaux une source d'information certes indispensable. Mais lorsque les auteurs s'y cantonnent exclusivement ou quasi-exclusivement, cette source produit des interprétations biaisées puisqu'elle les enferme dans des catégories de pensée datées dont la clef d'interprétation n'est pas toujours donnée. La longue analyse consacrée par Marta Petreu aux positions politiques de Mihail Sebastian présenté comme un « antidémocrate », ce qui dans le contexte de l'époque signifie davantage le refus de la politique « politicienne » des partis traditionnels et seulement secondairement un rejet de la démocratie comme forme de gouvernement, est à cet égard un cas de figure paradigmatique². Une autre limite de l'usage exclusif de ce type de source est la focalisation sur le seul discours des protagonistes, ce qui limite considérablement la perspective sur sa mécanique de production collective et individuelle.

Cependant, l'intérêt pour les récits des acteurs peut, lorsque l'angle est assez large et l'approche interactionniste, nourrir une réflexion intéressante sur la manière dont certains discours politiques se transforment en fonction du moment historique et de leurs rapports avec des idées concurrentes. De ce point de vue, l'ouvrage dédiée à « l'idéologie nationaliste et au « problème juif » » par Leon Volovici, qui dresse une typologie de l'antisémitisme à partir des discours des intellectuels roumains entre la fin du XIX^e siècle et la Seconde Guerre mondiale est particulièrement convaincante pour comprendre l'évolution de cet *isme* dans le temps et la relation qu'il entretient avec le « racisme »³.

¹ Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și « problema evreiască »*, op. cit. ; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, Cluj, Biblioteca Apostrof, 1999, *Diavolul și ucenicul său*, op. cit. ; George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, op. cit.

² Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, op. cit., p. 96 et p. 126.

³ Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și « problema evreiască »*, op. cit.

Au fur et à mesure que les archives s'ouvrent, les auteurs commencent à travailler sur les documents des institutions publiques telles que le ministère des Affaires Étrangères, le ministère des Finances, le ministère de l'Économie ou encore le ministère de l'Intérieur, dont certaines ne sont pas accessibles avant 2000 comme celle de l'ancienne Securitate¹ et avec les fonds privés des acteurs directement concernés ou de leurs proches conservés parfois par des Archives publiques².

À part la dépendance aux sources de première main, un autre facteur explique, surtout après les années 2000, la multiplication des travaux consacrés aux ralliements des intellectuels roumains au « fascisme ». Il s'agit de l'usage d'une production historique et sociologique grandissante portant sur cette période. Dès lors, l'analyse des options politiques des clercs peut intégrer de nouvelles données et problématiques, devient plus complexe et plus nuancée. La mobilisation d'une vaste bibliographie sur la période de l'entre-deux-guerres, sur la jeunesse légionnaire ou estudiantine dans les années 1930, sur la Garde de fer et les politiques antisémites de l'État, sur l'histoire économique de la Roumanie et celle des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale permet alors aux chercheurs intéressés par les ralliements des intellectuels au Mouvement légionnaire d'articuler les données objectives sur les conditions matérielles d'existence des protagonistes avec les données subjectives sur les motivations de leurs conversions politiques³. En même temps, l'accès à des travaux de méthodologie produits à

¹ Par exemple le fonds du CNSAS est utilisé par Ionuț Butoi, Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, Cluj-Napoca, Eikon, 2015, p. 375.

² Marta Petreu fait appel par exemple à la correspondance d'E. M. Cioran avec son frère Aurel Cioran, avec Petru Manoliu, Gabriel Liiceanu, N. Tatu, Wolf Aichelburg, Bucur Țincu et d'autres à partir de deux recueils de lettres constitués par Gabriel Liiceanu et Theodor Enescu et par Ion Vartic sur la base essentiellement de fonds privés en provenance des destinataires (Emil CIORAN, *Scrisori către cei de-acasă*, București, Humanitas, 1995, « 12 scrisori de pe culmile disperării », Dossier *Apostrof*, Cluj, Biblioteca Apostrof, 1995) utilisés largement dans Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, *op. cit.*, p. 6-11, p. 24, p. 119, p. 412 ; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, *op. cit.*, p. 619 ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, prizonierul istoriei*, *op. cit.*, p. 645 ; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, *op. cit.*, p. 375.

³ Parmi les travaux les plus cités se trouvent : Victor AXENCIUC, *Evoluția economică a României. Cercetări statistic-istorice (1859-1947)*, București, Academia Română, 2000 ; Bogdan MURGESCU, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Iași, Polirom, 2011 ; Irina LIVEZEANU, *Cultural Politics in Greater Romania*, Ithaca, Cornell University Press, 1995 ; Dragoș SDROBIȘ, *Limitele meritocrației într-o societate agrară. Șomaj intelectual și radicalizarea politică a tinereții în România interbelică*, Iași, Polirom,

l'étranger fonctionne comme une injonction au dépassement des catégories « locales », dressées antérieurement, et à la formulation de nouvelles propositions d'analyse¹. C'est le cas par exemple du binôme « autochtonistes–modernisateurs » ou « traditionnalistes-synchronistes » qui depuis au moins les années 1920 représente l'une des clefs de lecture les plus résistantes pour les polarisations intellectuelles en Roumanie². Réinterrogée par le sociologue Ionuț Butoi à partir des documents de l'époque et de ses enjeux économiques et géopolitiques, cette dichotomie est jugée peu pertinente au regard de l'absence de consensus entre les acteurs inclus dans une même catégorie³.

Trois mouvements de translation des perspectives de recherche caractérisent cette mutation entre 1990 et 2016. Un premier désigne le passage des synthèses qui ambitionnent de reconstituer le paysage idéologique de l'époque et d'expliquer les options collectives des acteurs à l'analyse approfondie d'une seule trajectoire biographique et politique à partir de laquelle la période est éclairée. La place des œuvres comme celle de Leon Volovici et notamment de Zigu Ornea aspirant à resituer les ralliements au « fascisme » des membres de la Jeune génération

2015 ; Armin HEINEN, *Legiunea « Arhanghelului Mihail »*, op. cit. ; Roland CLARCK, *Sfântă tinerețe legionară. Activismul fascist în România interbelică*, Iași, Polirom, 2015 ; Francisco VEIGA, *Istoria Gărzii de Fier (1919-1941)*, op. cit. ; Victor RIZESCU, *Ideology, Nation and Modernization: Romanian Developments in Theoretical Frameworks*, București, Universitatea București, 2013 ; Andrei OIȘTEANU, *Imaginea evreului în cultura română*, București, Humanitas, 2004 ; Lya BENJAMIN (éd.), *Evreii din România între anii 1940-1944. Legislație antievreiască (vol. I)*, București, Hasefer, 1993, *Prigoană și rezistență în istoria evreilor din România*, op. cit. ; Viorel ACHIM, Constantin IORDACHI (dir.), *România și Transnistria : problema Holocaustului*, București, Curtea Veche, 2004 ; Paul CERNAT, *Avangarda românească și complexul periferiei*, București, Cartea Românească, 2007 ; Jean ANCEL, *Contribuții la istoria României. Problema evreiască, (vol. I-II)*, București, Hasefer/Yad Vashem, 2003 ; Ioan SCURTU, *Istoria civilizației românești. Perioada interbelică (1918-1940)*, București, Editura Enciclopedică, 2009 ; Victor NEUMANN, Armin HEINEN (éds.), *Istoria României prin concepte. Perspective alternative asupra limbajelor social-politice*, op. cit.

¹ Alfred SCHUTZ, *On phenomenology and social relations*, Chicago, The University of Chicago Press, 1970 ; Ian KERSHAW, *The Nazi Dictatorship*, London, Arnold, 1993 ; Alf LÜDTKE (éd.), *Histoire du quotidien*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1994 ; Raul HILBERG, *Exterminarea evreilor din Europa (vol. I-II)*, București, Hasefer, 1997 ; James C. SCOTT, *Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*. Yale University Press, 1998 ; Joel S. MIGDAL, *State in Society. Studying how States transform and constitute one another*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 ; Reinhart KOSELLECK, *Conceptele și istoriile lor*, București, Grupul Editorial Art, 2009.

² Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 30.

³ *Ibid.*, p. 31-32.

dans le contexte plus large de l'offre idéologique et politique des années 1930¹ est prise par des travaux qui traitent en détail et sur la longue durée des biographies de Nae Ionescu, d'E. M. Cioran, de Mircea Eliade, de Constantin Noica, de Mihail Sebastian ou de Mircea Vulcănescu². Si certains des livres référencés s'arrêtent uniquement sur les seuls parcours intellectuels³, d'autres se présentent comme des études informées des évolutions idéologiques dans leur relation au vécu personnel et social⁴. Certains travaux se donnent des objectifs plus ambitieux lorsqu'ils utilisent l'incursion biographique dans la vie d'une personnalité comme entrée dans les arcanes d'une époque. Ainsi, les travaux de Florin Țurcanu, de Mihai Iovănel ou de Ionuț Butoi étudient l'évolution idéologique de Mircea Eliade, de Mihail Sebastian et de Mircea Vulcănescu en l'articulant à des problématiques nouvelles. Parmi celles-ci plusieurs méritent d'être rappelées comme les mécanismes de mobilité sociale ou de réussite professionnelle dans les milieux journalistique et politique de l'entre-deux-guerres⁵, les sources de revenus des intellectuels⁶ et les stratégies d'insertion sur le marché du travail universitaire⁷, l'analyse

¹ Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și « problema evreiască »*, op. cit.; Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, op. cit.

² Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit., *Diavolul și ucenicul său*, op. cit.; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit., *Cioran, Eliade, Ionescu. L'oubli du fascisme*, op. cit.; Dora MEZDREA, *Nae Ionescu. Biografia (vol. I-IV)*, op. cit.; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit.; Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit.; Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit.; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit.

³ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit.; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit., *Diavolul și ucenicul său*, op. cit.

⁴ Dora MEZDREA, *Nae Ionescu. Biografia (vol. I-IV)*, op. cit.; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit.; Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit.; Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit.; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit.

⁵ Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 61-74 ; p. 146-149 ; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 260-270.

⁶ À l'exception notable de Zigu Ornea qui dresse la situation financière des membres de la Jeune génération (Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, op. cit., p. 186-188), cette question ne commence à intéresser systématiquement les chercheurs que dans la deuxième moitié des années 2000. Voir Dora MEZDREA, *Nae Ionescu. Biografia (vol. IV)*, op. cit., p. 77-103 ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 284, p. 294 ; Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit., p. 18 et p. 103 ; Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 35-36, p. 26-28 et p. 69.

⁷ Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 156-157.

sociologique et idéologique de la Jeune génération¹, le rôle de la vie étudiante comme milieu de socialisation politique², l'histoire de certaines disciplines scientifiques, telle que la sociologie, l'économie/comptabilité ou encore l'histoire des religions³, les débats autour des voies de modernisation de la société roumaine et les clivages urbain-rural durant les années 1920-1930⁴, les manifestations d'antisémitisme et l'intégration des Juifs en Roumanie⁵, la professionnalisation du corps bureaucratique après 1918⁶, l'évolution des goûts et des idées artistiques⁷.

À la différence des synthèses qui ont néanmoins le mérite d'avoir fixé les jalons d'une époque en termes politiques et sociologiques permettant aux nouveaux chercheurs arrivés sur ce terrain après 2006 de se repérer, les derniers travaux se distinguent par trois apports majeurs à la connaissance de l'époque.

Le premier mérite de ces travaux, c'est qu'en restreignant l'angle d'analyse à la trajectoire biographique d'une ou de quelques personnalités importantes suivies tout au long de leur vie, ils sont amenés à dépasser les cadres temporels et spatiaux de la Roumanie des années 1930. Ces auteurs travaillent leurs objets sur une plus longue période qui va du début du XX^e siècle, à savoir plus ou moins le moment de la naissance des acteurs étudiés, jusqu'aux années 1980, quand certains parmi eux décèdent⁸. En suivant leurs protagonistes sur plusieurs continents et pays, dont la France, l'Italie, l'Inde et les États-Unis, ils réintègrent la Roumanie dans un contexte international plus large, ce qui permet à la fois de la situer dans l'histoire

¹ Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 61-113 ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 34, p. 71-77, p. 95-107, p. 168-189 ; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 117-164 ; p. 262.

² Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 46-164;

³ Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 50-57 ; Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 165-238.

⁴ Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 182-216.

⁵ Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 142-146 ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit., p. 57-65;

⁶ Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 245-254.

⁷ Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 81-107.

⁸ Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit.

globale des phénomènes comme l'antisémitisme, le fascisme, l'attrance pour la « révolution » et la violence, tout en prenant la mesure de ses spécificités locales¹.

Un deuxième apport de ces travaux est de multiplier les perspectives sur l'identité des personnalités étudiées en offrant une vue nuancée et complète aussi bien sur leur vie professionnelle et privée que sur leur imaginaire artistique et leurs horizons d'attentes politiques². Aussi, les options idéologiques embrassées à un moment donné apparaissent comme des produits complexes et fluides, soumis au changement, éclairées par le prisme des relations qu'elles entretiennent avec les autres sphères de la vie et avec le contexte historique, faisant ainsi place aux contingences et aux accidents. La multiplication des plans s'accompagne d'un affinement des catégories conceptuelles pour caractériser les choix politiques des acteurs et d'un dépassement des étiquettes univoques comme pour cet extrait du livre de Ionuț Butoi sur Mircea Vulcănescu :

« Représentant marquant de *la Jeune génération*, partie du courant sociologique de la monographie qui a découvert le monde social du *village*, Vulcănescu a fait “carrière” en tant que *technicien* économiste, il a connu de l'intérieur le monde du *journal* de l'entre-deux-guerres et il a cherché à avoir une *vie de famille* tout en conservant une liberté nécessaire à l'épanouissement de ses dispositions. Il définit et redéfinit en permanence quasiment son rôle, ses influences, ses mentors et ses projets de vie à la recherche du sens, de soi, de l'identité, même si celle-ci reste constante — toutefois elle doit toujours être confirmée. Il n'a pas cherché à avoir une attitude de contrôle sur la réalité, à travers la planification et la discipline, ni ne s'est laissé emporter par les “vagues de la vie”, agent passif de l'histoire et réceptacle de l'air du temps. Son attitude a été celle d'un contemplatif actif, de quelqu'un qui cherche à comprendre le sens profond des événements et des circonstances et, une fois découvert, à assumer le devoir qui lui incombait. Ses choix et la manière dont il les a faits, nous montrent que l'homme de l'entre-deux-guerres roumain ne peut pas être analysé comme unité statique d'un monde statique mais comme personne dynamique en perpétuel devenir et transformation dont les options sont toujours reliées au contexte et la motivation est toujours à rechercher dans le complexe formé par les conditions, les objectifs personnels, la vision sur la vie, les liens

¹ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, op. cit. ; Florin ȚURCANU, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, op. cit. ; Marta PETREU, *Generația '27 între Holocaust și Gulag*, op. cit.

² Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, op. cit., p. 289-299.

personnels, etc. Aussi l'homme de l'entre-deux-guerres roumain n'est pas une bête dans un insectarium, un tel appartenant à l'espèce du "légionnaire", un tel autre à l'espèce du "communiste", tel autre encore à celle du "démocrate" et ainsi de suite. Notre but, avant de tirer les leçons nécessaires, c'est d'essayer de comprendre cet homme et son monde »¹.

Le va-et-vient entre les conditions extérieures de production des discours à signification idéologique et les perceptions intimes des acteurs se traduit ainsi par une analyse précise des contraintes qui façonnent et surdéterminent les ralliements à la Garde de fer.

Un troisième apport majeur c'est que cette nouvelle façon de traiter le sujet se fait par l'intermédiaire d'un appel à l'interdisciplinarité, à savoir la sociologie, l'histoire sociale, la micro-histoire², l'analyse des idéologies ou encore la philosophie. À cet appel n'échappent ni les critiques littéraires ni les philosophes ou les sociologues, et il transforme durablement leurs manières de se rapporter au sujet. Un exemple parlant de cette évolution est le dernier ouvrage de Marta Petreu qui analyse la destinée politique de la Jeune génération dans le contexte plus large de la radicalisation de la jeunesse européenne et notamment allemande³. Parmi les signes avant-coureurs de ce changement, il y a le reproche de l'absence de références aux sciences sociales adressé systématiquement aux auteurs qui ne les maîtrisent pas⁴. Le changement dans le style et les fonctions des travaux cités a pour corolaire la modification de la posture du chercheur qui abandonne progressivement la moralisation et l'implication dans son sujet d'étude⁵ pour laisser la place à la distanciation et aux efforts d'objectivation.

Un deuxième mouvement que l'on remarque concerne le passage de l'analyse de discours vers une analyse plus sociologique et historique de ses déterminants. À l'exception

¹ *Ibid.*, p. 312-313.

² Voir l'appel programmatique de Ionuț Butoi à la micro-histoire, Ionuț BUTOI, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, *op. cit.*, p. 20-45.

³ Marta PETREU, *Generația '27 între Holocaust și Gulag*, *op. cit.*

⁴ Voir les critiques envers l'absence de cette maîtrise chez Marta Petreu dans Paul CERNAT, « Actualitatea cazului Sebastian », 22, 8-14 septembre 2009 ; Mihai IOVĂNEL, « Doamna Petreu față cu vrăjitoarele », *Cultura*, n° 229, 25 juin 2009, « Câteva precizări: în atenția doamnei Marta Petreu », *Cultura*, n° 263, 4 mars 2010.

⁵ Voir Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, *op. cit.* ; Dora MEZDREA, *Nae Ionescu. Biografia (vol. III)*, *op. cit.*, p. 221-230.

notable de l'ouvrage fondateur de Zigu Ornea sur les années 1930¹, plusieurs livres conservent jusqu'aux années 2000 un caractère d'étude de texte². Ils assument parfois explicitement le rôle de dévoilement, de révélation des prises de position « fascistes », de leurs « racines », de leurs caractère « scandaleux » et de leurs conséquences³. Certains travaux dépassent le cadre étroit des articles de presse et dirigent leur attention vers des objets plus difficiles à cerner comme la production intellectuelle des acteurs⁴. L'objectif est d'y déceler comment, par le jeu de la médiation, celle-ci traduit leurs croyances politiques. Ces travaux appréhendent les affinités idéologiques comme des produits figés, encastrés dans la structure de l'œuvre littéraire ou scientifique bien après l'extinction des engagements politiques des auteurs⁵. La controverse autour du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian et la publication de collections de documents qui reconstituent les prises de position des personnalités culturelles étudiées, rendent redondante cette approche et contraignent les chercheurs à des innovations aboutissant notamment à l'analyse sociologique et historique des trajectoires biographiques.

Un troisième mouvement que l'on observe en étudiant l'échantillon des travaux énumérés renvoie au déplacement de l'intérêt, de l'époque de l'entre-deux-guerres vers les réverbérations présentes de certains aspects ou personnalités⁶. La question des ralliements au « fascisme » s'accompagne ou est remplacée par la préoccupation pour les stratégies de l'« oublié »⁷ du passé « licencié »⁸ par les intellectuels concernés ou par l'étude de la

¹ Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, op. cit.

² Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit. ; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit. ; *Diavolul și ucenicul său*, op. cit. ; George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, op. cit.

³ Notamment Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, op. cit., p. 6.

⁴ Sorin LAVRIC, *Noica și Miscarea Legionară*, op. cit. ; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit. ; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit.

⁵ Comme par exemple dans : Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, op. cit. ; Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit. ; Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, op. cit.

⁶ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, op. cit. ; George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, op. cit.

⁷ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, op. cit., p. 449-595.

⁸ Selon le mot d'E. M. Cioran paraphrasé par Marta Petreu dans le titre de son livre, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit.

fascination qu'ils exercent sur le public contemporain¹. La question de l'absence d'autocritique et de délimitation manifeste par rapport à ces engagements effleure certains écrits dès le début des années 1990². Mais ce n'est qu'à partir des années 2000 qu'elle vient à en constituer le principal sujet d'intérêt. Étant le premier à poser ce problème, le livre d'Alexandra Laignel-Lavastine sur *L'Oubli du fascisme*³, adopte la même posture moralisante par rapport à l'absence d'explication ou d'excuse publique de la part des trois intellectuels roumains, Mircea Eliade, E. M. Cioran et Eugène Ionesco, quant à leurs liens avec la Garde de fer, pour Eliade et Cioran, ou avec le régime de Vichy pour ce qui concerne Ionesco. Conçu comme une enquête, comme un travail d'investigation, le tome de Laignel-Lavastine expose les conditions de possibilité de ce « silence » mais n'en vient pas à dépasser la perspective éthique lorsqu'elle interroge la question de la recevabilité de l'œuvre de ces figures dans l'espace culturel français⁴.

L'analyse de George Voicu sur la célébrité actuelle de Nae Ionescu en Roumanie est plus intéressante de ce point de vue. Revenant sur le culte du « Professeur » avant et surtout après 1989, le sociologue s'attache à déconstruire les mérites culturels et le charisme qui font à présent la « légende » de Nae Ionescu⁵. Il montre la pauvreté de son point de vue philosophique et les limites de sa pensée politique au regard des critères actuels de la « démocratie ». « Antidémocrate », « collectiviste », « élitiste » et « totalitaire » — sa vision politique s'avère être selon Voicu un modèle inadapté aux exigences du présent⁶. Mais contrairement à Laignel-Lavastine qui ne s'occupe que très marginalement du présent de la réception de ces trois intellectuels — Mircea Eliade, E. M. Cioran et Eugène Ionesco pour rappel —, George Voicu examine les usages actuels, philosophiques, idéologiques, culturels, etc., et les enjeux du « mythe »

¹ George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, *op. cit.*, p. 115-218.

² Leon VOLOVICI, *Ideologia naționalistă și « problema evreiască »*, *op. cit.*, p. 21; voir Zigu ORNEA, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, *op. cit.*, p. 199-201 et p. 218-219.

³ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'oubli du fascisme*, *op. cit.*

⁴ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, *Cioran, Eliade, Ionesco. Uitarea fascismului*, *op. cit.*, p. 484, p. 565-589 et p. 601.

⁵ Voir par exemple le passage en revue des articles consacrés à son plagiat, George VOICU, *Mitul Nae Ionescu*, *op. cit.*, p. 124-134.

⁶ *Ibid.*, p. 41-113.

Nae Ionescu¹. En fait, il en arrive à la conclusion que la principale fonction de ce mythe réside dans le fait d'assurer la reproduction d'une élite de droite conservatrice au sein d'un champ intellectuel dont elle contrôle la reconstruction après la chute du communisme².

Sans épuiser l'examen de cette littérature, la triple translation de l'approche utilisée pour éclairer les ralliements au Mouvement légionnaire des intellectuels roumains s'est enrichie et complexifiée après la controverse autour du *Journal (1934-1945)* de Mihail Sebastian. Cependant, cette controverse n'est pas définitivement close pour autant.

Un rebondissement marquant constitue la parution en 2009 du livre de Marta Petreu, *Diavolul și ucenicul său : Nae Ionescu-Mihail Sebastian* [Le Diable et son apprenti. Nae Ionescu-Mihail Sebastian] qui porte sur la relation d'amitié et d'affinité idéologique entre Mihail Sebastian et Nae Ionescu³. L'originalité de ce livre consiste dans le fait qu'il prétend pour la première fois démontrer paradoxalement, l'attraction de l'écrivain juif pour l'« extrême-droite » expliquée par l'influence exercée par Nae Ionescu sur lui.

Poète, philosophe et écrivaine, Marta Petreu est professeure à l'Université Babeș-Bolyai de Cluj et rédactrice en chef de la revue littéraire *Apostrof* publiée sous l'égide de l'USR. Elle est spécialiste des conversions au « fascisme » de la Jeune génération durant l'entre-deux-guerres et a déjà travaillé sur la trajectoire idéologique du jeune E. M. Cioran avant d'ouvrir un nouveau chantier de recherche sur celle de Mihail Sebastian.

Le travail entrepris autour du philosophe est publié en 1999 et cherche à comprendre les fondements intellectuels de sa conception sur l'avenir politique de la Roumanie. Exposé en 1936 dans *Schimbarea la față a României* [La Transfiguration de la Roumanie]⁴, cette conception préconise le dépassement de la culture roumaine de sa condition de culture mineure grâce à la solution autoritaire. Inspiré d'une part par la révolution fasciste, la « transfiguration de la

¹ *Ibid.*, p. 125-128,

² *Ibid.*, p. 134, p. 166-176.

³ Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, *op. cit.*

⁴ Emil CIORAN, *Schimbarea la față a României*, București, Vreimea, 1936. Le livre est traduit en français dans une version revue, E. M. Cioran, *La transfiguration de la Roumanie*, Paris, L'Herne, 2009.

Roumanie » passe d'autre part par l'industrialisation avancée par le programme communiste¹. Cette vision teintée d'accents xénophobes et d'une ardeur nationale, est le fruit d'influences culturelles qui mêlent, selon Marta Petreu, Schopenhauer et Nietzsche, l'historicisme hégélien et l'irrationalisme spenglerien alors à la mode². Du point de vue politique ses sources d'inspiration sont variées et combinent paradoxalement certaines idées marxistes de justice sociale avec celles légionnaires ou fascisantes dans une synthèse originale qui dépasse le mysticisme orthodoxe de la Garde de fer et le traditionalisme paysan³.

Retrouvant avec difficulté la teneur de ces fils idéologiques qui renvoient aussi bien à l'« extrême-gauche » qu'à l'« extrême-droite », Marta Petreu produit un travail de référence sur l'œuvre politique du philosophe roumain. Mais la parution en 2002 du livre d'Alexandra Laignel-Lavastine qui retrace les destins croisés de Mircea Eliade, d'E. M. Cioran et d'Eugène Ionesco est perçue par Petreu comme une mise en danger de ses propres avancées. En accusant publiquement Laignel-Lavastine de « plagiat », Marta Petreu écrit une série d'articles où elle démontre le vol intellectuel de la philosophe française l'accusant de ne pas citer rigoureusement un travail qui lui « a coûté » à elle « plusieurs années d'un travail de Sisyphe »⁴. Marta Petreu réagit fermement à ce qu'elle considère un usage abusif de son œuvre par Lavastine inscrivant ainsi sa propre démarche dans une logique de la découverte scientifique. Le « plagiat » est ainsi d'autant plus condamnable moralement selon Marta Petreu, que l'intellectuelle française a accès à un marché du livre mieux coté que le marché local, ce qui lui permet de retirer des profits symboliques supérieurs à ceux réservés par l'économie locale à la philosophe roumaine⁵.

Dix ans après *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »* [Un passé licencieux ou la *Transfiguration de la Roumanie*], cette logique continue de fonctionner comme le principal moteur d'une vocation intellectuelle qui n'a rien perdu de son enthousiasme. Elle

¹ Marta PETREU, *Un trecut deocheat sau « Schimbarea la față a României »*, op. cit., p. 156-157, p. 282-293.

² *Ibid.*, p. 39, p. 167 et p. 419.

³ *Ibid.*, p. 288-291.

⁴ Marta PETREU, « Laignel-Lavastine, metoda « franceză » (I) », 22, n° 26, 25 juin-1^{er} juillet 2002, « Laignel-Lavastine, metoda «franceză» (II) », 22, n° 27, 2-8 juillet 2002, « Laignel-Lavastine, metoda «franceză» (III) », 22, n° 28, 9-15 juillet 2002, « Laignel-Lavastine, metoda «franceză» (IV) », 22, n° 29, 16-22 juillet 2002.

⁵ Voir notamment Marta PETREU, « Laignel-Lavastine, metoda «franceză» (I) », art. cité.

est pleinement reconnaissable dans l'exposé des motifs d'une enquête qui porte cette fois-ci sur les positions politiques de Mihail Sebastian :

« Pour ce livre je n'ai pas compté sur les anthologies sélectives des articles de Sebastian mais je suis allée aux collections de presse. (...). Les journaux, les mémoires, les volumes de correspondance d'époque, et même les romans (...) m'ont été d'une grande aide pour prendre le pouls du temps. La documentation que j'ai réalisée couvre en détail la période 1927-1935. J'ai obtenu une image claire de la formation de Sebastian dans la rédaction de *Cuvântul*, et des influences immédiates qui l'ont marqué. Je ne crois pas qu'il existe un document qui puisse infirmer la description que je lui ai faite pour cette période ou qui puisse remettre en question les conclusions auxquelles je suis arrivée. (...). Mon livre aurait pu être plus court, plus synthétique et plus facile à lire. Par curiosité et par prudence pourtant, au printemps 2008, j'ai "testé le marché" en publiant un fragment de mon étude dans la revue *România literară* que je remercie à cette occasion pour le risque qu'elle a assumé. Le résultat a dépassé toutes mes attentes. Les mises au point autoritaires de ceux qui ne sont pas allés en bibliothèque, les impertinences des ignorants qui n'ont pas lu la presse politique de Sebastian mais ont décrété sur la base de révélations que c'est moi qui ai tort, les sophismes des amateurs qui aux preuves qui portent la date 1933, ont cru pouvoir renverser les choses avec des citations de 1935 etc., toute cette indigne agitation sentimentale-dilettante m'a décidé de faire un livre avec beaucoup de citations, présentées académiquement les unes après les autres. (...)

Seul notre manichéisme, qui divise l'intelligentsia de l'entre-deux-guerres entre "bons" et "méchants" et qui a placé par inertie Sebastian dans le camp des "bons", a empêché que cette découverte soit réalisée plus tôt par quelqu'un d'autre que moi-même »¹.

L'ouvrage paraît dans une première édition en 2009 et s'ouvre sur l'annonce forte de la démythologisation de Mihail Sebastian. Présenté comme un « antidémocrate » convaincu et un épigone de Nae Ionescu, l'écrivain juif aurait été à ses débuts selon Marta Petreu, un « extrémiste de droite modéré »². Après E. M. Cioran, Mircea Eliade, Constantin Noica, Nae Ionescu, Mircea Vulcănescu, c'est le tour de Mihail Sebastian d'être révélé comme un admirateur précoce de la révolution fasciste. Jeune journaliste dans la rédaction de *Cuvântul* où

¹ Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, Iași, Polirom, 2010, p. 5-6.

² Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, *op. cit.*, p. 83; p. 97-98 ; p. 126-128.

il cherche à s'intégrer dès son arrivée à Bucarest en 1928, Sebastian s'engage dans une série de polémiques ardues avec l'establishment littéraire et politique de l'époque. Critiquant cette posture, Marta Petreu y voit la preuve d'une humeur anti-institutionnelle dans laquelle elle lit une docilité d'« apprenti » envers son professeur « diabolique », et une volonté de porter plus loin les luttes engagées par son patron¹. Totalement subjugué par les idées de Nae Ionescu, selon Petreu, Mihail Sebastian est accusé d'être devenu, sous son influence, un admirateur et un promoteur de la révolution mussolinienne dont il loue les réalisations² :

« J'ai obtenu la description complète et documentée de l'évolution politique de Sebastian entre 1927 et 1935. De la même manière, avantagée par la lecture de Sebastian entre les pages de *Cuvântul*, j'ai reconstitué l'influence formatrice de Nae Ionescu sur lui. Parmi tous les disciples de Nae Ionescu, Sebastian a été le plus aimant, le plus imitatif, le plus imprégné par le style et les idées de son professeur. Paradoxalement, il a été le plus « năiste » parmi les "élèves" de Nae Ionescu et ce, pour une très longue période de temps. Dans une Roumanie qui se synchronisait frénétiquement avec l'Europe, c'est-à-dire une Roumanie sous l'emprise de la fièvre collectiviste des révolutions d'extrême-gauche ou d'extrême-droite, Sebastian a été l'"enfant de son époque", élevé et formé dans la très adorée "maison de *Cuvântul*" et en portant les réflexes de l'éducation naconescienne qu'il a assimilée »³.

Sa rupture avec cette idéologie et conséquemment avec le « Professeur » n'interviendrait que plus tard, après la « Préface » antisémite de Nae Ionescu au roman *Depuis deux mille ans*⁴. Suivant la démonstration de Marta Petreu, l'image d'un Mihail Sebastian « démocrate », « équilibré » et « délicat », « victime » d'un environnement antisémite ne serait que le résultat d'une réception partielle, commandée par le prisme incomplet et déformant de son *Journal (1935-1944)* qui débute en 1935, c'est-à-dire une fois que les événements sont consommés⁵. Ce document laisserait dans l'ombre le « réel » devenir idéologique de Sebastian durant les années qui le précèdent.

¹ Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, op. cit., p. 49.

² Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, op. cit., p. 253.

³ Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său*, op. cit., p. 6.

⁴ *Ibid.*, p. 135-161.

⁵ *Ibid.*, p. 255.

Pour résoudre le « mystère » de ce qu'elle estime représenter une rupture tardive entre les deux hommes, Petreu avance différentes hypothèses dont la plus surprenante est l'hypothèse psychologisante qui conclut à l'existence d'une relation « masochiste » entre les deux hommes, teintée de « pulsions homosexuelles »¹.

Soutenue par une relecture de la presse quasi-exhaustive, la thèse du livre *Diavolul și ucenicul său* est amplement commentée et démontée en Roumanie après sa sortie, en 2009. Le travail est incitant et réussit à rouvrir la controverse autour des allégeances au « fascisme » de la Jeune génération. Mais à la différence de la période des années 1990 quand le *Journal (1935-1944)* de Sebastian était au centre de l'attention publique, la parution de ce travail n'est que secondairement portée, s'il l'est, par la volonté de relativiser l'engagement légionnaire d'E. M. Cioran ou de Mircea Eliade comme plusieurs auteurs le considèrent². Annoncée comme une recherche exceptionnellement documentée, comme un travail pionnier en la matière, ce livre provocateur semble plutôt porté par la croyance dans la supériorité du savoir scientifique sur les opinions « dilettantes » de ceux qui étant « ignorants », sont invités à retourner « en bibliothèque »³.

Reçu avec beaucoup de réserve par plusieurs intellectuels qui pointent tantôt les vices d'interprétation et la faible administration de la preuve, tantôt la tonalité et les motivations de cet ouvrage⁴, *Diavolul și ucenicul său* est généralement applaudi par les détracteurs du *Journal*

¹ *Ibid.*, p. 5 et p. 142.

² Daniel CRISTEA-ENACHE, « Cum a devenit huligan (I) – *Diavolul și ucenicul său*, de Marta Petreu », *Ideii în dialog*, septembre, 2009 ; Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică, op. cit.*, p. 237.

³ Marta PETREU, *Diavolul și ucenicul său, op. cit.*, p. 5-6.

⁴ Paul CERNAT, « Actualitatea cazului Sebastian », 22, 8-14 septembre 2009 ; Ioana PÂRVULESCU, « Chiar așa de vinovat ? », *România literară*, n° 28, 2009, « Tabloidizarea lui Sebastian », *România literară*, n° 29, 2009, « Cuvântul și cuvintele lui Sebastian », *România literară*, n° 29, 2009 ; Daniel CRISTEA-ENACHE, « Cum a devenit huligan (I) — *Diavolul și ucenicul său*, de Marta Petreu », art. cité, « « Cum a devenit huligan (II) — *Diavolul și ucenicul său*, de Marta Petreu », *Ideii în dialog*, septembre, 2009 ; Alexandru LASZLO, « Sebastian, pe masa de operație (I) », *Tribuna*, n° 171, 16-31 octobre 2009, « Sebastian, pe masa de operație (II) », *Tribuna*, n° 172, 1-15 novembre, « Sebastian, pe masa de operație (III) », *Tribuna*, n° 173, 16-30 novembre 2009, « Sebastian, pe masa de operație (IV) », *Tribuna*, n° 174, 1-15 décembre 2009, « Sebastian, pe masa de operație (V) », *Tribuna*, n° 175, 16-31 décembre 2009 ; Mihai IOVĂNEL, « Doamna Petreu față cu vrăjitoarele », art. cité, « Câteva precizări : în atenția doamnei Marta Petreu », art. cité.

(1935-1944) de Mihail Sebastian¹. En même temps, le livre reçoit également des commentaires plus élaborés, construits selon les règles de la méthode qu'il revendique.

La thèse de doctorat écrite par le jeune critique littéraire Mihai Iovănel intitulée *Evreul improbabil. O monografie ideologică a lui Mihail Sebastian* [Le Juif improbable. Une monographie idéologique de Mihail Sebastian], constitue une telle réponse². Revenant amplement sur la trajectoire biographique de l'auteur du *Journal (1935-1944)*, Iovănel fait un pas en avant sur le terrain des années 1930 puisque sa démarche combine la critique littéraire à une histoire des idées politiques. Empruntant pour beaucoup à l'instrumentaire des sciences sociales, sa méthode de travail consiste à articuler l'analyse de discours à une étude des données historiques et sociologiques concernant l'histoire des Juifs en Roumanie. Ainsi, la trajectoire idéologique de Mihail Sebastian est raccordée aux conditions de formation, de socialisation, familiale, politique et culturelle, et d'insertion dans la société bucarestoise de son temps. De nombreuses pages sont dédiées à une reconstitution fine et cultivée de l'univers culturel des acteurs et de leur horizon d'attente professionnel et politique³. À la différence de Marta Petreu qui mise tout sur une démarche positiviste, cette étude laisse place à l'interprétation des affinités doctrinales de Mihail Sebastian pour conclure à son « indétermination idéologique »⁴ :

« En ce qui concerne Sebastian, sa plume mobile de reporter ne peut masquer l'absence fondamentale d'orientation politique. Idéologiquement, Sebastian est loin d'être une structure vertébrée ; il écrit, on peut dire, poussé par son inspiration littéraire du moment (même si, il faudrait aussi prendre au sérieux avec tous ses excès

¹ Ovidiu PECICAN, « Tabuizare, mitificare, transparență », *România literară*, n° 34, 2009 ; Ion VIANU, « M. Sebastian. Înger sau om ? », *România literară*, n° 45, 2009 ; Gabriel DIMISIANU, *Sfârșit și început de secol*, București, Cartea Românească, 2013, p. 142-144 ; Nicolae MANOLESCU, « Scurt comentariu », *Lettre Internationale*, n° 98, 2016 ; Roxana SORESCU, « Cazul Sebastian. Nuanțe (I) », *Observator Cultural*, n° 492, 17 septembre 2009, « Cazul Sebastian. Nuanțe (II) », *Observator Cultural*, n° 493, 24 septembre 2009 ; Edgar REICHMANN, « Spulberarea unei iluzii. Când Marta Petreu îl veștejește pe Mihail Sebastian », *Observator Cultural*, n° 495, 8 octobre 2009 ; Gelu IONESCU, *Târziu, de departe*, Iași, Polirom, 2012.

² Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit.

³ Voir par exemple les pages dédiées à l'analyse des perceptions sur la « judaïté » et à la « Préface » antisémite de Nae Ionescu au roman *Depuis deux mille ans*, à l'idéologie du Mouvement légionnaire ou aux significations sociologiques de la notion de « génération » à l'époque, Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 47-74 et p. 115-171.

⁴ *Ibid.*, p. 247.

l'argument de Marta Petreu selon lequel les articles de Nae Ionescu inspirent dans de nombreux cas au jeune disciple une direction) »¹.

Néanmoins, contrairement à Petreu qui en fait un admirateur de l'« extrême-droite », Mihai Iovănel a une lecture différente des motivations du caractère imitatif des articles de Mihail Sebastian. Plus que d'une réelle affinité avec la révolution mussolinienne, le mimétisme de l'écrivain relèverait du désir d'insertion dans les milieux culturels petits-bourgeois de la capitale². Plus qu'une affinité politique, il s'agit là de l'aspiration sociale d'un jeune intellectuel fraîchement arrivé de province qui est prêt pour réussir à atténuer sa propre judaïté³. Cette stratégie d'intégration socioprofessionnelle produit toute une série de tensions intérieures⁴ et extérieures avec les différents milieux d'appartenance qui lui reprochent soit le désir de parvenir soit l'oubli de ses origines.

Aussi, au bout d'une analyse nuancée sur l'espace des possibles idéologiques à l'intérieur duquel a pu se mouvoir Sebastian pour résoudre ces tensions, Mihai Iovănel invalide aussi bien la thèse de l'attrait pour le communisme de l'auteur du *Journal (1935-1944)* que celle de son passage par l'extrême-droite et l'antilibéralisme⁵. Le critique discute les conclusions du

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 27-28 et p. 148,

³ Voir le reproche que lui adresse G. Călinescu (alias p. Nicanor & Co) « Mihail Sebastian était un monsieur journaliste au journal orthodoxe-réactionnaire *Cuvântul* d'une inhabituelle insolence. [...] Avec stupéfaction, on apprend que ce combattant pour le Christ, le Roi et la Nation est un jeune... juif du nom de Iosif Hechter des étangs de Brăila », dans *Viața românească*, n° 13-14, juillet 1934, cité par Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 149, (et aussi p. 9-15, p. 146-147).

⁴ « La condition judaïque renferme une antithèse qu'elle ne résoudra jamais, qu'elle n'a en tout cas pas résolu jusqu'à présent. Elle réunit dans un paradoxe sans issue l'intelligence dans ses formes les plus froides et la passion dans ses formes les plus déchaînées. Cérébral et pathétique, le judaïsme oscille entre sa lucidité et sa fièvre, (...) les deux captives dans une lutte qui ni ne les supprime, ni ne les réconcilie. (...) Cette tension permanente entre une sensibilité tumultueuse et un sens critique impitoyable est la plaie vive du judaïsme, son nerf tragique. (...) Abstrait et passionné, mystique et sceptique, orgueilleux et humble, il connaît un autre drame tout aussi profond : la solitude. On parle toujours de la solidarité juive. C'est une réalité. On parle aussi de l'individualisme juif. C'est une réalité également. Mais comment cohabitent-ils ? Quel lien rend possible l'existence simultanée de deux directions spirituelles si hostiles ? (...) Partout dans le judaïsme j'imagine l'effort de passer de "moi" à "nous" et le drame de ne jamais pouvoir le réaliser complètement », Mihail SEBASTIAN, *De două mii de ani. Cum am devenit huligan*, București, Hasefer, 2000, p. 259-260.

⁵ Mihai IOVĂNEL, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, op. cit., p. 232-233 et p. 249-258.

livre de Marta Petreu et leur reproche l'absence d'une expertise de sciences politiques qui seule lui aurait permis une meilleure maîtrise des termes qu'elle emploie :

« La tendance du livre peut être observée à partir déjà du titre (l'installation dans un vocabulaire théologique-mystique — voir “diable” — n'étant pas le meilleur point de départ pour une recherche objective) et continue dans le choix des concepts. Il est impossible de comprendre, raisonnant en termes scientifiques, pourquoi Marta Petreu préfère l'étiquette générique d'“extrême-droite” à une étiquette plus spécifique. L'“extrême-droite” est ici un concept trop vague, trop fluide, trop peu rigoureux : une apposition qui identifie l'unité dans la diversité des fascismes internationaux en saisissant un air de famille commun, mais pas un titre *per se*. Le syntagme se précise à peine dans l'appel au contexte référentiel : par exemple, l'extrême-droite de la Roumanie de l'entre-deux-guerres se superpose quasi-parfaitement sur la doctrine légionnaire. Mais même Marta Petreu le dit, Sebastian “n'a pas été légionnaire”. Il n'a été ni orthodoxe, ni mystique, ni collectiviste, ni nationaliste, ni raciste ; il n'a pas expliqué les problèmes économiques en termes de théorie de la conspiration ethnique ou de façon xénophobe ; il n'a pas prêché la discrimination ethnique et la violence. Alors, s'il n'a eu aucune de ces caractéristiques essentielles pour la discussion, de quelle extrême-droite fait partie Sebastian ? Il semblerait que l'extrême-droite de Marta Petreu soit une extrême-droite sans l'extrême-droite, une extrême-droite sans fascisme, sans nationalisme, sans ethnicisme, et ainsi de suite : une construction nominale, très utile à quelqu'un avec l'élan logique de l'auteure. En travaillant indistinctement avec un tel concept-grappe sur la base de quelques “baies” excentrées (comme par exemple l'“antilibéralisme” [...]), Marta Petreu a eu main libre dans l'administration arbitraire des preuves et des procédures »¹.

La polémique Petreu-Iovănel cristallise à petite échelle la façon dont le champ des débats autour du passé « fasciste » des intellectuels roumains se transforme dans la deuxième moitié des années 2000 par la professionnalisation des modes d'investigation de cette thématique. Dans ce cas précis, cette professionnalisation passe par un emprunt d'instruments de recherche à l'histoire, à la politologie, à la sociologie puisque les principaux protagonistes viennent d'autres disciplines, à savoir philosophie et lettres, que celles qui fournissent leur méthode d'étude. S'il est nécessaire de mettre en relation cette mutation avec les transformations du champ littéraire et le déclasserement de la notion d'« art pour l'art », d'autres phénomènes qui expliquent le succès

¹ *Ibid.*, p. 232-233.

des sciences sociales et le retour de l'histoire dans l'espace public ne sont pas moins responsables pour ce changement. Ils sont étudiés dans le chapitre 7 à partir d'une analyse de l'émergence d'une nouvelle histoire officielle sur les passés « récents » de la Roumanie entre 2004 et 2006.

CONCLUSION DU CHAPITRE 6

À la suite de la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian, l'étude de la polémique autour de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag représente un tournant important dans la spécialisation du débat public autour des passés « récents » de la Roumanie à la fin des années 1990. Portée à son point de publicisation extrême par sa « migration » dans la presse étrangère et sa vulnérabilité aux enjeux extralittéraires comme l'admission de la Roumanie dans l'Union européenne et l'OTAN ou les reconversions politiques des intellectuels, cette polémique connaît un début de confinement par les sciences sociales à partir de 1998-1999. Cette métamorphose a lieu sous l'effet conjugué de facteurs structurels autant que par sa propre dynamique micro-historique. L'institutionnalisation de la sociologie et des sciences politiques et l'affirmation de certaines revues spécialisées sur fond de vieilles rivalités participent à la revendication d'une légitimité savante par les acteurs venus des sciences sociales qui mettent à mal les interprétations « profanes » du passé, accusées d'être insuffisamment documentées. En même temps, sur le fond de l'érosion des premiers arguments, l'importation en Roumanie d'une littérature spécialisée étrangère sur les sujets discutés joue à son tour comme un facteur de renouvellement des interprétations et un accélérateur du confinement de la polémique.

Si la circulation de la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag sur fond du processus d'adhésion de la Roumanie à l'Europe favorise d'un côté la publicisation de la polémique, le processus d'internationalisation du champ intellectuel et de ses enjeux spécifiques vient d'un autre côté contribuer à l'affirmation d'un discours doté d'une légitimité scientifique qui aspire au monopole de l'interprétation du passé « récent » de la Roumanie. Il l'obtient au milieu des années 2000, lorsque les intellectuels impliqués dans le débat participent à l'émergence d'une nouvelle histoire officielle sur l'Holocauste et le Goulag.

CONCLUSION DE LA PARTIE II

La participation des intellectuels à la définition du nouveau régime « démocratique » après 1989 passe par la mise en récit du passé « récent » de la Roumanie. Il s'agit aussi bien du passé communiste, comme montré dans la première partie de cette thèse, que du passé « fasciste » comme exposé dans la deuxième.

La résurgence de ce passé dans l'espace public roumain après la chute du régime communiste est reconstituée et étudiée dans cette deuxième partie à partir de trois controverses qui se déroulent entre 1992 et 2004 : celle autour de l'article « Felix Culpa » de Norman Manea qui pose la question du rapport de Mircea Eliade à son passé politique (chapitre 4), celle relative à la réception du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian à l'occasion de la laquelle le questionnement est déplacé depuis l'examen de l'engagement des intellectuels vers l'interrogation des conséquences de l'antisémitisme (chapitre 5), et celle concernant la comparaison entre l'Holocauste et le Goulag (chapitre 6). Elles permettent d'analyser le contexte politique et intellectuel dans lequel le passé « fasciste » réémerge après 1989, les faits et les figures qui lui donnent contenu, la façon dont il est interrogé, appréhendé et problématisé par les clercs pour devenir un sujet d'intérêt public. L'ambition de cette deuxième partie est de mettre à jour, d'une part, les opérations et les acteurs qui participent à la constitution du passé « fasciste » en problème public en Roumanie, et, d'autre part, les logiques — politiques, professionnelles, scientifiques — qui président à cette transformation.

Cette partie montre tout d'abord que loin de représenter un bloc temporel indifférencié, la problématique du « fascisme » pénètre dans l'espace public roumain à travers un prisme spécifique, celui du ralliement des grandes figures intellectuelles des années 1930 à la Garde de fer. Si la question intéresse, c'est d'un côté parce que la reconnaissance internationale de ces personnalités contribue fortement à la légitimation du champ intellectuel postcommuniste et d'un autre côté parce que l'antisémitisme, dont les usages se multiplient, devient une arme politique d'envergure au début des années 1990.

Ce n'est que plus tard, avec la publication du *Journal (1935-1944)* de Mihail Sebastian en 1996 et sur le fond de pressions extérieures pour la reconnaissance de la participation de la Roumanie à la Shoah, que le questionnement autour du passé « fasciste » connaît une expansion de son aire d'intérêt vers de nouveaux sujets comme la teneur de la « démocratie » durant l'entre-deux-guerres, le contenu précis de l'implication des intellectuels dans le Mouvement légionnaire, encore les effets ultimes de la discrimination raciale des Juifs et des Rroms. C'est par ce biais que des faits, des détails, des chiffres, des recherches *déjà connus* sont exposés, utilisés, interrogés, comparés pour enfin être regardés sous un nouveau jour, admettant tacitement, bien qu'encore partiellement, le caractère génocidaire de l'antisémitisme en Roumanie durant la Deuxième Guerre mondiale.

Les trois chapitres précédents démontrent que l'absence de reconnaissance de la Shoah ne procède pas ou pas seulement d'une opération d'occultation intentionnelle des autorités, des résistances conscientes de la part des intellectuels ou de la mauvaise volonté des historiens qui ne produisent pas de connaissances sur le sujet comme l'avancent certaines analyses¹. En revanche, l'attribution d'une valeur significative à la reconnaissance en Roumanie de ce génocide fait défaut. Il en découle que la *doxa* de l'Holocauste comme symbole du « mal totalitaire » et fondement d'une nouvelle conscience universelle n'a rien d'évident. Par conséquent, c'est par tout un ensemble d'opérations (spéculatives, historiographiques, épistémologiques) de redécouverte, de questionnement et de mise en perspective du passé « fasciste » avec le passé communiste et également par un mouvement dialectique d'appropriation et de rejet de cet épisode, que l'Holocauste en vient à être investi d'une signification compatible au canon européen.

La deuxième partie de cette thèse montre également que cette opération de construction de la signification de la Shoah en Roumanie est travaillée par plusieurs logiques imbriquées.

¹ Alexandra LAIGNEL-LAVASTINE, « Fascisme et communisme en Roumanie : enjeux et usages d'une comparaison », art. cité.

Premièrement par une logique d'insertion de la Roumanie dans les organisations internationales et d'importation des normes politiques, juridiques, culturelles occidentales.

Deuxièmement par une logique d'accélération de la circulation des idées, des biens symboliques et des acteurs, ces derniers étant exposés, confrontés à une autre sensibilité que la leur par rapport au génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.

Troisièmement par une logique professionnelle qui renvoie non seulement au repositionnement professionnel des clercs, mais aussi à la reconfiguration des rapports de force entre disciplines scientifiques. En clair, celle-ci renvoie à un processus de différenciation des savoirs, de déclin de la critique littéraire et d'affirmation des sciences sociales. En tant que « sciences de la démocratisation » après 1989, ces dernières apparaissent particulièrement utiles politiquement dans la nouvelle conjoncture et peuvent se prévaloir à partir de la deuxième moitié des années 1990 de la hausse de leur prestige social pour revendiquer avec succès le monopole du discours légitime sur le passé « récent » en Roumanie et, par-là, sur la Shoah¹. C'est donc à travers la convergence de ces trois logiques que le génocide des Juifs et des Rroms durant la Deuxième Guerre mondiale acquiert le statut de problème d'intérêt national.

Affaire d'État, objet d'une concurrence entre victimes, sujet à polémiques dans la presse et parmi les intellectuels, terrain d'expression des rivalités entre politiciens, ce que l'on désigne communément par *l'histoire récente* de la Roumanie, représente ainsi à plus d'un titre un enjeu fort de la période postcommuniste. Éclatant dans le contexte des recompositions qui traversent les champs politique et intellectuel à la faveur du changement de régime en 1989, la polémique autour du passé « récent » représente dix ans après la chute du communisme la manière la plus courante de régler des conflits *présents*.

Quant aux effets que cet engouement autour des moments controversés du passé a sur la réécriture (par les professionnels) de l'histoire nationale, ils sont au moins doubles. Si d'une

¹ Plus généralement, sur la participation de la science politique à la légitimation des politiques de démocratisation dans les pays en voie de développement, voir notamment les chapitres 4 et 6 dans Nicolas GUILHOT, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, *op. cit.*, p. 134-165 et p. 188-221.

part l'intérêt public pour le sujet vient concurrencer les versions des professionnels, il fonctionne d'autre part comme un facteur d'autonomie puisqu'il dote ce passé d'une visibilité politique et d'une reconnaissance sociale qui le dignifient et le transforment en objet *dominant* du débat public postrévolutionnaire. Pour ce qui est des enjeux que ces polémiques sous-tendent, il serait quelque peu réducteur de n'y voir qu'un banal affrontement de *personnes*, lié à la distribution d'une espèce ou autre de capital spécifique sans remarquer qu'il s'agit (aussi) d'un affrontement *interprofessionnel* où ce qui se joue est entre autres le rapport de force entre différents domaines d'activité pour le monopole du discours légitime sur le passé récent.

Le débat sur ce passé qui ne passe pas, n'est donc pas seulement une querelle qui mobilise des arguments factuels, moraux, philosophiques, juridiques ; il porte souvent sur la légitimité (autorité) professionnelle des personnes impliquées c'est-à-dire sur les cadres légitimes (les arènes) dans lesquels la discussion devrait se dérouler. En retraçant et en redéfinissant en permanence les frontières et les rôles que chaque arène (discipline) doit avoir dans ce débat, en convoquant à chaque étape des catégories d'interlocuteurs jugés de plus en plus « spécialisés » ou « légitimes » pour intervenir sur des questions ponctuelles, cette jamais close controverse se dessine comme un creuset qui à long terme reconfigure et cristallise l'espace du débat sur le passé « récent ».

Un troisième point développé dans la deuxième partie de cette thèse concerne la participation des intellectuels à la construction d'une tradition démocratique en Roumanie. Ce travail accompagne les efforts des représentants de l'État pour accréditer l'idée d'un fonctionnement démocratique des institutions et des règles du jeu politique après 1989. Les réponses apportées par les intellectuels aux besoins idéologiques du champ du pouvoir, participation visible également dans la criminalisation du « fascisme » qui est devenue une condition *sine qua non* de l'admission de la Roumanie dans les organisations internationales, recommandent ces acteurs comme des associés incontournables à la légitimation du nouveau régime politique instauré en Roumanie à la faveur de la chute du communisme.

PARTIE III

EXPERTISE ET GESTION DES
PASSÉS RÉCENTS. NAISSANCE
D'UNE NOUVELLE HISTOIRE
OFFICIELLE ET LÉGITIMATION
DE L'ORDRE DÉMOCRATIQUE
(2004-2017)

Chapitre 7 :
NAISSANCE D'UNE NOUVELLE HISTOIRE OFFICIELLE : LA
COMMISSION INTERNATIONALE POUR L'ÉTUDE DE
L'HOLOCAUSTE EN ROUMANIE ET LA COMMISSION
PRÉSIDENTIELLE POUR L'ANALYSE DE LA DICTATURE
COMMUNISTE (2004-2006)

La participation des intellectuels roumains à la légitimation du régime « démocratique » et à la naissance d'une nouvelle histoire officielle atteint son point culminant avec la mise en place de deux commissions d'historiens¹: la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie (CISHR) créée par le président Ion Iliescu en 2003 et la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (CPADCR) créée par le président Traian Băsescu en 2006. Les deux commissions sont mandatées pour produire chacune un rapport d'expertise qui permette au chef de l'État de condamner la participation des autorités roumaines à l'Holocauste et le régime communiste. Sous cet angle, la CISHR et la CPADCR fonctionnent comme des instruments de criminalisation et de dénonciation du passé à partir des relectures de l'histoire nationale. En même temps, de par leur rôle d'instrument diplomatique au moment de l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne et dans l'OTAN et d'aiguillage des rivalités politiques internes, les deux commissions jouent le rôle d'un outil

¹ « Les commissions d'historiens sont des corps académiques créés par les États pour enquêter sur des événements de l'histoire nationale qui impliquent des injustices commises par les autorités à l'égard des citoyens d'un autre État ou d'une partie de la population ». Elles sont de deux types : les commissions bilatérales qui visent la réconciliation en cas de querelle diplomatique entre deux pays liée à un passé conflictuel et les commissions nationales ou internationales qui servent plus spécifiquement la condamnation d'un événement ou d'un régime politique passé. La CISHR et la CPADCR font partie de cette deuxième catégorie, cf. Eva-Clarita PETTAI, « Interactions between History and Memory: Historical Truth Commissions and Reconciliation » in Siobhan KATTAGO (éd.), *The Ashgate Research Companion to Memory Studies*, Surrey, Ashgate, 2015, p. 239.

de pacification des relations et de légitimation du fonctionnement « démocratique » du régime politique.

Ces deux initiatives sont donc autant le fruit de contraintes internationales que d'un contexte politique local que le présent chapitre tente d'éclairer. Toutefois, au-delà des facteurs conjoncturels elles s'inscrivent dans une histoire plus longue des relations entre les intellectuels roumains et le champ politique sur le terrain de la gestion des passés considérés comme « problématiques ».

Sous cet angle, la CISHR et la CPADCR prolongent la série d'interventions de l'État sur le terrain de l'histoire « récente » et font suite aux dispositifs de gestion du passé qui se multiplient depuis 2000 en Roumanie. Parmi ceux-ci, le Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS) (2000), l'Institut de la Révolution roumaine (2004), l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (IICCR) (2005). Cette constellation d'institutions participe à l'émergence d'un nouvel espace professionnel situé à la confluence du champ politique, du monde académique et de l'arène judiciaire, à savoir celui de l'expertise dans la criminalisation des passés politiques de la Roumanie.

À ce titre, les deux commissions étudiées dans ce dernier chapitre représentent une réponse aux mobilisations en cours pour la reconnaissance et la condamnation de l'Holocauste et du Goulag en Roumanie. Par les mises en récit du passé qu'elles opèrent, la CISHR et la CPADCR se situent dans la continuité des controverses étudiées précédemment. Cette continuité est visible tant au niveau des acteurs impliqués (puisque les membres des deux commissions sont « recrutés » essentiellement parmi les participants aux débats analysés) qu'au niveau des problèmes soulevés puisqu'il s'agit toujours du statut des crimes politiques passés. Les rapports d'expertise produits représentent ainsi une officialisation, une consécration par l'État des points de vue sur l'histoire nationale exprimés durant les controverses qui se sont déroulées tout au long des années 1990.

Cependant, la CISHR et la CPADCR ne font pas qu'officialiser des relectures spécifiques des passés politiques, elles consacrent également un corps de professionnels en tant que productrices légitimes de ces narrations. Ils apparaissent indirectement comme les garants

de la « démocratisation » du régime en Roumanie, un régime qui, en se délimitant de ses « erreurs passées », s'engage sur la voie de la refondation de ses principes de conduite.

L'histoire se retrouve ainsi au cœur de ce processus de changement. Puisque c'est à elle de désigner les « erreurs » commises, à nommer le passé, elle en vient donc implicitement à dire ce que devrait ou ne devrait pas être l'avenir politique de la Roumanie. Plus qu'une science *associée* à la relégitimation du régime et du personnel politique en place, l'histoire apparaît avec la CISHR et la CPADCR comme une condition et un exercice *sine qua non* de la démocratisation du pays. Sous cet angle, la politisation de l'histoire dans la deuxième moitié des années 2000 s'accompagne d'un processus conjoint d'historisation du politique.

Le chapitre 7 analyse ce processus à partir de l'étude de cas de la CISHR et de la CPADCR. Il revient sur le contexte de la création de ces deux commissions, sur les acteurs qui en font partie, enfin, sur le contenu des deux rapports d'expertise produits et sur leurs conséquences.

Pour mettre en lumière ces éléments, le chapitre 7 croise plusieurs sources relatives aux deux commissions d'historiens : un travail prosopographique¹ sur les trajectoires biographiques des participants aux deux commissions, une enquête ethnographique de leur fonctionnement, enfin une analyse des deux rapports d'expertise et des documents qui précèdent la constitution des deux commissions. La première section revient sur l'histoire de la mise en place des deux commissions d'expertise et sur les facteurs qui y jouent un rôle prépondérant. Une deuxième section examine la composition de la CISHR et de la CPADCR et leur fonctionnement. Une troisième section se focalise sur les deux rapports d'expertise, leur contenu historiographique et leur message politique.

¹ « L'usage fait de cette méthode ou mieux de ce "style de recherche" ici renvoie à la définition suivante : "la prosopographie se définit, a minima, comme une étude collective qui cherche à dégager les caractères communs d'un groupe d'acteurs historiques en se fondant sur l'observation systématique de leurs vies et de leurs parcours. Son ambition première est donc descriptive : il s'agit de rechercher la structure sociale d'un collectif par l'accumulation de données structurées sous la forme de fiches individuelles relatives à chacun de ses membres, avec l'objectif final d'en saisir la structure de groupe par-delà les discours qu'il produit" », cf. Pierre-Marie DELPU, « La prosopographie, une ressource pour l'histoire sociale », *Hypothèses*, n° 1 (18), 2015, p. 265.

Section 1 : LES INITIATIVES PRÉSIDENTIELLES : ENTRE CONTRAINTES INTERNATIONALES ET CONCURRENCES POLITIQUES LOCALES

Deux facteurs majeurs contribuent à la constitution des commissions présidentielles : la conjoncture internationale et le contexte politique interne qui font pression sur l'État roumain pour le déterminer de reconnaître sa participation aux abus et aux crimes passés contre une partie de sa population. Par conséquent, la création des deux commissions répond à deux logiques imbriquées — exogène et endogène — qui participent en égale mesure à faire du passé « récent » un problème auquel les autorités sont contraintes d'apporter une réponse¹.

Le fait que le choix du dispositif de gestion de ce problème se porte précisément sur les commissions d'historiens relève tout d'abord du succès grandissant de cet outil de « pacification » des conflits qui, avec les commissions de « réconciliation et vérité »² connaît une consécration internationale durant les années 1990-2000³.

Les premières commissions d'historiens sont toutefois apparues plus tôt, après la Première Guerre mondiale et se sont multipliées en Europe de l'Est après la chute des régimes

¹ Sur l'imbrication des logiques locales et internationales dans la circulation des modèles de gestion du passé, notamment dans le cas des commissions de « vérité et réconciliation », voir Cécile JOUHANNEAU, « Les mésaventures des projets de commissions vérité et réconciliation pour la Bosnie-Herzégovine (1997-2006). Une étude de la circulation des modèles internationaux de résolution des conflits mémoriels » dans Georges MINK, Pascal BONNARD (dirs.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2010, p. 143-156.

² À la différence des commissions d'historiens, les commissions « vérité et réconciliation » « sont en effet des instances provisoires mises en place par des gouvernements, généralement “de transition” (de la dictature vers la démocratie, de la guerre vers la paix), pour établir une “vérité” sur les principales violations des droits de l'homme, planifier les réparations à octroyer aux victimes, et dans des cas peu nombreux appuyer une politique de poursuites judiciaires limitées (en transmettant leurs conclusions aux tribunaux, en octroyant des amnisties individualisées...) », cf. Sandrine LEFRANC, « Les commissions de vérité : une alternative au droit ? », *Droit & Cultures*, n° 56, 2008-2, p. 129

³ Sur la consécration internationale de ces commissions, voir Sandrine LEFRANC, « La consécration internationale d'un pis-aller : Une genèse des politiques de réconciliation » dans George MINK et Laure NEUMAYER (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux, op. cit.*, p. 233-247. Voir aussi Anne K. KRUEGER, « The global diffusion of truth commissions: an integrative approach to diffusion as a process of collective learning », *Theory and Society*, n° 45, 2016, p. 143-168.

communistes. Elles se diffusent dans la région où elles constituent un cadre propice aux discussions sur la Shoah et sur les massacres de la Seconde Guerre mondiale qui avaient été largement occultés par les régimes socialistes¹. Leur prolifération découle de la mobilisation de groupes d'intellectuels, souvent dominés par des politistes et des historiens, qui font pression sur le pouvoir politique pour enquêter et reconnaître certains faits du passé national.

Dans un second temps, la montée des discours anticomunistes, dans une étroite concurrence avec les mobilisations autour de la Shoah, a conduit à la transformation des commissions d'historiens en outil de criminalisation du passé socialiste². Leur multiplication récente est également liée à l'émergence d'une arène mémorielle européenne centrée sur l'Holocauste, et à l'élargissement de l'Union européenne qui s'est traduit par l'obligation pour les États en voie d'adhésion d'intégrer le devoir de mémoire envers les victimes de la Shoah³. C'est notamment le cas des pays baltes où les commissions d'historiens ont pour objectif l'étude de cet épisode⁴. L'inclusion de la problématique du goulag dans le champ d'action des commissions d'historiens intervient après la chute des régimes communistes à partir des années 1990. Elle témoigne de l'appropriation locale de cet outil de criminalisation du passé par les pays d'Europe centrale et orientale qui souhaitent affirmer la spécificité de leur propre histoire nationale face à l'universalisation de l'Holocauste perçu comme la norme mémorielle occidentale par excellence⁵.

¹ Par exemple : la Commission indépendante d'experts Suisse-Seconde Guerre mondiale (CIE) (1996), Commission internationale pour l'Investigation des crimes contre l'humanité en Estonie (1998), la Commission des historiens en Lettonie (1998), la Commission internationale pour l'évaluation des crimes des régimes d'occupation en Lituanie (1998).

² Voir par exemple le cas de la Commission d'enquête sur la dictature du Parti Socialiste Unifié (SED) d'Allemagne créée en 1992, Jennifer A. YODER, « Truth without reconciliation : An appraisal of the enquete commission on the SED dictatorship in Germany », *German Politics*, n° 3, 1999, p. 59-80.

³ Laure NEUMAYER, « Integrating the Central European Past into a Common Narrative: the Mobilizations Around the "Crimes of Communism" in the European Parliament », art. cité, p. 346-356.

⁴ Yitzhak ARAD, « La réécriture de la Shoah en Lituanie d'après les sources lituaniennes », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 197, 2012/2, p. 607-660 ; Philippe PERCHOC, « Les mutations du compromis mémoriel européen. Une étude balte » dans Georges MINK, Pascal BONNARD (dirs.), *Le passé au présent, op. cit.*, p. 55-67.

⁵ Voir par exemple, Philippe PERCHOC, « Les mutations du compromis mémoriel européen. Une étude balte », art. cité, p. 57-59.

Sous cet angle, l'appel à ce dispositif est lié aux démarches d'intégration de la Roumanie dans un circuit où la gestion du passé « autoritaire » fonctionne comme garantie de la « démocratisation » et de la recevabilité des États dans les organisations internationales¹. Parce qu'il représente un outil de réconciliation consacré, le recours aux commissions d'historiens est un argument souvent utilisé *a posteriori* par les membres de la CISHR et de la CPADCR pour justifier de leur constitution².

Dans un deuxième temps, le fait que le choix se porte précisément sur cet outil n'est pas aléatoire puisqu'il apparaît comme parfaitement adapté aux compétences des acteurs dont il émane, à savoir les intellectuels. Ils sont mandatés par le chef de l'État à produire un rapport d'expertise qui se rapproche par sa forme et en partie par ses fonctions, du travail universitaire d'interprétation du passé. Aussi, la mobilisation des intellectuels pour la condamnation officielle de l'Holocauste et du régime communiste en Roumanie durant la première moitié des années 2000 débouche sur la mise en place d'un dispositif qui leur permette d'être directement associés à cette entreprise de réécriture du passé.

La section 1 revient sur l'histoire courte et les enjeux politiques de la constitution des deux commissions avec une première partie dédiée à la naissance de la CISHR et une deuxième qui porte sur la création de la CPADCR.

A/ La Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie, fruit d'une pression internationale

La création de la CISHR le 23 octobre 2003 a lieu dans un contexte international d'accélération du « phénomène d'universalisation de la mémoire de la Shoah » aux États-Unis

¹ Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie ».

² Bogdan C. IACOB, « Transnational Anti-communism and Historical Commissions in Romania and Moldavia », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 4, 2020 (à paraître).

et en Europe de l'Ouest¹. Depuis 1990, la reconnaissance de l'Holocauste devient un enjeu prioritaire pour l'Union européenne et, comme déjà rappelé, un « critère implicite d'entrée dans le "club" » lors de la vague d'élargissement de 2004². Dans ce contexte, le « devoir de mémoire » apparaît comme « une exigence politique et morale » formulée à de nombreuses reprises par le Parlement européen sous la forme de résolutions³. En 1995, le Parlement européen demande que « soit instaurée une journée européenne commémorant le souvenir de l'Holocauste dans l'ensemble des (futurs) États membres de l'Union européenne »⁴. En 1998, il « appelle la Commission et le Conseil européen à "exercer toutes les pressions possibles sur les gouvernements concernés par le pillage et la non-restitution des biens dérobés aux juifs durant la Seconde Guerre mondiale, afin que ces biens soient identifiés et restitués à leurs propriétaires ou à leurs ayants droit" »⁵. Entre 1998 et 2000, des pays membres de l'Union européenne (la Grande-Bretagne et la Suède) mettent en place une structure pour la coopération internationale en matière d'éducation de la Shoah — the International Holocaust Remembrance Alliance (l'Alliance Internationale de la Mémoire de l'Holocauste).

La création de la CISHR remonte à juillet 2003 et aux débats parlementaires autour de la rétrocession des biens juifs confisqués durant la Deuxième Guerre mondiale. Dans ce contexte et sur fond de concurrence entre Corneliu Vadim Tudor, le leader du Parti « La Grande Roumanie » (PRM), à son apogée politique après avoir occupé la seconde position aux élections

¹ Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 105.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Résolution du Parlement européen sur la journée commémorative de l'Holocauste, Journal Officiel des Communautés européennes, n° 166, 3 juillet 1995. Finalement, lors du forum international sur la Shoah qui s'est tenu à Stockholm en janvier 2000, les pays membres de la Task Force for International Cooperation on Holocaust Education ont décidé de faire du 27 janvier (date anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz) une journée commémorative de la Shoah. Cette dernière est célébrée depuis 2003 dans toute l'Europe, cf. informations citées par Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 105.

⁵ Résolution du Parlement européen sur la restitution des biens des victimes de l'Holocauste, Journal Officiel des Communautés européennes, n° 292, 21 septembre 1998, citée par Emmanuel DROIT, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », art. cité, p. 105.

présidentielles de 2000¹, et Ion Iliescu, le chef de l'État, ce dernier affirme dans un entretien accordé au journal israélien *Ha'aretz* :

« L'Holocauste n'a pas été un phénomène limité à la population juive d'Europe. Plein d'autres, y compris des Polonais, sont morts de la même façon. (...) Durant la période nazie, Juifs et communistes ont été traités pareillement en Roumanie. Mon père était activiste communiste et a été interné dans un camp. Il est mort à l'âge de 44 ans, une année après son retour. (...) Les gens sont confrontés à présent à toutes sortes de privations et pendant ce temps, d'autres viennent avec des réclamations parce que, tout le long de l'histoire, pendant la Deuxième Guerre mondiale et après, certaines propriétés ont été nationalisées. Cela voudrait dire que le malheureux citoyen roumain de nos jours doit payer pour ce qui est arrivé par le passé ? Il faudrait dépouiller ceux qui vivent aujourd'hui dans la misère pour offrir aux autres des compensations ? »².

La déclaration d'Iliescu, qui fait suite au communiqué de presse gouvernemental du 12 juin 2003³ niant l'existence d'un Holocauste roumain, est reprise par le *Jerusalem Post* du 27 juillet 2003 qui taxe le président roumain d'antisémitisme :

« Si au moins quelques-unes des déclarations attribuées à Ion Iliescu sont authentiques, et que la Roumanie ne prend pas des mesures pour mettre un terme à la résurgence du fascisme antisémite qu'il reflète, alors le président roumain doit être isolé au moins aussi fermement qu'Haider⁴ »⁵.

¹ Aux élections présidentielles de 2000, Corneliu Vadim Tudor (PRM) arrive au deuxième tour de scrutin avec 28,34 % des suffrages, juste après Ion Iliescu qui remporte 36,35 % des suffrages. Le PRM arrive en seconde position également, avec 24,35 % des suffrages à l'Assemblée nationale et 26,43 % des suffrages au Sénat. Le Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (PDSR) d'Ion Iliescu arrive en tête avec 44,93 % des suffrages à l'Assemblée nationale et 46,43 % des suffrages au Sénat, Stan STOICA, *România după 1989, op. cit.*, p. 234 et p. 241.

² Cité par Andrei Cornea dans 22, n° 700, 5-11 août 2003.

³ Dans un communiqué officiel de presse du 12 juin 2003, le gouvernement de la Roumanie affirme avoir approuvé l'Accord de coopération entre les Archives Nationales de Roumanie et le Musée Mémoriel de l'Holocauste des États-Unis. En même temps, il réaffirme qu'« à l'intérieur du territoire roumain aucun holocauste n'a eu lieu entre 1940 et 1945 ».

⁴ Il s'agit de l'homme politique autrichien Jörg Haider, dirigeant du parti nationaliste l'Alliance pour l'avenir d'Autriche connu pour ses propos antisémites, cf. Blaise GAUQUELIN, « L'Autriche sous le choc de la mort de Jörg Haider », *L'Express*, 11 octobre 2008.

⁵ « Repudiate Iliescu's Anti-Semitism », *Jerusalem Post*, 27 juillet 2003.

Les réactions négatives récurrentes dans les milieux journalistiques et diplomatiques internationaux sont suivies de celles des ministres israéliens de l'Intérieur, Avraham Poraz, et de la justice Yosef Lapid¹, qui ne tardent pas à exprimer ouvertement leur indignation². Manifestant leur crainte de voir le Président de la Roumanie adopter une position négationniste, ils exigent avec David Peleg, directeur adjoint pour l'Europe Centrale et l'Europe-Asie au ministère des Affaires étrangères israélien, une clarification de la position d'Ion Iliescu concernant la participation de la Roumanie à la Shoah³. Peleg ne tarde pas à ajouter qu'Israël a soutenu la demande de la Roumanie pour intégrer l'OTAN et l'Union européenne, processus qui doit s'enraciner dans « une société civile tolérante, capable d'affronter courageusement les pages les plus sombres de son propre passé, d'en assumer la responsabilité et d'en tirer les leçons »⁴.

D'autres acteurs comme par exemple Dorel Dorian, le représentant de la Fédération des Communautés Juives de Roumanie (FCER) dans le Parlement roumain, qualifient les déclarations d'Ion Iliescu de « regrettable erreur »⁵. Abraham Foxman, le directeur de l'Anti-Defamation League envoie une lettre de protestation au Président roumain, en le pressant de « se départir publiquement » de ses commentaires et « à prendre des mesures pour une reconnaissance entière de ce qui est arrivé au peuple juif pendant l'Holocauste »⁶. De surcroît, remarque Michael Shafir dans un article dédié à l'affaire, l'incident modifie la visite du ministre des Affaires étrangères roumain, Mircea Geoană, aux États-Unis⁷. Il est amené à rencontrer plusieurs représentants des organisations juives américaines comme Daniel Mariaschin, le vice-

¹ Yosef Lapid est lui-même un rescapé de la Shoah perpétré par la Hongrie à Voïvodine et estime les commentaires d'Ion Iliescu au sujet de l'Holocauste comme « insensibles », *Ha'aretz*, 25 juillet 2003.

² Pour les détails de l'affaire, voir Michael SHAFIR, « Deconstructing Holocaust Denial: Romania's Cucumber Season Revisited (Part 1) », *East European Perspectives*, n° 22, 30 octobre 2003, <https://www.rferl.org/a/1342492.html>.

³ « Ion Iliescu stârnește un scandal internațional de care România nu avea nevoie », *Adevărul*, 28 juillet 2003.

⁴ Cf. MEDIAFAX, 26 et 27 juillet 2003 et *Ziua*, 29 juillet 2003 cités par Michael SHAFIR, « Deconstructing Holocaust Denial: Romania's Cucumber Season Revisited (Part 1) », art. cité.

⁵ *Cotidianul*, 28 juillet 2003.

⁶ *Ziua*, 28 juillet 2003.

⁷ Michael SHAFIR, « Deconstructing Holocaust Denial: Romania's Cucumber Season Revisited (Part 1) », art. cité.

président de B'nai Brith's, ou Andrew Baker, le directeur des Affaires européennes de l'American Jewish Committee¹. Mircea Geoană revient sur l'incident en avançant qu'une distinction doit être faite entre les tensions passagères provoquées par les malentendus et l'engagement de la Roumanie sur la voie de la gestion de l'héritage de l'Holocauste et ses relations avec Israël ainsi qu'avec la communauté juive des États-Unis².

La médiatisation des propos du président et les nombreuses critiques qui font suite à la promesse d'admission de la Roumanie dans l'OTAN en 2004 provoquent une prompt réaction des autorités roumaines. S'ensuivent plusieurs lettres d'explication de la part d'Ion Iliescu et de ses conseillers qui admettent la participation de la Roumanie aux massacres des Juifs pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Suite à ces événements, Daniel Mariaschin, le Vice-président de B'nai Brith's est reçu par Ion Iliescu à Bucarest ; un accord est établi autour des mesures à adopter par la Roumanie pour démontrer sa disponibilité à reconnaître sa participation à l'Holocauste et à répondre au « devoir de mémoire » envers ses victimes. À la suggestion de Mariaschin, parmi celles-ci figure la création d'une *commission formée d'historiens roumains et étrangers* qui « établisse sans équivoque l'importance de l'extermination des Juifs sur le territoire roumain pendant la Seconde Guerre mondiale »³.

C'est dans cette conjoncture de pressions internationales qui rappellent pour beaucoup le cas des Pays baltes qu'est créée la Commission Internationale pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie (CISHR). Cette instance a pour rôle d'« analyser en profondeur et avec professionnalisme les conséquences de la Shoah en Roumanie »⁴. Présidée par Elie Wiesel, lauréat du Prix Nobel de la paix et rescapé d'Auschwitz d'origine roumaine, la commission est

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ Entretien avec Daniel Mariaschin, *România liberă*, 4 août 2003.

⁴ Message du Président Iliescu, à l'occasion de la constitution de la Commission concernant l'« Holocauste et ses conséquences en Roumanie », Bucarest, 22 octobre 2003, consultable sur le site web de la Présidence de la Roumanie, à l'adresse suivante : <https://www.presidency.ro/ro/media/discursuri/mesajul-domnului-ion-iliescu-presedintele-romaniei-cu-prilejul-constituirii-comisiei-privind-holocaustul-si-consecintele-lui-in-romania-bucuresti-22-octombrie-2003>.

formée d'une trentaine de spécialistes, historiens, politologues, journalistes, survivants de la Shoah, ainsi que de représentants de la communauté juive, d'hommes politiques israéliens et roumains.

Considérée par une partie de la presse internationale (notamment germanophone) comme un tournant historique dans un pays où le négationnisme n'est interdit par la loi que depuis mars 2002¹ et où la Cour Suprême a encore récemment réhabilité des criminels de guerre², la commission reçoit un accueil moins enthousiaste dans la presse roumaine, plus distante et réservée³.

B/ La Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie : l'anticommunisme comme arme politique domestique

À la différence de la CISHR, les débuts de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (CPADCR) remontent à mars 2006, lorsque quelques centaines d'associations, des intellectuels, des anciens opposants politiques et des artistes, signent « Appel pour la condamnation officielle du régime communiste de Roumanie comme illégitime et criminel » lancé par Sorin Ilieșiu, célèbre réalisateur de films, membre de la fondation l'Académie Civique et du Groupe pour le Dialogue Social (GDS)⁴. Reprenant des demandes de justice plus anciennes, formulées des années durant par l'Association des Anciens Prisonniers Politiques de Roumanie (AFDPR) à travers la voix de son président Constantin Ticu

¹ L'Ordonnance n° 31/2002 interdit les organisations à caractère fasciste et le culte du général Antonescu, *Monitorul Oficial*, n° 214, 28 mars 2002.

² Le général Radu Dinulescu est réhabilité en 1997 et le colonel Gheorghe Petrescu en 1998, les deux ayant été officiers dans l'Armée roumaine pendant la Deuxième Guerre mondiale.

³ William TOTOK, « Receptarea Raportului final al Comisiei Wiesel în presa româna și germană », *Timpul*, n°s 6-7, juin-juillet 2005.

⁴ *Ziua*, 11 mars 2006.

Dumitrescu¹, cet appel publié par la suite dans la revue 22², exige de la part du Président roumain, Traian Băsescu, la condamnation dans un document à caractère officiel, du régime communiste roumain. L'Appel est soutenu par une quarantaine d'associations, de sociétés professionnelles (des historiens, des écrivains, etc.), de syndicats, de fondations et d'ONG spécialisées tantôt dans la défense des Droits de l'Homme, tantôt dans la défense des droits des anciens prisonniers politiques et des victimes du régime communiste, ou des participants à la « Révolution » de décembre 1989. 700 personnalités publiques de la vie culturelle et artistique roumaine rejoignent cette initiative et signent l'appel.

Encadré n° 26 : La demande de condamnation du communisme en Roumanie — Chronologie d'une requête (2005-2006)

La mobilisation autour de la condamnation officielle du régime communiste remonte au printemps 2005 lorsqu'à l'initiative de Sorin Ilieșiu est publié le 30 avril 2005 dans le journal *Ziua* le texte d'une « Proclamation pour la Roumanie »³. Cette proclamation s'adresse à la Coalition pour un Parlement Propre⁴ qui réunit plusieurs associations et think tanks importants, dans l'espoir qu'elle va en faire l'un de ses points de combat. Créée en 2003, cette plateforme se mobilise à ses

¹ Constantin Ticu Dumitrescu (1928-2008) : membre du Parti National Paysan (PNȚ) dans les années 1940, étudiant en Droit, Ticu Dumitrescu est exclu de l'Université pour « attitude antidémocratique » et arrêté en 1948. Condamné pour « subversion contre l'ordre social », il est emprisonné jusqu'en 1953. Après la relaxation, il reçoit domicile forcé, mais en 1958 il se fait de nouveau arrêter avec le début de la deuxième vague de répression communiste en Roumanie. Condamné à 23 ans de travaux forcés pour « subversion », Ticu Dumitrescu est libéré en 1964 grâce au décret d'amnistie des prisonniers politiques. Après la sortie de prison, il travaille sur divers chantiers forestiers et se réintègre progressivement au milieu des années 1970. Membre fondateur de l'AFDPR et de l'Alliance Civique, il est élu à deux reprises sénateur sur les listes du Parti National Paysan Chrétien Démocrate (PNȚCD) entre 1992 et 2000. Il est l'initiateur et le défenseur de la loi n° 187/1999 de la lustration et membre du Collège CNSAS à partir de 2006. Voir les fiches pénales de Constantin Ticu Dumitrescu, AANP, fonds « Fiches pénales-détenus politiques », consultables sur le site de l'IICCMER à l'adresse web suivante : <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/Fise%20matricole%20penale%20-%20personalitati%20publice/Dumitrescu%20Constantin-Ticu/>.

² 22, n° 835, 8-14 mars 2006.

³ Sorin ILIEȘIU, « Proclamația pentru România », *Ziua*, n° 3311.

⁴ La Coalition roumaine pour un Parlement propre s'est constituée en décembre 2003 à l'initiative de plusieurs ONG parmi lesquelles : l'Agence de surveillance de la presse, l'Alliance Civique, l'Association pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie — le Comité Helsinki, l'Association Pro Démocratie, l'Association des étudiants en sciences politiques, le Centre pour journalisme indépendant, la Freedom House Romania, la Ligue roumaine de Presse, la Société Académique de Roumanie, Transparency International Roumanie. Cette coalition a été lancée par la Société Académique Roumaine (SAR) afin de promouvoir la loi de l'accès à l'information publique adoptée en 2001, cf. la page web de l'association Pro Démocratie, http://www.apd.ro/ro_RO/clubapd-cnc/voteaza-cu-ochii-deschisi-program-al-coalitei-pentru-un-parlament-curat-in-romania.

débuts pour promouvoir la loi d'accès aux informations publiques votée en 2001¹ qui dans un contexte de lutte contre la corruption garantit la transparence des déclarations des hauts fonctionnaires concernant leurs fortunes personnelles.

Le « procès du communisme » ne représente qu'un point parmi d'autres, défendus par cette proclamation. Tournée essentiellement vers la « réforme morale de la société » roumaine, elle réclame l'adoption par le gouvernement de :

— politiques mémorielles au bénéfice des « héros anticomunistes » de la « Révolution » et « l'annulation des privilèges des faux révolutionnaires » ; la création d'un « Musée des horreurs du communisme » en Roumanie ; l'instauration des journées de commémoration « des horreurs du communisme » entre le 16 et le 21 décembre ;

— politiques dans le domaine de la justice : le procès des tortionnaires communistes, des responsables de la « Révolution » de décembre 1989 et des minériades (1990, 1991, 1999) et la mise en place d'une politique d'épuration des anciens collaborateurs de la police politique à travers une application plus rigoureuse de la loi n° /1999 d'accès au dossier personnel et de déconspiration de la Securitate² ; la réforme et la dépolitisation du CNSAS ;

— politiques éducatives et scientifiques : une réécriture de l'histoire contemporaine du XX^e siècle et surtout une « réécriture de l'histoire vraie » du régime communiste « le plus terrible d'Europe » et de celui postcommuniste qui soit diffusée par de nouveaux manuels d'histoire ; la création d'un Institut d'histoire qui étudie les « horreurs du communisme en Roumanie » ;

— politiques sociales et économiques : une croissance des retraites et des allocations pour enfants, le renforcement de la lutte contre la corruption, l'annulation des privatisations et la renationalisation des entreprises privatisées ainsi que leur reprivatisation au bénéfice du peuple, la confiscation des fortunes illégales et des biens acquis au détriment du peuple (État de droit), la lutte contre la pauvreté dans laquelle vit « la grande majorité de nos semblables » ;

— la réconciliation nationale.

Un programme de lancement de la « Proclamation » est prévu à Bucarest et à Timișoara où des meetings sont organisés. Les organisateurs attendent un « support populaire » important et la transmission des manifestations à la Télévision nationale.

13 mai 2005 : les associations roumaines de l'étranger, de France, d'Allemagne, des États-Unis, d'Australie soutiennent la « Proclamation pour la Roumanie » ;

14 juin 2005 : un appel publié dans la revue 22 reprend en huit points le texte simplifié de la « Proclamation »³. Cet Appel s'adresse à tous les pouvoirs dans l'État : au Président, au Premier

¹ La loi n° 544 du 12 octobre 2001 concernant l'accès libre aux informations d'intérêt public, *Monitorul Oficial*, n° 663, 23 octobre 2001.

² La loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la Securitate en tant que police politique, *Monitorul Oficial*, n° 603, 9 décembre 1999.

³ « Apelul pentru România », 22, n° 797, 14-20 juin 2005.

ministre, aux présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale, au ministre de la Justice, au président de la Haute Cour de Cassation et de Justice. Il réclame :

- des solutions pour un procès du communisme : la déclaration des crimes et des abus du régime communiste comme étant des « crimes contre l'humanité » et donc imprescriptibles ;
- une déclaration du Président de la République qui condamne le régime communiste de Roumanie comme « illégitime et criminel » ;
- la diffusion de la « vérité sur le passé » dans les cours universitaires et dans les manuels d'histoire ;
- l'ouverture des archives de la police politique et leur transfert vers le CNSAS ;
- la « vérité » sur les dossiers de la révolte des ouvriers de Braşov de 1987, de la Révolution de décembre 1989 et des minériades ;
- l'épuration des représentants de la nomenklatura des fonctions publiques ;
- la prévention de la corruption et des privatisations illégales.

Juin-juillet 2005 : le Président donne un avis négatif à cet appel. Dans deux entretiens accordés à *România liberă* et à la revue 22, il avance qu'il ne peut pas se prononcer sur une telle condamnation avant d'avoir reçu les « preuves scientifiques »¹ qui rendent une telle condamnation « inattaquable »². Rodica Palade, la rédactrice en chef de la revue 22, lui suggère l'utilisation du *Livre noir du communisme*, mais le président estime qu'il serait souhaitable de condamner le communisme sur la base d'un rapport produit par une équipe d'universitaires constituée *ad hoc*, comme ça a été le cas pour l'Holocauste³.

24-25 Octobre 2005 : Sorin Ilieşiu envoie un Appel⁴ au Président Traian Băsescu sous la forme d'une lettre accompagnée d'un court Rapport non officiel pour la condamnation du régime communiste de Roumanie comme « illégitime et criminel »⁵ qui dresse en 18 points le réquisitoire du régime communiste de Roumanie. Le texte parle du « génocide » communiste.

Mars 2006 : un nouvel « Appel pour la condamnation officielle du régime communiste de Roumanie comme illégitime et criminel »⁶ devant les deux chambres réunies du Parlement est lancé publiquement. Le document invoque :

¹ Traian Băsescu dans l'entretien publié dans *Romania libera*, du 22 juin 2005.

² Traian Băsescu dans l'entretien accordé à Rodica Palade et publié dans 22, n° 801, 12-18 juillet 2005.

³ *Ibid.*

⁴ « Apelul către preşedintele României pentru condamnarea regimului comunist ca nelegitim şi criminal », *Ziua*, n° 3461, 24 octobre 2005.

⁵ « Raportul neoficial pentru condamnarea regimului comunist ca nelegitim şi criminal » diffusé sur BBC-Roumanie, le 5 octobre 2005 et publié dans *Ziua*, 24-25-26 octobre 2005.

⁶ *Ziua*, 11 mars 2006 ; *Adevărul*, 11 mars 2006 ; 22, n° 835, 8-14 mars 2006.

- la résolution n° 1481 concernant la « nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes adoptée par le Conseil de l'Europe le 25 janvier 2006 ¹ ;
- le discours tenu par George Bush à Riga en mai 2005 ;
- le fait que les autres pays du bloc de l'Est ont condamné le régime communiste ;
- la « volonté du peuple roumain » de condamner ce passé manifesté par la « Révolution anticommuniste » de 1989².

Par ailleurs, ce document parle d'un « exceptionnalisme roumain » en ce qui concerne la répression communiste en Europe de l'Est, en soulignant que « notre pays a eu le plus grand nombre de victimes soumises à l'extermination »³. Il déplore que « la majorité des Roumains ne [sachent] que très peu de choses des horreurs et des crimes du communisme, les plus jeunes n'y connaissent presque rien »⁴.

Le document estime que les travaux et études scientifiques tout comme les témoignages déjà existants avec le complexe muséal de Sighet sont suffisants pour prendre en considération la nécessaire condamnation du communisme.

L'appel pour la condamnation du régime communiste en Roumanie est pourtant plus ancien et remonte à l'année 2005. Comme l'indique l'encadré intitulé « La chronologie d'une requête », cet appel fait partie d'un programme politique plus vaste qui combine les sollicitations de justice pénale pour les victimes politiques de l'ancien régime à des demandes de justice sociale pour les « victimes » économiques du nouveau régime « démocratique »⁵. La réunion des deux sollicitations repose la question de la continuité entre les deux régimes si bien que la critique de l'ancien est adossée à une critique du nouveau. Les propositions avancées comme par exemple la « renationalisation des propriétés au bénéfice du peuple »⁶, renvoient indirectement à une réévaluation positive de certaines politiques économiques menées par le régime communiste sans pourtant que celle-ci débouche sur sa réhabilitation intégrale. Mais, à la différence des années 1990 où la condamnation du passé est associée à la promotion des

¹ Résolution n° 1481/2006 concernant la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires, texte consultable sur le site web du Conseil de l'Europe, à l'adresse suivante : <http://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=17403&lang=FR>.

² « Apel pentru condamnarea oficială a regimului comunist din România ca nelegitim și criminal », 22, n° 835, 8-14 mars 2006.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Sorin ILIEȘIU, « Proclamația pentru România », art. cité.

⁶ *Ibid.*

mesures libérales de passage à l'économie de marché, une inversion se produit ici et cette condamnation vient accompagner la mobilisation en faveur de l'adoption de politiques sociales de redistribution des richesses. Cette inversion montre une fois de plus comment les relectures du passé viennent légitimer des enjeux politiques présents comme par exemple la corruption après 1989.

Au fur et à mesure que l'Appel lancé par Sorin Ilieșiu est repris et reformulé¹, les propositions concernant les politiques sociales et certaines politiques mémorielles disparaissent du texte. Le contexte politique semble favorable à cette sélection. Entre avril 2005 et avril 2006, deux projets de loi d'épuration des anciens membres de la nomenclatura des fonctions publiques sont déposés à l'Assemblée nationale. Un premier, plus radical, ciblant un groupe plus large d'anciens responsables politiques est porté par le Parti de l'Initiative nationale² et un deuxième, plus modéré, par le PNL³, mais aucun n'aboutit finalement.

Dans cette conjoncture politique, l'« Appel » se fixe finalement sur la condamnation du régime communiste de Roumanie comme « illégitime et illégal », mais le Président Băsescu décide de ne pas y donner suite. Le principal argument avancé c'est qu'il ne peut pas se prononcer sur une telle condamnation avant d'avoir reçu les « preuves scientifiques »⁴ qui rendent cette action « inattaquable »⁵. Plus encore, il estime que seul un rapport d'expertise

¹ L'Appel est discuté au sein des réunions du Groupe par le Dialogue Social (GDS), entretien avec Sorin Ilieșiu, Bucarest, 8 décembre 2008.

² Le Projet de Loi anti-*nomenclatura* porté par le député Cosmin Gușă du Parti l'Initiative nationale est déposé à la Chambre des Députés le 7 avril 2005. Il prévoit l'interdiction pour une période de dix ans après l'entrée en vigueur de la loi de l'accès aux fonctions et dignités publiques des personnes qui ont fait partie des anciennes structures du régime communiste, Dana CARABELEA, « Deputații PIN depun și ei o variantă a legii lustrației », *Curentul*, 9 mars 2006.

³ Le Projet de Loi n° 282/2006 de lustration concernant la limitation temporaire de l'accès à certaines fonctions et dignités publiques pour les personnels qui ont fait partie des structures de pouvoir et de l'appareil répressif du régime communiste. Le projet est adopté par le Sénat le 10 avril 2006 et déposé à l'Assemblée nationale le 12 avril 2006. Il ne sera finalement pas adopté. Le projet de loi et le processus législatif sont consultables en ligne sur le site de la Chambre des Députés, à l'adresse web suivante : http://www.cdep.ro/pls/proiecte/upl_pck2015.proiect?cam=2&idp=6394.

⁴ Traian Băsescu dans l'entretien publié dans *România liberă*, du 22 juin 2005.

⁵ Traian Băsescu dans l'entretien accordé à Rodica Palade et publié dans 22, n° 801, 12-18 juillet 2005.

produit par une équipe d'universitaires, « comme ça s'est fait pour l'Holocauste », lui permettrait d'assumer un tel geste politique¹.

L'appel à la *science* pour justifier la condamnation politique des épisodes de l'histoire nationale n'est pas nouveau. Il a déjà été utilisé par Ion Iliescu dans son message aux membres de la CISHR au moment de sa création. Iliescu y soulignait la nécessité d'« étudier toutes les catégories de sources (...) en conformité avec les normes académiques (pour que N. D. L. R.) les conclusions (du rapport soient N. D. L. R.) valables d'un point de vue scientifique »².

L'usage que les deux chefs de l'État font de la *science* en général et de *l'histoire* en particulier pour justifier la création des deux commissions, repose ainsi non seulement sur la croyance en la supériorité du savoir scientifique qui seul serait capable de cautionner leur volonté politique de condamner le passé, mais aussi sur la croyance en l'unicité de la vérité historique. Cette représentation de l'histoire héritée en partie du régime communiste³ associe celle-ci au processus de connaissance d'un objet donné au préalable et non pas à une démarche de construction de cet objet à travers la confrontation des sources et des interprétations qui construisent les faits, spécifiques à la méthode critique adoptée plus largement par l'histoire académique⁴.

La *science* est ainsi censée assurer le caractère « infaillible » de la condamnation du passé ; elle est utilisée comme une stratégie pour renforcer la crédibilité de cette interprétation à travers la mobilisation d'un corps d'experts en la matière. Bien que fréquemment utilisé dans la construction de la cause des « victimes »⁵, l'appel à des « juges » extérieurs accréditant du

¹ *Ibid.*

² Message du Président Iliescu, à l'occasion de la constitution de la Commission concernant l'« Holocauste et ses conséquences en Roumanie », Bucarest, 22 octobre 2003, <https://www.presidency.ro/ro/media/discursuri/mesajul-domnului-ion-iliescu-presedintele-romaniei-cu-prilejul-constituirii-comisiei-privind-holocaustul-si-consecintele-lui-in-romania-bucuresti-22-octombrie-2003>.

³ « Seuls les régimes totalitaires où les historiens sont réduits au rang d'idéologues et de propagandistes, possèdent une vérité officielle », dans Enzo TRAVERSO, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique, op. cit.*, p. 77. Voir aussi Vlad GEORGESCU,

⁴ Antoine PROST, *Douze leçons sur l'histoire, op. cit.*, p. 55-77.

⁵ Dans la construction de leur cause, y compris au sein des commissions « vérité et réconciliation », les victimes font appel à différents types de juges appelés à décider de la validité ou de l'invalidité des prétentions au statut victimaire. Parmi ces types de juges, l'« expert » occupe une place particulière, cf. Sandrine LEFRANC et Lilian

bien-fondé de la démarche a également un autre but. À savoir que dans les cas où la cause défendue risque de soulever des critiques comme c'est le cas en Roumanie avec la condamnation des passés politiques, les acteurs associés au geste réunissent un capital symbolique assez important pour qu'ils deviennent difficilement attaquables par la suite. Étant donné que la constitution des deux commissions a lieu sans aucune concertation politique¹, l'appel à la « science » vient pallier à cette carence en créant une alliance avec des acteurs situés en dehors du champ partisan.

La CPADCR n'est finalement créée qu'une année plus tard, en avril 2006, dans un contexte de rivalité politique entre le Premier ministre Cătălin Popescu Tăriceanu issu du Parti National Libéral (PNL) et le Président Traian Băsescu du Parti Démocrate (PD). Réunis au sein de l'alliance « Justice et Vérité » depuis 2003, le PNL et le PD occupent la deuxième position aux élections parlementaires du 28 novembre 2004 avec 31 % des suffrages aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat². Dans l'espoir de former une majorité parlementaire après l'élection de Băsescu comme Président le 12 décembre 2004, les deux formations s'allient au Parti Humaniste Roumain (PUR) de tendance conservatrice et à l'Union Démocrate des Magyars de Roumanie (UDMR). La coalition ainsi formée reste toutefois fragile, traversée par des luttes intestines et des désaccords entre les principaux protagonistes sur de multiples questions allant de celle de la réforme de la classe politique à celle du retrait des troupes roumaines engagées dans la guerre en Irak³.

Dans cette conjoncture, la criminalisation du passé communiste devient un terrain de bataille supplémentaire et à ce titre fortement instrumentalisé politiquement.

MATHIEU, « Introduction. De si probables mobilisations de victimes », art. cité, p. 15. Voir aussi Nicolas DODIER, « Experts et victimes face à face » dans Sandrine LEFRANC, Lilian MATHIEU (dirs.), *Mobilisations de victimes, op. cit.*, p. 29-36.

¹ Une possible explication pour l'absence de concertation est le fait qu'au moment de la création des deux commissions, on trouve dans l'opposition des partis potentiellement opposés à ces initiatives. Pour la CISHR il s'agit du PRM, qui a longtemps soutenu des prises de position antisémites ; dans le cas de la CPADCR il s'agit du Parti Social-Démocrate (PSD) dont une partie des membres proviennent des rangs de l'ancien Parti Communiste Roumain (PCR).

² Stan STOICA, *România după 1989. O istorie cronologică*, București, Meronia, 2007, p. 235.

³ *Ibid.*, p. 188.

Accusé d'ingérences dans l'activité du Conseil National d'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS)¹, le Président Traian Băsescu voit son capital politique décliner lorsqu'à l'été 2005 le chef du gouvernement, Călin Popescu Tăriceanu, fait un pas un avant et met en place un Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (IICCR) qui se propose d'« enquêter et d'identifier les crimes, les abus et les violations des droits de l'Homme durant toute la durée du régime communiste en Roumanie tout comme la saisine des organes compétents »².

Encadré n° 27 : *Le Conseil National d'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS) (1999-2018)*

Le CNSAS est une autorité administrative autonome créée par la loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la police politique communiste³. Plus précisément, la principale fonction du CNSAS consiste en la vérification du passé des personnes occupant les postes publics prévus par la loi (liste art. 2) sous l'angle des liens qu'elles ont entretenus avec l'ancienne police politique communiste. La loi définit trois catégories de personnes qui se rendent coupables de liens condamnables : informateur, collaborateur ou agent de la Securitate (art. 5), et précise que « les personnes ayant eu des compétences décisionnelles, juridiques ou politiques qui ont pris des décisions, au niveau central ou local, concernant les activités de police politique de la sécurité de l'État ou concernant l'activité d'autres structures de répression du régime totalitaire communiste » (art. 5, alinéa 4). Pour les fonctions publiques désignées à l'article 2, la décision de collaboration ou non-collaboration est prise par un Collège sur la base des critères définis par la loi et publiée dans le Moniteur Officiel.

Le CNSAS devient gestionnaire ainsi des documents nécessaires à l'élaboration des décisions, en provenance de plusieurs institutions de l'État (ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense, des Affaires étrangères, etc.) dont le Service Roumain de Renseignements (SRI) considéré par d'aucuns l'« héritier de la Securitate »⁴. La loi oblige ces institutions d'assurer l'accès à l'ensemble des documents sollicités par le CNSAS à l'exception des documents classés (qui regardent la « sécurité nationale ») (art. 20, alinéa 3). Le CNSAS saisit la justice dans le cas

¹ Le Président Băsescu est accusé d'ingérence dans l'activité du CNSAS au moment du scandale qui éclate au sein de l'institution au sujet de la désignation de ses membres sur une base moins politique. Ces événements remettent en question l'intention de Traian Băsescu de soutenir l'épuration des anciens informateurs et officiers de la Securitate des fonctions publiques dans les conditions où des suspicions circulent dans la presse concernant ses relations avec l'ancienne police politique. Cette atmosphère participe à sa décision de créer la CPADCR, cf. Florin ABRAHAM, « Raportul Comisiei Tismăneanu : analiză istoriografică » dans Vasile ERNU, Costi ROGOZANU, Ciprian ȘIULEA, Ovidiu ȚICHINDELEANU (dirs.), *Iluzia anticomunismului*, op. cit., p. 13-16.

² Décision gouvernementale n° 1724, 21 décembre 2005, <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/hg-1724-din-2005/>.

³ Loi n° 187/1999, *Monitorul Oficial*, n° 603, 9 décembre 1999.

⁴ Marius OPREA, *Moștenitorii Securității*, București, Humanitas, 2004, p. 15.

des officiers d'information qui ont fait de la « police politique » (art. 17 alinéa 2). Nommés par le Parlement pour un mandat de 6 ans, les 11 membres du Collège sont issus des propositions avancées par le Président de la Roumanie (1 membre), le Premier ministre (1 membre), les groupes parlementaires (9 membres). Le CNSAS déroule des activités de recherche sur la base des documents qu'il gère (art. 19).

Créé sur le modèle de la Commission Gauck (BStU), le CNSAS rencontre dès le départ des difficultés de fonctionnement et est soumis aux fluctuations des clivages et des concurrences politiques. Une première difficulté est liée au transfert de l'ancienne archive de la Securitate détenue par le SRI. Se prévalant de la notion de « sécurité nationale », le service assure un accès parcimonieux et discrétionnaire aux documents sollicités¹. Une deuxième difficulté est liée au flou qui entoure la définition des critères sur la base desquels le Collège doit prendre des décisions concernant les liens entretenus par les occupants des fonctions publiques avec la police politique, la seule notion pour laquelle existent des critères clairs d'évaluation étant celle de « collaborateur » (informateur), considérée la plus bénigne parmi les trois proposées par la loi². Cela conduit à une inflation de révélations concernant les « informateurs », tandis que les « agents » (officiers) restent généralement méconnus. Enfin, la loi ne prévoit aucune sanction pour les anciens informateurs, collaborateurs et agents de la Securitate qui occupent des fonctions publiques à part la publicisation de leurs engagements qui reste somme tout, une mesure qui jette le discrédit symbolique, mais ne les empêche pas de candidater ou de prétendre à des postes dans l'administration. Confronté à ces obstacles, le premier Collège CNSAS cesse de fonctionner après quelques années de par les divergences d'opinions qui apparaissent en son sein autour de la notion clef de « police politique ». Lorsqu'elle a lieu, la reprise de l'activité se fait avec des résultats mitigés.

Le mandat du Collège étant de six ans, un renouvellement de sa composition suivie par celui du cadre légal par l'Ordonnance n° 46 du 22 février 2006³ conduit à l'apaisement des tensions et à une meilleure coordination avec les détenteurs d'archives qui remettent un nombre plus important de dossiers au CNSAS. Le nouveau cadre légal modifie la manière de rendre publique la qualité des personnes vérifiées, car désormais elles ne sont plus présentées sur une simple liste, mais à travers des explications citant amplement les documents. Le Collège perd aussi sa capacité à prononcer des verdicts dans le cas des officiers de l'ancienne Securitate, fonction qui revient désormais au tribunal administratif. Depuis, le nombre d'informateurs et d'agents révélés a augmenté passant de 189 entre 1999 et 2006 à 156 pour cette seule année dernière année⁴.

C'est seulement alors que Traian Băsescu décide de donner cours à la forte mobilisation des intellectuels et des associations en créant le 20 avril 2006, une Commission Présidentielle

¹ Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé, op. cit.*, p. 204.

² *Ibid.*, p. 273.

³ Ordonnance d'urgence n° 16/2006 pour la modification de la loi n° 187/1999 concernant l'accès au dossier personnel et la déconspiration de la police politique communiste, *Monitorul Oficial*, n° 182, 22 février 2006.

⁴ *Ibid.*, p. 291.

pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (CPADCR) sur le modèle de la CISHR¹.

Encadré n° 28 : *L'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) (2005-2018)*²

La courte histoire de l'IICCMER est loin des promesses du début et sujette aux « trépidations » politiques qui laissent des traces profondes sur son fonctionnement. Dirigé par une équipe de jeunes historiens (les experts) proches du gouvernement libéral en place à ses débuts, l'Institut est investi avec le temps de quatre missions : scientifique, éducative, de justice et mémorielle. Par ailleurs, l'IICCMER est censé établir des contacts avec les institutions créées aux mêmes fins dans les autres pays de la région comme la Commission Gauck en Allemagne, la Maison de la Terreur en Hongrie, l'Institut Polonais de la Mémoire nationale (IPN)³, afin de contribuer ensemble à « l'articulation d'un contexte où les valeurs et les droits fondamentaux soient reçus par les sociétés post-totalitaires »⁴. Financé au départ exclusivement par le budget de l'État⁵, avec un directeur qui est conseiller du chef du gouvernement, une équipe restreinte de jeunes⁶, peu professionnalisée et inexpérimentée, l'IICCMER réunit toutes les marques extérieures d'une triple politisation : institutionnelle, de par sa subordination au cabinet du Premier ministre, sociologique, de par les liens personnels noués entre les membres de son équipe et les hommes politiques en fonction, et idéologiques, puisque les objectifs de la recherche sont clairement définis en des termes « anticommunistes ». Depuis 2005, les transformations abruptes intervenues dans la hiérarchie, le personnel et le cadre légal de l'IICCMER à chaque fois que le Premier ministre change (en 2010, en 2013, en 2014), renforcent une lecture qui place cette institution dans la descendance de celles qui, comme jadis l'Institut d'Histoire du Parti Communiste Roumain, remplissent une fonction de légitimation du pouvoir politique. Mais lorsqu'on rentre plus profondément dans les arcanes des recherches produites au sein de l'IICCMER on remarque une richesse inespérée de perspectives

¹ Le 20 avril 2006 a lieu à Cotroceni, le siège du Président de la Roumanie, la première réunion des membres de la CPADCR, Maria BERCEA, « Condamnarea comunismului românesc », 22, 28 avril 2006.

² En février 2009, l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (IICCR) fusionne avec l'Institut National pour la Mémoire de l'Exil Roumain (INMER) et change d'intitulé devenant l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER).

³ Pour une analyse du fonctionnement de cet Institut, voir Valentin BEHR, *Science du passé et politique du présent en Pologne : l'histoire du temps présent (1939-1989), de la genèse à l'Institut de la Mémoire nationale*, op. cit., p. 547-639.

⁴ Selon la page de présentation des missions de l'IICCMER, consultable en ligne sur le site web de l'Institut, <http://www.iiccr.ro/despre-noi/obiective/>.

⁵ Le budget de l'IICCMER varie entre environ 1,7 million €/an (2006) et 630 000 €/an (2011), mais se maintient en général à hauteur de 800 000 €/an. Le budget détaillé pour chaque année entre 2006 et 2017 de l'IICCMER peut être consulté à l'adresse web suivante : <http://www.iiccr.ro/despre-noi/transparenta/informatii-publice/buget/>.

⁶ À ses débuts, le personnel de l'Institut compte 25 personnes. Il ne dépassera jamais dans les années à venir plus de 42 personnes employées, cf. Décision gouvernementale n° 1724/ 2005, *Monitorul Oficial*, n° 1195, 30 décembre 2005, consultable en ligne sur le site web de l'IICCMER à l'adresse suivante : <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/hg-1724-din-2005/>.

historiennes sur le passé qui dépassent le cadre étroit de l'intérêt pour la répression et les crimes des années 1950 et manifestent un intérêt pour les acquis socio-économiques de l'ancien régime.

Comment expliquer cette « schizophrénie » institutionnelle ? À quelles conditions est-elle possible ? Enfin, à quoi tient la relative autonomie de la recherche dans un cadre pensé justement pour la canaliser voir pour l'inhiber.

*

1. La première équipe : les conseillers du prince. Nommé par le Premier ministre libéral en décembre 2005 à la tête de l'Institut, c'est à l'historien Marius Oprea¹, membre du PNL, que revient la tâche de former la première équipe. Il coopte son ami et collègue, l'historien Stejărel Olaru en tant que directeur exécutif et Lucia Hossu Longin, réalisatrice du film documentaire *Memorialul durerii* [Le Mémorial de la douleur] et membre du Conseil directeur du Mémorial de Sighet comme secrétaire principale. Malgré des trajectoires biographiques dissemblables, les trois acteurs ont en commun leur proximité avec le PNL, au pouvoir.

Bien inséré dans les milieux associatifs anticommunistes, Marius Oprea est un proche du président de l'association des Anciens Détenus Politiques de Roumanie (AFDPR), Constantin Ticu Dumitrescu. Sénateur du Parti National Paysan Chrétien Démocrate (PNȚCD), Dumitrescu est une figure importante de la « lutte pour la décommunisation » de la société roumaine, créateur de la loi de lustration à travers laquelle voit le jour le CNSAS en 1999². Faisant lui-même l'objet d'une enquête par la Securitate avant 1989, Marius Oprea s'affirme au début des années 2000,

¹ Marius Oprea (1964-) : historien, il poursuit des études d'histoire à l'Université de Bucarest à partir de 1984. Il refuse de rejoindre l'Union des Jeunesses Communistes et en 1987 est arrêté par la Securitate et fait l'objet d'une enquête pour avoir collé des affiches réclamant la « désidéologisation de l'enseignement de l'histoire » sur les murs de l'Université. On lui propose de devenir informateur, mais il décline l'offre et est finalement relâché. À la fin des études, Oprea devient professeur dans le secondaire en province, en 1990, il rentre dans la presse locale et se rapproche des réseaux des intellectuels anticommunistes. Il fréquente le Mémorial de Sighet, et y rencontre Constantin Ticu Dumitrescu, ancien prisonnier politique, président de l'AFDPR et sénateur sur les listes du PNȚCD entre 1992 et 2000. En 1995, Marius Oprea devient son conseiller personnel et, par ce biais, lorsque le PNȚCD est au pouvoir, en 1999 il est nommé conseiller du Président Emil Constantinescu. En parallèle, Marius Oprea continue ses recherches, se spécialise dans l'histoire de la Securitate à laquelle il consacre une thèse de doctorat soutenue en 2004. À partir de 2000, il est directeur de programmes à l'Institut Roumain pour l'Histoire Récente, une institution indépendante créée grâce à des mécènes, et en 2004 s'inscrit au Parti National Libéral (PNL). Nommé conseiller sur des problèmes de sécurité du Premier ministre Călin Popescu Țariceanu, il milite pour l'épuration des anciens officiers de la police politique dans les structures du pouvoir. En 2005 il écrit la loi de mise en place de l'IICCR et est nommé le directeur, cf. le CV de Marius Oprea, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.upa.ro/PDF/CV%20Marius%20Oprea.pdf>. Voir aussi l'entretien d'Ovidiu Șimonca avec Marius OPREA, « A venit vremea sa-i stim pe toti cei care au avut legaturi cu Securitatea », *Observator cultural*, 6 juillet 2006.

² La *lustration* c'est le terme consacré en Roumanie pour désigner l'épuration du monde politique et de l'administration des anciens membres du Parti communiste, des informateurs et des agents de la police politique. « La lustration (en référence au rituel du même nom qui se déroulait dans la Rome antique) est une opération de « purification et de réconciliation » qui a touché les administrations des pays d'Europe centrale et orientale après 1989 », cf. Ioana CĂRSTOCEA, « Le « monde disparu » et la société « naissante ». Représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, septembre 2006, p. 114.

comme l'un des seuls spécialistes de l'histoire de cette institution¹. Militant pour la cause du dévoilement des liens entre les anciennes structures communistes et les hommes politiques au pouvoir il se mobilise pour un procès pénal des anciens tortionnaires de l'époque stalinienne. En tant que membre du PNL et conseiller du Premier ministre Tăriceanu, c'est Marius Oprea qui rédige au printemps 2005 la décision qui met les bases de l'IICCR. Il coopte à la tête de l'Institut l'historien Stejărel Olaru, un théologien converti à l'histoire du PCR quelques années auparavant² et tout comme Oprea conseiller du Premier ministre sur des problèmes de sécurité³. Les réflexions des deux hommes sur la gestion du passé communiste convergent vers la solution de l'épuration des anciens cadres du PCR (Olaru) et des officiers de la Securitate (Oprea) comme seule voie d'échapper au « lourd » héritage de l'ancien régime. Sous cet angle, il y a un consensus autour de la transformation de l'IICCR en instrument de l'épuration politique⁴.

Les trois membres du premier conseil d'administration cumulent les positions au croisement du champ politique, du champ académique et des milieux des entrepreneurs de mémoire. « Conseillers du prince » et historiens, ils destinent l'IICCR à devenir un instrument de pression au sein d'un champ expert en pleine formation, au service du renouvellement de la classe politique. Concevant l'histoire comme une méthode d'enquête policière sur le passé et non pas comme une science éclairant le fonctionnement de la société, ils l'extraient de l'arène académique du « désintéressement » pour l'introduire dans celle du pouvoir en tant que savoir expert au bénéfice du contrôle des recrutements politiques.

À côté des trois membres de la direction, Oprea recrute également une équipe d'une dizaine de personnes. Jeunes (la moyenne d'âge tourne autour de 25 ans) et inexpérimentés (premier emploi stable, pas de doctorat), ils sont historiens ou diplômés de sciences politiques et de journalisme et proviennent soit directement des bancs de l'université, soit de la presse d'investigation antigouvernementale comme les membres⁵ de l'association la Milice Spirituelle⁶. Un atout à l'embauche semble avoir été l'expérience au sein des associations de victimes du communisme comme les « Saints des prisons » ou la Fondation l'Académie Civique.

¹ Marius OPREA, *Banalitatea răului: O istorie a Securității în documente: 1949 - 1989*, Editura Polirom, 2002, *Moștenitorii Securității*, Editura Humanitas, 2004.

² Ovidiu ȘIMONCA, « Stejărel Olaru : “Traian Bănescu este dezinformat de serviciile secrete” », *Observator cultural*, 9 mars 2006.

³ Auteur de plusieurs livres sur le fonctionnement de la Securitate dans une perspective comparative avec la Stasi, Stejărel OLARU, *Cei cinci care au speriat Estul*, Iasi, Polirom, 2003, (avec) Georg HERBSTTRITT, *STASI și Securitatea*, Bucuresti, Humanitas, 2005.

⁴ Ovidiu SIMONCA « Stejărel Olaru : “Traian Bănescu este dezinformat de serviciile secrete” », art. cité.

⁵ Mihai Burcea et Mihail Bumbăș travaillent avant 2006 dans les rédactions des journaux *Academia Cațavencu* et *Evenimentul zilei*, cf. entretien avec Mihai Burcea, Bucarest, 30 novembre 2009. Entretien avec Mihail Bumbăș, Bucarest, 24 novembre 2009.

⁶ Fondée en 2002 par un groupe d'étudiants en histoire, la Milice Spirituelle se mobilise pour rompre avec « le silence » du paysage étudiant, « en pleine dictature du PSD » et milite pour « la récupération du passé récent et la consolidation de la démocratie ». En tant que grands passionnés d'archives, plusieurs de ses membres se spécialisent dans la reconstitution des biographies des leaders politiques qu'ils documentent dans la presse de l'époque à un moment où l'information est lacunaire et les connaissances sur les continuités biographiques avec les structures communistes rares. Voir le site web de l'association, consultable à l'adresse suivante : <https://www.militiaspirituala.ro/despre-noi.html>.

En ce qui concerne les rapports au passé communiste des membres du personnel, ils sont hétérogènes et travaillent à l'Institut tantôt des descendants de résistants anticommunistes ou des participants à la Révolution de 1989¹, tantôt ceux d'anciens informateurs de la police politique. Il y a des acteurs qui ont bénéficié d'une forte socialisation à l'« anticommunisme » au sein de leurs familles et des acteurs pour lesquels la politique est longtemps restée un sujet lointain ou tabou². Il y a enfin parmi eux des personnes qui ont milité avec leur groupe d'amis durant la période de leurs études universitaires ou secondaires et d'autres qui se disent ne plus être intéressées par de telles activités³. Quasiment tous les experts ont confessé en entretien avoir voté pour le PNL qui représente à l'époque une troisième face au PSD et au PD, les deux partis issus du Front pour le Salut National (FSN). Toutefois, la motivation principale de l'arrivée à l'IICCR est l'opportunité d'une situation professionnelle stable dans les conditions d'une explosion des diplômés en histoire et de la saturation du marché de l'emploi dans ce domaine à partir des années 2000⁴.

En ce qui concerne le fonctionnement de l'Institut à ses débuts, l'ensemble des membres du personnel soulignent la « liberté », l'« autonomie » et la collégialité qui règne en son sein mettant un avant une humeur « anti-institutionnelle » qui caractérise souvent les institutions extérieures à celles du *cursus* académique comme l'IICCR. Toutefois, cette situation n'épargne pas l'institution de conflits avec la direction « absente » ou « paternaliste » et « abusive » qui mènent à la création d'un syndicat⁵ par les membres du personnel et qui finit en 2012 par la démission en bloc de sept experts⁶.

Ces disputes révèlent des désaccords sur la fonction dévolue à l'IICCR entre d'une part un pôle tourné vers la recherche et l'éducation et un pôle intéressé de manière prépondérante par l'investigation et la condamnation des crimes du communisme. Mais plus encore, ces conflits révèlent des clivages au sein du second pôle qui concernent, d'une part, le rapport aux victimes du communisme et, d'autre part, la manière d'envisager les limites des groupes soumis à l'épuration. La distance critique par rapport aux requêtes des anciens prisonniers politiques n'est pas tolérée au sein de l'IICCR qui les coopte souvent dans son Conseil scientifique. Cette situation renvoie à la nécessité d'une alliance avec des acteurs extérieurs à la sphère de la recherche académique, capables par leur capital politique de donner crédibilité à une institution qui cherche à montrer sa détermination à contribuer au « procès du communisme » dans un espace public où l'on dénonce souvent l'« absence de volonté politique » à ce niveau.

¹ Entretien avec X, expert IICCR, Bucarest, 24 novembre 2009 ; entretien avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010 ; entretien avec Constantin Vasilescu, Bucarest, 26 novembre 2009.

² Entretien avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010 ; entretien avec Dan Drăghia, Bucarest, 18 novembre 2009 ; entretien avec Luciana Jinga, Bucarest, 24 novembre 2009.

³ Entretien avec Mihai Burcea, Bucarest, 30 novembre 2009 ; entretien avec Mihail Bumbuş, Bucarest, 24 novembre 2009 ; entretien avec Dumitru Lăcătuşu, Bucarest, 18 novembre 2009 ; entretien avec Ştefan Bosomitu, Bucarest, 23 novembre 2009.

⁴ Bogdan MURGESCU, *A fi istoric în anul 2000, op. cit.*, p. 94-95.

⁵ Entretien avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010 ; entretien avec Dumitru Lăcătuşu, Bucarest, 18 novembre 2009.

⁶ Il s'agit des experts suivants : Mihai Burcea, Mihail Bumbuş, Corina Doboş, Dan Draghia, Raluca Grosescu, Dumitru Lăcătuşu, Marius Stan. Lettre publiée sur le site web Contributors.ro, consultable à l'adresse suivante : <http://www.contributors.ro/advocacy-public-affairs/scrisoare-deschisa-semnata-de-sapte-angajati-ai-iiccr/>.

Les désaccords qui surgissent au sein de l'IICCR révèlent également sa position fragile au sein de la constellation des organisations de gestion du passé où l'Institut peine à trouver une identité distincte. L'histoire de l'Institut montre que malgré le recrutement d'une équipe d'inconnus qui clame son autonomie, il reste dépendant autant du facteur politique que des victimes de l'ancien régime. Exploitée plutôt au niveau des recherches effectuées et des programmes éducatifs — deux paliers moins contrôlés, cette autonomie est limitée quand il s'agit des missions d'investigation des crimes du passé et de leurs responsables présumés.

Institution jeune, soumise aux aléas des changements politiques, l'activité de l'IICCR est réglée par un cadre légal qui évolue lui-même avec le temps. Conçue par Marius Oprea qui s'inspire des actes législatifs qui régissent l'activité d'institutions similaires¹, la Décision gouvernementale n° 1724 de 2005 par laquelle prend naissance l'IICCR établit comme principal objectif « l'investigation et l'identification des crimes, des abus, des violations des Droits de l'Homme tout au long du régime communiste de Roumanie et la saisie des organes chargés de prendre des mesures dans ces cas » (art. 2)². De ce fait, l'Institut se voit investi des missions suivantes : l'analyse des institutions et du système de pouvoir du régime communiste, l'étude des relations entre l'actif du Parti, l'ancienne Securitate et les autres maillons du système répressif de Roumanie, enfin l'analyse des méthodes utilisées dans la perpétration des crimes et des violations des Droits de l'Homme durant la période communiste (art. 3)³. Sous cet angle, le cadre légal initial de l'IICCR subordonne l'activité de recherche aux objectifs d'investigation et de saisine des organes responsables, donc à la justice pénale.

L'identification des responsables des crimes politiques représente une autre attribution importante de l'Institut. Mais à la différence des structures concurrentes actives sur le même terrain, telle que le CNSAS cité plus haut, l'IICCR se distingue par un nouveau découpage de la catégorie des « responsables ». Ainsi, l'article 3 de la Décision gouvernementale n° 1724/2005 en donne une définition *maximaliste* en ce sens qu'elle ne vise pas les employés d'une unique institution répressive, comme la police politique par exemple, mais « les activistes de parti, les officiers et les magistrats qui travaillaient au sein de l'appareil de répression durant la période communiste » (art. 3)⁴. Orienté de manière prépondérante vers les activités d'investigation et de collecte des preuves sur la base desquelles le Parquet, saisi après la constitution de « dossiers solides », peut traduire devant la justice les responsables des crimes politiques commis durant le communisme.

Toutefois, entre 2006 et 2009, la production de recherches historiques ne manque pas à l'IICCR, plusieurs projets initiés ici répondant à ce qui deviendra plus tard sa principale vocation. Cette transgression du cadre légal n'est pas singulière, elle étant due d'un côté à la « grande liberté »⁵ laissée à la jeune équipe de l'Institut dans la définition de son activité et, d'un autre côté, à la formation en histoire de la plupart des employés. Les projets démarrés entre 2006 et 2009 dans ce domaine sont souvent liés aux partenariats avec les archives, notamment avec la Direction nationale des Pénitenciers qui permet aux experts de l'Institut un accès sans entraves⁶. De là

¹ Il s'agit de l'Institut de la Révolution roumaine (2004) créé par le PSD pour étudier les événements de décembre 1989 et du CNSAS.

² Décision gouvernementale n° 1724/ 2005, *Monitorul Oficial*, n° 1195, 30 décembre 2005.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

⁵ Cf. entretiens avec l'équipe d'experts de l'IICCR et notamment avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010.

⁶ Entretien avec Mihai Burcea, Bucarest, 30 novembre 2009.

émergent plusieurs dictionnaires consacrés aux pénitenciers et aux biographies du personnel carcéral durant la période communiste¹, la numérisation des fiches pénales des anciens détenus politiques réunies au sein d'une archive mise en ligne sur le site web de l'Institut² et une base de données avec tous les documents qui attestent de la répression politique sous l'ancien régime (décrets, décisions, cadre législatif).

D'autres projets de recherche sont inspirés par les partenariats de l'IICCR avec les associations des victimes du communisme (l'AFDPR, la Fondation « Negru Vodă », le Mémorial de Sighet) qui débouchent sur plusieurs volumes de témoignages, comme par exemple la série des *Expériences carcérales dans la Roumanie communiste*³ en sept volumes.

Certains projets illustrent les préoccupations des chercheurs en voie de professionnalisation qui ont des thèses de doctorat en cours ou prolongent des intérêts antérieurs à leur arrivée au sein de l'institution. Parmi ceux-ci, on mentionne les recherches liées aux formes de répression, à la persécution des intellectuels et des écrivains poursuivis par la Securitate, aux trajectoires biographiques de certains cadres du Comité central du PCR, aux politiques communistes dans différents domaines (collectivisation, rationalisation de l'alimentation, politiques sociales), au rôle des femmes et à l'encadrement par l'État de l'IVG, à la vie privée sous l'ancien régime⁴. Parmi les travaux produits sous l'égide de l'IICCR une minorité prend pour objet la période contemporaine, des événements qui ont engendré en 1989 la chute de Nicolae Ceaușescu à la justice pénale de « transition » durant la période postcommuniste. Tous les ans, l'IICCR sort un *Annuaire* avec des articles produits essentiellement par les experts de l'Institut. Parfois, il soutient financièrement des travaux qui sans être produits en son sein, se rattachent à ses aires thématiques, comme par exemple les recueils de mémoires des anciens prisonniers politiques.

Ce rapide passage en revue des travaux de l'IICCR durant ses premières années d'existence permet de constater qu'un volume important de ses publications vise surtout la production et la mise en circulation d'instruments de recherche (dictionnaires, archives, volumes de témoignages) plus que de recherches à proprement parler, utiles aux historiens, mais aussi à d'autres catégories d'acteurs — aux magistrats, aux procureurs, enfin, au public large.

Suivant le mandat de l'institution, les intérêts des employés pour le passé communiste s'attachent essentiellement à la répression, au couple « victimes-bourreaux » et à l'univers carcéral qui dominant les travaux conduits à l'IICCR. L'intérêt pour d'autres sujets comme les politiques sociales et publiques de l'ancien régime ou la vie quotidienne restent marginaux.

2. *La deuxième équipe : le retour du « scientifique »*. En 2010, le nouveau Premier ministre PDL⁵ Emil Boc, un proche du président Traian Băsescu, confie la direction de l'IICCMER au président

¹ Andrei MURARU (dir.), *Dicționarul penitenciarelor din România comunistă (1945-1967)*, Polirom, Iași, 2008 ; Mihai BUMBEȘ, Mihai BURCEA, Marius STAN, *Dicționarul ofițerilor și angajaților civili ai Direcției Generale a Penitenciarelor. Aparatul central (1948-1989)*, Polirom, Iași, 2009.

² Consultable à l'adresse web suivante : <http://www.iiccr.ro/resurse/fisele-matricole-penale/>.

³ Cosmin BUDEANCA, *Experiențe carcerale în România comunistă (vol. I-VI)*, Iași, Polirom, 2007-2012.

⁴ Cf. le site web de l'IICCR, <https://www.iiccr.ro/despre-noi/>.

⁵ Le Parti Démocrate Libéral (PDL) est formé en 2007 par la fusion du Parti Démocrate (PD) et du Parti Libéral Démocrate (PLD). Le nouveau Premier ministre Emil Boc nommé en décembre 2008, provient du même parti politique que le Président Traian Băsescu (PDL).

de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie (CPADCR), Vladimir Tismăneanu.

Tismăneanu apparaît très vite comme un rival de Marius Oprea sur le terrain de la condamnation du passé communiste à travers l'histoire, bien que tous deux soient issus des mêmes réseaux d'intellectuels dissidents qui jouissent d'une grande influence sur la scène publique après 1989. Malgré la convocation de Marius Oprea aussi bien au sein de CPADCR, dont il fait partie, qu'au sein de la nouvelle équipe de l'IICCMER, il refuse de rester sur une position subalterne après l'arrivée de Vladimir Tismăneanu à la tête de l'institution. Ainsi, lorsqu'en 2010, ce dernier est nommé président de l'Institut, l'ancienne équipe de direction démissionne.

Le principal changement apporté par Vladimir Tismăneanu à l'IICCMER au moment de son arrivée est le renoncement à la mission d'investigation des crimes du communisme au profit d'une réorientation de l'activité vers la recherche scientifique. Le nouveau cadre légal suit cette ligne et les acteurs recrutés pour le seconder ont la plupart du temps des carrières universitaires. Ainsi, Ioan Stanomir, professeur à la Faculté de sciences politiques de l'Université Bucarest, doublement diplômé en Droit et en Lettres et spécialiste en droit constitutionnel, devient le président exécutif de l'IICCMER¹.

Chercheur à l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest, une institution du *cursus académie*, Cristian Vasile est nommé directeur scientifique à IICCMER en septembre 2011². Né en 1976 à Bucarest, Vasile est doublement diplômé en Histoire (1998) et en Sciences politiques (2002) et titulaire d'une thèse de doctorat sur le devenir de l'Église Gréco-Catholique sous le régime communiste soutenue en 2004³. Proche à son tour des réseaux des intellectuels dissidents, Cristian Vasile est l'ancien secrétaire scientifique de la CPADCR et un proche collaborateur de Vladimir Tismăneanu⁴. À part Vasile, un autre membre de la CPADCR est nommé chef de service à l'IICCMER, à savoir l'historien Adrian Cioflâncă, chercheur au sein de l'Institut d'histoire « A. D. Xenopol » de Iași, du réseau de l'académie roumaine.

Marquant un changement de cap dans le management de l'Institut, le nouveau président promeut une stratégie différente de celle de son prédécesseur. En novembre 2009, l'IICCR avait fusionné avec l'Institut National de la Mémoire de l'Exil Roumain (INMER) créé quelques années plus tôt, décision justifiée par le gouvernement par la nécessité de « rationaliser les dépenses publiques » durant la conjoncture de crise économique⁵. Le nouvel Institut d'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain (IICCMER) conserve donc son rôle d'identification des crimes et des abus de l'ancien régime, à la seule différence que l'activité

¹ Cf. CV de Ioan Stanomir, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.fspub.unibuc.ro/despre/professori/stanomir-ioan>.

² Cristian VASILE, *Între Vatican si Kremlin. Biserica Greco-Catolică în timpul regimului comunist*, București, Curtea Veche, 2004, *Biserica Ortodoxă Română în primul deceniu comunist*, București, Curtea Veche, 2005 ;

³ Cf. CV de Cristian Vasile, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://modernitati-fragmentare.ro/wp-content/uploads/2015/11/CV.Europass.Ro_.Vasile.pdf.

⁴ Cristian VASILE, Vladimir TISMĂNEANU, *Perfectul acrobat. Leonte Răutu, măștile răului*, București, Humanitas, 2008.

⁵ Voir la Décision gouvernementale n° 1372 du 18 novembre 2009, *Monitorul Oficial*, n° 802, 27 novembre 2009, <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/hg-1372-din-2009/>.

d'investigation est désormais définie comme exclusivement « scientifique » (art. 2)¹. Cette décision s'explique non seulement par les aspirations académiques de Vladimir Tismăneanu, mais surtout par une contrainte concrète. Commencée en 2006, l'activité de l'IICCR n'avait donné aucun résultat pour ce qui est de la condamnation pénale des coupables des crimes du communisme. Les faits étant déjà prescrits, aucun dossier parmi ceux constitués pour être adressés à la justice n'avait abouti à un réquisitoire. Aux limites législatives s'ajoute l'absence d'expertise juridique au sein de l'Institut, les deux chefs de service de la première période soulignant le manque de préparation de la direction concernant cette question et les difficultés rencontrées pour imposer l'embauche d'un juriste². Une tentative semble avoir aussi existé pour créer un Département de procureurs au sein de la structure sur le modèle de l'IPN, mais cette piste reste inexplorée³. De par l'échec enregistré, les efforts déposés dans ce sens cessent et les missions de l'IICCMER sont réorientées vers les initiatives législatives, la recherche et l'éducation.

La redéfinition du cadre légal de 2010 s'explique également par le fait que les missions d'investigation des coupables des crimes politiques assignées à l'IICCMER qui représente l'exécutif interfèrent avec les compétences de l'autorité judiciaire, ce qui viole le principe de la séparation des pouvoirs dans l'État⁴. La Décision gouvernementale n°134/2010 intègre les activités qui se sont déroulées à l'IICCR, mais qui ne figuraient pas auparavant comme la mission de muséification, celle de la recherche scientifique et celle législative, l'Institut étant encouragé à être force de proposition dans le domaine de la gestion du passé communiste (art. 3)⁵. En outre, le nouveau cadre légal conditionne pour la première fois la production historiographique de sa capacité à respecter « les méthodes comparatives » et à répondre aux « standards internationaux » (art. 2), ce qui indique la volonté de la nouvelle direction d'insérer l'Institut dans un circuit *académique transnational*⁶. Plus encore, elle étend l'aire thématique d'intérêt aussi bien à la période précommuniste, « aux origines intellectuelles du marxisme et du PCR », qu'aux mobilisations des années 1989-1990, suggérant une continuité entre l'ancien régime et le Front du Salut National (FSN). Laissant de côté l'intérêt porté aux acteurs, la Décision gouvernementale n° 134/2010 met l'accent sur les institutions et l'idéologie ayant permis le maintien du régime communiste au pouvoir⁷.

Ce changement de vision sur la décommunisation de la société roumaine s'explique par la distinction entre la perspective de Marius Oprea, qui considère l'épuration des anciens responsables comme la seule manière de « purifier », de « renouveler » le corps politique de l'État roumain, et celle de Vladimir Tismăneanu qui estime que la criminalité de l'ancien régime découle de l'idéologie marxiste-léniniste.

¹ La Décision gouvernementale n° 134/2010, *Monitorul Oficial*, n° 122, 23 février 2010, <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/hg-134-din-23-februarie-2010/>.

² Entretien avec Andrei Muraru, Bucarest, 24 novembre 2009 ; entretien avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010.

³ Entretien avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010.

⁴ Entretien avec Andrei Muraru, Bucarest, 24 novembre 2009.

⁵ La Décision gouvernementale n° 134/2010, <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/hg-134-din-23-februarie-2010/>.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

En ce qui concerne l'évolution des recherches scientifiques sur le communisme, elle intervient dans un paysage historiographique relativement pauvre puisque les instituts et les départements d'histoire contemporaine du réseau de l'Académie roumaine sont peu nombreux¹ et dominés par une approche positiviste axée sur l'événementiel. Davantage intéressée par les années 1950, la production reste rare pour les périodes suivantes, quasi inexistantes pour l'époque Ceaușescu et manque de renouvellements méthodologiques.

Au sein de l'IICCMER paradoxalement de nouveaux travaux rompant avec le canon d'une vision exclusivement répressive sur le passé communiste sont en préparation. À côté des dictionnaires sur les anciens prisonniers politiques et des conférences sur le « sempiternel stalinisme »², des ouvrages³ portant sur le rôle émancipateur du régime communiste pour les femmes⁴, sur la conversion politique très partielle de la nomenklatura après 1989⁵, sur les personnalités du PCR impliquées dans la réhabilitation de certaines disciplines scientifiques comme la sociologie à la fin des années 1960⁶, sur les premiers communistes roumains (les « *true believers* ») qui s'enrôlent clandestinement dans les Brigades internationales espagnoles dans les années 1930⁷, sur les mobilisations d'extrême gauche pour les droits des ouvriers réprimés violemment par les autorités précommunistes au début des années 1930⁸, voient le jour et inaugurent un nouveau tournant dans l'historiographie du communisme en Roumanie. Dans la même veine, une nouvelle revue éditée en anglais, avec un conseil scientifique international voit le jour sous la présidence de Vladimir Tismăneanu. Intitulée *History of communism in Europe* elle aspire à intégrer les classements scientifiques internationaux.

Loin de la *doxa* « totalitaire » sur la question, la présence de ces travaux sous la tutelle de l'IICCMER, montre que l'hétéronomie consentie du discours historien pour les activités publiques (conférences, expositions, programmes éducatifs, activités muséales) est paradoxalement la condition d'une relative autonomie au niveau de la recherche scientifique qui bénéficie en

¹ Au milieu des années 2000, les principaux producteurs de recherches sur le passé communiste sont les quelques instituts de l'Académie Roumaine situés dans les grandes villes (à Bucarest, Iași, Cluj, Sibiu), qui ont ouvert tardivement un département d'histoire contemporaine (comme « Nicolae Iorga » de Bucarest en 2002), l'Institut National d'Étude du Totalitarisme (1993), l'Institut de la Révolution roumaine (2004), les laboratoires d'histoire orale et des mentalités qui fonctionnent à partir de 1994-1995 au sein des universités de Bucarest et de Cluj. À ces institutions s'ajoutent les institutions créées par des initiatives privées comme le Centre International pour l'Étude du Communisme du Mémorial de Sighet (1994) ou l'Institut Roumain d'Histoire Récente (2000) qui s'essouffle rapidement par manque de financements.

² Selon le titre de l'ouvrage de Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism for all seasons. A political history of romanian communism*, Berkeley, California Press, 2003.

³ Ces ouvrages sont finalisés quelques années plus tard, mais le travail de recherche est engagé déjà sous la présidence de Vladimir Tismăneanu.

⁴ Mia JINGA, *Gen și reprezentare în România comunistă (1944-1989)*, op. cit., 2015.

⁵ Raluca GROSESCU, *Les communistes dans l'après-communisme. Trajectoires de conversion politique de la nomenklatura roumaine après 1989*, Paris, Michel Houdiard, 2012.

⁶ Ștefan BOSOMITU, *Miron Constantinescu. O biografie*, București, Humanitas, 2015.

⁷ Mihai BURCEA, *Luptând pentru o iluzie. Voluntari români în Brigăzile Internaționale din Spania*, Thèse de doctorat en histoire, Dir. Laurențiu Vlad, Faculté d'Histoire, Université de Bucarest, 2017.

⁸ Dan DRĂGHIA, *Forme ale contestării politice în spațiul românesc. Studiu de caz : mișcarea sindicală din România (1917-1921)*, Thèse de doctorat en sciences politiques, dir. Cristian Preda, Faculté de Sciences Politiques, Université Bucarest, 2011.

revanche des ressources moins accessibles au sein du circuit officiel (facilité d'accéder aux archives et de publier, couverture médiatique, financements)¹.

3. *La troisième équipe : la revanche des investigateurs (2012-2014)*. En juillet 2012, trois mois seulement après l'installation d'un gouvernement PSD-PNL au pouvoir, l'équipe de l'IICCMER se renouvelle à nouveau. Dinu Zamfirescu, l'ancien directeur de l'Institut National pour la Mémoire de l'Exil Roumain (INMER) remplace Vladimir Tismăneanu qui quitte l'institution. Né en 1929, Dinu Zamfirescu est un ancien membre du PNL dont il avait déjà fait partie durant l'entre-deux-guerres. Poursuivi par le régime communiste pour son affiliation politique, il réussit à se réfugier en France au milieu des années 1970². Professeur de Droit à Créteil, Zamfirescu est très actif dans les organisations de l'exil politique roumain à Paris, comme la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie. En 1989, il revient à Bucarest, participe à la refondation du PNL et est nommé président de l'INMER en 2003. En 2012, il est nommé membre du Collège CNSAS.

La nomination de Dinu Zamfirescu comme président de l'IICCMER est suivie par celle de l'historien Andrei Muraru au poste de directeur exécutif. Membre du PNL et ancien conseiller à la Chancellerie du Premier ministre, Călin Popescu Tăriceanu³, Muraru est en même temps un proche de Marius Oprea qui l'avait coopté en 2005 dans la première équipe de l'Institut⁴. Détenteur d'un doctorat en histoire sur les procès des criminels de guerre durant le régime Ion Antonescu (2011)⁵, Muraru s'intéresse davantage à l'investigation des crimes du communisme que par la recherche scientifique⁶. Candidat sans succès aux élections pour le Parlement européen en 2014, il s'oriente vers la politique puisque la même année il devient le conseiller pour la relation avec la société civile du président nouvellement élu Klaus Iohannis (PNL). Son directorat à l'IICCMER connaît un bilan mitigé, marqué par un conflit d'ampleur avec les experts qui l'accusent publiquement de management déficitaire, «abusif» et «autoritaire»⁷ et qui finissent par démissionner en bloc dès l'hiver 2012⁸.

En ce qui concerne l'activité de l'Institut, Andrei Muraru marque un retour à l'investigation des crimes du communisme c'est-à-dire vers la constitution de réquisitoires à l'endroit des anciens

¹ Pour la réflexion autour de cette imbrication paradoxale entre autonomie-hétéronomie dans le cas de l'IICCMER le travail de Christian Jouhaud sur les rapports des littérateurs au pouvoir politique en France au XVII^e siècle, nous a été particulièrement utile, Christian JOUHAUD, *Les pouvoirs de la littérature. Histoire d'un paradoxe*, op. cit.

² Voir l'autobiographie de Dinu Zamfirescu sur le site du CNSAS, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.cnsas.ro/documente/membrii/Zamfirescu%20Dinu.pdf>. Voir aussi l'entretien réalisé par Laurențiu Ungureanu et Anca Vâncu avec Dinu Zamfirescu, publié dans *Adevărul*, 14 mai 2016.

³ CV d'Andrei Muraru, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://www.studiulcomunismului.ro/ro/staff/curriculum_vitae_andrei_muraru/.

⁴ Entretien avec Andrei Muraru, Bucarest, 24 novembre 2009.

⁵ CV d'Andrei Muraru, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://www.studiulcomunismului.ro/ro/staff/curriculum_vitae_andrei_muraru/.

⁶ Entretien avec Andrei Muraru, Bucarest, 24 novembre 2009.

⁷ La lettre publique signée par sept experts de l'IICCMER est publiée en ligne sur le site Contributors.ro et peut être consultée à l'adresse web suivante : <http://www.contributors.ro/advocacy-public-affairs/scrisoare-deschisa-semnata-de-sapte-angajati-ai-iiccmcr/>.

⁸ *Ibid.*

commandants de prison des années 1950. Marius Oprea est invité à retourner à l'IICCMER en tant que chef du Département d'investigations spéciales qui collecte des données dans les archives pour documenter les réquisitoires. À l'arrivée de Dinu Zamfirescu, le cadre légal est à nouveau modifié pour inclure parmi les missions de l'Institut l'« investigation et l'identification des crimes, abus et violations des Droits de l'Homme tout au long de la période communiste » qui doivent faire l'objet d'une « saisie auprès des organes judiciaires »¹. De la même manière, les acteurs de l'ancien régime — « activistes de parti, militaires, employés civils et magistrats qui travaillaient dans le cadre de l'appareil répressif de parti et d'État » (art. 3)²—, sont à nouveau visés par les enquêtes des membres de l'Institut. De surcroît, l'activité d'investigation des responsables de crimes politiques bénéficie à partir de 2014 de l'introduction dans le Code pénal de la catégorie des « crimes contre l'humanité » qui permet d'enquêter sur des faits remontant à plus de 15 ans³.

4. La quatrième équipe — un management imposé de l'extérieur. En février 2014, après la rupture de l'alliance entre le PSD et le PNL qui sort du gouvernement, une nouvelle équipe est nommée à la tête de l'IICCMER. Elle est dirigée par Radu Preda, un théologien né en 1972 qui devient son président. Maître de conférences à la Faculté de Théologie Orthodoxe de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, Preda a, tout comme ses prédécesseurs, un profil international avec des études et des stages de spécialisation aux Universités de Heidelberg, de Paris, de Rome et de Thessalonique⁴. À la différence des anciens présidents, il est nommé en fonction par le Premier ministre social-démocrate Victor Ponta sur une recommandation de la Fondation Konrad Adenauer (KAS)⁵. Signe de l'importance prise par la dernière dans le financement des projets de l'Institut, cette nomination représente une garantie de non-ingérence politique dans les activités de l'IICCMER laisse entendre Victor Ponta⁶.

En ce qui concerne le reste de l'équipe, Cosmin Budeancă, un ancien expert de l'IICCMER, chef du service « Musées-Mémoire », est nommé directeur exécutif. Il est diplômé en histoire et philosophie à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca (1997) et s'intéresse tout particulièrement à la thématique de la répression communiste⁷, ayant coordonné plusieurs projets de recueil de témoignages des anciens prisonniers politiques des années 1950⁸. En décembre 2015, il est remplacé à la tête de l'Institut par Alin Mureşan, mais continue ses activités en tant qu'expert. Employé de l'IICCMER à deux reprises (2007-2012, 2014-2015), Mureşan est un jeune chercheur

¹ Décision gouvernementale n° 768 du 25 juillet 2012, *Monitorul Oficial*, n° 559, 8 août 2012, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/hg-768-din-25-iulie-2012/>.

² *Ibid.*

³ Rapport d'activité de l'IICCR pour l'année 2008, p. 5, consultable à l'adresse web suivante : http://www.iiccr.ro/wp-content/uploads/2015/11/raport_de_activitate_20081.pdf.

⁴ Cf. CV de Radu Preda sur le site web de l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca, http://ot.ubbcluj.ro/sites/default/files/profesor/radu-preda/cv_radu-preda.pdf.

⁵ Voir le Communiqué de presse du gouvernement du 11 novembre 2014, AGERPRESS, 14 novembre 2014.

⁶ Voir la lettre adressée par Victor Ponta à Sven-Joachim Irmer, le directeur de la Fondation Konrad Adenauer, consultable sur le site web du gouvernement, à l'adresse suivante, http://gov.ro/fisiere/stiri_fisiere/DOC085.pdf.

⁷ Cosmin BUDEANCĂ, *Represiunea politică în România comunistă. « Garda Albă » — organizație subversivă inventată de Securitatea hunedoreană*, Cluj-Napoca, Argonaut, 2010.

⁸ Selon le CV de Cosmin Budeanca, publié sur le site web de l'IICCMER à l'adresse suivante : <https://www.iiccr.ro/despre-noi/organigrama/cosmin-budeanca/>.

en histoire contemporaine diplômé des universités de Cluj-Napoca et de Bucarest¹ et président depuis 2015 du Centre d'Études en Histoire Contemporaine créé par l'IICCMER auprès de l'Université de Iași afin de gérer l'organisation du Master d'histoire du communisme proposé par l'Institut aux étudiants.

Montrant une grande convergence d'intérêts avec Cosmin Budeancă, Alin Mureșan n'apporte pas de modifications à la principale aire thématique de l'IICCMER, les prisonniers politiques et leurs expériences carcérales restant au centre de l'attention. L'investigation des crimes de la période stalinienne connaît quant à elle un regain d'intérêt depuis les modifications du Code pénal de 2014 pour lesquelles les employés de l'IICCMER avaient depuis toujours fortement milité². Sous cet angle, les experts qui documentent les réquisitoires des anciens tortionnaires peuvent s'attendre à des résultats concrets. C'est ce qui se produit en 2016 et en 2017 lorsque deux anciens commandants de prison dont le réquisitoire a été documenté par les experts de l'Institut sont condamnés à 20 ans de réclusion sans sursis³. Tardif, le « procès du communisme » qui se matérialise pour la première fois depuis la création de l'Institut apparaît dans l'espace public « déconnecté » de la question de l'épuration des élites politiques de l'ancien régime.

À présent, l'IICCMER fonctionne selon un cadre légal actualisé (Décision gouvernementale n° 1372 du 18 novembre 2009 renouvelée par les décisions gouvernementales, n° 541 du 30 juillet 2013 et n° 922 du 8 décembre 2016⁴). Ces décisions réalisent une synthèse des différentes directions imprimées jusqu'à présent à l'IICCMER : la direction scientifique avec « l'analyse de la mémoire du régime communiste de Roumanie », la direction éducative avec le développement des « mécanismes éducationnels et d'information destinés à promouvoir la mémoire de la période communiste au niveau national et international », la direction muséale et enfin, la direction judiciaire⁵.

Une nouveauté digne d'être prise en considération concerne la cooptation au sein du Conseil scientifique des représentants de plusieurs institutions de gestion du passé communiste comme les Archives Nationales, le CNSAS, l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, l'association des anciens détenus politiques⁶. Se réalise ainsi au sein de l'IICCMER la jonction du champ historiographique, du champ politico-judiciaire et de l'entrepreneuriat de mémoire, signe de l'appartenance de cette institution à l'espace intermédiaire de l'expertise dans la dénonciation des passés autoritaires.

¹ Voir le CV d'Alin Mureșan consultable en ligne sur le site web de l'IICCMER, à l'adresse suivante : <http://www.iiccr.ro/despre-noi/organigrama/alin-muresan-curriculum-vitae/>.

² Entretien avec Raluca Grosescu, Paris, 15 février 2010.

³ Voir l'article d'AGERPRES, 10 février 2016, <https://www.agerpres.ro/justitie/2016/02/10/alerta-tortionarul-alexandru-visinescu-condamnat-definitiv-la-20-de-ani-de-inchisoare-11-26-19> et l'article de AGERPRES, 29 mars 2017, <https://www.agerpres.ro/justitie/2017/03/29/alerta-iccj-ioan-ficior-condamnat-la-20-de-ani-de-inchisoare-decizia-e-definitiva-13-20-58>.

⁴ Cf. Décision gouvernementale n° 541 du 30 juillet 2013, *Monitorul Oficial*, n° 487, 2 août 2013 ; Décision gouvernementale n° 922 du 8 décembre 2016, *Monitorul Oficial*, n° 1012, 16 décembre 2016. Le cadre légal actuel peut être consulté en ligne à l'adresse web suivante : <http://www.iiccr.ro/despre-noi/legislatie/>.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

Ainsi, un an avant l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne le 1^{er} janvier 2007, à l'instar d'autres pays ex-socialistes d'Europe centrale et Orientale comme l'Allemagne, la République tchèque ou la Pologne, la Roumanie dispose à son tour d'un réseau d'institutions spécialisées dans la gestion du passé communiste. Loin d'avoir joué comme une incitation dans la décision du président, la résolution n° 1481/2006 affirmant la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires¹, a offert en revanche une rationalisation *a posteriori* de cette commande politique². En conclusion, l'apparition de la CPADCR n'est pas tant la conséquence d'une tentative de politisation de l'histoire par le champ politique, mais plutôt la réponse à une sollicitation émanant des intellectuels qui ont soutenu Traian Băsescu dans la course aux présidentielles et que lui demandent à présent l'officialisation de la condamnation de l'ancien régime³.

Section 2 : Composition des équipes et fonctionnement des commissions présidentielles

Si l'on compare les critères de sélection qui président à la sélection des membres des deux commissions présidentielles, plusieurs ressemblances nettes ressortent. Parmi celles-ci, l'attention que les présidents et les vice-présidents de la CISHR et de la CPADCR accordent aux trajectoires scientifiques ou militantes des membres, ainsi qu'à la manière dont leurs préoccupations antérieures s'articulent autour de la problématique générale des expertises à produire. Trois catégories d'acteurs sont généralement convoquées pour faire partie des

¹ Résolution n° 1481/2006 concernant la nécessité d'une condamnation internationale des crimes des régimes communistes totalitaires, déjà citée.

² La résolution est citée dans consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.presidency.ro/ro/media/discursuri/discursul-presedintelui-romaniei-traian-basescu-br-prilejuit-de-prezentarea-raportului-br-comisiei-prezidentiale-pentru-analiza-dictaturii-comuniste-din-romania-br-bucuresti-18-decembrie-2006>.

³ Le GDS soutient Traian Băsescu face à Adrian Nătase (PSD) dans la course aux élections présidentielles de 2004. Voir à ce titre la collection de la revue 22, août-novembre 2004 ; Răsvan POPESCU, « Alt fel de președinte », 22, n° 762, 13 octobre-20 octobre 2004 ; Alexandru LĂZESCU, « Traian Băsescu vrea un alt tip de politică externă pentru România », 22, n° 764, 28 octobre 2004-4 novembre 2004, etc.

commissions. Tout d'abord, les *spécialistes* (experts, scientifiques, universitaires) des sujets traités en provenance de différentes disciplines comme l'histoire, la science politique, la sociologie, l'économie, le droit, la critique littéraire. Deuxièmement, d'*anciennes victimes* du régime communiste, des dissidents et des opposants politiques ainsi que des rescapés de la Shoah et *leurs porte-parole*. Troisièmement, des *personnalités publiques* — intellectuels, entrepreneurs de mémoire ou hommes politiques qui se sont distingués après 1989 par leur engagement en faveur de la reconnaissance de la mémoire des victimes du communisme ou de l'Holocauste. La sélection des membres indique la préoccupation des présidents des deux commissions d'historiens pour la création de collectifs homogènes du point de vue des positions défendues par rapport aux thématiques traitées. Par conséquent, la composition des deux commissions montre clairement que l'objectif n'est pas de provoquer un débat autour du passé en facilitant la rencontre des points de vue opposés à des fins de réconciliation. Le principal objectif des deux commissions semble plutôt être d'assurer l'émergence d'un consensus autour d'une interprétation du passé qui est en passe d'être officialisée.

Cette officialisation repose sur la mobilisation massive des universitaires (85 % des effectifs des deux commissions) et notamment des historiens (16/33 au sein de la CISHR et 18/37 au sein de la CPADCR) qui, d'un point de vue strictement quantitatif, sont la catégorie la mieux représentée parmi les trois énumérées. Cette tendance peut s'expliquer par le souci de répondre aux mandats présidentiels ayant exigé une expertise qui soit tout d'abord « scientifique »¹ et « rigoureuse » et documentée².

Mais une analyse plus détaillée de la composition des deux commissions d'historiens et de la manière dont elle s'est réalisée met en évidence d'autres variables tout aussi importantes comme le poids des sociabilités antérieures et avec, le fait que la condamnation des deux passés — « fasciste » et communiste — en Roumanie repose sur une minorité d'élites « éclairées ».

¹ Message du Président Iliescu, à l'occasion de la constitution de la Commission concernant l'« Holocauste et ses conséquences en Roumanie », Bucarest, 22 octobre 2003, déjà cité.

² Cf. Communiqué de presse de la Présidence à l'occasion de la constitution par Traian Băsescu de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, 5 avril 2006, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://old.presidency.ro/index.php?_RID=det&tb=date_arhiva&id=7907&_PRID=arh.

Cette deuxième section analyse dans une première partie la constitution des deux commissions d'historiens de manière plus détaillée et dans une deuxième partie les lignes de clivage qui les traversent et ont un impact sur leur activité.

A/ Appartenances professionnelles, réseaux sociaux au sein des deux commissions d'historiens

Formée à l'automne 2003, la CISHR est présidée par Elie Wiesel, rescapé de la Shoah et prix Nobel de la paix en 1986.

Encadré n° 29 : *Elie Wiesel (1928-2016) : le témoin consacré*

Né le 30 septembre 1928 à Sighet, en Transylvanie dans une famille juive pratiquante, Elie Wiesel est déporté en mai 1944 dans les camps nazis d'Auschwitz et de Buchenwald par les autorités hongroises qui occupent la région depuis 1940. La quasi-totalité de sa famille y décède en dehors de deux de ses sœurs. À la fin de la guerre, Elie Wiesel compte parmi les 400 adolescents accueillis par l'Organisation de secours aux enfants et en 1945 il s'installe à Paris. Là, il poursuit des études de philosophie à la Sorbonne et écrit pour plusieurs journaux français, américains, israéliens parmi lesquels le quotidien *Yediot Aharonot* qui lui permet de s'installer à Tel-Aviv¹.

Plus tard, Elie Wiesel émigre aux États-Unis, devient citoyen américain en 1963, et occupe la chaire de sciences humaines à l'université de Boston. Il devient un écrivain connu et publie plusieurs romans, pièces de théâtre et recueils d'essais consacrés au témoignage de son expérience concentrationnaire. Son roman *La Nuit*, paru en 1957 aux Éditions de Minuit avec une préface de François Mauriac, est traduit aux États-Unis et en Grande-Bretagne en 1960, mais ne devient un best-seller que plus tard et connaît un succès planétaire dans les années 1990. En parallèle de son activité littéraire, Elie Wiesel s'engage dans une activité militante pour faire reconnaître la mémoire de l'Holocauste et en cette qualité, il est nommé à la tête de la Commission du Président Jimmy Carter pour la Shoah (1978) qui recommande la construction et la mise en place du Mémorial de l'Holocauste à Washington abritant un centre de recherche et un musée².

En 1986, l'écrivain reçoit le prix Nobel de la Paix et peu après, il crée avec son épouse Marion, la Fondation « Elie Wiesel » pour l'Humanité qui milite contre « l'indifférence et l'injustice à travers le dialogue » et met en place « des programmes qui promeuvent l'acceptation, la compréhension

¹ Voir la notice biographique consacrée à Elie Wiesel par l'Encyclopédie Universalis.fr, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/elie-wiesel/>.

² Cf. le site web du Musée Mémorial de l'Holocauste de Washington, consultable en ligne à l'adresse suivante : <https://encyclopedia.ushmm.org/content/fr/article/history-of-the-united-states-holocaust-memorial-museum>.

et l'égalité pour les jeunes »¹. Il devient célèbre aussi bien en Europe qu'aux États-Unis et reçoit au cours du temps plusieurs distinctions importantes pour son activité au service de la mémoire des victimes de la Shoah, parmi lesquelles la Légion d'honneur et l'Ordre de l'Empire britannique, la médaille d'or du Congrès américain, la médaille présidentielle de la Liberté. Il est également nommé docteur *honoris causa* de plusieurs universités (Harvard, Yale, Stanford, Cambridge, Princeton, École Normale Supérieure, La Sorbonne et Oxford).

Son rôle au sein de la commission reste plutôt honorifique, car, comme plusieurs membres le confessent en entretien, il ne s'implique pas directement dans la constitution de la commission². La CISHR est concrètement dirigée par les trois vice-présidents, à savoir Tuvia Friling, directeur des Archives de l'État d'Israël et professeur à l'Institut de recherche Ben-Gurion pour l'Étude d'Israël et du sionisme, Radu Ioanid, directeur du Centre d'Études Avancées sur l'Holocauste du Musée Mémorial de l'Holocauste de Washington et Mihai E. Ionescu, général d'Armée et spécialiste en histoire militaire à l'Institut d'Études Politiques de Défense et d'Histoire Militaire du ministère roumain de la Défense. Tous trois historiens, dont deux spécialistes de la Shoah³, ils s'impliquent activement dans le déroulement des travaux et prennent en charge la formation de la commission.

En plus des trois vice-présidents, la CISHR se compose de deux conseillers du président Ion Iliescu (dont un historien dans le cadre de l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » de l'Académie roumaine), deux hommes politiques israéliens d'origine roumaine, le Grand Rabbin de Roumanie et dix autres historiens (dont quatre spécialistes de la Shoah en Roumanie). Ils sont chercheurs au sein d'institutions aussi différentes que le Centre pour l'Histoire des Juifs (CSIER) qui siège à Bucarest, le Yad Vashem ou le Centre d'Études Avancées sur l'Holocauste qui fonctionne au sein du Musée Mémorial de l'Holocauste de Washington. On compte

¹ Cf. la page d'accueil de la Fondation Elie Wiesel pour l'Humanité, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <http://eliewiesel.org/>.

² La plupart des interviewés ont évoqué cet aspect en entretien.

³ Il s'agit de Tuvia Friling, né en 1953 en Israël de parents roumains, chercheur et professeur au sein du département d'histoire des Juifs à l'université Ben Gurion d'Israël, auteur d'une thèse de doctorat intitulé « Ben Gurion et la destruction des Juifs d'Europe (1939-1945) » sous la direction de Yehuda Bauer, et de Radu Ioanid, chercheur d'origine roumaine ayant fait ses études à l'université de Bucarest et titulaire d'un doctorat en histoire à l'EHESS (Paris) en 1995. À présent directeur de recherche au sein du Musée Mémorial de l'Holocauste de Washington, Radu Ioanid est aussi l'auteur d'un des ouvrages de référence pour l'histoire des Juifs de Roumanie, Radu IOANID, *La Roumanie et la Shoah*, *op. cit.*

également deux spécialistes de la Shoah en Hongrie, un spécialiste en histoire des Roms, le directeur des Archives Nationales de Roumanie, un sociologue, trois politologues, un spécialiste de la presse roumaine de l'entre-deux-guerres, un historien littéraire, deux rescapés des camps de concentration de Transnistrie qui représentent l'Association des survivants de l'Holocauste de Roumanie, et autres porte-parole des associations juives et roms, comme par exemple la Fédération des Communautés Juives de Roumanie (FCER), le Centre des Roms « Aven Amentza » et B'nai B'rith International des États-Unis.

Pour ce qui est de la CPADCR, le paysage se présente un peu différemment. Présidée par Vladimir Tismăneanu, professeur en science politique à l'Université du Maryland des États-Unis et spécialiste du communisme roumain, la CPADCR est formée de 19 personnes : six historiens dont trois spécialistes du régime communiste roumain et trois autres invités en leur qualité de figures marquantes de l'opposition politique avant 1989, deux politologues, dont le président de la commission, deux sociologues ayant travaillé sur le communisme en Roumanie, cinq philologues (deux écrivains, deux critiques littéraires, un spécialiste en sémiotique) invités en leur qualité d'anciens dissidents, trois prisonniers politiques de la période stalinienne, un réalisateur de films documentaires, un philosophe invité en tant qu'intellectuel public.

Encadré n° 30 : *Vladimir Tismăneanu. De l'engagement de la personne à l'engagement de l'œuvre*

Vladimir Tismăneanu est né en 1951 dans une famille juive d'origine bourgeoise de combattants antifascistes et communistes. Ses parents, Hermina Marcusohn, née en 1915 ,et Leonte Tisminetski (Tismăneanu), né en 1912 en Bessarabie, sont des héros de la guerre civile d'Espagne¹. Reniant leurs origines sociales, antifascistes convaincus, vers 1932-1934, Leonte et Hermina Tismăneanu deviennent membres du Parti Communiste Roumain, une organisation de petite taille, interdite à l'époque². Après maintes persécutions par les autorités, ils s'engagent dans les Brigades internationales d'Espagne où Leonte Tismăneanu perd un bras³. À la même époque, la tante de Vladimir Tismăneanu, Bianca Marcusohn (Cristina Luca, ensuite Boico), rejoint à son tour la Résistance française au début de l'Occupation après s'être fait expulser de la Faculté de médecine de Bucarest parce que juive, en 1937. Elle est la cheffe du service de renseignements

¹ Vladimir TISMĂNEANU, *Ghilotina de scrum*, Iasi, Polirom, 2002, p. 19.

² *Ibid.*, p. 21.

³ Son père, Leonte Tisminetski est exclu de l'Université et enfermé à plusieurs reprises en prison, à Doftana et à Jilava, Vladimir TISMĂNEANU, *Ghilotina de scrum*, *op. cit.*, p. 20-21.

des Francs-tireurs et partisans — Main d'œuvre immigrée de Paris à partir de 1943¹. Rentrant en Roumanie à la fin de la guerre, elle se marie avec un général de la Securitate.

Attendus en 1939 à Moscou, les parents de Vladimir Tismăneanu sont décorés par de hauts responsables du PCUS et de l'Internationale communiste. Durant la Seconde Guerre mondiale, ils travaillent comme rédacteurs chez Radio Moscou sous la direction de Rudolf Slanski et d'Imre Nagy qui dirigent à l'époque la section dévolue à l'Europe Centrale². En mars 1948, de retour en Roumanie, Leonte Tismăneanu est nommé rédacteur en chef aux Éditions du Parti Ouvrier Roumain et chef de la chaire de marxisme-léninisme de l'Université de Bucarest et de l'École de sciences sociales « Andrei A. Jdanov »³. Sa mère, diplômée de Médecine à Moscou en 1944, est engagée à l'Institut d'Hygiène de Bucarest⁴.

Vladimir Tismăneanu grandit donc au milieu de la *nomenklatura* culturelle et cosmopolite entouré d'intellectuels aux fortes convictions internationalistes. Toutefois, à la fin des années 1950, la situation change puisque son père est victime de la déstalinisation et est exclu du Parti pour « fractionnisme » après le retrait de l'Armée rouge en 1958⁵. À partir de 1959, la famille connaît le déclassement et est marginalisée ; Vladimir Tismăneanu s'en souvient comme d'une époque sombre, marquée par une intégration difficile au sein de l'école des enfants des cadres du PCR⁶. En 1964, avec la *détente* et l'éloignement par rapport à Moscou, son père est réintégré au sein du Parti et obtient un poste de rédacteur au sein des Éditions Meridiane⁷.

Durant le lycée, Vladimir Tismăneanu commence lui-même son ascension politique, rentre aux Jeunesses communistes étant actif dans la commission politico-idéologique. En 1970, il passe le concours pour devenir étudiant en Philosophie (section Sociologie) à l'Université de Bucarest et finit ses études en 1974 comme chef de promotion. Il accepte la proposition d'intégrer la Commission politico-idéologique du Conseil de l'Association des étudiants communistes roumains (ASCR) et écrit plusieurs articles de propagande procommuniste⁸. En 1973, il prend sa carte au Parti communiste. Auteur d'une thèse de doctorat sur l'École de Francfort⁹, il confesse avoir pris ses distances par rapport à l'idéologie officielle au moment du suicide de Jan Palach à Prague en 1969, décrit comme son « moment de rupture »¹⁰. Le début de sa « conversion » idéologique se répercute sur la relation avec le père, un « léniniste dur », auquel il cesse de parler durant toute une année entre 1969 et 1970 et il quitte le domicile familial¹¹. En 1981, Leonte Tismăneanu décède ; plusieurs membres du Parti Communiste Espagnol assistent aux obsèques. Ils lancent une invitation officielle à la veuve du défunt pour une visite en Espagne accompagnée

¹ *Ibid.*, p. 17.

² *Ibid.*, p. 18 et p. 23.

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ *Ibid.*, p. 23 et p. 29.

⁵ *Ibid.*, p. 27.

⁶ *Ibid.*, p. 27-31.

⁷ *Ibid.*, p. 27-29.

⁸ Vladimir TISMĂNEANU, « Convingeri comuniste », *Revista Uniunii Asociațiilor Studenților Comuniști din România*, 1974 ; « A lua cu asalt cerul », *Viața Studențească*, n° 6, 6 février 1974.

⁹ Vladimir TISMĂNEANU, *Revoluție și Rațiune Critică. Teoria politică a Școlii de la Frankfurt și radicalismul de stînga contemporan*, Thèse de doctorat en philosophie, Université de Bucarest, 1980. Voir aussi son travail de maîtrise, Vladimir TISMĂNEANU, *Noua stîngă și Școala de la Frankfurt*, București, Politică, 1976.

¹⁰ Vladimir TISMĂNEANU, *Ghilotina de scrum*, op. cit., p. 30.

¹¹ *Ibid.*, p. 30-31.

de son fils¹. C'est par ce biais que Vladimir Tismăneanu quitte la Roumanie de Ceaușescu en février 1981, et décide de rester à Paris sans poursuivre son voyage vers Barcelone. La décision est prise dans une conjoncture où ses perspectives professionnelles sont sombres : il vient de se voir refuser une chaire à l'Université de Bucarest et sa demande d'entrer au comité de rédaction de la *Revue de philosophie* est bloquée par le PCR².

Peu après son arrivée à Paris où il reste, Vladimir Tismăneanu reçoit une bourse au Musée d'Art Contemporain de Caracas qu'il obtient à l'aide de la directrice, Sofia Imber, une cousine de son père. Là, il collabore avec son mari, Carlos Rangel, un penseur anticommuniste et en 1982, Vladimir Tismăneanu s'établit aux États-Unis. Enseignant d'abord à Philadelphie, ensuite, de 1985 à 1990 à l'Université de Pennsylvanie, il devient à partir de 1990, professeur à l'Université du Maryland, chercheur au Centre « Woodrow Wilson » de Washington et directeur du Centre d'étude des sociétés postcommunistes. Auteur d'une œuvre qui repose sur le paradigme totalitaire tel que formulé dans les années 1950 par Hannah Arendt et Carl Friedrich, ses livres insistent sur la continuité du stalinisme en Roumanie, entre le moment de l'installation du PCR au pouvoir en 1947 et son moment de chute, en 1989. Son livre le plus connu s'intitule *Stalinism for all Seasons* [Stalinisme pour toutes les saisons]³.

Revenu en 1989 sur la scène publique roumaine, au sein de la revue 22 et du GDS, Vladimir Tismăneanu passe pour l'un des intellectuels anticommunistes les plus engagés après la « Révolution ». C'est pourquoi sa nomination à la tête de la CPADCR en 2006 est cohérente avec ses prises de position publiques et l'esprit de son œuvre scientifique. Toutefois, au regard de son ascendance politique, elle ne manque pas d'être très critiquée⁴.

Composée essentiellement d'universitaires, de personnalités publiques et d'intellectuels médiatiques⁵, la CPADCR est structurée par son président autour de deux sous-commissions : celle des « membres pleins » et celles des « experts ». La première est formée de personnalités publiques qui se sont distinguées soit avant 1989 par des actes de dissidence ou des actions d'opposition politique contre l'ancien régime, soit après 1989 par leur mobilisation pour la

¹ *Ibid.*, p. 33.

² *Ibid.*, p. 34.

³ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism for all Seasons. A Political History of Romanian Communism*, University of California Press, 2003.

⁴ Par exemple : « Un Pavlik al timpului nostru », *Gândul*, 18 décembre 2006.

⁵ L'« intellectuel médiatique » désigne « une petite fraction des intellectuels en vue dont la présence dans les médias est la plus intense ». Ils sont « disponibles, habitués aux interactions avec la presse et aux prises de parole sur le vif, aptes à épouser, par prédisposition ou par apprentissage, les normes spécifiques d'écriture ou d'oralité en vigueur dans le secteur des médias ». Leur apparition après 1989 en Roumanie est liée à la multiplication des journaux qui offrent des rubriques de diffusion des idées aux intellectuels (voir *Cotidianul* et la collaboration de Vladimir Tismăneanu) et des chaînes de télévision qui proposent des *talk-shows* où sont invités les intellectuels à prendre la parole sur des sujets en général d'actualité, Laurent JEANPIERRE, « Tribunes et plateaux : logiques de la visibilité intellectuelle » dans Christophe CHARLE, Laurent JEANPIERRE (dir.), *La vie intellectuelle en France* (tome 3), *op. cit.*, p. 97-98.

reconnaissance de la mémoire des victimes du communisme ou par des prises de position publiques anticomunistes. Cette commission est secondée dans son activité par une deuxième formée de 12 spécialistes de la période communiste auxquels revient la tâche d'écrire le *Rapport final*. Dominée largement par les historiens du contemporain (16) auxquels s'ajoutent des philologues (2), des économistes (1) et des juristes (1), cette deuxième commission est supervisée par les membres de la première qui jouent le rôle de « garants » pour son activité et le bien-fondé des faits décrits dans le rapport.

Mais au-delà de la dimension strictement professionnelle, qui n'est intéressante que pour illustrer les critères ayant guidé le recrutement des acteurs des deux commissions d'historiens, ce qui importe davantage ce sont les relations et parfois les rapports de force qui s'établissent entre leurs membres. Ces rapports ne se réduisent pas à l'émulation/collaboration entre pairs venus de différents horizons disciplinaires. Ils sont davantage redevables à l'histoire des liens que des groupes dotés de capitaux hétérogènes (culturel, institutionnel, symbolique) entretiennent les uns avec les autres avant même la constitution des commissions. Aussi, on remarque qu'au-delà des rationalisations offertes par les acteurs en entretien qui mobilisent fréquemment l'argument de l'« expertise » ou du « militantisme » pour justifier leur présence à l'intérieur des commissions, le rôle des sociabilités antérieures est prédominant dans leur convocation.

Dans le cas de la CISHR, le nombre relativement restreint de chercheurs spécialisés dans l'histoire des Juifs de Roumanie, et qui de surcroît ne se soient pas distingués par des prises de position négationnistes, explique le niveau d'interconnaissance élevé entre les membres. En excluant ceux qui ne sont pas originaires de Roumanie et les professionnels invités en stricte relation avec leur domaine de compétence¹, trois groupes coexistent au sein de la CISHR.

¹ Comme par exemple Viorel Achim, de l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest, l'un des seuls spécialistes de l'histoire des Roms de Roumanie ou Randolph Braham de l'Université de New York, spécialiste de la Shoah en Hongrie.

Un premier groupe est formé des historiens à capital institutionnel et scientifique fort comme Radu Ioanid et Paul Shapiro¹, les deux directeurs de recherche au Musée Mémorial de l'Holocauste des États-Unis, Jean Ancel², l'un des premiers historiens à avoir étudié de manière systématique les déportations en Transnistrie et les crimes contre les Juifs par les autorités roumaines, considéré comme le principal spécialiste du sujet à l'heure de la constitution de la CISHR³, Liviu Rotman⁴, chercheur à l'Université de Tel-Aviv, Michael Shafir⁵, professeur en science politique à l'Université Babeş-Bolyai de Cluj-Napoca. À ce premier groupe s'ajoutent les historiens spécialistes de la Shoah en Roumanie et plus largement en Europe de l'Est, comme Raphael Vago⁶ de l'Université de Tel-Aviv, Leon Volovici⁷ de l'Université Hébraïque de Jérusalem. Adrian Cioflâncă⁸, historien à l'Institut « A. D. Xenopol » de l'Académie Roumaine,

¹ Paul Shapiro, historien d'origine roumaine, directeur de recherche au Centre d'Études Avancées sur l'Holocauste du Musée Mémorial de l'Holocauste de Washington.

² Jean Ancel (1939-2008) : né en Roumanie dans une famille juive dont plusieurs membres disparaissent dans les trains de la mort qui mettent fin au Pogrom de Iași de juin 1941, il poursuit des études d'histoire aux Universités de Iași et de Jérusalem. Chercheur principal à Yad Vashem depuis 1963, il consacre sa vie et son œuvre à l'étude de l'Holocauste en Roumanie, en consultant de nombreuses archives afin de montrer dans son œuvre la participation active de la Roumanie à la Shoah sous Ion Antonescu. Parmi ses ouvrages de référence : Jean ANCEL, *Contribuții la Istoria României. Problema evreiască 1933-1944 (4 vol.)*, București, Hasefer, 2001, *Transnistria 1941-1942 (3 vol.)*, București, Atlas, 1998.

³ À propos de Jean Ancel, Liviu Rotman affirme : « généralement on parle de la contribution importante d'un chercheur au développement d'un domaine scientifique. Ce n'est pas le cas de Jean Ancel. Il est le fondateur d'un domaine de recherche et celui qui résout la problématique de ce domaine », Liviu ROTMAN, « Jean Ancel (1939-2008) », 22, n° 949, 13-19 mai 2008 ; entretien avec Liviu Rotman, Bucarest, 24 novembre 2009.

⁴ Liviu Rotman (1947-) : né dans une famille juive de Bucarest, il poursuit des études d'histoire à l'Université Bucarest et obtient son doctorat en 1983. Après avoir travaillé comme chercheur à la Direction des Monuments Historiques (1978-1985), il émigre en Israël où travaille un temps à la Bibliothèque centrale d'État (1986-1989) avant de revenir vers la recherche dans le domaine de l'histoire des Juifs de Roumanie et d'intégrer l'Université Bar-Ilan (1990-2004), ensuite l'Institut de Recherches sur la Diaspora de l'Université Tel-Aviv en 2004. Il revient en Roumanie sporadiquement après 1989, surtout pour consulter des archives et participe à la fondation du Centre des sciences judaïques de l'Université de Bucarest, dont il assure la direction. Il commence à enseigner en parallèle à l'École Nationale de Sciences Politiques et Administratives de Bucarest et devient le directeur des Éditions Hasefer, entretien avec Liviu Rotman, Bucarest, 24 novembre 2009.

⁵ Pour la trajectoire biographique de Michael Shafir se reporter au chapitre 6.

⁶ Raphael Vago (1946-) : né dans une famille juive de Roumanie, il émigre en Israël en 1958 où il poursuit des études d'histoire et de science politique à l'Université de Haïfa et à l'Université de Tel-Aviv. Il obtient son doctorat en 1981 avec une thèse sur les relations entre la Roumanie et la Hongrie entre 1944 et 1977. Il est Maître de conférences à l'Université de Tel-Aviv et chercheur au Centre « Cummings » pour Études Russes et Est-Européennes.

⁷ Pour la trajectoire biographique de Leon Volovici, se reporter au chapitre 5.

⁸ Adrian Cioflâncă (1974-) : né à Piatra-Neamț, il poursuit des études d'histoire à l'Université de Iași. Il est journaliste au quotidien *Ziua* de Iași, et chercheur à l'Institut d'Histoire « A. D. Xenopol » de Iași.

de Iași, le plus jeune chercheur de la commission à rejoindre la CISHR sur recommandation de Michael Shafir.

Ensuite, il y a le groupe en provenance du réseau d'institutions de la communauté juive de Roumanie ou des États-Unis et des associations rroms. Parmi les acteurs de ce deuxième groupe se trouvent Menachem Hacohen, le grand-rabbin de Roumanie, Lya Benjamin¹, historienne au Centre pour l'Étude de l'Histoire des Juifs de Roumanie, Irina Cajal et Alexandru Elias, représentants de la FCER, Liviu Beris, rescapé de la Shoah et président de l'Association des Survivants de l'Holocauste de Roumanie, Daniel S. Mariaschin de B'nai B'rith International, Andrew Baker, le président du Comité Juif Américain, enfin, Vasile Ionescu du Centre des Rroms « Aven Amentza ».

Un troisième groupe présent au sein de la CISHR réunit les historiens proches d'Ion Iliescu ou directement connectés à son entourage. Ce groupe est composé du général Mihail E. Ionescu², vice-président de la CISHR, de l'Institut pour Études Politiques de Défense et d'Histoire Militaire de Bucarest, d'Ioan Scurtu³, professeur d'histoire à l'Université de Bucarest, chercheur à l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga » de l'Académie Roumaine et directeur adjoint des Archives Nationales, de Corneliu Lungu⁴, historien et directeur général des Archives Nationales, enfin, de Victor Opaschi⁵, conseiller dans le domaine de la culture du président Ion Iliescu. Selon les témoignages des autres membres de la CISHR, ce troisième groupe a eu une contribution marginale aux travaux de cette dernière, à l'exception du

¹ Pour la trajectoire de Lya Benjamin, se reporter au chapitre 5.

² Mihail E. Ionescu : général d'Armée, spécialiste d'histoire militaire, professeur à l'École Nationale de Sciences Politiques de Bucarest.

³ Pour la trajectoire biographique de Ioan Scurtu, se reporter au chapitre 6.

⁴ Corneliu Lungu (1943-) : né à Giurgiu, il poursuit des études d'histoire à l'Université de Bucarest et obtient un doctorat en 1998. Directeur des Archives Nationales Historiques Centrales (1991-2001), directeur général des Archives Nationales de Roumanie (2002-2007), professeur à l'Université de Craiova à partir de 2001 et l'Université « Spiru Haret » de Bucarest, Faculté d'Histoire, Muséologie et Archivistique.

⁵ Victor Opaschi (1948-) : diplômé en Histoire et Philosophie à l'Université de Iași, en 1971, chercheur à l'Institut de Sciences Politiques (1971-1982), inspecteur au Département des Cultes (1982-1983), professeur dans le secondaire (1984-1989). Après la chute du régime communiste il devient conseiller d'État dans le ministère des Cultes (1990-1996), conseiller personnel d'Ion Iliescu, président du Parti de la Démocratie Sociale de Roumanie (1997-2000), conseiller dans le domaine de la Culture et des Cultes du Président de la République Ion Iliescu (2000-2004).

sociologue Alexandru Florian¹, maître de conférences à l'Université « Dimitrie Cantemir » de Bucarest.

En ce qui concerne la CPADCR, les réseaux de sociabilité établis avant sa constitution sont encore plus saillants. La confession de Ioana Boca, historienne du Centre Internationale d'Études sur le Communisme du Mémorial de Sighet est significative à cet égard :

« Ça (la CPADCR, N. D. L. R.) a été un truc très ouvert. Ça a été un truc de collaboration (...). Cette commission n'a pas fonctionné comme une commission très bureaucratique. La majorité d'entre nous se connaissait. Nous sommes un petit groupe, nous ceux qui nous occupons de l'histoire du communisme, de l'histoire de la répression communiste. »²

Un premier groupe est formé par les membres et les collaborateurs du GDS et de la revue 22, dont font partie 12 participants de la CPADCR³. Leur convocation au sein de la commission est essentiellement liée à leurs engagements anticomunistes de plus longue date, à l'activité et aux valeurs défendues par le groupe depuis sa création en 1990. Mais elle découle aussi de leur mobilisation pour une condamnation officielle de l'ancien régime par le chef de l'État qui précède la constitution de la commission. Si avant 2006 le GDS devient une tribune pour l'« Appel » lancé par Sorin Ilieșiu⁴, après la création de la CPADCR, l'association se comporte comme le principal relais de ses travaux dans la presse.

Un deuxième groupe qui fait partie de la CPADCR réunit les représentants des victimes du communisme, notamment en provenance de l'AFDPR tel son président, Constantin Ticu Dumitrescu et de la fondation l'Académie Civique tels son fondateur Romulus Rusan, le

¹ Alexandru Florian (né en 1954) : né à Bucarest dans une famille juive, il est le fils de Radu Florian, membre du PCR et professeur de marxisme-léninisme à la Faculté de Philosophie de Bucarest (pour la trajectoire biographique de Radu Florian, voir chapitre 4). Après des études de philosophie et sociologie à l'Université de Bucarest (1977), Alexandru Florian passe son doctorat en philosophie et sciences politiques (1998). Entre 1991 et 1999 il travaille comme chercheur à l'Institut de Théorie Sociale de l'Académie Roumaine et à partir de 1999 il devient chercheur à l'Institut Social-Démocrate, *think tank* du Parti Social-Démocrate (PSD) du Président Ion Iliescu.

² Entretien avec Ioana Boca (CPADCR), 8 décembre 2008 ; entretien avec Cristina Petrescu (CPADCR), Bucarest, 18 décembre 2008.

³ Mihnea Berindei, Radu Filipescu, Vladimir Tismăneanu, Monica Lovinescu, Virgil Ierunca, Sorin Ilieșiu, Sorin Alexandrescu, Andrei Pippidi, Stelian Tănase, Marius Oprea, H.-R. Patapievici, Smaranda Vultur.

⁴ Entretien avec Sorin Ilieșiu, Bucarest, 8 décembre 2008.

directeur du Centre International d'Études sur le Communisme et plusieurs historiens (Ioana Boca, Robert Fürtos et Smaranda Vultur), employés ou collaborateurs du Mémorial de Sighet.

Un troisième groupe présent au sein de la CPADCR se compose d'anciens étudiants et collaborateurs de Vladimir Tismăneanu. Il s'agit notamment des époux Dragoș et Cristina Petrescu¹, de Adrian Cioflâncă, de Cristian Vasile, le secrétaire scientifique de la commission, mais aussi de proches de plus longue date comme l'historien et dissident Mihnea Berindei², le politologue Stelian Tănase³, le critique littéraire et linguiste Sorin Alexandrescu⁴, professeur à l'Université d'Amsterdam, ou l'historien Armand Goșu⁵, Maître de conférences à l'Université de Bucarest et rédacteur de la revue 22.

¹ Cristina et Dragoș Petrescu, docteurs en histoire comparée à l'Université Centrale Européenne de Budapest en 2003. Boursiers à l'Université du Maryland aux États-Unis (2000) sous la coordination de Vladimir Tismăneanu, maîtres de conférences en sciences politique à l'Université Bucarest. Cristina et Dragoș Petrescu s'intéressent aux mouvements d'opposition et à la dissidence politique sous le régime communiste. Ils sont également les traducteurs de l'édition roumaine du livre de Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate*, Polirom, Iași, 2005.

² Pour la trajectoire biographique de Mihnea Berindei se rapporter au chapitre 1.

³ Pour la trajectoire biographique de Stelian Tănase, se rapporter au chapitre 1.

⁴ Sorin Alexandrescu (né en 1937) : neveu de Mircea Eliade. Il suit des études de philologie à l'Université Bucarest et devient l'assistant des deux grands critiques littéraires, Tudor Vianu et G. Călinescu en tant que chercheur à l'Institut d'Histoire Littéraire de l'Académie Roumaine (1963-1966). En 1974 il émigre aux Pays-Bas à l'invitation d'un professeur français qui lui propose d'enseigner pendant un semestre le roumain à l'Université d'Amsterdam. Il y reste en continuant sa carrière et ajoutant à la langue et littérature roumaine, la sémiotique. Sorin Alexandrescu est l'un des membres actifs de l'exil politique anticommuniste, fondateur du Comité pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie (1988) de Hollande. Après 2002, il retourne en Roumanie et se mobilise pour la rénovation de la Bibliothèque Centrale Universitaire de Bucarest, qui a brûlé durant un incendie pendant la « Révolution ».

⁵ Armand Goșu (1968-) : diplômé en histoire de l'Université de Bucarest (1991), il obtient son doctorat en histoire de la Russie à l'Université de Moscou (1998). Chercheur à l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest (1991-2001), il devient directeur de programmes à l'Institut Roumain d'Histoire Récente (2002-2004), ensuite, en 2004, Maître de conférences en sciences politiques à l'Université de Bucarest (2004).

B/ Clivages générationnels et désaccords professionnels au sein de la CISHR et de la CPADCR

À partir de ces configurations, deux types de clivages se manifestent durant les travaux des commissions : des clivages internes à la profession d'historien et des clivages entre historiens et anciennes victimes.

Les clivages entre historiens se superposent souvent sur les divisions générationnelles. Trois générations¹ d'historiens se rencontrent au sein des deux commissions. La première génération est celle des acteurs nés autour des années 1930-1940, qui poursuivent leurs études universitaires et la plupart de leurs carrières académiques sous le régime communiste². Une deuxième génération est celle des intellectuels nés dans les années 1950. Contrairement à leurs collègues aînés, ils se distinguent par des trajectoires biographiques qui s'internationalisent à partir des années 1970 lorsqu'une grande partie d'entre eux émigre à l'étranger. Une fois installés dans le pays d'accueil, ces acteurs décident de refaire des études et réussissent souvent à s'insérer professionnellement dans les milieux académiques étrangers que ça soit dans l'enseignement ou dans la recherche, dans leur domaine de prédilection. Parmi les destinations préférées figurent la France, les Pays-Bas, les États-Unis et Israël. Après la chute du régime communiste en 1989, les intellectuels de cette deuxième génération reviennent dans le circuit académique local, sans pour autant quitter leurs postes ou leur situation dans le pays d'adoption³. La troisième génération présente au sein des deux commissions est celle qui est née dans les

¹ Le terme de génération est utilisé ici moins en tant que « cohorte de naissances » et plus dans le sens hérité de Karl Mannheim, « comme un ensemble de personnes ayant à peu près le même âge, mais dont le principal critère d'identification sociale réside dans les expériences historiques communes et particulièrement marquantes dont elles ont tiré une vision partagée du monde », « Autour du mot "génération", *Recherche et formation*, n° 45, 2004, p. 101.

² De cette première génération font partie : Ioan Scurtu (né en 1940) (CISHR), Corneliu Lungu (né en 1943) (CISHR), Ioan Ciupercă (né en 1940) (CISHR), Jean Ancel (né en 1939) (CISHR), Alexandru Zub (né en 1934) (CPADCR), Romulus Rusan (né en 1935) (CPADCR).

³ De cette deuxième génération font partie : Jean Ancel (né en 1939) (CISHR), Radu Ioanid (né en 1953) (CISHR), Mihai Dinu Gheorghiu (né en 1953) (CISHR), Michael Shafir (né en 1944) (CISHR), Leon Volovici (né en 1938) (CISHR), Vladimir Tismăneanu (né en 1951) (CPADCR), Mihnea Berindei (né en 1950) (CPADCR), Sorin Alexandrescu (né en 1937) (CPADCR).

années 1970. Ses membres poursuivent des études universitaires dans l'après-1989 et leurs carrières démarrent sous les auspices de la libéralisation¹. Mais malgré le changement politique, ils bénéficient tout comme leurs prédécesseurs, d'une formation historique qui hérite bien des caractères de la période communiste : positivisme, fétichisation de l'archive écrite, manque de contact avec l'étranger, opacité à l'histoire sociale, refus de l'interdisciplinarité, absence de renouvellements méthodologiques². Pourtant, contrairement aux intellectuels de la première génération, les jeunes historiens tirent profit de l'accès à de nouvelles ressources scientifiques grâce aux bourses d'études à l'étranger. La multiplication des programmes d'échanges conclus par les universités roumaines³ dans la deuxième moitié des années 1990 offre des possibilités de mobilité aux historiens de la troisième génération qui en profitent pleinement. À ce titre, l'une des destinations les plus fréquentées est l'Université Centrale Européenne de Budapest (CEU)⁴. Pépinière des élites politiques et intellectuelles est-européennes après 1989, la CEU dispense des enseignements dans un « environnement libéral et antinationaliste »⁵. Cette université se propose de former les futurs dirigeants d'Europe de l'Est en leur « inculquant les idées et les valeurs fondamentales d'une société ouverte et démocratique » à travers la diffusion des cours qui mettent l'accent sur la « doctrine néolibérale » et la « bonne gouvernance »⁶. Le passage par la CEU les expose ainsi à des valeurs et à des instruments idéologiques et cognitifs cohérents avec la critique du régime communiste et des politiques de discrimination raciale. Loin derrière la CEU, se situent les universités américaines et françaises en tant que destinations

¹ De cette troisième génération font partie : Adrian Cioflâncă (né en 1974) (CISHR, CPADCR), Cristian Vasile (né en 1976) (CPADCR), Marius Oprea (né en 1964) (CPADCR), Ioana Boca (née en 1974) (CPADCR), Dorin Dobrinu (né en 1972) (CPADCR), Robert Furtos (né en 1974) (CPADCR), Virgiliu Țărău (né en 1970) (CPADCR), Anca Șincan (née en 1978) (CPADCR), Cristina Petrescu (CPADCR), Dragoș Petrescu (CPADCR), Armand Goșu (né en 1968) (CPADCR), Constantin Iordachi (né en 1970) (CPADCR)

² Entretiens avec : Cristian Vasile (secrétaire scientifique, CPADCR), Bucarest, 9 décembre 2008, Adrian Cioflâncă (CISHR, CPADCR), Bucarest, 7 octobre 2009, Dragoș Petrescu (CPADCR), Bucarest, 3 décembre 2008, Smaranda Vultur (CPADCR), Bucarest, 3 octobre 2009.

³ Bogdan MURGESCU, *A fi istoric în anul 2000*, op. cit., p. 67.

⁴ Cristina Petrescu, Dragoș Petrescu, Cristian Iordachi obtiennent leur doctorat en histoire à la CEU de Budapest en 2003. Anca Șincan est doctorante à la CEU Budapest, Adrian Cioflâncă et Levente Salat y effectuent plusieurs stages de recherche (2000, 2001, 2003, 2004).

⁵ Nicolas GUILHOT, « Une vocation philanthropique : Georges Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 151-152, 2004, p. 47.

⁶ *Ibid.*, p. 45.

d'études fréquentées par les jeunes historiens des deux commissions¹. Durant ces stages à l'étranger, les historiens de la troisième génération avouent s'être ouverts à l'interdisciplinarité, en se familiarisant avec de nouvelles méthodes et perspectives méthodologiques, notamment la méthode comparative qui leur permet de sortir de l'«exceptionnalisme roumain» et en bénéficiant de l'accès à une littérature de spécialité inaccessible en Roumanie :

« J'ai commencé à gagner ces bourses par exemple, en Hongrie qui, pratiquement, est devenue une deuxième patrie pour moi parce que je trouvais des livres là-bas. Donc, ça c'est un sérieux problème et pratiquement moi, plusieurs années, plusieurs parmi ces bourses je les ai consommées en rassemblant des livres avec désespoir. (...) J'ai porté des tonnes de livres »².

Leur pratique scientifique change et ils acquièrent un regard critique sur la production historiographique sur la période contemporaine marquée selon eux par une optique « nationaliste » et « positiviste ». À ce propos, les entretiens avec Cristian Vasile (né 1976) et Adrian Cioflâncă (né 1974), membres de la CISHR et de la CPADCR, sont probants :

« Un autre enjeu par rapport à nos collègues c'est que (*le Rapport*, N. D. L. R.) a été aussi d'une certaine manière, une bataille dans le champ de l'historiographie roumaine. Il peut être perçu comme une démarcation envers certains historiens qu'on considérait trop attachés à la période d'avant 1989, donc il s'agit là d'une bataille générationnelle entre les anciens élèves qui contestent leurs professeurs. Je vous ai raconté pour Monsieur Scurtu³. Cristina et Dragoș Petrescu, moi-même, les étudiants de monsieur le professeur, voilà quelle rupture, les anciens étudiants qui contestent leurs professeurs. C'est une lutte entre générations, finalement. D'une certaine manière, nous apportons une nouvelle perspective par rapport à celle de nos professeurs d'histoire, qui ont été également professeurs dans les années 1970, et encore dans les années 1980, probablement biaisés d'une certaine manière... La perception était qu'ils nous enseignent la période 1945-1965 et que, ce qu'il suivait n'était plus enseigné... Peut-être que nous ne l'avions pas perçue comme une bataille générationnelle, mais la suite a montré que

¹ Cristina et Dragoș Petrescu effectuent un stage de recherche à l'Université du Maryland (2000), Constantin Iordachi au Centre « Fernand Braudel » de Paris, à l'American Research Institute de Turquie, Anca Sincan effectue un stage de recherche à l'Université d'Oxford (2006-2007) au Royaume-Uni, Levente Salat à Harvard University (1999), à l'University of Ottawa (1998), à Swedish Institute (1993), etc.

² Entretien avec Adrian Cioflâncă (CISHR, CPADCR), Bucarest, 7 octobre 2009.

³ Cristian Vasile fait allusion aux critiques exprimées par Ioan Scurtu à l'adresse du *Rapport final* de la CPADCR, voir Ilarion ȚIU, « Crimele comunismului « marca » Tismăneanu », *Jurnalul Național*, n° 4186, 20 décembre 2006.

(ce *Rapport*, N. D. L. R.) a été aussi cela. Et Adrian Cioflâncă a peut-être rompu avec Monsieur Buzatu¹, membre du Parti de la “Grande Roumanie” et vice-président du Sénat de la part de ce même parti qui a contesté aussi, n’est-ce pas, le *Rapport* de la commission Wiesel»².

« Le premier conflit a été avec le doyen de ma faculté (...) Ioan Ciupercă qui était membre de la commission (CISHR, N. D. L. R.) et responsable du chapitre concernant les relations entre la Roumanie et l’Allemagne nazie. Mais lui avait ce problème que je lui connaissais, à savoir, son penchant nationaliste comme la plupart des profs d’histoire contemporaine de chez nous et j’ai essayé de le prévenir qu’il est possible que ça se passe mal lors de la première réunion (de la CISHR, N. D. L. R.) à Washington et justement, il est arrivé avec une ébauche et elle a été détruite parce qu’elle était mauvaise académiquement, il n’y avait pas d’appareil critique, et aussi parce qu’elle avait une note, un air disculpant à l’adresse de Antonescu assez visible.

— Mais pourquoi, a-t-il été invité dans cette commission ?

— Parce qu’on n’avait personne. On n’avait pas de gens qui possèdent une certaine intelligence scientifique et qui connaissent le métier également. (...) Il semblait être l’un de ces cas... et il l’est... parce qu’il n’est pas un nationaliste rageur. Il semblait bien écrire, il semblait équilibré dans ce qu’il faisait, mais en réalité il a une forme de modernité très patriarcale. Lorsqu’il l’a affichée dans le milieu très compétitif et très drastique qu’est Washington en termes scientifiques, ça a capoté »³.

Les conflits qui éclatent entre les représentants des différentes générations sont ainsi souvent rationalisés à travers des désaccords théoriques, méthodologiques ou idéologiques sur les sujets discutés. Mais une analyse plus attentive de la situation montre que ces conflits sous-tendent souvent des enjeux liés au contrôle des ressources au sein du champ historien roumain. Sous cet angle, les membres de la première génération cumulent des positions institutionnelles fortes au sein de l’université⁴, au sein des instituts de l’Académie Roumaine⁵ et surtout au sein

¹ Pour la trajectoire de Gheorghe Buzatu, se rapporter aux chapitres 4 et 6. L’historien est connu pour ces prises de position négationnistes.

² Entretien avec Cristian Vasile, Bucarest, 9 décembre 2008.

³ Entretien avec Adrian Cioflâncă (CISHR, CPADCR), Bucarest, 7 octobre 2009.

⁴ Ioan Ciupercă est le Doyen de la Faculté d’histoire de Iași en 2006.

⁵ Ioan Scurtu est directeur général adjoint de l’Institut de la Révolution Roumaine entre 2004 et 2009, directeur de l’Institut d’Histoire « Nicolae Iorga » de Bucarest entre 2001 et 2006. Alexandru Zub est directeur de l’Institut

des Archives Nationales¹ qui reste l'un des lieux stratégiques les plus convoités par les historiens des deux autres générations². Dans les conditions où l'accès aux fonds de la période contemporaine est fréquemment limité pour plusieurs raisons³, les derniers interprètent cette situation comme le signe d'une opposition active des historiens aînés qui souhaitent conserver le monopole sur la matière première du passé « récent ».

Dans ces conditions, l'écriture de l'histoire politique de la Roumanie se dessine à l'occasion de la CISHR et de la CPADCR comme un terrain de lutte pour la domination de la discipline. Étant donné que ces deux commissions sont contrôlées par les représentants de la deuxième génération en alliance avec ceux de la troisième génération, les deux rapports d'expertise sont utilisés comme le lieu d'une revanche qui vise à délégitimer professionnellement les acteurs qui cumulent les ressources au sein du champ historique. Par conséquent, les frictions qui surgissent entre les membres de la profession durant les travaux des deux commissions sont ainsi liées à un état des rapports de force qui précèdent leur constitution.

Une des autres stratégies utilisées pour déposséder une partie des acteurs dominants du champ de leurs ressources institutionnelles a trait à la construction d'une identité collective autour de ce qui apparaît de plus en plus à partir des années 2000 en Roumanie comme

d'histoire « A. D Xenopol » de Iași depuis 1989. En 2006 il devient chef de la section d'histoire de l'Académie Roumaine.

¹ Ioan Scurtu est directeur des Archives Nationales entre 1991 et 1996. Corneliu Lungu est directeur de la Direction des Archives Historiques Centrales entre 1991 et 2002 et directeur des Archives Nationales entre 2002 et 2007.

² Voir par exemple les accusations de plusieurs historiens à l'adresse des membres de la CPADCR qui ayant un accès non-restrictonné à l'ensemble des archives de la période communiste sont accusés de photocopier des documents à usage personnel, en leur faisant ainsi une concurrence « non-loyale », Claudiu TÂRZIU, « Comisia Tismăneanu copiază la comunism mai mult decât ceilalți », *Cotidianul*, 20 septembre 2006.

³ Les difficultés d'accès aux archives de la période communiste, et de la bataille entre archives après 1989 sont traitées par Raluca Ursachi dans sa thèse de doctorat. Elle montre que le verrouillage des archives du PCR découle d'un cadre légal extrêmement sévère (le délai est de 30 ans pour les documents concernant « les intérêts nationaux, les droits et libertés des citoyens » (loi des Archives Nationales n° 16/1996)), mais l'appréciation appartient au directeur des archives), des délais de communication longs, une attitude de « blocage » de l'accès à ces fonds. « Ces attitudes peuvent être expliquées de multiples façons : protection des intérêts de divers représentants du pouvoir, concernés par de potentielles révélations de leur carrière passée ; réflexe conservateur de l'institution et de ses fonctionnaires, renforcé par une longue appartenance au Ministère de la police ; mais aussi des intérêts plus prosaïques des chercheurs, liés aux rivalités du monde académique roumain », Raluca URSACHI, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, op. cit., p. 179-182.

l'émergence d'une nouvelle branche, à savoir l'histoire « récente ». Désignant l'étude de la période qui commence avec la constitution de l'État national unitaire en 1918, cette branche se dispute le droit de cité avec l'histoire contemporaine en expansion¹ présente dans les institutions du *cursus* de l'Académie Roumaine². L'un des points de distinction revendiqués, c'est que les représentants de l'histoire « récente » promeuvent une perspective plus critique sur le passé, qui prend en compte les continuités avec le présent politique de la Roumanie. Ils se mobilisent pour la création de nouvelles institutions qui échappent au circuit du *cursus* et à l'influence des réseaux politiques notamment du PSD comme par exemple l'Institut Roumain d'Histoire Récente, une tentative échouée de créer avec des fonds privés un laboratoire de recherche indépendant³. Réunissant des historiens de la deuxième et de la troisième génération parmi ceux qui sont présents au sein des commissions et des représentants de la science politique, cette nouvelle branche ou « école » bâtit son identité professionnelle collective autour d'« objets emblématiques, de pères fondateurs et de méthodes particulières »⁴. Parmi ceux-ci, l'étude de la

¹ Le nombre de titres d'histoire contemporaine est en hausse après 1989, il s'élève à 948 (1989-1994), 1992 (1994-1999) et enfin 4839 (1999-2004). L'histoire contemporaine devient après 1989 le principal domaine d'étude avec un volume total de 14 368 titres entre 1989 et 2004, George MOISA, *Direcții și tendințe în istoriografia românească*, Oradea, Universitatea Oradea, 2007, p. 66.

² De nouvelles sections d'histoire contemporaine sont créées un peu partout dans les grands centres universitaires, dont Bucarest où par exemple à l'Institut d'histoire « Nicolae Iorga » une nouvelle section ouvre en 2002. Voir Andi MIHALACHE, « Cunoaștere, memorie, istorie. Periplus istoriografic », *Anuarul Institutului « A. D. Xenopol »* (Supplément), vol. LII, 2015, p. 325-370.

³ L'Institut Roumain d'Histoire Récente (IRIR) est créé en 2000 à l'initiative de l'ambassadeur hollandais en Roumanie, Coen Storck qui participe à son financement par une donation. L'Institut est financé également par un programme des Nations unies et par l'homme d'affaires et mécène Dinu Patriciu. En ouverture de la présentation qu'on peut lire sur son site internet, l'Institut déplore le manque de spécialistes et d'études d'histoire récente, très demandées pourtant par les universités et les publics autochtones. L'IRIR se propose de créer un espace de professionnalisation des chercheurs sur des sujets concernant le communisme et le postcommunisme à travers des débats, des conférences, des contacts avec l'étranger, des publications et des études de spécialité et de combler ainsi le vide historiographique sur le passé récent. Le conseil scientifique de l'Institut réunit des intellectuels à fort capital symbolique : Jurgen Kocka (Freie Universität Berlin), Sorin Antohi (Central European University (CEU), Budapest), Hans Blom (président de l'Institut hollandais de documentation sur la guerre (NIOD), Amsterdam), Dennis Deletant, (School of Slavonic and East European Studies (SSEES), University College London), Luisa Passerini (Université de Turin, l'Institut Européen de Florence), Henry Rousso (Directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, Paris), Alexandru Zub (Directeur de l'Institut « A.D. Xenopol », Iași). La direction de l'IRIR est assurée par l'historien Dragoș Petrescu, secondé par Armand Goșu, Marius Oprea et Mihai Chioveanu. Des conflits internes notamment entre Dragoș Petrescu et Marius Oprea et l'absence de financements dans les années à venir font que jusqu'en 2005 cet institut cesse pratiquement de fonctionner.

⁴ Cette tentative rappelle les mobilisations autour de la réhabilitation de l'histoire politique en France à partir des années 1980 et l'importance prise au sein de cette école par le « national-populisme » étudiée par Annie

Shoah et de la répression communiste, le paradigme totalitaire ou le négationnisme ou des figures souvent citées comme Hannah Arendt, Stéphane Courtois ou Raul Hilberg.

Pour autant, l'histoire critique des passés « récents » promue par une partie des membres de la CISHR et de la CPADCR qui aspirent à l'affranchir des relectures « nationalistes » doit composer avec d'autres types de conditionnements également. D'un côté, avec un conditionnement politique puisque la criminalisation du passé fonctionne au milieu des années 2000 tantôt comme un instrument diplomatique de pacification des tensions internationales (CISHR), tantôt comme une arme stratégique au sein des batailles partisans locales (CPADCR). D'un autre côté, elle doit composer avec le point de vue sur le passé des anciens prisonniers politiques qui représentent pour les historiens impliqués dans cette entreprise des alliés de taille.

En ce qui concerne le conditionnement politique accepté par les membres des deux commissions, il est souvent présenté comme un compromis nécessaire, autrement dit comme une étape dans la reconquête d'une plus grande autonomie du discours historien une fois qu'une narration dominante sur le passé a été « arrêtée ». L'officialisation de ce discours est ainsi perçue moins comme un abandon de l'indépendance de la science et davantage comme une façon de la préserver en faisant obstacle à la multiplication des usages politiques du passé, donc d'une utilisation illicite des objets de l'historien, qui échappe ainsi à son contrôle. Cette stratégie qui consiste à abandonner temporellement l'indépendance d'une production intellectuelle pour un affranchissement politique à venir rappelle les jeux avec le pouvoir communiste des littéraires de la Radio Free Europe¹. L'historien Dragoș Petrescu du Collège CNSAS, membre de la CPADCR décrit cette situation paradoxale de la politisation acceptée de l'histoire au bénéfice de son indépendance future ainsi :

« On a accepté de rester là, dans la commission, en croyant que
pourtant les avantages de l'apparition du *Rapport* sont plus importants

COLLOVALD, *Le populisme du FN, un dangereux contresens*, Broissieux, Le Croquant, 2004, p. 28 (et plus largement p. 25-53).

¹ Ioana POPA, « "L'impureté" consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à Radio Free Europe », art. cité.

(que les désavantages, N. D. L. R.). *La fin de la politisation*. Je considère et j'ai considéré qu'au fait, l'apparition de ce *Rapport* mènera à la clôture de la période pendant laquelle les partis politiques pouvaient rentrer dans une compétition basée sur la condamnation du passé communiste, autrement dit, en utilisant l'argument anticommuniste dans une bataille politique actuelle. Du moment où officiellement le communisme a été (condamné, N. D. L. R.)..., donc ce bilan a été négatif et est validé par un document officiel avec un volume et par une déclaration officielle du Président du pays devant le Parlement, alors, c'est très clair et c'est ce qu'on a vu maintenant... à mesure que le temps passe, l'argument n'est plus utilisé. Les partis ne sortent plus sur les devants de la scène en disant "nous sommes anticommunistes, il faut qu'on sorte les communistes de la vie publique". Cet argument tout spécialement est dilué après »¹.

Un deuxième conditionnement avec lequel doivent composer les historiens provient des anciennes victimes qui, surtout dans le cas de la CPADCR, souhaitent avoir une emprise sur la reconstitution du passé. Des tensions surgissent qui ne se reproduisent pas dans le cas de la CISHR. Plusieurs facteurs expliquent cette différence. Tout d'abord, le fait que les débats autour de la reconnaissance de la participation roumaine à la Shoah qui émergent dans la deuxième moitié des années 1990 sont portés en Roumanie par les intellectuels et moins par les victimes elles-mêmes². Tel n'est pas le cas des mobilisations autour de la reconnaissance du Goulag dans lesquelles s'impliquent activement dès 1990 les anciens prisonniers politiques des années 1950. Parce que l'un des registres d'action les plus utilisés par ces acteurs pour faire reconnaître leurs souffrances a été l'écriture de l'histoire au sein des structures comme le Mémorial de Sighet ou à travers la publication massive de leurs mémoires³, ils se sentent directement concernés par le

¹ Entretien avec Dragoș Petrescu (CPADCR), Bucarest, 3 décembre 2008.

² Des débats très polémiques autour du passé récent, qui prennent la forme de la concurrence entre l'Holocauste et le Goulag, éclatent dans la presse culturelle de Roumanie (et par la suite étrangère) en 1996 et ne cessent pas jusqu'en 2000. Portée par des intellectuels survivants de la Shoah, sinon des anciens opposants communistes, cette longue controverse avait entraîné entre 1997 et 2000 plusieurs membres des deux commissions. Monica Lovinescu et Nicolae Manolescu, membres de la CPADCR sont cités comme négationnistes dans le chapitre du *Rapport final de la CISHR*, dédié aux formes contemporaines de négationnisme, dont pas moins de cinq auteurs — Radu Ioanid, Michael Shafir, Lya Benjamin, George Voicu, Leon Volovici — avaient été impliqués à leur tour dans ce débat. La principale question qui se posait alors était de savoir, si oui ou non, la mémoire du Goulag est déficitaire à cause d'un monopole de la souffrance exercé par les Juifs.

³ Cristina PETRESCU, « Cum ne-am recuperat trecutul recent : interpretarea comunismului în sfera publică postcomunistă », art. cité.

contenu du *Rapport final* de la CPADCR et réclament à s'y exprimer directement et non seulement à travers la médiation de l'histoire. Ils sont représentés au sein de la CPADCR par le très véhément Constantin Ticu Dumitrescu, le président de l'AFDPR et par Gheorghe Boldur Lătescu, un historien amateur du cercle de Sighet qui intervient en tant que « collaborateur ». Ainsi, pendant les travaux des deux commissions un conflit éclate avec les historiens. On ne dispose pas de toutes les données pour pouvoir reconstituer en détail ces désaccords, mais l'enquête de terrain effectuée fournit assez d'éléments pour avancer qu'ils portent sur deux points.

Premièrement, sur l'utilisation du terme de « génocide » pour caractériser le Goulag roumain, suivant le modèle de l'Holocauste¹. Deuxièmement, sur le nombre de victimes du régime communiste, qui, selon les anciens prisonniers politiques, s'élèverait en Roumanie à deux millions². Nourrissant une martyrologie concurrentielle de plus longue date, l'enjeu évident de ces affirmations est de légitimer la mise en équivalence de l'Holocauste et du Goulag. Insatisfaits des preuves apportées à l'appui de ces affirmations, plusieurs historiens qui font partie de la CPADCR s'en démarquent publiquement³.

Cet épisode illustre bien comment comprendre l'ambivalence constitutive de la relation qui s'établit entre certains historiens du communisme et les anciennes victimes qui, comme c'est le cas ailleurs lorsqu'elles se mobilisent pour dire leur histoire « ne peuvent que maladroitement reproduire, sur le mode du simili, les formes de la scientificité tout en livrant des indices de leur manque d'objectivité »⁴. D'un côté, il s'agit d'une alliance basée sur des convictions

¹ Voir le chapitre « Le génocide communiste en Roumanie » réalisé par l'Association des anciens prisonniers politiques de Roumanie qui représente les victimes du régime concentrationnaire, dans CPADCR, *Rapport final*, (version électronique), p. 157-167, consultable en ligne à l'adresse web suivante : https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/RAPORT%20FINAL_%20CADCR.pdf.

² CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 459.

³ Une note signée par Andrei Pippidi, historien réputé et membre des deux commissions d'expertise, et par Dorin Dobrinu, jeune historien spécialiste de la collectivisation dans les années 1950 soulignent que produit en dehors d'une base documentaire solide, le chiffre de 2 millions victimes est exagéré et ils ne le valident pas. Ils estiment à 350 000 le nombre de victimes du régime communiste en Roumanie, CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 463

⁴ Sandrine LEFRANC et Lilian MATHIEU, « Introduction. De si probables mobilisations de victimes », art. cité, p. 15.

anticommunistes partagées et sur une lecture moralisante du passé, dans laquelle ce qui s'échange est le capital symbolique des victimes contre l'historicisation de leurs souffrances. D'un autre côté, il s'agit du refus de plusieurs membres de la CPADCR de *ratifier* une histoire du communisme qui reprenne tel quel le témoignage des victimes sans le soumettre aux règles de la méthode historique. Cette tension entre une logique d'autonomie qui recommande le *Rapport final* de la CPADCR comme une œuvre d'histoire et une logique d'hétéronomie qui ne conteste pas la version de l'histoire produite par les porteurs de la « mémoire » de la répression communiste, est au cœur de la relation entre les historiens et les victimes de l'ancien régime durant les travaux de la commission.

Force est de constater que cette dispute n'a pas lieu dans le cas de la CISHR, où les survivants invités à participer aux travaux comme Liviu Beris et Alexandru Elias n'interfèrent pas avec le travail des historiens.

L'accord préalable et unanime sur l'existence d'un holocauste roumain, accord qui porte tant sur l'emploi du concept que sur la définition à lui donner semble avoir désamorcé les conflits potentiels¹. Effet de l'internationalisation de la CISHR, dérive du fait que le sujet date pour les spécialistes étrangers, l'histoire de la Shoah est importée en Roumanie sous une forme plus normalisée. Elle peut désormais s'écrire en intégrant le témoignage des survivants, mais indépendamment de celui-ci et selon des critères qui soient considérés scientifiques. L'écart temporel envers les événements, l'émigration à l'étranger de la plupart des survivants de moins en moins nombreux en Roumanie, contribue à son tour à cette distanciation par rapport au sujet et à un traitement plus dépassionné. Ce n'est pas le cas pour la période communiste qui reste encore un enjeu brûlant des luttes politiques et dont l'histoire est dans une phase de dénonciation.

À lire la composition des deux commissions à la lumière des transformations et des recompositions de la profession historique après la chute du communisme, on remarque que

¹ Entretien avec Radu Ioanid, Bucarest, septembre 2012 ; entretien avec Adrian Cioflâncă, Bucarest, 7 octobre 2009.

des liens s'établissent entre les méthodes de l'historien, le contexte politico-idéologique et les frictions internes au champ historiographique. Sous cet angle, on peut dire que les deux commissions sont un miroir assez fidèle de l'état de l'historiographie roumaine, traversée par deux points de fracture. Un premier entre un groupe d'historiens qui ont fait carrière sous l'ancien régime et cumulent les ressources, assez minoritaires au sein des commissions¹ et les nouveaux historiens en alliance avec une génération d'âge moyenne. Un deuxième point de fracture se fait entre historiens professionnels et les amateurs reconvertis à l'histoire ou les politiques qui contestent leur monopole du discours légitime sur le passé « récent ».

Section 3 : Histoire académique, histoire politique dans les deux *Rapports finaux*

Si les deux commissions d'historiens reflètent l'état de l'historiographie et des relations qu'elle entretient avec le monde politique et avec l'espace public, les *Rapports d'expertise* sont encore davantage le produit de ces influences. Des facteurs conjoncturels s'y ajoutent pour façonner encore davantage ces deux documents qui représentent le socle d'une nouvelle histoire officielle. Cette troisième section revient dans un premier temps sur le fonctionnement des deux commissions d'historiens et dans un deuxième temps sur le contenu des deux *Rapports finaux* et leur message politique.

¹ À quatre exceptions près, aucun parmi les chercheurs de la première génération ayant vécu et produit en Roumanie sous le communisme, n'a été convié à faire partie des commissions.

A/ Fonctionnement des commissions et conditions de production des *Rapports*

Les deux commissions d'historiens fonctionnent selon un algorithme assez différent lorsqu'il s'agit de l'organisation et de la durée des travaux.

Pendant que la CISHR déroule ses travaux d'octobre 2003 à novembre 2004 et se réunit à trois reprises — à Washington, à Jérusalem et à Bucarest —, la CPADCR fonctionne sur une période beaucoup plus courte, d'avril à novembre 2006 et se réunit à peine deux fois, à Bucarest.

Une deuxième différence notable est liée à la manière dont les responsables des deux commissions font jouer les diverses légitimités dans la division du travail entre leurs membres. Si dans le cas de la CISHR tous les membres sont réunis dans une seule équipe, la CPADCR est divisée entre deux sous-commissions, celle des membres « pleins » et celle des « experts ». L'écriture du *Rapport final* revient essentiellement aux experts, mais ils occupent toutefois une position subordonnée par rapport aux membres « pleins » qui peuvent superviser le travail et y intervenir directement. Bien que cette distribution des rôles ne fonctionne pas en pratique de manière stricte comme la plupart des interviewés le soulignent, elle nous informe sur la hiérarchie des légitimités qui y sont réunies et sur l'importance prise par le capital « moral » des intellectuels anticommunistes sur la compétence des historiens.

La CISHR fonctionne en pratique selon une organisation assez bureaucratisée. La commission est divisée en plusieurs groupes (2-3 personnes) et chaque groupe est responsable d'un chapitre selon ses compétences et ses intérêts. Une fois écrits, les chapitres sont relus par les membres des autres équipes qui se suivent les uns les autres et apportent des corrections et des suggestions au moment des réunions. Coordonnées par les vice-présidents, les trois rencontres de la CISHR se déroulent selon des règles précises, mais sans éviter la polémique. Des temps de parole égaux sont accordés à tous les participants pour favoriser les échanges. Cette organisation rigoureuse du travail et le respect accordé, tant que faire se peut, à toutes les opinions exprimées, souligné par la plupart des interviewés, est visible au niveau du produit

final assez homogène, avec des chapitres qui ont quasiment la même longueur, rédigés sans disparités de style, inadvertances ou désynchronisations entre la thématique et l'information contenue. Les positions n'ayant pas trouvé un accord se retrouvent exprimées dans le contenu final du *Rapport*, comme par exemple dans le cas du nombre de victimes qui se situerait « entre 280 000 et 380 000 »¹.

La CPADCR fonctionne quant à elle selon une organisation assez différente. Plus nombreuse et s'accordant un temps de travail plus court pour un document finalement très long (environ 700 pages), elle n'a pas bénéficié d'une répartition claire des tâches, ce qui a laissé beaucoup de place au volontariat. De la même manière, elle n'a pas bénéficié non plus d'un cadre de débat et de négociation permanent ou suffisamment large et ouvert pour favoriser l'émergence d'un consensus entre les différentes prises de position divergentes. La répartition des chapitres s'est faite entre des acteurs individuels, certaines parties seulement étant rédigées par des groupes dont le niveau d'interconnaissance est suffisamment élevé pour que la possibilité des désaccords soit minimisée.

Si le travail des personnes impliquées dans l'écriture du *Rapport final* de la CPADCR a pu se dérouler en équipe par moments, surtout en ce qui concerne la recherche dans les archives², le produit final représente davantage une compilation, un collage de travaux individuels qu'un produit original. Il est traversé par des contradictions entre les chapitres et des différences visibles de style, malgré les efforts d'une équipe qui a essayé d'uniformiser l'ensemble³. Le manque de concertation a rendu difficile l'assemblage final des parties, conduisant finalement à des tensions entre certains membres de la commission et les éditeurs⁴. Des démarcations

¹ CISHR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 388.

² Entretien avec Maria Mureşan (CPADCR), Bucarest, 19 décembre 2008.

³ Formé par Cristina et Dragoş Petrescu, Cristian Vasile, Armand Goşu, Adrian Cioflâncă, Ioana Boca.

⁴ Il s'agit des tensions entre Constantin Ticu Dumitrescu, Gheorghe Boldur-Lăţescu de l'AFDPR et Dorin Dobrinicu ou Andrei Pippidi. Entretiens avec Cristian Vasile, Bucarest, 9 décembre 2008, Dorin Dobrinicu, Bucarest, 19 décembre 2008, Dragoş Petrescu, Bucarest, 3 décembre 2008.

explicites sont exprimées en entretien et visibles dans la signature individuelle de quelques chapitres, qui double celle collective du rapport¹.

Si après la chute du communisme les récits des anciens prisonniers politiques circulent dans l'espace public, ils n'arrivent pas toujours à être intégrés dans le mode de travail de l'historien. Fidèles aux méthodes « traditionnelles » de recherche qui accordent une grande place à l'archive écrite, la plupart des membres de la CPADCR n'intègrent pas dans leurs reconstructions du passé la subjectivité du témoin comme c'est le cas avec la CISHR². Cette particularité s'explique en partie par la réticence à interviewer ces acteurs et par la mise à distance de l'histoire orale, domaine en voie d'émergence au moment de la constitution de la CPADCR³.

Le discours des témoins de la répression communiste ne se présente dans ce cas ni comme un objet de connaissance à part entière ni comme une source de l'histoire, mais plutôt comme un récit parallèle, concurrent, dont il faut se faire un allié plutôt que de risquer de s'en faire un rival. La place accordée au discours des anciens prisonniers politiques au sein du *Rapport final* correspond davantage au fait que les membres de la CPADCR y voient un vecteur de légitimité pour mettre leur propre démarche à profit :

« Comment dire, ici c'est comme dans une négociation pour un gouvernement de coalition. (...) Ce qui m'a véritablement posé problème a été, c'est vrai, l'idée de "génocide" par rapport à (celle de) "crimes contre l'humanité". Moi, personnellement, et mon épouse, qui a été experte, on a été en faveur de "crimes contre l'humanité" parce qu'il nous a semblé que de ce point de vue, cette catégorie se rapproche beaucoup plus de ce qu'il s'est véritablement passé. Et deuxièmement, le problème lié à ce modèle totalitaire qui semble ressortir du rapport,

¹ Notamment les chapitres rédigés par les anciens prisonniers politiques et par l'Académie Civique représentée par Romulus Rusan dont « Genocidul comunist în România » [Le génocide communiste en Roumanie] (par Gheorghe Boldur-Lătescu et Constantin Ticu Dumitrescu), dans *CPADCR, Raport final, op. cit.*, (version électronique), p. 158-168, http://old.presidency.ro/index.php?_RID=det&tb=date_arhiva&id=7907&_PRID=arh.

² Entretien avec Liviu Beris (CISHR), 20 novembre 2009 ; entretien avec Adrian Cioflâncă (CISHR), Bucarest, 7 octobre 2009.

³ Domaine féminisé, l'histoire orale est représentée au sein de la CPADCR par plusieurs intellectuelles : Smaranda Vultur (historienne), Gail Kligman (anthropologue) et Ruxandra Cesereanu (philologue) qui n'hésitent pas à utiliser largement les entretiens et les témoignages écrits par les anciens prisonniers politiques comme méthodes de collecte des données et comme sources de l'histoire.

pas forcément de notre travail à nous, mais comme vision générale de “répression *versus* résistance” ; donc le modèle du paradigme totalitaire type Hannah Arendt et moins cette vision offerte par l’*Eigensinn* et toutes les structures, une connaissance plus approfondie de la société communiste et de son mode de fonctionnement au niveau de la vie quotidienne. Donc, ceux-ci ont été, c’est vrai, deux grands points (de désaccord, N. D. L. R.) parce qu’il nous semble qu’à un moment donné la société roumaine et généralement le communisme en Europe Centrale et de l’Est a été beaucoup plus compliqué ; il dépasse réellement ce modèle totalitaire, mais en même temps, on a dit, et ça a été un point très fort, que l’AFDPR a travaillé à ce rapport par Monsieur Boldur-Lătescu validé par Monsieur Ticu Dumitrescu qui a lu très clairement ces choses-là et on a dit qu’on a là l’un des rares modes par lesquels on peut offrir une voix aux victimes. Il est certain qu’on peut débattre si ça a été bien ou non ou s’il aurait fallu qu’on passe sur ça..., mais en prenant le risque que les victimes, représentées par l’AFDPR, par Ticu Dumitrescu, retirent leur partie du rapport, car il existait ce risque-là aussi ou en prenant le risque méthodologique et conceptuel (d’intégrer leur chapitre N. D. L. R.), mais qui a été finalement moindre du point de vue de l’importance du rapport comme document à valeur politique destiné à leur donner raison... Parce que les victimes attendaient et attendent encore je crois, des décisions politiques qui officialisent leurs souffrances, qui officialisent la responsabilité de l’État actuel pour ce qui s’est passé. Donc il y a eu un débat et on a accepté finalement parce qu’on a considéré que tel que ce rapport était (conçu, N. D. L. R.), il fallait qu’il apparaisse, bien qu’on soit conscient que de notre point de vue, il aurait fallu y apporter quelques nuances »¹.

B/ Les pouvoirs de l’histoire

Conçus comme des ouvrages d’histoire destinés à légitimer un discours politique et à offrir une compensation symbolique aux victimes de la Shoah et du régime communiste, les deux *Rapports finaux* sont soumis à de multiples contraintes : académiques, mémorielles, politiques. À ce titre, ils représentent des produits hybrides. Les analyses savantes qu’y sont contenues sont soumises, par leur insertion même dans un document à caractère officiel, à un régime d’usage politique qui leur est étranger à la base, et auquel elles doivent s’adapter. La question qui se pose est de savoir par quelles stratégies, procédés et méthodes scientifiques, les

¹ Entretien avec Dragoș Petrescu, Bucarest, 3 décembre 2008.

membres des deux commissions tentent de répondre à ces contraintes plurielles afin de produire une œuvre à usage multiple ? Comment fait-on porter à une œuvre d'histoire un message politique ?

Encadré n° 31 : Le Rapport final de la CISHR (1937-1945)

Le *Rapport final* de la CISHR, est composé de treize chapitres qui reconstituent l'histoire des relations établies entre l'État roumain et la communauté juive qui vit à l'intérieur de ses frontières entre 1937 et 1945. Il s'efforce d'analyser les ressorts profonds de l'antisémitisme et du racisme à cette époque et de comprendre comment, entre 1937 et 1944, ils en sont venus à légitimer une politique d'État, qui a conduit au massacre de 280 000 à 380 000 Juifs¹ et de 11 000 Roms². L'un des principaux enjeux de ce *Rapport* est de démontrer que le massacre des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale par les autorités roumaines correspond à la participation de la Roumanie à l'Holocauste. L'argument principal est formulé sous cette forme :

« L'Holocauste représente la persécution systématique organisée par l'État et l'extermination des Juifs européens par l'Allemagne nazie, par ses alliés et collaborateurs entre 1933 et 1945. Non seulement les Juifs ont été poursuivis, persécutés et assassinés durant cette période. Des persécutions et arrestations en masse ont également eu lieu contre d'autres groupes ethniques comme les Sinté et les Roms, contre les personnes en situation de handicap mental, les opposants politiques, les homosexuels et d'autres. Un pourcentage significatif de la communauté juive de Roumanie a été détruit au cours de la Deuxième Guerre mondiale. La déportation et l'assassinat systématique ont été appliqués aux Juifs de Bessarabie, Bucovine, et du département de Dorohoi. La Transnistrie, la partie de l'Ukraine occupée qui se trouve sous administration roumaine, a été utilisée comme un immense espace pour l'assassinat des Juifs. La Commission conclut, avec la majorité des chercheurs de bonne volonté de ce domaine, que les autorités roumaines ont la principale responsabilité tant pour la planification que pour la mise en pratique de l'Holocauste. Celle-ci inclut la déportation et l'extermination systématique de la majorité des Juifs de Bessarabie et de Bucovine tout comme des Juifs d'autres zones de Roumanie, en Transnistrie ; l'assassinat en masse des Juifs roumains et des locaux de Transnistrie ; des exécutions massives des Juifs durant le pogrom de Iași ; la discrimination et la dégradation systématique à laquelle ont été soumis tous les Juifs roumains durant l'administration d'Antonescu, y compris l'expropriation des biens, le licenciement des lieux de travail, l'évacuation forcée des zones rurales et la concentration dans les capitales de département et dans les camps, tout comme l'utilisation massive des Juifs de sexe masculin aux travaux forcés et dans l'administration. Les Juifs ont été soumis à la dégradation pour la simple raison qu'ils étaient Juifs, ils ont perdu la protection de l'État et sont devenus ses victimes. Une partie de la population Rrom de Roumanie a été également soumise à la déportation et à la mort en Transnistrie »³.

Les traités de paix de 1918 et de 1919 apportent à Roumanie le rattachement des provinces revendiquées avant la Grande Guerre : la Transylvanie, le Banat et la Bucovine, sous occupation austro-hongroise jusqu'alors, la Bessarabie (actuellement la Moldavie) sous occupation russe. À cette occasion, son territoire double et elle hérite de nombreuses minorités nationales parmi lesquelles la

¹ CISHR, *Rapport final*, op. cit., p. 178.

² *Ibid.*, p. 240.

³ *Ibid.*, p. 387.

minorité juive compte parmi les plus nombreuses (756 930 Juifs représentant 4,2 % de la population). Mais ces transformations territoriales accompagnées des modifications dans la structure de la population ne se font pas sans tensions. D'anciens clivages sociaux se superposent désormais sur des frictions ethniques et les inégalités sociales entre les différentes communautés ne facilitent pas leur intégration. Le processus d'adaptation collective s'inscrivant dans le contexte de grande mobilité qui caractérise plus généralement l'Europe d'après-guerre deviendra dramatique en Roumanie par la synchronisation avec le moment clé de la construction nationale. Dans ce contexte, des formations antisémites comme la Ligue de la Défense Nationale Chrétienne (LANC), la Garde de Fer ou le Parti National Chrétien (PNC) obtiennent des scores de plus en plus importants aux élections législatives. Dans une conjoncture de crise politique accrue, le leader antisémite du PNC, Octavian Goga, arrive au pouvoir en 1938. Il adopte les premières mesures antisémites qui coûtent à quelque 252 222 Juifs la perte de leur citoyenneté. Moment charnière dans l'histoire de la Roumanie, le gouvernement Goga est le premier à avoir transformé l'antisémitisme, à avoir fait d'un discours public une politique de l'État.

L'arrivée au pouvoir du général Antonescu en 1940 a lieu dans le contexte des pertes territoriales endurées par la Roumanie cette année-là. Après l'ultimatum de juin 1940 formulé par l'URSS, la Bessarabie et la Bucovine de Nord sont cédées à la Russie, et la Transylvanie de Nord est annexée par la Hongrie deux mois plus tard. L'entrée en guerre de la Roumanie aux côtés de l'Allemagne nazie a pour principale motivation la récupération de ces provinces. Les incidents qui surviennent durant l'évacuation par l'Armée roumaine des territoires cédés à la Russie à l'été 1940 serviront à la propagande du régime Antonescu pour justifier la future déportation des Juifs de ces territoires en Transnistrie (région ukrainienne sous administration roumaine et allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale). Tenant lieu d'arguments pour une historiographie nationaliste, ces incidents consistent en les agressions, voire les humiliations, que les soldats roumains en retrait se seront vu infliger par une partie des habitants juifs des zones évacuées. Le *Rapport* démontre l'inanité d'un tel argument et déconstruit l'hypothèse selon laquelle la déportation et l'extermination de quelque 280 000 Juifs et de 25 000 Roms entre 1940 et 1943 a été le résultat d'une politique imposée par l'Allemagne nazie¹. Mais alors qu'entre 280 000 et 380 000 de Juifs vivant en dehors des frontières roumaines ont trouvé la mort à cette époque, 292 000 Juifs vivant à l'intérieur des frontières de la Roumanie ont survécu². Le paradoxe de cette situation réside en ce que, si la Roumanie a été, selon Raul Hilberg, le pays à s'être le plus impliqué dans la Shoah après l'Allemagne nazie³, elle a aussi été l'État qui a sauvé des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Le choix paradoxal d'Ion Antonescu s'explique en ce que, conscient de la possibilité d'une défaite allemande, il décide après la bataille de Stalingrad (1942) d'annuler l'ordre de déportation des Juifs habitant à l'intérieur du territoire roumain⁴. Cette attitude à l'égard de la population juive a alimenté les tentatives de réhabilitation du général après 1989. Le *Rapport final* montre à quel point cet argument n'est pas en mesure de faire d'Ion Antonescu un héros ni un résistant et ne change en rien le verdict du Tribunal du peuple qui le tient pour criminel de guerre en 1946⁵.

¹ CISHR, *Rapport final*, op. cit., p. 391.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 388.

⁴ *Ibid.*, p. 391.

⁵ *Ibid.*, p. 319.

Un deuxième enjeu du *Rapport final* de la CISHR c'est la définition du terme « négationnisme » et sa systématisation à travers la mise en place d'une classification qui jalonne l'espace du dicible sur la Shoah. Quatre types de négationnisme sont définis : le « négationnisme intégral », le « négationnisme défecteur », le « négationnisme sélectif » et la « banalisation par la comparaison »¹. La « banalisation par comparaison » comprend à son tour plusieurs sous-types : la comparaison compétitive, la comparaison banalisante, la comparaison paroissiale, la comparaison détournée, la comparaison transactionnelle². Chaque catégorie est illustrée par des discours qui circulent dans l'espace public et académique. Parmi les acteurs désignés se trouvent ainsi des hommes politiques comme les deux présidents de la Roumanie Ion Iliescu et Emil Constantinescu, Corneliu Vadim Tudor, le leader du Parti la « Grande Roumanie », Radu Câmpeanu du Parti National Libéral, des historiens comme Gheorghe Buzatu et Ion Coja, des hommes d'affaires comme Ion Constantin Drăgan, des intellectuels étrangers comme Roger Garaudy et Stéphane Courtois³.

Plusieurs parmi les intellectuels qui participent à la polémique autour de l'Holocauste et du Goulag se trouvent à leur tour désignés ici dans ce qui apparaît comme un règlement de comptes entre clercs : Ioan Buduca, Paul Goma, Monica Lovinescu, Dorin Tudoran, Gabriel Liiceanu, Monica Lovinescu, Nicolae Manolescu⁴.

Le *Rapport final* formule des recommandations dans plusieurs domaines : législation, éducation, politiques symboliques. Parmi celles-ci elle réclame la dissémination des résultats dans les manuels scolaires, à l'université, dans le milieu académique, dans la presse et à la télévision⁵. Il recommande également l'inscription de la Roumanie à l'organisation Task Force on Holocaust Education, Remembrance and Research⁶.

Il recommande également l'adoption de la date de 9 octobre comme journée de commémoration des victimes de la Shoah et l'érection d'un Mémorial des victimes de la tragédie⁷.

Une autre recommandation concerne l'ouverture sans entraves des archives gouvernementales permettant l'étude la Shoah en Roumanie par les chercheurs⁸.

Au niveau législatif, le Rapport recommande l'annulation des décisions de réhabilitation des criminels de guerre Radu Dinulescu et Gheorghe Petrescu par la Cour Suprême et une meilleure application de la législation (ordonnance de mars 2002) concernant l'interdiction du négationnisme, le culte des criminels de guerre et des symboles fascistes, racistes et xénophobes⁹.

Enfin, le Rapport propose la pérennisation de la CISHR par la création d'une agence gouvernementale chargée de promouvoir les recommandations du Rapport et de veiller à leur application dans la sphère publique¹⁰.

¹ *Ibid.*, p. 356-357, p. 361, p. 369.

² *Ibid.*, p. 376

³ *Ibid.*, p. 356-372.

⁴ *Ibid.*, p. 380-383

⁵ *Ibid.*, p. 392

⁶ *Ibid.*, p. 394

⁷ *Ibid.*, p. 394-395.

⁸ *Ibid.*, p. 395.

⁹ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 395-396.

¹⁰ *Ibid.*, p. 396.

En tant qu'œuvres historiques, tant le *Rapport* de la CISHR que celui de la CPADCR, sont pensés et écrits comme des histoires critiques d'une certaine littérature scientifique et intellectuelle jugée soit « négationniste » quand il s'agit de l'histoire des Juifs de Roumanie pendant la Deuxième Guerre mondiale¹, soit « nationaliste » ou « propagandiste » lorsqu'il s'agit de l'historiographie du régime communiste roumain².

Encadré n° 32 : Le Rapport final de la CPADCR (2006)

Le *Rapport final* de la CPADCR analyse le régime communiste de Roumanie sous l'angle des institutions de pouvoir et des méthodes répressives exercées sur la population. Il étudie les effets des politiques adoptés par le gouvernement dans plusieurs domaines comme la politique, l'économie, l'agriculture, l'éducation et les cultes, la culture.

L'architecture du *Rapport* se structure autour de trois parties : une première dédiée au « Parti Communiste Roumain (PCR) », une deuxième partie consacrée à « La répression », enfin une troisième partie intitulée « Société, économie, culture ». La partie la plus volumineuse est la deuxième (presque 300 pages)³.

La première partie est dédiée à l'histoire politique du PCR et elle met l'accent sur les luttes intestines au sein de l'organisation⁴. Installé au pouvoir à la fin de la Deuxième Guerre mondiale à l'aide des Soviétiques dont l'Armée occupe le territoire lors de sa progression sur le front de l'Ouest, le PCR est dirigé entre 1947 et 1965 par Gheorghe Gheorghiu-Dej, un vétéran de l'organisation depuis ses années de clandestinité. Après la mort de celui-ci, en 1965, c'est à Nicolae Ceaușescu qu'il revient de devenir le Secrétaire général du Parti, poste qu'il conservera jusqu'à la chute du régime en 1989. Le *Rapport final* s'attache à mettre en évidence trois grandes périodes qui scellent l'histoire politique du régime communiste : une première période stalinienne qui s'étend de 1947 à 1964, une deuxième période — la phase de la détente — qui dure de 1964 à 1971, et enfin, une troisième connue comme l'époque de la « restalinisation » qui se déroule entre 1971 et 1989. Toutefois, l'un des enjeux du *Rapport final* est de montrer la continuité entre ces trois périodes, afin de pouvoir affirmer que du début jusqu'à la fin, le régime communiste de Roumanie a été « illégitime et criminel ».

Pour s'y faire, les auteurs reviennent sur les grands tournants de l'histoire du PCR et notamment sur les moments pouvant être interprétés soit comme un changement de direction, soit comme un mouvement de libéralisation pour montrer qu'ils ne sont qu'apparents. Par conséquent, le retrait de l'Armée soviétique de Roumanie en 1958, la Déclaration d'indépendance de 1964 formulée par les leaders politiques de Bucarest au sein du Conseil d'Assistance Économique Mutuelle, l'opposition publique de Nicolae Ceaușescu à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de

¹ *Ibid.*, p. 341-354.

² CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 24.

³ CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, (version électronique), p. 158-396.

⁴ *Ibid.*, p. 30-157.

Varsovie durant le Printemps de Prague de 1968 (« une illusion politique »), les mesures de libéralisation du régime à la fin des années 1960 aussi bien dans le domaine de la culture qu’au niveau économique, sont interprétés comme autant de gestes entrepris par le régime pour conserver voire renforcer son pouvoir et sa légitimité sur le plan interne¹. Les potentiels effets bénéfiques de ces politiques pour la population ne sont pas relevés.

La deuxième partie du *Rapport final* est consacrée à la répression politique². Plusieurs chapitres s’attachent à décrire le système concentrationnaire et les conditions d’incarcération, le vécu subjectif des condamnés politiques et les méthodes de contrôle de la population par la *Securitate*. Plusieurs chapitres sont dédiés à la résistance armée contre le régime communiste, aux mouvements de dissidence intellectuelle et aux gestes de révoltes portés le plus souvent par les ouvriers qui illustrent la généralisation des mécontentements chez toutes les couches sociales.

La dernière partie « Société, économie, culture »³ offre une perspective panoramique sur les politiques du régime communiste dans plusieurs domaines, de la collectivisation de l’agriculture à l’expropriation des fortunes, de l’industrialisation forcée à la planification de l’économie, de la politisation de l’enseignement à la destruction de la liberté religieuse. Cette dernière partie sert à montrer que la mise en œuvre des méthodes répressives est indissociable du projet de transformation socialiste de la société.

C’est justement à ce constat que tient la réalité du « stalinisme pour l’éternité » dont parle Vladimir Tismăneanu⁴.

En annexe, le *Rapport final* de la CPADCR propose une liste de biographies de la *nomenklatura* où sont cités de plusieurs hommes et responsables politiques comme par exemple Ion Iliescu, le leader du Parti Social-Démocrate (PSD) ou Corneliu Vadim Tudor, le leader de la « Grande Roumanie » (PRM). Tout comme le *Rapport final* de la CISHR, le *Rapport final* de la CPADCR laisse à son tour place à des usages politiques immédiats.

Bien qu’ils s’efforcent de déconstruire une série de mythes qui fondent cette historiographie, les deux rapports ne sont pas seulement deux synthèses d’histoire critique sur ces sujets. En leur qualité de documents officiels, un de leurs défis majeurs est d’établir avec précision la responsabilité de l’État roumain dans les événements décrits et surtout dans le fait d’avoir porté atteinte à la sécurité physique ou à la dignité de certains groupes de citoyens. La tâche n’est pas des moindres puisqu’elle suppose non seulement une reconstitution du passé et des différentes contraintes économiques, géopolitiques ou sociales ayant pesé sur les décisions

¹ *Ibid.*, p. 91-96 ; p. 105 ; p. 205-206.

² *Ibid.*, p. 158-396.

³ *Ibid.*, p. 397-627.

⁴ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate*, *op. cit.*

des dirigeants politiques, mais en même temps une évaluation de leurs marges de manœuvre dans les conditions peu ordinaires de la guerre ou de l'après-guerre.

Les principales conclusions avancées par les deux *Rapports finaux*, c'est que l'État roumain est responsable et doit assumer sa responsabilité pour sa participation à l'Holocauste qui s'est soldé par 280 000 à 380 000 victimes¹ et le maintien au pouvoir entre 1947 et 1989 d'un régime communiste « illégitime et criminel »².

Mais ces conclusions ne sont pas tout simplement le résultat des travaux des deux commissions. Elles sont également la réponse à des commandes présidentielles extrêmement spécifiques qui orientent leur analyse et leur terminologie.

En ce qui concerne la CPADCR, elle est mandatée par Traian Băsescu à :

« Examiner : les principales institutions qui ont rendu possible l'imposition et la perpétuation de la dictature communiste, les méthodes qui ont permis les abus, les crimes et les violations des Droits de l'Homme, tout comme le rôle de certaines personnalités politiques dans le maintien et le fonctionnement du système totalitaire communiste de Roumanie »³.

Le mandat contient déjà les termes clés de la conclusion du *Rapport final* de la CPADCR et dirige la recherche vers la mise en évidence d'un « système totalitaire », d'une « dictature communiste », des « crimes et des abus », de la « répression » exercée par l'ancien régime en Roumanie. Par la manière dont elle est formulée, cette commande invite donc à des choix théoriques et méthodologiques bien définis. Parmi ces choix, très clairement, celui du paradigme totalitaire semble le mieux répondre à la demande présidentielle, décision qui a des conséquences aussi bien théoriques qu'historiques et politiques. Pour prouver le bien-fondé de son utilisation, elle suppose de montrer par exemple, que le contrôle du régime sur la société et

¹ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 388.

² CPADCR, *Rapport final, op. cit.*, p. 776.

³ Communiqué de l'administration présidentielle à l'occasion de la constitution de la CPADCR, le 20 avril 2006, consultable en ligne à l'adresse web suivante : http://old.presidency.ro/index.php?_RID=det&tb=date_arhiva&id=7907&_PRID=arh.

l'individu étaient « totaux », ce qui oriente l'enquête vers la recherche des preuves de ce type de domination et impose une architecture spécifique au *Rapport final*.

La connaissance préalable des résultats de la recherche contribue à l'adoption d'une perspective rétrospective qui conduit les membres des commissions à projeter sur le passé les fins de l'histoire. Ce type de raccourci méthodologique risque parfois de se transformer en illusion téléologique¹. Il conduit par exemple à l'attribution à Nicolae Ceaușescu de l'année 1957, partisan d'une libéralisation contrôlée et de l'ouverture de la Roumanie à l'Occident, des décisions politiques prises dans les années 1970 dans une conjoncture politique et économique différente et qui se concrétisent par une pénurie généralisée et par le culte de la personnalité².

Un même type de raisonnement finalement dé-historicisé se trouve également chez les auteurs du *Rapport final* de la CISHR, lorsqu'ils recherchent les raisons premières de l'Holocauste dans les « racines de l'antisémitisme roumain » du début du XX^e siècle, et ses premiers responsables dans les « précurseurs » de cette idéologie³.

Hormis cette recherche des origines, une autre approche qui sert aux historiens à « transformer la fin de l'histoire en fin de l'action historique et l'intention objective, qui ne s'est révélée qu'au terme, après la bataille, en intention subjective des agents, en stratégie consciente et calculée délibérément orientée par la recherche de ce qui finira par en advenir »⁴ est l'approche intentionnaliste. Plaçant les individus et leur volonté au centre de l'action historique, cette approche considère que la « tâche essentielle de l'historien consiste à expliquer les actes des acteurs qu'il étudie en “comprenant” intuitivement les intentions que recèlent ces actes »⁵.

¹ Définie comme « forme de l'illusion rétrospective qui permet d'assigner aux agents individuels ou aux collectifs personnalisés des intentions et des préméditations et de penser la recherche historique dans la logique du procès, c'est-à-dire comme une recherche des origines et des responsabilités », Pierre BOURDIEU, « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 32-33, avril-juin 1980, p. 5.

² CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 156.

³ CISHR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 19-54.

⁴ Pierre BOURDIEU, « Le mort saisit le vif », art. cité., p. 5.

⁵ Ian KERSHAW, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, *op. cit.*, p. 36.

Extrêmement utile pour établir les culpabilités, cette approche sert notamment dans le chapitre consacré à l'« Holocauste en Roumanie »¹ pour fixer la responsabilité d'Ion Antonescu dans le pogrom de Iași qui a fait quelque 15 000 victimes en 1941², aussi bien que dans la planification de la déportation de presque 400 000 Juifs en Transnistrie entre 1941 et 1943. Le chapitre dédié au « Rôle d'Ion Antonescu dans la planification et l'implémentation des politiques antisémites et anti-roms de l'État roumain »³ complète cette interprétation, tout en offrant une vision plus nuancée sur son rôle et ses intentions dans l'implémentation de la Solution finale.

Dans le cas du *Rapport final* de la CPADCR, plus qu'une approche intentionnaliste c'est une vision stratégeste⁴ des comportements politiques des acteurs de la *nomenklatura* qui est mobilisée pour démontrer leur *hubris* et leur désir de domination. Les agissements des membres du Comité Central du PCR sont désignés et dénoncés à travers une inflation de termes tels que « monté », « fabriqué », « cynisme », « simulé » et « manipulation »⁵. Cette analyse des rapports des membres du Parti à la politique repose sur un modèle de rationalité qui néglige la dimension désintéressée de l'engagement et donc la possibilité des adhésions qui n'ont pas forcément ou exclusivement pour mobile l'exercice de l'autorité. Proposant une vision non seulement stratégeste, mais « machiavélique » et élitiste de la politique⁶, le *Rapport final* de la CPADCR cherche à concentrer toute la responsabilité de la répression entre les mains des dirigeants, en exonérant, comme l'annonce l'introduction, la grande majorité de la population :

« Bref, pendant quatre décennies et demie, l'État roumain a été confisqué par un groupe politique étranger aux intérêts et aux aspirations du peuple roumain (...). La condamnation du communisme est aujourd'hui une obligation morale, intellectuelle, politique et

¹ CISHR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 107-178.

² *Ibid.*, p. 388.

³ *Ibid.*, p. 247-258.

⁴ Les actions et les actes d'une personne sont le résultat d'une stratégie basée sur un calcul rationnel coûts-bénéfices.

⁵ Par exemple : « Ceaușescu n'était pas un nouveau venu dans le monde des intrigues perfides et des coups de couteau dans le dos », CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 50.

⁶ « Gheorghiu-Dej était un des plus doués leaders dans l'art de la manipulation », CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 50.

sociale. (...) Le problème de la culpabilité collective ne se pose en aucun cas »¹.

Cette stratégie de culpabilisation d'un groupe bien délimité et restreint, sans analyser les mécanismes plus complexes de la domination et de la résistance dans l'esprit des auteurs cités comme Sheila Fitzpatrick², sert la désignation d'un groupe précis et minoritaire — celui de la *nomenklatura*. Plus clairement, elle donne la possibilité à Traian Băsescu de condamner le communisme sans des coûts politiques trop élevés et surtout sans risquer que son initiative devienne impopulaire en faisant peser la « faute » sur l'ensemble de la société.

Une autre technique qui facilite la condamnation politique du passé communiste consiste en l'essentialisation de l'idéologie marxiste-léniniste qui devient non pas un système à déconstruire, interroger, historiciser, mais l'« expression absolue du pouvoir »³ et d'un ensemble de « dogmes » qui restent inchangés du début à la fin du régime. La même tendance se manifeste dans la perspective projetée par la CISHR sur l'antisémitisme présenté comme un discours partagé par la grande majorité de l'élite culturelle, religieuse et politique de l'entre-deux-guerres⁴. L'antisémitisme n'est jamais analysé dans le *Rapport final* sous l'angle des discours mobilisés dans le contexte des concurrences et des rivalités partisans dans un moment fort de construction nationale ou bien sous l'angle des processus de radicalisation politique⁵.

La construction d'un exceptionnalisme roumain, tant dans le cas de l'étude de l'Holocauste que dans celui de la répression communiste, commande à son tour des relectures spécifiques de l'histoire nationale. Souligner la singularité des méthodes et des logiques locales de production de l'antisémitisme durant la Deuxième Guerre mondiale permet aux auteurs du *Rapport final* de la CISHR de responsabiliser l'État roumain pour son rôle dans l'application

¹ *Ibid.*, p. 33, p. 35 et p. 36.

² CPADCR, *Rapport final, op. cit.*, (version électronique), https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/RAPPORT%20FINAL_%20CADCR.pdf, p. 21.

³ CPADCR, *Rapport final, op. cit.*, p. 27.

⁴ CISHR, *Rapport final, op. cit.*, p. 26-29.

⁵ Sur ce point, voir, Annie COLLOVALD, Brigitte GAÏTI, « Questions sur la radicalisation politique » dans Annie COLLOVALD, Brigitte GAÏTI, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique, op. cit.*, p. 20-45.

d'une Solution finale qui n'est ni importée ni imposée à la Roumanie¹. De la même manière, souligner la particularité d'un stalinisme ininterrompu allant de 1945 à 1989, permet en revanche, dans le cas de l'histoire du communisme roumain, de responsabiliser les élites politiques pour avoir tenu « captive » la population de la Roumanie « dans un univers pénitentiaire »².

Un autre procédé utilisé a trait à l'idéologisation des pratiques politiques surtout dans le cas des dirigeants du PCR qui permet de condamner à la fois le régime communiste et le marxisme-léninisme, en considérant que c'est de ce dernier que découlent les dysfonctionnements et les abus relevés. Cette méthode permet d'évacuer le passé au nom d'une idéologie présentée comme périmée et criminelle sans s'attarder sur la continuité voire la similarité de ces pratiques avec celles qui circulent après 1989 dans un espace politique « démocratisé ».

Rédigé dans un style historien positiviste, attentif au factuel et à l'événementiel, sur un ton neutre, dénué d'adjectifs, le *Rapport final* de la CISHR est pauvre sous l'angle conceptuel. Il travaille généralement avec quelques concepts clés dont le plus important est sans doute celui d'Holocauste. Employé tout au long du document, le terme n'est défini qu'à la fin, dans le chapitre des « Conclusions et recommandations » (p. 387) où l'on note que « L'Holocauste représente la persécution systématique organisée par l'État et l'extermination des Juifs européens par l'Allemagne nazie, ses alliés et ses collaborateurs entre 1933 et 1945 »³. Son emploi est le résultat d'une négociation politique menée avec les représentants du pouvoir politique présents au sein de la CISHR⁴.

D'autres concepts comme ceux de « fascisme » et de « totalitarisme » sont mobilisés pour caractériser le régime d'Ion Antonescu et ses méthodes de gouvernement. Ils apparaissent dans le texte du *Rapport final* sans être définis au préalable et sans d'autres clarifications pour

¹ CISHR, *Rapport final*, op. cit., p. 59-67.

² CPADCR, *Rapport final*, op. cit., p. 32.

³ Cette définition est celle à laquelle souscrit le Musée mémorial de l'Holocauste de Washington. Voir l'ensemble du paragraphe l'encadré « Le Rapport de la CISHR ».

⁴ Entretien avec Adrian Cioflâncă, Bucarest, 7 octobre 2009.

expliquer en quoi leur usage sert la démonstration¹. Introduits davantage pour leur connotation négative que pour les besoins de l'analyse, leur valeur conceptuelle semble moins importante que leur effet dénonciateur.

Dans le cas de la CPADCR, le concept de « totalitarisme » soutient toute l'architecture conceptuelle du *Rapport final*. Le paradigme est défini en référence à ses premiers théoriciens des années 1950 — Hannah Arendt, Carl J. Friedrich et Zbigniew K. Brzezinski — mais aussi à des auteurs qui représentent son renouveau dans la deuxième moitié des années 1990 comme par exemple Stéphane Courtois². Ces auteurs sont cités dans l'introduction du *Rapport final* ouvrant la liste des références bibliographiques qui ont guidé l'étude de l'ancien régime.

Le premier chapitre intitulé « Le Parti Communiste Roumain » est une histoire des luttes intestines entre les différentes fractions de l'élite politique. Rédigé vraisemblablement par le président de la commission, Vladimir Tismăneanu, ce chapitre semble le plus redevable au paradigme totalitaire classique, resté imperméable aux critiques du courant révisionniste états-unien³. Sa thèse principale est la continuité entre le léninisme, le stalinisme et l'après-stalinisme pour le cas de la Roumanie et l'absolue efficacité de l'*appareil* d'État dans le contrôle total des mécanismes de la terreur. À ce niveau, les références bibliographiques suivent l'intention de l'auteur et l'analyse s'appuie généralement sur les théoriciens révisionnistes de ce paradigme, comme Richard Pipes et Martin Malia. Ce sous-chapitre est essentiel dans l'architecture du rapport, parce que venant dans la prolongation des thèses exposées dès l'introduction, il tend à faire de l'*appareil* du PCR le principal coupable pour les quarante-cinq années de « dictature communiste ». Il minimalise le rôle des changements au sommet du pouvoir et insiste sur le « caractère simulé » de la déstalinisation⁴.

¹ CISHR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 51.

² CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, p. 11, (version électronique), https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/RAPPORT%20FINAL_%20CADCR.pdf.

³ Pour une analyse de l'historiographie du totalitarisme, voir Brigitte STUDER, « Totalitarisme et stalinisme » dans Michel DREYFUS, Bruno GROppo, Claudio INGERFLOM, Roland LEW, Claude PENNETIER, Bernard PUDAL, Serge WOLIKOW (dirs.), *Le siècle des communismes*, *op. cit.*, p. 33-34.

⁴ CPADCR, *Rapport final*, *op. cit.*, (version électronique), p. 23.

Étant donné que « ni le “totalitarisme” ni le “fascisme” ne sont de “purs” concepts scientifiques, l’un et l’autre ayant dès l’origine rempli une double fonction à la fois idéologique et heuristique, il est quasiment impossible de les traiter comme des outils conceptuels “neutres” exempts de toute connotation politique »¹. L’emploi de ces concepts contribue à la double politisation des deux rapports, tant comme armes politiques contre des valeurs et des idéologies différentes que contre des hommes politiques possiblement concurrents.

¹ Ian KERSHAW, *Qu’est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d’interprétation*, op. cit., p. 74.

CONCLUSION DU CHAPITRE 7

Les deux *Rapports finaux* bénéficient d'une réception mitigée en Roumanie entre contestation politique et indifférence académique¹. Parmi les recommandations retenues par les deux présidents de la Roumanie, plusieurs méritent d'être signalées. Tout d'abord, celles qui se matérialisent par un renouveau institutionnel. La création en 2005 de l'Institut « Elie Wiesel » pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie² dirigé par le sociologue Alexandru Florian, membre de la CISHR proche du Parti Social-Démocrate, et la nomination à la tête des Archives Nationales dès 2007 de l'historien Dorin Dobrinu³, membre de la CPADCR et du Parti National Libéral, illustrent ce tournant. Les deux décisions censées contribuer à la mise en place des recommandations des deux *Rapport finaux* produisent des effets significatifs qui se traduisent par des programmes dans le domaine de la recherche et de l'éducation sur le passé, mais aussi par de nouvelles initiatives législatives. Celles-ci visent d'un côté à assurer un contrôle plus strict de la diffusion des discours antisémites et négationnistes dans l'espace public⁴ et d'un

¹ Le *Rapport final* de la CPADCR est contesté essentiellement par le Parti la « Grande Roumanie » et par le Parti Social-Démocrate dont les leaders, Corneliu Vadim Tudor et Ion Iliescu, sont cités par le document en tant que proches du régime communiste et membres de la *nomenklatura* responsables de son maintien au pouvoir. Pour une analyse plus approfondie de la réception de ce document dans l'espace public voir Natalia BUIER, *Officializing the Past — an Analysis of the Presidential Commission for Analysis of the Communist Dictatorship in Romania*, Master of Arts, Supervisors: Don Kalb, Jean-Louis Fabiani, Department of Sociology and Social Anthropology Central European University, Budapest, 2007, p. 38-42. Voir aussi Vlad MOGHIOROȘI, « Raportul Tismăneanu : Reacții și dezbateri », *Hiperboreea*, vol. 1, n° 2, 2014, p. 301-322.

² L'Institut est investi de plusieurs missions qui concernent la recherche et l'éducation autour de l'Holocauste, l'organisation de manifestations concernant la conservation de la mémoire des victimes du génocide et la diffusion des résultats des études entreprises. Il est également compétent dans le domaine législatif pouvant formuler des propositions de loi concernant le « devoir de mémoire » et la diffusion des discours à caractère antisémite et négationniste, cf. la Décision du gouvernement n° 902 du 4 août 2005, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://www.inshr-ew.ro/despre/>.

³ Dorin Dobrinu (1972-) : né dans une famille protestante, persécutée pour des raisons politiques par le régime communiste. Il poursuit des études d'histoire à l'Université de Iași (1991-1995), devient chercheur à l'Institut « A.D. Xenopol » en 1995 et professeur d'histoire à l'Université « A. C. Cuza » de Iași en 2005. En 2006, il soutient une thèse de doctorat ayant pour sujet « La résistance armée anticommuniste de Roumanie (1944 — début des années 1960) », cf. entretien avec Dorin Dobrinu, Bucarest, 19 décembre 2008. Voir aussi le CV de Dorin Dobrinu, consultable en ligne à l'adresse web suivante : <https://agorachristi.files.wordpress.com/2007/12/cv-dorin-dobrinu-dec-07.pdf>.

⁴ Voir par exemple la loi n° 217/2015 pour la modification de l'Ordonnance d'urgence du gouvernement n° 31/2002 concernant l'interdiction des organisations et symboles à caractère fasciste, raciste ou xénophobe et du culte des

autre côté, de donner un accès plus large aux fonds du PCR par l'adoption d'une nouvelle loi des archives¹. Si un Mémoriel des victimes de l'Holocauste est inauguré le 9 octobre 2009, les projets concernant un Musée du Communisme n'ont pas encore abouti.

Parmi les autres recommandations retenues par les deux Présidents de la République comptent l'adoption d'une journée de commémoration des victimes de la Shoah le 9 octobre et une journée de commémoration des victimes de la « répression et de la terreur communiste »². En même temps, la reconnaissance officielle des rapports produit une institutionnalisation des visions de l'histoire qu'ils proposent. Ils deviennent des bases pour l'enseignement de l'histoire dans les écoles et les lycées et des modèles qui servent à l'édition de nouveaux manuels scolaires pour le secondaire³.

*

Toutes ces nouvelles ressources symboliques et institutionnelles contribuent à changer le statut de l'histoire « récente » qui, d'une branche dominée gagne-là les moyens de son existence et de son affirmation.

En revanche, ses représentants mettent à la disposition de l'État, du nouveau régime et du personnel politique des narrations sur le passé qui servent à s'en séparer en construisant une distance idéologique présentée comme la garantie de la « démocratie ». Les liens de dépendance renforcés qu'une partie de la profession historique accepte à l'égard du pouvoir deviennent, paradoxalement, l'instrument de sa prochaine émancipation. Cette émancipation se joue tant dans la sphère publique où l'officialisation d'une narration dominante sur le passé rend peu

personnes coupables de la perpétration des infractions contre la paix et l'humanité. La loi n° 217/2015 y ajoute les « symboles et les faits à caractère légionnaire » (art. 1), *Monitorul Oficial*, 30 juillet 2015.

¹ La loi des Archives Nationales n° 474/2006, *Monitorul Oficial*, 21 décembre 2006.

² Discours du Président Traian Băsescu à l'occasion de la présentation du *Rapport final* de la CPADCR devant les deux chambres réunies du Parlement, 18 décembre 2006, <https://www.presidency.ro/ro/media/discursuri/discursul-presedintelui-romaniei-traian-basescu-br-prilejuit-de-prezentarea-raportului-br-comisiei-prezidentiale-pentru-analiza-dictaturii-comuniste-din-romania-br-bucuresti-18-decembrie-2006>

³ Voir les manuels d'histoire pour le lycée rédigés sous la supervision de la CISHR et de la CPADCR : Florin PETRESCU, *Istoria evreilor. Holocaustul*, București, Didactică și Pedagogică, 2007 Dorin DOBRINCU, Mihai STAMATESCU, Raluca GROSESCU, Liviu PLEȘA, Sorin ANDREESCU, Andrei MURARU, *O istorie a comunismului din România*, Iași, Polirom, 2009.

pertinents ou interdit des discours concurrents que dans la sphère académique où l'acquisition de nouvelles ressources permettent à l'histoire « récente » de se légitimer face aux acteurs qui contrôlent les institutions du *cursus*.

Par conséquent, les deux commissions d'expertise et la production d'une histoire officielle qui criminalise le passé « fasciste » et communiste de la Roumanie scellent la participation d'une minorité d'intellectuels à la légitimation du nouveau régime politique. Elles représentent une occasion d'affirmer « les pouvoirs de l'histoire » comme compétence indispensable à la réaffirmation de la raison d'État. En même temps, la participation des historiens à ces entreprises politiques de condamnation des régimes politiques passés constitue l'occasion de redéfinir le rôle de l'histoire dans une perspective civique, doté d'une fonction prophylactique de prévention des « maux totalitaires ».

CONCLUSION GÉNÉRALE

« Il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir ».
Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, 1975

Le 29 mars 2019, le site Internet Lumea Justiției [Le Monde de la Justice] révèle qu'Augustin Lazăr, le Procureur général de la Roumanie, a participé à la répression des opposants politiques durant le régime communiste¹. L'enquête repose sur plusieurs documents inédits du Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS) qui prouvent qu'en tant que chef de la Commission des libérations conditionnelles du pénitencier d'Aiud, le jeune procureur aurait refusé à deux reprises, le 9 juillet 1985 et le 8 juillet 1986, la mise en liberté de Iulius Filip², un célèbre dissident anticommuniste et détenu politique³. Interrogé à ce sujet, Augustin Lazăr déclare :

¹ George TARATA, « Zbirul orânduirii comuniste », Lumea Justiției, 29 mars 2019, <https://www.luju.ro/dezvaluiri/cazuri-patologice/zbirul-oranduirii-comuniste-procurorul-augustin-lazar-a-avut-grija-ca-adversarii-lui-ceausescu-sa-infunde-puscaria-in-anii-80-ca-sef-al-comisiei-de-liberari-conditionate-a-penitenciarului-aiud-lazar-a-refuzat-de-doua-ori-sa-l-elibereze-pe-dizidentul-antic>

² Iulius Filip (1947-) : né dans une famille d'ouvriers, il est capitaine d'armée lorsque le 26 janvier 1981, jour anniversaire de Nicolae Ceaușescu, il lui envoie un pamphlet anonyme « à caractère inadéquat », pointant les « mensonges » et les « louanges » sur lesquelles repose la politique du régime. Découvert par la Securitate, Filip est exclu du Parti Communiste Roumain et destitué dès mars 1981 de ses fonctions au sein de l'Armée. Il devient alors cheminot sur un poste d'ouvrier non qualifié à Cluj et se solidarise avec Solidarność dans une lettre envoyée à la direction du syndicat à l'occasion du Congrès de 28 septembre 1981. Suite à cette initiative, Iulius Filip fait l'objet d'une enquête menée par la Securitate pour avoir « pactisé avec les forces contre-révolutionnaires de Pologne » et condamné à huit ans de prison pour « propagande contre l'ordre socialiste ». Sa peine est réduite à cinq ans et quatre mois de prison après le décret de 1984 concernant l'amnistie et la grâce, qu'il purge dans des conditions rudes dans les prisons de Cluj, București, Jilava et Aiud. Libéré en 1987, il travaille sur un chantier et reprend l'activité dissidente par une lettre envoyée à la Conférence pour la Sécurité et la Coopération en Europe suite à laquelle il fait à nouveau l'objet d'une enquête et est torturé par la Securitate. La même année, le régime lui impose de quitter la Roumanie. De 1988 à 1997, Iulius Filip vit aux États-Unis. En novembre 2014, le président Bronisław Komorowski lui accorde la Croix de Commandeur de l'ordre du Mérite de la République de Pologne « pour la contribution et le dévouement en soutien aux changements démocratiques en Pologne », cf. le Centre de consultation historique cité par Mariana IANCU, « Cine este Iulius Filip, disidentul implicat într-un scandal uriaș care îl vizează pe procurorul general, Augustin Lazăr », *Adevărul*, 4 avril 2019. Voir aussi la fiche pénale de Iulius Filip, AANP, Fonds « Fiches pénales-détenus politiques », fiche pénale du pénitencier București, n° de série 21, 16 janvier 1982 ; consultable également sur le site web de l'IICCMER à l'adresse suivante : <http://www.biblioteca-represiunii.ro/Fise%20matricole%20penale%20-%20detinuti%20politici/F/F%2002.%20Fiacescu%20-%20Floteanu/Filip%20Iulius/>.

³ George TARATA, « Zbirul orânduirii comuniste », art. cité.

« Contrairement aux affirmations lancées par certains organes de presse, le rôle de cette commission n'était pas de statuer sur la mise en liberté des condamnés, qui relève des attributions de l'instance de jugement, mais de vérifier que toutes les conditions techniques prévues par l'article 59-60 du Code pénal de 1969 soient remplies : l'accomplissement d'une partie minimale obligatoire de la peine et l'inexistence de rapports de sanction disciplinaire »¹.

Ces explications qui mettent en avant une rationalité juridique et la légalité du verdict ne convainquent cependant pas les journalistes, et les enquêtes s'accumulent dans la presse pour prouver que si Augustin Lazăr n'a peut-être pas été « le sbire de l'ordre communiste »², ni vraiment « coupable des crimes » du régime, il a toutefois représenté un « rouage dans l'engrenage du système autoritaire de la dictature » et un « participant volontaire à une série de décisions (...) qui ont renforcé et perpétué (...) la police politique »³. La conclusion de l'article consacré à l'affaire Lazăr par la plateforme alternative Dela0.ro mérite d'être lu attentivement :

« Un mémorial de la douleur n'est pas nécessaire pour les faits de l'actuel Procureur général de la Roumanie. Augustin Lazăr n'a pas été, d'après l'ensemble des données disponibles à l'heure actuelle, un tortionnaire. Pour le premier procureur du pays nous avons aujourd'hui besoin d'un mémorial de la participation qui rappelle le fait que les systèmes peuvent écraser des hommes sans pitié par la seule implication silencieuse, bureaucratique, indifférente d'autres hommes »⁴.

Malgré le ton nuancé de ces conclusions, les révélations conduisent au retrait d'Augustin Lazăr de la magistrature et de sa candidature à un deuxième mandat de Procureur général⁵. Les opposants au gouvernement social-démocrate en place y perdent un allié précieux. Car ce scandale éclate dans un contexte de renforcement des tensions avec le Parti National Libéral (PNL), le président Klaus Iohannis et une partie du monde associatif, fermement opposés aux

¹ cf. Communiqué de Augustin Lazăr, cité par Ioana RADU, « Cum o scaldă Augustin Lazăr după ce a fost prins ! », Cotidianul.ro, 1^{er} avril 2019, <https://www.cotidianul.ro/cum-o-scaldă-augustin-lazar-dupa-ce-a-fost-prins/>.

² George TARATA, « Zbirul orânduiri comuniste », art. cité.

³ Diana ONCIOIU, « O rotiță în angrenajul dictaturii: cazul procurorului Augustin Lazăr », Dela0.ro, 5 avril 2019, <https://beta.dela0.ro/o-rotita-in-angrenajul-dictaturii-cazul-procurorului-augustin-lazar/>

⁴ *Ibid.*

⁵ Alexandru POP, « Procurorul Augustin Lazăr se retrage. Secția pentru procurori a CSM a aprobat cererea de pensionare », Newsweek.ro, 18 avril 2019, <https://newsweek.ro/justitie/procurorul-augustin-lazar-se-retrage-sectia-pentru-procurori-a-csm-a-aprobat-cererea-de-pensionare>.

modifications du Code pénal¹ et des lois de la justice proposées par le cabinet de Viorica Dăncilă (Parti Social-Démocrate)². Les adversaires du gouvernement estiment que ces lois visent à faire échapper à la justice le président du PSD, Liviu Dragnea, accusé d'« instigation à l'abus de biens sociaux » dans un dossier concernant des emplois fictifs³.

Selon Augustin Lazăr, qui est par ailleurs l'un des principaux architectes du système de lutte contre la corruption et le crime organisé en Roumanie depuis 1998, ces modifications « légalisent pratiquement des faits d'abus de biens sociaux »⁴. Les modifications introduites par le gouvernement violent les dispositions de la Convention des Nations unies contre la corruption adoptées à New York le 31 octobre 2003, et mettent « une large catégorie de fonctionnaires publics hors de toute responsabilité pénale »⁵.

En ce qui concerne les lois à propos de la justice, l'un des principaux effets est le durcissement des conditions d'accès à la fonction de procureur des Parquets spéciaux anticorruption, ce qui se traduit par une baisse considérable des effectifs de ces institutions. Par conséquent, Augustin Lazăr estime que ces lois bloquent l'activité du ministère public et menacent l'indépendance de la justice⁶. Elles enfreignent les recommandations des *Rapports* du mécanisme de vérification et de coopération de l'Union européenne, de la Commission de

¹ Il s'agit notamment de l'art. 297 du Code pénal concernant l'abus de biens sociaux, Camelia BADEA, « Comisia Iordache a terminat modificarea Codului Penal : s-a votat varianta PSD pentru abuzul în serviciu », Ziare.com, 2 juillet 2018, <http://www.ziare.com/florin-iordache/deputat/comisia-iordache-a-terminat-modificarea-codului-penal-s-a-votat-varianta-psd-pentru-abuzul-in-serviciu-opozitia-sustine-ca-are-loc-o-amnistie-mascata-video-1519740>.

² Il s'agit de l'Ordonnance d'Urgence n° 7 du 19 février 2019 concernant la modification des lois de la justice n°s 303/2004 et 304/2004, *Monitorul Oficial*, n° 137, 20 février 2019.

³ Liviu Dragnea a été finalement condamné à trois ans et demi de prison ferme par la Haute Cour de Cassation et de Justice, le 27 mai 2019, Mirel BRAN, « Liviu Dragnea, leader de la gauche en Roumanie, en prison pour détournement de fonds publics », *Le Monde*, 27 mai 2019.

⁴ « Parchetul general reacționează dur la modificările Codului Penal: Încalcă dispozițiile ONU, legalizează fapte de abuz în serviciu », Ziare.com, 3 juillet 2018, <http://www.ziare.com/augustin-lazar/procuror-general/parchetul-general-reacționeaza-dur-la-modificarile-codului-penal-incalca-dispozițiile-onu-legalizeaza-fapte-de-abuz-in-serviciu-1519961>.

⁵ *Ibid.*

⁶ Voir les amples explications fournies par Augustin Lazăr dans « Procurorul general : Recentele modificări pe justiție ar putea bloca instituțional Ministerul Public », Digi24.ro, <https://www.digi24.ro/stiri/actualitate/justitie/procurorul-general-recentele-modificari-pe-justitie-ar-putea-bloca-institutional-ministerul-public-1085077>.

Venise ainsi que du Groupe d'États contre la Corruption du Conseil de l'Europe. Suite à ces conclusions, le 25 février 2019, le Procureur général demande à l'Avocat du peuple, Victor Ciorbea, de saisir la Cour Constitutionnelle¹.

L'activité d'Augustin Lazăr au service de « la lutte contre la corruption » est couronnée le 1^{er} février 2019 par le prix du Groupe pour le Dialogue Social (GDS) pour l'année 2018 qui allait lui être décerné dans le cadre d'une cérémonie publique². La manifestation est finalement annulée en réaction aux dernières informations au sujet de l'activité de Lazăr sous le régime communiste. Le procureur décide alors d'offrir la distinction à l'ancien détenu « Iulius Filip ainsi qu'à tous les dissidents de l'Association des anciens prisonniers politiques de Roumanie avec les garanties qu'à présent, le ministère public est une institution qui fonctionne aux plus hauts standards professionnels »³. Son geste, vivement critiqué, ne met pas fin aux pressions et le Procureur général se retire de ses fonctions en prenant sa retraite.

Le scandale affecte également le GDS qui en sort fragilisé puisque plusieurs de ses membres présentent leurs démissions. Il s'agit de Laura Ștefan, experte de l'anticorruption au sein de plusieurs ONG qui collabore étroitement avec les institutions européennes, d'Alexandru Gussi, professeur de science politique à l'Université Bucarest et d'Andrei Vieru, pianiste et écrivain⁴. Après trente ans à la tête de l'association, l'autosuspension de son président Radu Filipescu rend plus difficile la cohésion du Groupe. Membre fondateur du GDS, Radu Filipescu est un ancien dissident et prisonnier politique sous le régime communiste, lui-même détenu à

¹ « Augustin Lazăr îi cere Avocatului Poporului să sesizeze Curtea Constituțională pentru OUG care modifică legile justiției », Hotnews.ro, 25 février 2019, <https://www.hotnews.ro/stiri-esential-22995910-augustin-lazar-cere-avocatului-poporului-sesizeze-curtea-constitucionala-pentru-oug-care-modifica-legile-justitiei.htm>

² Cf. le site web du GDS, consultable à l'adresse suivante : <http://www.gds.org.ro/>.

³ La déclaration d'Augustin Lazăr dans Iulia MOISE, « Lovitură sub centură pentru Lazăr », EvZ.ro, 16 avril 2019, <https://evz.ro/lazar-premiu-retras.html>.

⁴ « GDS se scindează ? Laura Ștefan, expert anticorupție, și-a dat demisia iar disidentul Radu Filipescu s-a suspendat după ce i-a fost acordat premiul lui Augustin Lazăr », MEDIAFAX.RO, 17 avril 2019, <https://www.mediafax.ro/social/gds-se-scindeaza-laura-stefan-expert-anticoruptie-si-a-dat-demisia-iar-disidentul-radu-filipescu-s-a-suspendat-dupa-ce-i-a-fost-acordat-premiul-lui-augustin-lazar-18088499>.

Aiud, le pénitencier où Iulius Filip a purgé une partie de sa peine¹. Il déclare que si « Augustin Lazăr n'a pas été un tortionnaire communiste, il a pourtant joué un rôle en sa fonction de jeune procureur qui ne peut pas être négligé »².

La même année, sort en Roumanie le film *Îmi este indiferent dacă în istorie vom intra ca barbari* [*Peu m'importe si l'histoire nous considère comme des Barbares*] du réalisateur Radu Jude. Le titre du film reprend une phrase prononcée par le vice-président Mihai Antonescu lors d'une réunion du Conseil des ministres du 8 juillet 1941 portant sur la politique de purification ethnique engagée par les autorités roumaines dans les territoires libérés au nord du pays, mais aussi à Odessa où l'Armée campe lors de son avancée sur le front de l'Est³. Le massacre des Juifs d'Odessa est ordonné par Ion Antonescu durant la Seconde Guerre mondiale, en guise de représailles après l'explosion d'une bombe au commandement roumain de la ville, qui tue une soixantaine d'officiers⁴.

Le sujet du film de Radu Jude porte sur la tentative de reconstitution de cet événement par une jeune réalisatrice lors des festivités consacrées à l'Armée nationale par les autorités locales de Bucarest plus de soixante-dix ans après les faits. L'échange qu'elle a avec le représentant de la mairie, opposé à son projet, en dit long sur le malaise qui entoure encore à présent en Roumanie la question de la participation à l'Holocauste lors de la Seconde Guerre mondiale :

- « — Cette idée de reconstitution militaire, de *reenactement*, a pour but de rendre hommage à ceux qui sont tombés au champ d'honneur. C'est tout. C'est ce que vous avez marqué d'ailleurs dans la description du projet déposé à la mairie.
- C'est d'ailleurs ce que nous faisons...
- Mais justement, ce n'est pas ce que vous faites. Normalement, il s'agit seulement de militaires. De lutte correcte uniquement

¹ Laurențiu SÎRBU, « Disidentul Radu Filipescu se autosuspendă de la GDS », *Adevărul*, 17 avril 2019, https://adevarul.ro/news/eveniment/disidentul-radu-filipescu-autosuspenda-gds-1_5cb6fdab445219c57ea3d466/index.html.

² *Ibid.*

³ Voir le document 15 dans Jean ANCEL, *Documents Concerning the Fate of Romanian Jewry During the Holocaust*, vol. 6, Jerusalem, Beate Klarsfeld Foundation, 1986, p. 199-201.

⁴ Sur cet épisode qui s'est soldé par la mort de 25 000 et la déportation de 35 000 Juifs, voir CISHR, *Raport final*, *op. cit.*, p. 149-156.

- du point de vue militaire, d'honneur militaire, de décorations, des fourragères, de l'attaque de Smârdan¹. Or vous voulez aussi mettre des civils.
- En effet, mais ne méritent-ils pas qu'on leur rende hommage ? Ou du moins que l'on s'en souvienne puisqu'ils sont morts innocents ?
 - Mais si, bien sûr que si, mais il faudrait alors écrire un livre court ou faire une petite pièce de théâtre. Ne mettez pas ce truc dans un événement public monstrueux, parce que c'est déplacé. Et... c'est d'un goût douteux, mademoiselle.
 - Ah, c'est donc un problème esthétique que vous avez ? Vous cherchez le Beau maintenant ?
 - *Toujours.* »

Le film a remporté le Grand prix au Festival International de film de Karlovy Vary et représente la Roumanie aux Oscars.

*

Ces deux cas de figure, celui du procureur Augustin Lazăr qui doit quitter ses fonctions plus de trente ans après avoir joué un rôle dans la persécution des opposants politiques sous le régime communiste, et celui de Radu Jude qui produit un film à succès sur la réception de la persécution des Juifs durant la Seconde Guerre mondiale, montrent combien le passé « récent » reste un problème sensible dans la société roumaine en 2019. Il a la capacité de briser des carrières, de les accélérer, de susciter l'intérêt, de décider du sort des acteurs essentiels pour l'équilibre des pouvoirs dans l'État.

La division du GDS au moment des révélations au sujet du passé de procureur « communiste » d'Augustin Lazăr, prouve les limites de cette organisation à dépasser son identité première, bâtie autour du discrédit de l'ancien régime, pour se situer uniquement relativement à des enjeux présents, comme par exemple la lutte contre la corruption. Trente ans après ses premiers efforts pour convaincre de la corrélation entre anticommunisme et démocratisation, le GDS finit par se retrouver piégé. Car c'est paradoxalement parce que le discours de criminalisation du passé communiste qu'il a fortement promu dans les années 1990

¹ Se réfère à l'attaque menée par l'Armée roumaine à Smârdan le 12/24 janvier en 1878, dans la guerre d'indépendance contre l'Empire ottoman.

a réussi, parvenant à une reconnaissance officielle au milieu des années 2000, qu'il est à présent difficile de lui substituer une grille de lecture et d'évaluation de l'actualité politique plus significative ou plus chargée symboliquement.

Sous cet angle, la première hypothèse de cette thèse, à savoir que la légitimation du nouveau régime politique qui s'installe en Roumanie à la faveur de la chute du communisme en 1989 passe par l'imposition d'un discours dominant de criminalisation et de discréditation des régimes politiques antérieurs, se vérifie pleinement.

Si, au début des années 1990, les relectures critiques du passé communiste et « fasciste » sont minoritaires et émanent essentiellement d'une opposition politique faiblement représentée, elles peuvent à présent présider à l'issue des luttes politiques d'envergure et à régler l'accès à des postes stratégiques au sein de la bureaucratie étatique. Le principal enjeu de cette thèse a été de retracer l'histoire de ce renversement en montrant comment il s'est produit en l'espace de vingt ans, à partir d'une analyse de la participation des intellectuels à la légitimation du nouveau régime politique.

Sous cet angle, la deuxième hypothèse formulée par ce travail est que le changement de régime passe par la cooptation massive des intellectuels qui, aux côtés de l'Armée, de la police et des services secrets représentent en Roumanie l'un des secteurs stratégiques du *réseau de consolidation* de l'État¹. La principale contribution de ces acteurs au consensus sur lequel repose le régime installé en 1990 consiste en la production d'une nouvelle histoire officielle et d'une idéologie dominante — l'idéologie démocratique — mises au service de sa légitimation politique.

Ce travail de production symbolique ne s'impose pourtant pas d'emblée et toute la difficulté de cette thèse a été de repérer et d'interpréter ses différentes sources, et surtout ses étapes de construction et d'imposition à l'attention publique.

¹ Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, op. cit., p. 112.

La critique du régime communiste qui a servi l'opposition au gouvernement du Front du Salut National (FSN), puis la dénonciation du « fascisme » et de l'antisémitisme qui a nourri la stigmatisation du Parti de la « Grande Roumanie » (PRM) sont devenues les premières sources de construction d'un discours politique alternatif sur le passé politique du pays. Par conséquent, au début des années 1990, ce discours a permis la délégitimation des forces politiques dominantes et ce n'est que parce que ces forces sont sorties victorieuses aux premières élections libres que leur critique s'est armée d'une réflexion plus appuyée sur la forme et le contenu du nouvel ordre politique postcommuniste. Ainsi, la participation des intellectuels à la légitimation du nouveau régime a été à l'époque davantage *le produit* que l'objectif des usages publics des passés « fasciste » et communiste de la Roumanie. Ces récits critiques sur des épisodes spécifiques de l'histoire nationale n'ont pourtant pas eu qu'un rôle instrumental. Produits essentiellement par les intellectuels des associations « civiques », les « victimes » de l'ancien régime et les survivants de la Shoah et leurs descendants, ils sont investis de croyances, de perceptions, de valeurs essentielles pour l'identité de ces acteurs, ce qui explique en partie la grande résistance de ces narrations à travers le temps¹.

Parce qu'elles sont minoritaires, inaudibles et marginales au début des années 1990, ces narrations sur le passé s'accompagnent de l'invention de nouvelles formes d'intervention des intellectuels dans l'espace public. Ces formes d'intervention ne rendent pas compte que du travail accompli autour de la reconnaissance publique de la criminalité des anciens régimes politiques. Elles relèvent tout autant des efforts de réinvention des intellectuels en tant que groupe utile dans la société après la chute du communisme en Roumanie. Leur réinvention repose sur la mise en avant de capitaux spécifiques tels que le « capital moral »² ou le capital

¹ Comme l'explique Michael Pollak à partir d'une analyse des récits de vie des survivants de la Shoah, si ces mises en forme du passé se caractérisent par des variations, « leur étendue n'est pas illimitée. En un mot, la conception qu'on a de soi-même, le sens de l'identité qui s'exprime dans les récits d'une vie, se distinguent par une variabilité, mais une variabilité restreinte », cf. Michael POLLAK, « La gestion de l'indicible », art. cité, p. 52.

² « L'emploi de la notion de "capital moral" sert à définir le capital symbolique accumulé par ceux qui se sont opposés ou se sont confrontés au pouvoir avant 1989 et qui se définit dans la plupart des cas à l'opposé du capital politique acquis dans « les appareils des syndicats et des partis [et qui] se transmet à travers le réseau des relations familiales, conduisant à la constitution de véritables dynasties politiques » (Pierre BOURDIEU, *Raisons pratiques*,

culturel, qui ont vocation à justifier le processus de différenciation des clercs, d'un côté par rapport au champ politique, et d'un autre côté par rapport aux champs intellectuels dominants comme le champ intellectuel français. Cette différenciation s'accompagne d'une spécialisation progressive des discours sur le passé qui s'accélère sur le fond des débats autour de l'Holocauste et du Goulag, avec l'apparition et l'institutionnalisation des sciences politiques et le retour de l'histoire sur la scène publique grâce à une génération de nouveaux arrivants.

Parmi les stratégies d'affirmation utilisées par les intellectuels que cette thèse analyse se trouvent l'action politique collective et individuelle au sein des formations partisans, le militantisme associatif, les *think tanks*, l'entreprise mémorielle, les controverses publiques, les instituts de la mémoire et les commissions présidentielles de réécriture de l'histoire nationale.

De cette « constellation de petites formations située à la périphérie de l'axe central du pouvoir »¹ émerge un nouvel espace professionnel qui est celui de l'expertise dans le domaine de la gestion des passés récents de la Roumanie. C'est par l'intermédiaire de cet espace de production idéologique au croisement de l'arène politique, du monde savant et de l'espace public que s'accomplit la participation des intellectuels à la légitimation du nouveau régime « démocratique ». Cette participation se manifeste surtout à travers l'écriture historique et ses usages dans différents actes normatifs et politiques publiques.

Trois conclusions découlent de cette observation.

Tout d'abord, que l'histoire qui sort délégitimée de l'expérience communiste réussit en vingt ans à reconquérir son droit de cité, sa dignité sociale et, plus encore, son statut de science officielle.

Deuxièmement, que la participation d'une partie des intellectuels au consensus autour du nouveau régime politique passe par la mise au service du pouvoir de leurs savoirs. Ces acteurs

op. cit., p. 9-29), cité par Camelia RUNCEANU, « Le “procès du communisme” et les formes de la rhétorique de l’“anticommunisme” », art. cité, p. 114.

¹ Cf. Claire Andrieu à propos des clubs politiques et des *think tanks*, Claire ANDRIEU, « Clubs et *think tanks*, la fabrique d'un discours politique commun » dans Christophe CHARLE, Laurent JEANPIERRE (dir.), *La vie intellectuelle en France (tome 3)*, *op. cit.*, p. 83.

abandonnent leur autonomie de pensée au profit d'un « travail de brassage »¹ et d'adaptation de leurs langages professionnels — en occurrence du discours historien — aux nécessités du champ politique. Ce travail permet la définition de tout un ensemble de mesures symboliques concernant la gestion et le cadrage des passés « criminels » qui se traduisent par la création de lois et d'institutions, l'adoption de réparations et de compensations, qui facilitent l'action gouvernementale auprès d'une minorité d'intéressés². Ainsi, une partie des intellectuels abandonnent la critique du pouvoir au profit d'un rôle de « passeurs » entre ses détenteurs et leurs sujets³.

Mais lorsqu'on regarde de plus près ce phénomène, on remarque que parmi eux, de nombreux acteurs impliqués dans ce nouveau champ d'expertise occupent dans le même temps des positions dans le monde académique ou y participent à travers des recherches scientifiques. Ainsi, loin d'abandonner complètement leur liberté de pensée et leur rôle de critiques sociaux, ils s'engagent dans un jeu complexe avec les marges de manœuvre et fabriquent des discours qui, selon les lieux de production, changent de signification. Ces acteurs « troquent » leur autonomie scientifique dans la sphère du discours public ou politique contre des ressources qui leur permettent de la conserver dans la sphère académique, plus éloignée des centres du pouvoir⁴. En même temps, ils imposent leur savoir comme un élément nécessaire à l'action gouvernementale et qui, institutionnalisé sous la forme de politiques publiques, fonctionne finalement comme une forme de pouvoir.

C'est pourquoi il n'y a pas de rapport unilatéral entre pouvoir et savoir en Roumanie après 1989. Comme l'écrit Michel Foucault, « peut-être faut-il renoncer (...) à imaginer qu'il ne peut y avoir de savoir que là où sont suspendues les relations de pouvoir et que le savoir ne peut se développer que hors de ses injonctions, de ses exigences et de ses intérêts. Peut-être faut-

¹ *Ibid.*, p. 86.

² Voir à cet égard le passage en revue réalisé par Lavinia STAN, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, *op. cit.*

³ Claire ANDRIEU, « Clubs et *think tanks*, la fabrique d'un discours politique commun », art. cité, p. 85.

⁴ Voir notamment le cas des chercheurs de l'Institut d'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain et d'une partie des historiens de la Commission Tismăneanu.

il renoncer à croire que le pouvoir rend fou et qu'en retour la renonciation au pouvoir est une des conditions auxquelles on peut devenir savant. Il faut plutôt admettre que le pouvoir produit du savoir (...); que pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre; qu'il n'y a pas de pouvoir sans la constitution corrélative d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir »¹. Par conséquent, la relation des intellectuels au nouveau régime gagne à ne pas être envisagée à travers le prisme de la « production d'un savoir utile ou rétif au pouvoir », mais plutôt comme une implication de la transformation historique traversée par le *pouvoir-savoir* en Roumanie après 1989².

Troisièmement, cette thèse s'est efforcée de montrer que la production de l'idéologie démocratique et la criminalisation des passés « fasciste » et communiste en Roumanie ne sont ni neutres politiquement ni indifférentes sociologiquement. Elles se fondent sur des valeurs et sur des programmes politiques qui puisent dans différentes sources d'inspiration : de l'entre-deux-guerres (nation, Église, monarchie, traditions) présenté comme un Âge d'or de l'histoire roumaine qui tient lieu de projet politique durant la première moitié des années 1990³ au libéralisme politique, à l'économie de marché, aux Droits de l'Homme et à l'*acquis* communautaire qui occupent l'espace ultérieurement, à partir de la deuxième moitié des années 1990 et inspirent l'ensemble des forces politiques. La criminalisation de ces passés ne peut donc être comprise qu'en association avec la promotion de ces valeurs qui guident la délégitimation de la gauche politique et intellectuelle assimilée au communisme ou au marxisme-léninisme et son ostracisation progressive de l'espace public.

Dans sa dimension politique, la production de l'idéologie démocratique sous-jacente à la criminalisation des passés « récents » vise le renouvellement du personnel politique à travers l'exclusion/l'épuration de l'ex-nomenklatura et son remplacement par une nouvelle classe de gouvernants qui repose en partie sur l'alliance des « victimes » et des élites culturelles de

¹ Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 2007, p. 36.

² *Ibid.*

³ Sur les fonctions de la réactivation du mythe de l'entre-deux-guerres en Roumanie, voir Antonela CAPELLE-POGĂCEAN, « Roumanie : l'utopie unitaire en question », art. cité, p. 110-111.

l'ancien régime converties à l'« anticommunisme » et d'un groupe de nouveaux arrivants formés d'une jeune génération d'intellectuels en voie d'affirmation, souvent formée à l'international.

Ces trois conclusions laissent ouvertes plusieurs perspectives analytiques.

Une première est celle, à peine effleurée, du rôle spécifique de l'internationalisation du champ intellectuel et de l'accélération du processus de circulation des idées et des mobilités professionnelles à la construction d'une narration dominante sur l'histoire politique locale. De la même manière, cette piste appelle à interroger le rôle de l'émergence d'une mémoire transnationale du communisme et de l'Holocauste aux récits qui légitiment le changement de régime en Roumanie après 1989. L'exploration de cette piste appelle une enquête de terrain sur les carrières internationales des intellectuels et sur l'impact de leur socialisation dans les centres de recherche étrangers, au contact des pairs qui véhiculent des connaissances, des théories et des idées politiques nouvelles par rapport au milieu d'origine sur les mises en récit du passé.

Une seconde perspective d'analyse, à laquelle renvoient à la fois le traitement médiatique du cas Lazăr et le traitement « artistique » de la Shoah dans le film de Radu Jude, concerne l'évolution récente des formes de délégitimation, de stigmatisation, des passés « récents » de la Roumanie. L'éclairage apporté aux crimes politiques des régimes communistes et précommunistes apparaît ainsi comme plus nuancé, plus attentif aux différentes manières de participer de la population à leur perpétration. Il permet une discussion publique plus dépassionnée sur l'étendue et les limites de la collaboration, sur le tissu de relations entre pouvoir et population, enfin sur la frontière incertaine entre État et société.

Une troisième perspective analytique concerne les enjeux des usages politiques de l'histoire dans les régimes dits démocratiques et la division du travail idéologique. Car comment se fait-il que la légitimation des visions politiques qui circulent à *présent* soit déléguée par les représentants de l'État à un personnel prétendant avoir le monopole de la production des discours sur le *passé* ? Ce paradoxe ne vient-il pas court-circuiter l'idée même d'une démocratie où l'avenir politique se décide par le plus grand nombre lors d'un débat d'*actualité* ?

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

ARCHIVES

Archives Nationales Historiques Centrales

Fonds « Comité Central du Parti Communiste Roumain », Section « Cadres »

Fonds « Comité Central de l'Union des Jeunesses Communistes », Section « Cadres »

Archives de l'Administration Centrale des Pénitenciers

Fonds « Fiches pénales des détenus politiques » consultées sur le site web de l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain, à l'adresse web suivante : <https://www.iiccr.ro/fise-matricole-nou/?drawer=Fise%20matricole%20penale%20-%20Detinuti%20politici>.

ENTRETIENS

1. Florin Abraham, historien, INST, Bucarest, 18 novembre 2010
2. Viorel Achim, historien, Bucarest, CISHR, 9 décembre 2009
3. Gabriel Andreescu, professeur de droit international, GDS, Bucarest, 26 novembre 2008
4. Mihnea Berindei, historien, CPADCR, Paris, 17 avril 2008
5. Liviu Beriş, président de l'association des Survivants de l'Holocauste en Roumanie, CISHR, Bucarest, 23 novembre 2009
6. Lya Benjamin, historienne, CISHR, Bucarest, 15 décembre 2009
7. Ioana Boca, historienne, CPADCR, Mémorial Sighet Bucarest, 8 décembre 2008
8. Vasile Boroneanţ, président de la Fédération des Fédération roumaine des anciens détenus politiques et combattants anticomunistes, Bucarest, 2 mai 2008
9. Ştefan Bosomitu, historien, IICCMER, Bucarest, 23 novembre 2009
10. Cosmin Budeancă, historien, IICCMER Bucarest, 23 novembre 2009
11. Mihai Bumbuş, historien, IICCMER, Bucarest, 24 novembre 2009

12. Mihai Burcea, historien, IICCMER, Bucarest, 24 novembre 2009
13. Ion Calafeteanu, historien, Institut de la Révolution Roumaine, Bucarest, 2 décembre 2009
14. Dan Cătănuș, historien, INST, Bucarest, 19 novembre 2010
15. Adrian Cioflâncă, historien, CISHR, CPADCR, Bucarest, 9 octobre 2009
16. Stéphane Courtois, historien, Mémoiél de Sighet, Paris, 2 novembre 2009
17. Silvia Colfescu, écrivaine, directrice des Éditions Vreamea, Bucarest, 7 décembre 2010
18. Cristina Diac, historienne, Bucarest, novembre 2010
19. Dan Drăghia, historien, IICCMER, Bucarest, 18 novembre 2009
20. Dorin Dobrinu, historien, CPADCR, Bucarest, 19 décembre 2008
21. Radu Filipescu, président du GDS, CPADCR, Bucarest, 8 décembre 2008
22. Alexandru Florian, sociologue, président de l'Institut National pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie « Elie Wiesel », CISHR, Bucarest, 21 octobre 2009
23. Mihai Dinu Gheorghiu, sociologue, CISHR, Bucarest, 28 octobre 2009
24. Armand Goșu, historien, CPADCR, Bucarest, 15 décembre 1009
25. Raluca Grosescu, politiste, IICCMER, Paris, 13 février 2010
26. Bogdan Iacob, historien, IICCMER, Bucarest, 26 septembre 2017
27. Sorin Ilieșiu, réalisateur films documentaires, CPADCR, Bucarest, 8 décembre 2008
28. Radu Ioanid, historien, CISHR, Bucarest, 27 septembre 2012
29. Luciana Jinga, historienne, IICCMER, Bucarest, 24 novembre 2009
30. Dumitru Lăcătușu, historien, IICCMER, Bucarest, 8 novembre 2009
31. Norman Manea, écrivain, Paris, 7 mai 2008
32. Andrei Muraru, historien, IICCMER, Bucarest, 24 novembre 2009
33. Maria Mureșan, économiste, CPADCR, Bucarest, 19 décembre 2008
34. Gheorghe Onișoru, historien, INST, Bucarest, novembre 2010
35. Marius Oprea, historien, IICCMER, Bucarest, 11 novembre 2010
36. Damiana Otoi, politiste, IICCMER, Bucarest, 21 septembre 2017
37. Andreea Osca, stagiaire, Institut de la Révolution Roumaine, Bucarest, 1 décembre 2009
38. Costi Rogozanu, écrivain, Critiatăc, Bucarest, 8 décembre 2010

39. Octavian Roske, historien, INST, Bucarest, 18 novembre 2010
40. Rodica Palade, rédactrice en chef revue 22, GDS, Bucarest, 18 août 2008
41. Corina Pălășan, historienne, IICCMER, Bucarest, 1^{er} décembre 2009
42. Dragoș Petrescu, historien, CPADCR, Bucarest, 3 décembre 2008
43. Cristina Petrescu, historienne, CPADCR, Bucarest, 18 décembre 2008
44. Andrei Pippidi, historien, CISHR, CPADCR, Bucarest, 14 janvier 2011
45. Cosmin Popa, historien, Institut d'histoire « Nicolae Iorga », Bucarest, 16 décembre 2010
46. Liviu Rotman, historien, CISHR, Bucarest, 24 novembre 2009
47. Romulus Rusan, écrivain, CPADCR, Mémorial Sighet, Bucarest, 8 décembre 2008
48. Ioan Scurtu, historien, CISHR, Bucarest, 19 novembre 2009
49. Michael Shafir, politologue, CISHR, Paris, 15 avril 2009
50. Cristina Spătăreanu, secrétaire, GDS, CPADCR, Bucarest, 16 décembre 2008
51. Ioan Stanomir, politologue, IICCMER, Bucarest, 13 décembre 2017
52. Radu Tudorancea, historien, INST, Bucarest, 23 novembre 2010
53. Ovidiu Țărău, historien, CPADCR, Bucarest, 26 novembre 2009
54. Liviu Tofan, journaliste, IRIR, Bucarest, 19 octobre 2012
55. Cristian Vasile, historien, CPADCR, Bucarest, 9 décembre 2009
56. Constantin Vasilescu, historien, IICCMER, Bucarest, 26 novembre 2009
57. Nicolae Videnie, historien, IRIR, Bucarest, 1^{er} décembre 2009
58. George Voicu, sociologue, CISHR, Bucarest, 28 octobre 2009
59. Smaranda Vultur, historienne, CPADCR, Bucarest, 27 novembre 2009, 3 octobre 2009
60. Chercheur 1, Bucarest, 14 décembre 2009
61. Chercheur 2, Bucarest, 23 août, 2008
62. Chercheur 3, Bucarest, 23 août, 2008

CONFÉRENCES (observation participante)

Débat public autour du *Rapport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, Paris, Ambassade de Roumanie en France, 10 juin 2008

Débat public autour du *Rapport final* de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, Centre d'Études et de Recherches Internationales, Science Po Paris, 11 juin 2008

Conférence de la Fédération des anciens détenus politiques, Bucarest, Université Populaire de Bucarest, 23 avril 2008

Conférence à l'occasion de la Journée de Commémoration de l'Holocauste en Roumanie, Institut National pour l'Étude de l'Holocauste en Roumanie « Elie Wiesel », Bucarest, 7 octobre 2009

Conférence internationale « Après vingt ans. Perspectives sur la chute du communisme en Roumanie : causes, déroulement, conséquences », Centre d'Études sur le Communisme et le Postcommunisme, Université de Iași, Institut d'Investigation des Crimes du Communisme, Iași (Roumanie), 12-13 novembre 2009

Conférence « Justice in Communist and Post-communist Regimes », UFR de Droit, Université de Bucarest, Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme et la Mémoire de l'Exil Roumain, Bucarest, 6-10 octobre 2015.

DICTIONNAIRES, ENCYCLOPÉDIES, MONOGRAPHIES

ACADEMIA ROMÂNĂ, *România 1945-1989. Enciclopedia regimului comunist. Instituții de partid, de stat, obștești și cooperatiste*, București, Institutul Național pentru Studiul Totalitarismului, 2012

Mihai BUMBEȘ, Mihai BURCEA, Marius STAN, *Dicționarul ofițerilor și angajaților civili ai Direcției Generale a Penitenciarelor. Aparatul central (1948-1989)*, Polirom, Iași, 2009

Enciclopedia României, București, Imprimeria Națională, 1938

- Elena Costache GĂINARIU, *Monografia comunei Burdujeni, plasa Bosancea, județul Suceava*, București, Tipografia seminarului monahal « Cernica », 1936
- Ion HANGIU, *Presa românească de la începuturi pînă în prezent. Dicționar cronologic (1989-2007)*, vol. IV, București, Comunicare.ro, 2008
- Florin MANOLESCU, *Enciclopedia exilului românesc (1945-1989): scriitori, reviste, instituții, organizații*, București, Compania, 2010
- Andrei MURARU (dir.), *Dicționarul penitenciarelor din România comunistă (1945-1967)*, Iași, Polirom, 2008
- Mihai PELIN, *Opisul emigrației politice*, București, Compania, 2002
- Aurel SASU, *Dicționarul biografic al literaturii române*, Pitești, Paralela 45, 2006
- Eugen SIMION (coord.), *Dicționarul general al literaturii române*, Academia Română, București, Univers Enciclopedic, 2009
- Mircea ZACIU (coord.), Marian PAPAHAĞI, Aurel SASU (en collaboration avec), *Scriitori români. Mic dicționar*, București, Editura științifică și enciclopedică, 1978

RECUEILS DE DOCUMENTS, RAPPORTS D'EXPERTISE

- COMISIA INTERNAȚIONALĂ PENTRU STUDIUL HOLOCAUSTULUI ÎN ROMÂNIA, *Raport final*, Iași, Polirom, 2004
- COMISIA PREZIDENȚIALĂ PENTRU ANALIZA DICTATURII COMUNISTE ÎN ROMÂNIA, *Raport final*, București, Humanitas, 2007
- SERVICIUL ROMÂN DE INFORMAȚII (SRI), *Cartea Albă a Securității. Istorie literare și artistice (1969/1989)*, București, Presa Românească, 1996
- Institutul Național de Statistică, *Recensământul general al populației României din 29 decembrie 1930*, București, 1938-1940

JOURNAUX, MÉMOIRES, RECUEILS D'ENTRETIENS ET D'ARTICLES DE PRESSE

- Gabriel ANDREESCU, *L-am urât pe Ceaușescu*, Iași, Polirom, 2009
- Gabriel ANDREESCU, *Naționaliști, antinaționaliști. O polemică în publicistica românească*, Iași, Polirom, 1996
- Iordan CHIMET, *Dosar « Mihail Sebastian »*, București, Universal Dalsi, 2001
- Daniel CRISTEA-ENACHE, *Convorbiri cu Octavian Paler*, București, Corint, 2008
- Mircea ELIADE, *Autobiography II (1937-1960). Exile's Odyssey*, University of Chicago Press, 1988
- Mircea ELIADE, *Mémoires II (1937-1960). Les moissons du solstice*, Paris, Gallimard, 1988
- Mircea ELIADE, *Fragments d'un journal III (1979-1985)*, Paris, Gallimard, 1991
- Mircea ELIADE, *Journal IV (1979-1985)*, University of Chicago Press, 1990
- Ion IANOȘI, *Internaționala mea. Cronica unei vieți*, Iași, Polirom, 2012
- Gabriel LIICEANU, *Epistolar*, București, Cartea Românească, 1987
- Gabriel LIICEANU, *Ușa interzisă*, București, Humanitas, București, 2002
- Gabriel LIICEANU, *Jurnalul de la Păltiniș*, București, Humanitas, 1996
- Norman MANEA, *Le retour du hooligan*, Paris, Seuil, 2006
- Adrian MARINO, *Viața unui om singur*, Iași, Polirom, 2010
- Al. PALEOLOGU, Stelian TĂNASE, *Sfidarea memoriei*, București, Du Style, 1996
- Octavian PALER, *Autoportret într-o oglindă spartă*, Iași, Polirom, 2015
- Mihail SEBASTIAN, *Journal (1935-1944)*, Paris, Stock, 1998
- Mihail SEBASTIAN, *De două mii de ani. Cum am devenit huligan*, București, Hasefer, 2000
- Mihail SEBASTIAN, *Cum am devenit huligan*, București, Cultura Națională, 1935.
- Péter VÁRDI (în dialog cu Imre Tóth), *În viață sunt lucruri care nu se fac. Și care totuși se fac...*, București, Humanitas, 2014
- Mircea VULCĂNESCU, « Tânăra generație ». *Crize vechi in haine noi*, București, Compania, 2004
- Henri WALD, *Confesiuni*, București, Hasefer, 1998

PRESSE POLITIQUE ET CULTURELLE

Roumanie

Adevărul

Adevărul literar și artistic

Agenda Alianței Civice

Agora

Analele Sighet

Anuarul

Apostrof

Azi

Contemporanul

Contrapunct

Cotidianul

Cultura

Dialog

Dilema

Dimineața

Echinox

Evenimentul zilei

Familia,

Flacăra

Gândul

Jurnalul literar

Jurnalul Național

Lupta de clasă

Memoria

Monitorul Oficial

Mozaicul

Observator cultural

Orizont

Ramuri

Realitatea evreiască

Revista 22

România liberă

România literară

România Mare

Scînteia

Scînteia Tienretului

Secolul 20

Sfera politicii

Săptămâna

Vatra

Ziarul de Iași

Ziua

États-Unis

The New Republic

France

Esprit

Le Figaro

Le Monde

Les Temps Modernes

Libération,

Nouvelle Alternative

Agences de presse

AGERPRES

HOTNEWS

MEDIAFAX

BIBLIOGRAPHIE

A. GÉNÉRALITÉS, OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

- ANDERSON Benedict, *L'imaginaire national*, Paris, La Découverte, 1996
- BEAUD, Stéphane et WEBER, Florence, *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte, 2010
- BECKER Howard Saul, *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2002.
- BECKER Howard, *Outsiders*, Paris, A.-M. Métailié, 1985
- BENSA Alban, FASSIN Eric, « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002
- BOLTANSKI Luc, BOURDIEU Pierre, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 2-3, 1976
- BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 62-63, 1986
- BOURDIEU Pierre, « Le capital social. Notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, 1980,
- BOURDIEU Pierre, « Le mort saisit le vif », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 32-33, avril-juin 1980
- BOURDIEU Pierre, « Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. Introduction de Patrick Champagne », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°s 200, 2013/5, p. 27-29.
- BOURDIEU Pierre, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, 1994.
- BOURDIEU Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994
- BRIQUET Jean-Louis, GARRAUD Philippe (dir.), *Juger la politique*, Rennes, PUR, 2002
- CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990.
- CHARTIER Roger, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Seuil, 2000
- CHAUMONT Jean-Michel, *La concurrence des victimes*, Paris, La Découverte, 1997
- COLLOVALD Annie et NEVEU Erik, « Le néo-polar. Du gauchisme politique au gauchisme littéraire », *Sociétés et Représentations*, n° 11, 2001

- COLLOVALD Annie, « Identités stratégiques », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 73, 1988
- COLLOVALD Annie, GAITI Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006
- COLLOVALD Annie, *Le « populisme » du FN. Un dangereux contre-sens*, Broissieux, Le Croquant, 2005
- DUFOIX Stéphane, « Les légitimations politiques de l'exil », *Genèses*, n° 34, mars 1999
- ELIAS Norbert, *Engagement et distanciation*, Paris, Fayard, 1993
- ELIAS Norbert, *La civilisation des mœurs*, Paris, Pocket Agora, 1989
- FAURE Justine, « Les exilés tchécoslovaques de 1948 : un exil politique au service de la politique étrangère américaine », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 60, 2000,
- FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 2007
- GOFFMAN Erving, *Asiles*, Paris, Éditions de Minuit, 1979
- GOFFMAN Erving, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975
- GRAWITZ Madeleine, *Méthode des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2001
- GUILHOT Nicolas, *The Democracy Makers. Human Rights and International Order*, New York, Columbia University Press, 2005
- GUILHOT, « Une vocation philanthropique. George Soros, les sciences sociales et la régulation du marché mondial », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n° 151-152, 2004.
- HIRSCHMAN Albert O., *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, 1995
- HOBBSBAWM Eric, RANGER Terence (dir.), *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983
- LABORIER Pascale, « La "bonne police". Sciences caméras et pouvoir absolutiste dans les États allemands », *Politix*, n° 48, 1999
- LAGROYE Jacques, « La légitimation » dans GRAWITZ Madeleine, LECA Jean (dirs.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, 1985
- LAGROYE Jacques, *Sociologie politique*, Paris, FNDSP, 2006

LATTÉ Stéphane, « *Les victimes* » : *la formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Thèse pour le Doctorat en Études politiques, Dir. Michel Offerlé, EHESS, Paris, 2008

LEFRANC Sandrine, « La consécration internationale d'un pis-aller : Une genèse des politiques de réconciliation » dans MINK George et NEUMAYER Laure (dir.), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007

LEFRANC Sandrine, « Les commissions de vérité : une alternative au droit ? », *Droit & Cultures*, n° 56, 2008-2,

LEFRANC Sandrine, MATHIEU Lilian (dirs.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009

MATHIEU Lilian, « Espace des mouvements sociaux », *Politix*, n° 77, 2007

NEVEU Erik, *Sociologie politique des problèmes publics*, Paris, Armand Colin, 2015

OFFERLÉ Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, juillet-août 1984

PETTAI Eva-Clarita, « Interactions between History and Memory: Historical Truth Commissions and Reconciliation » in Siobhan KATTAGO (éd.), *The Ashgate Research Companion to Memory Studies*, Surrey, Ashgate, 2015

PIROTTE Gautier, *La notion de société civile*, Paris, Repères, 2007

THIESSE Anne-Marie, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999

B. CHANGEMENT DE RÉGIME, SOCIOLOGIE DES CRISES POLITIQUES, SOCIOLOGIE DES ÉLITES POLITIQUES

BANEGAS Richard, « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures & Conflits*, n° 12, 1993

BRIQUET Jean-Louis, « “Radicalisation morale” et crise de la première République italienne » dans Annie COLLOVALD, Brigitte GAÏTI, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, 2006

- BUNCE Valérie, « Quand le lieu compte. Spécificités des passés autoritaires et réformes économiques dans les transitions à la démocratie », *Revue Française de Science Politique*, n° 4-5, 2000
- DOBRY Michel, « Les processus de transition à la démocratie », *Cultures & Conflits*, n° 17, printemps 1995
- DOBRY Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependance », *Revue Française de Science Politique*, vol. 50, n° 4, 2000,
- DOBRY Michel, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques » dans Javier SANTISO (sous la dir. de), *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala, 2002
- DOBRY Michel, *Sociologie des crises politiques*, Paris, FNSP, 1992
- Éditorial « Changer de régime », *Politix*, n° 47, 1999
- EYAL Gil, SZELENYI Iván, TOWNSLEY Eleanor, *Capitalism fără capitaliști*, București, Omega, 2001
- GAITI Brigitte, *De Gaulle prophète de la Cinquième République (1946-1962)*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998.
- GHEORGHIU Mihai Dinu, LUPU Mihăiță (coord.), *Mobilitatea elitelor în România secolului XX*, Pitești, Paralela 45, 2008, p. 359-361. Sandrine KOTT, Martine MESPOULET (avec la collaboration d'Antoine ROGER) (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Presses Universitaires de Bruxelles, 2006,
- GROSESCU Raluca, *La conversion politique des élites communistes roumaines après 1989*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Jean-Charles Szurek, Paris Ouest Nanterre La Défense, 2010
- GUILHOT Nicolas, SCHMITTER Philippe C., « De la transition à la consolidation. Une lecture rétrospective des *democratization studies* », *Revue française de science politique*, n° 4-5, 2000
- HERMET Guy, « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique Latine/Europe de l'Est », *Revue internationale de politique comparée*, 2001/2, vol. 8

- LINZ Juan J., STEPAN Alfred, *Problems of democratic transition and consolidation. Southern Europe, South America and post-communist Europe*, Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press, 1996
- LINZ Juan, STEPAN Alfred, « Toward Consolidated Democracies », *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 2, 1996
- LIPSET Seymour, « Some social requisites of democracy: economic development and political legitimacy », *American Political Science Review*, vol. 53, n° 1, 1959
- MINK Georges, SZUREK Jean-Charles, « L'ancienne élite communiste en Europe centrale : stratégies, ressources et reconstructions identitaires », *Revue française de science politique*, n° 1, 1998
- MINK Georges, SZUREK Jean-Charles, *La Grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Seuil, 1999
- O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe C. (eds.), *Transitions from Authoritarian Rule: Tentative Conclusions About Uncertain Democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986
- O'DONNELL Guillermo, SCHMITTER Philippe C. et WHITEHEAD Laurence (eds.), *Transitions from Authoritarian Rule. Southern Europe*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1991
- OFFE Claus, « Capitalism by democratic design. Democratic theory facing the triple transition in East Central Europe », *Social Research*, vol. 71, n° 3, 2004
- PRIDHAM Geoffrey, « Democratic transitions in theory and practice: Southern European lessons for Eastern Europe » dans Geoffrey PRIDHAM, Tatu VANHANEN, *Democratization in Eastern Europe. Domestic and international perspectives*, London, Routledge, 1994
- RICHARD Hélène, « Des transitions à l'Est aux transformations postsoviétiques : retour sur un article à la lumière de nouveaux travaux », Communication au Congrès de l'AFSP, ST 10 « Chronologie, périodisations, temporalités », Grenoble, 7-9 septembre 2009, <http://www.congresafsp2009.fr/sectionsthematiques/st10/st10richard.pdf>.

SCHMITTER C. Philippe, « Is it safe for transitologists & consolidologists to travel to the Middle East and North Africa? », http://iis-db.stanford.edu/evnts/6069/Article_-_M-EAST3.pdf, p. 2-7

STARK David, « Sommes-nous toujours au siècle des transitions ? Le capitalisme est-européen et la propriété “recombinante” », *Politix*, n° 47, 1999

STARK David, BRUSZT Laszlo, *Postsocialist Pathways: Transforming Politics and Property in East Central Europe*, Cambridge University Press, 1998

TACKETT Timothy, « *Par la volonté du peuple* ». *Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Paris, Albin Michel, 1997

C. SOCIOLOGIE DES INTELLECTUELS ET DE LA LITTÉRATURE, SOCIOLOGIE DES CONTROVERSES, CIRCULATION ET RÉCÉPTION DES IDÉES

BOURDIEU Pierre, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984

BOURDIEU Pierre, *Les règles de l'art*, Seuil, Paris, 1992

BOURDIEU Pierre, « L'ontologie politique de Martin Heidegger », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 1, n°s 5-6, 1975

BOURDIEU Pierre, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 145, décembre 2002

CALLON Michel, LASCOUMES Pierre, BARTHE Yannick, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 2001

CASANOVA Pascale, *La République mondiale des lettres*, Paris, Seuil, 1999

CASANOVA Pascale, « Consécration et accumulation de capital littéraire. La traduction comme échange inégal », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 144, 2002/4.

CHARLE Christophe, *Naissance des « intellectuels » 1880-1900*, Paris, Minuit, 1990

CHARLE Christophe, « Situation du champ littéraire », *Littérature*, n° 44, 1981

CHARLE Christophe, « Le temps des hommes doubles », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 39-1, janvier-mars 1992

- CHARLE Christophe, JEANPIERRE Laurent (dir.), (2016), *La vie intellectuelle en France*, Paris, Seuil, 3 vol.
- CHRISTOFFERSON Michael Scott, *Les intellectuels contre la gauche*, Marseille, Agone, 2014
- COLLET Victor, « De la ressource intellectuelle à la cause politique. Les différentes vies d'Abdelmalek Sayad », *Politix*, n° 94, 2011/2
- DÉTREZ Christine, « Bien lire. Lectures utiles, lectures futiles », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2001, <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2001-06-0014-002>.
- DISCEPOLO Thierry, « À l'abri de la religion littéraire française. L'«affaire Millet» comme erreur d'ajustement d'un consensus hégémonique apolitique », *Agone*, n° 54, 2014/2
- DUBUISSON Daniel « L'ésotérisme fascisant de Mircea Eliade », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 106 -107, 1995
- DUBUISSON Daniel, « Métaphysique et politique. L'ontologie antisémite de Mircea Eliade », *Le Genre Humain*, décembre 1992-janvier 1993
- HAUCHECORNE Mathieu, « Le polycentrisme des marges. Les « filières » belge et québécoise d'importation de la philosophie politique étatsunienne contemporaine en France », *Histoire@Politique*, n° 15, 2011/3.
- HAUCHECORNE Mathieu, « L'expertise d'État rattrapée par l'université ? », *Raisons politiques*, n° 33, 2009/1
- JEANPIERRE Laurent, « Une opposition structurante pour l'anthropologie structurale : Lévi-Strauss contre Gurvitch, la guerre de deux exilés français aux États-Unis », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 11, 2004/2
- JOUHAUD Christian, *Les pouvoirs de la littérature. Histoire d'un paradoxe*, Paris, Gallimard, 2000
- LAMBERT Benoît, MATONTI Frédérique, « Présentation », dossier « Artistes/Politiques », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001
- LAMBERT Benoît, MATONTI Frédérique, « Un théâtre de contrebande. Quelques hypothèses sur Vitez et le communisme », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001,
- LEMIEUX Cyril, « A quoi sert l'analyse des controverses ? », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25, 2007/1

MATONTI Frédérique, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique*, Paris, La Découverte, 2005

MAUGER Gérard, POLIAK Claude F., PUDAL Bernard, *Histoires de lecteurs*, Paris, Nathan, 1999

PIELLER Evelyne, « Céline mis à nu par ses admirateurs, même », *Agone*, n° 54, 2014/2

POLLACK Michaël, « La place de Max Weber dans le champ intellectuel français », *Droit et Société*, n° 9, 1988.

POPA Ioana, *Traduire sous contraintes. Littérature et communisme (1947-1989)*, Paris, CNRS, 2010

POPA Ioana, « “L’impureté” consentie. Entre esthétique et politique : critiques littéraires à Radio Free Europe », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001

PROCHASSON Christophe, « Les espaces de la controverse. Roland Barthes contre Raymond Picard : un prélude à Mai 68 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, n° 25, 2007/1

PUDAL Romain, « La difficile réception de la philosophie analytique en France », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n° 11, 2004

RIOUFREYT Thibaut, « Les passeurs de la “Troisième Voie”. Intermédiaires et médiateurs dans la circulation transnationale des idées », *Critique internationale*, n° 59, 2013/2

SAPIRO Gisèle (dir.), *L'espace intellectuel en Europe*, Paris, La Découverte, 2009.

SAPIRO Gisèle, *La guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard

SAPIRO Gisèle, *La Responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011

SAPIRO Gisèle, « Modèles d'intervention politique des intellectuels », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, 2009

SERRY Hervé, *Naissance de l'intellectuel catholique*, Paris, La Découverte, 2004

SIMONIN Anne, « Le droit à l'innocence. Le discours littéraire face à l'épuration », *Sociétés & Représentations*, n° 11, 2001

VIALA Alain, *Naissance de l'écrivain. Sociologie de la littérature à l'âge classique*, Paris, Minuit, 1985

**C.1. SOCIOLOGIE DES INTELLECTUELS ET DE LA LITTÉRATURE.
ROUMANIE**

BUTOI Ionuț, *Canonizare, demitizare și realism științific. Studii despre Mircea Vulcănescu*, Cluj-Napoca, Eikon, 2017

BUTOI Ionuț, *Mircea Vulcănescu. O microistorie a interbelicului românesc*, Cluj-Napoca, Eikon, 2015

DRAGOMIR Lucia, *L'Union des Ecrivains. Une institution littéraire transnationale à l'Est : l'exemple roumain*, Paris, Belin, 2007

DRAGOMIR Lucia, « Les limites de l'espace littéraire roumain dans les années 1960-1970. Paul Goma et Alexandru Ivasiuc : entre littérature et politique » dans IONESCU Alexandra, TOMESCU-HATTO Odette, *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2004

DRAGOMIR Lucia, « L'Union des écrivains. Un modèle institutionnel et ses limites », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 109, 2011

DURANDIN Catherine (dir.), *L'engagement des intellectuels à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1994

ERNU Vasile, ROGOZANU Costi, ȘIULEA Ciprian, ȚICHINDELEANU Ovidiu, *Iluzia anticomunismului*, Chișinău, Cartier, 2008

GABANYI Anneli Ute, *Ceaușescu și scriitorii. Analize politico-literare în timp real*, Iași, Universitatea « Alexandru Ioan Cuza », 2013

GHEORGHIU Mihai Dinu, DRAGOMIR Lucia (ed.), *Littératures et pouvoir symbolique*, Pitești, Paralela 45, 2005

GHEORGHIU Mihai Dinu, *Intelectualii în câmpul puterii*, Iași, Polirom, 2007

IOVĂNEL Mihai, *Evreul improbabil. Mihail Sebastian, o monografie ideologică*, București, Cartea Românească, 2012

IOVĂNEL Mihai, *Ideologiile literaturii în postcomunismul românesc*, București, Muzeul Literaturii Române, 2017

LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, *Cioran, Eliade, Ionesco. L'oubli du fascisme*, Paris, PUF, 2002

LAIGNEL-LAVASTINE Alexandra, *Filozofie și naționalism. Paradoxul Noica*, București, Humanitas, 1996

LAVRIC Sorin, *Noica și Miscarea Legionară*, București, Humanitas, 2007

LAZĂR Marius, *Paradoxuri ale modernizării. Elemente pentru o sociologie a elitelor culturale românești*, Cluj-Napoca, Limes, 2002

LAZĂR Marius, « Writers, Intellectuals, Politics: The Transformations of the cultural Field in Post-Communist Romania », *Studia UBB Sociologia*, vol. LX, n° 1, 2015

LIVEZEANU Irina, « Les guerres culturelles en Roumanie postcommuniste. Débats intellectuels sur le passé récent », dans Catherine DURANDIN (dir.), *Perspectives roumaines. Du postcommunisme à l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004

MACREA-TOMA Ioana, *Privilighenția. Instituții literare în comunismul românesc*, Cluj-Napoca, Casa Cărții de Știință, 2009

MATEI Sorin Adam, *Boierii minții*, București, Compania, 2004

MATEI Sorin Adam, MOMESCU Mona (dir.), *Idolii forului*, București, Corint, 2010

MEZDREA Dora, *Nae Ionescu. Biografia (vol. I-IV)*, Bucarest, Universal Dalsi, 2001 (vol. I); (vol. II), Acvila, 2003 ; (vol. III-IV) Brăila, Istros — Musée Brăila, 2004-2005.

ORNEA Zigu, *Anii treizeci. Extrema dreaptă românească*, București, Fundația Culturală Română, 1996

PETRE Dorin, « La classe intellectuelle roumaine entre professionnalisme et engagement » dans Catherine DURANDIN (dir.), *L'engagement des intellectuels à l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1994

PETRESCU Cristina, *From Robin Hood to Don Quixote*, Editura Enciclopedică, București, 2013

PETREU Marta, *Diavolul și ucenicul său*, Iași, Polirom, 2009

PETREU Marta, *Generația '27 între Holocaust și Gulag*, Iași, Polirom, 2016

PETREU Marta, *Un trecut deocheat sau Schimbarea la față a României*, București, Institutul Cultural Român, 2004

RAȚIU Dan-Eugen, *Politica culturală și artele: local, național, global*, Cluj-Napoca, Casa Cărții de Știință

- ROSENTHAL Denise, « Les angoisses fin-de-siècle des intellectuels roumains : démocratie, conservatisme et antisémitisme », *Balkanologie*, vol. IV, n° 1
- RUNCEANU Camelia, *Les intellectuels et la recomposition de l'espace public roumain après 1989. Le cas du Groupe pour le Dialogue Social*, Thèse de doctorat en sociologie, Dir. Gisèle Sapiro, École de Hautes Études en Sciences Sociales, 2018
- RUNCEANU Camelia, « La “société civile” des intellectuels. Usages et enjeux de la notion de “société civile” en Roumanie postcommuniste », *Anuarul Institutului de Cercetări Socio-Umane « C. S. Nicolaescu-Ploșor »*, n° XIV, Craiova, Academia Romana, Aius, 2013
- RUNCEANU Camelia, « “Grup de reflecție”, grup solidar ? Grupul pentru Dialog Social : o elită intelectuală în postcomunism » dans Mihai Dinu GHEORGHIU, Mihăiță LUPU (coord.), *Mobilitatea elitelor în România secolului XX*, Pitești, Paralela 45, 2007
- SHAFIR Michael, « The Man They Love to Hate: Norman Manea's Snail House Between Holocaust and Gulag », *East European Jewish Affairs*, vol. 30, n° 1, 2000
- STAN Adriana, *Bastionul lingvistic. O istorie comparată a structuralismului în România*, București, Muzeul Literaturii Române, 2017
- TĂNĂSOIU Cosmina, « Intellectuals and Post-Communist Politics in Romania: An Analysis of Public Discourse (1990-2000) », *East European Politics and Society: and Cultures*, n° 1, vol. 22, 2008
- TOMIȚĂ Alexandra, *O istorie « glorioasă ». Dosarul protocronismului românesc*, București, Cartea Românească, 2007
- ȚURCANU Florin, *Mircea Eliade, le prisonnier de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2003
- TURCUȘ Claudiu, *Estetica lui Norman Manea*, București, Cartea Românească, 2012
- VERDERY Katherine, *Compromis și rezistență*, București, Humanitas, 1994
- VOICU George, « L'attitude des intellectuels roumains face à la Shoah et à sa mémoire dans la Roumanie post-communiste », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 194, 2001/1
- VOICU George, *Mitul Nae Ionescu*, București, Universitatea București — Ars Docendi, 2009
- VOICU George, *Zei cei răi. Cultura conspirației în România postcomunistă*, Iași, Polirom, 2000

VOLOVICI Leon, *National Ideology and Antisemitism: The case of Romanian Intellectuals in the 1930s*, Pergamon Press, Oxford, 1991

D. MÉMOIRE, HISTOIRE, USAGES DU PASSÉ ET JUSTICE DE TRANSITION

ARAD Yitzhak, « La réécriture de la Shoah en Lituanie d'après les sources lituaniennes », *Revue d'histoire de la Shoah*, n° 197, 2012/2

BĂDICĂ Simina, *Curating Communism. A Comparative History of Museological Practices in Post-War (1946-1958) and Post-Communist Romania*, Dissertation in History for the Degree of Doctor in Philosophy, Supervisor István Rév, CEU Budapest, 2013

BASTIDE Roger, « Mémoire collective et sociologie du bricolage », *L'Année sociologique*, PUF, 1970

BLOCH Marc, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 2003

BROSSAT Alain, COMBE Sonia, POTEL Jean-Yves, SZUREK Jean-Charles, *À l'Est la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990

BUIER Natalia, *Officializing the Past — an Analysis of the Presidential Commission for Analysis of the Communist Dictatorship in Romania*, Master of Arts, Supervisors: Don Kalb, Jean-Louis Fabiani, Department of Sociology and Social Anthropology Central European University, Budapest, 2007

CAPELLE-POGĂCEAN Antonela, « Roumanie : l'utopie unitaire en question », *Critique internationale*, n° 6, 2000

CÂRSTOCEA Ioana, « Le “monde disparu” et la société “naissante”. Représentations savantes de la sortie du communisme en Roumanie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, septembre 2006,

CESEREANU Ruxandra, *Decembrie » 89. Deconstrucția unei revoluții*, Iași, Polirom, 2004.

CHARTIER Roger, *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétudes*, Paris, Albin Michel, 1998

COMBE Sonia (dir.), *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009

- DROIT Emmanuel, « Le Goulag contre la Shoah. Mémoires officielles et cultures mémorielles dans l'Europe élargie », *Vingtième Siècle*, n° 94, 2007
- DUMOULIN Olivier, *Le rôle social de l'historien*, Paris, Albin Michel, 2003
- GENSBURGER Sarah, *Les Justes de France, politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Science Po, 2010
- GENSBURGER Sarah et LAVABRE Marie-Claire, « Entre “devoir de mémoire” et “abus de mémoire” : la sociologie de la mémoire comme tierce position » dans Bertrand MÜLLER, *L'histoire entre mémoire et épistémologie. Autour de Paul Ricœur*, Lausanne, Payot Lausanne, 2005
- GONZÁLEZ-ENRÍQUEZ Carmen, « Central and Eastern Europe » dans Alexandra Barahona DE BRITO, Carmen GONZÁLEZ-ENRÍQUEZ, Paloma AGUILAR, *The politics of memory. Transitional Justice in democratizing Societies*, Oxford University Press, 2001
- GUSSI Alexandru, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*, Thèse de doctorat en Sciences Politiques, Dir. Dominique Colas, Institut d'Études Politiques de Paris, 2007
- HALBWACHS Maurice, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1925
- HARTOG François, *Régimes d'historicité*, Paris, Seuil, 2003
- HARTOG François, REVEL Jacques (codir.), *Les usages politiques du passé*, Paris, EHESS, 2001
- HEURTAUX Jérôme, PELLEN Cédric (dirs.), *1989 à l'Est de l'Europe*, La Tour d'Aigues, Aube, 2009
- IACOB Bogdan C., « Transnational Anti-communism and Historical Commissions in Romania and Moldavia », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, n° 4, 2020 (à paraître).
- Irina GRIDAN, « “Comment écrit-on aujourd'hui l'histoire de la diplomatie roumaine des années communistes?” » dans Sonia COMBE, *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009.
- ISRAËL Liora et VOLDMAN Danièle, *Michael Pollak. De l'identité blessée à une sociologie des possibles*, Complexe, Paris, 2008

KRUEGER Anne K., « The global diffusion of truth commissions: an integrative approach to diffusion as a process of collective learning », *Theory and Society*, n° 45, 2016,

LAVABRE Marie-Claire, *Le fil rouge, sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994

LAVABRE Marie-Claire, « Michael Pollak et la mémoire collective » dans ISRAËL Liora et VOLDMAN Danièle, *Michael Pollak. De l'identité blessée à une sociologie des possibles*, Complexe, Paris, 2008

LE GOFF Jacques, « Introduction » dans Alain BROSSAT, Sonia COMBE, Jean-Yves POTEL, Jean-Charles SZUREK, *À l'Est la mémoire retrouvée*, Paris, La Découverte, 1990

LEVY Daniel, SZNAIDER Nathan, « Memory Unbound. The Holocaust and the Formation of Cosmopolitan Memory », *European Journal of Social Theory*, n° 5 (1), 2002,

LOSONCZY Anne-Marie, « La muséification du passé récent en Hongrie post-communiste. Deux mises en spectacle de la mémoire », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 37, n° 3, 2006

MALENOVSKY Jiry, « Les lois de “lustration” en Europe centrale et orientale : une “mission impossible” ? », *Revue québécoise de droit international*, n° 13-1, 2000

MARIN Gabriel, *Apprendre l'histoire à l'école communiste*, Paris, Harmattan, 2013.

MARK James, *The Unfinished Revolution: Making Sense of the Communist Past in Central-Eastern Europe*, New Haven, Yale University Press, 2010

MAUREL Marie-Claude, MAYER Françoise (dir.), *L'Europe et ses représentations du passé. Les tourments de la mémoire*, Paris, L'Harmattan, 2008

MINK Georges, BONNARD Pascal (dirs.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2010

MINK Georges, NEUMAYER Laure, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007

NEUMAYER Laure, « Integrating the Central European Past into a Common Narrative: the Mobilizations Around the « Crimes of Communism » in the European Parliament », *Journal of Contemporary European Studies*, vol. 23, n° 3,

NEUMAYER Laure, *The Criminalisation of Communism in the European Political Space after the Cold War*, London/New York, Routledge, 2018

- NOVICK Peter, *L'Holocauste dans la vie américaine*, Paris, Gallimard, 2001
- Pascal BONNARD, Markus MECKL, « La gestion du double passé nazi et soviétique en Lettonie : impasses et dépassement de la concurrence entre mémoires du Goulag et d'Auschwitz », dans Georges MINK, Laure NEUMAYER, *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007
- PERCHOC Philippe, « Les mutations du compromis mémoriel européen. Une étude balte » dans Georges MINK, Pascal BONNARD (dirs.), *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2010
- PETTAI Eva-Clarita, « Interactions between History and Memory: Historical Truth Commissions and Reconciliation » in Siobhan KATTAGO (éd.), *The Ashgate Research Companion to Memory Studies*, Surrey, Ashgate, 2015, p. 239.
- POLLAK Michael (dir.), *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Éditions Métailié, 1993
- POLLAK Michael « La gestion de l'indicible », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n^{os} 62-63, 1986
- POLLAK Michael, « Mémoire, oubli, silence », dans Michael POLLAK (dir.), *Une identité blessée. Études de sociologie et d'histoire*, Paris, Éditions Métailié, 1993
- POLLAK Michael, HEINICH Nathalie, « Le Témoignage », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n^{os} 62-63, 1986
- POLLAK Michael, *L'expérience concentrationnaire*, Paris, Métailié, 1990
- PROST Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 2010
- ROSSI Federica, *La « lutte armée » entre justice, politique et histoire. Usages et traitements des « années de plomb » dans l'Italie contemporaine (1968-2010)*, Thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Annie Collovald, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 2011
- ROUSSO Henry (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999.
- SHAFIR Michael, « Deconstructing Holocaust Denial: Romania's Cucumber Season Revisited (Parti 1) », *East European Perspectives*, n^o 22, 30 October 2003
- STAN Lavinia, *Transitional Justice in Post-Communist Romania*, New-York, Cambridge University Press, 2013

STAN Lavinia, « Reckoning with the Communist Past in Romania: a Scorecard », *Europe-Asia Studies*, vol. 65, n° 1, janvier 2013

TRAVERSO Enzo, *Le passé, modes d'emploi. Histoire, mémoire, politique*, Paris, La Fabrique, 2005

URSACHI Raluca, *La justice de transition en Roumanie postcommuniste. Usages politiques du passé*, thèse pour le Doctorat en Science Politique, Dir. Pierre Birnbaum, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, 2012

VOICU George, *Zei cei răi. Cultura conspirației în România postcomunistă*, Iași, Polirom, 2000

YODER Jennifer A., « Truth without reconciliation: An appraisal of the enquete commission on the SED dictatorship in Germany », *German Politics*, n° 3, 1999, p. 59-80

ZOMBORY Maté, « The birth of the memory of Communism: memorial museums in Europe », *Nationalities Papers*, vol. 45, n° 6, 2017

E. QUESTIONS D'HISTORIOGRAPHIE, HISTOIRE DE LA ROUMANIE

E. GENERALITÉS

CASTELLAN Georges, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994

CONSTANTINIU Florin, *O istorie sinceră a poporului român*, București, Univers Enciclopedic, 2008

DURANDIN Catherine, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995

GEORGESCU Vlad, *The Romanians. A history*, Columbus, Ohio State University Press, 1991

GIURESCU Dinu C. (dir.), *Istoria Românilor. Tratatul de istorie al Academiei Române*, vol. XI, București, Editura Enciclopedică, 2008

HRISTODOL Felicia et all., *Bibliografia istorică a României*, vol. VIII, Academia Română, Editura Academiei Române, 1996

MURGESCU Bogdan, *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Iași, Polirom, 2011

SCURTU Ioan, *Istoria contemporană a României (1918-2001)*, București, Fundația România Mare, 2002

ȚURCANU Florin, « Istorie contemporană și istorie recentă în România » dans Colegiul Noua Europă, *Istoria Recentă în Europa. Obiecte de studiu, surse, metode*, București, Relink, 2002

E. 1. PÉRIODE : 1918-1945

ACHIM Viorel, IORDACHI Constantin (dir.), *România și Transnistria : problema Holocaustului*, București, Curtea Veche, 2004

ANCEL Jean, *Contribuții la Istoria României. Problema evreiască 1933-1944* (vol 1-4), București, Hasefer, 2001-2003

ANCEL Jean, *Documents Concerning the Fate of Romanian Jewry During the Holocaust*, vol. 6, Jerusalem, Beate Klarsfeld Foundation, 1986

ANCEL Jean, *Transnistria III*, București, Atlas, 1998

AXENCIUC Victor, *Evoluția economică a României. Cercetări statistic-istorice (1859-1947)*, București, Academia Română, 2000

BENJAMIN Lya (éd.), *Evreii din România între anii 1940-1944. Legislație antievreiască (vol. I)*, București, Hasefer, 1993

BENJAMIN Lya (éd.), *Legislația antievreiască din România 1938-1944. Documente*, București, Hasefer, 1993

BENJAMIN Lya, *Evreii în războiul de reîntregire al României*, București Hasefer, 1993

BENJAMIN Lya, *Prigoană și rezistență în istoria evreilor din România. Studii*, București, Hasefer, 2001.

BENZ Wolfgang, MIHOK Brigitte, *Holocaustul la periferie. Persecutarea și nimicirea evreilor în România și Transnistria în 1940-1944*, Chișinău, Cartier, 2010

BURCEA Mihai, *Luptând pentru o iluzie. Voluntari români în Brigăzile Internationales din Spania*, Thèse de doctorat en histoire, Dir. Laurențiu Vlad, Faculté d'Histoire, Université de Bucarest, 2017.

BUZATU Gheorghe, BELDIMAN Dana, ARDELEANU Eftimie, *Mareșalul Antonescu în fața istoriei*, Craiova, Helios, 2002

CHIOVEANU Mihai, *Fețele fascismului. Politică, ideologie și scrisul istoric în secolul XX*, București, Universitatea București, 2005

CLARCK Roland, *Sfântă tinerețe legionară. Activismul fascist în România interbelică*, Iași, Polirom, 2015

CONSTANTIN Ion, *România, Marile Puteri și problema Basarabiei*, București, Enciclopedică, 1995

DRĂGHIA Dan, *Forme ale contestării politice în spațiul românesc. Studiu de caz : mișcarea sindicală din România (1917-1921)*, Thèse de doctorat en sciences politiques, dir. Cristian Preda, Faculté de Sciences Politiques, Université Bucarest, 2011

GIURESCU Dinu C., *România în al Doilea Război mondial (1939-1945)*, București, All Educational, 1999

GRIFFIN Roger, « The concept that came out from the Cold: The The Progressive Historicization of Generic Fascism and its New Relevance to Teaching 20th Century History », *History Compass*, n° 1 EU 039, December 2005

HEINEN Armin, *Legiunea « Arhanghelul Mihail »*. Mișcare socială și organizație politică, București, Humanitas, 1999

HILBERG Raul, *Exterminarea evreilor din Europa (vol. I-II)*, București, Hasefer, 1997

HILBERG Raul, *Holocauste : les sources de l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001

HILLGRUBER Andreas, *Hitler, Regele Carol și mareșalul Antonescu*, București, Humanitas, 1994

IANCU Carol, *Evreii din România (1866-1919). De la excludere la emancipare*, București, Hasefer, 2006

INGRAO Christian, « Conquérir, aménager, exterminer. Recherches récentes sur la Shoah », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 2, 2003

IOANID Radu, *Holocaustul în România*, București, Hasefer, 2006

IOANID Radu, *The Sword of the Archangel. Fascist Ideology in Romania*, New York, Columbia University Press, 1990

- IORDACHI Constantin, *Charisma, Politics and Violence: The Legion of the « Archangel Michel » in Inter-war Romania*, Trondheim, Norwegian University of Science and Technology, 2004
- J. ALEXANDRU, Sergiu STANCIU, Lya BENJAMIN (dir.), *Martiriul evreilor din România*, București, Hasefer, 1991
- KERSHAW Ian, *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1992
- KERSHAW Ian, *The Nazi Dictatorship*, London, Arnold, 1993
- KOSELLECK Reinhart, *Conceptele și istoriile lor*, București, Grupul Editorial Art, 2009
- LAQUEUR Walter, MOSSE George (éds.), *International Fascism (1920-1945)*, New-York, Harper Torchbooks, 1966
- LIVEZEANU Irina, *Cultural Politics in Greater Romania*, Ithaca, Cornell University Press, 1995
- LÜDTKE Alf (éd.), *Histoire du quotidien*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1994
- MIGDAL Joel S., *State in Society. Studying how States transform and constitute one another*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004
- NAGY-TALAVERA Nicholas M., *Fascismul în România și Ungaria*, București, Hasefer, 1996
- NEUMANN Victor, HEINEN Armin (éds.), *Istoria României prin concepte. Perspective alternative asupra limbajelor social-politice*, Iași, Polirom, 2010
- NOLTE Ernst, *Les Mouvements fascistes : l'Europe de 1919 à 1945*, Paris, Calmann-Lévy, 1969
- RIZESCU Victor, *Ideology, Nation and Modernization: Romanian Developments in Theoretical Frameworks*, București, Universitatea București, 2013
- ROGER Antoine, *Fasciști, comuniști și țărani. Sociologia mobilizărilor identitare românești (1921-1989)*, Iași, Universitatea « A. C. Cuza », 2012
- SANDU Traian, « Le fascisme roumain dans un contexte centre-européen : historiographie et problématique », en ligne sur le site HAL Archives-ouvertes.fr, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00550732/document>
- SANDU Traian, *Un fascisme roumain. Histoire de la Garde de fer*, Paris, Perrin, 2014

- SCHMITT Oliver Jens, *Corneliu Zelea Codreanu. Ascensiunea și căderea Căpitanului*, București, Humanitas, 2017
- SCURTU Ioan, BUZATU Gheorghe, *Istoria românilor în secolul XX (1918-1948)*, București, Paideia, 1999
- SCURTU Ioan, *Istoria civilizației românești. Perioada interbelică (1918-1940)*, București, Editura Enciclopedică, 2009
- SDROBIȘ Dragoș, *Limitele meritocrației într-o societate agrară. Șomaj intelectual și radicalizarea politică a tineretului în România interbelică*, Iași, Polirom, 2015
- SPĂLĂȚELU Ion, FĂTU Mihail, *Garda de Fier. Organizație teroristă de tip fascist*, București, Editura Politică, 1971
- STOENESCU Alex Mihai, *Armata, mareșalul și evreii*, București, RAO, 2012
- TAGY-TALAVERA, Nicholas M., *The Green Shirts and Others: A History of Fascism in Hungary and Romania*, Hoover Institution Press, Stanford, 1970
- VAGÓ Bélá, « Fascism in Eastern Europe » in Walter LAQUEUR, *Fascism: a Reader's Guide. Analyses, Interpretations, Bibliography*, Berkeley, Los Angeles: University of California Press, 1978
- VEIGA Francisco, *Istoria Gărzii de Fier (1919-1941)*, București, Humanitas, 1995
- WEBER Eugen, « The Men of the Archangel », *Journal of Contemporary History*, n° 1, vol. 1, 1966
- WEBER Eugen, *Varieties of Fascism*, New Jersey, Princeton, 1964

E. 2. PÉRIODE : 1945-1989

- ANDREESCU Gabriel, *Cărturari, opozați și documente*, Iași, Polirom
- ANDREESCU Gabriel, *Existența prin cultură*, Iași, Polirom, 2016
- BOIA Lucian, *Capcanele istoriei*, București, Humanitas, 2011
- BOSOMITU Ștefan, *Miron Constantinescu. O biografie*, București, Humanitas, 2015.
- BOSWELL Laird, « L'historiographie du communisme français est-elle dans une impasse ? », *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 5, 2005

BUZATU Gheorghe, *Așa a început Holocaustul împotriva poporului român*, București, Majadahonda, 1995

CAPELLE-POGĂCEAN Antonela, RAGARU Nadège (dir.), *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala, 2010

COLAS Dominique (dir.), *L'Europe postcommuniste*, Paris, PUF, 2002

COURTOIS Stéphane, WERTH Nicolas, PANNÉ Jean-Louis, PACZKOWSKI Andrzej, BARTOSEK Karel, MARGOLIN Jean-Louis, *Le Livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997

DOBOȘ Corina (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. I)*, Iași, Polirom, 2010

JINGA Luciana M., SOARE Florin S. (coord.), *Politica pro-natalistă a regimului Ceaușescu (vol. II)*, Iași, Polirom, 2011

DREYFUS Michel, GROppo Bruno, INGERFLOM Claudio, LEW Roland, Claude PENNETIER, PUDAL Bernard, WOLIKOW Serge (dirs.), *Le siècle des communismes*, Paris, Ed. de l'Atelier/Ed. Ouvrières, 2000

GEORGESCU Vlad, *Politică și istorie. Cazul comuniștilor români*, Munich, Jon Dumitru-Verlag, 1981,

IONESCU Ghiță, *Comunismul în România*, București, Litera, 1994

IONESCU Ghiță, *L'avenir politique de l'Europe Orientale*, Paris, S.D.E.I.S., 1967

IONESCU-GURĂ Nicoleta, *Stalinizarea României*, București, BIC ALL, 2005

JINGA Mia, *Gen și reprezentare în România comunistă (1944-1989)*, Iași, Polirom, 2015

JOWITT Kenneth, *Revolutionary Breakthroughs and National Development. The Case of Romania, 1944 - 1965*, Berkley and Los Angeles, California Press, 1971

KOTT Sandrine, MESPOULET Martine (avec la collaboration d'Antoine ROGER) (dir.), *Le postcommunisme dans l'histoire*, Bruxelles, Presses de l'Universités de Bruxelles, 2006

MĂTRESCU Florin, *Holocaustul roșu*, București, Gerom Design, 1993

OLARU Stejărel, *Cei cinci care au speriat Estul*, Iași, Polirom, 2003

OLARU Stejărel, HERBSTTRITT Georg, *STASI și Securitatea*, București, Humanitas, 2005

OPREA Marius, *Banalitatea răului. O istorie a Securității în documente (1949-1989)*, Iași, Polirom, 2002

PUDAL Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la SHAFIR Michael, *Romania. Politics, Economic and Society: Political Stagnation and Simulated Change*, London, Frances Pinter, 1985

SIGMAN Carole, « Les clubs politiques “informels”, acteurs du basculement de la *perestroïka* ? », *Revue française de science politique*, n° 4, 2008.

SIGMAN Carole, « Les premières élections libres en Russie (1989-1990). Quand la compétition dévore les enfants de la *perestroïka* », *Politix*, n° 85, 2009/1

TĂNASE Stelian, *Anatomia mistificării (1944-1989)*, București, Humanitas, 2009

TISMĂNEANU Vladimir, *Stalinism for all seasons. A political history of romanian communism*, Berkeley, California Press, 2003.

TOTOK William, MACOVEI Elena-Irina, *Între mit și bagatelizare*, Iași, Polirom 2016

VASILE Cristian, *Viața intelectuală și artistică în primul deceniu al regimului Ceaușescu (1965-1974)*, București, Humanitas, 2014

Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate. O istorie politică a comunismului românesc*, Iași, Polirom, 2005, p. 113.

VOZLENSKI Mihail, *Nomenklatura*, Garden City, New York, Doubleday & Company Inc., 1984

ZUB Alexandru, *Orizont închis. Istoriografia română sub comunism*, Iași, Institutul European, 2000.

ZUB Alexandru, *Orizont închis. Istoriografia română sub comunism*, Iași, Institutul European, 2000

E. 3. PÉRIODE : 1989-2019

CAPELLE-POGĂCEAN Antonela, RAGARU Nadège, « En quoi les “partis ethniques” sont-ils “ethniques” ? Les trajectoires du MDL en Bulgarie et de l’UDMR en Roumanie », *Questions de recherche/Research in Question*, n° 25, juin 2008

DURANDIN Catherine, PETRE Zoe, *România post 1989*, Iași, Institutul European, 2010

GALLAGHER Tom, *Furtul unei națiuni. România de la comunism încoace*, București, Humanitas, 2004

SIANI-DAVIES Peter, *Revoluția română din decembrie 1989*, București, Humanitas, 2006

ȘTEFĂNESCU Domnița, *Cinci ani din istoria României. O cronologie a evenimentelor decembrie 1989 — decembrie 1994*, București, Mașina de scris, 1995

STOICA Stan, *România după 1989. O istorie cronologică*, București, Meronia, 2007.